

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Histoire du mouvement ouvrier chrétien en Belgique

Gérard, Emmanuel; Wynants, Paul

Publication date:
1994

[Link to publication](#)

Citation for published version (HARVARD):

Gérard, E & Wynants, P (eds) 1994, *Histoire du mouvement ouvrier chrétien en Belgique*. KADOC-studies, VOL. 16, Leuven University Press, Leuven.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER CHRETIEN

EN BELGIQUE

direction scientifique :
Emmanuel Gerard
Paul Wynants

TOME 2
KADOC-STUDIES 16



Leuven University Press 1994



**HISTOIRE
DU MOUVEMENT
OUVRIER
CHRETIEN
EN
BELGIQUE**

Ce livre est le fruit de la collaboration d'historiens de différentes universités belges. Il a été réalisé grâce à la coopération des institutions suivantes :

le MOC et l'ACW

le HIVA

le KADOC

le FRFC

la Communauté Flamande

le comité de rédaction :

Jan De Maeyer

Emmanuel Gerard

Paul Gérin

Emiel Lamberts

Jacques Lory

Jozef Mampuyts

Antoon Osaer

André Tihon

Lode Wils

Paul Wynants

HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER CHRETIEN EN BELGIQUE



direction scientifique :

Emmanuel Gerard
Paul Wynants

TOME 2

KADOC-STUDIES 16



Leuven University Press
1994

KADOC-STUDIES
fait suite à la série
KADOC-jaarboeken

1158906132

Une publication du :
Katholiek Documentatie- en Onderzoekscentrum /
Centre Catholique de Documentation et de Recherche
Vlamingenstraat 39
B-3000 Leuven

C.I.P. BIBLIOTHEQUE ROYALE ALBERT I

© 1994 by
Universitaire Pers Leuven / Leuven University Press / Presses Universitaires de Louvain
Krakenstraat 3, B-3000 Leuven (Belgium)

Toute reproduction, même partielle, de cet ouvrage au moyen d'imprimés, de photocopies ou de microfilms, ou de quelque procédé que ce soit, est interdite sans l'accord préalable écrit des éditeurs.

ISBN 90 6186 582 4
D/1994/1869/1

Table des matières

INTRODUCTION	15
--------------	----

CHAPITRE I

LA LIGUE DEMOCRATIQUE BELGE ET SES ANTECEDENTS

(Jan De Maeyer)

18

I. La Fédération des Œuvres Ouvrières. 1867-1891	19
--	----

A. Fondation et objectifs	19
B. Première émergence de la démocratie chrétienne	21
C. La réaction ultramontaine et la confiance inébranlable en la charité paternaliste	23
D. Une option dépassée : les gildes de paroisse et d'entreprise	31
E. Délitescence de la Fédération des Œuvres Ouvrières	33

II. Le mouvement des gildes urbaines et la percée des hommes politiques	36
--	----

A. Vers une société corporative	36
B. Les Corporations des Métiers et Négoces	38

III. La Ligue Démocratique Belge. 1891-1920	42
---	----

A. Création et caractéristiques	42
B. Structure et fonctionnement	44
C. La démocratisation prudente ou "l'édification d'une saine démocratie"	46
D. Une Ligue Démocratique "fourre-tout"	50
E. "Pilarisation" et subculture chrétienne	52
F. Impuissance et désintégration : la Ligue Démocratique dans l'impasse	57

Epilogue	64
----------	----

Annexes	66
---------	----

CHAPITRE II	
LES MUTUALITES CHRETIENNES	68
(Emmanuel Gerard)	
I. Les sociétés de secours mutuels avant 1886	70
A. Jusqu'à la crise des années quarante	70
B. Les mesures prises par les pouvoirs publics	72
C. Le catholicisme social	74
II. Percée de la mutualité chrétienne. 1886-1914	76
A. Expansion rapide du mouvement mutualiste à partir de 1886	76
B. Constitution de fédérations mutualistes	79
C. Les caisses de retraite	83
D. Fondation de l'Alliance Nationale	86
E. Diversité au sein du mouvement mutualiste	89
III. Consolidation de la mutualité chrétienne. 1914-1940	92
A. Les défis de la guerre et de l'après-guerre	92
B. Réforme administrative et structurelle	93
C. Le brandon de discorde de la démocratisation	95
D. Expansion des services de santé	99
E. L'intervention des pouvoirs publics	103
IV. Intégration à la sécurité sociale. 1940-1963	106
A. Dans l'isolement pendant la seconde guerre mondiale	106
B. L'instauration de l'assurance maladie-invalidité obligatoire. Malaise au sein de l'Alliance Nationale et redressement	109
C. Extension et centralisation. Services et concurrence Membre, structures, personnel - Les services	114
D. Crise et réforme de l'assurance obligatoire. Responsabilité ou solidarité ?	120
V. La mutualité comme maillon de la chaîne des soins de santé et du bien-être. 1964-1990	123
A. La loi de 1963. Conventions médico-mutualistes et extension de l'assurance obligatoire	123
B. Effectifs, structure et organisation administrative. Les relations avec le mouvement ouvrier	128

C.	Nouvelles orientations dans l'offre de services et dans la vie du mouvement Les petits risques pour travailleurs indépendants - Les services collectifs - Vie du mouvement et éducation à la santé - Limites de la solidarité ?	131
D.	Remise en question de la solidarité, de la démocratie interne et du caractère chrétien	139

Epilogue	141
----------	-----

Annexes	144
---------	-----

CHAPITRE III	
LE SYNDICALISME CHRETIEN	150
(Jozef Mampuy)	

I.	Un long préambule	152
----	-------------------	-----

A.	La préhistoire : de l'unité à la division	153
B.	La première pierre : le Secrétariat Général du Père Rutten (1904)	155
C.	La création de la CSC. 1912-1914	163
D.	La première guerre mondiale : on recommence (presque) à zéro. 1914-1918	167

II.	Percée et reconnaissance. 1918-1939	169
-----	-------------------------------------	-----

A.	Membres et dirigeants Les membres : multiplication par cinq en vingt ans - Organes dirigeants et personnalités marquantes	170
B.	Développement d'une organisation centralisée Centralisation professionnelle - Centralisation interprofessionnelle - Une centralisation totale - Réorganisation administrative par suite du chômage - Presse, propagande et formation syndicales	181
C.	Idéaux socio-économiques et revendications concrètes Organisation démocratique de la profession et économie dirigée - Pragmatisme dans les programmes concrets de revendications	194
D.	Le combat quotidien dans les années trente Sous le signe de la crise : la CSC sur la défensive - La CSC reprend l'offensive - Vers une "collaboration de fait" avec les socialistes	204

III. Scission et réunification pendant la seconde guerre mondiale	216
A. La CSC entre adaptation et résistance. 1940-1941	216
"L'étrange été" de 1940 - Le syndicat unique - Derrière les faits	
B. Réunification et préparation de l'après-guerre. 1941-1944	224
Epilogue	226
IV. Pilier de l'Etat-providence. 1944-1960	227
A. Forte croissance des effectifs : données contrôlées et corrigées	228
B. Structure et organisation interne : adaptation et développement	232
Les centrales - Une structure fondée sur deux piliers - Renforcement et renouvellement du secrétariat national - La CSC au Congo belge	
C. Réformes de structures et productivité	236
Réformes de structures - Les premières élections sociales - Un nouveau rôle pour la CSC - Le protocole sur la productivité	
D. Dans l'opposition "politique", la CSC passe à l'offensive : semaine de cinq jours et salaire hebdomadaire garanti	242
V. En front commun vers un bien-être accru. 1960-1975	245
A. La loi unique et le fédéralisme	246
B. Une programmation du bien-être social	248
C. De l'unité d'action au front commun syndical	251
D. L'entreprise entre l'autogestion ouvrière et les élections sociales	254
E. Les syndicats d'industrie, les femmes et les jeunes	258
F. De la CISC à la CMT et la CES	264
VI. Le défi de la crise économique	268
Annexes	272

CHAPITRE IV
LES COOPERATIVES CHRETIENNES 278
(Godfried Kwanten)

I. La question coopérative. 1886-1890 279

II. Les premières coopératives catholiques locales. 1890-1914 282

III. Des coopératives centralisées et autonomes. 1918-1952 284

A. La Coopération Ouvrière Belge (COB), puis la Fédération Nationale des Coopératives Chrétiennes (FNCC) 285

B. Le Bien-Etre 290

C. La Banque d'Epargne des Ouvriers Chrétiens, devenue COB-Caisse Centrale de Dépôts 293

D. De Hoorn 300

E. Les Assurances Populaires 301

IV. L'action à une échelle plus vaste 304

A. Expansion et déclin des grandes entreprises 304

B. Une action plus polyvalente 311

C. Le mouvement coopératif comme mouvement social 315

V. Epilogue et conclusion 317

Annexes 321

CHAPITRE V
LE MOUVEMENT OUVRIER CHRETIEN FEMININ 324
(Rédaction : Antoon Osaer; Coauteurs : Annie De Decker, Nathalie Ista et Denise Keymolen)

I. Les oeuvres sociales pour femmes 326

A. Les débuts : surtout une affaire d'hommes. 1892-1906 326

B. Emancipation sociale et syndicalisme 332

II. Le Secrétariat Général des Unions Professionnelles Féminines Chrétiennes. 1912-1918 339

A.	La création du Secrétariat et les premières réalisations	339
B.	Du syndicalisme à la formation pendant la guerre	343
<hr/>		
III.	Formation et défense des intérêts de la femme du milieu ouvrier. 1918-1940	345
A.	Regroupement sous l'égide du Secrétariat Général des Oeuvres Sociales Féminines Chrétiennes	345
B.	L'essor des ligues féminines Création et plan d'activités - Structure	354
C.	Controverse sur le statut et la mission du Secrétariat Général	362
D.	Les LOFC-KAV dans les années trente	368
E.	La période de guerre. 1939-1944	374
<hr/>		
IV.	Du parallélisme à la divergence. 1944-1960	376
A.	Les positions d'après-guerre	377
B.	Les services : un attrait supplémentaire Les services propres du mouvement - Collaboration avec les autres branches du mouvement ouvrier	380
C.	Les LOFC empruntent une autre voie	386
D.	Le relèvement culturel de la femme du monde ouvrier, levier de l'émancipation	387
E.	Au centre des préoccupations : la famille	391
F.	Le travail à la base	393
<hr/>		
V.	Le rôle essentiel de la femme. 1960-1975	395
A.	Vers un professionnalisme accru	397
B.	De la femme au foyer à la consommatrice	398
C.	La femme au travail en point de mire	400
D.	Vers un statut de la femme	405
E.	KAV : le renouveau est inscrit dans les statuts	408
F.	Vie Féminine : plus qu'un changement de nom	411
<hr/>		
VI.	Epilogue. KAV et Vie Féminine : des valeurs sûres. 1975-1990	413
A.	Les KAV	413
B.	Vie Féminine	417
<hr/>		
	Annexes	419

CHAPITRE VI

LA JEUNESSE OUVRIERE CHRETIENNE

424

(Louis Vos, avec la collaboration de Paul Wynants et André Tihon)

I. Mutations sociales. 1870-1918

426

A. Expansion économique et jeunes travailleurs

426

B. La réponse catholique

428

C. Cardijn

429

II. Vers une organisation de la jeunesse ouvrière chrétienne. 1918-1925

432

A. Jeunesse Syndicaliste et Jonge Werkman

433

B. Les jeunes travailleuses

438

C. Droit de cité pour la jeunesse ouvrière

440

III. Percée et essor. 1925-1940

444

A. Le développement

444

B. Les liens avec les membres

450

C. Le message et la méthode

452

D. La formation par l'action

456

E. Une société en crise

459

IV. Les années de guerre. 1940-1944

463

A. Préserver la spécificité du mouvement

465

B. Résistance et assistance

466

C. Impact sur la jeunesse

468

V. Le second souffle. 1945-1967

469

A. Le programme

473

B. L'action dans le milieu et la vie de groupe

477

C. La mondialisation

481

D. Structure et conjoncture

484

VI. Ruptures. 1967-1990

489

Annexes

496

11

<hr/>	
CHAPITRE VII	
LE KRISTELIJKE WERKNEMERSBEWEGING	500
(Walter Nauwelaerts)	
I. L'époque des pionniers. 1941-1950	501
A. Naissance et développement en temps de guerre. 1941-1944	501
B. Reconnaissance officielle des KWB par l'ACW	507
C. Structure de l'organisation et caractéristiques de "l'œuvre éducative"	509
<hr/>	
II. Orientations nouvelles. 1950-1959	517
<hr/>	
III. Contestation. 1959-1968	522
A. Pleins feux sur l'entreprise	523
B. Contre les structures conservatrices de l'Eglise et des partis	528
<hr/>	
IV. La crise et le redressement. 1968-1980	530
<hr/>	
V. Conclusion	538
<hr/>	
Annexes	540
<hr/>	
CHAPITRE VIII	
LES EQUIPES POPULAIRES	544
(Guy Zelis)	
I. Les antécédents : la Ligue Ouvrière Chrétienne et le Mouvement Populaire des Familles	545
<hr/>	
II. Les débuts des Equipes Populaires	550
<hr/>	
III. Premières tensions : organisation et apostolat	551
<hr/>	
IV. Les années de stabilisation et de relance. 1953-1960	553
<hr/>	
V. Vers plus d'autonomie et vers un mouvement d'éducation permanente. 1960-1990	558

CHAPITRE IX

LE MOC-ACW

(Emmanuel Gerard)

564

I. La LNTC/ACW. 1921-1945

566

A. Une naissance difficile

566

B. Organisation et direction

572

C. Trois fonctions

575

L'activité politique - Les œuvres économiques - Formation des cadres, éducation populaire et apostolat

D. La coordination au sein du mouvement ouvrier

585

II. La nouvelle orientation de la LNTC

587

A. Avant la guerre

587

B. Démantèlement pendant la seconde guerre mondiale

589

C. La réforme après la guerre

593

III. Le MOC-ACW. 1946-1966

597

A. Les structures du MOC-ACW

597

B. La politique

599

C. Presse et propagande. Etudes et formation

602

D. Tourisme social, orientation scolaire et professionnelle, logement social

606

Loisirs et Vacances/Vakantiegenoegens - Orientation scolaire et professionnelle - Le logement

IV. La Fédération Internationale des Mouvements Ouvriers Catholiques

612

V. Erosion et nouveau profil. 1965-1990

619

Annexes

626

LISTE DES TABLEAUX	632
LISTE DES ANNEXES	634
ICONOGRAPHIE	635
INDEX DES NOMS DE PERSONNES	636
LISTE DES ABREVIATIONS	642
AUTEURS	644
APERCU DES KADOC-JAARBOEKEN ET KADOC-STUDIES	647

Introduction

En consultant le second tome, le lecteur peut faire plus ample connaissance avec l'histoire des différentes organisations ouvrières chrétiennes. Le premier tome a dépeint l'évolution générale du mouvement ouvrier chrétien, en portant un regard sélectif sur ses diverses branches. Le présent volume s'attache à retracer l'évolution spécifique de ces organisations.

Les neuf chapitres sont indépendants les uns des autres, même si leur ordre de succession répond à un souci de systématisation. La longueur de ces chapitres dépend de la durée et de l'importance des associations concernées. La série s'ouvre par la Ligue Démocratique Belge et s'achève par le MOC-ACW. La première organisation faîtière, qui a disparu entre-temps, vient donc au début, tandis que la "coupole" actuelle clôt l'ouvrage. Dans l'intervalle sont présentés les "mouvements à but spécifique", les "branches" et "organisations constitutives" : autant de termes utilisés au fil du temps, mais que les intéressés n'ont pas toujours jugés pertinents. Les organisations "socio-économiques" sont les premières à être ainsi présentées. Leurs origines remontent à la période qui précède la guerre de 1914-1918, voire au 19^{ème} siècle. Il s'agit des mutualités, du mouvement syndical et des coopératives. Viennent ensuite les organisations "socio-culturelles", qui n'ont vraiment pris leur essor qu'au lendemain de la première guerre mondiale. Ce sont les ligues féminines et les mouvements de jeunesse ouvrière. Il faut y ajouter deux organisations qui se sont développées après la seconde guerre mondiale : le KWB et les Equipes Populaires. Une caractéristique des mouvements "socio-culturels" est leur scission, dès le début, en sections flamandes et wallonnes. Toutefois, les auteurs ont opté pour une approche intégrée parce que ces mouvements ont conservé longtemps une philosophie sociale, des méthodes, des activités et même une direction communes. Seuls le KWB et les Equipes Populaires, qui n'ont pratiquement jamais rien eu en commun, ou si peu, ont été étudiés séparément.

Dans les chapitres qui forment ce volume, le lecteur trouvera surtout des développements sur la genèse de chaque organisation, ses moments de crise, sa structure, ses activités, ses adhérents, sa direction et bien d'autres choses encore. Nul ne s'étonnera de ce que les auteurs n'aient pas toujours pu opérer une distinction nette entre l'approche du tome premier et celle

du second. C'est surtout le cas pour la Ligue Démocratique et pour la LNTC comme organisations générales, ainsi que pour la CSC à partir des années trente. Grâce à son influence croissante, conjuguée à une modification de la fonction dévolue à la LNTC, puis au MOC, et à leur affaiblissement de fait, le syndicat est devenu, en effet, l'expression par excellence du mouvement ouvrier chrétien. Du reste, il était difficile d'éviter un certain chevauchement entre les deux volumes et une telle démarche ne paraît guère gênante.

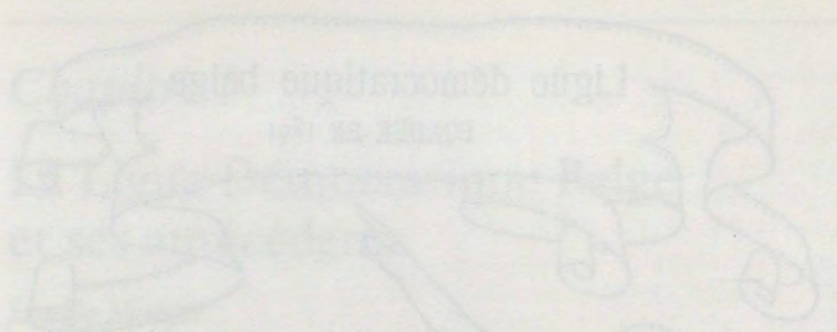
Nous n'ignorons pas que le niveau national a été privilégié et qu'une certaine "couleur locale" fait défaut. Il en est ainsi à cause du nombre de pages limité dont disposaient les auteurs, mais aussi à cause de l'évolution historique elle-même : la centralisation croissante a débouché sur une uniformisation incontestable de la vie du mouvement. D'autre part, les études locales apportent rarement des réponses adéquates aux questions soulevées dans ce livre. Elles ne contiennent pas toujours des données sur la manière dont le simple membre ou le militant a vécu l'histoire. Les auteurs n'ont pas eu la prétention de s'engager en pareille voie avec le présent ouvrage.

Les paragraphes consacrés à l'évolution du mouvement depuis 1965 environ ont un caractère particulier. La rédaction estimait devoir évoquer la période la plus récente, même si ce travail ne pouvait s'appuyer sur un dépouillement systématique des sources, ni être assorti de commentaires adéquats, faute de perspective suffisante. Les auteurs se sont efforcés de fournir des informations aussi précises que possible sur la période en question, en se basant essentiellement sur les documents mis à leur disposition par les organisations concernées.

Chaque chapitre s'accompagne de deux annexes : les noms des dirigeants¹ et les principales statistiques relatives au nombre de membres. Nul ne fera grief aux auteurs de ce que ces indications laissent subsister des points d'interrogation et des lacunes. Les aperçus, graphiques, tableaux et organigrammes intégrés dans le texte apportent un supplément d'information à cet égard. Une orientation bibliographique figure dans une des premières notes de chaque texte.

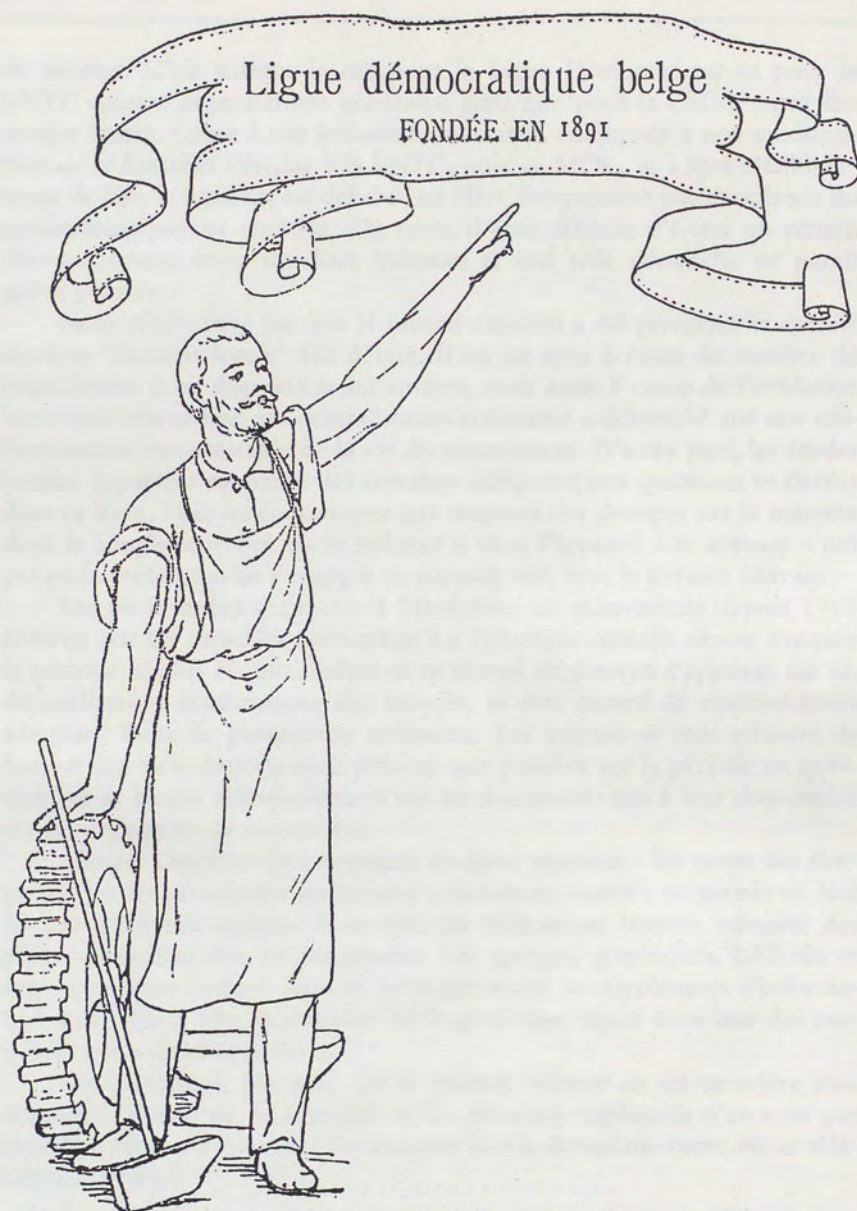
On comprend, dès lors, que le présent volume ait un caractère plus descriptif. Toutefois, le contexte et les éléments explicatifs n'en sont pas absents, même s'il convient de toujours lire le deuxième tome en se référant au premier.

1. Un astérisque suivant un nom indique qu'il s'agit d'un ecclésiastique.



The first of the two main parts of the book is a historical survey of the development of the French Republic from 1789 to 1871. This part is written in a clear, straightforward style, and is intended to provide a general overview of the subject. The second part of the book is a more detailed study of the French Republic from 1871 to 1891. This part is written in a more scholarly style, and is intended to provide a more in-depth analysis of the subject. The book is written in French, and is intended for a French-speaking audience. It is a valuable resource for anyone interested in the history of the French Republic.

The book is written in French, and is intended for a French-speaking audience. It is a valuable resource for anyone interested in the history of the French Republic. The book is written in French, and is intended for a French-speaking audience. It is a valuable resource for anyone interested in the history of the French Republic.



*Vers 1900, la Ligue Démocratique Belge donne au mouvement ouvrier chrétien la possibilité de se développer.
(Dessin de la couverture des rapports annuels de la Ligue)*

Chapitre I

La Ligue Démocratique Belge et ses antécédents

Jan De Maeyer

Dans de nombreuses paroisses de Flandre et de Wallonie, à la fin du 20ème siècle, on parle encore du patronage, du cercle ouvrier ou de la gilde¹. Il est presque notoire que ces formes d'organisation locales se rattachent à la préhistoire du mouvement ouvrier chrétien. Peu de gens savent, par contre, que dès 1867, ces initiatives sont chapeautées par la Fédération des Œuvres Ouvrières, elle-même incorporée à la Ligue Démocratique Belge, en 1891. Au double plan de l'organisation et de l'idéologie, ces organisations faïtières du 19ème siècle constituent le forum à partir duquel le mouvement ouvrier chrétien parvient à se développer, vers la fin du siècle.

I. La Fédération des Œuvres Ouvrières. 1867-1891²

A. Fondation et objectifs

Désireux de barrer la route au mouvement ouvrier socialiste et à des activités révolutionnaires potentielles, un certain nombre d'industriels, de

-
1. Nous remercions Greet De Neef et Josette Nihoul, du KADOC, qui se sont chargées du travail d'heuristicque. Josette Nihoul a soigneusement reconstitué l'évolution des effectifs. Les résultats des séminaires consacrés à la Ligue Démocratique Belge, au cours de l'année académique 1985-1986, se sont révélés particulièrement précieux, eux aussi.
 2. Cette section se fonde sur l'analyse systématique des principales sources disponibles sur la Fédération des Œuvres Ouvrières, notamment les mensuels *L'Economie chrétienne* (= EC) (1869-1878) et *L'Economiste catholique* (= ECa) (1879-1890). Ces périodiques, destinés aux affiliés, publiaient les comptes rendus importants des réunions de direction et des congrès. Les recherches entreprises pour retrouver les archives de l'organisation n'ont pas abouti. Quelques dossiers des archives de Villermont, répertoriées par Mgr Aloïs Simon, ne sont toujours pas remontés à la surface. Les Fonds Dechamps et Goossens, aux Archives de l'archevêché de Malines, contiennent quelques dossiers très importants. La seule étude qui existe sur le sujet est le mémoire de licence de Decoux, intitulé *La Fédération des Sociétés Ouvrières Catholiques* (1958). Voir également Vermeersch, *Manuel social* (1909) II, 9-11 et Misson, *Le mouvement syndical* (1921) 43-56. Sur le contexte, cf. le chapitre I du tome I.

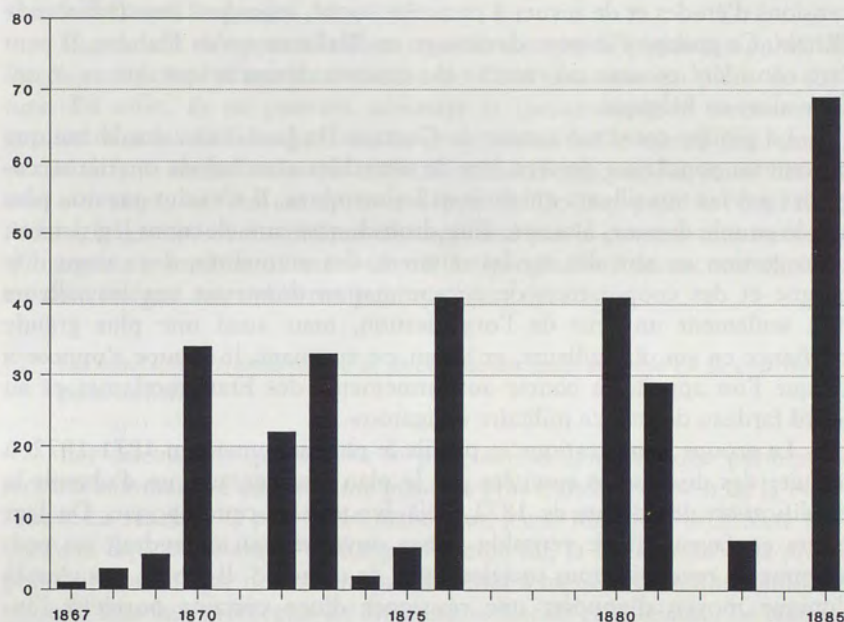
juristes et de publicistes fondent la Fédération des Œuvres Ouvrières en 1867. Grâce à cette organisation faîtière nationale, les initiateurs de l'entreprise entendent mettre en contact les comités de direction des œuvres populaires catholiques locales. Créer, stimuler et guider un "mouvement ouvrier catholique" fortement moral, éducatif et antirévolutionnaire, telle est la mission dévolue à la Fédération. La création de celle-ci est la conséquence directe des congrès catholiques de Malines, tenus en 1863, 1864 et 1867. Les grèves de 1866 dans le Borinage ne font qu'accélérer cette fondation.

Les bases de la Fédération sont jetées au cours d'une réunion organisée à Verviers, le 27 décembre 1867, où se rencontrent les dirigeants des cercles ouvriers et des patronages de Louvain, Gand, Liège et Verviers³. L'assemblée se compose essentiellement d'industriels et de juristes. Ceux-ci désignent l'industriel Edmond de Grand'Ry et le publiciste Pierre Limbourg, tous deux originaires de Verviers, respectivement comme président et secrétaire faisant fonction. L'appellation de Fédération des Œuvres Ouvrières est provisoirement retenue. Le premier congrès des représentants des œuvres affiliées, tenu le 29 mars 1868 à Louvain, décide de confier la direction de la Fédération au comité de la Société des Ouvriers de Louvain, que préside Urbain Massalski, ingénieur des mines et professeur à l'université, et dont l'étudiant Joseph Novent est le secrétaire. Ce premier congrès confirme l'option prise initialement : la Fédération s'attache à coordonner et à stimuler les œuvres ouvrières qui se préoccupent du bien-être moral, éducatif et matériel de la classe ouvrière. De plus, elle est rebaptisée Fédération des Sociétés Ouvrières Catholiques Belges. Le mensuel *L'Economie chrétienne* (1869-1878) doit procurer l'information utile aux sociétés affiliées et aux membres adhérant à titre individuel.

Dès 1871, une révision des statuts s'impose. Gustave De Jaer, alors chef d'entreprise à Saint-Nicolas-Waas, plaide en faveur d'une plus grande cohésion au sein de la Fédération et pour l'élection d'un véritable bureau central. Il en résulte que Massalski est remplacé en mai 1871 par Clément Bivort de la Saudée, propriétaire de mines hennuyer, tandis que le prêtre louvaniste Louis Struyf succède à Novent comme secrétaire de la Fédération, le 19 novembre de la même année. Désormais, un congrès réunira, deux fois l'an, les délégués des organisations affiliées et les membres individuels intéressés, alors appelés "hommes d'œuvres".

3. Sur l'activité des cercles ouvriers liégeois, voir "Société Ouvrière de Saint-Joseph", *Revue générale* (1868) 293-304 et Gérin, *Catholiques liégeois*, 29-63; sur les œuvres de Louvain, cf. Christiaens, *Aanloop*.

Tableau 1 :
Fédération des Œuvres Ouvrières. Nombre d'affiliations par an.
1867-1885



Sources: L'Economie chrétienne et L'Economiste catholique

B. Première émergence de la démocratie chrétienne

Un groupe démocratique se manifeste assez tôt au sein de la Fédération. Il émet des remarques critiques à l'égard des tendances paternalistes dominantes et introduit la notion de justice sociale : "...la religion catholique ce n'est pas seulement la charité, c'est autre chose encore : c'est aussi la justice..."⁴. Il promeut des rapports plus démocratiques au sein des œuvres populaires, la création de coopératives de consommation et une législation sociale. Bref, il préconise une émancipation plus effective de la classe ouvrière. L'historiographie situe ce groupe autour d'une figure de proue : Gustave De Jaer⁵. Cependant des prêtres, tels Joseph Sovet, actif à Louvain, ou Michel Renard, ecclésiastique remarquable de Bruxelles, et des jeunes avocats, comme Léon Mabile, originaire du Centre, dans une certaine mesure aussi le Liégeois Edouard Cloes et le Verviétois Alphonse

4. Propos tenus par Michel Renard dans EC (1871) 569.

5. Decoux, *La Fédération*, 100-103 et 126-134; Gérin, "Sociaal-katholieke verenigen", 276-293; Rezsöazy, *Catholicisme social*, 79-98.

Grandmont, peuvent également être comptés parmi les tenants de cette tendance plus progressiste. Ils se manifestent d'abord par leurs comptes rendus de congrès démocrates-sociaux, tenus à l'étranger, ou par leurs recensions d'études et de revues à caractère social, telles les *Christlich-soziale Blätter*. Ce groupe s'impose davantage en Wallonie qu'en Flandre. Il peut être considéré comme un rameau du courant démocratique qui se manifeste alors en Belgique.

Le groupe constitué autour de Gustave De Jaer insiste sur le fait que les œuvres populaires doivent être de véritables associations ouvrières, co-gérées par les travailleurs qui en sont les membres. Il n'exclut pas non plus que le peuple dispose, à terme, d'un droit de vote aux élections législatives. La cogestion au sein des cercles ouvriers, des mutualités, des caisses d'épargne et des coopératives de consommation donnerait aux travailleurs non seulement un sens de l'organisation, mais aussi une plus grande confiance en soi. Par ailleurs, et le fait est étonnant, le groupe s'oppose à ce que l'on appelle la course aux armements des Etats modernes et au lourd fardeau du service militaire obligatoire.

Le groupe démocratique se profile le plus nettement en 1871-1872, à la suite des discussions suscitées par le plan De Jaer, en vue d'obtenir la modification des statuts de 1871, déjà évoquée. A cette époque, De Jaer milite en faveur d'une véritable presse ouvrière, qui défendrait un programme de revendications sociales digne de ce nom⁶. Il estime que c'est là l'unique moyen d'opposer une résistance d'une certaine portée à l'influence socialiste-révolutionnaire de l'Internationale. Cloes et Renard considèrent le lancement de véritables journaux ouvriers comme un test de la vitalité de la Fédération. Sans se prononcer sur les détails, De Jaer formule les éléments de son programme comme suit : repos dominical, organisation chrétienne du travail des femmes, respect des apprentis, limitation de la durée du travail, paiement du salaire en espèces (abolition du truck system), suppression du livret d'ouvrier et du fameux article 1781 du Code Civil, par lequel l'employeur est cru sur parole, enfin, création de Chambres Consultatives du Travail.

La proposition visant à lancer un journal ouvrier n'est pas acceptée. L'idée échoue essentiellement parce qu'elle bute sur l'opposition des défenseurs des intérêts des feuilles locales. Néanmoins, la Fédération accorde une attention accrue au développement d'une presse populaire catholique. Elle subventionne le journal populaire liégeois *L'Ouvrier belge. Organe des vrais intérêts du travailleur* (janvier 1872-mars 1875), publié par Limbourg et Grandmont. Elle subsidie aussi l'hebdomadaire nivellois *Le Travailleur* de l'ingénieur-architecte ultramontain Charles Lagasse de Locht (à partir

6. Sur le programme de De Jaer et les débats qui lui sont consacrés, cf. notamment EC (1871) 164-178, 189-251, 296-307, 326-341, 352-357, 418-426, 460-465, 468-486, 519-572.

de 1875), l'hebdomadaire *De Werkman* [L'Ouvrier] du publiciste alostois Pieter Daens (à partir de mai 1873), ainsi que *Het Vlaamsche Volk* [Le Peuple Flamand] (1879-1884), l'hebdomadaire de l'éditeur-imprimeur gantois Hendrik-Lieven Stepman⁷.

Cependant, les conservateurs considèrent que le plaidoyer public de De Jaer en faveur d'une intervention de l'Etat constitue un point de rupture. En effet, ils ne peuvent admettre la constatation de carences flagrantes dans le chef des patrons, en ce qui concerne le travail des femmes et des enfants dans l'industrie minière et métallurgique. Au cours des années suivantes, en tout cas après le départ de De Jaer pour le Nord de la France, le groupe démocratique est supplanté par le courant ultramontain, qui gagne en force et en combativité. Le programme démocrate chrétien est ainsi relégué aux oubliettes pour quelques décennies.

C. *La réaction ultramontaine et la confiance inébranlable en la charité paternaliste*

Les discussions que suscite le programme démocratique permettent aux ultramontains d'adopter une position plus tranchée au sein de la Fédération. La réaction la plus vive émane d'un jeune ingénieur-architecte fraîchement diplômé, Arthur Verhaegen⁸. Selon lui, la Fédération et la presse populaire catholique ne doivent pas chercher à mener une action démocratique. Il leur faut privilégier les dimensions morale et religieuse. Le courant ultramontain vise, en effet, à christianiser la vie sociale, en d'autres termes à réaliser l'"*Omnia instaurare in Christo*". A l'égard de la classe ouvrière, cet objectif s'exprime par la devise : "il faut refaire des chrétiens"⁹. Dans cet esprit, un autre ultramontain, Charles Lagasse, tente, dès 1871, d'affilier les œuvres ouvrières aux Xavériens. En 1873, avec l'aide du jésuite Van Heffen, directeur des Xavériens de Flandre occidentale, il entend réorienter la Fédération dans une voie presque exclusivement religieuse. Ses propositions sont cependant rejetées, par crainte d'un retrait des travailleurs wallons.

Pour comprendre le succès croissant des ultramontains, il faut se remémorer le contexte du troisième quart du 19^{ème} siècle, durant lequel l'Europe occidentale est marquée par un réflexe conservateur généralisé. En 1864, dans l'encyclique *Quanta cura*, le pape Pie IX rejette catégoriquement le monde moderne. La menace que font peser les nationalistes et les libéraux italiens sur l'existence des Etats pontificaux explique cette atti-

7. *ECa* (1880) 192; Gérin, *Presse populaire*, 6-19; Joris, *Presse verviétoise*, 31-36. Contrairement à ce qu'écrit Van Isacker, *Werkelijk land*, 127, Pieter Daens est bien devenu membre-correspondant de la Fédération, en mai 1873. Voir *EC* (1873) 293-294 et 487.

8. *EC* (1871) 392-413; De Maeyer, *Verhaegen*, 66-75; Van Isacker, *Werkelijk land*, 126.

9. *Assemblée de Malines* 1867, II, 194.

tude négative. Lors de la perte définitive de ces Etats, en 1870, l'Eglise réagit en se coupant littéralement d'un monde en évolution de plus en plus rapide. Le dénouement sanglant de la Commune de Paris, en 1871, conforte l'Eglise et la bourgeoisie dans ce rejet. La guerre scolaire, qui sévit en Belgique de 1878 à 1884, et le Kulturkampf allemand (1875-1886) renforcent encore cet état d'esprit. A l'intérieur de l'Eglise, cette évolution entraîne des conséquences importantes : la tendance centralisatrice de Rome accentue la position hiérarchique du clergé à l'égard des laïcs. L'affirmation du cléricalisme, qui résulte de toute cette évolution, se répercute aussi nettement au sein de la Fédération.

Tout d'abord, la réaction ultramontaine renforce l'approche éducative et morale de la question sociale : il s'agit de "(...) faire accepter à l'ouvrier la position qui lui est faite dans l'ordre providentiel"¹⁰. L'amélioration des conditions matérielles des travailleurs est ainsi reléguée à l'arrière-plan. La démarche des ultramontains part d'une image des travailleurs qui est très différente de celle du groupe démocratique. Les ouvriers sont décrits comme de grands enfants, incapables de gérer leurs revenus, d'organiser leur famille et d'éduquer leur progéniture. Il convient donc d'entamer leur éducation et de leur inculquer des mœurs morales et religieuses, comme le goût de l'ordre social, le respect de l'autorité et le sens de l'économie.

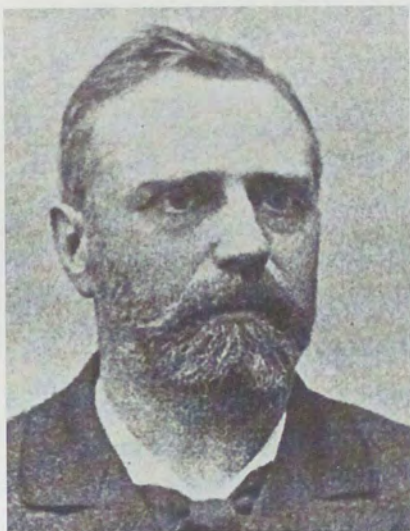
On comprend, dès lors, que la noblesse et la bourgeoisie dépensent des sommes considérables pour soutenir l'action des œuvres ouvrières à caractère éducatif et moral. Elles soutiennent ainsi des initiatives comme le Crédit de la Charité ou la Ligue Nationale Belge (1872-1877), qui a pour devise "l'ordre par la religion et le travail"¹¹. En décembre 1881, le vice-président de la Fédération, le jésuite Charles Verbeke, définit encore l'objectif assigné au patronage caritatif en ces termes "(...) [il faut] donc établir entre les divers rangs sociaux des liens tels que les inférieurs se sentent les obligés des classes supérieures, et cela non pas à raison du salaire donné, que l'ouvrier ne peut considérer que comme lui étant strictement dû, mais à raison de l'introduction d'un autre élément dans les rapports de maître à serviteur, d'un élément de bienveillance"¹².

La Fédération s'oppose catégoriquement à toute forme d'intervention étatique en matière sociale. Durant les premières années de son existence, elle s'attelle au problème du travail des femmes et des enfants. Toute initiative du législateur en matière de travail des enfants est considérée

10. EC (1873) 474-477.

11. Van Isacker, *Werkelijk land*, 127-128; Decoux, *La Fédération*, 45-48. La Ligue Nationale Belge est créée en réaction à la Commune de Paris de 1871. Elle entend constituer un front regroupant toutes les forces conservatrices contre l'influence de la Première Internationale et du socialisme. Le Crédit de la Charité est créé en 1855 par le comte Ferdinand-Philippe de Meeûs pour financer l'enseignement populaire confessionnel et la création de centres d'accueil pour ouvriers malades ou âgés.

12. EC (1882) 27-28.



Le journaliste verviétois Pierre Limbourg (1843-1912) est l'un des fondateurs de la Fédération des Œuvres Ouvrières. Il s'occupe activement des œuvres destinées au monde du travail, des patronages de jeunes gens et de la presse populaire. Initialement, Limbourg adhère aux options "démocrates chrétiennes" de De Jaer. A partir de 1874, il défend l'idée d'une cléricatisation des œuvres populaires. Avec sa Gazette du Peuple (1887-1899), il entend réaliser la pacification sociale, contre les syndicats qu'il rejette en les qualifiant de "joujoux à la mode".



Le jésuite bruxellois Charles Verbeke (1833-1889) est nommé vice-président de la Fédération des Œuvres Ouvrières en 1881. Il en devient le président intérimaire en 1887. Partisan du paternalisme des élites dirigeantes, il fustige, dans ses sermons, le goût du luxe des bourgeois et l'appétit de consommation des ouvriers. Verbeke place tous ses espoirs dans les chefs d'entreprise qui, soutenus par des organisations patronales catholiques, mettraient en pratique les principes d'une économie chrétienne.

comme dangereuse, parce qu'elle pourrait être l'ébauche d'autres réformes, par exemple l'introduction de l'obligation scolaire. Or, il faut éviter à tout prix que l'enseignement non-confessionnel soit ainsi encouragé. Patrons et ouvriers sont invités à juguler le travail des femmes et des enfants de leur propre mouvement, par conviction morale et chrétienne. Bien plus, un certain nombre d'affiliés de la Fédération n'hésitent pas à imputer partiellement la responsabilité de ce phénomène aux travailleurs eux-mêmes. S'agissant de l'instauration du repos dominical, la grande majorité des membres s'en remet entièrement au bon vouloir des patrons et à l'autodiscipline des salariés. En 1873, 12.000 formulaires d'enquête relatifs à cette question sont diffusés dans des cénacles de médecins, d'avocats, d'industriels, de fonctionnaires et d'instituteurs. Le résultat de cette initiative est plus que décevant : 300 réponses seulement parviennent à la Fédération. Celle-ci connaît le même désenchantement en 1873-1874, lorsqu'elle présente le cabinet catholique de Theux-Malou, en vue de l'instauration du repos dominical dans les institutions relevant des départements de la Justice, des Travaux Publics et de la Guerre. Il ne faut pas en déduire que la Fédération est pour autant favorable à une instauration légale et généralisée du repos dominical. En fin de compte, elle se voit obligée de prendre l'initiative avec la Fédération des Cercles, afin que l'action en faveur du repos dominical soit confiée à un nouvel organisme : l'Association Belge pour la Sanctification du Dimanche, créée à Louvain en mars 1875 ¹³.

Le président Bivort meurt en septembre 1875. Le prince Eugène de Caraman-Chimay lui succède en mai 1876. L'intéressé jouit de prestige et d'influence, d'autant qu'il a son mot à dire au sein de la Ligue Nationale Belge, qui finance la Fédération. Avec cet homme profondément religieux, le groupe ultramontain gagne systématiquement du terrain. Grâce à la politique de cooptation de Caraman, le nombre de partisans de cette tendance augmente au sein du Bureau Central : on y trouve notamment Lagasse, l'industriel tournaisien Albert de Robiano et le juriste bruxellois Charles Campioni qui, à la suite de la modification des statuts de 1880, assiste le secrétaire de la Fédération, Struyf, avant de lui succéder en 1882. Au début de l'année 1877, Caraman fusionne la Fédération et la Ligue Nationale Belge. Cette intégration renforce la tendance ultramontaine, phénomène qui se traduit notamment par une demande de modification des statuts, afin de permettre l'affiliation des œuvres à caractère strictement religieux. Caraman noue également des contacts avec la Fédération des Cercles Catholiques, en vue d'une éventuelle fusion. Celle-ci permettrait de constituer un large front antilibéral et antisocialiste. Elle semble sur le point de se concrétiser au début 1878, mais finalement les contacts tournent court. Le profil nettement ultramontain de Caraman et le renforce-

13. *EC* (1875) 358-360.



La Fédération des Œuvres Ouvrières (Verbond der Katholieke Volkswerken) propage surtout des œuvres à caractère religieux, moral et éducatif.
(Diplôme, 1880)

ment du caractère confessionnel de la Fédération font capoter les pourparlers avec les Cercles Catholiques¹⁴.

La modification des statuts tant demandée intervient enfin en 1880. Elle se caractérise par deux changements importants. En premier lieu, la Fédération regroupe des œuvres populaires, dans l'acception la plus large de cet adjectif. Deux signes sont révélateurs de la vogue ultramontaine : *L'Economie chrétienne* doit céder la place à *L'Economiste catholique* (1880-1891) et l'ancienne dénomination de Verbond der Volkswerken [Fédération des Œuvres Populaires] refait surface en Flandre, alors que la Wallonie préfère l'appellation de Fédération des Œuvres Ouvrières Catholiques. En second lieu, la modification des statuts restructure sensiblement l'organisation : pour tenter d'obtenir plus d'audience auprès de l'épiscopat, la Fédération se dote d'un système hiérarchisé de comités paroissiaux, décanaux et diocésains. Les élus des comités diocésains forment le comité directeur, assisté d'un conseil central.

Pour s'assurer l'appui des évêques, la Fédération dispose, dans ses nouveaux statuts, qu'au moins un des deux délégués de chaque comité diocésain doit être un prêtre. Autre innovation : ces deux représentants - prêtre et laïc - sont dorénavant nommés par leur évêque. De la sorte, le comité directeur compte plus d'une moitié de prêtres parmi ses membres. Caraman conserve la présidence. Toutefois, l'organisation est désormais fort marquée par le clergé, notamment par les jésuites Charles Verbeke et Van Heffen et par des prêtres séculiers, comme J. Aerts (Anvers) ou H. Henry (Namur). Entre-temps, Caraman transfère le siège de la Fédération de Louvain à Bruxelles. Jusqu'ici, l'épiscopat s'est montré plutôt réservé à l'égard de la Fédération, et ce pour différentes raisons. Tout d'abord, les évêques de Bruges et de Gand, qui ont une prédilection pour le mouvement des Xavériens, ne désirent guère l'exposer à la concurrence d'autres courants¹⁵. Ensuite, les œuvres ouvrières sont trop souvent considérées comme une affaire de laïcs. Enfin, l'épiscopat estime que ces mêmes œuvres sont trop peu orientées vers les dévotions religieuses. En 1877, les choses changent, grâce notamment à la création des premiers comités diocésains à Namur et à Liège.

La progression des ultramontains et la modification des statuts qui s'ensuit en 1880 ont également des répercussions sur la ligne de conduite de la Fédération. Dorénavant, les œuvres ouvrières qui possèdent une forte dimension morale, religieuse ou éducative et celles qui contribuent à la perfection morale de leurs membres sont les seules à être propagées. Sur ce plan, les patronages, les cercles ouvriers et l'organisation de conférences

14. Soete, *Structures*, 421-439.

15. Van Eenoo, "Sociale werken", 509; Masson, *Aartsbroederschap*; Verstrep, *De Mechelse Xavarianenkring*.

Tableau 2 :
Fédération des Œuvres Ouvrières. Types d'œuvres affiliées.
1867-1885

patronages	93
cercles ouvriers, maisons ouvrières	59
œuvres morales et éducatives	21
(Ceuvre de Saint François Regis, centres d'accueil de jeunes servantes, sodalités)	
bibliothèques populaires	5
enseignement populaire (écoles du dimanche, écoles d'ouvriers)	15
presse populaire	8
œuvres de bienfaisance	3
(Société de Saint-Vincent de Paul, Dames de la Charité)	
cercles de miliciens, cercles de soldats	4
gildes urbaines	2
gildes paysannes	1
œuvres pour bateliers	1
mutualités	4
caisses d'épargne	1
cercles de zouaves	1
Xavériens	63
organisations socio-culturelles (cercles de théâtre et chorales)	1
bourses du travail	1
total	283

Sources: L'Economie chrétienne et L'Economiste catholique

sur les thèmes de l'alcoolisme, de l'hygiène et du ménage jouissent à présent d'une quasi exclusivité. La Fédération encourage aussi la création d'écoles ménagères au plan local : elle considère, en effet, que la lutte pour la rechristianisation de la société doit d'abord être menée auprès du pilier de la famille : la femme. La Fédération ne peut promouvoir que les œuvres économiques à haute valeur morale et éducative, notamment les caisses d'épargne et de crédit. Elle associe, en effet, l'épargne aux qualités morales de détachement et de sobriété, à la promotion de la petite propriété, perçue comme une force tranquille et antirévolutionnaire. Les œuvres ouvrières réservent une grande attention au théâtre et au chant, deux activités susceptibles de véhiculer un message. Tout dépend donc du choix des pièces et des acteurs. Aussi *L'Economiste catholique* propose-t-il régulièrement des programmes théâtraux et des répertoires de chants, sélectionnés en raison de leur valeur éducative et morale. L'entracte peut être mis à profit pour une courte conférence à caractère religieux, sur des thèmes tels que la vie familiale chrétienne ou le code moral du travailleur chrétien. De telles représentations, qui attirent une foule de familles ouvrières, offrent

en tout cas au clergé une occasion idéale pour atteindre son public-cible. *Le Coutumier des œuvres*, une sorte de manuel publié en 1883-1884 par *L'Economiste catholique*, témoigne de cette préoccupation intense pour les dimensions religieuses et morales. En fait, il s'agit pratiquement d'un commentaire du calendrier liturgique et des coutumes religieuses (comme les processions de la Sainte-Croix dans les campagnes, la dévotion à saint Joseph, etc...) que le peuple y associe.

La composition des effectifs reflète les buts visés par la direction de la Fédération. Jusqu'en 1870, cette dernière compte neuf associations affiliées. L'accroissement des adhésions, entre 1870-1874 et 1880-1881, est essentiellement le fait des patronages de jeunes gens, des cercles ouvriers, des associations de Xavériens et, dans une moindre mesure, des œuvres religieuses et morales. Le nombre de mutualités, de caisses d'épargne, de bourses du travail, sans parler des coopératives, demeure très faible. En 1885, la Fédération publie une liste des 196 associations affiliées¹⁶. Ce dernier chiffre contraste avec les 283 organisations adhérentes que nous avons dénombrées pour cette même année. La différence s'explique aisément : il est notoire que l'administration de la Fédération est déficiente en matière d'affiliations et qu'elle fait état des seuls membres payant une cotisation. C'est dans les provinces du Brabant et d'Anvers que la Fédération est la mieux représentée. Ses effectifs sont médiocres en Flandre occidentale et orientale. Sa présence est très faible ou nulle dans les provinces agraires du Luxembourg, du Limbourg et de Namur.

Il n'empêche que la Fédération touche, mais dans une très faible mesure, des responsables ou des "hommes d'œuvres" de ces dernières provinces, par l'intermédiaire de ses congrès bisannuels. L'analyse des listes de présences en témoigne. La répartition des participants, selon la profession ou le statut social, est significative. Sur une des rares listes nominatives de 407 personnes qui ont assisté à une réunion, on a pu en identifier à coup sûr 245, soit 60,19 %. Le fait est frappant : les ecclésiastiques n'apparaissent en grand nombre qu'à partir de 1875. Ils représentent 62,84 % du total, contre 9,79 % de propriétaires, 10,20 % de commerçants et 14,28 % d'industriels. Contrairement au clergé, ce dernier groupe est fort important jusqu'en 1875. Par la suite, il perd en représentativité.

L'analyse des effectifs, en l'occurrence le nombre d'associations et de membres actifs identifiés, de même que le tirage limité de *L'Economiste catholique* et du *Bode der volkswerken* [*Messager des œuvres populaires*] – 300 exemplaires en 1881 – obligent à relativiser fortement l'importance et l'impact de la Fédération des Œuvres Ouvrières¹⁷. En réalité, les options

16. *Eca* (1885) 354-362.

17. En 1881, *L'Economiste catholique* est expédié à 148 exemplaires; son homologue flamand, *De Bode der volkswerken*, l'est à 135 exemplaires. Au total, on estime que les deux périodiques touchent quelque 300 lecteurs. Voir *Eca* (1881) 183-184.

des dirigeants de la Fédération se limitent, pour l'essentiel, à réaliser les intentions d'un petit groupe d'"hommes d'œuvres".

D. Une option dépassée : les gildes de paroisse et d'entreprise

Au cours des années 1880, la Fédération des Œuvres Ouvrières lance le mouvement des gildes (gildes paroissiales et corporations de métiers). Cette innovation constitue sans doute un progrès incontestable. Toutefois, la Fédération n'exploite pas suffisamment le phénomène : elle rate ainsi l'occasion d'inscrire ces organisations dans un cadre socio-politique plus large et de les intégrer dans une structure sociale corporative.

En suivant l'exemple de la France, la direction de la Fédération entend, plus que jadis, aménager la vie des entreprises selon les principes d'une économie chrétienne. Cette préoccupation s'ajoute à un souci pré-existant au sein de la Fédération : organiser les travailleurs, respectueux de l'ordre établi et dépourvus d'esprit revendicatif, au sein des œuvres ouvrières. Charles Périn, professeur d'économie politique à l'université de Louvain, joue un rôle important dans cette évolution. La notion de "bon patron", chère à Périn, fait écho à celle de "bon ouvrier". A l'instar de la seconde, la première est proposée comme idéal-type et fait l'objet d'études¹⁸. *L'Economie chrétienne* et *L'Economiste catholique* ne cessent de s'adresser aux chefs d'entreprise et au personnel d'encadrement, que ces publications considèrent comme leurs lecteurs, au même titre que les administrateurs-prêtres des œuvres ouvrières. Ils leur rappellent ainsi leur responsabilité morale et, dans une moindre mesure, leurs devoirs sociaux. En 1881, on propose également la mise en place, lors des congrès semestriels, d'une section patronale spéciale, où les principes de l'économie chrétienne entreraient systématiquement en ligne de compte. Les chefs d'entreprise qui prennent des initiatives louables, en créant des caisses d'épargne, des mutualités et des coopératives attachées à leur firme ou des écoles élémentaires et professionnelles, se voient cités en exemples. *L'Economiste catholique* s'inspire de ce qui se pratique en Allemagne et dans le Nord de la France : vers 1880, il mène une propagande méthodique en faveur de la création, au plan régional, d'organisations patronales chrétiennes ou de gildes catholiques de commerce et d'industrie¹⁹. Pour soutenir les œuvres ouvrières, des chaînes locales de petits commerces se créent sous la dénomination d'"Economat de la Charité". En échange de l'apport d'une clientèle fidèle, elles ristournent aux œuvres ouvrières un certain pourcentage

18. De Maeyer, "Gildenbeweging", 239-240.

19. La gilde de Gand (1879) est la première dont l'existence est signalée. Suivent celles de Malines (1882) et de Bruxelles (1884).

de leurs bénéfiques. Le premier exemple connu de telles réalisations fonctionne à Namur depuis 1881.

Les responsables de la Fédération participent aux congrès qu'organisent les catholiques du Nord de la France. C'est là qu'ils prennent connaissance, à partir de l'automne 1873, du modèle d'organisation corporative de l'entreprise élaboré par Léon Harmel. Les partisans de ce corporatisme y voient un succédané de la paroisse rurale protectrice. Dans son projet, Harmel considère la grande entreprise comme une unité chrétienne de vie et de production : jusqu'à un certain point, et la production, et une série d'œuvres annexes (logement, initiatives socio-culturelles, instruction élémentaire, professionnelle et ménagère, chapelle d'entreprise) seraient gérées en concertation structurée au sein de la corporation, c'est-à-dire par des organes composés de la direction de l'entreprise et de délégués des travailleurs. L'approche préconisée par Harmel fait grande impression en Belgique. L'Œuvre des Cercles du comte Albert de Mun, les appels du jésuite français Marquigny et du capucin Ludovic de Besse ne demeurent pas sans écho en Belgique : ils y font progresser l'idée de créer des associations religieuses et morales, formées de compagnons exerçant le même métier ou la même profession, sur le modèle des gildes du moyen âge. Cette idée mûrit aussi, grâce à Périn, au sein de la Confrérie de Saint-Michel, un groupe ultramontain de pensée et d'action (1875-vers 1896), et dans le milieu des œuvres ouvrières. Le regain d'intérêt pour la doctrine sociale de Thomas d'Aquin, dans le sillage du néothomisme, n'y est pas étranger non plus, comme en témoignent les références de *L'Economiste catholique*. On l'a vu, les gildes sont conçues comme des confréries à forte connotation religieuse et morale. Elles mettent en exergue l'idée de solidarité, sous la forme de caisses de secours mutuels, d'assistance aux veuves et aux orphelins. En Flandre, l'idée de gilde peut se prévaloir de nombreuses sympathies : elle entre en résonance avec le Mouvement Flamand, mais aussi avec les réminiscences de l'âge d'or des villes et des métiers au moyen âge. Les gildes paroissiales de l'abbé Henri Van den Driessche suscitent un grand intérêt : sans la moindre hésitation, la Fédération subventionne généreusement les initiatives de l'intéressé et recommande ses publications²⁰.

L'intérêt que suscitent Henri Van den Driessche et, dans une moindre mesure, Jacob-Ferdinand Mellaerts, avec sa gilde paysanne de paroisse qui sera à l'origine du Boerenbond Belge, n'est pas un phénomène isolé. Il va de pair avec le nouvel idéal du prêtre de paroisse que les ultramontains introduisent dans les œuvres ouvrières. La paroisse, comme micro-société catholique, doit se fonder sur un réseau d'œuvres ouvrières : "Une paroisse aujourd'hui demande plus que la régularité des offices et même plus qu'un

20. Van Isacker, *Averechtse democratie*, 28-42; De Maeyer, "Gildenbeweging"; Van Molle, *Katholieken en landbouw*, 144-155.

enseignement religieux donné avec zèle et intelligence; elle demande des œuvres et surtout des œuvres ouvrières appropriées aux âges et aux sexes”²¹. Les congrès de la Fédération présentent, de plus en plus expressément, le prêtre-type comme un “travailleur social”. La Fédération insiste auprès de l’épiscopat pour que, dans les grands séminaires, l’on prête attention à la question sociale, telle qu’elle se pose en ville et à la campagne.

E. *Déliquescence de la Fédération des Œuvres Ouvrières*

L’intérêt que les dirigeants de la Fédération portent aux gildes de paroisse et d’entreprise s’intègre à une préoccupation plus vaste : le maintien du statu quo dans les rapports sociaux. Entre-temps, en dehors de la Fédération, un mouvement de gildes urbaines prend de l’extension. Sa force d’émancipation, au plan socio-politique, est plus importante en raison de son imbrication avec le courant démocrate chrétien naissant.

L’Union Nationale pour le Redressement des Griefs (1884-vers 1891) et surtout les Congrès des Œuvres Sociales qu’elle organise à Liège en 1886, 1887 et 1890, cristallisent cette évolution. La direction de la Fédération s’en plaint, du reste, auprès de l’épiscopat belge en 1886. Les comptes rendus des réunions de la direction manifestent le mécontentement que suscitent les tendances monopolistes de l’Union²². Pourtant, les protestations de la Fédération sonnent faux, car celle-ci ne se préoccupe guère, au début, de ce qui est en train de se passer à Liège. A la fin 1886, elle suggère de procéder à une répartition des tâches. La Fédération entend ainsi conserver la responsabilité en matière d’organisation des œuvres ouvrières catholiques, en l’occurrence des œuvres éducatives, morales et économiques. De plus, selon elle, le travail d’étude et de propagande pourrait être confié à une association du type de la Société d’Economie Sociale. Campioni relance cette proposition en mai 1887, lorsqu’il présente son projet visant à remplacer *L’Economiste catholique*, qui frôle l’asphyxie, par une revue scientifique à caractère social, intitulée *Revue d’économie sociale*. Tous ces projets donnent peu de résultats effectifs²³. Du reste, l’épiscopat belge estime qu’il est temps de mettre fin à ces querelles. Il tire la couverture à lui en favorisant l’installation, sous ses auspices, de comités diocésains et régionaux des œuvres sociales. C’est ainsi qu’en mai 1889, la Fédération annonce, dans le bulletin destiné à ses affiliés, qu’elle se met à la disposition des comités régionaux des œuvres sociales formés entre-temps. Il n’empêche que *L’Economiste catholique* s’intéresse peu aux Congrès des Œuvres Sociales de Charleroi (1886, 1888) et de Malines (1889). La ré-

21. *ECa* (1880) 17.

22. De Maeyer, “Gildenbeweging”, 247 et note 100.

23. Meerts, *Brants*, 133-137, 166-238. On peut considérer la *Revue sociale catholique* de Louvain (1896-1920) comme une réalisation tardive de la proposition de Campioni.



L' ÉCONOMISTE CATHOLIQUE
BULLETIN MENSUEL
DE LA
FÉDÉRATION BELGE
DES
ŒUVRES OUVRIÈRES CATHOLIQUES



BRUXELLES
HUBERT VOS
IMPRIMEUR-ÉDITEUR
rue du Poinçon, 6,



MAESTRICHT
J. H. VOS
LIBRAIRE-ÉDITEUR
rue Grand Staat

1880

Dans L'Economiste Catholique, la Fédération des Œuvres Ouvrières fait de la propagande pour les gildes paroissiales et pour les gildes artisanales. (Couverture de L'Economiste Catholique, 1880)

daction affirme, presque sur un ton de reproche, n'avoir reçu aucune invitation de la part des organisateurs.

Qu'il s'agisse d'organisation ou surtout d'idées, la direction de la Fédération n'est plus à la hauteur. Elle ne digère pas qu'aux congrès de Liège, la notion de législation sociale soit propagée, ni qu'un élargissement du droit de vote y soit envisagé à terme. Son vice-président, Verbeke, ne craint pas de tenir des propos assez durs à ce sujet : "D'ailleurs travaillons plutôt à ne pas entraîner l'ouvrier dans les luttes et les dissensions politiques. Là n'est point sa place"²⁴. L'intérêt très vif que suscitent les coopératives déplaît également aux conservateurs. Toutefois, sous l'influence de la littérature étrangère et via la Société d'Economie Sociale, le secrétaire Charles Campioni se rallie à la cause du mouvement coopératif, sous la forme de caisses d'épargne et de crédit, de coopératives de consommation et de banques populaires. Parmi les plus conservateurs, c'est surtout l'organisation corporative des mutuelles et des caisses d'épargne qui est en vogue : en effet, la structure double de telles œuvres institutionnalise l'idée d'épargne, l'esprit de prévoyance et de responsabilité propre, ainsi que le patronage de l'élite. C'est ce que Van Isacker appelle, de manière saisissante, la "démocratie à rebours". Un prêtre namurois, l'abbé Henry, s'en fait le principal propagandiste. Les sections de Xavériens essaient, elles aussi, de créer de telles gildes. En réalité, elles n'établissent que des caisses d'assurance-maladie, d'épargne et de crédit. Finalement, les institutions paroissiales de Van den Driessche s'inscrivent également dans cette optique de "démocratie à rebours".

Après 1886, la Fédération perd une bonne part de son dynamisme. Après 1887, elle n'est même plus en état d'organiser un congrès. Pour cette période, les statistiques d'effectifs font défaut. Il est un autre phénomène significatif : par manque d'intérêt, la publication du *Bode der volkswerken* est suspendue en juillet 1887. Cette revue est remplacée par un supplément de vulgarisation, qui paraît en néerlandais dans *L'Economiste catholique*. Pourtant, l'édition d'un *Bode* flamand avait été exigée, en 1880, par les délégués anversois, mécontents de la prépondérance francophone au sein de l'organisation.

La direction de la Fédération, vieillie et sclérosée, semble ne plus être en mesure de redresser la situation. La structure des comités décanaux et diocésains, préconisée par Caraman, n'aboutit pratiquement à rien. Le système fondé sur un comité directeur et un conseil central ne fonctionne pas correctement. La nomination des délégués diocésains tarde souvent. Ces deux organes, qui se chevauchent à bien des égards, fusionnent en 1888. Au prince de Caraman-Chimay, décédé en octobre 1881, succède René Moretus de Bouchout, qui n'assiste même pas à toutes les réunions de la

24. Extrait du discours prononcé par Verbeke, le 16 juin 1885, au congrès de la Fédération; voir *ECa* (1885) 197.

direction. Lorsqu'il démissionne en décembre 1887, on ne lui désigne pas de remplaçant. Le vice-président Verbeke, dont l'état de santé s'est détérioré entre-temps, assume la direction de l'organisation, mais ce sont en réalité les abbés conservateurs Henry et Aerts qui tirent les ficelles, avec le secrétaire Campioni et l'homme politique louvaniste Jules de Trooz. Henry insiste fortement sur l'action mutualiste, tandis que l'abbé Aerts, d'Anvers, focalise toute l'attention sur les patronages²⁵. *L'Economiste catholique*, dans ses dernières années de parution, est en quelque sorte réduit au rang de bulletin de dirigeants des mutuelles et des patronages. Cette évolution semble se traduire aussi dans l'évolution des effectifs jusqu'en 1885, pour autant que nous en ayons connaissance. La politique de subsidiation que pratique la Fédération moribonde illustre également le grand intérêt qu'elle porte aux patronages.

Lorsqu'en son vice-président décède en février 1889, la Fédération est cliniquement morte. Le triumvirat formé de Charles Campioni, des abbés Henry et Aerts, expédie encore les affaires courantes, mais toute dynamique a disparu. *L'Economiste catholique* cesse de paraître définitivement au début 1891. La Fédération des Œuvres Ouvrières s'est peu à peu vidée de sa substance. Une génération plus jeune, qui s'est investie dans l'Union pour le Redressement des Griets et le mouvement des gildes urbaines, propose une alternative : telles sont les origines de la Ligue Démocratique Belge.

II. Le mouvement des gildes urbaines et la percée des hommes politiques

A. Vers une société corporative

Le mouvement des gildes urbaines marque la transition entre les œuvres ouvrières paternalistes et les ligues ouvrières antisocialistes, dont la coordination sera assurée par la Ligue Démocratique Belge, dès 1891. Le mouvement des gildes urbaines dépasse l'approche micro-sociale des gildes paroissiales. Il élargit la pensée corporative, qui peut dès lors saisir la question sociale dans sa globalité.

Les théoriciens belges, qui se retrouvent à la Société d'Economie Sociale, sont amenés à adopter le corporatisme socio-politique par l'étude des travaux de l'école corporative allemande et autrichienne, conduite par des publicistes comme Karl von Vogelsang²⁶. Par ses comptes rendus de vulgarisation, publiés à partir de 1882 dans *L'Economiste catholique*, Victor

25. La brochure qu'Aerts publie à ce propos est extrêmement éloquent : *De reddingsboot voor de jonkheid van stad en dorp, of de patronages van jongelieden en de hedendaagsche samenleving* (Anvers, 1886).

26. De Maeyer, "Gildenbeweging", 237-246; Meerts, Brants; Van Isacker, *Averechtse democratie*, 43-55; Lamberts, "Sociaal-katholieke ideologie", 52-61.

Brants, professeur à l'université de Louvain, est un de ceux qui introduisent cette perspective plus large au sein de la Fédération des Œuvres Ouvrières, mais sans y trouver beaucoup d'écho. Les recensions bibliographiques dont il a déjà été question – par exemple celles des *Christlich-soziale Blätter* – contribuent largement au même résultat. Les écoles allemande et autrichienne ambitionnent une réforme plus substantielle de la société, dans la perspective corporative chrétienne. L'industrie, l'agriculture, le commerce et l'artisanat se voient attribuer des compétences législatives au plan socio-économique, par le biais d'un système hiérarchisé de corporations de patrons et d'ouvriers, qui s'échelonnent du plan local jusqu'au niveau national. Une telle conception modifie sensiblement la pensée sociale catholique traditionnelle : la société est, en effet, restructurée par un travail législatif. Les catholiques disposent, désormais, d'une stratégie socio-politique susceptible de résoudre l'antagonisme qui traverse la société. La réforme corporative de celle-ci devrait, en effet, contribuer à pacifier et à stabiliser les relations sociales, par des organisations idoines : les gildes de patrons et de travailleurs, de grands propriétaires et de fermiers.

Cette idéologie nouvelle connaît un grand succès auprès de la jeune génération ultramontaine de la Confrérie de Saint-Michel, qui s'intéresse moins à l'évolution de la Fédération des Œuvres Ouvrières. Des personnalités comme l'ingénieur et architecte Joris Helleputte, l'avocat louvaniste Franz Schollaert, son beau-frère, de même que l'avocat liégeois Léon Collinet et le juriste carolorégien Michel Levie, affichent ouvertement leurs ambitions politiques. Arthur Verhaegen, qui s'installe à Gand après son mariage et se désintéresse de la Fédération après sa querelle avec De Jaer, fait également partie du groupe. Ces personnalités perçoivent le mouvement des gildes comme un moyen d'orienter dans la bonne voie les aspirations démocratiques des artisans, de la petite bourgeoisie et des instituteurs. Il n'est pas fortuit qu'elles se prononcent, à partir de 1884 et via l'Union pour le Redressement des Griefs, en faveur d'un parti catholique plus démocratique, plus confessionnel et – en Flandre – plus flamingant. Pendant la guerre scolaire de 1878-1884, cette nouvelle génération acquiert la conviction que l'élargissement du droit de vote peut constituer une arme contre les libéraux. Au vu de la montée de la pression exercée par le socialisme, qui se dessine en toile de fond, elle réalise d'autant mieux que cette réforme électorale est inéluctable à moyen terme. Rien d'étonnant, dès lors, si c'est l'Union pour le Redressement des Griefs qui organise les Congrès des Œuvres Sociales à Liège, en 1886, 1887 et 1890. On attend de ces congrès qu'ils élaborent une alternative catholique, en riposte au mouvement ouvrier socialiste et aux troubles sociaux de mars 1886. Les deux premiers congrès liégeois consacrent le triomphe de la formule corporatiste. Léon XIII donne d'ailleurs un coup de pouce à l'idée de gilde par son encyclique *Humanum genus* de 1884 et par son allocution de 1887, à l'occasion du pèlerinage des ouvriers français à Rome. Les débats,

mais surtout les comptes rendus de l'Union de Fribourg, que Helleputte et Joseph d'Ursel, l'homme des Maisons Ouvrières bruxelloises, connaissent fort bien, font progresser le mouvement des gildes²⁷.

Les membres de la Confrérie de Saint-Michel espèrent pouvoir propager la pensée corporatiste par l'entremise de Comités des Œuvres Sociales à établir dans les villes, les régions ou les diocèses. Dans la foulée des congrès de Liège, ils tentent d'organiser des congrès sociaux dans les villes et les régions. A cet effet, ils s'appuient sur les comités créés dans le cadre de l'Union et qui fonctionnent encore. Une enquête révèle l'existence de tels comités d'"hommes d'œuvres" ou d'œuvres sociales à Bruges, Courtrai, Gand, Bruxelles, Louvain, Hasselt, Liège, Verviers et Tournai. Les cercles d'étude, conférences et sections de conférenciers sont leurs principaux moyens d'action. Le principe de cette campagne date du congrès de Liège de 1887 où, même en marge de l'assemblée, l'"Œuvre de la Conférence catholique" se réunit par deux fois. La *Revue des hommes d'œuvres* (1891-1895) d'Eugeen-Jan Keesen lui donne corps. Des conférences sur la question sociale et sur le corporatisme se tiennent dans l'ensemble du pays²⁸.

B. *Les Corporations des Métiers et Négoces*

A Louvain, la Corporation des Métiers et Négoces de Joris Helleputte (1885) fait office de modèle pour le mouvement des gildes urbaines²⁹. L'industriel Jan Nobels, impressionné par la présentation de la gilde louvaniste que Helleputte propose aux congrès de Liège, lance une initiative similaire à Saint-Nicolas : la gilde du pays de Waas voit officiellement le jour en 1888. Du reste, Nobels apparaît comme un des principaux promoteurs du mouvement des gildes. L'exemple louvaniste fait d'autres émules : ainsi la Corporation des Métiers et Négoces de Bruges, fondée en 1887, et celle de Courtrai, créée en 1891 par l'entremise de Cyrille Van Overbergh, jeune avocat et bras droit de Helleputte. L'influence des corporatistes de Flandre occidentale, notamment celle d'Edward De Grijse, professeur au séminaire et futur doyen de Courtrai, et du journaliste brugeois Gustave Stock joue également un rôle important. Une gilde analogue se crée à Roulers et prend directement pour modèle l'exemple brugeois. Elle doit beaucoup à l'abbé Achiel Lauwers, professeur au Petit Séminaire, qui en est

27. Wils, *De oorsprong*, et ID., "De katholieke partij", 74-95; Gérin, *Catholiques liégeois*, 81-101; Jadoulle, *Pottier*, 2-34.

28. De Maeyer, "Gildenbeweging", 247-249 et 334-335 (notes 102 et 103). Sur les congrès de Liège, voir le chapitre II du tome I.

29. En 1878, Helleputte conçoit le projet de maintenir l'équipe qui a construit le collège universitaire Juste Lipse, en style néo-gothique. Son projet se fonde sur le principe du "Dombauhütte", cher au moyen âge, et s'inspire d'une foule de documents des corporations médiévales, pour donner finalement naissance, en 1885, à une gilde néo-médiévale. Voir Ernotte, *Les aléas*, 31-37.

Tableau 3 :

Dates de création des Corporations des Métiers et Négoces

1885	Louvain (première étape: 1878)
1887	Bruges
1888	Saint-Nicolas-Waas
1889-1890	Liège
1890	Tirlemont
1891	Binche
	Gand
	Jumet
	Courtrai
	Roulers
	Saint-Trond
1892	Ardooisie
	Frameries
1894	Menin

l'inspirateur. Le modèle louvaniste est imité à Tirlemont en 1890, puis à Saint-Trond en 1891. Entre-temps, Arthur Verhaegen et Jan Nobels ont créé l'hebdomadaire *Het Volk* [*Le Peuple*] (1890-1891), conçu pour répandre l'idéal corporatiste.

En dépit de l'engagement personnel de Helleputte, le corporatisme s'implante plus difficilement en Wallonie. A l'exception de Liège, où une gilde est fondée en novembre 1889, on n'assiste à l'éclosion de corporations organisées que dans des centres industriels moins importants comme Binche et Jumet, en 1891, ou Frameries en 1892. Les Maisons Ouvrières de Bruxelles sont des copies conformes de la Gilde de Louvain. La plus ancienne date de 1887. En 1901, la capitale en compte déjà neuf. Elles doivent symboliser la riposte catholique aux maisons du peuple socialistes. Les "Vredes" anversoises, malgré leur coloration plus catholique et flaminguante, fonctionnent quasiment de la même façon que les Maisons Ouvrières bruxelloises. Tout comme la "Werkmangilde" de Turnhout en 1890, elles s'érigent en se détachant quelque peu du modèle louvaniste.

Contrairement aux œuvres ouvrières paternalistes, les gildes urbaines ont un impact idéologique et des effectifs non négligeables³⁰. Les plus importantes, comme celles de Louvain, Bruges, Saint-Nicolas-Waas, Courtrai et Roulers, pour ne citer qu'elles, peuvent assez rapidement se prévaloir de 1000 à 2000 affiliés. Elles se concentrent autour de corporations de mé-

30. De Maeyer, "Gildenbeweging", 249-255; Van Isacker, *Averechtse democratie*. Les sources essentielles – soit les registres des procès-verbaux des réunions de direction et les bulletins destinés aux affiliés – sont réunies au KADOC, pour les principales gildes (Louvain, Bruges, Roulers, Courtrai, Saint-Nicolas-Waas, Anvers et Turnhout).

tiers, souvent de petite taille, dont les effectifs ne dépassent généralement pas quelques dizaines de personnes. Dans ces corporations de métiers se rencontrent les chefs d'entreprise (les maîtres) et les ouvriers (compagnons et apprentis). Les uns et les autres appartiennent essentiellement au secteur de l'artisanat, comme le travail du bois et du métal, la construction, les métiers d'art, etc...

D'action syndicale ou de réflexe ouvriériste, il n'est nullement question, en tout cas durant les premières années. Les corporations de métiers assument essentiellement une fonction de mutuelle. De plus, elles entendent propager le travail artisanal par divers moyens: formation professionnelle, amélioration de l'organisation du travail, création de caisses d'épargne, de crédit et même de banques populaires, afin de pourvoir à l'octroi des capitaux nécessaires, mise sur pied d'expositions de métiers, etc... Les grandes guildes créent aussi des bourses du travail et des sociétés pour la construction de maisons ouvrières. Les promoteurs des guildes urbaines attachent énormément d'importance aux symboles néo-médiévaux, tels la dévotion à un saint patron, la bannière, le blason, ainsi que les emblèmes portés par le président (doyen) de la gilde. Les activités socio-culturelles exercent également un grand pouvoir d'attraction: fanfares, bibliothèques populaires et professionnelles, guildes de théâtre, de chant et de gymnastique, assorties de clubs de jeux populaires, voire d'un café de la gilde, dont un coin est réservé à la lecture des journaux ! La fête annuelle du saint patron est l'occasion de grandes réjouissances. Les feuilles mensuelles qu'édite toute gilde importante, les club d'étude et les cercles de conférenciers, qui organisent notamment les conférences populaires, sont les vecteurs de l'idéologie socio-corporative, axée sur le modèle de l'harmonie et de la pacification.

En 1889, à l'occasion du centenaire de la Révolution Française, Helleputte envisage la création d'une fédération des guildes urbaines, bien que celles de Louvain et de Bruges aient cherché à s'affilier à la Fédération des Œuvres Ouvrières. Peut-on imaginer un moment plus chargé de symbole ? Pour Helleputte, une telle fédération doit constituer l'ébauche d'une société de "standen" basée sur le modèle corporatif³¹. Une première réunion se tient le 30 septembre 1889 à Saint-Nicolas-Waas, en présence de Helleputte, Nobels, Verhaegen et du rentier Pieter Jozef Backx, fondateur des "Vredes" anversoises. Une deuxième réunion préparatoire n'a lieu que le 2 février 1891, à Louvain. Si un an et demi s'écoule entre les deux rencontres, c'est parce que les projets corporatifs de Helleputte sont contrecarrés

31. Lors du congrès de la Ligue Démocratique de 1893, Helleputte précise encore : "Notre programme... c'est la reconstitution d'un régime corporatif approprié aux conditions de notre époque, garantissant aux diverses professions ou fonctions sociales, une organisation autonome, l'intervention de l'Etat se bornant à régler leurs rapports, à faire régner entre elles une nécessaire harmonie" (*Congrès LDB 1893*, 15). Sur la notion de "standen", cf. tome I, chapitre III.

du côté démocrate chrétien, notamment au congrès de Liège qui se tient du 7 au 10 septembre 1890. Cette année-là, Levie et Verhaegen acquièrent la certitude que les gildes corporatives n'ont pas l'ombre d'une chance de se développer dans les grandes agglomérations industrielles. Les antagonismes sociaux y sont trop forts, les travailleurs trop revendicatifs et trop marqués par l'esprit ouvriériste. La gilde gantoise, fondée par Verhaegen en 1891, n'a d'ailleurs jamais décollé. Dorénavant, il faut combattre le socialisme avec ses propres armes³². Des syndicats, des coopératives et des mutuelles antisocialistes doivent quadriller les villes et les campagnes.

En perspective d'un élargissement inéluctable du droit de vote, des démocrates – intellectuels, avocats, instituteurs, doyens et curés de paroisse – s'efforcent toujours davantage, à partir de novembre 1890, de mettre sur pied un réseau catholique de sociétés ouvrières. Comme nous l'avons déjà précisé dans cette contribution, c'est au sein de l'Union pour le Redressement des Grievs que se rencontrent le courant flamingant et catholique, de tendance démocratique et petite-bourgeoise, et l'action corporative ultramontaine. Le même phénomène se produit dans les comités locaux des œuvres sociales. Rien d'étonnant, dès lors, si les congrès de Liège reconnaissent le lien existant entre la question flamande et la question sociale. D'ailleurs, plusieurs "hommes d'œuvres", comme Arthur Verhaegen, se mettent à étudier le néerlandais, en vue d'organiser les œuvres sociales. La diffusion de la pensée corporative et antisocialiste est assurée non seulement par les conférences populaires et par les congrès sociaux, mais encore par les rassemblements et les meetings mis sur pied par le Mouvement Flamand³³. En la personne de Helleputte convergent le mouvement catholique flamand et les œuvres sociales. Comme nouvelle organisation faïtière, "sa" Ligue Démocratique Belge porte fortement les marques de cette diversité, dans son approche des problèmes sociaux.

32. Levie s'exprime comme suit en 1888 : "(...) la création de sociétés coopératives est, pour les socialistes, un élément de propagande dont il faut tenir compte; l'ouvrier va où son intérêt l'appelle" (*Session des œuvres sociales à Charleroi 21-22/10/1888* (Charleroi, 1888), 149). Lors du congrès de la Ligue Démocratique en 1898, Arthur Verhaegen décrit cette action comme une "croisade contre le socialisme" (*Annuaire LDB 1899*, 27). Voir également Lamberts, *Van Kerk naar zuil*, 108-132 et Viaene, *Politiek*, surtout 158-164; Lamberts, "Social-katholieke ideologie", 56-63; Gérin, *Presse populaire*, 25-88. Sur l'action de Verhaegen à Gand, voir De Maeyer, "Antisocialistische Werkliedenbond Gent", passim et De Maeyer, éd., *Voor 's Werkmans Recht*, 8-55.

33. Il s'agit du mouvement du Landdag, du Vlaamse Katholieke Landsbond [Ligue Catholique Flamande] et des ligues flamandes d'orateurs.

III. La Ligue Démocratique Belge. 1891-1920 ³⁴

A. Création et caractéristiques

Selon toute vraisemblance, les statuts de la Ligue Démocratique Belge sont rédigés le 2 février 1891, lors d'une réunion du conseil central tenue dans les locaux de la Gilde des Métiers et Négoces, à Louvain. Cependant, le procès-verbal de cette séance est introuvable. Le 30 mars 1891, la première séance du conseil central a lieu dans les mêmes locaux. Le bureau est alors officiellement constitué. Il est également pourvu aux fonctions statutaires. On peut sans doute considérer cette réunion, dont on possède le compte rendu, comme le point de départ définitif de la Ligue Démocratique Belge. D'emblée, le projet corporatif initial de Helleputte est contrecarré par le courant démocrate chrétien. Verhaegen tente de convaincre Helleputte que ce n'est pas la formule qui importe, mais l'objectif : "Il s'agit pour nous de nous attacher les masses" ³⁵.

La Ligue Démocratique investit beaucoup d'énergie dans la mise sur pied d'un réseau d'organisations ouvrières antisocialistes, où des "hommes d'œuvres" à tendance plus démocratique et des hommes politiques attachés au milieu populaire donnent le ton. "Pour l'Eglise et le peuple", telle est leur devise. Ils entendent aussi récupérer des initiatives préexistantes ³⁶. L'adhésion des résidus de la Fédération des Œuvres Ouvrières introduit dans la nouvelle organisation une composante plus religieuse : il s'agit de patronages, de cercles ouvriers, de sociétés populaires de loisirs et d'associations socio-religieuses. Moyennant la cession de son patrimoine mobilier

34. Ce qui suit se base sur l'étude systématique du registre des procès-verbaux du conseil central et du bureau (1891-1914) (ALDB), des rapports des congrès, des annuaires (1897-1910) et du mensuel *Ligue Démocratique Belge* (1911-1914). Parmi les archives qui ont été consultées, citons les Papiers Schollaert-Helleputte, Lammens-Verhaegen, Michel Levie, Henry Carton de Wiart, les archives des évêchés de Malines, Liège et Gand, les microfilms (conservés au KADOC) des archives de la Nonciature de Bruxelles et de la Secrétairerie d'Etat à Rome pour le pontificat du pape Léon XIII (1878-1903) et pour une partie du pontificat de Pie X (1903-1916). La première analyse détaillée est celle de Scholl, *Katholieke arbeidersbeweging*, II (1965) 269-355. Demeurent également utiles les publications de Verhaegen, *Action sociale* (1911), qui contient des extraits de plusieurs documents, et d'Eylenbosch, *La Ligue Démocratique Belge*, s.d. Voir aussi Vermeersch, *Manuel social* (1909) II, 11-16; Misson, *Le Mouvement syndical* (1921), surtout 87-93. L'article de Lehouck, "De Belgische Volksbond" (1976) traite en réalité du mouvement social catholique dans son ensemble. Pour connaître le contexte, plus particulièrement la polémique que l'interprétation de *Rerum novarum* a suscitée et les réactions que la démocratie chrétienne a provoquées au plan politique, voir le chapitre II du tome I.

35. Verhaegen à Helleputte, 3 mai 1893, PSH 412.

36. Conseil central LDB, 20 janvier 1895, ALDB. Allocution de Verhaegen, Congrès de Malines 1891, 417 : "Donnons à ces unions (professionnelles) un but religieux et moral, en même temps qu'un but matériel. Il faut placer à la base de nos associations le respect de la religion, de la propriété et de la famille, trois choses que le socialisme s'est proposé de renverser... Aussi, les ouvriers nous reviennent davantage chaque jour, ce qui nous permet d'exercer une influence bienfaisante en faveur de la religion elle-même". Voir également l'allocution de Mgr Heylen, *Ligue Démocratique Belge* (1912) 211-214.



La Ligue Démocratique Belge accueille favorablement toutes les organisations dont la devise est "Religion, Patrie, Famille, Propriété" ("Godsdienst, Vaderland, Huisgezin, Eigendom").
(Drapeau, 1895)

et immobilier, la Fédération moribonde parvient à obtenir que la Ligue continue à subsidier les patronages et d'autres réalisations, comme *Le Travailleur* par exemple.

Tout ceci explique le profil pour le moins confus de la Ligue Démocratique. Selon Helleputte, un tel flou est délibéré : "La Ligue Démocratique Belge n'est pas d'une nature exclusive : elle ne songe pas et n'a jamais songé à faire passer la question ouvrière comme étant la seule question existante"³⁷. Peuvent y adhérer toutes les organisations démocrates chrétiennes qui marquent leur accord avec le slogan "Religion, Famille et Propriété" : tels sont, en effet, les trois fondements de son programme social. Des personnes agissant à titre individuel, "hommes d'œuvres" et hommes politiques démocrates, peuvent s'y affilier, eux aussi, soit comme membres effectifs, soit comme membres honoraires ou protecteurs. C'est ainsi que d'aucuns considèrent la Ligue comme une copie du Volksverein allemand. D'autres y voient une fédération d'associations populaires. Au fil du temps, elle est de plus en plus décrite comme une fédération des sociétés ouvrières, comme la seule et unique association représentative de tous les travailleurs chrétiens. C'est pourquoi Helleputte, lors du premier conseil central, propose trois dénominations équivalentes : Fédération des Groupes Sociaux (Vereniging der Maatschappelijke Groepen), Ligue Populaire Belge (Vrijburgerlijken Bond) et Ligue Démocratique Belge (Belgische Volksbond), appellation qui a sa préférence. Cette dernière est finalement retenue.

B. Structure et fonctionnement

L'organisation n'est certainement pas le point fort de la Ligue Démocratique Belge. Son fondateur et premier président, Joris Helleputte, est un animateur de grande envergure, mais il se préoccupe fort peu, en revanche, des questions d'intendance³⁸. Les premiers statuts de 1891 sont à ce point flous qu'il faut les remanier, en 1896 et en 1899, pour les adapter à l'évolution des faits. La communication interne constitue une autre faiblesse : la Ligue est dépourvue de bulletin destiné à ses affiliés. En Flandre, le quotidien gantois *Het Volk* est considéré comme son porte-parole attitré. Il n'existe aucun journal de ce type en Wallonie. Les ténors du mouvement préfèrent user de leurs propres feuilles régionales ou semi-nationales, formule qui leur semble intéressante au plan électoral. L'almanach, qui paraît chaque année depuis 1897 et qui reprend les comptes rendus des congrès, autrefois publiés séparément, est remplacé, de 1911 à 1914, par le mensuel *Ligue Démocratique-Belgische Volksbond*.

Jusqu'en 1896, le siège de la Ligue Démocratique se trouve à Louvain, où Helleputte est domicilié. Il est transféré à Gand, après l'élection

37. Congrès LDB 1893, 12.

38. De Maeyer, "Helleputte", 923-931.

Tableau 4 :

Ligue Démocratique Belge. Nombre de membres de la direction centrale

	<i>effectifs</i>	<i>suppléants</i>
1891	5	-
1896	10	-
1897	11	-
1899	16	-
1902	16	8
1905	20	10

Source: Procès-verbaux de la Ligue Démocratique Belge

de Verhaegen à la présidence et d'Eylenbosch au secrétariat. Dès la troisième séance, les réunions de bureau ont lieu à la Maison Ouvrière Concordia, rue de Laeken, à Bruxelles. A partir de 1898, elles se déroulent dans un local d'Union et Travail (Eendracht en Arbeid), rue de Brialmont, plus proche d'une gare. Le 15 décembre 1912, elles se tiennent pour la première fois en la salle Patria, qui se situe à l'époque rue du Boulet.

Le conseil central est, statutairement, l'organe représentatif de la Ligue. Il se compose de représentants des sociétés affiliées. Ces délégués disposent d'un nombre de voix proportionnel aux effectifs de leur association. Les statuts demeurent imprécis sur les compétences du conseil central. Celui-ci doit théoriquement se réunir tous les trois mois. La modification des statuts de 1896 prévoit des réunions bisannuelles. Il n'empêche que pendant huit ans - de 1897 à 1904 - trois rencontres seulement ont effectivement lieu. En 1905, on décide tout de même de se réunir au moins une fois l'an, principe abandonné en 1908, en raison de la première Semaine Sociale. La première guerre mondiale éclate en 1914 : il n'y a pas de réunion cette année-là.

La direction de la Ligue est confiée à un bureau, élu par le conseil central. En principe, chaque représentant d'une association peut poser sa candidature lors d'un tel scrutin. Tous les deux ans, les membres sortants du bureau sont rééligibles, ce qui permet une grande continuité dans la composition de cet organe. Pour toute la période qui va de 1891 à 1920, Backx, le publiciste brugeois Gustaaf Stock, Mabille, Levie, les hommes politiques et avocats bruxellois Henry Carton de Wiart et Jules Renkin, leur homologue liégeois Charles de Ponthière et, après 1900, Cyrille Van Overbergh sont - outre le président et le secrétaire - les principaux ténors de la Ligue. Jusqu'en 1896, il faut y ajouter Nobels, ainsi que le prêtre et théoricien social liégeois, Antoine Pottier. Les statuts exigent, initialement, que les réunions du bureau aient lieu tous les mois. Ils ne prescrivent plus, en 1896, que des séances tenues "chaque fois que cela s'avère nécessaire".

Le nombre de membres du bureau est augmenté régulièrement, pour remédier au grand absentéisme.

Le poids de l'organisation de la Ligue repose sur les épaules de son président. Les fonctions de secrétaire et de trésorier sont peu enviables, en raison de la masse de travail qu'elles impliquent et de la rétribution annuelle déclinante qui y est attachée.

Les dépenses de la Ligue Démocratique dépassent pratiquement toujours – et de loin – les recettes. En réalité, le capital de 25.000 F, légué par la Fédération des Œuvres Ouvrières, est entamé au fil des ans et finalement presque épuisé. Ce n'est pas sans raison que l'ancien trésorier de la Fédération des Œuvres Ouvrières, le commerçant en textiles Van Hamme, reste au service de la Ligue jusqu'en 1900. Les organisations affiliées ne contribuent au financement qu'au compte-gouttes : leur cotisation annuelle, prescrite par les statuts, n'est que de dix centimes par membre; de plus, les fédérations régionales tentent d'en rejeter la charge sur les associations particulières. Ainsi, en 1896 par exemple, la Ligue ne récolte que 2262,50 F, somme correspondant théoriquement à 45.250 membres, alors que les dépenses annuelles se montent à 5000, voire 6000 F ! On espère pouvoir redresser la situation en s'adressant aux membres honoraires, notamment en demandant une mise de fonds annuelle de cent francs à chaque évêque de Belgique et en diminuant la cotisation de moitié. Il faut attendre 1906 pour que les comptes annuels affichent un solde légèrement positif, situation qui se maintient jusqu'à la veille de la première guerre mondiale.

C. *La démocratisation prudente ou "l'édification d'une saine démocratie"*

Un courant démocrate chrétien dynamique, qui se sait conforté par l'encyclique *Rerum novarum* de 1891, se manifeste au sein de la Ligue Démocratique Belge. Il exige de profondes réformes politiques et sociales³⁹. Au départ, ce courant est animé de réflexes très ouvriéristes. Il participe à des actions de solidarité dans les conflits sociaux : c'est le cas notamment lors des grèves des tanneurs de Lokeren, en 1891, des ouvriers de l'industrie allumetière de Grammont, en 1891-1892, des ouvriers saisonniers, en 1893, et lors de la campagne en faveur de l'instauration du salaire minimum dans les adjudications publiques, en 1894. Les démocrates chrétiens d'Anvers, de Gand et de Liège donnent de la voix pour dénoncer le militarisme, clouant au pilori la course aux armements, le système du tirage au sort et la longueur du service militaire. La convention de 1890 sur le Congo est également combattue par eux. Le crédit de 25 millions accordé au roi Léopold II

39. Propos de Verhaegen au congrès de la Ligue Démocratique de 1913, *Ligue Démocratique Belge* (1913) 161; Wils, *De oorsprong*; Gerard, *Katholieke partij*, 45-49; Gérin, *Catholiques liégeois*; Van Isacker, *Daensisme*, 9-40; Wils, *Daensisme*; Jadouille, *Pottier*, 2-34 et passim; Lannoye, *Goossens*; De Vos, *Militiewetgeving*, surtout 327-364.

en choque plus d'un. La clause testamentaire du roi, léguant le Congo à la Belgique au bout de dix ans, à condition que l'Etat renonce au remboursement de ce crédit, est considérée comme une pratique pour le moins singulière : mieux vaudrait affecter ces fonds à des objectifs sociaux.

Les démocrates chrétiens provoquent l'émoi dans les rangs de la Ligue et en dehors de celle-ci. Pour les responsables de la Ligue, il s'agit de maîtriser et de canaliser ce courant démocratique d'émancipation, de telle sorte que les classes populaires demeurent acquises au parti catholique. Ainsi, les meetings et les ligues de conférenciers ont non seulement un objectif antisocialiste, mais aussi une autre finalité explicite : servir la politique du parti. Au sein de la Ligue Démocratique, on s'accorde à reconnaître aux classes populaires le droit de participer à la vie politique, en d'autres termes, le droit de suffrage. Il ne s'agit nullement d'une faveur, mais d'un dû pour "tous les ouvriers honnêtes". Sur la forme à donner à ce droit, la Ligue n'est pas unanime, loin s'en faut. En bon corporatiste, Helleputte défend le principe de la représentation des intérêts. Par contre, Liège et Verviers insistent beaucoup sur la représentation proportionnelle, couplée à un élargissement du droit de suffrage. De leur côté, Gand, ainsi que les autres cercles de Flandre orientale et occidentale, s'en tiennent initialement au droit de vote fondé sur le statut de chef de famille et sur l'occupation d'un bien immobilier : ils préconisent l'octroi du suffrage aux chefs de famille résidant dans leur maison ou leur ferme. A défaut d'être suivi, Helleputte présente sa démission à deux reprises, en 1892 et en 1893, mais à chaque fois, on parvient à applanir les difficultés.

A mesure que les conservateurs groupés autour du *Courrier de Bruxelles* et de Charles Woeste, porte-parole de la Fédération des Cercles et des Associations Conservatrices, s'opposent de plus en plus fermement à ses ambitions politiques, la Ligue Démocratique se voit obligée d'adopter une position plus tranchée en ce domaine. Elle estime que l'instauration du vote plural pour tous, en avril 1893, a des répercussions sur le fonctionnement du parti catholique. Helleputte prend donc position au congrès de 1893 : "Nous voulons que dorénavant la classe ouvrière puisse faire 'entendre sa voix parmi nous'. Pour cela, il ne suffit pas que les ouvriers mettent un bulletin dans l'urne : il faut qu'ils puissent élire des représentants désignés par eux et chargés de parler en leur nom. Si l'on refusait ce droit aux unions ouvrières, la révision serait à refaire. Nous voulons donc former une section spéciale de la grande armée catholique. Au surplus, un corps électoral de 1.200.000 hommes ne peut pas être conduit comme un corps de 135.000 électeurs"⁴⁰. Gand, mais aussi Bruxelles, sont citées en exemples : les fédérations locales de la Ligue Démocratique y sont parvenues à se présenter, lors des élections législatives de 1894 et 1896, sur des listes

40. Congrès LDB 1893, 14.

“mixtes”, où se côtoient des candidats de la bourgeoisie, de la classe ouvrière et du monde agricole.

L'entrée au Parlement des premiers députés démocrates chrétiens, de même que la pression exercée par les milieux d'instituteurs chrétiens, pour obtenir un amendement à la loi scolaire et le rétablissement des démissionnaires de 1879 dans leurs droits, renforcent ceux qui réclament la création d'un groupe parlementaire propre à la Ligue. Les débats relatifs à la loi électorale communale aggravent les tensions au sein du mouvement : Helleputte est acculé à une troisième démission, définitive cette fois. Il demeure membre du comité jusqu'en mai 1899, moment auquel le conseil central ne le retient même plus pour assumer cette fonction. On reproche aux parlementaires d'avoir voté cette loi funeste, pour obtenir en compensation l'adjonction de représentants ouvriers dans les villes industrielles. Pottier et Mabilie, mécontents de l'attitude de Helleputte, démissionnent, mais ils se ravisent peu après. Sur ces entrefaites, un débat de fond est consacré à la fonction politique de la Ligue, au cours de trois réunions mémorables qui se déroulent le 18 novembre 1894, le 20 janvier et le 12 mai 1895. Les fédérations où la démocratie chrétienne est la mieux implantée – Liège, Verviers, le Centre et Gand – exigent la création d'un “parti ouvrier catholique” ou d'un “parti populaire chrétien”. Cette idée circule dès 1892. Le “parti de la Ligue Démocratique” devrait disposer d'un programme socio-politique clair, progressiste, en tête duquel seraient placés la représentation proportionnelle et un régime d'assurances sociales.

Lors de la séance du conseil central du 12 janvier 1896, Arthur Verhaegen est élu à la présidence par 31 voix, contre 9 à Léon Mabilie. Il a acquis du prestige comme conciliateur entre les démocrates chrétiens et Helleputte. De plus, il est bilingue, à la différence du candidat battu. Il présente à la Ligue une ligne politique claire⁴¹. Avant d'accepter la présidence, il s'est assuré de l'approbation, à tout le moins discrète, de l'évêque belge. Il veut éviter que la Ligue soit absorbée par les conservateurs. Verhaegen tente d'exploiter au mieux la faible marge de manœuvre que Léon XIII a laissée aux démocrates chrétiens après la publication de *Per moti nos*, le 17 juillet, et de ses “Private istruzioni”, le 21 juillet 1895. Il est hors de question de porter atteinte à l'unité du parti catholique. Conséquent avec lui-même, Verhaegen ne parle pas de démocrates chrétiens, mais de démocrates catholiques. C'est pourquoi il préconise, pour la Ligue Démocratique, une autonomie relative en politique et une indépendance complète en matière socio-économique. L'autonomie politique relative devrait permettre aux associations affiliées de disposer de leurs propres candidats qui, dotés d'un programme spécifique, figureraient sur les listes ca-

41. Voir notamment *Congrès LDB 1896*, 45-46; A. Verhaegen, “La Ligue Démocratique Belge”, *Revue générale* (1897) 881-906; Verhaegen, *Action sociale*.

tholiques. Pour Verhaegen, elle est une condition sine qua non, si le parti catholique veut conserver ou récupérer les masses populaires, plus particulièrement les ouvriers de l'industrie, et préserver ainsi l'Eglise et le pays du désastre. En application des accords conclus lors du congrès de 1895, le président de la Ligue Démocratique, sollicité à cet effet, s'entremet lors de la constitution de listes locales, notamment à Bruxelles et à Liège en 1898 et à Verviers en 1900. Lors des élections communales en 1895, il avait refusé d'intervenir au profit des démocrates chrétiens de Verviers et d'Alost, déjà trop radicaux à ses yeux.

Comme président, Verhaegen s'efforce de canaliser toutes les tendances qui revendiquent une autonomie politique trop poussée. Son attitude envers les daensistes est éloquente à cet égard. Renkin et Carton de Wiart cherchent à intégrer les partisans de Daens à la Ligue Démocratique. Verhaegen n'apprécie pas trop cette idée. Pourtant, l'évêque de Gand, Mgr Stillemaens, le cardinal Goossens et le nonce apostolique, Giuseppe Francica Nava di Bontife, espèrent pouvoir atténuer le conflit par ce moyen, afin de conserver une marge de manœuvre en vue d'une concertation ultérieure. En fin de compte, Verhaegen exauce leur vœu, dans l'espoir que le prêtre alostois et les démocrates chrétiens daensistes rallient ainsi le parti catholique. Les daensistes adhèrent à la Ligue Démocratique en juillet-août 1896. Très vite, les interventions confuses de Daens et les ambitions de Hector Plancquaert, qui n'en fait qu'à sa tête, provoquent une certaine irritation. Petit industriel à Zomergem, Plancquaert n'a jamais été partisan du ralliement des démocrates chrétiens daensistes à la Ligue Démocratique Belge. Il s'obstine dans une ligne démocrate indépendante et anticléricale. La création du Vlaams-Christene Volkspartij [Parti Populaire Chrétien Flamand], en janvier-février 1897, et l'appel lancé aux associations daensistes les plus importantes, déjà affiliées à la Ligue Démocratique, pour qu'elles adhèrent à ce nouveau groupement politique, ferment la porte à Verhaegen. Ce dernier veut alors isoler à tout prix les partisans de Daens. Il est même prêt à sacrifier son poste de président. En septembre 1897, il force les daensistes à quitter la Ligue Démocratique. Certes, l'attitude de Verhaegen provoque un conflit ouvert, mais il ne faut pas en exagérer la portée.

Verhaegen entend utiliser l'exclusion des organisations daensistes pour renforcer la position de la Ligue Démocratique vis-à-vis de la Fédération des Cercles. Il mène avec Helleputte une campagne visant à réformer le parti catholique sur base des "standen". Ni l'appel lancé en ce sens par Helleputte, au congrès de la Fédération des Cercles tenu à Saint-Trond en mai 1897, ni l'entrevue Verhaegen-Woeste de décembre 1897, ni une nouvelle invitation, formulée en octobre 1898 par l'intermédiaire de Théodore Léger, président de la Fédération Conservatrice de Gand, ne produisent quelque effet : Woeste refuse toute discussion sur ce thème. Pareille situation n'est pas de nature à calmer les esprits au sein de la Ligue Démocrati-

que, d'autant que Woeste passe à l'offensive, en 1897-1898, puis à nouveau en 1900, pour prendre le contrôle des organisations ouvrières. Il n'empêche que la direction de la Ligue Démocratique continue à croire en une politique de pacification. Après que l'idée d'un congrès catholique général ait été rejetée en octobre-novembre 1898, elle tente de mener l'affaire rondement en proposant, à l'automne 1899, la formule d'un comité de contact entre la Ligue Démocratique Belge, la Fédération des Cercles et le Boerenbond Belge.

La Ligue Démocratique, réduite à la défensive, connaît des années difficiles. En effet, Woeste et les conservateurs renforcent considérablement leur influence, tandis que le nouvel évêque de Liège, Mgr Rutten, prononce des propos cinglants à l'égard des démocrates chrétiens liégeois et de l'appui qu'ils reçoivent de la Ligue Démocratique. Par un jeu tactique adroit et une habile diplomatie, mais surtout grâce à l'appui de l'évêque de Gand, Mgr Stillemans, Verhaegen parvient à éviter de justesse que la querelle d'interprétation sur l'encyclique *Graves de communi re* de janvier 1901 et sur le *Motu proprio* de novembre 1903 n'aboutisse à une condamnation de la Ligue Démocratique. A plusieurs reprises, notamment en 1898 et 1899, il menace de démissionner, pour laisser à d'autres le soin de tenter d'enrayer la désaffection des ouvriers pour le parti catholique, désaffection qui, selon ses dires, ne cesse s'amplifier. De la sorte, il frappe tout de même les esprits. L'union que Verhaegen cherche à réaliser, en dépit de tout, avec la Ligue Démocratique n'est en quelque sorte légitimée par Rome qu'en mars 1905. Pottier, qui résidait à Rome, a été, avec ses conseils, d'une grande utilité à Verhaegen⁴². Une nouvelle étape est franchie en mai 1907, avec l'arrivée dans le cabinet de Trooz de deux personnalités de la Ligue Démocratique : Renkin et Helleputte.

D. Une Ligue Démocratique "fourre-tout"

Les controverses sur l'autonomie politique n'ont pas la moindre incidence négative sur l'évolution des effectifs⁴³. De 1896 à 1898, le nombre d'organisations affiliées augmente fortement : il passe de 166 à 426. En 1907, on ne compte pas moins de 1278 associations adhérentes. Le point culminant est atteint en 1911, avec un total de 1728 groupes, représentant

42. Verdoordt, *Kerk en christen-democratie*; Jadoulle, Pottier, 67 et 81-89. ALV, FAV 114-177, *Livre de famille* et dossiers démocratie chrétienne et Ligue Démocratique.

43. Réaction de *Het Volk* du 11 octobre 1912 à l'article paru dans l'hebdomadaire *Het Kortrijkse Volk*. Pour l'analyse des effectifs, cinq années significatives ont été retenues sur base des listes de membres disponibles : 1896 (début de la présidence de Verhaegen), 1898 (année qui suit l'exclusion des daensistes), 1900 (représentation proportionnelle), 1904 (début du secrétariat de Rutten), 1907 (dernière liste établie correctement). La dernière liste publiée date toutefois de 1909, mais elle semble imprécise, tandis que les chiffres totaux publiés en 1911 sont curieusement identiques à ceux de 1909.

Tableau 5 :
Ligue Démocratique Belge. Types de sociétés affiliées
1896-1907

	1896	1898	1900	1904	1907
ligues paysannes (coopératives agricoles y incluses)	0	14	10	10	6
coopératives	2	6	14	17	9
gildes d'instituteurs	0	4	3	3	3
groupes daensistes	3	0	0	0	0
coopératives féminines	1	0	0	0	0
jeunes gardes	2	3	1	1	6
mutualités	16	67	123	185	285
mutualités féminines	2	4	4	3	3
ligues de tempérance	1	4	5	21	19
patronages	1	9	10	9	7
caisses de retraite	1	6	8	41	81
caisses/ligues d'épargne	0	8	5	6	5
organisations socio-culturelles (théâtre, gymnastique, chorales)	6	32	15	41	45
organisations socio-religieuses (ligues de retraite, ligues eucharistiques)	0	3	2	7	8
cercles d'étude (y compris ligues d'orateurs)	11	10	5	15	12
unions professionnelles	34	56	56	130	336
unions professionnelles féminines	0	0	0	0	5
ligues populaires (locales, d'arrond.)	40	62	56	50	50
enseignement populaire, professionnel	0	2	0	0	0
bourses du travail	0	0	0	0	1
cercles ouvriers, gildes, maisons ouvrières	45	126	203	257	395
Xavériens	1	10	1	0	2
Total	166	426	522	796	1278

Sources: *Annuaire de la Ligue Démocratique Belge*

quelque 200.000 membres individuels. Des indices obligent à relativiser ces chiffres, notamment parce que les listes d'affiliés regorgent de doubles comptages. En 1909, le jésuite Vermeersch considère carrément que le chiffre de 200.000 membres individuels doit être réduit de moitié⁴⁴, ce qui représente malgré tout une croissance substantielle par rapport à la Fédération des Œuvres Ouvrières.

44. Vermeersch, *Manuel social* (1909) II, 12.

La Ligue ratisse large : outre les ligues antisocialistes, elle intègre des gildes paysannes, des gildes d'instituteurs et des associations de tempérance. Elle affine même des sections du Davidsfonds et des ligues de Xavériens. Comme nous l'avons noté, cette situation ne confère pas à la Ligue Démocratique un profil plus net. Autre élément significatif : lors des congrès, une attention constante est réservée à des questions comme l'agriculture et les problèmes des campagnes; bien plus, la politique à mener pour enrayer l'exode rural y occupe une place centrale. La réalité socio-économique et socio-politique contraint cependant les œuvres populaires traditionnelles à céder la place à des sociétés ouvrières plus spécifiques. Progressivement, la Ligue Démocratique se présente de plus en plus comme l'organisation adéquate pour les ouvriers : "En fait, la Ligue Démocratique est la seule fédération régionale en Belgique qui, sur le terrain économique et conjointement sur le terrain politique, défend directement les intérêts des ouvriers chrétiens (...)", déclare Eylenbosch⁴⁵. C'est surtout après 1900 que la Ligue Démocratique affiche un profil plus nettement ouvrier, grâce à la montée du mouvement syndical.

La nature et le nombre d'associations, ainsi que le nombre moyen de membres, varient d'une région à l'autre. Ainsi, le Luxembourg est complètement absent des listes et le Limbourg l'est quasiment. La Flandre orientale (mutualités, syndicats et ligues ouvrières) et le Hainaut (développement important des mutuelles et des ligues ouvrières, mais faiblesse de l'organisation syndicale), dans une moindre mesure Liège, qui adopte le même modèle que le Hainaut, apparaissent comme les provinces où la Ligue Démocratique est la plus solidement ancrée. Après 1900, la Flandre occidentale et Anvers progressent davantage, principalement grâce au nombre croissant de leurs syndicats. Les parts respectives de la Flandre et de la Wallonie fluctuent sensiblement. Au départ, la Ligue Démocratique a essentiellement son centre de gravité géographique en Flandre. Après 1900, la situation se modifie en faveur de la Wallonie, suite au développement important des mutuelles et des ligues ouvrières. Finalement, la Flandre retrouve sa prépondérance, avec l'entrée en scène du mouvement syndical.

E. "Pilarisation" et subculture chrétienne

Lors de l'hommage qui lui est rendu à Gand, au congrès de 1913, Verhaegen jette un regard sur le passé. Il affirme que la Ligue Démocratique a contribué à la formation d'un autre modèle de société que le socialisme collectiviste⁴⁶. Le modèle visé par la Ligue est celui d'une société

45. Congrès LDB 1895, 7.

46. *Ligue Démocratique Belge* (1913) 155-157.

chrétienne organisée en "standen". On comprend, dès lors, la sympathie de la classe moyenne à l'égard de l'organisation à ses débuts. La Ligue est à ce point attachée au principe d'harmonie qu'en 1913, elle invite les employeurs à se fédérer, afin de pouvoir ainsi prendre contact avec un interlocuteur valable. L'apport le plus important du mouvement réside sans doute dans sa contribution à la "pilarisation" (verzuiling) des travailleurs, considérée comme une condition indispensable à l'édification d'une société de "standen" harmonieuse. Aux travailleurs, la Ligue propose une émancipation graduelle, "le progrès par l'ordre"⁴⁷, basé sur un processus de "pilarisation" que sous-tend la création d'une subculture chrétienne. La récupération ou la consolidation à mener ne sont pas seulement politiques, mais aussi socio-culturelles et religieuses : "Le but médiat, mais principal, est la conquête chrétienne de l'ouvrier. Le but immédiat, c'est la défense professionnelle de l'ouvrier", déclare Mabilie lors du congrès de 1897⁴⁸.

Dans ce processus de "pilarisation", les congrès de la Ligue Démocratique, plus que les publications, jouent un rôle essentiel⁴⁹. Les enquêtes, la diffusion de projets de résolutions, les allocutions d'hommes politiques et d'ecclésiastiques éminents, les débats menés en séance, devant des centaines de dirigeants, permettent de présenter des modèles d'organisation et l'approche idéologique qui s'y rattache. Jusqu'aux environs de 1900, les congrès s'occupent, de façon assez directe, des besoins des différentes catégories professionnelles (instituteurs, fonctionnaires, secteurs professionnels) ou de questions comme le salaire minimum. Le passage à un certain professionnalisme coïncide avec l'arrivée du Père Rutten, auteur de rapports documentés sur le mouvement syndical. Des sections spéciales se consacrent, dès lors, aux problèmes des syndicats et des mutuelles, rompant ainsi avec le discours ponctué d'appels qui n'engagent à rien. Y contribuent également les voyages d'étude annuels, organisés à l'étranger depuis 1896, ainsi que les rapports auxquels ils donnent lieu⁵⁰.

Les démocrates chrétiens adoptent une attitude très réservée à l'égard des syndicats. Dès que le débat sur le caractère mixte des unions professionnelles semble définitivement clos, vers 1895, Verhaegen et d'autres

47. D'après Renkin; *Congrès LDB 1896*, 94.

48. *Congrès LDB 1897*, 40.

49. Pour une analyse de la préparation, du déroulement et de la signification des congrès, voir les mémoires de licence de Georges et Badot sur les congrès de 1900 à Namur et de 1908 à Charleroi. A cette époque, les congrès se déroulent traditionnellement le dimanche et le lundi.

50. Les voyages d'étude font l'objet de rapports circonstanciés lors des congrès; l'éditeur-imprimeur Het Volk publie d'office un rapport de chaque voyage. Liste des thèmes de voyages d'étude de la Ligue Démocratique Belge : 1896 : Unions professionnelles des mineurs en Grande-Bretagne; 1897 : Industrie textile aux Pays-Bas (Enschede); 1898 : problèmes des ouvriers saisonniers et des paysans flamands en France; 1899 : enquête sur les répercussions de l'introduction des machines à composer dans l'industrie graphique; 1900 : syndicat chrétien en Allemagne; 1901 : enquête sur les retombées de la scolarité obligatoire en France; 1902 : syndicats des ouvriers des chemins de fer aux Etats-Unis et en Bavière; 1903 : étude sur les coopératives Trade Unions en Angleterre.

veillent à ce que les syndicats s'en tiennent strictement à leur fonction socio-économique. Ainsi l'idée de créer des mutualités professionnelles dans leur giron n'est pas prise en compte. Le développement excessif de leur fonction coopérative est également récusé.

Les congrès de la Ligue Démocratique de 1898 et 1899 passent sous silence la loi de 1898 sur les unions professionnelles que Helleputte a tant combattue, comme responsable du Boerenbond. Toutefois, en 1900, la Ligue mène une enquête sur les modifications à apporter à ces dispositions. Deux ans plus tard, cette enquête aboutit à un rapport, rédigé par le Père Rutten. La mauvaise grâce des gouvernements catholiques empêche tout changement législatif en la matière avant la première guerre mondiale. La Ligue Démocratique finance, il est vrai, la participation de Pieter Staessens, René Debruyne et Gustaaf Eylenbosch à la rencontre du syndicat chrétien néerlandais avec ses homologues allemand et belge, tenue à Aix-la-Chapelle. C'est cette réunion qui donne l'impulsion à la création, par Rutten, du Secrétariat Général des Unions Professionnelles Chrétiennes en 1904. Verhaegen veille scrupuleusement à limiter la collaboration avec les syndicats socialistes, lors de conflits sociaux. La création d'un front commun doit demeurer occasionnelle; ceci explique la grande méfiance de Verhaegen à l'égard de comités syndicaux unitaires⁵¹.

Vers 1900, le président de la Ligue parvient d'ailleurs à convaincre sa base de déplacer l'axe des débats : ceux-ci ne doivent plus se focaliser sur l'autonomie politique relative, mais se concentrer sur le terrain socio-économique. Il s'agit, en l'occurrence, de réaliser un programme social par le biais d'initiatives législatives. Et le président d'arguer que pour pouvoir bien voter, les travailleurs doivent d'abord avoir des intérêts à défendre, en d'autres termes un patrimoine décent. Le comportement électoral révolutionnaire n'est, en effet, pas le propre du petit propriétaire. C'est là un aspect frappant : depuis 1900 environ, la Ligue insiste de plus en plus sur le fait que l'ouvrier et sa famille ont droit à une vie sobre et convenable. Le travailleur en personne peut y contribuer, en prenant part activement à des campagnes contre l'alcoolisme et en cultivant en permanence un esprit d'économie.

Les dirigeants de la Ligue Démocratique, et plus particulièrement Verhaegen, estiment que le rôle des pouvoirs publics doit se borner à la création d'un cadre légal, au sein duquel les structures intermédiaires et pilari-sées pourraient (mieux encore) fonctionner. Peu à peu, en effet, les motifs utilitaires joueront un grand rôle dans le processus de "conquête" des travailleurs. Verhaegen s'en tient rigoureusement à ce choix, en dépit d'une majorité croissante favorable à un régime d'assurances sociales plus large.

51. De Maeyer, "Antisocialistische Werkliedenbond Gent", 61-99; Mampuy, "Rutten" et ID., "Oorsprong ACV".

Depuis le début des années 1890, à l'instar de ce qui se pratique à l'étranger, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent, en Belgique, en faveur de la création d'un système d'assurances sociales obligatoires : il s'agit de mettre sur pied, en l'occurrence, une assurance maladie-invalidité et une assurance-vieillesse (ou assurance-pension). Dès 1894, d'aucuns préconisent, au sein de la Ligue, le passage à un tel régime. La direction n'en souffle mot. Elle focalise l'action du mouvement sur l'obtention d'un régime de subsidiation des caisses mutuellistes de réassurance, particulièrement développées en Wallonie. Entre-temps, les milieux mutuellistes, et surtout l'Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes, créée en 1906, se prononcent de plus en plus en faveur de l'introduction d'assurances sociales obligatoires pour les travailleurs. La proposition de loi de Ghellinck, déposée en 1912, prévoit une assurance obligatoire contre la vieillesse, la maladie et l'invalidité, par l'entremise d'organisations libres. Elle se heurte à l'opposition farouche de Verhaegen. Pourtant, le président de la Ligue Démocratique est désavoué lors du vote qui intervient sur cette question, au congrès de 1912.

L'opposition de Verhaegen s'explique par le profond malaise que lui inspire l'aspect obligatoire de ce système. De plus, le président de la Ligue s'interroge sur l'opportunité de la mesure envisagée : ne risque-t-on pas de vexer le gouvernement, alors que celui-ci envisage précisément l'éventualité d'une assurance-pension obligatoire ? Voilà une attitude paradoxale. En effet, le même Verhaegen a manifesté, en 1896, une franche hostilité à l'encontre de la proposition De Guchtenaere, qui voulait instaurer l'assurance-pension obligatoire, bloquant alors tout le processus ultérieur de décision. Selon toute vraisemblance, pour Verhaegen, il ne peut être question d'obligation qu'à partir du moment où les assurances libres sont suffisamment solides pour affronter l'inévitable concurrence des organismes neutres et socialistes. Toute la philosophie de la Ligue Démocratique est imprégnée du principe de subsidiarité⁵².

La stratégie de "pilarisation" joue également un rôle dans la façon dont la Ligue Démocratique aborde les problèmes de l'enseignement, en rejetant, jusqu'aux alentours de 1913, le principe de la scolarité obligatoire. En raison de la forte implication des instituteurs chrétiens et de leurs organisations professionnelles au sein du mouvement, la révision de la loi sur l'enseignement primaire y est considérée comme un sujet particulièrement délicat. La loi de 1895 ne donne pas satisfaction, bien loin de là. Il faut attendre 1909 pour que Verhaegen, sur l'avis du cardinal Mercier, estime l'heure venue de prendre une nouvelle initiative en ce domaine. Avec la Fédération des Cercles, il espère pouvoir former un front unique.

52. Voir le remarquable plaidoyer de Verhaegen en faveur d'un régime d'assurances sociales libres dans *Ligue Démocratique Belge* (1912) 185-190 et 233-251; ALV, FAV 130 et 225.



Le Congrès Catholique de Malines de 1909 donne une forte impulsion aux organisations catholiques.

(Défilé qui se déroule lors de la journée de clôture du Congrès; Carte postale illustrée de H. Climan, 1909)

Il spéculé, en outre, sur le fait qu'une nouvelle action en matière scolaire induirait une plus grande cohésion au sein de la Ligue Démocratique elle-même. Verhaegen laisse à son organisation l'initiative d'une vaste campagne de pétitions. La chute du gouvernement Schollaert, en juin 1911, a un effet mobilisateur. La Ligue Démocratique réclame une nouvelle loi sur l'enseignement primaire. Verhaegen soumet alors au conseil central du 11 février 1912 les thèses qu'il a combattues jusqu'ici avec tant d'énergie : il demande notamment un mandat impératif pour les élus de la Ligue Démocratique ! Une majorité s'est peu à peu dégagée, dans l'organisation, en faveur de l'instauration de la scolarité obligatoire, assortie d'un plaidoyer pour l'amélioration de l'enseignement professionnel et technique. Cette position est toutefois subordonnée à deux préalables : il importe de garantir le libre choix des parents; il faut aussi – et c'est là une condition sine qua non – supprimer toutes les inégalités entre l'enseignement libre et l'enseignement officiel. Enfin, la Ligue réclame une amélioration de la situation financière et statutaire du personnel enseignant, tout en exigeant, une nouvelle fois, un règlement de la question des démissionnaires de 1879. Le résultat final de cette affaire illustre parfaitement le fonctionnement de plus en plus boiteux de la Ligue Démocratique. Malgré tout l'intérêt que celle-ci porte à l'enseignement, le ministre Prosper Poulet n'en consulte même pas la direction, ni a fortiori le conseil central, lorsqu'il dépose son projet de loi, le 20 juin 1913. Ce texte s'écarte, du reste, des propositions de la Ligue Démocratique en matière de financement et de contrôle de l'Etat sur l'enseignement fondamental. Le dossier aurait dû renforcer la cohésion du mouvement. Il ne déclenche, au contraire, que des réactions sur le manque de démocratie au sein de l'organisation⁵³.

F. *Impuissance et désintégration : la Ligue Démocratique dans l'impasse*

Le débat sur les assurances sociales obligatoires met en évidence des différences fondamentales de conception à l'intérieur du mouvement. Il accentue aussi les clivages au sein des structures de la Ligue Démocratique. Les organisations qui ont grandi dans son giron prennent de plus en plus d'indépendance. Ainsi, les dirigeants de l'Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes contestent, dans un premier temps, la "paternité" de la Ligue Démocratique Belge. Les mutualités affirment avoir aussi leur propre groupe parlementaire à la Chambre. L'évolution du Secrétariat Général des Unions Professionnelles Chrétiennes témoigne également du fossé qui se creuse entre le mouvement syndical et la Ligue Démocratique, notamment

53. Voir notamment *Ligue Démocratique Belge*, passim; PSH 190; ALV, FAV, Divers – Imprimés; Verhaegen à Mercier, 28 septembre 1912 (AAM, FM, RdE 1912). Verhaegen ne vote le projet Poulet qu'à contrecœur et après avoir consulté Mercier, voir ALV, FAV 127.

par des initiatives telles que les Semaines Sociales⁵⁴. La Ligue n'est manifestement pas en mesure d'assurer une cohésion suffisante à l'ensemble des organisations ouvrières chrétiennes.

Une crise de confiance la mine peu à peu. Elle est due au poids excessif des hommes politiques dans le processus de décision et à l'attitude progouvernementale qui l'accompagne. Elle semble fondamentale. En outre, l'intervention peu structurée de ces mêmes hommes politiques crée aussi un malaise. C'est pourquoi le délégué courtraisien Antoine Cantillion menace de démissionner, lors de la réunion de dirigeants tenue le 6 mars 1904. Si les mandataires de la Ligue Démocratique sont qualifiés d'"amis", ces mêmes amis se soucient pourtant fort peu de l'avis des instances dirigeantes. Après 1900, comme nous l'avons déjà signalé, le nombre de réunions du conseil se réduit au minimum. Le débat de fond sur la constitution d'un véritable groupe parlementaire à la Chambre est systématiquement éludé. La réponse apportée à cette question, en juin 1902, est qu'une réunion sera organisée sur le sujet; en mars 1904, Verhaegen établit une évaluation négative du groupe représentant les agriculteurs, tandis que Renkin, suite aux débats sur le repos dominical, propose quand même de serrer quelque peu les rangs sur les bancs du Parlement. La seule fois où la Ligue Démocratique parvient à constituer un groupe parlementaire, c'est à l'occasion des amendements sur le travail dans les mines, qui font tomber le gouvernement de Smet de Naeyer en avril 1907.

Sous la présidence de Verhaegen, les responsables cessent peu à peu de se préoccuper de la question flamande. Depuis 1899, les procès-verbaux des organes dirigeants ne sont plus établis qu'en français. Initialement, les francophones étaient quelque peu perturbés par le caractère bilingue de l'organisation, rigoureusement respecté sous la présidence de Helleputte. De même, les contacts de Helleputte avec le Vlaamse Katholieke Landsbond les contrariaient. En 1893, les Wallons affirmaient que la question flamande était davantage l'affaire de la bourgeoisie que de la classe ouvrière. Toutefois, en raison de son impact social considérable, ils consentaient à ce qu'une exception soit faite pour la flamandisation de l'enseignement. Ce sont surtout les Anversois qui, en 1905, 1910, 1911 et 1914, dénoncent la prépondérance francophone dans la Ligue. Finalement, les auteurs de ces interpellations suggèrent de scinder le mouvement en une organisation flamande et une organisation wallonne. Rien n'y fait : Verhaegen continue d'ignorer purement et simplement les doléances des Flamands. Il n'accède même pas à leurs exigences à propos de la flamandisation de l'enseignement secondaire ou du dédoublement de l'armée en

54. ALV, FAV 130; Dayse, *Semaines Sociales* et Janssens, *Sociale Weken*, 1-10.

unités unilingues⁵⁵. L'attitude négative de Verhaegen à propos de la flandrisation de l'université de l'Etat à Gand est notoire. Elle contribue indiscutablement à la crise de confiance qui, dans l'aile démocratique flamande de la Ligue, se développe autour de sa personne.

Les critiques incessantes sur la conduite des affaires incitent Verhaegen à essayer de corriger le tir au plan de l'organisation. C'est dans cette optique que les élargissements du bureau et la participation effective des suppléants, dès mars 1905, peuvent être interprétés. Cependant, la dynamique du mouvement et le processus de décision interne demeurent d'un niveau médiocre. Avec le mensuel *Ligue Démocratique Belge*, le président essaie, à partir de 1911, de donner un profil plus net à la Ligue. Toutefois, comparativement au *Gids op maatschappelijk gebied*, auquel il emprunte des communications et des articles, ce périodique démarre péniblement.

Indéniablement, la création du comité d'étude (septembre 1912), dont la direction est confiée à Cyrille Van Overbergh, est l'innovation majeure de cette période. Nul autre que Van Overbergh ne pourrait mieux diriger ce comité : en sa qualité de président de la Société Belge de Sociologie, l'intéressé peut se prévaloir d'une vaste expérience⁵⁶. Le congrès de la Ligue Démocratique, qui se tient à Namur, charge le comité d'étude d'une triple mission : préparer des initiatives législatives, analyser des projets de loi de manière critique, rédiger des résolutions pour les congrès. Bref, il incombe à cet organe de jouer le rôle d'un service d'étude avant la lettre. Le comité fournit un travail considérable, comme en témoignent entre autres ses volumineux rapports sur le fameux article 310 du Code Pénal, ses propositions de révision de la loi sur les associations professionnelles de 1898 ou encore son avant-projet de loi sur l'enseignement technique et professionnel, publié dans le mensuel de la Ligue Démocratique et qualifié de progressiste. Ce texte prévoit notamment la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de quatorze ans. En matière d'unions professionnelles, le comité plaide en faveur d'une extension d'activités : autorisation de créer des mutualités professionnelles et possibilité de développer des activités commerciales plus larges. Le comité d'étude fait très vite autorité. Il doit cette position en grande partie à ceux qui le composent : il s'agit essentiellement de diplômés de l'Ecole des Sciences Politiques et Sociales de l'université de Louvain⁵⁷. Les professeurs louvanistes Deploige et Brants, avec leur Société-

55. En 1912, Verhaegen s'oppose violemment à toute forme de séparation administrative. Voir également le télégramme, à forte connotation unitariste, qu'il adresse au nom de la Ligue Démocratique au roi Albert, *Ligue Démocratique Belge* (1912) 209-211.

56. Vermeersch, *Manuel Social* (1909) II, 47-48.

57. Composition : les juristes Van Overbergh, Maurice Defourny, G. de Formanoir de la Cazerie, G. Beeckman et Pierre Verhaegen, fils aîné du président, ainsi que le Père Valerius Claes, les dirigeantes des œuvres féminines Victoire Cappe et Louise Van den Plas, Eylenbosch, le chef de file de la CSC, Hendrik Heyman, l'abbé Floris Prims. Voir *Ligue Démocratique Belge*, (1912) 299-300. Voir également Quaghebeur, *Revue sociale catholique*.

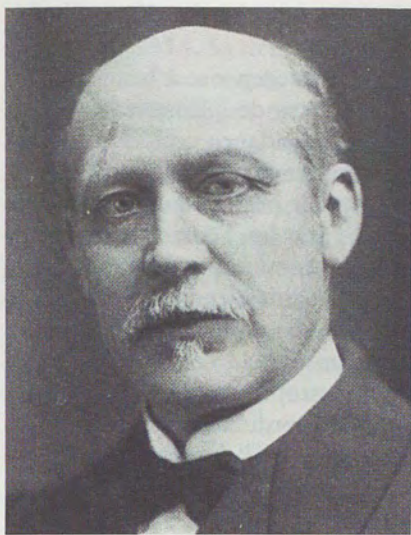
té d'Economie Sociale et la *Revue sociale catholique*, exercent une forte influence sur cet organe, par l'entremise de leurs anciens étudiants, dont le dominicain Rutten et le capucin Claes.

La Ligue Démocratique perd sa position dirigeante au cours des années qui précèdent immédiatement la première guerre mondiale. En 1909, le Congrès Catholique de Malines manifeste l'existence d'un catholicisme organisé florissant, avec notamment l'éclosion d'un mouvement social féminin. La question de savoir quel organisme pourrait coordonner ces œuvres sociales, qui retrouvent un nouvel élan, est posée : s'agit-il d'une institution neuve ou de la Ligue Démocratique nouvelle mouture ?

Le Père Rutten est le principal défenseur de la première formule. Selon lui, l'organisation faîtière à créer doit, outre sa mission de coordination, se charger aussi d'une propagande systématique en faveur des œuvres religieuses et sociales. Cette vision de Rutten s'inspire en partie d'exemples étrangers, en particulier du Volksverein allemand, de l'Œuvre du Comité Catholique en France et de l'Action Populaire de Reims. Dans la perspective d'une éventuelle initiative en ce sens, en accord avec le cardinal Mercier et son maître Victor Brants, Rutten envoie le capucin Valerius Claes faire un voyage d'étude dans ces différents organismes, durant les premiers mois de 1911. Il est d'ailleurs frappant de constater l'audience dont jouissent ces exemples étrangers, dans les années 1910-1911 et par la suite⁵⁸. Rutten construit son hypothèse de travail en prenant aussi en compte le fonctionnement de toute une série de Secrétariats régionaux des Œuvres Sociales et Religieuses. Jusqu'alors, l'activité de ceux-ci s'inspire en partie de la Ligue Démocratique, mais elle n'est guère marquée par elle dans la pratique. Les ecclésiastiques qui dirigent ces secrétariats s'occupent d'ailleurs intensément du mouvement ouvrier, du fonctionnement des gildes paysannes, mais aussi des initiatives qui naissent dans la classe moyenne.

Tous ces projets ne plaisent guère au président Verhaegen. Ce dernier se cramponne à "sa" Ligue Démocratique comme fédération de sociétés ouvrières antisocialistes et comme forum des démocrates catholiques. A l'insu du bureau, en tout cas à l'insu du conseil central, il élabore, à deux

58. Le Volksverein allemand (1890-1933) a pour objectifs de combattre le socialisme et le marxisme, ainsi que de défendre la société chrétienne. Son ambition est d'aboutir à l'émancipation sociale et politique des catholiques et du monde ouvrier dans une société moderne marquée par le libéralisme. Voir Schoelen, *Handbuch des Volksvereins*. Sur les références aux modèles allemands et l'influence du Volksverein, cf. *Congrès de Malines 1909*, 238-252 et 253-254; Rutten, "Rapport sur le Mouvement Syndical chrétien en Belgique 1904", dans *Annales LDB 1905*, 15; 1906, 35 et 62; correspondance entre Rutten et Brants de 1900 à 1913 (PVB, I et 7) et le dossier Volksverein dans ALV, FAV 175. On trouve des comptes rendus sur le fonctionnement des associations françaises et du Volksverein allemand dans *Ligue Démocratique* (1911) 199-201 et 225. A signaler aussi la présence remarquée du professeur Sonnenschein, administrateur du Volksverein allemand, lors de la Semaine Sociale Flamande de 1912.



Le typographe et correcteur Gustaaf Eylenbosch (1856-1939) découvre, en même temps que l'étudiant en pharmacie Herman Ronse, l'action démocratique flamande et l'action antisocialiste menées à Gand. En décembre 1890, Arthur Verhaegen le choisit comme secrétaire de l'Antisocialistische Werkliedenbond [Ligue Ouvrière Antisocialiste] et le nomme directeur du quotidien *Het Volk*, tâches qu'il accomplit avec talent. A partir de 1896, Eylenbosch est le fidèle secrétaire de la Ligue Démocratique, tout en étant le secrétaire particulier de Verhaegen. En 1912, il devient le premier président de la CSC, plutôt comme figure symbolique. Dans l'entre-deux-guerres, il continue, notamment comme sénateur, à influencer l'évolution sociale et politique à Gand. Comme dernier survivant des pionniers gantois, il entre dans la légende, dès avant sa mort.



L'employé des chemins de fer Florimond Senel (1865-1922) consacre sa vie entière au développement du mouvement ouvrier chrétien dans le Centre. Il est, en quelque sorte, le bras droit de l'homme politique et professeur Léon Mabilie. Senel plaide inlassablement pour une autonomie politique et pour une organisation des travailleurs qui émane des ouvriers eux-mêmes. A cet effet, il compte notamment sur les syndicats, les mutualités et les coopératives. La vice-présidence qu'il exerce à la Ligue Démocratique Belge a moins d'importance, même si là encore, il ne cherche jamais à cacher ses opinions.

reprises – en juin 1912 et en janvier 1914 – un projet de réforme ambitieux pour contrecarrer Rutten.

Avec ses projets successifs de réforme, Verhaegen vise à briser le pouvoir de la Confédération des Syndicats Chrétiens et de l'Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes. A ses yeux, l'indépendance croissante de ces deux organisations soustrait les ouvriers à l'influence de la Ligue Démocratique, ce qui, à terme, présente un danger pour le parti catholique, protecteur de l'Eglise et garant de l'ordre social. D'après lui, l'émancipation politique des ouvriers doit s'accomplir posément, comme par le passé. Selon leur nature, les œuvres sociales existantes (mutualités, coopératives, syndicats...) relèveraient désormais de fédérations diocésaines ou interdiocésaines. Le tout serait placé sous la supervision directe de l'épiscopat qui, pour Verhaegen, a tout intérêt à préserver sa propre position. Un comité, sous l'égide d'un directeur-prêtre, assurerait la coordination des œuvres sociales au niveau diocésain. A la Ligue Démocratique Belge incomberait exclusivement l'action politique, ainsi que la collecte, l'affectation et la gestion des moyens financiers pour l'ensemble du mouvement.

Les évêques de Belgique réagissent avec prudence à la première proposition de Verhaegen. Ils procèdent discrètement à des consultations. Il en ressort qu'il n'est pas opportun de placer aussi ouvertement l'Eglise et le clergé à la tête des sociétés ouvrières. Le chanoine Oscar Byl, aumônier du Gentse Antisocialistische Werkliedenbond [Ligue Ouvrière Antisocialiste Gantoise], estime même que ce serait apporter de l'eau au moulin de la propagande socialiste et renforcer l'image d'un mouvement ouvrier chrétien vendu à l'Eglise et à la bourgeoisie. Dans la deuxième version de son projet de réforme, Verhaegen atténue le rôle du clergé et de la Ligue Démocratique, relégué quelque peu à l'arrière-plan. En vain : la réaction négative de l'épiscopat, communiquée oralement à Verhaegen par l'évêque de Gand, Mgr Stillemans, mandaté par le cardinal Mercier, en témoigne⁵⁹. C'est alors que Verhaegen réalise pleinement que son rôle est terminé et que son crédit n'est plus ce qu'il était. Il en éprouve du dépit. Il se sent incompris et insuffisamment soutenu. En réalité, il a manœuvré isolément, coupé de sa base. A la réunion du bureau du 15 décembre 1912, il fait connaître son intention de démissionner.

Les parlementaires et la vieille garde s'opposent à la démission de Verhaegen. Le 21 janvier 1913, une délégation spéciale, composée de Mabilie, de Ponthière, Verwilghen, Senel et Jaminé, va le trouver à la Cham-

59. Correspondance et notes dans AAM, FM, boîte 3 (œuvres sociales) et RdE 1912. Dans les Papiers Brants, nous n'avons trouvé aucune trace à ce propos dans la correspondance de Verhaegen. Voir également Gerard, *Eglise*, 4 et 71-76. La première proposition de Verhaegen est évoquée à la conférence épiscopale du 14 décembre 1912; le lendemain, Verhaegen parle de démissionner. Sa lettre de démission date du 15 janvier 1913, soit deux jours après que Mercier lui ait communiqué la position de l'épiscopat. Sur la coordination de l'action sociale catholique avant 1914, voir le chapitre III du tome I.

bre. Elle réussit à le convaincre d'assumer encore la présidence jusqu'au congrès de 1914. Sa démission n'en est pas moins considérée comme définitive, puisqu'au congrès de Gand, tenu à la fin de septembre 1913, la présidence de Verhaegen est amplement évoquée et qu'un hommage lui est rendu. La délégation a pu convaincre Verhaegen de rester à son poste, en arguant que le suffrage universel pur et simple est à l'ordre du jour et que le président ne peut laisser la Ligue Démocratique aller à la dérive. Ces arguments ne sont pas une vue de l'esprit : les discussions au sein de la Ligue pourraient embarrasser sérieusement le parti catholique, le gouvernement et l'Eglise. Les élections communales d'octobre 1911 et la formation d'un cartel socialiste-libéral ont été les signes avant-coureurs des problèmes auxquels la Droite a été confrontée, lors du scrutin législatif de juin 1912 : le suffrage universel pur et simple figure en tête du programme du cartel.

Verhaegen ne fait pas grand cas du suffrage universel. Il n'a jamais caché qu'il accepte difficilement ce que l'on appelle "la loi du nombre", voire qu'il la récuse. Il ne peut cependant rester sourd plus longtemps à l'appel des milieux syndicaux et des sociétés ouvrières, en faveur d'un élargissement du droit de vote. Verhaegen s'est discrètement informé auprès de l'épiscopat en juillet 1911, sur l'opportunité d'inscrire le suffrage universel pur et simple dans le programme de la Ligue Démocratique⁶⁰. Les évêques suggèrent d'ajourner la question et de laisser aux hommes politiques le soin de la régler. C'est alors que Cyrille Van Overbergh suggère très habilement aux dirigeants de la Ligue de revendiquer le droit de suffrage pur et simple non seulement pour les hommes, mais aussi pour les femmes et de couper ainsi l'herbe sous le pied du cartel de Gauche. De la sorte, il serait possible de rallier les membres de la Ligue Démocratique au programme électoral catholique. Toutefois, ce plan ne suscite guère d'enthousiasme. Verhaegen demande un délai et propose d'attendre une initiative parlementaire, qui réaliserait un compromis acceptable pour tous les partis. Van Overbergh et le vice-président Senel taxent ouvertement cette attitude de manœuvre dilatoire intolérable. En dépit de leur opposition, Verhaegen obtient pourtant gain de cause, de sorte que le gouvernement n'est pas mis en danger et que l'introduction du suffrage universel pur et simple est différée, autant que possible. La menace que constituent les grèves socialistes de 1912 et surtout d'avril 1913 ne facilite pas la tâche de la direction de la Ligue. Des pamphlets et des affiches invitent les travailleurs chrétiens à ne pas suivre les mots d'ordre socialistes. Tout retour au programme de 1912 est cependant hors de question, estiment Cyrille Van Overbergh et Hendrik Heyman. La commission parlementaire des XXXI, préconisée par Verhaegen et finalement installée par le chef du cabinet de Broqueville, le 24 avril 1913, ne trouve pas grâce à leurs yeux. Le fait qu'elle compte peu

60. AAM, FM, RdE 1911.

de représentants de la Ligue Démocratique et qu'elle envisage, dans un premier temps, d'instaurer le suffrage universel pur et simple aux seules élections communales les préoccupe beaucoup.

La première guerre mondiale met fin prématurément aux débats sur l'avenir de la Ligue Démocratique et sur ses positions politiques⁶¹. En réalité, le déclenchement du conflit marque la fin de l'organisation. Une époque se clôt avec le décès de Verhaegen, le 5 septembre 1917, peu après son retour de captivité en Allemagne. Alphonse Verwilghen et Cyrille Van Overbergh essaient de maintenir le mouvement à flot et de lui donner un souffle nouveau. En vain. Après la guerre apparaît une nouvelle génération de personnalités, formées au sein du mouvement syndical chrétien. Ces hommes recherchent une autonomie politique, qui les conduit à créer, à la fin 1919, la Fédération des Ligues Ouvrières, face à la Ligue Démocratique. Grâce à Van Overbergh – qui reste fidèle à la démocratie chrétienne, contrairement à beaucoup d'autres dirigeants, tels Renkin, Carton de Wiart, Stock ou Auguste Mélot – le conflit s'aplanit et la Ligue Démocratique peut mourir en beauté. Elle est dissoute en novembre 1920, pour céder la place à la Ligue Démocratique Chrétienne de Belgique (*Algemeen Christen Democratisch Verbond*), que la LNTC remplacera par la suite⁶².

Epilogue

Dans son cours destiné aux étudiants de l'Ecole Sociale de Heverlee, l'abbé Colens propose une analyse pertinente de la réalité historique : il affirme que la Ligue Démocratique ne peut être considérée comme l'organisation nationale du mouvement ouvrier chrétien d'avant-guerre⁶³. Il faut corriger sur ce point l'historiographie traditionnelle de ce même mouvement ouvrier chrétien. La Ligue Démocratique Belge n'est pas sa première structure d'organisation. Elle peut, tout au plus, être considérée comme le forum au sein duquel a pu se développer un mouvement autonome, gravitant autour des unions professionnelles, des mutualités et des ligues ouvrières. Avec la Ligue Démocratique naît, puis disparaît une génération d'hommes politiques démocrates chrétiens. Ceux-ci actualisent les œuvres populaires paternalistes en 1891 et se connectent davantage aux aspirations politiques et socio-économiques de la population ouvrière. Par le fait même, ils donnent à leur action une portée plus grande. Pour les dirigeants de la Ligue Démocratique, il s'agit de préserver les liens entre l'Eglise et le

61. Gerard, "Voorgeschiedenis ACW".

62. La dernière réunion du conseil central de la Ligue Démocratique Belge a lieu le 15 novembre 1920, pour entériner la convention, de sorte que la continuité formelle entre le passé et le présent se maintient (Gerard, "Algemeen Christelijk Werkersverbond", 22 note 12bis). La plaquette que son ancien secrétaire, G. Eylenbosch, consacrera par la suite à la Ligue Démocratique, porte fort à propos la date finale de 1920 (*La Ligue Démocratique Belge*).

63. Gerard, *Katholieke partij*, 50 note 15.

peuple, de laisser se dérouler – en le ralentissant et en le contenant – le processus d'émancipation des classes populaires. On comprend, dès lors, que ces responsables n'aient pas cherché à donner à leur organisation un profil plus net en matière de recrutement. L'œuvre majeure de la Ligue réside sans doute dans la "pilarisation" qu'elle réalise : par l'établissement de liens socio-économiques et socio-culturels, mais aussi par la formation d'une élite, elle marque les classes populaires d'une idéologie et d'un sceau confessionnel. La législation sociale qu'elle vise, en l'occurrence le système des assurances sociales, est subordonnée à ce processus de "pilarisation". La Ligue s'efforce, dès lors, de repousser autant que possible les assurances sociales obligatoires, en attendant que les assurances libres se consolident. L'audience donnée à l'école louvaniste des sciences sociales et aux modèles étrangers contribuent à l'éclosion d'un mouvement ouvrier chrétien indépendant. Héritière de la Fédération des Œuvres Ouvrières et du mouvement des gildes, la Ligue Démocratique Belge transmet à la LNTC ses conceptions économiques inspirées de l'éthique chrétienne, ainsi que le modèle de pacification d'une société de "standen", avec ses structures intermédiaires de concertation.

Annexe 1 : Direction

FEDERATION DES ŒUVRES OUVRIERES

Président

Edmond de Grand'Ry, a.i. 1867-1868
Urbain Massalski, 1868-1871
Clement Bivort de la Saudée, 1871-1875 (†)
Eugène de Caraman-Chimay, 1876-1881 (†)
René Moretus de Bouchout, 1881-1887
Charles Verbeke*, a.i. 1887-1889 (†)
poste vacant depuis 1889

Secrétaire

Pierre Limbourg, a.i. 1867-1868
Joseph Novent, 1868-1871
Louis Struyf*, 1871-1882
Charles Campioni, 1882-1891

Trésorier

Desclée, 1871
Joseph Novent, 1871-1876
Roest d'Alkmade, 1877-1880?
Louis Alexis Van Hamme, 1880?-1891/
1892

LIGUE DEMOCRATIQUE BELGE

Président

Joris Helleputte, 1891-1895
Arthur Verhaegen, 1896-1917 (†)
Alfons Verwilghen, 1917?-1920

Vice-président

Verbist, mai 1891-1897
Henri Soudan, 1897-1904
Florimond Senel, 1904-1920

Secrétaire

Urbain (aussi Robert) Schryvers, octobre 1891-1895
Gustaaf Eylenbosch, 1896-1918
Cyrille Van Overbergh, 1918-1920

Trésorier

Louis Alexis Van Hamme, janvier 1892-1899
Henry Carton de Wiart, 1900-1912
Albert Van Hecke, 1912-1920

Annexe 2 :

Nombre d'associations adhérant à la Ligue Démocratique Belge et nombre de membres

	Flandre		Wallonie		Bruxelles		Total	
	Ass.	Membres	Ass.	Membres	Ass.	Membres	Ass.	Membres
1896	118	39233	33	9421	16	2222	167	50876
1898	224	59095	188	33218	14	6871	426	99184
1900	163	53071	343	49486	15	7069	521	109626
1904	244	57212	533	74723	21	7151	798	139086
1907	517	99027	730	92188	30	7370	1277	198585

Source : Rapports annuels de la Ligue Démocratique Belge

Annexe 3 :

Congrès de la Ligue Démocratique Belge

1. Bruxelles 25-26 sept. 1892 (Concordia)
2. Bruxelles 24-25 sept. 1893 (Concordia)
3. Anvers 9-10 sept. 1894 (Vrede Sint-Amands)
4. Gand 28-29 sept. 1895 (Antisocialistische Werkliedenbond Oudburg)
5. Charleroi 27-28 sept. 1896 (Les Ouvriers Réunis)
6. Louvain 6-7 juin 1897 (Gilde van Ambachten & Neringen)
7. Liège 18-19 sept. 1898 (Collège Saint-Servais)
8. Bruxelles 24-25 sept. 1899 (Concordia)
9. Namur 23-24 sept. 1900 (Casino et Maison des Ouvriers)
10. Bruges 22-23 oct. 1901 (Gilde van Ambachten & Neringen)
11. Mons 14-15 sept. 1902 (Maison des Ouvriers)
12. Hasselt 27-28 sept. 1903 (Sint-Jozefscollege)
13. La Louvière 18-19 sept. 1904 (Société Saint-Joseph et Union des Ouvriers)
14. Malines 23-24 sept. 1906 (Katholieke Werkmanskring)
Pas de congrès en 1907 en raison de la Semaine Sociale wallonne à Dinant
15. Charleroi 27-28 sept. 1908 (Les Ouvriers Réunis)
Pas de congrès en 1909 en raison du Congrès Catholique de Malines
16. Nivelles 11-12 sept. 1910 (Maison des Ouvriers)
17. Courtrai 24-25 sept. 1911 (Gilde van Ambachten & Neringen)
18. Namur 22-23 sept. 1912 (Collège Notre-Dame de la Paix)
19. Gand 28-29 sept. 1913 (Handelsbeurs)
Pas de congrès en 1914 en raison du début de la première guerre mondiale



*Les caisses d'assurance-maladie constituent une première réponse aux besoins sociaux de la population ouvrière.
("Ziekenbeurs Broederliefde". Panneau commémoratif, 1913)*

Chapitre II

Les mutualités chrétiennes

Emmanuel Gerard

Les mutualités actuelles sont les héritières des sociétés de secours mutuels créées au cours du 19^{ème} siècle pour apporter une première réponse aux besoins sociaux de la population ouvrière. Initialement, le champ d'action de ces associations n'est pas très précis : il comprend non seulement l'aide aux malades, aux invalides, aux veuves et aux orphelins, mais parfois aussi la formation professionnelle, l'assistance aux chômeurs et l'organisation d'une caisse de résistance. En d'autres termes, les sociétés de secours mutuels sont aussi, dans certains cas, les précurseurs des syndicats actuels. La limitation du champ d'action des sociétés mutualistes à l'assurance-maladie est favorisée par la loi de 1851, revue en 1894. Les mutualités chrétiennes proprement dites voient le jour au cours des années 1850 et 1860. Leur percée se situe après 1886. L'action sociale catholique qui, à la fin du 19^{ème} siècle, vise à préserver les villes et les campagnes du socialisme, aboutit à une multiplication des sociétés, à la création de fédérations et, en 1906, à la fondation de l'Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes¹.

Les mutualités connaissent une expansion spectaculaire après la première, mais surtout après la seconde guerre mondiale, du fait de leur insertion dans un système d'assurances sociales subsidiées, devenu plus tard la sécurité sociale. Dès lors, les mutualités modernes ne ressemblent plus du tout aux premières sociétés de secours mutuels. Les mutualités chrétiennes diffèrent d'ailleurs des organisations ouvrières chrétiennes sur deux plans. Tout d'abord, elles ne sont pas uniquement axées sur la classe des travailleurs salariés, mais elles s'adressent d'emblée à différentes couches sociales, ce qui provoque des relations particulières et parfois tendues avec le mou-

1. Initialement (1906), la dénomination officielle de l'Alliance était : Alliance Nationale des Fédérations Mutualistes Chrétiennes de Belgique (en néerlandais : Landsbond der Christelijke Verenigingen van Vooruitzicht in België). Nous utiliserons exclusivement l'appellation ultérieure, qui date de 1933 et qui est toujours en vigueur, à savoir : Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes (ANMC) (en néerlandais : Landsbond der Christelijke Mutualiteiten).

vement ouvrier. En outre, et plus que dans les autres organisations, la prestation de services aux membres est l'activité prédominante².

I. Les sociétés de secours mutuels avant 1886³

A. Jusqu'à la crise des années quarante

Dès la fin du 18^{ème} siècle, l'artisanat des villes et l'industrie rurale sont entraînés dans un processus qui aboutit à la grande industrie moderne du 19^{ème} siècle, symbolisée par l'usine et par la machine. Toutefois, des anciennes industries artisanales survivent encore longtemps. Ces changements déchirent progressivement le tissu social formé depuis le moyen âge. L'industrie ne peut se déployer qu'en dehors des réglementations contraignantes des corporations. Au 18^{ème} siècle, celles-ci n'évoquent plus que le mauvais souvenir des anciens privilèges. Aussi sont-elles supprimées par la Révolution Française.

Après que le feu de la Révolution se soit éteint, il s'avère rapidement que nombre de ses idéaux ne concordent pas avec la réalité. Si la fonction économique des corporations est bel et bien révolue, la nécessité d'une entraide entre travailleurs d'une même profession subsiste. A partir du début du 19^{ème} siècle, on voit dès lors surgir spontanément de nouvelles formes de solidarité : il s'agit de sociétés de secours mutuels, de "caisses" ou de "bourses". Ces associations renouent avec les anciennes traditions des corporations et plus encore avec celles des compagnonnages. Dans quelques cas, elles perpétuent même des sociétés qui ont clandestinement survécu à la Révolution.

Durant les périodes française et hollandaise, le droit d'association est cependant soumis à autorisation préalable des pouvoirs publics. Dans la mesure où les sociétés d'entraide ne vont pas à l'encontre de la prohibition de la coalition - en d'autres termes, tant qu'elles ne sont pas des syndicats déguisés et qu'elles s'occupent uniquement d'aide aux malades et aux handicapés, aux veuves et aux orphelins - elles sont permises par les autorités publiques. Les autorisations de ce genre s'obtiennent plus aisément sous le régime hollandais que durant la période française. La Constitution belge de

-
2. Sur l'histoire des mutualités chrétiennes, on dispose d'un ouvrage bien documenté du secrétaire général Eeckhout, *Le problème des assurances sociales* (1931), un aperçu plutôt anecdotique de son successeur Van Melle, *Pages d'histoire* (1955) et l'aperçu large de Rezsóhazy, *Histoire du mouvement mutualiste chrétien* (1957), écrit à la demande de l'ANMC. De nombreuses fédérations ont publié des albums d'hommage, mais jusqu'à présent, on a vu paraître fort peu de véritables monographies.
 3. Cette partie se fonde surtout sur Soenens, *La mutualité* (1901); Rezsóhazy, *Histoire* (1957); Dhondt, "De eerste organisaties" (1960) 83-92; ID., "Sociale wetgeving en voorzorg" (1960) 169-175; Gérin, "Sociaal-katholieke verenigingen" (1963) 223-228, 254-265; De Belder "Het arbeiderssparen" (1986) 91-119; Quaghebeur, *Welzijn* (1986).

1831, la plus libérale de l'époque, crée de nouvelles possibilités de vie associative. Toutefois, comme les coalitions et les grèves demeurent interdites par le Code Pénal, toute association d'artisans ou d'ouvriers d'usine est considérée avec une certaine suspicion. En outre, même après 1831 et contrairement à la situation d'Ancien Régime, les sociétés de secours mutuels restent, comme les autres associations, privées de personnalité civile, ce qui évidemment limite très fort leurs possibilités.

Les premières sociétés de secours mutuels sont surtout liées aux métiers traditionnels et qualifiés des villes. Parfois, elles ont encore un caractère corporatif : des compagnons de travail essaient, en monopolisant la formation, de protéger leur propre artisanat. Les ouvriers d'usine éprouvent plus de difficultés à s'organiser. Ces prolétaires sont non seulement dépourvus de toute tradition, mais pour les pouvoirs publics, ils sont aussi les premiers suspects. En effet, la prohibition des coalitions présente un intérêt vital, surtout pour le capitalisme industriel naissant. L'exemple de Gand, centre de l'industrie mécanisée du coton, est éloquent. Dès la période française, une série de nouvelles sociétés d'entraide y naissent, toutes destinées aux artisans qualifiés : imprimeurs, tailleurs, cordonniers, orfèvres, forgerons et menuisiers. Elles sont autorisées par les pouvoirs publics. Or, ces derniers empêchent, en 1810, une tentative d'association des cottonniers des nouvelles usines, par crainte d'une coalition contre les patrons. Dans les nouvelles fabriques, les employeurs souhaitent prendre eux-mêmes l'initiative, en lieu et place de leurs ouvriers. Ainsi se constituent, dans plusieurs villes, des caisses de prévoyance patronales. Elles sont aux mains des employeurs, qui n'hésitent pas, à l'occasion, à les utiliser comme moyens de pression⁴.

Le calcul des cotisations et des indemnités, dans les sociétés de secours mutuels, s'opère sur une base peu systématique. Pendant les périodes difficiles, la cotisation est augmentée et, durant les années fastes, les gestionnaires distribuent les excédents. On ne chiffre pas les risques, parfois fort variés : maladie et accident, naissance et décès, chômage et vieillesse. L'avantage le plus courant est l'indemnité journalière en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie. En général, elle n'est versée qu'après le troisième jour et pour une durée maximum de six mois. La société rembourse rarement les frais médicaux et pharmaceutiques. A l'époque, les ouvriers doivent faire appel à la bienfaisance publique ou privée en cas de maladie, d'invalidité ou de vieillesse.

4. Nous faisons abstraction des caisses de mineurs, créées à l'initiative des directions des charbonnages. Ces caisses bénéficient d'un statut spécifique : elles sont subventionnées par les pouvoirs publics et connaissent, à partir de 1868, le régime de l'affiliation obligatoire.

B. *Les mesures prises par les pouvoirs publics*

La crise des années quarante marque le début d'une ère nouvelle dans le développement de l'entraide. La misère de la classe ouvrière donne lieu spontanément à une augmentation du nombre d'associations. Tout bien pesé et dans leur propre intérêt, le gouvernement et la bourgeoisie éclairée appuient ce mouvement. Finalement, l'avènement du socialisme et du catholicisme social donnent, pour la première fois, un caractère idéologique plus marqué aux mutualités.

Le gouvernement libéral Rogier, qui arrive au pouvoir en 1847, au beau milieu d'une grave crise économique et dans un climat politique révolutionnaire, favorise les sociétés de secours mutuels. L'entraide des ouvriers s'inscrit d'ailleurs parfaitement dans l'idéologie libérale, qui met l'accent sur la prévoyance, considérée comme une des nombreuses formes d'épargne et comme un moyen d'accession à la propriété : "Dans chaque travailleur prévoyant, la société compte un défenseur de plus"⁵. Le gouvernement suit d'ailleurs le raisonnement déjà tenu auparavant par plusieurs municipalités urbaines : plus il y a de sociétés de secours mutuels et plus les charges de l'assistance publique sont légères. Un recensement de 1846 apprend que près d'un tiers des ouvriers ont alors recours à la bienfaisance⁶.

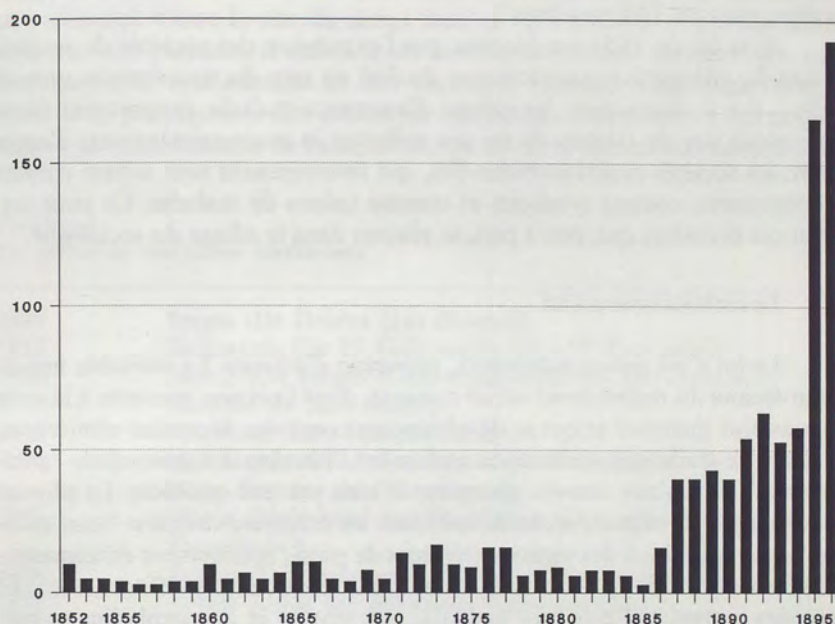
Les deux réalisations les plus importantes des pouvoirs publics sont la création de la Caisse Générale de Retraite (1850) et la loi du 3 avril 1851 sur les sociétés de secours mutuels. Dans l'idée du gouvernement, ces deux mesures forment un tout. La Caisse de Retraite doit favoriser l'épargne-pension, tandis que la loi de 1851 permet au gouvernement de reconnaître des sociétés de secours mutuels, pour autant que celles-ci se bornent à accorder des indemnités en cas de maladie et d'invalidité. De cette reconnaissance, qui est une faveur et non un droit, découlent l'octroi d'une personnalité civile fort incomplète et quelques avantages fiscaux restreints. L'agrégation est cependant soumise à des conditions très strictes : si les pouvoirs publics veulent encourager l'entraide, ils souhaitent tout autant la contrôler. Ainsi, le bourgmestre ou son représentant doit être admis à chaque réunion et le gouvernement peut dissoudre la société⁷. La suspicion des autorités est évidemment due à la crainte de coalition, laquelle n'est dépenalisée qu'en 1866. Cette crainte est fondée : ainsi, par exemple, les sociétés de fileurs et de tisserands, créées en 1857 à Gand, sont à première vue des caisses d'assurance-maladie, mais en fait, il s'agit de caisses de ré-

5. Rezsöazy, *Histoire*, 66.

6. Chlepner, *Cent ans*, 14.

7. Les modalités de reconnaissance et de dissolution sont réglées par des Arrêtés Royaux organiques. Elles sont élaborées par la Commission Permanente des Sociétés de Secours Mutuels, créée par AR du 12 mai 1851, en application de la loi du 3 avril. Dans cette commission siègent deux défenseurs notoires des mutualités, à savoir Auguste Visschers et Edouard Ducpétiaux. Cette commission accomplit ultérieurement un excellent travail comme organisme d'avis, de contrôle et de propagande.

Tableau 1 :
Sociétés de secours mutuels. Nombre de reconnaissances annuelles.
1852-1896



Source: Rezsobazy, *Histoire*, 92bis

sistance militantes. Il en est de même pour l'ancien compagnonnage des chapeliers de Bruxelles. Ces sociétés sont davantage les précurseurs des syndicats que ceux des mutualités modernes.

L'effet de ces mesures légales est cependant limité, non seulement en raison de l'attitude peu généreuse des pouvoirs publics, mais aussi à cause de la grande pauvreté de nombreuses familles. Les bas salaires empêchent pratiquement toute forme d'épargne. La Caisse de Retraite ne connaît pratiquement aucun succès jusqu'aux alentours de 1886. Le nombre de sociétés de secours mutuels reconnues sous le régime de la loi de 1851 demeure également réduit.

Bien que ces mesures publiques ne constituent pas un véritable incitant et malgré l'obstacle réel de la pauvreté, l'esprit d'association se développe, surtout en dehors du cadre légal. D'après une enquête officielle, il y aurait, en 1850, 199 sociétés totalisant 68.297 membres, un chiffre qui doit toutefois être interprété avec beaucoup de prudence⁸. En 1885, 204

8. Rezsobazy, *Histoire*, 72. Il s'agit d'une enquête des gouverneurs de province, effectuée à la demande du gouvernement pour préparer la loi de 1851. On en retrouve les résultats dans le rapport de la section centrale de la Chambre. Ces chiffres ont été relativisés par Bedinghaus

caisses reconnues sont enregistrées, pour un total de 34.741 membres; le nombre de caisses non reconnues, dont maintes caisses de cabaret, est estimé à 445, regroupant 64.000 membres. Au total, on compte donc 649 sociétés, pour 98.741 membres⁹.

Si la loi de 1851 ne favorise pas l'expansion des sociétés de secours mutuels, elle génère toutefois une dualité au sein du mouvement mutualiste : il y a, d'une part, les caisses d'assurance-maladie proprement dites, qui n'ont pas de raisons de ne pas solliciter la reconnaissance et, d'autre part, les sociétés multifonctionnelles, qui interviennent tout autant comme coopératives, comme syndicats et comme caisses de maladie. Ce sont surtout ces dernières qui, peu à peu, se placent dans le sillage du socialisme.

C. *Le catholicisme social*

La loi n'est qu'un instrument, imparfait d'ailleurs. La véritable impulsion émane du mouvement social naissant, dont l'origine remonte à la crise des années quarante et qui se développe au cours des décennies ultérieures. C'est à ce stade que commence également l'histoire des mutualités "chrétiennes". Jusqu'aux années quarante, il n'en est pas question. La plupart des sociétés de secours mutuels ont alors un caractère chrétien "tout naturel", qui se limite à des signes extérieurs de piété, socialement déterminés : le choix d'un saint patron, une messe pour les membres défunts, etc... Le secours mutuel et l'aide aux malades, aux veuves et aux orphelins se prêtent d'ailleurs fort bien à une symbolique religieuse. Il ne s'agit cependant pas de sociétés confessionnelles. A cet égard, un changement se produit durant les années quarante. Les sociétés artisanales des grandes villes sont ouvertes aux nouvelles idées révolutionnaires et certaines évoluent même dans un sens neutre ou socialiste. Le prolétariat d'usine devient de plus en plus nombreux et commence à s'organiser. Des libéraux libres-penseurs essaient, eux aussi, d'organiser les ouvriers, dans un climat de lutte croissante avec les cléricaux. En 1863, une fédération de mutualités neutres est créée à Bruxelles. En 1870, la première caisse de maladie ouvertement socialiste est établie à Fayt, sous l'influence de l'Internationale¹⁰. A partir des années septante, des caisses neutres de plus en plus nombreuses subissent l'attrait du socialisme.

Les catholiques prennent conscience de la nécessité de rechercher des solutions à la question sociale. La mutualité cadre parfaitement avec l'ap-

dans une brochure de 1880, citée par Vermeersch, *Manuel social* (1909), II, 247. Suivant cet auteur, parmi les mutualités recensées, 157 seulement méritent ce nom, le reste étant des associations de détente. Par ailleurs, Gérin ("*Sociaal-katholieke verenigingen*", 224) souligne que les sociétés suspectées de coalition par les pouvoirs publics n'ont probablement pas été reprises dans ce recensement.

9. De Belder, "*Arbeiderssparen*", 109.

10. Vermote, *Gezondheid*, 23.

proche encore essentiellement paternaliste, si typique de la pensée et de l'action des catholiques au 19^{ème} siècle. Patronage, charité et mutualité peuvent se concilier sans problème, même s'ils vident parfois l'entraide de son sens réel. Outre le rôle du clergé local et "des hommes d'œuvres" dans telle ou telle paroisse, il convient de mentionner deux "œuvres" qui, par leur approche systématique et leur caractère national, contribuent largement à la propagation des premières mutualités chrétiennes : les conférences de Saint-Vincent de Paul, créées en 1845, et surtout les Xavériens, à

Tableau 2 :
Les premières mutualités chrétiennes

1820	Bruges (De Dekens [Les Doyens])
1835	Zwijnaarde (De IV Gekroonden [Les IV Couronnés])
1845	Saint-André Bruges (Gemeenzaamheid van Sint-Andreas [Intimité de Saint-André])
1852	Froyennes (Saint-François Xavier)
1852	Machelen-lez-Gand (Liefdeband der Werklieden [Lien d'Amour des Travailleurs])
1853	Olsene (Liefdeband der Werklieden [Lien d'Amour des Travailleurs])
1856	Zelzate (Eendracht en Gelijkheid [Union et Egalité])
1857	Anvers (Gilde der Antwerpse Ambachtslieden [Gilde des Artisans Anversois])
1857	Braine-l'Alleud (Xavériens)
1858	Bruges (De Voorzienigheid [La Providence])
1858	Namur (Société des Saints Crépin et Crépinien)
1858	Niel (De Verenigde Ambachten en Werklieden [Les Artisans et Ouvriers Unis])
1860	Roulers (Leopoldisten [Léopoldistes])
1861	Deinze (De Verenigde Werklieden [Les Ouvriers Unis])
1861	Tournai (Royal As)
1861	Bruges (De Verenigde Werklieden [Les Ouvriers Unis])
1863	Ninove (Verenigde Werklieden [Les Ouvriers Unis])
1864	Louvain (De Voorzienigheid [La Providence])
1865	Wervik (De Verenigde Werklieden [Les Ouvriers Unis])
1867	Louvain (Société des Ouvriers)
1867	Nivelles (Saint-Michel)
1868	Rumbeke (De Broederbond [La Ligue Fraternelle])
1869	Zwijnaarde (Verenigde Werklieden [Les Ouvriers Unis])
1870	Ostende (De Werkman [L'Ouvrier])
1871	Borgerhout (Vooruitzicht [La Prévoyance])
1872	Anvers (Sint-Jozefskring [Cercle Saint-Joseph])
1873	Stalhille (H. Willebrordus [Saint-Willibrord])
1874	Termonde (Het Zwart Verbond [La Ligue Noire])
1876	Mont-Saint-Amand (Verenigde Werklieden [Les Ouvriers Unis])

partir de 1853. De surcroît, les congrès catholiques de Malines des années soixante et les cercles ouvriers catholiques, qui sont créés ensuite, stimulent considérablement le mouvement. On peut dès lors constater, dans les années cinquante et soixante, une première vague, certes modeste, de fondations de mutualités chrétiennes¹¹. L'action des catholiques aboutit à un nouveau type de mutualité. À côté des anciennes mutuelles artisanales et des caisses d'entreprises patronales, on voit naître la mutualité paroissiale. Celle-ci est interprofessionnelle et généralement intégrée dans un ensemble plus vaste, comme une association de Saint François-Xavier ou un cercle ouvrier.

II. Percée de la mutualité chrétienne. 1886-1914¹²

La loi du 23 juin 1894 est généralement considérée comme le début d'une ère nouvelle pour le mouvement mutualiste. Si ses dispositions stimulent fortement l'expansion des caisses d'assurance-maladie, la nouvelle phase de l'histoire mutualiste débute presque dix ans plus tôt. Le climat social perturbé des années quatre-vingt et les progrès rapides du socialisme provoquent une intensification de l'action sociale catholique, appuyée aussi par le gouvernement, après l'insurrection ouvrière wallonne de 1886. À la différence de l'Allemagne où un système étatique d'assurances sociales est instauré au début des années quatre-vingt, les catholiques belges choisissent un système de liberté subsidiée. Stimulées par la nouvelle dynamique sociale, puis par le nouveau cadre légal, enfin par la politique de subside, des mutualités chrétiennes se créent à un rythme de plus en plus rapide. Leur collaboration au niveau des arrondissements et au plan national mène à la création de l'Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes, en 1906.

A. Expansion rapide du mouvement mutualiste à partir de 1886

Diverses données indiquent l'existence d'une nouvelle vague de fondations à partir de l'année 1886. L'augmentation rapide du nombre d'associations reconnues durant la période 1886-1893 - on est alors toujours sous le régime de la loi de 1851 - donne une première indication, incom-

11. Voir, par exemple, la *Gilde van Antwerpse Ambachtslieden* [Gilde des Artisans Anversois], évoquée au chapitre I du tome I.

12. Cette partie se fonde surtout sur Soenens, *La mutualité* (1901); Vermeersch, *Manuel social* (1909); Eeckhout, *Le problème* (1931); Rezsohazy, *Histoire* (1957). Voir, en outre, les différentes monographies et les livres d'hommage consacrés à des sociétés et des fédérations : Turnhout (Goossens, 1961), Limbourg (*Verbond*, 1979), Roulers (Pira, 1982), Bruges (*Een Verhaal*, 1983), Courtrai (Pauwels, Podevijn & Willaert, 1983), Namur (Boucher, 1984), Bruxelles (Kwanten, 1985), Gand (Quaghebeur, 1986), Alost (Podevijn, 1988).

plète il est vrai, puisqu'il peut s'agir en partie d'associations qui existent déjà depuis un certain temps. A la fin de 1885, il y a 204 sociétés reconnues; à la fin de 1893, ce nombre a plus que doublé, pour atteindre 546. Les dates connues de création de sociétés et de fédérations confirment cette impression. Quelques exemples l'indiquent à suffisance. A Gand, la première caisse d'assurance-maladie explicitement antisocialiste est fondée en 1884 (Helpt Elkander [Aidez-vous les uns les autres]). Elle est suivie, en 1886, de la création du Vrije Bond van Ziekenbeurzen [Fédération Libre des Bourses de Maladie] qui, à son tour, prend l'initiative d'établir la société Broederliefde [Amour Fraternel] en 1888. Toujours en 1888, la mutualité Vrede [Paix] voit le jour. La mutualité de Braine-le-Château naît en 1884 et constitue le noyau de la fédération de Nivelles. La mutualité de La Louvière, créée en 1887, est suivie de plusieurs autres dans les environs. La fondation de la première Vrede à Anvers, en 1885, est suivie, avant 1894, de trois autres initiatives du même type; l'organisation de la mutualité est une de leurs premières préoccupations. La caisse d'assurance-maladie la plus ancienne d'Alost remonte à 1886 (Algemene Bond voor Werklieden en Burgers [Ligue Générale des Ouvriers et des Bourgeois]), celle de Bruxelles à 1888 (Concordia) et celle de Campine à 1890 (de Turnhoutse Werkmangilden [les Gildes Ouvrières de Turnhout]). La Gilde van Ambachten en Neringen [Gilde des Métiers et Négoces] de Bruges (1887) est à l'origine, en 1890-1891, de la création de plusieurs caisses d'assurance-maladie artisanales. Une mutualité est alors constituée dans presque toutes les petites villes : Roulers (Het Vooruitzicht [La Prévoyance], 1884), Furnes (1886), Menin (1887), Grammont (1891), Saint-Nicolas-Waas (1892) et Beveren-Waas (1892). Même dans la province rurale du Limbourg, où une première société est établie en 1879, six autres suivent le mouvement entre 1886 et 1894, notamment à Hasselt (1887). Elles constituent le noyau de la future fédération. Enfin, dès avant la révision de la loi en 1894, les premières véritables fédérations se forment à Charleroi (1891), à Mons (1892) et à Soignies (1893).

Cette expansion s'explique par l'intensification de l'action sociale catholique, durant les années quatre-vingt, et par l'avènement de la démocratie chrétienne, à partir des années nonante. Les congrès de Liège et de Malines, la fondation de gildes, de Vredes et de maisons ouvrières, stimulent la création de mutualités chrétiennes. Celles-ci sont considérées comme une des priorités dans la lutte contre le socialisme, sous la devise : "pour la religion, la propriété, la famille". Dans cette perspective, les années 1885 et 1886, avec la création du Parti Ouvrier Belge, l'insurrection dans les régions industrielles wallonnes, le premier congrès de Liège et la "lutte pour les mutualités libres" entre socialistes et antisocialistes à Gand, constituent un tournant. Tant pour les catholiques sociaux de tendance conservatrice que pour les démocrates chrétiens, la mutualité devient, après la réforme électorale de 1893, un point d'appui important et parfois même l'enjeu

d'une lutte, comme à Liège¹³.

La Ligue Démocratique Belge, créée en 1891, porte une attention toute spéciale aux sociétés de secours mutuels; elle en étudie l'organisation, ainsi que le régime légal des assurances sociales. Dès son premier conseil central du 30 mars 1891, la Ligue Démocratique, à laquelle plusieurs sociétés mutualistes sont affiliées, discute de la révision de la loi de 1851. A chacun de ses congrès annuels, elle organise une section qui se penche sur les problèmes mutualistes. Elle encourage la constitution de fédérations, ainsi que la fondation de l'Alliance Nationale.

De même, l'appui des gouvernements catholiques ne se dément pas. La gamme de plus en plus étendue de lois sociales et de mesures gouvernementales, réalisées après 1886, comporte aussi des initiatives importantes concernant les mutualités. La Commission du Travail à caractère officiel, installée à la suite de l'insurrection ouvrière wallonne de 1886, s'intéresse également aux mutuelles. La création, un an plus tard, des comités de propagande pour les sociétés de secours mutuels, élargis en 1889 aux comités de patronage des habitations ouvrières et des institutions de prévoyance, est un premier résultat favorable. Le nombre croissant de reconnaissances, avant 1894, est probablement dû à l'action de ces comités¹⁴.

La révision de la loi de 1851 figure également dans les conclusions de la Commission du Travail. Cette question semble faire l'objet d'un large consensus, car la nouvelle loi du 23 juin 1894 est votée sans guère de discussion. Elle règle la reconnaissance par le gouvernement des sociétés de secours mutuels établies dans le but d'apporter une aide temporaire en cas de maladie, d'invalidité, de naissance, de vieillesse et de décès. Les avantages de la reconnaissance consistent en l'octroi de la personnalité civile quasi complète et en une exonération de droits et de taxes. Les obligations que l'agrégation impliquent se limitent au dépôt des statuts, dont les dispositions doivent être conformes à la loi, et à la remise des comptes annuels. La tutelle astreignante des pouvoirs publics, prévue dans la loi de 1851, est supprimée. La dissolution de la société ne peut plus être prononcée que par le tribunal¹⁵. La Commission Permanente des Sociétés de Secours Mutuels est également adaptée : dorénavant, il lui incombe de remettre des avis au gouvernement en matière d'agrégation; elle est également chargée d'élaborer une comptabilité-modèle. A partir de 1895, elle ressortit au

13. Dans la province de Liège, une fédération démocrate chrétienne est créée (1896) à côté de la fédération catholique sociale (1894). Gérin, *Catholiques liégeois*.

14. La médaille mutualiste est instaurée en 1889. En 1883, les pouvoirs publics ont déjà manifesté d'une autre façon leur estime pour les mutualités, en accordant le droit de suffrage capacitaire à leurs dirigeants.

15. La même loi prévoit aussi la reconnaissance de sociétés de secours mutuels qui facilitent l'adhésion de leurs membres à la Caisse Générale de Retraite (voir ci-après le passage relatif aux caisses de pension). Par ailleurs, elle organise également la reconnaissance des sociétés s'occupant de l'assurance de choses (récolte, bétail). Les organisations agricoles en profiteront pour créer des assurances-cheptel.

nouveau ministère du Travail, investi du contrôle du secteur des assurances sociales.

Enfin, les pouvoirs publics prévoient de larges subventions, conformément au principe de la liberté subsidiée. La loi du 19 mars 1898 établit le principe selon lequel seules des sociétés reconnues peuvent recevoir des subventions. Abstraction faite des caisses de pension, dont il sera question plus loin, la première intervention importante est sans aucun doute l'instauration de la fonction de délégué temporaire de l'Office du Travail auprès des fédérations. La mesure date de 1902. Les premières subventions aux caisses d'invalidité remontent à 1906. Elles sont réglées définitivement par la loi de 1912, qui prévoit un subside de 60 % sur les cotisations. Par ailleurs, l'Etat n'est pas seul à accorder des subventions : des communes et des provinces en octroient également, et parfois de royales.

B. *Constitution de fédérations mutualistes*

La création de fédérations est une caractéristique typique de la nouvelle phase de développement des mutualités. On retrouve trois problèmes importants à la base de ce processus. Il y a, tout d'abord, le problème du déménagement : la fédération peut veiller à ce qu'un membre conserve ses droits lorsqu'il change de société locale. Vient ensuite la question de la maladie de longue durée et de l'invalidité. Elle nécessite une assurance complémentaire - à l'époque, on utilise le terme erroné de réassurance - dont les charges financières ne peuvent être supportées que par plusieurs sociétés réunies. Enfin, il y a l'extension sensible des avantages. En effet, les sociétés locales ne se bornent plus à octroyer une indemnité journalière en cas de maladie. Elles organisent aussi, par leur service médico-pharmaceutique, le remboursement des frais de médecin ou de pharmacien, ce qui postule une collaboration au niveau régional.

Il est frappant de constater que les premières fédérations se constituent en Wallonie. Presque toutes les fédérations wallonnes voient le jour avant 1900, à commencer par Charleroi en 1891. En Flandre, par contre, elles ne naissent qu'à partir de 1900, sauf dans la ville de Gand (1886) et à Boom (1895). En outre, la coopération régionale en Flandre s'instaure souvent en premier lieu au niveau des caisses de pension. Les fédérations se constituent au sein des arrondissements, avec cependant quelques exceptions importantes. Pendant une dizaine d'années, la caisse de réassurance de Charleroi peut se prévaloir d'être la caisse pour les provinces wallonnes. Le Luxembourg et le Limbourg organisent, de façon permanente, une fédération provinciale. Une tentative similaire est entreprise en Flandre orientale, sans succès. La fédération éphémère de Morlanwelz opère également sur une base provinciale. Dans quelques arrondissements où l'intégration géographique n'est pas très poussée, on voit naître des fédérations cantonales comme à Boom, Alost, Grammont et Ninove, à Deinze ou à Chièvres.

Tableau 3 :
Les fédérations mutualistes chrétiennes avant 1914

	Caisses de maladie		Caisses de pension	
<i>Anvers</i>				
Anvers	1903	(id.)	1900	(id.)
Boom	1895	(1901)	& 1895	(1901)
Malines	1907	(id.)	& 1900	(id.)
Turnhout	1905	(id.)	& 1901	(id.)
Employés	1913	(id.)		?
Femmes	1900	(id.)	1903	(1905)
<i>Brabant</i>				
Bruxelles	1899	(id.)	& 1899	(id.)
Louvain		-	1901	(1902)
Nivelles Ouest	1894	(1899)		?
Nivelles Est	1907	(id.)	& 1907	(id.)
<i>Hainaut</i>				
Ath	1902	(id.)	1902	(id.)
Charleroi	1891	(1898)	& 1891	(1898)
Chièvres		-	1901	(1902)
Mons 1	1892	(1898)	1904	(id.)
Mons 2	1910	(id.)		
Morlanwelz	1902	(id.)	& 1902	(id.)
Soignies	1893	(1900)	1900	(id.)
Thuin Prévoyance	1900	(id.)	& 1900	(id.)
Thuin Saint Raphaël		-	1900	(id.)
Tournai	1904	(id.)		?
Aoûteurs	1904	(id.)		?
<i>Limbourg</i>				
	1900	(id.)	& 1900	(id.)
<i>Liège</i>				
		Cath.soc.	Dém.chrét.	
Huy-Waremme	} 1894	(1899)	1901	(id.)
Liège			1899	(id.)
Verviers			1900	(id.)

<i>Luxembourg</i>	1900	(1901)	&	1900	(1901)
<i>Namur</i>					
Dinant	1897	(1898)	&	1897	(1898)
Namur ville	1898	(id.)			?
Namur arrondissement	1899	(id.)		1901	(id.)
Philippeville	1899	(id.)	&	1899	(id.)
<i>Flandre orientale</i>					
Alost	1906	(1909)		1902	(1902-1903) (3 féd. cantonales)
Audenarde	1908	(1909)		1903	(id.)
Deinze		-		1903	(id.)
Eeklo		-		1901	(id.)
Gand ville	1886	(1905)			-
Gand arrondissement	1906	(id.)			-
Saint-Nicolas-Waas	1904	(id.)	&	1904	(id.)
Tamise	1904	(id.)			?
Termonde	1903	(id.)		1903	(id.)
Flandre orientale	1900	(id.)		1901	(id.)
Aoûteurs	1904	(id.)			?
<i>Flandre occidentale</i>					
Bruges	1908	(id.)		1900	(1901)
Courtrai Saint Joseph	1898	(1905)		1904	(id.)
Courtrai Reynaert ville	1907	(1908)		1904	(id.)
Courtrai Reynaert arr.		-		1904	(id.)
Dixmude	1907	(id.)		1902	(1903)
Furnes	1904	(id.)	&	1904	(id.)
Ostende	1902	(1903)	&	1902	(1903)
Roulers	1907	(id.)	&	1907	(id.)
Tielt	1904	(1905)	&	1904	(1905)
Ypres	1906	(id.)		1902	(id.)
Gildes de pension					
Ypres et Courtrai		-		1907	(1908)
Aoûteurs	1904	(1905)			?
<i>National</i>					
Prêtres	1908	(id.)			-

Sources: Moniteur Belge

L'année de création est suivie, entre parenthèses, par l'année de reconnaissance légale.

& = Fédération de caisses de maladie et de pension

En italiques: les 56 fédérations fondatrices de l'Alliance Nationale

Si la plupart des fédérations se forment sur une base purement géographique, certaines s'adressent à des catégories bien déterminées de bénéficiaires. Une initiative remarquable est dans ce cas : le Mariakrans [Le Chapelet], fédération anversoise de mutualités féminines, créée en 1900. Avant la guerre, elle étend son activité à toute la province d'Anvers. Par ailleurs, il convient de citer les trois fédérations provinciales pour travailleurs saisonniers, fondées en 1904, enfin la fédération nationale des mutualités sacerdotales, La Sodalité, établie en 1908.

Les fédérations peuvent également bénéficier de l'agrégation prévue par la loi de 1894, mais elles doivent alors être composées de sociétés reconnues. Ceci explique sans doute que la première fédération, celle de Dinant, n'est seulement agréée en 1898. La création de fédérations est encore stimulée d'une autre façon par les pouvoirs publics. Pour le contrôle comptable des sociétés, qui doivent satisfaire aux formalités imposées par le gouvernement en exécution de la loi de 1894, toute fédération agréée se voit, en effet, accorder un agent à partir de 1902. Ce soi-disant "délégué temporaire" de l'Office du Travail - un service du ministère du Travail - est nommé par le gouvernement, sur présentation de la fédération à laquelle il ressortit. La nomination est annuelle, mais renouvelable. Cette fonction de délégué temporaire est assortie d'une autre intervention. A condition que la fédération mette un bureau à la disposition du délégué, les pouvoirs publics se chargent des frais de fonctionnement. Il s'agit là d'un exemple de liberté subsidiée. En fait, les fédérations mutualistes peuvent ainsi disposer, à partir de 1902, d'un permanent et d'un secrétariat permanent. Quelques années plus tard, Vermeersch écrit d'ailleurs à ce sujet : "Sous leur utile influence, certaines fédérations ont vu presque doubler leurs effectifs"¹⁶.

Le service le plus important assuré par les fédérations est sans nul doute la réassurance. Créé au sein de la fédération ou comme caisse distincte pouvant également bénéficier de la loi de 1894, ce service a pour but de couvrir le risque d'incapacité de travail de longue durée, pour cause de maladie ou d'accident du travail. En effet, l'indemnité journalière ordinaire est généralement versée par les sociétés pendant une période de six mois au plus. L'adhésion à la caisse de réassurance, appelée depuis 1912 "caisse d'invalidité", requiert une cotisation supplémentaire. Elle est d'abord facultative. La période d'indemnisation oscille initialement entre deux et cinq ans. En raison de la nécessité d'un nombre d'adhérents minimum, la réassurance n'est pas toujours établie immédiatement au sein d'une fédération. C'est pourquoi les fédérations de Dixmude et de Furnes prennent l'initiative de créer une caisse de réassurance commune. Les pouvoirs pu-

16. Vermeersch, *Manuel social*, II, 314. Le député libéral Buyl attaque, lors de la séance de la Chambre du 2 février 1909, les délégués temporaires de l'Office du Travail, en les accusant de "s'occuper de politique et de servir les intérêts du parti catholique qui les gratifie de subsides dans ce but" (cité par Eeckhout, *Le problème*, 535).

blics contribuent à l'extension du service, grâce à de larges subventions. A partir de 1906, un subside est accordé en la matière, à titre d'expérience, avant d'être inscrit dans la loi de 1912. Son montant est fonction de la durée de l'indemnité qui, en cas d'invalidité, doit être versée jusqu'à l'âge de la pension, c'est-à-dire jusqu'à 65 ans.

C. *Les caisses de retraite*¹⁷

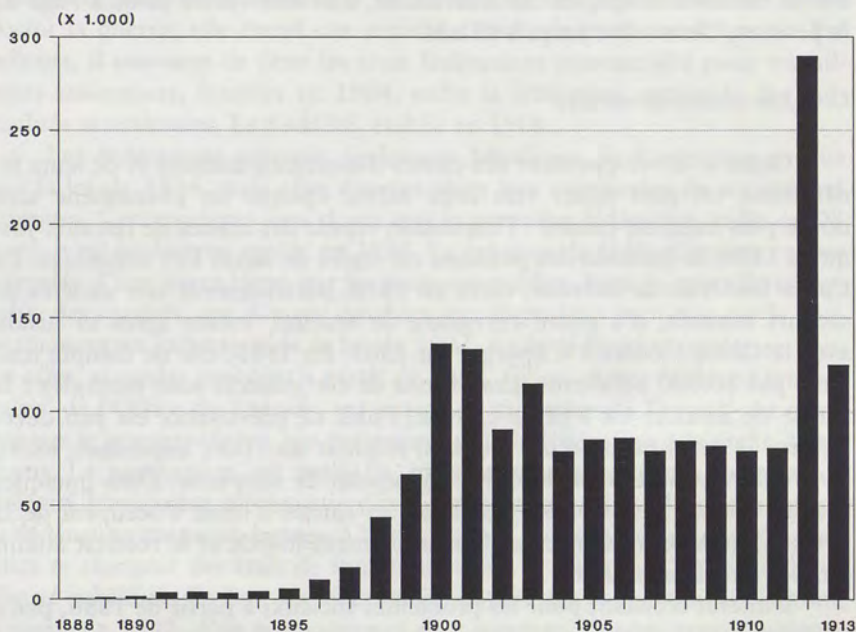
Outre le développement des caisses d'assurance-maladie et de leurs fédérations, on peut situer vers cette même époque un phénomène sans doute plus frappant encore : l'expansion rapide des caisses de retraite. Jusqu'en 1888, la question des pensions est réglée de façon fort imparfaite. La Caisse Générale de Retraite, créée en 1850, parallèlement aux sociétés de secours mutuels, n'a guère enregistré de résultat, même après sa fusion avec la Caisse Générale d'Épargne en 1865. En 1886, elle ne compte toujours pas 10.000 adhérents. Les raisons de cet insuccès sont multiples : la Caisse de Retraite est à peine connue; l'idée de prévoyance est peu développée; la constitution d'une pension requiert un effort important; enfin, les conditions posées par la Caisse manquent de souplesse. Dans quelques cas, les sociétés de secours mutuels ou les caisses d'usine s'occupent de la pension, mais cette charge est particulièrement lourde et le résultat atteint est, dès lors, insatisfaisant.

L'intérêt croissant pour les problèmes sociaux, à partir de 1886, place la question des pensions à l'avant-plan des préoccupations. Le gouvernement ne veut pas entendre parler d'une quelconque obligation en la matière. Toutefois, il estime quand même souhaitable, en raison de la lourde charge du risque de pension, de grouper les efforts autour de la Caisse Générale de Retraite et d'encourager l'épargne-pension. La constitution d'une pension est rendue plus attrayante, notamment en baissant les versements minima (1888). Pour mieux faire connaître la Caisse Générale de Retraite, on trouve une solution originale. Il est fait appel à l'intervention des sociétés de secours mutuels, qui agissent comme intermédiaires entre les assurés et la Caisse de Retraite. De la sorte, les assurés continuent à bénéficier d'un libre choix et l'on évite que la Caisse de Retraite ne fonctionne comme une lourde bureaucratie. En 1890, la CGER inscrit à son budget des primes d'encouragement pour un montant de 20.000 F, à répartir entre les sociétés qui affilieraient leurs membres à la Caisse de Retraite. En 1891, ce montant est repris au budget du ministère du Travail et augmente d'année en année. Dans le même esprit, la loi de 1894 prévoit la reconnaissance des sociétés qui facilitent l'adhésion de leurs membres à la Caisse de Retraite.

17. Voir : Soenens, *La mutualité*, passim; Vermeersch, *Manuel social*, I, 97 sv., II, 279 sv; Rezsóhazy, *Histoire*, 143-147, 190, 194-195; *Mémorial 1865-1965 de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite de Belgique*, 208-211.

Tableau 4 :

Assurance-pension libre. Nombre d'adhésions annuelles à la Caisse Générale de Retraite (CGER). 1888-1913



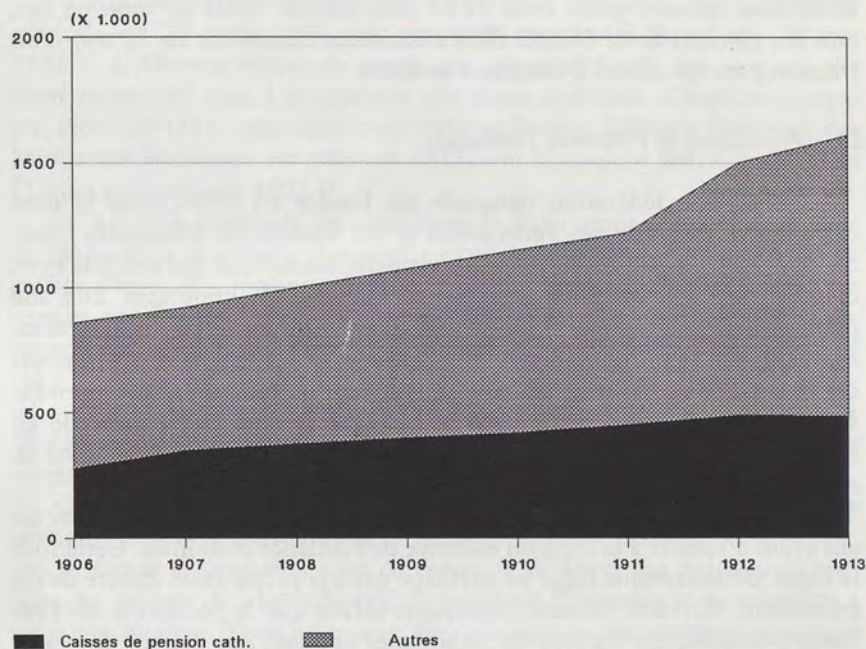
Sources: Rapports annuels CGER

En règle générale, la création de caisses de pension peut se dérouler de deux manières. Soit une caisse d'assurance-maladie crée en son sein un service de pension, soit - et c'est le cas le plus fréquent - on établit une caisse de pension autonome. C'est ainsi que naissent, à partir de 1890, les caisses de retraite ou de pension. En 1891, elles sont au nombre de 49; en 1899, il y en a 1887; la plupart sont catholiques. En cette même année, des subventions sont accordées pour un montant de 150.000 F.

Le système est complété et consacré par la loi du 10 mai 1900. Cette première législation sur les pensions érige la Caisse Générale de Retraite et les caisses de pension en piliers de l'assurance-vieillesse libre. Elle règle l'octroi de primes annuelles d'encouragement, tant aux assurés qu'aux sociétés qui affilient leurs membres à la Caisse de Retraite. Pour les assurés, la prime s'élève à 60 % des versements pour la première tranche de 15 F par an, jusqu'à ce qu'une pension annuelle de 360 F soit atteinte. Pour les sociétés, la prime est de 2 F par an et par membre, pour lequel un versement minimum a été effectué.

Tableau 5 :

Assurance-pension libre. Nombre total de comptes auprès de la Caisse Générale de Retraite (CGER) et nombre de comptes ouverts par l'intermédiaire des caisses de pension catholiques. 1906-1913



Sources: Rapports annuels CGER et Eeckhout, Le problème

Cette loi entraîne une véritable explosion du nombre de caisses de pension. Ce sont surtout les catholiques qui mènent une vaste campagne, à laquelle participent le clergé local et les instituteurs. La constitution de fédérations de caisses de retraite ne se fait guère attendre. Généralement, celles-ci sont dissociées des fédérations de caisses d'assurance-maladie, bien que les unes et les autres aient souvent les mêmes administrateurs. Les premières fédérations de pension se situent le plus souvent en Flandre. Dans quelques cas, la fédération des caisses de pension devient ultérieurement une fédération générale de caisses d'assurance-maladie et de pension, comme à Malines et à Turnhout.

Si le nombre annuel de nouvelles adhésions et de sociétés reconnues est impressionnant, ces chiffres sont des données superficielles, qui ne reflètent nullement l'énergie interne, ni la qualité des caisses de pension. L'énorme explosion postérieure à 1900 est quelque peu fallacieuse. En ef-

fet, les caisses de pension ne demandent pas de versement périodique, de sorte que beaucoup de leurs membres ne sont affiliés que sur papier. En outre, les versements peuvent être effectués à partir de l'âge de six ans : maints affiliés sont, par conséquent, des mineurs d'âge¹⁸. Enfin, les caisses de pension ne sont guère vivantes au plan interne : elles ne sont, en fait, que des guichets de la CGER. Elles constituent cependant un facteur d'attraction pour les caisses d'assurance-maladie.

D. Fondation de l'Alliance Nationale

Enfin, une fédération nationale est fondée en 1906, sous le nom d'"Alliance Nationale des Fédérations et des Sociétés de Mutualités Chrétiennes". Dans le processus de regroupement fonctionnel qui précède cette création, la Ligue Démocratique Belge joue un rôle important. Dès son premier congrès, tenu en 1892, elle souhaite l'instauration d'une fédération nationale. Lors des congrès suivants, une section distincte est toujours consacrée aux mutualités. En 1900, le moment de passer à l'action semble venu : après enquête, le congrès de la Ligue Démocratique procède en séance à la constitution d'une fédération nationale et à la nomination d'un comité provisoire¹⁹.

La décision de 1900 est prématurée. En effet, il faut encore attendre six ans avant d'assister à la création effective de l'Alliance Nationale. Cette fois, la Ligue Démocratique Belge ne participe pas à la préparation directe de cet événement. Certains éléments indiquent même que la fondation de l'Alliance Nationale est l'œuvre de catholiques sociaux, qui tentent de placer des bâtons dans les roues de la Ligue à tendance démocrate chrétienne, trop politique à leur yeux. Le président de la Ligue, Arthur Verhaegen, n'est pas associé à l'entreprise, ce qui en dit long. Lorsqu'il s'en plaint, Jean-Baptiste de Ghellinck, vice-président de la nouvelle association, nie purement et simplement la paternité de la Ligue Démocratique. Sur la fondation de l'Alliance, il fournit ces détails remarquables : "L'Alliance aujourd'hui fondée l'a été sur l'initiative du ministre du Travail [G. Francotte, un ami politique notoire de Charles Woeste et un adversaire de Verhaegen, ndlr] et notamment de M. Ver Hees. Le but poursuivi est d'arriver à la création d'un bureau central à Bruxelles, qui remplirait vis-à-vis des Fédérations le même rôle que le bureau des Fédérations vis-à-vis des sociétés dans chaque arrondissement, sous la direction d'un délégué de l'Office du Travail"²⁰. C'est en

18. C'est ce qui ressort des différents rapports parus dans *De Gids van den onderlingen bijstand* (GOB) et dans le *Bulletin de la mutualité* (BM).

19. Voir le rapport du congrès, avec les résultats de l'enquête : R. Drion, *Fédérations mutualistes et caisses de réassurance* (Namur, 1900).

20. De Ghellinck à Verhaegen, 11 juin 1906; ALV, FAV 130. Selon de Ghellinck, le comité provisoire, mandaté par le congrès de 1900, n'aurait pas fonctionné. Sur les circonstances qui entourent directement la naissance de l'Alliance Nationale, nous ne savons pratiquement rien. Aucun document n'a été conservé à ce sujet dans les archives de l'ANMC, ni dans les papiers

1910 seulement qu'Edouard de Pierpont, président de l'Alliance Nationale, accepte de devenir membre de la direction de la Ligue Démocratique. Il pose, toutefois, une condition : sa présence ne peut, en aucun cas, signifier l'adhésion de l'ANMC à un organisme politique²¹.

L'Alliance Nationale, dont les statuts sont approuvés par l'assemblée générale du 20 avril 1906, est reconnue par Arrêté Royal du 28 mai 1906²². L'Alliance Nationale prend son départ définitif. Sur ce plan, elle vient au second rang. Lui préexiste une union nationale d'inspiration neutre, créée en 1886, mais agréée en 1908 seulement. L'Union Nationale des Mutualités Socialistes est créée en 1913, son équivalent libéral en 1914 et l'Union patronale en 1920²³.

L'Alliance Nationale est constituée de fédérations régionales. Il s'agit de fédérations de caisses d'assurance-maladie et de pension, mais aussi de caisses d'invalidité fédérales distinctes. A côté de ces "membres actifs", un certain nombre de "personnes méritantes" peuvent être désignées par le conseil d'administration comme membres d'honneur ou comme membres à voix consultative. S'il n'y a que 18 fédérations en 1900, l'Alliance Nationale en compte déjà 57 lors de sa fondation en 1906, avec un total de 90.896 membres pour les caisses d'assurance-maladie et 277.105 adhérents pour les caisses de pension²⁴.

La direction de l'Alliance Nationale est entre les mains de l'assemblée générale, du conseil d'administration et du bureau. L'assemblée générale, qui se réunit chaque année, se compose de délégués des fédérations affiliées, au prorata de leurs effectifs, de membres d'honneur et de membres à voix consultative. Tous les quatre ans, elle désigne en son sein un conseil d'administration, composé de 25 membres, dont au moins deux par province. Le conseil d'administration se réunit quatre fois l'an. Il choisit à son tour, tous les deux ans, un président, deux vice-présidents, un secrétaire et un trésorier, qui constituent le bureau. Le conseil d'administration décide et le bureau exécute. Le premier président national est Edouard de Pierpont, président de la fédération de Dinant, qui a la réputation d'être un modèle du genre. Bernard Truyts, vicaire à Machelen près de Vilvorde, exerce les fonctions de secrétaire-trésorier. La première modification importante qui intervient est le remplacement, le 3 mars 1910, de l'abbé

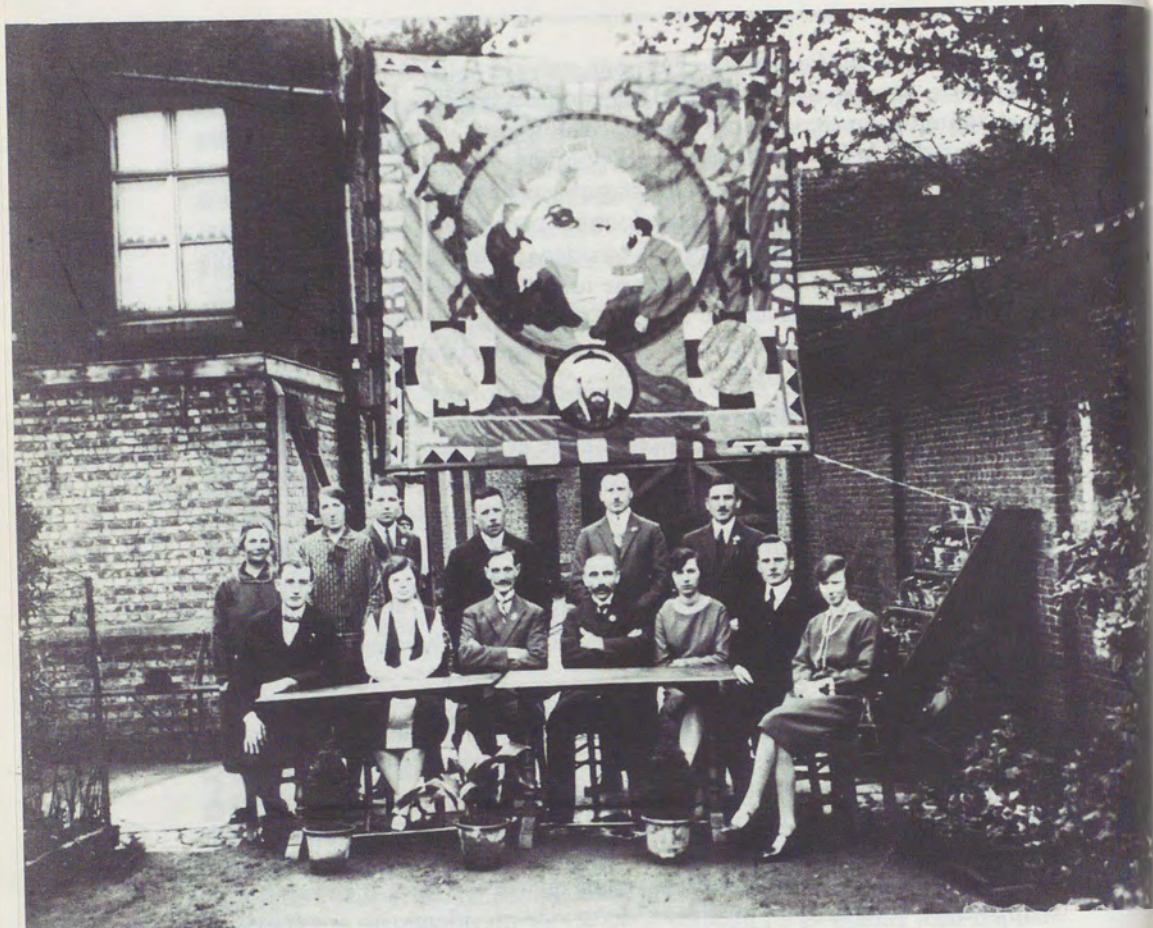
de son président, E. de Pierpont. Signalons que les statuts indiquent 1903 comme année de fondation (art. 1) et que le président de Pierpont, dans son allocution au Pape du 27 septembre 1906, fait allusion à une fondation qui serait intervenue "il y a quelques années" (GOB, I, 4 (nov.1906)). En 1953, l'ANMC a fêté son cinquantième.

21. Conseil d'Administration ANMC, 2 mars 1910, GOB, V, 4 (avril 1910).

22. Les statuts sont publiés au *Moniteur belge* du 20 juillet 1906, 91 sv. La loi de 1894 prévoit la reconnaissance des sociétés et des fédérations (de sociétés). Par voie d'interprétation, les unions nationales sont également considérées comme des fédérations (de fédérations).

23. Pour la période antérieure à 1914, nous devons également signaler l'existence du "Bestendig Comité der Landdagen van de Vlaamse Mutualisten".

24. Pour une liste des fédérations affiliées en 1906, voir Landsbond der Christene Vereenigingen van Onderlingen Bijstand, *Jaarboek voor 1907* (Bruxelles, 1907).



Les sociétés locales constituent longtemps le noyau du mouvement mutualiste.

(Bureau de la caisse d'assurance-maladie ouvrière chrétienne "Kristene Arbeiderskas" de Lierre, vers 1920)

Truys, lequel atteint un âge avancé. Arthur Eeckhout, vicaire à Gand, lui succède comme secrétaire général, tandis que Jules Possoz, notaire à Halle et président de la fédération Saint-Michel de Bruxelles, prend la relève comme trésorier.

Le but de la nouvelle Alliance Nationale consiste à organiser des services communs pour les fédérations affiliées : l'étude des problèmes mutualistes, l'installation d'un secrétariat permanent, la fourniture des formulaires nécessaires, la création d'un service de mutation, la mise sur pied d'un service de médecine spéciale, des initiatives visant à prévenir et à guérir les maladies contagieuses, une caisse de réassurance pour les caisses d'invalidité, l'arbitrage et l'organisation de congrès.

Un certain nombre de ces objectifs sont réalisés assez rapidement. A partir de juillet 1906, deux petits bulletins sont édités : *Le Bulletin de la mutualité* pour la Wallonie et *De Gids van den onderlingen bijstand* [*Le Guide de l'entraide*] pour la Flandre. En ce même mois, l'Alliance Nationale tient le premier d'une longue série de congrès annuels. Le 1er août 1906, le secrétariat permanent ouvre ses portes dans le local Patria à Bruxelles. Il est situé d'abord rue du Parchemin, puis rue des Ursulines, enfin rue du Marais. Il est dirigé par Richard Brutsaert, ancien instituteur et secrétaire de la fédération de Dixmude, nommé ultérieurement secrétaire-adjoint de l'Alliance Nationale. D'autres services ne parviennent cependant pas à démarrer : c'est le cas de la contre-assurance pour les caisses d'invalidité, des services antituberculose et du service de mutation, bien que leur création ait été décidée à l'assemblée générale de 1908. L'Alliance Nationale s'est toutefois engagée dans le domaine nouveau des assurances populaires, en créant la SA Alliance Nationale-Assurance en 1911, et en concluant un accord avec la compagnie d'assurances Le Globe, à laquelle est aussi lié le Secrétariat Général des Unions Professionnelles du Père Rutten.

E. Diversité au sein du mouvement mutualiste

La fondation de l'Alliance Nationale constitue une étape importante dans le regroupement des mutualités. Cependant, elle ne marque pas le point final de la centralisation. Il ne peut d'ailleurs être question de centralisation au sens strict du terme. En effet, la loi de 1894 protège expressément l'autonomie des sociétés. Celles-ci peuvent, en tout temps, se retirer de la fédération; il en va de même pour les fédérations à l'égard de l'Alliance Nationale. La fusion de sociétés et de fédérations reconnues est une opération complexe jusqu'à la loi de 1923.

Jusqu'en 1914, les sociétés locales demeurent le centre de la vie mutualiste. L'indemnité journalière, dont elles sont entièrement responsables, reste, en effet, et de loin, le service mutualiste le plus important. Il subsiste une grande variété entre les sociétés en ce qui concerne les effectifs, les co-

tisations et les indemnités. Certaines sociétés sont petites, mais d'autres ont des dimensions importantes. En voici deux exemples. Des vingt sociétés qui adhèrent en 1907 à la fédération de Gand, la plus petite, celle de Schelderode, ne compte que 28 membres, tandis que la plus grande (De Geneeskundige Zorg [Les Soins Médicaux] de Gand) en dénombre 3806. Il en va de même à Bruges. En 1907, dix-huit sociétés s'affilient à la nouvelle fédération. La plus petite (De Christene Bouwwerkers [Les Ouvriers Chrétiens du Bâtiment] d'Oostkamp) compte 34 membres et la plus grande (De Voorzienigheid [La Providence] de Bruges) 1420²⁵. Le nombre moyen d'adhérents oscille autour de 100.

Les cotisations et les indemnités diffèrent tout autant. L'exemple de Saint-Nicolas-Waas est éloquent. D'une enquête menée sur place, en vue d'instaurer une caisse de réassurance, il appert que "dans les sociétés de notre fédération, la cotisation des membres actifs varie de 5 à 16 centimes par semaine ou de 2,60 F à 8,32 F par an. Le montant de l'aide financière ou de l'indemnité pour perte de salaire est, en général, de 1 F par jour ouvrable, soit 6 F par semaine. Quelques sociétés n'accordent qu'une aide de 50 ou 75 centimes par jour. D'autres, par contre, donnent 1,25 F, 1,50 F, voire 2 F par jour, avec ou sans les dimanches. En outre, plusieurs sociétés remboursent les frais médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques de leurs membres malades ou blessés. La plupart des caisses d'assurance-maladie de notre fédération ont fixé la durée de l'assistance à 3 mois pendant la même année ou pour la même maladie ou blessure. Dans les autres caisses d'assurance-maladie, l'aide est accordée pendant 4, 5 ou 6 mois. Toutefois, dans plusieurs de ces sociétés, le montant de l'intervention se réduit en fonction de la durée de la maladie, tandis que quelques-unes d'entre elles accordent une aide extraordinaire à leurs membres malades qui ont épuisé leurs droits garantis par les statuts" [NT]²⁶. En fait, les cotisations et les indemnités sont encore souvent fixées de façon empirique, bien que les sciences actuarielles commencent à percer. Certaines sociétés ne ressentent sans doute pas le besoin de fonder leurs interventions sur une base scientifique, parce qu'elles peuvent compter sur des ressources extraordinaires octroyées par de riches mécènes.

Les mutualités chrétiennes ne s'adressent pas uniquement aux ouvriers. On connaît les efforts du Landbouwersbond [Association des Agriculteurs] de Flandre orientale pour la propagation de l'entraide en milieu rural. De même, la plupart des sections du Syndicat Général des Employés, des Voyageurs de Commerce, des Commerçants et des Patrons ont leur propre caisse d'assurance-maladie. L'Alliance Nationale prévoit que "quiconque n'est pas ennemi de la religion et de l'ordre peut, dans chaque village ou ville, devenir membre d'une de nos friendly societies, qu'il soit agriculteur, ouvrier, em-

25. Gand : GOB, III, 3 (mars 1908); Bruges : *Een Verhaal*, 41.

26. GOB, II, 8 (mars 1907).

ployé, artisan ou commerçant" [NT]. L'Alliance considère que la mutualité doit jouer un rôle de conciliateur entre les différentes classes sociales. C'est pourquoi elle s'oppose aux mutualités syndicales²⁷.

L'avènement de mutualités féminines est un phénomène particulier, mais frappant durant cette période. Initialement, les sociétés de secours mutuels ne sont pas familiales : la cotisation du chef de famille ne donne pas droit à des soins de santé pour les autres membres du ménage. Les mutualités féminines naissent d'une combinaison de considérations morales, de risques physiques spécifiques (l'accouchement) et de situations économiques particulières (les bas salaires, certainement dans l'industrie à domicile, et les femmes au foyer). D'aucuns y voient également un moyen d'atteindre, via l'épouse, le conjoint affilié chez les socialistes. Les services classiques, tels que l'indemnité journalière, le service médico-pharmaceutique et le service funéraire, sont établis au sein de ces mutualités féminines. L'assurance-maternité, qui prévoit une prime de naissance et des soins de santé en cas d'accouchement, leur est propre. Les mutualités féminines les plus anciennes sont d'ailleurs nées après la loi de 1889 sur le travail des femmes et des enfants. Les dispositions dont il s'agit prévoient un repos d'accouchement obligatoire, mais non indemnisé, ce qui donne lieu à plusieurs formes d'assurance-maternité. La loi organique des sociétés de secours mutuels de 1894 facilite l'adhésion des femmes aux mutualités²⁸, tandis que l'extension de la capacité juridique de l'épouse favorise la participation de celle-ci à la mutuelle. Parmi les réalisations les plus connues, citons la mutualité féminine de Gand (Troost en Zusterliefde [Consolation et Amour entre Sœurs], 1893), celles du diocèse de Tournai ou encore celles d'Anvers, créées après 1897 au plan paroissial et qui constituent, dès 1900, la fédération Mariakrans²⁹. Néanmoins, dès 1906, les mutualités féminines subissent une concurrence croissante de la part de la mutuelle "familiale". Les dirigeants de l'Alliance Nationale, plus particulièrement le président de Pierpont et le secrétaire Eeckhout, sont des partisans convaincus de cette nouvelle formule³⁰.

Qu'il s'agisse de caisses d'assurance-maladie ou de pension, il est frappant que les classes dirigeantes soient fort bien représentées dans les directions des sociétés et des fédérations. Des nobles et des notables bourgeois, des grands propriétaires fonciers et des directeurs d'usine, des dignitaires

27. Landsbond der Verbonden van Onderlinge Bijstand en Lijfrentekassen van België, "Onderlinge verzekering of vakinrichting?", *GMG* (1909) 157-158. A Turnhout, le président se plaint en ces termes : "Parmi nos membres, je ne dirais pas que nous avons trop d'agriculteurs, mais certainement trop peu d'ouvriers" [NT] (Goossens, *Verbond*, 20).

28. Avant, il leur fallait l'autorisation du conjoint.

29. Voir Soenens, *La mutualité*, passim, et Rezsóhazy, *Histoire*. Cf. également Quaghebeur, *Welzijn*, et Schokkaert, *De Nationalestraat*, 85-87, respectivement pour Gand et Anvers.

30. Mutualité féminine ou mutualité familiale? Cette question donne lieu à de grosses discussions. Voir par ex. F. Bernaerts, "Zijn familiemutualiteiten gewenscht?", *GMG* (1910) 421-425 et L.A.D., "Voor familiemutualiteiten", *GMG* (1910) 461-463.

ecclésiastiques et des dames de la bourgeoisie font toujours partie de la direction. Le conseil d'administration de l'Alliance ne compte, lui aussi - abstraction faite de Florimond Senel, ancien cheminot de Houdeng-Goegnies - que des personnalités de la bourgeoisie et du clergé. Toutefois, les tâches journalières sont effectuées par des vicaires, des instituteurs et des fonctionnaires, initialement à titre gracieux. A partir de 1909, leur travail est modestement rémunéré.

Dans ce petit monde bigarré, l'Alliance Nationale devient un point de référence fixe. Elle apporte progressivement une plus grande uniformité, grâce à son bulletin et à ses congrès. Sa réalisation la plus importante est la campagne pour l'assurance obligatoire, avec maintien toutefois de la liberté subsidiée, campagne qui aboutit à un projet de loi, adopté en mai 1914 par la Chambre des Représentants. A cette occasion, les socialistes se montrent partisans d'une mutualité unique neutre, apolitique et régionale. La guerre éclate avant que le Sénat ne puisse examiner le projet.

III. Consolidation de la mutualité chrétienne. 1914-1940

A. *Les défis de la guerre et de l'après-guerre*

Les mutualités chrétiennes vont sortir meurtries de la première guerre mondiale. La mobilisation et les quatre années de guerre au front les déstabilisent. Le chômage massif en pays occupé paralyse la vie des mutualités. De nombreuses sociétés cessent leurs activités. D'autres se bornent à assurer le service médico-pharmaceutique, qui subsiste depuis 1916, grâce aux subventions du Comité National de Secours et d'Alimentation. En raison des problèmes de communication, les activités de l'Alliance Nationale se réduisent au minimum. Eeckhout demeure bloqué pendant quatre ans, comme vicaire à Gand, en pleine région des Etapes. Le secrétariat national de Bruxelles peut maintenir une certaine activité grâce à quelques collaborateurs bénévoles. Le bilan général est sombre. Le nombre de mutualistes chrétiens diminue de 188.690, à la fin de 1913, à 113.367, six ans plus tard; le nombre de sociétés, qui s'élève à 1668 en 1912, tombe à 1119 en 1921. Il est probable qu'au temps de l'Armistice, l'Alliance Nationale ne compte pas plus de 1000 sociétés actives, totalisant quelque 100.000 membres³¹.

Les prévisions pour l'avenir ne sont guère plus roses. L'ANMC est confrontée à un socialisme envahissant et à une politique gouvernementale qualifiée d'"étatiste". Dans le climat de gauche de l'après-guerre, les mutualités socialistes connaissent, en effet, un succès éclatant. En 1914, elles

31. Van Melle, *Pages d'histoire*, 23-27. La société gantoise Volksliefde [Amour du Peuple], dans laquelle sont fusionnées, depuis 1915, toutes les sociétés de l'ancien Vrije Bond van Ziekenebeurzen [Fédération Libre des Bourses de Maladie], est une des seules à noter une augmentation des services et des membres (Quaghebeur, *Welzijn*, 144-146).

tualités socialistes connaissent, en effet, un succès éclatant. En 1914, elles comptaient 110.000 membres, soit des effectifs inférieurs à ceux des mutualités chrétiennes. En 1919, elles passent à 283.484 affiliés, soit plus du double de leurs concurrentes catholiques. La situation est donc relativement comparable à celle des syndicats³². Grâce à "l'union sacrée" et poussés par la démocratisation de la vie publique, les gouvernements d'union nationale mènent une politique sociale active. Le premier cabinet Delacroix prend déjà quelques initiatives importantes en matière de santé publique, comme la fondation de l'Association Belge contre la Tuberculose et surtout la création de l'Œuvre Nationale de l'Enfance (1919), dont le champ d'action recoupe souvent celui des mutualités. Selon maints catholiques, cet organisme officiel porte atteinte au principe de la liberté subsidée³³. L'attitude du gouvernement en matière d'assurances sociales inquiète aussi les mutualistes chrétiens. En juin 1919, le ministre socialiste du Travail, J. Wauters, bloque le projet de loi sur les assurances sociales déposé par le gouvernement catholique précédent et voté à la Chambre peu avant le début de la guerre. Il confie l'étude du problème à une commission, dans laquelle les socialistes jouent un rôle important. Le projet qui émane de cette commission se heurte à un rejet de la part de l'Alliance Nationale, en raison de son "esprit étatiste". La politique de subordination du ministre Wauters et ses projets en matière de pension gratuite constituent d'autres sources d'irritation. C'est seulement après la chute du dernier cabinet d'union nationale, en 1921, et avec l'arrivée de Romain Moyersoen comme ministre du Travail que la mutualité chrétienne reprend haleine³⁴.

B. Réforme administrative et structurelle³⁵

Les mutualités chrétiennes essaient de répondre à ces défis en adap-

32. Sur les effectifs socialistes, voir Vermote, *Gezondheid*, 62-64. L'auteur se trompe, à la page 35, en ce qui concerne les mutualités chrétiennes. Le chiffre de 80.000 membres qu'il cite pour la période antérieure à 1914 (note 68) ne concerne que les caisses d'invalidité. Rezsóhazy, *Histoire*, 199, fait état, par erreur, de 383.484 membres en 1919 pour les mutualités socialistes, au lieu de 283.000 (chiffre cité dans Vermote, *Gezondheid*, 63).

33. Voir entre autres A. Van Olmen, "Het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn", *GMG* (1920) 127-132. L'ONE est créée par la loi du 5 septembre 1919. Elle est une émanation directe des œuvres de l'enfance du Comité National de Secours et d'Alimentation. L'Œuvre subventionne et inspecte les consultations de nourrissons libres agréées et peut aussi en organiser elle-même; elle crée, entre autres, la profession d'infirmière-visiteuse. L'Association Belge contre la Tuberculose fusionne, en 1928, avec deux autres œuvres, pour devenir l'Œuvre Nationale de Lutte contre la Tuberculose.

34. Signalons également la disparition d'Emiel Ver Hees comme directeur de l'Office du Travail. Ver Hees, qui fuit en Allemagne après son "aventure" activiste, a été avant 1914 une des figures de proue des mutualités chrétiennes et leur homme de confiance au sommet de l'administration.

35. L'Alliance n'a pas conservé d'archives pour la période antérieure à 1940. Les revues et l'ouvrage d'Eeckhout, *Le problème*, sur lequel s'appuie également Rezsóhazy, *Histoire*, 197 sv, constituent des sources importantes. Dans AACW 11, on retrouve une collection limitée de procès-verbaux du bureau.

tant leur cadre administratif et structurel, ainsi qu'en étendant leurs services. Les impulsions nécessaires à pareil développement émanent de l'Alliance Nationale, qui réussit après quelques années à transformer son autorité morale en pouvoir effectif. En matière de fonctionnement, le centre de gravité mutualiste passe des sociétés aux fédérations. Cette évolution est déterminée notamment par les nouveaux besoins en matière de santé et par les effets des subventions de l'Etat.

La réorganisation du secrétariat général est le principal élément de renouveau au plan national. A la demande du conseil d'administration, Eeckhout, secrétaire général, alors âgé de 43 ans, est déchargé par l'évêque de Gand de ses activités paroissiales, le 7 août 1919, pour être mis entièrement à la disposition de l'Alliance. Le secrétariat est transféré de Bruxelles à Gand, où il demeure jusqu'en 1933, avant de retourner dans la capitale. Dorénavant, il existe un contact permanent entre l'Alliance, les fédérations et les sociétés. Le secrétariat général devient la plaque tournante, le maillon indispensable du mouvement mutualiste.

En raison des tâches croissantes assumées par l'Alliance, le bureau se mue en véritable direction journalière, dont l'importance dépasse bientôt celle du conseil d'administration. Or, au sein de la direction journalière, seul Eeckhout a le statut de permanent. Comme directeur du secrétariat, il devient ainsi la personnalité la plus influente, le visage et le moteur des mutualités chrétiennes, jusqu'à sa maladie en 1936. La présidence est plutôt une fonction honorifique, qui change d'ailleurs plusieurs fois de titulaire durant les années vingt. Le 11 mai 1921, le président-fondateur Edouard de Pierpont démissionne pour raison personnelle. Son successeur, le Flamand Romain Moyersoen, entre à peine en fonction lorsqu'il est nommé, en décembre 1921, ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale au sein du gouvernement Theunis. Le 22 février 1922, le conseil d'administration élit, comme troisième président, le sénateur Jean-Baptiste de Ghellinck d'Elseghem, d'Audenarde, lequel meurt le 23 février 1927. Il faut attendre la nomination de l'avocat Jean De Clercq, président de la Federatie van Ziekenkassen [Fédération des Mutualités] d'Anvers, le 28 juillet 1927, pour que la présidence connaisse une période de stabilité.

La réorganisation des sociétés et des fédérations, sous l'impulsion de l'Alliance, est une opération d'envergure qui exige plusieurs années. En 1920, l'Alliance établit un plan d'action général : ce dernier fixe les tâches des sociétés et des fédérations, de même que leur cadre administratif. Sous le slogan "une caisse d'assurance-maladie par commune", les anciennes sociétés sont remises en état de fonctionner et de nombreuses autres sont créées. Les petites sociétés fusionnent, opération facilitée par la loi du 30 juillet 1923. Le nombre de caisses, qui s'élève encore à 1471 en 1923, augmente légèrement pendant quelque temps, pour diminuer ensuite.

Toutefois, l'Alliance s'intéresse surtout aux fédérations. Dans la plupart des arrondissements, la dissociation inefficace entre fédérations de

caisses d'assurance-maladie et de caisses de pension est supprimée et un secrétariat permanent, maintes fois réclamé par Eeckhout, est créé. Le secrétaire fédéral devient un permanent : jusqu'alors, il devait assurer ses activités mutualistes après sa tâche journalière ordinaire. Des employés sont engagés. Ainsi à Gand, par exemple, la fédération des caisses d'assurance-maladie, celle des caisses de pension et la caisse d'invalidité sont dotées d'une direction unique, dès 1922. La fonction de secrétaire demeure l'apanage d'un avocat qui, comme délégué temporaire de l'Office du Travail, est indemnisé pour l'inspection de la comptabilité des sociétés locales³⁶. Pour la propagande, un premier employé est engagé immédiatement. Il est suivi d'un second en 1923.

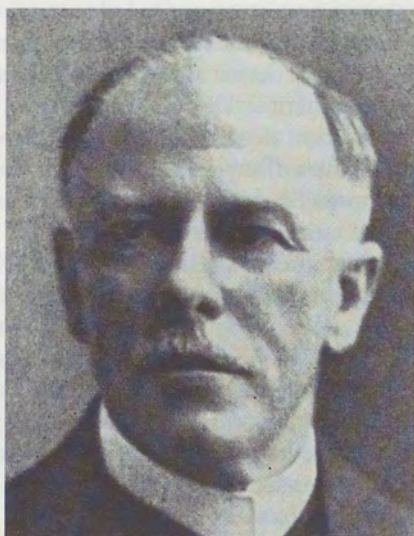
L'Alliance Nationale renforce son emprise sur les fédérations et, par ce biais, sur les sociétés. Le gouvernement l'aide dans cette entreprise. A partir de 1920, en effet, les unions nationales sont mises au courant de toutes les circulaires ministérielles. Depuis 1923, les fédérations sont obligées par le ministre de transmettre leurs comptes à leur union nationale. La question du respect des décisions prises par l'Alliance Nationale se pose toutefois. En vertu de la loi de 1894, les sociétés et les fédérations conservent leur autonomie : les décisions nationales relatives à leur domaine d'activité - par exemple, une augmentation des cotisations ou des indemnités d'invalidité - n'ont, dès lors, qu'une valeur d'avis. L'Alliance Nationale réussit cependant à faire accepter ses décisions comme autant de directives contraignantes par l'instauration de sanctions, pour la première fois en 1921, ensuite de façon beaucoup plus explicite en 1930. Le bénéfice des services de l'Alliance est alors subordonné à l'exécution de toutes les décisions nationales. Les deux publications de l'ANMC, *Le Bulletin de la mutualité* et *De Gids van den onderlingen bijstand*, toutes deux placées sous la direction d'Eeckhout depuis 1919, jouent un rôle important dans ce processus d'alignement. Il en est de même pour les congrès régionaux, les séries de cours organisés par le secrétariat général, ainsi que pour les bulletins *Orientation* et *Leidersblad* [*Bulletin des dirigeants*], édités pour les cadres depuis 1928.

C. *Le brandon de discorde de la démocratisation*³⁷

Dans sa tentative d'asseoir les mutualités chrétiennes sur une base solide, l'Alliance Nationale bute cependant sur un problème. Parce qu'elles constituent une des formes les plus anciennes d'action sociale catholique,

36. Quaghebeur, *Welzijn*, 140-150. La fonction de délégué temporaire de l'Office du Travail est maintenue jusqu'en 1940, sans avoir la même importance qu'auparavant.

37. On trouve des informations utiles à cet égard dans plusieurs monographies et livres d'hommage, surtout pour Anvers (Schokkaert, 1989), Bruges (Osaer, "Logghe", 1981; *Een Verhaal*, 1983), Bruxelles (Kwanten, 1985) et Gand (Quaghebeur, 1986).



Edouard de Pierpont (1871-1946) est un pionnier des mutualités chrétiennes en Namurois. En 1898, il devient le président de la fédération de Namur, la première à être légalement reconnue. Il est le fondateur et le président de l'ANMC en 1906. Il prend l'initiative d'acheter le sanatorium de Mont-sur-Meuse, durant la première guerre mondiale. En 1921, il démissionne pour raison personnelle.



Arthur Eeckhout (1876-1938) s'engage aux mutualités chrétiennes comme vicaire à Alost et à Gand. En 1906, il devient le rédacteur en chef du bulletin de l'ANMC. En 1911, il accède au secrétariat général de l'Alliance. Il est complètement déchargé de ses tâches paroissiales en 1919 et dirige, depuis Gand, le secrétariat national de l'ANMC, dont il reste le chef incontesté jusqu'à sa maladie, en 1936.

les mutuelles conservent, jusqu'à la première guerre mondiale, un caractère manifestement bourgeois et paternaliste. En outre, leur recrutement est fort varié au plan social. Dès lors, l'expansion du mouvement ouvrier chrétien et la démocratisation croissante provoquent des tensions. La mutualité devient l'objet de critiques et parfois l'enjeu de luttes d'influence.

Un courant en faveur de mutuelles ouvrières s'est manifesté, dès avant la première guerre mondiale, sous l'impulsion du syndicalisme chrétien naissant. La société brugeoise *Eigen Gift, Eigen Hulp* [A Don Personnel, Assistance Indépendante], créée en 1912, est une des premières du genre. Elle fonctionne sans membres d'honneur. Elle est en contact étroit avec la Ligue Ouvrière, le syndicat et la coopérative. Certaines mutualités ouvrières sont carrément syndicales, comme à Bruxelles et à Anvers. Au lendemain de la guerre, l'Alliance Nationale conclut certes un protocole avec la Confédération des Syndicats Chrétiens, pour délimiter les terrains d'action réciproques. Toutefois, cet accord ne peut empêcher un renforcement du courant visant à créer des mutualités ouvrières. Face à un socialisme puissant, le mouvement ouvrier chrétien ne peut agir avec succès que s'il parvient à faire preuve de la même autonomie et de la même polyvalence. A l'instar du POB, ses dirigeants veulent constituer un ensemble organique de syndicats, de coopératives et de mutualités, lié à une action politique. Cette orientation donne naissance, en 1921, à la Ligue Nationale des Travailleurs Chrétiens (LNTC). En divers lieux de Flandre, les tensions s'avivent entre les Ligues de Travailleurs et les mutualités dirigées par des bourgeois.

En certains endroits, comme à Louvain (1920), à Izegem (*Voorzienigheid* [La Providence], 1920) ou à Roulers (*Broederliefde* [Amour Fraternel], 1922), on crée de nouvelles mutualités ouvrières. A Courtrai, la fédération conservatrice est écartée en 1922, pour être remplacée par une fédération démocrate chrétienne. A Anvers, les syndicalistes prennent l'initiative de créer une deuxième fédération. Certaines mutualités ouvrières essaient, en fusionnant, de devenir aussi fortes que la fédération bourgeoise. C'est plus ou moins le cas de la *Volksliefde* [Amour du Peuple] à Gand, et de l'*Onderlinge Bijstand der Christelijke Vakverenigingen* [l'Entraide des Syndicats Chrétiens] à Bruxelles. Cette tendance se manifeste très clairement à Bruges, avec *Eigen Gift, Eigen Hulp*. La stratégie de l'aumônier brugeois Logghe consiste à vider la fédération conservatrice de sa substance, en fusionnant les petites sociétés locales pour créer une société plus vaste, et à intégrer l'action mutualiste à la Ligue des Travailleurs. Ailleurs, des tensions se produisent lors des élections d'administrateurs. Bref, une menace de scission se profile à l'horizon. Eeckhout est conscient de la nécessité d'une démocratisation, mais il demande de sauvegarder l'unité du mouvement mutualiste.

On parvient à un compromis au printemps de 1923. L'ANMC accepte la création de mutualités groupant une classe sociale déterminée, là

où pareille fondation s'avère nécessaire. Elle envisage la perspective de constituer en son sein une section de mutualités ouvrières. Par ailleurs, elle promet de démocratiser, autant que possible, les directions des sociétés et des fédérations. Dans les statuts de la LNTC, approuvés en juillet 1923, il est question, en effet, d'une "adhésion de la fédération des mutualités ouvrières, section de l'ANMC". Parallèlement, l'organisation des classes moyennes prépare la constitution d'une fédération de mutualités de la bourgeoisie. En juillet 1926, enfin, l'Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes procède à une extension de son conseil d'administration : ce dernier compte dorénavant non seulement des délégués des fédérations régionales, mais également des représentants de la LNTC, du Boerenbond et des classes moyennes. Ce compromis renforce l'influence de la LNTC, tout en préservant l'union, donc le caractère mixte du mutualisme chrétien et de l'Alliance Nationale. Dans cet esprit, le président de Ghellinck d'Elseghem, un noble qui a gagné ses galons au sein de la Fédération des Agriculteurs de Flandre orientale, déclare : "La mutualité est l'organisme social où la réconciliation des classes peut se réaliser par excellence" [NT]³⁸. Or, la section des mutualités ouvrières ne voit jamais le jour. Les relations entre l'Alliance Nationale et la LNTC restent généralement difficiles jusqu'à la seconde guerre mondiale³⁹.

Le caractère mixte du mouvement mutualiste n'empêche pas l'abbé Colens, directeur du secrétariat de la LNTC, de présenter l'ANMC comme partie intégrante du mouvement ouvrier sans plus. Cette version ne correspond certainement pas à la réalité, ni à Bruxelles, ni en Wallonie. Il est même fort probable que durant les années vingt, aucune fédération mutualiste wallonne ne s'aligne sur le mouvement ouvrier. Bien au contraire : il n'est pas rare que ces fédérations soient dirigées par des personnalités éminemment conservatrices. C'est le cas, par exemple, de la fédération du Luxembourg, présidée par le député Edouard Van den Corput, un adversaire acharné du gouvernement démocratique Pouillet-Vandervelde. Il en est de même à la fédération de Tournai, dirigée pendant un demi-siècle par le sénateur Henri Carton de Tournai, dernier président de la Fédération des Cercles, aile conservatrice du parti catholique. La tendance conservatrice est représentée au sein du comité de l'Alliance par Emile Attout, président de la fédération de Namur. Lorsque les démocrates chrétiens wallons commencent à renforcer leur position au sein des mutuelles, à partir de 1928, cette situation donne lieu à des réactions véhémentes de la part de certains éléments conservateurs : ces derniers voient, en effet, s'effriter

38. Cité dans Gerard, "Algemeen Christelijk Werkersverbond", 28, note 17.

39. "Nous avons sans cesse des problèmes parce que l'Alliance doit intervenir dans des situations qui sont propres aux ouvriers, et ce avec des directions et des personnes qui se trouvent très éloignées des ouvriers. Souvent, celles-ci sont étrangères non seulement aux organisations ouvrières, mais aussi fermées aux besoins sociaux ou économiques des ouvriers" [NT], déclare Louis Colens, aumônier général de la LNTC, en 1928(cité *ibid.*, 31, note 26).

un point d'appui électoral. A leurs yeux, les mutualités sont "le patrimoine moral de l'ensemble du parti, et non d'une faction déterminée"⁴⁰. D'autres n'hésitent pas même à opter pour la scission, comme à Charleroi, où se crée une deuxième fédération dirigée par des conservateurs, en 1931, contre l'ancienne fédération accaparée par les démocrates chrétiens⁴¹.

D. *Expansion des services de santé*⁴²

Par la réorganisation de 1926, qui fait entrer les organisations sociales dans ses organes dirigeants, et avec le remplacement du président de Ghel-link par De Clercq en 1927, l'Alliance acquiert une nouvelle stabilité, qu'elle conserve jusqu'à la seconde guerre mondiale. Le champ d'action mutualiste s'élargit de plus en plus. Le souci, toujours plus net, de développer le service des soins de santé est l'élément le plus frappant de ce processus. Les progrès de la médecine et l'intérêt croissant des pouvoirs publics pour la santé publique, qui met l'accent sur la prévention, créent un nouveau "marché" pour les mutualités. Evidemment, dans le système de liberté subsidiée, la concurrence entre les différents mouvements joue un rôle important. Les services médico-pharmaceutiques, les services chirurgicaux, les polycliniques, les sanatoriums, les dispensaires pour la lutte contre la tuberculose, les dispositions prises en faveur des futures mamans, connaissent un réel essor. Ces "services de santé" deviennent plus importants que les activités initiales de la mutualité, en l'occurrence le versement d'une indemnité en cas de maladie et d'invalidité. Le mérite de l'expansion de ces services de santé revient surtout aux fédérations.

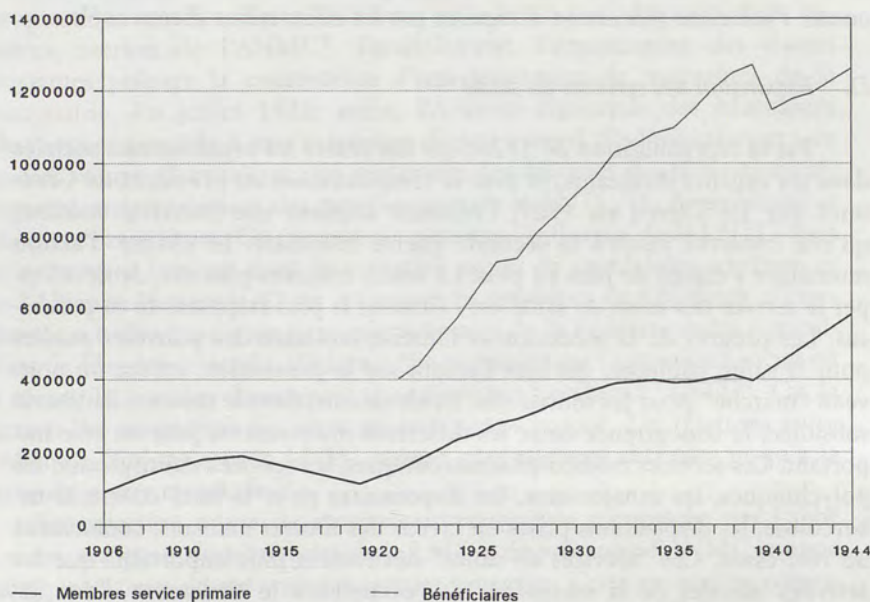
Pour quelles prestations l'ouvrier peut-il faire appel à la mutuelle chrétienne? Les trois services les plus anciens - le service de l'indemnité journalière, appelé dorénavant service primaire, le service médico-pharmaceutique et l'indemnité pour frais funéraires - fonctionnent au niveau des sociétés locales. Le *service primaire* assure les affiliés contre la perte de salaire en cas de maladie, et ce pendant une période de six mois. Ce terme échu, le membre passe à la caisse d'invalidité de la fédération. Le *service médico-pharmaceutique* rembourse les frais de médecin et de pharmacien, à l'exception du coût des soins donnés par un spécialiste, dont la fédération est responsable. A partir de 1920, il connaît une expansion importante à la suite de sa subsideation par le ministère, qui subordonne l'octroi de

40. Cité dans Gerard, "Tussen apostolaat", 240.

41. Voir à ce propos l'article de Gérard, "Tussen apostolaat". La demande d'adhésion à l'Alliance Nationale est rejetée pour des raisons d'ordre disciplinaire. La fédération dissidente, à laquelle adhère également la société bruxelloise La Famille/De Familie, s'affilie à l'Union Nationale Patronale. Toutefois, en 1945, elle passe finalement à l'ANMC.

42. Pour une description détaillée des services, voir Rezsöazy, *Histoire*, 215-252. Voir également Crémer, "Le mouvement mutualiste en Belgique", 25 sv. et Vermote, *Gezondheid*, 45 sv. Cf. également la note 35.

Tableau 6 :
AMI libre. Nombre de titulaires (service primaire) et nombre de bénéficiaires
(service médico-pharmaceutique) de l'ANMC.
1906-1944



Source: Annexe 2

telles subventions à l'organisation du service sur une base familiale. Par conséquent, le membre titulaire, mais aussi les membres de sa famille, peuvent en bénéficier. La société locale conserve la responsabilité financière du système, mais la conclusion de conventions régionales avec des médecins et des pharmaciens favorise la participation des fédérations. Enfin, l'*indemnité pour frais funéraires* est une intervention forfaitaire dans les frais causés par les funérailles du membre titulaire.

Quatre services importants fonctionnent au plan fédéral : le service des mutations, la caisse d'invalidité, le service chirurgical et le service de maternité. Les deux premiers sont à la base des fédérations, depuis la fin du 19^{ème} siècle. Les deux autres sont caractéristiques de l'extension des tâches de la mutualité après la première guerre mondiale. Le *service des mutations* veille à ce qu'un membre puisse passer sans problème d'une société à l'autre. La *caisse d'invalidité* assure les affiliés contre la perte de salaire en cas de maladie de longue durée, le cas échéant jusqu'à l'âge de 65 ans. Avant 1914, les ouvriers devaient généralement faire appel à l'assistance publique en cas d'opération et d'hospitalisation. Le *service de chirurgie et de médecine spéciale* leur permet désormais de se faire rembourser le

coût d'un traitement par des médecins spécialistes et le séjour à l'hôpital. Certaines fédérations procèdent, comme les socialistes, à la création de leur propre polyclinique. La première et, pendant longtemps, la seule polyclinique catholique est établie à Ostende en 1920. Le service de chirurgie et de médecine spéciale reste, durant une longue période, un maillon financièrement faible de l'ANMC. Le *service de maternité* accorde les indemnités d'accouchement et de repos d'accouchement. Il organise des consultations prénatales. Il reprend une partie des tâches jadis assumées par les mutualités féminines. Le service de maternité s'inscrit, du reste, dans le courant qui se développe en faveur d'une amélioration de la santé publique, au sein duquel l'Oeuvre Nationale de l'Enfance joue un rôle moteur.

L'Alliance Nationale organise trois services : le service des mutations, le service antituberculose et la caisse de décès. Tous trois prennent leur forme définitive après la guerre de 1914-1918. Le *service des mutations* règle le passage d'un membre d'une fédération à l'autre. Avec le *service antituberculose*, l'Alliance Nationale veut engager la lutte contre une des grandes maladies sociales de l'époque, la phtisie. L'Alliance Nationale contre la Tuberculose, créée en 1919, assure les soins des phtisiques au sanatorium de Mont-sur-Meuse, qui constitue le projet de prestige de l'ANMC à cette période, ou dans des sanatoriums officiels. La *caisse de décès* succède modestement à la SA Alliance Nationale-Assurance. Créée avant la guerre pour acquérir une part du marché des assurances-vie, cette dernière est supprimée en 1929, suite à l'adoption d'une nouvelle loi plus stricte sur les compagnies d'assurances. La caisse de décès octroie un complément à l'indemnité pour frais funéraires.

Le *service des infirmières-visiteuses* est un service mixte, à la fois national et fédéral. La tâche de ces infirmières, dont la formation est réglée par la loi en 1920, consiste à dépister les maladies, en particulier la tuberculose, à donner des conseils en matière d'hygiène, à rendre visite aux malades, aux jeunes mamans et aux futures mères. Financièrement, les charges correspondantes sont supportées par le service national contre la tuberculose : c'est là une des conditions de la subsideation. Au plan social, ce service relève des fédérations jusqu'à la seconde guerre mondiale. Les premières infirmières sont engagées en 1925. En 1940, elles sont au nombre de 147.

Alors que les premières mutualités féminines ont disparu après la création du service médico-pharmaceutique familial, de nouvelles associations de ce type se créent à la suite de la subsideation de l'assurance féminine par les autorités nationales, en 1936. La coordination de ces mutualités féminines est assurée par la Fédération VKAJ-KAV Ons Vooruitzicht [Notre Prévoyance], du côté flamand (1938), et par l'Entraide Féminine, du côté wallon (1945). Ces deux fédérations bénéficient d'une large autonomie vis-à-vis de l'ANMC. Elles dépendent, en fait, des LOFC-KAV, qui peuvent ainsi offrir un service similaire à celui des Femmes Prévoyantes So-



A partir de la première guerre mondiale, l'Alliance Nationale commence à lutter contre la tuberculose. A cette fin, l'ANMC acquiert le sanatorium de Mont-sur-Meuse.

(Photo, vers 1925)

cialistes (FPS)⁴³.

En matière de cotisations, d'indemnités et d'allocations, les sociétés et les fédérations disposent d'une autonomie garantie légalement. Dès lors, les avantages accordés aux affiliés diffèrent de région à région. A cet égard, la concurrence des caisses socialistes est évidemment un stimulant important. En général, les mutualités socialistes et chrétiennes connaissent un développement similaire. Toutefois, la centralisation est plus marquée au sein des premières. Les sociétés y ont un caractère régional, avec des sections locales. Certains services, comme la caisse de maternité, sont organisés au niveau national. En matière de polycliniques, de pharmacies coopératives (depuis 1926), de vacances pour enfants (à partir de 1921) et d'institutions médico-sociales en général, les organisations socialistes ont le plus souvent une bonne longueur d'avance.

E. *L'intervention des pouvoirs publics*⁴⁴

L'expansion des activités mutualistes se manifeste surtout au plan des soins de santé. Elle n'est possible qu'avec une aide importante des pouvoirs publics. Ainsi, certains services ne peuvent se développer qu'après une décision des autorités, tendant à les subventionner. Dès avant la première guerre mondiale, les mutualités sont subsidiées par les pouvoirs publics pour leur première installation et pour les frais d'administration (les délégués temporaires), mais surtout pour les caisses d'invalidité (1912). Après la guerre, la subside devient de plus en plus importante. La démocratisation de la vie politique, la participation des socialistes, puis des démocrates chrétiens au gouvernement mènent à un interventionnisme croissant des pouvoirs publics et à une politique sociale plus active, dont bénéficie évidemment aussi le secteur des assurances sociales. La subside des services médico-pharmaceutiques (1920) par le ministre socialiste Wauters est une première mesure lourde de conséquences : il s'agit là, en fait, d'un corollaire du système élaboré pendant la guerre par le Comité National de Secours et d'Alimentation. Pratiquement tous les services mutualistes vont être subventionnés, les uns après les autres, avant la seconde guerre mondiale, à l'exception des cures préventives de plein air⁴⁵. En 1938, pendant la dernière année budgétaire normale qui précède la guerre, les subsides de l'Etat atteignent 95.313.000 F, soit 31,88 % des cotisations⁴⁶. Des subven-

43. Tindemans, "Verbond Ons Vooruitzicht", 163.

44. Voir Rezsóhazy, *Histoire*, 208-212, 258-262, 265-280 (surtout 265-271); voir également Crémer, "Le mouvement mutualiste", et Vermote, *Gezondheid*.

45. Crémer, "Le mouvement mutualiste", 30-97, analyse la réglementation en vigueur après la première guerre mondiale. A l'exception de l'invalidité, régie par la loi (1912), la subside est réglée par des arrêtés royaux ou ministériels, régulièrement modifiés. La subvention est calculée sous la forme d'un pourcentage des cotisations perçues.

46. FNAMI, *Rapport général. Année sociale 1945* (Bruxelles, 1946), 3.

Tableau 7 :

Aperçu chronologique de la subsideation par les autorités nationales

1912	caisses d'invalidité
1920	soins de santé généraux (frais de médecin généraliste et de pharmacien); fonds de maternité (prime de naissance et indemnité de repos)
1922	fonds antituberculose
1927	prestations primaires
1931	extension de soins de santé généraux aux soins spéciaux (chirurgie, spécialités, hospitalisation, médecine préventive); cancer
1936	assurance féminine et familiale (prime de mariage et prime lors du décès du conjoint)
1936	indemnités de décès (frais funéraires)

tions communales et provinciales viennent encore s'y ajouter.

Or, ces subsides sont de plus en plus liés à des conditions relatives au caractère obligatoire de certains services, à la taille de la société et à sa bonne gestion, au montant minimum des cotisations et des indemnités. Il en résulte une certaine uniformisation du paysage mutualiste, même si l'Alliance Nationale constate encore, lors d'une enquête de 1933, une variété de situations assez grande. La subsideation des soins de santé est liée à leur caractère familial (1920); celle du service antituberculose est subordonnée à l'obligation de créer un service d'infirmières (1929); celle des prestations primaires - un service organisé par les sociétés locales - implique l'engagement de se soumettre au service d'inspection de la fédération (1931). Les arrêtés du ministre socialiste Delattre du 30 juin 1936 vont très loin, puisqu'ils imposent aux sociétés un minimum de 200 membres effectifs et augmentent les subsides lorsqu'un service est organisé au niveau national ou fédéral. Ces dispositions visent à garantir l'équilibre financier des mutualités. Or, l'ANMC considère cette centralisation comme un pas dans la direction de la mutuelle unique et de l'étatisation.

Bien que les mutualités conservent leur entière responsabilité financière et restent propriétaires de leurs fonds, elles sont en grande partie enserées dans un carcan qui limite leur liberté d'action. En d'autres termes, elles balancent sur le fil du rasoir entre l'étatisation et la liberté subsidiée. Au demeurant, la réglementation se complique et seul un petit groupe d'initiés s'y retrouve encore. C'est surtout le cas de la législation sur les pensions, modifiée à neuf reprises entre 1924 et 1934, qui devient "une véritable jungle" (Rezsohazy). Les caisses de pension se muent en une vaste machine administrative.

Cette évolution relègue progressivement le simple membre à l'arrière-plan. Il existe déjà une différence sensible entre l'entraide du 19^{ème} siècle,

fondée sur une petite mutuelle professionnelle du type "friendly society", avec paiement à l'assemblée générale, amende pour absentéisme, visite du délégué à domicile, et la mutualité peu avant la seconde guerre mondiale⁴⁷.

Dans ce contexte, le débat sur une assurance générale et obligatoire est inévitable. Un changement remarquable s'opère chez les mutualistes chrétiens, partisans dès avant la première guerre mondiale d'une assurance obligatoire. Il s'agit d'un retournement. Durant les années vingt, l'Alliance Nationale conserve son programme de "liberté dans l'obligation", en l'adaptant cependant aux conditions d'après-guerre. Elle reste un partisan de l'obligation et du financement tripartite par les travailleurs, les patrons et les pouvoirs publics. Mais elle se prononce aussi pour la liberté, sur base de laquelle elle revendique le droit au libre choix pour les assurés et l'entière responsabilité de gestion des mutualités. Pour cette raison, l'Alliance rejette les propositions tendant à créer un fonds national d'invalidité, ainsi que les retenues directes sur le salaire. L'assurance-pension obligatoire pour ouvriers et employés, instaurée dès 1924, qui prévoit la possibilité d'une retenue sur le salaire, est évaluée négativement par l'ANMC, surtout en ce qui concerne cette dernière éventualité. L'Alliance Nationale peut, tout au plus, tolérer un fonds national chargé de la répartition des subventions de l'Etat et des cotisations patronales. Elle retrouve largement ses idées dans un projet de loi du ministre Heyman, élaboré en 1929, qui vise à instaurer une assurance maladie-invalidité obligatoire. La crise économique en empêche la réalisation. A partir de 1931, le budget de l'Etat présente un déficit croissant, ce qui donne lieu à une campagne véhémement contre la législation sociale existante, dont les charges pèsent lourdement sur les pouvoirs publics. La voix des partisans de l'obligation s'en trouve étouffée. Cette même crise économique alimente, néanmoins, une large demande de "sécurité sociale". Lorsqu'à l'automne 1936, le gouvernement Van Zeeland envisage d'élaborer un régime général en cette matière, l'Alliance Nationale prend officiellement position contre l'obligation. Le conseil d'administration décide, en effet, qu'"étant donné la conjoncture sociale et économique, il n'y a pas de raison d'instaurer une obligation en matière d'assurance maladie-invalidité" [NT]⁴⁸. Les adversaires de l'obligation, dont la position détermine l'attitude de l'Alliance Nationale à partir de 1936, font valoir que l'assurance libre a réussi à toucher une grande

47. Eeckhout, en 1931, attache encore beaucoup d'importance à l'assemblée générale des membres de la société : "L'assemblée générale des membres, dont on ne peut assez faire ressortir l'importance au point de vue de la propagande et de l'éducation des membres, doit être bien préparée : musique, projections lumineuses, etc...; instructive : donner une conférence sur l'hygiène, sur un sujet moral et religieux; intéressante : à chaque assemblée, faire l'exposé d'un avantage quelconque que procure la société, et cela d'une manière agréable et variée; organiser la distribution de brochures de propagande au sujet de la mutualité, de l'hygiène sociale et de toute autre question importante." (*Le problème*, 525).

48. Conseil d'administration, 19 octobre 1936, ALCM.

partie de la population. D'autres arguments traditionnels sont avancés : l'assurance maladie-invalidité doit reposer sur un effort personnel de prévoyance et ne peut devenir une taxation; l'efficacité et le maintien de l'identité propre à l'ANMC plaident également en faveur d'un pluralisme mutualiste. Dans la ligne de leur position de 1913, les socialistes demeurent partisans d'une mutualité régionale neutre.

IV. Intégration à la sécurité sociale. 1940-1963

A. *Dans l'isolement pendant la seconde guerre mondiale* ⁴⁹

Vient alors mai 1940 : l'invasion allemande, la campagne des dix-huit jours, la capitulation, suivie d'une deuxième occupation de longue durée. Contrairement à ce qui s'est produit durant la première guerre mondiale, la mutualité peut poursuivre ses activités sans trop de difficultés. Sauf pendant les premiers mois de guerre, les sociétés, les fédérations et l'Alliance Nationale ont la faculté d'assurer tous les services, grâce à la reprise du travail et au paiement des subventions de l'Etat. Les organes nationaux continuent de se réunir, mais il n'est pas question d'organiser des congrès. Le président De Clercq, membre du Sénat, qui a dû abandonner ses fonctions en raison de son passé politique, continue de diriger en fait l'Alliance, au titre de "conseiller technique". Les effectifs demeurent intacts et sont même en augmentation. L'ANMC connaît aussi des déboires, comme la destruction presque complète du sanatorium de Mont-sur-Meuse, au début du conflit. Toutefois, dans son rapport annuel de 1940, le secrétaire Alfred Van Melle peut constater que le choc de la guerre n'a pas été mortel et que "les quelques égratignures laissées sont si bénignes qu'il n'en restera bientôt plus aucune trace, si l'on fournit un effort sérieux et persévérant" [NT] ⁵⁰.

Les années de guerre constituent cependant une période difficile. Initialement, l'occupant tente de réorganiser la vie sociale et politique en Belgique sur le modèle allemand, notamment en supprimant le pluralisme mutualiste. Ses projets d'instauration d'une mutualité unique aboutissent à une guerre des nerfs avec les unions nationales. Après la disparition de cette menace, les mutuelles chrétiennes connaissent une nouvelle période ardue, lors de la préparation de l'assurance maladie-invalidité obligatoire.

Initialement, le projet visant à instaurer une mutualité unique

49. Nous remercions Dirk Podevijn de ses suggestions, qui nous ont été utiles pour cette quatrième section. A consulter pour la guerre : les rapports d'activité de l'ANMC sur la guerre et l'après-guerre, présentés au congrès de 1948 (Van Helshoecht, *Verslag 1939-1947*); les mémoires du secrétaire général Alfred Van Melle, *Pages d'histoire*, 45-65, ainsi que les procès-verbaux du conseil d'administration 1943-1944, ALCM.

50. Van Helshoecht, *Verslag 1939-1947*, 79.

n'émane pas de l'occupant allemand, mais des partisans du dirigeant socialiste Hendrik De Man. Pour ce dernier, l'ordre ancien, avec ses luttes de partis et sa façade parlementaire, est dépassé. De Man souhaite un renouveau national, c'est-à-dire l'élaboration d'une organisation sociale forte, débarrassée de liens politiques, qui appuyerait un régime autoritaire établi autour de la personne du Roi. Pour lui, ce système implique un syndicat unique et une mutualité unique. L'Union Nationale des Mutualités Socialistes, qui appuie De Man au début, propose au Collège Mutualiste National, le 26 août 1940, de réaliser la mutualité unique. Elle se heurte cependant au refus de la plupart des organisations nationales, en particulier à celui de l'Alliance Chrétienne. Le 23 décembre 1940, celle-ci se prononce contre la fusion; elle ne souhaite pas dépasser le stade d'une coordination technique entre unions nationales⁵¹. Au début 1941, un revirement se produit au sein de l'Union Nationale des Mutualités Socialistes, qui abandonne ses projets de création d'une mutualité unique.

Entre-temps, l'initiative est cependant reprise par l'occupant allemand et par l'administration belge, qui mettent à l'étude l'instauration d'une assurance maladie-invalidité obligatoire. Du côté allemand, on insiste sur la nécessité d'établir un système simple et non politisé, avec comme clés de voûte un organisme d'assurance officiel et une retenue sur le salaire. Cette position est communiquée aux unions nationales, le 20 février 1941, par la Dienststelle Hellwig, chargée des affaires sociales. Les unions nationales pourraient continuer à exister, à condition de ne pas recruter de nouveaux membres parmi les personnes soumises à l'assurance obligatoire. Il s'ensuit alors des mois d'incertitude sur les intentions de l'occupant. C'est seulement au début de 1942 que l'affaire redémarre. Les Allemands sont toujours décidés à créer un organisme d'assurance officiel, tout en abandonnant les restrictions qu'ils voulaient imposer aux unions nationales. Le 17 février 1942, l'ANMC accepte de devenir un "organisme assureur agréé" dans le nouveau système. Ce dernier s'applique, dans la pratique, aux ouvriers travaillant pour les autorités allemandes en Belgique et dans le Nord de la France, mais il ne se généralise pas. On connaît encore un moment de tension lorsque l'occupant allemand pénalise, au printemps de 1942, l'aide apportée par quelques fédérations socialistes aux syndicats supprimés, en nommant des commissaires. L'Alliance Chrétienne reçoit alors un avertissement, mais elle demeure ensuite à l'abri des mesures répressives. A partir de 1942, l'occupant allemand a, il est vrai, d'autres chats à fouetter et renonce à concocter un nouvel ordre social.

51. Vermote, *Gezondheid*, 72-73 : "Dans les derniers mois de 1940, Jauniaux avait obtenu l'adhésion peu enthousiaste de l'Union des Mutualités Socialistes à un projet de mutualité unique, que l'opposition des Mutualités Chrétiennes fit échouer", constate un rapport socialiste envoyé à Londres, en mai 1942 (citation tirée de Carlier, "La genèse", 28).

La réforme des assurances sociales demeure cependant à l'ordre du jour, mais cette fois dans la perspective de la Libération. Des dirigeants patronaux et syndicaux se retrouvent dans la clandestinité pour préparer la Belgique d'après-guerre. L'ancien commissaire royal chargé d'étudier le problème de l'assurance-chômage, Henri Fuss, de tendance socialiste, révoqué par les Allemands comme directeur général du ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale, prend l'initiative de ces pourparlers. Les interlocuteurs sont convaincus de la nécessité de mettre en place une forme de coopération plus étroite, s'inscrivant dans une économie organisée par profession, et de réaliser une "sécurité sociale". Leurs discussions aboutissent, pendant l'été de 1943, à un premier avant-projet de pacte social, reprenant quelques options importantes en matière d'assurance maladie-invalidité. Avec l'aide d'Arthur Jauniaux, président de l'Union Nationale des Mutualités Socialistes, Fuss retravaille ces options, pour établir un projet chiffré d'assurance maladie-invalidité, dont le texte est prêt en août 1943⁵².

L'ANMC n'est pas associée à ces discussions préparatoires. Aussi sa surprise est-elle totale, lorsqu'elle est invitée par Fuss à participer à une commission qui examinerait le projet de ce dernier⁵³. Depuis 1936, l'Alliance Nationale rame à contre-courant, ce qui explique sans doute pourquoi elle est tenue à l'écart des premières négociations. L'ANMC continue d'ailleurs à exprimer les plus expresses réserves sur les propositions de Fuss. Sa direction, plus particulièrement le président, le secrétaire et l'aumônier, s'opposent d'emblée à l'obligation. Ils estiment ne pouvoir accepter l'assurance maladie-invalidité obligatoire, car celle-ci irait sans nul doute de pair avec un prélèvement sur le salaire. Selon eux, ce prélèvement donnerait le coup de grâce à la mutualité libre sinon de suite, du moins à court terme. Toutefois, au sein du conseil d'administration de l'Alliance, il n'y a pas d'unanimité sur ce point. Plusieurs voix s'élèvent pour que l'ANMC ne rate pas l'occasion et ne se retire pas sur des positions indéfendables. Finalement, à une très faible majorité, le conseil d'administration se prononce pour l'obligation, tout en rejetant radicalement l'idée de prélèvement. Au sein de la Commission Fuss, la position de l'Alliance Nationale mène à une impasse. Le point chaud du prélèvement est finalement éludé par la proposition de compromis des Mutualités Professionnelles, visant à instaurer un bon de cotisation. Ainsi, le membre sera encore obligé de poser un acte concret, en vue de choisir sa mutualité⁵⁴.

52. Pour cet alinéa et le suivant, cf. Van Helshoecht, *Verslag 1939-1947*. Carlier, "La genèse", n'a malheureusement pas fait usage de ce rapport fort bien documenté.

53. À partir du 31 août 1943. L'Alliance Nationale est représentée par Alfred Van Melle, secrétaire général.

54. En 1948, le secrétaire général Van Helshoecht reconnaît : "L'Alliance Nationale n'a pas cessé de défendre le système du paiement direct, mais nous admettons volontiers que malgré les lacunes, le système du bon de cotisation n'a pas donné lieu aux abus que nous craignons. L'expérience de ces trois dernières années le prouve" [NT] (Van Helshoecht, *Verslag 1939-1947*, 69).

Par son attitude récalcitrante, l'Alliance Nationale s'isole. En outre, le fait que la CSC a bel et bien été associée à la préparation du pacte social et a même formulé des propositions nettes concernant l'assurance-maladie suscite des tensions au sein du mouvement ouvrier chrétien, entre syndicalistes et mutuellistes. Celles-ci sont d'autant plus vives que la CSC propose de retirer le secteur des indemnités aux mutualités et de le placer sous une gestion paritaire, tout comme le chômage.

En septembre 1944, soit plus tôt que prévu, le pays est libéré. Peu après, l'assurance maladie-invalidité obligatoire est instaurée.

B. L'instauration de l'assurance maladie-invalidité obligatoire. Malaise au sein de l'Alliance Nationale et redressement

Après la Libération, les événements se précipitent. La Conférence Nationale du Travail du 16 septembre 1944 ratifie les conclusions du pacte de solidarité sociale. Le 28 décembre - au beau milieu de l'offensive des Ardennes - le gouvernement d'union nationale promulgue un arrêté-loi instaurant la sécurité sociale pour les ouvriers et les employés, à partir du 1er janvier 1945. Ces dispositions distinguent cinq secteurs : maladie et invalidité, pension de retraite et de survie, chômage, allocations familiales et vacances annuelles. Elles ne créent pas un système nouveau et cohérent, mais elles réunissent, sous un dénominateur commun, des fragments de législation existante en matière d'assurances sociales. Elles instaurent l'obligation là où elle n'existe pas encore, c'est-à-dire pour l'assurance-maladie et l'assurance-chômage. Elles généralisent la cotisation patronale aux cinq secteurs de la sécurité sociale. Elles organisent, enfin, la perception centrale des cotisations. Ce dernier point constitue sans doute une réforme importante. La cotisation du travailleur sera directement retenue sur son salaire par le patron, qui la transmettra, avec sa propre contribution, à un organisme central de perception. A cet effet, une nouvelle institution est créée : l'Office National de la Sécurité Sociale (ONSS), chargé de répartir les fonds entre les cinq secteurs⁵⁵.

Le régime de l'assurance maladie-invalidité obligatoire entre en vigueur le 1er avril 1945, après une période transitoire de trois mois. Pour la "gestion centrale" de ce régime, un nouvel organisme est constitué : le Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité (FNAMI). Cette institution n'exerce pas de mission d'assurance au sens strict du terme; la "gestion à la base" est en effet confiée aux "unions nationales agréées" et aux nouveaux

55. Arrêté-loi du 28 décembre 1944, Arrêtés du Régent du 29 décembre 1944, du 21 mars 1945 et du 14 janvier 1946; FNAMI, *Rapport général. Année sociale 1945* (1946); Van Helshoecht, *Verslag 1939-1947* (1948); Reszohazy, *Histoire* (1957) 283-284; Engels, *De evolutie* (1970). Voir également Pasture, *Kerk, politiek en sociale actie*. Ces publications sont également utiles pour la suite de cette section.

“services régionaux”, désignés globalement sous le vocable d’“organismes assureurs”⁵⁶. Le FNAMI doit répartir les fonds entre ces organismes assureurs, établir les règlements d’exécution et contrôler les unions nationales. Le bon de cotisation constitue un maillon important de pareil système. Il est remis par le patron au travailleur, qui doit le transmettre ensuite à la mutualité de son choix. Enfin, les mutuelles échangent ces bons au FNAMI, lequel utilise la masse salariale correspondante comme critère pour la répartition des fonds. Outre l’assurance obligatoire, il subsiste un secteur de l’assurance libre, notamment pour les catégories d’ayants droit qui ne ressortissent pas encore à la sécurité sociale. Il s’agit essentiellement des fonctionnaires et des indépendants.

L’instauration de l’assurance obligatoire ne se déroule pas sans problème. C’est là sans doute un phénomène normal pour une opération administrative d’une telle envergure. Cependant, les problèmes s’accroissent encore du fait de la précipitation du gouvernement et des conditions de guerre. La réglementation organique se fait attendre. Les règlements et les instructions font défaut⁵⁷. Il subsiste des imprécisions en ce qui concerne la définition de la qualité d’assuré obligatoire, ainsi que pour les prestations. Le personnel mutualiste est insuffisamment préparé. Les formulaires administratifs nécessaires manquent. D’emblée, la perception des bons de cotisation connaît un retard énorme. Cette situation aboutit, çà et là, au chaos et au découragement.

Pareil état de fait apporte de l’eau au moulin de l’Alliance Nationale qui, cependant, se plaint surtout des aspects plus fondamentaux du nouveau régime. L’ANMC se sent dépassée et menacée⁵⁸. Au sein de la commission Fuss, elle a déjà formulé trois objections. Celles-ci concernent le prélèvement des cotisations, la composition du comité de gestion du FNAMI et l’interdiction d’octroyer d’autres avantages que ceux prévus par la loi. Après la publication de l’arrêté-loi, l’Alliance Nationale proteste formellement auprès du ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale, le socialiste Van Acker, contre les limitations de la responsabilité mutualiste, l’ostracisme à l’égard des mutualités au sein de l’ONSS et leur rôle subordonné au sein du FNAMI.

56. Par Arrêté du Régent du 12 mars 1946, cinq unions nationales sont agréées : les unions nationales chrétienne, libérale, neutre, patronale et socialiste. L’union nationale flamande est victime de la répression et l’Union Nationale des Chemins de Fer Vicinaux ne satisfait pas aux normes (10 années de reconnaissance légale et au moins 50.000 membres en assurance obligatoire). Les “services régionaux” (provinciaux) ressortissent initialement à la responsabilité directe du FNAMI; c’est seulement en 1955 qu’ils acquièrent la personnalité civile, sous la dénomination de Caisse Auxiliaire d’Assurance Maladie-Invalidité.

57. L’Arrêté du Régent qui fixe le régime définitif, notamment la composition et la compétence du comité de gestion et de la délégation permanente du FNAMI, paraît le 21 mars 1945. Le comité de gestion est installé le 28 mars. Le règlement général du FNAMI n’est approuvé que le 1er juin 1945. L’Arrêté du Régent réglant l’assurance libre est finalement publié le 14 janvier 1946, avec effet rétroactif au 1er janvier 1945.

58. Pour ce qui suit, voir les procès-verbaux du conseil d’administration, 1943-1946; ALCM. Van Helshoecht, *Verslag 1939-1947* (1948).

En effet, tant l'ONSS que le FNAMI seront gérés paritairement par des organisations patronales et syndicales. Une représentation limitée des mutualités n'est prévue qu'au sein du Fonds National⁵⁹. Les syndicats représentent, pour ainsi dire, les travailleurs assurés, et les mutualités uniquement les organismes assureurs. C'est là une caractéristique de la nouvelle structure de gestion, qui correspond toutefois pleinement à l'esprit du temps : celui de la coopération paritaire entre organisations patronales et syndicales, clef de voûte de la réforme sociale de l'après-guerre.

Bien que, dès la fin 1944, on s'attaque fébrilement au recrutement de nouveaux membres aux plans local et fédéral, les choses ne tournent pas rond au niveau national. Il y règne même un malaise manifeste. Jusqu'en 1946, le bureau journalier se réunit de façon très irrégulière. La moitié des membres du conseil d'administration à peine participe à ses réunions. La fonction de trésorier est vacante depuis 1942 et la convocation de l'assemblée générale, qui doit pourvoir aux mandats échus, se fait attendre. L'Alliance Nationale semble ne plus maîtriser les événements.

Ce malaise se renforce encore à cause des tensions qui opposent l'ANMC aux autres branches du mouvement ouvrier chrétien. A la suite de l'ingérence des syndicats dans le secteur de l'assurance maladie-invalidité, les relations s'aigrissent entre l'Alliance Nationale et la CSC. Les esprits s'échauffent lorsque le syndicat chrétien discute du problème de l'assurance maladie-invalidité, lors de son congrès de juin 1945, et propose à nouveau de retirer les services d'indemnités (service primaire et invalidité) aux mutualités, pour les placer sous une gestion paritaire. Dans ce climat, l'Alliance Nationale refuse d'adopter, pour son personnel, les barèmes appliqués dans les autres branches du mouvement ouvrier chrétien. La demande du MOC-ACW, tendant à élaborer un règlement général pour la contribution financière de l'ANMC, se heurte à des réserves de la part du président et de plusieurs membres du conseil d'administration⁶⁰.

Le trio De Clercq-Van Melle-Nys constitue manifestement un obstacle au renouveau. Les membres du bureau journalier se sont trop engagés comme adversaires de l'assurance obligatoire. De la sorte, ils ont hypothéqué les relations de l'ANMC avec les autres unions nationales, avec l'administration et avec les autres branches du mouvement ouvrier chrétien. En outre, en raison de son âge avancé, Alfred Van Melle, directeur presque septuagénaire du secrétariat - lequel ne comptait que dix collaborateurs à

59. Le comité de gestion du FNAMI comprend initialement huit représentants des syndicats, huit des organisations patronales, cinq des unions nationales et trois commissaires du gouvernement. Dans la délégation permanente, les organismes assureurs sont mieux représentés, puisque les organisations syndicales et patronales y disposent les unes et les autres de deux mandats, alors que les unions nationales maintiennent leurs cinq représentants; de même, un commissaire du gouvernement assiste aux réunions.

60. Finalement, le conseil s'accorde pour "inviter" les fédérations à payer une cotisation fixée à 20 centimes par membre et par semaine pour les assurés obligatoires, mais uniquement par le biais des cotisations libres et complémentaires.

la fin 1944 - n'est plus à même de mener à bien l'énorme réorganisation administrative découlant de l'assurance obligatoire⁶¹. Entre 1945 et 1947, ce triumvirat disparaît. L'aumônier général Nys meurt le 11 mai 1945; Victor Heylen lui succède. La démission du président De Clercq est un événement plus important encore. L'intéressé n'est pas réélu sénateur aux élections législatives du 24 février 1946. Lors de la cooptation, il est écarté par le groupe PSC/CVP du Sénat, au profit du vice-président de l'ANMC Coeckelberg, également président de la fédération de Charleroi. Pour De Clercq, cette situation implique manifestement une diminution d'autorité. Il en tire les conclusions et remet la présidence à la disposition de l'Alliance, le 25 avril, pour raisons de santé. "La démocratie moderne (...) tend de plus en plus à n'être qu'une autre expression de la dictature", écrit-il dans sa lettre de démission, où il souligne à nouveau la valeur de l'assurance libre, tout en critiquant la précipitation avec laquelle le nouveau régime a été instauré⁶².

La voie est à présent ouverte au renouveau. Ce dernier s'annonce avec la première assemblée générale d'après-guerre, tenue le 12 mai 1946, et par la nomination d'un nouveau président. Le choix de l'Alliance se porte, le 27 juin, sur Herman Kuypers, coopté au sein du conseil. Kuypers est un ami personnel de P.W. Segers. Assistant social, ancien secrétaire de l'Ecole Sociale d'Heverlee, licencié en sciences politiques et sociales, il est également ancien secrétaire de cabinet du ministre démocrate chrétien Marck et directeur aux Affaires Economiques. Il continue d'ailleurs d'assumer cette dernière fonction dans l'administration, qu'il cumule avec la présidence, non rémunérée, de l'ANMC. Avec la nomination de Kuypers, Louis Van Helshoecht commence à jouer un rôle de premier plan. Assistant social, docteur en droit, lui aussi ancien collaborateur du ministre Marck, il a été nommé directeur-adjoint du secrétariat en 1941, tout en restant initialement dans l'ombre de Van Melle. Avec l'élection de Kuypers et en prévision de la mise à la retraite de Van Melle, en 1947, il prend en fait les choses en main. Depuis 1947, il siège au sein de la délégation permanente - appelée plus tard comité permanent - du FNAMI, dont il assure la présidence de 1949 à 1963.

A la fin 1946, le duo Kuypers-Van Helshoecht propose un plan pour obtenir un fonctionnement plus efficace. Dans une première phase, il s'agit d'en arriver à une gestion financière de qualité et à la délimitation des responsabilités des différents organes de gestion. Dans une deuxième étape, il faut élaborer un statut du personnel, tracer l'organigramme des mutualités

61. Il ne faut pas oublier que la création du FNAMI constitue une nouvelle charge pour les dirigeants mutualistes. En 1945, la délégation permanente du FNAMI, élue le 28 mars et dont Van Melle est nommé président, tient 55 réunions, dont 15 durent toute une journée et 40 une demi-journée (FNAMI, *Rapport*, 15).

62. Lettre reprise au rapport de l'assemblée générale, 12 mai 1946, ALCM.



Berthe Tratsaert (1892-1963) est issue d'une famille bourgeoise d'Ostende. Elle s'engage dans l'action sociale sous l'influence de l'abbé Louis Colens, alors vicaire du lieu. En 1910, elle crée le "Vrouwenkrans", qui devient une des mutualités féminines les plus florissantes du pays. En 1912, elle obtient le diplôme d'infirmière au Jury Central. A partir de 1919, elle représente Ostende au Secrétariat Général des Oeuvres Sociales Féminines Chrétiennes, tout en gardant quelque distance à l'égard de Maria Baers. A partir de 1922, elle siège au conseil d'administration de l'ANMC, dont elle est la vice-présidente de 1926 à 1931. Elle est également, durant une assez longue période, un membre actif du Conseil National de l'Enfance. Entre-temps, elle devient la cheville ouvrière du mouvement féminin à Ostende, où elle crée une maternité et une polyclinique. De 1921 à 1958, elle fait également partie du conseil communal de sa ville natale.



Louis Van Helshoecht (1909-1981) entreprend des études à l'Ecole Sociale d'Heverlee et obtient un doctorat en droit à l'université de Louvain. Il devient le secrétaire du ministre démocrate chrétien Hendrik Marck. En 1941, il entre au service de l'ANMC comme directeur-adjoint du Secrétariat général. Directeur et secrétaire général à partir de 1947, il conduit la réorganisation des mutualités chrétiennes après l'instauration de l'assurance obligatoire. Il adopte une ligne de conduite pragmatique dans la controverse relative aux bases de l'assurance-maladie. En 1964, il devient le président de l'ANMC. Il préside également le Comité de gestion du FNAMI et plus tard de l'INAMI, ainsi que la CGER. Il est régent de la Banque Nationale.

chrétiennes, rééditer le bulletin, créer un service d'étude et de documentation, organiser la propagande, établir un vade-mecum pour la comptabilité. Enfin, l'ANMC doit se préoccuper davantage de ses relations avec le monde extérieur.

Par la réalisation systématique de cette politique, la normalisation s'opère assez rapidement. A partir de 1946, les relations avec le mouvement ouvrier chrétien s'améliorent. La personne de Kuypers inspire confiance au mouvement. En outre, le conseil d'administration coopte non seulement P.W. Segers (ACW) et Léon Servais (MOC), mais également August Cool (CSC). Avec la cooptation de Cool, l'ANMC fait d'une pierre deux coups : l'intéressé est aussi vice-président du comité de gestion du FNAMI⁶³. Les barèmes du personnel sont assimilés à ceux des autres branches du mouvement. L'Alliance Nationale décide que l'asbl Fonds National d'Entraide participera au capital de la COB, Caisse Centrale de Dépôt, où elle placera dorénavant une partie de ses fonds. Dans *Volksmacht*, l'hebdomadaire du mouvement ouvrier chrétien, elle bénéficie d'une rubrique spécifique, parfois d'un éditorial, et d'une partie des pages régionales. En 1951, enfin, l'ANMC déménage pour s'établir à la Maison du Travail, le bâtiment commun des organisations ouvrières chrétiennes, situé rue de la Loi⁶⁴. Ceci n'empêche nullement le Boerenbond et les organisations des classes moyennes de conserver leur représentation au conseil d'administration. Leur intérêt se limite, cependant, à l'assurance libre.

C. *Extension et centralisation. Services et concurrence*

L'intégration de la mutualité chrétienne à l'assurance obligatoire a plusieurs conséquences. Les relations entre l'Alliance Nationale, les fédérations et les sociétés s'en trouvent profondément modifiées. Au plan administratif, chaque niveau sépare les services de l'assurance libre de ceux de l'assurance obligatoire. Le nombre de membres augmente de façon spectaculaire. L'organigramme des mutualités chrétiennes se complexifie, leur personnel s'accroît et la professionnalisation progresse.

Membres, structures, personnel

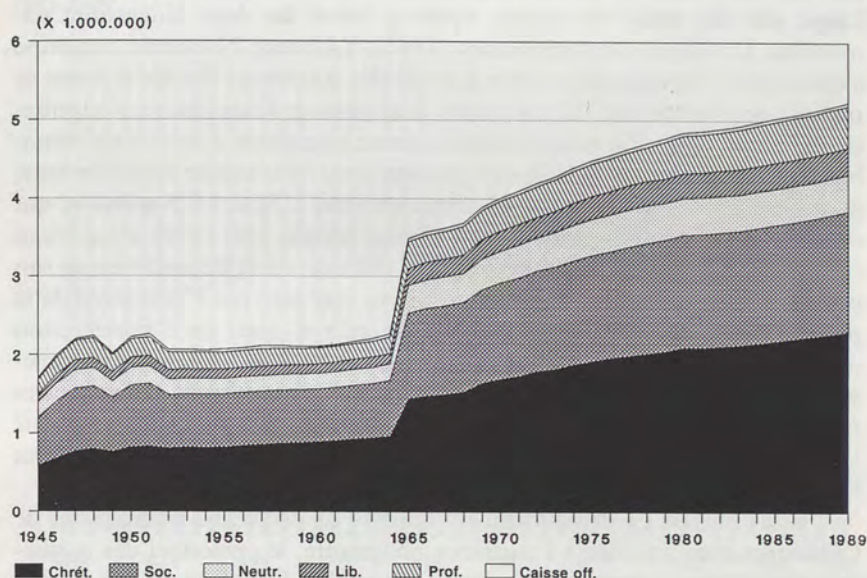
Malgré la crainte de l'ANMC envers l'assurance obligatoire, les effectifs évoluent favorablement. A la fin 1945, après un an du nouveau régime,

63. Dans cette fonction, Jef Keuleers, lui succède en 1950 (jusque 1963). Cool reste membre du conseil d'administration de l'ANMC jusqu'en 1958.

64. En 1950, on assiste à une sorte de "court-circuit" entre les organisations ouvrières chrétiennes et l'ANMC, lorsque Servais, du MOC, est coopté au Sénat alors que Coeckelberg, de l'ANMC, ne l'est pas.

Tableau 8 :

AMI obligatoire pour salariés et appointés. Nombre de titulaires par union nationale. 1945-1989



Source: Service des Statistiques ANMC sur la base des rapports annuels FNAMI et INAMI. Voir également Annexe 2.

l'Alliance compte 585.989 membres titulaires, soit 34,5 % du total belge en assurance obligatoire. Elle égale presque l'Union Nationale des Mutualités Socialistes, qu'elle dépasse même durant les années suivantes. En 1963, l'ANMC compte 940.439 membres titulaires, soit 43 % du total belge. Elle est devenue la principale union nationale. Les deux tiers des affiliés proviennent de Flandre. L'accroissement des effectifs est dû, en tout premier lieu, à l'augmentation du nombre d'assurés obligatoires, tant par l'intégration de nouvelles catégories dans le système que par l'extension du marché du travail. La part croissante de l'Alliance Nationale chrétienne dans le nombre d'assurés obligatoires est favorisée, entre autres, par le plus grand potentiel de membres que recèlent les familles nombreuses. Il y a peu de mutations entre mutualités. Le moment le plus important pour l'affiliation est, dès lors, l'entrée dans la vie professionnelle. Dans le secteur des assurés libres, l'Alliance Nationale prend immédiatement les devants. En 1945, elle y compte 246.736 membres, pour atteindre 339.759 affiliés en 1963⁶⁵.

La structure fortement décentralisée de l'ANMC joue-t-elle un rôle dans cette évolution favorable? Peut-être. Durant la période de 1945-1963,

65. Données en provenance du service statistique de l'ANMC.

l'Alliance Nationale compte un peu plus de 30 fédérations et près de 1000 sociétés⁶⁶. Parmi les premières, Concordia de Charleroi (1945), les Chemins de Fer Vicinaux (1945)⁶⁷ et Verviers (1953), qui s'est détachée de Liège, sont des nouvelles venues. Après la fusion des deux fédérations namuroises (1958) et carolorégiennes (1963), l'Alliance Nationale regroupe exactement 33 entités de ce type. Le rôle des sociétés et des fédérations se modifie profondément. En effet, dans le secteur de l'assurance obligatoire, seule l'union nationale est considérée comme organisme assureur responsable. Les sociétés et les fédérations perdent donc leur ancienne autonomie, pour devenir de simples rouages administratifs. L'Alliance Nationale, qui considérait jadis toute centralisation comme un pas vers l'étatisation, tient cependant à conserver un maximum de fédérations et de sociétés en son propre sein, en créant une sorte de responsabilité interne. L'argument de la participation d'un nombre maximal de membres, mais aussi l'intégration de la mutualité chrétienne dans un ensemble d'œuvres sociales essentiellement structurées au niveau paroissial, plaident en faveur du maintien des sociétés. Par contre, le secteur de l'assurance libre continue à être régi par la loi de 1894. Dans ce domaine, les sociétés et les fédérations conservent leur autonomie et leur responsabilité, comme personnes morales.

A la suite de l'accroissement du nombre de nouveaux membres et de l'administration attachée à l'assurance obligatoire, le personnel des mutualités chrétiennes augmente de façon spectaculaire. En raison de la fonction de plaque tournante assumée par l'Alliance Nationale dans l'assurance maladie-invalidité obligatoire, l'importance du secrétariat national se renforce. En application du plan Kuypers-Van Helshoecht, les économies d'échelle et la professionnalisation se réalisent rapidement au sein de l'ANMC, à partir de 1946. Outre les services d'assurance proprement dits, l'Alliance crée de nouveaux services logistiques, tels le service d'inspection, le service de presse et de propagande, le service juridique, le service d'étude et de documentation et la comptabilité. Le nombre de personnes occupées au secrétariat national passe d'une dizaine, à la fin 1944, à près de 100 vers 1950, pour monter à 270 en 1962, à la veille de la réforme de l'assurance maladie-invalidité. Le même phénomène se produit, dans une mesure moindre, dans les fédérations. Le nombre de membres du personnel occupés au sein des mutualités chrétiennes passe de 1500 unités, à la fin des années 1940, à 2550, en 1962. Le personnel et l'appui logistique des services d'assurance obligatoire sont financés, au titre de frais d'administration, par un prélèvement sur les recettes de l'assurance-maladie.

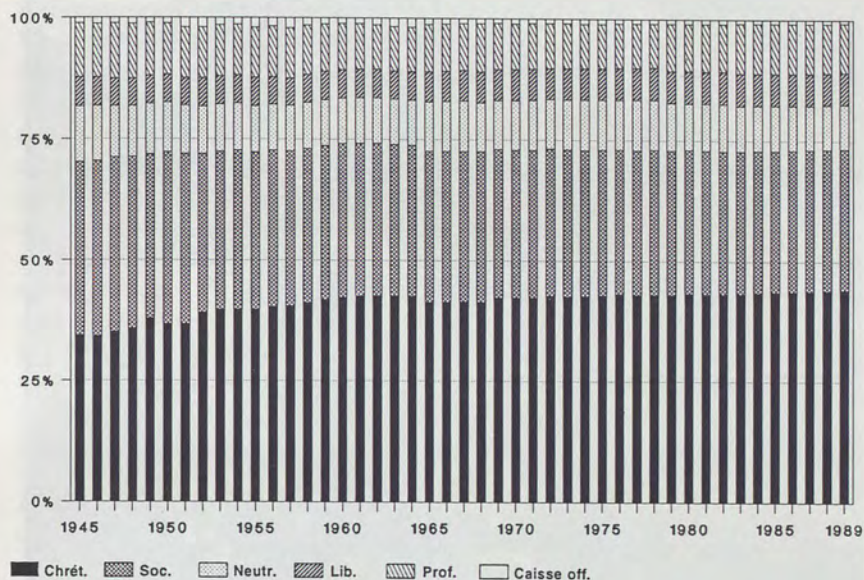
66. Au 31 décembre 1947, le nombre des fédérations et des sociétés est respectivement de 1 et 59 pour Bruxelles, 20 et 512 pour la Flandre, 14 et 401 pour la Wallonie, soit au total 35 fédérations et 972 sociétés (Van Helshoecht, *Verslag 1939-1947*).

67. Etablie à Anvers et provenant de l'Union Nationale des Chemins de Fer Vicinaux, en liquidation, dont la plupart des caisses sont passées aux mutuelles socialistes.

Tableau 9 :

AMI obligatoire pour salariés et appointés. Part des cinq unions nationales dans le nombre de titulaires.

1945-1989



Source: Service des Statistiques ANMC sur la base des rapports annuels FNAMI et INAMI.

Les services

En matière d'assurance libre et obligatoire, il existe une réelle continuité par rapport à la situation d'avant-guerre, du moins en ce qui concerne la nature des risques couverts. Les différences concernent le niveau de l'indemnisation. Les prestations de l'assurance obligatoire prévues dans la loi comprennent, dans le secteur des indemnités : l'indemnité primaire, l'indemnité d'invalidité, l'indemnité de repos d'accouchement et l'indemnité de décès; dans le secteur des soins de santé, elles englobent : le remboursement des frais d'accouchement, la consultation du médecin, généraliste ou spécialiste, l'hospitalisation, l'intervention chirurgicale, la radiographie et les analyses de laboratoire, enfin les médicaments et les spécialités⁶⁸.

Dans le cadre de l'assurance obligatoire, seules les prestations prévues par la loi sont autorisées. L'Alliance Nationale considère cette limitation

68. *Verslag 1939-1947; FNAMI, Rapport..1945; Rezsohazy, Histoire.* Pour un aperçu du système tel qu'il se présente au sein d'une fédération, voir Quaghebeur, *Welzijn*.



*Après 1945, l'ANMC défend l'autonomie des mutualités.
("Voor de vrije ontplooiing hunner actie, betogen 20.000 christelijke mutualisten" : "20.000 mutualistes chrétiens manifestent pour pouvoir développer librement leur action"; Affiche, 1948)*

comme une atteinte de plus à la responsabilité des mutualités. Ce désagrément est en partie compensé, du fait que la législation sur l'assurance libre prévoit la possibilité de créer des services accessibles aux assurés obligatoires. Pour cette assurance libre, dite "complémentaire", les assurés obligatoires versent directement une cotisation additionnelle à leur mutualité. Bien que cette assurance complémentaire soit en principe libre, l'Alliance Nationale tend assez rapidement à la généraliser et à la rendre obligatoire de fait. Dans ce but, elle se base sur la mention de ces prestations dans les statuts, auxquels les membres ont souscrit par leur affiliation. Dans une certaine mesure, l'assurance libre complémentaire, dont l'importance est soulignée au congrès de 1950, permet aux différentes unions nationales de se différencier et de se positionner au plan idéologique. Comme les fédérations et les sociétés conservent leur autonomie et leur responsabilité dans ce domaine, cette assurance complémentaire peut être organisée au niveau national, fédéral ou même local. La cure de convalescence après une maladie grave ou une intervention chirurgicale, l'indemnité de repos d'accouchement pour les "femmes au foyer", la couverture des frais de décès pour les personnes à charge et le service des ambulances sont, à cet égard, les "produits" les plus importants. Les vacances pour enfants, organisées dans le cadre des soins de santé préventifs, sont une des réalisations les plus en vue. Elles sont subventionnées à 100 % depuis 1946, à l'initiative du ministre socialiste Troclet. Dès 1921, les socialistes ont d'ailleurs développé une offre attrayante en ce domaine. La première expérience similaire des mutualités chrétiennes émane de la fédération de Malines qui envoie, en 1947, quelque 1500 enfants en vacances au littoral. En 1948, le Service National des Cures d'Air Préventives est constitué. Malines continue à faire œuvre de pionnier avec Turnhout, en organisant les premières vacances de jeunes en Suisse, en 1949. Le service de l'Epargne Prénuptiale s'inscrit également dans le cadre de l'assurance libre complémentaire. Son fonctionnement nécessite d'ailleurs une modification de la loi de 1894, pour permettre une extension des objectifs de la mutualité. C'est là un terrain où les organisations, surtout féminines, développent des efforts méritoires comme propagandistes.

Outre l'assurance obligatoire et l'assurance libre complémentaire, il existe une assurance libre proprement dite. Cette dernière est destinée aux personnes qui ne sont pas soumises à l'assurance obligatoire. Dans la ligne de la tradition, les pouvoirs publics continuent de subsidier ces activités. Bien que la responsabilité financière en soit intégralement supportée par la mutualité, ce secteur subit, lui aussi, des limitations assez importantes. Ainsi, les paiements sont liés aux prestations parallèles en assurance obligatoire, ce qui permet au FNAMI d'influencer de façon indirecte l'évolution de l'assurance libre. L'augmentation des dépenses en soins de santé qui en découle aboutit d'ailleurs au transfert de la plupart des services des sociétés vers les fédérations. Le service primaire a peu de succès. Il n'est d'ailleurs pas structuré aussi systématiquement.

Pour faciliter l'accès à la médecine spécialisée, à un moment où les relations avec les médecins sont plutôt tendues, la mutualité chrétienne - l'Alliance et les fédérations - demeure active dans le domaine des institutions médico-sociales. Le sanatorium de Mont-sur-Meuse est reconstruit. En 1947, le préventorium de Pulderbos est inauguré. Plusieurs fédérations créent une polyclinique. Certaines d'entre elles s'activent dans le secteur des hôpitaux⁶⁹. L'aumônier Victor Heylen joue un rôle d'aiguillon en cette matière : il est à l'origine de la Fédération Nationale des Institutions Médico-sociales, créée en 1959.

Outre ses activités comme organisme assureur, la mutualité souhaite maintenir son caractère de mouvement social. C'est là d'ailleurs un des arguments invoqués en faveur du pluralisme mutualiste. La création du service de presse et de propagande, le 1er novembre 1946, constitue une étape importante dans ce domaine. Ce service s'intéresse aux malades, aux handicapés et aux personnes âgées. Les pèlerinages à Scherpenheuvel et Oostakker ont d'emblée une grande valeur, en termes de propagande et d'animation, auprès des sociétés locales; ils marquent les débuts de l'activité ultérieure d'Aide aux Malades. Les services de pension donnent naissance aux Ligues de Pensionnés (1956). Toutefois, les manifestations et les cortèges que les mutualités chrétiennes organisent pendant les premières années d'après-guerre disparaissent progressivement.

D. *Crise et réforme de l'assurance obligatoire. Responsabilité ou solidarité?*

La forme et le contenu de l'assurance obligatoire, tels qu'ils sont fixés en 1945, correspondent à un équilibre provisoire des forces politiques belges. Ce dernier est rapidement rompu, sous l'influence de deux problèmes foncièrement différents⁷⁰. Tout d'abord, les dépenses de l'AMI augmentent assez rapidement à cause d'un ensemble complexe de facteurs. Les prescriptions excessives des médecins, surtout dans les disciplines techniques, les besoins croissants en soins de santé modernes et les conditions démographiques ne sont pas les moindres. Ensuite, une distinction structurelle apparaît au sein des unions nationales, qui diffèrent selon le profil de leurs affiliés et ont parfois à assurer des risques plus lourds. En conséquence, l'Union Nationale des Mutualités Socialistes, tout particulièrement, accuse rapidement un déficit⁷¹. D'où la nécessité d'un assainissement et d'une réforme, liés à une révision totale du régime de sécurité

69. Les projets de construction sont favorisés par des prêts du Fonds National d'Entraide, une asbl financée par les cotisations des membres.

70. Voir entre autres Rezsóhazy, *Histoire*, 285-287; Engels, *De evolutie*; Vermote, *Gezondheid*, 81-85; Pasture, *Kerk, politiek en sociale actie*.

71. L'Union Nationale des Mutualités Socialistes est en déficit à partir de 1947. Depuis 1948, le régime est entièrement déficitaire. Voir le rapport du commissaire royal Petit (1976).

sociale. Dès le début des années cinquante, les commissaires du gouvernement Fuss et Leën établissent un rapport à ce sujet.

La discussion se caractérise rapidement par une polarisation aiguë. La mutualité chrétienne cherche la solution au problème posé dans le rétablissement de l'autonomie et de la responsabilité des unions nationales. Du côté socialiste, par contre, on préconise des formes de compensation ou de solidarité nationales devant aboutir à un renforcement du FNAMI ou à la création d'un Service National de Santé, sur le modèle britannique. La succession de gouvernements de gauche et de droite, jusqu'en 1958, donne un tour idéologique au débat et le système fait l'objet de remaniements dans l'un ou l'autre sens. Ces oscillations ne signifient pas pour autant que la gauche et la droite s'opposent comme des blocs homogènes. Plus précisément, au sein de l'ANMC, l'ancienne opposition entre conservateurs et démocrates chrétiens n'a toujours pas entièrement disparu.

En 1949, le ministre socialiste Troclet instaure un système de compensation, prenant en considération non seulement le nombre, mais aussi le profil des membres des unions nationales, pour la répartition des fonds. D'autre part, il accorde aux unions nationales le droit d'offrir à leurs membres des prestations plus importantes que celles prévues par la loi. C'est là un droit purement théorique puisqu'en raison du système d'avances, les unions nationales ne peuvent, en fait, disposer des réserves qu'elles ont constituées.

Sous le gouvernement homogène PSC/CVP, le ministre Van den Daele, ancien administrateur de l'ANMC, rencontre le souhait de la mutualité chrétienne, en accroissant la responsabilité des unions nationales. Par Arrêté Royal du 31 décembre 1952, il introduit une distinction entre risques prioritaires et complémentaires. Les unions nationales assureraient de toute façon les premiers; elles prendraient les seconds en charge, dans la mesure où elles disposeraient des réserves financières suffisantes. Les unions nationales ayant reçu des montants supérieurs à ceux qui leur sont dus doivent progressivement les rembourser. Les compétences du comité national du FNAMI sont transférées à un comité permanent, au sein duquel la représentation mutualiste est étendue. L'emprise des partenaires sociaux sur la gestion de l'AMI est ainsi affaiblie. En outre, l'Arrêté Royal du 30 janvier 1954 met fin à la "subordination servile de l'assurance libre à l'assurance obligatoire". Ces mesures se heurtent à une opposition farouche des socialistes, relégués dans une position concurrentielle défavorable. L'Arrêté Royal de 1952 n'est que partiellement appliqué, mais il ne l'est pas en ce qui concerne, par exemple, la différence entre prestations prioritaires et complémentaires. Si le ministre Van den Daele renonçait au remboursement des avances, un compromis avec les mutualités socialistes serait cependant possible. Ce n'est pas le cas.

Le gouvernement de gauche Van Acker mène une politique tout à fait opposée à la précédente. Le ministre Troclet approuve un nouvel arrêté

organique. Celui-ci supprime la distinction entre prestations prioritaires et complémentaires. Il réinstaura l'uniformité des prestations. Les réserves des unions nationales sont mises à la disposition du ministre, qui peut en disposer pour le financement de l'assurance dans son ensemble. Dorénavant, les unions nationales elles-mêmes ne pourront plus en affecter qu'un quart. Ensuite, le ministre Troclet soumet les médecins-conseils à la tutelle d'un Conseil Supérieur de Contrôle Médical. Au sein du FNAMI, il crée une caisse d'invalidité, financée par un dixième des recettes générales de l'AMI. En raison de l'opposition de l'Alliance Nationale chrétienne, beaucoup de ces mesures demeurent lettre morte. Ensuite, Troclet entre aussi en conflit avec les médecins, lorsqu'il tente de conclure des accords tarifaires avec eux, en vue de maîtriser les dépenses. Enfin, il se heurte également au patronat. En guise de protestation contre l'ingérence directe du gouvernement en matière d'AMI et le peu de considération porté aux organes paritaires du FNAMI, les patrons démissionnent. Ils ne réintègrent le FNAMI qu'en 1963.

La constellation politique change après la chute du cabinet de gauche. Dans le gouvernement Eyskens, Léon Servais, ancien président du MOC et administrateur de l'ANMC, se voit confier le portefeuille de la Prévoyance Sociale. Le 20 octobre 1959, il dépose son projet de loi de réforme de l'assurance maladie-invalidité. Or, fait assez surprenant, ce projet provoque de vives protestations, même dans les milieux chrétiens, surtout en Wallonie. Certaines fédérations wallonnes, qui ont des dépenses proportionnellement plus élevées, s'opposent au fait qu'un certain nombre de prestations ne doivent plus être assurées par les unions nationales, mais par les fédérations. Appuyées par le MOC et la CSC, elles organisent une agitation intense. La création d'un groupe de travail parlementaire, proposée par Edmond Leburton, président des mutualités socialistes, permet de sortir de l'impasse à laquelle conduit le projet Servais. Une série des conclusions de ce groupe seront intégrées à la loi Leburton de 1963.

Entre-temps, le déficit important de l'assurance-maladie est apuré par une politique de court terme. A cet effet, les gouvernements successifs font appel à des subventions d'Etat particulières, à une augmentation des cotisations et à des subsides des pouvoirs publics. De même, des mesures tendant maîtriser les dépenses sont alors introduites, notamment la possibilité d'imposer des tarifs d'honoraires médicaux (art. 52 et 53 de la loi unique de 1961) et des prix pour les médicaments.

V. La mutualité comme maillon de la chaîne des soins de santé et du bien-être. 1964-1990 ⁷²

A. La loi de 1963. Conventions médico-mutualistes et extension de l'assurance obligatoire ⁷³

La discussion, parfois passionnée, qui porte sur les bases structurelles de l'assurance maladie-invalidité aboutit enfin à un consensus, sous le gouvernement "travailleiste" Lefèvre-Spaak. La loi Leburton du 9 août 1963 constitue, dès lors, un tournant dans l'histoire de l'assurance maladie-invalidité obligatoire après la seconde guerre mondiale. Elle apporte non seulement la paix, mais aussi, pour la première fois, une base légale solide pour cette branche de la sécurité sociale ⁷³.

La loi Leburton instaure une séparation, au plan financier, entre le secteur des soins de santé et celui des indemnités. Il s'ensuit une réorganisation du Fonds National (FNAMI), qui devient l'Institut National d'Assurance Maladie Invalidité (INAMI), au sein duquel deux fonds distincts sont créés. Cette séparation, conçue comme une mesure d'assainissement, permet également de résoudre le problème de la responsabilité et de la solidarité qui, pendant de longues années, a donné lieu à des conflits. La compensation globale s'applique aux indemnités, tandis que dans le secteur des soins de santé, la responsabilité financière de chaque union nationale joue désormais un rôle ⁷⁴. La loi prévoit par ailleurs la possibilité d'étendre l'assurance-indemnité aux travailleurs indépendants et l'assurance-soins de santé à toute la population. Pour les pensionnés, les veuves, les invalides et les orphelins à revenus modestes, un régime préférentiel est établi en matière de remboursement des prestations médicales et pharmaceutiques courantes : il n'y a pas d'intervention personnelle dans ces frais ou, du moins à partir des années suivantes, cette intervention personnelle est sensiblement réduite. Enfin, un règlement légal des conventions et accords avec les différents dispensateurs de soins ⁷⁵ est élaboré.

72. Pour l'histoire récente de l'Alliance Nationale, nous devons beaucoup aux nombreux entretiens et aux notes détaillées de Herman De Geest, qui a été, pendant de longues années, chef du service d'étude et, de 1977 à 1990, secrétaire général-adjoint de l'Alliance Nationale.

73. Voir H. De Geest, "Het wetsontwerp over de verplichte Ziekte- en Invaliditeitsverzekering", *GMG* (1963) 309-324; J. Cobbaut, "Na de goedkeuring van de wet op de Ziekteverzekering", *GMG* (1963) 875-879. Jusqu'alors, l'assurance maladie-invalidité obligatoire est réglée, en exécution de la "loi-cadre" du 28 décembre 1944 sur la sécurité sociale, par des Arrêtés Royaux organiques.

74. Cependant, dans son dernier stade, c'est-à-dire l'octroi éventuel d'avantages complémentaires ou l'obligation de réclamer des cotisations complémentaires, cette responsabilité financière est restée purement théorique, notamment en raison de la situation déficitaire globale de l'assurance-maladie obligatoire.

75. Il s'agit des médecins, des dentistes, des pharmaciens, des hôpitaux, des paramédicaux. Dans les années quatre-vingt, le système des conventions est étendu à certains centres médicaux, comme les maisons de repos et de soins, les maisons de repos pour personnes âgées, ainsi qu'aux fournisseurs de prothèses lourdes et de matériel de synthèse.

Ce dernier point constitue une innovation importante. Avant la loi du 9 août 1963, il n'existait - à l'exception de quelques articles dans la loi unique de 1961 - aucun règlement organique en la matière. Il en résultait que les assurés ne bénéficiaient d'aucune garantie concernant le respect des honoraires et des tarifs de base de l'assurance-maladie obligatoire par les prestataires de soins. Les pharmaciens étaient les seuls avec lesquels on avait réussi à élaborer une convention "officieuse". Dorénavant, les honoraires sont déterminés par des conventions conclues au sein de commissions créées à cet effet, composées de délégués des mutualités et des organisations représentatives des dispensateurs de soins. Subsidiairement, les pouvoirs publics sont habilités à imposer des honoraires et des tarifs maxima, en l'absence de conventions⁷⁶. Le fait de confier le pouvoir de négociation aux mutualités, et non aux fonctionnaires de l'INAMI, est - soit dit en passant - un fait important. La position des mutualités comme défenseurs des intérêts des assurés s'en trouve renforcée.

Les négociations avec les médecins - dans une moindre mesure avec les dentistes - connaissent des débuts très difficiles. Le gouvernement se heurte surtout à l'opposition des Chambres Syndicales des Médecins du Docteur Wynen, créées en 1963, tandis que l'Algemeen Syndicaat der Geneesheren [Syndicat Général des Médecins] du Docteur De Brabanter adopte une attitude plus nuancée. Une grande partie du corps médical, mobilisée par les Chambres Syndicales, réagit vivement contre la loi Leburton. Le nouveau système de convention et un certain nombre d'autres dispositions légales sont jugés incompatibles avec l'éthique médicale. Trois points sont notamment évoqués lors de négociations dures avec le gouvernement : la liberté de choix entre médecins conventionnés et non-conventionnés, la liberté thérapeutique (seul l'Ordre des Médecins pourrait se prononcer sur les exigences d'économie en matière de traitement) et le secret professionnel (en particulier la compétence de certains organismes de contrôle). En avril 1964 - après l'échec des négociations - on connaît même une grève médicale historique, qui occasionne une grande confusion, surtout dans les hôpitaux. A ce moment, le gouvernement se voit obligé d'engager à nouveau des négociations, qui se ponctuent par les accords de la Saint-Jean de juin 1964. Ultérieurement, ces derniers permettent d'apporter une série d'amendements importants à la loi du 9 août 1963.

A l'automne 1964, le terrain semble propice au démarrage de la commission nationale médico-mutualiste. Or, de nouvelles difficultés surgissent bientôt. Lors des négociations de 1965, on voit apparaître des oppositions entre différentes tendances au sein de la Fédération des Chambres Syndi-

76. Il n'est toutefois pas question de conventions qui lient automatiquement tous les prestataires de soins; ces derniers y adhèrent volontairement, mais certains avantages sont liés au régime conventionnel.

cales. S'y ajoutent de grosses discussions sur la perception obligatoire du ticket modérateur, le tiers-payant et le paiement forfaitaire des prestations dans quelques polycliniques socialistes. A tort, on a considéré l'impasse créée par ces problèmes comme la cause de la chute du gouvernement Harmel-Spinoy, en janvier 1966. Dans le courant de cette même année, les négociations peuvent reprendre, grâce au talent de diplomate du Docteur Dejardin, président de la commission médico-mutualiste. Depuis lors, de nouveaux accords sont conclus pratiquement sans interruption, malgré les tensions que suscite, à partir des années septante, la question de la représentativité des associations de médecins et de leurs effectifs.

A ce moment, la crise économique fait sentir ses effets. Il n'est plus possible d'accepter des revendications supplémentaires, qui entraîneraient une augmentation des dépenses de l'AMI. Un réaménagement à l'intérieur des différentes disciplines médicales s'impose. Bien plus, au cours des années quatre-vingt, il faut réaliser des économies dans le budget global des soins de santé.

Au fil des ans, la commission nationale médico-mutualiste devient également un forum où les parties s'accordent sur des problèmes qui dépassent la sécurité tarifaire. Elle discute ainsi des sujets suivants : la revalorisation du statut du médecin généraliste (formation complémentaire), le "système des enveloppes" et le paiement forfaitaire de prestations de biologie clinique, enfin - et ce n'est pas la question la moins épineuse - la mise sur pied d'un système de statistiques par prestataire de soins et par prescripteur. Les propositions émises en la matière au sein de la commission nationale médico-mutualiste se concrétisent ultérieurement dans de nouvelles dispositions légales.

Le contrôle du respect des honoraires convenus constitue également un thème important pour les mutualités. L'ANMC prend plusieurs initiatives en ce domaine, telles les enquêtes effectuées dans ses propres fédérations et au niveau intermutualiste. Au congrès de Liège, tenu en 1986, la défense des affiliés, surtout en ce qui concerne le contrôle sur les honoraires, est un des principaux sujets évoqués. La création récente d'un service d'assistance juridique s'inscrit dans le droit fil de ce congrès.

D'emblée, l'ANMC manifeste son attachement au système des conventions. Lors de négociations, elle ne cesse de contribuer activement à la recherche d'un compromis. Dans la plupart des secteurs des soins de santé, malgré de nombreuses difficultés et maintes entraves, les discussions peuvent aboutir chaque fois à un résultat positif, et ce pratiquement sans interruption, d'année en année⁷⁷.

Les conventions avec les prestataires de soins constituent sans doute - en raison de l'opposition des médecins - l'élément le plus frappant de la

77. A la commission nationale dento-mutualiste, les négociations échouent en 1977, après quoi on connaît une période de six ans sans convention.



La famille est une priorité pour le mouvement ouvrier en général et pour les mutualités en particulier.

("Christelijke mutualiteit, waarborg van familiewelvaart" : "La mutualité chrétienne, garante du bien-être familial"; Affiche)

loi de 1963. Mais d'autres effets, non moins importants, méritent d'être signalés. La loi prévoit ainsi la possibilité d'étendre l'assurance obligatoire à de nouvelles catégories. Le champ d'action de l'assurance obligatoire en matière de soins de santé est élargi successivement aux travailleurs indépendants - uniquement pour les gros risques - (1964), aux fonctionnaires (1965), aux handicapés physiques (1967), aux handicapés mentaux (1968), aux gens de maison (1969), aux étudiants de l'enseignement supérieur (1969), aux membres du clergé et des communautés religieuses (1969). Avec son extension à la catégorie des personnes dites non-protégées (1969), l'assurance-soins de santé couvre finalement la population toute entière. L'assurance-indemnités ne connaît pas le même élargissement, étant donné sa raison d'être : l'octroi d'un revenu de remplacement en cas d'incapacité de travail. En 1971, le régime des indemnités est étendu aux travailleurs indépendants.

B. Effectifs, structure et organisation administrative. Les relations avec le mouvement ouvrier

Il va de soi que les effectifs de la mutualité chrétienne augmentent fortement, à la suite de l'extension de l'assurance obligatoire aux indépendants et aux fonctionnaires. L'ANMC demeure, de loin, la plus grande des cinq unions nationales. Depuis 1964, elle groupe quelque 40 à 45 % du nombre de titulaires dans le régime général et environ 50 % dans le régime des indépendants.

Cette extension nouvelle ne donne pas lieu à une réforme systématique et raisonnée de la structure de l'ANMC. Les sociétés, les fédérations et l'Alliance Nationale conservent la personnalité juridique, en vertu de la loi de 1894. Toutefois, comme auparavant, la loi de 1963 ne reconnaît que l'Union Nationale comme organisme assureur agréé pour l'assurance maladie-invalidité obligatoire. Les fédérations et les sociétés ne conservent donc une responsabilité autonome que dans le domaine de l'assurance libre stricto sensu et dans celui de l'assurance complémentaire.

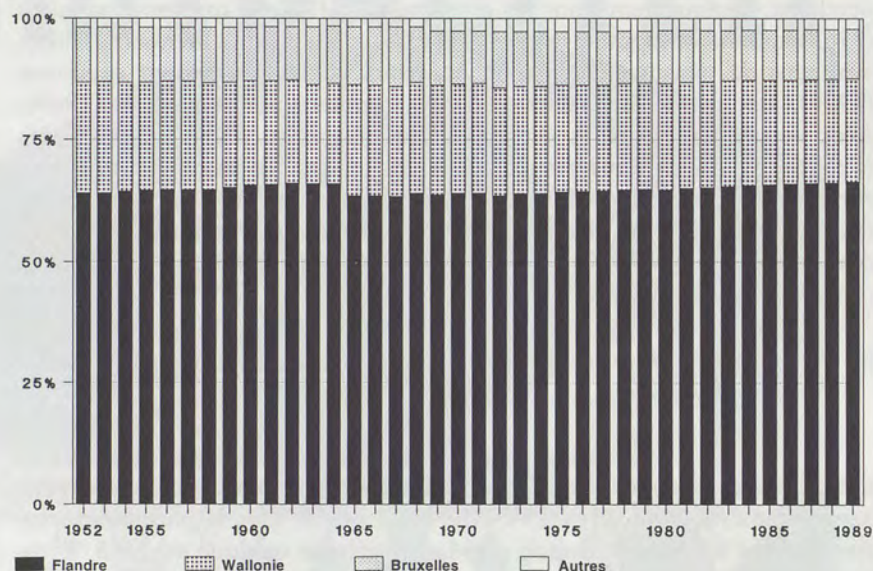
Quelques petites fédérations disparaissent : Boom fusionne avec les Ziekenkassen Anvers (1972) et les Chemins de Fer Vicinaux avec LBC Anvers (1986). En 1969 est créée la fédération la plus récente en date : la MRB, Mutualité des Religieux de Belgique, à la suite de l'extension de l'assurance obligatoire à cette catégorie de la population. La MRB et LBC Anvers sont les seules, parmi les 33 fédérations actuelles, dont le champ d'action ne se limite pas à un arrondissement ou à une province.

Le niveau inférieur, celui des sociétés, est en fait complètement vidé de sa substance. Déjà privées d'une véritable responsabilité dans le système de l'assurance obligatoire, les sociétés assistent, pratiquement partout, au transfert des résidus de l'assurance libre et complémentaire vers le niveau fédéral. Le vide opéré à l'échelon inférieur a un effet néfaste sur la partici-

Tableau 10:

AMI obligatoire pour salariés et appointés. Part des régions dans le nombre de titulaires ANMC.

1952-1989



Source: Service des Statistiques ANMC sur la base des rapports annuels ANMC

pation des membres à la vie de la mutualité, mais il ne se répercute pas sur le service aux membres : au fil des ans, en effet, les fédérations procèdent à une forte décentralisation en ce qui concerne les points de paiement. A la veille de la nouvelle loi sur les mutualités (1990), l'Alliance Nationale compte encore 607 sociétés locales.

L'instauration de l'assurance obligatoire pour ouvriers et employés, en 1945, a rapproché la mutuelle chrétienne du mouvement ouvrier. Cette identification est encore favorisée par le partage de bâtiments communs et par la fonction de délégué local. En de nombreuses régions, il existe, en effet, un délégué actif à la fois pour le compte du syndicat et de la mutualité : il perçoit les cotisations à domicile, effectue des remboursements, accepte des versements pour la COB, etc... Enfin, la mutualité verse une cotisation forfaitaire au MOC-ACW pour les services communs. Cependant, dès le début des années cinquante, cette forte identification de la mutuelle au mouvement ouvrier suscite une certaine amertume chez les indépendants. Le mouvement chrétien des classes moyennes, qui commence à prendre forme après de nombreuses tentatives de réorganisation, souhaite se servir de la mutualité dans le cadre des services rendus à ses membres. L'image "ouvrière" de la plupart des sociétés constitue plutôt une entrave à

pareil rapprochement. Dès lors, on voit se renforcer le désir de créer des mutualités spécifiques pour les classes moyennes, lesquelles préexistent d'ailleurs en certains endroits. En 1958, en raison de critiques véhémentes dans la presse sur la cotisation versée exclusivement au MOC-ACW⁷⁸, l'ANMC décide de payer également une cotisation sociale au Boerenbond Belge et au Nationaal Christelijk Middenstandsverbond (NCMV) [Fédération Nationale des Classes Moyennes Chrétiennes].

Dans la perspective d'une assurance obligatoire pour indépendants, les organisations d'agriculteurs et des classes moyennes renforcent d'ailleurs leur position envers l'ANMC. D'aucuns essaient de concentrer le poids des travailleurs indépendants au sein d'une seule fédération, la fédération LBC, qui groupe des caisses primaires de toute la Flandre et à laquelle ont adhéré quelques caisses de classes moyennes de Flandre occidentale, dès 1954. Finalement, des accords conclus avec le Nationaal Christelijk Middenstandsverbond (1963), le Boerenbond Belge (1963), le Verbond van Kristelijke Werkgevers [Fédération des Employeurs Catholiques] (1964) et l'Alliance Agricole Belge (1964) confirment l'unité du mouvement mutualiste. Ces protocoles prévoient, en effet, de créer le moins de caisses primaires possible pour travailleurs indépendants et que celles-ci s'affilieront, autant que possible, aux fédérations régionales existantes. Par cette dernière disposition, on veut empêcher toute concurrence malsaine entre deux fédérations, l'une nationale, comme la fédération LBC, et l'autre régionale, au sein d'une même région. Seules certaines sociétés locales s'affichent comme caisses de classes moyennes ou d'agriculteurs⁷⁹. Les mutualités de classes moyennes sont généralement localisées dans les secrétariats du NCMV, ce qui leur donne l'impression d'une autonomie spécifique. En fait, cependant, elles doivent, tout comme les autres sociétés locales, céder progressivement leur responsabilité financière aux fédérations. Toutefois, pour les classes moyennes, elles demeurent à la fois un label et une voie d'accès aux mutualités chrétiennes⁸⁰.

Cette adaptation n'empêche pas l'ANMC de garder des liens privilégiés avec le MOC-ACW, entre autres grâce aux bonnes relations personnelles entre les dirigeants des deux organisations. En 1966, Segers définit ces rapports délicats comme suit : "L'Alliance Nationale fait partie, depuis

78. Voir *De Standaard*, novembre 1957-mars 1958. Ce journal titre le 21 décembre 1957 : "Eenzijdige richting der kristelijke mutualiteiten. Feitelijke eenheid met het vakverbond. Centralisatie bij enkele personen" [Orientation unilatérale des mutuelles chrétiennes. Union de fait avec le mouvement syndical. Centralisation sous l'égide de quelques personnes].

79. La question se pose uniquement en Flandre occidentale. Deux nouvelles sociétés sont créées à Bruges : Sint-Isidoor pour les agriculteurs et la Ziekenfonds voor Middenstand en Beroepen [Mutualité pour les Classes Moyennes et les Professions Indépendantes]. A Roulers, le recrutement de membres en milieu agricole est l'œuvre des collaborateurs locaux du Boerenbond.

80. En 1968, La Famille quitte la fédération St-Michel de Bruxelles pour adhérer aux mutualités professionnelles. Ce sont surtout des motifs financiers qui fondent cette décision de La Famille, société dont la direction est proche de l'aile droite du PSC.

40 ans, du MOC-ACW. Elle est responsable du traitement des questions d'assurance-maladie et de politique de santé dans le cadre du mouvement ouvrier. Elle est devenue ainsi un synonyme, une composante indispensable des organisations de travailleurs et s'est vu confier une tâche spécifique d'émancipation ouvrière. D'autre part, au cours de ces dernières années, il y a eu une collaboration plus régulière avec le Boerenbond, le NCMV et le VKW. Les représentants de ces organisations siègent au sein des organes de gestion. L'Alliance Nationale veut être ainsi, dans son propre domaine, un trait d'union entre les différentes organisations sociales" [NT] ⁸¹.

Après 1964, tant l'assemblée générale, le conseil d'administration, que le comité de l'Alliance Nationale s'élargissent pour inclure des délégués des indépendants ⁸². Toutes les fédérations demeurent représentées au sein de l'assemblée générale au prorata de leurs effectifs. Une fois l'an, cette assemblée est convoquée pour régler un certain nombre d'obligations statutaires : l'approbation des comptes et des budgets, éventuellement aussi la nomination d'administrateurs et les modifications des statuts. Depuis les années soixante, les réunions de l'assemblée générale sont mises à profit pour organiser des discussions en groupes de travail sur des thèmes importants. Ceux-ci concernent la politique de santé et de bien-être, différents aspects de l'assurance maladie-invalidité obligatoire, les structures internes et le fonctionnement de la mutuelle chrétienne, ou encore l'assurance libre et complémentaire. Cette extension de l'ordre du jour va de pair avec l'étalement dans le temps des congrès, qui ne sont plus organisés que tous les dix ans, en 1966, 1976 et 1986.

Le conseil d'administration reste composé de délégués élus directement par les fédérations, mais aussi d'un nombre limité de membres cooptés. Les premiers sont présentés par toutes les fédérations d'une même province, qui disposent d'un nombre de mandats proportionnel à leurs effectifs. La présentation s'opère séparément pour les délégués des salariés et des indépendants. Les membres cooptés sont présentés par le conseil d'administration lui-même. Font partie de cette catégorie, entre autres, les dirigeants du secrétariat national de l'Alliance exerçant une fonction statutaire. Les élus directs et les membres cooptés ont un droit de vote au conseil d'administration. Des représentants des organisations sociales chrétiennes de salariés ou d'indépendants sont intégrés à cet organe, comme membres dotés d'une voix consultative. Le conseil d'administration prend position sur les questions d'actualité importantes en matière d'assurance-maladie obligatoire, par exemple en ce qui concerne les accords avec les

81. *Leiding* (1966) 401-402. Lors de la révision des statuts de l'ACW en 1985, une discussion a lieu sur la position exacte de l'ANMC au sein du mouvement. Dans le nouveau texte, la mention suivante est alors inscrite : "pour autant qu'elle [la mutuelle ndlr] représente les intérêts des travailleurs" [NT].

82. Il en est de même au niveau fédéral.

médecins et les dentistes, sur les réformes du régime, les mesures d'économie du gouvernement. Il élabore également les projets en matière d'assurance complémentaire, en préparation des délibérations statutaires de l'assemblée générale.

A côté de l'assemblée générale et du conseil d'administration, il y a encore le comité. Il s'agit là, en fait, d'une innovation importante instaurée en 1962. Le comité, chargé de la direction journalière, remplace alors le bureau journalier. Il est composé du président, du secrétaire général, d'un administrateur par province et, à partir de 1964, de deux administrateurs appartenant au groupe des indépendants. Depuis 1978, il comprend aussi deux administrateurs féminins. L'Alliance rencontre ainsi les besoins d'une représentation plus équilibrée des régions au sein de la direction et d'une gestion plus efficace.

Lors de la succession de Herman Kuypers, décédé en 1964, le statut du président est modifié. Désormais, le titulaire de cette fonction est au service de l'Alliance Nationale. Il devient donc un permanent. En cette qualité, Louis Van Helshoecht, jusqu'alors secrétaire général, assume la présidence de 1964 à 1976. En 1964, l'ANMC nomme également deux secrétaires généraux, un néerlandophone et un francophone - Robert Van den Heuvel et Jean Hallet - pour s'adapter à la prise de conscience communautaire des années soixante. En 1977, Robert Van den Heuvel succède à Van Helshoecht, avec Jean Hallet comme unique secrétaire général.

Au congrès de l'Alliance de 1976, consacré aux structures de la mutualité chrétienne, on souhaite voir dorénavant toutes les fédérations représentées au conseil d'administration. C'est pourquoi, en 1978, on crée, en sus du conseil d'administration statutaire, un organe de concertation élargi, composé des présidents et des secrétaires de toutes les fédérations. Ce "conseil élargi" fonctionne, depuis lors, comme forum de concertation interne, chargé d'examiner les questions de politique générale. Une telle formule permet également d'étendre la concertation en matière de politique générale aux responsables non-permanents, en l'occurrence aux présidents de fédération, et de répondre ainsi à une demande de plus grande démocratie.

C. Nouvelles orientations dans l'offre de services et dans la vie du mouvement

A partir de 1964, l'assurance obligatoire devient plus importante du fait de son extension à toutes les catégories de la population. L'exécution correcte et efficace des tâches afférentes à ce secteur demeure la quintessence de la mutualité, sans que soient négligés pour autant le service spécifique presté dans le cadre de l'assurance complémentaire et de l'assurance libre au sens strict, ni l'animation de l'organisation comme mouvement social. Au contraire, l'évolution qui se produit dans le domaine de l'aide, du

conseil et de la formation incitent la mutuelle à lancer de nouvelles initiatives. L'assurance-maladie est de plus en plus définie comme une composante de la politique de santé et de bien-être, au sens large. Cette attitude nouvelle est bien esquissée par Robert Van den Heuvel, lorsqu'il rend hommage au président Van Helshoecht, lors de son départ à la retraite en 1976 : "Le grand tournant que vous souhaitiez prendre avec la mutuelle chrétienne a été pris. Nous nous limitons de moins en moins à l'assurance-maladie pure et simple. Nous avons œuvré à la réalisation de toutes sortes de tâches, qui sont nécessaires pour réaliser nos visées en matière de politique de bien-être" [NT]⁸³.

Les petits risques pour travailleurs indépendants

L'extension de l'assurance obligatoire aux indépendants et aux membres des communautés religieuses n'engendre pas la disparition complète de l'assurance libre. En effet, pour ces deux groupes, l'assurance obligatoire comprend un éventail d'interventions moins large que dans le régime des salariés. En demeurent exclus : les prestations médicales courantes des médecins, dentistes, kinésithérapeutes et infirmiers, les soins dispensés par d'autres auxiliaires paramédicaux, les médicaments délivrés en dehors de l'hôpital, enfin quelques prestations techniques spécialisées, dispensées en milieu hospitalier. Toutefois, il reste possible aux indépendants de s'assurer contre tous ces "petits risques" auprès d'une organisation mutualiste; l'Etat accorde des subsides sur les cotisations volontaires (fixées initialement à 45 % de celles-ci et progressivement réduites à 32 %, en 1989). Tous les religieux et plus de 70 % des indépendants s'affilient contre les "petits risques". L'équilibre financier de ce service fédéral est menacé surtout pendant les années de crise. Cette situation s'explique par l'augmentation sensible des dépenses dans certains secteurs, tels que les soins infirmiers à domicile et les médicaments administrés de façon ambulatoire, mais aussi par la diminution des subventions de l'Etat. L'augmentation des cotisations qui en découle met en difficulté les indépendants à revenus modestes. Il en est de même pour de jeunes indépendants ayant plusieurs enfants à charge. Cependant, des solutions structurelles se font attendre.

Les services collectifs

En matière d'assurance libre complémentaire, la mutuelle chrétienne mène une réflexion sur l'utilité de plusieurs services. Certains de ceux-ci sont mis sur pied par l'Alliance Nationale, tandis que chaque fédération organise ses propres services complémentaires, qui diffèrent parfois sensible-

83. *Leiding* (1976) 169.



L'assurance obligatoire ne diminue nullement les services que les mutualités prestent de leur propre initiative. Les cures d'air préventives retiennent l'attention du mouvement.

(Départ pour la Suisse, Turnhout, vers 1950)

ment d'une région à l'autre. Alors que la plupart des services nationaux sont subventionnés, il n'en est pas de même au plan fédéral : seul le service "ambulances" dispose de subsides. Le montant de la cotisation totale réclamée aux membres pour les services mutualistes complémentaires varie donc d'une fédération à l'autre. Il s'agit cependant chaque fois d'une cotisation "généralisée", en ce sens qu'elle est considérée comme une condition normale d'affiliation. Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 27 juin 1970, l'ANMC conclut que la plupart des "services à prime" sont dépassés, du fait de l'évolution des assurances sociales et du bien-être croissant de la population. A l'avenir, elle donnera la priorité aux services dits "collectifs", qui constituent autant de formes d'aide aux malades, aux handicapés et aux personnes âgées. Cette nouvelle orientation va de pair avec la réforme, alors envisagée, des Commissions d'Assistance Publique (CAP). Ces dernières se muent finalement en Centres Publics d'Aide Sociale (CPAS), en 1976.

Les *soins à domicile* sont un de ces services collectifs. En 1964, un accord national de collaboration est conclu entre l'ANMC et la Croix Jaune et Blanche : les soins à domicile sont alors confiés à cette dernière organisation. Les infirmiers et infirmières lui sont aussi transférés progressivement. Grâce à l'affiliation collective, en versant une cotisation mensuelle très modeste, les membres bénéficient de la garantie de soins de qualité et continus, dispensés par des infirmiers et infirmières de la Croix Jaune et Blanche⁸⁴. Dans cette même perspective, en complément aux soins à domicile, l'ANMC emprunte de nouvelles voies en matière d'aide familiale. Dans ce domaine, les fédérations de mutualités féminines servent de maillons intermédiaires. A cet effet, un protocole d'accord est conclu, en 1971, entre l'ANMC, les deux fédérations de mutualités féminines (Entraide Féminine et Ons Vooruitzicht) et les sept services d'inspiration chrétienne s'occupant de *l'aide aux familles et aux personnes âgées*. En outre, les mutualités féminines se voient également confier des missions dans le cadre des *services maternels et infantiles*. Il leur incombe aussi de stimuler les activités en matière d'éducation à la santé⁸⁵.

Il y a lieu de situer le service de travail social dans ce même contexte, mais en dehors de l'assurance libre complémentaire. Il voit le jour lorsque l'Alliance Nationale décide, en 1969, de fusionner - non sans problèmes - le service infirmier (infirmières-visiteuses), ou ce qui en reste, et le service

84. La Fédération Nationale des Associations de la Croix Jaune et Blanche asbl (1943) est composée de neuf associations provinciales, ayant également le statut d'asbl. En 1989, elle occupe un total de 5330 personnes. Les mutualités chrétiennes sont représentées au sein des conseils d'administration, tant nationaux que provinciaux (*Jaarverslag* 1989). La diminution du nombre de lits hospitaliers, le coût croissant de l'hospitalisation et le vieillissement de la population provoquent une augmentation sensible des soins à domicile au cours des années quatre-vingts.

85. Voir entre autres Tindemans, "Verbond Ons Vooruitzicht" 167.

social (assistants sociaux). Dans la plupart des fédérations, cette opération se réalise en 1970. A ce niveau, les infirmières sociales et les assistants sociaux s'occupent d'aide psycho-sociale aux personnes et aux familles confrontées aux problèmes les plus divers. Au plan national, la mission du service consiste notamment à préparer la prise de décision, à coordonner les services fédéraux et à gérer certains dossiers, entre autres ceux qui concernent la rééducation et l'aide financière aux grands malades. L'Alliance Nationale joue un rôle prépondérant dans la reconnaissance légale et la subordination des centres de service social (1974)⁸⁶.

A partir de 1976, suite à la concertation qui s'est déroulée pendant l'été de 1970, un certain nombre de services nationaux à prime sont supprimés : l'assurance maternité, la prime de mariage et l'indemnité pour la femme en cas de décès de l'époux. Seul le *service décès*, qui redevient plus important pendant la crise des années quatre-vingt, est maintenu avec ce statut. Néanmoins, pour des raisons d'ordre concurrentiel, des fédérations reprennent un certain nombre de ces services en gestion propre.

A côté du service décès, quatre autres services statutaires subsistent au sein de l'Alliance Nationale. Pour son *service de convalescence*, l'ANMC a conclu un contrat avec une vingtaine d'institutions, durant l'après-guerre. Depuis lors, de nouvelles maisons s'intègrent à ce réseau, dont deux appartiennent à l'asbl mutualiste Fonds National d'Entraide : les domaines de Nivezé à Spa (1973) et Ter Duinen à Nieuport (1985). Toutes ces maisons sont destinées aux patients dont l'état nécessite une cure de convalescence, après une grave intervention chirurgicale à l'hôpital ou après une maladie aiguë. Comme composante du secteur soins de santé, *l'aide aux malades* prévoit des interventions individuelles pour des affiliés qui, à la suite d'une maladie, sont confrontés à de lourdes dépenses. Enfin, il faut noter aussi l'existence des *cures préventives de plein air* et de *l'épargne pré-nuptiale*. Les subsides de l'Etat pour les services de l'assurance complémentaire sont progressivement supprimés; actuellement, seule l'épargne pré-nuptiale est encore subventionnée.

86. Derkoningen, "De Centra voor Maatschappelijk Werk (CMW)", *Welzijnsgids*. Des 54 centres reconnus en 1984 par décret de la Communauté flamande, on dénombre 11 centres autonomes et 41 autres intégrés dans la structure organisationnelle d'une mutualité. L'ANMC en compte 17. Auparavant, certains services étaient déjà reconnus comme centres de consultation familiale.

Vie du mouvement et éducation à la santé

Durant cette même période, la mutualité chrétienne renforce son caractère de mouvement social, surtout auprès des jeunes, des personnes atteintes de maladies chroniques et des personnes âgées. Les décrets des années septante sur la formation socio-culturelle ouvrent de nouvelles possibilités à cet égard. L'agrégation de Jeunesse et Santé, de l'Aide aux Malades, de l'Union Chrétienne des Pensionnés et de leurs pendants néerlandophones, comme associations socio-culturelles, a un double effet : non seulement elle provoque une extension et une professionnalisation du personnel, mais elle conduit aussi l'ANMC à développer une méthodologie axée sur l'émancipation et sur l'intégration.

Les associations Aide aux Malades-Ziekenzorg cessent d'être un service en 1972, afin de se muer en mouvement pour personnes atteintes de maladies chroniques. En 1978, elles adoptent le statut d'asbl, reconnue comme association socio-culturelle au niveau national et provincial. La vie du mouvement s'appuie sur des sections locales, qui existent un peu partout et qui peuvent faire appel à la collaboration d'un grand nombre de bénévoles. L'attention se porte essentiellement sur la solidarité entre valides et malades, thème mis à l'avant-plan dans nombre de cellules locales d'aide aux malades. Le mouvement développe quelques initiatives importantes, à caractère plus permanent : ainsi l'organisation annuelle d'une tombola, des séjours de vacances pour personnes atteintes de maladies chroniques, des pèlerinages à Lourdes, l'organisation de journées des malades, l'édition de revues et, last but not least, des contacts individuels avec les membres malades, à domicile ou en clinique⁸⁷.

L'intérêt croissant pour les problèmes des personnes âgées, appréhendés aussi bien quantitativement que sous l'angle qualitatif, stimule fortement les Kristelijke Bonden van Gepensioneerden (KBG) [Unions Chrétiennes des Pensionnés], en Flandre. Ceux-ci atteignent, pendant les années quatre-vingt, un premier plafond, avec quelque 270.000 membres cotisants, affiliés à plus de 1200 sections locales. Le KBG emprunte également la voie de la professionnalisation en matière de formation. En 1972, il adopte le statut d'asbl. Il est agréé, en 1976, comme association socio-culturelle nationale et provinciale. L'autonomie du mouvement pose certains problèmes. Un accord de collaboration est conclu, en 1978, avec l'Alliance Nationale : le service aux membres demeure assuré par la mutualité, tandis que le KBG s'occupe essentiellement d'activités socio-culturelles (information, récréation, formation, défense des intérêts des retraités). Comme mouvement socio-culturel, le KBG entend œuvrer pour une amélioration

87. Voir la fiche d'identification dans *Gids sociaal-cultureel werk*, B.I.1.b. Ziekenzorg compte, en 1986, quelque 1200 noyaux locaux et 320 clubs locaux d'activités. Le nombre de responsables bénévoles est alors estimé à 23.000.

des conditions de vie et pour une extension des possibilités d'épanouissement humain de chaque pensionné. Ainsi, le KBG milite en faveur d'un revenu décent, de soins de santé de qualité et financièrement abordables, à domicile et en institution, d'un logement adéquat en milieu familial, aussi longtemps que possible, de possibilités de participation à la vie sociale, politique et culturelle. Au niveau national, plusieurs initiatives sont soutenues par des groupes de travail : défense des intérêts, politique en matière de vacances, accompagnement pastoral, travail manuel créatif, danse et sport, pèlerinages à Lourdes, soins à domicile et activités en maisons de repos. Enfin, le KBG édite sa propre revue⁸⁷.

Du côté francophone, l'Union Chrétienne des Pensionnés asbl déploie une activité et des initiatives largement similaires, en faveur de ses quelque 40.000 affiliés. Les secteurs structurés qui méritent d'être cités sont les suivants : le service pension se charge de la formation et de l'information des permanents fédéraux en matière de régime de pension et de problèmes fiscaux des pensionnés; Seniors Horizons coordonne le secteur des voyages; enfin Sports Seniors est la fédération sportive des pensionnés.

Les vacances pour les jeunes et les familles donnent naissance à deux nouveaux services organisés en mouvements. Sur base de l'expérience acquise dans le domaine des vacances de jeunes, qui demeure d'ailleurs le pilier des activités en la matière, une action annuelle plus large est mise sur pied à l'intention de ce public : il s'agit d'attirer son attention sur les problèmes de santé. Cette préoccupation donne naissance aux asbl Jeunesse et Santé et Jeugd en Gezondheid, toutes deux établies en 1971. En bref, les objectifs principaux de ces organisations peuvent se résumer comme suit : diffuser l'information en matière d'assurance-maladie et de services, en particulier parmi les jeunes; promouvoir une éducation active à la santé; offrir aux jeunes des chances de s'engager dans la mutualité; organiser des initiatives de loisirs pour les jeunes, comme des vacances en Belgique et à l'étranger, des activités de plaines de jeux, des après-midi de jeux, des animations; enfin, former des moniteurs et des monitrices pour l'encadrement de toutes ces initiatives. L'activité des deux mouvements démarre effectivement lorsque leur reconnaissance officielle, comme service de jeunes, se profile à l'horizon⁸⁸.

Différentes initiatives en matière de vacances à l'étranger donnent naissance à Intersoc asbl. Depuis 1961, cette association se charge de l'organisation pratique de voyages et de séjours pour jeunes, des cures préventives de plein air, des vacances familiales, des vacances de l'UCP-KBG et des classes de neige pour établissements de l'enseignement catholique. La mutualité promeut ainsi l'extension du bien-être et d'autres modèles de

88. Voir la fiche d'identification dans *Gids sociaal-cultureel werk*, B.I.1.b.

89. Voir la fiche d'identification dans *Gids sociaal-cultureel werk*, B.II.6.b. En 1990, 36 collaborateurs permanents et quelque 7800 collaborateurs bénévoles s'activent sur ce terrain.

comportement en matière de vacances et de tourisme. Intersoc exploite des centres de vacances en Suisse, en France et en Autriche.

Comme les initiatives susmentionnées, l'attention portée à l'éducation à la santé trouve sa source dans le souci de promouvoir une conception plus large du bien-être. C'est également un domaine où l'influence des consommateurs peut s'exercer. La création du Centre d'Education à la Santé résulte directement du congrès de 1976. La mission principale de ce Centre consiste à stimuler et à appuyer des initiatives en matière d'éducation à la santé, dans les fédérations, les services et les institutions des mutualités chrétiennes. Le Centre d'Education à la Santé doit encourager les gens à assumer leur responsabilité par rapport à leur propre santé et à celle de leur entourage. Parmi les moyens d'action utilisés, citons la diffusion de dépliants et d'affiches sur certains thèmes (par exemple les dangers du tabagisme), l'édition d'une revue et l'organisation d'un centre de documentation.

Limites de la solidarité?

Le service social et les vacances familiales d'Intersoc manifestent la grande diversité des activités mutualistes. La mutualité s'adapte, avec beaucoup de souplesse, à des évolutions sociales plus larges et parfois contradictoires.

La crise des finances publiques durant les années quatre-vingt mène à des économies dans le secteur de l'assurance-maladie. Les interventions pour certains risques sont réduites. Dans divers milieux, il est ouvertement question d'une privatisation de la sécurité sociale. Les compagnies d'assurances réagissent également, en lançant sur le marché une police d'assurance-hospitalisation et en préparant d'autres formes d'assurance-assistance.

La mutualité y voit d'emblée un rôle nouveau pour l'assurance libre complémentaire, avec d'éventuels services facultatifs. A l'occasion d'une réflexion sur l'avenir de l'assurance complémentaire, les mutuelles chrétiennes émettent le souhait de voir s'instaurer une plus grande sélectivité, en laissant aux membres une certaine liberté de choix. Une solidarité générale doit être maintenue à la base de la sécurité sociale, mais une fois celle-ci assurée, il y a place pour des services à affiliation facultative. Partant de cette idée, l'ANMC crée, en 1984, un service national d'indemnités complémentaires, en cas d'incapacité de travail, pour les indépendants : en raison du niveau assez bas des indemnités en assurance obligatoire, les indépendants éprouvent en effet le besoin de se procurer un complément de revenu, en cas d'incapacité de travail. Les fédérations organisent encore un autre service facultatif : l'assurance-hospitalisation, qui accorde des montants forfaitaires par journée d'hospitalisation.

L'assemblée générale de novembre 1987 décide de créer deux nouveaux services. Le service d'assistance juridique, émanation du congrès de

1986, est instauré parallèlement au plan national et dans les fédérations. L'assistance juridique est accordée au patient, dans sa relation avec les prestataires de soins et les institutions, mais aussi au membre, en sa qualité d'assuré social, dans les cas où une intervention de la mutualité semble indiquée, par exemple en matière de pension, d'allocations familiales majorées en raison d'une invalidité ou d'un handicap, ou encore d'allocations aux moins-valides. L'autre innovation - contestée par divers milieux - est la création du service d'aide médicale urgente, d'assistance et de couverture de frais de maladie à l'étranger, connu sous le nom d'Assurance Eurocross. L'intervention dans les dépenses médicales s'ajoute à la couverture des frais prévue par les règlements de la CEE, par les traités bilatéraux ou par la réglementation interne belge. Une centrale d'alarme mutualiste est établie pour prodiguer cette assistance. Elle donne des conseils en matière de choix d'un hôpital à l'étranger et décide, dans certains cas, de procéder au rapatriement des patients.

D. Remise en question de la solidarité, de la démocratie interne et du caractère chrétien

Entre la phase initiale de l'activité mutualiste, au 19^{ème} siècle, et l'actuel Welfare State, les besoins des affiliés ont radicalement évolué. La participation des membres à la mutualité locale était jadis l'expression d'une solidarité entre personnes qui se trouvaient dans le besoin. Toutefois, à la suite de l'accroissement du progrès matériel et de l'acquisition de droits dans le chef des citoyens, l'acuité des besoins vitaux diminue. La satisfaction des nécessités matérielles immédiates n'est plus un problème fondamental. Cette évolution aboutit à un affaiblissement de l'ancienne solidarité et à un dépérissement de l'esprit collectif. Les affiliés attendent de leur mutualité qu'elle leur garantisse en permanence la pleine jouissance de leurs droits, tout en ne ressentant plus, ou beaucoup moins, la nécessité vitale de la solidarité et de la participation à la vie de l'organisation. En outre, l'influence de l'assurance obligatoire, étendue entre-temps à toute la population, se fait sentir. Avec ses lois et ses règlements détaillés, elle nécessite une bonne gestion technique. Elle confère aussi un très grand pouvoir aux spécialistes, tandis que la participation démocratique de la base s'affaiblit.

Pareille analyse est menée dès le congrès de 1966. Pour resserrer les liens avec les affiliés, la mutualité chrétienne met alors l'accent sur la rationalisation et l'automatisation des prestations, en vue de consacrer pleinement l'attention du mouvement au service personnalisé des membres. Dans cette perspective, l'ANMC souligne l'existence de besoins urgents en matière de formation des dirigeants, la nécessité d'une défense bien organisée des intérêts des affiliés, enfin l'importance de la détection de besoins nouveaux.

Durant les années suivantes, le problème de la participation et de la communication devient plus aigu encore : en effet, l'échelon local de la mutualité est vidé de sa substance; bien plus, le phénomène de contestation générale met de tels thèmes à l'ordre du jour. Le congrès de 1976 consacre, dès lors, une part importante de ses travaux aux "problèmes structurels". Dans son introduction, le président Van den Heuvel souligne la nécessité d'un contrôle démocratique au sein des mutualités, confrontées aux effets de l'extension de leur champ d'action (l'élargissement de l'assurance obligatoire) et de la modification de leur rôle (l'assurance-maladie et la politique de santé, dans la perspective d'un plus grand bien-être). Van den Heuvel considère encore la participation des membres comme une mission primordiale de la mutualité. Dans cette perspective, il estime que l'apport des dirigeants et des collaborateurs bénévoles, ainsi que le dialogue entre permanents et non-permanents, constituent la meilleure garantie pour réaliser les objectifs dont il s'agit. Selon lui, les mutualités doivent être le porte-parole de leurs membres. Il leur faut défendre démocratiquement les points de vue de leurs affiliés et les relayer avec la vigueur nécessaire. De cette manière, elles doivent acquérir une identité claire et nette, comme syndicat des malades.

Le congrès souligne, par ailleurs, combien la présence de différentes catégories de membres est importante dans les organes dirigeants, à chaque niveau : adultes, jeunes et personnes âgées, hommes et femmes. Les comités locaux se voient assigner les missions suivantes : l'organisation des services aux affiliés, les activités socio-culturelles, notamment en matière d'éducation à la santé, et la défense des intérêts des membres. Pour la première fois, ce congrès plaide explicitement pour l'élection des dirigeants locaux. Le recrutement des candidats se ferait à partir des comités existants des mutualités chrétiennes, des noyaux de l'Aide aux Malades, des groupes de jeunes et de pensionnés. Le congrès recommande également aux fédérations de redynamiser la vie de la mutualité locale, dont la direction doit être organisée au niveau d'une ville ou d'une commune fusionnée. Il importe que les directions fédérales soient composées en majorité de non-permanents, mesure qui est ensuite mise en œuvre dans les faits.

Aussi, durant les deux dernières décennies, un effort important est déployé pour promouvoir le caractère de mouvement social de l'ANMC et la participation des membres. Toutefois, celle-ci n'est pleinement effective que dans les secteurs périphériques des jeunes, des malades, des personnes âgées. Elle se concrétise beaucoup moins dans le "noyau dur" et dans les principaux centres de décision de la mutualité. Sans doute, la professionnalisation requise est trop grande et l'enjeu - la gestion de milliards - est trop important à cet égard.

Si la solidarité traditionnelle et la participation démocratique constituent des enjeux importants, la mutualité est également confrontée aux conséquences d'une sécularisation générale, qui touche aussi les autres or-

ganisations sociales chrétiennes. Cette question est explicitement mise à l'ordre du jour du congrès de 1966. Durant les années soixante, avec l'ouverture du Concile et l'attrait du travaillisme, maints problèmes sociaux sont considérés sous un angle nouveau. D'aucuns remettent alors en question la dimension "chrétienne" des organisations sociales. Dans son rapport, le chanoine Van Craenenbroeck, aumônier de l'Alliance Nationale, s'efforce de justifier l'existence d'une mutualité chrétienne. Selon lui, le caractère à la fois chrétien et pluraliste de la mutualité doit être considéré dans un esprit positif, comme un témoignage des valeurs du christianisme dans le domaine spécifique de l'activité mutualiste. Pour évaluer de façon critique l'opportunité de la mutuelle chrétienne, il faut d'abord examiner les traits essentiels et les missions du mouvement. La tâche de sécurité sociale, que l'ANMC veut assumer, dépasse le cadre de l'octroi pur et simple d'avantages financiers. Dans l'accomplissement de leur fonction d'assurance, les mutuelles chrétiennes visent à jouer un rôle positif en promouvant une politique de santé populaire, par la création d'activités médico-sociales au sens large du terme et par leur action comme défenseur naturel des intérêts des assurés. Le caractère chrétien de la mutualité se justifie surtout pour ce qui a trait à l'élaboration de la politique de santé. Les mutuelles affiliées à l'Alliance doivent veiller à ce que cette politique tienne suffisamment compte des valeurs chrétiennes fondamentales, basées sur une conception personnaliste de la vie et de la société.

A la tête du mouvement, le caractère chrétien de la mutualité est souligné à maintes reprises. Dans le cadre de certaines initiatives, plus particulièrement au sein de l'Aide aux Malades - organisée très souvent au niveau paroissial - des milliers de collaborateurs bénévoles ont l'occasion d'approfondir leur engagement chrétien. Il n'empêche que la plupart des membres considèrent leur rapport à la mutualité comme une relation d'intérêt et qu'ils s'attachent surtout, sinon exclusivement, à la qualité du service.

Epilogue

Dans les années quatre-vingt, certains milieux attaquent durement les mutualités comme pouvoirs socio-politiques. L'exigence d'une maîtrise des dépenses dans le secteur de l'assurance-maladie, en période d'assainissement des finances publiques, est à l'origine de pareille attitude. Celle-ci consiste à dénoncer pêle-mêle le manque de transparence des flux financiers dans le monde mutualiste, le labyrinthe de services et d'organismes créés à son initiative et ce que d'aucuns appellent "la collusion de l'INAMI avec le monde politique". Les critiques de ce genre n'émanent pas des adversaires traditionnels de la "pilarisation" (*verzuiling*), mais de certains milieux médicaux. Sous la bannière de la médecine libérale, ceux-ci combattent les mutualités depuis nombre d'années. L'accusation de détournement de fonds destinés à l'assurance obligatoire, portée par le Docteur Wynen,

leader des Chambres Syndicales des Médecins, est le point culminant de la campagne en question. Les dirigeants de l'ANMC rejettent, d'emblée et catégoriquement, pareille accusation. Ils sont acquittés par le tribunal correctionnel en janvier 1991.

Cette campagne accélère la révision de la loi de 1894, demandée par l'ANMC depuis 1973. Après des années de préparation, une nouvelle législation est approuvée en 1990 : elle doit procurer une base légale adéquate à l'action mutualiste. Elle implique plusieurs réformes importantes. Les missions des mutuelles sont largement définies, conformément aux dispositions de l'Organisation Mondiale de la Santé. Les mutualités sont chargées de la gestion de l'assurance obligatoire et de l'organisation d'un certain nombre de services complémentaires. Il est toutefois entendu qu'en principe, les unions nationales et leurs mutualités ne peuvent être reconnues que si elles sont associées à l'exécution de l'assurance obligatoire. La triple structure préexistante est remplacée par une organisation à deux échelons : les mutualités (il s'agit, en fait, des anciennes fédérations) et les unions nationales. Les sociétés locales disparaissent. Les mutualités sont compétentes pour défendre leurs membres en justice en cas d'honoraires excessifs. Elles sont également habilitées à conclure des accords de collaboration avec des personnes morales privées et publiques. Enfin, un office de contrôle indépendant est établi, pour surveiller le fonctionnement des mutualités et des unions nationales.

Les lignes de force de la nouvelle loi répondent largement aux souhaits des mutuelles chrétiennes. C'est le cas, entre autres, de l'actualisation et de l'élargissement des missions mutualistes, de l'adhésion à l'assurance obligatoire, du contrôle externe et de la défense des membres. A propos de la suppression des sociétés comme sujets de droit, les avis ne sont pas totalement unanimes. La loi suscite des critiques de la part des adversaires des mutualités. Ces derniers mettent en cause la définition large des objectifs de tels mouvements. Ils préféreraient aussi confier le contrôle des mutualités à la Cour des Comptes, plutôt qu'à un service ministériel dont, selon eux, l'indépendance n'est pas suffisamment garantie.

En 1989, les mutualités chrétiennes groupent 2.306.615 membres titulaires dans le régime général et 314.330 dans le régime des indépendants. Ces chiffres représentent quasi la moitié des assurés. Près de 94 milliards, soit 43 % des dépenses globales pour le secteur des soins de santé, transitent en 1986 par l'ANMC. L'assurance-maladie et, plus généralement, la politique de santé constituent un problème de première importance, dans un contexte social où les mutualités jouent un rôle crucial. Les mutuelles gèrent, par ailleurs, des dizaines d'institutions médico-sociales. Dans le cadre de l'assurance libre complémentaire, elles ont créé de nombreux services. En pareil domaine, elles agissent seules ou en collaboration avec des tiers, comme dans les secteurs des soins à domicile, de l'aide familiale et de l'assistance aux personnes âgées. Leurs services sociaux sont

agréés et subventionnés, de même que leurs mouvements socio-culturels pour les jeunes, les malades et les personnes âgées, lesquels comptent plusieurs dizaines de milliers de membres et de collaborateurs bénévoles.

Le pouvoir des mutualités est impressionnant. Evidemment, il suscite des réactions en sens divers. Il ne s'agit pas ici d'analyser la fonction ou la perception du mouvement dans la société d'aujourd'hui⁹⁰. En adoptant une perspective historique, il y a lieu de souligner le rôle d'initiateur joué par la mutualité chrétienne dans le système belge de liberté subsidiée, dont le principe n'est jamais abandonné, même après 1945. Par ailleurs, la mutualité, comme instance dispensatrice de services, a toujours constitué un pôle d'attraction par excellence, pour le mouvement social chrétien en général et pour le mouvement ouvrier en particulier. Enfin, les mutualités chrétiennes ont rempli une fonction de passerelle, en jetant des ponts entre les différents segments sociaux du monde catholique. Ainsi, elles ont été - avec l'enseignement libre et la fédération Caritas - un des principaux facteurs qui façonnent et stabilisent le "pilier" catholique.

90. Pour une analyse précise, cf. Leblanc & Pucet, "Les mutualités".

Annexe 1 : Direction

ANMC

Président

Edouard de Pierpont de Rivière, 1906-1921
Romain Moyersoen, 1921
Jean-Baptiste de Ghellinck d'Elseghem, 1922-1927 (†)
Jean De Clercq, 1927-1946
Herman Kuypers, 1946-1964 (†)
Louis Van Helshoecht, 1964-1976
Robert Vanden Heuvel, 1977-1991
Jean Hallet, 1991-

Secrétaire général

Bernard Truyts*, 1906-1910
Arthur Eeckhout*, 1910-1938 (†)
Alfred Van Melle, 1938-1947
 adj.: Louis Van Helshoecht, 1941-1947
Louis Van Helshoecht, 1947-1964
 adj.: Robert Vanden Heuvel, 1961-1964
Robert Van den Heuvel, 1964-1976
Jean Hallet, 1964-1991
Dirk Sauer, 1991-

Secrétaire national (à partir de 1988)

Dirk Sauer, 1988-1991

Secrétaire général adjoint (à partir de 1977)

Herman De Geest, 1977-1990
Edouard Descampe, 1977-
Marcel Heylen, 1977-
Dirk Sauer, 1977-1988
Marc Justaert, 1990-

Aumônier général

Bernard Truyts*, 1906-1910
Arthur Eeckhout*, 1910-1938 (†)
Petrus Nys*, 1938-1945 (†)
Victor Heylen*, 1945-1962
Jacques Van Craenenbroeck*, 1962-1980
Antoon Rubbens*, 1980-

Annexe 2 : Nombre de membres de l'ANMC

a. Assurance maladie-invalidité libre. 1906-1944

	Fédérations	Sociétés	Membres service primaire	Membres caisse invalidité	Bénéficiaires service médico- pharmaceutique
1906	38	.	90896	15702	.
1907	.	.	111745	24710	.
1908	.	1007	132731	54646	.
1909	.	1243	151589	70996	.
1910	.	1394	164094	78322	.
1911	.	1576	179089	82980	.
1912	.	1668	184561	101184	.
1913	.	.	188690*	102180*	.
1914	.	.	.	.	.
1915	.	.	.	.	.
1916	.	.	.	.	.
1917	.	.	.	.	.
1918	.	.	.	.	.
1919	.	.	113367	.	.
1920	.	.	132617	.	.
1921	32	1119	151261	91927	403886
1922	33	1417	179179	147882	440489
1923	36	1474	205670	171094	512092
1924	.	.	235264	206247	572916
1925	36	1540	250501	224579	651098
1926	37	1574	278991	241581	727786
1927	37	1516	291020	261594	737274
1928	38	1525	310961	283309	807508
1929	38	1512	335887	307205	858985
1930	36	1510	355004	324749	914642
1931	36	1490	371884	344209	962471
1932	36	.	389511	.	1031001
1933	36	1462	394257	370875	1050787
1934	36	1434	398527	375112	1082951
1935	36	1413	391531	372782	1098162
1936	36	1400	393545	378208	1147214
1937	36	1355	404374	383809	1204606
1938	36	1334	413169	393800	1248869
1939	.	.	397509	383296	1269918
1940	.	.	.	.	1147288
1941	.	.	.	.	1176387
1942	.	.	.	.	1192828
1943	.	.	.	.	1227597
1944	35	1000*	581766	.	1260751

* chiffre approximatif

Source: Eeckhout, *Le problème* (jusque 1925); *De Gids van den onderlingen bijstand* (1926 à 1938); Van Helshoecht, *Rapport 1939-1947* (1939 à 1944)

b. Assurance maladie-invalidité obligatoire pour ouvriers et employés.
1945-1963

	Titulaires				Personnes à charge	Bénéfi- ciaires
	Ouvriers	Employés	Mineurs	Total		
1945	451582	95678	38720	585989	754406	1340395
1946	525273	111710	44727	681710	762670	1444380
1947	594034	123515	56373	773922	851202	1625124
1948	609360	129183	63218	801761	881023	1682784
1949	581881	127817	53907	763605	955202	1718807
1950	626376	131169	60457	818002	946780	1764782
1951	638547	135242	59302	833091	969576	1802667
1952	618705	138181	51395	808281	1063530	1871811
1953	625496	139663	53139	818298	1086893	1905191
1954	625901	138529	52198	816628	1103707	1920335
1955	631419	140238	51723	823380	1134486	1957866
1956	642275	146397	51411	840083	1175223	2015306
1957	652893	153481	50959	857333	1219762	2077095
1958	655952	161900	51330	869182	1253695	2122877
1959	662794	167061	50055	879910	1295031	2174941
1960	673228	171761	47161	892150	1334196	2226346
1961	682652	182184	42643	907479	1389017	2296496
1962	697060	191066	37365	925491	1434726	2360217
1963	704675	201372	34392	940439	1475175	2415614

Source : Service des Statistiques ANMC sur la base des données FNAMI

c. Assurance libre pour fonctionnaires et travailleurs indépendants. 1945-1963

	Titulaires	Personnes à charge	Bénéfi- ciaires
1945	.	.	.
1946	.	.	.
1947	.	.	.
1948	.	.	.
1949	.	.	.
1950	.	.	.
1951	.	.	.
1952	.	.	.
1953	244857	283622	528479
1954	261709	318716	580425
1955	248981	366549	615530
1956	262313	388411	650724
1957	262313	388411	650724
1958	275338	419560	694898
1959	285512	440941	726453
1960	292811	458467	751278
1961	300702	471989	772691
1962	305612	484452	790064
1963	339759	497480	837239

Source : Service des Statistiques ANMC

d. Assurance maladie-invalidité obligatoire. Régime général.
1964-1989

	<i>Titulaires</i>	<i>Personnes à charge</i>	<i>Bénéfi- ciaires</i>
1964	964196	1600432	2564628
1965	1437763	1657991	3095754
1966	1476504	1687660	3164164
1967	1498748	1719541	3218289
1968	1524050	1726496	3250546
1969	1643851	1766705	3410556
1970	1692322	1775986	3468308
1971	1732608	1791058	3523666
1972	1793566	1809082	3602648
1973	1821412	1813268	3634680
1974	1875991	1818569	3694560
1975	1921659	1823647	3745306
1976	1964113	1839560	3803673
1977	1992287	1837932	3830219
1978	2021447	1830975	3852422
1979	2050851	1783119	3833970
1980	2097377	1630649	3728026
1981	2097276	1627137	3724413
1982	2110921	1613339	3724260
1983	2130622	1576873	3707495
1984	2158562	1550547	3709109
1985	2186128	1535579	3721707
1986	2210929	1523825	3734754
1987	2239390	1509840	3749230
1988	2272194	1496325	3768519
1989	2306615	1488919	3795534

Source : Service des Statistiques ANMC sur la base des données INAMI

e. Assurance maladie-invalidité obligatoire. Régime des travailleurs indépendants.
1964-1989

	Titulaires	Personnes à charge	Bénéfi- ciaires
1964	369401	512746	882147
1965	417640	566464	984104
1966	425855	571801	997656
1967	426461	569208	995669
1968	411147	549031	960178
1969	441211	547756	988967
1970	434504	538150	972654
1971	428560	530710	959270
1972	418689	516389	935078
1973	414492	506238	920730
1974	357350	461133	818483
1975	348684	446170	794854
1976	349669	438865	788534
1977	331211	445437	776648
1978	329271	433159	762430
1979	325188	412396	737584
1980	316577	386434	703011
1981	326602	360403	687005
1982	323513	347935	671448
1983	322071	328900	650971
1984	321974	314135	636109
1985	320008	304330	624338
1986	318187	292260	613447
1987	318650	285077	603727
1988	317938	275279	593217
1989	314330	264646	578976

Source : Service des Statistiques ANMC sur la base des données INAMI



*C'est seulement après la grève de 1936 que le mouvement syndical chrétien est reconnu comme interlocuteur à part entière.
(Assemblée tenue lors d'une grève dans les années trente)*

Chapitre III

Le syndicalisme chrétien

Jozef Mampuy

Le syndicalisme chrétien naît, à la fin du siècle dernier, des unions professionnelles antisocialistes. Certains notables catholiques voient dans ces organisations le principal moyen de défense face à la montée du socialisme. C'est pourquoi ils leur apportent un appui total. Néanmoins, jusqu'en 1914, le mouvement syndical chrétien demeure extrêmement faible et n'exerce aucune influence.

C'est pendant l'entre-deux-guerres, après un départ difficile, que le syndicalisme chrétien connaît une forte expansion à partir de 1925. A la même époque, il se détache définitivement de la tutelle cléricale et bourgeoise d'avant 1914. Au cours de cette période, il met l'accent sur le développement et sur le renforcement interne de l'organisation, via la centralisation. Après la grève générale de 1936, il est enfin reconnu comme partenaire à part entière, aussi bien par les socialistes et les patrons que par les autorités publiques.

Après la seconde guerre mondiale, la CSC devient le mouvement syndical le plus important du pays. Dans le cadre d'un système de concertation sociale en constant développement, elle est également un des principaux piliers de l'Etat-providence et de la société d'abondance.

L'ensemble "mouvement syndical chrétien" ou "syndicat chrétien" est, en fait, constitué de trois segments : les centrales professionnelles nationales, les fédérations régionales interprofessionnelles et la Confédération des Syndicats Chrétiens (CSC). En ce sens, son histoire englobe une multiplicité d'histoires particulières. Le manque d'études scientifiques préliminaires rend actuellement impossible la rédaction d'une synthèse glo-

bale. C'est là une des raisons pour lesquelles nous optons, dans le présent chapitre, pour un angle d'attaque déterminé : le point de vue de la confédération. C'est, du reste, celui qui privilégie les intérêts du syndicalisme chrétien dans son ensemble ¹.

I. Un long préambule

Dès la première moitié du 19^{ème} siècle se constituent des associations œuvrant à l'amélioration des conditions de vie et de travail de la population ouvrière. Par suite de la législation alors en vigueur, elles prennent généralement la forme de sociétés de secours mutuels ou de mutualités. Leur existence est souvent éphémère. Les associations textiles gantoises de 1857 seront considérées, plus tard, comme les premières formes du syndicalisme moderne : il s'agit d'organisations professionnelles purement ouvrières, dotées d'un programme revendicatif. Les mouvements ouvriers socialiste et chrétien verront en elles les lointains précurseurs de leur mouvement syndical. Le fait n'est pas fortuit : ce sont précisément les conflits internes au sein de ce syndicalisme gantois de la première heure qui donnent naissance aux deux grands mouvements syndicaux de notre pays. Ce processus est laborieux et lent : il faut attendre près de trente ans pour que la rupture soit définitivement consommée entre les deux camps, avec la création, en 1886, de l'Antisocialistische Katoenbewerkerbond [Ligue Antisocialiste des Ouvriers Cotonniers]. Jusqu'aux environs de 1900, il n'y a pas à proprement parler de mouvement syndical chrétien. En effet, les organisations chrétiennes de l'époque sont petites, peu nombreuses, disséminées et ne présentent aucune unité. Les choses changent définitivement avec l'intervention du Père Rutten et la création, en 1904, du Secrétariat Général des Unions Professionnelles Chrétiennes. C'est sous cette double impulsion que les unions professionnelles chrétiennes se regroupent, en 1912, en une seule confédération nationale : la Confédération des Syndicats Chrétiens ².

1. Nos sources les plus importantes sont les périodiques, les rapports d'activité imprimés, ainsi que les procès-verbaux des organes nationaux de direction. La moisson de publications scientifiques sur l'histoire du syndicalisme chrétien est, à ce jour, extrêmement maigre. Il n'existe pour ainsi dire pas d'études scientifiques sur les centrales professionnelles - sauf pour celle des Employés (Vanhooren, 1985) et pour celle du Textile (Pauwels, 1986), et moins encore sur les fédérations régionales. Toutefois, de nombreux albums d'hommage ont été édités jadis. Sur le mouvement syndical chrétien en général et la confédération en particulier, il y a surtout les publications de Neuville (cf. bibliographie générale). L'ouvrage de Pasture & Mampuy, *In de ban van het getal* (1990) analyse l'évolution des effectifs du mouvement syndical chrétien, dans le cadre du développement des structures et des services de ce syndicat.
2. Pour les ouvrages historiques généraux, nous renvoyons à Verhaegen, *Action sociale* (1911); Misson, *Le mouvement syndical* (1921); Neuville, *La concentration des forces ouvrières* (1956); Rezsöhazi, *Catholicisme social* (1958); Scholl, *Katholieke arbeidersbeweging... België, I et II* (1963-1965); Neuville, *Naissance et croissance du syndicalisme*, I (1979); Lehouck, *Van apathie tot strijdbaarheid* (1980). Cf. également les deux premiers chapitres du tome I.

A. La préhistoire : de l'unité à la division

A la fin de 1856, le patronat gantois du textile essaie de mobiliser ses ouvriers contre l'importation libre de produits textiles anglais. Il souligne, à cette occasion, le rôle positif que jouent les trade unions modérés et à vocation strictement professionnelle dans la vie économique. Si le patronat échoue dans son entreprise, les ouvriers, pour leur part, en tirent quelques leçons. C'est ainsi que sont créées, le 4 mars 1857, la *Broederlijke Maatschappij der Wevers* [Association Fraternelle des Tisserands] de Gand et, un mois plus tard, le 5 avril, la *Maatschappij der Noodlijdende Broeders* [Association des Frères Nécessiteux], qui rassemble les fileurs. Dès les premières actions, menées en vue d'obtenir une augmentation des salaires et la suppression du travail dominical, il apparaît clairement qu'il s'agit là d'un nouveau type d'associations ouvrières. Malgré la forte répression, non seulement les nouvelles organisations tiennent le coup, mais il s'en constitue même d'autres, comme celles des peintres et des fabricants d'outils. En 1860, les tisseurs, fileurs et fabricants d'outils de Gand forment ensemble une fédération : c'est là une sorte de "fédération syndicale régionale" avant la lettre ³.

Suivant l'exemple des "trade unions" anglais, ces premières organisations syndicales modernes adoptent une attitude assez modérée et se concentrent sur la défense des intérêts professionnels de leurs affiliés. Elles sont ouvertes à tous les ouvriers de la profession, quelles que soient leur tendance politique ou leur confession. Toutefois, des dissensions apparaissent rapidement. Une minorité radicale est de plus en plus influencée par les milieux libres-penseurs, appartenant à l'aile progressiste. Il en résulte finalement une rupture et la création, en 1865, de la *Weversmaatschappij Vooruit* [Association des Tisserands En Avant], qui évolue de plus en plus vers le socialisme. Cependant, l'aspiration à l'unité demeure forte. Aussi plusieurs tentatives de réunification sont-elles entreprises après 1870. Une réunification temporaire se produit, le 17 janvier 1876, sous l'ancienne dénomination de *Broederlijke Maatschappij der Wevers*. La joie est néanmoins de courte durée : en effet, les radicaux obtiennent rapidement la majorité au sein de la direction et quiconque ne partage pas leurs conceptions quitte l'association après quelque temps ⁴.

Au fil du temps, les forces antisocialistes commencent à s'unir. Le 18 décembre 1886, Leo Bruggeman et Gustaaf Eylenbosch tiennent l'Antisocialistische Katoenbewerkerbond sur les fonts baptismaux. L'idéal de cette organisation peut être décrit de la manière suivante : défense des intérêts ouvriers aux plans social et économique, organisation d'une protection ef-

3. Neuville, "Il y a cent ans"; Pauwels, *Recht en plicht*; Wils, "Gentse arbeidersbeweging".

4. Pauwels, *Recht en plicht*; De Weerdt, *De Gentse textielbewerker*; cf. aussi le premier chapitre du tome I.

ficace contre le chômage, mise sur pied de services de placement, neutralité politique et philosophique, mais en même temps action pour un relèvement moral des ouvriers. La défense des intérêts des travailleurs peut être assurée au mieux par une concertation énergique avec les patrons et par la création de "tribunaux d'arbitrage", comme en Angleterre. L'antisocialisme du Katoenbewerdersbond tient, en premier lieu, à une autre conception de la société, plus particulièrement à la stratégie à mettre en œuvre pour établir une société plus juste : pas de lutte des classes, mais une collaboration de classes. Ce sont ces conceptions qui permettent assez rapidement le passage de l'association au catholicisme social et à ses idées corporatistes. Au cours des années suivantes, des syndicats antisocialistes de peintres, de menuisiers et de métallurgistes se constituent également. Sous l'influence de bourgeois catholiques sociaux, tels Verhaegen et Eylenbosch, ces unions professionnelles antisocialistes évoluent, vers 1890-1891, pour devenir des syndicats chrétiens confessionnels. Il importe de noter que les organisations en question s'adressent, dès le début, exclusivement aux ouvriers⁵.

La création de la Ligue Démocratique Belge et la publication de *Rerum novarum*, en 1891, donnent certainement une impulsion importante aux efforts menés en vue d'une organisation plus forte. Initialement, ceux-ci se déploient dans le cadre de l'action mixte des cercles ouvriers ou des gildes. Les sections professionnelles, qui voient le jour au sein de ces associations, sont mixtes : elles regroupent en leur sein des ouvriers et des patrons. Elles se situent ainsi dans la ligne de *Rerum novarum* et des premières directives des évêques. En certains endroits, notamment à Roulers, à Liège, dans le Centre et dans le Borinage, on opte d'emblée pour des syndicats purement ouvriers. Au fil du temps, bon nombre d'unions professionnelles mixtes se transforment, de facto, en syndicats purement ouvriers, tout simplement parce que les patrons en demeurent absents. Par la suite, un nombre croissant de syndicats purement ouvriers se constitue⁶.

Selon le Père Rutten, on compte en 1901 quelque 11.000 syndiqués chrétiens, répartis en 62 associations. Quelques années plus tard, Rutten remettra lui-même en cause ces chiffres : on peut, dès lors, s'interroger sur leur signification réelle. Ces premiers syndicats chrétiens organisent surtout des ouvriers de l'artisanat : tailleurs, cordonniers, peintres, ébénistes, menuisiers, maçons, etc... C'est seulement dans l'industrie textile flamande et, dans une mesure bien moindre, dans les bassins miniers wallons que les "ouvriers d'usine" s'y affilient. Bien que ces syndicats soient théoriquement indépendants, la plupart d'entre eux sont, vers 1900, étroitement associés

5. Neuville, "Il y a 75 ans"; Pauwels, *Recht en plicht*; Verstraelen, "Uit de beginperiode"; De Maeyer, "Antisocialistische Werkliedenbond Gent".

6. Pour un aperçu général, voir Rezsohazy, *Catholicisme social*, 158-170; Van Isacker, *Ave-rechtse democratie*, 113-124; Verstraelen, *GMG*, 1964 et 1966.

- ou faut-il dire liés ? - aux milieux catholiques sociaux ou démocrates chrétiens, dont ils émanent. A l'exception de Gand et de l'industrie textile, ces associations ont peu de contacts entre elles, même si on parvient à établir, ici et là, des formes embryonnaires de fédérations interprofessionnelles régionales (outre Gand, à Bruxelles et à Anvers) et professionnelles (textile, mineurs). Les congrès de la Ligue Démocratique Belge constituent le seul lieu de rencontre véritable pour les pionniers du syndicalisme chrétien avant 1900. Assez rapidement, des sections distinctes se créent pour diverses professions, lors de ces assises. Elles ne perdent pas complètement leur caractère mixte avant 1900. Dès son premier congrès, tenu en 1892, la Ligue Démocratique Belge en appelle aussi à la création de "gildes nationales". Diverses tentatives sont entreprises en ce sens, parmi lesquelles la Landsgilde der Weefstofbewerkers [Corporation Nationale des Tisserands] est la seule à se maintenir. Après quelques mois à peine, cette Corporation Nationale décide, sous l'impulsion des associations antisocialistes gantoises, de ne plus accepter que des ouvriers en son sein. En quelques années, elle devient une organisation forte et indépendante, qui sera à la base de la percée du syndicalisme chrétien. Mais les faits sont les faits : sauf à Gand et dans l'industrie du textile, le syndicalisme chrétien ne représente quasi rien avant 1900.

B. La première pierre : le Secrétariat Général du Père Rutten (1904)

Au cours des dernières années du 19^{ème} siècle, les unions professionnelles mixtes, confrontées à la réalité, doivent céder la place, lentement mais sûrement, à des syndicats purement ouvriers. Le processus est irrévocable : vers 1900, il atteint son terme. Toutefois à Gand, où le syndicalisme chrétien s'est fortement développé parmi les ouvriers du textile, on se rend compte que les efforts entrepris, quelle que soit leur importance, auront peu de résultats sans une propagande commune et ininterrompue. Sous l'impulsion de René Debruyne, un ancien garçon boulanger, devenu le premier permanent des syndicats antisocialistes gantois depuis 1896, et du dominicain Georges-Ceslas Rutten, on décide d'agir en ce sens. Selon Rutten, "il faut de toute nécessité posséder (sic) un organisme central, suppléant aux lacunes et à l'insuffisance des organismes locaux, et qui, comme une usine centrale d'électricité (sic), distribue dans toutes les directions la force motrice qui fera marcher les syndicats"⁷. Au congrès de la Ligue Démocratique Belge de 1903, Rutten suggère de créer un Secrétariat Général qui remplirait ce rôle. Sa proposition est acceptée, sans la moindre objection. Le dominicain se met immédiatement au travail. En peu de temps, il s'assure l'appui moral et financier de nombreuses personnalités de la hié-

7. Rapport Rutten 1903, 17

rarchie ecclésiastique et de la bourgeoisie catholique. Le 1er août 1904 naît le Secrétariat Général des Unions Professionnelles Chrétiennes⁸.

Dans son discours de clôture au congrès de 1904, Rutten fait comprendre à chacun qu'avec la création du Secrétariat Général, le syndicalisme chrétien est définitivement entré dans une phase nouvelle : "Nous ne rejetons pas la forme du syndicat mixte et nous concédons volontiers que c'est, en théorie, la plus parfaite. Mais ce n'est pas un motif pour fermer les yeux à la lumière et pour s'obstiner à ne pas vouloir reconnaître qu'à l'heure actuelle, le syndicat mixte est, dans au moins quatre-vingt-dix pour cent des grandes communes industrielles du pays, une utopie irréalisable (...). Dans ces conditions, continuer à nous faire des reproches, parce que nous ne voulons pas perdre notre temps à poursuivre une chose impossible, constituerait une mauvaise plaisanterie. Nous ne nous en préoccupons donc plus"⁹.

Les principaux objectifs du Secrétariat Général sont les suivants : mener une propagande en informant la presse, en publiant ses journaux et ses textes, aider à la création de nouvelles organisations, rassembler celles-ci en fédérations, enfin combattre les syndicats socialistes. Le Secrétariat Général se présente toujours comme un organisme indépendant de propagande syndicale. Officiellement, il n'y a aucun lien organique entre cette instance et les syndicats chrétiens. Théoriquement, les deux parties peuvent, par conséquent, déployer leur action en toute indépendance. On peut cependant dire sans trop exagérer que le Secrétariat Général dirige, de facto, le mouvement syndical chrétien avant la première guerre mondiale.

Selon Rutten et son Secrétariat Général, trois conditions concrètes doivent impérativement être remplies pour assurer un développement vigoureux au syndicalisme chrétien : l'instauration de cotisations élevées, la nomination de propagandistes permanents et le regroupement des syndicats indépendants au sein d'organisations centrales.

Jusqu'en 1914, la cotisation syndicale est presque exclusivement affectée à l'aide aux affiliés, en cas de grève ou de chômage. Seul un petit montant va à la fédération ou au secrétariat régional. Le Secrétariat Général ne reçoit pas le moindre franc des associations locales. Il est financé, pour l'essentiel, à l'aide de dons des milieux ecclésiastiques et de souscriptions annuelles, versées par des bourgeois catholiques ouverts à la question sociale. Des cotisations élevées peuvent sans doute effaroucher les ouvriers peu favorables aux syndicats. Elles sont cependant nécessaires si l'on veut constituer une force et garantir aux membres des avantages alléchants. Ce n'est pas un hasard si le développement du mouvement syndical chrétien,

8. Ce qui suit s'appuie sur une étude approfondie des rapports de Rutten au congrès annuel de la Ligue Démocratique Belge, ainsi que sur le dépouillement de l'hebdomadaire *De Gids op maatschappelijk (sociaal) gebied* (= GMG, GSG) et de son supplément mensuel *Algemeen christen vakblad* (= ACV). Les résultats de cette étude sont présentés de manière plus détaillée dans : Mampuy, "Rutten", et ID., "Oorsprong ACV". Voir également le chapitre III du tome I.

9. Rapport Rutten 1904, III-IV



René Debruyne (à droite) et les propagandistes permanents du Secrétariat Général sont à l'origine de la percée réalisée par le mouvement syndical chrétien.

(Photo prise devant le Secrétariat Général à Gand)

comme organisation, et l'accroissement de ses effectifs vont de pair avec une augmentation constante des cotisations.

A partir des exemples du syndicalisme allemand et anglais, mais aussi compte tenu de son expérience gantoise, Rutten est convaincu de la nécessité absolue de propagandistes permanents pour assurer la percée du mouvement syndical chrétien. Toutefois, les permanents coûtent de l'argent et les cotisations sont, en moyenne, trop modestes pour permettre à chacun des syndicats d'embaucher ses propres propagandistes. Le Secrétariat Général prend alors l'initiative d'engager lui-même des permanents. Il en existe de deux types. La première catégorie est formée de propagandistes nationaux. Ceux-ci sont actifs dans l'ensemble du pays. Certains d'entre eux deviendront par la suite les premiers dirigeants de la CSC : René Debruyne, Evarist Van Quaquebeke, Hendrik Heyman. Les propagandistes "régionaux" forment la seconde catégorie. Ils accomplissent leur tâche dans une région ou une fédération donnée. Le nombre limité de permanents et le caractère général de la propagande font qu'avant 1914, il n'y a pas à proprement parler de "frontières", pour les propagandistes syndicaux. Si on peut leur assigner certaines priorités en rapport avec la région ou la profession, rien ne les empêche d'agir dans d'autres régions ou pour des syndicats d'autres professions.

Indépendamment du Secrétariat Général, certains secrétariats régionaux peuvent engager aussi des propagandistes permanents, grâce à une centralisation minimale des services pour plusieurs syndicats de différentes professions. C'est le cas en Flandre orientale et occidentale, à Gand, Anvers et Bruxelles. Toutefois, les personnes attachées à ces secrétariats sont actives sur un terrain social qui déborde le cadre purement syndical.

En septembre 1910, Debruyne estime le nombre de propagandistes permanents du mouvement syndical chrétien à vingt-six. A l'époque, une seule fédération compte suffisamment de membres, demande des cotisations assez élevées et effectue un premier pas vers une organisation centrale : la Fédération Centrale des Ouvriers Chrétiens de l'Industrie Textile. Aucune autre fédération ne satisfait alors aux conditions requises pour pouvoir engager ses propres propagandistes. Par la suite on assiste à une accélération du processus. Outre la centrale du Textile, des fédérations professionnelles de plus en plus nombreuses commencent à recruter des permanents. Le personnel rémunéré s'accroît également dans les secrétariats régionaux. Lorsqu'éclate la première guerre mondiale, le mouvement syndical chrétien compte une bonne centaine de propagandistes et d'employés permanents. Vingt-huit d'entre eux sont directement au service des différentes fédérations professionnelles.

Quand Rutten et Debruyne mettent le Secrétariat Général sur les rails, en août 1904, moins de 1 % des salariés est affilié à un syndicat chrétien. A la fin de cette même année, ils constatent : "Etant donné que tout doit encore être fait, en de nombreux endroits, en matière de syndicalisme

chrétien, le Secrétariat Général devra, au cours des deux à trois premières années, s'occuper essentiellement de préparer la diffusion des idées et de former les hommes qui pourront diriger des syndicats plus tard" [NT] ¹⁰. Ce travail préparatoire s'accompagne de la création du plus grand nombre possible de nouvelles unions professionnelles. Au 1er août 1904, on dénombre environ 115 syndicats chrétiens; neuf ans plus tard, en juillet 1913, on arrive à un total de 1315 organisations. Dans le même intervalle, les effectifs passent de 14.759 à 102.117 membres ¹¹. Durant les premières années, le Secrétariat Général concentre tous ses efforts sur la Flandre. L'action en Wallonie ne démarre vraiment qu'à la fin de 1906. Toutefois, l'influence du Secrétariat Général n'est pas aussi forte au Sud du pays qu'en Flandre : elle se limite essentiellement au Hainaut et au Brabant wallon. Le Secrétariat ne réussit pas à maîtriser l'évolution complexe à Liège. De même, il ne parvient pas à s'implanter dans les provinces de Namur et de Luxembourg. Son origine flamande, la limitation initiale de son action à la Flandre et l'envoi de propagandistes flamands de Gand vers la Wallonie expliquent certainement, en partie du moins, l'attitude parfois plus que distante des syndicats chrétiens wallons à l'égard du Secrétariat Général.

Dès que sont créés quelques syndicats d'une même profession, les propagandistes essaient de les réunir d'une manière ou d'une autre. L'idée initiale, consistant à fonder des fédérations d'emblée fortement centralisées, avec perception de cotisations élevées, est remplacée par ce que l'on pourrait appeler une "théorie diphasée" : tout d'abord, il s'agit d'unifier les associations dans un cadre fédératif, parfois très informel, dans lequel les syndicats conservent en grande partie leur autonomie; ensuite, en cas de succès, la phase suivante est entamée : le passage à une centralisation accrue, avec des cotisations élevées et des propagandistes rémunérés. Ainsi naissent maintes fédérations, souvent fort petites et faibles. Nombreuses sont celles qui se nomment nationales, alors qu'elles sont, en fait, flamandes, wallonnes ou limitées à une région plus réduite encore.

Très vite sont formulées des propositions visant à créer une confédération nationale. Le 17 décembre 1908, la Confédération des Unions Professionnelles Chrétiennes de Belgique se constitue. En théorie, cette instance est nationale. Elle est même explicitement dotée de deux secrétaires, l'un pour la Flandre et l'autre pour la Wallonie. En réalité, il s'agit d'une confédération flamande. Quelques mois plus tard, plus précisément le 27 juin 1909, une Confédération des Syndicats Chrétiens et Libres des Provinces Wallonnes voit le jour. Outre les objectifs communs, un même président, en la personne de Gustaaf Eylenbosch, symbolise la prétendue unité des deux confédérations ¹².

10. GMG (1905) 15

11. Pour toutes les données sur les effectifs, voir Pasture & Mampuy, *In de ban*.

12. Neuville, *Génération*, 95-109 et 142-150.

Tableau 1 :
Fédérations professionnelles avant 1914

1. Fédération Centrale des Ouvriers Chrétiens de l'Industrie Textile (1902)
2. Belgisch Houtbewerkeresverbond* (1902) [Fédération Belge des Travailleurs du Bois]
3. Fédération des Ouvriers du Chemin de Fer "La Ruche" (1902)
4. Belgisch Metaalbewerkeresverbond* (1903) [Fédération Belge des Métallurgistes], fusionne en 1912 avec son pendant wallon (n° 22)
5. Belgisch Kleermakers- en Kleermaakstersverbond* (1903) [Fédération Belge des Tailleurs et Tailleuses]
6. Belgisch Schoenmakersverbond* (1903) [Fédération Belge des Ouvriers de la Chaussure]
7. Federatie der Bakkersgasten* (1903) [Fédération des Compagnons Boulangers], suivie en 1909 par le n° 26
8. Nationaal Verbond der Christene Bouwwerkers* (1904) [Fédération Nationale des Ouvriers Chrétiens du Bâtiment]
9. Verbond der Tijdelijke Uitwijkelingen van Oost-Vlaanderen* (1904) [Fédération des Emigrants Temporaires de Flandre orientale]
10. Verbond van Tijdelijke Uitwijkelingen van West-Vlaanderen* (1904) [Fédération des Emigrants Temporaires de Flandre occidentale]
11. Fédération des Emigrants° (1904)
12. Belgisch Verbond der Christene Papier- en Boekbewerkeres* (1905) [Fédération Belge des Ouvriers Chrétiens du Papier et du Livre]
13. Nationaal Verbond der Vlaamse Kasseiers* (1905) [Fédération Nationale des Paveurs Flamands], supprimé en 1907
14. Nationaal Verbond der Christenen Tabaksbewerkeres* (1906) [Fédération Nationale des Ouvriers Chrétiens du Tabac]
15. Nationaal Verbond der Christenen Pantoffelmakers* (1906) [Fédération Nationale des Fabricants Chrétiens de Pantoufles], supprimé en 1907
16. Belgisch Schildersverbond* (1906 ou 1907) [Fédération Belge des Peintres]
17. Gewestelijk Verbond der Steenbakkers van Rupel- en Scheldeboorden* (1906 ou 1907) [Fédération Régionale des Briquetiers des bords du Rupel et de l'Escaut], forme en 1910 une fédération nationale avec le n° 25
18. Verbond der Christene Dokwerkeres* (1906 ou 1907) [Fédération des Dockers/Ouvriers des Ports Chrétiens]
19. Verbond der Fabriekswerkeres* (1907) [Fédération des Ouvriers d'Usine], fusionne en 1912 avec le n° 31
20. Fédération Nationale des Francs-Carriers° (1907)
21. Fédération Nationale des Francs-Mineurs° (1908)
22. Fédération Nationale des Francs-Métallurgistes° (1908), fusionne en 1912 avec son pendant flamand (n° 4)
23. Fédération Libre des Ouvriers du Bâtiment° (1907 ou 1908)
24. Verbond der Vooruitziende Bloemistgasten* (1908) [Fédération des Horticulteurs Prévoyants], suivi en 1910 par le n° 28

25. Gewestelijk Verbond der Steenbakkers der Kempen* (?) [Fédération Régionale des Briquetiers de Campine], forme en 1910 avec le n° 17 une fédération nationale
26. Verbond der Christene Bakkersverenigingen* (1909) [Fédération des Syndicats Chrétiens de Boulangers], suit le n° 7, suivi par le n° 30
27. Nationaal Verbond der Steen- en Ceramiekbewerkers* (1910) [Fédération Nationale des Travailleurs Chrétiens de la Brique et de la Céramique], naît de l'union des n° 17 et 25
28. Nationaal Verbond der Hoveniers en Bloemistgasten* (1910) [Fédération Nationale des Jardiniers et Horticulteurs], suit le n° 24
29. Belgisch Diamantbewerkersverbond* (1910) [Fédération Belge des Diamantaires]
30. Verbond der Voedingsnijverheid* (1911) [Fédération de l'Industrie Alimentaire], suit le n° 26
31. Verbond der Gemengde Vakken* (1911) [Fédération des Métiers Divers], fusionne en 1912 avec le n° 19
32. Verbond der Vlaamse Mijnwerkers* (1911) [Fédération des Mineurs Flamands]
33. Federatie der Blokmakers* (1911) [Fédération des Ouvriers Sabotiers]
34. Nationaal Verbond der Gemengde Vakken* (1912) [Fédération Nationale des Métiers Divers], naît de la fusion des n° 16 et 31
35. Union Centrale du Personnel des Tramways Belges (1912)
36. Fédération Nationale des Métallurgistes Chrétiens (1912), naît de la fusion des n° 4 et 22
37. Verbond der Christelijke Schoen- en Lederbewerkers* (1912) [Fédération des Ouvriers Chrétiens de la Chaussure et du Cuir], se sépare du n° 6
38. Fédération Nationale des Unions Professionnelles Chrétiennes d'Employés et Employées et des Voyageurs de Belgique° (1912)
39. Fédération L'Aiguille/Met Naald en Draad (1912)
40. Fédération des Syndicats du Personnel Inférieur des Chemins de Fer (1912 ou 1914)
41. Verbond der Christene Handschoenmaaksters* (1913) [Fédération des Ouvrières Gantières Chrétiennes]
42. Verbond der Lagere Bedienden van Handel en Nijverheid* (?) [Fédération des Employés Inférieurs du Commerce et de l'Industrie]
43. Verbond der Walenwerkliden* (1913) [Fédération des Ouvriers travaillant en Wallonie]

En caractères gras : fédérations professionnelles adhérant à la CSC

Les fédérations suivies de * comptaient exclusivement des membres flamands. Les fédérations suivies de ° comptaient exclusivement des membres francophones. Les autres fédérations avaient des membres des deux groupes linguistiques.

Par la création d'une structure confédérale en sus du Secrétariat Général, le mouvement syndical chrétien se dote, pour ainsi dire, d'une *double* direction. A terme, l'existence des deux confédérations est une première étape vers la reprise de la mission et de l'action du Secrétariat Général par les syndicats proprement dits.

Ce processus se déroule de 1909 à 1912. Il se clôt avec la création de la Confédération des Syndicats Chrétiens (CSC). Au cours de cette période,

le Secrétariat Général accorde plus d'attention à la consolidation interne du syndicalisme chrétien. Il met l'accent sur le fait que les fédérations existantes doivent augmenter les cotisations, lentement mais sûrement, centraliser le plus de services possible, mettre sur pied une caisse centrale de résistance, recruter des propagandistes rémunérés, éditer leur propre journal professionnel. La création d'une caisse centrale de résistance conduit à une certaine "épuration", au sein d'organisations syndicales qui comptent parmi leurs membres bon nombre de travailleurs à domicile ou de petits artisans indépendants, comme des cordonniers, des tailleurs, des peintres etc...¹³. D'autres fédérations se voient dotées d'une base plus solide, pour mettre en œuvre la nouvelle démarche, laquelle s'accompagne souvent de toutes sortes de fusions. Du point de vue national, la fusion entre les fédérations wallonnes et flamandes des Métallurgistes est la plus importante. Elle donne naissance à la première fédération nationale, représentative des deux parties du pays. Avant 1914, elle est unique en son genre. Outre les fusions, de nouvelles fédérations voient le jour.

Cependant, tous les efforts déployés pour créer de nouvelles fédérations ou pour donner une base plus solide aux fédérations existantes sont vains, lorsque les unions professionnelles particulières n'adhèrent pas aux fédérations. Au congrès catholique, tenu à Malines en septembre 1909, Rutten en arrive à la conclusion qu'"aucune organisation ne peut être créée dans des conditions telles [c'est-à-dire avec une cotisation trop basse] qu'elle ne peut adhérer immédiatement à la fédération. Il faudra tôt ou tard examiner si le Secrétariat Général fait œuvre utile en aidant des associations qui persistent dans leur isolement" [NT]¹⁴. A cette époque, on estime que 16.000 des 40.000 syndiqués chrétiens seulement sont affiliés, avec leur association, à la fédération professionnelle correspondante. Deux ans plus tard, un syndiqué chrétien sur quatre n'a pas encore adhéré à une fédération, avec son organisation.

Toutefois, sous l'impulsion du Secrétariat Général, une prise de conscience, que l'on ne peut plus arrêter, s'opère parmi les travailleurs chrétiens. Debruyne, Van Quaquebeke et Heyman sont prêts à prendre en main la direction du mouvement syndical chrétien. Le Secrétariat Général a rempli son rôle; la Confédération des Syndicats Chrétiens est en vue.

13. En 1908 la Vlaams Verbond s'adresse, selon l'article 5 de ses statuts, aux "petits employés, ouvriers ou petits artisans", énumération qui est reprise, avec l'adjonction "sans distinction de sexe", en 1912, dans l'article 5 des statuts de la CSC. C'est après la première guerre mondiale seulement que la CSC biffe la mention des "petits artisans" de ses statuts : elle ne s'adresse plus qu'aux "ouvriers ou employés, masculins ou féminins". (Rapport d'activité de la CSC 1918-1920, 10).

14. *Congrès de Malines 1909*, section II, 248-249.

C. La création de la CSC. 1912-1914 ¹⁵

Au printemps de 1912, on décide de tenir, les 30 juin et 1er juillet, un congrès national auquel sont invités tous les syndicats chrétiens, y compris ceux qui ne sont pas affiliés à une fédération. La centralisation est le seul thème retenu pour ce congrès. A l'époque, le terme de "centralisation" recouvre plusieurs aspects : 1° la suppression de la division en deux entités linguistiques; 2° l'affiliation des syndicats indépendants à leur fédération nationale; 3° le regroupement des ressources affectées à la résistance en caisses centrales de résistance, par fédération; 4° la transformation de fédérations nationales, constituées de syndicats indépendants, en centrales professionnelles nationales, au sein desquelles les travailleurs seraient directement affiliés et organisés en sections professionnelles locales; 5° le regroupement des fédérations nationales ou des centrales professionnelles en une seule confédération nationale générale. Ce congrès est une étape importante de l'histoire du syndicalisme chrétien. Tout comme la création du Secrétariat Général huit ans plus tôt, il constitue un saut qualitatif : "Les résultats obtenus durant l'année écoulée dépassent ceux des dix dernières années", lit-on, douze mois plus tard, dans le premier rapport d'activité de la CSC ¹⁶.

"Entre les fédérations nationales des syndicats chrétiens et libres de Belgique est fondée une confédération ayant pour titre : Confédération des Syndicats Chrétiens et Libres de Belgique". Tel est l'article premier des nouveaux statuts, approuvés lors d'une réunion spéciale du dix-septième congrès de la Ligue Démocratique Belge, le 23 septembre 1912 ¹⁷. Un bon mois plus tard, le 29 octobre, le bureau national de la CSC se réunit pour la première fois. Il est composé d'un délégué par fédération affiliée et des représentants, avec voix consultative, de la Ligue Démocratique Belge, du Secrétariat Général et des secrétariats régionaux. Ce bureau élit Gustaaf Eylenbosch comme premier président national de la CSC. Le 18 février 1914, l'intéressé démissionne de cette fonction. Hendrik Heyman, élu à l'unanimité par le bureau, lui succède ¹⁸.

Au niveau national, il existe donc à présent une seule organisation, mais la Wallonie y est très faiblement représentée. Avant 1914, le bureau

15. Cette section repose sur une lecture attentive du *Gids op sociaal gebied*, de l'*Algemeen christen vakblad* et du *Mensuel* de la Ligue Démocratique Belge, pour les années 1911-1914. Voir également Mampuy, "Oorsprong ACV" et Arendt e.a., *De vakorganisatie der nijverheidslieden*. On trouve un compte-rendu du congrès dans GSG (1912), 338-352 et Neuville, *Génération*, 112-118.

16. Rapport d'activité de la CSC 1913, 3-4.

17. En néerlandais, le dénomination de la confédération est *Algemeen Christelijk Vakverbond* (ACV). Dès 1923, l'appellation française est modifiée en Confédération des Syndicats Chrétiens. Pour plus de clarté, le sigle CSC sera toujours utilisé dans la suite de cette contribution, y compris pour la période antérieure à 1923.

18. ACV (1914) 103.

ne compte que deux Wallons. Presque toutes les fédérations présentent un visage nettement flamand. Elles ont beaucoup de difficultés à affilier les syndicats wallons, peu nombreux il est vrai. Ce sont surtout les Liégeois qui tiennent à leur indépendance. En Flandre, par contre, quasi tous les syndicats ont adhéré à leurs fédérations respectives lorsqu'éclate la première guerre mondiale.

1912 est aussi une année décisive pour le développement des syndicats chrétiens féminins. Pendant l'été, un Secrétariat Général des Unions Professionnelles Féminines Chrétiennes est créé. En décembre, les syndicats de femmes adhèrent à la CSC. Ils sont représentés au bureau. Victoire Cappe devient la vice-présidente de la confédération. En 1912 et 1913, les Unions Professionnelles Féminines tiennent des congrès nationaux séparés¹⁹.

Avant 1914, l'augmentation de la cotisation et la mise en place d'une caisse centrale de résistance par fédération sont constamment à l'ordre du jour, dans toutes les fédérations. Très souvent, c'est là le premier pas du passage de l'état de fédération à celui de centrale. Toutefois, les problèmes ne manquent pas. Ainsi, le regroupement des caisses de chômage locales en une seule caisse centrale par fédération est une sérieuse pierre d'achoppement, pour la plupart des fédérations. De même, aux yeux de la direction, l'affiliation de ces dernières à la confédération se réalise au compte-gouttes. Néanmoins, en juillet 1914, 25 des 28 fédérations alors reconnues comme "nationales" adhèrent à la CSC.

Une autre question importante a trait à la création de secrétariats et de fédérations dans les régions, ainsi qu'à leurs relations avec les fédérations professionnelles. Dans toutes les régions où existent plusieurs syndicats de différentes professions, des fédérations intersyndicales régionales doivent être créées. Elles sont chargées de remplir des missions communes, pour aider les fédérations professionnelles dans leur action et pour mener la propagande générale : cours professionnels, cercles d'étude et de propagande, bourses du travail, services juridiques, œuvres économiques, contacts avec les autres œuvres sociales chrétiennes, organisation de bibliothèques, etc... Il ressort de cette énumération que ces fédérations régionales développent une action sociale plus générale. La thèse selon laquelle les syndicats locaux doivent d'abord être dirigés et "accompagnés" par les fédérations professionnelles et par leurs propagandistes, les fédérations régionales devant surtout jouer un rôle de soutien, confirme nettement le rôle subordonné dévolu à ces dernières dans la structure de la CSC. Dans les endroits où les fédérations régionales existent depuis plus longtemps, comme à Gand, à Anvers et à Bruxelles, on n'est pas très heureux de pareille orientation. C'est surtout le secrétariat bruxellois qui s'oppose à cette

19. Voir De Decker, *Vormingswerk in vrouwenhanden*, I, 81-87 et le chapitre sur le mouvement féminin dans cet ouvrage.

Tableau 2 :
Propagandistes des fédérations professionnelles en 1914

1.	Isidoor De Greve	Fédération du Textile
2.	Alfons Pieters	Idem
3.	Emiel Verheeke	Idem
4.	Arthur Catteeuw	Idem
5.	Oscar Vande Putte	Idem
6.	Georges Goetgebuer	Fédération des Métallurgistes
7.	Alfred Embise	Idem
8.	Jozef Henning	Fédération du Bâtiment
9.	Alfons Verdellen	Fédération du Bois
10.	Leopold Dhont	Fédération de la Chaussure et du Cuir
11.	Jan Frans Simons	Fédération des Métiers Divers
12.	Paul Claassens	Fédération du Livre et du Papier
13.	Herman Loos	Personnel des Tramways
14.	Hubert Mampaey	Fédération de la Pierre et de la Céramique
15.	Jules Roscam	Fédération des Diamantaires
16.	Arthur Fa(i)gnaert	Fédération des Tailleurs
17.	Hendrik Heyman	Fédération des Ouvriers Sabotiers
18.	Joris Heyman	Fédération des Patrons Sabotiers
19.	Victor Pary	Fédération des Francs-Mineurs
20.	Alexandre Lampe	Fédération des Francs-Carriers
21.	Leopold De Clerq	Fédération des Jardiniers et Horticulteurs
22.	Camiel De Clerq	Idem
23.	Louis Dhaenens	Fédération des Ouvriers du Port
24.	Jan Kayaerts	Fédération des Ouvriers du Tabac
25.	Alfons Ceuppens	Fédération des Employés Inférieurs du Commerce et de l'Industrie
26.	Léon Christophe	Fédération d'Employés et de Voyageurs
27.	Maria Baers	Fédération des Ouvrières Gantières
28.	Louise Van Riel	Fédération L'Aiguille

conception : depuis toujours, il exerce un contrôle strict sur les unions professionnelles des alentours ²⁰. Prétextant, parfois à juste titre, qu'un lien trop fort avec les fédérations professionnelles pourrait mettre en danger l'indépendance des syndicats locaux, il plaide pour un lien plus étroit avec la fédération régionale. Il préconise aussi l'intégration de cette dernière dans les structures dirigeantes de la CSC.

Les réunions nationales de propagandistes se transforment rapidement en un lieu de discussion générale pour tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, se sentent concernés par le mouvement ouvrier chrétien.

20. GSG (1912) 350-352 et Kwanten, *De Pletinckxstraat*, 17-42.

Outre des matières spécifiquement syndicales, des problèmes sociaux au sens large sont abordés, ainsi que des questions en rapport avec l'idéologie, les structures et la propagande des organisations ouvrières chrétiennes. De la sorte s'affirme, de plus en plus nettement, le rôle de pionnier que joue le syndicalisme dans l'effort visant à édifier un mouvement ouvrier chrétien à la fois général et indépendant. C'est à juste titre que René Debruyne peut écrire : "Du mouvement syndical chrétien naîtra un jour, plus vite que certains le croient ou le supposent, un mouvement populaire chrétien large et indépendant" [NT] ²¹.

Le troisième congrès national, tenu à Gand, berceau du mouvement syndical chrétien, les 12 et 13 juillet 1914, est une grande fête où la CSC prend fièrement conscience de tout ce qu'elle représente. On y rend hommage au Père Rutten. On commémore aussi la création, dix ans plus tôt, du Secrétariat Général des Unions Professionnelles Chrétiennes. Des milliers d'ouvriers défilent devant la tribune d'honneur, dans laquelle ont pris place, outre de nombreux députés, sénateurs et gouverneurs de province, le ministre Carton de Wiart, le Père Rutten et le cardinal Mercier ²².

Ce congrès est le point culminant de l'histoire, encore brève, du syndicalisme chrétien. De quelques milliers de membres vers 1900, ce dernier est passé à plus ou moins 120.000 affiliés, organisés en quelque 1350 syndicats locaux et en 28 fédérations, dont quatre exclusivement composées de femmes. Le nombre de propagandistes a fortement augmenté : un seul en 1900, une centaine en 1914. Cependant, le mouvement syndical chrétien n'a, pour ainsi dire, pas de réel pouvoir. Pour ses revendications en matière de législation sociale, il dépend encore largement de la bonne volonté d'un certain nombre de députés démocrates chrétiens. Dans les entreprises proprement dites, il n'y a - hormis certaines situations locales - qu'une seule fédération, celle des ouvriers chrétiens de l'industrie textile, qui parvient à être reconnue comme interlocuteur valable par le patronat. Toutefois, les bases d'une organisation solide sont jetées : à terme, elles doivent permettre aux travailleurs chrétiens d'être également pris au sérieux dans d'autres secteurs et par les autorités publiques. C'est alors qu'éclate la première guerre mondiale, au début du mois d'août 1914.

21. ACV (1912) 147

22. ACV (1914) 123-150 et la brochure préparatoire du *Troisième Congrès Syndical chrétien* (Gand : CSC, 1914).

D. *La première guerre mondiale : on recommence (presque) à zéro.*
1914-1918 ²³

La guerre porte un rude coup au jeune mouvement syndical chrétien. De nombreux membres et maints permanents sont appelés sous les drapeaux. Beaucoup d'autres se réfugient aux Pays-Bas, en France ou en Angleterre. Des parties importantes des deux Flandres et du Hainaut - soit les provinces où la CSC compte la majorité de ses membres - sont intégrées, pendant quatre ans, dans la zone militaire des Etapes. Les communications y sont fortement entravées et les activités soumises à des règles sévères.

Au cours des premiers mois, les propagandistes qui restent au pays entretiennent encore le plus de contacts possible. Ils conseillent aux syndicats locaux de se concentrer, à l'avenir, sur les besoins immédiats de leurs membres et, si nécessaire, de réduire les cotisations au niveau de "cotisations minimales de guerre". On supprime même la cotisation pour les mobilisés, avec maintien de tous leurs droits ²⁴. A la fin de 1914, la zone belge occupée est totalement désorganisée. Les usines sont à l'arrêt et le chômage s'accroît rapidement. C'est pourquoi les caisses de chômage et, dans leur sillage, les syndicats locaux sont menacés financièrement dans leur existence. Au niveau le plus élevé, une concertation se déroule entre les dirigeants des mouvements ouvriers chrétien et socialiste. Au départ, les deux parties conçoivent l'idée de mettre en place un système d'assurance-chômage généralisé, accordant une allocation supplémentaire aux syndiqués. Comme un tel système renforcerait le mouvement syndical, cette proposition est jugée inacceptable par l'élite conservatrice, qui dirige le Comité National de Secours et d'Alimentation (CNSA). Toutefois, de mars 1915 à novembre 1917, une forme particulière d'assistance aux chômeurs est mise en œuvre : le "Secours C". En théorie, le paiement de cette allocation peut être effectué par les syndicats. Dans la pratique, il n'en est ainsi que dans les centres urbains de Bruxelles, Anvers, Gand, Malines et dans une partie du Hainaut. Les syndicats essaient cependant d'être présents, autant que possible, dans les sections provinciales et communales du CNSA.

De plus, les syndicats essaient d'entretenir un maximum de contacts avec leurs membres, notamment par des conférences, des expositions, des cercles d'étude, des cours professionnels et de nombreuses activités de détente. Comme la situation économique est désastreuse, la plupart des fédérations professionnelles renoncent à l'action syndicale proprement dite pour s'engager, dans certaines régions, dans une action sociale plus glo-

23. Pour cette section, nous nous basons sur Van Dijk, "Onze christene vakorganisatie gedurende den oorlog" (1920); Mels, *Hendrik Heyman* (1973) 183-188; Lehouck, "De 'grote vakbonden' in België tijdens Wereldoorlog I" (1983); Vanthemsche, *Werkloosheid* (1989) 19-23; ces travaux sont complétés par les Papiers de Frans Van Cauwelaert et Jacques Van Buggenhout.

24. *GSG* (9 août 1914) 385

bale. C'est surtout le cas des unions professionnelles féminines. Même l'action sociale plus générale s'assouplit lentement. A partir de la fin 1916, il devient de plus en plus difficile de mobiliser les affiliés.

La plus grande confusion règne parmi les réfugiés à l'étranger et au front. Lorsque la situation militaire se stabilise, à la fin de 1914, la CSC essaie de mettre en place des secrétariats à différents endroits, notamment au front. Pour les soldats, elle insiste sur la création de bibliothèques et de salles de lecture, l'organisation de conférences et de cours professionnels, l'édition de petits journaux du front. En Angleterre, en France et, depuis la mi-1917, aux Pays-Bas aussi, l'attention se focalise sur l'aide à apporter aux affiliés pour l'obtention des indemnités de réfugié et de logement.

Le président Heyman arrive, au début 1917, au Havre, où séjourne également le gouvernement belge. A partir du mois d'avril, il s'efforce de maintenir en vie un secrétariat "national" de la CSC. Grâce à un subside du gouvernement, la confédération parvient même à publier un hebdomadaire bilingue, *L'Avenir-Onze toekomst*. Au début juin a lieu une rencontre importante de dirigeants syndicaux chrétiens d'avant-guerre. Au cours de cette réunion, les participants essaient de faire le point de la situation. Ils décident également de reconnaître *De Belgische Standaard* [*L'Etendard belge*] comme l'organe flamand de la CSC pour le front, après avoir conféré un statut similaire aux hebdomadaires *De Stem uit België* [*La Voix de Belgique*] et *Ons Vlaanderen* [*Notre Flandre*], respectivement pour l'Angleterre et la France.

Cette reconnaissance, mais aussi la composition des divers secrétariats de la CSC, souligne une fois de plus le caractère essentiellement flamand, voire flamingant, de la confédération chrétienne. Les circonstances de guerre rapprochent davantage encore maints dirigeants syndicaux des leaders flamands. A un moment donné, il s'en faut de peu que l'imbrication croissante des intérêts syndicaux et des intérêts flamands ne conduise à une rupture au sein de l'organisation. Le 17 mars 1918, Heyman plaide, en effet, dans *L'Avenir-Onze toekomst*, pour une division de l'armée belge en régiments flamands et wallons. Les membres bruxellois du secrétariat "national" lui reprochent d'abuser de sa fonction de président, pour répandre des positions fédéralistes, et réclament sa démission. Heyman poursuit cependant sa route : il récidive au cours de journées d'étude, organisées au début juin pour les dirigeants du mouvement syndical chrétien et consacrées aux problèmes politiques de l'après-guerre. Il soumet alors au vote une motion plaidant pour le maintien de l'Etat unitaire belge, à la condition que l'autonomie culturelle soit instaurée et que l'égalité des deux langues nationales soit garantie dans le droit et dans les faits ²⁵.

Des dissensions apparaissent également aux plans de l'idéologie et de l'organisation. Ainsi, certains doutent de l'opportunité de maintenir un

25. Il s'agit du programme du Vlaams-Belgisch Verbond, dirigé par Frans Van Cauwelaert. Schepens, *Koning Albert*, 171. Le résultat du vote ne nous est pas connu.

syndicalisme chrétien distinct. Le cardinal Mercier, informé à ce sujet par le Père Rutten, s'oppose nettement à ces conceptions : il met l'accent sur la nécessité d'un mouvement syndical spécifiquement chrétien ²⁶.

On peut donc affirmer qu'à la fin de la guerre, l'activité du mouvement syndical chrétien ne représente plus grand-chose. Bien plus, la CSC doit faire face à des antagonismes communautaires et idéologiques.

II. Percée et reconnaissance. 1918-1939

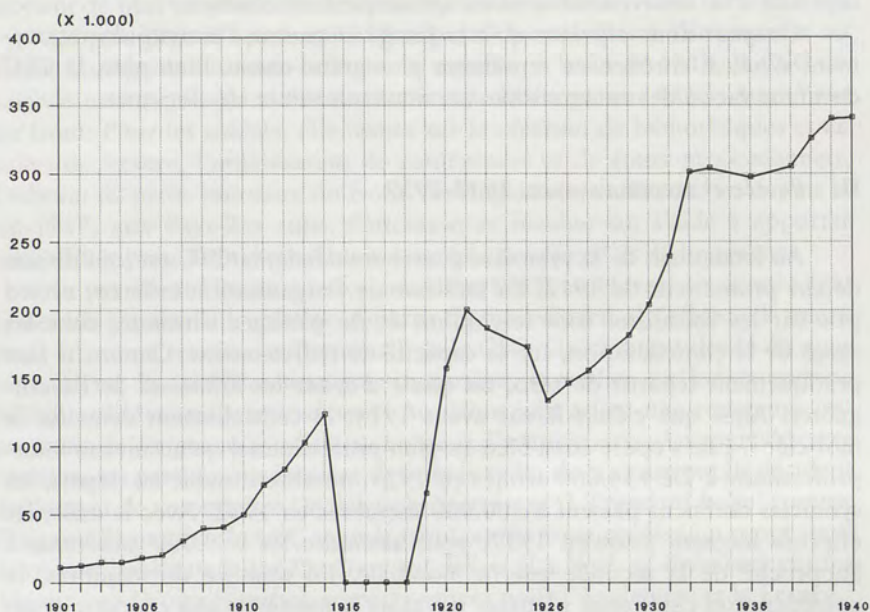
Au lendemain de la première guerre mondiale, la CSC est loin de son départ prometteur de 1912. La faiblesse de l'organisation et le net retard pris sur les socialistes sont tels qu'un doute passager s'insinue, dans les rangs de la confédération, sur sa capacité de redressement. Comme il faut pratiquement repartir de zéro, on essaie d'éviter les faiblesses de l'avant-guerre. Ainsi que c'était le cas avant 1914, la centralisation demeure le mot-clé ²⁷. Elle s'opère aussi bien au plan professionnel qu'au niveau inter-professionnel. De 133.000 affiliés en 1925, nombre instable au départ, les syndicats chrétiens passent à 300.000 membres en 1932. Avec la crise, les effectifs stagnent jusqu'en 1937, pour atteindre les 350.000 adhérents à l'approche de la seconde guerre mondiale. En nombre de membres, la confédération chrétienne n'atteint pas alors la moitié de son concurrent socialiste. Au début de l'entre-deux-guerres, il est vrai, le rapport entre les deux organisations est encore de un à dix.

Le chômage des années trente risque de réduire le mouvement syndical à une institution administrant le chômage. Cependant, il oblige la CSC à développer un appareil syndical efficace et à entretenir des contacts étroits avec les pouvoirs publics. Le succès de la grève générale de juin 1936 vaut à la confédération une reconnaissance pleine et définitive, aussi bien de la part des pouvoirs publics que des patrons et des socialistes.

26. Simon, "Houding van het episcopaat", 111.

27. Il n'existe pratiquement pas d'ouvrages sur la CSC à cette période. Nous renvoyons cependant à Neuville, *Génération* (1959); Scholl, *Katholieke arbeidersbeweging... België*, III, 315-342; Van Goethem, *Vakbonden interbellum* (1980). Les publications récentes de Lehouck sont à ce point détaillées que l'on soupçonne à peine, derrière les arbres de l'histoire, l'existence de toute une forêt. Le rapport du président Pauwels, *Vingt-cinq Années d'Action Syndicale* (Congrès CSC 1934), fournit un bon aperçu synthétique. Notre texte se base sur différentes archives, dont les principales sont les Archives de la CSC nationale (AACV), les Papiers Logghe (PL) et Broekx (PB), les Archives de l'ACV-Lierre (AACV-Lierre) et les sources citées dans la note 1.

Tableau 3 :
Nombre de membres de la CSC. 1901-1940



Source: Annexe 2

A. Membres et dirigeants

Tout au long de l'entre-deux-guerres, le développement de l'organisation demeure la principale préoccupation du mouvement syndical chrétien. A la fin des années vingt, la centralisation est en grande partie achevée au plan professionnel et les fédérations régionales sont intégrées dans les instances dirigeantes de la CSC. Depuis lors, les prises de position et les actions semblent retenir davantage l'attention du syndicat. Toutefois, la crise économique met à nu, une fois de plus, les faiblesses de l'organisation interne. Aussi, après 1935, on assiste à une restructuration "administrative" de grande envergure. Avant même qu'éclate la seconde guerre mondiale, on voit apparaître les bases de structures plus ou moins définitives, qui ne changeront plus guère par la suite. Pour donner une idée de cet intense développement au plan de l'organisation, nous examinerons successivement l'évolution des effectifs, les organes dirigeants, les personnalités marquantes, enfin les diverses initiatives de centralisation et de réforme.

Les membres : multiplication par cinq en vingt ans

En avril 1919, la CSC tient son premier congrès de l'après-guerre. Elle estime alors ses effectifs à quelque 65.000 membres, contre environ 650.000 pour les syndicats socialistes²⁸. Cette estimation modeste est sans doute trop élevée encore. Selon les dires des syndicats chrétiens, ceux-ci passent rapidement à 225.000 membres en juillet 1922, pour ensuite redescendre à environ 133.000 adhérents à la fin de 1925. Si l'on se base sur des données budgétaires confidentielles, la vérité est très différente : jusqu'en 1925 en tout cas, la CSC éprouve beaucoup de difficultés à maintenir une moyenne de 100.000 affiliés en règle de cotisation. Par la suite, la différence entre le nombre de membres inscrits et le nombre moyen d'affiliés établi sur base des cotisations annuelles régresse fortement, pour atteindre une moyenne de 13 % dans les années trente.

Après 1925, les effectifs augmentent à nouveau. De 1929 à 1932, la CSC connaît la plus forte hausse de son histoire : elle passe de 180.000 à 300.000 membres, soit une augmentation de 65 %. Au cours de cette période, de nombreux travailleurs s'affilient, par précaution, aux caisses de chômage syndicales et par le fait même aussi aux syndicats. A la fin de 1932, la crise économique frappe la Belgique de plein fouet et le chômage prend des proportions jusqu'alors inédites. En 1933, les premières mesures d'austérité touchant à la réglementation du chômage sont adoptées. Vu le lien étroit qui existe entre l'administration de l'assurance-chômage et les syndicats, il est étonnant que la CSC parvienne à limiter les dégâts, en n'enregistrant qu'un léger recul et une stagnation de ses effectifs. La lente reprise économique, qui suit la dévaluation du franc belge d'avril 1935, n'entraîne une nouvelle augmentation des adhérents qu'à la fin 1937 et surtout à partir de 1938. En mai 1940, la CSC compte environ 350.000 membres.

Sans nul doute, bon nombre de facteurs contribuent à expliquer la croissance du mouvement. Pour l'entre-deux-guerres, il en est un qui repousse tous les autres à l'arrière-plan : le chômage et le rôle joué par le syndicat comme organisme-payeur dans le cadre de l'assurance correspondante²⁹. Le parallélisme entre l'évolution des chiffres du chômage et celle des effectifs des associations professionnelles est une caractéristique frappante de la vie syndicale pendant l'entre-deux-guerres. C'est surtout dans les années trente que les diverses modifications apportées à la réglementation du chômage ont des effets directs sur le nombre des adhérents.

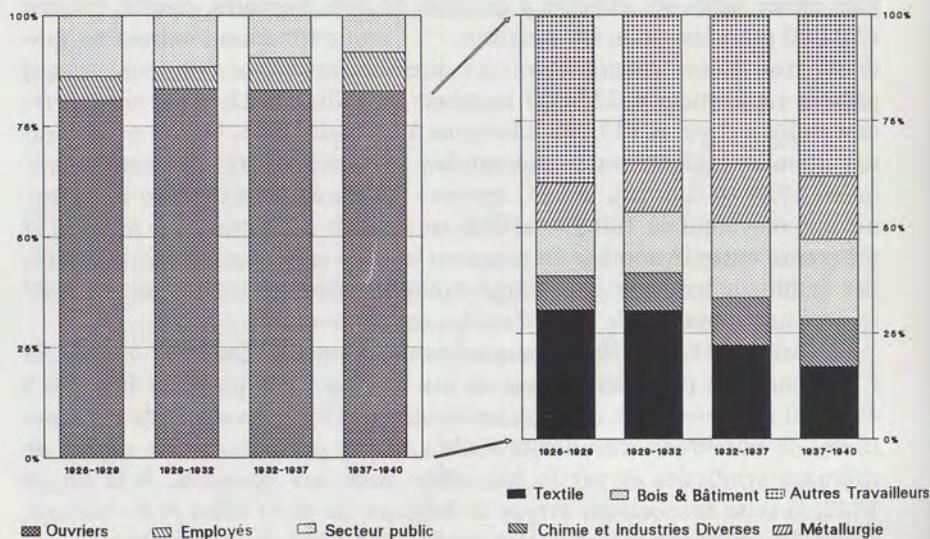
Le système du chômage est basé sur la libre affiliation des travailleurs

28. Pour toutes les données sur les effectifs, voir Pasture & Mampuy, *In de ban*.

29. Sur le lien étroit entre la crise économique, le chômage (y compris sa réglementation) et l'évolution des effectifs syndicaux, voir Vanthemsche, *Werkloosheid*. Cf. également Pasture & Mampuy, *In de ban*, 44-45 et 163-166.

Tableau 4 :

Part des secteurs et des centrales dans le nombre de membres de la CSC.
1925-1940



Source: Pasture & Mampuy, In de ban, 106

à une caisse de leur choix. Celle-ci est alimentée non seulement par les cotisations des membres, mais encore par les subsides des pouvoirs publics. Bien qu'il existe également des caisses de chômage patronales et neutres, 96 % de tous les assurés adhèrent, en 1930, à une caisse syndicale. Les ouvriers identifient la caisse de chômage au syndicat. On peut dès lors affirmer, en tout cas pour la période postérieure à 1929, que "les syndicats se développent *parce que* les travailleurs se rallient à la caisse de chômage" [NT] ³⁰.

Cependant, si l'impact de l'assurance-chômage rejaillit positivement sur les effectifs syndicaux, il n'en va certainement pas de même à d'autres égards. Dans les années trente, le chômage massif domine à ce point l'action syndicale que la CSC constate, sans guère d'étonnement : "Beaucoup de nos membres considèrent nos syndicats comme de simples caisses de chômage, organismes d'assurances (sic) auxquels on s'affilie afin de pouvoir toucher [des indemnités], en cas de chômage involontaire. Ceci a pour conséquence que certains membres, lorsqu'ils sont exclus des allocations de

30. Vanthemsche, *Werkloosheid*, 53.

chômage, démissionnent et que chez beaucoup d'autres naît une conception erronée concernant le but et les raisons d'être de l'organisation syndicale chrétienne" ³¹.

Les vicissitudes de la centrale du Textile illustrent fort bien l'influence du chômage et de sa réglementation sur l'évolution des effectifs. Par suite du grand nombre de sans-travail, cette centrale attire maints nouveaux membres jusqu'en 1932. Beaucoup d'entre eux sont les premières victimes des arrêtés de pouvoirs spéciaux, après mai 1933 : ils sont incapables de justifier six mois de travail au cours des trois dernières années et demie. De même, selon la nouvelle législation, les personnes âgées de plus de 65 ans, ainsi que les femmes mariées privées d'emploi - la centrale du Textile compte un nombre élevé de femmes - ne sont plus assurables et quittent les syndicats. Enfin, des arrêtés ministériels stipulent qu'il faut adhérer à une caisse de chômage de la profession que l'on pratique. Vu la force d'attraction exercée par la puissante centrale du Textile, un certain nombre de ses affiliés proviennent d'autres secteurs d'activité. Ces membres "indus" sont, par conséquent, contraints de changer de caisse de chômage. Pareil transfert implique, presque automatiquement, le passage à une autre centrale. Il conduit parfois aussi au retrait des intéressés, qui quittent le mouvement syndical ³².

En ce qui concerne les affiliations, le Textile, le Bois & Bâtiment, ainsi que les Métallurgistes représentent toujours plus de la moitié des effectifs de la CSC, pendant tout l'entre-deux-guerres. Jusqu'en 1931, la centrale du Textile compte, à elle seule, bien plus de membres que le Bois & Bâtiment et les Métallurgistes réunis : en moyenne, près d'un affilié de la CSC sur trois fait partie de cette centrale. Toutefois, à partir de 1932, les effectifs du Textile connaissent un net recul. En 1935, ils occupent la deuxième place, derrière ceux du Bois & Bâtiment. Notons également, au cours des années trente, la forte progression des centrales des Employés et des Industries Diverses.

Au plan sectoriel, la CSC reste nettement un syndicat ouvrier. La part des employés augmente, certes, mais au détriment des services publics. Jusqu'en 1945, les instituteurs continuent à s'organiser en dehors de la CSC. Au plan régional, les Flamands maintiennent leur prédominance, mais le nombre de membres francophones ne cesse de croître au fil des ans. Au déclenchement de la seconde guerre mondiale, ces derniers représentent 20 % des adhérents, soit un doublement par rapport aux années vingt. A partir du milieu des années trente, cette part croissante conduit à une prise de conscience wallonne plus forte, dont résultent les premières frictions communautaires, modérées il est vrai ³³.

31. CSC-Mensuel (1934) 10.

32. Information provenant des *Rapports annuels* 1933, 1934 et 1935 de la centrale du Textile.

33. La prédominance flamande est illustrée par la proposition de Jules Coussens, secrétaire fédé-

Au 31 décembre 1935, la CSC compte 14.090 jeunes âgés de 21 ans ou moins, soit 5 % du total de ses effectifs, alors que cette même classe d'âge représente environ 20 % de la population active belge. C'est pourquoi la confédération note : "Reconnaissons-le loyalement : les jeunes gens, même les fils de nos affiliés, adhèrent en petit nombre aux syndicats; ils ignorent à peu près tout du mouvement syndical"³⁴. C'est donc en termes sévères que la CSC s'exprime sur cette question. Pour elle, cependant, l'action syndicale parmi les jeunes est, dès le début, une préoccupation particulière. Le congrès de 1923 discute amplement ce thème. A l'époque, la confédération opte pour le maintien de la formation syndicale des jeunes dans les centrales³⁵. Toutefois, les résultats restent médiocres. A la fin des années vingt, la collaboration avec la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC-KAJ) s'intensifie de plus en plus. Le président Pauwels précise néanmoins au congrès de la CSC, tenu en 1932, que "ces accords n'ont pas donné ce que nous étions tous en droit d'en attendre, bien loin de là" [NT]³⁶. Cette constatation stimule l'intérêt pour la propagande syndicale axée sur la jeunesse. En 1936, un accord est conclu avec la JOC, aux termes duquel un service syndical est mis en place. La CSC prévoit le versement de subsides pour trois, puis pour neuf propagandistes syndicaux jocistes. Un "comité de coordination", dirigé par le président de la CSC en personne, procédera régulièrement à une évaluation de la collaboration entre les deux organisations.

Cet accord marque le départ d'une propagande syndicale intensive parmi les jeunes. Le Congrès Syndical de la Jeunesse, qui rassemble 800 syndicalistes jocistes en juillet 1939, constitue un premier sommet. Toutefois, l'accord de collaboration ne résout pas tous les problèmes. En effet, à côté de la JOC, les centrales et les fédérations conservent le droit de mener une propagande locale auprès des jeunes, ce qui provoque parfois des tensions et une incompréhension mutuelle. Dans les deux camps, on craint que des jeunes syndiqués se considèrent soit comme des jocistes, soit comme des membres de la CSC, et rarement comme des jocistes syndiqués. Une véritable approche centralisée fait défaut : la discussion sur le choix entre une action syndicale générale pour toutes les catégories d'âge et une organisation syndicale des "jeunes CSC" reste ouverte. Quoi qu'il en soit, malgré tous les efforts, la part prise par les jeunes reste mince avant 1940³⁷.

ral de Courtrai, qui, en 1930, vise à instaurer l'unilinguisme au sein de la CSC (CSC, bureau journalier, 18 novembre 1930). En 1934, Pascal Delrez, représentant de la province de Liège, se plaint de ce que les résumés en français des rapports du conseil sont trop succincts. Par la suite, le rapport est entièrement traduit et non plus seulement résumé (CSC, conseil général, 19 juin et 7 août 1934).

34. *CSC-Mensuel* (1936) I, 9.

35. Bureau et comité CSC 1922 et 1923. J. Kayaerts, *L'Organisation Syndicale de la Jeunesse* (Congrès CSC 1923).

36. Rapport d'activité de la CSC 1932, 96.

37. Voir les rapports du bureau et du conseil pendant les années trente. On trouve également des matériaux en abondance dans les archives nationales de la (V)KAJ 69,71,72,73,75 et 76.



KOMT NAAR ONZE MEETING !

VRIJ VAN ZEGEL

ALGEMEEN CHRISTELIJK VERBOND VAN BELGIË, AMBASSANTENLAAN 13, DRUSSEL.

N.V. DRUKKERIJ "MET VOLM, 22, TOEKOMSTSTR. GENT

A partir des années trente, la CSC mène une campagne intensive de recrutement.

("Komt naar onze meeting" : "Venez à notre meeting"; Affiche, fin des années trente)

Dans les années vingt, la CSC compte en moyenne 15 % de femmes parmi ses affiliés³⁸. Au départ, une grande partie d'entre elles adhère aux unions professionnelles féminines. À partir de 1919, celles-ci fondent la Commission Intersyndicale Féminine, en vue d'une action commune au sein de la CSC. L'Intersyndicale représente également, du moins en théorie, les femmes des centrales dites "mixtes". À la fin 1925, les syndicats féminins sont absorbés par les centrales de la CSC. L'attention que cette dernière porte à la femme est réduite au minimum : elle se limite à rappeler sans cesse la position selon laquelle le travail de l'épouse doit être interdit par la loi. Par suite de la crise économique et de diverses mesures publiques, qui entravent l'accès au marché du travail ou qui excluent, en tout ou en partie, certaines catégories de femmes de l'assurance-chômage, la part des affiliées retombe à moins de 8 % du total des membres de la confédération. À l'époque, les femmes représentent environ 25 % de la population active³⁹. Entre-temps, la CSC reste coincée entre deux conceptions : d'une part, la vision idéologique du travail des femmes, alors dominante au sein du mouvement ouvrier chrétien (la femme est en premier lieu une mère; elle doit rester au foyer auprès de ses enfants, et non aller travailler); d'autre part, une vision pragmatique d'organisation syndicale, qui veut défendre les intérêts de tous les travailleurs. Avec la discussion sur l'introduction de l'assurance-chômage obligatoire, menée à partir de 1936, c'est l'aspect syndical qui prévaut. Dès lors, l'essentiel n'est plus de savoir où est la place de la femme (mariée) : chaque travailleuse devient une affiliée en puissance, via l'assurance-chômage obligatoire. Aussi la CSC s'intéresse-t-elle à nouveau de plus près à des revendications du type "à travail égal, salaire égal" et "protection de la femme au travail". La revendication idéologique "dure" d'une interdiction légale frappant le travail de l'épouse se tempère de propositions en faveur de primes pour les femmes au foyer. Afin de pouvoir mieux développer sa propagande parmi les femmes, la CSC conclut un accord avec les LOFC-KAV, le 15 juin 1938. Aux termes de cette convention, elle accorde une aide financière pour le recrutement de cinq propagandistes syndicales des LOFC-KAV et pour la création d'un service syndical au sein de ces deux organisations. Toutefois, ces mesures arrivent trop tard pour qu'avant la guerre, la part des femmes dans les effectifs de la CSC puisse encore croître de manière substantielle.

38. Congrès CSC 1921; M. Baers, *Le travail salarié de la femme mariée* (Congrès CSC 1928); *L'Action syndicale en faveur des travailleuses* (Congrès CSC 1938); *Mensuel CSC* (1939); ACVS 357 et 406; AKAV 184; Christens & De Decker, *Vormingswerk in vrouwenhanden II : 1920-1940; Syndicalisme au féminin*. Voir aussi le chapitre sur le mouvement féminin dans le présent tome.

39. Sur ces mesures, voir Vanthemsche, *Werkloosheid*, 197-200 et Lambrechts, *Vrouwenarbeid*, 115-125.

Organes dirigeants et personnalités marquantes

Au départ, la forte implication de la CSC dans l'action politique de la LNTC provoque nombre de changements au sein de la direction nationale du syndicat ⁴⁰. Lors des premières élections législatives de l'après-guerre, en novembre 1919, le président Heyman est élu député. René Debruyne lui succède à la présidence. Ce dernier devient à son tour membre de la Chambre des Représentants, en novembre 1921. Il est remplacé par Evarist Van Quaakebeke, lequel se voit contraint de démissionner, le 19 juin 1923. Le 21 août de la même année, le député Debruyne, son prédécesseur, est réélu à la présidence par le comité général ⁴¹. Cette élection s'accompagne d'une discussion sur l'incompatibilité d'un mandat parlementaire avec la fonction de permanent syndical ⁴². A une très faible majorité (23 contre 20), on décide de s'en tenir au principe d'incompatibilité défini en 1919, tout en faisant une exception, vu les circonstances particulières de l'heure. De 1923 à la fin 1931, date de sa démission, Debruyne est ainsi à la fois député et président de la CSC, contrairement aux statuts et aux décisions du comité général. Au conseil du 26 janvier 1932, le Wallon Henri Pauwels, secrétaire général depuis 1921, est élu président, mais Debruyne continue à faire partie du bureau.

Le président est assisté d'un secrétaire général. A la fin de 1925, on décide de faire de ce dernier un employé de la CSC. En revanche, pour la présidence, l'élection bisannuelle reste d'application. Le 1er juillet 1932, August Cool succède à Pauwels comme secrétaire général. Vu que le président cesse de cumuler sa fonction avec un mandat de député, Pauwels estime que "le rôle de secrétaire général n'aura plus la même importance" [NT] ⁴³. En peu de temps néanmoins, Gust Cool se révèle un excellent organisateur et un remarquable leader en matière de propagande. Pendant la guerre, il s'imposera comme chef de file de la CSC flamande.

Peu de temps après l'élection de Pauwels, en 1932, des voix s'élèvent afin que l'on modifie les statuts et que l'on élise le président "pour une durée indéterminée". Cette suggestion est acceptée au conseil du 26 octobre 1937, par 58 voix contre 21. La contre-proposition de la centrale des Industries Diverses, visant à élire le président tous les quatre ans "pour rester

40. Sur la période qui suit immédiatement la première guerre mondiale, voir Gérard, "Voorgeschiedenis ACW". Voir également PB 4.6.

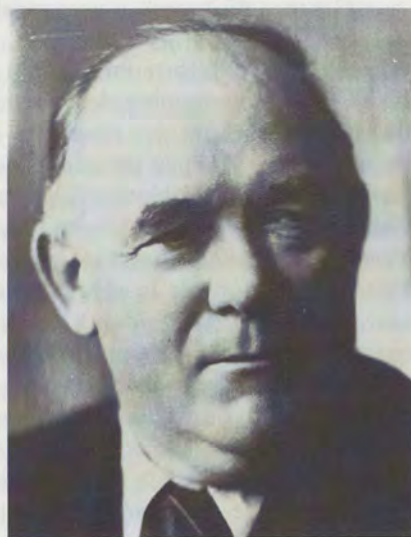
41. Van Quaakebeke doit démissionner probablement à cause de rumeurs sur une liaison qu'il aurait eue pendant son séjour aux Pays-Bas durant la guerre (interview d'E. Gerard avec Van Buggenhout en 1977). La véritable raison de sa démission n'a jamais été exprimée ouvertement aux réunions de bureau (19 juin, 10 et 31 juillet 1923) et du comité (1er juillet 1923), où la question était à l'ordre du jour.

42. Comité, 21 août 1923. Dès la démission de Debruyne, la question de l'incompatibilité a été abordée (comité du 22 novembre 1921). Du reste, Debruyne est opposé à Jules Roscam, secrétaire général de la centrale de la Pierre & du Ciment. Roscam obtient 14 voix et Debruyne 30.

43. Bureau du 5 février 1932; *CSC Mensuel* (1932) 170-171.



Henri Pauwels (1890-1946) travaille comme ajusteur dans une papeterie à l'âge de quatorze ans. En 1912, il devient propagandiste syndical pour le Brabant wallon. Pendant sa captivité en Allemagne, il comble son retard de formation par l'étude personnelle. Secrétaire général de la CSC à partir de 1921, Pauwels dirige en fait la Confédération, puisque le président Debruyne est absorbé par ses tâches de député. En janvier 1932, il devient président, fonction qu'il exerce jusqu'à sa mort, survenue en 1946 lors d'un accident d'avion à Gander (Canada). Pendant la guerre, il s'oppose radicalement à l'adhésion à l'UTMI. Par son attitude conciliante, il évite cependant, durant l'occupation, une rupture communautaire au sein de la CSC. Après la Libération, il est ministre des Victimes de Guerre pendant quelques mois. Il joue également un rôle important au sein de la CISC, dont il devient le président en 1945.



Emiel Verheeke (1881-1963) a douze ans lorsqu'il commence à travailler dans une entreprise textile de son village natal de Waarschoot (Flandre occidentale). Bien vite, il devient secrétaire de l'association textile locale. En 1912, il est engagé comme propagandiste et trésorier de la Centrale du Textile. En 1922, il en devient le "directeur". Partisan d'un mouvement syndical fortement centralisé, il provoque, par son entêtement, de vifs conflits avec la CSC au cours des années trente. Flamingant convaincu, il est cofondateur, en 1924, du Katholiek Christelijke Volkspartij voor Vlaanderen. Pendant la seconde guerre mondiale, il choisit le camp d'Arbeidsorde. Après la dissolution de la CSC, en août 1941, il continue à collaborer avec l'occupant. Il est démis de toutes ses fonctions à la Libération.

un mouvement démocratique sain", est rejetée.

Le président et le secrétaire général sont assistés pour la gestion journalière par le secrétariat national qui, dans l'entre-deux-guerres, ne compte jamais plus de dix membres. Certains d'entre eux jouent un rôle important. René Carels, engagé le 1er septembre 1920, est responsable du service de presse, récemment mis en place ⁴⁴. En un court laps de temps, il s'impose comme un des principaux théoriciens de la CSC. Assez rapidement, il devient, de facto, le directeur du service de documentation et d'étude. Il fait aussi partie du bureau journalier. Promis à une belle carrière au sein du mouvement ouvrier chrétien, il meurt inopinément d'une déchirure gastrique, le 10 avril 1928, à l'âge de 31 ans à peine.

Jan Kayaerts, actif depuis 1908 comme permanent syndical, passe à la confédération le 1er février 1922 ⁴⁵. Il est administrateur et responsable du service des fédérations régionales. Par la suite, il devient également administrateur de la Caisse Centrale de Résistance et fait partie du bureau journalier jusqu'au 28 octobre 1938, date de sa mort.

En septembre 1928, Joseph Arendt succède à René Carels ⁴⁶. Chef du service d'étude et de documentation, ce jésuite s'impose, dans les années trente, comme l'idéologue par excellence du mouvement syndical chrétien. Il joue également un rôle important dans l'élaboration des programmes de revendications. Même s'il n'est pas officiellement élu dans ces instances, il est toujours présent aux réunions du bureau journalier et du bureau. Son influence déborde largement le cadre de la CSC, pour s'étendre à l'ensemble du monde catholique. Le "double mandat" du président Debruyne n'est pas sans conséquences : tant pour le développement interne que pour les prises de position, Pauwels, Carels, Arendt et, dans une moindre mesure, Kayaerts ont plus de poids que le président lui-même.

Lorsque l'on évoque les personnalités influentes, on ne peut, bien entendu, passer sous silence le rôle du conseiller moral ou de l'aumônier ⁴⁷. Pourtant, hormis Arendt, l'influence des aumôniers sur la vie syndicale, aussi bien dans la confédération que dans ses centrales, est bien moindre qu'à la LNTC/ACW et dans ses autres branches. Il en est de même dans les fédérations régionales, qui entretiennent des liens étroits avec les Secrétariats des Oeuvres Sociales. Dans l'après-guerre, Rutten joue encore un rôle important, mais bien vite, ce rôle est repris par l'abbé Belpaire, de manière beaucoup plus discrète il est vrai. Pendant les années vingt, l'abbé Cardolle, un Liégeois, fait également partie du bureau comme conseiller moral. Au conseil du 27 octobre 1931, l'abbé Ketels succède à Belpaire

44. Bureau du 17 août 1920. Sur la personnalité de Carels, voir Kwanten, *Bedrijfsorganisatie*, surtout 38-40.

45. Bureau du 10 janvier 1922 et *CSC Mensuel* (1938) II, 462-464.

46. Mampuy, "Quadregesimo anno", 397.

47. Bureau journalier CSC 30 octobre 1925, 22 juillet et 18 novembre 1930. Voir également les rapports d'activité CSC.

comme nouvel aumônier national de la CSC.

La direction effective de la CSC est assurée par le "bureau", appelé "bureau exécutif" jusqu'en 1925. En 1920, lors de la révision des statuts d'avant-guerre, les centrales mettent définitivement fin à l'influence du Secrétariat Général du Père Rutten et affirment leur position dominante au sein du mouvement syndical chrétien ⁴⁸. De même, les secrétariats régionaux, dont naîtront par la suite les fédérations régionales, se voient définitivement cantonnés dans un rôle subalterne. Les nouveaux statuts précisent également que le bureau exécutif doit comprendre au moins une femme et deux Wallons. Cette instance, président et secrétaire général inclus, doit être réélue tous les deux ans par moitié.

A la fin de 1925, les statuts sont une nouvelle fois adaptés ⁴⁹. Ce sont surtout les rapports entre la confédération et les centrales qui sont au cœur de la discussion. La première ne parvient pas à faire octroyer un droit de vote au congrès aux fédérations régionales. En revanche, le bureau journalier, qui fonctionne de fait depuis plusieurs années, est statutairement reconnu. Si la disposition selon laquelle deux Wallons au moins doivent faire partie du bureau est supprimée, la représentation des femmes est maintenue. La terminologie est, elle aussi, adaptée : le "comité général" devient le "conseil" et le "bureau exécutif" se mue en "comité".

Une modification plus fondamentale est introduite à la fin 1927, lors de la révision des statuts menée dans le cadre de la discussion sur la centralisation ⁵⁰. Le 8 novembre 1927, le conseil marque son accord à l'octroi du droit de vote aux fédérations régionales : celles-ci pourront exprimer leurs suffrages au conseil (un représentant par province) et au comité (deux délégués pour toutes les fédérations régionales réunies), via des circonscriptions provinciales encore à créer. Comme les anciens syndicats féminins ont été incorporés dans les centrales existantes, la représentation obligatoire des femmes au comité n'est plus conservée.

Aux termes des nouveaux statuts, le comité comprend six représentants des centrales, trois membres du bureau journalier et deux représentants des fédérations régionales ⁵¹. Cet article est modifié à la fin 1937 : le nombre de représentants des centrales passe à sept, dont un doit être le porte-parole des employés. Toutes les grandes centrales font partie du comité en permanence. Aux yeux des travailleurs, les dirigeants des centrales sont les véritables leaders du mouvement syndical chrétien. L'un d'eux mé-

48. Sur les discussions à propos des nouveaux statuts, voir les rapports du bureau et du comité pendant la première moitié de 1920. Le texte définitif de ces statuts se trouve dans le rapport d'activité de la CSC 1918-1920, 9-15.

49. Bureau des 20 juillet et 4 août 1925. Texte définitif et commentaire de Pauwels sur le rapport du bureau, 7 septembre 1925.

50. Rapports du bureau journalier de septembre à novembre 1927. *Arbeidsblad* (1927) 1544 et (1928) 354.

51. Pour l'évolution de la composition du bureau, nous renvoyons aux rapports du bureau et du conseil, ainsi qu'aux rapports d'activité.

rite une mention particulière : Emiel Verheeke, dirigeant de la centrale du Textile ⁵². L'intéressé doit son influence non seulement à sa personnalité, mais surtout à la position dominante de "sa" centrale du Textile. Jusqu'au début des années trente, celle-ci compte près d'un tiers des membres de la CSC et, dans certaines régions de Flandre, sa part dans les effectifs dépasse largement les 50 %. C'est cette supériorité numérique qui permet à Verheeke d'exercer une grande influence sur les autres centrales, sur les fédérations régionales et sur la CSC elle-même. Cependant, le recul des effectifs de sa centrale et l'entêtement de Verheeke conduisent, au cours des années trente, à de violents conflits avec la CSC. A deux reprises, Verheeke démissionne du comité, de sorte que la principale centrale n'est pas représentée dans cette instance pendant près de six ans.

L'élection des représentants des fédérations régionales au comité soulève un coin du voile qui cache les frictions potentielles entre Flamands et Wallons. Au départ, deux Flamands sont élus à chaque reprise. A partir de janvier 1934, les fédérations régionales wallonnes présentent leur propre candidat, auquel les Flamands s'opposent en bloc lors de tout vote. En janvier 1936, les Flamands se divisent sur leur candidat, ce qui permet au "challenger" wallon, Fernand Tonnet, d'être élu. Celui-ci n'est pas le premier venu ⁵³. De 1928 à 1934, il a acquis un grand prestige comme président de la JOC. Ses qualités exceptionnelles sont reconnues de tous et, en janvier 1938, il est reconduit sans vote. En août 1938, il passe à l'Action Catholique des Hommes. Au cours de cette période, il est question, à plusieurs reprises, de porter à trois le nombre de représentants des fédérations régionales au sein du comité, soit deux Flamands et un Wallon. Toutefois, deux propositions concrètes en ce sens sont rejetées lors du vote qui a lieu au conseil, le 15 mars 1938. Après la démission de Tonnet, un deuxième Flamand est à nouveau élu au comité comme représentant des fédérations régionales, au début de 1939.

B. Développement d'une organisation centralisée

Dès avant la guerre, la CSC est convaincue que tous les moyens possibles doivent être réunis pour construire un mouvement fort. Les syndicats locaux autonomes sont généralement beaucoup trop petits et trop faibles pour survivre à de longs conflits. De plus, l'économie évolue, en traitant les problèmes à une échelle toujours plus vaste : les décisions ne sont plus prises au niveau d'une profession particulière ou d'une usine déterminée, mais bien pour des secteurs d'activité entiers. A cet égard, la centralisation

52. Pour une première approche des tensions entre Verheeke, sa centrale du Textile et la CSC, voir Pauwels, *Recht en plicht*. Cf. aussi les rapports du bureau et du conseil des années trente, ainsi que les Papiers d'Emiel Verheeke. Voir également infra.

53. Fiévez, *Tonnet*.

du mouvement syndical est une adaptation nécessaire aux mutations de la structure économique. Ce processus se déroule à deux niveaux au sein de la CSC : d'une part, la centralisation professionnelle affecte les fédérations d'avant-guerre, organisées par métiers; d'autre part, la centralisation interprofessionnelle englobe toutes les tentatives visant à unir les forces des fédérations professionnelles et à mettre en place un secrétariat national solide, pour augmenter la combativité du mouvement syndical chrétien dans son ensemble.

Centralisation professionnelle

La centralisation professionnelle a commencé dès avant la première guerre mondiale ⁵⁴. Toutefois, c'est au congrès suivant l'armistice, tenu en avril 1919, que la CSC décide que toutes les fédérations seront transformées en centrales. Les organisations locales cèdent leurs privilèges à leur centrale. Perdant leur autonomie, elles deviennent les instruments d'une politique centralisée et dirigée. Ainsi disparaît une part de démocratie directe à la base : celle-ci cède la place à une démocratie représentative. Tel est, semble-t-il, le prix à payer pour une organisation syndicale plus forte.

Ce passage de l'état de fédération à celui de centrale n'est pas toujours évident. De nouveaux syndicats sont organisés, d'emblée, comme des sections professionnelles locales. D'autres, plus anciens, refusent d'abandonner leur autonomie. Malgré des appels réitérés et des menaces à peine voilées, plusieurs associations importantes refusent de s'affilier à leur centrale. C'est notamment le cas des syndicats des métallurgistes de Charleroi et de Liège, ainsi que celui des ouvriers du coton et du lin de Gand. A la fin de 1926, toutefois, les syndicats les plus récalcitrants sont affiliés à leur centrale. Exceptionnellement, il arrive aussi que des organisations locales, comme par exemple l'Antwerpse Fabriekswerkersverbond [Association Anversoise des Ouvriers d'Usine], fassent scission ou menacent de le faire.

L'aspect le plus marquant de la centralisation professionnelle réside peut-être dans les nombreuses fusions de centrales relevant de branches connexes. Ce processus est lié aux mutations de la structure économique : ce n'est plus la profession comme telle, mais l'emploi dans un secteur d'activité, regroupant éventuellement différents métiers, qui s'avère déterminant. De plus, certaines fédérations professionnelles anciennes, même converties en centrales, demeurent des organisations de petite taille, dotées d'une structure financière fragile. Aussi le passage de l'état de fédération à celui de centrale et la fusion constituent souvent deux composantes d'un même processus. La CSC ne cesse d'appeler et, si nécessaire, de prêter son concours à la réalisation de fusions. Parfois même, elle menace des petites

54. Pasture & Mampuy, *In de ban*, 8-17.

Tableau 5 :
Centrales adhérant la CSC en 1939

1. Centrale Nationale des Employés - Landelijke Bedienden Centrale
2. Centrale Chrétienne Belge des Diamantaires
3. Centrale Chrétienne des Ouvriers des Industries Chimiques et Diverses
4. Centrale Chrétienne des Travailleurs du Bois et du Bâtiment
5. Centrale Chrétienne des Métallurgistes de Belgique
6. Centrale des Francs-Mineurs
7. Syndicat Chrétien du Personnel des Administrations Publiques et des Régies
8. Fédération Belge des Ouvriers Chrétiens du Livre et du Papier
9. Centrale Chrétienne des Industries du Cuir et du Vêtement de Belgique
10. Fédération Chrétienne des Ouvriers de la Pierre, du Ciment, de la Céramique et du Verre
11. Syndicat Chrétien du Personnel des Chemins de Fer, Postes, Télégraphes, Téléphones, Marine, Aéronautique et INR
12. Centrale des Ouvriers Chrétiens du Tabac
13. Fédération Centrale des Ouvriers Chrétiens de l'Industrie Textile de Belgique
14. Centrale Chrétienne des Ouvriers du Transport
15. Centrale Chrétienne de l'Alimentation, des Jardiniers et Horticulteurs
16. Fédération Chrétienne du Personnel de l'Enseignement Technique
17. Centrale Chrétienne du Personnel de l'Industrie Hôtelière
18. Centrale Chrétienne des Ouvriers Agricoles

Source: ACV-agenda 1939

fédérations de ne plus leur accorder d'aide financière, si elles ne se regroupent pas. Pourtant, une scission se produit encore : le 8 mai 1921, les fonctionnaires des services publics se détachent du syndicat chrétien des chemins de fer, pour créer leur propre Centrale Chrétienne des Services Publics.

A la fin des années vingt, la vague de fusions s'apaise. De plus de trente fédérations professionnelles au lendemain de la guerre, il en subsiste dix-huit. Les dentellières, avec leurs quelques centaines de membres, sont absorbées sans bruit, en 1932 au plus tard, probablement par la centrale du Cuir & du Vêtement. En 1931, la CSC prend l'initiative de créer une nouvelle centrale pour le personnel des hôtels, restaurants et cafés : c'est la centrale dite Horeca. En avril 1937, le bureau décide d'ériger une centrale des Ouvriers Agricoles. Ces deux organisations ne comptent jamais plus de 1000 membres. Elles ne sont pas reconstituées après la seconde guerre mondiale.

Une fusion plus importante se produit à la fin 1933 : le Bedienden-syndicaat van Handel en Nijverheid d'Anvers (BSHN) [Syndicat des Em-

ployés du Commerce et de l'Industrie] et le Syndicat National des Employés de Belgique (SNEB) se regroupent en une seule centrale des employés⁵⁵. La nouvelle organisation commence officiellement ses activités le 1er janvier 1934. Elle est organisée, dès le départ, sur base régionale : la Landelijke Bedienden Centrale (LBC) pour la Flandre et la Centrale Nationale des Employés (CNE) pour la Wallonie. Le BSHN s'est toujours montré réservé envers la CSC. Le seul lien noué avec la confédération passait par l'accord de collaboration avec le SNEB de 1923. Lors de la fusion, le BSHN parvient à imposer ses vues. La CNE-LBC quitte, comme telle, la Caisse Centrale de Résistance. Elle défend aussi le point de vue selon lequel les employés forment une classe sociale distincte et, à ce titre, ne peuvent être assimilés aux ouvriers au sein de la CSC. C'est à partir de cette conception que la CNE-LBC exige une représentation propre et protégée au sein du bureau. Au début de 1938, un accord intervient entre les parties. Aux termes de cette convention, la CNE-LBC obtient sa représentation spécifique au bureau. Dans la foulée, les sections locales d'employés adhèrent aux fédérations régionales : elles sont intégrées dans les organes dirigeants de celles-ci et paient aussi une cotisation. L'accord dont il s'agit a peu d'effets avant la guerre de 1940-1945. Les employés et leurs centrales continuent d'adopter une attitude négative à l'égard de la CSC, qu'ils ne cessent de considérer comme un syndicat ouvrier.

La transformation des fédérations professionnelles en centrales structurées par secteurs économiques accentue le problème de la délimitation des champs d'action. A quelle centrale un membre qui pratique un métier pouvant être exercé dans plusieurs secteurs doit-il être affilié ? Avec la régularité d'une horloge, des problèmes, parfois vivement débattus, surgissent à ce propos. Tout aussi régulièrement, la CSC fait office de médiateur dans des situations concrètes ou met en place des commissions d'enquête, pour trancher les litiges. C'est surtout la forte progression du Syndicat Chrétien des Ouvriers d'Usine & des Industries Diverses de Belgique - appelé, à partir de 1936, Centrale Chrétienne des Ouvriers des Industries Chimiques et Diverses - qui cause un nombre croissant de conflits. Comme le laisse supposer sa dénomination, cette organisation est une sorte de réceptacle de toutes les professions possibles. La proposition du bureau au conseil, en date du 3 mars 1936, vise à fixer les frontières syndicales selon deux critères : l'industrie et les produits fabriqués. Elle ne pacifie pas le débat au cours des années suivantes.

Les relations entre la CSC et les centrales sont surtout influencées par les événements économiques et politiques. Pendant les années vingt, la confédération vit presque complètement à l'ombre des centrales. Cependant, au cours de la crise économique, le gouvernement prend des me-

55. Rapports du bureau et du conseil de 1934 à 1938. Vanhooren, *Concordia*, 124-129 et 136-138. *La Centrale Nationale des employés. Aperçu historique 1912-1980*, 33-37.

sures, de plus en plus générales, qui n'affectent pas seulement tel ou tel secteur d'activité. Ce sont surtout les nombreuses décisions en matière de chômage, imposées dans le cadre de la politique de redressement, qui obligent le mouvement syndical chrétien à adopter des positions nationales. A cet égard, la CSC est l'interlocuteur tout indiqué des pouvoirs publics. Par le fait même, elle renforce son influence face aux centrales. La plupart des celles-ci acceptent l'importance accrue de la confédération nationale, aussi longtemps que leur position de force n'est pas mise en danger dans leur propre secteur. Leurs critiques à l'égard de la CSC sont toujours très vives lors de tentatives - supposées ou non - de centralisation trop poussée, menées sous l'égide de la confédération.

Seuls la centrale du Textile et surtout Emiel Verheeke, son dirigeant autoritaire, ne peuvent vraiment se résigner à accepter l'importance grandissante de la CSC : à leurs yeux, celle-ci met en danger la position dominante du Textile dans le mouvement syndical chrétien. De 1932 à 1934, au cours de la période des pouvoirs spéciaux, un conflit ouvert oppose la centrale du Textile et la CSC. Verheeke est prêt à aller beaucoup plus loin dans l'acceptation des mesures gouvernementales. La CSC le soupçonne de vouloir créer sa propre ACV-Vlaanderen. Aussi menace-t-elle de l'exclure et de créer une nouvelle centrale du Textile. Au cours de la grève générale de juin 1936, le conflit atteint un nouveau point culminant : Verheeke reproche à la CSC de se mettre à la remorque des socialistes et des communistes. Même si le conflit est à chaque fois "réglé", il continue de couver. La leadership autoritaire de Verheeke ne facilite guère la tâche de ceux qui cherchent à cerner la nature du conflit : s'agit-il, en l'occurrence, d'un litige avec une personnalité ambitieuse ou d'un différend avec une centrale qui perd sa position dominante, au profit d'une organisation faïtière de plus en plus centralisée ? La vérité se situe probablement entre ces deux interprétations. En tout cas, le conflit demeure constamment présent au cours des années trente. Rien d'étonnant dès lors si, au cours de cette période, la nécessité d'une discipline syndicale est fréquemment invoquée.

Centralisation interprofessionnelle

"Tout doit être mis en œuvre pour accroître le crédit et l'influence de la CSC, pour réaliser l'unité de pensée et d'action la plus grande possible" [NT] ⁵⁶. C'est en ces termes qu'est décrit, dès 1920, l'objectif final de la centralisation interprofessionnelle. La mise sur pied d'un secrétariat national fort est un premier pas dans cette direction. L'autonomie financière est, à cet effet, la principale condition à remplir. Il faut attendre près d'un an et demi, soit le milieu de l'année 1920, pour que les centrales acceptent

56. Comité du 11 mai 1920, note "Financiële en bestuurlijke herinrichting van het ACV".

de verser 10 centimes par membre et *par semaine* à la CSC, au lieu de 10 centimes par membre et *par an* avant 1914. Financièrement, la CSC peut ainsi voler de ses propres ailes. Elle cesse de dépendre du Secrétariat Général du Père Rutten qui, jusqu'alors, a pris à sa charge la plupart des frais de remise en route du mouvement syndical chrétien ⁵⁷.

L'indépendance financière de la CSC est bien plus importante encore lorsqu'il s'agit d'assurer le développement des secrétariats régionaux et des fédérations régionales. Ces organes ont vu le jour, dès avant 1914, dans certaines agglomérations urbaines. Ils assurent d'abord la collaboration entre les syndicats locaux au plan des services. Toutefois, ils sont assez rapidement incorporés dans un ensemble plus large, comprenant d'autres organisations sociales. Le champ d'action des fédérations régionales et de leurs propagandistes est donc très étendu : mouvement syndical, mutualité, écoles professionnelles, bibliothèques, caisses d'épargne, groupes d'étude, coopératives, activités culturelles, loisirs, etc... Les prêtres-directeurs des œuvres sociales, régionaux ou diocésains, sont souvent leurs véritables dirigeants. Après la guerre de 1914-1918, la CSC souhaite regrouper les activités syndicales de ces fédérations régionales en unités indépendantes. Pareille option ne plaît guère au Père Rutten, ni aux prêtres-directeurs : ceux-ci sont partisans d'une action sociale intégrée, aux niveaux local et régional, dont la CSC serait une des composantes. Comme la confédération persévère dans ses efforts d'autonomie, y compris au plan local, on voit naître, lentement mais sûrement, des fédérations régionales et des secrétariats régionaux indépendants. Ce processus dure pendant tout l'entre-deux-guerres : malgré leur indépendance formelle, maintes fédérations régionales se dégagent difficilement de leur environnement social plus large et de la direction de fait des prêtres-directeurs. C'est manifestement le cas, entre autres, en Limbourg (Mgr Broekx), en Flandre occidentale (chanoine Logghe) et à Anvers (chanoine Danis) ⁵⁸.

Lors de la "réorganisation" des fédérations régionales, la CSC peut compter, au début, sur l'appui des centrales. En effet, plus la qualité du service administratif assuré sur place par les secrétariats et les fédérations est élevée, et plus les centrales peuvent consacrer du temps et de l'énergie à la "véritable" action syndicale : revendications salariales et conflits, négociations, action professionnelle générale. Aussi donnent-elles leur accord à l'affiliation obligatoire des sections professionnelles locales aux fédérations régionales. Cependant, ces dernières continuent, de toute façon, à ne jouer qu'un rôle subalterne. Les centrales voient d'abord en elles des services administratifs appuyant l'action professionnelle. En revanche, pour la CSC,

57. De nombreuses discussions ont été consacrées à ce sujet aux réunions du bureau et du comité en 1919 et 1920. Pasture & Mampuy, *In de ban*, 17-20 et 78.

58. Sur les tensions entre la CSC et les directeurs diocésains lors de la réorganisation des fédérations régionales, on trouve quelques documents intéressants dans PB 4.6 et 5.1.6.2.

les fédérations régionales sont le prolongement de sa politique de centralisation, aux niveaux régional et local. Sur le plan financier, en matière d'organisation, d'administration et de propagande, comme pour la nomination de propagandistes, les fédérations régionales dépendent de l'assentiment du secrétariat national de la CSC. En 1922, la confédération crée même un service national pour les fédérations régionales, en vue de coordonner les politiques à ce niveau ⁵⁹.

Les flux financiers qui s'opèrent à l'intérieur du mouvement syndical rendent compte des véritables rapports de force. Les membres paient leur cotisation à leur centrale, via leur section professionnelle ou par l'intermédiaire d'un secrétariat régional. La centrale verse une partie de la somme à la CSC qui, à son tour, en ristourne à peu près la moitié aux fédérations régionales. Rien d'étonnant, dès lors, si en pareille situation, les fédérations régionales ne sont, en aucune manière, associées à la politique du mouvement syndical chrétien : de facto, celle-ci est conduite par les grandes centrales. Le secrétariat national de la CSC et les fédérations régionales ne sont guère heureux de cet état de fait. Les deux parties veulent avoir davantage voix au chapitre dans la conduite de l'organisation : elles ne peuvent y parvenir qu'en réduisant le pouvoir des centrales. C'est pourquoi la CSC et les fédérations régionales deviennent des alliés objectifs. La première soutient toutes les demandes des secondes, qui sollicitent leur intégration dans les instances dirigeantes du mouvement syndical. La confédération nationale y est d'autant plus encline que son secrétariat compte renforcer ainsi sa propre influence, en raison de la dépendance des fédérations régionales à son égard. Après quelques vaines tentatives, les centrales donnent finalement leur accord : à la fin 1927, les fédérations régionales obtiennent une présence minimale dans les organes dirigeants de la CSC.

Une centralisation totale

Ni le renforcement du secrétariat national, ni la réorganisation des fédérations régionales ne constituent un but en soi : ils contribuent aux efforts déployés en vue d'une centralisation, aussi forte que possible, de la force syndicale chrétienne. Pour la CSC, il s'agit concrètement de canaliser le pouvoir des centrales en une seule confédération puissante. L'affiliation de toutes les centrales professionnelles chrétiennes à la CSC est un premier pas dans cette direction. Le but est quasiment atteint quelques années après la seconde guerre mondiale : une seule centrale reste alors en dehors de la CSC, en l'occurrence la Fédération des Instituteurs Chrétiens (FIC) ⁶⁰.

59. "Règlement administratif de la Confédération", rapport d'activité de la CSC 1918-1920, 16-21; statuts de la CSC, règlement d'ordre intérieur 1925, art. 5 à 8; divers documents à ce propos dans PB 5.2.4.-2.

60. Heirman, COV et Michielse, COV.

Tableau 6 :
*Recettes et dépenses de la Caisse de Réassurance (1922-1925)
 et la Caisse Centrale de Résistance (1926-1937) de la CSC*

	<i>Cotisations</i>	<i>Indemnités versées</i>
1922	253483.62	131684.66
1923	464211.12	908396.84
1924	560984.94	187757.25
1925	797714.81	637683.25
1926	1575787.11	878076.10
1927	2570399.30	3041825.90
1928	3604948.18	4810179.20
1929	4918074.74	3562559.00
1930	5906038.04	6397754.00
1931	8120663.60	5911463.30
1932	10278959.40	4590721.35
1933	9739447.69	1368727.00
1934	9026392.24	1931177.25
1935	6976413.76	3538401.33
1936	8003674.88	21206202.63
1937	6547123.94	4709604.38

Sources : rapports d'activité CSC 1925-1928, 100; 1934-1936, 176; 1936-1938, 185-187

Assez tôt, la CSC parvient à poser un premier jalon sur la voie de la centralisation des capacités financières des centrales. A certains égards, l'initiative émane de ces dernières. L'expérience acquise avant et pendant la guerre de 1914-1918 s'avère instructive : la plupart d'entre elles ne sont pas en mesure de faire face à des grèves de longue durée ou de grande envergure. Or, au cours des années qui suivent l'armistice, les grèves sont précisément nombreuses et longues. Ce sont surtout les petites centrales qui insistent sur la nécessité d'une centralisation des différentes caisses de résistance. Après moult discussions, le comité de la CSC décide, le 18 janvier 1922, de créer une Caisse Centrale de Réassurance contre la grève et le lock-out, avec effet rétroactif à partir du 1er janvier 1922. Cette caisse est gérée en toute indépendance par les centrales, sous le contrôle vigilant de Jan Kayaerts, administrateur de la CSC. L'adhésion à ce fonds de réassurance n'est pas obligatoire et le paiement des douze premières journées de grève reste à la charge des centrales affiliées, lesquelles conservent, du reste, tous leurs droits pour le déclenchement des grèves. Quatre ans plus tard, le 12 janvier 1926, le conseil de la CSC décide de transformer la Caisse de Réassurance en Caisse Centrale de Résistance, qui voit définitivement le jour le 1er mars 1926. A présent, l'affiliation est obligatoire pour toutes les centrales. Tous les moyens financiers affectés à la résistance sont

centralisés et toutes les journées de grève indemnisées sont à la charge de la Caisse Centrale. Si les centrales conservent leur autonomie pour le déclenchement et la conduite des grèves, elles doivent cependant en informer la Caisse Centrale de Résistance. Cette dernière devient l'exemple de la forte concentration du pouvoir financier au sein du mouvement syndical chrétien. Dans les premières années, elle sauve plus d'une petite centrale de la déroute. Aujourd'hui encore, elle fait en sorte qu'aucun mouvement de grève n'engendre de problèmes financiers ⁶¹.

Dans la foulée de ce succès, dès la mi-1926, un débat animé est consacré à la centralisation du mouvement syndical chrétien tout entier ⁶². Il est directement suscité par une lettre, adressée à la CSC et datée du 16 juin 1926, dans laquelle la centrale du Textile, ou plus exactement son ambitieux dirigeant Emiel Verheeke, propose une réorganisation totale du syndicalisme chrétien. Pendant près de deux ans, ce débat domine la vie interne du mouvement. En fait, il remonte à la réorganisation opérée après la guerre : depuis lors, à intervalles réguliers, Verheeke et sa centrale ne cessent d'insister sur une centralisation accrue. La proposition de 1926 vise à supprimer les centrales et à organiser le mouvement syndical tout entier sur une base interprofessionnelle. Les intérêts professionnels spécifiques seraient défendus par des techniciens, rattachés directement à la confédération. Tout le pouvoir, en termes financiers, de prises de position et de direction journalière serait ainsi concentré au sein de la CSC nationale. Pareille suggestion va très loin. Elle se heurte à de vives oppositions. Les résistances émanent des centrales, qui y voient une menace pour leur indépendance. Elles s'expriment aussi au sein de la CSC, où l'on se demande pour quelles raisons Verheeke est prêt à sacrifier sa propre organisation à "l'idéal" de centralisation totale. Dans les fédérations régionales, les attentes à l'égard des projets de centralisation sont également divergentes. A l'issue de maintes discussions au bureau et au conseil, la proposition de Verheeke est finalement rejetée. On atteint cependant des résultats en matière de simplification et d'uniformisation des services administratifs, dans les centrales et les fédérations régionales. Le rôle important que ces dernières jouent dans les discussions ouvre la voie, à l'automne 1927, à leur incorporation dans les instances dirigeantes de la CSC. Ainsi prennent fin, provisoirement, les discussions vives sur la centralisation.

Toutefois, les attentes des uns et des autres demeurent à l'état latent.

61. Voir les rapports de l'administrateur Kayaerts dans les rapports d'activité de la CSC, ainsi qu'un numéro spécial de *CSC Mensuel* de juin 1930, totalement consacré à la Caisse Centrale de Résistance. Après leur fusion, les centrales des employés ne s'affilient jamais à la CCR, en dépit des prescriptions statutaires.

62. Cette discussion a lieu dans l'ensemble du mouvement ouvrier. Sur ce contexte plus large, voir le chapitre relatif au MOC-ACW. Pour la CSC, nous renvoyons aux rapports du bureau journalier de cette période; cf. aussi le rapport d'activité de la CSC 1928, 27-31; Pauwels, *Recht en plicht*, 122-125; plusieurs documents dans AACW, Papiers Verheeke, PL,PB, AACV-Lierre.

En 1929 s'ouvre une nouvelle discussion sur la structure du mouvement syndical : cette fois, elle se centre sur les rapports entre centrales et fédérations régionales ⁶³. A la fin de cette année est rédigé un "texte définitif" sur la "Réglementation Administrative de la CSC". Dans ce document, les fédérations continuent d'être subordonnées aux centrales, lesquelles doivent cependant reconnaître à leur tour que la CSC "représente l'autorité supérieure du syndicalisme chrétien". Pour atteindre son objectif, la CSC doit "tendre à obtenir une centralisation efficace de la vie syndicale".

En 1932, une fois encore, une commission est créée afin de réexaminer la question de la centralisation. A la fin 1933, le Père Arendt rédige un projet de réorganisation, sur la base d'un questionnaire adressé aux centrales, aux fédérations et aux propagandistes ⁶⁴. La commission met fin à ses activités en avril 1934, pour disparaître ensuite sans laisser la moindre trace. Rien d'étonnant à cela : le projet d'Arendt contient déjà nombre de propositions qui réduisent fortement l'indépendance des centrales. D'autres suggestions ont trait surtout au renforcement du secrétariat national de la CSC : extension du service d'étude, de documentation, de propagande et de formation, mise en place d'un service central de chômage et d'un service central de contrôle des opérations financières et administratives. Avec ou contre la volonté des centrales, bon nombre de ces propositions sont mises en œuvre, dans la suite des années trente : en l'occurrence, la crise économique se fait spontanément l'alliée de la confédération.

Réorganisation administrative par suite du chômage

Dès le début des années trente, les doléances en matière d'opérations financières, d'administration et de traitement des plaintes se multiplient, à mesure que la crise s'aggrave. Les secrétariats régionaux sont surchargés à cause de l'accroissement du chômage. En outre, dans de nombreux cas, les employés et les propagandistes ne sont pas à la hauteur de leurs tâches. Des appels en faveur d'une réorganisation des fédérations régionales, fermement conduite et contrôlée, se font entendre de plus en plus. En 1934, tout ce courant semble s'accélérer. Au onzième congrès, tenu en juillet de la même année, la CSC décide que la réorganisation des fédérations, entamée dès février 1933, doit être poursuivie avec plus de vigueur ⁶⁵.

A la fin de 1934, deux inspecteurs sont engagés, un pour la Flandre et un pour la Wallonie. Leur première mission consiste à examiner de près la

63. Réunions du bureau et du conseil de la fin 1929. Rapport d'activité de la CSC 1930, 10-19.

64. Rapport d'activité de la CSC 1934, 11. Plusieurs documents à ce propos dans AACW Bruges, PL, AACV-Lierre, Papiers Verheeke, AACW. Une version probablement originale et en français du rapport Arendt se trouve dans AACW 5.2.2. Une version flamande figure dans les Papiers Cardijn (=PC) 374.1. Voir également le rapport d'activité de la CSC 1934, 43-45 et 120.

65. Rapport d'activité de la CSC 1934, 38-39 et 120; *CSC Mensuel* (1934) 201-203 et 317-320.

situation financière des fédérations. Celle-ci est catastrophique dans certains cas. Pour ces derniers, les contrôleurs élaborent des plans de redressement financier et administratif. Bien vite, il apparaît qu'un contrôleur de plus est nécessaire, en tout cas pour la Flandre.

Toutefois, la réorganisation la plus importante peut-être est impulsée de l'extérieur. Le 1er septembre 1935, le Fonds National de Crise est remplacé par l'Office National du Placement et du Chômage. Celui-ci apporte de nombreuses modifications en matière de paiement et d'administration du chômage. La caractéristique principale de ce système est une centralisation fort poussée. Le mouvement syndical, avec ses nombreuses caisses de chômage, est obligé de s'adapter à la situation nouvelle. Après maintes discussions, on décide de mettre sur pied un seul Service Central du Chômage pour l'ensemble de la confédération⁶⁶. En une année, le nombre des contrôleurs passe de deux à sept : cinq pour la Flandre et deux pour la Wallonie. Dans chaque fédération se crée un Service Administratif Régional : au départ, il s'occupe uniquement des questions de chômage; assez rapidement, il évolue pour devenir un organe centralisant tous les services administratifs dans la fédération. Ainsi, pour la première fois, des bases solides sont posées, en matière d'administration et d'organisation, dans de nombreuses fédérations, afin de soutenir leur action. Les résultats sont saisissants dans les domaines administratif et financier. Un seul exemple : jusqu'en 1935, on enregistre, en moyenne, une perte d'un million par an au titre des allocations de chômage; pour les années 1936 et 1937 cumulées, le malus n'est plus que de 120.000 F.

Bien entendu, pareille réorganisation ne se déroule pas aussi aisément en tout lieu. Plus les traditions sont ancrées, plus les racines plongent dans le passé, et plus il est difficile de mettre en place les nouvelles structures. Ainsi, il n'est pas fortuit que la réorganisation s'opère très rapidement et partout en Wallonie : dans les années vingt, il n'y a pratiquement pas de fédérations régionales solides au Sud du pays. La situation est bien plus compliquée en Flandre, où la mise en œuvre de la restructuration est parfois totale, mais parfois aussi quasi inexistante, comme à Anvers et à Courtrai. Au début 1936, un service juridique est également créé au niveau national.

Quelle que soit la pression des circonstances extérieures sur la réorganisation et la centralisation, ce phénomène constitue, pour la CSC, une occasion unique de renforcer son emprise sur l'ensemble du mouvement syndical chrétien. Malgré l'accord global des centrales, celles-ci émettent des critiques, accusant la CSC de procéder, par ces mesures et d'une manière détournée, à une centralisation totale. Au treizième congrès, tenu en juillet

66. Sur l'ensemble de la problématique, voir les rapports du bureau et du conseil à partir du milieu de 1935. *CSC Mensuel* (1936) 88-92. Rapport d'activité de la CSC 1936, 53-58 et Rapport d'activité de la CSC 1938, 55-68 et 174-177.

1938, Gust Cool se défend vivement de ce grief. Il démontre même que toute la réorganisation effectuée au cours des dernières années a surtout profité aux centrales. Il n'en reste pas moins que cette même réorganisation financière et administrative, menée au cours de la seconde moitié des années trente, permet de constituer une structure plus ou moins définitive, sur laquelle la CSC s'appuiera pour se développer aussi après 1944.

Presse, propagande et formation syndicales

Peu après la première guerre mondiale, au début de 1919, la CSC tente de regrouper les journaux professionnels de la plupart des centrales en Flandre ⁶⁷. Le *Vereenigingsblad* disparaît au bout de quelques numéros seulement. Il en va de même, en 1919, pour le journal ouvrier *De Volksmacht* du Père Rutten. En 1922, les choses semblent enfin se présenter sous un jour favorable. La CSC est l'éditeur responsable de deux quotidiens : *De Tijd* [Le Temps] en Flandre et *Le Démocrate* en Belgique francophone. Toutefois, le syndicat a surestimé ses possibilités. A la fin de 1922, *Le Démocrate* disparaît. *De Tijd* connaît des ennuis financiers permanents, jusqu'au moment où le journal fusionne avec *Het Volk*, en 1928.

Pour appuyer toutes ces tentatives, la CSC met en place, en septembre 1920, un service de presse national. Celui-ci se transforme peu après en service d'étude et de documentation. Pendant tout l'entre-deux-guerres, une commission d'étude fonctionne au sein du syndicat, avec des hauts et des bas il est vrai. Elle joue le rôle de cellule de réflexion et de pourvoyeuse de textes, qui servent à l'élaboration de propositions de loi, de prises de position, de documents de congrès, etc... pour l'ensemble du mouvement ouvrier chrétien. Au départ, il existe aussi une commission parlementaire, au sein de laquelle la CSC se concerte avec ses anciens permanents, qui siègent à la Chambre et au Sénat.

Au plan de la formation, la CSC tient régulièrement des réunions de propagandistes. Elle apporte aussi une importante contribution aux Vlaamse Sociale Weken et aux Semaines Sociales Wallonnes. L'idée d'une "école normale" pour propagandistes survit à la guerre. La création d'une telle institution fait l'objet d'une résolution au cinquième congrès, en juin 1921. Moins d'un an plus tard, le 1er mai 1922, la Centrale Hogeschool voor Christelijke Arbeiders [l'Ecole Supérieure Centrale pour Travailleurs Chrétiens], soit l'actuelle école sociale de Heverlee, commence ses activités. C'est surtout au cours des années trente que le mouvement syndical consacre beaucoup de temps et d'énergie à la formation des militants et des permanents. Le service d'étude et de documentation, dirigé par le Père Arendt, joue un rôle très important en ce domaine. A partir de 1929, il

67. Mampuy, "Van Algemeen Christen Vakblad".

l'exerce surtout en publiant *CSC Mensuel-ACV Maandblad*, un périodique dont la qualité - trop élevée aux dires de certains - est telle qu'il compte également de nombreux lecteurs en dehors du mouvement syndical chrétien. L'importance et le tirage de ce mensuel ne cessent de croître : jusqu'à 1500 pages en 1937, 7500 exemplaires (4400 en flamand et 3100 en français) au début 1938.

Dans le cadre de sa politique de centralisation, la CSC vise aussi à n'éditer qu'un seul journal de militants pour toutes les centrales. Vu la faiblesse de la plupart des centrales en Wallonie, elle y obtient rapidement un accord. *Le Progrès Syndical* commence à paraître le 1er juillet 1931. En dépit de nombreuses discussions à ce propos, il faut attendre le 15 octobre 1935 pour voir sortir de presse le premier numéro de l'*Algemeen vakblad* de la CSC flamande. Dès la fin de 1935, ce journal tire à 96.000 exemplaires et *Le Progrès Syndical* à 32.000. La CNE-LBC et le Textile conservent cependant leur propre bulletin. Manifestement, la CSC sous-estime l'importance de certains problèmes car, pour des raisons encore obscures, l'*Algemeen vakblad* disparaît en décembre 1936. Il entraîne *Le Progrès Syndical* dans sa chute.

En 1930, le mouvement syndical chrétien décide de tenir des journées d'étude fédérales ou provinciales tous les deux ans, entre les congrès bisannuels. Pour servir de matériaux d'étude, aussi bien aux formateurs qu'aux participants, Arendt et ses collaborateurs élaborent trois brochures volumineuses en 1931, 1933 et 1936 : *L'Action syndicale* (deux tomes) et le *Manuel d'action syndicale*. Pour les propagandistes, l'objectif est d'organiser des réunions provinciales mensuelles. Afin de les aider davantage encore dans leur tâche, le mouvement publie, à partir de la mi-1935 et presque chaque semaine, les *Notes de documentation*. Au cours de la seconde moitié des années trente, la formation et la propagande connaissent une extension nette : elles s'adressent aux militants d'entreprise, aux membres ordinaires et à la masse des non-syndiqués. Après la grève générale de juin 1936, le nombre de commissions paritaires s'accroît considérablement. Dans les grandes entreprises, des élections ont lieu pour désigner les délégués des travailleurs. Les premières véritables cellules d'entreprise sont établies, ce qui demande aux militants des efforts plus importants. Les grandes centrales commencent à se concentrer de plus en plus sur l'action directe en entreprise et à s'intéresser moins aux sections professionnelles locales. A l'initiative de la centrale des Métallurgistes, Arendt écrit, en 1937, *Le Catéchisme du dirigeant syndical*, expressément destiné aux militants d'entreprise. Cette publication connaît un grand succès. Trois éditions paraissent en quelques mois. Elles représentent un tirage total de 8000 exemplaires (5000 en flamand et 3000 en français) ⁶⁸. A partir de

68. L'information sur toutes ces questions est disséminée dans les rapports d'activité de la CSC et dans *CSC Mensuel*.

l'année 1938-1939, des week-ends d'étude sont régulièrement organisés pour les "délégués d'usine". Au cours de la même année, un centre d'étude syndical permanent commence à fonctionner à l'abbaye de Kortenberg. Deux jours par mois, une cinquantaine de jeunes permanents wallons des fédérations et des centrales y reçoivent une formation systématique. La "session flamande", programmée pour l'année suivante, est provisoirement reportée à cause de la mobilisation générale, en septembre 1939.

L'annonce de la loi sur l'assurance-chômage obligatoire donne à la CSC l'occasion de mettre sur pied une campagne de propagande de grande envergure. En raison des nouvelles dispositions, des centaines de milliers de travailleurs, qui ne sont pas encore syndiqués, vont devoir choisir entre l'affiliation à la caisse d'assistance officielle ou l'adhésion à une caisse syndicale de chômage. Cette adhésion implique presque automatiquement l'incorporation à un syndicat. Une partie de la campagne menée par la CSC consiste à mettre des moyens financiers à la disposition de la JOC-KAJ et des LOFC-KAV, pour le recrutement de propagandistes syndicaux. Le "Tour des Flandres", qui a lieu au printemps 1938, constitue un premier temps fort de la propagande. Dans le style de l'époque, trente meetings de masse sont organisés au Nord du pays. Chaque fois, un orateur s'adresse aussi bien aux jeunes ouvriers et ouvrières qu'aux adultes, en alternance avec des chœurs parlés, alors fort populaires, et de la musique. Ces manifestations drainent, au total, 45.000 auditeurs. Le projet visant à organiser un "Tour de Wallonie" échoue. Au cours de l'hiver 1938-1939, la propagande de masse est décentralisée au plan communal. Plus de 500 réunions se tiennent. On y projette, en guise d'attraction principale, un film sur la fête du 7 août 1938, commémorant le cinquantième du syndicalisme chrétien. Ces séances attirent près de 100.000 participants. Lors d'un congrès restreint de la CSC, tenu le 9 juillet 1939 à Liège, Gust Cool, "l'architecte du Tour des Flandres" et des soirées cinématographiques syndicales, clôt provisoirement la campagne par une allocution sur "les méthodes de propagande modernes". Par les mesures qu'elle développe en matière de formation et de propagande, la CSC montre qu'elle prend au sérieux la "conquête de la masse" ⁶⁹.

C. Idéaux socio-économiques et revendications concrètes

Pendant tout l'entre-deux-guerres, l'attention de la CSC se porte principalement sur la réorganisation et sur le développement du mouvement syndical. Elle se focalise, en outre, sur l'élaboration d'une base théorique, de nature à fonder les positions générales prises par le syndicat et la formu-

69. Rapport d'activité de la CSC 1938, 47-55; *CSC Mensuel* (1939) II, 56-59, 178-192; à ce propos, on trouve aussi de nombreux rapports dans *CSC Mensuel* 1938 et 1939.

lation de revendications concrètes au plan socio-économique. Dans les années vingt, ce travail théorique est surtout effectué par un petit groupe de personnes, réunies au sein de la commission d'étude de la CSC. Celle-ci se compose de prêtres et de professeurs d'université, à l'exception de Carels, déjà cité, qui en peu de temps, en autodidacte, devient le principal idéologue du mouvement syndical chrétien dans les années vingt. Au cours de la décennie ultérieure, le Père Arendt marque de son empreinte la doctrine et les prises de position de la CSC. En ces matières, Pauwels paie aussi de sa personne.

Organisation démocratique de la profession et économie dirigée.

Dans l'étude des problèmes socio-économiques et la recherche de solutions possibles, la CSC établit une distinction nette entre les objectifs de long terme et les réformes ou les mesures à mettre en œuvre immédiatement. Pour l'avenir, l'idéal des syndicats chrétiens se fonde sur les conceptions corporatistes, telles qu'elles ont été formulées dès la fin du 19^{ème} siècle par les penseurs catholiques sociaux. Au plan social et économique, ce corporatisme se caractérise surtout par la collaboration du travail et du capital, qui se concrétiserait dans des syndicats mixtes. Il apparaît assez rapidement que ce moyen est peut-être le meilleur en théorie. Dans la pratique, par contre, il constitue davantage un frein qu'un instrument efficient pour réaliser le corporatisme. Dès lors, avant 1914, le mouvement syndical chrétien naissant continue à défendre la collaboration entre patrons et travailleurs, tout en étant de plus en plus convaincu que cette formule n'a de chances de succès qu'avec des organisations professionnelles fortes, autonomes et séparées pour ouvriers et pour patrons.

Après la guerre, cette conviction est une des pierres angulaires de l'idéal socio-économique du mouvement syndical chrétien : l'organisation de la profession⁷⁰. Le cinquième congrès de la CSC, tenu en juin 1921, est placé tout entier sous le signe de cet objectif. Le rapport du Père Rutten, "Economie organisée au lieu de libéralisme", et surtout celui de René Carels, "Vers l'économie organisée", contiennent pratiquement tous les éléments essentiels de l'organisation de la profession comme idéal socio-économique, tel qu'il sera développé dans les années suivantes.

On a constaté, dans le passé, que les intérêts des travailleurs et des patrons ne peuvent être groupés, tout simplement, sous un dénominateur commun. Pour défendre au mieux ces intérêts différents, il importe que les uns et les autres se réunissent en syndicats distincts. Comme tels, ces syndicats constituent la base et la condition nécessaire d'une organisation démocratique.

70. Sur la problématique de l'organisation de la profession et les initiatives qui s'y rattachent, cf. Kwanten, *Bedrijfsorganisatie*; Mampuy, "Quadragesimo anno" et Luyten, "Wetgevende Initiatieven". Voir aussi la récente thèse de doctorat de Luyten, *Het corporatisme in België*.

Le Pape et la Crise

Que veut l'Eglise Catholique pour solutionner la situation économique actuelle ?

S. S. le Pape Pie XI

dans sa dernière encyclique, donne les remèdes indispensables pour sauver de la misère et du chômage tous les travailleurs.

Pour témoigner

leur reconnaissance au Chef de l'Eglise, les ouvriers chrétiens organisent une

GRANDE MANIFESTATION le Dimanche 22 Novembre

A 2 heure :

Le **TE DEUM** sera
chanté en l'Eglise Ste Gudule
par Son Eminence
le Cardinal **VAN ROEY**.

A 3 heure :

MANIFESTATION
dans la Salle de la Madeleine
RUE DUQUESNOY

Y prendront la parole :
M. le Ministre HEYMAN,
Le R.P. RUTTEN, Sénateur.

LIGUE NATIONALE DES TRAVAILLEURS CHRETIENS DE BELGIQUE

JULES WELLENS, Rue Van Hoorde Br. Tél. 15.91.30

*Dans l'entre-deux-guerres, l'organisation de la profession constitue l'idéal socio-économique de la CSC, qui invoque l'encyclique papale Quadragesimo anno de 1931.
(Affiche, 1931)*

cratique de la profession. En leur sein, des représentants devraient être élus pour former un conseil sectoriel. Paritaire, ce dernier serait compétent pour toute matière importante dans le secteur concerné. Il serait donc un instrument essentiel pour assurer la participation des ouvriers. Au sein de la CSC, il n'y a pas d'unanimité sur la question de savoir jusqu'où pareille cogestion peut aller. Ainsi Carels plaide pour une correction très poussée du principe du marché libre. Selon lui, les travailleurs, c'est-à-dire les syndicats, devraient pouvoir participer aux décisions en matière de politique de production et des prix, de répartition et d'affectation des bénéfices, d'organisation générale du secteur professionnel. Le successeur de Carels, le Père Arendt, donne une définition plus restrictive de la participation ouvrière.

Les différents conseils professionnels seraient à leur tour chapeautés par un Conseil Professionnel Central, qui devrait être, en un certain sens, une version améliorée du Conseil Supérieur du Travail. A ce propos aussi, les opinions diffèrent : les uns préconisent un Conseil Professionnel Central purement consultatif à l'égard du gouvernement; les autres y voient la plus haute autorité sociale et économique du pays, dotée de compétences législatives et exécutives. Enfin, ce Conseil Professionnel Central ferait partie d'une organisation de la profession internationale. La CSC utilise, dans ce cadre, des expressions telles que "nouvel ordre économique international" et "répartition internationale et rationnelle du travail".

Par l'organisation de la profession, le mouvement ouvrier chrétien poursuit deux objectifs importants. Il veut, tout d'abord, mettre fin aux injustices sociales, résultant d'un capitalisme libéral régi par le gain et par la concurrence. Ensuite, l'organisation de la profession doit aussi permettre d'assurer, outre la démocratie politique, la démocratie économique. A travers leurs syndicats, les travailleurs obtiendraient un droit de contrôle et de participation dans les conseils professionnels. Grâce à cette concertation, il devrait y avoir moins de grèves, mais aussi une plus grande planification de la production, par conséquent une amélioration de la situation pour toutes les parties concernées et, de ce fait, pour la collectivité toute entière.

La CSC est suffisamment réaliste pour se rendre compte qu'un tel programme ne peut aboutir à court terme. Aussi, dans la pratique, elle soutient toute initiative qui constitue un pas dans la "bonne" direction de l'organisation de la profession : les commissions paritaires, la conclusion de conventions collectives, la création de commissions de conciliation, etc... C'est ainsi que la CSC introduit à trois reprises (1921, 1922, 1925), par l'intermédiaire de son ancien président Hendrik Heyman, une proposition de loi sur les commissions paritaires. Sans succès, elle demande un élargissement des compétences de ces organes à l'ensemble des conditions de travail, la possibilité de rendre leurs décisions obligatoires par voie d'arrêté royal, avec les sanctions y afférentes. Lors de son congrès de 1925, la CSC exige aussi un règlement arbitral des conflits du travail. A ce sujet, un arrê-

té royal est promulgué, le 5 mai 1926. Il est fortement amendé par un autre arrêté, daté du 25 novembre 1929. Même si elles ne sont pas tout à fait conformes à ses souhaits, la CSC considère ces dispositions comme un pas effectué en direction de l'organisation complète de la profession.

La conjoncture économique favorable de la seconde moitié des années vingt a pour effet de réduire considérablement l'intérêt pour l'organisation de la profession. La crise économique, qui sévit à partir de 1929, et surtout la parution de *Quadragesimo anno* (1931) permettent au thème de refaire surface. Pour traduire dans les faits la doctrine socio-économique de l'Eglise, *Quadragesimo anno* plaide en faveur du rétablissement de l'ordre social, à travers une collaboration étroite entre "les catégories professionnelles, dans le cadre desquelles les gens sont classés non selon la position qu'ils occupent sur le marché de l'emploi, mais selon la tâche sociale qu'ils exercent" (n° 83). En ce qui concerne les objectifs généraux et le rôle de l'organisation de la profession, ainsi que les propositions concrètes visant à la réaliser, il n'y a en fait guère de différence avec les positions adoptées durant les années antérieures à la publication de *Quadragesimo anno*. La différence réside plutôt dans le fait que les temps ont changé. Dans les années vingt, le mouvement ouvrier chrétien est pratiquement seul à mener une propagande pour l'organisation de la profession. Par suite de la crise économique, ce thème devient, au cours des années trente, un des principaux sujets de discussion dans la société belge. Sous l'influence manifeste des expériences menées en Italie fasciste, le terme de corporatisme se substitue de plus en plus à celui d'organisation de la profession. On retourne ainsi, en Belgique, à la terminologie du discours catholique social du dernier quart du 19^{ème} siècle.

Les années de crise font apparaître quelques accents spécifiques. Ainsi la CSC insiste bien davantage sur le fait que l'organisation de la profession doit être envisagée dans le cadre plus large de la réforme de l'Etat. Encore marqué par les séquelles des élections législatives de mai et de la grève générale de juin 1936, le président Pauwels tient à ce propos un langage très clair au congrès restreint de novembre 1936. Selon lui, le Parlement doit céder, là où c'est possible, des compétences aux "professions organisées". Le gouvernement doit être plus "stable" et disposer d'une autorité accrue, en recevant des compétences plus larges : "A cet égard, la pratique qui semble vouloir s'instituer de voter des lois de cadre en matière économique et sociale et de confier au Gouvernement et au Ministre compétent le soin d'appliquer ces lois (...) rencontre notre sympathie". Le pouvoir du Roi doit aussi être renforcé en ce qui concerne le choix des ministres, les nominations dans l'armée et dans l'administration, la dissolution du Parlement et le référendum. A propos des dangers que pourrait receler pareil régime, Pauwels déclare : "Pour ce qui nous concerne, nous préférons l'absolutisme du Roi à la dictature d'un chef de parti, qui trop souvent n'est qu'un chef de bande" ⁷¹.

71. CSC Mensuel (1936) II, 408-411.

Contrairement à certains responsables de la LNTC, la CSC se démarque nettement du corporatisme d'Etat italien, dans lequel les corporations ne sont que des structures administratives au service d'un pouvoir d'Etat toujours plus grand. Pour la CSC, les corps professionnels ou les corporations sont des institutions qui doivent remplir leur tâche de manière autonome, sous la surveillance de l'Etat, il est vrai. Dans le même esprit, la confédération chrétienne met l'accent sur le syndicat libre comme base de l'organisation de la profession. Le climat politique général, favorable à la montée de la droite en Europe, et la percée des partis de droite aux élections de mai 1936 amènent la CSC à ne plus parler que "d'organisation démocratique de la profession". Toutefois, cette correction verbale ne change pas grand-chose au contenu que les mots dissimulent. Et ce contenu présente quelques similitudes avec les conceptions et les structures socio-économiques des pays dont le syndicat chrétien récuse le système politique.

La direction de la CSC est fermement convaincue que l'organisation de la profession verra le jour plus tôt que prévu, dans le cadre d'une nouvelle économie "organisée" ou "dirigée". Elle s'intéresse de près au rôle que jouera le syndicat dans un tel système. Avec l'organisation de la profession, l'action syndicale entrera définitivement dans une phase nouvelle. Jusqu'en 1914, l'accent était mis sur le social, c'est-à-dire sur l'amélioration des conditions de travail et de la législation sociale. Par la force des choses, les méthodes utilisées étaient le plus souvent offensives, comme les grèves. Les changements intervenus dans les rapports de force après la guerre ont également provoqué d'importantes modifications aux plans économique et social. Avec les commissions paritaires, "des méthodes de négociation et d'accord se substituèrent à la gymnastique syndicale qu'étaient les grèves". Au cours des années suivantes, les syndicats ont été de plus en plus associés à toutes sortes d'institutions publiques, dans lesquelles les patrons étaient également présents. Cette collaboration de fait a développé, au sein des syndicats, ce que l'on peut appeler "l'esprit de gouvernement".

De ce fait, les problèmes économiques deviennent de plus en plus importants pour le mouvement syndical. Dans la nouvelle "économie dirigée", ce dernier doit passer de l'étude de l'économie à la prise de responsabilités : "Jusqu'ici, en effet, les syndicats n'ont eu qu'une mission : représenter les travailleurs et par le fait même, leur action fut exclusivement sociale et revendicative. Dans l'Economie Nouvelle, ils représentent encore à coup sûr les intérêts des travailleurs mais, participant à l'autorité professionnelle, ils représenteront également celle-ci dans une certaine mesure et, dès ce moment, dans une large mesure, leur activité deviendra économique". Pour bien remplir ce rôle, la formation économique et le développement du sens des responsabilités constituent une mission très importante pour les dirigeants, les permanents et les militants du mouve-

ment syndical ⁷². Cette nouvelle "économie dirigée" ne démarre pas avant la guerre. Toutefois, la description de celle-ci et le rôle du mouvement syndical en son sein présentent maintes similitudes avec l'économie de concertation qui voit le jour après 1945. A la fin 1934, Heyman dépose à nouveau une proposition de loi, qui prévoit un statut légal pour les syndicats, les conventions collectives et les commissions paritaires. A la suite de la dissolution de la Chambre, Heyman introduit cette proposition, quelque peu modifiée, à deux autres reprises (juillet 1936 et février 1940), mais sans jamais aboutir.

Pragmatisme dans les programmes concrets de revendications

La CSC ne se contente pas de susciter et de soutenir des initiatives allant dans le sens d'une organisation générale de la profession. Elle prend aussi position sur la réalité économique et sociale de tous les jours. C'est ainsi qu'elle aborde la question de l'article 310 du Code Pénal au premier congrès de l'après-guerre, tenu en avril 1919. La CSC est en principe en faveur de la suppression de cette disposition. Toutefois, elle demande en même temps de "ne pas abroger l'article 310 si l'on n'insère pas à un autre endroit du Code Pénal un nouveau texte, visant à empêcher une majorité hostile d'affilier la minorité à un syndicat déterminé", et ce par la tyrannie [NT] ⁷³. La peur du raz-de-marée socialiste est grande : le "rouge ou pas de pain" n'est pas seulement un slogan, mais parfois aussi une dure réalité. La CSC fait tout ce qu'elle peut pour convaincre le gouvernement, les députés et les sénateurs du bien-fondé de sa position. Malgré un projet gouvernemental favorable à ses vues, "ce furent des journées angoissantes, car tous nous sentions parfaitement que la vie même du syndicalisme était en jeu" ⁷⁴. La confédération chrétienne obtient cependant gain de cause, sans doute aussi parce qu'une majorité de parlementaires libéraux et catholiques conservateurs veulent empêcher qu'un seul syndicat, socialiste en l'occurrence, ne subsiste à court terme. La loi abrogeant l'article 310 du Code Pénal et celle qui garantit la liberté d'association sont adoptées en même temps, le 24 mai 1921.

Juste après la guerre, la deuxième grande revendication du mouvement ouvrier socialiste porte sur la journée de huit heures, six jours par semaine. Au départ, la CSC attire l'attention sur la nécessité d'introduire progressivement cette réforme. Assez vite toutefois, elle se mue en partisan convaincu d'une instauration immédiate et générale de pareille réforme.

72. Citations de H. Pauwels, *Le rôle économique des syndicats de salariés dans l'économie organisée nouvelle* (Congrès de la CSC 1936) 15, 16 et 32. Voir aussi Pauwels, *Vingt-cinq années d'action syndicale* (Congrès de la CSC 1934) 66-74 et *Manuel d'action syndicale* (1936) 128-152.

73. *Congrès de la CSC 1919*, Résolutions, 5-6.

74. Rapport d'activité de la CSC, 1920-1922, 29.

Dès la promulgation de la loi instaurant la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures, le 14 juin 1921, les patrons tentent de la vider de sa substance. Les attaques des employeurs se poursuivent tout au long des années vingt. Il ne se passe guère de congrès sans que ce thème soit abordé. La CSC continue, cependant, avec les socialistes, à mener une action toujours plus forte pour maintenir le principe de la journée de 8 heures. Elle affirme : "supprimer la journée de 8 heures ou simplement y apporter des atténuations, sous prétexte de lui donner plus de souplesse, constituerait dans les circonstances actuelles, non seulement une régression sociale dont les travailleurs feraient tous les frais, mais aussi une compromission sérieuse de toutes les possibilités de relèvement de la classe ouvrière" ⁷⁵.

Le chômage est un autre problème qui préoccupe fortement le mouvement ouvrier pendant tout l'entre-deux-guerres. Avec la création du Fonds National de Crise, à la fin 1920, un pas important est accompli en direction d'une indemnisation générale du chômage involontaire. Toutefois, la CSC ne se satisfait pas des dispositions régissant le système de la liberté subsidiée. A son congrès de 1923, elle se prononce en faveur d'une assurance obligatoire contre le chômage involontaire, financée par les cotisations des travailleurs, des pouvoirs publics et des patrons. La mise en œuvre administrative de ce système devrait être assurée par les caisses de chômage libres, autrement dit par les syndicats. Dans les années vingt, néanmoins, le chômage n'est pas très élevé. C'est seulement dans les années trente qu'il domine l'ensemble de l'action syndicale ⁷⁶.

D'autres questions sont régulièrement abordées dans les années vingt. Parmi elles, il y a les allocations familiales et les congés payés. Le problème des allocations familiales est toujours traité par la CSC dans le cadre de la politique salariale générale. A son congrès de 1919, la confédération chrétienne soutient que le salaire doit être proportionné à la valeur du travail effectué. En 1921, elle ajoute qu'il ne peut, en aucun cas, être inférieur au montant permettant de satisfaire les besoins normaux d'un ménage comptant cinq personnes. Si les femmes seules doivent recevoir un salaire égal pour un travail égal, elles ne peuvent être une entrave à l'emploi masculin. Au départ, en 1921, la CSC semble considérer les allocations familiales comme un revenu complémentaire : elle y voit un supplément pour les ménages qui reçoivent tout juste le salaire minimum, alors qu'ils ont plus de trois enfants. Selon la CSC, il est normal que les patrons financent ces allocations familiales, au titre d'une sorte de coût salarial additionnel. Dans le

75. Rapport d'activité de la CSC 1925, 60. Voir aussi les autres rapports d'activité de la CSC pendant l'entre-deux-guerres. R. Carels, "Het vraagstuk van den achturigen arbeidsdag", *GMG* (1924) 126-145; H. Pauwels, "Over den achturen-arbeidsdag", *GMG* (1927) 129-137 et 199-209; pour une approche globale, voir Neuville, *La lutte ouvrière pour la maîtrise du temps*, II, 22-160.

76. Voir à ce propos tous les rapports d'activité de l'entre-deux-guerres et le périodique *CSC-Mensuel* des années trente. Sur le contexte global, cf. Vanthemsche, *Werkloosheid*.

cadre de son idéal d'organisation de la profession, CSC propose également que les fonds destinés aux allocations familiales alimentent des caisses de compensation spéciales, organisées au plan national par secteur d'activité. Ces caisses seraient gérées paritairement par les patrons et par les travailleurs. Les pouvoirs publics les soutiendraient en leur accordant des subsides. Au cours des années suivantes, les patrons sont de plus en plus nombreux à payer des allocations familiales. Le processus s'accélère avec la nomination de Hendrik Heyman, ancien président de la CSC et de la LNTC, au poste de ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale. La loi du 14 avril 1928 oblige les pouvoirs publics à ne plus travailler qu'avec des entrepreneurs affiliés à une caisse d'allocations familiales. Celle du 4 août 1930 généralise ces dispositions à tous les employeurs. Même si la CSC considère cette loi comme une de ses victoires, elle regrette que la gestion paritaire des caisses de compensation n'y soit pas inscrite ⁷⁷.

La question des congés payés est traitée par la CSC à tous ses congrès. Elle se retrouve dans tous les programmes de revendications. En 1929, le président Debruyne dépose une proposition de loi sur les congés payés. Il convient de noter à ce propos que la confédération ne demande pas de dispositions légales comme telles, en ce domaine, mais une réglementation fixée par voie de conventions collectives. C'est seulement en cas d'échec de cette procédure que le gouvernement devrait intervenir par arrêté royal. Une telle position est la conséquence logique de l'idéal d'organisation de la profession qui, dans toutes les matières, fait assumer la responsabilité première aux représentants des patrons et des travailleurs. Elle se distingue nettement de l'attitude des socialistes : en matière d'allocations familiales et de congés payés, ceux-ci plaident pour une intervention directe des pouvoirs publics par la voie législative. La proposition de loi Debruyne n'a aucun résultat. Même si des dispositions en matière de congé voient le jour dans un nombre croissant de secteurs et d'entreprises, il faut attendre la grève générale de juin 1936 pour que la loi accorde une semaine de congés payés à tous les travailleurs ⁷⁸.

Dans les années trente, les propositions socio-économiques de court terme sont entièrement dictées par la recherche de solutions à la crise économique et aux conséquences sociales de celle-ci ⁷⁹. Pour rendre le redressement financier possible, la CSC marque son accord à la politique de dé-

77. Congrès de la CSC 1921, 18-19 et 21; J. Roscam & R. Carels, *Les allocations familiales et leur application* (Congrès CSC 1923); *CSC Mensuel* (1930) 31-33, 60-62; A. Bertinchamps & L. Van Bladel, *Les revendications des Syndicats Chrétiens de Belgique en matière de salaires et d'allocations familiales* (Congrès CSC 1936).

78. Braeckman, *Congés payés* (Congrès CSC 1925); F. Decourcelle, *Rapport sur la santé des travailleurs et les congés payés* (Congrès CSC 1930); Rapport d'activité de la CSC 1930, 51-56; divers articles dans *CSC Mensuel* des années trente.

79. Document de base pour cette période : le rapport de J. Arendt, *La réorganisation du régime économique* (Congrès CSC 1932). On trouve une adaptation de celui-ci dans *L'action syndicale* (II, 1933) et le *Manuel d'action syndicale* (1936). Pour une bonne synthèse relative aux années 1930-1935 : Clement, *Crisisoplossingen*, 43-55.

flation des coalitions catholiques-libéraux. Toutefois, des économies ne peuvent être réalisées dans le seul secteur social : elles doivent aussi être effectuées dans les dépenses militaires et dans l'enseignement de l'Etat. La CSC accepte également une augmentation de la fiscalité. Toutefois, elle souhaite que des efforts accrus soient mis en œuvre pour augmenter l'impôt prélevé sur la fortune, plutôt que celui frappant le revenu professionnel. Elle met aussi en garde contre une augmentation excessive de la fiscalité, qui découragerait les épargnants privés, lesquels doivent en fin de compte apporter les capitaux pour de nouveaux investissements. A mesure que la crise se prolonge, la CSC est de moins en moins convaincue de l'opportunité d'une politique déflationniste. Elle croit davantage qu'une politique commerciale active, éventuellement stimulée par une dévaluation, est de nature à offrir plus de perspectives. Dans le même esprit, elle se montre favorable à un développement du marché libre, aussi peu entravé que possible. Elle condamne toute forme de protectionnisme, mais elle prévoit, comme porte de sortie, la possibilité de "se protéger" contre des mesures "déloyales" d'autres pays, comme le dumping par exemple. Elle prône la conclusion d'accords bilatéraux, ainsi que la mise en œuvre de mesures protectionnistes déguisées, comme la stimulation de l'achat de produits belges et la recommandation, adressée aux pouvoirs publics, de passer leurs commandes à l'industrie nationale. La position de la CSC sur les migrants illustre bien ce mélange de considérations de principe et d'attitude pragmatique. Les travailleurs étrangers doivent être accueillis avec hospitalité et traités de la même manière que les ouvriers belges. Le mouvement se demande cependant ce qu'il convient de faire en cas d'augmentation du chômage : "Les repatrier ? Pratiquement, la chose est difficile à exécuter. Leur octroyer les allocations de chômage ? Sauf exception, il n'y faut point songer, d'autant plus que la plupart de ces ouvriers restent réfractaires à l'organisation syndicale et à ses diverses formes d'assurance" ⁸⁰. Il est clair, pour la CSC, qu'une situation de crise justifie des mesures exceptionnelles. C'est pourquoi la confédération marque finalement son accord à l'Arrêté Royal de pouvoirs spéciaux du 8 décembre 1934 sur la limitation du nombre de travailleurs étrangers. Cette acceptation rejoint une série de propositions du syndicat chrétien, visant à combattre les conséquences sociales de la crise et surtout le chômage. Lors de son congrès d'août 1932, la CSC plaide pour une réduction drastique de la durée du travail à six heures par jour, avec la semaine de six jours : en effet, le chômage est inévitable par suite des diverses mesures prises et de la rationalisation économique. Cette proposition se heurte à une vive résistance de la part du patronat. C'est seulement après la grève générale de juin 1936 que patrons et syndicats s'accordent sur l'instauration progressive de la semaine de quarante heures.

80. Rapport d'activité de la CSC 1930, 71.

La CSC formule deux autres propositions classiques, visant à retarder les entrées et à avancer les sorties sur le marché du travail : régulièrement, elle demande la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans et l'abaissement de l'âge de la pension à soixante ans.

D. Le combat quotidien dans les années trente

Le mouvement syndical est essentiellement une organisation militante. En fait, tout ce qu'il entreprend est de l'action syndicale. Il y a, bien entendu, l'action dans les entreprises, mais aussi les services rendus aux membres, la collaboration à maintes commissions publiques, institutions et commissions paritaires, la propagande en tout genre, ainsi que, last but not least, la formation des permanents et des militants. Que l'action syndicale se développe au rythme du renforcement de la CSC, c'est l'évidence même. Dans les années vingt, les syndicats chrétiens sont beaucoup plus faibles que leurs homologues socialistes, surtout dans les entreprises, à l'exception du secteur textile. C'est pourquoi notre attention se portera surtout sur l'action de la CSC au cours des années trente. Enfin, nous nous pencherons sur les relations du syndicat chrétien avec la confédération socialiste.

Les actions développées par les syndicats chrétiens au cours de la crise des années trente connaissent des hauts et des bas, à l'instar de la conjoncture économique. Une première période se clôture à la fin 1934-début 1935. Entre 1932 et 1934, le chômage atteint son apogée et le syndicat est complètement acculé à la défensive. La dévaluation du franc belge, à la fin mars 1935, constitue un tournant. Une nette reprise économique y fait suite. Comme la CSC le constate à différentes reprises, ce redressement résulte malheureusement de la menace de guerre, qui vaut des commandes importantes à différentes industries. C'est au cours de cette phase que la CSC repasse à l'offensive. Les deux périodes connaissent aussi chacune leur propre mouvement de grève : en 1932, contre les réductions de salaires, et en 1936, pour la réalisation de revendications importantes dans le domaine de la législation sociale.

Sous le signe de la crise : la CSC sur la défensive

A partir d'août 1930, le chômage connaît une ascension fulgurante. Toutefois, au début, ce sont surtout les réductions salariales dans de nombreux secteurs qui suscitent le plus d'inquiétude. Vers la fin de l'année, les organisations patronales lancent de vives attaques contre l'indexation des salaires. Au conseil de la CSC du 20 janvier 1931, le Père Arendt présente un rapport détaillé sur "L'indice des prix de détail". Il ressort des résolutions alors adoptées que la CSC est fort attachée à la liaison des salaires à l'index. Cependant, elle accepte que "dans certaines circonstances excep-

tionnelles, lorsque la nécessité de cette mesure pour sauver une branche d'industrie est nettement démontrée, on réduise les salaires sans que le coût de la vie ait diminué" ⁸¹. Cette position modérée n'empêche nullement que, surtout dans les premières années de crise, les salaires diminuent plus fortement que le coût de la vie.

Fin mai - début juin 1932, une grève sauvage éclate dans le Borinage, contre la énième tentative des patrons visant à diminuer les salaires des mineurs. Très vite, la grève s'étend à l'ensemble du bassin houiller wallon, finalement aussi au Limbourg. Après le 10 juillet, date à laquelle on déplore deux morts, le mouvement prend presque l'allure d'un petit soulèvement. Il importe de noter que non seulement la CSC, mais aussi les syndicats socialistes sont débordés par leur propre base : les grévistes s'attaquent non seulement aux châteaux et aux villas des directeurs de charbonnages, mais aussi aux Maisons du Peuple. Pour la première fois, les communistes jouent un rôle important dans les événements. Dans tous les autres conflits sociaux qui se produiront avant la seconde guerre mondiale, il faudra compter avec eux. Cette situation dangereuse conduit à des contacts entre la CSC et la Commission Syndicale du POB. A Charleroi, on assiste même à la mise sur pied d'un "cartel de collaboration". A la réunion du conseil de la CSC du 16 juillet 1932, une discussion vive oppose partisans et adversaires d'une grève générale. On s'en tient finalement à des critiques sévères vis-à-vis du gouvernement, de "certains financiers" et de la presse de droite, ainsi qu'à un plaidoyer en faveur d'une démarche claire, pour maintenir la crédibilité de la CSC auprès des travailleurs. Ce premier grand conflit en temps de dépression économique fait apparaître nettement des dissensions au sein de l'organisation syndicale chrétienne : ces désaccords portent sur l'attitude à adopter face aux mesures de crise imposées par le patronat et par le gouvernement ⁸².

Bien vite cependant, le problème des diminutions de salaires est repoussé à l'arrière-plan, en raison du chômage massif. Au dixième congrès, tenu en août 1932 et entièrement placé sous le signe de la crise, Pauwels déclare que la moitié du temps dont disposent les permanents est consacré au chômage et aux problèmes qui y sont liés. Le Père Arendt présente, outre des rapports sur le chômage et sur les salaires, un exposé remarquable sur la "Réorganisation de notre régime économique". Le point de départ de ce texte est une critique virulente de toutes les forces qui favorisent une dictature du grand capital. Pour éviter pareil danger, il faut établir une séparation stricte entre le pouvoir financier et le pouvoir politique. Ce dernier doit être renforcé. Il faut lui donner des compétences étendues de

81. *CSC Mensuel* (1931) 45. Voir aussi *CSC Mensuel* (1931) 89-94 et (1934) 474-492. Pour une approche globale, voir Scholliers, *Loonindexering en sociale vrede*, surtout 199-244.

82. Voir bureau journalier, bureau et conseil en juillet-août 1932; *CSC Mensuel* (1932) 334-356; Rapport d'activité de la CSC 1934, 46-54; Driesen, *De algemene staking van 1932*.

contrôle et de sanction à l'égard des institutions financières et des spéculateurs. Les organisations ouvrières doivent également être reconnues officiellement dans le cadre d'une économie fondée sur l'organisation de la profession.

Entre-temps, le chômage continue de progresser et l'Etat voit ses difficultés financières s'accroître. Après les élections législatives du 27 novembre 1932, le gouvernement de Broqueville obtient des pouvoirs spéciaux, pour s'attaquer au redressement financier. Ce sont les premiers d'une longue série : jusqu'au printemps 1936, tous les gouvernements disposeront de délégations de pouvoirs⁸³. C'est surtout entre la fin 1932 et le début 1935 que la politique de crise provoque des réactions au sein du mouvement ouvrier chrétien, et de la CSC en particulier. Les critiques portent principalement sur l'instauration de "l'état de besoin" et sur d'autres modifications de la réglementation du chômage, qui impliquent des économies réalisées sur le dos des sans-travail. La position de la CSC, sans cesse répétée, est qu'il ne peut y avoir d'économies "sociales" aussi longtemps que les nombreux abus commis dans d'autres domaines, en particulier dans les dépenses militaires et dans le monde financier, ne sont pas éliminés. Sans résultat. Au conseil de la CSC du 22 avril 1933, Antoon Wolfs déclare : "Le gouvernement mène à notre égard une guerre d'usure; il nous conduit petit à petit là où il veut que nous allions" [NT]. A la même réunion du conseil, le président Pauwels exprime très bien l'attitude pragmatique adoptée par la CSC dans ces années difficiles : "Nous devons faire des propositions raisonnables au gouvernement, si nous ne voulons pas que le gouvernement prenne des décisions sans nous" [NT]. A mesure que la crise progresse, le syndicat chrétien adopte une position de plus en plus modérée, tout en continuant à critiquer sévèrement le gouvernement. Ce comportement suscite parfois de vives tensions avec la LNTC, dont des représentants siègent au Parlement ou occupent même des postes ministériels. Ce sont surtout le rejet des pouvoirs spéciaux par la CSC et l'acceptation pragmatique de ceux-ci par la LNTC qui constituent des pommes de discorde.

Des propos durs sont également échangés au sein de la CSC elle-même. En 1933, ces tensions mènent à un conflit ouvert avec Emiel Verheeke et avec la centrale du Textile. Lorsqu'en juin 1934, le gouvernement de Broqueville demande à nouveau des pouvoirs spéciaux, la CSC exprime une fois encore de vives critiques à son endroit. Elle demande à la LNTC et à ses parlementaires de ne pas approuver une délégation de pouvoirs qui permettrait de prendre des mesures opposées au programme du syndicat. Après des discussions animées au sein de la LNTC, les pouvoirs spéciaux sont quand même approuvés. On assiste alors à des débats passionnés au conseil et au bureau de la CSC. On reproche aux dirigeants de la confédé-

83. Pour toute cette période, nous renvoyons à Vanbellinghen, *De houding* (1984).



*Le rejet par la CSC du "Plan du Travail" socialiste s'explique surtout par des raisons tactiques et politiques.
(Caricature, 1936)*

ration de ne pas s'être tenus au mandat donné par le conseil du 19 juin. C'est durant cette grave crise de confiance que se tient le onzième congrès, les 14 et 15 juillet. Le climat dans lequel la rencontre a lieu se reflète dans les remarques d'Antoon Wittevrongel et de Jozef Braeckman : à la réunion suivante du bureau, ceux-ci déclarent avoir entendu des rumeurs selon lesquelles ce congrès serait le dernier de la CSC.

Au milieu de ces années agitées, le syndicat chrétien est confronté à un autre défi. A la fin 1933, les socialistes présentent un "Plan du Travail" pour combattre la crise ⁸⁴. Ce document contient nombre de revendications socio-économiques concrètes, auxquelles souscrit également la CSC. D'autres points par contre, comme les nationalisations, la négation des causes morales de la crise et le maintien de l'adhésion au marxisme, du moins en théorie, empêchent la confédération d'appuyer ce Plan. Toutefois, les causes profondes de ce rejet résident sans doute moins dans le contenu du document lui-même que dans les barrières insurmontables qui cloisonnent fortement la société. Elles tiennent aussi à la peur qu'éprouve le syndicat chrétien d'être absorbé, à l'occasion d'une collaboration éventuelle, par un partenaire socialiste beaucoup plus puissant.

Par ses contacts suivis avec le gouvernement et ses fonctionnaires, mais aussi parce que les socialistes sont dans l'opposition, la CSC donne l'impression d'avoir pris en main la direction du mouvement syndical. Le gouvernement ne se prive pas de conforter cette impression, et ce pour deux raisons. D'une part, l'appui apporté au "challenger" qu'est la CSC empêche, dans le chef de celle-ci, une collaboration systématique avec la Commission Syndicale du POB, jugée bien plus dangereuse. D'autre part, en faisant au compte-gouttes des concessions à une confédération chrétienne modérée, le cabinet brise quelque peu l'élan du syndicat socialiste, plus radical. Relevons un fait curieux : la CSC, alors même qu'elle est en recul, est de plus en plus reconnue au plan politique ⁸⁵.

La CSC reprend l'offensive

Avec le premier gouvernement Van Zeeland, constitué en mars 1935, on assiste à des changements dans de nombreux domaines. Au plan politique, il y a le retour des socialistes au gouvernement, après quasi huit ans d'opposition. Sur le terrain économique, le pays rompt définitivement avec

84. Rapports du bureau et du conseil janvier et février 1934; *CSC Mensuel* printemps 1934. Pour une approche globale, cf. Clement, *Crisisoplossingen*, surtout 97-166.

85. Voir Vanthemsche, *Werkloosheid*, 134-151. L'attitude du gouvernement inspire à la direction de la CSC des déclarations fortes : "On peut dire que dans toutes les questions qui se sont posées et qui relevaient de sa compétence, la CSC a non seulement pris attitude, mais elle a gardé complètement les leviers de commande. C'est notre CSC qui, malgré les difficultés considérables auxquelles elle eut à faire face, garde totale la direction de la politique ouvrière et syndicale de Belgique". Voilà ce que déclare le président Pauwels au conseil de la CSC du 16 janvier 1934 (*CSC Mensuel* 1934, 96).

la politique de déflation et la dévaluation du franc belge (28 %) favorise le redressement. A juste titre, la CSC constate que des revendications importantes de son programme, notamment l'organisation de la profession, sont reprises dans la déclaration gouvernementale ⁸⁶. Aussi se réjouit-elle de ce changement global. Elle a cependant conscience du fait que la reprise économique, succédant à cinq années de dures restrictions, fait naître de grands espoirs dans le monde du travail.

Pour rester en prise avec les aspirations des travailleurs, il est psychologiquement très important de reprendre l'offensive en termes de revendications. La CSC veille cependant à ne poser aucune exigence susceptible de mettre en danger le redressement économique. Dans toutes ses positions, elle met sans cesse l'accent sur le rôle modérateur qu'elle a joué au cours des dernières années : elle a ainsi permis aux travailleurs d'être épargnés par les mesures les plus dures et, simultanément, au gouvernement d'être aidé dans sa politique de lutte contre la crise ⁸⁷.

La reprise économique a pour effet d'accroître le mécontentement des travailleurs. Selon la CSC, le patronat porte souvent la responsabilité de cette situation : il garde trop facilement pour lui les bénéfices du redressement; il les transfère trop lentement et insuffisamment aux travailleurs. En mai 1936, après un mouvement de grève bref, mais dur, les ouvriers français obtiennent une grande victoire et concrétisent des revendications importantes. Nombreux sont alors ceux qui croient que l'agitation sociale va rapidement gagner la Wallonie. Toutefois ce sont les dockers anversois qui, le 2 juin, déclenchent le mouvement de grève le plus important qu'ait jamais connu la Belgique. En un laps de temps très court, plus de 500.000 salariés ont cessé le travail. La CSC et la Commission Syndicale du POB s'accordent rapidement sur un programme commun de revendications. Elles le présentent au second gouvernement Van Zeeland, qui vient d'être mis en place pendant la grève. Sur proposition de la CSC, le gouvernement convoque une réunion générale, à laquelle participent des représentants des organisations patronales et syndicales. Cette première Conférence Nationale du Travail aboutit à des résultats importants, dont les plus marquants sont l'instauration d'une semaine de congés payés et un accord de principe sur l'introduction progressive de la semaine de quarante heures. Des revendications spécifiques de la CSC sont également approuvées : la confédération obtient ainsi une augmentation sensible des allocations familiales. Pour plusieurs raisons, cette grève générale est une étape importante de l'histoire sociale belge. Elle l'est aussi pour la CSC. Outre les conquêtes importantes, parfois même fondamentales qu'elle consacre au plan de la législation sociale - on pense aux congés payés - la Conférence Nationale du

86. "Notre programme économique et social", *CSC Mensuel* (1935) I, 428-458.

87. Rapports du bureau et du conseil 1935; Bureau de la CSC, "Les devoirs de l'heure présente", Bruxelles, 11 septembre 1935.

Travail ouvre la voie à un développement considérable de la concertation sociale, par la création de nombreuses commissions paritaires. La grève amorce l'édification de notre système actuel de concertation socio-économique. Elle conduit également à la reconnaissance du mouvement syndical par les patrons et par les pouvoirs publics. Enfin, elle permet à la CSC d'être reconnue par la Commission Syndicale du POB comme un partenaire à part entière ⁸⁸.

Quelques mois plus tard, les 3 et 4 novembre 1936, la CSC tient un congrès restreint sur le thème "Pour la liberté syndicale". Ce congrès est consacré surtout à la situation politique précaire du pays, après les élections législatives du 24 mai 1936. Dans son rapport, le président Pauwels se prononce contre les organisations de droite comme Rex, le Verdinaso et le Vlaams Nationaal Verbond (VNV), qu'il qualifie de "partisans masqués de la dictature". Il poursuit : "Leur admiration commune pour Hitler et pour son œuvre, leur imitation des méthodes de propagande hitlériennes ne font que nous confirmer dans notre opinion sur les véritables tendances politiques et sociales de ces groupements" ⁸⁹. De même, les communistes et leur propagande en faveur du front populaire sont nettement rejetés. Au cours de la discussion, longue et animée, des divergences de vues apparaissent. Wolfs n'exprime pas seulement son opinion personnelle quand il émet des doutes sur l'affirmation selon laquelle Rex et le VNV conduisent nécessairement le pays à un régime autoritaire. Selon lui, il est tout à fait possible qu'il faille collaborer avec ces organisations pour combattre le communisme. Cette attitude ambivalente est constamment présente au sein de la CSC. Officiellement, la confédération condamne aussi bien l'extrémisme de droite que celui de gauche. En Flandre cependant, l'accent est mis nettement sur la lutte contre le communisme, alors qu'en Wallonie, Rex, le fascisme et le capitalisme sont considérés comme les ennemis principaux. Dans l'ensemble du mouvement ouvrier chrétien, la CSC est, de loin, l'organisation qui défend le plus le principe de la démocratie, bien qu'elle soit également favorable à un renforcement du pouvoir du Roi et du gouvernement.

Après la grève générale, l'assurance-chômage est la préoccupation première de la CSC. Une des promesses gouvernementales porte sur une révision fondamentale de la réglementation en vigueur. Un commissaire royal sera chargé d'examiner le problème de près et de préparer un projet de loi. Dès son congrès restreint du début novembre 1936, la CSC rappelle ses conceptions en la matière : une assurance générale et obligatoire, payée par les cotisations des travailleurs et des employeurs et subventionnée par

88. Rapports du bureau juin 1936; *CSC Mensuel* (1936), II, 5- 64; rapport d'activité de la CSC 1938, 80-106. Sur les commissions paritaires, *CSC Mensuel* (1937) II, 157-162.

89. On trouve un compte-rendu détaillé de ce congrès restreint dans *CSC Mensuel* (1936), II, 394-469. La citation est tirée de la p. 407.

les pouvoirs publics; une administration et un paiement des allocations par des caisses de chômage libres. Le commissaire royal Fuss remet un premier rapport en avril 1937, un deuxième en novembre 1937. Un comité ministériel restreint discute ces documents avec les syndicats. Le gouvernement dépose finalement un projet de loi, le 31 mars 1938. La CSC suit tout ce processus, auquel elle consacre de nombreuses discussions en bureau et en conseil. Elle en fait rapport en publiant une documentation abondante dans *CSC Mensuel*.

Tout le débat tourne autour de deux points chauds : la retenue directe de la cotisation du travailleur sur le salaire, opérée par l'employeur, et le remplacement des caisses de chômage libres par une seule caisse officielle. La CSC est fortement opposée à cette seconde mesure : elle craint, en effet, que de nombreux ouvriers ne perçoivent plus l'utilité de s'affilier à un syndicat. Par rapport au monde extérieur, les organisations syndicales, chrétiennes et socialistes, font valoir leur "droit d'aînesse", au titre d'initiatrices de l'assurance-chômage, et leur conviction selon laquelle les intérêts des sans-travail ne peuvent être convenablement défendus que par les syndicats. De surcroît, la CSC est consciente de ce que l'enjeu du débat est bien plus important : "Avec l'assurance obligatoire contre le chômage, c'est l'orientation de tout le système d'assurance dans notre pays qui se décide" [NT], déclare Gust Cool au bureau du 15 février 1938⁹⁰. La CSC défend sa position dans la presse, dans les congrès de la LNTC et du parti catholique, auprès des ministres et des parlementaires catholiques. Après le ralliement des socialistes à la position de la CSC, obtenu non sans peine, le projet de loi est adapté de manière telle qu'on peut parler d'une victoire du syndicat chrétien. Toutefois, du fait des nombreux changements de gouvernement, la loi n'est pas votée avant le déclenchement de la guerre.

Vers une "collaboration de fait" avec les socialistes

Avant la première guerre mondiale, le mouvement syndical chrétien s'attache surtout à combattre les conceptions et les organisations de son homologue socialiste, et réciproquement. Les choses changent rapidement après 1918, même si le climat du "rouge ou pas de pain" persiste, jusqu'à la seconde guerre mondiale, dans les régions et les secteurs où les socialistes occupent une position dominante ou dans lesquels la composante radicale, puis communiste, a le dessus au sein du mouvement syndical socialiste. Dès 1918, la CSC évoque l'opportunité, voire la nécessité d'une collaboration avec les socialistes. Elle n'en met pas moins l'accent sur le fait que la concurrence entre différentes organisations syndicales "ne

90. Réunions du bureau et du conseil, du début 1937 au milieu de 1938; on trouve un aperçu général du débat dans le rapport d'activité de la CSC 1938, 102-116.

constitue absolument aucun obstacle à la promotion de l'idée d'association. Au contraire, cette concurrence, quand elle est menée avec des moyens honnêtes, stimule et garantit une plus grande équité dans l'organisation" [NT] ⁹¹. Du reste, la CSC est convaincue que les socialistes se rapprocheront de plus en plus des positions chrétiennes : "A mesure que s'accroît la part que prennent nos adversaires socialistes à la direction de la vie publique, économique et sociale, nous pouvons constater que le noyau sain de leurs forces nous rejoint. Les meilleurs parmi les socialistes renoncent peu à peu aux données utopiques, irréalisables et injustes de l'ancien programme. Ils se déclarent partisans de réformes marquées au coin du bon sens et constituant très souvent l'application de principes que nous avons toujours défendus" ⁹². En fait, au sommet, dans les commissions paritaires et dans les commissions officielles, la collaboration entre la CSC et la Commission Syndicale de POB se déroule de mieux en mieux. Dans la pratique, les socialistes se montrent de plus en plus ouvertement favorables à toutes les formes de concertation sociale.

Le rôle antérieur des socialistes est repris par les communistes. Prenant un peu prématurément ses désirs pour des réalités, la CSC voit dans la montée du communisme "le signe précurseur de la désagrégation - qui sera lente sans doute - du socialisme contemporain" ⁹³. A partir de 1925 au plus tard, elle concentre, en tout cas, ses attaques sur les communistes et sur leurs adeptes infiltrés au sein du mouvement syndical socialiste. Elle met le communisme à l'ordre du jour des Vlaamse Sociale Weken et des Semaines Sociales Wallonnes (1926 et 1929). Elle regrette que l'abbé Colens ne consente pas à ce que le danger communiste soit discuté au congrès de la LNTC de novembre 1928 ⁹⁴. Après une préparation de plusieurs mois, menée à l'aide de questionnaires, le conseil de la CSC adopte, le 8 janvier 1929, une résolution circonstanciée rejetant le communisme. Il fait figurer ce thème à l'ordre du jour des premières réunions provinciales de formation, qui ont lieu en janvier et février 1929 dans tout le pays flamand ⁹⁵.

Au cours des années trente, le rapprochement entre la CSC et la Commission Syndicale de POB s'accroît. Dès 1932, la CSC évoque la "période de collaboration de fait" entre les deux organisations. Celle-ci se déroule presque exclusivement dans les commissions paritaires ou lors de certaines négociations. L'initiative n'émane donc pas des syndicats eux-mêmes. Avec la grève des mineurs de juillet 1932, les choses changent. En effet, à Charleroi, la CSC et la Commission Syndicale du POB concluent

91. *Résolutions* (Congrès CSC 1919) 8. Voir aussi Mampuy, "De christelijke vakbeweging en het Belgisch vakbondspluralisme in historisch perspectief", *GMG* (1991) 467-492.

92. Rapport d'activité de la CSC 1918-1920, 4-8.

93. Rapport d'activité de la CSC 1925, 9.

94. Bureau journalier 26 octobre 1928

95. AACV-Lierre 213, Rapport d'activité de la CSC 1930, 56-59.

un accord temporaire. L'occasion en est moins le programme de revendications que la volonté de se défendre ensemble face à l'agitation communiste, qui menace surtout les socialistes. Sur le terrain, il s'agit cependant de la première reconnaissance véritable de la CSC par les socialistes. Après la grève a lieu, à l'initiative du syndicat chrétien, une rencontre nationale entre la CSC et la Commission Syndicale, en vue d'élaborer un plan d'action global. Après cette rencontre, les socialistes abandonnent la partie. Les rapports de force entre les deux syndicats sont encore trop inégaux pour que le plus fort des partenaires consente à s'asseoir à la table sur invitation du plus faible. A son tour, la CSC rejette une proposition de la Commission Syndicale, qui préconise une action commune en vue de réaliser le "Plan du Travail". Ce même Plan donne l'occasion aux deux camps de fourbir leurs armes, comme dans le passé. La CSC se montre assez aigrie, mais en même temps très sûre d'elle-même : "Le socialisme belge est un navire en perdition, il est miné par sa théorie irréaliste démentie chaque jour par les faits, et par la politique démagogique menée par les socialistes. (...) Le socialisme court à sa propre ruine; nous n'avons aucune raison de la prévenir" ⁹⁶. Ces attaques verbales n'ont cependant guère d'effet sur la collaboration de fait entre les deux organisations. A la fin 1934, la Commission Syndicale reprend l'initiative d'un long échange de lettres, auquel la CSC met fin en accusant les socialistes d'agitation politique.

La participation des socialistes au gouvernement Van Zeeland, au printemps 1935, marque un tournant. Précédemment, la CSC se contentait de dire, au passage, qu'elle n'était pas opposée, en principe, à une collaboration. A présent elle écrit que cette collaboration est "souhaitable et même désirable" dans certaines circonstances ⁹⁷. Au cours de l'année 1935, au plan local, les deux organisations coopèrent de plus en plus ouvertement, lors de la rédaction de programmes de revendications et dans la conduite d'actions syndicales. Avec l'accord conclu le 13 juin 1936 entre la Commission Syndicale et la CSC, à l'occasion de la grève générale, on assiste à une reconnaissance définitive de la seconde par la première. La confédération chrétienne ne sous-estime certainement pas l'importance de cet accord : "Quelle revanche pour le syndicalisme chrétien que cet accord ! Traité jadis en paria, les socialistes avaient juré sa perte, le bafouaient, lui refusaient le moindre crédit. Et voici que le 13 juin 1936, ces deux organisations, traitant sur un pied de parfaite égalité, se faisant ainsi confiance mutuelle et réciproque, concluaient un accord et, il convient de le dire, l'exécutaient honnêtement".

Après la grève générale, la collaboration s'intensifie à tous les niveaux. Pour la CSC, toute coopération est subordonnée à cinq critères : il

96. Rapport d'activité de la CSC 1934, 109-110, cit.110.

97. La présente citation et la citation suivante sont tirées du rapport d'activité de la CSC 1936, 5 et 6.



*Le jubilé de 1938 consacre la reconnaissance définitive de la CSC.
(Photo d'A. Ceuterick prise lors du défilé du 7 août 1938 à Gand)*

faut "a) que les revendications soient justes et effectivement réalisables; b) qu'elles soient très exactement précisées; c) que les méthodes à employer correspondent à celles en honneur dans le syndicalisme chrétien; d) que l'accord porte sur une durée limitée; e) qu'il n'y ait aucune réunion commune des membres des diverses organisations" ⁹⁸.

Ainsi donc, au cours des dernières années qui précèdent la guerre, les premiers jalons sont posés pour une collaboration syndicale de plus en plus étroite, dans le cadre d'une concertation sociale en plein développement. Du point de vue de la CSC, il s'agit là d'une conséquence logique, mieux même, d'un premier pas dans la direction de l'organisation de la profession. Dans cette optique, on peut dire que c'est surtout le mouvement syndical socialiste qui fait des concessions sur son programme. L'acceptation par la Confédération Générale du Travail de Belgique (CGTB), qui succède à la Commission Syndicale, d'une législation globale sur l'organisation de la profession montre à l'évidence que le "réalisme" politique de Hendrik De Man et de Paul-Henri Spaak a des ramifications dans le mouvement syndical. Après la guerre, la collaboration syndicale et la concertation sociale se poursuivront.

*

* *

Le syndicat chrétien tient son treizième congrès à Gand, en juillet 1938, lorsque la victoire sur l'assurance-chômage obligatoire semble acquise. Deux semaines plus tard, le 7 août, la CSC fête le cinquantenaire du syndicalisme chrétien dans notre pays. C'est là une vraie fête jubilaire, tout à fait dans le style de l'époque : un cortège imposant (les chiffres cités dans la presse oscillent entre 50.000 et 90.000 participants), un jeu scénique impressionnant, avec des chœurs parlés, des chants, un grand déploiement de drapeaux, d'uniformes, etc... Le cardinal Van Roey, ainsi que de nombreux hommes politiques catholiques saluent le cortège et assistent aux festivités. Pour la CSC, cette fête jubilaire marque la fin d'un lent développement, qui s'est amorcé à partir de la première guerre mondiale. Au plan interne, la réorganisation administrative et financière est soit achevée, soit bien avancée. Dans la vie publique, la reconnaissance pleine et entière des syndicats par les pouvoirs publics et par le patronat est devenue réalité. "Nous disions que notre treizième Congrès Confédéral et la manifestation jubilaire ouvraient une nouvelle étape du mouvement syndical chrétien en Belgique", déclare le Père Arendt ⁹⁹. Cependant, des circonstances extérieures donnent rapidement à cette "nouvelle étape" un caractère tout différent de celui auquel pense la CSC. En effet, à la fin septembre, le gouvernement

98. Compte-rendu général du Congrès CSC 1936,38-39.

99. Compte-rendu de la Manifestation Jubilaire et du Treizième Congrès de la CSC 1938,12.

décide une première mobilisation partielle. Au même moment, la direction de la CSC donne, pour la première fois, des instructions sur l'éventualité d'une guerre et d'une occupation de la Belgique. Si la paix de Munich accorde un an de répit, la "nouvelle étape" de l'histoire du syndicalisme chrétien est placée sous le signe de la guerre.

III. Scission et réunification pendant la seconde guerre mondiale

La seconde guerre mondiale plonge la CSC dans une crise profonde¹⁰⁰. L'Union des Travailleurs Manuels et Intellectuels (UTMI), imposée par l'occupant, crée des remous : le 13 novembre 1940, une rupture se produit entre partisans et adversaires d'une incorporation au syndicat unique. En août 1941, les premiers mettent fin à leur collaboration à l'Union. Ensuite, un processus laborieux visant à restaurer l'unité de la CSC s'enclenche, en partie sous la pression des autorités ecclésiastiques. Au début de 1943, l'unité est pour ainsi dire restaurée. Alors, l'attention des syndicalistes chrétiens se porte surtout sur la préparation de l'après-guerre : élaboration de directives, discussions avec les socialistes sur l'unité syndicale et avec les patrons sur une nouvelle politique socio-économique.

A. *La CSC entre adaptation et résistance. 1940-1941*

À la fin août 1939 au plus tard, la CSC tombe, elle aussi, sous l'emprise du climat de guerre qui règne en Europe. Au cours d'un conseil élargi tenu le 29 août, Pauwels constate que "pour la troisième fois en un an, nous nous réunissons en période de mobilisation" [NT]¹⁰¹.

Au cours du conflit sur la question des Sudètes, qui éclate en mai 1938, la CSC examine déjà les différentes possibilités de conflagration internationale dans laquelle la Belgique pourrait être impliquée. Il en résulte une série "d'instructions très confidentielles", envoyées le 26 septembre 1938 à toutes les centrales et à toutes les fédérations. La conclusion est claire : en cas d'occupation, toute activité syndicale doit être arrêtée¹⁰². Ces mêmes instructions confidentielles sont à nouveau transmises en avril 1939, après l'occupation par l'Allemagne du reste de la Tchécoslovaquie (mars) et du territoire de Memel, en Lituanie. Lorsqu'on apprend, le 23 août, que l'Allemagne et la Russie ont conclu un pacte de non-agression, la guerre semble inévitable.

100. Pour ce chapitre, nous renvoyons aux importantes études de J. Neuville et A. Dantoing, ainsi qu'à la thèse de doctorat (non publiée) de W. Steenhaut et au mémoire de licence de G. Lee-mans. Outre les sources mentionnées dans ces publications, nous avons aussi utilisé, entre autres, les Papiers d'A. Cool (PAC), dont ses journaux de guerre.

101. Rapport du conseil CSC 29 août 1939 (AACV).

102. Annexe au rapport du conseil CSC 25 avril 1939 (AACV).

La mobilisation générale commence le 26 août. Elle pose de nombreux problèmes au mouvement syndical chrétien. En janvier 1940, 18 % de ses membres et pas moins de 300 propagandistes et employés, soit environ 50 % de son personnel, sont mobilisés¹⁰³. C'est surtout l'absence de cadres qui entrave considérablement l'action du syndicat. Le travail de propagande et de formation est complètement abandonné, au profit des tâches administratives dans les secrétariats. Les bimensuels *CSC Mensuel* et *ACV-Maandblad* paraissent à quatre reprises seulement entre septembre 1939 et mai 1940. Le programme d'étude syndical pour permanents à Kortenberg, lancé en grande pompe, est ajourné pour une durée indéterminée. Toutes les manifestations et festivités sont reportées. La recrudescence du chômage et la mobilisation entraînent une forte diminution des recettes provenant des cotisations¹⁰⁴.

En septembre 1939, il est encore question, dans *CSC Mensuel*, du "cas très improbable où une partie considérable du pays serait occupée"¹⁰⁵. Confidentiellement, le 14 novembre, le bureau examine de près les conséquences possibles d'une occupation totale pour l'action syndicale. La discussion porte essentiellement sur la question de savoir s'il faut ou non quitter le pays en pareil cas. Les dirigeants présents en viennent à la conclusion qu'il appartient à chacun de déterminer s'il convient ou non passer à l'étranger. Ils attirent cependant l'attention des propagandistes sur le danger qu'ils courent s'ils restent au pays. Ils mettent au point des instructions sur les archives syndicales, la comptabilité et les finances. Ils abordent également la question du paiement anticipé du salaire, pour une durée variant d'un mois à un an, en cas d'occupation¹⁰⁶.

En avril 1940, dernier "mois de paix", la CSC décide de tenir un congrès restreint, en lieu et place d'un congrès ordinaire, les 3 et 4 août. Bertinchamps et Roscam y parleraient des "conditions de travail et des questions du chômage pendant la guerre", tandis que Pauwels ferait un exposé sur "Les directives syndicales pour l'après-guerre"¹⁰⁷. Les orateurs pressentis pourront remiser leurs textes dans un tiroir pendant plus de quatre ans : quelques semaines plus tard, la Belgique est plongée dans la guerre.

103. Rapport annuel 1939, dans rapport du conseil CSC 30 janvier 1940 (AACV).

104. Rapports du bureau et du conseil CSC de septembre 1939 à avril 1940 (AACV); *CSC Mensuel* de septembre 1939 à avril 1940; provinciaal christelijk vakverbond Limburg, rapport annuel 1939 (PB 5.2.2.5); rapport du conseil d'administration de la Caisse Centrale de Résistance 6 février 1940 (AACV).

105. *CSC Mensuel* (1939) II, 167.

106. Rapport du bureau CSC 14 novembre 1939 (Papiers Pauwels, Fonds Hoyois, 1145, UCL). Pour un commentaire détaillé sur cette rencontre, voir Neuville, *L'an 40*, 12-18. Interview de Leo Fraeters par J. Mampuy, 18 janvier 1983; Papiers Emiel Machielsens 6.1; Hoofdbestuur ACV-Lierre 12 juin 1940 (AACV-Lierre 162); "Onderrichtingen van het ACV in betrekking tot de vrijwaring van het syndicaal archief", s.d. (mai 1940) (AACV-Lierre 345).

107. Invitation au conseil CSC 23 avril 1940 (AACV).

“L'étrange été” de 1940

Mai 1940 : l'armée allemande déferle sur la Belgique. Conformément aux décisions d'avant-guerre, les membres du bureau journalier et la plupart des membres du bureau partent pour la France. Ils arrivent à Nantes le 20 mai. Le 28 mai, Pauwels et Cool, comme président et secrétaire général de la CSC, signent à une motion virulente de la CGTB, le syndicat socialiste, dirigée contre Léopold III et contre la capitulation qui vient d'être annoncée. Il apparaît ainsi que la CSC croit, au départ, que la guerre va se poursuivre. Elle entend d'ailleurs reprendre ses activités dans la partie non occupée de l'Europe. A cette fin, elle crée, le 9 juin, le Syndicat des Belges en France. Dix jours plus tard, la ville de Nantes est occupée par les Allemands. Environ un mois plus tard, le 15 juillet au soir, la plupart des dirigeants de la CSC rentrent avec leur famille à Bruxelles.

Entre-temps, un certain nombre de membres du bureau de la CSC, après concertation avec le Père Rutten et le chanoine Belpaire, ont pris l'initiative de relancer l'action syndicale. Le 24 juin, un conseil extraordinaire de la CSC décide de reprendre les activités syndicales, contrairement à la décision arrêtée avant la guerre. Au cours d'une nouvelle rencontre, tenue le 10 juillet, les participants décident de suspendre le fonctionnement de la CSC et de parler dorénavant des “Organisations professionnelles chrétiennes”. Ils mettent en place un “Comité de direction” de cinq personnes qui, “dans les circonstances présentes, est responsable de toute la conduite de l'action et de la vie des organisations professionnelles chrétiennes” [NT] ¹⁰⁸. En font partie Jules Roscam, Emiel Verheeke, Laurent Crols, Jos Beyens et Emiel Machielsens, tous Flamands. Le comité de direction remplit, en fait, le rôle assumé avant la guerre par le bureau journalier. A leur retour, il demande à Pauwels et à Cool de “s'abstenir de toute activité syndicale dans l'intérêt des travailleurs chrétiens organisés” [NT] ¹⁰⁹. Toutefois, sous la pression d'autres responsables de la CSC, Pauwels et Cool sont incorporés, à la mi-août, dans une commission d'étude. Au début septembre, ils font office de conseillers techniques au comité de direction. Assez vite, Cool se montre coopératif. En revanche, Pauwels refuse de reconnaître le comité de direction et souhaite un retour à la “légalité” des décisions de l'avant-guerre.

Pendant ce temps, en Flandre, plusieurs conversations se déroulent entre des représentants des patrons catholiques et du mouvement ouvrier chrétien (P.W. Segers, Fernand Van Bladel et Emiel Machielsens). Ces entretiens débouchent, fin août, sur une discussion au comité de direction et à la commission d'étude, consacrée à un troisième avant-projet de “Manifeste de l'ordre corporatif”, rédigé par des leaders syndicaux et patronaux

108. Circulaire des organisations professionnelles chrétiennes, 10 juillet 1940 (ACAB-Malines 196).

109. Le comité de direction à Cool et à Pauwels, 19 juillet 1940 (PAC 4.4.).

catholiques. Les auteurs de ce document plaident sans ambages pour un Ordre Nouveau, dans lequel "l'ancien système des partis serait liquidé et le régime parlementaire antérieur serait réformé" [NT]. Cet Ordre serait dirigé au plan économique et solidariste au plan social : "Toute idée de lutte des classes doit être définitivement et entièrement abandonnée (...). La grève et le lock-out sont interdits. Le maintien de la paix sociale est un devoir impératif" [NT]. De plus, la société toute entière devrait être réorganisée sur une base corporative.

Pauwels critique vivement ce manifeste ¹¹⁰. Selon lui, le texte en question est à ce point vague et général que chacun peut y retrouver sa propre vision du corporatisme. Le caractère chrétien de l'ordre social à ériger ne lui semble pas garanti. L'accent mis sur le caractère autoritaire conduira finalement à un dirigisme d'Etat, car la liberté d'association, elle non plus, n'est nullement garantie. Toutefois, Pauwels est le seul à formuler des critiques. Sa position et celle de ses interlocuteurs demeurent inconciliables. On décide alors de consulter le cardinal Van Roey, qui émet une appréciation positive, mais prudente, tout en suggérant que le manifeste ne soit pas rendu public. Il ne donne son accord à l'intégration de la CSC à un éventuel syndicat unique, dans le cadre d'un ordre corporatif global, que si ce syndicat unique limite clairement son champ d'action à des questions professionnelles et si les catholiques peuvent garder leurs propres organisations culturelles et éducatives.

Le 13 septembre, le manifeste fait l'objet d'une discussion lors d'une réunion élargie de responsables syndicaux. De nombreuses critiques sont émises sur le contenu du texte. D'autres portent sur ce qui est en train de se passer au sein de la CSC elle-même. Au nom des fédérations wallonnes, Jean Pironet lit une déclaration critiquant sévèrement le coup de force flamand à l'égard de la direction du mouvement syndical chrétien ¹¹¹. Il préconise le rétablissement des organes dirigeants d'avant-guerre, ainsi que la suspension de toute activité syndicale pendant l'occupation. Cette opposition wallonne s'intensifie dans les mois suivants.

Le syndicat unique

L'idée du Manifeste de l'Ordre Corporatif meurt lentement à la fin septembre. Entre-temps, une autre initiative voit déjà le jour : la création d'une Union Syndicale groupant tous les travailleurs belges, au sein de laquelle les principaux syndicats d'avant-guerre seraient représentés. Cette initiative résulte de la peur qu'éprouvent les deux grands syndicats de voir

110. Note jointe au rapport de la réunion du comité de direction avec les membres de la commission d'étude, 27 août 1940 (PAC 4.2.). Le texte de ce "Derde voorontwerp" (troisième avant-projet) se trouve à différents endroits. Nous avons utilisé un exemplaire PAC 4.4.

111. Neuville, *L'An* 40, 24-27.

l'occupant intervenir, tôt ou tard, dans les structures des organisations sociales. Au début octobre, les chrétiens et les socialistes arrivent à un accord de principe, auquel les libéraux se rallient rapidement. Ils souhaitent réaliser une unité aussi grande que possible. Ils veulent également ne pas fournir à l'occupant des prétextes lui permettant de prendre, lui-même, une initiative en faveur d'un syndicat unique. A cet effet, CSC et CGTB décident de renouer les discussions avec le Verdinaso et l'Arbeidsorde du VNV, que les deux syndicats mènent séparément depuis juillet. C'est surtout Cool qui déploie des efforts pour convaincre l'Arbeidsorde. Il va même jusqu'à compléter la déclaration de principe, en y ajoutant des éléments corporatistes et fédéralistes ¹¹². Cependant, ses efforts sont vains. Au cours d'une ultime rencontre, le 28 octobre, l'Arbeidsorde annonce son désaccord fondamental.

La déclaration de principe de l'Union Syndicale suscite aussi des résistances au sein de la CSC. Les Wallons, leaders syndicaux et directeurs diocésains des œuvres sociales, refusent d'approuver le texte. Leurs critiques portent sur le contenu du document comme tel, mais plus encore sur le fait que le mouvement ouvrier chrétien, organisation minoritaire en Wallonie, devrait en assumer la pleine responsabilité devant les travailleurs. Tous les intervenants du Sud du pays sont en effet d'accord pour dire qu'en Wallonie, les socialistes prêts à collaborer avec l'occupant ne représentent pas grand-chose. Prendre avec eux une telle responsabilité pourrait, au cours de la guerre et après celle-ci, en cas de défaite allemande, donner le coup de grâce à une CSC déjà faible. Au départ, Pauwels semble donner son accord au texte proposé. Toutefois, il se rallie au refus wallon. Du côté flamand, on est cependant décidé à aller de l'avant, ce qui accroît encore les tensions avec les Wallons. Le 6 novembre, une délégation de libéraux, de socialistes et de catholiques (Segers, Cool, Roscam et Machielsens) rencontre Charles Verwilghen, secrétaire général du département du Travail et de la Prévoyance Sociale. Ce dernier, ravi, déclare reconnaître la nouvelle Union comme porte-parole des syndicalistes belges.

Un jour plus tard à peine, tous les efforts ainsi déployés se révèlent inutiles. Le 7 novembre 1940, Segers, Cool et Roscam sont reçus par Voss, qui leur annonce que l'Union Syndicale est inacceptable. Voss est le chef du Dienststelle Hellwig, mis en place à Bruxelles à la mi-octobre 1940 et chargé, à l'instar du Deutsche Arbeitsfront, d'élaborer un nouveau statut pour le syndicalisme belge. Voss soupçonne les initiateurs de l'Union Syndicale de vouloir seulement sauver les apparences et de ne pas chercher à créer une véritable organisation unitaire, avec suppression des syndicats préexistants. Il expose ensuite sa propre conception d'une véritable organisation unitaire. Celle-ci serait purement professionnelle, indépendante du

112. [A. Cool], *Ontwerp-akkoord Syndicale Unie* (PAC 4.4.)

politique et ne s'occuperait pas de questions culturelles. Les confédérations existantes - catholique, socialiste, libérale et nationaliste flamande - seraient supprimées, mais pourraient chacune désigner deux représentants au sein d'une direction provisoire. Les centrales professionnelles seraient provisoirement maintenues et adhèreraient directement à la nouvelle organisation, pour aboutir à terme à une fusion définitive. Alors que la direction de l'UTMI resterait nationale, les centrales unifiées seraient organisées sur une base fédérative. Voss veut savoir, pour le 14 novembre au plus tard, si les organisations professionnelles chrétiennes entendent collaborer à ce plan.

En toute hâte, le syndicat chrétien demande à différentes instances (l'archevêque, le secrétaire du Roi, le secrétaire général Verwilghen) leur avis à ce propos. De nombreuses discussions sont menées. Le 13 novembre a lieu une réunion décisive du bureau des organisations professionnelles chrétiennes. Par 18 voix contre 5 (dont 4 pour les provinces wallonnes et 1 pour le Bois & le Bâtiment) et 2 abstentions (les Employés et les Mineurs), la CSC décide de répondre positivement à l'ultimatum de Voss. Pauwels, la grande majorité des propagandistes wallons, mais aussi quelques propagandistes flamands d'un certain format (notamment Rik Vaes, Hubert Mampaey, René Declercq, Camiel Verhamme) cessent toute activité syndicale. Ils n'ont aucune confiance dans les "garanties" allemandes et considèrent toute participation à l'Union comme une forme de collaboration avec l'occupant. La rupture au sein du mouvement syndical chrétien devient ainsi un fait accompli.

L'assemblée constitutive de l'Union des Travailleurs Manuels et Intellectuels se tient le 22 novembre. La direction provisoire est assurée par le "Comité des Huit". Cool et Roscam, auquel Léon Christophe succède en décembre, y représentent les organisations professionnelles chrétiennes.

Toutefois, la collaboration au sein de l'UTMI est de courte durée. Dès le 11 mars 1941, les centrales de la CSC décident de se retirer de toutes les discussions sur la fusion, arguant d'une immixtion allemande trop directe. En guise de réaction, l'occupant décide, le 23 avril, de placer des observateurs allemands auprès de chaque ancienne confédération et des centrales. Il est de plus en plus indéniable que l'UTMI est devenue un instrument de l'occupant allemand. La rupture définitive avec l'Union intervient deux mois plus tard. Le 18 juillet 1941, la CSC refuse d'approuver la perception d'une cotisation uniforme et directe auprès des affiliés en faveur de l'Union. Jusqu'alors, le financement de l'action de l'UTMI a été assuré par le versement d'un montant global par les organisations "dissoutes", qui continuent de percevoir elles-mêmes les cotisations des membres. Cette situation contribuait à donner à la plupart des affiliés l'impression qu'à part la coordination nationale sous l'égide de l'Union, il y avait peu de changements en ce qui concerne l'action de la CSC. Le 7 août, Cool et Roscam sont convoqués par Voss, qui leur interdit toute activité syndicale. Jozef De Ridder, secrétaire général de la LBC, national-socialiste convaincu et infor-

mateur du Sicherheitsdienst allemand dès le début de la guerre, est nommé commissaire de la CSC. Au cours du mois d'août, tout le reste du personnel de la CSC est convoqué à la Dienststelle Hellwig. Trois centrales (les Employés, les Chemins de fer et l'Enseignement professionnel), ainsi que le groupe Verheeke de la centrale du Textile, acceptent la désignation de De Ridder. Ils entrent ainsi ouvertement dans la collaboration. La grande majorité des centrales et de leur personnel refusent cependant toute participation ultérieure. Ainsi prend définitivement fin toute coopération de la CSC avec l'occupant allemand.

Derrière les faits

De divers côtés, on a déjà essayé de serrer de plus près les motifs qui déterminent les positions des dirigeants de la CSC, au cours des turbulences des premières années de la guerre. Sans prétendre épuiser le sujet, nous allons cependant essayer de faire le point à ce propos.

Impressionnés par le déploiement des forces militaires allemandes, de nombreux Belges ont le sentiment, au cours des premiers mois de la guerre, que la victoire du Reich pourrait annoncer le début d'une ère nouvelle, d'un "Ordre Nouveau". Au départ, ce sentiment anime certains dirigeants de la CSC dans le Nord du pays et les conduit à une collaboration de type opportuniste avec l'occupant. A mesure que la guerre avance, en tout cas à partir du milieu de l'année 1941, ce sentiment s'estompe, ce qui conduit à un changement d'attitude.

Une telle évolution est sans doute liée à la différence de situation que connaît le syndicat chrétien au Nord et au Sud du pays. En Flandre, il est le syndicat le plus fort, dès avant la guerre. Il a donc beaucoup à perdre si d'autres organisations, notamment l'Arbeidsorde, s'emparent de l'espace syndical, laissé vacant, avec l'appui de l'occupant. Par une politique de présence, même dans un syndicat unique, la CSC flamande pourrait exercer une emprise totale sur une organisation de ce genre, vu sa position dominante. Il en va tout autrement en Wallonie, où la CSC a toujours été minoritaire. Le fait que la majorité des travailleurs wallons et de la CGTB du Sud s'opposent à toute collaboration avec les Allemands risque d'isoler davantage encore la CSC, au cas où celle-ci s'engagerait quand même dans cette collaboration. A mesure que l'opposition et le mécontentement de la population envers l'occupant grandissent en Flandre, la répugnance envers toute forme de collaboration avec l'Allemagne s'accroît également. Dès le début de 1941, la CSC flamande prend conscience du changement qui s'opère.

Enfin, il faut aussi prendre en compte les motifs idéologiques. Dès la percée du fascisme italien, des dissensions se font jour au sein du mouvement ouvrier chrétien. On se divise sur la question de savoir dans quelle mesure la doctrine des encycliques papales a ou non des chances d'aboutir



Arthur Bertinchamps
(1893-1970) travaille en usine dès l'âge de onze ans. En 1920, il devient propagandiste de la Centrale des Métallurgistes pour l'ensemble de la Wallonie, à l'exception de la province de Liège. En 1922, il est un des premiers étudiants de l'Ecole Sociale Supérieure d'Heverlee. En 1934, il devient secrétaire général de la Centrale des Métallurgistes. Deux ans plus tard, il en est le président national. Il est le seul Wallon à occuper la présidence d'une des grandes centrales de la CSC. Membre actif de la résistance pendant l'occupation, il est, après la Libération, partisan du travaillisme et de l'UDB. Il prend sa retraite en 1960.



Louis Dereau (1907-1982)
commence à travailler dans une usine métallurgique à l'âge de quatorze ans. Très vite, il milite à la JOC, dont il devient un des permanents, début 1928. Il est successivement propagandiste de la CSC à La Louvière (1932), propagandiste de la Centrale des Métallurgistes pour le Borinage et le Centre (1934), propagandiste national de la CSC pour la Wallonie (1938). Fortement opposé à la reprise de l'activité syndicale pendant la guerre et à l'appui à l'UTMI, il quitte la CSC pour reprendre le travail en usine. Après le décès inopiné du président Pauwels, il revient à la CSC comme véritable leader des syndicalistes chrétiens wallons. En octobre 1946, il devient le secrétaire général de la Confédération, fonction qu'il occupe jusqu'à sa retraite en 1972.

à pareil système. Si, au cours des années trente, la CSC évoque moins le corporatisme et parle davantage de l'organisation démocratique de la profession, ce glissement dans la terminologie n'implique aucun changement de contenu. La parenté entre l'idéal socio-économique du syndicat chrétien et le corporatisme fasciste se révèle le plus nettement dans l'option prise en faveur de la collaboration et de l'harmonie entre les différentes classes. Dans cette perspective, les grands ennemis communs sont le communisme et le socialisme radical. Toute forme de lutte des classes est rejetée. Aussi le fait d'imposer la paix sociale, l'interdiction de la grève et la mise en place de structures corporatives dans les entreprises ne constituent-ils, pour certains dirigeants de la CSC flamande, qu'un pas facile à franchir. Associée à des motivations pragmatiques et opportunistes, cette parenté idéologique est une raison de plus pour tenter de traduire dans les faits ce que l'on a toujours proclamé. Le Manifeste Corporatif est l'expression la plus nette de cette inclination.

B. Réunionification et préparation de l'après-guerre. 1941-1944

Après l'arrêt de sa collaboration avec l'UTMI, la CSC disparaît de la vie publique. Dans la clandestinité, elle poursuit un double effort. Tout d'abord, il s'agit de réconcilier partisans et adversaires de la participation à l'UTMI. Ensuite, il convient de préparer l'immédiat après-guerre, par des discussions internes sur les structures et les positions du syndicat, par des conversations avec les socialistes sur la collaboration à établir entre les deux mouvements, par des négociations avec ces mêmes socialistes et avec le patronat sur l'organisation socio-économique à mettre en place après la guerre.

Dès avril 1941, lorsqu'apparaissent les premières divergences d'opinions sérieuses entre le syndicat chrétien et la Dienststelle Hellwig, le Père Rutten entreprend les premières tentatives, timides, de réconciliation. Après la rupture définitive avec l'UTMI en août 1941, c'est surtout Pauwels qui met tout en œuvre pour rétablir l'unité.

Au départ, les contacts sont très rudes parce que du côté flamand, les exclus du 7 août 1941 sont placés sur le même pied que les opposants du 13 novembre 1940, ce qui est inacceptable pour les Wallons. Après de multiples discussions, ces derniers demeurent intransigeants à l'égard des "instigateurs" Cool et le chanoine Ketels : ceux-ci doivent disparaître de la direction, ne serait-ce que pour ne pas jeter le discrédit sur la CSC après la guerre. L'unité semble plus que jamais hors de portée. Les principales centrales proposent alors de créer une "commission consultative", équilibrée dans sa composition et chargée d'aider le bureau journalier, rétabli, dans la recherche d'une issue à l'impasse. Le 30 juillet 1942, la composition de cette commission est annoncée : jusqu'en septembre 1945, cet organe forme le véritable bureau de la CSC.

Néanmoins, malgré toutes les discussions, on ne parvient pas à une réconciliation. Le Père Rutten demande alors au cardinal en personne d'intervenir, comme autorité ecclésiastique, pour mettre fin à la rupture au sein de la CSC. Le 18 octobre 1942, Van Roey écrit, dans une lettre adressée au Père Rutten, que la propagande socialiste et communiste constitue un grave danger pour l'avenir et que les organisations chrétiennes ont un rôle important à jouer à cet égard : "Or, aussi longtemps que règne entre les dirigeants wallons et flamands la désaffection créée à l'occasion des difficultés syndicales, l'activité de nos organisations ouvrières sera inévitablement paralysée, si pas annihilée. J'exprime donc le désir, pour des motifs religieux, sociaux et patriotiques évidents, que les uns et les autres s'entendent pour oublier un désaccord momentané et mettre fin à des discussions stériles" ¹¹³. Enfin, le 29 novembre, au cours d'un entretien avec Van Roey, une délégation wallonne (Henri Pauwels, Louis Dereau, Joseph Fafchamps et Edmond Gravier) se soumet à la plus haute autorité religieuse. Ainsi, cette période pénible de l'histoire de la CSC semble s'achever définitivement.

Depuis la grève générale de 1936, la CSC entretient des contacts réguliers avec la CGTB. Aussi est-il tout à fait naturel que ces rapports se poursuivent pendant la guerre. Entre la nouvelle CGTB, mise sur pied sous l'impulsion de Hendrik De Man, et les syndicalistes chrétiens qui collaborent à l'UTMI, il existe, cela va de soi, de nombreux contacts au sein de la direction de l'Union. De part et d'autre, les adversaires de l'UTMI cherchent aussi à entrer en relation. A partir de la fin de 1940, des rencontres ont lieu régulièrement entre Joseph Bondas et Louis Major d'un côté, et Henri Pauwels, Arthur Bertinchamps et Joseph Fafchamps de l'autre. Outre l'opposition à l'UTMI, l'avenir du syndicalisme devient rapidement le principal sujet de discussion : ne serait-il pas préférable de détacher l'action syndicale de tout lien philosophique ou politique et d'en arriver à un mouvement unitaire, édifié sur une base travailliste ¹¹⁴ ? En octobre 1941, Pauwels résume la position de la CSC sur ce point en ces termes : "réaliser l'unité d'action, tout en maintenant le pluralisme des organisations". On propose cependant de créer un organe de concertation permanent et de travailler à un programme commun de revendications. Deux ans plus tard, en octobre 1943, après la réconciliation interne, à l'issue aussi d'une large consultation des centrales et des fédérations, la commission consultative de la CSC confirme cette position, qui sert de fil conducteur aux discussions de l'après-guerre ¹¹⁵.

113. Van Roey à Rutten, 18 octobre 1942; Neuville, *L'An 40*, 135.

114. Vansweevelt, *Pogingen tot progressieve frontvorming* (1987); H. Pauwels, *Relations syndicales* (Congrès CSC 1945); deux brochures anonymes parues pendant la guerre : *Travailleurs, que sera demain ?* et CSC [Pauwels ?], *Le syndicalisme. Sa synthèse. Son origine. Son évolution. Son orientation*; cf. aussi divers documents dans les Papiers Fafchamps et le Fonds Dermine.

115. [Pauwels], "Syndicat unique ou pluralisme syndical", note d'octobre 1941; Papiers Fafchamps I, D 70 (Pauwels), "Relations syndicales", note d'octobre 1943; Papiers Bondas II, 4. Après la guerre, le texte en question est intégré comme annexe dans le rapport de Pauwels, *Relations syndicales* (Congrès de la CSC 1945).

Entre-temps, des contacts sont aussi rétablis avec des représentants des organisations patronales. Au cours de ces rencontres, tenues quasi mensuellement à partir d'octobre 1941, la CSC est représentée par Pauwels. C'est sur la base de ces discussions que le "Projet d'accord de solidarité sociale" voit le jour, en avril 1944. Parallèlement, la CSC rencontre les organisations patronales catholiques à de nombreuses reprises, préparant en quelque sorte les interventions "catholiques" en vue des réunions avec "ceux qui pensent autrement". En octobre 1943, ces rencontres conduisent à un programme commun des travailleurs et des patrons catholiques, totalement imprégné des conceptions d'avant-guerre sur l'organisation de la profession ¹¹⁶.

Outre ces contacts importants avec les socialistes et avec les patrons, les activités clandestines de la CSC se concentrent sur un point : préparer l'organisation syndicale chrétienne en vue de l'immédiat après-guerre. A cet égard, la commission consultative, mise en place à la fin juillet 1942, joue un rôle moteur. Elle se réunit une à deux fois par mois ¹¹⁷. Elle ne consacre pas seulement ses discussions aux contacts établis avec les socialistes et les patrons. Elle rédige aussi un programme de revendications et procède à une nouvelle délimitation du champ d'action des centrales. Des instructions confidentielles sont transmises à toutes les centrales et à toutes les fédérations : elles leur enjoignent de se remettre au travail immédiatement après la Libération. A cet effet, les membres du bureau journalier et de la commission consultative tiennent régulièrement des réunions de propagandistes, dans l'ensemble du pays.

Forte de son expérience de la première guerre mondiale, la CSC ne laisse cette fois rien au hasard. Le 4 septembre 1944, au lendemain de la libération de Bruxelles, le bureau journalier se réunit et publie un manifeste. La guerre est (presque) terminée. La lutte syndicale a déjà recommencé.

Epilogue

Une grande unité de vues se maintient, après la guerre, sur les directives concernant la reconstruction du mouvement, ainsi que sur l'attitude à adopter à l'égard du mouvement syndical unique. L'épisode de l'UTMI provoque cependant de nouvelles difficultés après la Libération ¹¹⁸. Les propagandistes wallons s'opposent à ce que l'aumônier Ketels soit intégré dans la commission d'enquête, mise en place après la guerre pour examiner le rôle de certains permanents. De même, ils refusent la réintégration

116. Brouwers, *Christelijke werkgeversbeweging*, I, 150-151. Le texte intégral de ce programme se trouve dans le *Bulletin social des industriels* (novembre 1944) 14-24. Voir également Luyten, "Het katholiek patronaat".

117. Rapport d'activité de la CSC juillet 1945

118. Rapports de la commission consultative 1944-1945 (AACV).

des permanents wallons qui ont collaboré avec l'UTMI. D'une manière générale, la sous-représentation du Sud au sein de la direction de la CSC continue d'alimenter un grand mécontentement. Louis Dereau refuse de reprendre ses anciennes fonctions de propagandiste national. A sa place, Jean Pironet est nommé secrétaire général-adjoint de la CSC.

A la fin 1944, la section bruxelloise de la centrale des Métallurgistes publie une brochure intitulée *Alle verraders buiten !* [*Tous les traîtres dehors !*]. La démission des dirigeants syndicaux chrétiens qui ont collaboré avec l'UTMI y est exigée¹¹⁹. Au cours de la réunion de la commission consultative du 12 juin 1945, Cool exige que cette instance se déclare formellement solidaire de sa personne. S'il en est autrement, il quittera la CSC. Sur ce, tous les membres, y compris les Wallons, rendent hommage à Cool. Seul Fafchamps, qui se rallie aux orateurs précédents, déclare "ne pouvoir souscrire en conscience à une manifestation qui se déclare solidaire de tous les actes de Monsieur Cool"¹²⁰. A l'issue de la réunion, un communiqué de presse est diffusé : "Des accusations contre des dirigeants syndicaux chrétiens, et plus particulièrement contre le secrétaire de la Confédération des Syndicats Chrétiens, M. Cool, ont été répandues, surtout à Bruxelles. (...) Tous les actes posés en cette qualité par le secrétaire de la CSC sont la conséquence de discussions régulières dans les instances compétentes; ils ont été approuvés soit à l'unanimité, soit au moins à la majorité requise; par conséquent, ils engagent le mouvement syndical tout entier. Les membres de la commission consultative, organe suprême de la CSC, rejettent unanimement ces accusations diffamatoires. Ils tiennent également à exprimer leur pleine et entière confiance à l'égard du secrétaire général de la CSC et profitent de l'occasion pour le remercier du travail accompli et de son dévouement à la cause ouvrière" [NT]¹²¹. Ainsi, un point final est mis aux discussions internes sur la collaboration de la CSC avec l'Union des Travailleurs Manuels et Intellectuels pendant la guerre.

IV. Pilier de l'Etat-providence. 1944-1960

Ce qui était clair après la grève générale de 1936 l'est plus que jamais à l'issue de la seconde guerre mondiale : les syndicats ne sont plus perçus comme une menace pour l'ordre social, économique et politique. On les considère, au contraire, comme un pilier important, voire indispensable, de la stabilité de la société¹²². Cette position se consolide au fil des ans. Paral-

119. Brochures *Na den slag* et *Alle verraders buiten !* (PAC 4.11).

120. Rapport de la commission consultative du 12 juin 1945 (AACV).

121. Communication à la presse "Een aanval op de christelijke vakbeweging", 12 juin 1945 (PAC 4.11).

122. Le présent chapitre ne propose qu'une première approche générale de cette période qui, jusqu'à présent, n'a guère fait l'objet d'études historiques à caractère scientifique. Nous ren-

lèlement, l'importance et l'influence des syndicats s'affirment.

Contrairement à ce qui s'est passé pendant la première guerre mondiale, la CSC s'est bien préparée, cette fois, à la fin du conflit. Dès le 4 septembre 1944, un jour à peine après la libération de Bruxelles, le bureau journalier se réunit. Dans un manifeste, il annonce la résurrection de la CSC¹²³. Moins de deux semaines plus tard, le 16 septembre, se tient la première des nombreuses Conférences Nationales du Travail, qui renouent le fil des discussions tripartites d'avant-guerre entre gouvernement, patrons et syndicats. Au cours de cette période, la CSC est confrontée à une double tâche : d'une part, elle doit assumer une responsabilité socio-politique toujours plus grande, dans le cadre d'une économie de concertation en plein développement; d'autre part, il lui faut reconstruire sa propre organisation, l'adapter à la forte augmentation des effectifs et des responsabilités nouvelles.

A. Forte croissance des effectifs : données contrôlées et corrigées

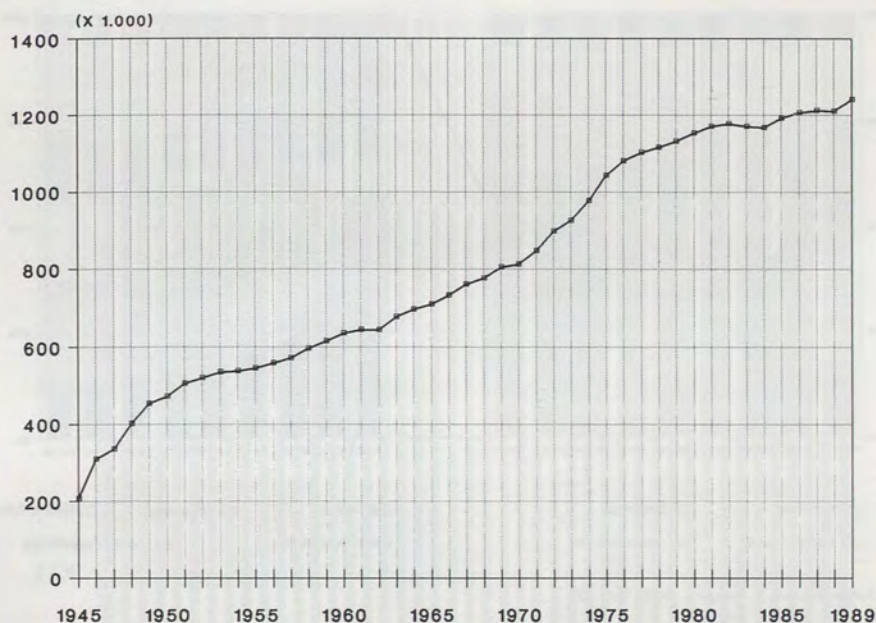
Les effectifs de la CSC augmentent sensiblement après 1945, aussi bien en chiffres absolus qu'en proportion de la population active¹²⁴. À la mi-1945, près d'un travailleur belge sur dix est affilié au syndicat chrétien. En 1975, le rapport est de un à trois. En chiffres absolus, le nombre de membres quintuple : on passe de 200.000 à 1 million d'affiliés. Cette forte croissance ne suit pas toujours le même rythme. On note ainsi une augmentation particulièrement nette au cours de l'immédiat après-guerre et de 1971 à 1976. En revanche, de 1951 à 1957, on enregistre une certaine stagnation. On voit également s'opérer des glissements dans les rapports de force. Jusqu'en 1955, la centrale du Textile détient la première place, à nouveau occupée par le Bois & le Bâtiment, de 1956 à 1971. Depuis lors, c'est la centrale des Métallurgistes qui vient en tête. Il convient de noter que cette primauté est due au fait que les Employés sont partagés en deux centrales. En effet, quand on additionne leurs membres, la LBC et la CNE forment ensemble le groupe le plus étoffé depuis 1980. Cette position apparaît plus nettement encore lors de l'examen de la répartition sectorielle des effectifs. Jusqu'en 1960, environ 75 % des membres de la CSC sont des ouvriers. Leur part s'amenuise ensuite, pour tomber à 60 %. En revanche, les employés voient leur représentation doubler entre 1965 et 1989, pour atteindre ainsi un peu plus de 20 % de la totalité des effectifs.

voyons à Verhoeven, *CSC, qui es-tu ?*; Vandeputte, *De harde strijd*; Pasture, *Kerk, politiek en sociale actie*, et Pasture & Mampuy, *In de ban*. Pour le contexte général, voir les chapitres V et VI du tome I.

123. Sur la préparation de l'après-guerre et le texte du manifeste, cf. rapport d'activité de la CSC 1945, 6-28.

124. Pour toutes les données concernant l'évolution des effectifs, voir Pasture & Mampuy, *In de ban*.

Tableau 7 :
Nombre de membres de la CSC (chiffres corrigés).
1945-1989

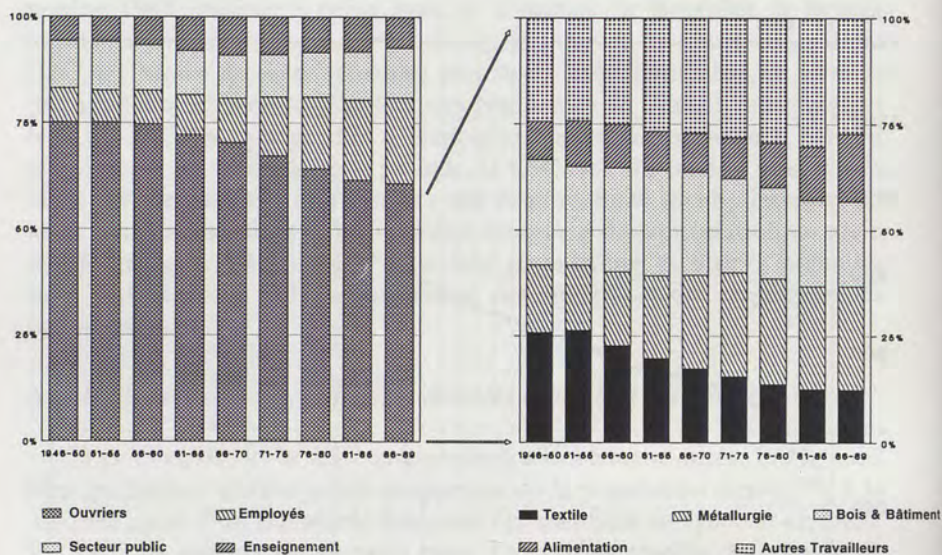


Source: Annexe 2

Tout bien considéré, la CSC est restée un syndicat ouvrier, même si les ouvriers ne représentent plus qu'un tiers de la population active à la fin des années quatre-vingts. En ce qui concerne la répartition régionale, la part wallonne connaît un léger accroissement, pour atteindre près de 20 % au cours des années quatre-vingts. Le pourcentage de Bruxellois double, pour passer à un peu moins de 12 %. De ce fait, la prédominance flamande s'érode quelque peu. Cependant, elle tourne encore autour de 75 %, si l'on tient compte des membres néerlandophones de Bruxelles.

En 1952, un fait peut-être unique se produit en ce qui concerne les effectifs. La FGTB et la CSC s'ouvrent mutuellement leurs livres, pour examiner dans quelle mesure les nombres d'affiliés rendus publics correspondent à la réalité. La raison profonde de ce contrôle mutuel des effectifs a un rapport étroit avec la création de différents organes de concertation. Dès 1945, la CSC proteste contre le fait qu'elle obtient trop peu de sièges par rapport à son nombre d'affiliés. Aussi exige-t-elle un contrôle officiel des membres. Cependant, il faut attendre janvier 1952 pour que soient fixées toutes les modalités de cette opération. Les résultats confirment que

Tableau 8 :
Part des secteurs et des centrales dans les effectifs de la CSC.
1946-1989

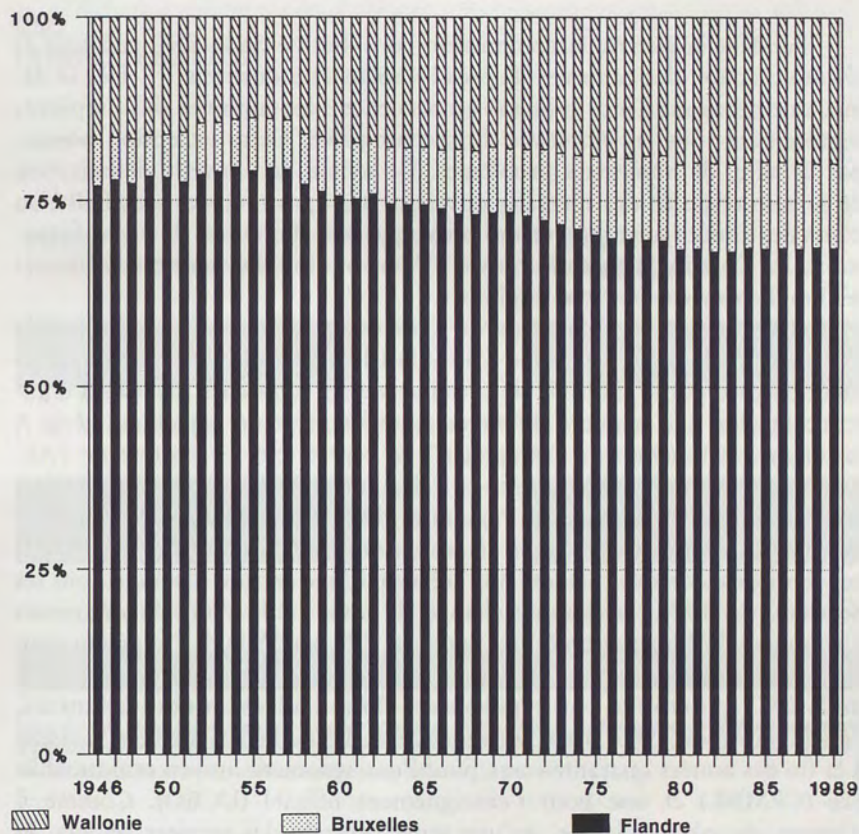


Source: Pasture & Mampuy, In de ban, 109

si la FGTB (638.491 membres) reste le principal syndicat, la CSC (533.814) connaît une forte ascension. En 1959, la CSC deviendra d'ailleurs la première organisation syndicale du pays. Après le contrôle des statistiques d'affiliés, les deux parties conviennent de calculer ces chiffres d'une manière plus ou moins identique et d'appliquer, en tout cas, le même coefficient de correction. Nous en arrivons ainsi à un autre aspect frappant de la question des effectifs.

Lorsque les résultats du contrôle sont communiqués au bureau de la CSC, ce dernier estime que "les chiffres doivent, en vue de leur publication, être augmentés de 20 %" [NT]. Ainsi, après la seconde guerre mondiale, tant la FGTB que la CSC gonflent systématiquement leurs statistiques. Comme il a été précisé plus haut, il faut chercher la cause de cette pratique dans la surenchère qui met aux prises les deux syndicats : dans le cadre des nouveaux organes de concertation, la représentation des organisations est déterminée par le nombre de leurs affiliés. Par ailleurs, les syndicats veulent faire comprendre au monde extérieur, plus particulièrement aux pouvoirs publics et aux patrons, qu'ils agissent à bon droit comme représentants de la classe ouvrière dans son ensemble. Jusqu'en 1947, la CSC applique un coefficient de correction de 30 %, ensuite de 25 %, puis, après

Tableau 9 :
Part des régions dans les effectifs de la CSC.
1946-1988



Source: Pasture & Mampuy, In de ban, Annexe 23

accord avec la FGTB en 1952, un coefficient de 20 %. A la fin des années soixante, la question refait surface. Entre 1970 et 1976, le coefficient de correction est abaissé de manière systématique, jusqu'à atteindre 15 %. C'est précisément pendant cette période que la CSC enregistre un accroissement sensible de ses effectifs, si bien que cette réduction ne se remarque nullement dans les chiffres publiés. On en reste là provisoirement, d'une part parce que les nombres réels d'affiliés progressent moins rapidement, d'autre part parce que la FGTB n'est pas du tout favorable à un nouveau contrôle mutuel des membres et que, de ce fait, la CSC ne sait plus de quel pourcentage la FGTB augmente ses propres chiffres.

B. *Structure et organisation interne : adaptation et développement*

Les centrales

Pendant la guerre, la commission consultative de la CSC redéfinit le champ d'action des centrales d'après les secteurs industriels ¹²⁵. Dès le début, une dérogation à ce principe est accordée : les centrales des Employés représentent tous les employés du secteur privé. Cette exception posera, par la suite, de nombreux problèmes. De même, la nouvelle délimitation du terrain respectif des centrales ouvrières n'est pas toujours sans faille, au cours des années suivantes, ce qui provoque plus d'une fois de vives discussions. La Chimie, les Métallurgistes, l'Alimentation, les Services Publics et les Employés y sont surtout impliqués.

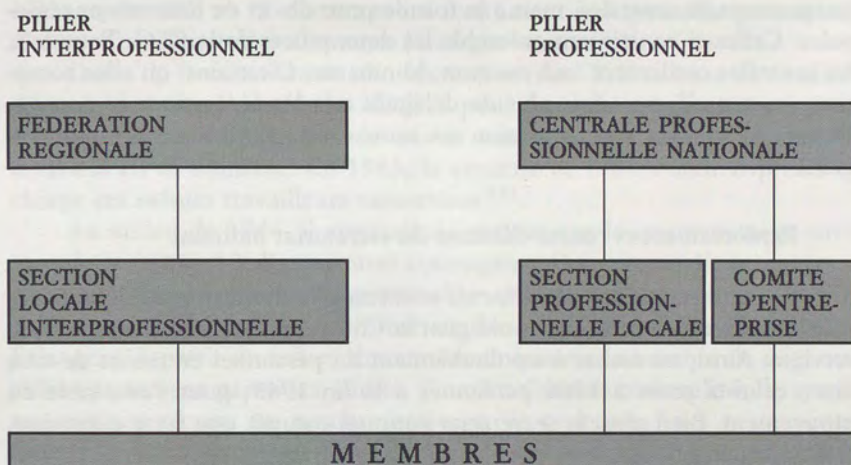
Après la guerre, la centrale du Cuir & du Vêtement est scindée : le Vêtement passe au Textile et le Cuir à la Chimie. Cette dernière est fortement élargie par le transfert de certaines de ses industries diverses à d'autres centrales. Elle acquiert, du même coup, un caractère plus homogène. A la longue, la fonction de "réceptacle" est reprise par la centrale de l'Alimentation. Après la guerre, celle-ci a déjà absorbé les Ouvriers Agricoles, les Travailleurs du Tabac et le Personnel Hôtelier. Vient ensuite le personnel des couvents, des cliniques et des entreprises de nettoyage. En 1963, ces reprises successives mènent à la création d'une section distincte pour les Services. En 1978, la centrale change de nom : elle s'intitule désormais Centrale de l'Alimentation & des Services. Elle bénéficie de l'augmentation de l'emploi dans le secteur tertiaire : elle devient, après 1980, la centrale de la CSC qui croît le plus rapidement. Outre l'adhésion des instituteurs, vers le milieu de 1945, deux nouvelles centrales de l'enseignement naissent à la fin des années quarante : une pour l'enseignement moyen et normal libre (CEMNL) et une pour l'enseignement officiel (UCEO). Comme il n'existe, du côté socialiste, qu'une seule centrale des services publics, la CSC conçoit le projet de suivre cet exemple en procédant à une grande fusion. Dans cette perspective, Théo Dewalsche est nommé, le 1er février 1947, secrétaire-adjoint pour les Services Publics. Si les diverses centrales conservent finalement leur indépendance, une Fédération des Syndicats Chrétiens des Services Publics (FSCSP) est cependant créée ¹²⁶. Du milieu des années cinquante jusqu'aux années septante, on assiste encore à quelques tentatives sporadiques de fusion, sans succès toutefois.

125. Sur les questions de délimitation et de fusion des centrales après 1945, voir Pasture & Mampuy, *In de ban*, 20-30.

126. Bureau de la CSC 4 janvier 1947.

Tableau 10 :
Organigramme du mouvement syndical chrétien après la seconde guerre mondiale

CSC CONFEDERATION



Note: En vue de leur représentation dans les organes de direction de la confédération, les fédérations syndicales d'arrondissement nouent des liens de collaboration au plan provincial, sauf en Limbourg et en Luxembourg où les limites de la fédération régionale coïncident avec celles de la province.

Une structure fondée sur deux piliers

Outre cette évolution au plan des centrales, un changement peut-être moins frappant, mais en réalité plus fondamental se produit encore. Jusqu'en 1940, la section professionnelle locale, groupant des travailleurs d'un même secteur et d'une même localité, formait la base de toute activité syndicale. D'une action en entreprise digne de ce nom, il n'était guère question : la CSC était encore trop faible à cet effet. De plus, l'attitude de la plupart des patrons rendait pratiquement impossible une telle pratique. La multiplication des commissions paritaires, après 1936, et la percée définitive de la concertation sociale en entreprise, après la guerre, provoquent une mutation fondamentale : "Précédemment, nous avons cependant perdu de vue que l'ouvrier se trouve dans une fabrique ou dans un bureau et que nous ne devons pas seulement grouper nos membres par commune ou

paroisse, mais que nous devons les grouper en même temps par entreprise. (...) C'est sur ces deux supports : l'entreprise où l'ouvrier travaille, et la localité où il habite, que notre Mouvement doit être édifié" ¹²⁷. Deux ans plus tard, lors du quinzième congrès de la CSC, tenu en octobre 1947, les statuts sont adaptés en fonction de ces objectifs : "Il ne s'agit pas ici d'une simple modification, mais bien de ce que l'on pourrait appeler de nouveaux statuts" [NT], déclare Gust Cool, pour souligner l'importance de la réforme ¹²⁸.

La structure ainsi adoptée affecte les rapports entre centrales et fédérations régionales. D'après les nouveaux statuts, la CSC n'est plus formée uniquement de centrales, mais à la fois de centrales et de fédérations régionales. Celles-ci constituent ensemble les deux piliers de la CSC. Toutefois, les centrales conservent une position dominante. C'est ainsi qu'elles comptent, au conseil, trois fois plus de délégués que les fédérations régionales. Depuis 1956, leur représentation est ramenée au double de celle des régions ¹²⁹.

Renforcement et renouvellement du secrétariat national

La forte croissance des effectifs et surtout l'extension considérable des missions dévolues au syndicat obligent la CSC à renforcer sérieusement ses services. Ainsi, on assiste à un doublement du personnel en moins de cinq ans : celui-ci passe à 1100 personnes à la fin 1949, pour l'ensemble du mouvement. Bien plus, le secrétariat national connaît une forte extension, qui se répercute sur les centrales et les fédérations régionales ¹³⁰. Dès 1945, le bureau journalier est élargi avec l'arrivée de deux secrétaires-adjoints, Jef Keuleers pour la Flandre et Jean Pironet pour la Wallonie. En 1953, Rik Kuylen, appelé à Bruxelles dès la fin 1949 comme responsable du service de propagande nouvellement mis en place, est aussi incorporé à cette instance. Entre-temps, en octobre 1946, August Cool succède à Henri Pauwels, décédé accidentellement, tandis que Louis Dereau devient secrétaire général. En 1963, Pironet meurt. Il est remplacé par Guillaume Sauvage. Il est important de noter que la direction journalière de la CSC est composée des mêmes personnes pendant environ vingt-cinq ans, de 1945 à 1970.

Dès la réorganisation de son service d'étude, la CSC opte pour le recrutement de spécialistes hautement qualifiés. Outre ce service, il est prévu

127. Rapport d'activité de la CSC 1945, 36-37.

128. Projet de nouveaux statuts (Congrès de la CSC 1947); *CSC Mensuel* (1945) 315-318 et (1946) 201-202.

129. Rapport du congrès de 1947 dans *CSC Mensuel* (1947) 578-579 et bureau de la CSC 6 mars 1956.

130. La création et l'extension des services du secrétariat font l'objet de rapports réguliers : voir les rapports d'activité publiés jusqu'en 1953.

d'établir une commission d'étude permanente, dont la composition varie et à laquelle des dirigeants syndicaux, mais aussi de nombreux jeunes assistants et professeurs de l'université catholique de Louvain, prêtent leur concours. De même, pour le service juridique, le syndicat fait appel à des universitaires. Ainsi prend définitivement fin, au niveau national, l'époque des experts autodidactes ou chargés de tous les domaines. La création de services juridiques dans les fédérations régionales résulte directement de cette évolution. Dans le cadre de prestations en extension constante, l'importance de ces services, pour la propagande, croît sans cesse. En 1951 paraît la première édition du *Vade-mecum de législation sociale* qui, pour le militant, devient au fil du temps un instrument indispensable permettant d'assurer une "première assistance juridique" aux affiliés.

Outre la reconstitution du Secrétariat des Travailleurs Frontaliers d'avant-guerre, un secrétariat distinct pour les saisonniers est également créé, le 1^{er} mai 1949, afin de mieux coordonner l'action de certaines centrales en ce domaine. En 1965, la centrale de l'Alimentation prend en charge ces mêmes travailleurs saisonniers ¹³¹.

Au milieu de 1946, il apparaît clairement que le gouvernement envisage de faire appel à d'importants contingents d'ouvriers italiens, qui remplaceraient les prisonniers de guerre allemands dans les mines. La CSC décide alors, en août 1946, de créer un Service National des Travailleurs Etrangers. A partir du milieu des années cinquante, le nombre de migrants s'élève fortement parmi les affiliés. Pour les diverses nationalités, le syndicat chrétien recrute un nombre croissant de propagandistes permanents. Ceux-ci sont bien souvent des naturalisés, issus de la deuxième génération de l'immigration. Maints journaux sont également publiés en diverses langues, à l'instar de l'hebdomadaire *Sole d'Italia*. Par cette action large et intensive, la CSC acquiert une implantation solide parmi les travailleurs immigrés.

La CSC au Congo belge

L'action de la CSC dans l'ancienne colonie belge constitue un chapitre "à part". A la fin 1945, le président Pauwels reçoit la visite du supérieur général des Scheutistes : ce dernier vient l'informer sur le syndicat unique, d'inspiration communiste, qui se manifeste au Congo. Le bureau de la CSC envoie Pauwels dans la colonie, pour examiner la situation sur place ¹³². Le président y séjourne du 22 décembre 1945 au 16 février 1946. A son retour, un plan d'action de grande envergure est élaboré. La CSC-Congo (CSCC) est créée en avril 1946. Le 2 mai, les deux premiers permanents

131. Rapports d'activité "travailleurs saisonniers" 1946-1951 et 1951-1953; Bruggeman, *Asten, bieten en ...mensen*; Woestenborghs, *Arbeiders in de vreemde*.

132. Bureau de la CSC 2 octobre 1945.

belges partent pour la colonie. En juillet, la CSC reprend *Le Courrier d'Afrique* et l'imprimerie qui s'y rattache. Le 1er septembre paraissent les premiers numéros de *Notre droit-Ons recht*, pour les travailleurs européens, et de *Syndicalisme congolais*, pour les travailleurs chrétiens africains. Ce dernier journal est même publié, à certains moments, dans cinq langues indigènes. Même si la CSCC opte d'emblée pour une action commune des travailleurs européens et autochtones, elle est obligée de créer des syndicats distincts, en raison même de la législation coloniale. Et ce sont surtout les syndicats des travailleurs congolais qui doivent effectuer un long "calvaire administratif", avant d'être reconnus officiellement par les autorités coloniales.

A la fin 1956, la CSCC compte 70 syndicats affiliés et 8000 membres en règle de cotisation. Le décret relatif à la liberté syndicale entre en vigueur en février 1957. La CSCC voit son action et ses effectifs littéralement exploser. Le nombre de ses affiliés passe de 24.000 personnes en 1957 à 42.000 en 1958, pour atteindre 56.000 unités à la fin septembre 1959. A partir de la fin de l'année 1957, le mouvement "africanise" ses cadres à un rythme croissant : deux ans plus tard, 26 des 35 permanents sont des Congolais. Entre-temps, le 1er janvier 1959, la CSCC devient officiellement une organisation autonome, directement affiliée à la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens. A la fin de la même année, les membres européens de la CSCC créent leur propre organisation, l'Union des Cadres et Agents Métropolitains (UCAM) qui, après l'indépendance, se mue en service des Pays d'Outre-mer de la CSC. La CSCC devient alors un syndicat purement congolais. Le 6 avril 1960, elle change de dénomination pour prendre le nom d'Union des Travailleurs Congolais (UTC)¹³³. Après l'indépendance, la CSC apporte une aide substantielle à l'UTC, aux plans technique et surtout financier. Cette assistance lui permet de conserver une position solide dans l'ancienne colonie¹³⁴.

C. Réformes de structures et productivité

Dès avant la fin de la guerre, il apparaît clairement que le rôle des syndicats dans la société belge va subir de profonds changements. Les pratiques exceptionnelles du passé, dictées surtout par la nécessité, sont éri-

133. H. Pauwels, *Le syndicalisme et la colonie* (Bruxelles, 1946); conseil de la CSC, 12 mai 1959, et bureau de la CSC, 15 mars 1960. Voir également les mémoires de licence de Ntibazonkiza, *Le syndicalisme congolais sous l'administration coloniale belge 1920-1960* (UCL, 1973) et Musavyarabona, *L'influence des organisations ouvrières chrétiennes au Congo et sur la politique coloniale belge 1946-1957* (UCL, 1974); cf. aussi Z.A. Etambala, "Het christelijk syndicalisme in Kongo/Zaire vanaf zijn ontstaan in 1946 tot aan de oprichting van de eenheidsvakbond (UNTZA) in 1967", *GMG* 1993, 177-199.

134. Franssen & Martens, *Het geld van de CVP*, 91-110. Selon cette publication, la CSC a versé 27 millions sur le compte de l'UTC, entre 1961 et 1968. Il ressort des rapports du bureau de la CSC qu'il s'agit là d'une estimation minimale.

gées en système après 1944 : les organisations syndicales sont systématiquement associées à la restructuration socio-économique du pays. Le point de départ de ce processus est l'accord informel entre représentants des patrons et des syndicats, conclu en avril 1944 et connu sous le nom de Pacte Social¹³⁵. Trois questions y sont traitées : le problème des salaires et des prix, en vue de doter la population d'un pouvoir d'achat aussi élevé que possible, l'instauration d'un système de sécurité sociale, enfin les principes et les méthodes de collaboration paritaire entre patrons et syndicats pour toutes les questions socio-économiques. Le pouvoir d'achat de la population constitue évidemment le problème le plus urgent. Dès le 16 septembre 1944, une Conférence Nationale du Travail décide de relever les salaires de 60 %. Huit autres Conférences se penchent sur le problème par la suite. En 1945, les rémunérations sont reliées à l'index. Le paiement de huit jours fériés légaux, ainsi qu'une augmentation de 20 % des pensions et des allocations familiales sont accordés en 1946. En matière de sécurité sociale, l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, qui s'applique aux travailleurs, constitue une étape décisive.

Réformes de structures

Le volet principal du Pacte Social porte sur la collaboration paritaire. Pour la CSC, celle-ci est bel et bien le nœud de la question : derrière une expression d'apparence anodine point une conception fondamentalement nouvelle de l'organisation économique et sociale. L'enjeu est, ni plus, ni moins que "le Mouvement Syndical Chrétien désire, par les réformes de structure (sic), mettre un terme au système capitaliste qui depuis plus de cent ans domine notre pays". C'est ce que déclare August Cool, lors de son discours de Nouvel An, au conseil de la CSC du 13 janvier 1948. L'objectif ultime est de mettre l'"économie au service de l'homme", comme le syndicat chrétien l'écrivait, dès le 26 décembre 1944, au Premier Ministre Pierlot¹³⁶. Cette formule n'est pas laissée au hasard : on la retrouve, une fois encore 35 ans plus tard, en 1980, lorsque la CSC résume, lors de son vingt-septième congrès statutaire, son programme économique en ces termes : "une économie au service de l'homme et de la société".

Pour le syndicat chrétien, une telle économie n'est possible que si les travailleurs participent, par l'intermédiaire de leurs organisations, à la politique économique générale et à la gestion des entreprises. Le contenu à donner à cette participation est défini dès le premier congrès de l'après-guerre, tenu en juillet 1945, dans le rapport "Temps Nouveau". Il l'est plus encore lors du congrès de 1947, dans le rapport "Cogestion". Cette reven-

135. Pour ce paragraphe, voir Pasture, *Kerk, politiek en sociale actie*, chapitre III, ainsi que le chapitre V du tome I du présent ouvrage.

136. Citations tirées de *CSC Mensuel* (1948) 45 et du rapport d'activité de la CSC 1945, 59.

dication s'applique, en premier lieu, au domaine économique. Il faut en arriver, à terme, à une totale égalité entre le travail et le capital, entre ouvriers et actionnaires. C'est pourquoi la CSC demande une réforme fondamentale des sociétés anonymes. Initialement, elle est également favorable à une séparation des compétences sociales et économiques, pour éviter que les problèmes sociaux ne soient trop subordonnés à l'économie, mais aussi pour manifester clairement que les réformes de structures doivent essentiellement s'opérer dans ce dernier domaine. Il faut que les questions sociales soient abordées dans les commissions paritaires et les matières économiques dans les conseils d'entreprise. Les deux domaines dépendraient d'un organe de coordination distinct, à la fois national et interprofessionnel. C'est ainsi que la CSC conçoit, du moins en théorie, la nouvelle organisation de l'économie.

Dans la pratique, les choses ne sont pas si simples. Lors des Conférences Nationales du Travail, on voit à quel point la concrétisation des recommandations du Pacte Social constitue une matière "sensible". C'est surtout à la Conférence de juin 1947 que la CSC insiste pour que l'on mette enfin en œuvre de véritables réformes de structures, par "l'introduction d'administrateurs représentant les travailleurs au sein des conseils d'administration"¹³⁷. Les employeurs n'acceptent pas une telle revendication. Après des discussions secrètes entre August Cool et Léon Bekaert, président des patrons chrétiens, la CSC est disposée à accepter un compromis. Les employeurs donneraient aux conseils d'entreprise des informations économiques et financières qui pourraient être contrôlées par des réviseurs d'entreprise. Toutefois, la CSC persiste dans sa revendication d'une réforme plus fondamentale, qui impliquerait une association directe et plus grande des travailleurs à la politique économique. Il faut attendre le 20 septembre 1948 pour que la loi "portant organisation de l'économie" soit adoptée¹³⁸. Avec ces dispositions, la concertation tripartite entre partenaires sociaux et pouvoirs publics prend fin, du moins provisoirement. Depuis lors, patrons et syndicats essaient d'élaborer, paritairement, des solutions aux problèmes économiques et sociaux.

Les premières élections sociales

La concertation paritaire se déroule moins facilement que prévu. A la fin des années quarante, la bonne volonté manifestée durant la dernière partie de la guerre semble s'estomper, surtout du côté patronal. Si la loi du 20 septembre 1948 a essentiellement vu le jour grâce aux concessions de la CSC, sa mise en œuvre suscite maints problèmes. Les membres du Conseil

137. Rapport d'activité au Congrès CSC 1947, 180.

138. Sur les origines de cette loi, voir Dambre, "Ontstaansgeschiedenis ondernemingsraden" et Keulemans, "Institutionalisering sociaal-economisch overleg".

Tableau 11 :
Résultats des élections sociales

Répartition des sièges dans les conseils d'entreprise (en %)

	Ouvriers			Employés			Jeunes			Total		
	CSC	FGTB	CGSLB	CSC	FGTB	CGSLB	CSC	FGTB	CGSLB	CSC	FGTB	CGSLB
1950	33,39	64,86	1,73	48,86	47,23	3,89	-	-	-	36,41	61,42	2,15
1954	33,56	64,08	2,35	50,46	45,03	4,49	-	-	-	36,65	60,60	2,74
1958	40,09	57,79	2,11	51,36	44,62	4,01	-	-	-	42,27	55,24	2,47
1963	43,72	53,53	2,64	57,36	37,21	5,41	58,04	40,32	1,63	47,96	48,88	3,14
1967	42,32	54,83	2,85	53,06	40,69	6,25	50,64	47,73	1,63	45,61	50,85	3,54
1971	44,51	52,59	2,90	53,06	42,13	4,81	52,70	46,09	1,21	47,61	49,10	3,28
1975	47,37	49,83	2,80	57,26	38,03	4,71	42,00	45,64	2,36	51,17	45,40	3,43

Répartition des sièges dans les comités de sécurité et d'hygiène (en %)

	Ouvriers			Employés			Jeunes			Total		
	CSC	FGTB	CGSLB	CSC	FGTB	CGSLB	CSC	FGTB	CGSLB	CSC	FGTB	CGSLB
1958	42,00	55,95	2,04	55,92	40,23	3,84	59,82	39,05	1,12	46,25	51,37	2,36
1963	46,66	50,17	3,17	56,97	37,29	5,74	60,23	37,75	2,02	49,85	46,47	3,66
1967	46,26	50,68	3,06	54,81	39,52	5,67	55,02	42,91	2,07	49,00	47,35	3,65
1971	48,80	48,42	2,78	55,66	40,07	4,27	58,12	40,42	1,46	51,49	45,36	3,15
1975	50,20	46,50	3,30	56,65	37,88	5,47	54,99	42,58	2,43	52,87	43,06	4,07

Source: Spineux, Les élections syndicales de 1975, Courrier hebdomadaire du CRISP 724-725

Central de l'Economie ne sont nommés qu'en avril 1949. Il faut attendre janvier 1953 pour assister à la mise en place officielle du Conseil National du Travail.

Dans l'intervalle, les premières élections pour les conseils d'entreprise ont lieu du 25 février au 10 mars 1950¹³⁹. Le climat dans lequel elles se déroulent ne concorde guère avec l'"esprit de collaboration" qui leur a donné naissance. Bon nombre de patrons rendent la vie dure aux candidats. La proposition de loi relative à la protection des candidats est seulement déposée lorsque démarrent ces premières "élections sociales". Elle est votée le 18 mars 1950, avec effet rétroactif. De plus, la CSC et la FGTB se livrent à une véritable bataille électorale, non dépourvue des relents fâcheux

139. Sur la naissance et l'évolution des conseils d'entreprise, voir Dambre, *Geschiedenis van de ondernemingsraden*.

qui accompagnent généralement ce genre d'exercice. Les résultats confirment la prédominance de la FGTB (61,42 %), sauf pour les employés en Flandre, parmi lesquels la CSC est déjà le syndicat majoritaire. La confédération chrétienne (36,41 %) comptait sur un plus grand nombre de sièges. Elle en arrive à la conclusion "que notre action syndicale doit prendre carrément pied dans l'entreprise et moins se dérouler au stade local" ¹⁴⁰. Lors des élections suivantes, à la fin 1954, la CSC reste encore en deçà du score qu'elle attend, tout en devenant le principal syndicat en Flandre, de justesse chez les ouvriers et nettement chez les employés. En sus de ces résultats, moins favorables que prévu, la réforme des organes de concertation alimente un mécontentement latent au sein de la CSC. Celle-ci garde le sentiment qu'une transformation fondamentale du système économique ne peut voir le jour, aussi longtemps qu'on ne remet pas en cause les structures de la propriété. Ce sentiment se renforce encore lorsqu'en juin 1950, le pape Pie XII rejette le droit à la cogestion économique ¹⁴¹. La CSC continue, cependant, à formuler de nombreuses propositions visant à réaliser une véritable "démocratie économique", lors de ses congrès de 1951 et 1953.

Un nouveau rôle pour la CSC

L'aspect le plus visible de ce nouveau rôle est la présence du syndicat chrétien dans un nombre croissant d'institutions publiques, de parastataux et d'organes de concertation. Sa représentation au conseil de régence de la Banque Nationale, depuis la fin de l'année 1948, et au conseil d'administration de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie (SNCI) revêt, à cet égard, valeur de symbole : "N'est-ce pas la première fois que les travailleurs vont discuter le financement de l'économie sur un pied de parfaite égalité avec les employeurs ?" ¹⁴².

Au sein de la CSC, l'association étroite des syndicats à la politique sociale et économique ne demeure pas sans effets : elle mène à une réflexion sur le rôle nouveau du syndicalisme dans la société. Le rapport intitulé "Le syndicalisme", présenté lors du quinzième congrès tenu en 1947, est le premier résultat de ce travail. Le seizième congrès, tenu en 1951, s'avère plus important encore. C'est alors qu'est élaboré le rapport "Le syndicalisme chrétien. Sa nature et sa mission". Ce document souligne la nécessité d'un syndicalisme chrétien, mais surtout les positions et les tâches nouvelles qui en découlent pour le mouvement syndical : "Par la force dont il est le re-

140. Rapport d'activité au Congrès CSC 1951, 188.

141. Cf. plusieurs articles à ce sujet dans *GMG* et *DASC* 1950

142. Rapport d'activité de la CSC 1949, 136. Sur la réforme de la Banque Nationale, voir *CSC Mensuel* (1948) 522-529. De 1947 à 1972, dans ses rapports d'activité, la CSC cite le nom de ses représentants dans les principales institutions publiques et les institutions parastatales.

présentant, le syndicalisme appartient actuellement, pour ainsi dire, à l'essence même de la démocratie, et constitue un rouage essentiel dans le mécanisme actuel de la vie publique. Il doit donc déposer sa mentalité exclusivement revendicative, pour se mettre à la hauteur de son rôle de groupe national dirigeant et responsable" 143.

Assez rapidement, on fait remarquer qu'"à certains moments, le véritable travail syndical pâtit de cette extension continuelle des missions de représentation et des réunions de tous genres" 144. Jusqu'à nos jours, la pratique journalière de la concertation sociale donne lieu à de telles considérations. Toutefois, le syndicat chrétien affirme également, dès le début, que cette politique recèle plus d'opportunités positives que de dangers 145.

Le protocole sur la productivité

Les syndicats insistent, en mai 1952, pour qu'une nouvelle concertation globale soit organisée. Ils sont mécontents de la mise en œuvre des réformes de structures. Ils demandent une participation aux bénéfices exorbitants réalisés par les entreprises pendant la guerre de Corée. Même si la CSC évoque d'emblée la perspective d'un nouveau "pacte social", l'accent est rapidement mis sur l'accroissement de la productivité, afin de pouvoir améliorer le niveau de vie. Deux ans plus tard, le 5 mai 1954, employeurs et travailleurs signent une "Déclaration commune sur la productivité". Les patrons s'engagent à ne pas assurer l'accroissement de la productivité au détriment de l'emploi et des conditions de travail. De leur côté, "les représentants des travailleurs interviendront auprès de leurs mandants pour qu'ils apportent, dans leur propre intérêt, toute leur collaboration à l'effort d'accroissement de la productivité". Pour la CSC, cet accroissement conditionne nécessairement le maintien et l'amélioration du niveau de vie 146.

Le protocole en question a un effet direct à la CSC : il débouche sur la création d'un service national "Technique et Productivité". Douze permanents reçoivent une formation approfondie de "technicien syndical", qui dure deux ans. Dès la fin de 1957, ils sont à la disposition des centrales et des fédérations, pour former les permanents et militants. Le service na-

143. *Le syndicalisme chrétien. Sa nature et sa mission* (congrès de la CSC 1951), 156.

144. Rapport d'activité de la CSC 1947, 66.

145. "On a parfois envie de dire : qui trop embrasse mal étreint. Pourtant, cette représentation syndicale au sein de ces organismes économiques représente un puissant atout entre les mains des syndicalistes. Evidemment, nous ne considérons pas cette participation comme une concession platonique et encore moins comme une activité académique.(...) La représentation syndicale au sein des organismes directeurs dont nous venons de parler est, nous en avons l'impression, une garantie que ces études et ces plans aboutiront à quelque chose" (*CSC Mensuel* 1948, 701-702).

146. Le texte du protocole et les divers discours des partenaires sociaux lors de sa signature sont publiés dans *CSC Mensuel* (1954) 279-292.

tional veille à assurer la coordination et le contact avec les instances dirigeantes ¹⁴⁷.

D. *Dans l'opposition "politique", la CSC passe à l'offensive : semaine de cinq jours et salaire hebdomadaire garanti*

Lors des élections législatives du 11 avril 1954, le PSC/CVP - au pouvoir depuis 1950 - subit une lourde défaite (- 6,54 %). Les socialistes et les libéraux s'associent pour former un gouvernement. Les sociaux-chrétiens restent dans l'opposition pendant toute une législature. Au cours des années précédentes, sous les gouvernements Pholien et Van Houtte (homogènes PSC/CVP), la CSC a, plus d'une fois, manifesté clairement son mécontentement sur la politique socio-économique menée par l'exécutif. Jamais elle ne se montrera plus active que pendant les années d'opposition sociale-chrétienne ¹⁴⁸. Cette agressivité manifeste est "facilitée" du fait que les socialistes subordonnent leurs objectifs socio-économiques à la politique scolaire, notamment pour satisfaire leur partenaire libéral.

Le 20 avril 1954, la CSC transmet un mémorandum au gouvernement socialiste-libéral, en cours de formation. Elle y reprend son programme économique d'urgence, déjà publié en décembre 1953 sous le titre *Prospérité et politique d'emploi*. C'est cette même préoccupation pour l'emploi qui lance la CSC dans la guerre scolaire. Aux coupes sombres faites en juillet 1954 dans les subsides de l'enseignement libre, essentiellement catholique, s'ajoute, à la fin août, le licenciement de 110 professeurs de l'enseignement officiel porteurs d'un diplôme du réseau libre ¹⁴⁹. Le mouvement syndical chrétien réagit sans tarder. Le 24 novembre, les quatre centrales de l'enseignement mettent sur pied une journée nationale de protestation, avec des manifestations dans toutes les provinces. Plus de 30.000 enseignants arrêtent le travail à cette occasion. Le lendemain, la CSC envoie un ordre du jour au Premier Ministre Van Acker, dans lequel elle rattache la question de l'enseignement à son programme global de revendications sociales. Le syndicat chrétien menace d'organiser une marche sur Bruxelles, le 13 janvier 1955, si ses exigences ne sont pas rencontrées avant le 31 décembre. Mis sous pression, le gouvernement satisfait in extremis plusieurs de ces revendications. Pour manifester sa bonne volonté et ne pas mettre en danger la suite des discussions, la CSC suspend provisoirement sa marche sur Bruxelles.

Le 1er février, le projet de loi 217 est déposé au Parlement. Il est

147. Rapport d'activité de la CSC 1958, 51-59 et 1960, 195-204.

148. Ce n'est certainement pas par hasard que paraît, à partir de 1954, un nouveau bulletin de militants : *Notes de la CSC*. Le dernier numéro de ce périodique est publié en mai 1958, un mois avant les élections. Il est entièrement consacré à une analyse "préélectorale" de la politique sociale du gouvernement Van Acker.

149. Sur les actions de la CSC menées dans le cadre de la guerre scolaire, voir le rapport d'activité de la CSC 1955, 161-172 et plusieurs numéros de *Notes de la CSC* (décembre 1954-mars 1955). Voir également les rapports du bureau d'octobre 1954 à janvier 1955.

considéré par toute la communauté catholique comme un avantage inacceptable conféré à l'enseignement officiel et comme une atteinte au libre choix scolaire. A partir de cette date, la CSC intègre de plus en plus ses actions sur ce terrain dans la campagne générale de la communauté catholique, placée sous la direction du Comité National pour la Défense des Libertés Démocratiques, fondé en septembre 1954. Au sein de ce Comité, le syndicat chrétien fait partie des adversaires les plus implacables de la politique gouvernementale. En y impliquant toutes ses organisations, la CSC contribue largement au succès des trois manifestations catholiques, tenues à Bruxelles les 27 février, 26 mars et 10 juillet 1955.

Parallèlement aux actions menées dans le cadre de la guerre scolaire, la CSC lance une grande campagne pour la semaine de cinq jours ¹⁵⁰. Elle considère cette initiative comme la suite logique de ses efforts en faveur du plein emploi et de l'accroissement de la productivité. Dès les congrès de 1949, 1951 et 1953, elle adopte des résolutions en ce sens. En juin 1954, la CSC aborde cette question à la session annuelle du Bureau International du Travail (BIT). En octobre, elle lance une "pétition pour la réduction de la durée du travail". Le 28 janvier 1955, une délégation du syndicat chrétien remet cette pétition, qui comporte 537.269 signatures - soit un chiffre légèrement supérieur aux effectifs de la CSC - au directeur général du BIT à Genève. Malgré cette action spectaculaire, l'amendement sur la semaine de cinq jours ne recueille pas la majorité des voix à la Conférence Internationale du Travail. La FGVB vote contre.

Dans l'intervalle, la CSC pose également la question au niveau belge. Comme les patrons veulent renvoyer aux calendes grecques les discussions relatives à cette matière, un congrès restreint de la confédération décide, le 5 juillet 1955, d'organiser une grève chaque samedi, jour de travail à l'époque, à partir du 9 juillet ¹⁵¹. Les pressions exercées sur le gouvernement deviennent trop fortes et, le 29 juillet, la CSC obtient un accord satisfaisant. Les grèves du samedi sont suspendues. A propos de la semaine de cinq jours, il est précisé que l'introduction de cette réforme "est possible de manière progressive et par étapes, à condition que la stabilité des entreprises et de l'économie nationale ne soient pas mises en péril" [NT]. Le 28 octobre, un nouvel accord est conclu : il prévoit, pour certains secteurs, une date définitive d'instauration de la semaine de cinq jours. Désormais, la voie est libre : en juillet 1956, 53 % des travailleurs sont incorporés dans le système de la semaine de cinq jours. Ce pourcentage passe à 90 % au début de 1960. Plus rien n'empêche alors le gouvernement de rendre la se-

150. Sur la campagne pour la semaine de cinq jours, voir le rapport d'activité de la CSC 1955, 114-128 et 1958, 81-100. *Notes de la CSC* 2, 17, 19 et 23 et 24 (de janvier 1955 à avril 1956). Maes & Van Rie, *De Werkdag*, 75-96.

151. Sur les événements de juin-juillet 1955, voir les rapports du bureau et du conseil, juin-juillet 1955; le rapport d'activité de la CSC 1958, 63-80 et *Notes de la CSC* 12 et 14 (juin, septembre 1955).

maine de cinq jours obligatoire, par la loi du 15 juillet 1964.

La CSC est visiblement récompensée de son action lors des élections sociales de décembre 1958 ¹⁵². Elle obtient une grande victoire et voit le nombre de ses sièges croître de près de 6 %. La FGTB enregistre un recul de plus de 5 %. L'écart entre les deux syndicats est quasiment réduit de moitié en l'espace de quatre ans : il passe, en effet, de 24 à 13 %. La CSC devient, et de loin, le plus grand syndicat de Flandre, tant pour les employés que pour les ouvriers. Cette prépondérance s'explique en partie par le fait que les élections sociales ont également lieu dans les entreprises comptant de 150 à 200 travailleurs, catégorie dans laquelle le syndicat chrétien est plus fort que la FGTB dans l'ensemble du pays. En même temps et pour la première fois, des élections sont organisées pour les comités de sécurité. Bien que toutes les entreprises comptant au moins 50 travailleurs soient ici concernées, soit quelque 3200 firmes contre 1100 pour les conseils d'entreprise, les résultats des deux scrutins diffèrent à peine.

La CSC critique vivement la politique sociale du gouvernement Eyskens, une bipartite formée de sociaux-chrétiens et de libéraux constituée après la conclusion du Pacte Scolaire en 1958. Ce mécontentement se cristallise dans l'action pour le salaire hebdomadaire garanti. Une telle revendication a été émise pour la première fois pendant la dernière Conférence Nationale du Travail de l'après-guerre, tenue en mars 1948 ¹⁵³. À l'automne 1958, le mécontentement grandit de jour en jour. Le 10 octobre, la CSC manifeste à Bruxelles. Bien qu'elle soit parfaitement consciente du danger politique, elle durcit encore sa position par la suite : "Si le gouvernement doit tomber sur cette question, qu'il tombe" ¹⁵⁴. Le 24 décembre, le gouvernement cède et accepte le principe du salaire hebdomadaire garanti. Au cours d'un congrès extraordinaire qu'elle tient le 16 janvier 1960, la CSC décide de suspendre provisoirement ses actions et d'attendre la suite des événements ¹⁵⁵. À l'issue d'une vive bataille d'amendements, la loi est également votée au Sénat, le 14 juillet 1960.

L'action pour la semaine de cinq jours renforce sensiblement la conscience que la CSC a de sa propre force. Au début 1956, August Cool jette un regard sur les années antérieures avec fierté et satisfaction : "C'en est fait maintenant du complexe d'infériorité des Syndicats chrétiens(...). Certains y ont perdu des illusions, parce qu'ils se sont trouvés en présence d'une réalité, et cette réalité, c'est que le syndicalisme chrétien est une

152. Dambre, *Geschiedenis van de ondernemingsraden*, 155-160; rapport d'activité de la CSC 1960, 257-279. Pour les délégués aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, un périodique spécial paraît à partir de novembre 1955, à intervalles irréguliers. Il est publié de manière régulière, chaque mois, à partir de janvier 1959 : *Le conseiller d'entreprise*.

153. Sur l'action menée en faveur du salaire hebdomadaire garanti, voir les rapports du bureau et du conseil de septembre 1959 à janvier 1960; rapport d'activité de la CSC 1960, 63-82.

154. Bureau de la CSC 7 décembre 1959.

155. *Le conseiller d'entreprise*, numéro spécial (janvier 1960).

force. Une force que nous possédions déjà, mais on n'en avait pas conscience(...). Ils ne commettront plus les erreurs qu'ils ont commises en 1955. On n'obtient plus rien à l'avantage des travailleurs dans notre pays, sans les syndicats chrétiens; et quand les autres organisations syndicales ont les mains liées, le Mouvement Syndical Chrétien continue à veiller et oblige les autres à suivre le chemin qu'il a tracé" ¹⁵⁶. La collaboration de plus en plus étroite entre la CSC et la FGTB dans la campagne pour le salaire hebdomadaire garanti est un des premiers résultats de cette évolution. Ainsi, pour la première fois, les deux grandes organisations syndicales prennent position ensemble sur une question importante, via une note commune adressée au Conseil National du Travail. Même si les deux mouvements mènent à nouveau des actions en ordre dispersé en janvier 1960, un nouveauté s'annonce et prend de plus en plus d'ampleur après 1960 : l'action commune de la CSC et de la FGTB.

V. En front commun vers un bien-être accru. 1960-1975

La période la plus faste de l'histoire de la CSC commence aux alentours de 1960. Elle débute par une "fausse note", car la grève violente menée contre la loi unique, durant l'hiver 1960-1961, n'est pas du tout représentative des quinze années ultérieures. Par la suite, en effet, la CSC dépasse définitivement la FGTB, pour devenir ainsi le syndicat le plus puissant et le plus influent du pays. Contrairement à ce qui se produisait jadis, les deux grands syndicats agissent le plus souvent en front commun. Grâce notamment à la conjoncture économique favorable, ils parviennent à augmenter sensiblement le niveau de vie de la population par de nombreux accords nationaux et sectoriels. Désormais, les organisations syndicales sont à ce point intégrées dans le système social que leur histoire coïncide, pour ainsi dire, avec l'histoire sociale de notre pays. Il faut également compter avec elles dans les domaines économique et politique. D'autre part, la CSC n'échappe pas à la sécularisation et à la vague de contestation qui se manifestent à partir de la seconde moitié des années soixante. Trois phénomènes le prouvent à suffisance : l'évolution du syndicalisme chrétien au plan international, la radicalisation des conceptions socio-économiques de la confédération belge et les grèves sauvages de 1970, au cours desquelles la CSC est à son tour contestée comme composante de l'establishment.

156. Conseil de la CSC 24 janvier 1956; *Notes de la CSC* 21 (février 1956),2.

A. *La loi unique et le fédéralisme*

Du fait de l'accroissement des dépenses publiques dans le secteur économique et social et de l'indépendance du Congo, les pouvoirs publics sont dans l'obligation de rechercher des recettes nouvelles. Le 4 novembre 1960, le conseil de cabinet approuve le "projet de loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier", mieux connu sous le nom de loi unique. Ce programme d'assainissement de grande envergure prévoit des économies pour un montant d'au moins 10 millions et 6 millions d'impôts nouveaux.

L'Action Commune Socialiste réagit très négativement. Vu la complexité du projet, la CSC souhaite que le MOC-ACW se prononce sur l'ensemble de ce document. Toutefois, à la fin novembre, des accords visant à passer à l'action sont déjà conclus entre syndicats chrétiens et socialistes, en divers lieux de Wallonie. A la mi-décembre, August Cool expose l'attitude de la CSC comme suit : "Nous acceptons ce qui est bon dans le projet, mais nous rejetons ce qui est mauvais.(...) Des négociations sont en cours sur tous les points qui n'ont pas recueilli l'unanimité. Nous espérons arriver à un accord; si elles [les négociations] aboutissent à un échec, le gouvernement nous trouvera sur son chemin" ¹⁵⁷.

La critique du syndicat chrétien porte surtout sur l'instauration de deux périodes pour l'indemnisation du chômage et sur l'augmentation de la taxe de transmission, payée principalement par les consommateurs, donc par les travailleurs. Malgré les pressions exercées en son sein, la CSC maintient sa position de négociation. Lorsqu'à la fin décembre, la grève éclate dans toute sa violence, la confédération chrétienne adopte une attitude de plus en plus dure vis-à-vis du caractère révolutionnaire et politique des actions. A mesure que le conflit prend une coloration communautaire plus marquée, les tensions s'accroissent également à l'intérieur du syndicat. La direction ne peut empêcher que dans certaines entreprises wallonnes, des membres de la CSC appuient passivement les actions en restant chez eux et en évitant ainsi de faire office de briseurs de grève. Après l'approbation de la loi unique, le 13 janvier 1961, la grève s'effrite progressivement.

Pour la FGTB, il est clair à présent qu'une grève générale ne peut plus réussir sans la CSC. Dans les deux syndicats, le mouvement de l'hiver 1960-1961 risque de mettre en péril le caractère national des organisations. Toutefois, à la CSC, les tendances fédéralistes demeurent à l'état latent pendant longtemps encore. En 1945, les statuts stipulaient, de manière fort vague, qu'"en tout cas les deux parties du pays doivent être représen-

157. A. Cool à A. Renard, 13 décembre 1960, lettre publiée dans le rapport d'activité de la CSC 1962, 70-74. Nous nous appuyons, pour cet alinéa et pour le suivant, sur les rapports du conseil et du bureau, novembre 1960-janvier 1961. Voir également le rapport d'activité de la CSC 1962, 59-102, ainsi que Neuville & Yerna, *Le choc de l'hiver 60-61*, surtout 73-76 et 88-94.

tées au bureau". A la fin de 1959, il est précisé que les trois composantes du bureau, à savoir les délégués du bureau journalier, des centrales et des fédérations régionales, doivent comprendre des membres des deux groupes linguistiques ¹⁵⁸. Moins de deux ans plus tard, en octobre 1961 et plus que probablement par suite des tensions communautaires dues à la grève menée contre la loi unique, la CSC décide que son bureau, porté à vingt-quatre membres, doit inclure au moins sept Wallons ¹⁵⁹. Avec quelque retard, la régionalisation politique de la Belgique, de plus en plus poussée, continue à influencer les structures syndicales. Un Comité Wallon et un Vlaams Comité voient ainsi le jour, respectivement en novembre 1970 et en octobre 1971. En octobre 1978, le bureau de la CSC décide "d'adapter l'action interprofessionnelle à la régionalisation" et de mettre en place des Comités régionaux dans les trois parties du pays. Ceux-ci sont dotés d'un pouvoir de décision "dans toutes les questions interprofessionnelles régionalisées, déterminées ou encore à déterminer par le pouvoir politique". Il faut cependant attendre la réunion du conseil du 22 mai 1984 pour voir la CSC adapter ses statuts à son action et à ses structures, régionalisées de facto.

La grève menée contre la loi unique a des conséquences non seulement communautaires, mais aussi financières. Bien que la CSC n'ait pas participé officiellement au mouvement, bon nombre de ses membres n'ont pu se rendre à leur travail. Pour le syndicat chrétien, il s'agit là de chômeurs involontaires, qui sont indemnisables en tant que tels. La CSC les paie à l'aide d'avances. Le conseil d'administration de l'ONEM refuse par la suite d'accepter cette assimilation et la confédération chrétienne se voit dans l'obligation de puiser dans sa Caisse Centrale de Résistance, pour rembourser les avances. Cette opération dure cinq ans. Entre 1961 et 1966, la Caisse Centrale de Résistance dépense un total de 247 millions, dont 90 millions, soit 36,5 %, résultent de la grève contre la loi unique ¹⁶⁰.

158. Conseil 3 novembre 1959. L'article 24, modifié, stipule en outre que le nombre de membres du bureau passe à vingt, dont cinq membres du bureau journalier, dix représentants des centrales et cinq des fédérations provinciales. Parmi les représentants des centrales il en faut au moins un des employés et un des services publics.

159. Conseil 3 octobre 1961. L'article 24, modifié, stipule que le bureau doit être composé des cinq membres du bureau journalier, dont trois Flamands et deux Wallons, de sept représentants des fédérations provinciales, dont quatre Flamands et trois Wallons, et de douze représentants des centrales. Pour ce dernier groupe, une représentation wallonne minimale n'est pas imposée, mais comme il faut au moins sept Wallons au bureau, cela signifie que deux Wallons au moins doivent figurer parmi les représentants des centrales. Dans la pratique, la formule "au moins deux Wallons" correspond à sept Wallons au total, donc seulement à deux représentants wallons des centrales. Ceci montre combien les centrales "nationales" sont entre des mains "flamandes".

160. La législation sur la réglementation du chômage prévoit que le conseil d'administration de l'ONEM doit se prononcer à la majorité sur le droit des ouvriers concernés à être indemnisés ou non. Une majorité, composée des employeurs et de la FGTB, s'oppose, après la grève, à l'assimilation de la plupart des membres de la CSC aux chômeurs involontaires. Voir aussi le rapport d'activité de la CSC 1962, 42-43. Pour les chiffres, voir les rapports d'activité parus entre 1962 et 1966.

B. Une programmation du bien-être social

Les événements liés à la loi unique contrastent fortement avec la conclusion d'un accord interprofessionnel national, signé quelques mois plus tôt, le 11 mai 1960, par les syndicats et le patronat. Cet accord est, en quelque sorte, le pendant social de la programmation ou de l'idée de planification en matière économique, en vogue au cours de la seconde moitié des années cinquante et dont résulte la création, en 1959, du Bureau de Programmation Economique (devenu le Bureau du Plan depuis 1970). Dans le passé, les syndicats et les patrons ont aussi conclu des accords, tels que le Pacte Social (1944) et la Déclaration sur la Productivité (1954, renouvelée en 1959). L'idée centrale demeure inchangée : le progrès économique doit également entraîner, pour les salariés, une amélioration des conditions de vie et de travail. Ce qui est neuf, c'est la volonté d'ériger ces accords en système. Pour le mouvement syndical, il s'agit en quelque sorte de programmer le progrès social, dans le cadre d'accords à conclure régulièrement. Chacun de ceux-ci fixerait le contenu, la durée et les conditions de la programmation sociale. Depuis lors, le terme de "partenaires sociaux" est de plus en plus utilisé. A elle seule, pareille dénomination explique déjà pourquoi la CSC parle, à l'occasion de l'accord de 1960, d'"une nouvelle orientation de la politique sociale belge" ¹⁶¹.

Il est également important de noter que ces accords interprofessionnels nationaux s'appliquent à tous les travailleurs. Ils valent donc aussi pour le personnel des secteurs où les syndicats sont moins forts ou dans lesquels il n'y a pas de commissions paritaires pour conclure des conventions sectorielles. En ce sens, les accords interprofessionnels sont non seulement un levier permettant d'obtenir des avantages sociaux pour tous les travailleurs, mais aussi le symbole de la solidarité au sein de la classe ouvrière. Cet aspect retient toujours plus l'attention, alors que s'amorce la crise des années septante. Lorsque les employeurs font comprendre que le prix des accords interprofessionnels devient progressivement trop lourd, certains, y compris à la CSC, se demandent s'il ne serait pas préférable de s'en tenir à une programmation *professionnelle*. Toutefois, le conseil de la CSC, réuni le 10 octobre 1972, se prononce pour la poursuite des accords *interprofessionnels*. Il insiste même pour que ces accords ne soient plus seulement des recommandations destinées aux commissions paritaires : il faut qu'ils soient ratifiés par le Conseil National du Travail et rendus ensuite obligatoires par le ministre compétent.

Entre 1960 et 1975, sept accords interprofessionnels nationaux sont

161. Rapport d'activité de la CSC 1960, 192. Les accords successifs sont évoqués en détail dans les rapports d'activité de la CSC de 1960 à 1975. On trouve un aperçu sur ces accords dans Verstraelen, "Vijftien jaar sociale programmatie" et dans *Connaître la CSC* (Bruxelles, 1977) 69-72.

Tableau 12 :
Accords interprofessionnels nationaux.
1960-1975

11 mai 1960

Double pécule de vacances pour la deuxième semaine de congés - Augmentation des allocations familiales - Souhait de voir s'instaurer une programmation sociale dans les secteurs et les entreprises.

12 décembre 1963

Troisième semaine de congés à partir de 1965.

15 juillet 1966

Quelques recommandations - Double pécule de vacances pour la troisième semaine de congé pour 1968 - Les syndicats acceptent de faire preuve de modération en matière de réduction du temps de travail.

7 février 1969

Recommandation pour la réduction du temps de travail : 1 heure par semaine en 1969 en cas de semaine de travail de 44-45 heures et 1 heure par semaine dans le courant de 1970-1971 en cas de semaine de travail de 43-44 heures - Paiement de dix jours fériés par an.

15 juin 1971

Demande de relèvement des pensions adressée au gouvernement - Recherche d'une amélioration de la liaison des pensions aux salaires - Salaire mensuel garanti en cas de congé pré- et postnatal - Congé de formation payé pour les délégués syndicaux - Effort pour la réduction du temps de travail : 40 heures en 1975 - Quatrième semaine de congés au plus tard en 1975 - Remboursement de 50 % des frais de transport des travailleurs.

6 avril 1973

Confirmation de la réduction du temps de travail : 40 heures en 1975 - Confirmation de la généralisation de la quatrième semaine de congés en 1975 - Amélioration du salaire mensuel garanti pour les employés.

10 février 1975

Double pécule de vacances pour les deux premiers jours de la quatrième semaine de congés - Salaire minimum garanti - Un salaire égal est recommandé pour hommes et femmes - Pension complète à 64 ans après 45 années de service ou après un travail lourd et insalubre - Congé pour raisons familiales = jours travaillés pour la Sécurité Sociale.

conclus. Le dernier d'entre eux expire le 31 décembre 1976. La crise économique bat alors son plein. Les patrons en profitent pour avancer au moins deux revendications inacceptables pour les syndicats : des conventions interprofessionnelles balisant les négociations salariales sectorielles et

la révision du mécanisme de l'indexation. Il faut attendre le 12 septembre 1986, soit douze ans plus tard, pour qu'un nouvel accord national soit conclu ¹⁶².

La généralisation de la programmation sociale entraîne, outre des avantages matériels pour les travailleurs, une série de problèmes spécifiques pour l'action syndicale au plan interne. Ainsi, au sein de la CSC, d'aucuns craignent - et ils le disent à haute voix - que bon nombre de travailleurs ne voient plus la nécessité de se syndiquer, puisque tout est bien réglé par la négociation, sans qu'il faille mobiliser les troupes syndicales à cet effet. Pour éviter qu'à terme, la position de négociation du syndicat chrétien ne soit ainsi mise en péril, on consacre une réflexion et des discussions intenses aux mesures à prendre, afin de maintenir un taux de syndicalisation aussi élevé que possible.

Dès 1945, le "syndicalisme obligatoire" et l'octroi des avantages aux seuls syndiqués, provoquent de vives discussions. Si la question est régulièrement renvoyée à des commissions, elle occupe l'avant-scène par suite de la généralisation de la programmation sociale. Au congrès d'octobre 1960, le problème est abordé en détail, à partir du rapport "Solidarité et Syndicalisme", dont le titre masque les enjeux. Au terme d'une discussion acharnée, toutes les formes de syndicalisme obligatoire sont radicalement rejetées. Toutefois, le congrès charge en même temps la confédération chrétienne de "poursuivre l'examen de la manière dont les non-syndiqués peuvent être amenés à remplir leur devoir de solidarité, sans exclure l'octroi d'avantages supplémentaires aux syndiqués" ¹⁶³. Dans la pratique, au cours des années suivantes, cette orientation mène à l'instauration d'une prime syndicale dans de nombreux secteurs.

La programmation sociale présente un autre danger : le fait que la base est moins impliquée dans le processus de négociation. Le rôle de la direction et des cadres moyens du syndicat devient de plus en plus important. La globalisation des revendications, aux niveaux sectoriel et national, ne correspond pas toujours aux attentes concrètes des travailleurs au plan de l'entreprise, où l'on n'est pas toujours content de la clause imposant le respect de la paix sociale pour la durée de l'accord. Lorsqu'à la fin des années soixante, les premières grèves sauvages éclatent dans les mines du Limbourg, les responsables syndicaux lient directement ce phénomène à la programmation : "La masse des travailleurs n'est pas encore tout à fait familiarisée avec cette nouvelle forme d'action syndicale" ¹⁶⁴. Aussi la CSC

162. Le 12 février 1981, un accord est conclu. La CSC refuse plus tard de le considérer comme un accord à part entière, parce qu'il ne vise qu'à empêcher les mesures salariales prévues par le gouvernement dans la loi de redressement. Voir le rapport d'activité de la CSC 1979-1981, 283-296 et le rapport d'activité de la CSC 1985-1986, 41-42.

163. Rapport des séances (Congrès CSC 1960) 118. Voir Pasture & Mampuy, *In de ban*, 48-55 et 136-138. *Solidarité et syndicalisme* (Congrès CSC 1960).

164. Conseil de la CSC 20 janvier 1970.

décide-t-elle de composer le programme de revendications, pour l'accord suivant, sur la base d'une large consultation, écrite et directe, des militants. Elle effectue, en même temps, une enquête auprès des permanents sur l'importance et les problèmes éventuels de la programmation sociale ¹⁶⁵. En janvier 1971, le bureau tient un séminaire de trois jours sur le phénomène des grèves sauvages. Il faut cependant plusieurs années pour que la CSC puisse maîtriser ce phénomène de contestation, avec ses caractéristiques typiques comme l'action de groupes extérieurs, d'étudiants de gauche, de comités de grève et de prêtres-ouvriers.

C. *De l'unité d'action au front commun syndical*

"Ce que nous souhaitons, c'est que s'instaure une collaboration organique, institutionnelle entre les grandes organisations dont les revendications et les méthodes d'action sont conciliables, que ces organisations s'accordent sur leur programme, sur les revendications qu'elles présenteront et défendront de commun accord, n'engageant des démarches auprès des autorités publiques et des patrons qu'après s'être concertées" ¹⁶⁶. C'est en ces termes que le président Pauwels conclut son rapport sur "Les Relations syndicales", présenté au premier congrès de l'après-guerre, en juillet 1945. La réalisation de ce souhait se fait cependant attendre pendant plus de quinze ans.

Juste après la guerre, la CSC prend ses distances à l'égard de l'appel à la fusion de toutes les forces syndicales, lancé par les Comités de Lutte Syndicale d'inspiration communiste. Lors du "congrès de fusion", tenu à la fin avril 1945, ces Comités s'unissent à d'autres syndicats d'inspiration socialiste, pour former la Fédération Générale des Travailleurs Belges. La CSC constate alors, au cours de son congrès de juillet, "que la réalisation de l'unité syndicale organique n'est ni réalisable, ni désirable en ce moment en Belgique". Toutefois, elle "affirme sa volonté d'encourager et de favoriser l'unité d'action dans le pluralisme d'organisation avec les organisations syndicales dont les revendications et les méthodes d'action sont conciliables avec les siennes" ¹⁶⁷. La CSC confirme ainsi la position qu'elle a déjà adoptée pendant la guerre.

Cette attitude pragmatique est battue en brèche après 1945. La Guerre Froide, la question royale et le problème scolaire ravivent les oppositions philosophiques. Les différences idéologiques sont à nouveau mises en évidence. Selon la CSC, un mouvement syndical unique de travailleurs

165. *Bulletin CSC* (30 avril 1970); conseil de la CSC et bureau juillet-septembre 1970.

166. Pauwels, *Relations syndicales* (Congrès CSC 1945) 32. Voir aussi Mampuy, "De christelijke vakbeweging en het Belgisch vakbondpluralisme in historisch perspectief".

167. Résolutions 5 et 6 sur l'unité syndicale du congrès de la CSC 1945, dans *Rapport d'activité 1945-1947*, 13; dans le projet de résolutions manquent les mots "en ce moment".

socialistes et chrétiens n'est pas possible. La principale raison de cette situation réside dans le fait que les socialistes, "sur le plan des principes, professent un matérialisme systématique, tandis que nous professons l'humanisme chrétien" ¹⁶⁸. Pendant cette période, la confédération continue cependant de s'en tenir à sa formule "l'unité d'action dans le pluralisme d'organisation". Elle confirme aussi ses dispositions à collaborer au sommet avec d'autres organisations syndicales. En tout cas, une telle collaboration s'instaure de facto, dans les négociations en commissions paritaires et au plan national. Il en est ainsi lors de la réalisation de l'accord sur la productivité, en 1954 et 1959. Après la conclusion du Pacte Scolaire, cette collaboration de fait s'intensifie rapidement, notamment lors de la préparation d'une position commune sur le salaire hebdomadaire garanti, à la fin 1959, et à l'occasion du premier accord interprofessionnel national, signé le 11 mai 1960.

Après la grève menée contre la loi unique et les élections législatives de mars 1961, qui portent au pouvoir le gouvernement "travailliste" Lefèvre-Spaak, plus rien n'empêche une collaboration "programmée" entre les deux grands syndicats. Le souhait exprimé en 1945 par Henri Pauwels peut maintenant se réaliser pleinement. Si l'on parlera ultérieurement d'un front commun syndical constitué dès 1961, il convient d'apporter quelques nuances à cette présentation des faits ¹⁶⁹. Le front dont il s'agit existe surtout au sommet et lors des négociations sectorielles nationales. Il se développe au cours des années soixante, tant en profondeur qu'en largeur. Le vent nouveau qui souffle dans l'Eglise après Vatican II joue un rôle non négligeable dans ce processus de rapprochement. A partir de ce dernier phénomène et compte tenu de l'expérience du front commun syndical, une question se pose au sein de la CSC, à la fin des années soixante : faut-il mettre en place des formes plus stables de collaboration structurée avec la FGTB ? Ainsi resurgit la vieille question du mouvement syndical unique. Lors de son important congrès idéologique "Responsable de l'Avenir", tenu en octobre 1968, le syndicat chrétien ne rejette pas en principe cette possibilité, tout en la subordonnant à une ouverture et à un respect mutuels véritables, ainsi qu'à des considérations d'efficacité. Aussi demande-t-il que la FGTB lance une réflexion, afin de préciser sa propre conception de la société. Lorsque l'organisation socialiste apporte les éclaircissements en question, lors d'un congrès extraordinaire tenu à la fin janvier 1971, on note déjà un certain refroidissement des relations entre les deux syndicats. Le tandem pragmatique Cool-Major a été remplacé, en 1968, par le tandem Houthuys-Debunne, plus doctrinaire. Le radicalisme verbal qui carac-

168. *Le syndicalisme chrétien. Sa nature et sa mission* (congrès CSC 1951) 66.

169. Sur les rapports CSC-FGTB après 1960, voir *CSC- responsable de l'avenir* (congrès CSC 1968) (rapport définitif 1969), 125-154; Hancké, *Travaillisme ?*, plus particulièrement 115-148.



Avant de devenir permanente de la VKAJ à Audenarde en 1946, Sara Masselang (°1922) a été institutrice pendant cinq ans. De 1948 à 1958, elle travaille au secrétariat national de la VKAJ. Comme responsable du service Action au Travail, elle suit notamment les activités syndicales menées au sein de la VKAJ. Elle passe au Service Syndical des Femmes de la CSC en 1958 et en devient responsable nationale en 1963. Avec son admission comme rapporteur au bureau national de la CSC, en 1965, une femme siège à nouveau dans cette instance, pour la première fois depuis les années vingt. C'est sous sa direction énergique que l'action syndicale des femmes connaît une grande extension. Elle prend sa retraite le 1er janvier 1983.



Jef Houthuys (1922-1991) apprend de son père le métier de tailleur. Cardijn, qui ne cessera de l'inspirer, l'appelle en 1942 à la KAJ, où il gravit les échelons pour devenir secrétaire national. En 1951, il entre au service de la Centrale des Métallurgistes, d'abord comme responsable provincial, ensuite comme secrétaire national. Président de la CSC de 1969 à 1987, il est confronté à la crise économique la plus grave depuis les années trente. Il en résulte de nombreuses tensions, aussi bien au sein de la CSC qu'avec le syndicat socialiste. Dans les années quatre-vingt, J. Houthuys se fait le défenseur d'une politique rigoureuse d'économies budgétaires en vue du redressement économique. Il est aussi un fervent partisan de la concertation sociale.

térise les positions adoptées au congrès de la FGTB accentue cette distanciation. Bien qu'une large collaboration se poursuive dans les faits, il est cependant de moins en moins question de front commun syndical au cours des années septante ¹⁷⁰.

D. *L'entreprise entre l'autogestion ouvrière et les élections sociales*

Vers la fin des années cinquante, on se demande sérieusement, à la CSC, si les conseils d'entreprise n'ont pas échoué ¹⁷¹. L'expérience montre, en effet, que la compétence de ces instances se limite souvent à prendre acte des décisions des patrons. Les travailleurs commencent à ne plus croire dans les conseils d'entreprise comme instrument susceptible d'accroître la participation dans l'entreprise : si la théorie est attrayante, la réalité est souvent fort différente. L'accord national sur l'amélioration du fonctionnement et des missions des conseils d'entreprise, conclu par les patrons et les syndicats le 16 juillet 1958, ne peut mettre fin aux critiques de la base. Dès le début des années soixante, ces critiques alimentent une réflexion et une discussion incessantes, au sein du mouvement ouvrier chrétien, sur une démocratisation réelle de l'entreprise ¹⁷².

Les KWB provoquent certains remous, au cours de l'année 1963-1964, avec la discussion de leur projet de manifeste sur l'entreprise, qui doit sa célébrité à la phrase-choc : "Le système capitaliste nous détruit" [NT]. Lors de son congrès de novembre 1964, la CSC présente à son tour un rapport volumineux sur "L'entreprise et le syndicalisme". Au cours de la discussion, de vives critiques sont parfois émises sur le fonctionnement des conseils d'entreprise et, plus généralement, sur les possibilités d'une action syndicale efficace dans l'entreprise. Les anciennes conceptions sur la cogestion cèdent de plus en plus la place à la notion de participation, s'exerçant à travers de larges possibilités de contrôle. Celles-ci supposent, en premier lieu, une information complète et précise sur la situation financière et économique des entreprises ¹⁷³. Pour traduire les résolutions générales de ce congrès en propositions concrètes, un groupe de travail, auquel participent également les KWB, est mis en place au sein du MOC-ACW. Les conclusions de ce groupe sont approuvées par le conseil central du MOC-ACW, le 4 novembre 1967. S'inspirant nettement de la position de la CSC, le mouvement ouvrier chrétien plaide pour la création d'un organe de contrôle, dont feraient partie, outre les travailleurs et les actionnaires, des représentants de l'intérêt général. Il préconise aussi la concertation au

170. Sur la période qui suit 1970, voir Houthuys, "De verhouding ACV-ABVV in de jaren 1970-1985" (1988) et Debunne, *Ik heb mijn zeg gehad* (1988) 165-174.

171. Pauss, "Faillite des conseils d'entreprise", *CSC Revue d'étude* (décembre 1957) 365-379.

172. Pour un premier aperçu, cf. Lagae, "Participatie".

173. *Rapport des séances* (congrès CSC 1964) 57-84 et 132-134.



Dans les années soixante, la CSC concentre son action sur la participation des travailleurs dans l'entreprise.

("Om klaar te zien en medezeggenschap te veroveren, stemt ACV voor de ondernemingsraad" : "Pour voir clair et pour conquérir la participation, votez CSC pour le conseil d'entreprise"; Affiche, 1963)

travail, menée à la base, sans remettre en cause pour autant la délégation syndicale ¹⁷⁴.

En partie sous l'influence du mouvement général de contestation, des fermetures d'entreprises et des grèves sauvages, le syndicat chrétien radicalise ses positions. A l'issue de nombreuses discussions, parfois très rudes, menées au sein des organes dirigeants, le conseil de la CSC approuve, le 19 janvier 1971, le rapport "Démocratisation de l'entreprise", dans lequel l'autogestion ouvrière est avancée comme l'idéal à poursuivre ¹⁷⁵. Pour réaliser cet idéal, quatre étapes pragmatiques sont fixées : amélioration de l'information économique et financière, avec contrôle de celle-ci, développement systématique de la concertation au travail, réforme du droit des sociétés, amélioration du fonctionnement des organes de concertation existant dans l'entreprise.

Trois ans plus tard, au seuil de la crise économique, la CSC fait connaître son point de vue définitif sur la transformation du conseil d'entreprise en conseil des travailleurs, au cours du congrès extraordinaire du 16 mars 1974. Selon le syndicat chrétien, le conseil des travailleurs doit disposer d'un pouvoir de décision et d'un droit de veto pour les problèmes de personnel et d'emploi. Il doit également jouir d'un droit à l'information et d'un pouvoir d'avis pour les questions techniques, économiques et financières. Le congrès souligne le fait que sa proposition "est un premier pas vers l'autogestion : il permet aux travailleurs de s'organiser et de s'exprimer en toute indépendance. Le conseil des travailleurs sera en outre un instrument important de contrôle ouvrier" ¹⁷⁶. Cette proposition met fin provisoirement aux discussions. En ce domaine aussi, la crise économique fait sentir ses effets : la réalisation des positions adoptées par la confédération chrétienne est renvoyée à plus tard.

Alors que la CSC et la FGTB mènent chacune de grandes discussions sur les objectifs et les étapes concrètes de la démocratie économique, on s'affronte tous les quatre ans à la base, dans les entreprises, au cours des élections sociales. La CSC renforce sans cesse sa position au cours de cette période, mis à part un léger recul en 1967. Elle obtient toujours la majorité absolue dans les collèges électoraux distincts pour jeunes. Ceux-ci sont rendus obligatoires en 1958 pour les comités de sécurité et d'hygiène et en 1963 pour les conseils d'entreprise, dans toute firme comptant plus de 25 jeunes âgés de moins de 21 ans. La CSC est également majoritaire chez les employés. Chez les ouvriers, la FGTB demeure le principal syndicat dans

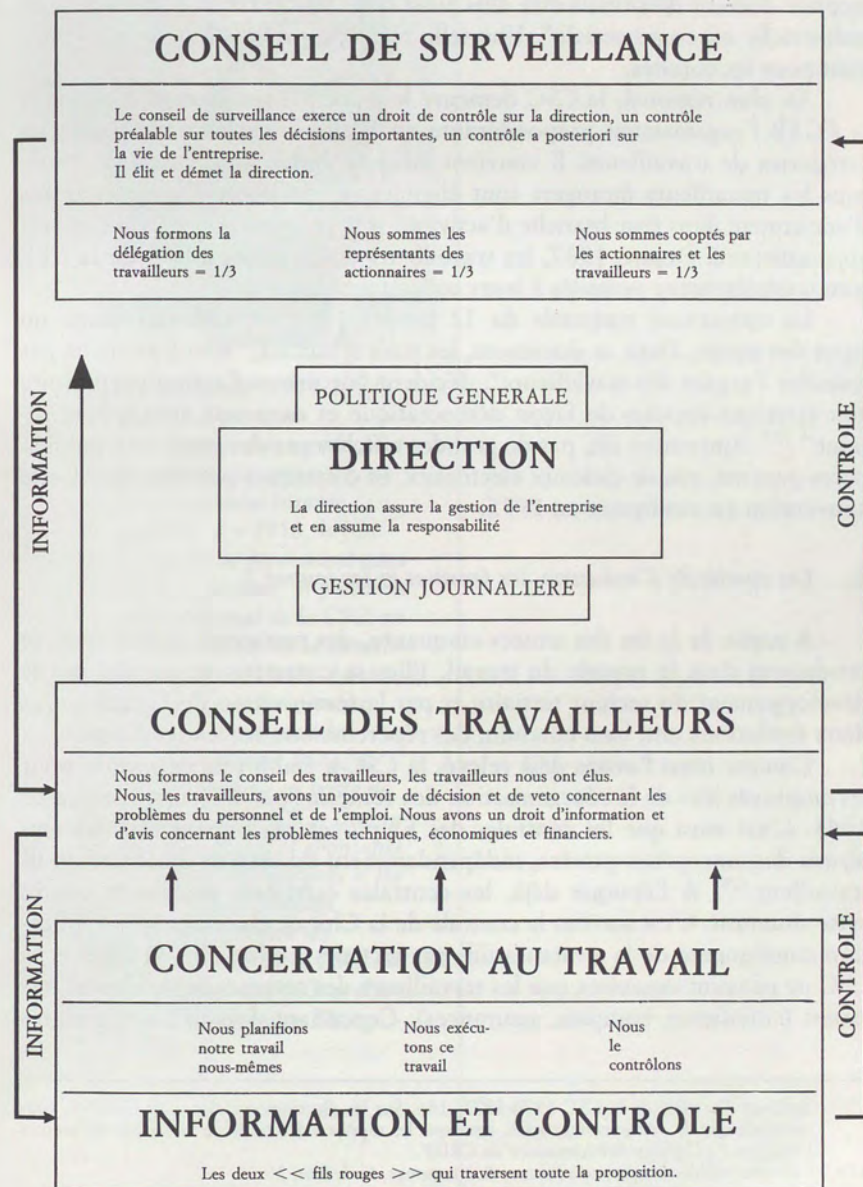
174. "De hervorming van de onderneming", GMG (1968), 580-740.

175. "En effet, nous pouvons considérer l'autogestion des travailleurs comme un idéal, parce qu'elle possède incontestablement une valeur humaine élevée et dynamique", extrait de "Démocratisation de l'entreprise", conseil de la CSC 19 janvier 1971, 25. Pour la discussion, voir les rapports du conseil de la CSC des 29 septembre et 15 décembre 1970.

176. *Du conseil d'entreprise au conseil des travailleurs*, (Congrès extraordinaire de la CSC 1974) 16.

Tableau 13 :
Plan de la CSC concernant la réforme de l'entreprise. 1977

SCHEMA: LA DEMOCRATISATION DE L'ENTREPRISE



Source: ACV-Vakbeweging 119 (25 déc. 1977)

les conseils d'entreprise pour l'ensemble du pays. Pour les comités de sécurité et d'hygiène, elle est une première fois dépassée, de justesse, par la CSC en 1971. Quand on additionne les sièges pour toutes les catégories de personnel, la CSC l'emporte sur la FGTB, dès 1963, dans les comités. Elle vient en tête pour la première fois en 1975 dans les conseils d'entreprise. Cette évolution est certainement favorisée par le fait que des conseils d'entreprise doivent désormais être élus aussi dans les "entreprises sans finalité industrielle ou commerciale". Une telle règle était déjà en vigueur auparavant pour les comités.

Au plan régional, la CSC demeure le principal syndicat en Flandre et la FGTB l'organisation prépondérante en Wallonie, et ce pour toutes les catégories de travailleurs. Il convient aussi de noter qu'à partir de 1963, tous les travailleurs étrangers sont éligibles, à condition d'avoir cinq ans d'ancienneté dans leur branche d'activité : une revendication de la CSC est ainsi satisfaite. Depuis 1967, les travailleurs des Etats membres de la CEE sont complètement assimilés à leurs collègues belges.

La convention nationale du 12 janvier 1971 est sans nul doute un signe des temps. Dans ce document, les trois syndicats, "soucieux de ne pas gaspiller l'argent des travailleurs", décident "de mener l'action préparatoire aux élections sociales de façon démocratique et dans une atmosphère sereine" ¹⁷⁷. Autrement dit, pas de grandes affiches sur des panneaux publicitaires payants, pas de cadeaux électoraux, ni d'attaques personnelles. Cette convention est confirmée en 1975.

E. Les syndicats d'industrie, les femmes et les jeunes

A partir de la fin des années cinquante, des mutations importantes se produisent dans le monde du travail. Elles se caractérisent surtout par le développement du secteur tertiaire et par la féminisation de l'emploi. Ces deux évolutions ont, bien entendu, des répercussions sur les syndicats.

Comme nous l'avons déjà relevé, la CSC a établi une exception pour les employés lors de la réorganisation des centrales par secteurs, réalisée en 1945. C'est ainsi que les centrales des Employés regroupent tous les employés des entreprises privées, indépendamment du secteur d'activité où ils travaillent ¹⁷⁸. A l'époque déjà, les centrales ouvrières protestent contre cette situation. C'est surtout la centrale de la Chimie qui exige une application conséquente de la structuration par secteurs : selon elle, la CNE et la LBC ne peuvent organiser que les travailleurs des secteurs typiquement tertiaires (commerce, banques, assurances). Cependant, lorsqu'à son congrès

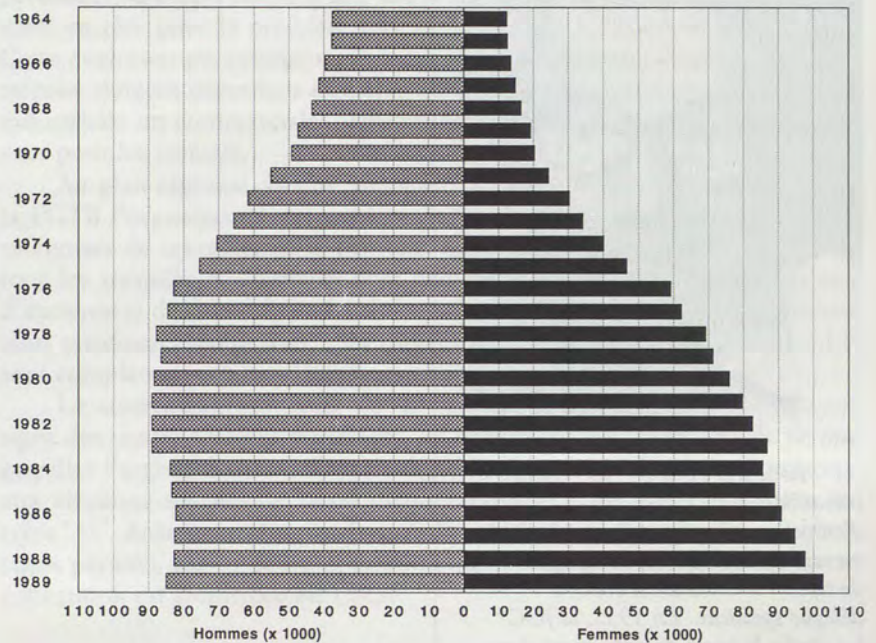
177. Rapport d'activité de la CSC 1970-1972, 186. Sur les élections sociales, voir Dambre, *Geschiedenis van de ondernemingsraden*, ainsi que les rapports d'activité de la CSC et différentes livraisons du *Courrier hebdomadaire du CRISP*.

178. Sur cette problématique, voir Pasture & Mampuy, *In de ban*, 25-31.



Robert D'Hondt (1934-1991) travaille comme électricien d'entretien. Il milite très rapidement au sein de la JOC. Ses compagnons de travail le choisissent comme délégué syndical. En 1955, la JOC lui confie le poste de permanent dans la région de La Louvière. Il y devient propagandiste régional de la CSC, en 1957, et propagandiste de la Centrale des Métallurgistes, en 1958. Au début 1964, il passe à Bruxelles comme propagandiste national pour la Wallonie. Le 1er janvier 1973, il succède à Louis Dereau au poste de secrétaire général de la CSC. Connu pour ses contacts francs et spontanés avec les membres, les militants et les permanents, il est un partisan convaincu de l'unité entre les communautés au sein de la CSC, du front commun avec la FGTB et d'une Confédération Européenne des Syndicats forte.

Tableau 14 :
Nombre d'hommes et de femmes à la LBC.
1964-1989



Source: Pasture & Mampays, In de ban, 117

de 1964, elle ouvre ses rangs aux ouvriers et employés, elle est obligée par la CSC de biffer cette possibilité dans ses statuts. Au cours des années suivantes, les centrales ouvrières continuent d'attirer l'attention de la confédération sur cette question. Elles invoquent la solidarité d'intérêts entre ouvriers et employés actifs dans une même firme, pour continuer à œuvrer en faveur de syndicats d'industrie.

L'importance croissante du secteur tertiaire envenime le problème : en effet, la position de force des centrales ouvrières au sein de la CSC et, à plus long terme, leur survie même sont en jeu. Jusqu'en 1960, la part des centrales ouvrières représente environ 75 % des effectifs syndicaux chrétiens et celle des employés plus ou moins 8 %. Vers 1975, la part des centrales ouvrières diminue, pour tomber à près de 65 %; celle des employés double, pour atteindre plus de 15 %. A la fin des années cinquante, les employés représentent seulement un dixième des nouveaux membres de la confédération. Ce rapport passe à un tiers dès le début des années septante et même à plus de la moitié après 1980. La part des employés continue donc de croître : en 1989, elle s'élève à 20,8 % du nombre total des membres de la CSC.

Les centrales ouvrières abordent la question des syndicats d'industrie lors de chaque congrès national de la confédération. La direction de la CSC parvient toujours à renvoyer l'affaire devant une commission. Il en va de même au congrès de 1972. Au nom de toutes les centrales ouvrières, Lucien Fruru, président du Textile, demande dans un amendement que "tous les travailleurs directement associés à la production soient affiliés à la centrale ouvrière compétente pour le secteur d'activité concerné, et ce indépendamment du statut dont bénéficient les intéressés" [NT]. De manière tranchée, il exige une modification de la délimitation du champ d'action des syndicats ¹⁷⁹. La direction fait référence aux statuts, selon lesquels le conseil est seul compétent en la matière, et renvoie la question à un groupe de travail spécial, qui de nouveau ne dégage aucune solution.

La féminisation de l'emploi, en cours dès 1950, s'accélère pendant les années soixante et septante, notamment en raison de la tertiairisation générale de l'économie. Cette évolution fait progresser lentement la part des femmes dans les effectifs de la CSC : elle atteint 20 % environ dans les années soixante. La véritable percée ne s'effectue qu'après 1970. Elle est la plus nette dans les centrales des Employés, en raison des effets combinés de la tertiairisation et de la féminisation ¹⁸⁰.

Après la guerre, la CSC confirme son accord de 1938 avec les LOFC-KAV, par lequel elle procure des moyens financiers en vue d'une action syndicale menée au sein des organisations féminines. Il apparaît rapidement que cet accord ne répond pas aux attentes. C'est pourquoi, à l'automne 1947, la CSC reprend le service syndical des LOFC-KAV, la responsable nationale y comprise. Il en résulte un renforcement de l'activité, qui se traduit notamment par la publication d'un journal pour militantes intitulé *Vrouwen aan de arbeid* [Femmes au travail]. A la fin des années cinquante, les femmes représentent environ 15 % des effectifs de la CSC, laquelle compte alors une dizaine de propagandistes féminines.

Lors de la "journée nationale de rassemblement" du 24 avril 1960, l'existence d'une "commission de contact nationale", comprenant des responsables des centrales, des fédérations régionales, de la confédération et les permanentes, est ratifiée ¹⁸¹. Un événement, sans doute plus important pour les femmes, se produit le 9 décembre 1961 : une "commission consultative féminine nationale pour les intérêts des femmes" (dite, plus tard, "pour les intérêts des travailleuses") est créée. Cette commission réunit chaque année des déléguées des centrales et des fédérations. Au fil du temps, elle s'impose toujours davantage comme porte-parole des femmes de la CSC. A tous les congrès, les revendications spécifiquement féminines retiennent de plus en plus l'attention. Lors du congrès de novembre 1966,

179. Compte rendu des séances du congrès CSC 1972, 17-24.

180. Pasture & Mampuy, *In de ban*, 114-118.

181. Voir les rapports d'activité de la CSC entre 1945 et 1975, ainsi que *Syndicalisme au féminin*.

le thème "La femme dans le mouvement syndical" est placé en tête de l'ordre du jour. Toutefois, la grève menée pendant douze semaines à la Fabrique Nationale de Herstal, avec pour mot d'ordre "à travail égal, salaire égal", est sans nul doute l'événement le plus important de cette période ¹⁸². Elle marque la percée de l'action féminine de la CSC en Wallonie. *Femmes au travail* paraît depuis avril 1966. Au début de 1967, une deuxième responsable nationale des femmes est engagée pour la Wallonie. Dès mars 1965, Sara Masselang, responsable nationale pour les femmes, est admise au bureau comme "rédactrice du procès-verbal". A partir de mars 1967, les deux responsables nationales féminines font partie de cette même instance comme membres cooptés. Le 5 octobre 1968, lors d'une rencontre de 1200 militantes, le "Statut de la travailleuse" est rendu public. Vers 1975, l'action féminine a définitivement conquis sa place au sein de la confédération. Outre de nombreuses femmes exerçant des fonctions administratives, on compte alors dix-huit propagandistes régionales (cinq en Wallonie, une à Bruxelles, douze en Flandre) et une dizaine de propagandistes féminines de centrale, dont sept dans les centrales des Employés.

Au cours des années soixante, la CSC est de plus en plus attentive à l'action syndicale des jeunes, dirigée par ses propres soins ¹⁸³. En octobre 1944, elle a encore renouvelé l'accord conclu avant la guerre avec les quatre branches du mouvement jociste : cette convention implique que le syndicat chrétien finance le traitement de plusieurs permanents de la JOC-JOCF et de la KAJ-VKAJ, chargés de l'action syndicale au sein de la jeunesse. Cette action est toujours menée en étroite collaboration avec la CSC. Elle débouche notamment sur des congrès syndicaux de jeunes en 1951 (Flandre), en 1952 (Wallonie) et en 1955 (au plan national). A l'initiative de la CSC et toujours en parfaite intelligence avec le mouvement jociste, un programme syndical de la jeunesse pour les années à venir est publié, le 27 septembre 1959. Les principaux points de l'action à développer concernent l'accueil dans l'entreprise et le congé culturel pour les jeunes travailleurs. L'organisation de collèges électoraux distincts pour jeunes, dans les comités de sécurité et d'hygiène et dans les conseils d'entreprise (1963), stimule également l'activité des centrales et des fédérations au sein de cette catégorie d'âge. Le 9 avril 1968, la CSC conclut un nouvel accord avec le mouvement jociste. Cette convention fait passer davantage l'action

182. "La grève de la F.N. est un tournant dans l'histoire syndicale. Les femmes ont - grâce à elle sans doute - fait vraiment leur entrée dans la vie syndicale. Le temps où elles étaient simplement syndiquées et laissaient aux autres le soin de prendre les décisions, est bien révolu. Maintenant commence la période de la responsabilité syndicale féminine, pas à côté ou en dehors, ou en tant que subordonnées des hommes, mais avec eux, en partenaires égaux (*sic*), dans le grand mouvement d'émancipation que doit rester le mouvement syndical" (Rapport d'activité de la CSC 1964-1966, 136). Voir aussi M.-T. Coenen, *La grève des femmes de la FN en 1966*.

183. Voir les chapitres sur l'action syndicale des jeunes dans les rapports d'activité parus à partir de 1960.

apprenti(e)



**JEUNES
CSC**

J.O.C.



MPICHER - MOI, JE SUIS EXEMPTÉ DE TIMBRE

EDITEUR - 3-PL. CONSTANT - JEUNES CSC - RUE DE LA LOI 121 - 1040 BRUXELLES

Dès la fin des années cinquante, la CSC accorde plus d'attention à son action, comme organisation syndicale, au sein de la jeunesse.
(Affiche, années quatre-vingt)

et la propagande syndicales parmi les jeunes aux mains du syndicat, surtout en Wallonie. En novembre 1973 enfin, la confédération décide de développer son propre "service syndical des jeunes". Cette initiative résulte directement de l'action de longue durée menée en faveur des crédits d'heures, au cours de laquelle la KAJ-VKAJ critique le syndicat, de plus en plus ouvertement et de plus en plus vivement. En toile de fond de cette attitude, on trouve la radicalisation croissante de la KAJ-VKAJ et la forte régression de ses effectifs ¹⁸⁴. A partir de la fin de 1974, la CSC n'accorde plus d'aide financière à la JOC-JOCF. En revanche, elle parvient à un nouvel accord, en mai 1975, avec la KAJ-VKAJ : la pratique des années antérieures s'en trouve simplement confirmée. Les Jeunes CSC et les ACV-Jongeren sont reconnus comme services nationaux des jeunes, respectivement en novembre 1976 et en mai 1977 ¹⁸⁵.

F. De la CISC à la CMT et la CES

La Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens (CISC) est créée en juin 1920. La médiation des Néerlandais, demeurés neutres de 1914 à 1918, permet une réconciliation entre délégués de nations qui, quelques années auparavant, se faisaient encore la guerre : l'Allemagne et l'Autriche d'une part, la France et la Belgique d'autre part. La CSC joue un rôle important au sein de la CISC dès la fondation de celle-ci. Toutefois, cette dernière organisation ne représente pas grand-chose sur la scène internationale. Face à la montée du fascisme et du national-socialisme, elle dépérit même à vue d'œil. Après les Italiens dans les années vingt, les Allemands, les Autrichiens et les Tchécoslovaques quittent successivement la CISC dans les années trente. Lorsqu'éclate la seconde guerre mondiale, la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens compte un peu moins de 1,5 million de membres, dont plus des trois quarts en France et en Belgique ¹⁸⁶.

Après la guerre, la CISC n'a encore d'adhérents que dans cinq pays seulement : la Belgique, la France, les Pays-Bas, la Suisse et le Luxembourg ¹⁸⁷. Extrêmement faible et purement européenne, elle subit en outre de fortes pressions pour qu'elle s'affilie à la nouvelle Fédération Syndicale Mondiale (FSM), créée en 1945. Or elle estime disposer de garanties insuffisantes quant au respect de son identité chrétienne. Elle craint en outre un coup de force communiste. La CISC n'adhère donc pas à la FSM, de même que l'American Federation of Labor (AFL). Trois ans plus tard, une rup-

184. Voir le chapitre sur la jeunesse ouvrière.

185. Rapport d'activité de la CSC 1975-1977, 112-118.

186. Sur la CISC jusqu'en 1940, voir Verstraelen, "De Internationale".

187. Sur l'histoire du syndicalisme chrétien dans le monde, voir les rapports d'activité et les revues de la CISC-CMT.

ture se produit au sein de la FSM. En 1949, la presque totalité des syndicats non-communistes créent, avec l'AFL-CIO, la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL). La CISC est de nouveau confrontée à la question de son adhésion. L'exigence de la CISL, selon laquelle la CISC doit disparaître en cas d'affiliation, paraît trop radicale aux différentes confédérations chrétiennes. La CISC continue cependant à manifester sa volonté de collaboration, tout en travaillant résolument pour assurer son propre développement international.

Dès la fin des années quarante, elle enregistre une adhésion de peu de poids, mais néanmoins importante du point de vue psychologique : celle de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada (CTCC), de la province francophone du Québec, qui reste pendant très longtemps le seul syndicat de la CISC sur le continent nord-américain. Par l'intermédiaire de syndicalistes chrétiens basques réfugiés en dehors de leur pays, la CISC prend aussi rapidement pied en Amérique latine. En décembre 1954, la Confédération Latino Americana de Sindicalistas Cristianos (CLASC) est créée dans cette partie du monde : elle est la première organisation régionale de la CISC. La Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens est présente en Afrique, surtout via les (anciennes) colonies françaises et belges. En janvier 1959, les syndicats africains se fédèrent pour former l'Union Panafricaine des Travailleurs Croyants (UPTC). Pour l'Asie, la Brotherhood of Asian Trade Unionists (BATU) est créée en décembre 1963. Les confédérations chrétiennes européennes, toujours dominantes en termes d'effectifs et surtout de moyens financiers, s'unissent en 1958, pour créer l'Organisation Européenne de la CISC (OE/CISC)¹⁸⁸.

L'internationalisation de la CISC entraîne l'adhésion d'un nombre croissant d'organisations non-chrétiennes, surtout d'Afrique et d'Asie. Dans le même temps, les mouvements catholiques sont marqués par le Concile Vatican II, qui réalise une percée sur deux plans : ouverture plus grande au monde et respect des autres opinions philosophiques. Ces deux évolutions donnent lieu à des discussions approfondies sur la révision de la déclaration de principes de la CISC. Les premiers signes extérieurs de changement sont les modifications de dénominations de certains syndicats : ainsi au Canada, la CTCC devient, en 1959, la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN), tandis qu'à la fin 1963, la Confédération Vietnamiennne du Travail Chrétien (CVTC) se mue en CVT. En novembre 1964, la transformation de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) en Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) est beaucoup plus importante encore. Une minorité continue la CFTC, provoquant ainsi une scission dans le mouvement syndical chrétien français qui, pendant de nombreuses années, pèse lourdement sur les

188. "La CMT : Unité dans la diversité", *Labor* (1970), 3-4.

épaules de la CISC/CMT. La CISC change également de nom lors de son seizième congrès, tenu à Luxembourg en octobre 1968. Elle s'appelle désormais la Confédération Mondiale du Travail (CMT). Elle adopte une nouvelle déclaration de principes, dans laquelle la présence renforcée des pays du Tiers Monde et l'ouverture aux autres conceptions philosophiques et religieuses sont fortement mises en évidence ¹⁸⁹.

Cinq ans plus tard, lors du congrès de septembre 1973 tenu à Evian, un document d'orientation "Vers la libération des travailleurs par une lutte solidaire" est rédigé sur la base d'un rapport préparatoire d'Emilio Maspero, secrétaire général de la CLAT (nouvelle appellation de la CLASC depuis 1971). Alors que la transformation de la CISC en CMT en 1968 a été approuvée à la quasi unanimité (181 pour et 2 abstentions), il n'en va pas du tout de même pour le nouveau document d'orientation. Le choix que ce dernier pose en faveur de "la vraie démocratie", du "véritable socialisme" et de "la lutte anticapitaliste sur tous les fronts" est, malgré toutes les explications données, inacceptable pour les Néerlandais, les Suisses, les Autrichiens et quelques pays asiatiques ¹⁹⁰. Néanmoins, 68,8 % des délégués approuvent le texte. Parmi eux figurent les représentants de la CSC, qui ne se privent cependant pas d'émettre des objections. Rien d'étonnant, dès lors, si la direction de la CSC éprouve la nécessité de justifier son vote positif envers sa propre organisation et envers ceux qui, en Belgique, froncent les sourcils ¹⁹¹.

A peu près au même moment, mais plus près de chez elle, au plan européen, la CSC se trouve confrontée à un défi similaire : la dissolution de l'Organisation Européenne de la CMT et l'adhésion de ses membres à la Confédération Européenne des Syndicats (CES) ¹⁹². A partir des années cinquante, en effet, une collaboration étroite se noue entre les syndicats

189. "La CMT doit veiller à ce qu'elle ne donne point l'impression, envers ce dernier [le Tiers Monde], de constituer une espèce d'organisation para-missionnaire", (Rapport d'activité de la CSC 1968-1970, 331); "Tant dans l'énoncé de ses principes que dans la définition de ses objectifs et dans ses méthodes d'action, la CMT est guidée, soit par une conception spiritualiste qui se fonde sur la conviction que l'homme et l'univers sont créés par Dieu, soit par d'autres conceptions qui sont en convergence avec elle, dans un effort commun d'édification d'une communauté humaine solidaire dans la liberté, la dignité, la justice et la fraternité" (Préambule de la nouvelle déclaration de principes de la CMT, dans *De la CISC à la CMT*, 314).

190. "La lutte des classes est une réalité que les travailleurs vivent et subissent dans toutes les parties du monde (...). Personne ne peut rester neutre; ou bien on est du côté des exploités, ou bien on se trouve du côté des exploités. Le capitalisme ne sera jamais convaincu, il doit être vaincu. Et la lutte est, pour les personnes exploitées ou opprimées, le seul moyen de se libérer de leurs exploités et de changer leur condition" (Rapport de la dix-huitième congrès de la CMT, *Labor* (1973) 5-6, 264).

191. Voir notamment I. Lindemans, "Koers of koerswijziging van het WVA sinds Evian", *GMG* (1974) et le discours de Jef Houthuys au congrès de la fraction chrétienne du syndicat (unique) autrichien, le 23 novembre 1974, "De C van het ACV in België : geen exportartikel, wel een getuigenis voor Europa en de wereld", *Télex* (1 septembre 1975), repris en partie dans le rapport d'activité de la CSC 1972-1975, 445-455.

192. Sur cette problématique, voir les rapports d'activité de l'OE/CISC-CMT et de la CSC. Cf. aussi les rapports du bureau et du conseil de la CSC, 1973 et 1974, ainsi que la brochure *Perspectives d'unité syndicale européenne* (fin 1973).

européens affiliés à la CISL ou à la CISC. A mesure que l'unification européenne progresse, cette coopération s'intensifie de plus en plus : les conflits opposent bien plus les nationalités que les tendances idéologiques. A la fin 1966, August Cool présente un rapport sur "L'orientation des structures et l'action du mouvement syndical dans la dimension européenne". Il y plaide pour une collaboration organisée et permanente entre tous les syndicats européens. Telle est l'amorce de longues discussions entre les syndicats européens de la CISL, regroupés au sein de la Fédération Européenne des Syndicats Libres (FESL), et l'Organisation Européenne de la CISC/CMT. Au cours de ces négociations, la question de la réalisation d'une véritable unité par fusion est rapidement posée. Lors de leur deuxième congrès, tenu à Luxembourg en mai 1972, les délégués de l'OE/CMT chargent le bureau de "prendre toute initiative appropriée, afin de réaliser, à court terme, une structure syndicale unitaire au niveau européen".

Toutefois, avant même que des discussions définitives ne démarrent à ce sujet, la FESL décide, à la fin 1972, de se dissoudre et de créer une Confédération Européenne des Syndicats (CES) indépendante, c'est-à-dire détachée de la CISL. Dès le 9 février 1973, la CES tient son premier congrès, auquel l'OE/CMT participe avec rang d'observateur. Malgré ces faits accomplis, l'OE/CMT s'en tient à sa décision de mai 1972. Celle-ci implique nécessairement, mais dans des circonstances nouvelles, la dissolution de l'OE/CMT et l'adhésion individuelle de ses pays-membres à la CES. A la CSC, de vives discussions opposent partisans et adversaires de pareille adhésion. Le principal argument des tenants d'une affiliation est la nécessité de disposer, dans le cadre de l'unification européenne, d'une organisation syndicale aussi forte et efficace que possible. Leurs contradicteurs s'en tiennent bien davantage à une position de principe : ils affirment qu'à terme, l'adhésion à la CES aurait pour effet non seulement la disparition des syndicats chrétiens, mais surtout l'impossibilité de mettre suffisamment en avant la vision chrétienne de la société. D'autres questions portent sur les conséquences éventuelles d'une adhésion aux plans national (fusion avec la FGTB ?) et international (disparition de la CMT ?). Compte tenu de ces réserves, la CSC et donc aussi l'OE/CMT subordonnent l'adhésion à la CES à trois conditions précises : 1. maintien de leur identité idéologique et organisationnelle, au plan national; 2. un règlement des rapports entre la CES et la CMT; 3. un renforcement de l'action professionnelle dans le cadre de la CES.

A la fin 1973, après de nombreuses discussions, l'OE/CMT informe la CES qu'elle continue d'envisager une structure unitaire. Dès janvier 1974, la CES réagit positivement : elle accepte l'adhésion individuelle des organisations de l'OE/CMT qui en feraient la demande. Comme le deuxième congrès de la CES doit aborder, en mai 1974, la question du programme, les organisations de l'OE/CMT souhaitent prendre une décision avant cette

date. Après une réunion animée du bureau, tenue le 12 février, un conseil général spécial de la CSC décide, le 5 mars 1974, l'adhésion à la CES par 177 voix contre 44 (LBC, CNE, Bois & Bâtiment) et 10 abstentions (Gand et Anvers).

VI. Le défi de la crise économique

En décembre 1975, la CSC tient un congrès sur le thème "Pour une répartition équitable des revenus". Elle y vote une résolution, dans laquelle elle se prononce pour un rapport maximal de 1 à 5 entre le revenu individuel le plus bas et le plus élevé. C'est là un noble but, certes, mais au moment même de son approbation, il est déjà renvoyé par la réalité au domaine de l'utopie. La crise économique, annoncée par la fin de la liaison du dollar à l'étalon-or (1971) et par la première crise pétrolière (1973), bat son plein.

Elle se caractérise surtout par un accroissement rapide du chômage, qui se maintient à un niveau élevé : en 1974, environ 100.000 personnes sont à la recherche d'un emploi "full time" sous tel ou tel statut; en 1985, elles sont plus de 800.000 à être dans ce cas. Les effets de cette crise sur le mouvement syndical sont considérables. Pendant les années quatre-vingt, la CSC enregistre, pour la première fois depuis les années trente, un léger recul de ses effectifs, tandis que 20 à 25 % de ses membres sont au chômage. Pour mieux pouvoir répondre aux besoins des affiliés privés de travail, le syndicat chrétien met en place les premiers "comités de sans-emploi", dès 1975, et crée, en mai 1981, un Service National des Travailleurs sans Emploi, lequel a rapidement son pendant dans les fédérations régionales. Comme dans les années trente, celles-ci risquent de se réduire à de simples centres de prestation de services en matière de chômage, puisque le temps pour le travail de propagande fait largement défaut.

On enregistre, en outre, une forte augmentation du nombre de pré-pensionnés, qui restent pour la plupart affiliés au syndicat. Plusieurs centrales et fédérations développent alors, à titre d'expérience, des initiatives en faveur de ce public, connues sous le nom d'"actions seniors". Pendant ce temps, les chômeurs et les pensionnés prennent une place croissante au sein du mouvement : en 1987, les membres "inactifs" au plan professionnel représentent plus de 37 % du total des effectifs.

Les évolutions qui s'opèrent sur le marché de l'emploi et dans l'activité économique conduisent, après une longue période de stabilité, à de nouvelles délimitations du champ d'action des syndicats. En 1977, le Groupement National des Cadres se détache de la CNE. Les années quatre-vingt sont marquées par une nouvelle vague de fusions. En décembre 1982, le Transport et le Diamant unissent leurs destinées. En octobre 1987, la Pierre & le Ciment, d'une part, le Livre & le Papier, d'autre part, forment

Tableau 15 :
Centrales adhérant à la CSC en 1989

-
1. Centrale Chrétienne de l'Alimentation et des Services
 2. Centrale Chrétienne des Travailleurs du Bois et du Bâtiment
 3. Centrale Nationale des Employés
 4. Groupement National des Cadres
 5. Landelijke Bediendencentrale - Nationaal Verbond voor Kaderpersoneel
 6. Centrale Chrétienne des Mines, de l'Energie, de la Chimie et du Cuir
 7. Centrale Chrétienne des Industries Diverses
 8. Centrale Chrétienne des Métallurgistes de Belgique
 9. Centrale Chrétienne des Services Publics
 10. Syndicat Chrétien des Communications et de la Culture
 11. Fédération des Instituteurs Chrétiens
 12. Centrale Chrétienne des Professeurs de l'Enseignement Moyen et Normal Libre
 13. Centrale Chrétienne du Personnel de l'Enseignement Technique
 14. Union Chrétienne des Membres du Personnel de l'Enseignement Officiel
 15. Centrale Chrétienne des Travailleurs du Textile et du Vêtement de Belgique
 16. Centrale Chrétienne des Ouvriers du Transport et des Ouvriers Diamantaires
-

Source: ACV-agenda 1989

ensemble la centrale des Industries Diverses. En janvier 1988, c'est au tour de la Chimie et des Mineurs de se regrouper. En 1990 commencent des discussions en vue de la fusion de la CEMNL, de la CCPET et de l'UCEO : il s'agit de créer deux nouvelles centrales, à partir des ailes flamande et wallonne du tout ainsi constitué.

Les relations sociales sont aussi fortement perturbées par la crise. Il n'y a plus d'accord interprofessionnel entre patrons et syndicats jusqu'en 1986. Le front commun syndical, devenu de plus en plus un mariage de raison au cours des années septante, se désagrège au début des années quatre-vingt. Le gouvernement intervient de manière toujours plus directe sur le terrain d'action des partenaires sociaux, par des plans de redressement, par des lois-programmes et anticrise ou encore par des pouvoirs spéciaux. Au cours de la seconde moitié des années septante, la CSC réagit vivement, avec la FGTB, et contribue, notamment par les grèves du vendredi, à la chute du gouvernement Tindemans. Lors de son congrès d'avril 1980, le syndicat chrétien cherche une solution à la crise dans le cadre d'"Une économie au service de l'homme et de la société", tout en rejetant le capitalisme, qu'il soit privé ou d'Etat, comme système de pouvoir antidémocratique.

Dans les années quatre-vingt, la CSC adopte une attitude plus prudente vis-à-vis des plans d'économies drastiques des gouvernements successifs dirigés par Wilfried Martens, bien que ces mesures "fassent mal" à l'homme de la rue. Les dirigeants de la CSC acquièrent la conviction que l'assainissement des finances publiques est important, tout particulièrement pour les travailleurs, étant donné que la situation catastrophique du Trésor pèse en premier lieu sur eux. C'est surtout le président Jef Houthuys qui s'engage, parfois de manière très directe et très personnelle, vis-à-vis du Premier Ministre Martens et des nombreuses mesures d'économies prises par l'exécutif¹⁹³. La CSC exige cependant que les charges soient réparties selon les facultés contributives de chacun, en particulier que les catégories de revenus les plus faibles soient épargnées de sacrifices trop drastiques. Cette attitude défensive ne permet pas d'empêcher que certaines groupes deviennent à nouveau la cible des plans d'économies, surtout en matière de chômage.

Lorsqu'au début des années quatre-vingt, il apparaît clairement que la crise est de nature structurelle, les entreprises essaient de restaurer leurs marges bénéficiaires par l'introduction massive de nouvelles technologies. Afin de pouvoir mettre en œuvre ces innovations de manière aussi efficace et rentable que possible, elles attendent une grande flexibilité dans le chef des travailleurs. Celle-ci peut être exigée d'autant plus facilement que bon nombre sont prêts, à cause du chômage élevé, à accepter n'importe quelles conditions de travail. Les systèmes d'équipe, le travail à temps partiel en tout genre et l'emploi sous toutes sortes de statuts précaires se développent de façon irrésistible. Lentement mais sûrement, le travailleur qui preste une journée de travail "normale", de neuf à dix-sept heures, devient une exception. L'hétérogénéité de plus en plus grande parmi les travailleurs pèse lourdement sur la solidarité. Cependant, cette évolution entraîne également une prise de conscience et une combativité accrues de groupes de travailleurs qui, jusqu'alors, étaient restés dans l'ombre de l'avant-garde syndicale, formée par les ouvriers de l'industrie. Dans les services publics, l'enseignement et le secteur social, les travailleuses à temps partiel sont souvent à la pointe de l'action.

En avril 1985, la CSC tient un congrès de réflexion sur le thème "Syndicalisme : Démocratie et Solidarité". Elle s'y interroge sur le type de syndicalisme dont les travailleurs ont besoin en temps de crise. Elle évoque non seulement la revalorisation de l'action en entreprise et le renouvellement de l'action locale, mais aussi la question des moyens et des possibilités à mettre en œuvre pour améliorer le processus de décision démocratique au sein de la confédération. Lorsqu'au cours de l'année 1986-1987, le centenaire du mouvement syndical chrétien en Belgique est fêté à travers

193. W. Martens & F. Verleyen, *Een gegeven woord* (Tielt, 1985), 116-119. H. De Ridder, *Omtrent Wilfried Martens*, Tielt, 1991, 145-163.

de nombreuses activités, on fait remarquer plus d'une fois que les travailleurs, après cent années de lutte parfois dure, peuvent toujours être ravalés au rang de marionnettes par le capital. C'est pourtant au cours de cette même année qu'après dix ans d'absence, un nouvel accord interprofessionnel est conclu. En 1987, la CSC connaît aussi un changement au sommet : Willy Peirens succède à Jef Houthuys comme président. Avec lui, plusieurs quadragénaires et même des trentenaires font leur entrée au bureau journalier. Une nouvelle génération, dont la carrière syndicale a commencé dans les "turbulentes années soixante", prend la relève. Bien vite se manifestent une plus grande réserve à l'égard de la politique gouvernementale et la volonté d'adopter un profil plus nettement syndical. On assiste également, en un court laps de temps, à un rapprochement plus marqué avec la FGTB.

Trois ans plus tard, en avril 1990, la CSC tient un congrès de programme sur le thème "Un syndicat pour l'avenir", au cours duquel elle souhaite regarder résolument vers le futur. Que sera demain le syndicalisme, dans une société en mutation rapide ? La question reste ouverte. La CSC a en tout cas prouvé qu'au seuil de la dernière décennie de ce siècle, elle est capable de lire les signes du temps. A l'issue d'une discussion approfondie, elle approuve, majorité contre minorité, une résolution dans laquelle l'environnement est érigé en nouvelle priorité syndicale, aussi importante que la croissance économique et le plein emploi. A partir de là peut-être, les mouvements sociaux anciens et récents peuvent entreprendre ensemble une nouvelle tentative, pour réaliser le vieux rêve d'une société équitable.

Annexe 1 : Direction de la CSC

Président

Gustaaf Eylenbosch, 1912-1914
Hendrik Heyman, 1914-1919
René Debruyne, 1919-1921
Evarist Van Quaakebeke, 1921-1923
René Debruyne, 1923-1932
Henri Pauwels, 1932-1946 (†)
August Cool, 1946-1968
Jef Houthuys, 1969-1987
Willy Peirens, 1987-

Secrétaire général

Georges Ceslas Rutten*, 1912-1919
secrétaires: René Debruyne et
Victor Pary, 1912-1919
Evarist Van Quaakebeke, 1919-1921
adj.: Henri Pauwels, 1919-1921
Henri Pauwels, 1921-1932
August Cool, 1932-1946
Louis Dereau, 1946-1972
Robert D'Hondt, 1973-1991 (†)
Josly Piette, 1992-

Secrétaires général adjoint (à partir de 1973 secrétaire national)

Jef Keuleers, 1945-1974
Jean Pironet, 1945-1963 (†)
Rik Kuylen, 1953-1977
Guillaume Sauvage, 1963-1978
Robert Van Depoele, 1974-1987
Willy Peirens, 1977-1987
François Sabic, 1981-1987 (†)
Georges Bristot, 1987-1989
André Maillard, 1987-1987
Luc Cortebeeck, 1987-
André Daemen, 1987-
Hervé Decuyper, 1987-
Greta D'Hondt, 1987-
Willy Thys, 1987-
Marcel Savoye, 1989-

Aumônier

Georges Ceslas Rutten*, 1919-1927
adj.: Jan Belpaire*, 1919-1927
Jan Belpaire*, 1927-1930
Maurice Ketels*, 1931-1952
Armand De Smet*, 1952-1969 (†)
Theo Ceurvelt*, 1970-1986
Roger Defrijn*, 1986-1991
Pierre Vandenberg*, 1991-

Annexe 2 : Nombre de membres de la CSC

a. 1904-1940

<i>Membres</i>		<i>Membres</i>	
1904	10000*	1925	133056
1905	14000*	1926	145634
1906	20055	1927	155079
1907	30231	1928	168853
1908	39517	1929	181407
1909	40537	1930	203788
1910	49478	1931	239299
1911	71235	1932	300800
1912	82761	1933	304010
1913	102177	1934	.
1914	123000*	1935	297183
1919	65000*	1936	280796
1920	156631	1937	304999
1921	200102	1938	325711
1922	186668	1939	339869
1923	.	1940 (mai)	340667
1924	172841	1940 (déc.)	106000*

* chiffre approximatif

Source : Pasture & Mampuy, *In de ban*

b. 1945-1991

	<i>Chiffres publiés</i>	<i>Chiffres corrigés</i>		<i>Chiffres publiés</i>	<i>Chiffres corrigés</i>
1945 (mars)	294207	205945	1969	956495	804810
1946	402536	309643	1970	965208	812026
1947	437129	336253	1971	995547	846598
1948	503384	401432	1972	1046360	897653
1949	547390	453140	1973	1078758	925189
1950	567587	471532	1974	1139061	976617
1951	607363	505480	1975	1201681	1042291
1952	625011	520843	1976	1234758	1079012
1953	642303	535253	1977	1259787	1100708
1954	645192	537660	1978	1274629	1113544
1955	653636	544697	1979	1293256	1129616
1956	669284	557737	1980	1318845	1151835
1957	684526	570438	1981	1339079	1169325
1958	715563	596303	1982	1347421	1176426
1959	737286	614405	1983	1339987	1169657
1960	761705	634754	1984	1336286	1166469
1961	771576	642980	1985	1363919	1190560
1962	772208	643507	1986	1381377	1205562
1963	812257	676881	1987	1389096	1212117
1964	834196	695163	1988	1388586	1209716
1965	844410	708408	1989	1424471	1240953
1966	872245	732804	1990	1430571	1246707
1967	904672	759986	1991	1461880	1274029
1968	922990	775094			

Source : Pasture & Mampuy, *In de ban*

Annexe 3 : *Congrès de la CSC. 1912-1975*

- 1912, 30 juin - 1er juillet, Malines (I)
La centralisation du mouvement syndical chrétien
- 1913, 27-28 juillet, Bruxelles (II)
Syndicalisme féminin - Les assurances sociales - La loi sur les accidents de travail - La convention professionnelle collective - Nécessité des œuvres économiques pour appuyer les associations professionnelles - Les assurances populaires
- 1914, 12-13 juillet, Gand (III)
Le travail à domicile et la législation - Les rapports entre les syndicats, les mutualités et les autres institutions sociales - La "semaine anglaise" - Notre programme de législation ouvrière - Les bourses du travail
- 1919, 12-14 avril, Bruxelles (IV)
Questions d'organisation interne - L'actualité socio-économique
- 1921, 4-5 juin, Bruxelles (V)
L'économie organisée au lieu du libéralisme - La morale dans l'économie - Vers l'économie organisée - Notre politique des salaires et des allocations familiales - Le travail féminin
- 1923, 19-21 mai, Anvers (VI)
Les allocations familiales et leur application - L'organisation de la jeunesse - Ratification par le Parlement belge des Conventions Internationales de Travail
- 1925, 15-16 août, Namur (VII)
Conciliation et arbitrage - Congés payés - La politique syndicale et les problèmes économiques
- 1928, 5-6 mai, Gand (VIII)
Le mouvement syndical chrétien en Belgique - L'assurance contre le chômage involontaire - Le travail salarié de la femme mariée
- 1930, 5-6 juillet, Liège (IX)
La pratique des conventions collectives de travail - La santé des travailleurs et les congés payés - Les organisations syndicales chrétiennes et la nouvelle politique industrielle
- 1932, 13-15 août, Bruges (X)
La réorganisation du régime économique - La réadaptation des salaires - L'œuvre du Fonds National de Crise et des fonds de chômage
- 1932, 25 octobre, Bruxelles (congrès restreint)
La réorganisation de notre système d'assurance contre le chômage involontaire

-
- 1933, 11 juin et 15 juillet (congrès restreint)
Les pouvoirs spéciaux et les Arrêtés Royaux modifiant la réglementation du chômage
- 1934, 14-15 juillet, Charleroi (XI)
Vingt-cinq années d'action syndicale - Notre politique économique et la situation de la Belgique en 1934 - Rapports spéciaux sur les industries charbonnières, métallurgiques, textiles, chimiques
- 1936, 15-16 août, Hasselt (XII)
Le rôle économique des syndicats de salariés dans l'économie organisée nouvelle - Les conditions d'existence des travailleurs et des entreprises en Belgique en 1935 et 1936 - Les revendications des syndicats chrétiens de Belgique en matière de salaires et d'allocations familiales
- 1936, 3-4 novembre, Bruxelles (congrès restreint)
L'assurance-chômage obligatoire - Les syndicats chrétiens et les jeunes travailleurs - Directives syndicales (l'actualité politique)
- 1938, 21-23 juillet, Bruxelles (XIII)
Le primat de l'humain dans la profession - La dignité du travailleur comme personne - L'action syndicale en faveur des travailleuses - L'action syndicale en faveur des jeunes salariés
- 1945, 13-15 juillet (XIV)
Relations syndicales - Une ère nouvelle. Le programme syndical chrétien pour l'avenir immédiat
- 1947, 10-12 octobre (XV)
Cogestion - Notre politique familiale - Le syndicalisme
- 1949, 28-30 octobre (XVI)
La politique syndicale en matière de salaires
- 1951, 12-14 octobre (XVII)
Le syndicalisme chrétien. Sa nature et sa mission - Problèmes syndicaux des jeunes travailleurs
- 1953, 2-4 octobre (XVIII)
Problèmes d'organisation interne
- 1955, 5 et 26 juillet (congrès restreint)
Contre la politique de démolition du gouvernement Van Acker - Pour la semaine de cinq jours
- 1955, 23-25 septembre (XIX)
Plein emploi et industrialisation

1958, 4-6 juillet (XX)

Questions d'actualité : salaires, appointements, productivité, conseil d'entreprise, comité de sécurité et d'hygiène, plein emploi

1960, 16 janvier (congrès extraordinaire)

Le salaire hebdomadaire garanti

1960, 21-23 octobre (XXI)

Solidarité et syndicalisme

1962, 19-20 octobre (XXII)

Le problème des relations collectives de travail en Belgique

1964, 27-29 novembre (XXIII)

Entreprise et syndicalisme

1966, 5 novembre (congrès ordinaire)

La femme dans le mouvement syndical - La politique économique et sociale

1967, 28 octobre (congrès ordinaire)

Examen de conscience sur les résolutions du congrès de 1966 - Plein emploi et fermeture d'entreprises

1968, 24-26 octobre (XXIV)

La CSC responsable de l'avenir

1969, 25 octobre (congrès ordinaire)

La mère dans la politique familiale - Les pensions des travailleurs salariés

1971, 20 novembre (congrès ordinaire)

Problèmes d'actualité : la politique familiale; la démocratisation de l'entreprise; la politique des prix

1972, 23-25 novembre (XXV)

La sécurité sociale

1973, 24 novembre (congrès ordinaire)

Problèmes d'actualité

1974, 16 mars (congrès extraordinaire)

Du conseil d'entreprise au conseil des travailleurs

1975, 11-13 décembre, Le-Coq-sur-Mer (XXVI)

Pour une répartition équitable des revenus

Tous les congrès se tiennent à partir de 1945 à Bruxelles, à l'exception de celui de 1975

ARBEIDERS BOUWEN EIGEN ONDERNEMINGEN



Les coopératives chrétiennes assurent au mouvement ouvrier chrétien l'autonomie financière qui lui est nécessaire.

("Arbeiders bouwen eigen ondernemingen door coöperatie" : "Les ouvriers créent leurs propres entreprises par la coopération"; Affiche)

Chapitre IV

Les coopératives chrétiennes

Godfried Kwanten

En Belgique, la coopérative, comme organisation, a rarement connu une existence autonome. En général, elle s'est étroitement associée à un mouvement social plus large. Des courants d'émancipation neutres et socialistes ont été les premiers, dans la seconde moitié du 19^{ème} siècle, à mettre en place des coopératives de production ou de consommation. Du côté catholique, pendant longtemps et pour des raisons de principe, la méfiance a été très nette à l'égard des coopératives de travailleurs. Ces dernières obtiennent définitivement droit de cité lorsque le mouvement ouvrier chrétien, dans son ensemble, gagne en importance et se met en quête des moyens financiers nécessaires pour garantir son indépendance. Les coopératives chrétiennes connaissent une croissance exceptionnelle dans l'entre-deux-guerres, surtout après 1945. Ce développement s'opère parallèlement à celui des organisations sociales-sœurs. C'est par des changements structurels au sein de la branche coopérative que des réponses souples sont apportées à deux défis : d'une part, l'évolution du marché et de la conjoncture économique; d'autre part, les réglementations légales introduites par les autorités publiques ¹.

I. La question coopérative. 1886-1890

Les premières coopératives apparaissent en Angleterre au milieu du 19^{ème} siècle. Elles n'ont pas de caractère idéologique marqué. Elles fonctionnent selon des principes qui constitueront les fondements de la formule coopérative, en ce compris sur le continent : libre adhésion, participation des membres-coopérateurs, partage des bénéfices et des surplus en faveur

1. Ce chapitre se fonde en grande partie sur le livre de Kwanten, *La Moisson de l'entraide* (1987), qui donne un premier aperçu des coopératives dans le mouvement ouvrier chrétien. Depuis lors, quelques études traitant d'aspects particuliers du mouvement coopératif ont paru, tandis qu'une recherche en cours sur l'histoire de la COB-Banque d'Épargne a permis de formuler quelques vues nouvelles.

des clients, formation et information du public concerné, collaboration et soutien mutuel des entreprises de même nature, intérêt limité pour le détenteur d'une part sociale, laquelle ne peut être considérée comme un investissement. En Belgique également, les coopératives socialistes et chrétiennes vont s'inspirer de ces principes².

Des exemples étrangers et le succès des réalisations socialistes en Belgique font de la question coopérative un sujet âprement discuté lors de congrès sociaux catholiques et de journées d'étude. Ce débat se déroule à un moment où l'action coopérative socialiste s'est déjà implantée dans des centres industriels comme Liège, Huy, Verviers, Bruxelles et Gand. En quelques années, de petits établissements se transforment en entreprises puissantes. Celles-ci ne procurent pas seulement des avantages matériels aux travailleurs, mais elles constituent également la colonne vertébrale du mouvement socialiste dans son ensemble, aux plans des finances et de l'organisation, grâce au soutien qu'elles apportent à l'action culturelle, syndicale et politique. Les coopératives gérées démocratiquement ne sont pas seulement une épine dans le pied de la classe moyenne catholique, elles se heurtent longtemps aussi au veto de la plupart des penseurs catholiques sociaux et des hommes politiques. Pour permettre une contre-offensive catholique, il importe de vaincre préalablement de nombreuses résistances.

Les congrès catholiques de Malines, dans les années soixante, optent pour le "patronage" des classes aisées à l'égard des travailleurs, comme remède à la question sociale. Des institutions caritatives, morales et religieuses, placées sous la direction de notables, doivent soutenir les travailleurs, les élever moralement et les éloigner des théories dangereuses. Il va de soi qu'une telle mentalité ne laisse pas d'espace à la formule coopérative : cette dernière implique, en effet, que les travailleurs cherchent eux-mêmes une amélioration de leur condition matérielle, par un effort solidaire. Dans la pratique cependant, des banques populaires de petite dimension, des caisses d'épargne et de crédit naissent en divers endroits. Elles sont le plus souvent gérées par des bourgeois catholiques et par des hommes d'Eglise. La plus connue est la gilde de prêt et de garantie que le vicaire Henri Van den Driessche fonde à Izegem, en 1877. De telles initiatives veulent inciter les travailleurs à une gestion prudente de leur budget. Elles se situent parfaitement dans la ligne de l'idéal moral catholique, qui prône l'épargne, la sobriété et l'économie.

Lors des congrès sociaux de Liège (1886 et 1887), les divergences de vues entre catholiques sur la coopération pour les travailleurs s'expriment pour la première fois en toute clarté. Des adversaires des sociétés coopéra-

2. Sur les discussions que la question coopérative suscite dans les milieux catholiques au cours des années 1886-1890, nous avons surtout eu recours à : *Assemblée générale des catholiques en Belgique* (1864, 1867 et 1891); *Congrès des œuvres sociales à Liège* (1886 et 1887); Lagasse, *Les sociétés coopératives* (1887); Bertrand, *Histoire de la coopération* (1903); Rezsö-Hazy, *Catholicisme social* (1958). Voir également Kwanten, *La Moisson de l'entraide*, 27-37.

tives, principalement Joris Helleputte, craignent qu'elles ne provoquent la disparition des classes moyennes, dans la mesure où elles mettent le consommateur en contact direct avec le producteur. Ce phénomène réduirait la diversité des groupes sociaux à deux classes antagonistes : les patrons et les ouvriers d'usine. Cette évolution néfaste perturberait profondément l'équilibre de la société. Elle priverait les travailleurs de toute perspective de promotion sociale. Les partisans de l'action coopérative (dont Charles Lagasse et surtout Antoine Pottier) estiment que celle-ci est inéluctable, étant donné le caractère explosif de la situation sociale. Tel est certainement le cas dans les grands centres industriels si, à tout le moins, on veut apporter aux problèmes sociaux une solution satisfaisante, adaptée aux nécessités de l'heure, et si on ne veut pas perdre définitivement les travailleurs au profit du socialisme.

Dans les décisions des Congrès de Liège, la vision des adversaires de la coopération finit par l'emporter. Les catholiques marquent notamment leur préférence pour la coopération dans le cadre de la corporation, association professionnelle mixte au sein de laquelle les patrons occupent une position dominante. Ces décisions hypothèquent gravement, pendant plus d'une décennie, la pensée et l'action coopératives des catholiques. Ultérieurement, des assemblées du même type accordent toujours leurs conclusions à celles des congrès de Liège. Ainsi, elles entravent considérablement la naissance d'un mouvement coopératif chrétien.

Trois facteurs expliquent ces réticences à l'égard de la coopérative de consommation. Tout d'abord, la nature même de la coopération effraye les catholiques. Elle rappelle beaucoup trop l'idée socialiste de la lutte des classes et met trop exclusivement l'accent sur l'émancipation matérielle des travailleurs. Les coopératives doivent dès lors être placées sous la responsabilité de la bourgeoisie catholique, afin d'éviter d'éventuels égarements. Ensuite, la coopération est inconciliable avec la vision catholique de la classe moyenne, une catégorie de la population qui disparaîtrait inmanquablement, suite à la concurrence fatale exercée par les coopératives. Or, selon les penseurs catholiques sociaux, cette classe remplit le rôle de tampon entre le prolétariat et le patronat. Elle représente des valeurs importantes, comme le sens du travail, la foi, la famille, la propriété et l'esprit d'épargne. Si l'on supprimait ce facteur vital et stabilisateur, le désarroi dans lequel la société plongerait serait incommensurable. Une harmonie sociale sans classe moyenne est impensable. Enfin, des raisons politiques expliquent aussi l'attitude de rejet des catholiques à l'égard de la coopérative de consommation. Les hommes politiques de la Droite font davantage cas des intérêts de la classe moyenne que de ceux des travailleurs : dans le système politique de l'époque, la première constitue leur électorat par excellence.

La méfiance catholique à l'égard de la coopérative de production est plus nette encore. L'association du capital et du travail en de mêmes mains

troublerait profondément l'ordre social naturel. En dépit du refus radical de pareille action "révolutionnaire", quelques coopératives de production chrétiennes voient le jour à la fin du 19^{ème} siècle, mais dans le secteur artisanal exclusivement.

II. Les premières coopératives catholiques locales. 1890-1914 ³

Parmi les 700 œuvres sociales que la Ligue Démocratique Belge coordonne en 1901, il y a à peine une quarantaine de coopératives, qui souvent mènent encore une existence instable et éphémère. Les plus importantes d'entre elles se situent dans des régions fortement industrialisées, où la question sociale se pose avec le plus d'acuité et où l'avancée socialiste parmi les travailleurs revêt des formes menaçantes aux yeux des observateurs catholiques.

A Liège, depuis 1890, la coopérative Saint-Joseph s'active avec l'abbé Pottier pour animateur. En raison surtout de l'opposition violente de la bourgeoisie et des classes moyennes catholiques, en dépit de la fusion en 1901 avec La Fédération Ouvrière de Seraing, cette entreprise, qui vend du pain et des produits alimentaires, fait faillite en 1904. La coopérative Les Ouvriers Réunis (1891), dont Michel Levie est la figure de proue à Charleroi, connaît une progression soutenue. Le bénéfice de cette boulangerie oscille bon an mal an autour de 60.000 F. Ses coopérateurs reçoivent un dividende confortable et une ristourne. A Gand, en 1891, quelques personnalités de l'Antisocialistische Werkliedenbond (Arthur Verhaegen, Gustaaf Eylenbosch et Eugene De Guchtenaere) fondent la société Het Volk. Cette entreprise offre à la vente un assortiment étendu de biens (pain, charbon, chaussures, vêtements et divers produits alimentaires). Elle compte 2473 coopérateurs en 1910. Son chiffre d'affaires approche alors le million de francs. La société Le Bon Grain (1893) à Mariemont-Hayettes connaît, dès avant 1914, une expansion phénoménale et compte plus de 40.000 coopérateurs. La brasserie L'Union des Ouvriers (1896) à Houdeng travaille à une échelle notablement plus réduite. Pourtant, dès 1899, elle peut verser un intérêt appréciable à ses 1275 coopérateurs.

A côté de ces exploitations plus grandes, quelques dizaines de coopératives catholiques plus petites exercent également une activité. Après 1890 et au début de ce siècle, elles se multiplient à Bruxelles et surtout en

3. Pour notre esquisse du fonctionnement et des caractères des premières coopératives catholiques, nous nous sommes basé sur : les rapports d'activité et les rapports des congrès de la Ligue Démocratique Belge; *De Gids op maatschappelijk (sociaal) gebied*, 1902-1914; Bertrand, *Histoire de la coopération* (1903); Verhaegen, *Action sociale* (1911). Ainsi que Gérin, *Les origines*, 119-129 et 216-225; ID., *Les débuts*, 298-300; Wynants, *Les origines*, 28-29; Deridder, *'De Lichtstraal'*, 238-241; Riche, *Léon Mabille*, 61-62. Voir également Kwanten, *La Moisson de l'Entraide*, 38-56.

Wallonie. Elles disparaissent souvent aussi vite qu'elles apparaissent.

La plupart des coopératives, y compris les plus grandes, présentent une série de caractéristiques communes. Leur caractère antisocialiste est manifeste : elles sont souvent constituées pour combattre les organisations socialistes à armes égales. Toutefois, avant 1914, le retard sur les entreprises coopératives proches du POB demeure considérable. Ainsi, le chiffre d'affaires de Het Volk ne représente toujours que 10 % de celui de Vooruit. Toutes les coopératives catholiques poursuivent également les mêmes objectifs. La fourniture de produits d'excellente qualité au prix le plus bas possible, ainsi que le paiement obligatoire au comptant, doivent conduire à une gestion optimale des revenus des travailleurs. La forme d'organisation coopérative produit, en outre, des effets secondaires dans les domaines moral et social : épargne, sens des responsabilités, autonomie, vie familiale saine, fierté issue d'une conscience de classe. Elle constitue une voie d'accès vers les autres organisations sociales chrétiennes.

La gestion des premières entreprises coopératives est confiée à un conseil d'administration. Au sein de ce dernier, les travailleurs sont certes majoritaires, mais en raison de leur bagage commercial limité, leur influence demeure très faible. La présence d'experts (comptables, juristes) dans les conseils d'administration est d'ailleurs une pure nécessité, si l'on souhaite garder la tête hors de l'eau. Les premières entreprises n'ont pas de prise sur la grande masse des travailleurs. En ce qui concerne le partage des bénéfices, le paiement annuel d'une ristourne (4 à 7 % sur les biens achetés) est une caractéristique typique de l'entreprise coopérative. Bien que cette pratique ne cadre pas avec les principes de la coopération, le solde est distribué aux actionnaires, sous la forme d'un intérêt raisonnable. De la sorte, il est possible d'attirer des investisseurs bourgeois disposant de capitaux. Les transferts de fonds vers les organisations syndicales ne se produisent que dans des cas exceptionnels. Alors que les coopératives socialistes financent systématiquement les mouvements sociaux et politiques, leurs homologues catholiques ne remplissent à aucun moment cette fonction vitale de pivot. Pareille situation et l'absence de tout lien de collaboration expliquent la grande fragilité, voire l'existence instable des coopératives catholiques avant 1914. Certes, toutes les entreprises sont réunies au sein de la Ligue Démocratique Belge, mais le rôle centralisateur de cette organisation est négligeable. A l'origine, la Ligue ne manifeste guère d'enthousiasme à l'égard de l'idée coopérative. C'est seulement après le départ du président Helleputte que s'opère un revirement en la matière. Quelques personnalités catholiques sociales réalistes (par exemple Michel Levie, Arthur Verhaegen) ont alors le dessus. Elles orientent la position de la Ligue dans un sens plus progressiste.

L'établissement d'un contact permanent entre les entreprises particularistes et indépendantes est impossible avant 1914. Pourtant la coopération gagne définitivement droit de cité dans les milieux catholiques.

L'énorme succès des entreprises socialistes n'y est pas étranger. Les résultats, même limités, obtenus par les coopératives chrétiennes à Gand, Liège et Charleroi influencent aussi favorablement l'opinion. L'expansion rapide, sans effets secondaires pour la classe moyenne, des œuvres économiques du Boerenbond Belge, fondé en 1890, pousse les responsables catholiques à entreprendre une action de même nature parmi les travailleurs. A cela s'ajoute l'évolution réussie de la coopération à l'étranger, dont les catholiques belges sont particulièrement bien informés, notamment grâce à des voyages d'étude. Les contacts internationaux élargissent l'horizon des théoriciens catholiques et apportent de l'eau au moulin des hommes de terrain.

Enfin, et ce n'est pas l'aspect le plus négligeable de l'évolution en cours, les organisations sociales catholiques ressentent toujours plus le besoin d'un soutien financier de la part des coopératives. Au fur et à mesure que le jeune mouvement syndical chrétien prend de l'importance, l'idée d'un réseau coopératif, calqué sur le modèle socialiste, s'impose sans cesse davantage. En certains endroits, à Gand par exemple, le syndicat est le moteur du développement coopératif. L'engagement de propagandistes permanents exige, en effet, la recherche de moyens financiers nouveaux.

III. Des coopératives centralisées et autonomes. 1918-1952

C'est après la première guerre mondiale seulement que commence l'édification systématique d'une branche coopérative au sein du mouvement ouvrier chrétien. La Ligue Nationale des Travailleurs Chrétiens (LNTC), créée en 1921, stimule fortement cette évolution. Pour soutenir ses missions de formation, de représentation politique et de coordination, selon l'exemple socialiste, cette organisation cherche à obtenir les moyens financiers nécessaires en créant des œuvres économiques. Les contributions de ses membres sont, en effet, tout à fait insuffisantes : en 1933, elles couvrent à peine 10 % du budget total de la LNTC⁴. Or, au début des années vingt, il n'est nullement question d'un réseau de coopératives chrétiennes, à la fois rentable et exploité avec souplesse, auquel la LNTC pourrait faire appel. Les entreprises, nombreuses certes, mais très petites, fonctionnent les unes à côté des autres. Elles présentent maintes lacunes dans les domaines juridique, commercial et économique. C'est donc à ces carences qu'il faut remédier si le mouvement veut se procurer les moyens financiers dont il a besoin.

4. Réunion des secrétaires flamands de l'ACW, 9 février 1933; AACW 219.

A. *La Coopération Ouvrière Belge (COB), puis la Fédération Nationale des Coopératives Chrétiennes (FNCC)*

Le Limbourg fait exception à la règle. Les dirigeants y disposent d'une formule à la fois fructueuse et flexible pour la création, ainsi que pour l'exploitation de coopératives⁵. C'est là que voit le jour, en 1910, la SA L'Economie, riposte à l'offensive socialiste dans la province. Cette boulangerie populaire doit toutefois faire face, dans la phase de démarrage, à quelques déficiences chroniques : insuffisance permanente du capital social, opposition ouverte de la bourgeoisie et des classes moyennes catholiques, réserves non négligeables dans le chef des travailleurs. Jusqu'au déclenchement de la première guerre mondiale, les résultats d'exploitation de L'Economie sont, de ce fait, extrêmement modestes.

Un changement se produit à partir de 1920, sous l'impulsion surtout des responsables de L'Economie, le chevalier Georges de Schaetzen et l'abbé Pieter-Jan Broekx, directeur des œuvres sociales. Une collaboration plus étroite entre le Secrétariat Limbourgeois des Œuvres Sociales et L'Economie aboutit à la création de la SC De Limburgse Coöperatie. Cette société souscrit des parts de L'Economie avec l'argent qu'elle récolte parmi les travailleurs, comme capital ou comme épargne. Elle prend également à son compte la propagande en faveur des points de vente et veille à la répartition des bénéfices entre les organisations sociales. L'Economie peut se consacrer principalement à l'exploitation commerciale. Cette formule de collaboration s'avère financièrement profitable, aussi bien pour les actionnaires de la Limburgse Coöperatie et de L'Economie que pour les organisations ouvrières. Elle reçoit aussi rapidement un accueil très favorable en dehors des frontières de la province. Des coopératives du Brabant et d'Anvers s'associent à l'exploitation commerciale, de sorte que L'Economie compte déjà 140 magasins en 1924. Elle réalise alors un chiffre d'affaires de 14 millions de francs. En contrepartie de leurs actions de propagande, les organisations ouvrières reçoivent une rémunération annuelle appréciable.

La jeune LNTC suit avec attention la croissance et le processus de centralisation au sein de L'Economie⁶. Elle y voit un excellent moyen pour instaurer progressivement une unité et une uniformité à l'échelle nationale. Parallèlement à la centralisation de l'exploitation commerciale, la LNTC souhaite aussi regrouper les services sociaux, chargés de mener la propa-

5. Sur L'Economie et la Limburgse Coöperatie, nous avons consulté : Papiers Broekx (=PB) 6.2 et 6.3; les archives du Bien-Etre avec notamment les archives de L'Economie. Voir également Vints, Broekx, 93-95, 124-141.

6. PB 6. AACW 3 (rapports d'inspection de Segers et Behogne, établis après leurs visites aux régions), 48 (commission financière), 66 (direction générale), 216 ("comité social"), 219 (réunions des secrétaires LNTC), 335 (bureau national). Archives FNCC. Rapports des congrès LNTC, 1921-1952. VSW, 1930 et 1933. GMG (1928) 204-208; (1931) 29-32; (1933) 31-33, 119-122 et 312-315. *Nationaal bestuursblad*, 1946-1950.

gande et de recueillir les capitaux qui permettent de financer les magasins. C'est dans ce but qu'est constituée, le 25 août 1924, la Coopération Ouvrière Belge. Celle-ci chapeaute les sociétés régionales qui ont confié leur exploitation commerciale à L'Economie, devenue plus tard Bien-Etre. Ainsi apparaît une distinction entre "les services sociaux", d'une part, et "les services techniques" (commerciaux et financiers), d'autre part. Une telle distinction procure aux œuvres coopératives chrétiennes leur caractère et leur perspective spécifiques. Elle augmente le rendement, tant sur le terrain social que sur le plan commercial. Toutefois, cette séparation rend la structure du mouvement coopératif relativement obscure pour le coopérateur ordinaire. Elle réduit l'implication de ce dernier dans les entreprises. Enfin, elle y rend le processus de décision plus complexe et plus lent.

La mission de la Coopération Ouvrière Belge est multiple. En premier lieu, elle coordonne et stimule la propagande coopérative. En second lieu, elle prend des participations dans les entreprises coopératives nationales, avec l'argent que les régions fédérées rassemblent via les souscriptions. Ainsi possède-t-elle la moitié des actions de la SA Bien-Etre. Elle détient aussi une participation majoritaire dans la SC Banque d'Epargne des Ouvriers Chrétiens (1925), dans la SA De Hoorn (fondée en 1927), dans la SA Bien-Etre du Pays Wallon (fondée en 1927) et dans la SA Centrale des Assurances Populaires (fondée en 1929). Grâce aux titres de propriété qu'elle détient, la Coopération Ouvrière Belge se voit également attribuer la surveillance et le contrôle de la gestion de ces entreprises, tandis que l'exploitation commerciale peut être laissée aux experts.

Vu la fonction cruciale de contrôle qu'assure la Coopération Ouvrière Belge au sein des coopératives chrétiennes, la LNTC exerce, dès le départ, une tutelle sur cette société et sur ses revenus financiers. Ce lien organique se traduit de façon structurelle dans les organes de gestion de la Coopération Ouvrière Belge. Dès 1930, des figures comme l'aumônier de la LNTC, Louis Colens, et le secrétaire de la même Ligue, P.W. Segers, devenu directeur-administrateur de la Coopération Ouvrière Belge, personnifient cette relation étroite. Par leur grande autorité morale, ils parviennent à déterminer en grande partie l'orientation générale des entreprises coopératives.

Sous l'impulsion de la LNTC, plus précisément de son secrétaire P.W. Segers et de son adjoint Oscar Behogne, toutes les sociétés régionales s'affilient à la Coopération Ouvrière Belge. En 1933, l'unification est pour ainsi dire achevée. Seules Gand-Eeklo, les provinces de Namur et Luxembourg ne sont pas parties prenantes de cet ensemble. Dans ces deux dernières provinces, La Populaire Condruzienne (Ciney) et L'Economie Populaire (Walcourt) fusionnent, en 1928, sous la dénomination L'Economie Populaire de Ciney. Celle-ci absorbe, l'année suivante, La Populaire (de Namur). Comme société indépendante, l'Economie Populaire connaît une forte expansion (17.529 coopérateurs en 1930). Pour cette raison peut-être, elle est réticente à une intégration à la Coopération Ouvrière Belge.



Les premières coopératives chrétiennes sont des magasins, des boulangeries, des brasseries, etc...

(Ouvriers de la coopérative bruxelloise La Centrale Economique, vers 1920)

En 1933, cette dernière compte 78.649 coopérateurs qui, via leur société régionale, apportent quelque deux millions de francs en capital. Les régions perçoivent un dividende annuel de 4 à 5 %. Une intensification de l'activité coopérative est également recherchée dans chaque fédération. Dans cette optique, l'engagement d'un propagandiste permanent, des groupes de travail coopératifs à caractère stable, des conseils d'administration bien rodés et des efforts publicitaires soutenus constituent, semble-t-il, des moyens adéquats. Le degré de centralisation nationale au sein des coopératives chrétiennes est en tout cas bien plus élevé que chez leurs homologues socialistes, où existe une grande dispersion en de nombreuses sociétés régionales et locales.

C'est au moment où le processus de centralisation au sein de la Coopération Ouvrière Belge est pratiquement achevé que survient la crise. Conformément aux nouvelles dispositions relatives aux banques et aux caisses d'épargne, les coopératives chrétiennes sont restructurées en 1935. En conséquence, la Coopération Ouvrière Belge devient le pivot de l'épargne des travailleurs chrétiens, sous la nouvelle dénomination de COB-Caisse Centrale de Dépôts. Sa tâche précédente d'office coopératif central (formation du capital et promotion des entreprises coopératives, information, étude et représentation) est transférée à une nouvelle société, la Fédération Nationale des Coopératives Chrétiennes, constituée le 4 juillet 1935. La FNCC est formée des sociétés coopératives régionales. Elle va exercer sa mission sous le contrôle de la LNTC. Dans le cadre des Ligues des Travailleurs d'arrondissement ou de province s'activent 24 sociétés coopératives régionales, qui rassemblent les parts des coopérateurs individuels. A leur tour, elles prennent des participations dans la FNCC. A terme, cette dernière reprendra toutes les participations dans les entreprises coopératives, dont la Banque d'Epargne, devenue la Société Auxiliaire, est temporairement dépositaire. En attendant, elle se cantonne dans ses tâches sociales. Ces dernières sont assurées par Jef Eerdeken, seul membre du personnel à cette époque⁷.

La seconde guerre mondiale apporte son lot de nouvelles péripéties. Le fonctionnement du mouvement coopératif chrétien se poursuit, bien que le contact mutuel entre les sociétés soit interrompu. Les liens avec la LNTC s'estompent progressivement et la FNCC acquiert une indépendance de fait. Pour dissimuler ses relations avec le mouvement ouvrier et pour ne pas mettre inutilement en danger les entreprises affiliées, la FNCC change de dénomination, en 1941 : elle devient ainsi la Fédération Nationale des Affaires Economiques et Financières. Grâce à un prêt consenti par la COB, cette Fédération reprend, à un rythme soutenu, les actions du

7. Sur le remplacement de la Coopération Ouvrière Belge par la FNCC : PB 6.4.2.1 (rapports de l'assemblée générale de la FNCC); GMG (1937) 526-529, 1199-1221; (1938) 550-552; rapports des congrès LNTC de 1935, 1937 et 1939.

Bien-Etre et des Assurances Populaires (AP) que détenait la Société Auxiliaire, opération qui, en temps normal, aurait dû s'étaler sur plusieurs années⁸.

La FNCC prépare activement l'après-guerre, dès la fin de 1943. L'autonomie de fait qu'elle a acquise durant la guerre va être, avec la restructuration du MOC-ACW, renforcée aux plans structurel et statutaire. Dorénavant, la FNCC, comme organisation constitutive du MOC-ACW, va définir sa politique de manière autonome et l'exécuter avec ses propres moyens.

La première condition à remplir pour voler de ses propres ailes réside en l'apport de capitaux frais, nécessaires au développement de sociétés en expansion rapide, telles que le Bien-Etre, la COB-Caisse Centrale de Dépôts et Les Assurances Populaires. Pour cela, la FNCC dispose de plusieurs moyens. Avec l'aide du MOC-ACW, des LOFC-KAV et surtout des KWB, qui viennent de naître, une campagne publicitaire de grande envergure est lancée dans les journaux du mouvement et dans les sections locales. Au niveau régional, les permanents et les comités de gestion doivent mettre en place un fonctionnement régulier. Via les journées d'étude et avec l'aide des propagandistes nationaux, il leur incombe d'assurer l'information. La FNCC soutient activement l'action du MOC-ACW en faveur de "l'affiliation multiple et familiale". Toutes ces initiatives ne demeurent pas sans résultat : le capital de la FNCC atteint plus de quinze millions de francs en 1952. Avec cette somme, la Fédération peut satisfaire à ses obligations en matière de capital dans les entreprises du groupe. Le coopérateur individuel y trouve également son compte, par l'introduction d'une série d'avantages coopératifs (ristourne, augmentation des intérêts et baisse de la prime). Finalement, dès 1948, les organisations sociales reçoivent à nouveau une rétribution, en compensation de leurs efforts de propagande.

Le congrès du MOC-ACW de 1952 est notamment placé sous le signe de l'action coopérative. Il marque à la fois l'achèvement d'une campagne réussie de reconstruction et le démarrage d'une nouvelle phase d'expansion, qui se déroule parallèlement au succès des entreprises affiliées.

Dans ses grandes lignes, le développement des coopératives jusqu'en 1952 est influencé de manière déterminante par la crise économique des années trente, la seconde guerre mondiale et la restructuration du MOC-ACW. Pour chaque société, nous nous arrêterons aux étapes importantes de l'évolution qui lui est propre.

8. Rapports des congrès du MOC-ACW de 1949 et 1952 (rapport "De coöperatie in de christelijke arbeidersbeweging").

B. *Le Bien-Etre*⁹

Des pourparlers avec le Boerenbond Belge conduisent, en juillet 1925, à la transformation de l'entreprise limbourgeoise SA L'Economie en SA Coopération Belge du Bien-Etre. Deux phénomènes expliquent cette collaboration du Boerenbond : d'une part, le constat selon lequel maints clients de L'Economie sont des agriculteurs; d'autre part, le fait que le Boerenbond projette la mise en place de son propre réseau de magasins coopératifs¹⁰. La Coopération Ouvrière Belge pour la LNTC et le Boerenbond souscrivent chacun la moitié du capital social de la nouvelle SA Bien-Etre. Le passage de celui-ci à six millions est une conséquence logique de l'augmentation de la taille de la société.

La constitution de la Coopération Ouvrière Belge et l'apport d'argent frais par le Boerenbond Belge offrent une plus grande marge de manœuvre financière au Bien-Etre dès 1925. Sous la direction d'Edmond Zimmermann et de Julien Lambert, on travaille à un management plus professionnel. Dans l'entre-deux-guerres, le Bien-Etre marque, de façon importante, le marché belge du commerce de détail.

Les causes de cet essor sont diverses. Ainsi, la société mène une politique extrêmement rigoureuse en matière de points de vente. Les magasins non rentables doivent être assainis en profondeur ou fermer leurs portes. Lors de la reprise de nouveaux magasins, la plus grande prudence est de mise. Cinq services technico-administratifs sont chargés de réaliser une standardisation et une uniformisation plus grandes des magasins du groupe. Dans le souci de centraliser la direction de l'entreprise et les stocks, le siège administratif et le magasin central déménagent de Hasselt au Oostkaai de Merksem, près d'Anvers. Une organisation plus rationnelle du transport rend l'approvisionnement des succursales plus rapide, moins coûteux et plus régulier. Durant cette période également, le développement des magasins Bien-Etre continue de susciter l'opposition de la classe moyenne chrétienne. De façon sporadique et certainement dans les années trente, marquées par la crise, ce conflit latent revient à la surface.

Dès le moment où le Bien-Etre peut compter sur un réseau solide de succursales, il cherche à développer des divisions de production : torréfaction de café, mise en bouteille de boissons et de produits d'entretien, confection, etc... Le Bien-Etre conclut des contrats avec un certain nombre d'entreprises, afin de vendre certains articles sous sa propre marque. Les caractères frappants de la politique menée par ses responsables sont la prudence et la modération, tant au plan des divisions de production que dans le domaine des stocks, des investissements, du niveau des prix et de l'offre de produits.

9. Archives du Bien-Etre. GMG (1927) 153-157; (1928) 204-219; (1929) 94-95; (1931) 282; (1937) 1215-1216, 1133-1137. Et les sources reprises dans la note 7.

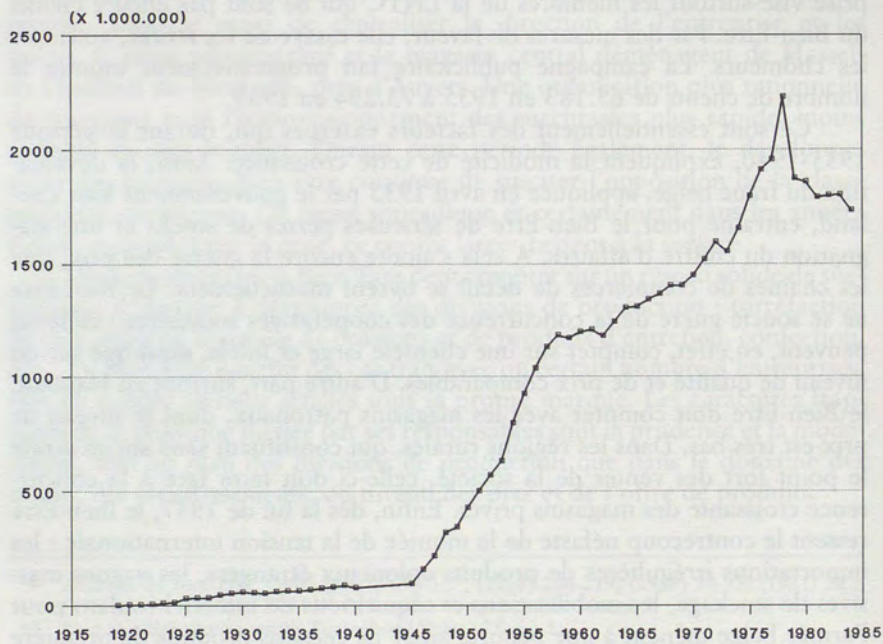
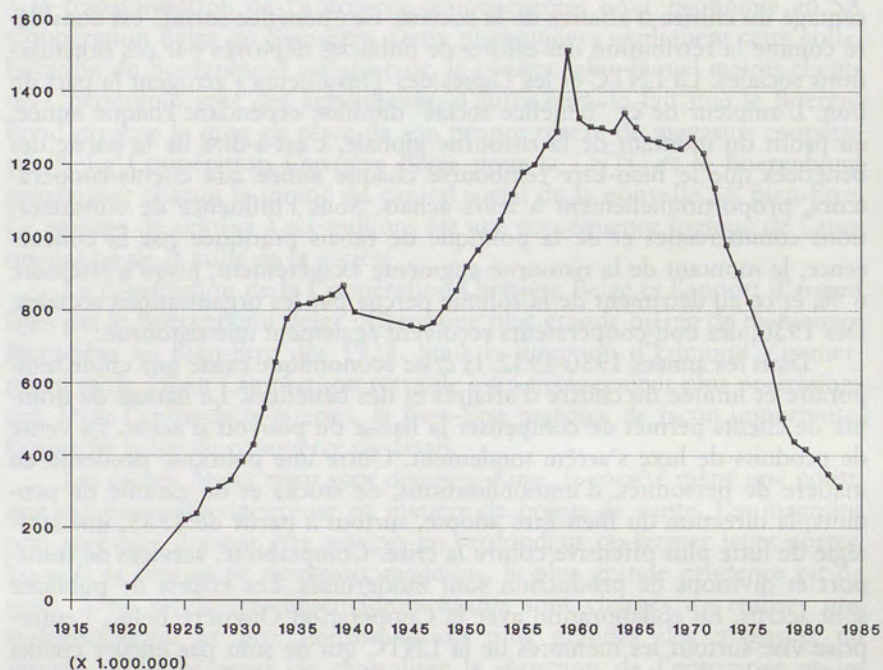
10. Pour la collaboration avec le Boerenbond Belge : PB 6.3.3.

C'est surtout dans la répartition des bénéfices que le caractère coopératif du Bien-Etre apparaît. Ainsi, chaque année, les actionnaires, soit la Coopération Ouvrière Belge et le Boerenbond Belge, reçoivent un pourcentage du chiffre d'affaires de la société. Ce "bénéfice social" est considéré comme la rétribution des efforts de publicité déployés par ces organisations sociales. La LNTC et les Ligues des Travailleurs s'arrogent la part du lion. L'ampleur de ce "bénéfice social" diminue cependant chaque année, au profit du montant de la ristourne globale, c'est-à-dire de la partie des bénéfices que le Bien-Etre rembourse chaque année aux clients-coopérateurs, proportionnellement à leurs achats. Sous l'influence de considérations commerciales et de la politique de rabais pratiquée par la concurrence, le montant de la ristourne augmente exagérément, jusqu'à atteindre 6 %, et ce au détriment de la somme perçue par les organisations sociales. Dès 1930, des non-coopérateurs reçoivent également une ristourne.

Dans les années 1930-1932, la crise économique cause une chute temporaire et limitée du chiffre d'affaires et des bénéfices. La hausse du nombre de clients permet de compenser la baisse du pouvoir d'achat. La vente de produits de luxe s'arrête totalement. Outre une politique prudente en matière de personnel, d'immobilisations, de stocks et de gamme de produits, la direction du Bien-Etre adopte, surtout à partir de 1933, une stratégie de lutte plus offensive contre la crise. Comptabilité, services de transport et divisions de production sont modernisés. Les efforts de publicité sont accrus. En collaboration avec la Coopération Ouvrière Belge, l'entreprise vise surtout les membres de la LNTC qui ne sont pas encore clients du Bien-Etre. Par des mesures de faveur, elle essaye de les attirer, ainsi que les chômeurs. La campagne publicitaire fait progressivement monter le nombre de clients de 65.183 en 1935 à 73.294 en 1939.

Ce sont essentiellement des facteurs externes qui, durant la période 1935-1940, expliquent la modicité de cette croissance. Ainsi, la dévaluation du franc belge, appliquée en avril 1935 par le gouvernement Van Zeeland, entraîne pour le Bien-Etre de sérieuses pertes de stocks et une stagnation du chiffre d'affaires. A cela s'ajoute encore la guerre des prix, que les chaînes de commerces de détail se livrent mutuellement. Le Bien-Etre ne se soucie guère de la concurrence des coopératives socialistes : celles-ci peuvent, en effet, compter sur une clientèle large et fidèle, ainsi que sur un niveau de qualité et de prix comparables. D'autre part, surtout en Hainaut, le Bien-Etre doit compter avec les magasins patronaux, dont le niveau de prix est très bas. Dans les régions rurales, qui constituent sans aucun doute le point fort des ventes de la société, celle-ci doit faire face à la concurrence croissante des magasins privés. Enfin, dès la fin de 1937, le Bien-Etre ressent le contrecoup néfaste de la montée de la tension internationale : les importations irrégulières de produits coloniaux étrangers, les vagues massives de stockage, les mobilisations et réquisitions de matériel roulant pour l'armée belge mènent à une pénurie aiguë de certains produits de première

Tableau 1a-b :
Nombre de magasins et chiffre d'affaires du Bien-Etre.
1919-1984



Source: Kwanten, La Moisson de l'Entraide

nécessité et à un rationnement de l'approvisionnement des succursales.

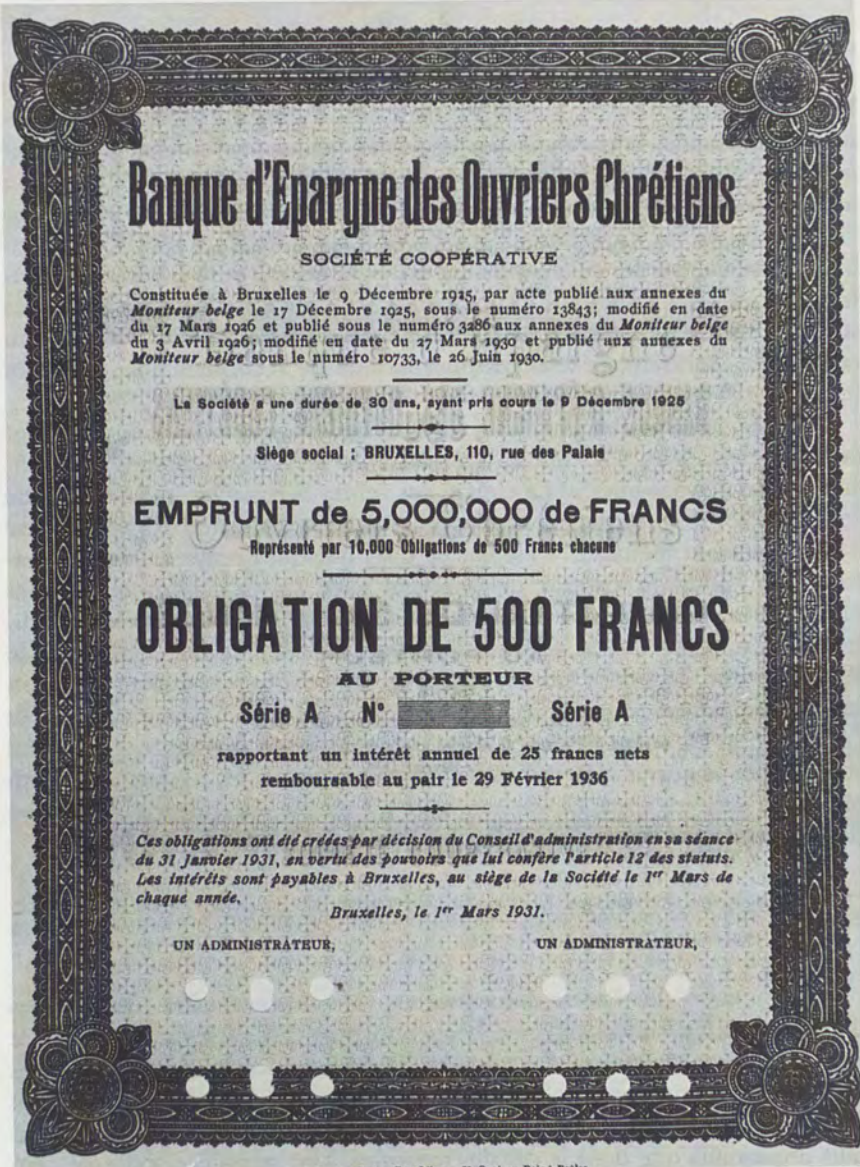
C'est sans aucun doute durant la seconde guerre mondiale que le Bien-Etre souffre le plus. Les dégâts matériels, l'annexion d'Eupen-Malmedy à l'Allemagne, la paralysie des importations en provenance de l'outre-mer, les perturbations de l'approvisionnement provoquent une diminution inquiétante du chiffre d'affaires. En août 1942, le Bien-Etre est placé sous "Kommissarischer Verwaltung" et est tout à fait intégré au réseau de distribution installé par les Allemands. La fin de la guerre et la Libération n'entraînent pas une amélioration immédiate. Les pillages de magasins et des stocks, ainsi que les dégâts provoqués par les bombes volantes au magasin central de Merksem, nécessitent une période de reconstruction, qui dure jusqu'en 1950.

Après 1946 seulement, les premiers signes de redressement peuvent être observés. Avec 852 unités, le nombre de succursales atteint, en 1949, son niveau d'avant-guerre. Le chiffre des ventes dépasse les 427 millions de francs en 1950. Cette même année, une nouvelle division fort prometteuse - "l'équipement ménager" - est lancée dans quelques centres. Par la signature d'un nouveau contrat de publicité avec les organisations sociales (1946) et la réintroduction d'une ristourne (1948), on renoue avec la tradition d'avant-guerre. Les sérieuses insuffisances de capital, auxquelles le Bien-Etre doit déjà faire face durant cette période, hypothèquent toutefois un développement commercial sain. En 1951, la FNCC (successeur de la Coopération Ouvrière Belge) et le Boerenbond Belge augmentent le capital social, pour le porter à 30 millions de francs. Comme les augmentations ultérieures, celle-ci apparaît, au moment même où elle intervient, comme déjà dépassée par la rapidité de l'expansion du négoce.

C. *La Banque d'Epargne des Ouvriers Chrétiens, devenue COB-Caisse Centrale de Dépôts*¹¹

Au cours de l'entre-deux-guerres, la concentration des caisses d'épargne chrétiennes s'effectue beaucoup plus difficilement que dans le secteur de la distribution. Le nombre de caisses locales, dont les racines plongent souvent dans les œuvres populaires et les cercles ouvriers du 19^{ème} siècle, de même que les différences qui les séparent, sont nettement plus importants que dans le cas des magasins. Une première phase de centralisation se déroule au niveau régional. La Limburgse Coöperatie [Coopération Limbourgeoise], De Biekorf [La Ruche] à Bruges, Travail et Prévoyance à Liège, l'Antwerpse Volksspaarkas [Caisse d'Epargne Populaire d'Anvers], la Spaarvereniging der Sociale Werken [Société d'Epargne des

11. Archives de la COB. GMG (1952) 225-235; (1928) 211-214; (1930) 278-285. Voir aussi les sources reprises dans la note 7. Nous avons également utilisé les études de Joost Van Bouchaute.



La Banque d'Epargne des Ouvriers Chrétiens est le banquier des organisations ouvrières chrétiennes.
(Obligation de la Banque, 1936)

Œuvres Sociales] à Louvain, la Banque Ouvrière à Bruxelles, la Banque Populaire à Mouscron, la Volksspaarkas der Kempen [Caisse d'Épargne Populaire de Campine] à Turnhout et le Volksspaarwezen [L'Épargne Populaire] à Gand réussissent à regrouper les caisses d'épargne d'une région déterminée. Parfois, elles effectuent les opérations bancaires élémentaires. Pourtant, le réseau d'épargne chrétien reste vulnérable, en raison de sa diversité, de sa dimension réduite et de l'absence de gestionnaires compétents. De nombreux travailleurs préfèrent confier leurs économies à la CGER ou aux "Raiffeisenkassen", beaucoup plus décentralisées, du Boerenbond Belge. En 1913, 30.000 épargnants, répartis sur 378 caisses, confiaient déjà 13 millions d'épargne à la Caisse Centrale de Crédit du Boerenbond Belge¹². En fin de compte, les besoins en capital et la demande en crédits de fonctionnement, qui émanent du Bien-Etre, s'avèrent décisifs : la fondation d'une banque d'épargne nationale est indispensable pour y répondre.

L'initiative de cette fondation revient à la Commission Financière, instituée par le quatrième congrès de la LNTC (1924) et formée de personnalités éminentes du mouvement ouvrier chrétien. La commission dont il s'agit prépare la création de la Banque Ouvrière de Belgique (9 décembre 1925). En mars 1926, celle-ci prend le nom de Banque d'Épargne des Ouvriers Chrétiens. Les sociétés d'épargne régionales en sont les cofondatrices et les actionnaires. La Coopération Ouvrière Belge veille cependant à disposer d'une participation majoritaire dans la Banque d'Épargne et à s'assurer ainsi le contrôle de cette institution cruciale.

La Banque d'Épargne des Ouvriers Chrétiens reçoit une double mission. D'une part, comme banquier des organisations ouvrières chrétiennes, elle assure leurs opérations financières. D'autre part, elle centralise les dépôts réunis par les sections d'épargne constituées au sein des Ligues des Travailleurs locales. Ces dernières s'occupent de la propagande et du recrutement de nouveaux épargnants.

L'affiliation des caisses régionales à la Banque d'Épargne, même celle de certaines cofondatrices, progresse très laborieusement. Ainsi en 1930, les sociétés les plus importantes manquent encore à l'appel : l'Antwerpse Volksspaarkas, le Gentse Volksspaarwezen, la Banque Ouvrière de Bruxelles et la Banque Populaire de Mouscron. Toutefois, celles-ci forment, avec la Banque d'Épargne, le Consortium des Banques des Ouvriers Chrétiens, en 1930. Cette coupole définit une stratégie commune en matière d'administration, de conditions d'intérêt et de crédit, de participations dans les coopératives nationales et de rétribution à verser aux organisations sociales. L'indépendance des caisses affiliées, à l'intérieur d'un espace géographique déterminé, n'est cependant pas remise en cause¹³.

12. Van Molle, *Chacun pour tous*, 116-117.

13. AACW 63. Vanthemsche, "De Belgische spaarbanken", 161-220.

La Banque d'Epargne connaît une expansion fulgurante en termes quantitatifs. En 1935, le nombre de sections s'élève à 639 et celui des épargnants à 26.502; le montant total des dépôts atteint presque 60 millions de francs. En comparaison avec les résultats de la Caisse Centrale de Crédit du Boerenbond pour 1934 (96.000 épargnants, 1099 caisses et 1537 millions de francs en dépôts), les performances de la Banque d'Epargne demeurent toutefois assez modestes¹⁴. Les bénéfices réalisés retournent aux clients-coopérateurs, sous la forme d'intérêts attractifs, tant pour l'épargne que pour le crédit hypothécaire. Les secrétariats sociaux touchent, en principe, 1 % du montant total des dépôts comme rémunération de leurs actions publicitaires.

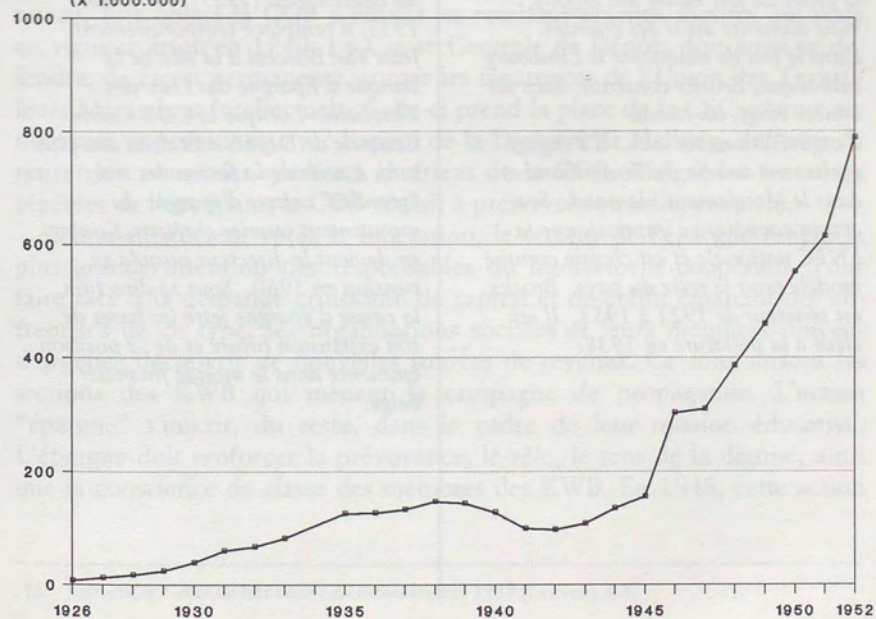
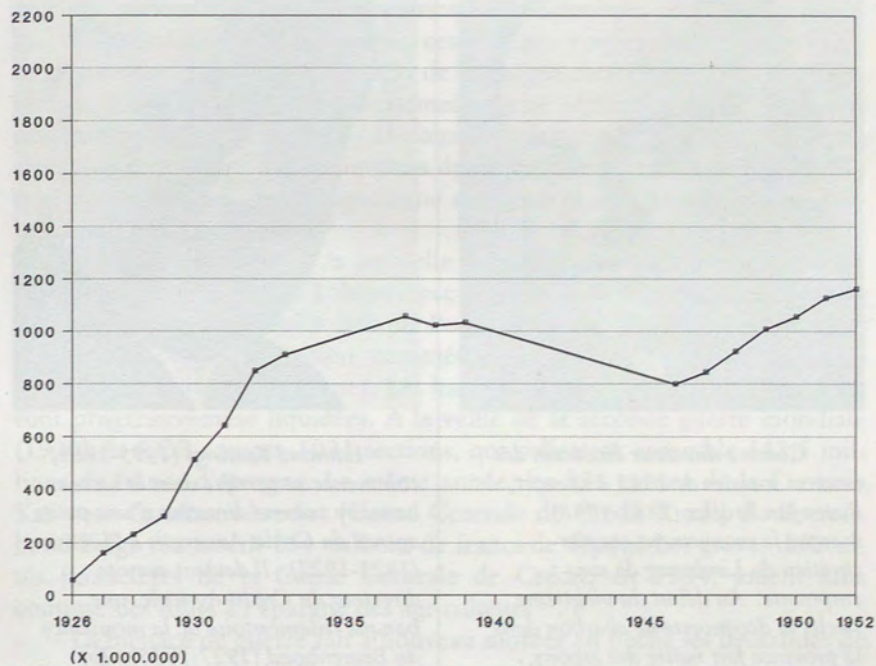
Grâce à sa ligne de conduite prudente, la Banque d'Epargne peut résister aux premiers assauts de la crise. La solvabilité de la société est renforcée par la constitution de liquidités suffisantes et d'une importante réserve extraordinaire, par la diminution de certains coûts fixes, comme celui de la propagande, en évitant d'amples immobilisations dans des biens immeubles, ainsi que par une politique prudente de crédit et de placement. En ce qui concerne cette dernière, en 1933, le portefeuille de la Banque d'Epargne est formé, à raison de 90 %, de titres garantis par une autorité publique ou par l'Etat. La manière - psychologiquement réussie - d'aborder la clientèle évite, par ailleurs, les retraits massifs et soudains de l'épargne. Certains placements irresponsables, effectués par le directeur Jean Van Boeckel avec de l'argent détourné, risquent toutefois de faire chavirer l'institution. L'intervention de quelques administrateurs, de même que l'appui du Bien-Etre et de la CSC, permettent d'éviter la banqueroute. Les mesures qui sont alors prises préparent également la Banque d'Epargne à affronter une seconde secousse. Les troubles dans le monde financier, provoqués par les difficultés de la Banque du Travail socialiste et de la Caisse Centrale de Crédit du Boerenbond Belge, amènent des travailleurs chrétiens, pris dans un vent de panique, à retirer leurs économies. Non sans peine, la Banque d'Epargne réussit, toutefois, grâce à son souci de garder des fonds propres suffisants, à honorer ses créances.

Indirectement, le réseau d'épargne des travailleurs chrétiens subit, il est vrai, les contrecoups de la crise. La faillite de nombreuses petites banques, mais aussi la déconfiture de quelques établissements renommés, font gagner du terrain à l'idée selon laquelle la banque mixte doit changer dans son essence même. L'arrêté-loi du 22 août 1934 introduit, de fait, la séparation entre les institutions de dépôts et les banques d'affaires (holdings). Les premières ne peuvent plus détenir de participations industrielles et commerciales. En conséquence, les dépôts de la Banque d'Epargne, de l'Antwerpse Volksspaarkas et la Banque Ouvrière de Bruxelles sont regrou-

14. Van Molle, *Chacun pour tous*, 234-235.

Tableau 2a-b :

Nombre de sections d'épargne et volume de l'épargne de la Banque d'Epargne des Ouvriers Chrétiens (1926-1934) et de la COB Caisse Centrale de Dépôts (1935-1952)



Source: banque de données HIVA



Comme directeur diocésain des oeuvres sociales de 1913 à sa mort, Pieter-Jan Broekx (1881-1968) marque le mouvement ouvrier chrétien du Limbourg de son empreinte. Au début du vingtième siècle, la découverte de charbon dans la province fait naître des espoirs, mais alimente aussi des craintes. Dans le but de maintenir le Limbourg catholique, Broekx construit, dans les années vingt, un réseau d'organisations sociales. Il s'engage également au sein du Boerenbond et dans le Mouvement Flamand. Son action coopérative impressionne la LNTC nationale et est choisie comme modèle pour le reste du pays. Broekx est sénateur de 1921 à 1953. Il est élevé à la prélature en 1938.



Edmond Konings (1895-1969) commence sa carrière dans le secteur bancaire comme directeur d'une petite agence du Crédit Anversois à Hannut (1922-1927). Il devient ensuite directeur du Crédit Agricole, une banque tirlemontoise de la mouvance du Boerenbond (1927-1935). En 1933, il remplace temporairement Jean Van Boeckel à la tête de la Banque d'Épargne des Ouvriers Chrétiens. Lorsque la COB-Caisse Centrale de Dépôts naît deux ans plus tard, à suite de la fusion des trois "grandes" caisses d'épargne du mouvement ouvrier chrétien, Konings en devient le directeur jusqu'à sa pension en 1960. Sous sa direction, la caisse d'épargne jette les bases de son expansion future et de sa position éminente dans le monde financier belge.

pés et transférés à la COB-Caisse Centrale de Dépôts. La Banque d'Épargne est ensuite réformée en Société Auxiliaire de Participations, qui doit liquider le portefeuille-titres de ces trois caisses d'épargne. La nouvelle FNCC, la LNTC et la CSC deviennent actionnaires de la COB. Celle-ci voit ses modalités de placements strictement délimitées par l'Arrêté Royal du 15 décembre 1934. En partie, ces mesures confirment juridiquement une situation de fait dans le secteur de l'épargne chrétienne. Ce dernier, en effet, a toujours veillé scrupuleusement à une séparation de l'épargne et des participations industrielles et commerciales. La Banque d'Épargne ne s'est jamais non plus aventurée dans des placements à risque dans l'économie, contrairement à son homologue socialiste et à la banque du Boerenbond Belge.

La mise en œuvre de la nouvelle législation va de pair avec la poursuite de la centralisation. L'Antwerpse Volksspaarkas, la Banque Ouvrière de Bruxelles, et plus tard la Banque Populaire de Mouscron, confient leurs dépôts à la COB. La première nommée conserve la gestion des caisses des régions d'Anvers et de Malines. Les banques de Bruxelles et Mouscron seront progressivement liquidées. A la veille de la seconde guerre mondiale (1939), la COB compte 1031 sections, qui collectent ensemble 143,5 millions de francs d'épargne. La même année, les 896 caisses de la Centrale Kas voor Landbouwkrediet [Caisse Centrale de Crédit Rural] du Boerenbond Belge réunissent 134 millions de francs de dépôts. Les graves difficultés financières de la Caisse Centrale de Crédit, en 1934, jouent sans conteste des tours à l'épargne des agriculteurs¹⁵.

La menace de guerre fait à nouveau monter en flèche les demandes de retrait. Elle oblige la COB à limiter les remboursements, mesure qui reste en vigueur jusqu'en 1940. La Caisse Centrale de Dépôts doit aussi se défendre, de façon permanente, contre les ingérences de l'Union des Travailleurs Manuels et Intellectuels. Celle-ci prend la place de la CSC comme actionnaire important et, avec l'appui de la Dienststelle Hellwig, s'efforce de retirer les avoirs des syndicats chrétiens de la COB. Malgré les tentatives répétées de l'occupant, la COB réussit à préserver son indépendance.

Immédiatement après la Libération, le secteur de l'épargne retient la plus grande attention des responsables du mouvement coopératif. Pour faire face à la demande croissante de capital et de crédit émanant des entreprises de ce type, les organisations sociales et leurs membres doivent d'urgence découvrir de nouvelles sources de revenus. Ce sont surtout les sections des KWB qui mènent la campagne de propagande. L'action "épargne" s'inscrit, du reste, dans le cadre de leur mission éducative. L'épargne doit renforcer la prévoyance, le zèle, le sens de la dignité, ainsi que la conscience de classe des membres des KWB. En 1949, cette action

15. *Jaarverslag Centrale Kas voor Landbouwkrediet 1939* [Leuven], s.d.

permet d'atteindre des résultats appréciables : le 100.000ème livret d'épargne est ouvert et le montant moyen déposé par compte a sensiblement augmenté. Cependant, les responsables de la COB constatent encore quelques déséquilibres gênants. Ainsi, de grandes différences régionales apparaissent nettement : Anvers dépasse de loin les autres régions; en Wallonie, toute structure d'organisation fait défaut; Gand-Eeklo (Volksdeposittkas) et Namur-Luxembourg (Caisse de l'Economie Populaire de Ciney) restent à l'écart de la COB. De plus, on note un fossé entre les effectifs des différentes branches du MOC-ACW et le nombre d'épargnants, tandis que le nombre moyen de versements de ces derniers semble se limiter à 1,7 par an. Au cours des années ultérieures, à la faveur d'une conjoncture économique favorable, on remédie à la plupart de ces déficiences.

*D. De Hoorn*¹⁶

Les boulangeries sont les coopératives les plus anciennes et les plus typiques : il est vital, pour les travailleurs, de disposer de pain à bon marché et de bonne qualité. En 1918, on trouve, en de nombreux endroits, des boulangeries isolées liées au mouvement ouvrier chrétien. Afin de remédier à cette dispersion non rentable, la Commission Financière de la LNTC prend l'initiative, en mai 1926, de créer une société régionale pour l'exploitation des boulangeries anversoises. Celle-ci naît en 1927, avec l'appui du Bien-Etre, sous le nom de SA De Hoorn [La Corne]. La Coopération Ouvrière Belge y détient une participation majoritaire. Le solde des actions est aux mains des boulangeries affiliées, provisoirement au nombre de cinq (Het Volksbelang [L'Intérêt du Peuple] à Malines, Ons Brood [Notre Pain] à Lierre, De Graankorrel [Le Grain] à Broechem, Het Beste Brood der Kempen [Le Meilleur Pain de Campine] à Turnhout et Ons Volk [Notre Peuple] à Herentals).

De Hoorn s'attribue un pouvoir de décision pour l'achat des matières premières et des biens d'équipement, la comptabilité et la répartition des parts de marché. Les boulangeries affiliées mènent, il est vrai, une politique propre en matière d'exploitation et de personnel, et ce sous le contrôle de De Hoorn. En 1928, le Bien-Etre reprend les parts de la Coopération Ouvrière Belge, de manière à s'assurer la collaboration du Boerenbond Belge. De Hoorn recherche également une extension en dehors d'Anvers et des boulangeries des provinces de Limbourg, de Flandre orientale et de Brabant s'y affilient. Il s'agit pour la plupart de petites entreprises en déficit, qui doivent préalablement subir un assainissement en profondeur.

Sous la direction d'Edmond Zimmermann, De Hoorn prend un départ plein de promesses. Jusqu'en 1930, tous les indicateurs témoignent

16. Voir les archives De Hoorn, partie des archives du Bien-Etre, et les sources reprises en note 7.

d'une expansion rapide. Les organisations sociales profitent des bénéfices réalisés. Suit alors une dégradation brutale de la conjoncture, vraisemblablement sous l'influence de la crise économique et de l'âpre concurrence des boulangers privés. Le prix du pain s'effondre, tandis que celui des matières premières augmente. En outre, les ménages ouvriers remplacent le pain par les pommes de terre, moins coûteuses. Par une amélioration de la qualité et une diversification de la production (vente de pâtisserie), De Hoorn réussit à stabiliser son chiffre d'affaires, en 1935, et même à le faire légèrement augmenter, en 1936-1937. En 1938, toutes les boulangeries réalisent un bénéfice. La mobilisation, les réquisitions et les perturbations de l'approvisionnement portent un coup fatal à la reprise. Durant l'occupation, De Hoorn interrompt même ses activités de centrale d'exploitation, pour échapper à la "Verwaltung" allemande.

Les boulangeries doivent alors gérer elles-mêmes leur exploitation. Cette situation plonge la plupart d'entre elles dans l'embarras : elles sont au bord de la faillite. Après la guerre, De Hoorn n'est pas remise sur pied. Pour la plupart des boulangeries, la situation demeure cependant fort précaire. La forte concurrence des boulangeries indépendantes, organisées ou non à l'échelle industrielle, amène la majorité d'entre elles à fermer leurs portes après un certain temps.

*E. Les Assurances Populaires*¹⁷

Avant 1914, contrairement au mouvement ouvrier socialiste et au Boerenbond Belge, le mouvement ouvrier chrétien ne déploie guère d'activités dans le domaine des assurances. Un accord de collaboration entre la compagnie Le Globe et l'Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes (ANMC), signé en 1913, reste lettre morte suite au déclenchement de la première guerre mondiale¹⁸. Assez tard, soit le 18 décembre 1929, la SA Centrale des Assurances Populaires, qui devient par la suite Les Assurances Populaires (LAP), est constituée à l'initiative de la LNTC et de la Coopération Ouvrière Belge, avec l'aide technique des Assurances du Boerenbond Belge (ABB). Avec la majorité des parts, la Coopération Ouvrière Belge s'octroie le contrôle de cette société. Il est frappant de constater que, pour la première fois, tous les membres du Consortium des Banques des Ouvriers Chrétiens participent à la formation du capital d'une entreprise nationale. La collaboration entre les LAP et les ABB est également remarquable. Ces dernières assument presque toutes les tâches technico-administratives des LAP, comme la tarification, les polices, la comptabilité et les placements. Une telle synergie permet une diminution sensible des

17. Archives des LAP. GMG (1931) 339; (1933) 501-503; (1937) 616-619. Voir aussi les sources reprises dans la note 7.

18. Brochure de commémoration *40 jaar DVV*, 3.



*Les Assurances Populaires connaissent un essor remarquable dès la fin des années cinquante.
(Affiche)*

coûts. Les LAP peuvent ainsi compter sur les compétences techniques des ABB, moyennant une indemnité annuelle fixe équivalant à 1 % du capital assuré. Cette collaboration entre les coopératives ouvrières et le Boerenbond Belge n'est pas unique. Au sein du Bien-Etre/De Hoorn, les intérêts des deux groupes sont plus imbriqués encore, tandis que la Banque d'Epargne jouit souvent, elle aussi, d'une assistance technique. De surcroît, au plus haut niveau, les représentants de la LNTC et du Boerenbond Belge discutent régulièrement les problèmes posés par des coopératives¹⁹.

Les fondateurs des LAP distinguent deux aspects dans la mission de celles-ci. Tout d'abord, Les Assurances Populaires doivent assurer les travailleurs et leurs familles, de façon honnête et à bon marché, contre les risques de décès prématuré, d'incendie ou d'accident. En second lieu, il leur incombe, en suivant l'exemple de la compagnie socialiste Prévoyance Sociale, de soutenir financièrement les organisations ouvrières chrétiennes. Ces dernières attendent surtout d'une compagnie d'assurances qu'elle procède à un grand nombre de transferts.

Contrairement aux coopératives-sœurs, les LAP ne peuvent compter sur un réseau préexistant de filiales régionales ou locales. Il faut donc attendre 1934 avant qu'un cadre substantiel d'agents puisse développer, sur une grande échelle, les produits des trois branches : l'assurance-incendie, l'assurance-vie et l'assurance-vie populaire (pour cette dernière, les primes et les montants assurés se situent à un niveau plus bas que pour l'assurance-vie ordinaire, également appelée assurance "Grande Branche"). Le nombre total de polices de ces trois branches dépasse les 10.000 en 1934 et les 18.000 en 1939. Durant cette dernière année, la branche "accidents" est lancée et, pour la première fois, les LAP réalisent un bénéfice limité. Ces résultats meilleurs découlent, sans aucun doute, d'une collaboration plus intense avec les organisations sociales : la LNTC, l'ANMC et les LOFC-KAV prennent en charge une part importante de la publicité auprès de leurs membres.

Le partage et le placement des recettes des LAP s'opèrent de diverses façons : les organisations sociales reçoivent un certain pourcentage, en échange de leur propagande; une partie des recettes est placée en obligations d'Etat; une autre part retourne aux clients, sous la forme de crédits hypothécaires. Le montant global des placements tourne autour de 1,5 million de francs en 1938.

Dès la fin de 1938, le directeur des LAP, Hendrik Mertens, et le conseil d'administration prennent des mesures pour faire face à une situation éventuelle de guerre, à ses conséquences juridiques et pratiques. Lorsque le conflit éclate, en mai 1940, les LAP y sont donc assez bien préparés.

19. "Sociaal comité", 23 avril 1930; AACW 216.

Après une brève interruption, elles retrouvent leur croissance d'avant-guerre, de 1942 à 1945. Petit à petit, la société reprend les tâches technico-administratives qui, jusque là, ont été assurées par les ABB. Il est intéressant de souligner que, par suite des circonstances de guerre, de nombreux postes dans les services externes sont occupés par des propagandistes au chômage, issus des organisations sociales. Après la Libération, progressivement, il est fait appel à des agents permanents, qui restent en contact avec la société-mère via un réseau d'inspecteurs. A partir de 1950 seulement, la croissance des LAP s'accélère nettement.

IV. L'action à une échelle plus vaste

A. *Expansion et déclin des grandes entreprises*²⁰

Le développement du mouvement coopératif chrétien, après 1952, est étroitement lié à la conjoncture. Les lois d'expansion économique du gouvernement Eyskens (1959), l'intégration de la Belgique à un marché commun européen en extension rapide et l'implantation de nombreuses entreprises étrangères en Flandre sont autant d'impulsions positives pour la croissance économique et le pouvoir d'achat de la population. Dans la foulée de cette haute conjoncture et de l'augmentation du niveau de vie, les entreprises connaissent, à l'exception de la SA Bien-Etre, un développement tel qu'elles n'en ont jamais vécu. La crise économique des années septante ne freinera cette dynamique que dans une mesure limitée.

Comme pivot central du mouvement coopératif chrétien, la FNCC exerce, sous la direction de P.W. Segers et de Jef Eerdekens, une influence directe sur la marche des affaires dans les entreprises. Précisément, il est à cet égard un point d'une importance cruciale : dans quelle mesure la FNCC, via une action systématique de recrutement et de propagande, pourrait-elle satisfaire la demande croissante de capital, qui émane des entreprises du groupe ? En octobre 1957, la FNCC lance son Plan Quinquennal, qui prévoit un doublement de la production dans tous les secteurs.

20. Pour retracer le développement des grandes entreprises coopératives (FNCC, Bien-Etre, COB et LAP) durant la période 1952-1985 nous nous basons sur : Rapports du conseil d'administration et des réunions de secrétaires (1952-1960) et circulaires reprises dans les archives FNCC. AACW 69.1 (communications aux fédérations); 335 et 406 (bureau national ACW); 66 et 404 (direction générale); 220.1 (réunion des secrétaires d'arrondissement flamands); 221.1 (secrétaires d'arrondissement wallons); 146.1 (rapports des réunions des propagandistes de la FNCC); 15 (rapport du conseil d'administration DAP). Rapports annuels, rapports du conseil d'administration et du comité de direction, rapports des réviseurs d'entreprise extraits des archives du Bien-Etre. Rapports des congrès MOC-ACW, 1957-1964. Rapports annuels FNCC, 1972; COB, 1952-1985; LAP, 1952-1985 (également rapports internes). Rapports des journées d'étude des coopératives nationales, 1956, 1957, 1958, 1959, 1962 et 1964. Brochures de commémoration *40 jaar DVV* (1969) et *50 jaar DVV* (1979). Voir également Kwanten, *La Moisson de l'Entraide*, 140-230.

Pour le holding lui-même, la barre est manifestement placée trop haut : ni pour le recrutement de coopérateurs (en 1962, 102.395 au lieu des 115.000 prévus) ni pour la souscription de capital (en 1962, 88 millions au lieu des 105 millions prévus), l'objectif de doublement ne peut être atteint. Le malaise qui commence à émerger au Bien-Etre freine surtout la croissance. Ces résultats insuffisants contrastent, de façon aiguë, avec l'augmentation des effectifs au sein des organisations sociales chrétiennes et avec les besoins en capitaux du Bien-Etre, de la COB et des LAP. C'est pourquoi, dès le milieu des années soixante, la direction de la FNCC imagine d'autres moyens pour attirer des ressources. Ainsi, les coopérateurs et/ou les familles prennent l'habitude d'acquérir chacun plus d'une part sociale. La valeur de souscription de la part augmente également plusieurs fois : elle passe à 1000 francs en 1966, à 2000 francs en 1975, à 2500 francs en 1983. A partir de 1966, les organisations sociales régionales et locales peuvent également souscrire des parts. Après 1975, la "capitalisation des dividendes" représente un facteur de plus en plus important dans l'augmentation globale du capital : la distribution du bénéfice au coopérateur n'est pas effectuée immédiatement, mais elle s'ajoute au capital de départ. Après 1982, cette pratique est à l'origine, semble-t-il, de plus de la moitié de l'augmentation de capital. En 1984, le capital total de la FNCC dépasse le milliard de francs. Avec Willy D'havé comme président et André Devogel comme secrétaire général, la société compte alors 428.037 coopérateurs, ce qui représente largement un doublement par rapport à 1968. Durant la même période, le capital de la FNCC a plus que quintuplé.

L'entrée des sociétés La Namuroise et La Luxembourgeoise au sein de la FNCC explique, en partie, cette croissance. Ces sociétés provinciales et leurs exploitations (commerces de détail, épargne et assurances) connaissent, jusqu'à l'accord de collaboration avec la FNCC, qui intervient en 1974, un développement distinct. Après cette date, la FNCC reprend les participations dans l'Economie Populaire de Ciney (les magasins EPC), tandis que la COB et les LAP reprennent, respectivement, les services d'épargne et d'assurances.

La création de la société coopérative de placement SC Coplus, le 8 février 1983, ouvre de nouvelles perspectives pour la couverture des besoins en capital, principalement pour la COB. A la fin 1984, Coplus a attiré 2665 millions de francs, dont 1714 millions sont placés à la COB. Nous évoquerons plus loin la manière dont la FNCC place le capital souscrit.

Les années cinquante marquent, sans aucun doute, l'apogée commercial du Bien-Etre. L'élargissement de l'offre et la rationalisation de l'organisation permettent une expansion sur tous les fronts. Le nombre de succursales s'élève à 1514, en 1959; le nombre de membres du personnel employées dépasse alors les 2000; le nombre de clients atteint son point culminant, dès 1958, avec 157.000 acheteurs. Le chiffre d'affaires progresse, à la suite de l'élargissement de la gamme des marchandises vers les

produits alimentaires frais et de qualité. Les efforts de promotion, ainsi que la modernisation de l'infrastructure et des transports, s'effectuent au même rythme que cette expansion. De la sorte, le Bien-Etre est une réalité bien connue dans le monde belge de la distribution.

Ce dernier est en pleine évolution, dès la fin des années cinquante. Le self-service fait son apparition. De nombreux petits épiciers sont écartés du marché ou obligés de s'affilier à une chaîne de magasins. A présent, les grandes surfaces, avec leur offre étendue de biens de consommation - biens de luxe et biens durables - s'approprient aussi les banlieues et les centres de régions rurales. Cependant, les responsables du Bien-Etre continuent à ne jurer que par la formule des magasins de quartier, nécessairement de petite taille. Selon eux, le capital propre de la société ne suffit pas pour financer une reconversion drastique. Ils sont également d'avis que les intérêts du travailleur-consommateur sont mieux servis par les formes traditionnelles de commerce. Enfin, et le futur leur donnera tort, ils ne voient pas d'avenir pour le système du self-service en Belgique.

Par leur croyance aveugle dans le système classique du petit commerce, les dirigeants du Bien-Etre ratent le train de l'évolution dans le secteur de la distribution. Les conséquences néfastes de cette absence de renouvellement et de modernisation se font sentir assez rapidement. Le chiffre d'affaires diminue en termes relatifs. Le volume des ventes, le nombre de clients et de succursales déclinent en chiffres absolus. Mais c'est surtout la rentabilité qui pose problème : les coûts et les dettes augmentent; ils sont insuffisamment compensés par une hausse du chiffre d'affaires. L'entreprise tente d'endiguer la chute de ses marges bénéficiaires par une politique de réduction des coûts, déjà entamée sous la direction de Julien Lambert et poursuivie, après 1968, par son successeur Robert Laenen. La ristourne et la rétribution pour frais publicitaires sont ainsi réduites. Au plan structurel, quelques adaptations timides sont entreprises en direction de magasins plus modernes et spécialisés. Pourtant, ces tentatives de restructuration - relativement incohérentes et qui ne résultent jamais d'une stratégie globale - ne servent à rien. Maintes succursales demeurent confrontées à de graves pertes et absorbent les bénéfices réalisés par ailleurs. En juillet 1972, un groupe de travail présente un plan de reconversion global, qui prévoit une gestion plus stricte, avec fermeture de plusieurs magasins déficitaires et réduction considérable du niveau d'exploitation. Les effets positifs ainsi visés se font toutefois attendre. Quelques déséquilibres financiers sont fatals à l'entreprise. Le Bien-Etre ne réussit pas à faire face à la concurrence aiguë et agressive sur le marché de la distribution. En 1985, lorsque la situation financière ne semble plus tenable, ni l'assainissement réalisable, les secteurs alimentaire et textile sont transférés respectivement au groupe Louis Delhaize et à la SA Santens. Le rideau est tiré. A juste titre, pendant des décennies, le Bien-Etre est apparu comme un "phénomène coopératif". Après des années de haute conjoncture, il a connu,

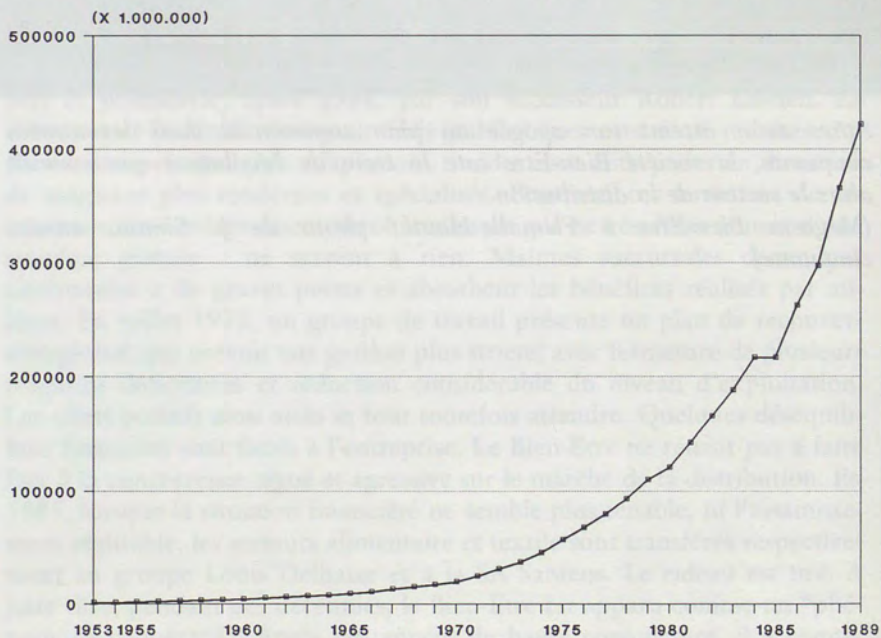
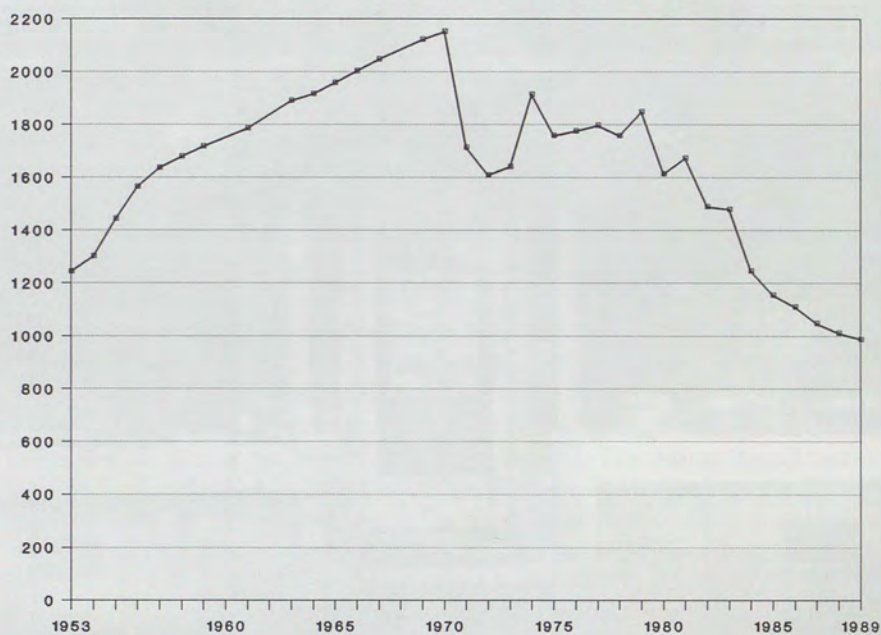


Après avoir atteint son apogée au plan commercial dans les années cinquante, la société Bien-Etre rate le train de l'évolution que connaît alors le secteur de la distribution.

(Magasin Bien-Etre à Flémalle-Haute; photo de J. Simon, années cinquante)

Tableau 3a-b :

Nombre de sections d'épargne et volume de l'épargne de la COB-Caisse Centrale de Dépôts, qui deviendra plus tard COB-Banque d'Épargne. 1953-1990



Source: banque de données HIVA

depuis 1960, un déclin pénible pour toutes les parties concernées.

Vers 1950, la COB a retrouvé et dépassé son niveau d'avant-guerre. Elle connaît ensuite une croissance à un rythme accéléré. Le Plan Quinquennal de la FNCC (1957-1962) lui donne de nouvelles impulsions. Dès lors, l'épargne collectée double. L'intensification de la propagande, la centralisation de l'administration, la croissance de la propension à épargner et l'augmentation du bien-être des travailleurs ne sont pas étrangères à cette réalisation. Au sommet de la banque, Hubert Detremmerie prend la succession d'Edmond Konings comme directeur. L'activité de la COB présente, à cette époque, quelques caractéristiques singulières. Ainsi, il ressort du nombre important d'avoirs relativement faibles que la Coopération Ouvrière Belge est, en fait, une caisse de petits épargnants : 55 % des épargnants possèdent un avoir de moins 50.000 francs et 3 % des livrets seulement dépassent les 100.000 francs. L'inégalité de la répartition régionale est un autre aspect frappant : Anvers, le Brabant et la Flandre occidentale regroupent ensemble les deux tiers du nombre total d'épargnants de la COB; Liège (2,8 %) et le Hainaut (5,4 %), les seules provinces wallonnes où la COB est implantée, réalisent des résultats extrêmement modestes.

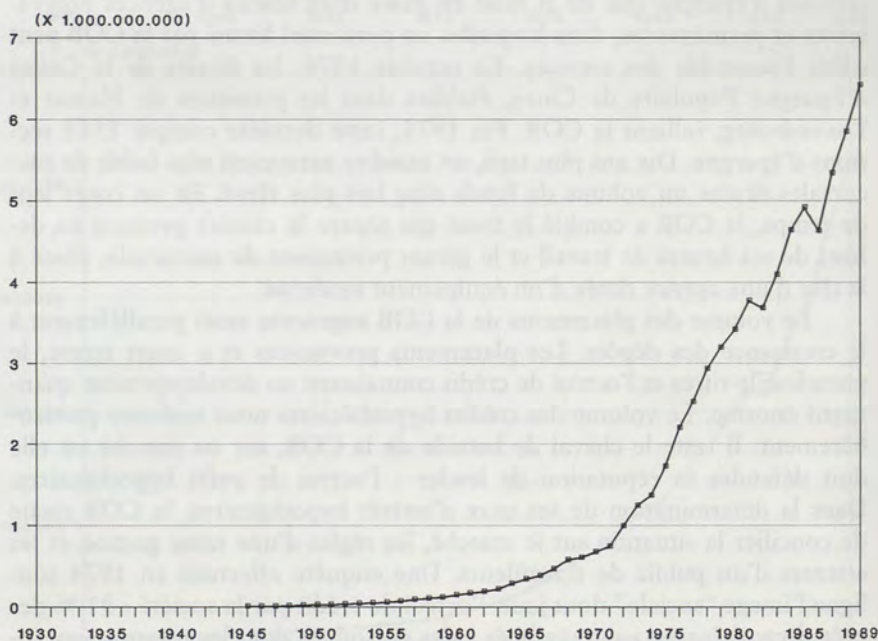
Pendant les deux dernières décennies, la croissance de la COB, en ce qui concerne la collecte de l'épargne, est véritablement phénoménale. Le montant total des dépôts passe de 6,9 milliards en 1963 à 236,4 milliards en 1985. Ce bond en avant résulte moins d'une extension du nombre de sections d'épargne que de la mise en place d'un réseau d'agences polyvalentes et permanentes, dans lesquelles un personnel formé par la COB peut offrir l'ensemble des services. En octobre 1974, les filiales de la Caisse d'Epargne Populaire de Ciney, établies dans les provinces de Namur et Luxembourg, rallient la COB. Fin 1975, cette dernière compte 1584 sections d'épargne. Dix ans plus tard, un nombre nettement plus faible de succursales draine un volume de fonds cinq fois plus élevé. En un court laps de temps, la COB a comblé le fossé qui sépare le caissier prestataire en dehors de ses heures de travail et le gérant permanent de succursale, placé à la tête d'une agence dotée d'un équipement moderne.

Le volume des placements de la COB augmente aussi parallèlement à la croissance des dépôts. Les placements provisoires et à court terme, le portefeuille-titres et l'octroi de crédit connaissent un développement quantitatif énorme. Le volume des crédits hypothécaires nous intéresse particulièrement. Il reste le cheval de bataille de la COB, sur un marché où elle doit défendre sa réputation de leader : l'octroi de prêts hypothécaires. Dans la détermination de ses taux d'intérêt hypothécaires, la COB essaie de concilier la situation sur le marché, les règles d'une saine gestion et les attentes d'un public de travailleurs. Une enquête effectuée en 1974 souligne l'image "sociale" dont jouit l'octroi de crédit par la société : 91 % des prêts hypothécaires sont attribués à des personnes dont les revenus sont inférieurs à 25.000 F par mois. En 1963, la COB gère 11.666 crédits hypo-

thécaires, qui représentent une valeur totale de 2,3 milliards de francs. En 1970, ces chiffres s'élèvent respectivement à 31.449 et à 9,8 milliards de francs; en 1980, ils se montent à 72.282 et à 56 milliards de francs. Malgré la crise dans le secteur du logement et en dépit de taux d'intérêt élevés, des mesures restrictives doivent souvent être prises pour freiner la demande de crédit hypothécaire. A partir de 1982 se crée à nouveau un espace, qui permet l'intensification de cette activité.

Les LAP atteignent sans problème, et désormais sans l'aide technique des ABB, les objectifs du Plan Quinquennal de la FNCC : en 1962, les recettes nettes des primes s'élèvent à plus du double de ce qu'elles étaient en 1957. En 1984, ce montant dépasse 64,5 milliards de francs. Le nombre de polices passe de 103.000, en 1957, à plus de 177.000, en 1962, et à 762.000, en 1984. C'est surtout la branche "accidents" qui connaît une croissance explosive. En 1984, elle compte 310.000 polices, contre 19.000 en 1957. Sans aucun doute, l'expansion des LAP tient, plus que celle des autres coopératives, à l'élévation du niveau de vie (par exemple la possession d'une auto ou d'une maison). Une fois un certain niveau de bien-être

Tableau 4 :
Recettes de primes des Assurances Populaires
1930-1990



Source: Kwanten, La Moisson de l'Entraide

matériel acquis, les travailleurs chrétiens commencent à conclure massivement des contrats d'assurance. Comme la COB, les LAP comptent de plus en plus de non-ouvriers dans leur clientèle.

Dans une phase ultérieure, par une adaptation permanente des conditions de primes et des tarifs, les LAP s'efforcent de rencontrer les besoins des assurés et de faire face à la concurrence aiguë dans leur secteur d'activités. Elles augmentent l'échelle et améliorent la qualité de leurs services par l'attention permanente qu'elles réservent à la formation de leurs collaborateurs, par des campagnes publicitaires de grande envergure et par une automatisation plus poussée. En 1978, les LAP s'installent, sous la houlette du directeur-général Kamiel De Witte, à la rue Livingstone à Bruxelles.

B. Une action plus polyvalente

Durant la période 1952-1985, le mouvement coopératif chrétien connaît une diversification sur deux plans. En premier lieu, les entreprises existantes élargissent considérablement leur offre de services et diversifient toujours plus leurs activités. En second lieu, de nouvelles coopératives voient également le jour, afin de répondre aux besoins nouveaux, "modernes", qui s'expriment sur le marché.

La grande diversification de la FNCC se manifeste par un élargissement et un fractionnement de ses placements, d'une part, et dans la mise en place d'une gamme croissante de services qualitatifs, d'autre part. A l'origine, la FNCC se contentait de replacer l'argent reçu des coopérateurs, via les sociétés régionales, dans des entreprises classiques. Après 1952, elle investit également dans une série de sociétés nouvelles. Ces dernières, grâce auxquelles la FNCC élargit son champ d'action, seront présentées plus loin. Les services de la FNCC connaissent également un essor remarquable. Des initiatives de formation, comme des journées d'étude, des soirées coopératives et des commissions, donnent plus de consistance à l'action. Des campagnes publicitaires, menées dans les périodiques et dans la presse du mouvement, par des publications, des dépliants et des catalogues, ou encore dans le cadre des "mois coopératifs", doivent influencer la clientèle potentielle. Mais de plus en plus souvent, les entreprises affiliées mettent sur pied leur propre campagne publicitaire, avec ou sans recours à la collaboration de la FNCC.

En 1959, afin d'élargir son rayonnement, la FNCC conclut un accord de collaboration avec les LOFC-KAV. Elle garantit la rémunération d'une permanente des LOFC-KAV pour l'action coopérative. Un Conseil des Ménagères donne des avis sur les produits du Bien-Etre. En 1960, les LOFC-KAV organisent, pour la première fois, une journée d'étude coopérative au plan national.

Afin de défendre les intérêts des coopérateurs et des entreprises, en vue de promouvoir l'idée coopérative comme telle, la FNCC dispose d'une

représentation dans de nombreux conseils de concertation et d'avis traitant des questions de consommation, de la politique des prix et de la politique économique et sociale en général. La FNCC est ainsi représentée au Conseil National de la Coopération (1955), au Conseil Central de l'Economie et au Conseil de la Consommation. Durant les périodes de haute conjoncture économique, cette intégration dans les structures de concertation donne nombre de résultats tangibles. Pendant les années quatre-vingt, marquées par la crise, la FNCC doit, au contraire, adopter une attitude plus défensive, avec le maintien d'un certain nombre d'acquis comme priorité.

A partir de la seconde moitié des années septante, la défense des intérêts des consommateurs est, de tous les nouveaux champs d'action, le plus important pour la FNCC. Celle-ci apporte ainsi une contribution active aux travaux du MOC-ACW sur la consommation, aux comités d'action MOC-ACW "consommation et consommateurs" et à l'enquête des KAV-KWB sur "les droits du consommateur" (1975). Des campagnes en faveur du droit du consommateur à être défendu, de l'étiquetage obligatoire des biens de consommation durables et de la responsabilité civile dans la police d'assurance familiale reçoivent un large écho, aussi en dehors du mouvement. En 1979, la FNCC fonde son propre Service d'Assistance Juridique aux Consommateurs. Par ce biais, les coopérateurs peuvent faire appel à une assistance juridique dans le domaine de la consommation. Avec d'autres organisations de consommateurs reconnues, la FNCC siège au Centre de Recherche et d'Information des Organisations de Consommateurs (CRIOC).

Pour les entreprises classiques, la diversification implique surtout un élargissement de l'offre de services à la clientèle. Le Bien-Etre ajoute quelques points de vente nouveaux à son réseau préexistant. Il élargit sensiblement la gamme de ses produits. L'embellissement et la modernisation des magasins bénéficient de plus d'attention que par le passé. Au début des années septante, dans le cadre des mesures de restructuration, l'entreprise passe aussi aux formules du magasin self-service et des commerces spécialisés dans la vente de meubles, de textile, d'articles ménagers et de cadeaux.

A partir des années soixante surtout, la COB doit également diversifier ses services. La croissance moindre des dépôts d'épargne contraint la direction de la société à rechercher de nouvelles sources d'apports financiers, comme le compte-virement, le compte à vue et les comptes bancaires. En matière de placements, l'octroi de crédit hypothécaire reste le cheval de bataille de la COB. Toutefois, "les prêts personnels", "le crédit à la consommation", les crédits à court terme (notamment le crédit de caisse), les prêts à long terme (notamment le crédit d'investissement), les crédits aux PME et les crédits internationaux gagnent en importance. Le portefeuille-titres de la COB est constitué de postes de plus en plus variés.

A partir de 1970, la COB connaît également le phénomène dit de la

“désécialisation” : le strict compartimentage entre caisses d’épargne, banques et institutions publiques de crédit disparaît. Comme les autres institutions d’épargne, la COB cherche à placer sa clientèle sur le même pied que le titulaire d’un compte bancaire, en lui offrant un éventail identique de services financiers (opérations sur compte-virement, change, prêts à tempérament, crédits aux entreprises, etc...). La “Loi Mammouth” du 30 juin 1975 adapte le statut légal des caisses d’épargne privées à leur situation nouvelle, tandis que les compétences de contrôle, détenues précédemment par le Bureau Central des Petits Epargnants, sont transférées à la Commission Bancaire. En 1985, cette évolution vers la “désécialisation” et la diversification permet à la COB d’obtenir officiellement la dénomination de “banque d’épargne”²¹.

Aux LAP, la diversification se manifeste surtout par la création de quelques polices nouvelles. Elle se solde aussi par l’adaptation, quasi permanente, des conditions des polices aux évolutions du marché de l’assurance.

Le mouvement coopératif chrétien cherche également à s’implanter dans des segments de marché qu’il n’a pas encore défrichés, via des participations dans une série d’entreprises nouvelles. Ainsi, en 1946, la FNCC fonde, avec d’autres branches du MOC-ACW, la SC Presse Ouvrière²². La première mission qui incombe à la nouvelle société consiste à éditer, avec ou sans mandat des organisations sociales, des publications de haute qualité (littéraire) et au meilleur prix. Des librairies régionales, appelés en néerlandais “geestelijke Welvaartwinkels”, doivent diffuser les “bonnes lectures” parmi les travailleurs. Une centrale d’achat de fournitures de bureau, Samko, a pour tâche de soutenir financièrement cette activité d’édition. Le Reinaert Boekhandel assure, depuis 1966, la diffusion des publications. Ces deux branches vont, par la suite, connaître une existence distincte. A partir de 1979, la SC Reinaert Uitgaven poursuit l’édition d’une gamme très limitée d’ouvrages. Entre-temps, Samko cesse d’exercer une activité de soutien, pour devenir le principal élément du groupe. Devenue la SC Samkoburo, cette société, désormais indépendante, connaît une expansion rapide dans les années quatre-vingt : avec un nouveau département “computer supplies”, elle répond aux besoins du marché du matériel informatique, en pleine croissance.

21. Sur le phénomène de la “désécialisation”, voir notamment Veraghtert, “Van spaarkas tot spaarbank”, 211-250.

22. Pour DAP et Samkoburo voir : Publications DAP, et 1946-1971. *25 jaar DAP Reinaert Uitgaven. ACW-congresverslagen, 1949-1964*. AACW 15 (Conseil d’administration 1948, bilan 31 décembre 1947); 220.1 (réunion des secrétaires ACW 2 octobre 1946, 6 novembre 1946, 2 avril 1947, 7 mai 1952, 5 mars 1958, 7 octobre 1959 et 11 janvier 1961); 335.2 (bureau national 14 février 1959) *Nationaal bestuursblad*, 3 décembre 1946 et n° 1, 1948. Rapports annuels de la FNCC, 1969-1984. Rapports des journées d’étude des coopératives nationales de la FNCC dans *Coöperatieve voorlichting*, 4 novembre 1962 et 15 mars 1964. Voir également Kwanten, *La Moisson de l’entraide*, 232-239.

La FNCC prend également des participations limitées dans deux imprimeries du mouvement²³. C'est le cas en 1949 pour la SA Sofadi, qui assure l'impression du quotidien *La Cité*. En 1970, la FNCC devient co-actionnaire de l'imprimeur-éditeur gantois Het Volk. Au cours des années septante et quatre-vingt surtout, les deux imprimeries, qui n'obtiennent pas toujours le même succès, sont contraintes à de lourds investissements de modernisation.

La création d'un bureau publicitaire indépendant et professionnel, la SC Accent, décharge la FNCC, depuis 1973, de sa mission dans le secteur d'activités en question. Cette agence-conseil en publicité, marketing et relations publiques compte également de nombreux clients extérieurs au groupe FNCC. Elle évolue même, depuis 1983, sur le marché international.

L'intérêt du mouvement ouvrier chrétien pour le logement social est aussi vieux que le mouvement lui-même. A la fin du 19^{ème} siècle et dans l'entre-deux-guerres, des sociétés de crédit et/ou de construction de logements, à vocation régionale, concrétisent les idéaux de "propriété" et de "famille". La promulgation de la loi De Taeye, en 1948, stimule la construction de logements sociaux. Elle est également à la base de la Commission Logement du MOC-ACW (1953). Les tâches de cette dernière sont reprises, en 1955, par la SC Centrale Chrétienne de l'Habitation. La FNCC y détient une participation majoritaire. La Centrale exerce diverses attributions : représentation, études, information et services. Parallèlement, elle mène aussi une politique active de construction de logements : création de sociétés de crédit et de construction, ou participation à des entreprises de ce type, activités de construction et de lotissement, fondation de centrales régionales de logement²⁴.

Après 1956, la FNCC décide de reprendre l'agence de voyages anversoise Ultra Montes (1934). Son intention est de convertir cette société en un service technique central, chargé de l'organisation de voyages pour le compte du mouvement ouvrier chrétien. Outre les pèlerinages à Rome et à Lourdes pour la JOC-KAJ, les EP-KWB et le MOC-ACW, Ultra Montes se spécialise progressivement, à partir de 1957, dans l'organisation de voyages à bon marché, pour les familles et les groupes. Entre Ultra Montes et le service Loisirs et Vacances/Vakantieoegens du MOC-ACW, il existe un accord. Aux termes de celui-ci, la première se charge des aspects techniques de l'organisation de voyages, tandis que le second, avec le soutien financier d'Ultra Montes, assure l'information et l'animation socio-cul-

23. Sur Sofadi, Het Volk et Accent voir : rapports du conseil d'administration de la FNCC, 1950-1968; rapports annuels de la FNCC, 1969-1985; Rapport du congrès de l'ACW, 1952. Voir également Kwanten, *La Moisson de l'Entraide*, 239-243.

24. Sur la Centrale Chrétienne de l'Habitation voir : Rapports des congrès du MOC, 1954-1964; rapports annuels de la FNCC, 1969-1985; Rapport de la journée d'étude nationale coopérative, 1964. Voir également Kwanten, *La Moisson de l'Entraide*, 244-247.

turelle en matière de loisirs et de tourisme. En 1973, cette répartition des tâches est confirmée. Ultra Montes reprend alors les agences de Loisirs et Vacances/Vakantiegenoegens²⁵.

C. *Le mouvement coopératif comme mouvement social*

Conformément aux idées de leurs fondateurs, les coopératives chrétiennes doivent fournir une double contribution à l'émancipation sociale des travailleurs. En premier lieu, par leur soutien financier, il leur incombe de rendre possible ou de renforcer l'action du MOC-ACW, surtout de ses branches d'éducation permanente (EP-KWB, LOFC-KAV, JOC(F)-(V)KAJ). En second lieu, les coopératives doivent influencer, de manière directe et positive, la situation matérielle des travailleurs. Cette double mission prend diverses formes au cours de la période 1952-1985.

Le soutien financier des coopératives aux organisations sociales se présente sous différents aspects. Tout d'abord, les secondes peuvent, comme clients privilégiés, solliciter à bon compte les services des premières : depuis les prêts à bon marché, accordés par la COB, en passant par les assurances-groupe et incendie des LAP ou encore le matériel de bureau de Samkoburo, jusqu'aux voyages d'Ultra Montes. La rémunération que les organisations sociales nationales et régionales obtiennent en échange de leurs efforts de propagande constitue, toutefois, la forme la plus importante de transfert financier. Quelques glissements ont bien lieu en ce domaine. Ainsi, l'importance de la contribution accordée par le Bien-Etre diminue : en 1951, elle représente encore 1,75 % du chiffre d'affaires, à répartir selon une clé déterminée entre le MOC-ACW et le Boerenbond Belge. Inversement, le soutien de la COB et des LAP augmente en importance. Bien sûr, cette évolution va de pair avec les développements commerciaux des entreprises citées. Enfin, les coopératives viennent souvent en aide aux organisations sociales pour la location et l'achat de biens immobiliers, locaux et maisons de vacances. Ces multiples flux de capitaux entre les organisations économiques et sociales, qu'elles soient locales, régionales ou nationales, sont difficiles à reconstituer. Il en est de même pour leur volume et leur importance exacte. L'apport des coopératives aux organisations sociales-sœurs demeure d'un intérêt substantiel, comme dans l'entre-deux-guerres. Des responsables de coopératives collaborent également à la gestion financière des organisations sociales. Ainsi, Jef Eerdekens et, plus

25. Sur Ultra Montes voir : AACW 335.2 (11 décembre 1958); 335.1 (21 janvier 1960); 335.7 (1er décembre 1955); 406.3 (21 février 1957); 406.14 (29 mars 1962). Rapports des congrès du MOC-ACW, 1954-1959. Rapport de la journée d'étude nationale coopérative, 1964. Rapports annuels de la FNCC, 1969-1985. Rapports des Conseils d'Administration de la FNCC, 1950-1968. Voir également Kwanten, *La Moisson de l'entraide*, 248-252.

tard, Hubert Detremmerie (COB) exercent la fonction de trésorier du MOC-ACW.

Pour éviter que les coopératives ne mènent une existence autonome, comme de simples entreprises commerciales, en d'autres termes pour assurer leur caractère social et leur lien avec le mouvement ouvrier, ce dernier doit disposer de réelles possibilités de contrôle sur la politique d'entreprise. Cette participation à la gestion s'opère selon un système hiérarchisé en cascade. Grâce à ses parts sociales, le coopérateur-membre des organisations sociales a voix au chapitre dans l'assemblée générale de sa société régionale. A son tour, celle-ci envoie des représentants à l'assemblée générale de la FNCC qui, via ses mandataires dans les conseils d'administration des entreprises, doit exprimer et défendre les intérêts des coopérateurs. En réalité, ce mode de fonctionnement est boiteux sur un certain nombre de points. Pratiquement, il est impossible d'impliquer directement tous les coopérateurs dans la direction du groupe. En fait, le contrôle final repose sur un petit nombre de représentants, souvent les mêmes durant des années, élus de façon routinière. Le caractère technique et complexe de la gestion des sociétés accroît encore la distance entre le coopérateur et l'entreprise. Enfin, l'influence des représentants de la FNCC ne doit pas être surestimée. Dans les conseils d'administration des entreprises, ils sont, en effet, confrontés à des techniciens (E. Konings à la COB, H. Mertens aux Assurances Populaires, J. Lambert au Bien-Etre) qui, en raison de leur compétence ou de leur grande autorité morale, tirent généralement la couverture à eux. De plus, ces personnalités siègent également au conseil d'administration de la FNCC, ce qui entame le caractère social de cette dernière, comme porte-parole des coopérateurs. Les décisions importantes sont ainsi toujours le résultat d'un dialogue entre la direction et les mandataires des coopérateurs, dans lequel la première a souvent gain de cause.

Le Plan Quinquennal de la FNCC (1957-1962) et le protocole de collaboration entre la FNCC et le MOC-ACW (1962) corrigent, dans une certaine mesure, les déficiences de ce système. Ainsi, le conseil d'administration de la FNCC est élargi à des représentants des organisations sociales nationales et régionales. Une commission de contact FNCC doit suivre de plus près l'évolution du Bien-Etre. A la COB, l'attribution des crédits hypothécaires est décentralisée au niveau régional. On tente également, sans beaucoup de succès, d'insuffler une nouvelle vie à l'activité coopérative locale. En contrepartie d'une plus grande représentativité des organes de gestion, les responsables des entreprises exigent une augmentation de la propagande dans le chef des organisations sociales. Dans leur stratégie, ils se prévalent également de considérations de rentabilité, souvent difficiles à concilier avec les exigences sociales. Aujourd'hui encore, la relation délicate entre les organisations sociales et les entreprises coopératives donne matière à discussion au sein du mouvement ouvrier chrétien.

En second lieu, le caractère social du mouvement coopératif doit ap-

paraître par ses effets positifs sur le budget des travailleurs. Les avantages matériels octroyés au coopérateur sont multiples. Au Bien-Etre, ce dernier reçoit une ristourne annuelle de 6 %; à la COB, il bénéficie d'un taux d'intérêt avantageux sur les dépôts d'épargne et les crédits hypothécaires; aux Assurances Populaires, il obtient des avantages sur les tarifs des primes et le crédit hypothécaire; Ultra Montes lui consent des réductions sur les voyages, etc... Cet ensemble d'avantages a incontestablement un impact favorable sur la situation financière du travailleur, même si l'importance précise de cet apport est difficile à évaluer et si les éléments qui le composent se modifient parfois après 1952. En particulier, la ristourne annuelle au Bien-Etre s'érode systématiquement et devient à ce point opaque qu'elle perd tout attrait, en comparaison avec le système de réductions pratiqué par les grandes surfaces. Outre le service d'assistance juridique aux consommateurs, ce sont surtout les avantages accordés par la COB et par les LAP qui restent les instruments de promotion efficaces de la FNCC. La modération des revenus et la politique de rigueur, consécutives à la récession, rendent d'ailleurs la possession d'une part de coopérateur, avec les avantages qui lui sont attachés, à nouveau plus attractive au cours des années quatre-vingt. Il convient de situer dans la même sphère différentes initiatives régionales, qui permettent de négocier des réductions collectives pour des achats groupés, notamment de combustibles. Ce phénomène s'insère, au demeurant, dans le renouveau général de l'idéal coopératif au cours des dernières années. Les coopératives classiques ne sont pas les seules à bénéficier d'un intérêt accru. Les "nouvelles" coopératives, qui n'opèrent plus du point de vue du consommateur, mais dans une perspective de remise au travail, émergent dans les deux parties du pays. Certaines de ces nouvelles entreprises peuvent compter sur la bonne volonté et le soutien du mouvement coopératif chrétien "établi".

V. Epilogue et conclusion

Au cours de l'exercice 1990, l'organigramme de la FNCC se modifie profondément. Un certain nombre de facteurs sont à la base de cette restructuration : citons pêle-mêle les besoins en capital, surtout pour les entreprises financières en croissance rapide et les initiatives nouvelles, la nécessité d'une plus grande implication des coopérateurs dans les entreprises, la recherche d'une collaboration optimale de ces dernières avec le groupe coopératif dans son ensemble. Dans cette perspective, les anciennes sociétés coopératives régionales disparaissent. Dorénavant, les coopérateurs participeront directement à la "nouvelle" FNCC, Arcopar. Cette dernière société possédera des actions dans Auxipar, la holding-faîtière des entreprises industrielles (Ultra Montes, Accent, Samkoburo et Epécé), et dans Arcofin, la holding des entreprises financières (COB, LAP, et provisoirement Sofadi,

Escapo et Het Volk). Via ces transformations, les responsables des coopératives espèrent notamment pouvoir mieux faire face au défi du Marché Unique européen.

Quelques facteurs de nature sociale et économique ont exercé une influence déterminante sur la naissance et les formes du réseau coopératif chrétien destiné aux travailleurs. Parmi eux, il convient d'épingler : la pensée catholique sur la question sociale, sur l'émancipation des travailleurs et sur les moyens adéquats pour y parvenir; le degré de collaboration entre organisations sociales et coopératives; les capacités de gestion technique et la vision du management des personnalités dirigeantes; la conjoncture économique générale; enfin, le niveau de vie de la classe ouvrière. Ces variables ont déterminé le rythme de croissance des coopératives, dont l'évolution s'est opérée en trois grandes phases : la naissance, de 1886 à 1924, la mise en forme et la percée, de 1924 à 1952, enfin, de 1952 à 1986, la consolidation d'entreprises solides, chacune dans leur secteur respectif. Au cours de chaque période, on est passé à la vitesse supérieure et les entreprises coopératives ont développé sensiblement l'échelle à laquelle elles déployaient leurs activités. Durant les deux dernières décennies, elles ont connu véritablement une croissance exponentielle. C'est certainement le cas de la COB et des LAP. Le Bien-Etre, par contre, a partagé le malaise qu'ont connu, après 1960, des entreprises similaires dans le secteur de la distribution.

Trois facteurs ont stimulé sensiblement le développement des coopératives chrétiennes. Tout d'abord, la croissance spectaculaire des coopératives socialistes, surtout dans la phase de démarrage, a fait office d'aiguillon. En deuxième lieu, quelques personnalités alliant vision sociale et capacités de management ont largement contribué au succès des initiatives chrétiennes. Enfin, la recherche de moyens financiers pour assurer le fonctionnement des organisations sociales (le mouvement syndical naissant, les mouvements éducatifs) a donné un formidable coup de fouet à la création et à la gestion de coopératives-sœurs rentables.

Dans l'histoire de la coopération chrétienne, quelques individus ont joué le rôle de figures de proue. Des personnalités comme Pottier et Levie ont posé, comme théoriciens ou comme pionniers, les bases du mouvement coopératif en milieu catholique. Conformément à leur vision réaliste et pragmatique de la question sociale, ils ont considéré la société coopérative comme une forme d'organisation utile et socialement "incontournable". A l'instar du syndicat ouvrier pur, la coopérative (de consommation) a pu, en agissant pour et par les travailleurs, garder ceux-ci dans le camp catholique, éviter qu'ils ne soient attirés par le socialisme et, en même temps, améliorer leur condition matérielle. Par contre, la coopérative de production, qui réunissait en de mêmes mains le capital et le travail, a été résolument condamnée par la plupart des catholiques.

Après 1918, un certain nombre de prêtres, comme Colens, Broekx et

Danis, ont, de manière décisive, marqué le mouvement coopératif de leur empreinte : ils le voyaient en lien étroit avec les autres organisations du mouvement social chrétien. En ce qui concerne les capacités de gestion et d'administration, ils pouvaient soutenir la comparaison avec les secrétaires de la LNTC, Segers et Behogne. Ceux-ci ont organisé, parallèlement aux services techniques, le secteur social du mouvement coopératif. Aux côtés de grandes figures comme Schaetzen et Fierens et grâce à leurs divers mandats d'administrateurs, ils ont été d'une grande utilité à la coopération chrétienne. Lambert, Konings, Mertens et Zimmermann appartiennent à la première génération de directeurs de coopératives. La longueur de leur mandat a garanti la continuité du développement des entreprises en question, au plan commercial et en matière d'organisation. Comme secrétaire de la FNCC, Jef Eerdeken a été, surtout après 1945, "le" médiateur par excellence entre les organisations sociales et les entreprises coopératives, y compris après 1960, lorsque les unes et les autres ont connu un essor considérable. La complexité et l'ampleur des matières techniques dans la gestion des entreprises, de même que l'évolution vers une prise de décision plus collective et plus impersonnelle, ont eu une conséquence non négligeable : au cours des dernières décennies, le manager "individuel" s'est trouvé moins souvent sous le feu des projecteurs.

L'action coopérative chrétienne s'est appliquée à réaliser deux objectifs. En premier lieu, elle a cherché à améliorer le niveau de bien-être matériel des travailleurs. Via diverses initiatives, elle a essayé de réaliser une diffusion plus large de la propriété mobilière et immobilière : prêts et polices d'assurance à bon marché, ristournes, taux d'intérêt avantageux sur l'épargne, réductions diverses sur les voyages, les livres, etc... Ces avantages coopératifs ont exercé, sans aucun doute, une influence favorable sur le pouvoir d'achat des travailleurs. Avec son système de liaison des revenus à l'indice des prix à la consommation, l'Etat-providence a, il est vrai, diminué l'importance de telles interventions. Ces dernières demeurent néanmoins la caractéristique par excellence du mouvement coopératif, surtout en période de crise économique.

En second lieu, les coopératives ont dispensé un soutien financier aux organisations sociales, surtout au MOC-ACW (aux niveaux régional et national) et à ses branches éducatives. De la sorte, le mouvement ouvrier chrétien a réussi à conquérir son indépendance financière, condition de son autonomie sociale et idéologique. En renforçant, par leurs contributions financières, le pouvoir du mouvement ouvrier chrétien comme groupe de pression social, syndical et politique, les coopératives ont contribué, dans une mesure appréciable, à l'émancipation des travailleurs.

Les coopératives chrétiennes ne possèdent pas d'idéologie coopérative spécifique et cohérente. Toutefois, elles se réfèrent aux mêmes principes, généraux et vagues, auxquels les entreprises socialistes se reportent également. Bien plus que par des principes théoriques, leurs responsables, en

pragmatiques, se sont généralement laissé guider par des considérations économiques. Ils ont péché, plus d'une fois, contre les "règles coopératives" de la gestion démocratique : un homme une voix, le revenu coopératif limité et le principe de la ristourne.

Un certain nombre de problèmes et de défis, auxquels le mouvement coopératif chrétien doit faire face aujourd'hui, remontent en fait à la fin du 19ème siècle. Chaque fois, les responsables coopératifs ont essayé de formuler une réponse adaptée aux circonstances. Ils ont aussi tenté d'élaborer un compromis entre les intérêts des coopérateurs, les souhaits des organisations sociales et les contraintes commerciales dues à la concurrence. On peut distinguer trois "sujets brûlants", qui font régulièrement surface et sont loin d'avoir perdu toute actualité. En premier lieu se pose, de manière quasi permanente, la question de la motivation et de la participation active des coopérateurs : ceux-ci ne doivent pas seulement s'intéresser aux avantages matériels que leur procure leur part sociale, mais il faut aussi qu'ils soient animés d'un "esprit coopératif" véritable. En deuxième lieu, les rapports entre les organisations sociales et le mouvement coopératif ont, à plusieurs reprises, donné matière à discussions. Enfin, la question de l'identité des entreprises coopératives a souvent retenu l'attention dans le passé. Que ce soit à l'égard de leur base ou envers des organisations sociales-sœurs, les coopératives ont essayé de se profiler et de se démarquer de l'entreprise capitaliste classique. Elles ont dû trouver un équilibre, souvent difficile, entre les exigences de la rentabilité et les considérations sociales.

Annexe 1 : *Membres des Conseils d'Administration*

COOPERATION OUVRIERE
BELGE, 1924-1935

Président

Louis Colens*, 1924-1935

Administrateur-délégué

Georges de Schaetzen, 1924-1930
P.W. Segers, 1930-1935

FNCC, 1935-1990, devenue
ARCOFIN, 1990-

Président

P.W. Segers, 1935-1968
Jef Eerdeken, 1968-1971
Willy D'havé, 1971-1989
Theo Rombouts, 1989-

Vice-président

Oscar Behogne, 1935?-1971
Raf Hulpiau, 1966-1977
Victor Michel, 1971-1980
Hubert Detremmerie, 1977-1980
Jeanine Wynants, 1980-1986
Kamiel De Witte, 1980-
François Martou, 1986-

*Secrétaire (depuis 1990, président du
comité de direction)*

Jef Eerdeken, 1935?-1968
André Devogel, 1968-1992
Rik Branson, 1992-

Annexe 2 : Statistiques

a. Coopération Ouvrière Belge (1924-1934)

Associés		Capital
1924	12	61000
1925	12	71000
1926	15	77000
1927	15	77000
1928	16	78000
1929	19	81000
1930	31	733000
1931	34	1070000
1932	34	1638000
1933	28	1891000
1934	28	1862000

b. FNCC (1935-1989)

	<i>Associés</i>	<i>Action- naires</i>	<i>Capital</i>		<i>Associés</i>	<i>Action- naires</i>	<i>Capital</i>
1935	24	.	16140	1963	28	116102	955090000
1936	.	.	.	1964	28	.	102465500
1937	.	.	.	1965	28	149997	115240500
1938	.	.	.	1966	28	.	129122000
1939	.	.	.	1967	28	.	158382000
1940	28	.	23230	1968	28	200666	187071000
1941	.	.	.	1969	28	218845	215890000
1942	.	.	.	1970	28	232053	237346000
1943	.	.	.	1971	28	251948	262091000
1944	.	.	.	1972	28	270000	287790000
1945	28	.	151860	1973	28	300454	312977000
1946	.	.	.	1974	30	301744	334751000
1947	.	.	.	1975	30	318503	369952000
1948	.	.	.	1976	31	328031	484539000
1949	.	.	.	1977	31	339722	566585000
1950	30	.	7362000	1978	31	346411	635654000
1951	.	.	.	1979	31	363472	717794000
1952	.	.	.	1980	31	375819	787671000
1953	.	.	.	1981	31	387888	847160000
1954	.	.	.	1982	31	401649	913337000
1955	28	35000	36917000	1983	31	413455	984987000
1956	28	50000	45312000	1984	31	428037	1067784000
1957	28	56580	52185000	1985	31	446805	1157423000
1958	28	68000	60076000	1986	31	473618	1276425000
1959	28	.	68131000	1987	31	506145	1416100000
1960	28	85794	75500000	1988	31	570740	1691823000
1961	28	92598	80757000	1989	31	623894	1919410000
1962	28	102395	883120000				

Source : Rapports annuels



*Au sein du mouvement ouvrier chrétien féminin, l'intérêt porté à la travailleuse s'étend assez rapidement à la femme de l'ouvrier.
("KAV. Voor meer familiegeluk" : "LOFC. Pour plus de bonheur familial"; Affiche, 1938)*

Chapitre V

Le mouvement ouvrier chrétien féminin

Rédaction : Antoon Osaer. Coauteurs : Annie De Decker, Nathalie Ista et Denise Keymolen.

A la fin du 19^{ème} siècle, on assiste à diverses tentatives catholiques visant à regrouper les femmes du monde ouvrier. Au début, ce sont des hommes qui en prennent l'initiative. Viennent ensuite des femmes de la bourgeoisie, plus tard encore des femmes du milieu ouvrier. Si, à l'origine, l'accent est mis sur la femme au travail, l'intérêt se porte rapidement vers l'épouse de l'ouvrier. Du syndicat à la ligue féminine, le rêve de promouvoir tous les intérêts des femmes au sein d'une seule organisation, indépendante et multiforme, ne cesse de se perpétuer. Le mouvement social féminin chrétien, que les ligues incarnent de plus en plus à partir de 1920, est placé devant un dilemme cruel : soit privilégier la défense des femmes, soit donner la priorité à son appartenance au mouvement ouvrier. Vu la spécificité culturelle et linguistique des communautés qui forment la Belgique, le mouvement social chrétien féminin donne naissance à deux organisations distinctes : les KAV au Nord du pays et les LOFC, devenues ensuite Vie Féminine, au Sud. Ces mouvements contribuent à l'émancipation féminine en milieu populaire, sur deux plans : ils incitent la travailleuse et l'épouse de travailleur à prendre leur destin en main, à la fois comme femmes et comme membres de la classe ouvrière ¹.

-
1. Il n'existe pas d'étude qui retrace toute l'histoire des Oeuvres Sociales Féminines Chrétiennes. Parmi les études partielles intéressantes, citons : De Decker, *Vormingswerk*, I (1986) et De Decker & Christens, *Vormingswerk*, II (1988); ainsi que Eaton, *The Belgian leagues*. Nous avons surtout eu recours aux archives et à l'analyse des revues du mouvement. Il existe de très nombreux documents d'archives des Oeuvres Sociales Féminines Chrétiennes / Christelijke Sociale Vrouwenwerken (= ACSVW) et des Kristelijke Arbeiders Vrouwengilden (= AKAV), conservés au KADOC. Puisque ces fonds n'ont pas encore été vraiment inventoriés, les références posent parfois problème, d'autant plus que le fonds des KAV est constitué de plusieurs parties, à savoir AKAV, AKAVA (compléments), AKAVN (dépôts les plus récents). Les archives des LOFC, puis de Vie Féminine (= AVF), sont regroupées au secrétariat de la rue de la Poste à Bruxelles et ne donnent guère de renseignements sur l'entre-deux-guerres. Par contre, elles comportent de nombreuses informations sur la période qui suit la seconde guerre mondiale.

I. Les œuvres sociales pour femmes

A. *Les débuts : surtout une affaire d'hommes. 1892-1906*

Avec l'émergence du mouvement féministe vers 1890, les catholiques belges sont confrontés, pour la première fois, au problème des femmes. En février 1892, la parution d'un ouvrage d'érudition, intitulé *Essai sur la condition politique de la femme* et publié par l'avocat féministe Louis Frank, incite tout particulièrement à la réflexion. Les idées de cet auteur sont amplement commentées dans d'importants journaux et revues catholiques. Ces derniers ne sont guère en mesure de contredire la thèse et les propos modérés d'un tel livre. La création de la Ligue Belge du Droit des Femmes, en avril 1892, ne passe pas non plus inaperçue. Cette association bruxelloise d'étude et de propagande recrute uniquement des féministes libéraux et libres-penseurs fortunés. Elle plaide en faveur d'un enseignement de qualité pour les filles, des droits sociaux et économiques des travailleuses, ainsi que pour la création d'associations de femmes. Toutefois, ses prises de positions recueillent les faveurs de certains catholiques, sensibles aux préoccupations sociales.

De plus, les catholiques, déjà alarmés par l'émergence du socialisme, sont effrayés par la création des premières associations de femmes "rouges". Le Socialistische Propagandaclub voor Werkvrouwen [Club de Propagande Socialiste d'Ouvrières], créé en 1886, fait parler de lui à Gand. Les attaques calomnieuses et humiliantes de la presse catholique locale ne parviennent pas à compromettre son succès : avec ses conférences, sa caisse d'aide aux femmes qui viennent d'accoucher, ses cours du soir de coupe-couture, le Club des femmes jouit d'un indéniable rayonnement ².

Petit à petit, les catholiques se rendent compte que leurs nombreuses associations religieuses de mères et de jeunes filles, de même que les œuvres de bienfaisance traditionnelles, créées par les dames de la bourgeoisie, ne répondent plus aux aspirations et aux besoins nouveaux des femmes. Deux considérations les incitent surtout à prendre des initiatives en la matière. D'abord, tous sont conscients de ce que l'engagement des femmes est une condition essentielle pour l'édification d'une société chrétienne. Il est donc indispensable de ne pas les perdre. Ensuite, les catholiques ont la conviction que toutes les énergies, y compris celles des femmes, doivent être mobilisées afin d'enrayer l'extension des organisations socialistes. L'incorporation des femmes du peuple dans leurs rangs constitue

2. F. De Bueger-Van Lierde, "Louis Frank, pionnier du mouvement féministe belge", *RBHC* (1973) 380-382; De Weerd & Galle, *S.V. 100 jaar socialistische vrouwenbeweging*, 7-8; Keymolen, "Vrouwen in beweging", 230-232; Keymolen, Castermans & Smet, *De geschiedenis*, 17 sv.

donc une importante décision stratégique. La doctrine séculaire de l'Eglise, relative à la place de la femme dans la société, explique que les premières initiatives à cet égard soient prises par des hommes, laïcs et religieux. L'obligation d'obéissance de la femme et sa vocation divine particulière de mère, considérées alors comme des axiomes de la foi chrétienne, empêchent toute prise de responsabilité sociale !

Il est évident que ces initiatives partent de prémisses indiscutées à l'époque : la croyance en un rôle spécifique, mais complémentaire des deux sexes. Cette vue, quasi généralement acceptée, même dans les milieux féministes du temps, est la conséquence logique des conditions de vie auxquelles les femmes semblent devoir être confrontées, toujours et inévitablement, aux yeux de leurs contemporains de la fin du 19^{ème} siècle. Selon ceux-ci, la "sainte mission" de la maternité crée en effet des charges particulières et, à première vue également, d'inévitables discriminations. Les conditions médicales et techniques primitives dans lesquelles se déroulent alors la grossesse, la naissance et l'éducation des enfants, les techniques ménagères rudimentaires, la double tâche de travail que beaucoup d'épouses doivent accomplir, impliquent que les priorités des hommes et des femmes dans la lutte pour de meilleures conditions de vie sont manifestement différentes. Il semble donc parfaitement justifié, à l'époque, de créer pour les femmes des associations distinctes, avec des objectifs propres.

A ce moment, les leaders catholiques sociaux et démocrates chrétiens se préoccupent surtout de la question complexe du travail des femmes : travail professionnel productif et rémunéré d'une part, travail ménager non rémunéré d'autre part. Ils en débattent à maintes reprises, lors de leurs congrès annuels³. Dans la logique de l'idéal chrétien ("la femme au foyer et l'homme au travail"), ils préconisent régulièrement la suppression progressive du travail en usine pour les femmes mariées et l'introduction de mesures de protection en faveur du "sexe faible". Des divergences apparaissent, cependant, dès qu'il s'agit de formuler des propositions concrètes. Dans le même temps, des voix s'élèvent aussi, du côté masculin, pour réclamer une égalité de rémunération entre hommes et femmes. Cette dernière revendication n'est jamais approuvée à l'unanimité. Elle est motivée par une double préoccupation, à la fois éthique et financière : une telle réforme contribuerait à l'intégrité morale des femmes et à l'ordre moral général; elle freinerait aussi la rude concurrence entre les sexes, à l'origine de pressions néfastes sur les salaires. Bref, l'activité professionnelle féminine reste une question controversée. L'admission de travailleuses dans les unions professionnelles ne va donc pas de soi. Une résolution du congrès de 1897 affirme que toutes les femmes, y compris les épouses, ont le droit

3. Congrès de la Ligue Démocratique Belge, 1893-1901.

de s'affilier à un syndicat. Toutefois, on juge souhaitable qu'elles constituent une section distincte, dirigée par un comité de femmes, au sein des associations professionnelles d'industries qui emploient un personnel à la fois masculin et féminin. Le but d'une telle proposition est évidemment que les femmes s'engagent à défendre leurs propres intérêts, en attendant la "solution idéale" à venir.

Bruxelles, Gand et Anvers sont les premiers centres où s'épanouit une action féminine. En novembre 1892, dans la capitale, le jésuite Jérôme Van Langermeersch fonde une Ligue des Femmes Chrétiennes, avec l'aide d'un comité de dames. La baronne Nicaise, connue pour ses sympathies féministes, en devient la secrétaire. Membre du comité directeur de la Ligue Démocratique Belge, Van Langermeersch parvient à établir, au sein du groupement bruxellois, une collaboration harmonieuse entre des dames, issues de classes sociales plus favorisées, et des ouvrières, chaque groupe ayant sa place et sa fonction propres. Dès sa création, l'association poursuit trois objectifs : formation religieuse, loisirs et aide matérielle. Les ouvrières qui en sont membres bénéficient ainsi d'une consultation médicale gratuite et des médicaments indispensables. Contre paiement d'une cotisation plus élevée, elles peuvent adhérer à la section assurance-maladie. Au cours des années suivantes, d'autres prestations viennent compléter la gamme des services, comme en témoigne la création, en octobre 1894, d'une coopérative de production groupant des couturières. Outre une école ménagère, une consultation prénuptiale et une maison d'hébergement pour femmes dans le besoin, la Ligue met encore sur pied des cours de coupe et de couture et des unions professionnelles. Celles-ci sont organisées sur le mode corporatiste : tailleuses, toileuses et ouvrières d'usine se réunissent avec leurs "patron(ne)s". Il n'est nullement question d'actions revendicatives. Un bureau de placement se charge surtout d'accueillir les membres sans travail. Les services mentionnés ci-dessus se développent dans plusieurs quartiers de la ville. En 1900, la Ligue compte quelque 3000 membres. Cependant, à partir de cette date, son action commence à décliner.

En 1893, le mouvement féminin commence également à prendre forme à Gand, sous l'impulsion et avec l'appui de l'Antisocialistische Werkliedenbond [Ligue Ouvrière Antisocialiste]. C'est à Gustaaf Eylenbosch, cofondateur et secrétaire de cette association, que l'on doit le projet de regrouper des ouvrières au sein d'une organisation. Cette proposition est approuvée en décembre 1892 par les membres du bureau. Le premier noyau de militantes se constitue effectivement durant la grève socialiste d'avril 1893 pour le suffrage universel. Un petit groupe d'ouvrières qui, avec quelques hommes, s'oppose à la cessation générale du travail, décide de s'organiser de manière durable : au début du mois de mai, il fonde l'Antisocialistische Vrouwenbond [Ligue des Femmes Antisocialistes]. La direction est composée de femmes et d'hommes. Les premières assument notamment la présidence et le secrétariat. Les deux secrétaires du Werkliedenbond, Eylen-

bosch et Eugeen de Guchtenaere, siègent comme conseillers. Le vicaire Maurits Cruyt est le guide spirituel du mouvement. Quelques membres d'honneur de la classe aisée, qui soutiennent financièrement cette initiative, n'interviennent pas directement dans les affaires de la direction. Inspiré du *Werkliedenbond*, l'association féminine est une fédération dont le terrain d'action s'étend à toute la ville. Elle s'adresse aussi bien aux travailleuses qu'aux femmes au foyer du milieu ouvrier. En 1894, elle compte environ 1000 membres, nombre qui stagne par la suite. A partir du mois de novembre 1893, l'organisation fait paraître un mensuel : *De christene vrouw* [La femme chrétienne]. Progressivement, elle favorise la constitution d'associations analogues en dehors de Gand.

La Ligue a pour objectif le relèvement matériel et moral des ouvrières. Pour y parvenir, elle met en place des services matériels à portée pratique au sein de sections distinctes. L'automne 1893 voit la naissance de la mutualité féminine *Troost en Zusterliefde* [Consolation et Amour Fraternel]. A cette caisse d'assurance-maladie s'ajoutent, en août 1899, une caisse d'épargne et, en octobre de la même année, une caisse de pension, puis, en 1902, une école ménagère. Une ligue antialcoolique (1903) et une bibliothèque (1909) sont fondées par la suite.

Des unions professionnelles sont aussi créées, mais elles ne rencontrent pas le même succès. En mai 1894, la constitution d'une union professionnelle des ouvrières du secteur du lin est annoncée. Toutefois, les ouvrières les plus convaincues ont déjà adhéré spontanément à l'*Antisocialistische Vlasbewerdersbond* [Ligue Antisocialiste des Travailleurs du Lin]. En 1895, d'autres fédérations groupent les ouvrières du coton, les couturières et les tailleuses. Ces associations fonctionnent dans le respect des vues développées par Eylenbosch, dans son manuel destiné aux unions professionnelles : l'homme est le chef de famille et la femme est son assistante, tel est le point de départ qui détermine tout le reste. Par conséquent, "la relation de la femme avec la vie active doit aussi être régie par ce principe fondamental" [NT] ⁴ ! Tandis que, dans leurs syndicats, les hommes décident de questions générales, les femmes prennent place dans les sections professionnelles du *Vrouwenbond*, afin d'y discuter de problèmes de travail propres à leur sexe. On imagine, dès lors, les difficultés rencontrées lors de la mise sur pied de ce syndicat. D'une part, en effet, un grand nombre d'ouvrières demeurent membres de l'organisation désormais destinée aux hommes; elles continuent à participer aux assemblées générales et aux fêtes du *Vlasbewerdersbond*. D'autre part, le *Vrouwenbond* ne prend pas suffisamment en mains la direction du nouveau syndicat.

Les initiatives gantoises suscitent l'intérêt de Jozef Laurentius Karsseleers, curé de la paroisse ouvrière populaire de Saint-Eloi à Anvers. Fer-

4. G. Eylenbosch, *Inrichten, leiden, optreden eener beroepsvereniging. Raadgevingen* (Gand, s.d.) 15.

vent admirateur de Constance Teichmann pour son engagement social et culturel, ce prêtre connaît, par ailleurs, quelques dames de la bourgeoisie aisée. Ces dernières ont apporté leur aide aux Franciscaines-Missionnaires de Marie, lors de la création dans la paroisse d'un enseignement ménager et professionnel pour les filles et femmes du peuple. L'abbé Karsseleers compte sur leur bonne volonté à poursuivre l'œuvre d'aide sociale. Après s'être concerté avec les initiateurs des réalisations gantoises, il fonde, en 1897, une société de secours mutuels : Hand in Hand [La Main dans la Main]. Dès l'origine, la direction de cette œuvre est confiée à des femmes, mais elle bénéficie de l'assistance d'un conseiller moral. Le bureau est formé à la fois de membres d'honneur et de membres actifs. Au début, les prestations matérielles consistent en une indemnité journalière en cas de maladie, tant pour la femme au travail que pour la ménagère. Rapidement, cette œuvre est cependant élargie : elle s'adjoint un service médical et pharmaceutique, une caisse de pension et d'épargne, un service de prêts et l'organisation de visites aux malades. Dès l'origine, en effet, la société poursuit également un objectif moral : assurer une formation sociale et religieuse par des conférences, des visites, etc...

Cet exemple est suivi dans quelques autres paroisses anversoises. C'est ainsi qu'est constitué, le 4 mai 1900, le Mariakrans [Le Chapelet], une fédération de mutualités féminines. Celle-ci garantit l'autonomie de chaque association paroissiale. Elle veille à la multiplication des institutions de prévoyance, d'abord à l'intérieur de la ville, puis progressivement dans toute la province. Simultanément, elle crée des services nouveaux : un fonds destiné aux veuves et aux orphelins, une assurance-vie, une caisse de naissance et un service de sages-femmes, un service funéraire, des consultations prénatales et postnatales, une caisse de réassurance et un bureau d'information. En outre, lors de ses réunions, le Mariakrans propose diverses activités de formation, comme des cours de comptabilité, de soins aux malades, de dessin, ainsi que des moments de détente éducative. L'écrivain et mécène Marie-Elisabeth Belpaire est la première présidente de cette fédération. Elle peut compter sur la collaboration active d'un certain nombre de dames de la bourgeoisie et sur le soutien des associations ouvrières. A partir de juin 1902, une édition anversoise du périodique *De christene vrouw*, dont les premières pages sont réservées au mouvement local, est publiée.

C'est relativement tard que des voix s'élèvent, dans la région anversoise, en faveur de la création de syndicats. Lors du Congrès des Œuvres Catholiques de l'arrondissement, tenu en avril 1902, certains hommes font remarquer qu'il devient extrêmement urgent de grouper les ouvrières au plan professionnel. Il s'ensuit une proposition, tendant à réunir les membres des mutualités féminines par métier. Après une conférence de deux membres de la Vrede-Hoogstraat, où le syndicat des travailleurs du cuir et du textile a son siège, l'union professionnelle des tailleuses est fondée en avril 1902, dans le giron de la société Hand in Hand et comme section du

syndicat masculin. Les affiliées peuvent bénéficier de tous les services que les hommes ont créés. La section féminine est néanmoins dotée de sa propre direction. En janvier 1906 se constitue également un syndicat des ouvrières d'usine. Cependant, à plusieurs reprises, le Mariakrans soutient que l'action syndicale ne peut occuper la première place au sein du mouvement féminin. Celui-ci doit surtout s'adresser au groupe le plus nombreux, à savoir les femmes au foyer. C'est dans cet esprit qu'en 1906, les différentes œuvres de la paroisse Saint-Eloi sont réunies en une entité nouvelle, appelée Vrouwengilde [Ligue Féminine], vraisemblablement selon le modèle gantois. Pour devenir membre de la Ligue, il faut adhérer à au moins une des sections existantes. Cette organisation centrale vise à garantir une coopération entre toutes les œuvres féminines d'une même paroisse. Rapidement, les paroisses environnantes adoptent une structure similaire. Progressivement, cette forme d'association se répand dans toute la province et même au-delà.

Vers 1906, le mouvement des femmes chrétiennes est donc déjà bien implanté dans plusieurs grands centres ⁵. Mis sur pied avec l'aide des hommes et sous leur conduite, ces groupements ne font cependant pas partie intégrante, au même titre que les autres, du mouvement ouvrier. Un certain nombre de discriminations, alors considérées comme allant de soi - principalement la non-participation des femmes à la vie politique et leur position marginale sur le marché de l'emploi - font même en sorte qu'une telle intégration n'est pas souhaitée ou s'avère impossible. Ainsi, lors de la révision des statuts en 1894, la direction de la Ligue Démocratique Belge autorise les associations féminines à s'affilier à la Ligue. Dans le même temps toutefois, elle décide que ces mêmes organisations devront se constituer ultérieurement en fédération distincte, dès qu'elles seront suffisamment nombreuses ⁶. Sur le même thème, le Père Van Langermeersch formule, un an plus tard, le souhait de voir la Ligue Démocratique établir en son sein une section féminine. Le modèle dont doit s'inspirer cette initiative se devine aisément : le chef de famille masculin et son assistante féminine ! La constitution d'une section autonome de femmes, dans le cadre du congrès de La Louvière, en 1904, se situe dans la même perspective. Pour la toute première fois se crée ainsi un lieu de rencontre, où les dirigeantes des divers petits noyaux peuvent s'informer mutuellement. Lors de la séance de clôture, Arthur Verhaegen, président de la Ligue Démocratique, rend hommage à la section "qui a fait d'excellent féminisme, nécessaire à notre époque" ⁷ !

5. Pour des références plus détaillées à des sources relatives à la naissance du mouvement féminin à Bruxelles, à Gand et à Anvers ainsi que sur le plan national, nous renvoyons le lecteur à Rezsóhazy, *Action sociale féminine*; De Witte, *De Antisocialistische Vrouwenbond*; Boonen, *Van maatschappij van onderlinge bijstand*; De Decker, *Vormingswerk*, I.

6. Ligue Démocratique Belge, *Registre des procès-verbaux*, 14 février 1894.

7. *Ligue Démocratique Belge Congrès 1904*, 64.

Les dirigeants de la Ligue Démocratique Belge apprécient à sa juste valeur les résultats positifs d'un tel "féminisme bien compris". Dès lors, ils insistent progressivement sur le renforcement et sur le développement structurel du mouvement féminin. C'est pourquoi, à l'occasion du congrès suivant, tenu à Malines en 1906, ils proposent de fonder une ligue générale des femmes, à l'instar du Boerenbond Belge et de la Ligue Démocratique Belge. Afin d'assurer la coordination et la direction générale des organisations, mais aussi pour encourager de nouvelles initiatives, ils suggèrent de créer le plus rapidement possible, tant en Flandre qu'en Wallonie, un conseil général composé de toutes les déléguées des arrondissements concernés.

Cette exhortation est à l'origine de la réunion constitutive, le 15 novembre 1906, de la Ligue Nationale des Oeuvres Sociales pour Femmes (Landsbond van Maatschappelijke Werken voor Vrouwen). Pour l'essentiel, les statuts de l'organisation s'inspirent de ceux du Boerenbond Belge et du Katholischer Frauenbund allemand. Le comité exécutif de cette Ligue Nationale est présidé par M.-E. Belpaire. La secrétaire est Louisa Van Riel, membre de la direction de la mutualité anversoise Hand in Hand. Florimond Bernaerts en est le conseiller moral. La Ligue se propose de créer et d'encadrer un mouvement puissant d'œuvres féminines chrétiennes. Toutefois, cette tentative d'unification ne trouve guère d'échos, de sorte qu'elle ne se concrétise pas effectivement.

Lors du congrès de la Ligue Démocratique Belge de 1906, l'on souhaite aussi voir se constituer, dans chaque ville, une fédération d'œuvres féminines. Cette proposition est suivie d'effet à Anvers, où est installé, en 1908, un Secretariaat der Vrouwenorganisatie [Secrétariat des Oeuvres Féminines]. Ce dernier coordonne l'action des mutualités, regroupées au sein du Mariakrans, des caisses d'épargne et de pension, des ligues féminines et des syndicats. Louisa Van Riel en assure la direction. Dans la capitale également, où le mouvement stagne, Van Langermeersch crée, en janvier 1908, avec l'aide d'autres prêtres - dont les frères Jean et Emile Vossen et le jésuite Rutten - un Secrétariat des Oeuvres Sociales Féminines pour l'arrondissement de Bruxelles. Cette organisation a pour tâche de coordonner et de diriger l'action des différentes associations.

Cependant, divers facteurs nouveaux, qui surviennent au cours de ces années, amènent le mouvement à changer de cap.

B. Emancipation sociale et syndicalisme

Entre-temps, l'idée d'égalité en matière de droits politiques commence progressivement à s'imposer. Les votes négatifs, qui interviennent à ce sujet au Parlement en avril 1895 et en mars 1902, ne peuvent empêcher que le droit de vote des femmes, comme principe, se fraye un chemin : dans des cercles plus larges, on pense qu'un jour ou l'autre, il faudra envi-

sager les conséquences pratiques d'une telle réforme.

En 1902, Louise Van den Plas, une jeune femme issue de la bourgeoisie bruxelloise aisée, fonde, en collaboration avec le journaliste René Henry, le premier groupe de pression féministe catholique au sens strict du terme. Ce groupe poursuit deux objectifs : d'une part, diffuser dans les milieux catholiques toutes les revendications féministes qui ne mettent pas en cause la doctrine de l'Eglise; d'autre part, obtenir l'inscription, dans la loi, de l'égalité des droits entre hommes et femmes. Tandis que Louise Van den Plas continue à mettre une sourdine tactique à ses ambitions politiques, elle ne se prive pas de lancer des attaques acerbes, dans ses écrits et ses discours, contre la minorisation des femmes aux plans moral, socio-économique, scolaire et juridique. Depuis novembre 1905, dans son mensuel *Le Féminisme chrétien de Belgique*, elle ne cesse de plaider pour une extension du rôle social de la femme. Dans le même temps, L. Van den Plas tente d'arracher des réformes par des initiatives concrètes. Elle consacre beaucoup d'attention, notamment, à l'amélioration du sort des ouvrières. En 1906 par exemple, elle exige avec fermeté le droit de vote dans les conseils de prud'hommes pour les travailleuses; afin d'obtenir cette réforme indispensable, elle entreprend même un pétitionnement. La même année, elle réalise aussi un rapport détaillé sur l'ensemble des œuvres sociales féminines, que Marie-Louise Rochebillard est en train de développer à Lyon. L'intérêt qu'elle porte aux mutualités et aux syndicats féminins, ainsi qu'aux ouvrières en général, s'intensifie durant les années suivantes. Elle incite directement ses lectrices et ses lecteurs à suivre et à promouvoir les évolutions qui se produisent, dans ce domaine, en Belgique⁸.

Il est probable que, pendant cette même année 1906, le travail de propagande de Louise Van den Plas suscite l'intérêt de Victoire Cappe. Cette jeune célibataire de Liège a été initiée aux idées démocrates chrétiennes de Pottier par son professeur de religion, l'abbé Jean Paisse. Comme élève de l'école normale moyenne des Filles de la Croix à Liège, elle est un membre actif de l'apostolat de la prière : en cette qualité, elle a appris à bien connaître le mode de vie et les besoins des jeunes travailleuses. Son engagement social prend une dimension toute personnelle lorsqu'elle crée sa propre association d'ouvrières, sur le modèle syndical de M.-L. Rochebillard. Avec l'aide matérielle et l'appui moral de Marie et Thérèse De Jaer, deux demoiselles de la classe aisée, elle jette les bases du Syndicat des Ouvrières de l'Aiguille, au début de 1907. Un peu plus tard, elle invite Louise Van den Plas à informer les couturières, les modistes, les toileuses, les brodeuses et les ouvrières du secteur de l'ameublement - travaillant à domicile ou en atelier - des avantages et de l'utilité des organisations autonomes

8. La principale source d'information à ce sujet est *Le Féminisme chrétien en Belgique*, 1905-1914. Voir en outre : Gérin, "Louise Van den Plas"; Keymolen, "Van den Plas, Louise", 339-343.

d'ouvrières. Les affiliées du nouveau syndicat bénéficient ainsi de réductions sur leurs achats d'outils et de matières premières; elles reçoivent des commandes ou des indemnités durant la morte-saison, ainsi qu'une allocation journalière en cas de perte d'emploi. En outre, des journaux de mode, des patrons sont mis à leur disposition, et elles peuvent se rendre à des consultations juridiques gratuites. Grâce à l'intervention financière des sœurs De Jaer s'ouvrent, en peu de temps, un home, un restaurant, un secrétariat pour apprenties, des cours de formation professionnelle, une bourse du travail, une mutualité, une caisse de pension, divers cercles d'étude, enfin un syndicat de demoiselles et d'employées de magasin.

Contrairement à ce qui se passe ailleurs dans le pays, Victoire Cappe crée d'abord le syndicat, sur lequel viennent se greffer, à titre complémentaire, la plupart des autres services. Selon elle, le principe "Aide-toi, le Ciel t'aidera" (Self-help) est à la base de la promotion féminine en milieu populaire. Le rejet de toute charité humiliante amène Victoire Cappe à prôner la "solidarité réciproque", ainsi que l'"égalité", dans la collaboration entre ouvrières et femmes de la bourgeoisie à Liège. Dans le syndicat, les femmes du peuple ont aussi la possibilité de recevoir une formation spirituelle et intellectuelle. Bien plus qu'une organisation de lutte ouvrière, le syndicat liégeois s'affirme comme un groupement visant à former les travailleuses et à leur donner de l'assurance. D'ailleurs, les cercles d'étude occupent une place privilégiée dans l'œuvre de Victoire Cappe. Ne constituent-ils pas l'instrument par excellence de la promotion intellectuelle et du progrès social des femmes ? L'étude individuelle et collective de la législation, des théories et de la réalité sociales, des initiatives existantes doit, en l'occurrence, préparer à l'action⁹.

De leur côté, les dirigeants syndicaux sont également, à cette époque, de plus en plus convaincus de l'urgence de créer des syndicats de femmes. L'exploitation de la main-d'œuvre féminine, en particulier celle des travailleuses à domicile, mise en lumière partout en Europe par des études scientifiques et des expositions, trouble fortement les esprits. En 1908, lors du congrès de la Ligue Démocratique Belge, le Père Rutten, leader du mouvement syndical chrétien, insiste sur la nécessité "d'entreprendre partout une propagande énergique en vue de constituer des syndicats féminins, en commençant en priorité par les travailleuses à domicile" [NT]¹⁰. En 1910, on va même jusqu'à déclarer, de manière radicale, que ces organisations doivent être considérées comme les seules institutions susceptibles d'améliorer réellement le sort des ouvrières¹¹. Toutefois, ce point de vue est contesté,

9. A propos de cette dirigeante liégeoise, voir : Papiers Victoire Cappe, conservés à l'ACSVW 181-215; Secrétariat Régional de Louvain, également dans ACSVW 356; V. Cappe, éd. *La femme belge. Education et action sociales. Rapports et documents*. (Louvain, 1912). Voir aussi : Keymolen, "Cappe".

10. *Ligue Démocratique Belge Congrès 1908*, 1ère section, 1-2.

11. *Ligue Démocratique Belge Congrès 1910*, 6ème section, 38.

entre autres par le prêtre anversoïsois Bernaerts.

En septembre 1909, à l'occasion du Congrès Catholique de Malines, les principaux dirigeants et dirigeantes des œuvres sociales féminines se trouvent réunis en deux sections, l'une francophone et l'autre néerlandophone¹². Les pionniers du mouvement sont alors confrontés aux nouvelles idées et à une approche novatrice. De plus, ce cadre offre la possibilité d'échanger des informations sur les expériences acquises. Victoire Cappe y fait un exposé remarqué sur la formation sociale et professionnelle des femmes de la classe ouvrière. Elle affirme que les salaires féminins, extrêmement bas, sont essentiellement la conséquence de la division des ouvrières et de l'absence d'une formation professionnelle appropriée. Aussi insiste-t-elle avec force sur la nécessité de créer des syndicats et des cours professionnels pour les travailleuses. Elle lance également un appel à toutes les femmes catholiques, afin qu'elles s'engagent, dans un esprit d'égalité et de solidarité, dans le mouvement social féminin. Considérant l'avenir, elle pousse à la création d'unions professionnelles et d'un enseignement social, en vue de former des dirigeantes compétentes. Louise Van den Plas a aussi l'occasion d'informer les congressistes du fonctionnement et des objectifs de son groupe. A cette occasion, elle exhorte le public à soutenir les légitimes revendications féministes. Droit dans la ligne de ses visées émancipatrices, elle invite aussi les femmes de la classe dirigeante à prêter leur collaboration aux unions professionnelles féminines.

L'intervention convaincante et énergique de Victoire Cappe, son approche enthousiaste, frappent les esprits. Plus que jamais, ces journées de rencontre mettent en lumière la nécessité d'une centralisation des initiatives dispersées. Plusieurs des souhaits exprimés vont d'ailleurs dans ce sens. Dans une mesure plus ou moins forte, tous les plans de travail, toutes les suggestions et initiatives qui sont élaborés, de divers côtés, dans les années suivantes, sont influencés par l'approche novatrice de Cappe et de Van den Plas.

Le cardinal Mercier nourrit le projet de constituer des fédérations distinctes pour chaque type d'association féminine. Selon lui, ces fédérations devraient ensuite se réunir, pour former une grande ligue catholique des femmes. L'engagement de la jeune Victoire Cappe fait une telle impression sur le primat de Belgique que sa collaboration à la réalisation d'une organisation nationale semble une affaire entendue. C'est dans cette perspective qu'il se charge, personnellement, d'assurer la suite de la formation intellectuelle de la dirigeante liégeoise.

L'action de cette dernière s'étend désormais de plus en plus souvent en dehors de sa ville natale. Elle parvient à inciter bon nombre de femmes à l'action sociale par ses conférences et par ses interventions, dans le cadre

12. *Congrès National des Oeuvres Catholiques à Malines 1909. Section des Femmes. Ligue Démocratique Belge Congrès 1909.*

de réunions de groupes féminins locaux. Sur invitation de Marie-Elisabeth Belpaire, Victoire Cappe dirige notamment le cercle d'étude social de l'institut Belpaire d'Anvers. Elle contribue également à la création d'un cercle d'étude et d'une ligue féminine à Huy en 1911. Plus tard, elle aide également à mettre sur pied le mouvement féminin à Nivelles, à Mons et à Namur.

La coordination générale de ce mouvement prend difficilement forme. Lors du congrès de la Ligue Démocratique Belge à Nivelles, en 1910, Victoire Cappe lance l'idée de fonder un secrétariat des cercles d'étude féminins. La création du Vrouwenbond Constance Teichmann [Ligue Féminine Constance Teichmann] à Anvers, à la fin de décembre 1910, apporte une nouvelle contribution à l'organisation d'un mouvement national. Selon toute vraisemblance, il faut considérer cette fédération comme une émanation, voire comme une prolongation adaptée de l'ancienne Ligue Nationale des Oeuvres Sociales pour Femmes. En tout état de cause, les fonctions de présidente, de secrétaire et de conseiller spirituel sont assumées par les mêmes personnes. Le Teichmannbond poursuit des objectifs de deux ordres : en premier lieu, contribuer à la constitution d'associations féminines, pour le relèvement des femmes du peuple sur les plans matériel, intellectuel et moral, tout en favorisant la coordination et la coopération entre les groupements existants; en second lieu, former des femmes de la bourgeoisie, afin qu'elles deviennent des dirigeantes compétentes du mouvement. Cette fédération souscrit, de la sorte, au programme féministe chrétien de Louise Van den Plas. Des femmes à titre individuel, aussi bien que des associations, peuvent s'y affilier. La direction comprend deux niveaux. Un comité directeur par province assume la direction régionale. La direction nationale est confiée à un conseil central où siègent, outre les responsables du mouvement, les différentes présidentes provinciales. Les activités principales de la fédération peuvent se résumer de la manière suivante : organisation de conférences, de réunions, de journées d'étude, publication de brochures, de feuillets de propagande, de rapports annuels et, à partir de 1914, édition du mensuel *Omhoog* [Plus Haut] (repris du Vrouwensecretariaat d'Anvers).

Le Vrouwensecretariaat anversoïse suit la même voie novatrice. A partir de 1910, il publie son propre mensuel, qui concrétise ce changement de cap. Initialement, le périodique en question paraît sous le nom *De Werkster* [La Travailleuse]; quelques mois plus tard, il s'intitule *Vrouwenbeweging* [Mouvement des Femmes]. Tandis que le Secrétariat œuvre essentiellement en faveur de l'expansion et du bon fonctionnement des ligues et des mutualités féminines, des progrès significatifs sont également enregistrés au plan syndical. L'association des tailleuses adopte une position plus indépendante par rapport au syndicat masculin correspondant et fonde ses propres écoles professionnelles. Au début de 1910 naît le projet d'éditer un journal syndical spécifique, *Met naald en draad* [Avec le fil et l'aiguille], et

de créer une centrale autonome, en concertation avec les autres organisations de tailleuses existantes. Afin d'insuffler une vie nouvelle au syndicat des ouvrières d'usine, un cercle d'étude est mis sur pied à leur intention, en décembre 1910. Cette même année voit aussi la fondation d'un syndicat des employées du commerce et de l'industrie, qui organise des cours du soir gratuits (langues, sténographie et dactylographie, comptabilité) et dispose de sa propre mutualité. Dès le mois de décembre 1911, l'organisation en question publie un périodique, *Ons syndicaat* [Notre syndicat]. En 1912, elle crée un cercle d'étude et commence à exploiter, conjointement avec le syndicat liégeois des employées, une villa de vacances à la mer. D'autres réalisations s'ensuivent : une bibliothèque, un hôtel-restaurant et un service juridique.

Le Vrouwensecretariaat d'Anvers ambitionne aussi une formation plus intensive et plus approfondie pour ses dirigeantes. Il organise des journées d'étude à cette fin, pour la toute première fois en août 1911 : les Vlaamse Sociale Studiedagen voor Vrouwen [Journées d'Etude Sociales Flamandes pour Femmes], qui constituent en quelque sorte la version féminine des Semaines Sociales de Louvain. Le thème central en est la ligue paroissiale des femmes. A cette occasion, Maria Baers occupe pour la première fois l'avant-scène, avec une allocution sur "Les devoirs des plus aisées et des plus instruites en matière de travail social" [NT]. Ce titre significatif trahit déjà l'influence de Cappe et de Van den Plas. L'année suivante, en septembre 1912, des journées d'étude similaires sont organisées avec le syndicalisme féminin pour thème. Bien plus que les membres des mouvements masculins, les femmes sont alors encouragées à se syndiquer sur la base d'arguments religieux : les intérêts matériels doivent céder le pas aux intérêts moraux. C'est également ce qui ressort du discours bien documenté de Maria Baers sur la formation des salaires.

L'action féminine se développe aussi très rapidement à Bruxelles. En 1909, le Secrétariat Social Féminin de l'agglomération fonde cinq syndicats, respectivement pour les tailleuses, les toileuses, les repasseuses, les blanchisseuses et les demoiselles de magasin, avec une bourse du travail commune et une caisse de chômage. Il organise également des cours de langues, ainsi qu'une formation commerciale et professionnelle. En 1910, le cardinal Mercier, qui souhaite faire de la capitale le centre du mouvement féminin chrétien de Belgique, nomme l'abbé Corvilain à la fonction d'aumônier du Secrétariat. Avec Marie Marchand, une nièce de l'archevêque, ce prêtre donne une nouvelle impulsion au développement du mouvement. En 1911, il fonde la fédération Sainte-Gudule, qui réunit toutes les mutualités de l'agglomération. Victoire Cappe est invitée à soutenir et à diriger un cercle d'étude pour la formation des futures dirigeantes. Occasionnellement, elle collabore à d'autres initiatives : c'est le cas, par exemple, en février 1912, lors de la constitution du syndicat des couturières L'Aiguille. A partir de février 1913, le Secrétariat édite son propre périodique, en ver-

L'AIGUILLE

Organe des Syndicats Professionnels de l'Aiguille
PARAISANT TOUS LES MOIS
Education Syndicale et Professionnelle

Abonnements :
Un an fr. 2,00
Chaque numéro comprend :
1 leçon de Coupe et 1 Patron

ADMINISTRATION ET RÉDACTION :
4, Rue St-Etienne, 4 - LIÈGE

Annonces :
On traite à forfait

L'Apprentissage et l'Enseignement professionnel

Conférence par Monsieur J. MOMMAERT

Directeur au Ministère de l'Industrie et du Travail

Le Dimanche 17 Décembre 1911, à 3 heures

en la Salle de la BIBLIOTHÈQUE COMMUNALE, 1, rue des Chiroux.

Tous nos membres, les ouvrières et les apprenties, sont priées d'assister à cette Conférence. — Elles peuvent être accompagnées par leurs mères, leur patronne et leurs compagnes d'atelier.

CONVOICATIONS

GROUPEMENT FÉMININ
de la rue Brilmont, 11, à Bruxelles

a) Section d'études et section syndicale.

Messe pour le repos de l'âme des parents défunts
du R. P. RUTTEN

Le R. P. RUTTEN, S. J., dévoué directeur de notre cercle d'études et de notre section syndicale, vient d'être douloureusement frappé à quelques semaines d'intervalle par la perte de ses chers et regrettés parents.

Nous présentons au R. P. RUTTEN nos respectueuses et chrétiennes condoléances et unissons nos prières aux siennes pour les vénéralités défunts.

Dimanche 10 décembre, à 9 heures, le R. P. RUTTEN célébrera en la chapelle du cercle ouvrier, une messe pour le repos de l'âme de M^r et de M^{me} RUTTEN.

Nous espérons que tous les membres des 2 sections y assisteront. Ils témoigneront par leur présence toute leur reconnaissance à leur directeur, pour le dévouement avec lequel il organise et dirige les sections d'études et syndicales.

b) Section d'études. — Réunion le 10 décembre à 10 1/4 heures.
Sujet : La morale indépendante, suite.

GROUPES PROFESSIONNELS FÉMININS
de l'arrondissement de Liège

Réunion Générale : le 3 décembre à 3 heures.
Conférence : Le repos dominical.

Goûter. — Séance récréative avec première audition de la chorale. Programme des chants : 1. L'Océan (E. Feautier) 2. La robe verte et l'habit bleu (Mathé) 3. Berceuse (Clutaam).

Réunion du Comité d'Etudes : le lundi 11 décembre à 8 h. 15 du soir.

ORDRE DU JOUR : Procès-verbal, Enquêtes, Etude des tarifs du service d'emploi, Rapport sur le repos dominical.

Tous les membres, qui s'intéressent à la bonne marche du syndicat, sont cordialement invités à cette réunion.

Réunion des Comités d'Administration : le lundi 18 décembre à 8 h. 15 du soir.

ORDRE DU JOUR : 1) Service d'emploi ; 2) Chômage ; 3) Journal ; 4) Fête intime de l'hiver 1912.

Les comités des deux syndicats de l'aiguille (en atelier et à domicile) seront réunis à cette séance.

Syndicat des apprenties. — Les apprenties se réunissent tous les dimanches, au local, de 10 heures 30 à 11 heures.

Cercle d'Etudes Général : Réunion le 17 décembre à 3 h. — Conférence par M. Mommaert, directeur au Ministère de l'Industrie et du Travail, sujet : L'Enseignement professionnel et l'Apprentissage.

Mutualité Familiale. — Réunion du Comité le deuxième mercredi du mois.

Section de Propagande. — Réunion tous les jeudis à 8 1/4 h.

Réunions de Propagande à Vottem et à Grivegnée.

Qu'est-ce qu'un Syndicat ?

Au Congrès diocésain qui se tint à Paris le 1^{er} mars 1909, M. Jean LEROLLE, l'éminent Président de la Jeunesse catholique, précisait en ces termes, à propos des syndicats féminins, ce que le syndicat ne doit pas être et ce qu'il doit être :

« Le syndicat, dit-il, n'est pas une œuvre, » au sens où, dans nos milieux catholiques, on entend d'ordinaire ce mot, c'est une institution économique et sociale. Sans doute, il ne saurait se désintéresser du progrès moral, » car le progrès moral est une condition essentielle du progrès social, mais il n'a pas pour but de le promouvoir, sa mission et ses fonctions sont autres. Il a pour but la défense des intérêts économiques de la collectivité ouvrière ou patronale qu'il représente ; » en particulier, il a pour but la discussion et la réglementation des conditions du travail, » Il n'est pas un patronage pour adultes, mais » une association professionnelle, un instrument d'organisation sociale (1).

Il nous paraît utile d'insister quelque peu sur les principes si justement précisés par M. Lerolle, en marquant ce qui distingue le syndicat aussi bien des œuvres religieuses et charitables que des autres institutions sociales.

Un syndicat n'est pas un patronage où l'on s'attache à préserver la vie morale et religieuse des jeunes filles en leur procurant des plaisirs honnêtes et en s'efforçant de leur inculquer des habitudes de vertu et de pitié. Ce n'est pas une association pieuse telle qu'une congrégation ou une confrérie, ce n'est pas non plus une œuvre d'apostolat religieux. Le but immédiat du syndicat n'est pas le même que celui de ces différentes œuvres ; sans doute, il concourt au bien moral individuel et collectif de ses membres, soit en leur assurant le minimum de bien-être requis pour l'exercice de la vertu, soit en leur obtenant des conditions de

(1) Extrait du journal Le Peuple Français du 3 mars 1909, reproduit par L. de Courson dans son livre Les Syndicats professionnels féminins, p. 59.

Avant la première guerre mondiale, le mouvement ouvrier chrétien féminin a un caractère syndical très marqué.
(Première page du deuxième numéro de L'Aiguille, décembre 1911)

sions néerlandaise et française : *Het Vooruitzicht-La Prévoyance*.

En avril 1911 sont organisées à Bruxelles les premières journées d'étude pour femmes francophones. Cette initiative rencontre le souhait formulé par Cappe, en 1909, lors du Congrès Catholique, et en 1910 au congrès de la Ligue Démocratique Belge. Elle permet, de surcroît, à Cappe, à Van den Plas et à Rochebillard (de Lyon) d'utiliser largement cette manifestation pour gagner les femmes à leurs idées. En vue de renforcer les liens entre les différents syndicats de femmes chrétiennes, le mensuel *L'Aiguille* est lancé en novembre 1911. Une grande soif d'action se manifeste à cette époque : elle entraînera la création de nouvelles unions professionnelles de femmes ¹³.

II. Le Secrétariat Général des Unions Professionnelles Féminines Chrétiennes. 1912-1918

A. La création du Secrétariat et les premières réalisations

En 1912, Victoire Cappe peut réaliser son rêve : coordonner les activités des syndicats féminins à l'échelon national. Dans cette optique, des déléguées des unions professionnelles féminines se réunissent le 25 juillet à Bruxelles, au secrétariat de la rue de Loxum. On décide alors de promouvoir des services collectifs et d'organiser, au moins chaque année, un congrès du mouvement syndical féminin, alternativement en Flandre et en Wallonie ¹⁴. Cette résolution est immédiatement suivie d'effet : le 29 septembre 1912, le premier Congrès Syndical des Femmes se tient à Bruxelles, à la salle Patria.

Dans son discours d'ouverture, le Père Rutten y plaide pour un mouvement syndical bien structuré et fédéré, financé par des cotisations suffisamment élevées. Le congrès proprement dit est exclusivement une affaire de femmes. Dans un exposé général, Mme Lambrickx se penche sur les besoins pratiques liés à l'organisation d'unions professionnelles. Les trois intervenantes suivantes évoquent la situation dans divers secteurs d'activité spécifiques où, traditionnellement, les femmes sont très présentes : Maria Baers parle du travail féminin en usine, Fanny Wynen des travaux de couture et Suzanne Dengler des employées dans le commerce et l'industrie.

Ce congrès marque la naissance officielle du Secrétariat Général des Unions Professionnelles Féminines Chrétiennes, dont la création a été décidée le 25 juillet. Victoire Cappe en est la cheville ouvrière. Elle s'installe dans l'immeuble du secrétariat bruxellois. Pour la partie flamande du pays,

13. *Gids op sociaal gebied* (=GSG) (1911-1912), passim.

14. Archives de l'archevêché de Malines (=AAM), Fonds Mercier (=FM) 76, 97 et rapport dans *L'Aiguille* (octobre 1912), GSG (13 octobre 1912) 505-506, ACSVW 4.

elle peut compter, dans un premier temps, sur la collaboration de Louisa Van Riel, laquelle finit toutefois par opter pour un poste à Anvers. Par l'entremise du Père Perquy, ancien prieur des dominicains à Liège, alors supérieur du couvent d'Anvers, Victoire Cappe reçoit Maria Baers comme collaboratrice¹⁵. Cette dernière est d'abord "préposée aux écritures en flamand", ensuite l'homologue de Cappe à part entière.

Pour Victoire Cappe, la création d'un Secrétariat des Unions Professionnelles Féminines se justifie pleinement. Le plus souvent sous la contrainte des circonstances, de nombreuses femmes travaillent à l'extérieur. Que l'on regrette cette situation, que l'on débâte du pour et du contre de pareille réalité, le fait est là : nul ne peut en nier les implications sociales. Car tels sont les faits : les femmes ne sont pas protégées dans leur milieu de travail et peuvent, dès lors, être facilement exploitées aux plans moral et économique. Pour elles, la meilleure parade consiste, à se regrouper en syndicats autonomes. Sans doute, cette problématique retient-elle l'attention depuis longtemps. Il n'en demeure pas moins que la plupart des travailleuses engagées dans l'action sociale n'ont pas le bagage théorique et pratique nécessaire. Victoire Cappe voit là un vaste champ d'action pour son Secrétariat¹⁶.

Son premier objectif est donc triple : réaliser un travail d'étude, informer et propager la notion de syndicalisme féminin. Pour la mise en place de son Secrétariat, Victoire Cappe s'inspire notamment du Bureau de Documentation Féminine à Paris et, en Belgique, du Secrétariat Général des Unions Professionnelles du Père Rutten. Dans les années suivantes, ce dernier lui fournit le soutien logistique nécessaire, ainsi qu'une aide concrète et des conseils dans nombre de situations conflictuelles.

Le financement du Secrétariat est assuré par une cotisation des organisations adhérentes. Il est également fait appel à la "générosité de tous ceux qui comprennent l'importance de l'action entreprise". Enfin l'épiscopat belge soutient l'œuvre¹⁷.

Ni Rutten, ni la Confédération des Syndicats Chrétiens, récemment fondée, n'admettent que le syndicalisme féminin soit indépendant. Ils reconnaissent toutefois la nécessité d'une approche syndicale spécifique pour les femmes. La plupart de celles-ci ont, en effet, une carrière professionnelle relativement courte, qui se termine le plus souvent à leur mariage ou à la naissance de leur premier enfant. De surcroît, le revenu qu'elles gagnent est considéré comme un complément. C'est pourquoi elles se contentent de bas salaires, comportement ressenti par les hommes comme

15. "In memoriam L. Perquy", de M. Baers; ACSVW 31/6.

16. Circulaires ACSVW 7.

17. Sans entrer dans les détails à ce sujet, nous tenons néanmoins à souligner que le cardinal Mercier n'est pas intervenu directement lors de la création du Secrétariat. Cappe avait certes d'excellents contacts avec le cardinal, mais contrairement à ce qui est généralement écrit, ce n'est pas à son instigation qu'elle a mis sur pied le Secrétariat. AAM, FM 76, 97.

une concurrence déloyale. Enfin, de nombreuses femmes exécutent un travail non qualifié ou moins qualifié. Un certain nombre de professions typiquement féminines relèvent de l'industrie à domicile, de sorte qu'il est extrêmement difficile de les organiser au plan syndical. A cela s'ajoutent d'autres aspects d'ordre éducatif, telle la préparation des femmes à leurs tâches de mères et d'épouses.

A la fin de 1912, les discussions entre la CSC et le Secrétariat des Femmes débouchent sur certains résultats. Il est acquis que la voie la plus sûre, pour la défense des intérêts professionnels féminins, passe aussi par le mouvement syndical. Toutefois, ce modèle associatif doit être complété par diverses organisations : mutualités, caisses d'épargne, cercles d'étude, coopératives, etc... Ces associations s'intégreront dans des ligues féminines, à vocation générale ¹⁸. Les femmes bénéficieront d'une autonomie totale dans l'élaboration de leur structure. Rutten exige, toutefois, une "unité de direction" au plan syndical. Les syndicats de femmes seront donc tenus d'adhérer aux centrales professionnelles de la CSC. Pour les métiers typiquement féminins, on mettra sur pied des fédérations ou des centrales spécifiques. Des femmes feront partie - cela va de soi - de la direction de la CSC. Enfin, un cadre de propagandistes féminines sera constitué pour soutenir leur action.

Qu'advient-il de toutes ces résolutions dans les années qui précèdent la première guerre mondiale ? Le Secrétariat devient un organisme solidement structuré qui, au milieu de 1913, déménage à la rue de l'Union, toujours à Bruxelles. Les nouveaux bâtiments abritent trois services centraux, assurés par une secrétaire wallonne, une secrétaire flamande et quelques employées administratives : on distingue ainsi le service de documentation, flanqué d'une bibliothèque syndicale, le service de renseignements - qui procure un appui logistique pour la rédaction de statuts, le règlement des différends salariaux, l'organisation des formations professionnelles et des cercles d'étude - enfin, le service de propagande.

Comme nous l'avons déjà souligné, une grande énergie est déployée pour toucher les travailleuses à domicile, qu'il est difficile d'organiser. Le deuxième congrès syndical, tenu en 1913, rassemble quelque 300 militantes : il est placé sous le signe de cet enjeu. Le Secrétariat organise une pétition en faveur de la réglementation légale de l'industrie à domicile et recueille 10.000 signatures, grâce aux membres des syndicats chrétiens féminins.

Au début de 1913, la fédération nationale L'Aiguille/Met Naald en Draad voit le jour. Ensuite se créent rapidement des fédérations pour quasi toutes les professions typiquement féminines : gantières, dentellières, blanchisseuses, employées et sages-femmes. Par ailleurs, les femmes ont la pos-

18. GSG (1 septembre 1912) 426 et rapports ACSVW 8.

sibilité de se regrouper au sein d'organisations mixtes, dans le secteur textile, mais aussi dans l'industrie du tabac et du bois. Selon les estimations les plus optimistes, 10.000 travailleuses s'engagent ainsi dans la voie du syndicalisme ¹⁹.

Un fait mérite d'être souligné : le Secrétariat est géré par des femmes, sans que son activité soit directement influencée par un prêtre-directeur. Ceci ne l'empêche nullement de faire appel à des hommes, au titre de conseillers. L'abbé Pierre Harmignie et Victor Brants, tous deux professeurs à l'université de Louvain, de même que Cyrille Van Overbergh, l'initiateur du comité d'étude de la Ligue Démocratique Belge, figurent au premier rang de ceux-ci. Le Secrétariat se garde soigneusement de participer au débat politique, de peur de voir s'installer la discorde au sein du mouvement et des ménages, et de perdre ainsi des affiliées. Dès le départ, il axe sa démarche sur la Flandre, aussi bien que sur la Wallonie. Par le fait même, tous ses services sont entièrement bilingues. Bien que la défense des intérêts professionnels soit sa préoccupation principale, le Secrétariat élargit progressivement son champ d'action. Aux yeux des pionnières, en effet, l'action syndicale auprès des femmes a essentiellement un caractère religieux. Tandis que les syndicats masculins trouvent plutôt leur origine dans un réflexe de défense contre les organisations socialistes, les dirigeantes féminines veulent faire de leur organisation un instrument d'apostolat conquérant. De leur point de vue, le volet éducatif est également essentiel. Il implique non seulement une formation professionnelle pour les ouvrières, généralement non-qualifiées, mais aussi une formation qui doit permettre à la femme de mieux remplir sa mission fondamentale : être mère au foyer. Un autre objectif ne doit pas être négligé : s'assurer une influence permanente sur la classe dirigeante. Dans cette optique, Cappe fonde *La Femme belge*, une publication à caractère général, destinée aux bourgeoises cultivées, qui fait la part belle aux problèmes sociaux.

Le Secrétariat acquiert rapidement droit de cité. En témoigne la présence de ses représentantes à de nombreux congrès en Belgique et à l'étranger, où elles sont invitées non seulement comme observatrices, mais encore comme intervenantes à part entière. Toutefois, l'action du Secrétariat ne suscite pas que des réactions positives. Dans certaines villes, la direction d'anciennes œuvres féminines ne voit pas toujours d'un très bon oeil la percée des idées nouvelles. Par ailleurs, quelques aumôniers, qui tirent les ficelles à l'échelon régional, trouvent cette évolution pour le moins fâcheuse. Des villes comme Bruxelles et Gand sont le théâtre d'une rivalité ouverte entre différents courants. La capitale ne compte pas moins de trois

19. Cf. divers dossiers dans AKAV. Ces données sont complétées par des études empiriques réalisées suivant les méthodes d'investigation des sciences sociales de l'époque. Ainsi, la situation professionnelle, les échelles salariales et les besoins spécifiques de l'industrie à domicile font l'objet d'enquêtes régulières, en collaboration avec les cercles d'étude.

secrétariats féminins concurrents. En 1914, le Secrétariat Général a des têtes de pont régionales à Bruxelles, Bruges, Gand, Liège, Laeken, Nivelles, Wavre, Louvain, Namur, Mons, Gilly, Anvers, Malines, Hal, Ruisbroek et Courtrai. La plupart de ces points d'appui ont un champ d'action qui dépasse le cadre purement syndical. Dans de nombreuses régions, les structures suivantes sont mises en place : œuvres de jeunesse, enseignement ménager, mutualités, consultations prénatales, ligues féminines à caractère général, coopératives etc...²⁰.

B. Du syndicalisme à la formation pendant la guerre

La guerre ébranle l'action des syndicats. Après une inactivité de près de trois mois, le Secrétariat Général est remis en selle. Les deux secrétaires nationales sillonnent le pays et constatent qu'à la différence de la plupart des organisations masculines, décapitées par la mobilisation, le cadre du mouvement féminin est resté pratiquement intact. Dans un premier temps, l'activité se déploie dans le prolongement des anciennes tâches syndicales. La centralisation est poursuivie dans certaines branches. Cependant, l'action syndicale proprement dite (par exemple les revendications salariales) demeure assez limitée.

Le problème le plus aigu est sans conteste le chômage massif²¹. De nombreux secteurs industriels sont au point mort. Pour beaucoup de femmes, cette situation est d'autant plus grave qu'elles sont devenues le seul soutien de famille. La pression sur le marché du travail est encore intensifiée par le fait que nombre de femmes sont obligées de travailler à l'extérieur, pour gagner leur pain et celui de leur ménage. Dès lors, le Secrétariat Général met tout en œuvre pour qu'un maximum de membres puisse profiter des services du Comité National de Secours et d'Alimentation. Par ailleurs, des efforts importants sont déployés afin de promouvoir ou de sauvegarder l'emploi, principalement dans les industries de luxe traditionnelles exercées à domicile, comme la dentellerie et la broderie. Dans cette optique, des marchés étrangers sont prospectés avec succès.

Le chômage massif crée, certes, des problèmes inédits. Il ouvre également de nouvelles perspectives. Désormais, il est possible de sensibiliser les femmes à toute une série d'activités de formation, dont elles ne se souciaient guère auparavant, en raison du "train-train" quotidien. C'est ainsi qu'un champ d'activité s'ouvre à elles : il est nouveau en termes de contenu, mais aussi parce qu'il permet de toucher d'autres catégories professionnelles. Désormais, les ouvrières d'usine peuvent être approchées de plus

20. Voir les dossiers sur les secrétariats régionaux dans ACSVW. Coenen, "Syndicalisation". A Gand, berceau du syndicalisme chrétien, le syndicalisme féminin est réduit à sa plus simple expression. D'où l'absence de Gand parmi les membres fondateurs du Secrétariat Général.

21. L'action menée pendant la guerre est décrite de manière détaillée dans les rapports de la Réunion des Secrétariats dans ACSVW 7 et AKAV 401.

près. Une "influence moralisante" bénéfique est exercée à leur égard. Une stratégie est élaborée afin de les préparer à leur tâche de mères et d'épouses. L'éventail des activités de formation est élargi systématiquement.

Dans le prolongement du schéma d'activités d'avant-guerre, l'éducation professionnelle fait l'objet d'une attention à tous les niveaux. L'on essaie, peut-être avec davantage de conviction encore, de donner une formation générale plus vaste. Des bibliothèques populaires sont ouvertes partout. Des cours de pratique ménagère sont souvent utilisés comme apâts pour la promotion intellectuelle des masses. Les cercles d'étude se multiplient ou sont redynamisés. Ils sont fédérés, d'abord au sein d'un Vlaams Verbond voor Vrouwelijke Studiekringen [Fédération des Cercles d'Etude Féminins Flamands], du côté flamand, ensuite en une Fédération Nationale opérant dans le giron du Secrétariat Général. A partir de 1917, les femmes les plus motivées sont invitées à Bruxelles, pour la "semaine de l'apostolat". Une élite est ainsi formée, qui a pour tâche de propager les idées du mouvement dans le milieu de travail.

Comme dans les autres branches du mouvement ouvrier chrétien, la formation d'une élite est un élément important dans la stratégie du Secrétariat Général. Cet objectif est poursuivi au plan régional, où la direction doit être assurée par des dirigeantes compétentes. Dans cet esprit, un cours s'étendant sur plusieurs semaines est organisé, à partir de l'été 1916. Non sans succès, il inclut une initiation au droit, à l'économie, à la morale, à la philosophie et à la théologie. Les considérations théoriques sont étayées par des visites de travail pratiques. Des orateurs éminents, dont quelques professeurs d'université, y prêtent leur concours.

Il est une autre élite qui, aux yeux de Victoire Cappe, peut être un point d'appui pour l'émancipation socio-culturelle et religieuse des masses : il s'agit des institutrices. Si le Secrétariat Général parvient à les gagner à sa cause, cet acquis constitue un "tournant" pour l'avenir. C'est pourquoi un cours social pour institutrices est établi à partir de 1916. C'est là le début d'une tradition qui se perpétue jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale. Pareille initiative marque également le point de départ d'une union professionnelle nationale des institutrices, qui œuvre sous l'égide du Secrétariat Général.

Ce dernier amorce ainsi une réorientation frappante de ses fonctions, déjà entamée au début de l'année 1914. Vu la concurrence croissante du mouvement des femmes socialistes, alors en pleine expansion, il a alors lancé une campagne en faveur d'un élargissement de ses activités. En général, durant les premiers mois de la guerre, les secrétariats locaux et régionaux réagissent positivement à cette suggestion. Sous l'impulsion du Secrétariat Général, ils deviennent d'importants pôles de croissance du mouvement social chrétien pour les femmes de la classe ouvrière. Fin 1918, on en dénombre 41, un peu plus en Flandre qu'en Wallonie. Il y a

même des contacts sporadiques avec les secrétariats de la zone des Etapes, isolés du reste du pays.

Le nouveau visage du mouvement social féminin exige des adaptations structurelles. Qui dit champ d'action plus vaste dit frais plus élevés et besoins accrus en personnel. De nouvelles collectes de fonds et une intervention du Comité National de Secours et d'Alimentation apportent une bouffée d'oxygène à cet égard. Vu les circonstances de l'époque, des organisations étrangères sont disposées à faire un effort particulier. Ainsi, le mouvement des femmes suisse s'engage à supporter le coût de deux propagandistes. C'est pourquoi Alix Ficher et Germaine Van den Herke peuvent être engagées, en 1916, comme premières propagandistes nationales, respectivement pour la partie wallonne et pour la partie flamande du pays. L'année 1915 voit le début des réunions trimestrielles des secrétariats régionaux. Des déléguées s'y rassemblent, afin d'organiser leurs actions et leurs efforts, de résoudre les problèmes communs, de prendre connaissance des directives et des encouragements du Secrétariat Général.

Ces réunions préparent également l'après-guerre. Y sont évoqués des problèmes comme la réglementation de l'enseignement professionnel, les projets en matière de sécurité sociale de la femme, la bienfaisance publique et la nécessité d'une présence stratégique du mouvement dans les nouvelles institutions. L'intense activité de l'équipe nationale et les résultats enregistrés par l'organisation génèrent aussi de nouvelles aspirations. Maria Baers suggère que le Secrétariat coordonne l'action de l'ensemble des œuvres sociales féminines²². A partir de 1917, elle sollicite en cette matière le soutien du Père Rutten, qui à ce moment élabore son projet de mouvement social pour l'après-guerre.

III. Formation et défense des intérêts de la femme du milieu ouvrier. 1918-1939

A. *Regroupement sous l'égide du Secrétariat Général des Oeuvres Sociales Féminines Chrétiennes*

La guerre renforce l'idée que le mouvement social féminin ne peut reposer uniquement sur l'action syndicale. Les réformes qui s'ensuivent doivent être situées dans un contexte plus large. Confrontées aux aspirations à la démocratie et au renouveau social, les structures anciennes de bon nombre d'organisations catholiques sont mises en cause. Maints projets sont avancés, pour les organisations sociales en général, et pour le mouvement social féminin en particulier. Dans son *Programme social des syndiqués*

22. Notes et correspondance dans ACSVW 4, 6-7.

chrétiens de la fin 1918, le Père Rutten pose déjà quelques jalons. Il reconnaît au mouvement social féminin le droit de disposer d'organisations autonomes. D'autres sources indiquent qu'il souhaite confier au Secrétariat Général la coordination des œuvres destinées aux femmes du milieu ouvrier²³. Sur ce point, il peut, bien entendu, compter sur le soutien inconditionnel de Maria Baers, qui apparaît de plus en plus clairement sur le devant de la scène et se profile comme l'architecte de la restructuration de l'après-guerre.

Déjà pendant la guerre, alors même que le Père Rutten recueille des informations en vue de l'élaboration de ses projets, Maria Baers exprime ses craintes face aux aspirations "totalitaires" de la Fédération des Femmes Catholiques. Comme Victoire Cappe, elle pense que le Secrétariat Général doit contribuer effectivement à la rechristianisation de la société, "en se fondant sur la vision catholique, selon laquelle la famille est la pierre angulaire de l'édifice social" [NT]. Jusque dans les composantes les plus infimes de la société, un rôle spécifique est imparti à la femme : celui-ci est complémentaire à celui de l'homme. Les deux sexes sont "équivalents", sans que l'on puisse parler d'"égalité" entre eux. Par ses dispositions naturelles, la femme est la plus apte, dans la vie du ménage, à prendre soin de son mari et de ses enfants. Dès lors, le Secrétariat Général ne cesse de répéter qu'elle ne peut perdre de vue sa tâche naturelle d'épouse et de mère, sans nuire pour autant à son épanouissement personnel. C'est là un message qui s'adresse à la masse, plutôt qu'à l'élite des femmes qui travaillent.

Il est convenu que l'"émancipation matérielle" doit être le résultat d'une réflexion et d'une action autonomes. Pour la propagande dans les milieux féminins, elle nécessite des organisations spécifiques et des méthodes adéquates. Encore faut-il savoir si ces organisations doivent se fonder d'abord sur un lien de classe, et si les intérêts sociaux doivent ou non primer ceux de la femme comme telle. Le Secrétariat Général estime, en l'occurrence, que la législation de l'époque porte préjudice à toutes les femmes, quelle que soit la catégorie sociale à laquelle elles appartiennent. Il s'accorde cependant à reconnaître que le regroupement de toutes les femmes, au sein d'une organisation unique, est "un rêve impossible".

Un réseau d'œuvres, à caractère économique et éducatif, doit concrétiser ces idées. Toutefois, Maria Baers estime que le maintien de l'unité, nécessaire au sein du mouvement, exige un organe de coordination, chargé de diriger l'ensemble des organisations et de développer de nouvelles initiatives. Dans le passé, de facto, le Secrétariat Général des Unions Professionnelles Féminines Chrétiennes s'est chargé de cette mission. L'élargissement de ses activités se manifeste par un changement de dénomination décidé lors de la première assemblée des secrétariats après l'armistice, le 20

23. On trouve plusieurs plans et projets dans AAM-FM, dans Papiers Belpaire et dans ACSVW. G.C. Rutten, *Programme social des syndiqués chrétiens*. Bruxelles [1918].



Le Secrétariat Général des Œuvres Sociales Féminines Chrétiennes et les secrétariats régionaux sont la plaque tournante du mouvement ouvrier chrétien féminin.

(Journée d'étude destinée aux permanentes tenue au secrétariat de Bruxelles, 1920; avec Maria Baers et Victoire Cappe assises au premier rang, 4ème et 6ème en partant de la gauche)

décembre 1918 : le Secrétariat Général des Unions Professionnelles est alors rebaptisé Secrétariat Général des Oeuvres Sociales Féminines Chrétiennes²⁴. Suite à l'intervention du Père Rutten, avec l'appui du cardinal Mercier, le mouvement acquiert, en 1919, l'ancien couvent des Franciscains, situé au boulevard Clovis, à Bruxelles. L'immeuble abrite les syndicats, les cercles d'étude, les ligues féminines et les organisations coopératives²⁵.

Le rôle central du Secrétariat Général dans le mouvement va croissant. Il représente les œuvres féminines auprès de nombreuses instances officielles et privées²⁶. Sa tâche première reste toutefois la mise en œuvre d'une stratégie efficace et la diffusion d'une idéologie pour le mouvement féminin. Comment celles-ci sont-elles élaborées ? On ne soulignera sans doute jamais assez l'influence personnelle des secrétaires générales, auxquelles se joint, dans un premier temps, l'assemblée des secrétariats régionaux. Des déléguées des secrétariats régionaux se réunissent en effet tous les trois mois, afin d'analyser les problèmes en suspens et de définir une ligne de conduite commune. L'influence de cette assemblée décline dès le début des années 1920. A partir de 1922, les congrès bisannuels reprennent le flambeau : ils définissent la ligne idéologique et le programme d'action du mouvement.

La diffusion large de ce programme fait l'objet d'une attention particulière. Cette tâche est impartie au service de propagande, au sein duquel opère un véritable service de presse. Il faut assurer la diffusion systématique des idées mises en avant par le mouvement. Dans ce contexte, la bourgeoisie et les classes dirigeantes constituent un groupe-cible, au moins aussi important que la classe ouvrière proprement dite. C'est pourquoi Maria De Boeck rédige régulièrement la rubrique féminine du nouveau quotidien flamand *De Standaard*. Le mensuel *La Femme belge* est également mis à contribution, encore que sa survie nécessite des efforts non négligeables²⁷.

Afin de mettre en œuvre un programme pour la masse, le Secrétariat Général encourage la décentralisation des activités, par l'intermédiaire des secrétariats régionaux, qui soutiennent à leur tour des secrétariats locaux.

24. ACSVW 31. Jusqu'alors, l'appellation néerlandaise la plus courante est "Algemeen Secretariaat der Christene Vrouwenverenigingen van België", ou parfois encore "Algemeen Secretariaat der Christene Vrouwelijke Beroepsverenigingen". A l'origine, on parle aussi sporadiquement de "Secretariaat van Vrouwelijke Syndicaten". L'appellation française courante est "Secrétariat Général des Unions Professionnelles Féminines Chrétiennes de Belgique".

25. Pour de plus amples détails relatifs à l'acquisition du couvent, voir la correspondance Baers-Belpaire et Baers-Rutten dans ACSVW 4 et Cappe-Mercier dans AAM, FM, 74.

26. Le Conseil Supérieur du Travail, le Conseil des Ecoles de Service Social, le Comité Belge pour la Lutte contre la Traite des Femmes et des Enfants, la Ligue pour le Relèvement de la Moralité Publique, la Ligue Antivénérienne, la Ligue d'Hygiène Mentale, la Ligue de Lutte contre le Cancer, la Ligue des Familles Nombreuses, le Davidsfonds et l'Oeuvre Nationale de l'Enfance.

27. Il faut également tenir compte, au départ, de la collaboration rédactionnelle du Secrétariat au journal *Omhoog*.

Nous ne pouvons nous arrêter au fonctionnement de ces secrétariats régionaux, au nombre de douze en 1924 en Wallonie, de quatorze en Flandre, sans oublier un secrétariat bilingue à Bruxelles. Épinglons simplement les importants contrastes régionaux, tant pour la variété des services offerts que pour la classe sociale ainsi touchée. Les secrétariats les plus développés couvrent la totalité du champ socio-économique. Au fur et à mesure que le mouvement étend ses ramifications afin d'augmenter son emprise sur la masse, son terrain d'action s'oriente de plus en plus vers la ligue locale. C'est par ce biais que la femme de l'ouvrier doit être (re)christianisée et émancipée. Les anciennes ligues, qui n'ont jamais eu un caractère de classe marqué, sont alors transformées systématiquement en "standsorganisaties". Le tout est regroupé, en 1920, en deux fédérations : l'une flamande et l'autre wallonne. Ces fédérations deviennent progressivement les principaux piliers du mouvement. L'évolution dont il s'agit est évoquée dans les pages suivantes. A la fin de l'année 1920, un accord est conclu avec le Boerinnenbond et le Constance Teichmannbond : il est convenu que les intérêts des ouvrières et des femmes d'ouvriers seront de la compétence exclusive du Secrétariat Général.

Parallèlement à cette action décentralisée, le Secrétariat Général développe ses propres services, systématiquement scindés en une section flamande et une section wallonne. La reconnaissance des spécificités des deux communautés culturelles joue un rôle décisif dans ce processus. Elle est renforcée par des nécessités pratiques : les femmes d'ouvriers ne parlent généralement qu'une seule langue.

La formation au sens le plus large, qu'il s'agisse des membres ou des cadres, reste la principale préoccupation du Secrétariat Général. A cet égard, les cercles d'étude sont un instrument qui a fait ses preuves. Ils sont désormais fédérés et placés sous la direction de Maria De Boeck. Initialement, la plupart d'entre eux étaient conçus pour la formation sociale de personnes issues de la bourgeoisie. Cette option cadrerait, on l'a vu, avec la stratégie originelle du Secrétariat Général, qui entendait mobiliser les femmes de ce milieu en faveur des idées du mouvement. A présent, la direction nationale tente de propager des cercles d'étude vraiment ouvriers. Elle assure la diffusion de thèmes centraux, ainsi que d'une méthodologie adaptée aux ouvrières. Au printemps de 1922, l'aile francophone organise une journée d'étude sur ce thème²⁸. L'abbé Cardijn, en premier lieu, mais aussi Victoire Cappe et l'abbé René Van Haudenard, directeur des œuvres sociales de Charleroi et éditeur des *Dossiers de l'action catholique*, sont les ardents défenseurs de la méthode inductive, qui part de l'expérience personnelle des participantes. Le cercle d'étude ne peut être un instrument de transfert passif de connaissances, mais il doit déboucher sur une pratique

28. Compte rendu dans *La Femme belge* (= FB) (mars 1922) 1028-1031.

sociale. A partir du milieu des années 1920, l'importance des cercles d'étude décline. Leur mission est alors reprise par les ligues.

L'essor remarquable du mouvement implique qu'il puisse disposer, de toute urgence, de cadres dotés d'une formation solide. Provisoirement, les initiatives prises pendant la guerre sont poursuivies. Entre-temps, des plans visant à créer une école permanente sont élaborés. Ils sont favorisés par un Arrêté Royal, qui tend à subsidier les études suivies dans les écoles sociales. Lorsque cette disposition entre en vigueur, en octobre 1920, le mouvement social chrétien féminin peut ouvrir les portes de sa propre école. Placée sous le patronage du cardinal Mercier, celle-ci comprend une section flamande et une section wallonne, dirigées respectivement par Helena De Coster, à qui succède très rapidement M. Wauters, et par J. Stilmant. L'établissement vise un double but : tout d'abord, former les cadres indispensables au mouvement; ensuite, et de manière plus large, "faire régner partout l'esprit social chrétien". Il s'en explique comme suit dans son prospectus : "l'école sociale catholique a pour objectif de préparer la femme catholique à réaliser sa mission sociale et de la préparer aux charges sociales spécifiques qui lui sont de plus en plus confiées" [NT] ²⁹.

L'école s'adresse à des jeunes filles d'au moins dix-huit ans, qui ont suivi l'enseignement secondaire et disposent de plusieurs années d'expérience utile dans le secteur social. Au terme de deux années d'études, les élèves obtiennent un diplôme officiel d'assistante sociale ³⁰. Outre les cours théoriques, cette formation très étoffée comprend un stage pratique fort important. Une pléiade de chargés de cours éminents est recrutée parmi les dirigeants du mouvement ouvrier et dans les milieux académiques de l'université de Louvain ³¹. Chaque année, plus de quarante étudiantes décrochent leur diplôme. La proportion de francophones est alors légèrement supérieure à celle des néerlandophones. La majeure partie d'entre elles trouve un emploi dans les organisations sociales chrétiennes.

Si la formation, dans ses aspects les plus divers, devient son champ d'action privilégié, le Secrétariat Général ne néglige pas pour autant la propagande syndicale. Dès lors qu'il élargit sa mission, il importe de confier la propagande syndicale à un organe spécifique. C'est pourquoi, sous l'impulsion du Secrétariat Général, les fédérations professionnelles féminines décident, lors du quatrième Congrès de la CSC d'avril 1919, de créer la Commission Intersyndicale Féminine (Vrouwelijke Intersyndicale Commissie, ISC). Les fédérations présentes lors de la réunion de fondation, le 1er juin 1919, sont les suivantes : institutrices, enseignantes du professionnel, employées, couturières, dentellières, blanchisseuses et repasseuses, infirmières

29. Prospectus, ACSVW 7.

30. Le titre officiel du diplôme est : "Diplôme d'Etat pour le Service Social" (Arrêté Royal du 10 août 1921).

31. En ce qui concerne l'Ecole Sociale, voir les comptes rendus des réunions des secrétaires; ACSVW 6; *La Femme belge*, passim et les rapports annuels du Secrétariat Général.

et ouvrières d'usine. L'objectif premier de l'ISC est de défendre, d'une manière adéquate, les intérêts professionnels de la femme, par la promotion de l'idée syndicale dans les milieux féminins et par le renforcement de l'unité entre les associations professionnelles féminines. La commission édite deux publications : *L'Ouvrière*, qui paraît en français depuis un certain temps déjà, et son pendant néerlandophone, la nouvelle revue *De Arbeidster*.

L'ISC est un service du Secrétariat Général qui, au départ, reste extérieur à la CSC. Toutefois, il apparaît clairement que cette dernière - qui étend progressivement son autorité à l'ensemble du mouvement syndical chrétien - néglige, dans une large mesure, les intérêts de la femme. Dès lors, Maria Baers demande instamment la reconnaissance de l'ISC comme "corps consultatif" au sein de la CSC. Le bureau de la confédération syndicale approuve cette proposition, le 30 août 1921, mais il laisse à ses centrales mixtes le choix d'y adhérer ou non. Dans le cadre de la centralisation professionnelle, les fédérations de femmes, qui ne sont plus viables, sont absorbées en 1925 par les centrales de taille plus importante. Ainsi sonne le glas de l'ISC, exclusivement composée de déléguées des fédérations féminines. De ce fait, l'intérêt pour les problèmes spécifiques de la femme diminue considérablement au sein de la CSC³².

Le Secrétariat Général ne tarde pas à se préoccuper du vaste problème de la santé et de l'hygiène. Les mutualités féminines ont une longue tradition derrière elles et sont même très florissantes dans certaines villes. S'il est facile de convaincre les femmes des avantages immédiats d'une affiliation à ces associations, de sérieuses difficultés apparaissent, dès 1920 : en effet, le ministre socialiste Joseph Wauters subordonne les subsides accordés aux services médico-pharmaceutiques à leur caractère familial. Dans le système de mutualité familiale préconisé par le ministre, tout ménage bénéficie de soins médicaux via l'affiliation du mari. Rien d'étonnant, dès lors, si la plupart des femmes ne sont plus disposées à payer une cotisation séparée. Dans ces circonstances, nombre de mutualités féminines ne peuvent subsister de façon indépendante et se voient obligées de fusionner avec leurs équivalents masculins. Toutefois, en Wallonie, le mouvement social féminin est confronté à un nouveau défi : de nombreuses épouses, dont le mari milite dans le mouvement socialiste, sont en effet affiliées auprès d'une mutuelle chrétienne.

Ni Maria Baers, ni Victoire Cappe n'entendent cependant passer la main. Elles redoublent d'efforts pour acquérir suffisamment d'influence au sein de l'Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes (ANMC), afin de

32. A. Fischer, "La Commission Intersyndicale", *FB* (oct. 1921) 465-473. Rapports de l'ISC dans AKAV + 3. En juin 1938, la CSC conclut un accord avec les LOFC-KAV visant à mener une propagande syndicale auprès des femmes. Les résultats de cette campagne ne sont pas satisfaisants. Dès lors, la CSC crée, en 1947 son propre service syndical destiné aux femmes. Voir à ce sujet le chapitre relatif au mouvement syndical, qui figure dans le présent tome.

conserver la défense des intérêts féminins. Dans le courant de l'année 1922, le Secrétariat Général obtient deux déléguées au bureau de l'Alliance : Maria Baers et Berthe Tratsaert. Les femmes représentent, du reste, une part non négligeable des assurés : en 1924, elles sont 105.000 sur un total de 573.000 affiliés ³³.

L'importance de la médecine préventive et de la "santé publique" ouvre d'ailleurs de nouvelles perspectives au mouvement social féminin. En effet, ce dernier peut agir dans le secteur des soins aux mères et aux nouveaux-nés : caisses de maternité, consultations pré- et postnatales, consultations des nourrissons. Le Secrétariat Général s'occupe systématiquement de tels services. A cet égard, les mutualités féminines apparaissent comme un moyen tout indiqué. Leur promotion est confiée à un service mutualiste distinct, qui dispose de ses propres propagandistes. L'expansion des mutualités féminines présente un caractère nettement régional. Parmi les plus développées, citons le Vrouwenkrans d'Ostende, le Mariakrans d'Anvers et Sainte-Gudule à Bruxelles ³⁴. Les ligues étendent bientôt leurs activités à ce secteur.

Comme nous l'avons indiqué au début du présent chapitre, Victoire Cappe et plus encore Maria Baers ont pour objectif de soutenir et d'organiser les femmes du monde ouvrier sur tous les plans. On comprend, dès lors, l'attention qu'elles portent aux mouvements de jeunesse et à l'action coopérative ³⁵.

L'élargissement de ces activités nécessite également une adaptation de la structure du Secrétariat Général. Afin de regrouper tous les services et toutes les organisations auxiliaires, Maria Baers propose la création d'un conseil central, "chargé d'une gestion responsable de l'action générale" [NT] ³⁶. Il faut attendre 1924 pour que ce projet soit exécuté. Soulignons dès à présent la volonté résolue de Maria Baers et de Victoire Cappe d'organiser le mouvement social chrétien des femmes sur base d'une inspiration commune et d'une direction centrale. A cette époque, pareille idée est mise à rude épreuve, d'une part à la suite du développement rapide des ligues, qui "ratissent large", d'autre part en raison du prestige croissant de la LNTC et de ses ramifications. Puisqu'il est "encore trop tôt pour transmettre à la masse des membres féminins [c.à.d. les ligues] la direction de la pensée du mouvement", et que, de toute évidence, les organisations masculines s'intéressent fort peu à la présence de femmes en leur sein, la centralisation doit être accentuée au sein même du Secrétariat Général. Pour atteindre cet objectif, un "conseil central" se crée en réunissant des déléguées

33. Parmi ces 573.000 assurés, il faut sans doute compter aussi un grand nombre d'enfants; Rezsóhazy, *Histoire*, 247-248.

34. Pour un aperçu détaillé du fonctionnement mutualiste, voir Rezsóhazy, *Histoire*.

35. Nous renvoyons le lecteur au chapitre qui, dans ce tome, traite des organisations de jeunesse.

36. Réunion des délégués des secrétariats, 26 octobre 1920; ACSVW 6.

des secrétariats régionaux ³⁷. Vu la structure typiquement oligarchique du mouvement social féminin, au sein duquel le pouvoir est concentré entre les mains des secrétaires générales, ce conseil n'a provisoirement que peu d'attributions : il dispose, en l'occurrence, d'un simple pouvoir d'avis quant à "la mission et au maintien de l'unité du mouvement". Bien plus, le nouveau "conseil central" n'empiète pas sur l'autonomie structurelle dont disposent les diverses branches, dans leurs domaines respectifs.

Cette adaptation des structures s'oppose très nettement aux plans de Louis Colens, aumônier de la LNTC. Ce dernier vient, en effet, de tout mettre en œuvre pour donner au mouvement ouvrier chrétien une assise solide et une direction centrale. Dans l'optique de Baers, le Secrétariat Général doit précisément devenir le pendant féminin de la LNTC, ce qui implique des discussions permanentes sur la délimitation des compétences. Il est significatif à cet égard qu'après maints pourparlers, seule la Fédération Nationale des Ligues Ouvrières Féminines adhère à la LNTC.

Comment est constitué ce conseil central ? Chaque secrétariat régional (au nombre de 23 en 1924) y dispose d'une déléguée. Les Oeuvres Sociales Féminines Chrétiennes elles-mêmes, la Fédération Nationale des Ligues Ouvrières Féminines, l'ISC, le service mutualiste, les organisations de jeunesse et les écoles sociales sont également représentés, chacun par deux membres. Le conseil compte, en outre, un aumônier nommé par les évêques, sur proposition du Secrétariat Général du Père Rutten. Ce qui frappe dans la composition du conseil central, c'est l'apport permanent et considérable des secrétariats décentralisés, comparativement à l'influence faible des organisations et des services nationaux. Ceux-ci sont, du reste, représentés de façon paritaire, indépendamment de leurs effectifs.

Deuxième fait à souligner : la désignation d'un aumônier. Contrairement à ce qui se passe dans d'autres branches du mouvement ouvrier chrétien, force est de constater que l'influence de l'aumônier - sur le plan national du moins - est plutôt limitée. D'ailleurs, à l'origine, la fonction d'aumônier n'existe pas officiellement, même si le Secrétariat Général peut compter sur la collaboration de l'abbé Pierre Harmignie, puis de Frans Van de Heuvel et de René Van Haudenard, pour s'occuper des ligues féminines. En 1919, le Père Rutten s'impose à cette fonction, en désignant Jan Belpaire comme "suppléant permanent". Belpaire, directeur des œuvres sociales de Nivelles à l'époque, n'est pas un inconnu au sein du mouvement : pendant la guerre déjà, il est un des hommes de confiance de Maria Baers. Son influence sur le mouvement s'accroît sans cesse et son opinion est déterminante dans la tournure que prennent de nombreuses discussions. Après le décès de Victoire Cappe, il formera, avec Maria Baers, un tandem de dirigeants incontestés.

37. Réunion des délégués des secrétariats, 4 février 1924; ACSVW 6.

Création et plan d'activités

Comme son nom l'indique, le Secrétariat Général des Unions Professionnelles Féminines Chrétiennes avait surtout pour charge, lors de sa fondation en 1912, l'amélioration des conditions de travail des femmes employées dans des ateliers ou dans l'industrie à domicile. Sous la pression des circonstances de guerre, il élargit son champ d'action. Il développe de nombreuses activités, très diversifiées, en parallèle certes, mais à certains égards aussi avec un certain retard par rapport au mouvement masculin. C'est pourquoi il change de dénomination, en 1918, pour devenir le Secrétariat Général des Oeuvres Sociales Féminines Chrétiennes de Belgique. Cette évolution se traduit par une attention plus marquée pour les ligues féminines. Celles-ci existaient déjà, ici et là, avant la guerre. Elles s'adressaient aux femmes adultes, en particulier aux épouses d'ouvriers, et prenaient en charge leur formation sociale, morale et religieuse.

Les ligues féminines se tournent vers toutes les femmes de la classe ouvrière. Bien qu'elles visent autant les travailleuses que les ménagères, ce sont surtout ces dernières qui sont au centre des préoccupations. Par leur mode de vie, les femmes au foyer sont, en effet, les plus réceptives à l'idéal prôné par les ligues féminines : il importe que chacune d'elles puisse se consacrer entièrement à sa vocation d'épouse, de mère et de pivot de la vie familiale. Le problème spécifique de l'amélioration des conditions de travail est confié aux sections féminines des syndicats et au mouvement de jeunesse.

Si les ligues féminines s'adressent d'abord aux épouses d'ouvriers, elles le font sans trop d'exclusive dans la phase initiale. Maintes sections comptent également, parmi leurs effectifs, des femmes d'employés subalternes, de petits indépendants et d'agriculteurs. Bien plus, de nombreuses dames issues de la noblesse et de la bourgeoisie figurent dans les organes locaux ou parmi les membres d'honneur, prolongeant ainsi une tradition d'avant-guerre. A plus long terme, les ligues féminines cherchent à ne regrouper que des femmes d'ouvriers. La formation que le mouvement leur assure a pour but de leur permettre de prendre en charge, de façon autonome, tant la direction des sections locales que celle des organes centraux. Cette évolution se dessine principalement entre 1920 et 1930.

L'expansion des ligues féminines nécessite de nouvelles formes de coopération aux niveaux local, régional et national. C'est pourquoi se crée, en octobre 1920, la Fédération Nationale des Ligues Ouvrières Féminines

38. Sur le développement des ligues flamandes, voir : De Decker, *Vormingswerk*, I; De Decker & Christens, *Vormingswerk*, II. Pour des aspects plus particuliers, cf. : Eaton, *The Belgian leagues*.

Chrétiennes. De conception nationale, cette organisation est cependant constituée de deux "sections", l'une flamande et l'autre francophone. Elle compte, par conséquent, deux secrétaires générales, Helena De Coster et Angéline Japsenne, qui dirigent le mouvement jusqu'à la seconde guerre mondiale ³⁹. Du reste, le Secrétariat Général a, lui aussi, une direction bilingue. Maria Baers et Victoire Cappe sont nommées d'office présidentes de la Fédération Nationale, ce qui leur permet de consolider la position du Secrétariat Général comme organe central du mouvement social féminin ⁴⁰.

Angéline Japsenne est issue d'une famille modeste d'ouvriers liégeois. Après avoir obtenu de brillants résultats à l'école normale de Liège, où elle fait la connaissance de Victoire Cappe, elle commence sa carrière professionnelle durant la guerre, comme préceptrice attachée à une riche famille louvaniste. Sous l'influence de Victoire Cappe, avec laquelle elle conserve des contacts, Angéline Japsenne s'engage dans le mouvement social. Elle possède, aux yeux de Cappe, deux qualités indispensables en ces années de restructuration du mouvement : tout d'abord elle provient d'une famille d'ouvriers modestes, mais dignes; ensuite, grâce à ses études et à sa profession d'institutrice, elle a appris à fréquenter la noblesse et la haute bourgeoisie, dont certains membres occupent assez souvent, dans les années vingt, des postes de responsabilité à la tête des secrétariats régionaux d'œuvres sociales. Pour sa part, Helena De Coster est engagée dans le mouvement ouvrier chrétien féminin lorsqu'en 1916, elle devient membre du cercle d'étude bruxellois De Graankorrel [Le Grain de Blé], créé au sein du Secrétariat Général ⁴¹.

La Fédération Nationale se voit confier un vaste programme d'action. Comme mouvement de formation destiné aux nombreuses femmes d'ouvriers, elle vise à parachever leur formation, demeurée assez sommaire. Cette démarche n'a rien de scolaire. Elle est axée sur une connaissance des travaux ménagers, ainsi que sur une éducation morale. La doctrine chrétienne en constitue le substrat idéologique. Elle est la ligne directrice à suivre dans toutes les circonstances de la vie quotidienne. Une formation purement religieuse est, dès lors, inscrite au programme de la ligue.

La défense des intérêts des membres est la deuxième option à figurer dans ce même programme. La première étape consiste à informer les affiliées sur les organisations d'aide socio-économique et sur la législation sociale. Bien entendu, les campagnes d'affiliation auprès des mutualités chrétiennes, des syndicats et des coopératives viennent prolonger ce travail. Plusieurs responsables des ligues féminines et des autres branches du Secrétariat

39. La Fédération Nationale tient son premier congrès un an plus tard, les 4 et 5 septembre 1921. Les Flamandes et les francophones se réunissent en sessions séparées, l'ordre du jour restant commun aux deux groupes linguistiques.

40. Cf. divers rapports et notes, ACSVW 6-7.

41. Sur le Graankorrel, voir AKAV + 1, + 2.

tariat Général sont, en outre, membres des directions nationales de la CSC, de l'ANMC et de la LNTC, où elles s'efforcent de défendre les intérêts spécifiques des femmes.

A l'origine, les ligues féminines constituent un phénomène essentiellement local : la nature et la fréquence de leurs activités dépendant entièrement de la direction locale. La Fédération Nationale veut unifier les activités et réaliser un programme commun pour toutes les ligues féminines de l'ensemble du pays. Elle se donne les objectifs suivants : a. la direction, l'unification et la mise en œuvre effective du programme des ligues féminines; b. le développement de fédérations au niveau des arrondissements; c. la préparation de congrès et de semaines sociales; d. la création d'un service de documentation; e. la publication d'un journal.

Le programme de base est repris dans les statuts nationaux de 1920. Pour chaque "période de travail", le programme fournit un certain nombre de thèmes. Ce choix est communiqué et expliqué au cours des congrès nationaux, organisés tous les deux ans environ par le Secrétariat Général. Durant les années vingt, les Flamandes et les francophones participent au même congrès. Les différentes branches du Secrétariat Général se concertent aussi sur les sujets à traiter, prévus dans le programme. Certaines campagnes sont lancées de concert.

Le mouvement diffuse ses idées auprès des membres par deux canaux. Le contact le plus direct s'établit par l'intermédiaire du journal *Vrouwenbeweging* [Mouvement des Femmes], distribué chaque mois personnellement, à tous les membres, par les sectionnaires. Cette publication a vu le jour en 1910 à destination des ligues féminines anversoises. Elle est ensuite adoptée par le mouvement national au Nord du pays. Il s'agit d'un magazine féminin d'intérêt général, d'éducation et de détente, dont l'inspiration est à la fois sociale et catholique. En outre, les sections de la région gantoise éditent, jusqu'en 1937, leur propre organe, *De Christene vrouw* [La Femme Chrétienne], qui prolonge la revue de l'Antisocialistische Vrouwenbond.

Il est une autre manière d'informer et d'encadrer les sections locales : la diffusion du journal *De Vrouwengilde* [La Ligue des Femmes], destiné aux cadres de l'organisation. Ce dernier est envoyé à toutes les responsables et aux sectionnaires. Il fait office de manuel pour les réunions de direction et les assemblées générales. Il fournit également de plus amples informations sur l'actualité dans le domaine social et législatif, ainsi que sur la vie interne du mouvement ouvrier chrétien.

Il existe également deux canaux similaires du côté francophone. *La Ligue des femmes* s'adresse aux membres depuis le début de l'année 1919⁴². Ce mensuel contribue largement à structurer le mouvement. Il comporte des informations sur les différents services; par ses articles de

42. A l'origine, ce périodique sert également d'organe de la Commission Intersyndicale, jusqu'à la parution de *L'Ouvrière*, qui reprend le flambeau en juin 1919.



Après la première guerre mondiale, chaque Ligue des Femmes fait du bien-être des mères de famille et de leurs enfants une priorité.

(Photo prise par E. Despret au secrétariat régional des œuvres sociales féminines de Nivelles, 1922)

fond, ses comptes rendus de livres et par les thèmes proposés aux cercles d'étude, il constitue un moyen privilégié d'éducation, tant sur le plan moral que social. Enfin, la chronique de la ligue constitue, en quelque sorte, un reflet de la vie de l'ensemble du mouvement.

Le Moniteur des Ligues Ouvrières Féminines Chrétiennes de Belgique, moins attrayant et d'un abord plus "sérieux", est destiné aux dirigeantes. Il paraît pour la première fois en 1925. *La Femme belge* demeure l'organe du Secrétariat Général. Fondée en 1913, cette revue s'adresse à la bourgeoisie et aux membres de la direction des œuvres féminines. Axée sur les problèmes d'actualité, elle diffuse les prises de position du mouvement.

L'activité principale d'une section locale est la tenue d'assemblées générales, au nombre de cinq environ par année de travail, soit de septembre à juin. Ces réunions ont le plus souvent des allures de fête : célébration eucharistique, pièce de théâtre ou chansons présentées par les membres, petite restauration. Le traditionnel discours, dont le contenu est calqué, autant que possible, sur le thème national annuel, est plus important. Il se base généralement sur une ébauche de texte rédigée par la Fédération Nationale. Il traite de thèmes comme le mouvement ouvrier, l'actualité sociale, la santé, la famille, la religion, etc...

C'est ainsi qu'entre 1920 et 1930, différentes questions sont abordées. En 1921, les activités tournent autour de problèmes d'actualité : la pénurie de logements, suite aux ravages causés par la guerre, et la lutte scolaire entre enseignement catholique et réseau officiel. En 1922-1923, les craintes émises à l'échelle internationale au sujet de la dénatalité et de la décadence des mœurs se traduisent par des prises de position nettement inspirées par la doctrine chrétienne. Celles-ci portent sur le mariage, sur l'éducation religieuse à l'église, dans la famille et à l'école, sur une utilisation du temps libre "responsable" au plan moral, pour les enfants et surtout pour les adultes. En outre, l'hygiène fait l'objet de plusieurs exposés et articles, préparant ainsi le thème de 1924-1925. Ce dernier attire l'attention sur les soins à donner aux femmes enceintes, aux jeunes mamans, aux bébés et tente d'y apporter des améliorations. Les soins de santé, sous la forme de congé de maternité obligatoire et de consultations médicales pour la mère et ses enfants, ainsi que le soutien matériel accordé par le biais d'allocations familiales et de primes de naissance, sont à l'ordre du jour. Les activités organisées autour de tels thèmes se déploient parallèlement à des initiatives législatives prises en ces matières, tant par les catholiques que par les socialistes.

Les ligues féminines et les mutualités prennent à cœur les soins destinés aux futures et aux jeunes mamans. A cet effet, ces organisations mettent sur pied leurs propres consultations de nourrissons et des centres de distribution de lait. En 1924, elles fondent la Caisse Maternelle Nationale. Cette caisse d'assurance alloue une aide financière aux affiliées lors d'une naissance, à partir du deuxième enfant. Dès 1926, des subsides sont

octroyés par l'Etat. Ils sont cependant supprimés à partir de 1929. La Caisse Maternelle subsiste toutefois après la seconde guerre mondiale, grâce surtout à l'augmentation des cotisations.

Au cours de la période 1926-1927, c'est le thème du travail des femmes qui est à l'ordre du jour. Par des enquêtes, organisées à l'initiative des ligues féminines et des associations professionnelles, la CSC et le Secrétariat Général s'efforcent de mieux cerner la situation des femmes qui travaillent, à l'échelle européenne et surtout en Belgique. Sur base des résultats obtenus, les ligues féminines tentent de soutenir l'idée selon laquelle le travail professionnel n'est pas un choix pour la plupart des femmes, mais un mal nécessaire, qui porte atteinte à leur santé et à leur vocation, ainsi qu'à la vie familiale ⁴³.

En 1928-1929, les conditions matérielles d'existence des familles ouvrières sont à nouveau en point de mire : le logement devient alors la principale préoccupation. La Fédération Nationale et les fédérations régionales encouragent les ligues et les secrétariats féminins à créer, dans les centres régionaux, des bureaux populaires pour conseiller les femmes d'ouvriers sur des problèmes sociaux, entre autres sur la législation relative aux loyers, les procédures d'achat et de financement d'une habitation. Ces bureaux aident concrètement les affiliées dans la recherche d'un logement adéquat.

Outre ces activités très variées, centrées sur certains thèmes annuels, des séries de leçons consacrées aux travaux ménagers sont organisées à partir de 1924 dans les sections locales, avec le soutien logistique de la Fédération Nationale. Ces cours portent sur la diététique, la lessive, le repassage, le nettoyage, la couture, l'hygiène, etc... Afin de stimuler l'intérêt des membres et pour pouvoir bénéficier des subsides octroyés par l'Etat, ces leçons font l'objet d'améliorations continues, du point de vue qualitatif et formel. Malgré les efforts incessants des promotrices, tant au niveau national que local, ces cours ne commencent à avoir un véritable succès que vers 1930.

Structure

En vue d'attirer et d'encadrer les ouvrières, une solide structure pyramidale est mise en place. Au sein de celle-ci, le lien entre les membres locaux et la direction nationale est assuré par des volontaires bénévoles.

La Fédération Nationale est placée sous la direction de deux organes : le comité national et le bureau. Le comité national, où siègent des déléguées des arrondissements, au prorata du nombre d'affiliées, se réunit deux fois l'an en présence de l'aumônier et d'un représentant du Secrétariat Général.

43. De Decker, *De houding*, passim.

*Tableau 1 :
Liste des fédérations des KAV et de leur année de fondation*

Anvers	1921
Malines	1921
Turnhout	1924
Province d'Anvers	1918
Bruxelles	1921
Louvain	1921 (1920 : ville)
Province de Limbourg	1923
Gand	1925
Saint-Nicolas-Waas	1931
Alost	1930
Termonde-Alost	1925
Grammont	1927
Audenarde	1938
Province de Flandre orientale	1923
Roulers-Tielt	1924
Courtrai	1924
Ostende	1931
Bruges	1928 (1922 : ville)
Ypres	1934

Comme organe exécutif, le bureau se compose d'abord de cinq membres, puis, à partir de 1925, de sept membres. Au début, il se réunit quatre fois l'an, mais bientôt les réunions ont lieu tous les mois. La secrétaire occupe une position stratégique, puisqu'elle a la responsabilité de la direction journalière. Au fur et à mesure que l'importance de sa tâche s'accroît, elle fait appel à des collaboratrices. Du côté flamand, Maria Nagels est nommée assistante de la secrétaire nationale en 1924. Dans les années qui suivent, un staff de collaboratrices nationales rémunérées est progressivement constitué. Du côté wallon, une première propagandiste nationale, Fernande Lebrun, est nommée en 1927, puis une deuxième, Christine Dupont, en 1929.

Pendant l'entre-deux-guerres, on observe, d'une façon générale, une tendance à la centralisation. Les fédérations régionales sont le chaînon intermédiaire indispensable pour réaliser l'unité du mouvement. Au début

des années vingt, les contacts entre les ligues sont irréguliers et il existe de grandes différences entre les diverses régions. En outre, le particularisme des dirigeantes locales constitue une entrave à l'unification. Pourtant, les fédérations régionales peuvent mieux contrôler l'exécution du programme général. Grâce à ce dernier, des activités et des résolutions identiques, des sujets de réflexion et des mots d'ordre similaires sont proposés à toutes les ligues. Les fédérations assurent l'unité du mouvement, sans que celle-ci soit ressentie comme une centralisation contraignante. Les suggestions nationales sont discutées au plan fédéral et adaptées à la réalité régionale. Ce travail d'intégration réalisé par les fédérations est complété par les nombreuses visites des secrétaires nationales et par le journal, destiné aux membres et aux cadres. Pilier de la fédération, la propagandiste permanente fait office de lien vivant entre la base - les ligues - et la centrale.

Les comités et les bureaux des fédérations ont, par contre, plus de difficultés à se faire accepter. Ce sont, en effet, les activités des ligues locales qui font vivre le mouvement. Malgré des différences imputables au passé et à l'équipe dirigeante, les ligues ont des traits communs. En général, elles sont dirigées par un comité, composé de responsables de quartier ou de sectionnaires, d'une présidente, de quelques dirigeantes et des responsables de la banque d'épargne, de la mutualité, de la consultation des nourrissons, etc... Le curé ou le vicaire fait office de directeur spirituel et participe aux réunions en compagnie de la secrétaire fédérale.

Structurées d'après les paroisses, les ligues se subdivisent en sections correspondant chacune à un quartier ou à une rue. Les sections sont du ressort d'une sectionnaire, qui est en quelque sorte "l'âme" de la ligue. C'est par son intermédiaire que s'établit un contact régulier, direct, avec la réalité et avec la base. Le mouvement attache, dès lors, une grande importance à l'action de ses sectionnaires.

Il est à noter qu'en Wallonie, le recrutement des membres de la direction et des sectionnaires ne se fait pas exclusivement dans la classe ouvrière. La princesse de Merode est, par exemple, la présidente d'une ligue locale. Ce recrutement très large s'explique sans nul doute par le caractère paroissial des ligues. Pareille ambiguïté est mise en cause par les militantes de la JOFC. Celles-ci reprochent aux ligues de ne pas former un véritable mouvement ouvrier. Leurs méthodes, leurs activités (de petits cercles réunis pour prendre le café) ne répondent pas aux attentes que les jeunes femmes, formées par la JOFC, ont à l'égard du mouvement. A cause de leur caractère peu combatif et peu axé sur le monde ouvrier, les LOFC peuvent difficilement gagner la sympathie et susciter l'enthousiasme des anciennes jocistes.

La ligue souhaite rendre la femme du milieu ouvrier plus chrétienne, donc "plus apte et attentive à remplir ses devoirs de mère, d'épouse et de maîtresse de maison". Par le fait même, la sectionnaire doit posséder toutes

ces vertus au plus haut point ⁴⁴. Elle doit être une femme pratique, compétente en tout ce qui fait la vie d'une chrétienne; il faut, en outre, qu'elle ait l'esprit d'apostolat et soit un exemple pour les autres. Pour l'aider dans sa tâche, le mouvement met à sa disposition un *Carnet de la sectionnaire*.

La sectionnaire s'efforce de rendre visite aux familles dont la mère est membre de la ligue. Les visites à domicile constituent une méthode de travail efficace. En gagnant l'amitié et la confiance de ses interlocutrices, la sectionnaire peut aborder ouvertement les problèmes de la femme et de sa famille. Dans son journal, elle note consciencieusement toutes les informations par ménage et les complète de ses propres commentaires, du style : le mari ne fréquente pas l'église, la famille voudrait obtenir une pension de retraite, l'enfant n'est pas baptisé, etc...

Outre le rôle des sectionnaires, les réunions de membres et les services constituent deux autres éléments essentiels de la vie d'une ligue. Les réunions permettent aux affiliées de se rencontrer, mais elles servent également à faire passer le "message" du mouvement.

C. Controverse sur le statut et la mission du Secrétariat Général

A l'évidence, l'essor des ligues féminines se confirme dans tout le pays. Progressivement, elles sortent du carcan des secrétariats régionaux et du Secrétariat Général. Plus précisément, elles cessent de remplir un rôle partiel et subordonné, pour former petit à petit un cadre plus large, à l'intérieur duquel les activités traditionnelles des secrétariats prennent place. C'est pourquoi le Secrétariat Général ressent le besoin d'affirmer sa propre identité. Il ne peut se contenter d'être un "prolongement d'organisations". Comme "instance d'impulsion", il veut ouvrir de nouvelles perspectives ⁴⁵.

Le concept de secrétariats populaires illustre concrètement une telle orientation. Il prend corps lors du congrès de 1926 : cette formule peut insuffler une nouvelle vie aux secrétariats régionaux ⁴⁶. Les secrétariats populaires sont chargés de dispenser une éducation sociale adéquate. Ils sont surtout à la disposition de la population locale, pour répondre à ses questions et proposer des solutions à toute une série de problèmes sociaux, médico-sociaux et de consommation. Pour les difficultés plus complexes, ils renvoient leurs interlocuteurs devant les instances compétentes. Le Secrétariat Général soutient les activités de ces organes, qui attirent énormément de monde. Il s'acquitte de cette mission en publiant un vade-mecum et une série de brochures, qui comportent des réponses toutes faites à des pro-

44. *Le Moniteur LOFC* (mars 1931).

45. Au milieu des années vingt, une discussion vive a lieu sur le rôle et la mission des secrétariats, à la suite d'une campagne socialiste visant à donner une nouvelle impulsion au mouvement féminin.

46. Sur cette problématique, voir : rapport du Congrès de 1926 et Comptes rendus du conseil central CSVW, à partir de la fin 1925, ACSVW 31.

blèmes concrets. En ce domaine, comme pour les autres activités, les LOFC-KAV reprendront le flambeau.

Le Secrétariat Général met sur pied de nouveaux services généraux, entre autres en matière de logement populaire. De nombreuses enquêtes organisées au sein du mouvement ont, en effet, établi que la famille ouvrière moyenne est confrontée à des conditions d'habitat lamentables. Afin de faciliter l'acquisition d'un logement, une coopérative, l'Auxiliaire de Crédit pour Habitations à Bon Marché est créée au milieu de l'année 1929. Un service du logement est également établi, pour aider les membres à s'y retrouver dans le maquis administratif des lois et des réglementations en matière de subsides ⁴⁷.

L'activité internationale est une véritable nouveauté. Non que le Secrétariat Général se soit cantonné, jusqu'alors, dans le petit monde fermé de la Belgique. Bien au contraire, dès les débuts, le mouvement s'est inspiré de ce qui se passe à l'étranger. Ses représentantes participent, entre autres, à la Conférence Internationale du Travail à Washington, en 1919, et font partie des institutions qui en découlent. Maria Baers est très active au sein de la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens (CISC). Il y a aussi l'Union Internationale des Ligues Féminines Catholiques, constituée en 1910, qui mène une politique d'avant-garde au plan social, sous l'impulsion des déléguées du boulevard Clovis ⁴⁸. Baers fait partie du bureau de cette organisation de manière ininterrompue, et ce de 1925 à 1952.

Toutefois, c'est dans le domaine de l'aide sociale que le Secrétariat Général accomplit un véritable travail de pionnier en matière de coopération internationale. Après une prospection détaillée à l'étranger, Cappe, Baers, Belpaire et Isidoor Maus prennent l'initiative de créer, en 1925, une Union Catholique Internationale de Service Social (UCISS). Cette organisation regroupe les écoles et associations catholiques pour assistantes sociales. Elle ne vise pas seulement l'uniformisation de la formation, mais elle contribue aussi, au cours de ses congrès internationaux, à l'élaboration d'une perspective chrétienne commune sur bon nombre de problèmes sociaux. Comme lieu de contact, cet important forum international dépasse rapidement les frontières de l'Europe, mais il conserve son secrétariat au siège des Oeuvres Sociales Féminines Chrétiennes. Victoire Cappe et, après le décès de celle-ci, Maria Baers prennent cette instance en charge.

L'ouverture internationale touche également d'autres facettes de la vie du mouvement, mais cela nous mènerait trop loin d'évoquer cet aspect ici. Signalons simplement que le problème de la paix et la question sociale dans la colonie sont aussi à l'ordre du jour des travaux.

Tandis que le Secrétariat Général doit se profiler face à la montée des

47. Sur l'ensemble du problème du logement, voir les rapports de congrès et ACSVW 31/4.

48. A propos de l'action internationale, voir Rezsohazy, *Action sociale féminine* et les dossiers dans ACSVW, 81, 85.

ligues féminines au sein du mouvement, il lui faut aussi faire face à une sévère menace extérieure, dans la deuxième moitié des années vingt. La Fédération des Femmes Catholiques Belges (FFCB) - Verbond der Katholieke Vrouwen (VKV) lance l'offensive. Elle s'est créée en 1914 à l'initiative du cardinal Mercier, désireux d'améliorer ainsi la collaboration entre les œuvres féminines dans l'archidiocèse. L'abbé Paul Halflants en assure la direction. Pendant la guerre, la Fédération s'étend vers les autres diocèses. En 1918, elle reçoit finalement un statut interdiocésain ⁴⁹.

Dès le départ, le statut et la mission de la Fédération sont fort ambigus. L'association est conçue comme un lieu de contact pour des organisations féminines existantes, dont l'autonomie demeure garantie. Cependant, les membres de ces mêmes organisations sont invités à adhérer individuellement à la Fédération. Pareille ambiguïté est à l'origine de maints problèmes. L'impulsion donnée à l'Action Catholique sous Pie XI porte résolument la Fédération à l'avant-plan. Cette dernière tend à une sorte de position monopolistique en ce domaine. Elle reproche aux organisations représentatives du monde ouvrier et agricole ("standsorganisatie") de trop s'attacher à leur caractère de classe. Elle doute au plus haut point que ces mêmes mouvements de "stand" puissent ainsi prendre part à l'Action Catholique.

Très rapidement, les Œuvres Sociales Féminines Chrétiennes ressentent pareille situation comme une menace pour leur autonomie et même pour la survie de leur mouvement. Bien que les organisations de jeunesse et les ligues soient principalement visées, le Secrétariat Général, comme organe de coordination et de représentation, décide de prendre leur défense en main. Les tracasseries à propos des mouvements de jeunesse datent déjà du début des années vingt, dans le diocèse de Tournai, mais elles sont très rapidement neutralisées. Les aspirations de la FFCB ne cessent pourtant de s'affirmer. La controverse atteint un premier point culminant à la fin de l'année 1924. Malgré les paroles apaisantes du cardinal Mercier, assurant Victoire Cappe que l'action sociale et l'Action Catholique ne doivent pas être séparées, la crainte d'une Action Catholique "à l'italienne" grandit chez les représentantes du Secrétariat Général.

Maria Baers prend l'initiative d'une concertation avec les autres "standsorganisaties", dans l'espoir d'arriver ainsi à un accord au niveau national. Son organisation veut à tout prix éviter que la FFCB ne devienne un mouvement de membres. C'est pourquoi elle s'oppose à ce que les femmes s'y affilient individuellement. Elle considère, en effet, que la FFCB doit rester une fédération chapeautant les entités existantes. À partir de décembre 1924, bon nombre de projets circulent à ce sujet ⁵⁰. Il apparaît, cependant, qu'une solution nationale est hors de portée. Le Secrétariat

49. P. Halflants, *La Fédération des Femmes Catholiques Belges* (Bruxelles, 1918). Voir également AAM, FM 67.

50. Il existe un grand nombre de rapports et une correspondance étendue à propos de l'Action Catholique et des négociations la concernant; ACSVW 343, 375 et 393-395; AKAV 181.

Général change alors son fusil d'épaule : il privilégie les arrangements au niveau diocésain. La situation varie d'ailleurs sensiblement d'un diocèse à l'autre. La section gantoise de la FFCB, par exemple, dirigée par l'aumônier Baert, adopte une attitude hostile envers la "standsorganisatie". De la sorte, elle hypothèque lourdement l'expansion des ligues féminines. A Anvers, par contre, les relations sont moins tendues. C'est dans cette ville que les organisations féminines arrivent, pour la première fois, à un accord : la FFCB se voit attribuer le rôle de comité de coordination des organisations existantes. Elle devient une structure hiérarchisée, qui part de la paroisse pour aboutir, via le doyenné, au niveau diocésain⁵¹. Cette solution est défendue devant le nouvel archevêque, Mgr Van Roey. Elle semble emporter sa conviction : le primat de Belgique l'approuve publiquement, en novembre 1926, lors d'une réunion de la FFCB.

Forte de l'appui archiepiscopal, Maria Baers s'emploie à conclure des accords similaires dans les autres diocèses. En 1928-1929, ces tentatives sont couronnées de succès dans la plupart des cas et donnent lieu, dès lors, à la reprise des négociations à l'échelon national. En l'occurrence, on se soucie d'abord d'offrir au monde extérieur une image unanime, afin de renforcer le prestige de l'Action Catholique. En 1929, ces pourparlers conduisent à une certaine pacification, sur base d'une "proposition transactionnelle", laquelle n'élimine pourtant pas définitivement toutes les tensions.

Les ennuis avec la FFCB mettent à nu une faiblesse du Secrétariat Général : cette instance n'a toujours pas de statut clairement défini. Les débats concernant la succession de Victoire Cappe mettent une fois encore cette carence en lumière. A sa mort, après une longue maladie, le 29 octobre 1927, Victoire Cappe laisse derrière elle une sorte de "vide du pouvoir". Au fil des ans, surtout pendant la maladie de Cappe, Maria Baers a réussi à marquer le mouvement de son empreinte. Toutefois, le prestige moral de Cappe restait intact et constituait une sorte de contre-poids. Désormais, Maria Baers revendique explicitement de nouvelles compétences. Elle profite de la période d'interrègne pour apporter, avec l'aide de l'abbé Belpaire, des aménagements à la structure de l'organisation. D'une part, elle met l'accent sur le caractère belge du mouvement et sur le besoin d'un pouvoir central. D'autre part, elle reconnaît les spécificités sociales et culturelles de chacune des deux parties du pays et, par le fait même, la nécessité de les laisser se développer à leur propre rythme. Baers et Belpaire proposent de nommer une seule présidente et une seule secrétaire à la tête du Secrétariat Général, ou bien une secrétaire générale assistée de deux adjointes, soit une par groupe linguistique. Ils suggèrent que la nomination de ces dirigeantes émane désormais de l'autorité ecclésiastique, sur propo-

51. A côté des organisations rurales et ouvrières, une Ligue des Femmes Catholiques est créée pour réunir les dames de la bourgeoisie. Ces trois organisations font partie de la FFCB.



Régente de formation, Victoire Cappe (1886-1927) met sur pied, en 1907, à Liège, un syndicat autonome de couturières. Dans les années suivantes, ce dernier devient le centre autour duquel s'organise tout un réseau d'œuvres sociales et professionnelles féminines. En 1912 V. Cappe devient la première dirigeante du Secrétariat Général des Unions Professionnelles Féminines Chrétiennes, créé à son initiative. Après la guerre, elle s'emploie, avec Maria Baers, à structurer les différents services et les organisations qui font partie du Secrétariat Général des Œuvres Sociales Féminines Chrétiennes. A ce titre, elle est également présidente des Ligues Ouvrières Féminines Chrétiennes. En 1925, elle devient la première secrétaire de l'Union Catholique Internationale pour le Service Social, dont elle est une des fondatrices.



Berthe de Lalieux de la Rocq (1891-1980) naît dans une ancienne famille aristocratique au riche passé politique. Son père est bourgmestre de Nivelles, député et bienfaiteur des œuvres sociales. Son engagement social est toutefois suscité par Jan Belpaire, directeur des œuvres sociales à Nivelles depuis 1907 : c'est lui qui la met en rapport avec Victoire Cappe. Elle devient la cheville ouvrière du Secrétariat féminin nivellois et succède, en 1927, à V. Cappe comme secrétaire générale des Œuvres Sociales Féminines Chrétiennes. Son caractère doux et affable ne lui permet guère de tenir tête à Maria Baers. Officiellement présidente des LOFC (1928-1933), elle remplit également, entre 1933 et 1939, la fonction de secrétaire générale du mouvement.

sition de l'organisation elle-même, cela va sans dire. Par là même, ils visent à accroître le pouvoir de la direction dans les débats concernant la position du mouvement ⁵².

La question provoque des tensions au sein du mouvement. Du côté wallon surtout, on a l'impression d'avoir été pris au piège d'une sorte de "manœuvre" flamande. Il y a probablement aussi des protestations adressées à Malines. Quoi qu'il en soit, Baers est convoquée chez le cardinal, le 30 novembre. Elle y apprend que Berthe de Lalieux est nommée pour succéder à Victoire Cappe. Le primat de Belgique insiste, en outre, pour que les deux secrétaires soient mises sur pied d'égalité : elles doivent se partager le pouvoir suprême, dont elles sont toutes deux investies en vertu de leur nomination par la hiérarchie ecclésiastique. Baers et Belpaire encaissent difficilement le coup. Rapidement cependant, il apparaît que la nouvelle secrétaire wallonne ne fait pas le poids face à Baers. En pratique, c'est donc cette dernière qui détermine les orientations du mouvement, en concertation avec l'aumônier Belpaire ⁵³.

Le rôle dominant de Baers et de Belpaire se manifeste à nouveau lors de la rédaction d'un statut pour le Secrétariat Général. Les premières ébauches, encore peu développées, datent de la période qui suit immédiatement le décès de Cappe. C'est cependant le 24 novembre 1928 seulement que le conseil central des Oeuvres Sociales Féminines se voit proposer un projet en la matière. Dans ce texte, trois éléments frappent dès l'abord : l'insistance mise sur le rôle de coordination et de stimulation du Secrétariat Général par le biais du "conseil général", l'ampleur du pouvoir concentré entre les mains des secrétaires générales et l'autorité ultime reconnue au prêtre-directeur, au plan de la doctrine ⁵⁴.

Le conseil des directeurs nationaux et diocésains des œuvres sociales, présidé par le Père Rutten, rejette tout simplement ce projet. Il reproche au mouvement féminin d'avoir élaboré un système autocratique, qui donne beaucoup trop de puissance aux secrétaires. De plus, il estime aberrant que ces dernières représentent ainsi, à elles seules, l'ensemble du mouvement féminin. Enfin, il regrette le manque de bonne volonté et de collaboration envers la LNTC. Les aumôniers craignent manifestement la trop grande marge d'autonomie que s'arroge le Secrétariat : pareil comportement remet en question leur propre autorité et tout l'édifice de la LNTC.

Entre-temps, à l'insu de ses collègues, le chanoine Cardijn a commencé à mener une "diplomatie parallèle" auprès du cardinal. La tutelle du Secrétariat Général sur la JOCF-VKAJ le dérange profondément. Dans ses propositions à Mgr Van Roey, Cardijn écrit notamment : "Aucune direc-

52. Le Père Rutten soutient également la désignation d'une seule présidente, mais il veut que la nomination soit faite par les directeurs diocésains des œuvres sociales.

53. Gerard, *Eglise*, 357-359. Voir également ACSVW 3 et 4.

54. Gerard, *Eglise*, 365. Voir également ACSVW 1.

tive ne pourra être donnée à la JOFC comme à la JOC de la part des autres organisations sociales, sans l'assentiment préalable de l'Aumônier Général qui s'entendra à ce sujet avec les Directeurs diocésains" ⁵⁵.

A la suite de tous ces antagonismes, la question des statuts mène à une impasse. En avril 1929, Baers soumet finalement ses statuts au cardinal : ils ne sont plus qu'une pâle réplique du projet initial. Le texte se limite, en effet, à cinq articles qui décrivent la tâche et la composition du conseil central, ainsi que la mission des secrétaires. Les rapports avec le mouvement ouvrier dans son ensemble et avec l'Action Catholique ne sont pas évoqués. Ces statuts, qui ne seront jamais rendus publics, sont le chant du cygne du Secrétariat Général.

Après 1930, le conseil central ne se réunit d'ailleurs plus, et ce malgré les nouveaux statuts. Les secrétariats régionaux ne font plus grand-chose non plus. Même les congrès bisannuels n'ont plus lieu sous la bannière du Secrétariat Général. Cette instance reste toutefois la gardienne de la "philosophie générale" du mouvement, ce qui n'est pas une sinécure à une époque où se multiplient ouvertement les réactions autonomistes des différentes organisations adhérentes. Le Secrétariat Général reste, en outre, le responsable de la gestion et de l'accroissement du patrimoine immobilier. En 1931, il achète, par exemple, l'édifice de la rue de la Poste à Schaerbeek, où sont réunies toutes les branches du mouvement féminin.

D. Les LOFC-KAV dans les années trente

A partir de 1930 environ, les ligues féminines éclipsent le Secrétariat Général. Elles prennent à leur compte un certain nombre de services dont il avait la charge. De la sorte, le mouvement féminin se démocratise dans une certaine mesure. En 1932, à la faveur d'une modification de ses statuts, l'organisation change de nom. L'appellation, assez vague et prudente, de Fédération Nationale des Ligues Féminines Chrétiennes - Nationaal Verbond van Christelijke Vrouwengilden fait place à celle, plus résolue, de LOFC (Ligues Ouvrières Féminines Chrétiennes) - KAV (Kristelijke Arbeiders Vrouwengilden).

A cette occasion, le conflit avec la LNTC refait surface. Les ligues féminines refusent l'étiquette d'"organisation à but spécifique", de simple section du mouvement ouvrier, mais elles s'affirment comme un mouvement doté d'un programme complet de formation et d'une action indépendante. Une organisation à caractère mixte est en tout cas exclue. Cette exigence est fondée sur une analyse de la société et du rôle qu'y joue la femme. Vu la place qui revient à cette dernière dans la vie sociale en géné-

55. "La JOFC et les œuvres sociales féminines chrétiennes", note de Cardijn à Mgr Van Roey, envoyée le 21 janvier 1929. Cette note, avec d'autres documents concernant cette question, se trouve dans Papiers Cardijn (=PC) 249/2. Elle est éditée dans Gerard, *Eglise*, 365 sv.

ral, dans la famille en particulier, les ligues féminines insistent sur la nécessité d'une formation et d'une organisation adaptées à sa situation de ménagère, de travailleuse, d'éducatrice et de chrétienne.

En 1931, les tensions atteignent leur point culminant. La LNTC est solidement implantée et peut désormais se consacrer davantage à la structuration des organisations ouvrières locales. L'intégration horizontale des ligues féminines dans le mouvement peut ainsi être réalisée. Cette opération est particulièrement délicate pour la direction des œuvres féminines. Cette dernière prône l'autonomie complète des ligues. Elle exige, dans le même temps, un meilleur régime financier : elle revendique pour les œuvres féminines un tiers des bénéfices sociaux des coopératives. En contrepartie, elle promet un soutien unanime au programme du mouvement ouvrier chrétien. Louis Colens, le directeur de la LNTC, est tout disposé à accorder aux ligues l'autonomie pour les matières spécifiquement féminines et à plaider en faveur d'une meilleure représentation des femmes dans les directions locales. Toutefois, les exigences financières des LOFC-KAV lui paraissent excessives. Selon lui, aucune clé de répartition fixe ne peut leur être garantie. En 1932, la controverse n'en débouche pas moins sur un compromis, aux termes duquel Baers se soumet "à la volonté de l'autorité religieuse"⁵⁶. Finalement, l'année 1934 voit se concrétiser un accord de coopération entre la LNTC et les LOFC-KAV.

Après dix ans d'activité, les ligues sont devenues une importante organisation de femmes du monde ouvrier, reconnue comme telle par le Secrétariat Général des Oeuvres Sociales Féminines et par la LNTC. Le développement et l'indépendance croissante des ligues vont de pair avec une évolution qui affecte d'autres branches du Secrétariat Général, comme la section de jeunesse JOCF-VKAJ et l'Ecole Sociale.

Cette tendance se traduit dans les activités des ligues féminines. Alors que dans les années vingt, les différentes œuvres sociales féminines chrétiennes se réunissaient en congrès commun, à partir de 1930, les ligues organisent leurs propres congrès nationaux et régionaux. La séparation entre francophones et néerlandophones se dessine aussi plus nettement.

Avec l'expansion du mouvement dans les années trente, le nombre de propagandistes régionales augmente. Ces dernières doivent désormais suivre un stage de trois mois au secrétariat national. Mieux organisées, les fédérations se montrent aussi plus efficaces. Toutefois, il y a encore une pénurie de dirigeantes bien formées. Il faut au moins une propagandiste permanente pour vingt ligues locales, estime-t-on alors.

Les relations entre les ligues se multiplient. Vers 1935-1936, chaque localité reçoit tous les mois la visite d'une propagandiste fédérale. Celle-ci assiste à la réunion du comité. Elle joue également un rôle non négligeable

56. Notes et correspondance AKAV 136; AKAVA boîte 65; Archives ACW (= AACW) 174; ACSVW 31/4.

dans la formation des membres et des dirigeantes locales.

A partir des années trente, la base participe davantage à la vie de l'organisation. Des méthodes "actives" se répandent. Les conférences destinées aux membres deviennent l'élément central des réunions mensuelles. Des "réunions libres", où sont évoqués des problèmes "sérieux", comme la législation sociale, les encycliques, etc..., voient le jour en 1931. Les cercles d'étude, qui étaient tombés en désuétude, sont redynamisés. Vers 1934, des réunions sont organisées à l'intention de groupes spéciaux, comme par exemple les mères de communiantes. Les activités récréatives - goûters et fêtes - se multiplient. Bref, la vie locale est étoffée. Les ligues évoluent : elles rencontrent de plus en plus les souhaits et éveillent de plus en plus l'intérêt des femmes des milieux populaires.

Les services, prestés désormais au sein de la ligue, se diversifient : mutualité, consultation pour nourrissons, cours ménagers, service d'épargne, achats collectifs, fonds pour enfants doués, bureaux d'information sont à la disposition des affiliées.

Les thèmes des années 1930-1940 témoignent d'une plus grande unité que ceux de la période précédente. "La femme comme mère de famille" est au centre de presque toutes les initiatives. A travers ce thème, les LOFC-KAV n'entendent pas enfermer la femme dans un rôle d'épouse docile, soumise au mari. Les ligues féminines veulent, au contraire, former la mère de famille, pour qu'elle devienne une éducatrice consciente de ses responsabilités et une partenaire, qui soit l'égale de l'homme. L'épouse doit assurer le bien-être matériel et spirituel de son ménage. Il lui faut disposer des aptitudes et des moyens nécessaires à cet effet. De nouvelles tendances dans les comportements familiaux sont progressivement encouragées à cette époque : le mari est plus étroitement associé à la vie domestique. Il n'est plus seulement considéré comme le soutien de la famille, au sein de laquelle il exerce une rude autorité. Il est également appelé à se comporter comme un père attentionné et affectueux. Par leurs activités de formation et par la défense des intérêts de leurs affiliées, les LOFC-KAV veulent promouvoir le bonheur familial dans les foyers. Pareil objectif implique une bonne compréhension entre les membres du ménage, une foi catholique vécue en commun, un niveau raisonnable de bien-être matériel, notamment un cadre de vie agréable.

Le service national d'enseignement prend de l'extension, afin d'améliorer les connaissances pratiques des ouvrières dans la tenue du ménage. En 1934, il se mue en Ecole Pratique de Formation Familiale Ménagère (Praktische School voor Gezins- en Huishoudopleiding). Cet établissement, qui fait appel à des professeurs spécialisés, est reconnu et subsidié par l'Etat.

A cette époque, la direction nationale s'intéresse de plus en plus au groupe des jeunes femmes qui, jusqu'alors, ne prenaient guère leur place au sein des ligues. En cause : leur emploi du temps souvent très chargé,



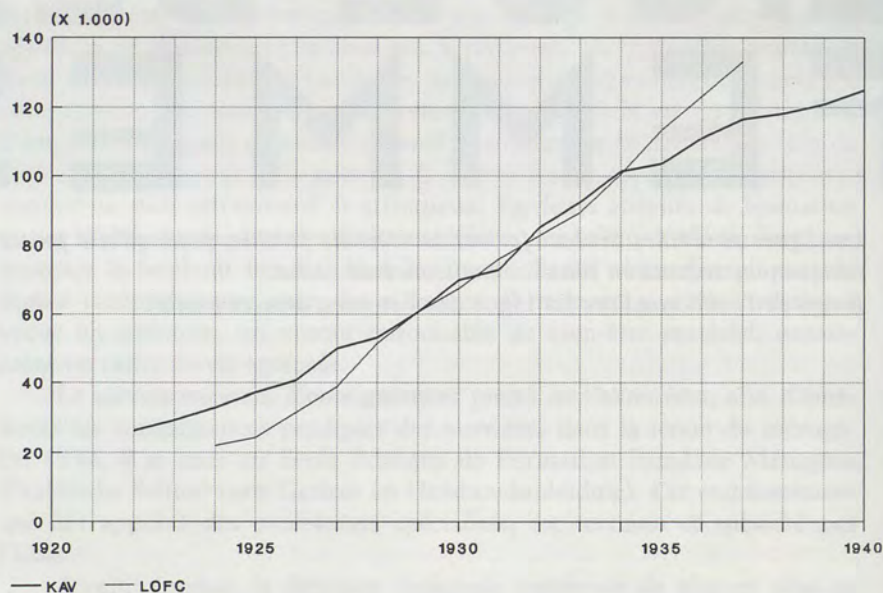
Les ligues féminines veulent former la mère de famille, pour qu'elle puisse éduquer ses enfants en toute connaissance de cause.

(Logo de l'hebdomadaire La Ligue des Femmes, années trente)

partagé entre le soin des enfants en bas âge et une activité professionnelle à l'extérieur. Comme ces femmes ont, elles aussi, besoin d'être encadrées et formées, des clubs pour jeunes mamans, accueillant aussi les bébés et les enfants en bas âge, sont mis sur pied dans certaines sections, vers 1931. Les rencontres de ce genre prennent progressivement de l'extension. Elles aboutissent, en 1936, à la création de l'action Jeunes Femmes (jusqu'à trente-cinq ans). Celle-ci forme une nouvelle section des LOFC-KAV avec son propre programme, sa direction nationale et ses responsables locales.

Les intérêts des mères et des jeunes enfants sont également pris en charge par les services de santé. Les consultations pour femmes enceintes et pour nourrissons, le système d'épargne de la Caisse Maternelle Nationale sont maintenus. En 1937, après concertation avec l'ANMC et pour soutenir la concurrence des caisses d'assurance-maladie des femmes socialistes, une nouvelle mutualité féminine est créée : Ons Vooruitzicht [l'Entraide Féminine]. Les premières caisses primaires sont fondées à Malines en 1937. Suivent Anvers, Turnhout, Alost, Termonde, Louvain et Saint-Nicolas-Waas en 1938. En octobre 1939, le chiffre de quatre mille affiliées est dépassé. La Wallonie suit cet exemple après la seconde guerre mondiale.

Tableau 2 :
Nombre de membres des KAV et des LOFC.
1920-1940



Source: Annexe 2

Pour offrir repos et détente aux mères de famille, ainsi qu'à leurs enfants en période de congés scolaires, des maisons et colonies de vacances sont fondées dès les années vingt. En 1926, les ligues féminines du littoral mettent la première villa Zonnebloem à la disposition des affiliées et de leur progéniture. Ce service est étendu avec l'ouverture d'une deuxième villa à la mer et de maisons d'enfants en Campine. Après l'introduction du régime des congés payés, à partir de 1937, le home Zonnebloem devient un centre de vacances familiales. Les ligues wallonnes obtiennent, en 1929, le château de Grand-Manil à Gembloux. Dans les années suivantes s'y ajoutent les maisons de repos de Bohan, de Marche-les-Dames et de Godinne. En 1935 Joie et Santé est inaugurée à Oostduinkerke.

Principalement à cause de la crise économique, le travail professionnel des femmes est un thème d'actualité dans les années trente. Dans ce contexte, les LOFC-KAV maintiennent leur position : les femmes ont le droit d'assurer leur propre subsistance. Toutefois, le mouvement affirme également que le travail salarié a des conséquences presque exclusivement négatives pour les épouses et pour leur famille. Nombreux sont les hommes à le considérer comme une concurrence déloyale, qui leur ôte le pain de la bouche. Pour que les épouses puissent se consacrer intégralement à leur ménage sans devoir travailler à l'extérieur, les LOFC-KAV, en particulier Maria Baers et le Père Rutten, préparent, en collaboration avec la CSC, une proposition de loi visant à limiter le travail des femmes. Ce texte est introduit au Sénat en 1934. La coalition catholique-libérale s'inspire de la position de Baers, pour prendre une série de mesures discriminatoires en la matière. Le féminisme chrétien, par la voix de Louise Van den Plas, se désolidarise alors ouvertement des LOFC-KAV, en ralliant le front féministe pour la défense du droit au travail des femmes ⁵⁷.

L'attitude des dirigeantes vis-à-vis de l'action politique évolue progressivement au fil des ans. Lorsque les hommes politiques catholiques se prononcent en faveur du droit de vote des femmes, après la première guerre mondiale, Cappe et Baers prennent leurs distances vis-à-vis du mouvement des suffragettes de Van den Plas. Après l'octroi du droit de vote au plan communal, la Fédération Nationale des Ligues Féminines Chrétiennes élabore, certes, des programmes spécifiques pour les matières qui concernent les femmes. Cependant, ses membres s'engagent à ne pas participer directement au combat politique. A partir de 1926, des accords visant à placer des candidates sur les listes sont conclus avec la LNTC. Lors des élections législatives de 1932, le bureau des LOFC-KAV envisage, pour la première fois, de proposer une de ses membres à la cooptation au Sénat. Maria Baers est désignée à l'unanimité comme la candidate idéale. Elle est cooptée en 1936 seulement.

57. Zelis & Stessel, "Le travail de la femme".

Grâce à la multiplicité de leurs activités et de leurs services, par la force de conviction de leurs dirigeantes, les LOFC-KAV voient leurs effectifs augmenter de manière constante. Le nombre de membres est même plus important en Wallonie qu'en Flandre, vraisemblablement à cause de l'existence d'une base plus large. Néanmoins, la présence de "femmes rurales" n'explique pas tout. En effet, entre les deux guerres, la Wallonie compte déjà une organisation spécifique pour ce groupe : Les Ménagères Rurales.

E. La période de guerre. 1939-1944

Pendant la mobilisation, les ligues féminines déploient un effort particulier pour aider leurs membres à faire face aux problèmes exceptionnels de l'heure. Elles diffusent ainsi, à grande échelle, des informations sur les difficultés d'obtention de sursis, sur les possibilités de visite au fils ou au mari. Elles vont même jusqu'à mettre sur pied un service spécial de renseignements, qui utilise dans une large mesure les publications du mouvement. Les affiliées concernées bénéficient d'une assistance adéquate. Des actions sont entreprises, afin de garantir des prestations sociales supplémentaires aux familles de mobilisés. Les activités au plan moral prennent, elles aussi, de l'ampleur. Les femmes sont invitées à se conduire dignement, à ne rien offrir aux soldats casernés dans leur commune, à ne pas danser avec eux. L'importance de la fidélité est fréquemment rappelée. Elle peut se traduire notamment par l'envoi régulier d'une lettre ou d'un colis au mari, au fils ou au fiancé.

Si l'invasion allemande ne surprend personne, la confusion est cependant très grande. Une partie de la direction nationale des LOFC-KAV trouve refuge en France. Les bâtiments de la rue de la Poste sont abandonnés et vont abriter des réfugiés. Dans ces circonstances, et c'est compréhensible, les effectifs diminuent. Bon nombre de sectionnaires ne sont d'ailleurs plus en mesure d'aller percevoir les cotisations mensuelles. Pourtant, peu après la capitulation du 28 mai, les dirigeantes nationales se réunissent à nouveau à Bruxelles, afin d'évaluer la situation. Le 11 juin, il est convenu de poursuivre l'action, autant que faire se peut. A mesure que le conflit se prolonge, cette volonté se heurte parfois à de sérieux obstacles, parce que l'occupant édicte diverses mesures restrictives.

Dans un premier temps, les épouses et les familles de mobilisés ou de prisonniers de guerre font l'objet d'une attention particulière. Pour bon nombre de femmes, la vie a beaucoup changé. A présent, elles doivent pourvoir seules aux besoins du ménage et assurer leur propre subsistance. Une collaboration étroite avec les services syndicaux s'impose donc. Pour le mouvement, la situation implique de nouveaux défis. L'action en faveur des jeunes femmes donne progressivement naissance aux Groupes Jeunes Femmes/Jonge Vrouwen Werking. Comme nous l'avons souligné précé-

demment, les cadres restent pratiquement intacts, même si les secrétaires générales des LOFC-KAV démissionnent, à partir de 1942, pour des motifs divers.

Les activités se poursuivent donc plutôt normalement. Les priorités essentielles sont l'action religieuse et morale, ainsi que l'assistance pratique. La formation des cadres et des sectionnaires fait l'objet d'une attention toute particulière, alors que les restrictions imposées par le régime d'occupation rendent le travail parfois difficile. Les directives destinées aux membres de la base sont diffusées lors de sessions d'étude. Il est recommandé aux adhérentes de se montrer plus que jamais solidaires vis-à-vis des familles particulièrement éprouvées par les circonstances. Toutes les affiliées, notamment les sectionnaires, sont invitées à visiter, mais aussi à aider, les femmes et les enfants de mobilisés, de déportés, de prisonniers. La solidarité dépasse même les barrières idéologiques, en Wallonie davantage qu'en Flandre, surtout lors des bombardements ou des fusillades.

L'Ecole Pratique joue à cette époque un rôle important. Elle est le théâtre de nombreux cycles de leçons, dont le programme est adapté aux circonstances. Les conditions de vie difficiles poussent à l'inventivité. Une telle initiative, qui dans certains cas doit servir également de couverture à d'autres activités, rencontre, on s'en doute, un franc succès. A la fin de la guerre, le nombre de membres est supérieur à ce qu'il était avant l'invasion.

En raison notamment de la pénurie de papier, les bulletins d'information destinés aux affiliées ne paraissent pas sous leur forme habituelle. En revanche, des notes de l'Ecole Pratique, intitulées *Praktische opleiding voor de vrouwen* [Education pratique pour les femmes] sont diffusées périodiquement. Ces feuillets contiennent de nombreux conseils utiles pour réaliser des économies : comment récupérer des vêtements usagés, confectionner des chaussures à semelle de bois, préparer des recettes de guerre, telle la tarte à la betterave, ou encore réaliser la légendaire "cage à foin", permettant d'épargner le combustible lors de la préparation de repas chauds. Les autres services, comme la mutualité, les consultations de nourrissons des Services Maternels et Infantiles, les loisirs, continuent de fonctionner.

Des initiatives particulières voient le jour. Ainsi, les LOFC-KAV sont étroitement associées à la création, fin mai 1940, de l'Aide à la Reconstruction des Foyers Eprouvés par la Guerre (ARFEG). Comme vice-présidente de cette œuvre, Maria Baers se montre très active. L'objectif d'un tel service est de fournir des meubles, des vêtements et divers ustensiles de première nécessité aux familles qui, à cause de la guerre, ont tout perdu du jour au lendemain. Il n'est établi aucune distinction selon les convictions religieuses ou le milieu social. Cette initiative est entièrement financée par des contributions volontaires et des collectes de fonds. Elle est expressément soutenue par l'épiscopat.

Deuxième problème de taille : le travail obligatoire qui, en octobre

1942, est également imposé aux femmes célibataires. A l'intercession des ligues féminines, entre autres, ce travail obligatoire est supprimé pour les femmes de moins de 21 ans, puis pour toutes les femmes. Maria Baers s'investit avec beaucoup de détermination pour régler cette question. Elle fait de même pour l'Aide aux Travailleurs à l'Etranger, créée en 1942 par les différentes branches du mouvement ouvrier chrétien. La plupart des ligues féminines apportent une contribution significative aux sections paroissiales de ce service. Bon nombre de femmes font preuve, en l'occurrence, d'un courage et d'un engagement hors du commun. Il n'est toutefois pas question de véritable action de résistance. Après la guerre, les deux initiatives susmentionnées ne sont d'ailleurs pas reconnues comme organisations de ce type. Néanmoins, certaines de leurs collaboratrices se voient attribuer le statut de résistant civil, à titre individuel.

Toutes ces actions n'empêchent pas le travail de réflexion. Dans le cadre des "Conférences de Dames", notamment, des représentantes des différentes organisations féminines chrétiennes se réunissent, à partir de 1943, pour s'interroger sur la place de la femme dans la société d'après-guerre. Les LOFC-KAV y sont très largement représentées. Cette commission d'étude, qui prend des positions communes en groupes linguistiques séparés, se penche surtout sur les thèmes suivants : la place de la femme dans la Constitution et dans le Code Civil, son rôle dans le ménage, la problématique du travail salarié, la formation des jeunes filles (entre autres, les professions féminines et la formation des ménagères)⁵⁸.

IV. Du parallélisme à la divergence. 1944-1960

Au cours de la décennie qui suit la guerre, l'émancipation de la femme progresse, du moins au niveau des principes. L'égalité des sexes est juridiquement acquise. En 1948, la femme obtient le droit de vote. Dans les faits toutefois, les changements sont moins effectifs. Il faut attendre la fin des années soixante pour que l'enseignement féminin se développe et que les filles bénéficient des mêmes possibilités d'épanouissement que les garçons. Toutefois, elles trouvent difficilement leur place dans les hautes sphères de la société et dans la politique⁵⁹. Les LOFC et les KAV se positionnent par rapport à ces luttes : tantôt elles se battent en première ligne, tantôt elles observent timidement l'évolution, en se tenant à l'arrière-plan. Chacune à leur manière, les deux organisations contribuent amplement à émanciper la femme du peuple, à diffuser une nouvelle conception de la femme et de son rôle.

58. Cette section se base sur : D'haese, *Kristelijke Vrouwengilden*; Braham, *De la Ligue*, 21-26; AKAV 26, 734; ACSVW 22-24, 32; AACW 236.

59. Voir De Weerd, *En de vrouwen* ?, 165-189.

A. Les positions d'après-guerre

Les LOFC-KAV sortent renforcées des épreuves de la guerre. Leur nombre de membres et de sections a sensiblement augmenté, plus nettement en Flandre qu'en Wallonie. Contrairement à la plupart des organisations masculines, le mouvement féminin garde ses cadres pratiquement intacts, ce qui favorise la continuité. Pour les KAV, au plan national, Helena De Coster, une des fondatrices, a toutefois renoncé à ses fonctions de secrétaire générale. Elle est provisoirement remplacée par le tandem Nagels-Vande Putte.

À la Libération, en septembre 1944, les ligues féminines flamandes et wallonnes lancent, à l'instar des autres branches du mouvement ouvrier chrétien, un programme commun sur le thème : "Vers des temps meilleurs. Vers le renouveau de notre vie sociale" ⁶⁰. Le mouvement milite en faveur d'un nouvel ordre mondial, basé sur des principes chrétiens. Il prône l'avènement d'une société organique où la famille, comme telle, recevrait une place, où elle serait considérée comme un élément indispensable et, dès lors, légalement reconnue. Cet intérêt pour la famille se retrouve dans le programme de Noël du nouveau Parti Social Chrétien / Christelijke Volkspartij. Une telle préoccupation s'inscrit, du reste, pleinement dans l'air du temps. Dans d'autres milieux aussi, elle éclipse quelque peu les revendications générales des femmes ⁶¹.

Le féminisme chrétien "exige de la société non un alignement sur l'homme à tous égards, insensé et humiliant pour la femme, mais une reconnaissance et une considération de la femme à la lumière de ses propres valeurs et de la tâche qui est la sienne" [NT]. Il milite pour les droits spécifiques des femmes. Concrètement, les LOFC-KAV agissent pour que la femme, comme personne, et sa mission sociale soient davantage appréciées à leur juste valeur. Il s'agit de traduire cette approche dans une série de dispositions légales. Ceci implique, par exemple, la reconnaissance de la capacité juridique de la femme en droit civil, sans qu'elle puisse être annihilée par le mariage. Par ailleurs, la femme doit pouvoir remplir certaines tâches dans la vie publique. Au plan politique, le droit de vote doit lui être accordé sans délai. La version néerlandophone précise que la femme est la protectrice du "précieux héritage de notre tradition chrétienne flamande" ⁶². Elle a dès lors le droit de participer à la vie culturelle, sans que les moins nanties puissent en être exclues. Autres priorités du mouvement : des soins de santé de qualité et une liberté d'action financière suffisante.

60. Maria Baers, "Programma van de Kristelijke Arbeidersvrouwengilden", 2 septembre 1944; AKAVN. Ce programme s'inspire d'une note, dont une première version a déjà circulé en 1943.

61. Van den Wijngaert, *Ontstaan en stichting*, 23, 105; De Weerd, *En de vrouwen* ?, 169-170.

62. La même préoccupation se retrouve du côté francophone. Voir : *Vie Féminine* (= VF) (1944-1945) passim.



Philippine Vande Putte (1903-1963) est issue d'une famille bourgeoise de Flandre occidentale. Elle entreprend des études d'institutrice et de régente. Elle aime la littérature et son éducation contribue à développer son attachement à la culture populaire flamande. Elle trouve sa vocation au sein des KAV dès 1929, comme propagandiste pour les régions de Roulers et de Bruges. En 1935, elle devient la collaboratrice de Maria Baers au secrétariat national. A la fin de la seconde guerre mondiale, elle devient secrétaire générale ad interim et, en 1952, secrétaire générale des KAV à titre définitif. La richesse de son bagage intellectuel et culturel, son ouverture d'esprit lui valent un grand prestige et beaucoup d'estime, également en dehors du mouvement.



Maria Nagels (°1903) naît à Lierre. En 1923, après des études d'institutrice, elle devient propagandiste régionale des ligues féminines à Turnhout. Elle obtient ensuite le diplôme d'assistante sociale. Dès 1929, elle s'active au secrétariat national, successivement comme responsable du service mutualiste, des "Werken voor Kinderwelzijn", de la "Praktische Huishoudschool" et de la rédaction des publications destinées aux membres. A la fin de la seconde guerre mondiale, elle devient, avec Philippine Vande Putte, secrétaire générale ad interim des KAV. En 1948, la CSC fait appel à elle pour diriger le nouveau Service Syndical Féminin. Lorsqu'elle prend sa retraite au début de 1963, le mouvement syndical féminin occupe une position forte et indépendante dans de nombreuses fédérations et centrales.

Cependant, la femme ne peut trouver son plein épanouissement que dans son foyer, estiment les LOFC-KAV. Les revenus du ménage doivent donc être d'un niveau permettant à l'épouse de se consacrer pleinement à ses tâches domestiques et de se libérer de l'obligation d'un "travail productif à l'extérieur". A cet effet, les pouvoirs publics doivent, si nécessaire, accorder des primes. La prime de "mère au foyer" permettrait à ce projet de prendre corps rapidement. La femme ne doit pas être transformée pour autant en une esclave de ses tâches domestiques. A cet égard, la solution passe par une éducation ménagère et par une aide technique.

L'ambitieux programme, évoqué ci-dessus, va être le fil conducteur de l'action pendant de nombreuses années. Il laisse clairement entrevoir que le vieux rêve "totalitaire" - défendre, comme "standsorganisatie", tous les intérêts de la femme du milieu ouvrier et de sa famille - est encore bien vivant. Pour promouvoir les intérêts spécifiques des femmes avec plus d'efficacité, une collaboration se noue avec les autres organisations féminines catholiques, au sein d'un organe de coordination : la Conférence Nationale des Femmes Catholiques Belges. Les dirigeantes des LOFC-KAV y jouent généralement un rôle prépondérant ⁶³.

Avant la guerre, il existait certes un très net parallélisme entre l'action des KAV et celle des LOFC, mais il apparaissait déjà clairement que les deux organisations cherchaient chacune leur propre voie. Sans doute, pendant les années difficiles de l'occupation, des liens étroits s'étaient-ils renoués, provisoirement du moins. Après la guerre, le processus de dissociation reprend le dessus. Cette évolution se manifeste dans les nouveaux statuts de 1948-1949. Alors que les statuts de 1932 prévoyaient encore des réunions conjointes des bureaux des KAV et des LOFC, ce type de concertation est dorénavant révolu. Durant les premières années, certes, des contacts réguliers sont maintenus et la coordination des programmes annuels demeure assurée. Les deux organisations vivent sous le même toit; les dirigeantes nationales ont leurs appartements dans le même immeuble; les permanentes dînent ensemble à midi; on partage la bibliothèque, le jardin et la chapelle. Des liens d'amitié anciens subsistent, bien entendu. A cela s'ajoute le prestige dont Belpaire et Baers continuent de bénéficier, même en dehors de Flandre ⁶⁴. Il n'empêche qu'à présent, la collaboration se déroule de manière informelle.

Sur de nombreux plans, les deux mouvements ont tendance à suivre des voies toujours plus divergentes. Il n'empêche que des contacts ont lieu

63. La Conférence Nationale des Femmes Catholiques Belges est créée, en 1945, afin de "conjuguer les influences chrétiennes dans la vie sociale du pays" et d'étudier diverses questions féminines. Elle comporte un conseil général, avec une section néerlandophone et une section francophone, ainsi que diverses commissions d'étude, également scindées par groupe linguistique. L'essentiel du travail se fait à ce niveau. La Conférence se montre particulièrement utile lorsqu'il s'agit de militer en faveur d'un statut juridique pour la femme. Statuts, notes et correspondance dans AKAVN.

64. Voir notamment à ce propos Eaton, *The Belgian leagues*, 198-202.

régulièrement, au sein du comité de coordination, qui se réunit périodiquement jusqu'en 1962 ⁶⁵. L'objectif est d'"assurer une certaine unité, tant à l'intérieur qu'à l'égard de l'extérieur, des organismes installés dans la maison". Il s'agit de partager les mêmes préoccupations, voire d'agir en commun pour traiter certains problèmes. Les actions en faveur du droit de vote des femmes et la manifestation de 1955, qui voit les ligues francophones et néerlandophones prendre ensemble le chemin de la rue de la Loi, pour y défendre "l'allocation de la mère au foyer", sont autant de témoignages de cette volonté de collaboration. Un programme commun est également élaboré pour l'action coloniale au Congo.

Le comité de coordination, qui devrait, en quelque sorte, institutionnaliser l'autorité morale de Baers, ne parvient pas à remplir véritablement sa mission. Avec la retraite de l'aumônier Belpaire, en 1962, c'est un autre lien personnel important qui disparaît. Subsistent des contacts informels, noués sporadiquement, et un organe de concertation, destiné à assurer le bon voisinage dans un même bâtiment. Le Secrétariat Général des Oeuvres Sociales Féminines Chrétiennes n'est plus qu'une structure juridique - une association sans but lucratif - chargée de la gestion du patrimoine immobilier ⁶⁶.

B. *Les services : un attrait supplémentaire*

S'il existe un programme commun, il n'y a pas de stratégie commune aux deux organisations pour le réaliser. Au sein des KAV, les premières années d'après-guerre se caractérisent par un énorme déploiement d'énergie visant à élargir, dans toute la mesure du possible, le champ d'action du mouvement. La défense des intérêts devient le concept-clé jusqu'en 1950. Elle pousse le mouvement à se profiler sur tous les terrains de la vie sociale. Autre implication : les services d'avant-guerre sont remis en place, le plus rapidement possible, et de nouveaux services sont créés.

Les services propres du mouvement

L'*Ecole Pratique*, jugée également très utile par les LOFC, pose vraisemblablement le moins de problèmes, vu son intense activité pendant la guerre. Cependant, son fonctionnement se modifie quelque peu, du fait de la désignation de responsables régionales et de la mise sur pied de cycles de formation plus longs. Cette seconde adaptation doit permettre d'aborder le volet ménager de manière plus efficace. Le service Moeder- en Kinderzorg

65. Y siègent des déléguées des KAV, des LOFC, de la VKAJ, de la JOCF et des deux écoles sociales.

66. Procès-verbaux de la réunion du Bureau, 9 octobre 1959 et 8 janvier 1960; AKAVA boîte 64; Procès-verbaux du comité de coordination, AKAV 26.



*Les ligues féminines interviennent dans la vie quotidienne des femmes de travailleurs par le biais des œuvres de formation pratique.
(Cours pratique - le nettoyage des chapeaux - aux KAV de Courtrai;
photo de J. Derijckere, 1950)*

connaît, lui aussi, la continuité dans ses activités.

Le *service d'étude*, créé au secrétariat national dès 1944, est une nouveauté. La direction en est confiée à Regina Catrysse ⁶⁷. A l'instar de la plupart des autres permanentes, celle-ci a reçu une formation pédagogique. Après avoir enseigné pendant quelques années à l'école normale de Tielt, elle succède, en 1935, à Philippine Vande Putte comme propagandiste pour la région de Bruges. La tâche du nouveau service d'étude est considérable : il doit suivre de près l'actualité sociale, du point de vue de la femme du monde ouvrier et de son foyer. Son rôle est de préparer les prises de position du mouvement vis-à-vis des problèmes de l'heure et d'assurer la diffusion des résolutions auprès du grand public, entre autres via les publications destinées aux membres. Il doit aussi effectuer des enquêtes sociales, afin de "prendre le pouls" des affiliées. Il a pour mission de réaliser des études dans un certain nombre de domaines spécifiques, comme le travail, l'enseignement, le droit civil et la vie familiale. Enfin, il est appelé à représenter l'organisation, dans divers organes consultatifs et de concertation. Vu la complexité croissante des problèmes auxquels le mouvement est confronté, l'importance du service d'étude va sans cesse croissant.

Les membres de la base constatent à leurs dépens que la société de l'après-guerre, avec ses arcanes administratifs et juridiques, a beaucoup changé. Il importe, par conséquent, de défendre leurs intérêts d'une manière à la fois pratique et directe. Un *service social de renseignements* a pour objet d'éclairer les membres sur la nouvelle législation sociale, le régime des pensions, les questions d'enseignement et d'indemnisation, etc... Nathalie Elsocht, une assistante sociale, est chargée de mettre ce service en place. Elle assure la publication d'articles de vulgarisation bien conçus dans la revue du mouvement. Dans de nombreux cas, elle intervient directement auprès des services et des organismes concernés. Ce prolongement des "bureaux populaires" d'avant-guerre connaît un succès croissant ⁶⁸.

Le mouvement va plus loin encore en développant l'assistance effective aux familles dont la mère est malade ou incapable de s'occuper de son ménage. En Wallonie, il est déjà de tradition d'alléger le travail des femmes qui viennent d'accoucher, par l'action de quartier. L'esprit de solidarité spontanée, issu de la guerre, est également un terreau favorable à la diversification des initiatives d'entraide en ce domaine. A partir de 1947, des expériences sont réalisées en vue de solutions plus structurelles. Elles débouchent, en 1948, sur la création du *service d'Aide Familiale/Familiale Hulp* qui, à l'origine, est une initiative unitaire ⁶⁹. Ce service fournit une

67. Entretien de Roos De Kunst avec R. Catrysse, 7 mars 1979, texte dans AKAVA, boîte 63.

68. En 1949, quelque 400 cas sont traités; cinq ans plus tard, ce nombre a déjà triplé; *Dageraad* (janvier 1954).

69. Créé comme ASBL le 2 mars 1949; pour les préliminaires, voir les réunions du bureau des KAV, 1948-1949; AKAV 42. A l'origine, M. Nagels envisage de créer une espèce de syndicat de ménagères. Le chanoine Belpaire ne trouve pas l'idée très heureuse; enfin, un service

aide aux foyers de plus de trois enfants, âgés de moins de quatorze ans, dont la mère ne peut s'occuper du ménage. Dès le début, il est précisé que le recours à de telles auxiliaires doit être accessible financièrement à toutes les familles ouvrières. Il faut éviter ce que l'on appelle les "situations d'assistance publique" : il est entendu, dès lors, que les paiements doivent être proportionnés aux moyens des personnes assistées et que la solidarité collective est essentielle. Très rapidement, il s'avère indispensable de faire appel aux subsides des pouvoirs publics, mission à laquelle s'emploie avec succès Fernande Lebrun, la responsable nationale. Elle réussit, par ailleurs, à convaincre d'autres mouvements de l'opportunité de créer un comité de coordination national, susceptible d'agir comme groupe de pression.

Il ne faut pas que l'Aide Familiale passe pour un organisme fournissant des "servantes" à bon marché. Son personnel est appelé à remplacer la mère dans le ménage, et ce n'est pas une sinécure. Il bénéficie, par conséquent, d'une formation intensive dispensée dans les centres spécialisés du mouvement. Les responsables œuvrent pour que ces aides familiales soient de vraies professionnelles. Leur formation est d'ailleurs reconnue légalement, à partir de 1951. Les aides familiales sont recrutées de préférence dans le milieu ouvrier. On ne peut trouver de meilleure garantie pour s'assurer qu'elles seront en mesure de bien appréhender les sensibilités et la spécificité du milieu où elles vont évoluer, afin de remplacer dignement la mère.

Le service répond à un besoin aigu. C'est pourquoi le mouvement est disposé à y investir de manière significative. Il entend l'associer étroitement à son action générale et le dissocier du service mutualiste. Très rapidement, l'Aide Familiale acquiert de l'ampleur dans toutes les régions. En 1964, l'Aide aux Personnes Agées vient la compléter.

Collaboration avec les autres branches du mouvement ouvrier

La défense intégrale des intérêts de la femme implique naturellement bien davantage : en effet, les intérêts syndicaux, coopératifs, mutualistes et politiques des affiliées ont également leur importance. Pour ces derniers, dans un premier temps, le mouvement se borne à assurer une "formation politique générale" et à mener des actions de propagande en faveur du droit de vote des femmes, sans oublier le lobbying auprès des décideurs. La sensibilité à la dimension politique est particulièrement vive en Wallonie où - comme on va le voir plus loin - l'accent est mis plutôt sur la rechristianisation du milieu ouvrier ⁷⁰. Dans les autres domaines, les LOFC-KAV

d'Aide Familiale est mis en place, sur le modèle néerlandais. N. Elsocht a étudié le système aux Pays-Bas. Entretien de De Kunst avec Nagels et Van den Keybus, 17 janvier 1979; AKA-VA boîte 63. Du côté wallon, voir M. Braham, *De la Ligue*, 20; VF (avril 1949).

70. L'émergence de l'UDB et son succès dans les milieux syndicalistes wallons en témoignent. Voir à ce propos le chapitre V du tome I.

marchent sur les plates-bandes de diverses branches du mouvement ouvrier chrétien. Ce n'est évidemment pas une nouveauté. Toutefois, à la faveur du vide qui suit la disparition de la LNTC d'avant-guerre, chaque branche essaie d'étendre son rayon d'action au maximum. Les tensions avec la mutualité et le syndicat se multiplient. Avec les KWB et le MPF, qui viennent de naître, la controverse est vive. L'enjeu est de taille : il s'agit de déterminer qui est en mesure de défendre les intérêts des familles avec le plus d'efficacité.

Depuis la fin des années trente, un accord conclu avec la CSC prévoit l'existence d'un service syndical pour les femmes au sein des LOFC-KAV. Cependant, il s'avère à présent fort difficile d'amener les propagandistes des ligues féminines à promouvoir également les revendications syndicales. L'obstacle est d'autant plus grand que les LOFC-KAV sont, en principe, hostiles au travail des femmes et qu'un certain fossé idéologique existe entre les deux organisations. C'est pourquoi, au sein de la CSC, un nombre croissant de voix s'élève en faveur d'une prise en charge complète de l'action syndicale des femmes par la Confédération. Un accord de principe est conclu dans le courant de 1947. Il est entériné officiellement en avril 1948 ⁷¹.

Cet accord prévoit la création d'un service syndical pour les femmes au sein de la CSC. Sa tâche consiste à défendre tous les intérêts professionnels des travailleuses. Les LOFC-KAV et la CSC s'engagent à s'entraider. Les premières, toutefois, exigent de pouvoir s'occuper de "tout ce qui touche aux intérêts des ménagères en tant que telles, en leur qualité de consommatrices". Elles soulignent qu'il revient également à leur organisation de "former les femmes en cette qualité et de les représenter auprès des administrations publiques". Dans les années qui suivent, cette exigence va susciter de nombreuses frictions ⁷².

Pour donner corps au service syndical féminin, la CSC fait appel à Maria Nagels, jusqu'alors secrétaire nationale ad interim des KAV, conjointement avec Philippine Vande Putte. Originaire de Lierre, Maria Nagels a d'abord entrepris des études d'institutrice, puis obtenu un diplôme d'assistante sociale. Elle est active au sein des KAV depuis 1923. Ses états de service sont satisfaisants. Elle a été notamment responsable de la Praktische Huishoudschool et de la rédaction des publications pour les membres. Elle se voit confier la responsabilité d'une partie importante des femmes qui ont une activité professionnelle. Malgré son expérience au sein des KAV, elle ne parvient pas à établir un climat de véritable cordialité entre les ligues féminines et la CSC. Les divergences idéologiques, dont on

71. Correspondance de Vande Putte, Baers et Belpaire avec August Cool en 1947-1948, notes et texte de l'accord dans AKAV 184 et ACSVW 357; Conseil National des LOFC, 13 novembre 1949; AKAVN 758.

72. Belpaire et Baers à Cool, 27 août 1947; AKAV 184.

vient de faire état, y sont certainement pour quelque chose. Elles n'empêchent pas que du côté wallon, on embrasse parfois la cause syndicale pour obtenir certains avantages et que l'on pratique la "formation syndicale" via le journal du mouvement ⁷³.

La femme comme consommatrice, tel est aussi le champ d'action des coopératives. Néanmoins, un *modus vivendi* avec la Fédération Nationale des Coopératives Chrétiennes est rapidement trouvé à ce propos. Il prévoit, dans le chef des ligues, des actions de propagande en faveur des services et des produits de la coopération et même, dans certains cas, de leur distribution. En échange, le mouvement féminin bénéficie d'un soutien financier, qui lui permet de recruter des propagandistes appelées à contribuer à la formation en matière de coopération. Nous reviendrons plus loin sur cette collaboration intense.

Au plan mutualiste, les relations sont un peu plus complexes. Peu avant la guerre, le mouvement féminin remet sa propre mutualité sur les rails, via deux fédérations spécifiques : *Ons Vooruitzicht* et *l'Entraide Féminine*. L'entreprise n'est pas un franc succès. De surcroît, le service de la mutualité féminine n'est pas intégré dans l'assurance maladie-invalidité obligatoire, introduite après 1944. Il devient de plus en plus difficile de garantir son bon fonctionnement avec un nombre réduit de membres. A la fin des années quarante, l'idée selon laquelle les LOFC-KAV feraient mieux de renoncer à l'indépendance de leur service mutualiste gagne du terrain. Suivant l'exemple des socialistes, la mutualité féminine est progressivement intégrée au sein de la mutualité familiale, laquelle ressortit au secteur de l'assurance libre complémentaire. Cette évolution se heurte à une vive résistance en Wallonie. Les LOFC-KAV exigent toutefois de pouvoir assurer la formation mutualiste et d'être représentées au sein de la mutualité familiale, "afin de mettre en lumière et de défendre les intérêts des femmes, en partant des préoccupations qui leur sont propres" [NT] ⁷⁴. Lorsqu'en 1957, il est décidé de permettre à toutes les affiliées de la mutualité familiale d'adhérer également à la mutualité féminine, le nombre de membres de la seconde croît évidemment de manière spectaculaire. Mais d'une mutualité féminine, au sens originel du terme, il n'est plus question depuis longtemps.

Les LOFC-KAV doivent donc systématiquement réviser leurs aspirations à la baisse. Elles cèdent à nouveau du terrain face au MOC-ACW, dont les nouveaux statuts sont enfin approuvés en 1949. Ici aussi, le scénario est le même. Les ligues sont disposées à adopter une attitude conciliante dans la pratique, mais, par principe, elles campent sur leurs posi-

73. Ainsi, on note, dans le courant de 1950, une action destinée à obtenir de la direction des mines le nettoyage des vêtements de travail des mineurs et, en 1949, une campagne d'information sur les conseils d'entreprise; VF (janvier 1949 sv.).

74. Note Conversations KAV-ANMC, 5 octobre 1957; KAVN.

tions : leur apport, disent-elles, est très important en matière de "bien-être familial" et de "questions typiquement féminines" ⁷⁵. Il s'agit là, en fait, d'un ultime combat d'arrière-garde : le mouvement doit définitivement renoncer à son "rêve totalitaire". Aussi peut-on affirmer qu'à la fin des années quarante, il a atteint un nouvel équilibre, qui se concrétise dans la modification des statuts du 18 mars 1949. Le centre de gravité de l'action se déplace de plus en plus vers la formation, sans abandonner pour autant la défense des intérêts des femmes.

C. Les LOFC empruntent une autre voie

Entre-temps, du côté wallon, les orientations prennent une tournure quelque peu différente. Si, au début, les LOFC contribuent assidûment à élargir l'éventail des services, le rythme de telles activités se ralentit après un certain temps. L'opposition des jeunes se manifeste de plus en plus et marque le mouvement de son empreinte. Des anciennes jocistes ont participé à l'action du mouvement pendant la guerre, sans toutefois y trouver véritablement leurs marques. En de nombreux endroits, elles se sont structurées en Groupes Jeunes Femmes, à l'intérieur des ligues. L'engagement de ces jeunes présente un caractère militant prononcé. Formées à l'école de Cardijn, elles transposent une bonne part de leur enthousiasme, de leur zèle apostolique et leurs méthodes au sein des LOFC. Elles veulent transformer les ligues en un mouvement populaire d'apostolat, dirigé à la base par des femmes du peuple. L'accent est mis surtout sur le caractère missionnaire de l'organisation. La situation française exerce une forte influence à cet égard ⁷⁶.

Les LOFC deviennent une sorte de mouvement d'Action Catholique. L'organe des membres, rebaptisé *Vie Féminine* après la guerre, et les publications destinées aux cadres soutiennent cette option. À la base, un tel virage se traduit par de nombreuses "missions" dans les quartiers populaires, avec une volonté d'ouverture vers toutes les femmes, y compris les épouses de militants socialistes. L'action de quartier est considérée comme très importante et les sectionnaires sont tenues d'observer une certaine distance à l'égard de la vie paroissiale, afin d'asseoir leur crédibilité auprès de celles qui ont peu de liens avec la paroisse. Pour cette dernière, croit-on, l'action missionnaire sera, de toute façon, positive : "Si la Ligue veut atteindre la masse, c'est dans le quartier qu'elle doit être agissante" ⁷⁷.

Dans ce contexte nouveau, on le comprend aisément, les services sont

75. En ce qui concerne le service militaire des femmes, par ex., elles déterminent leur point de vue de manière autonome. Note "Taak van belangenverdediging van de KAV in verhouding tot de gelijkaardige taak van het ACW", 1950, réunions du Bureau; AKAV 42.

76. Le livre de H. Godin, Y. Daniel & G. Guerin, *La France, pays de mission* (Paris, 1943), joue notamment un grand rôle en la matière.

77. Témoignage d'E. Mazy (Liège, 1951) cité par Braham, *De la Ligue*, 33.

considérés comme moins importants. Pour certaines même, ils représentent une trop lourde charge et entravent l'action missionnaire de l'organisation. Cette orientation novatrice se retrouve également dans les nouveaux statuts des LOFC, approuvés par le conseil national le 7 mars 1949⁷⁸. Le phénomène est frappant : en peu de temps, les anciennes jocistes conquièrent une place importante et imposent leurs idées au sein des LOFC. Leur engagement est massif et efficace. Beaucoup plus tôt qu'en Flandre, elles accèdent à des postes de direction importants. Le couronnement de cette évolution est l'élection de Jeanne Partous au poste de présidente nationale, en remplacement de Berthe de Lalieux de la Rocq. Celle-ci demeure toutefois secrétaire au sein du Secrétariat Général des Oeuvres Sociales Féminines Chrétiennes. Jeanne Partous est l'incarnation même de la nouvelle génération. Ancienne présidente de la JOCF bruxelloise, elle est veuve de guerre de Paul Garcet. Décédé dans un camp de concentration allemand, ce dernier était l'un des fondateurs de la JOC. Avant sa captivité, il s'est associé aux préparatifs et à la fondation du Mouvement Populaire des Familles (MPF). Jeanne Partous, quant à elle, a acquis une brève expérience politique comme échevin de Jette. Elle est devenue ensuite présidente de la régionale bruxelloise des LOFC. Elle est présentée aux membres comme l'incarnation de leur idéal⁷⁹.

L'action sociale et la défense des intérêts ne sont pas totalement reléguées aux oubliettes, mais elles sont sérieusement revues à la baisse. Un des nouveaux services s'adresse aux premiers immigrés italiens, attirés par l'industrie wallonne à partir de 1946-1947. Il va élargir ses activités à l'intention des femmes de ces travailleurs étrangers, qui plus tard viendront également de Pologne, d'Espagne, de Grèce. Une édition italienne de *Vie Féminine* est même publiée. Elle est suivie d'une version polonaise et d'une version espagnole. Pour familiariser ces femmes avec nos mœurs et nos habitudes alimentaires, le mouvement organise des cours spéciaux. Il tend à assurer leur intégration, en respectant leur spécificité. Deux grands problèmes se posent à cet égard : le logement et l'isolement des femmes, par méconnaissance d'une des langues nationales. Dès lors, les différentes fédérations concentrent leur action sur ces difficultés⁸⁰.

D. *Le relèvement culturel de la femme du monde ouvrier, levier de l'émancipation*

Tandis que les LOFC soulignent leur caractère apostolique, les KAV mettent en évidence le rôle des ligues dans l'émancipation culturelle du

78. "Art. 1 ...en vue d'assurer la véritable ascension des masses populaires, la rechristianisation des familles et l'édification d'un ordre social chrétien..."; Statuts reproduits dans Eaton, *The Belgian leagues*, 260.

79. VF (mai 1948 et mai 1968).

80. Les premières initiatives sont prises à Liège, voir VF (1948) passim.

peuple flamand. La nouvelle secrétaire nationale des KAV est, dans une large mesure, à l'origine de ce phénomène. Après le départ de Maria Nagels, Philippine Vande Putte reste seule comme secrétaire ad interim (elle n'est nommée officiellement qu'en 1952).

Philippine Vande Putte est issue d'une famille bourgeoise de Flandre occidentale. Elle a fait des études d'institutrice et de régente. Dans le sillage de sa sœur, la poétesse Jeanne Vande Putte, elle montre des inclinations pour la littérature. Son éducation au H. Grafinstituut de Turnhout développe son attachement à la culture populaire flamande. Elle cherche cependant sa vocation au sein des KAV, où, dès 1929, elle entre comme propagandiste pour les régions de Roulers et Bruges. A partir de 1935, elle devient la collaboratrice de Maria Baers au secrétariat national ⁸¹. La richesse de son bagage intellectuel et culturel, son ouverture d'esprit lui valent un grand prestige et beaucoup d'estime, également en dehors du mouvement.

A ses yeux, les atrocités de la guerre n'appartiendront au passé que si l'on parvient à relever le niveau culturel de la société. Les femmes ont un rôle important et irremplaçable à jouer en ce domaine. Dans ce cas, la femme du milieu ouvrier doit pouvoir, elle aussi, s'épanouir culturellement. Vande Putte s'oppose au préjugé de l'"idéal féminin exclusivement voué aux tâches domestiques". Les progrès des techniques ménagères, l'amélioration des conditions de vie et des produits ne peuvent déboucher sur un bien-être purement matériel. Ils doivent, au contraire, favoriser pleinement l'émancipation culturelle et individuelle de la femme, en "aérant" son emploi du temps. La femme ne pourra résister aux sirènes du bien-être matériel, toujours plus envahissant, que dans la mesure où elle est émancipée culturellement. La paix sociale passe donc par l'émancipation culturelle ⁸².

L'objectif premier de Vande Putte, appuyée en ce domaine par les aumôniers Belpaire et Van Roey, est de propager la culture populaire flamande parmi les masses laborieuses ⁸³. A cet égard, les KAV procèdent de manière systématique et progressive. "La culture populaire commence par le géranium en fleur sur l'appui de fenêtre", rappelle-t-on volontiers. C'est à travers toute l'activité du mouvement que cet héritage culturel peut être transmis. Le calendrier, qui occupe une place privilégiée dans les familles

81. Pour une biographie détaillée, voir M. Jacques, "Ph. Vande Putte" dans : Richard & Scholl, *Zij bouwden voor morgen*, 119-127.

82. Voir entre autres Ph. Vande Putte, "De Vrouw en het opbouwen van een nieuwe kultuur", *Streven* (août 1946) 418-425; "De taak en de plaats van de vrouw in de verheffing van de arbeidersstand", *GMG* (mai-juin 1948) 470-483; "De huisvrouw uit het gewone arbeidersgezin", *Kultuurleven* (décembre 1953).

83. Jozef Van Roey est originaire de Vorselaar. Il est aumônier du mouvement pendant plus de 25 ans, d'abord comme adjoint (jusqu'en 1962), puis comme aumônier principal. Il est connu pour ses qualités de pédagogue. Il permet une bonne perception de Vatican II au sein de l'organisation.



Dans les années cinquante, les LOFC-KAV se préoccupent beaucoup de l'émancipation culturelle de la femme du monde ouvrier.
(Photo, années cinquante)

de nombreuses affiliées, est agrémenté de jolies reproductions d'œuvres d'art, issues parfois de musées étrangers. Par de grandes expositions nationales et régionales, comme "De Nieuwe Thuis" ["La Maison Nouvelle"] et "Schoner Leven" ["Une vie plus belle"], on essaie de promouvoir une nouvelle conception de l'habitat.

Le service récréatif, dirigé par Liesje Moelants, veille à ce que le courant passe, jusqu'au niveau local. Mystères de la résurrection, représentations de la Nativité, saynètes lors des assemblées générales permettent de sortir de la routine quotidienne. Un flot d'imprimés de circonstance - depuis les cartes de Noël jusqu'aux souvenirs de communion - créés par des artistes contemporains, ainsi que d'autres illustrations (images, cadres) se répandent dans tout le pays flamand. Disques et livres pour enfants, jeux de société, matériel de bricolage et d'animation pour fêtes complètent l'éventail. Dans les années cinquante, les nombreux ensembles de "Zingende Moeders" [Mères chantantes] accèdent à la notoriété. Les grandes fêtes de la chanson de Bruxelles et Anvers ont un retentissement national⁸⁴. Le dernier atout du mouvement, et non des moindres, est le journal distribué aux affiliées. Tout est mis en œuvre pour assurer la qualité de son contenu et de sa forme. Grâce à une mise en page attrayante et des photos "professionnelles", cette publication doit pouvoir concurrencer les magazines féminins populaires.

Les années cinquante voient donc le développement d'une culture propre aux KAV, identifiable par tous ceux qui sont extérieurs au mouvement. Greffée sur la culture bourgeoise flamande, elle est assez peu originale et n'est guère créative. Pour de nombreuses ménagères flamandes, elle constitue néanmoins un premier accès à des valeurs non-matérielles. Elle est l'amorce d'un nouveau style de vie, intégré au monde ambiant. Elle favorise dans une large mesure la prise de conscience de soi, l'émancipation culturelle, l'épanouissement individuel et la perception du beau. Elle va ainsi résolument dans le sens d'une émancipation plus prononcée encore.

En Wallonie, cette orientation culturelle est moins marquée, même si un grand nombre d'initiatives parallèles se développent (souvenirs de communion, "éducation musicale", calendriers réalisés avec le concours d'artistes wallons). Le mouvement met aussi l'accent sur les excursions éducatives, qui ont pour but d'affiner le sens esthétique⁸⁵. L'importance d'un intérieur soigné et d'une habitation saine est également mise en lumière. Pour l'organisation de leur exposition nationale, les francophones peuvent même compter sur la solidarité financière des Flamandes.

La Semaine Sociale Wallonne de 1953, consacrée à la culture ouvrière, donne une puissante impulsion à l'action culturelle. Pour préparer cette manifestation, une enquête scientifique est réalisée sur : "Les femmes

84. Dossier service récréatif, KAVN 126.

85. Eaton, *The Belgian leagues*, 115; VF, passim.

et la culture". Elle sert également de fondement au thème de l'année 1953-1954 : "La mission éducative de la famille vis-à-vis des moyens modernes d'influence". Les médias audiovisuels, radio et cinéma, sont au cœur de cette réflexion ⁸⁶.

E. Au centre des préoccupations : la famille

Depuis toujours, le mouvement s'intéresse beaucoup à la femme mariée du milieu ouvrier, dont l'accomplissement passe encore par les tâches effectuées comme mère, femme d'intérieur et épouse. La formation et la défense des intérêts en sont imprégnées. Un tournant s'amorce toutefois dans la manière d'envisager les choses. Ainsi, une nouvelle activité est mise sur pied, la promotion de l'entente au sein du ménage. Cette activité passe par des réunions, des rencontres et des week-ends consacrés à la vie de couple, auxquels mari et femme sont invités ensemble. A l'origine, l'initiative émane des seules KAV. A partir de 1956-1957, les KWB entrent en jeu également.

Cette dernière organisation est, en effet, le partenaire obligé des KAV en ce qui concerne l'action familiale. Il est donc tout indiqué que les deux organisations cherchent à collaborer ⁸⁷. Toutefois, cette coopération est hésitante. Une première tentative de rapprochement a lieu vers le milieu de 1947 à l'initiative de Bert Drees, président des KWB. L'objectif initial est précis : défendre les intérêts des familles ouvrières au plan externe et les représenter dans diverses organisations.

Cette collaboration s'officialise dans l'Unie van Arbeidersgezinnen [L'Union des Familles Populaires] ⁸⁸. Il s'agit d'un organe composé paritairement, qui a pour vocation de garantir l'unité d'action, sans toutefois porter atteinte à la spécificité des deux organisations. Les terrains abordés sont nombreux : prime à la construction, promotion du revenu familial, pécule de vacances familial, programme social pour les élections communales (1952). Un important travail d'étude est réalisé par ailleurs. La coopération au sein de l'Union favorise, en outre, l'action conjointe sur d'autres plans. L'année 1950 voit ainsi s'organiser le premier pèlerinage commun à Lourdes. Cette initiative connaît rapidement un énorme succès et occupe une place importante dans l'action religieuse des deux organisations.

La coopération s'étend aussi à l'échelon local : les fêtes de Noël et fêtes d'été collectives, les réunions de parents d'élèves, les retraites de foyers se multiplient. Globalement, cependant, cette coopération est plutôt

86. Rapport d'activité du MOC 1952-1953, 124-125; AKAVN 983.

87. Brys, l'aumônier des KWB, déclare à ce propos : "Nous représentons deux individus mariés, qui ne font qu'un. Deux individus unis dans l'amour et dans la mission. Nos deux organisations, dès lors, doivent tout naturellement coopérer" [NT]. Procès-verbal de la réunion de contact de la direction générale KAV-KWB, 6 juin 1948; AKAVN.

88. Les statuts officiels datent de 1949.

hésitante, pour ne pas dire laborieuse. Une enquête réalisée en 1957 indique que l'entente n'est bonne que dans cinq régions sur dix-sept ⁸⁹. Les directions des deux organisations ne se découragent pas pour autant. L'Union effectue un travail louable, mais un effort supplémentaire s'impose. On s'interroge sur la question de savoir si les programmes religieux peuvent être coordonnés. Les programmes généraux sont comparés et une action de foyers commune est mise sur pied en 1961. Dès l'année suivante, la collaboration se poursuit par le biais de la commission de coordination KAV-KWB. L'Union n'assure plus que la représentation à l'extérieur ⁹⁰.

En matière d'action familiale, les LOFC ont une expérience ancienne. Dès la fin de la guerre, elles concurrencent, de ce fait, le MPF. Créé en 1944, le Mouvement Populaire des Familles a pour objet d'évangéliser le milieu ouvrier par l'action de foyers. D'anciennes jocistes y jouent un rôle important et l'influence de l'organisation-mère française est indéniable. Le MPF élabore un vaste programme familial, comprenant également des revendications pratiques (comme une allocation pour la mère au foyer, des aides familiales, etc...) ⁹¹.

Dès le départ, les femmes sont invitées à contribuer à la défense des intérêts familiaux. Les LOFC prêtent loyalement leur concours à diverses initiatives et enquêtes. Pourtant, au fil du temps, leurs réticences s'accroissent. D'une part, les LOFC craignent de perdre leurs meilleurs éléments. D'autre part, elles estiment de plus en plus que les hommes marquent trop le MPF de leur empreinte. C'est là un coup de frein donné à un des principaux objectifs de leur programme : l'épanouissement de la femme du peuple.

D'autres problèmes se posent avec le MPF. Celui-ci s'est progressivement écarté du mouvement ouvrier chrétien, afin de pouvoir défendre les intérêts des familles ouvrières par delà les clivages politiques et religieux. Une rupture définitive en découle en 1949. Entre-temps, depuis 1947, les Equipes Populaires (EP) sont imposées par le MOC, comme pendant wallon des KWB. Une coopération régulière entre LOFC et EP voit le jour, principalement à la requête des Groupes Jeunes Femmes. Elle débouche sur une action familiale spécifique, menée sous la dénomination d'Action Familiale Populaire (AFP). Dans une certaine mesure, celle-ci peut être considérée comme le pendant francophone de l'Unie van Arbeidersgezinnen. La nouvelle organisation, qui sera reconnue par le MOC en 1951, a un caractère revendicatif et éducatif. Elle édite une publication de contact. Elle n'a pas de programme social spécifique, mais elle soutient celui des deux mouvements constitutifs ⁹². Tous les ponts avec le MPF ne sont pas

89. Procès-verbal de la réunion "Unie van Arbeidersgezinnen", 13 décembre 1957; AKAVN 434-435.

90. Rapport sur la coopération KAV-KWB, 12 janvier 1962; AKAVN 435.

91. Sur le développement du MPF, voir les contributions de Zelis dans le tome II et de Pasture dans le tome I.

92. Notes, procès-verbaux et rapports; AKAVN 758.

rompus d'emblée. En 1950, une grande manifestation familiale est encore organisée avec ce mouvement : c'est le dernier soubresaut d'une collaboration sans avenir.

Entre autres activités, l'AFP met sur pied des journées d'étude régionales et nationales. Des "écoles des parents" sont créées dans certaines régions, d'abord à Liège et à Bruxelles, puis dans d'autres parties de la Wallonie. On peut y suivre des cycles de leçons sur l'éducation des enfants, la vie de famille, les relations homme-femme, etc... Néanmoins, la principale préoccupation est la promotion de l'activité individuelle, avec encadrement par des spécialistes extérieurs. Enfin, les associations de parents, dans lesquelles la classe ouvrière est jusqu'alors peu représentée, font l'objet d'une attention toute particulière.

Certaines militantes vont plus loin encore. Elles fondent des groupes de foyers, parce que ceux qui préexistent sont peu ouverts aux travailleurs et n'appréhendent qu'en surface la réalité sociale spécifique de ce milieu. D'autre part, de tels groupes permettent de poursuivre l'évangélisation directe du monde ouvrier. D'une manière générale, l'existence de ces groupes est assez brève. L'action n'acquiert un caractère durable que dans la région de Liège, avec les Foyers Rayonnants. L'AFP n'en continue pas moins à œuvrer avec zèle afin de sauvegarder les intérêts des familles. En ce sens, elle joue aussi un rôle moteur au sein du mouvement ouvrier dans son ensemble. Lorsque les LOFC et les EP cherchent de nouvelles voies, au milieu des années soixante, l'AFP n'y survit pas. Un autre résultat de la coopération entre les deux mouvements subsiste pourtant : les pèlerinages à Lourdes. D'origine locale, cette initiative acquiert une ampleur nationale en 1951. Chaque année, quelque 2000 valides et 500 moins-valides se rendent dans la ville des apparitions, avec les Familles Populaires à Lourdes (FPL) ⁹³.

F. Le travail à la base

Alors que la direction nationale se tâte sur la délimitation de son champ d'action, le travail à la base s'intensifie. Les permanentes régionales déploient des efforts considérables, afin de favoriser la percée du mouvement dans un maximum de paroisses. Cette entreprise n'est pas toujours aisée, car certains curés donnent la préférence à une Action Catholique à caractère général, où toutes les femmes de la paroisse pourraient se regrouper. Sur le plan des méthodes, le mouvement ouvrier féminin continue de s'inspirer, dans une large mesure, du canevas d'avant-guerre. Comme auparavant, un programme annuel est élaboré au sommet de la pyramide et adapté à l'intention des sections, en passant par divers échelons. La théma-

93. VF (juin 1964).

tique de ces programmes évolue. Elle passe d'actions générales en faveur d'un ordre social meilleur à un intérêt plus spécifique pour la famille et le logement, au sens le plus large.

Tant en Flandre qu'en Wallonie, les principaux instruments de l'action demeurent le journal, distribué aux affiliées, et les sectionnaires, solidement encadrées par les permanentes régionales. Le grand défi pour ce groupe composite est de garantir l'unité de pensée et d'action. L'accent est mis sur le zèle apostolique, l'actualité sociale et surtout le caractère ouvrier du mouvement. Ce dernier point, on l'a déjà souligné, est parfois à l'origine de problèmes sur le terrain. Les propagandistes elles-mêmes éprouvent parfois des difficultés à s'identifier au milieu ouvrier dans lequel elles opèrent ⁹⁴.

Ces thèmes sont abordés en profondeur lors des sessions d'étude mensuelles de permanentes régionales. Ils sont également traités dans les journées d'étude semestrielles, qui regroupent toutes les permanentes. Celles-ci se réunissent pendant deux jours et vivent ensemble, ce qui développe un profond sentiment de cohésion. Le programme est élaboré systématiquement. Autres points à l'ordre du jour : une formation adaptée aux circonstances et une formation religieuse approfondie. En l'occurrence, toutes les activités des LOFC-KAV sont soigneusement structurées ⁹⁵.

Malgré ces initiatives de formation, ce sont les goûters qui attirent le plus de monde dans les assemblées locales. Les sections les plus créatives les combinent toutefois à des programmes dotés d'un contenu plus intéressant. L'action Jeunes Femmes, qui ne tarde pas à se généraliser, est une nouveauté de l'après-guerre. Elle remonte aux années de guerre, même si ses premiers embryons sont antérieurs à 1940. Des jeunes femmes du milieu ouvrier se rencontrent alors de manière plutôt informelle. Il s'agit surtout d'anciennes de la JOCF et de la VKAJ, qui ne se sentent pas tout à fait à l'aise dans cette organisation pour adultes. Une formation approfondie - une sorte de prolongement des cercles d'étude - et un plus grand radicalisme apostolique leur paraissent nécessaires. L'action Jeunes Femmes distincte rencontre leurs aspirations. Elle donne à ces "moins de 35 ans" l'occasion d'aborder ensemble des problèmes liés à l'éducation des jeunes enfants, des questions d'ordre domestique et social. C'est en 1946 que paraît *Houdt het roer recht* [Tenez le cap], une publication consacrée à leurs activités. Deux ans plus tard s'ajoute *Dageraad* [L'Aube], un périodique destiné aux jeunes femmes ⁹⁶. Initialement, la direction nationale de Flandre se montre plutôt méfiante à l'égard de ce courant. Elle craint l'émergence d'une action parallèle, qui risque de miner le mouvement de l'inté-

94. Procès-verbaux de la direction générale, 1944-1950, passim; AKAV 039; le même problème se pose du côté francophone, AKAVN 758.

95. Procès-verbaux des journées d'étude, 1945-1952; AKAV 079-083; Conseil National, 19 novembre 1949 et notes des LOFC; AKAVN 758.

96. Sur les origines des "Jonge Vrouwen", voir AKAVA boîte 63.

rieur et de détruire son unité ⁹⁷. Elle essaie de récupérer et d'intégrer ces noyaux, en désignant une responsable nationale pour les jeunes. Ces cellules sont statutairement reconnues en 1949 : elles ont, dès lors, le vent en poupe. L'aspect "club" du mouvement séduit beaucoup. En 1955, on dénombre déjà 165 noyaux actifs.

V. Le rôle essentiel de la femme. 1960-1975

Après le boom des années cinquante, le nombre de membres des KAV cesse de croître entre 1960 et 1975 : il stagne aux alentours de 260.000 affiliées. En 1963 et en 1967, un recul est même enregistré, après une hausse substantielle des cotisations, bien que les changements de cap, qui interviennent à ces périodes, ne soient pas non plus étrangers au phénomène. Quoi qu'il en soit, des recettes nouvelles sont alors indispensables, pour sauvegarder le cadre de l'organisation. La professionnalisation croissante, en particulier, coûte cher. Le cadre ample des permanentes, auquel s'ajoutent à présent des femmes mariées, s'élargit en effet. En 1960, le mouvement ne compte pas moins de 126 permanentes et il en recrutera davantage encore par la suite ⁹⁸. Le nombre de ligues passe de 961 en 1960 à 1149 en 1975.

Du côté des LOFC, les effectifs évoluent différemment. Jusqu'en 1950 environ, ils croissent légèrement. Ils plafonnent à 160.000 après une campagne intensive menée en 1950 ⁹⁹. Ensuite, ils se tassent progressivement, pour se stabiliser, de manière temporaire, aux alentours de 145.000 au milieu des années soixante. Ils continuent ensuite de s'effriter, pour tomber un peu en deçà de la barre des 100.000, en 1985. Ce chiffre demeure fort respectable, si on le compare aux effectifs des Equipes Populaires, qui ne dépassent jamais les 3000 affiliés. Dans un premier temps, le nombre de membres diminue de manière inversement proportionnelle à la création de nouvelles ligues. A un certain moment, le nombre de ligues locales dépasse les 1000. Soulignons un détail au passage : parmi ces membres, on dénombre en moyenne 1200 germanophones, qui reçoivent leur propre magazine : *Frau und Heim*. Il est cependant impossible de déterminer l'importance des autres groupes linguistiques, formés d'épouses d'immigrés. Il semble qu'elle ne soit pas négligeable, comme en atteste la représentation spécifique de ces mêmes groupes dans les organes de direction des LOFC.

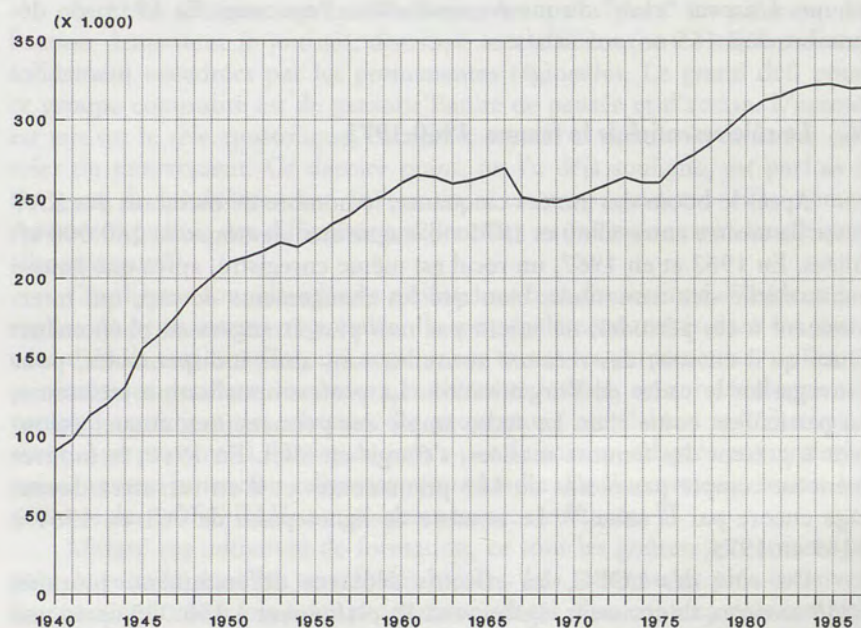
De nouvelles ligues voient le jour même au-delà des frontières natio-

97. Sur cette question, voir entre autres l'entretien de De Kunst avec Nagels et Van den Keybus, 17 janvier 1979; AKAV.

98. Les KAV, note, 15 mai 1960; AKAVN.

99. Note du Conseil National des LOFC, 1951; AKAVN 758.

Tableau 3 :
Nombre de membres des KAV.
1940-1987



Source: Annexe 2

nales. Elles sont notamment fondées à l'intention des femmes de militaires de carrière, casernés en République Fédérale. Telle n'est pas la première forme d'implantation à l'étranger : une action similaire a démarré au Congo dans la deuxième moitié des années cinquante. On réunit d'abord de l'argent pour créer un fonds Congo, destiné à financer des initiatives. En 1957, Wilhelmine Dubois part dans la colonie, comme première déléguée. Elle a pour mission de lancer l'action. Elle est bientôt suivie par trois nouvelles collègues. En peu de temps, toutes quatre parviennent à structurer les actions de telle manière qu'au moment de l'indépendance, le mouvement peut se perpétuer avec une direction entièrement congolaise ¹⁰⁰.

100. Une quinzaine de Congolaises bénéficient par ailleurs d'une formation en Belgique, notamment par le biais d'un stage dans certaines fédérations. Pour ce qui est de l'action au Congo voir : AKAV 0145, AKAVN 730, 737; VF, passim; "Le problème du développement" (Congrès MOC, 1964) 57-58.

A. Vers un professionnalisme accru

A cette époque, les LOFC et les KAV développent encore une action parallèle, mais en partageant de moins en moins une approche ou une vision communes. Un premier changement marquant s'opère alors sur le plan des méthodes à mettre en œuvre. Si, jusqu'alors, les ligues ont travaillé de manière fort centralisée, les KAV et les KWB se mettent en quête d'un système permettant d'associer activement la base à la vie du mouvement ¹⁰¹. Dans les méthodes des KWB, Bert Drees introduit diverses techniques issues des sciences humaines. Les KAV font appel à Leo Lagrou, psychologue de l'université de Louvain. C'est sous son égide que le travail de groupe est systématiquement adopté. Il s'impose très rapidement comme une sorte de formule magique, qui reçoit un accueil favorable à tous les échelons du mouvement. Les organes nationaux de direction et les permanentes sont les premières à se lancer dans cette voie. A leur tour, comme "animatrices de groupe", elles diffusent cette nouvelle méthode dans les régions et les sections. Pour un grand nombre de personnes, au sein du mouvement, pareille approche équivaut à une véritable révolution. Il n'est plus question, pour elles, de tenter de s'approprier à tout prix des schémas idéaux préconçus. Désormais, elles doivent apprendre à développer elles-mêmes des initiatives, à se former un jugement personnel, etc... Ainsi, en un temps relativement court, les responsables parviennent à obtenir une collaboration plus active ¹⁰². Le meilleur résultat est acquis avec des petits groupes, responsables d'activités spécialisées. Les actions développées à l'intention des mamans sont ainsi scindées en fonction de la catégorie d'âge des enfants, de manière à promouvoir une interaction dynamique. En outre, d'autres groupes-cibles, comme les veuves, sont approchés.

Ce nouveau type de fonctionnement a aussi des répercussions sur l'élaboration des programmes annuels. Dorénavant, de nouvelles idées lancées par des militantes peuvent être adoptées. La procédure est plutôt complexe, mais elle stimule la participation de la base ¹⁰³. Tout ceci entraîne également un renouvellement des thèmes. Dans le même temps, à partir de 1963, les programmes sont établis pour une période triennale, afin de

101. Sur l'introduction du travail de groupe : Réunion du Secrétariat National du 23 février 1959, réunion du bureau des KAV du 11 décembre 1959 ; AKAV 0145, AKAVN 359,728. A cette époque, Leo Lagrou entreprend des recherches en matière de dynamique de groupe appliquée. Plutôt que de se confiner dans son laboratoire de psychologie expérimentale, il souhaite pouvoir travailler à partir de situations réelles, comme celles rencontrées au sein des KAV, où il organise des centaines de sessions de formation. Le matériau ainsi collecté lui sert de base pour sa thèse de doctorat en psychologie, présentée à la KU Leuven en 1964, sous le titre : *Onderzoek naar de structuren van de inhoud van groepsessies in functie van de volwassenenvorming*.

102. Pourtant, cet enthousiasme n'est pas partagé unanimement, et certaines sections exigent que l'on mette un frein aux initiatives de ce genre. Réunion du bureau, 1960-1961, passim; AKAVN.

103. Direction nationale, 2 avril 1963; AKAVN.

pouvoir approfondir la problématique abordée. Sur ce plan encore, on reconnaît la main des spécialistes en sciences humaines que le mouvement, désormais, consulte plus volontiers. En effet, la coopération avec Lagrou donne le signal de départ à un recours systématique à des personnes extérieures, issues le plus souvent des milieux académiques. Sociologues, juristes, pédagogues et psychologues deviennent des interlocuteurs privilégiés dans les journées d'étude, les commissions et les groupes de travail. D'ailleurs, ils contribuent dans une large mesure à déterminer la dynamique du mouvement, tant au point de vue du contenu que de la méthodologie ¹⁰⁴.

L'évolution qui se produit de l'autre côté de la frontière linguistique est relativement similaire. Pour la première fois, les ligues francophones font appel à des professionnels extérieurs à l'univers du mouvement, en vue de mettre sur pied une campagne de sensibilisation visant à stimuler une meilleure éducation scolaire des jeunes filles. Le congrès de l'Exposition des LOFC, porté par le vent d'ouverture et par les grands espoirs d'avenir suscités par l'Exposition Universelle, fait clairement apparaître que les femmes doivent assumer de nouvelles tâches et de nouveaux engagements. Pareille situation exige incontestablement que les jeunes filles issues des milieux ouvriers soient adéquatement formées. En collaboration avec les centres PMS, la JOC(F), les groupes syndicaux, les EP, et soutenues par l'expérience des spécialistes en sciences humaines, les LOFC tentent d'en convaincre les parents. Elles stimulent la mise en place de groupes de travail régionaux, mènent des enquêtes et vont trouver directement les parents. Il est frappant de constater que la formation ainsi prônée est essentiellement professionnelle. Bien que la démocratisation de l'enseignement figure parmi les revendications principales du mouvement, ce dernier ne préconise guère une formation générale ¹⁰⁵. Du côté francophone aussi, les acquis de la psychologie sociale, et plus spécialement le travail de groupe, rencontrent beaucoup de succès. Les écoles de cadres et de militantes se plient d'ailleurs à cette méthode, qui leur permet d'être directement à l'écoute des sensibilités et de suivre les évolutions régionales ¹⁰⁶.

B. *De la femme au foyer à la consommatrice*

Les mutations profondes que subit l'image de la femme méritent l'attention à plus d'un titre. Par exemple, un glissement très significatif intervient dans la façon d'appréhender la femme au foyer : de ménagère, celle-ci devient une consommatrice responsable. Initialement, la problématique

104. Pour un bref aperçu, cf. : W. Leemans, J.L. Dehaene, R. Jolie-Mulier, Deckers, A. Vergote, J. Kerkhofs, etc... Cependant, cet apport n'est pas apprécié par tous. Certains membres de la direction ont l'impression que le mouvement leur échappe.

105. Notes du Congrès de l'Exposition, AKAV 758; F. Baetens, "Quelques conclusions" DASC (1960, 48-51), rapport d'activité du MOC, 1959-1960, 133-134.

106. Rapport d'activité du MOC, 1961-1963, 75.

de la consommation est considérée comme un moyen d'attirer des femmes non pratiquantes vers le mouvement ¹⁰⁷. Cependant, très rapidement, elle se transforme en activité autonome, parfaitement adaptée aux objectifs poursuivis par l'organisation. En 1957, les KAV mettent sur pied un Raad van Huisvrouwen [Conseil des Ménagères] ¹⁰⁸. Deux ans plus tard, cette initiative est imitée par les LOFC, qui fondent un Conseil des Ménagères. Au départ, ces conseils sont perçus comme concrétisant la collaboration nouée entre la Fédération Nationale des Coopératives Chrétiennes et les organisations féminines. Ces dernières réalisent des tests auprès des membres du Conseil, notamment pour donner des recommandations à la chaîne coopérative Bien-Etre, en matière de produits et de matériel ménagers. Les produits sélectionnés sont ensuite conseillés aux membres par le journal et aux participantes de la Praktische School. En échange, ces dernières bénéficient de certaines réductions, tandis que le mouvement perçoit une commission. Pareille collaboration entraîne une extension du cadre des permanentes. En effet, grâce à l'intervention de la FNCC, les LOFC-KAV peuvent engager chacune une responsable, pour sensibiliser les affiliées à la thématique du consumérisme.

Très vite cependant, le mouvement a l'impression de ne pas être pris tout à fait au sérieux par le Bien-Etre. D'autre part, les LOFC-KAV ont de plus en plus la conviction de ne pas exploiter suffisamment les potentialités du Conseil des Ménagères. Elles sont d'avis que, pour être crédible en matière de consommation, ce même Conseil doit adopter une attitude plus autonome ¹⁰⁹. C'est pourquoi les produits à tester sont désormais sélectionnés de façon indépendante. Dans des cas relativement rares, le Conseil fait même procéder à des tests en laboratoire. Pendant les années soixante, on assiste à une extension de l'intérêt porté à la consommation : informations à propos de produits et de services, analyses de modèles de budgets de la ménagère, étude de la législation, explication des techniques de marketing, etc... Le mouvement met sur pied une organisation au sein de laquelle environ trois cents membres correspondants veillent à constituer un échantillon représentatif, pour les enquêtes et les tests. Ensuite, le grand public est informé des résultats de ce travail par les journaux distribués aux affiliées. Dorénavant, ces périodiques réservent suffisamment de place, dans leurs colonnes, à tout ce qui touche à la consommation et à la gestion du budget des ménages.

107. L'aumônier Belpaire, en particulier, semble avoir été un grand défenseur de cette théorie, Comité de coordination, 8 mai 1956; AKAVN 26.

108. Il se compose d'une ménagère par province, de quatre déléguées de la Praktische School et de quatre représentantes de *Familiehulp*; y participent également des permanentes et quelques spécialistes. Dossiers Raad van Huisvrouwen, 1957-1975, AKAVN 84, 530.

109. Certains incidents se produisent, notamment parce que le Bien-Etre tient peu compte, voire pas du tout, des avis et persiste à commercialiser des produits de moindre qualité. Rapports du Raad van Huisvrouwen, 30 mai 1958, 22 juin 1960, 21 novembre 1963; AKAVN 84, 259-260, 264.

Dans ce domaine aussi, le professionnalisme s'intensifie. En effet, en matière de tests sur les produits, les Conseils tentent de se rapprocher de l'Union des Consommateurs et du Quality Control ¹¹⁰. Entre-temps, le consumérisme gagne aussi du terrain au sein du MOC et de l'ACW, qui mettent sur pied une commission d'étude spécifique. Par la suite, les KAV et Vie Féminine n'abandonnent pas cette thématique, si bien qu'à la fin des années septante, leurs programmes d'année continuent à s'en inspirer. Pendant toute cette période, l'information et la défense des intérêts des consommateurs sont des sujets de première importance, dans un contexte de consommation de masse. Dans nombre de commissions et de conseils, le travail de représentation effectué par le mouvement s'accroît en conséquence.

C. *La femme au travail en point de mire*

Parallèlement à ces innovations, la femme au travail fait l'objet d'une attention plus soutenue. Cet intérêt est en partie déterminé par les changements socio-économiques. A partir de 1960, l'expansion rapide de l'économie provoque des tensions sur le marché du travail : la réserve de main-d'œuvre féminine est soumise à une pression accrue. Compte tenu de la division très poussée des tâches et du travail à la chaîne, la formation scolaire plutôt limitée du personnel féminin ne constitue pas d'emblée un obstacle à son utilisation dans l'industrie ¹¹¹. On s'attache, du reste, à créer des conditions de meilleure scolarité. Durant la période 1947-1961, la part d'emplois occupés par des femmes ne connaît cependant qu'une très faible augmentation. Par contre, il est intéressant de relever la modification enregistrée dans la pyramide des âges. Peu après la guerre, c'étaient surtout les jeunes filles qui travaillaient dans l'industrie. A présent, c'est la catégorie d'âge située entre 20 et 25 ans qui est la plus nombreuse (à concurrence de 52 %), sous l'effet, entre autres, de la prolongation de la scolarité. Dès 1960, la part des femmes mariées atteint déjà à 36 % ¹¹².

En 1957, le mouvement féminin prend conscience de l'enjeu : la question du travail des femmes est un des problèmes-clés pour les années à venir. C'est à cette époque qu'une action spécifique est mise sur pied. Le comité de coordination des Oeuvres Sociales Féminines Chrétiennes installe

110. C'est ainsi qu'est conclue, en 1965, une convention par laquelle le mouvement est autorisé à reproduire les résultats de certains tests réalisés par l'Union des Consommateurs, Rapport du Conseil, 2 décembre 1965; AKAVN 530.

111. R. Vandeputte, *Economische geschiedenis van België 1944-1984*, Tielt 1985, 64-88.

112. M. Nagels, "Hedendaagse toestand en problemen van de loonarbeidende vrouw in België", Journées d'étude des KAV, juin 1961; notes Journées d'études, KAV juin 1963; AKAVN 280-281. Il ressort des notes de 1963 qu'une enquête a été menée par l'université catholique de Louvain. Celle-ci met en lumière le fait que 84 % des femmes invoquent la nécessité financière comme motivation de leur travail à l'extérieur; Rapport d'activité du MOC 1959-1960, 134.

même une commission d'étude spéciale, afin de soumettre le travail salarié de la femme mariée à une enquête plus approfondie. Sous la direction de l'aumônier-adjoint Van Roey, les deux secrétaires générales des Oeuvres Sociales Féminines, deux déléguées des KAV et des LOFC, ainsi qu'une représentante des écoles sociales, se mettent au travail ¹¹³. A cette époque, les initiatives communes sont devenues exceptionnelles : il s'agit donc bien d'un défi majeur.

Il ne nous a pas été possible de déterminer si cette commission a abouti à un résultat tangible. Cependant, tant les LOFC que les KAV continuent - chacune pour leur part - à s'occuper du problème. L'attitude à adopter à l'égard de la femme au travail est traditionnellement à la source de tensions. Au départ, on l'a vu, le mouvement estimait que le travail de la femme en dehors du ménage exerce une influence néfaste sur son foyer, et il s'y opposait résolument. En 1951, pour la première fois, le conseil général des LOFC constate que l'interdiction du travail féminin n'est guère une solution valable. Le mouvement n'a-t-il pas aussi un devoir d'apostolat envers les travailleuses ? Il doit, dès lors, créer en son sein un espace, afin de les accueillir. En outre, une enquête doit mettre en lumière les raisons qui poussent les femmes à choisir une profession à l'extérieur. Le résultat ainsi obtenu est limité : les sectionnaires sont amenées à prendre conscience du problème, tandis que le mouvement constate la faiblesse de son recrutement parmi les femmes mariées qui travaillent en dehors de leur domicile ¹¹⁴.

L'attitude adoptée à cet égard par les ligues francophones connaît un premier revirement, lors du Congrès de l'Exposition en 1958. Lucienne Nys, permanente des LOFC et responsable des rapports avec les syndicats, y fait entendre un autre son de cloche. Selon elle, la femme doit avoir le droit de choisir. Cependant, les conditions ne sont pas toujours réunies pour lui permettre de faire le choix le plus judicieux. Les principales carences constatées peuvent se résumer comme suit : manque de formation scolaire appropriée, absence d'infrastructures adéquates (de crèches, par exemple) et insuffisance du taux de syndicalisation ¹¹⁵. Le ton est donné. Néanmoins, pendant la semaine d'étude qui suit le congrès, tout le monde ne semble pas partager cet enthousiasme : on en appelle à une amélioration du dialogue entre travailleuses et femmes au foyer. Toutes les fédérations doivent participer à cet effort; ce n'est pas encore le cas de toutes les sections : un tel dialogue ne semble pas encore faire l'unanimité ¹¹⁶.

113. Rapport du Comité de coordination, 16 septembre 1957; AKAVN 26.

114. "La ligue est au service de toutes les femmes du milieu populaire... La ligue a un devoir d'apostolat envers les travailleuses... Cherchons à les comprendre..."; Conseil National des LOFC, 8 avril 1951; cité par Eaton, *The Belgian Leagues*, 157; Rapport d'activité du MOC 1949-1952, 33-34.

115. Lucienne Nys est recrutée grâce à l'apport financier de la Centrale des Métallurgistes afin de défendre les intérêts des travailleuses; VF (septembre 1960); notes relatives à des conférences pendant ce Congrès dans AKAVN 756.

116. Rapport de la semaine d'étude des LOFC, 1958; AKAVN 756.

Le thème choisi pour l'année 1960 a pour but essentiel de combler le fossé entre les deux groupes de membres. L'aspect enrichissant du travail et les possibilités d'épanouissement qu'il offre à la femme sont mis en évidence à maintes reprises. Toutefois, cette position n'est pas dénuée de risques. En effet, il serait dangereux de voir l'épouse perdre de vue les valeurs essentielles : la famille doit demeurer au centre de ses préoccupations. Désormais, le mouvement s'emploie activement à créer des services sociaux, afin d'aider la femme à prendre une décision en toute liberté. Dans la défense des intérêts de ses affiliées, il accorde la priorité à cet aspect. Il peut compter sur l'appui du MOC et de la CSC. A l'époque, des solutions telles que le travail à temps partiel ne semblent guère recueillir de faveur, ni chez les femmes elles-mêmes, ni chez les employeurs, ni chez les syndicalistes ¹¹⁷.

On se rend compte à quel point l'attitude à l'égard du travail des femmes a changé lors de la grève à la FN de Herstal. De février à mai 1966, 3000 travailleuses exigent alors l'application de l'article 119 du Traité de Rome : à travail égal, salaire égal ¹¹⁸. Les LOFC soutiennent cette grève avec enthousiasme. Elles participent aux manifestations et apportent résolument leur appui à ce mouvement, dans des meetings et dans leurs publications. D'autre part, cet épisode fait apparaître clairement l'ampleur du fossé qui sépare la base et les cadres "professionnels" de l'organisation. La première ne comprend pas les mobiles du soutien des LOFC aux travailleuses de Herstal et, par conséquent, exige des explications. D'innombrables meetings et conférences sont organisés pour faire comprendre la position du mouvement. Il s'ensuit que le climat se rassérène quelque peu et que la base finit par accepter l'idée du travail des femmes.

En 1959, à l'instigation du service d'étude, le conseil général des KAV se demande si le mouvement ne doit pas étendre son action au milieu de travail ¹¹⁹. Regina Catrysse, désignée le 29 mai 1959 pour succéder à Ph. Vande Putte comme secrétaire générale ¹²⁰, démissionnaire pour raisons de santé, partage entièrement cette préoccupation. A cet égard, le rôle des anciennes jocistes est difficile à déterminer, au vu des sources disponibles. Au plan national, du reste, leur présence au sein des KAV n'est guère impor-

117. Rapport d'activité du MOC 1959-1960, 134-135; Rapport d'activité du MOC 1961-1963, 73-74; VF (mai 1962). Une autre crainte joue également un rôle : celle d'une évolution désastreuse de la natalité. Or, après la publication du rapport Sauvy, le risque de dénatalité est mis en avant avec beaucoup d'insistance. Voir entre autres l'interview de la présidente des LOFC, Jeanne Laurent-Partous dans VF (décembre 1963). Pour ce qui est du rapport Sauvy et de son influence, voir : Pasture, Kerk, *politiek en sociale actie*.

118. Sur la signification de cette grève pour l'action féministe des années septante, voir : Collin & De Graef, "Néo-féminisme", 201; Coenen, *La grève des femmes*. Par ailleurs, dès avant cette époque, le mouvement s'est intéressé, à plusieurs reprises, à la problématique "à travail égal, salaire égal" : voir VF à partir de 1961, passim.

119. Direction générale, 19 juin 1959; AKAVN.

120. Ce remplacement est décidé lors d'une réunion commune de la direction nationale et des propagandistes régionales et nationales, rapport du 29 mai 1959; AKAVN.

Tableau 4 :
Taux d'activité des hommes et des femmes (en %)
1947-1981

Groupes d'âge	Hommes				Femmes			
	1947	1961	1970	1981	1947	1961	1970	1981
-15 ans	1,8	1,1	0,8	0,2	1,1	0,8	0,6	0,1
15-20 ans	71,1	50,3	41,3	30,8	41,8	40,6	34,5	23,8
20-25 ans	84,9	87,6	83,3	79,0	40,5	52,2	60,9	71,1
25-30 ans	95,6	97,2	96,0	93,8	29,5	36,5	49,7	73,3
30-35 ans	96,6	97,8	97,4	95,5	22,6	31,2	39,3	62,9
35-40 ans	96,3	96,6	96,7	95,5	25,1	30,0	35,3	54,5
40-45 ans	95,4	95,6	94,8	93,7	24,0	30,0	33,4	45,4
45-50 ans	93,8	94,0	92,3	90,8	22,0	28,4	30,8	38,2
55-60 ans	89,6	91,1	89,2	85,7	19,8	25,3	27,6	30,7
60-65 ans	73,4	70,8	63,8	32,3	13,3	9,4	7,6	5,7
65 ans et +	24,7	9,8	6,8	3,3	5,4	3,7	2,2	1,0
Total	63,8	57,4	54,2	52,7	19,0	19,9	21,9	28,5

Sources: INS, Recensements 1947, 1961, 1970 et 1981.

tante. Quoi qu'il en soit, à partir de ce moment, les divers niveaux de la direction nationale examinent les modalités qui permettraient d'établir des liens avec le groupe des femmes au travail, lequel ne cesse de croître.

A l'origine, cette démarche est dictée par des préoccupations familiales. La femme travaille-t-elle par nécessité économique et tente-t-elle de trouver un équilibre entre son ménage et son activité professionnelle ? Cette combinaison de tâches permet-elle à la famille de rester un "foyer pour l'époux et les enfants", puisque "c'est toujours vers ces valeurs qu'elle [l'épouse] doit tendre" ? Provisoirement, une conclusion s'impose : il est impossible de porter, sans plus, un jugement négatif sur le travail des femmes. C'est là, pour chacune d'elles, "une affaire d'appréciation personnelle, un choix qu'elle doit faire en son âme et conscience" [NT]. Et les KAV d'insister sur la nécessité de réaliser des études plus approfondies sur ces problèmes, sur la mentalité et les centres d'intérêt des travailleuses. L'instauration d'une "mentalité d'ouverture et de confiance" est considérée comme un premier pas concret dans la bonne direction. Le journal du mouvement est un des canaux permettant d'atteindre l'objectif visé : désormais, il ne s'intéresse plus exclusivement à la "tâche de la femme au foyer", mais également à la "tâche de la femme dans son milieu de travail". Ainsi, du moins le souhaite-t-on, les travailleuses se sentiront chez elles dans le mouvement, tandis que les autres femmes se montreront plus compréhensives.

sives envers leurs problèmes et leurs préoccupations spécifiques ¹²¹.

Pour l'étude de tels problèmes, le mouvement fait appel à des universitaires et, non sans hésitation, au service syndical féminin de la CSC. Des actions sont menées de concert avec cette organisation, pour faire triompher le principe "à travail égal salaire égal". On en conclut que la généralisation du travail féminin à temps partiel ne peut être envisagée comme la meilleure solution, en vue d'une combinaison harmonieuse entre le travail et la famille ¹²².

Tous ces préparatifs aboutissent à une action sur le travail professionnel féminin, qui s'échelonne sur deux ans autour des thèmes : "le travail dans notre vie" (1963-1964) et "la femme et le travail" (1964-1965). Le mouvement dans son ensemble est concerné. L'attention se porte sur l'examen de deux questions : d'une part, "comment nous, travailleuses, allons-nous remplir notre mission de femmes et comment pouvons-nous traduire notre engagement chrétien dans notre vie professionnelle ?"; d'autre part, "la compréhension mutuelle de la travailleuse et de la femme au foyer". Cependant, avant d'aller aussi loin, il faut encore vaincre de fortes résistances au sein du mouvement.

En effet, tout le monde n'approuve pas pareille option. Nombre de membres de la direction générale et de propagandistes s'interrogent : le mouvement n'est-il pas en train de dépasser ses objectifs ? Ces responsables estiment que la situation est déjà suffisamment difficile et se demandent s'il est vraiment opportun d'élargir encore le champ de leur action. D'autres militantes de la deuxième vague féministe sont, au contraire, d'avis que le travail à l'extérieur est un "must" pour l'émancipation de la femme. Ces tensions provoquent des divergences entre le sommet, soutenu par plusieurs permanentes, par certains universitaires et par des membres de la direction générale, et la base. Un fossé se creuse aussi parmi les permanentes, de même qu'entre la nouvelle génération et les anciennes. Regina Catrysse, très attachée à l'estime réciproque entre les membres, doit jeter toute sa force de persuasion dans la balance pour parvenir à imposer les programmes précités ¹²³.

Une autre étape délicate doit être franchie : il faut gagner les sectionnaires à cette nouvelle manière de voir le travail féminin. Convaincre la base s'avère plus difficile encore. L'incompréhension que celle-ci manifeste provoque, semble-t-il, la perte d'effectifs dont on a fait état précédemment. Pourtant, une certaine volonté de collaboration subsiste. En 1963, 73 %

121. Réunion de la "Werking Arbeidende Vrouwen", 12 mars 1961; AKAVN 46.

122. On craint notamment de voir le travail à temps partiel affaiblir la position de la femme dans son milieu de travail. La commission de contact entre les KAV et le service d'étude de l'ACV, instituée le 31 juillet 1962, étudie les problèmes de "la femme salariée". Rapports, notes et correspondance, 1961-1964; AKAVN 46, 50.

123. Sur l'évolution de cette question, voir : Réunions du Bureau, 14 octobre 1960, 13 janvier 1961; Réunions des propagandistes, 28 novembre 1962, 15 février, 17 mai 1963 et décembre 1963; AKAVN.

des affiliées se disent prêtes à participer à une enquête sur les "travailleuses mariées". Même si ses fondements scientifiques appellent des réserves, cette réalisation permet néanmoins de faire circuler l'information et de réunir quelques indications chiffrées. Ainsi, parmi les membres, on dénombre 23 % de femmes au travail et 83 % de celles-ci occupent un emploi à temps plein. Les différences régionales sont marquantes : les travailleuses représentent 12 % des membres en Limbourg, 19 % à Anvers et à Ypres et plus de 21 % dans le reste de la Flandre ¹²⁴.

D. Vers un statut de la femme

Malgré les réticences permanentes de leur base, les directions des deux mouvements persistent dans la même voie : de manière résolue et progressive, elles affinent leur conception du travail féminin, des droits et des devoirs des femmes chrétiennes dans la société actuelle. Elles se sentent confortées dans leur démarche par une vague émancipatrice plus large, même si elles doivent parfois aussi faire front à des résistances internes. Au plan international, un autre aiguillon stimule leur action. Diverses organisations catholiques internationales, comme l'Union Internationale des Organismes Familiaux (UIOF), insistent en effet pour que la position de la femme fasse l'objet d'un examen approfondi.

En 1962, les LOFC et les KAV créent chacune une commission d'étude dans ce but. Ces commissions comprennent aussi bien des représentantes des services d'étude de l'organisation que des spécialistes extérieurs, actifs au sein et en dehors du mouvement ouvrier. Leur point de départ est "le sentiment de culpabilité des travailleuses" et la "valorisation de la tâche de la mère au foyer" ¹²⁵. La publication des rapports est le fruit d'un long cheminement. Avant de procéder à la rédaction finale, les KAV rendent public un document intermédiaire sur le "Statut social de la femme mariée". A partir de 1965, celui-ci fait l'objet de discussions dans les régions et donne matière à publication dans le journal des membres. Enfin, en 1967, la brochure *De vrouw nu. Een nieuw statuut* [Aujourd'hui la femme. Un nouveau statut] est éditée.

Sous le même titre, les ligues de Wallonie font paraître, un an plus tard, le résultat de leurs travaux. Ici également, la préparation a été menée avec sérieux et les efforts entrepris pour convaincre la base à adopter le même point de vue que la direction ont exigé beaucoup d'énergie. Les premiers résultats sont présentés sous forme de manifeste, lors du congrès de juin 1966. Ce document est suivi d'un référendum à grande échelle, dont le but est de mieux cerner les préoccupations des membres. Cette action, lancée sous le nom de "Marie-Eve", est favorablement accueillie : pas moins de 20.000

124. Rapports, notes, correspondance relatifs au travail des femmes, 1961-1968; AKAVN 46, 50.

125. Notes du service d'étude des KAV, 1962; AKAV 346, 748.

membres y coopèrent. Une fois encore, le journal du mouvement se charge de diffuser plus largement les idées nouvelles ¹²⁶. Les responsables des LOFC peuvent également compter sur les autres branches du mouvement ouvrier du Sud du pays. La 49^{ème} Semaine Sociale Wallonne de 1967 est entièrement axée sur la présentation du nouveau statut. Le thème en est : "La femme dans la société contemporaine". La nouvelle présidente, Jeanine Wynants, confirme son soutien à cette initiative lors de la présentation officielle à la presse. Victor Michel, secrétaire général du MOC, et le ministre René Pêtre marquent également leur adhésion ¹²⁷.

La publication des brochures des KAV et des LOFC ne constituent d'ailleurs pas un fait isolé. C'est également dans la seconde moitié des années soixante que paraissent le *Statut de l'ouvrière*, établi par le service syndical féminin de la CSC, et le document *Les droits de la femme au travail*, émanant de la FGVB. La "déclaration de programme" des KAV et des LOFC s'intègre à la chronologie de la deuxième vague féministe, ainsi qu'on a coutume de l'appeler. On y décèle toutefois une très nette réorientation : pour la première fois, explicitement, la femme elle-même est au centre de tous les débats.

Examinons ce nouveau statut d'un peu plus près. Comme point d'appui, prenons la version des KAV. A vrai dire, celle des LOFC se structure différemment et met parfois d'autres accents, mais sur le fond, les deux documents reposent sur les mêmes thèmes fondamentaux. Comme amorce de la réflexion, nous ne retrouvons plus la vision chrétienne qui, jusqu'alors, constituait le point de départ explicite du programme. L'introduction présente une approche anthropologique de la femme dans la société. A partir de considérations médico-psychologiques, elle affirme que la sexualité ne détermine pas l'essence de l'être humain et que la vision duale homme-femme n'est plus tenable. Par ailleurs, les auteurs de la brochure proposent leur propre vision de l'émancipation. Chaque individu, homme ou femme, a reçu pour mission de s'épanouir personnellement, tant sur le plan des relations interpersonnelles (par exemple dans la famille) que dans son engagement au sein de la société, au sens large (activités professionnelles, sociales, politiques). Pour pouvoir réaliser effectivement ces objectifs, chacun doit bénéficier des possibilités d'épanouissement nécessaires.

Pour les KAV, l'émancipation ne signifie pas, sans plus, que la femme doit conquérir une place identique à celle de l'homme dans l'ordre social existant. Elle implique que l'un et l'autre reçoivent la chance de fonder leur engagement sur un équilibre harmonieux, chacun dans leur univers.

126. A partir de mars 1965, cette opération de grande envergure fait régulièrement l'objet d'articles. Les rapports de la commission d'étude se trouvent dans AVF; le fait que les archives des KAV contiennent également des rapports de la commission francophone pourrait donner à penser que des échanges réciproques ont eu lieu sur les activités des deux organisations; AKAVN 757.

127. VF (juillet 1967 et mars 1969).

C'est là un plaidoyer pour un projet dans lequel hommes et femmes changeraient et construiraient une société nouvelle, plus humaine.

Pour permettre à l'homme et à la femme de devenir des partenaires égaux, bien des changements doivent encore être apportés à la législation. La brochure propose des modifications au droit des biens et au droit des successions. Des initiatives législatives concrètes seront prises en collaboration avec d'autres branches du MOC-ACW. Elles aboutiront à l'adaptation effective des lois en la matière, au cours de la décennie ultérieure. Les deux brochures ont une signification politique : celle-ci tient au fait que l'émancipation se fonde sur des vues plus larges que dans d'autres organisations féminines.

Au sein du mouvement lui-même, les critiques fusent : un grand nombre de membres n'acceptent pas que la femme au travail occupe une telle place dans le nouveau programme ¹²⁸. Cette remarque n'est pas dénuée de fondement. La direction la réfute avec l'argument que ce programme est axé sur l'avenir. A première vue cependant, l'enquête réalisée parmi les affiliées, en 1974, semble contredire cette thèse, car moins d'un quart d'entre elles exerce une activité professionnelle. Une telle proportion est nettement inférieure à la moyenne nationale (34 % des femmes occupent alors un emploi) ¹²⁹. La ventilation de ce chiffre par tranches d'âge donne néanmoins raison à la direction : chez les plus jeunes, âgées de moins de 35 ans, 50 % des membres exercent déjà une activité professionnelle.

E. KAV : le renouveau est inscrit dans les statuts

Le changement d'orientation qui s'opère dans la seconde moitié des années soixante est consacré par les nouveaux statuts de 1970 : "Les KAV sont une association d'inspiration chrétienne, au sein de laquelle les femmes du milieu ouvrier poursuivent les objectifs suivants : 1. la formation, afin de promouvoir une prise de conscience accrue, un épanouissement plus large et une stimulation du sens des responsabilités dans les tâches individuelles et sociales; 2. influencer et réformer les organes et les structures de direction, afin de conférer à la femme la place qui lui revient dans la société, et de contribuer ainsi à l'édification d'une société équilibrée; 3. promouvoir le service et l'assistance aux personnes comme aux familles, à titre individuel et par l'organisation de services" [NT] ¹³⁰.

Par le passé, le but explicite du mouvement était de promouvoir la foi chrétienne de la femme du monde ouvrier et de son foyer. A présent, il n'est plus fait mention que de son inspiration chrétienne. L'évolution, qui met la vocation apostolique du mouvement en veilleuse, débute dans les

128. Correspondance avec les membres, 1967-1968; AKAVN.

129. Enquête auprès des membres, 1974; AKAVN 842.

130. Statuts, 28 avril et 12 juin 1970; AKAV. On trouve une bonne analyse des nouveaux statuts chez R. Steyaert, la nouvelle secrétaire nationale, dans *Doelstellingen KAV* (Nationale Studiedag, décembre 1970).

années soixante. Fait significatif à cet égard : la remise en question de la participation des responsables régionales aux retraites annuelles ¹³¹. Néanmoins, une activité religieuse importante persiste encore à cette époque. Elle reçoit même une impulsion considérable lors du Concile Vatican II. C'est alors que le rôle de l'aumônier se transforme : ce dernier est dorénavant considéré comme l'"animateur spirituel" du mouvement. L'on en vient aussi à adopter une position plus indépendante vis-à-vis de l'Eglise-institution. Cette attitude nouvelle se manifeste, de manière frappante, lorsque le mouvement prend position sur l'encyclique *Humanae vitae*. Elle apparaît de façon plus explicite encore, lors d'un différend avec l'évêque de Gand, Mgr Van Peteghem, à la suite de la publication d'une série d'articles sur la contraception, dans *Vrouw en wereld* en 1973.

Les statuts de 1970 n'accordent plus la première place à la famille, mais bien à la femme. Pour la première fois, l'épouse exerçant un métier se voit placée sur le même plan que la femme au foyer. Ce changement de cap se répercute sur la collaboration avec les KWB. A la fin des années soixante s'élabore "un projet de structuration pour l'action de foyers KWB-KAV", qui est toutefois repoussé par les deux directions nationales. Le plan des KWB, visant à former une organisation socio-culturelle mixte, est également rejeté. Les KAV optent pour le maintien d'un mouvement exclusivement féminin. Dans une déclaration, elles s'en justifient comme suit : "Nous devons les aider [= les femmes] à assumer, individuellement ou en groupe, des décisions qui leur sont parfois difficiles à prendre seules, compte tenu des schémas d'antan qui existent toujours au sein la société et qui y exercent encore une grande influence" [NT]. Cette position n'empêche pas des collaborations dans différents domaines. L'échec de l'union projetée n'en trouble pas moins l'atmosphère : il faut attendre la fin des années septante et le début des années quatre-vingt pour que la coopération entre les deux mouvements redevienne plus intense ¹³².

Entre-temps, le cours nouveau ne cesse de progresser. Il modifie également l'attitude des KAV à l'égard de la politique. Pendant longtemps, celle-ci a été considérée comme un "mal nécessaire", afin de faire valoir certaines revendications. Dès l'instant où les femmes ont obtenu le droit de vote aux élections législatives, l'information et la formation politiques ont été développées. Néanmoins, l'activité politique comme telle demeure exceptionnelle : on craint tout particulièrement les tensions qu'elle pourrait provoquer au sein des foyers ¹³³. A partir de 1961, il est question que le mouvement propose ses propres candidates aux élections. Il insiste vive-

131. Réunion des principales responsables, 21 octobre 1960; KAVN.

132. Pour retracer les évolutions de la seconde moitié des années septante, nous nous basons - sauf indication contraire - sur la note "KAV van 1970 tot vandaag", rédigée par Ria Christens, du service d'étude de la KAV.

133. La période de la guerre scolaire est une de ces exceptions : les KAV font circuler des mots d'ordre politiques.

ment pour qu'un secrétaire d'Etat féminin entre au gouvernement, en la personne de Marguerite De Riemaecker ¹³⁴. Il n'en demeure pas moins partisan d'une stricte séparation entre les ligues et la politique. En 1963 cependant, il est fait une première entorse à cette règle, lorsque l'on décide de préparer directement les membres aux élections. Une véritable percée s'effectue enfin en 1970, avec la mise sur pied de la première Journée de Contact Politique ¹³⁵. Au cours de celle-ci sont lancés un appel à l'action politique et la revendication d'une "place à part entière pour la femme dans la vie politique" ¹³⁶. La question de savoir si les KAV doivent ou non conserver un lien privilégié avec le CVP y fait également l'objet de débats animés.

Après cette parenthèse, revenons à la chronologie de notre récit. Les objectifs mentionnés dans les nouveaux statuts sont résolument mis en pratique dans la réalité. 1969-1970 est une année-charnière. Le thème "place à la femme" focalise toutes les attentions sur la femme comme personne ¹³⁷.

Au plan de la méthode, les choses changent elles aussi. Afin d'atteindre le but visé, le mouvement adopte un plan d'action unique aux niveaux national, régional et local. Ce programme comporte six points : 1. la femme en droit civil; 2. les questions d'enseignement; 3. l'aide aux familles; 4. la promotion socio-culturelle des adultes; 5. la sécurité et la santé dans la commune; 6. la représentation auprès de différents organes politiques.

Au cours des deux années suivantes (1971-1973), le Project Onderwijs voor Meisjes (POM) [Projet Enseignement pour Filles] est mis en exergue. Il résulte d'une enquête menée auprès des membres, destinée à connaître leur avis sur l'enseignement féminin ¹³⁸. Il en ressort des conceptions très différentes sur l'enseignement pour garçons et pour filles. Par cette initiative, les KAV veulent dès lors inciter leurs affiliées à réfléchir sur leur propre perception de l'éducation féminine. Un plan d'action concer-

134. Correspondance R. Catrysse - Th. Lefèvre, avril 1961; AKAVN.

135. "Ruimte voor de vrouw in het politiek leven", note, 19 mai 1970; AKAVN.

136. "De vrouw in de politiek", note, 1985. Sur le plan national il y a eu, dans la période 1970-1976, un accroissement de la représentation féminine dans les institutions législatives nationales de 4,5 à 9,2 %; AKAVN.

137. "La femme doit devenir consciente d'elle-même et de ses possibilités, progresser dans la prise de responsabilité. L'autre aspect de sa mission, inséparable du précédent, est tourné vers la société. Dans la société, la femme doit avoir la possibilité de se réaliser pleinement. Ceci exigera un effort de la femme elle-même, de tous et enfin de la société" [NT]; AKAVA 37, 39.

138. A l'origine : une enquête sur les difficultés d'accès à l'enseignement supérieur pour les enfants issus de ménages à revenus modestes. Cette enquête démontre le scepticisme qui règne sur la poursuite des études par les jeunes filles. En collaboration avec le Centre de Psychologie Sociale Appliquée et le Centre de Recherche Socio-Pédagogique, le mouvement lance un projet d'action. Voir entre autres W. Leirman, "Het project onderwijs voor meisjes. Van opinie naar actieonderzoek", *Tijdschrift voor Opvoedkunde*, XVII (1971-72) n° 3 et 5 et L. Vande-meulebroecke, "Vrouwen en het onderwijs voor meisjes. Een actie-onderzoek in een socio-kulturele vereniging", *Jeugd en samenleving* (mars 1978) 136-154.

nant le POM, avec information et activités, est établi à nouveau par région.

Entre-temps, le mouvement accorde une attention toute particulière, au niveau national, à l'action Jeunes Femmes. C'est l'occasion d'expérimenter de nouvelles méthodes de travail, telles que le séminaire de matinée, copié sur les modèles allemand et néerlandais, pour favoriser le développement personnel des jeunes femmes.

A la suite de l'enquête de 1973-1974, l'intérêt se porte à nouveau sur les affiliées des KAV elles-mêmes. Il en résulte un plan triennal "Met de vrouw naar meer welzijn in de samenleving" [Avec la femme, pour plus de bien-être dans la société] (1973-1977). Ce plan va de pair avec une action intense de recrutement, développée aux plans régional et local. Les modifications du Code Civil permettent aux KAV d'obtenir également une importante victoire en matière politique. Grâce à un lobbying efficacement exercé par le service d'étude et suite à l'introduction, par des parlementaires des KAV, de projets de loi au Parlement, deux modifications législatives sont adoptées : l'égalité des époux dans le domaine de la puissance parentale (1974) et la modification du droit matrimonial (1976).

F. *Vie Féminine : plus qu'un changement de nom*

Au sein des LOFC, la publication du *Statut de la femme* coïncide avec un changement de dénomination. Dès la préparation de ce document, il apparaît que l'appellation de Ligues Ouvrières Féminines Chrétiennes ne fait pas que des heureuses. L'aspect ouvrier surtout semble poser problème. Après une large consultation, accompagnée d'un rappel des objectifs fondamentaux du mouvement, le conseil national opte, en 1969, pour une dénomination nouvelle : Vie Féminine. Mouvement Chrétien d'Action Culturelle et Sociale. Dans le même temps s'opère un changement de direction : Jeanine Wynants-Kemps succède à Jeanne Laurent-Partous comme présidente et Marie Braham cède la place, comme secrétaire, à Marie-Josée Rozet¹³⁹.

Nouveau nom, mais aussi nouveau programme par lequel le mouvement, dynamisé, entend accentuer son caractère féminin. La secrétaire nationale, Marie-Josée Rozet, déclare que l'émancipation implique la disparition de l'inégalité entre les sexes, mais que le chemin à parcourir est encore long pour y parvenir. Un mouvement féminin combatif est donc tout à fait souhaitable. L'accent est mis particulièrement sur l'action culturelle, dont on espère beaucoup pour promouvoir la dignité de la femme. Afin d'être citoyenne à part entière, la femme doit aussi jouer un rôle dans l'édification sociale et politique du pays. La dimension chrétienne se traduit

139. Au début de 1966, pour la première fois, il est question d'un changement possible de dénomination : deux ans plus tard commence un large tour d'horizon sur le sujet. VF (janvier 1966); *En équipe* (mai-juin 1968 et mai-juin 1969).



L'attitude à adopter à l'égard de la femme au travail était, pour les ligues féminines, un des problèmes-clés des années soixante. (Participation des LOFC à la grève des femmes à la FN de Herstal, Liège, 1966).

également de façon nouvelle : le mouvement prône "un christianisme s'incarnant dans notre vie de tous les jours" ¹⁴⁰. Il est d'ailleurs frappant de constater combien les femmes du mouvement s'engagent dans les nouvelles structures ecclésiales de concertation, qui se forment après le Concile : les conseils pastoraux et le Conseil Général de l'Apostolat des Laïcs (CGAL) ¹⁴¹.

Bref, Vie Féminine s'efforce de rendre à la femme la place qui lui revient dans la société. Cet objectif implique une approche à la fois féministe et sociale. Il se traduit d'emblée dans les programmes annuels. Des thèmes comme "La société de consommation" (1970) ou encore "La société de consommation profite-t-elle à tous ?" (1971) incitent les sections locales et les groupes de travail à une analyse critique de l'organisation sociale. Cette opération, menée de concert avec les EP, débouche sur un manifeste retentissant : le *Manifeste sur les pauvretés et les inégalités sociales* ¹⁴². Le capitalisme y est explicitement condamné, et l'on plaide pour une politique sociale active en faveur des plus démunis. Il est inacceptable que plus de 10 % de la population belge vive toujours en-dessous du seuil de pauvreté et que le progrès de l'Occident s'opère aux dépens du Tiers Monde. Un plan d'action accompagne le document d'analyse.

Pareille orientation mène Vie Féminine à un engagement politique plus prononcé. Lors d'une enquête menée en 1970, la majorité des membres se montre encore réticente à cet égard, mais la préparation du manifeste conforte apparemment les dirigeantes dans leur détermination ¹⁴³. Lors de la semaine d'étude de 1973, Jeanine Wynants esquisse les lignes de force d'un programme politique. Elle trouve un appui sans réserve auprès des cadres, mais la base demeure pour le moins hésitante. Néanmoins, le mouvement s'engage résolument dans la voie ainsi tracée et l'année suivante, un programme d'initiation à la politique communale voit même le jour. Cette formation, qui consiste en une dizaine de sessions, est donnée essentiellement par des responsables politiques. Elle est rendue possible par le soutien financier du MOC. Dorénavant, lors des élections, le mouvement présente son propre programme. L'engagement politique des femmes est encouragé, mais dans le plus grand respect du pluralisme politique, principe adopté par le MOC dès 1972 ¹⁴⁴. Vie Féminine s'efforce de faire saisir par les femmes les rapports entre la politique et la vie de tous les jours.

140. *En équipe* (mai-juin 1969).

141. Il est significatif que les élues de ces conseils soient présentées dans l'organe du mouvement par une notice biographique accompagnée d'une photo. Pour le reste, nous voyons que les préoccupations pastorales sont toujours très présentes au sein du mouvement.

142. Le coup d'envoi est donné par Liliane Delcourt, responsable du service d'étude, au conseil national de 1970.

143. VF (mai 1970).

144. Témoignage de Jeanine Wynants, 1990.

VI. Epilogue. KAV et Vie Féminine : des valeurs sûres. 1975-1990

Si des contacts réguliers se maintiennent entre les deux organisations féminines jusqu'en 1968, chacune d'elles évolue ensuite de façon totalement indépendante. La démission du chanoine Jozef Van Roey, en 1975, marque la disparition du dernier aumônier commun : il était le lien ultime qui unissait encore les KAV et Vie Féminine. Depuis lors, les deux mouvements suivent chacun leur propre voie.

A. Les KAV

Entre 1976 et 1987, le nombre d'affiliées augmente encore de 60.000, bien qu'à partir de 1982, cette croissance ne s'opère plus que très lentement. Apparemment, le nombre de sections n'a pas encore atteint son point culminant : il s'accroît de 29 unités durant cette période. L'enquête menée auprès des membres, en 1985, montre que la différenciation sociale en fonction de l'âge est encore plus prononcée qu'en 1974. Chaque tranche d'âge correspond à présent à un profil social bien déterminé. Il apparaît de même que certains groupes de femmes (les divorcées et les célibataires, par exemple) sont peu attirés par les KAV, voire pas du tout. Ces constatations, ainsi que le vieillissement accentué au sein du mouvement, forment pour les KAV un défi majeur : comment intégrer, dans une organisation globale, des femmes au parcours personnel très différent, et leur offrir des chances égales de rencontre et de formation ? Pour l'essentiel, les dissensions entre travailleuses et femmes au foyer semblent appartenir au passé. Il n'empêche que, dans certaines sections, des tensions latentes se manifestent assez régulièrement.

Dans la deuxième moitié des années septante et au début des années quatre-vingt, l'idée d'émancipation est quelque peu mise en veilleuse au sein des KAV. L'action volontariste demeure placée au premier plan : elle est même systématisée et dotée d'un fondement à caractère méthodique et scientifique. Elle ne porte toutefois plus sur les problèmes féministes. Des actions à grande échelle sont menées, dans les sections, sur les thèmes de la sécurité routière (1977) et de l'environnement (1978). Plus de 80 % des groupes locaux y prennent part. D'une façon ou d'une autre, ils mobilisent et sensibilisent ainsi, en un laps de temps très court, un grand nombre de membres. Avec le slogan "Je vis., mais pas seule", le mouvement aborde un nouveau thème en 1980-1981. Cette préoccupation part du constat suivant : en peu de temps, la société a subi des mutations considérables; une évolution tout aussi fondamentale s'est opérée dans l'échelle des valeurs. Divers sujets sont ainsi abordés. Citons-en quelques exemples : tout individu ne peut connaître d'épanouissement personnel qu'en solidarité avec ceux qui l'entourent; la famille est une cellule essentielle pour l'édification d'une société meilleure; quelles chances de survie a-t-elle encore dans un

monde moderne, où la relation homme-femme se trouve modifiée ? Une réponse à ces questions est recherchée pendant les deux années suivantes, sous le thème "Gezin, brug tussen mensen, brug naar de wereld" ["La famille, pont entre les hommes, pont avec le monde"].

A partir de 1985, l'idée d'émancipation semble à nouveau s'imposer graduellement avec, en 1985-1986, "Als vrouwen over grenzen kijken" ["Quand les femmes regardent au-delà des frontières"] et, en 1986-1987, "De toekomst is pas begonnen" ["L'avenir vient seulement de commencer"]. Durant cette période, on voit d'ailleurs croître à nouveau l'intérêt pour la politique. Dans le courant des années septante, les journées de contact politiques rassemblent annuellement les mandataires féminins issus du mouvement, ses dirigeantes et ses membres qui s'intéressent à la question. Elles reçoivent une nouvelle impulsion. Cette pratique coïncide avec la présence, dans les divers gouvernements, de quelques femmes du mouvement : Rika Steyaert, Paula Dhondt et Miet Smet. En 1984, lors d'une journée d'étude, les KAV établissent un bilan intermédiaire de leur action : la lutte semble loin d'être achevée. Sous le slogan "Mannen en vrouwen moeten samen vorm kunnen geven aan de samenleving" ["Hommes et femmes doivent pouvoir façonner ensemble la société"], les ligues flamandes plaident pour que les femmes jouissent de véritables chances d'élection, grâce à une représentation adéquate lors de l'établissement des listes, par une attribution prioritaire de places au sein de celles-ci et par un appel lancé aux électrices, afin qu'elles votent pour des femmes ¹⁴⁵.

Le programme des dernières années "Vrouwen bewegen de samenleving" ["Les femmes mettent la société en mouvement"] démontre combien le nouveau statut de la femme demeure actuel dans les activités des KAV, même si ce ne sont plus uniquement les femmes mariées qui sont concernées. Avec leur nouveau thème d'année, "Cultuur moet je mee-maken" ["Culture : tu dois y participer"], les ligues entendent souligner la valeur de la culture, composante de la vie de tous les jours, comme force créatrice. A celle-ci, elles opposent la consommation de la culture, offerte comme un produit mercantile.

Dans les activités, l'accent est davantage placé sur la formation socio-culturelle, qui est désormais subventionnée par les pouvoirs publics. Dans le courant des années septante, les KAV peuvent professionnaliser et renforcer leur cadre, grâce aux décrets culturels votés par le Vlaamse Raad. L'épanouissement de la personne humaine ne s'arrête pas à la formation scolaire. L'éducation permanente est une nécessité pour tous, en tout cas pour les femmes. Les KAV s'efforcent par conséquent d'obtenir, par le biais des décrets susmentionnés, les moyens financiers permettant de proposer une éducation permanente aux femmes qui n'ont pas eu la chance de

145. "De vrouw in de politiek", note, 1985; AKAVN.

s'instruire. Dans le prolongement de cette action, signalons les efforts particuliers entrepris en faveur des femmes immigrées, suivis depuis 1984 par un groupe de travail spécial. Ce dernier insiste d'ailleurs explicitement pour que le mouvement procède à une approche plus globale du problème.

La structure de l'organisation subit également des modifications. Au sommet se trouve la direction nationale, élue par et parmi les membres des directions régionales. Depuis les modifications statutaires de 1990, chaque fédération doit être représentée au sein de cette direction nationale. La fédération joue notamment un rôle de "carrefour". La communication de la base avec le sommet se fait par l'intermédiaire de son conseil et de sa direction régionale. Cette dernière se compose de membres élus par et parmi les directions locales (le cas échéant, aussi de membres du comité restreint), et d'un certain nombre de "professionnelles". A l'inverse, la communication indispensable à l'exécution du plan d'action s'effectue, de haut en bas, par le biais du secrétariat fédéral des permanentes régionales. Celles-ci visitent régulièrement les sections et assistent aux réunions des comités. Une déléguée de la fédération doit être présente aux élections des instances locales chargées de la gestion quotidienne et veiller à ce que les opérations se déroulent conformément aux statuts.

On assiste entre-temps, sur le plan national, au renforcement d'un certain nombre de services, qui se voient accorder une autonomie accrue. Cette évolution est due en partie à l'augmentation des subsides, résultant de nombreux décrets et de lois spécifiques. En 1978, Familiehulp assure ainsi 40 % de l'assistance aux familles et aux personnes âgées en Flandre. Depuis 1977, grâce à la loi sur le Cadre Spécial Temporaire, cette association entame une nouvelle expérience : le service de nettoyage. Comme la notion de ménage en difficulté s'étend aux situations problématiques dans les familles, chez les personnes âgées et les handicapés, l'association voit son champ d'action s'étendre. Elle est en pleine expansion. En 1987, Familiehulp emploie 4000 personnes, toutes des femmes, et prête assistance à 22.875 familles. Le service de soins à domicile comprend actuellement l'aide aux familles, aux personnes âgées, l'assistance postnatale et le service de nettoyage. Le but est d'intervenir auprès des foyers qui ne sont plus à même d'assumer, de façon autonome, leurs tâches ménagères, médicales ou sociales. Cette forme d'assistance est à présent réglementée et subsidiée par les pouvoirs publics, qui prennent à leur charge 70 % des coûts.

Depuis peu, Moeder- en Kinderzorg entend répondre en Flandre aux besoins considérables qui se manifestent en matière d'hébergement d'enfants. A cet effet, il crée des services pour familles d'accueil, appelés à s'étendre encore de façon systématique. Le mouvement continue, bien entendu, à défendre les intérêts de la femme et de la famille. Il est représenté dans bon nombre de commissions et de conseils, officiels ou privés. Comme précédemment, les KAV n'opèrent nullement en vase clos : elles poursuivent leur collaboration avec diverses organisations. Dès la fin des

années septante, les liens de coopération dans le secteur familial se resserrent. En vue des élections communales d'octobre 1982, un plan d'action commun est élaboré en ce domaine par les KAV et les KWB. Il s'agit d'établir quelles sont, au plan local, les possibilités d'intervention en matière familiale, d'aide financière, de services collectifs, de logement social et de sécurité routière. Une action nationale est mise sur pied par les KAV-KWB, en 1982-1983, afin d'éviter que les foyers aux revenus les plus bas et aux charges familiales les plus lourdes ne soient touchés par les mesures d'assainissement budgétaire. En 1990, un nouveau mode de collaboration est mis à l'étude avec le KAV-KWB Onderwijsdienst [Service Enseignement KAV-KWB].

Tout comme les autres mouvements féminins chrétiens à caractère socio-culturel, les KAV participent aux Journées de la Femme depuis 1972 (date de leur première organisation). En 1978 néanmoins, comme les divers groupements radicalisent leur attitude, les KAV estiment qu'il n'y a plus de place pour des activités pluralistes. Elles décident de ne plus prendre part aux Journées de la Femme. Cette abstention dure jusqu'en 1986. A présent, les KAV participent de nouveau à ces Journées car au-delà des idéologies, il importe de témoigner leur solidarité avec les autres femmes. Depuis 1979, le mouvement est aussi représenté au Conseil National des Femmes.

Les KAV organisent, en octobre 1985 et pour la première fois dans leur histoire, une "concertation" commune avec les femmes des milieux agricole (KVLV) et bourgeois (CMBV). Depuis de nombreuses années déjà, les présidentes nationales se rencontraient au cours de réunions informelles. En 1985, les choses n'en restent pas là, et une action est décidée. C'est ainsi qu'en mai de la même année, à l'occasion de la visite de Jean-Paul II en Belgique, une "Lettre ouverte au Pape" est publiée : elle énonce les préoccupations et les espérances des trois organisations concernant "la femme dans l'Eglise". Il faut mettre cette action en rapport avec le fait que la vocation chrétienne du mouvement ne paraît plus aussi évidente à tout le monde. Simultanément on observe, toutefois, que des efforts sont déployés pour donner un sens plus marqué au "K" de la dénomination. Il s'agit aussi de rechercher comment on pourrait donner à la foi authentique un contenu plus rigoureux et plus profond. La question de savoir comment les KAV pourront répondre de manière convaincante à cette aspiration est une préoccupation très réelle, qui dépasse sans doute le domaine exclusivement réservé aux aumôniers. Sur ce terrain également, les affiliées qui prennent leurs responsabilités sont de plus en plus nombreuses. L'objectif de la concertation de 1985 est de voir les cadres nationaux des KAV, KVLV et CMBV exposer conjointement leurs revendications et leurs

préoccupations en matière d'“émancipation de la femme par l'enseignement et l'éducation”¹⁴⁶.

B. Vie Féminine

Vie Féminine reste, avec ses 100.000 membres, un des principaux mouvements de formation pour adultes dans la partie francophone du pays. Son action est essentiellement axée sur l'éducation permanente à la base. Elle se déploie par le biais de sessions de formation et d'autres activités. Tout comme en Flandre, elle peut d'ailleurs compter, dans une mesure croissante, sur les subsides octroyés par les pouvoirs publics. A partir d'un programme élaboré au niveau central, le mouvement s'efforce, par le choix de thèmes reflétant la réalité socio-économique, de rencontrer les préoccupations des milieux populaires : la consommation, l'enseignement féminin, la crise de l'énergie, les transports en commun, le chômage, les problèmes d'environnement. La famille continue à retenir l'attention. Aussi le thème de 1988-1989 s'intitule-t-il “Familles d'aujourd'hui - Jardin privé, espace public”.

La réponse aux nécessités de notre époque est fournie par l'action représentative et par les divers services. Non content d'étendre ces derniers et de les axer sur les besoins nouveaux, le mouvement lance également des actions spécifiques. Rappelons ici la campagne en faveur des personnes âgées, menée en 1980, qui révèle les problèmes aigus de logement et d'accueil. Des mandataires de Vie Féminine interpellent les responsables locaux chargés du logement social, examinent les possibilités d'accueil des vieillards par les familles et les autres domaines d'intervention des pouvoirs publics¹⁴⁷. On peut aussi souligner le travail en faveur des immigrées, domaine dans lequel l'organisation a pris les devants. Cette problématique est examinée à tous les niveaux. Vie Féminine veille à ce que les femmes immigrées soient bien représentées, tant dans les sections locales que dans les services. Des projets spéciaux en matière d'alphabétisation et d'intégration visent à favoriser leur insertion. Les femmes nord-africaines, qui vivent une relation familiale très spécifique et voient croître le fossé les séparant de leurs enfants, font l'objet d'une attention toute particulière. A Bruxelles surtout, ce problème s'avère aigu. En collaboration avec les EP, Vie Féminine s'efforce de réserver aux immigrés une place “visible” au sein du mouvement, afin de mieux les faire comprendre et accepter par l'ensemble de la population.

146. On trouve un bon aperçu de ce qui passionne le mouvement, dans la deuxième moitié des années septante, dans Jacques, éd. *Van emancipatie gesproken*, un album de photos édité à l'occasion des 60 ans des KAV. Avec nos remerciements à Ria Christens, du service d'étude des KAV, qui nous a fourni la note de base ayant trait à cette partie.

147. Les résultats de cette enquête débouchent sur la publication d'une brochure : *Après la soixantaine, vivre chez soi ?* (1980).

Vie Féminine continue à se présenter explicitement comme un mouvement chrétien : "L'animation et l'approfondissement de la foi sont considérés comme une dimension essentielle de l'éducation permanente. Il s'agit en particulier de confronter les orientations d'action sociale à la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ. Dans ce contexte, la religion populaire apparaît comme un lieu important d'expression de la vie et de la foi qu'il importe d'ouvrir davantage à l'Évangile" ¹⁴⁸.

Vie Féminine apparaît, indéniablement, comme une des composantes les plus dynamiques du MOC. Le mouvement promeut l'éducation permanente à partir d'une vision critique de la société. Il réussit à amener la femme du milieu populaire à prendre conscience de la relation qui existe entre la politique et la vie de tous les jours. Ce faisant, il marche sur la corde raide. Il oscille, en effet, entre un engagement social accompagné d'une vision critique de la société et la nécessité de comprendre, de soutenir une base qui, parfois, suit la voie ainsi tracée d'un pas hésitant.

148. "Vie Féminine", Note de février 1989; AVF.

Annexe 1 :

SECRETARIAT GENERAL DES ŒUVRES SOCIALES FEMININES CHRETIENNES¹

Secrétaire générale (1912)

Victoire Cappe, 1912-
adj.: Maria Baers, 1912

Secrétaire générale Wallonie (depuis 1913)

Victoire Cappe, 1913-1927 (†)
Berthe de Lalieux de la Rocq, 1927-
1962

Secrétaire générale Flandre (depuis 1913)

Maria Baers, 1913-1959 (†)

Aumônier

Jan Belpaire*, 1919-
adj.: Jozef Van Roey*, 1951-

KAV

Présidente

Maria Baers, 1920-1951
Estella Vermeire-Walgrave, 1951-1956
Marie-Thérèse Dergent-Bouvin, 1956-
1964
Alice Willems-Van Cauwenberghe,
1965-1975
Lucie De Boodt-Van Waeyenberg,
1975-1983
Maria De Wolf-Van Neste, 1983-1991
Arlette Peirens-Van Berlamont, 1991-

Secrétaire générale

Helena De Coster, 1920-1944
Philippine Vande Putte et Maria Na-
gels, a.i. 1944-1948
Philippine Vande Putte, a.i. 1948-1952,
déf. 1952-1959
Regina Catrysse, 1959-1964
Rika Steyaert, 1964-1973
Nora Staels-Dompas, Maria Meersman,
Mia Druwé, Han De Preytere (secréta-
riat intérimaire), 1973-1974
Maria Meersman, 1975-1983
Gusta Frooninckx, 1983-1987
An Bosmans-Hermans, 1987-1989
Sonja Dirkx-Becq, 1989-1993
Rita Vandeloo, 1993-

Aumônier

Frans Van den Heuvel*, 1920-1927
Jan Belpaire*, 1927-1962
adj.: Jozef Van Roey*, 1951-1962
Jozef Van Roey*, 1962-1975
Leo De Cruyenaere*, 1976-1982
Jozef Dessein*, 1983-1991
Marc Gesquière*, 1991-

1. Depuis 1962, l'asbl Secrétariat Général ne subsiste que comme organisme purement administratif et financier.

LOFC/VIE FEMININE

Présidente

Victoire Cappe, 1920-1927 (†)
Cambier-Derbaix, a.i. 1927-1928
Berthe de Lalieux de la Rocq, 1928-1933
Cambier-Derbaix, 1933-1939
Berthe de Lalieux de la Rocq, 1939-1948
Jeanne Partous, veuve Garcet, ensuite épouse Laurent, 1948-1968
Jeanine Wynants-Kemps, 1968-1979
Andrée Delcourt-Pêtre, 1979-1991
Mary Malevez, 1992-

Secrétaire générale

Angéline Japsenne, 1920-1933
Berthe de Lalieux de la Rocq, 1933-1939
Marguerite-Marie Lefèbvre, 1939-1942
Anne-Marie Lange, 1942-1952
Marie Braham, 1952-1969
Marie-Josée Rozet, 1969-1976
Josette Thibeau, 1976-1990
Anne Boulvin, 1990-

Aumônier

Frans Van den Heuvel*, 1920-1927?
Jan Belpaire*, 1927-1962
adj.: Jozef Van Roey*, 1951-1962
Jozef Van Roey*, 1962-1975
André Monnom*, 1976-1985
Paul Scolas*, 1985-1993
Jean-Louis Undorf*, 1993-

Annexe 2 : Statistique des membres:

a. KAV-LOFC. 1920-1940

	Membres	KAV Ligues	Membres	LOFC Ligues
1920	.	.	.	.
1921	.	99	.	.
1922	26200	.	.	.
1923	29300	.	.	.
1924	32973	126	22000	110
1925	37200	150	24363	148
1926	40738	181	.	.
1927	49946	.	38903	270
1928	53200	231	51473	299
1929	60551	250	60592	328
1930	69900*	294	67465	347
1931	72832	300	75980	388
1932	85194	335	.	.
1933	92460	363	89375	460
1934	101473	400	100545	507
1935	103630*	422	113300	522
1936	111002	441	.	.
1937	116500	461	133000	665
1938	118103*	501	.	.
1939	120750	517	.	.
1940	125000	523	.	.

* Les membres francophones des Ligues de Bruxelles y compris
Source : De Decker & Christens, *Vormingswerk*

b. KAV. 1940-1987

	Membres ¹	Militantes ²	Ligues
1940	90298	.	517*
1941	98086	.	507
1942	113245	.	501*
1943	120647	.	511*
1944	131067	.	527*
1945	155482	.	591
1946	164897	.	610
1947	176757	10023	638
1948	191285	11519	678
1949	200841	11968	694
1950	210279	12648	715
1951	213358	12994	732

1952	217433	13328	744
1953	222577	13684	770
1954	219785	14074	790
1955	226248	14538	822
1956	234354	15201	851
1957	239543	15751	881
1958	247989	16301	907
1959	252413	17004	934
1960	259988	19235	961
1961	265286	19919	981
1962	263720	20738	989
1963	260032	21407	1009
1964	261787	21947	1020
1965	264881	22855	1032
1966	269518	23365	1049
1967	251157	23546	1065
1968	248941	24172	1070
1969	248147	24608	1092
1970	250504	24965	1113
1971	255202	25717	1132
1972	259592	25987	1141
1973	263934	26429	1147
1974	260689	26799	1145
1975	260555	27462	1149
1976	272403	28141	1149
1977	278373	28747	1149
1978	286003	29599	1154
1979	294799	30444	1158
1980	304473	30936	1168
1981	312277	31583	1169
1982	315172	31992	1171
1983	319874	32627	1171
1984	322260	32848	1181
1985	322774	32859	1176
1986	319759	32991	1177
1987	320461	33375	1178

1. Tirage de la revue destinée aux membres, à partir de 1945, sans les numéros de propagande
 2. Avant 1960, il s'agit uniquement des sectionnaires; à partir de 1960, il s'agit des sectionnaires et "kernleden" (militantes) de l'action Jeunes Femmes
- * chiffre de janvier

c. LOFC-Vie Féminine 1948-1980

<i>Membres</i>	
1948	151000
1950	157500
1951	159000
1965	137000
1966	134000
1967	128500
1976	104000
1977	102400
1978	101700
1979	102600
1980	102700 (pour 1071 sections)

Source: secrétariat national de Vie Féminine.



*La JOC-KAJ entend reconquérir la société pour le Christ en faisant appel à la jeunesse.
(Affiche)*

Chapitre VI

La Jeunesse Ouvrière Chrétienne

Louis Vos,

avec la collaboration de Paul Wynants et André Tihon

La fondation des organisations de jeunesse ouvrière chrétienne, au cours des années vingt, s'inscrit dans divers contextes. Pour ses initiateurs, elle est d'abord une réponse à la grande misère matérielle, plus encore à la détresse morale et religieuse, dans laquelle sont plongés les jeunes travailleurs en ces années d'industrialisation croissante qui précèdent et suivent la première guerre mondiale. Au même moment, les chefs de file des organisations ouvrières chrétiennes et féminines considèrent ce nouveau courant comme un vivier, où ils pourront puiser afin d'assurer le recrutement de leurs propres mouvements. Aux yeux des autorités ecclésiastiques, les associations de jeunesse ouvrière complèteront utilement le regroupement - en bonne voie chez les étudiants - de tous les jeunes catholiques. Pour enrayer la menace de déchristianisation et de sécularisation de la société, ces derniers sont appelés à former une Action Catholique combative. Enfin, aux jeunes du monde du travail, le mouvement naissant offre des possibilités d'épanouissement. Il est aussi, pour eux, un levier d'émancipation ¹.

-
1. Ce chapitre se fonde principalement sur des monographies qui viennent de paraître ou qui vont paraître prochainement. Ces monographies contiennent de nombreux renvois à des sources (manuscrites ou imprimées) et à des ouvrages. Outre l'ouvrage ancien de Dendooven, *Ontstaan, structuur en werking van de Vlaamse KAJ* (1967), deux monographies sont sous presse sur les branches flamandes. La première, dont Louis Vos est l'auteur, analyse la période qui va des origines à 1944; la seconde couvre la période de 1944 à 1967. Cette dernière monographie est rédigée par Chantal Janssens, qui nous a permis de nous inspirer de son manuscrit, ce dont nous la remercions. L'histoire des branches francophones a été publiée par Bragard et a., *La Jeunesse Ouvrière Chrétienne* (1990). Pour connaître la personnalité de Cardijn, le meilleur ouvrage d'introduction est *Cardijn, un homme, un mouvement* (1983). Sur les diverses activités et sur les différentes régions, on peut consulter un grand nombre de mémoires de licence et de travaux de séminaire, réalisés à l'UCL et à la KU Leuven depuis les années 1970. Voir Vos, "Les mouvements de jeunesse catholiques" et Windels-Rosart, "Les mouvements de jeunesse catholiques" et la liste reprise dans Bragard, *La Jeunesse Ouvrière Chrétienne*, 414-415.

I. Mutations sociales. 1870-1918

Dans les années 1870-1880, l'économie européenne est frappée par une grande crise, dont les contrecoups affectent aussi l'industrie belge. Au milieu des années 1890, la dépression cède la place à une nouvelle phase d'expansion : celle-ci ouvre définitivement la voie à la société industrielle qui, après la Wallonie, gagne aussi la Flandre. A la même période, la domination de la bourgeoisie est contestée par un mouvement d'émancipation formé d'ouvriers, de paysans et de petits artisans, qui veulent démocratiser la société. L'urbanisation, qui se renforce alors, se répercute sur la vie quotidienne, les relations humaines et la conception philosophique de l'existence.

A. *Expansion économique et jeunes travailleurs*

L'industrialisation s'accélère, pendant le dernier quart du 19^{ème} siècle. Elle va de pair avec une urbanisation croissante, une pénétration de la mentalité citadine dans les campagnes, via les navettes, un effritement des habitudes et des attitudes en ce qui concerne les traditions et la religion. L'industrialisation, l'urbanisation et la modernisation mènent souvent à la déchristianisation.

Ces phénomènes touchent surtout les enfants et les jeunes qui, jusqu'à la première guerre mondiale, entrent massivement dans le circuit du travail. A cette époque, la scolarité obligatoire n'existe pas. Certes, la lutte scolaire (1879-1884) a provoqué l'augmentation du nombre d'écoles primaires, mais ces dernières demeurent peu fréquentées. Dans les villages, l'assistance aux cours dépend des saisons : régulièrement, les enfants doivent rester à la maison, pour donner un coup de main aux champs ou au travail industriel réalisé à domicile. Dès l'âge de douze ans, la majorité d'entre eux est définitivement lancée dans le processus de production. La plupart des filles qui demeurent au foyer cherchent à compléter les revenus familiaux en offrant leurs services comme dentellières, tricoteuses, couturières, tailleuses ou repasseuses. Elles perçoivent un salaire nettement inférieur à celui des ouvriers de l'industrie et prestant parfois des journées de douze à seize heures. Dans les villes également, la scolarité reste souvent limitée et irrégulière : très tôt, les jeunes sont envoyés à l'usine.

D'après le recensement de 1910, il y a alors, dans le secteur secondaire, 366.158 travailleurs de moins de vingt ans. Ceux-ci y représentent 21,5 % de la main-d'œuvre totale². Parmi eux, 88.164 (5 % du total) n'ont pas quinze ans. Une ventilation par branche d'industrie indique que les moins de vingt ans sont les plus nombreux dans le travail à domicile de

2. Les données du recensement ont été analysées par Meijers, *Naar een beweging*, 55.

l'industrie textile : ils sont 84.063, soit 32 % de l'ensemble des travailleurs de cette branche. Vient ensuite le secteur apparenté de l'industrie vestimentaire, avec 57.061 jeunes ouvriers (25,5 % de la main-d'œuvre totale). La métallurgie se situe en troisième position, avec 45.687 jeunes de moins de vingt ans (20,3 % du total). Les mines occupent le quatrième rang, avec 35.112 jeunes (16,5 % des mineurs). Comme on peut s'y attendre, la part des filles, dans le groupe des moins de vingt ans, est la plus élevée dans l'industrie du vêtement (90,5 %) et dans le secteur textile (69 %). Par contre, les garçons sont majoritaires dans la métallurgie (93,3 %) et dans les mines (82,3 %). Dans le secteur tertiaire, la proportion des moins de vingt ans est surtout élevée dans la catégorie du personnel de service : le recensement officiel y dénombre 51.798 jeunes (25,1 % du total), dont 38.054 jeunes filles de quinze à dix-neuf ans et 6478 de moins de quinze ans.

De tels chiffres ne donnent aucune précision sur les conditions de travail des jeunes salariés. La plupart de ceux-ci n'ont quasi aucune formation professionnelle. Ils perçoivent un salaire inférieur à celui des adultes. Lors de leur entrée à l'usine, ils doivent subir toutes sortes de pratiques dégradantes : railleries, mépris et invectives de la part des travailleurs plus âgés, caprices du contremaître. Dans les fabriques et les ateliers, ils n'ont généralement ni réfectoire, ni vestiaire, ni salle d'eau. Ils doivent manger leurs tartines parmi les machines ou, par bon temps, au dehors, sur le trottoir. Les navettes concernent plus d'un demi-million d'ouvriers, dans les années qui précèdent immédiatement la guerre de 1914-1918. Elles se déroulent dans les wagons bondés du train d'ouvriers, où hommes et femmes, jeunes gens et jeunes filles sont encaqués, "blêmes à l'aube et, le soir, amorphes ou jurant et hurlant, tout en rivalisant en vulgarité"[NT], comme les décrit Karel van Isacker de manière imagée³. Sous l'influence de l'atmosphère de l'usine, marquée par l'immoralité, par le profit égoïste et par le fatalisme, délaissés quasiment de tous, de nombreux enfants et jeunes mis au travail connaissent le déracinement.

A la différence des pays voisins, la limitation légale du travail des enfants demeure en panne en Belgique, pendant une longue période⁴. En 1884, un Arrêté Royal interdit tout labeur minier souterrain aux garçons de moins de douze ans et aux filles de moins de quatorze ans. En 1889, le travail en usine est prohibé pour les enfants de moins de douze ans. La durée maximale de la journée est alors fixée à douze heures pour les adolescents de moins de quatorze ans et les adolescentes de moins de seize ans. En 1911, les travaux miniers souterrains sont interdits aux filles et aux femmes de tous âges, ainsi qu'aux garçons de moins de quatorze ans. L'interdiction du travail professionnel des enfants de moins de quatorze ans est

3. Van Isacker, *Mijn land*, I, 183.

4. Chlepner, *Cent ans*, 97-107, 214-222.

une conséquence de la loi sur l'obligation scolaire. Elle n'intervient qu'en 1914.

En fait, jusqu'à cette date, les jeunes de milieu populaire sont plongés, sans transition, dans le monde des adultes, comme s'ils n'étaient que des rouages dans le système économique. Jeunes, ils ne le sont qu'en nombre d'années, parce qu'ils ne connaissent pas de véritable jeunesse, comme période distincte de la vie assurant le passage entre l'enfance et l'état d'adulte⁵. Or celle-ci existe bel et bien pour les étudiants des classes moyennes et supérieures. Elle est une sorte d'intermède dans l'existence qui, par l'acquisition d'une large formation, doit poser les fondements moraux et intellectuels de la personnalité, en train de s'affirmer, mais aussi jeter les bases de la profession future. Parmi ces étudiants du 19^{ème} siècle, l'adage romantique selon lequel "l'avenir appartient à la jeunesse" (A. Rodenbach) fait émerger la conscience d'une vocation propre, laquelle répond, du reste, à une aspiration normative de la société. Par contre, chez les jeunes travailleurs, point de conscience d'une valeur ou d'une identité propres. La société ne formule non plus aucune attente sur le rôle qu'à l'avenir, ils pourraient jouer en son sein.

B. *La réponse catholique*

Initialement, le renouveau qui émane du catholicisme social et de la démocratie chrétienne effleure à peine les mouvements de jeunesse. Pendant longtemps, le patronage demeure la seule association catholique destinée aux jeunes de milieu populaire. Sa dénomination désigne à la fois l'association et le lieu de rencontre⁶. Suivant l'exemple français, le patronage se répand aussi en Belgique pendant la seconde moitié du 19^{ème} siècle. Sous la conduite des "Messieurs du patronage", issus de milieux de notables ou de la bourgeoisie, des enfants du peuple et des jeunes travailleurs de douze à vingt ans se réunissent le dimanche en "petits cercles", dans des "maisons de gildes", en "cercles d'ouvriers" ou "au patronage". Ils participent à des activités religieuses, comme la messe ou le salut, reçoivent une instruction et se distraient "dans un esprit sain". Les initiatives dont il s'agit découlent surtout de préoccupations religieuses et morales. Elles visent à atténuer le passage brutal de l'enfance à la vie professionnelle, ainsi qu'à conjurer les dangers qui en résultent : apostasie, dépravation des mœurs, socialisme. Vers 1900, le patronage connaît une forte expansion en Belgique.

Cette évolution coïncide avec un changement dans la nature de la pas-

5. Vos, "Katholieke Jeugdbewegingen" avec une orientation bibliographique sur l'histoire du travail des jeunes. Voir également Aubert, "Organisation et caractère".

6. Hermans, "Negentiende-eeuwse patronaten", 13-28. Coupé, *De Antwerpse patronaten*. Baeten, "Le cardinal Mercier et les patronages". Lepage, "La fédération nationale des patronages".

torale, qui se dessine à peu près au même moment⁷. Jusqu'alors, le prêtre était surtout considéré comme le desservant. Il célébrait la messe, prêchait, entendait les confessions et administrait les sacrements. A l'occasion, il visitait aussi les malades et portait l'extrême-onction aux mourants. Hormis ces tâches, il effectuait peu de "travail pastoral". Il ne s'y sentait guère appelé puisque, de toute façon, l'église se trouvait au milieu du village et les fidèles se croyaient obligés de venir aux offices, au tintement de la cloche. Il était le berger; ses ouailles le connaissaient et le respectaient. On a cru pouvoir enrayer la déchristianisation croissante en multipliant les églises et les paroisses. Toutefois, à la fin du 19^{ème} siècle, cette pastorale statique est remise en question dans son essence. A partir de la France se répand l'idée selon laquelle l'avenir de la pastorale catholique réside dans les "œuvres", dans les œuvres sociales catholiques et dans la vie associative catholique en général. Ces dernières permettraient une pastorale taillée sur mesure pour des groupes sociaux spécifiques, au sein desquels le prêtre regrouperait lui-même les fidèles, en agissant davantage comme un "chien de berger" que comme berger.

Le climat plus social qui se développe dans la communauté catholique et ce nouveau modèle de pastorale influencent aussi la jeunesse étudiante et le jeune clergé⁸. Au sein du mouvement étudiant flamand naît un courant qui arrime l'un à l'autre mouvement flamand et mouvement social. Il se rallie complètement à la démocratie chrétienne. Un nombre croissant de séminaristes et de jeunes vicaires se persuadent que le prêtre ne peut accomplir son devoir pastoral qu'en organisant, sans répit, des associations sociales catholiques. Dans les collèges, les petits et les grands séminaires, ces évolutions alimentent le rêve d'un sacerdoce au service de l'homme de la rue.

C. Cardijn

Il en est de même pour le séminariste brabançon Joseph Cardijn. Ce dernier mène ses études à Malines, au petit et au grand séminaire, de 1896 jusqu'à son ordination en 1906⁹. A la fin de cette période, il se sent appelé à devenir un "prêtre social", qui se préoccuperait surtout des travailleurs, via les œuvres qui leur sont destinées. C'est pourquoi il adresse une demande en ce sens au nouvel archevêque, Mgr Mercier, lequel s'est penché auparavant sur la "question sociale" comme professeur à l'université de Louvain et a des conceptions nettes en la matière. Cardijn sollicite l'autori-

7. Aubert, *Geschiedenis van de Kerk*, Xa, 164-165. Aubert, *150 Ans*, 58-60.

8. Gevers, *Bewogen jeugd*, 201-204.

9. L'étude la plus fouillée sur les quarante premières années d'existence de Cardijn est celle de Walckiers, *Joseph Cardijn, jusqu'à la fondation de la JOC*, une étude dont il s'est inspiré pour son chapitre publié dans *Cardijn, un homme un mouvement*, 15-44. Voir également Fievez & Meert, *Cardijn*.

sation de suivre, après son ordination, les cours de l'Ecole des Sciences Politiques et Sociales à Louvain, fondée quinze ans plus tôt. Il obtient satisfaction. En 1906-1907, sous l'influence des professeurs Deploige et Brants, il s'intéresse tout particulièrement à la recherche empirique, qui mène à une description sociographique de la réalité concrète. Des voyages d'étude élargissent ses horizons. Pendant les vacances de Pâques de 1907, Cardijn visite la Rhénanie, pour y découvrir les initiatives du Volksverein catholique. Durant l'été, il se rend en France, où il entre en contact avec Le Sillon et avec le patron catholique social Léon Harmel.

Après cette première année, Cardijn doit interrompre ses études : il est nommé professeur au petit séminaire de Basse-Wavre. Mgr Mercier estime en effet que pour lui donner une certaine maturité, il vaut mieux envoyer Cardijn, alors âgé de 25 ans, passer quelques années dans le cadre strict d'une charge professorale, dans un collège. Cardijn conserve son intérêt pour les problèmes sociaux. Il retient beaucoup de choses de son court passage à l'université : une prédilection pour l'analyse de la réalité sociale par enquêtes et données statistiques; la conviction d'une collaboration possible entre travailleurs et employeurs, par-delà les oppositions de classe, à partir de la doctrine sociale catholique; enfin la conscience de ce que l'essence même de cette doctrine sociale consiste à faire reconnaître la dignité des travailleurs, comme êtres humains et enfants de Dieu. Cardijn entreprend un voyage en Angleterre, pendant les vacances d'été de 1911, en vue de faire connaissance avec le trade-unionisme, pragmatique certes, mais bien organisé. Il découvre l'importance d'une organisation forte et indépendante, qui repose sur la contribution de ses affiliés. Il remarque l'intérêt que le mouvement porte à la formation de ses membres et de ses militants. Il observe que les responsables syndicaux s'engagent, en permanence et totalement, pour leur organisation et que certains d'entre eux conçoivent cet engagement comme une mission chrétienne. Ce sont là des éléments qui, plus tard, viendront à point nommé, lorsqu'il lancera le mouvement de la jeunesse ouvrière.

En 1912, Cardijn sollicite de Mercier une affectation au travail pastoral. Sa requête est favorablement accueillie. A l'âge de trente ans, il peut ainsi commencer son apostolat, comme vicaire, dans la paroisse Notre-Dame de Laeken, à la périphérie de Bruxelles. Il se voit confier les œuvres paroissiales féminines. En peu de temps, il parvient à réformer fondamentalement les associations caritatives, la congrégation à finalité purement religieuse, de même que le patronage du dimanche pour les filles¹⁰. En août 1912, il instaure un cercle d'étude social pour les demoiselles de la bourgeoisie, qui se réunissent tous les quinze jours et sont disposées à se former à l'apostolat social. En octobre 1912, il met sur pied une section locale du

10. Joret, *Les origines*.

syndicat féminin L'Aiguille, fondé en 1907 par Victoire Cappe. Cette section réunit les ouvrières et les apprenties, qui travaillent dans de petits ateliers ou à domicile. La même année, il lance encore un cercle d'étude syndical et une ligue de femmes du monde ouvrier.

Pour Cardijn, le syndicalisme n'est pas seulement un moyen de défendre des intérêts matériels. Il est aussi une activité de formation aux plans moral, professionnel et, plus généralement, humain. Ses conceptions en la matière cadrent parfaitement avec la vision de l'archevêque Mercier : dès le départ et plus que d'autres évêques, ce dernier perçoit, en effet, les répercussions psychologiques des conditions de travail; il considère la restauration de la dignité humaine et chrétienne de l'ouvrier comme une priorité. Pareil objectif ne peut être atteint que si les efforts de relèvement spirituel et matériel progressent de conserve. C'est pourquoi le développement d'œuvres sociales catholiques pour les travailleurs, en ce compris des syndicats, apparaît comme une nécessité. Mercier établit également un nouveau règlement pour les patronages. Il y souligne que ces derniers ne doivent pas être considérés comme de simples "lieux de protection", mais plutôt comme une chance à saisir pour contribuer à la formation personnelle des affiliés ¹¹.

Telle est aussi la voie suivie par Cardijn à Laeken. Il réorganise le patronage des filles en quatre sections différenciées selon les âges. Il les réunit tous les quinze jours, pour tenir un cercle d'étude social, où les membres elles-mêmes introduisent dans la discussion l'un ou l'autre thème tiré de leur vie quotidienne. En juin 1914, les "demoiselles" du cercle d'étude social convainquent quelques apprenties syndiquées de lancer un syndicat distinct pour jeunes, comme il en existe déjà à Liège. Tel est "le petit syndicat des apprenties", dit aussi "petit syndicat", qui reprend la méthode de travail du patronage : les réunions comportent de petits exposés présentés par les affiliées et une partie récréative. La similitude s'arrête là : contrairement à ce qui se pratique au patronage, la direction de l'œuvre appartient aux apprenties elles-mêmes. Le "petit syndicat" voit ses effectifs s'accroître, pour atteindre 89 membres en août 1915. Dans ce cercle laekenois se forment quelques jeunes filles, appelées plus tard à donner corps à une organisation spécifiquement destinée aux jeunes travailleuses. Parmi elles, on peut citer Madeleine De Roo, la collaboratrice de Cardijn, ainsi que Sidonie Van der Jeugd et Alice Willems, deux travailleuses ¹². En 1915, Cardijn fonde, toujours à Laeken, le syndicat des apprentis : ce dernier est l'embryon de la future Jeunesse Syndicaliste.

L'importance de l'activité paroissiale déployée par Cardijn à Laeken ne doit pas être surestimée. Elle ne peut être considérée comme une innovation retentissante. Cercles d'étude, syndicats féminins, patronages réno-

11. Simon, *Le cardinal Mercier*, 83-84. Baeten, "Le cardinal Mercier", 108-109.

12. Meijers, *Naar een beweging*, 100-101.

vés, syndicats de jeunes, prise de responsabilités par les affiliés : autant d'initiatives et d'idées qui existent aussi en d'autres lieux. Mais il s'agit là d'une expérience réussie. Cardijn utilise Laeken comme banc d'essai. Il y teste une approche méthodologique qui s'avérera déterminante pour le futur mouvement de la jeunesse ouvrière. Parmi les composantes de cette démarche, on peut citer la méthode de l'enquête préparatoire au cercle d'étude, le principe du "self-government" des jeunes ouvriers, assistés de travailleurs sociaux extérieurs aux classes populaires, la possibilité de recruter et de former de tels "apôtres sociaux", issus de milieux plus favorisés. Grâce à la position géographique de Laeken et au succès de ces activités, pareille approche sert d'exemple dans l'arrondissement de Bruxelles. Ce rayonnement est facilité par la nomination de Cardijn comme directeur des œuvres sociales de l'arrondissement, en août 1915, et par l'aura patriotique que lui vaut son arrestation par l'occupant allemand.

II. Vers une organisation de la jeunesse ouvrière chrétienne. 1918-1925

La fin de la première guerre mondiale marque la transition vers une ère nouvelle : celle de la démocratie. Une mentalité tout aussi nouvelle se manifeste dans la vie politique et sociale. Elle s'exprime également dans d'autres domaines : le monde de l'art et de la culture, où expressionnisme et volonté de changer le monde cheminent de conserve, la vie quotidienne, la mode, avec l'apparition des jupes courtes, les relations plus libres entre hommes et femmes, l'amour romantique exalté par le cinéma. Ces phénomènes de mode ne sont pas appréciés de tous, tant s'en faut. Beaucoup y voient les signes d'une décadence morale, d'un déclin culturel, d'un progrès de l'irrégion, d'un affaiblissement de l'autorité. Bref, ils perçoivent l'évolution en cours comme le début de l'"Untergang des Abendlandes" [la chute de l'Occident]. Selon eux, pareille situation appelle une réaction vigoureuse, qui préserverait l'ordre, la civilisation chrétienne et la foi. C'est dans cette optique que le pape Pie XI lance l'Action Catholique : en son sein, des laïcs catholiques - jeunes et adultes - seraient regroupés en associations, afin de contribuer à la restauration de l'influence de l'Eglise dans la vie publique, sous la férule de la hiérarchie ecclésiastique. Sous le slogan "Omnia instaurare in Christo", c'est le vieil objectif d'établissement d'une société catholique qui est poursuivi. A présent, il s'agit cependant de l'atteindre avec des moyens nouveaux, adaptés au monde contemporain : ceux de l'organisation de la masse¹³. C'est dans ce climat que naît le mouvement jociste.

13. Aubert, *Geschiedenis van de Kerk*, Xa, 257.

A. Jeunesse Syndicaliste et Jonge Werkman

Sans attendre les décisions de la hiérarchie, des militants de l'action sociale catholique réagissent à la base et à leur manière. Ils continuent à bâtir à proximité des réalisations antérieures. Pour eux, ces initiatives sont moins un tout nouveau départ qu'une adaptation de leur engagement antérieur à l'évolution des circonstances. C'est surtout pour la jeunesse, étudiante ou travailleuse, que des formules neuves s'imposent : il s'agit d'être en prise directe avec la nouvelle conscience que la génération d'après-guerre a de sa propre identité. Le scoutisme, qui n'a pas vraiment décollé avant 1914, semble tout indiqué à cet égard. Il ne connaît pas seulement une expansion rapide et forte; il inspire aussi le renouvellement des activités au sein d'autres mouvements de jeunesse qui se reconstituent alors, comme les ligues estudiantines et les patronages. Les organisations de jeunesse nouvelle mouture donnent plus de responsabilités à leurs membres. Elles se soucient davantage des activités récréatives en plein air. Plus que par le passé, elles font grand cas de la cohésion du groupe, dont l'identité se manifeste par l'utilisation de rituels et de symboles spécifiques¹⁴.

Les associations de jeunesse catholiques, qui ne se contentent pas de "conserver" et de "former" leurs membres, mais promeuvent aussi un engagement social, ne copient pas servilement la méthode scout. Elles continuent à donner la priorité à leur orientation sociale, même si, inconsciemment, elles accordent plus d'attention à l'esprit d'équipe et à la prise de responsabilités par les jeunes. C'est ce qui se produit notamment au sein du mouvement estudiantin catholique de Flandre et de son organisation, l'Algemeen Katholiek Vlaams Studentenverbond (AKVS) [Fédération Générale des Etudiants Catholiques Flamands]. On retrouve des tendances similaires dans les groupements de jeunesse syndicaliste, du genre de ceux que Cardijn a établis avant et pendant la guerre : érigées le plus souvent en sections de patronages paroissiaux, ces associations se dotent à présent d'un profil plus net.

En novembre 1919, Cardijn et Fernand Tonnet, secrétaire permanent des œuvres sociales catholiques de Bruxelles, parviennent à créer un syndicat régional pour jeunes gens, à partir d'un cercle d'étude central établi trois ans plus tôt¹⁵. Cette association reçoit le nom de Jeunesse Syndicaliste. Elle entend grouper les jeunes travailleurs, depuis l'âge de quatorze ans jusqu'à leur service militaire. Elle est affiliée à la fédération bruxelloise des syndicats chrétiens, mais elle présente aussi une physionomie propre. La Jeunesse Syndicaliste poursuit un triple objectif : aider et protéger les jeunes travailleurs aux plans professionnel, social et moral. Elle cherche à atteindre ce but tant par la formation que par l'action syndicale.

14. Vos, *Bloei en ondergang*, I, 244-251. De Vroede, "Les structures du scoutisme", 179-185.

15. Walckiers, *Sources*. Joret, "Préludes".

Le cercle d'étude central demeure la plaque tournante de l'entreprise. Il se réunit hebdomadairement. Des sections locales se créent. Elles s'assemblent tous les mois ou tous les deux mois. Elles sont probablement bilingues. En 1920, il existe au moins onze sections. En 1921, elles sont au nombre de dix-huit et comptent quelque 300 membres¹⁶. A ce moment, la Jeunesse Syndicaliste, dotée d'un secrétariat permanent, est solidement implantée dans l'agglomération bruxelloise. Quelques figures de proue y jouent un rôle moteur : Paul Garcet, de Laeken, et Jacques Meert, de Schaerbeek, qui formeront avec Tonnet le célèbre "trio fondateur" de la JOC, mais aussi Jan Schellekens, de Molenbeek-Saint-Jean, qui deviendra le premier permanent rémunéré de la KAJ. Lorsque le mouvement s'étend et qu'une nouvelle génération de dirigeants prend le relais, le cercle d'étude central est scindé en deux entités distinctes : l'une s'adresse aux aînés, l'autre aux plus jeunes. Par la suite, ces deux cercles d'étude se réorganisent, avec la langue, et non plus l'âge, comme critère d'appartenance : le premier est francophone et le second néerlandophone. Depuis 1920, des journées d'étude et des recollections assurent la formation des militants locaux. Au début de la décennie, il existe bien quelques sections en Wallonie, mais la véritable percée n'intervient qu'à la fin de 1924.

En termes de contenu, durant ces premières années, le mouvement met surtout l'accent sur les questions syndicales et sociales. Il assortit cependant celles-ci d'un plaidoyer en faveur de la dignité du jeune travailleur et des devoirs du patronat, qu'il légitime par la religion et par la doctrine sociale de l'Eglise. A maintes reprises, il utilise la méthode de l'enquête pour appréhender la réalité sociale. Il dispose à cet égard d'un outil fort utile : "L'Enquête sur l'adolescence salariée", qui comporte environ cinquante questions, conçue en 1922 par Cardijn et par quelques étudiants catholiques sensibles aux problèmes sociaux. Sur ce plan, la formation antérieure de Cardijn et son intérêt pour la sociologie font sentir leurs effets.

Indépendamment des réalisations bruxelloises, une autre nouveauté a vu le jour entre-temps à Anvers, sous l'impulsion surtout de Jozef Bloquaux, jeune directeur-adjoint des œuvres sociales du lieu¹⁷. En 1914, ce dernier était aumônier militaire. Avec les soldats du fort de Brasschaat, il s'est réfugié aux Pays-Bas. Pendant la guerre, il y a découvert le mouvement de jeunesse syndicale De Jonge Werkman [Le Jeune Travailleur], qui commençait à se développer dans les diocèses de Breda et de Roermond. De retour à Anvers après 1918, l'abbé Bloquaux constate que les patronages et les syndicats catholiques connaissent une crise aiguë : ils sont désertés par de nombreux membres. Au printemps de 1920, il assiste à une réunion diocésaine de directeurs des œuvres sociales à Bruxelles. Il y entend un exposé de Cardijn sur la Jeunesse Syndicaliste. Il décide de lancer

16. Joret, "Préludes", 70-74.

17. Corens, *De Jonge Werkman*, 49-60 et Schokkaert, *De Nationalestraat*, 238-240.

La Jeunesse Syndicaliste

Paraissant
Mensuellement

Secrétariat Central : 19, rue Pletinckx, Bruxelles Tél. Br. 154.44

ABONNEMENTS. — De groupe, 3 francs. - Individuel, 5 francs. - De soutien, 10 francs par an.
Chèques postaux : P. Garcet 105,963.

Ce n'est pas la profession qui honore ou déshonore l'homme. C'est l'homme qui honore ou déshonore la profession.

Samuel SMILES.



SOMMAIRE :

*Ohé ! les Unions civiques!!!
La lettre pastorale de Son Eminence.
Le Carême.
A Saint-Joseph.
Des faits à conserver.
Un livre pour les jeunes.
A propos des 8 heures et des loisirs ouvriers.
Des révélations.
Le bon travail.
La récollection trimestrielle.
Des revues utiles.
Sous les chiffons.
La traction électrique (suite).
Nouvelles.*

Ohé ! les Unions Civiques !...

Il y a eu a Paris, au début de ce mois de Mars, une grève de ces braves travailleurs que nous appelons en Belgique : les ouvriers de la Ferme des boues... En français... en français de l'Académie on appelle ces braves travailleurs des « boueux » des « vidangeurs ».

Dans une ville comme Paris où même sans grève des boueux il fait très difficilement propre, la situation devenait assez infecte... et les poubelles, les vieux seaux d'ordures, les caisses, tous les vieux bidons d'une grande ville s'alignaient philosophiquement le long des trottoirs attendant l'équipe... Et l'équipe ne venait pas... elle ne pouvait pas venir puisqu'elle était en grève.

Quelques concierges... affairés... se consultèrent, bavardèrent et d'un de ces conciliabules solennels sortit l'idée qu'il fallait avertir l'Union Civique...

L'Union Civique... espoir suprême et suprême vidangeuse !!!

Des associations spécifiques, destinées à la jeunesse ouvrière, sont fondées en divers endroits au lendemain de la première guerre mondiale. Elles mettent surtout l'accent sur l'aspect syndical et social.

(Première page d'un numéro de La Jeunesse Syndicaliste)

un mouvement similaire à Anvers, mais en s'inspirant du modèle néerlandais.

En mai 1920, avec la collaboration du syndicaliste Arthur Donse, Bloquaux réunit un petit noyau de patronnés de la paroisse Notre-Dame, intéressés par son projet. Ceux-ci convoquent, le 15 juillet 1920, une grande réunion de fondation, en vue de constituer une nouvelle organisation de jeunesse ouvrière. L'association s'intitule *De Jonge Werkman*. Elle est conçue comme un mouvement syndical combatif, à orientation antisocialiste, qui mènerait une action religieuse et morale dans le milieu ouvrier. Elle serait organisée par les jeunes eux-mêmes, fût-ce avec l'aide d'adultes, à l'instar de tous les autres mouvements de jeunesse. En matière sociale, *Rerum novarum* serait sa ligne directrice, comme à Bruxelles. Au plan religieux, elle se considère comme une forme d'apostolat des laïcs. Enfin, dans le mouvement flamand, elle se rallie au programme de Frans Van Cauwelaert, qui vise à réaliser l'unilinguisme en Flandre.

De Jonge Werkman a du succès. Un club de propagande se déploie dans la ville d'Anvers et dans les communes périphériques. Au bout d'une année, le mouvement compte onze sections locales. Quinze cents jeunes sont abonnés à son mensuel, *De Jonge Werkman*, tiré à 3000 exemplaires en vue du colportage. Chaque année, depuis 1921, un "congrès de la jeunesse ouvrière chrétienne" est organisé à Anvers. Y participent également des délégués de groupes locaux de jeunes travailleurs, en provenance de Malines, de Turnhout, de Saint-Nicolas-Waas et d'ailleurs : ils lisent, eux aussi, le mensuel du mouvement et, en maints endroits, ils transforment leurs groupements en sections du *Jonge Werkman*. Ce succès résulte en grande partie de la démarche nouvelle promue par l'organisation, qui cadre parfaitement avec la mentalité des jeunes d'après-guerre. Il ne suffit plus, en effet, d'assurer une formation religieuse et professionnelle à tous les jeunes travailleurs par le cercle d'étude, l'enseignement professionnel, les bibliothèques. Il faut aussi façonner une véritable vie de groupe - vivre ensemble sa jeunesse - en développant une convivialité spécifique par des jeux de plaine et de forêt, des promenades, des représentations théâtrales et des randonnées de camping dans les landes de Kalmthout¹⁸.

De Jonge Werkman voit progressivement son centre de gravité se déplacer de la ville d'Anvers vers les communes rurales circonvoisines. A cet égard, un tournant symbolique est pris en 1922, lorsque August Van den Plas, un "rural" de Mortsel, accède à la présidence. Sous l'effet de cette mutation, la pugnacité antisocialiste et l'orientation syndicaliste du mouvement s'atténuent, au profit d'une action catholique à caractère moral et religieux¹⁹. D'une manière générale, le caractère syndicaliste du mouvement provoque des réticences un peu partout, en Flandre comme en Wallonie.

18. Corens, *De Jonge Werkman*, 76-79.

19. Schokkaert, *De Nationalestraat*, 243.

C'est ainsi que, dans plusieurs localités, naissent des associations pour jeunes travailleurs qui entendent se cantonner dans l'éducation socio-religieuse, sans pour autant couper les ponts avec Bruxelles ou Anvers. Il existe ainsi divers groupes à Mons, Charleroi, Braine-l'Alleud, Liège, Namur, Nivelles et Tubize, qui gardent le contact avec Bruxelles. En 1919 se crée à Louvain une *Christene Jeugdorganisatie* - *De Werkman* [Organisation de Jeunesse Chrétienne - Le Travailleur], qui achète le journal anversoïse. Elle adopte cependant une perspective exclusivement formative, et non syndicale. Avant de pouvoir fédérer toutes ces initiatives au plan national, il importe de renvoyer un peu plus l'aspect "syndicaliste" à l'arrière-plan et de placer l'objectif de formation au centre des préoccupations.

En Flandre, le regroupement s'opère en 1924 : le 13 avril de cette même année, les aumôniers et dirigeants des associations de jeunesse ouvrière existantes se réunissent à Bruxelles, sous la houlette de Bloquaux et de Cardijn, pour ériger une fédération nationale flamande, sous le nom de *Kristene Arbeidersjeugd* (KAJ) [Jeunesse Ouvrière Chrétienne]²⁰. En août, les statuts sont adaptés et l'on élit un comité national. Jan Schellekens devient président général. Depuis janvier 1925, il assume les fonctions de permanent²¹. A partir du mois d'août de la même année, Alfons De Vos lui succède à la présidence. Emiel Colin est d'abord commis aux écritures, puis vice-président. Bien que Schellekens soit un vieux routier de la Jeunesse Syndicaliste bruxelloise, le secrétariat de la KAJ s'implante initialement à Anvers. Les Anversoïse y donnent le ton, de telle sorte que le comité demande à Bloquaux de devenir l'aumônier. Ce dernier décline l'offre, en avançant l'argument qu'une telle nomination relève de la responsabilité de l'épiscopat. En agissant de la sorte, il laisse, consciemment ou non, la voie libre à Cardijn.

Du côté francophone, entre-temps, Cardijn a organisé, en mai et en juillet 1924, des réunions de prêtres, auxquelles participent plusieurs dizaines de directeurs des œuvres sociales et de vicaires des régions industrielles de Wallonie. Son projet d'une organisation "taillée sur mesure" pour les jeunes travailleurs y est accepté. Ainsi naît la Jeunesse Ouvrière Chrétienne ou JOC. A partir de juillet 1924, celle-ci connaît une expansion stupéfiante en Wallonie. Avec la collaboration du clergé local, Cardijn et son "trio fondateur" (Tonnet, Garcet et Meert) parviennent à établir une dizaine de fédérations régionales, regroupées en une fédération nationale. En avril 1925, les statuts en sont approuvés lors du premier congrès national, tenu à Bruxelles. Une direction centrale est formée. Fernand Tonnet assure la présidence. Peu après, Paul Garcet, Jacques Meert et Fernand Degive deviennent permanents rétribués au secrétariat national de Bruxelles.

20. Walckiers, *Sources*, XXXVIII, 79-81.

21. Walckiers, *Sources*, principalement XXIX-XXX. Fiévez, "Droit de cité", 89-103.

Ce n'est pas l'effet du hasard si les pionniers de la Jeunesse Syndicaliste marquent l'activité jociste de leur empreinte.

B. *Les jeunes travailleuses*

Dès avant la première guerre mondiale, il existe une organisation bien structurée des œuvres féminines chrétiennes²². Pendant et après le conflit, ce mouvement adopte une orientation nouvelle : jadis prédominante, l'option syndicaliste cède progressivement le pas à un objectif de formation. Depuis 1919, la défense des intérêts professionnels de la travailleuse, comme telle, cesse d'être la préoccupation centrale. C'est à la femme du monde ouvrier qu'est donnée la priorité, dans son rôle de femme, de mère et d'épouse.

Pareille évolution a des répercussions sur le développement de l'organisation des jeunes travailleuses. Plus que son équivalent masculin, celle-ci reste attachée à l'ancien mode de fonctionnement du patronage. D'emblée, elle est aussi moins syndicaliste, dans une optique revendicative. Sans doute cette situation reflète-t-elle également le contexte social différent dans lequel évoluent les fondatrices et les premières militantes, ainsi que leurs conditions de travail. Plus que leurs homologues masculins, les pionnières du mouvement de la jeunesse ouvrière travaillent dans de petits ateliers ou comme servantes, dans des familles bourgeoises, tandis que dans les usines textiles, le travail industriel féminin fait l'objet d'une réelle dépréciation. Dans cette toile de fond, il est compréhensible que le mouvement mette davantage l'accent sur la formation et l'épanouissement de la personne.

La réforme que connaît le patronage des filles de Laeken ne passe pas inaperçue. En avril 1919, Cardijn et ses collaboratrices sont invités à faire rapport de leurs expériences aux journées d'étude de la fédération bruxelloise des patronages de jeunes filles²³. Il en résulte notamment une affiliation de cette fédération aux Oeuvres Sociales Féminines Chrétiennes de la capitale, dont Madeleine De Roo est devenue la secrétaire depuis août 1918. D'octobre 1919 à novembre 1922, Cardijn a l'occasion d'exposer ses vues dans une série d'articles qu'il publie dans le mensuel du Secrétariat Général des Oeuvres Sociales Féminines Chrétiennes (OSFC). Des journées d'étude francophones et néerlandophones organisées par ce mouvement, notamment celles tenues en avril 1922 dans l'arrondissement de Bruxelles, s'en font l'écho. Dans ces assemblées s'exprime le vœu de voir les OSFC, comme tout, se doter d'une organisation nationale de jeunesse. Ce souhait s'exprime à nouveau en septembre 1922, au congrès des OSFC, dont la

22. Pour le contexte, voir De Decker, *Vormingswerk in vrouwenhanden*.

23. Meijers, *Naar een beweging*, 109-127.

deuxième journée est consacrée au mouvement de jeunesse. Cardijn et Sidonie Van der Jeugd y prennent la parole devant la section francophone. Louis Colens, conseiller moral de la LNTC, et la présidente, Maria Baers, plaident dans le même sens devant la section flamande.

Les branches francophone et néerlandophone des OSFC décident alors d'établir des sections locales de jeunesse, soit en fondant de nouveaux groupes, soit en absorbant une partie des patronages de filles préexistants. Dès le départ, on souligne que ces sections - qui s'adressent aux filles du monde ouvrier, âgées de 14 à 21 ans - ne peuvent se contenter de leur offrir un environnement protecteur. Elles doivent recevoir une forme souple, qui accorde autant d'importance à l'élément social et à la formation qu'aux loisirs. Au Nord comme au Sud du pays, un magazine pour jeunes filles sert de catalyseur au lancement du nouveau mouvement²⁴. Le premier numéro du périodique francophone *Joie et Travail* paraît dès septembre 1922, juste avant le congrès des Oeuvres Sociales Féminines Chrétiennes. Son homologue flamand, *Lenteleven*, est publié à partir de janvier 1923. Ces journaux ne sont pas réalisés par des jeunes travailleuses, mais par des étudiantes ou des anciennes étudiantes de l'Ecole Sociale. Ils sont, l'un et l'autre, gérés par le Secrétariat Général des OSFC. Leur objectif principal est d'assurer une formation religieuse, sociale et morale. Ils proposent également des rubriques de divertissement et de conseils ménagers.

Du côté francophone, un comité provisoire, formé de déléguées des cercles locaux de jeunes filles, se réunit le 30 mai 1924, pour débattre de la création d'un mouvement de jeunesse chapeautant les sections préexistantes. Cette organisation reçoit le nom de Fédération Joie et Travail. Les participantes ne tiennent guère compte des vœux exprimés par Cardijn, qui assiste à la réunion avec d'autres aumôniers des œuvres sociales. Ainsi le projet de statuts qu'elles élaborent ne mentionne aucun objectif syndical ou ouvrieriste : il se contente d'une formule élégante, mais vague, indiquant que "le mouvement prendra à cœur les intérêts matériels et moraux des jeunes travailleuses". L'assemblée accepte également la dépendance vis-à-vis des OSCF. Elle se prononce en faveur de la conclusion d'un accord avec l'Association Catholique de la Jeunesse Belge Féminine (ACJBF), la coupole de l'Action Catholique de la jeunesse féminine, fondée en décembre 1923. Dès le mois de décembre 1924, après les journées d'étude d'été, la Fédération Joie et Travail change de nom, pour devenir la Jeunesse Ouvrière Chrétienne Féminine (JOCF). Les journées d'étude na-

24. A propos de *Joie et Travail*, cf. Bragard e.a., *Jeunesse*, I, 83-84. Sur *Lenteleven*: Meijers, *Naar een beweging*, 129-130. Bruggen, *Een nieuwe jeugd*, 219-221. Beken & Janssen, *Repertorium*, I. Ce répertoire propose une analyse fouillée de tous les magazines des branches flamandes (KAJ, VKAJ, Kajottersbeweging) en donnant pour chaque magazine: le lieu de conservation, l'évolution du titre et du sous-titre, le graphisme, le prix, le format, le nombre de pages, la fréquence de parution, le tirage et la diffusion, le fondateur, l'éditeur, l'imprimeur, la rédaction, les collaborateurs, le financement et les caractéristiques.

tionales de février 1925 peuvent être considérées comme l'acte officiel de fondation du nouveau mouvement. Immédiatement, Cardijn y intervient comme aumônier. A ses côtés se retrouvent quelques "fidèles" de la première heure, dont Nelly Dutrieux, la secrétaire générale. Dans les années vingt, lorsque le mouvement s'édifie, ce noyau dirigeant reçoit l'appui de femmes telles que Léa Staus, Anne-Marie Devuyt, Marguerite Dendal et Fernande Cornut.

En Flandre aussi, la transformation des patronages de filles en sections de la nouvelle organisation de jeunes travailleuses ne se réalise que très partiellement : de nombreux patronages y poursuivent, en effet, leurs activités, encouragés à persévérer dans cette voie par des prêtres qui continuent à croire dans l'ancienne formule²⁵. Il n'empêche qu'une première assemblée générale peut se tenir à Bruxelles, le 21 juillet 1923, au Secrétariat Général des OSFC. Elle réunit des déléguées des cercles de jeunes filles qui existent en pays flamand. Son but est de parvenir à une coordination des différents groupes locaux. Plus d'un an après ces assises, le 12 novembre 1924, intervient la décision de principe : une fédération nationale sera créée. Celle-ci voit effectivement le jour le 8 mars 1925, sous le nom de Christelijke Jeugdorganisatie voor Meisjes (CJOM) [Organisation de Jeunesse Chrétienne pour Filles]. Elle est dirigée par un conseil général composé de déléguées fédérales. Milly (Marie-Louise) Lauwers, d'Anvers, est la première présidente. La louvaniste Minette (Marie-Antoinette) Sibenaler est chargée du secrétariat général. Parmi les collaboratrices de la première heure figurent encore Rosalie Machiels et Alice Willems, formées toutes deux à Laeken par Cardijn. La dénomination de Vrouwelijke Katholieke Arbeidersjeugd (VKAJ) [Jeunesse Ouvrière Catholique Féminine] n'apparaît qu'en mars 1927. Avec leur secrétariat général respectif, la JOCF et la CJOM-VKAJ s'installent dans les locaux des organisations féminines chrétiennes.

Cardijn est aussi l'aumônier général de la CJOM : en février 1925 - il a alors 43 ans - il est nommé aumônier général de toutes les organisations de jeunesse ouvrière par le conseil des directeurs diocésains des œuvres sociales catholiques. Il marque toujours plus le mouvement de son empreinte, surtout après décembre 1927 : l'épiscopat le décharge, en effet, de la direction des œuvres sociales chrétiennes de Bruxelles et lui permet de se consacrer entièrement au jocisme.

C. *Droit de cité pour la jeunesse ouvrière*

Comme toutes les initiatives nouvelles, la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, qui s'organise alors, doit se tailler une place parmi les autres orga-

25. Joret, "Préludes", 79.

nisations préexistantes. Pareille situation éveille de la méfiance et génère des tensions. Celles-ci ne sont pas sans influence sur le profil définitif du mouvement. Il y a, tout d'abord, des frictions avec les patronages et avec l'Association Catholique de la Jeunesse Belge (ACJB), conçue pour regrouper les jeunes de toutes les classes. L'intégration du jocisme au sein du mouvement ouvrier chrétien ne s'opère pas non plus sans difficultés. Aiguës au début, ces tensions persistent, à l'état latent, jusqu'en 1940.

Les quatre nouvelles organisations de jeunesse ouvrière plongent en partie leurs racines dans les patronages. Pour les directeurs des œuvres sociales, elles apparaissent comme une tentative visant à insuffler une vie nouvelle aux patronages, en train de s'étioler quelque peu. D'autres membres du clergé, au contraire, surtout l'abbé J. Delmot, inspecteur des patronages de la province d'Anvers, considèrent De Jonge Werkman ou la Jeunesse Syndicaliste comme une menace pour les œuvres dont ils ont la charge : ces dernières risquent d'y perdre leurs meilleurs éléments. Ils incitent le cardinal Mercier à adresser, en octobre 1922, une mise en garde au Père Rutten, président du conseil des directeurs diocésains des œuvres sociales : les activités des mouvements de jeunesse ouvrière ne peuvent devenir une sorte d'action présyndicale, qui porterait préjudice aux patronages paroissiaux et qui dresserait les jeunes "les uns contre les autres, dans des classes et des syndicats"²⁶. Si Mercier ne s'oppose pas à ce que De Jonge Werkman et la Jeunesse Syndicaliste persévèrent dans leurs activités, son avertissement renforce la tendance à orienter le mouvement vers la formation et l'éducation intégrales, en lieu et place d'un syndicalisme de jeunes.

L'intégration difficile des organisations de jeunesse au sein du mouvement ouvrier est aussi pour beaucoup dans cette attitude²⁷. Dès 1922, des voix se font entendre à la LNTC, établie en 1921, en faveur de la création d'une organisation nationale de jeunesse. Toutefois, le congrès de la CSC de 1923 écarte la perspective d'un mouvement de jeunesse syndicaliste distinct : il entend bien réserver aux différentes centrales la responsabilité de la formation présyndicale. Les pourparlers se poursuivent. Finalement, le congrès de la LNTC de 1924 reconnaît la JOC-KAJ comme branche autonome du mouvement ouvrier chrétien. Celle-ci s'orientera vers la formation générale et le service social pour jeunes travailleurs. Elle peut être considérée comme la branche "jeune" de la "standsorganisatie" ouvrière chrétienne dans son ensemble, plus que celle du mouvement syndical. Bien que l'action sociale demeure une des préoccupations majeures du jocisme, ce dernier ne veut plus se présenter comme un syndicat de jeunes.

L'Action Catholique (AC) est le dernier terrain sur lequel le nouveau mouvement de jeunesse ouvrière doit déterminer sa position²⁸. En Belgi-

26. Selon les dires du cardinal Mercier en octobre 1922: Walckiers, *Sources*, 29-32.

27. Walckiers, *Sources*, XXVII-XXVIII, 72-74.

28. Gerard, "Cardijn", 127-131. Gerard, *Katholieke partij*, 249-252, 259-267. Gerard, *Eglise*, 22-31.

que francophone, l'ACJB est officiellement reconnue par l'épiscopat, en 1921, comme l'organisation générale de la jeunesse d'Action Catholique : il lui appartient d'unir les associations de jeunes catholiques, au plan local comme au niveau régional. Des tensions opposent rapidement la direction de l'ACJB à celle de la Jeunesse Syndicaliste. La pomme de discorde tourne autour de la question suivante : en principe, l'Action Catholique et l'action sociale sont-elles conciliables ? Les responsables de l'ACJB défendent une forme d'AC "purement religieuse" et non différenciée selon les classes. Les dirigeants jocistes veulent, au contraire, une AC axée sur un groupe déterminé, imbriquée dans un engagement social plus large. Le conflit s'envenime à propos d'une question concrète : la JOC peut-elle être considérée, en même temps, comme une organisation constitutive de l'Action Catholique et comme une composante du mouvement ouvrier chrétien ?

Sous l'impulsion de l'archevêque, des négociations se déroulent dans le courant de l'année 1924. Elles conduisent à la reconnaissance de la JOC comme "Action Catholique spécialisée", à la condition que le mouvement s'abstienne de toute activité politique. A l'époque, cependant, la formule de "l'AC spécialisée" ne jouit encore d'aucune reconnaissance de principe. En mars 1925, Cardijn parvient à être reçu en audience privée par Pie XI : il s'en prévaut pour faire comme si le pape approuvait sa vision et, par conséquent, "l'AC spécialisée"²⁹. L'événement fait impression sur l'opinion publique. Il n'empêche nullement Mgr Mercier de refuser l'imprimatur, quelques jours plus tard, au *Manuel de la JOC*³⁰. Ce refus, qui n'est pas divulgué, est révélateur de la réprobation de l'épiscopat belge, désireux avant tout d'éviter un élargissement du fossé qui sépare catholiques "démocrates" et bourgeois. Dans une note personnelle rédigée en novembre 1925, soit à l'époque du gouvernement "démocratique" Poulet-Vandervelde, qui déchire les catholiques, Mercier exprime sa préoccupation : il redoute que la JOC ne soit un préambule au "séparatisme politique de la Démocratie Chrétienne" et que son activité ne s'aligne un peu trop sur la "longueur d'onde" du mouvement ouvrier chrétien, bien qu'elle prétende aussi s'orienter vers l'ACJB³¹.

Si l'ACJB forme la coupole de la nouvelle AC dans la partie francophone du pays, il n'existe rien de tel en Flandre, toujours dépourvue d'une association générale d'Action Catholique pour jeunes. "L'union de la jeunesse flamande" est réclamée à cor et à cri depuis l'été 1924, surtout après le succès éclatant du congrès de l'ACJB, tenu en cette même année. A nouveau la fédération des patronages, encouragée par Mercier, tente de faire prévaloir ses vues. Elle a maintenant le vicaire louvaniste P. Devroy comme

29. Fiévez, "Droit de cité", 94-95. Walckiers, *Sources*, XXXIII-XXXIV.

30. Fiévez, "Droit de cité", 99.

31. Gerard, *Eglise*, 339-340. Voir également Fiévez, "Droit de cité", 100.

porte-parole. A la fin de 1924 et pendant les premiers mois de 1925, elle entreprend diverses tentatives pour faire accepter, aussi en Flandre, le concept "pur" de l'AC tel que l'ACJB l'incarne. Dans cette optique, le patronage paroissial deviendrait le noyau d'une AC pour jeunes purement religieuse et socialement indifférenciée³².

Ces vues soulèvent cependant l'opposition d'organisations sociales et flamingantes. Tant le Boerenbond que la LNTC flamande veulent que les mouvements de jeunesse des différentes classes sociales soient les piliers de la nouvelle AC. Ils désirent que la direction de celle-ci collabore étroitement avec celle des organisations sociales chrétiennes. Les projets visant à créer une association du type ACJB en Flandre, mais aussi ceux des "stands-organisaties", alimentent tout particulièrement la méfiance du mouvement de jeunesse qui est alors le plus puissant : l'Algemeen Katholiek Vlaams Studentenverbond (AKVS)³³. Ce dernier groupe des centaines de ligues estudiantines en Flandre. Il affiche un penchant pour les thèses nationalistes flamandes et tient à son autonomie, aussi bien à l'égard de l'autorité ecclésiastique qu'envers les organisations sociales chrétiennes. Toutes ces dissensions empêchent que, sous l'épiscopat de Mgr Mercier, décédé en février 1926, une association faîtière de l'AC puisse voir le jour en Flandre et qu'un règlement définitif des relations ACJB-JOC aboutisse dans la partie francophone du pays.

Le nouvel archevêque, Mgr Van Roey, est plus favorable que son prédécesseur à une AC spécialisée par milieu social, peut-être parce qu'il a des affinités avec Luytgaerens, l'aumônier du Boerenbond. A présent, les choses bougent. En juillet 1926, la conférence épiscopale reconnaît officiellement la JOC comme mouvement d'AC. Les évêques sont invités à octroyer un subside au "nouveau" mouvement. Certes, la JOC devra se développer dans le cadre de l'ACJB : un accord est conclu entre les deux organisations en 1927, puis entériné par les évêques. A partir de ce moment, des mouvements autonomes et socialement homogènes, comme la JOC, pourront mettre en œuvre des méthodes spécialisées d'AC, adaptées au milieu spécifique auquel ils s'adressent. Cependant, ils le feront dans le cadre d'une confédération commune d'Action Catholique, l'ACJB, et ils s'abstiendront de toute activité politique³⁴. La même formule est appliquée au Jeugdverbond voor Katholieke Actie (JVKA), la coordination flamande d'AC créée en 1928, au sein de laquelle la KAJ et le Boerenjeugdbond donnent le ton. La fermeté de Louis Colens, aumônier de la LNTC, explique sans doute que la JOC et la KAJ ne soient pas obligées de se retirer de la LNTC : en pareil cas, menace Colens en mars 1927, la LNTC,

32. Vos, "Het dubbelspoor", 35-36. Vos, *Bloei en ondergang*, II, 84-85 et Coupé, *De Antwerpse patronaten*, 49, 52.

33. Vos, *Bloei en ondergang*, II, 120-143.

34. Gerard, *Eglise*, 26-29, 101-123; Fiévez, "Droit de cité", 101-103.

comme telle, érigerait immédiatement une nouvelle organisation de jeunesse ouvrière³⁵.

III. Percée et essor. 1925-1940

De la fin des années vingt à la seconde guerre mondiale, le mouvement jociste connaît un grand essor. Il s'enracine fermement dans le monde des jeunes travailleurs. Il édifie une organisation solide. Enfin, il parvient à exercer une influence au sein du mouvement ouvrier chrétien et de l'Action Catholique. A cet effet, il peut compter sur divers atouts : la spécificité de ses conceptions et de sa méthode, le réseau de services et de publications qu'il a mis sur pied et surtout l'enthousiasme communicatif de ses innombrables militants, militantes et aumôniers, à tous les niveaux. Ce dynamisme s'exprime dans de grandes manifestations de masse et des pèlerinages. Il se manifeste également dans des actions de "conquête", qui présentent à la fois une dimension formative et un caractère revendicatif.

Cette percée s'effectue dans le contexte de la seconde moitié des années vingt, marquées par la croissance économique et par les débuts du bien-être social, avec leurs effets bénéfiques pour les conditions de vie de la population. Elle se déroule aussi pendant la crise économique du début des années trente, qui renforce le pouvoir d'attraction de solutions radicales. Dans cette toile de fond, l'Eglise revendique, elle aussi, sa place. Depuis les années vingt, elle s'évertue à instaurer "le règne du Christ" dans la vie publique, en organisant l'Action Catholique. Maints prêtres et laïcs s'engagent dans ce courant : ils s'y sentent appelés. Dans leurs rangs, pour la première fois, se trouvent aussi des jeunes travailleurs. L'appel que Cardijn leur lance, la mission qu'ils assument, ont un impact psychologique considérable sur l'image qu'ils ont d'eux-mêmes. C'est le cas sans doute des militants et des militantes qui, par leur engagement jociste, se dotent d'une nouvelle identité; c'est aussi le fait de jeunes ouvriers et ouvrières d'usine ordinaires, interpellés par l'insistance que le nouveau mouvement met sur la dignité humaine du jeune travailleur.

A. Le développement

La première rencontre du jeune travailleur ou de la jeune travailleuse avec le mouvement s'opère par contact personnel avec un militant ou une militante. Vient ensuite l'insertion dans la section locale, qui regroupe les membres sur une base paroissiale³⁶. La création d'une section est générale-

35. Gerard, "Cardijn", 129-131.

36. Pour ce qui suit, voir *Handboek der KAJ*, chapitres 4 et 7. Bruggen, *Een nieuwe jeugd*, 126-218. Dendooven, *Ontstaan*, 329-398.



Les organisations de jeunesse connaissent un très grand rayonnement au cours des années trente.

(Affiche de F. Gianolla pour le grand congrès jociste de 1935)

ment le produit d'une initiative prise conjointement par un représentant du clergé paroissial et un(e) propagandiste régional(e) ou national(e), qui rassemblent quelques jeunes dans un cercle d'étude. Ce dernier réunit de la documentation sur la jeunesse travailleuse de la paroisse, sur les entreprises qui l'occupent, sur ses conditions de travail et de vie. Une direction provisoire est choisie au sein du cercle d'étude. Après avoir reçu une certaine formation donnée par un(e) propagandiste régional(e), elle se charge de convoquer des assemblées générales pour les membres recrutés dans l'intervalle, lesquels doivent avoir au moins quatorze ans.

Les sections tiennent des réunions de responsables locaux et de cercles d'étude : ceux-ci sont souvent au nombre de deux, soit un cercle d'étude social et un cercle d'étude religieux. Elles organisent des assemblées générales mensuelles. Elles mettent sur pied d'autres activités encore : ainsi des soirées jocistes, ouvertes aux non-membres, avec ambiance sympathique, contact amical et parfois projections lumineuses, des fêtes populaires, des défilés et des meetings, pour faire connaître le mouvement au grand public. Afin de consolider la section, une distinction est établie en son sein au cours des années trente : il y a, d'une part, le groupe porteur de l'activité, formé de dirigeant(e)s et de militant(e)s, et, d'autre part, la masse, constituée de membres effectifs ou potentiels. Chaque militant(e) est responsable d'un groupe de six à dix membres, auxquels le "véritable esprit jociste" doit être inculqué lors de réunions de groupe. Il lui incombe aussi "d'avoir toujours l'oeil sur au moins un jeune travailleur (ou une jeune travailleuse), pour en faire un (ou une) jociste". Il importe toutefois de rencontrer les problèmes qui découlent des différences de mentalité entre membres d'âges divers. Le mouvement s'en préoccupe en maints endroits, dans le courant des années trente : des activités séparées sont alors organisées pour les moins de dix-sept ans et pour les aînés.

Les sections sont regroupées au sein d'une fédération régionale, qui coïncide ordinairement avec la subdivision du mouvement ouvrier chrétien par arrondissement. La fédération est dirigée par un conseil régional, formé de l'aumônier fédéral et de délégué(e)s des sections locales, au sein duquel un comité est élu chaque année. La fédération assume diverses tâches : il lui appartient, en premier lieu, de créer de nouvelles sections et d'en former les responsables; elle doit aussi être le relais entre les groupes locaux et la direction nationale, notamment pour l'encaissement des cotisations versées par les membres. Afin de remplir cette double mission, elle établit son propre secrétariat et se dote d'un cadre d'administration, qui comprend l'aumônier et des volontaires. Si nécessaire et pour autant qu'elle dispose des moyens requis à cet effet, elle engage aussi un(e) propagandiste permanent(e).

Tous les mois, la fédération organise des journées de formation. Celles-ci s'adressent aux dirigeants et aux responsables de groupes locaux, aux cadres régionaux, aux pionniers des sections en gestation, aux mem-

bres des équipes implantées dans le milieu de travail. Les instances régionales prennent aussi en charge les retraites annuelles pour diverses catégories de dirigeants, les récollections, qui ont lieu deux à trois fois l'an, les semaines d'étude trimestrielles, auxquelles les membres sont invités et où le programme est expliqué, sans oublier les journées de la jeunesse, destinées à celles et ceux qui quittent le circuit scolaire.

Au plan national, chaque branche du mouvement forme un Landsbond (KAJ), un Nationaal Verbond (VKAJ) ou une Fédération Nationale (JOC et JOCF). Ces organes entretiennent des contacts les uns avec les autres, mais ils exercent, chacun séparément, la direction nationale de leur propre organisation. Cette direction est assurée par un conseil central, composée de délégué(e)s des différentes fédérations - qualifiées plus tard d'"équipes fédérales" - de l'aumônier général et des aumôniers régionaux. Le conseil central se réunit trois fois l'an. La direction exécutive est d'abord confiée à un "comité central" (hoofdbestuur); à partir de 1928, suite à l'augmentation du nombre de permanents, elle incombe à un bureau journalier (dagelijks bestuur), formé de l'aumônier général, du président, du secrétaire, du trésorier et des propagandistes nationaux. Au cours des années trente, dans chaque branche du mouvement, les propagandistes se réunissent deux jours par mois, pour réfléchir et pour planifier l'action. En outre, au niveau national, de nombreuses semaines d'étude pour dirigeants et dirigeantes couronnent l'année jociste, tout en amorçant la mise en œuvre du nouveau programme. La JOCF n'a de véritable direction nationale qu'en 1933, avec l'arrivée de la première équipe nationale, animée par Emilie Arnould³⁷.

La coordination nationale entre les quatre branches s'améliore sensiblement après la nomination de Cardijn comme aumônier de toutes les organisations de jeunesse ouvrière, en février 1925. Elle progresse encore par la suite, lorsque le secrétariat de la KAJ déménage d'Anvers à Bruxelles, où les secrétariats des autres branches sont également établis³⁸. Initialement, ces secrétariats sont installés dans les locaux des organisations d'adultes, soit à la rue Pléтинckx pour les garçons et au boulevard Clovis pour les filles. Toutefois, depuis 1928, la KAJ et la JOC fixent leur siège central dans une maison de maître de la rue des Palais, où travaille alors Cardijn, devenu permanent à temps plein. Au milieu des années trente, la JOC et la KAJ ont l'occasion d'acquérir, dans des circonstances favorables, les grands bâtiments d'une ancienne bonneterie, sis aux numéros 78-79 du boulevard Poincaré : c'est à cet endroit qu'en mai 1935, après transformations, la

37. Emilie Arnould devient la secrétaire générale de la JOCF en 1931. Elle forme avec Louise Bauthier (1933), Madeleine Téchy (1933) et Marguerite Fiéviez (1934), le "quadrigé" du mouvement. Marie Braham les rejoindra en 1936. C'est la première équipe nationale. Wynants, "Face à la crise", 167.

38. Walckiers, *Sources*, 87-89.

Centrale Jociste ouvre ses portes³⁹. Outre des salles de réunion et des bureaux, l'immeuble abrite un restaurant populaire et un home pour les jeunes travailleurs de province, qui logent en semaine à Bruxelles. Les deux branches féminines jouissent toujours de l'hospitalité du Secrétariat Général des OSFC, d'abord au boulevard Clovis, ensuite à la rue de la Poste, à deux pas de la rue des Palais.

C'est à partir de ce moment, au cours des années trente, que les activités du mouvement se diversifient. On voit naître toute une série de services, en rapport avec l'un ou l'autre aspect du programme et qui répondent manifestement aux besoins de la jeunesse travailleuse. La préparation à la vie professionnelle est une première dimension importante. Dans les années vingt, elle prend essentiellement l'aspect d'informations publiées par les journaux du mouvement. Très rapidement, néanmoins, un "Secrétariat Social pour Jeunes Travailleurs" fonctionne à la rue Pléinckx : en collaboration avec des services d'orientation professionnelle et avec la bourse du travail Concordia, il entend aider les jeunes travailleurs dans le choix de leur métier. Progressivement, les fédérations flamandes et wallonnes suivent l'exemple bruxellois. Une restructuration est mise en chantier après la création d'un cadre légal par les pouvoirs publics, en 1936-1937. A l'initiative du mouvement, des services d'orientation professionnelle agréés par l'Etat se constituent à Bruxelles, dès 1937, puis dans presque tous les arrondissements. A partir de 1938, ils sont regroupés sous l'égide d'un service de coordination (V)KAJ-JOC(F).

Dès le début ou presque, le mouvement jociste se soucie également de la transition entre l'école et le travail professionnel⁴⁰. A partir de 1927, il met sur pied, de manière systématique, une action pour "débutants au travail". Celle-ci s'adresse aux élèves de dernière année primaire ou de l'enseignement professionnel. Elle consiste à les informer sur le métier qui les attend et à les encourager à s'affilier à la JOC. L'attention portée aux jeunes va de pair avec une différenciation des activités selon les classes d'âge. Telle est l'origine de ce que l'on nomme alors les "Préjocistes" à la JOC et à la JOCF, les "voorbereidende afdelingen" (sections préparatoires) à la VKAJ, les "voorkajotters" (Préjocistes) à la KAJ. La Jeune JOC(F) et la Jong-(V)KAJ prennent le relais, vers 1939-1940. Ces services, qui ont l'allure de sections, possèdent leurs propres dirigeants, aux divers niveaux, et leurs propres publications. A la fois liée à la campagne des "débutants au travail" et quelque peu distincte de celle-ci, l'action "école professionnelle" est menée dans les établissements d'enseignement technique. Elle commence en un certain nombre d'endroits dans le courant des années vingt et présente certaines similitudes avec l'action locale menée au plan paroissial. Toutefois, avant 1940, de tels groupes ne se multiplient guère, même s'ils

39. Wynants, "Face à la crise", 185-186.

40. Boulanger, *De jongerenwerking*.

retrouvent un second souffle après la Libération, avec le développement de la Jeune JOC.

Les activités ne se différencient pas seulement en fonction de l'âge, mais aussi selon les catégories d'affiliés. Ainsi, depuis 1928, un "service des soldats" est organisé à l'intention des jocistes appelés sous les drapeaux. Son objectif est double : d'une part, protéger les membres des "dangers" de la vie de garnison; d'autre part, inciter les autorités responsables à assainir le climat dans les casernes.

Un "service des malades" spécifique apparaît en 1931 dans le cadre des préparatifs du pèlerinage jociste à Lourdes et à Lisieux. Il s'efforce de sensibiliser les affiliés en bonne santé au sort de leurs camarades souffrants, par la visite des malades. Il tente aussi de persuader les malades de vivre leur état comme une prière, un sacrifice continu pour la prospérité du mouvement.

À côté de ces services au sens large, qui deviennent progressivement des secteurs d'activité distincts, il existe aussi des services stricto sensu, auxquels dirigeants et affiliés peuvent recourir. Citons notamment le service d'épargne, relié à la Banque d'Epargne des Ouvriers Chrétiens, le service de bibliothèque, qui démarre dès 1925 et reçoit surtout un accueil favorable à la JOC, le service du photoscope, qui met à la disposition des sections des appareils pour projections lumineuses remplaçant les anciennes lanternes. Il convient de mentionner aussi le service colonial, qui fait office d'intermédiaire entre les membres et les entreprises ou les missionnaires, en quête de travailleurs fiables et qualifiés pour le Congo belge, ainsi que le service des loisirs.

L'augmentation du nombre de permanents rémunérés manifeste à l'évidence le développement de l'organisation jociste. À la veille de la seconde guerre mondiale, alors que le mouvement existe depuis une quinzaine d'années, il emploie déjà maints propagandistes et employé(e)s : on en dénombre respectivement 45 et 12 à la KAJ, 50 et 10 à la VKAJ, 26 et 7 à la JOC, 28 et 5 à la JOCF. Les quatre branches comptent donc ensemble 148 propagandistes et 34 employés, soit 182 personnes qui, pour un maigre salaire, consacrent leur temps à organiser le mouvement et à propager ses idéaux⁴¹. Il faut encore y ajouter les aumôniers et les collaborateurs bénévoles full-time pour se faire une idée des véritables effectifs en permanents. À l'époque, aucun autre mouvement, aucune autre organisation de jeunesse en Belgique ne peut disposer d'un tel staff de "professionnels".

41. Chiffres cités par Dendooven, *Ontstaan*, 206-207.

B. Les liens avec les membres

Si le mouvement peut atteindre une telle envergure, c'est parce qu'il veille, dès le départ, à s'assurer des ressources financières. Très tôt, il décide d'établir une cotisation générale fixe pour les membres. Cette contribution est hebdomadaire puis, dans les années trente, elle devient mensuelle. Elle représente la participation personnelle des affiliés au financement de l'organisation qui, dès lors, peut être "indépendante". Son produit est partagé entre les différents échelons du mouvement : la part la plus faible est acquise à la section locale, tandis que le reste va à la fédération et au secrétariat général. Depuis la fin des années trente, des sectionnaires assurent la perception, qui est notée dans le "carnet de cotisations" de chaque membre. Au bout de quelques années, le paiement de la cotisation devient le principal critère de l'adhésion à part entière. Il est aussi stimulé pour des raisons pédagogiques : il porte à la générosité, à la solidarité et développe le sens des responsabilités. En sus, le mouvement peut compter, depuis 1936, sur l'aide financière de la CSC, avec laquelle il conclut un accord pour la création d'un service syndical commun. Depuis lors, il se voit ristourner une part des cotisations syndicales et perçoit une indemnité pour rétribuer ses propagandistes permanents chargés de la formation syndicale. Il peut, de surcroît, compter sur le fonds de solidarité de la LNTC, dans les fédérations et au plan national. On ne peut non plus passer sous silence l'aide financière apportée au mouvement par certains notables catholiques sollicités par l'aumônier général.

Dès les années trente, la presse jociste procure un important complément de recettes. Telle n'est cependant pas, loin s'en faut, sa principale raison d'être. Dès les années vingt, des journaux sont lancés pour propager l'idéologie du mouvement, pour assurer le contact entre le sommet et la base et pour répondre à "la détresse intellectuelle de la jeunesse travailleuse", en d'autres termes, pour parer aux déficiences de ses possibilités de formation. La vente d'ouvrages et de brochures - tous ne sont pas édités par le mouvement - ainsi que celle du calendrier, depuis 1930, sont une importante source de revenus.

De toute évidence, les périodiques du mouvement, qu'ils soient destinés à la masse ou aux militants, constituent un lien important avec les membres et les dirigeants. L'augmentation de leur tirage manifeste l'influence croissante du jocisme. A titre d'exemple, le journal de la KAJ, lancé en 1920 à raison de 300 exemplaires par mois, voit sa diffusion s'étendre sensiblement : 5000 exemplaires en 1926, 8000 en 1927, 13.000 en 1928, 17.000 en 1930, 25.000 en 1931, enfin 40 à 50.000 depuis 1933, dont la moitié est destinée à la vente au numéro ⁴².

42. Chiffres avancés par Beken & Janssen, *Repertorium I*, sous le mot-clé : *De Jonge Werkman*.

Cette activité d'organisation et de propagande se solde par une augmentation des effectifs. Ce sont les deux branches francophones qui, les premières, réalisent une percée sur ce plan. En 1925 et 1926, la JOC ne crée pas moins de quinze fédérations régionales, regroupant 314 sections locales et 12.750 membres⁴³. En dehors de l'agglomération bruxelloise, le centre de gravité de l'organisation se trouve surtout dans les régions industrielles de Wallonie : Mouscron, Mons, Charleroi, La Louvière, Tournai, Waremme, Nivelles, Namur, Virton, Liège et Verviers. La JOCF a démarré avec une fédération dans la capitale et une autre à Verviers. En 1926, elle parvient à en constituer aussi à Mouscron, Mons, Namur et Liège.

Au Nord du pays, la croissance spectaculaire n'est pas immédiate : il faut, en effet, attendre cinq à six ans avant que les premiers pôles de développement, encore très délimités, bénéficient d'un appui extérieur⁴⁴. Tant pour les garçons que pour les filles, il s'agit initialement des régions d'Anvers, de Bruxelles et de Louvain, auxquelles s'ajoutent Malines pour la KAJ, Gand et Grammont pour la CJOM. Vers 1930, la liste des fédérations s'allonge : en Flandre occidentale, les nouvelles venues sont au nombre de cinq pour la KAJ et six pour la VKAJ; pour chacune des deux organisations, elles sont six en Flandre orientale, trois à Anvers, deux en Brabant flamand et une en Limbourg, province qui forme une régionale à elle seule. Par ailleurs, les branches masculine et féminine demeurent des œuvres complètement séparées.

Dans sa globalité, la jeunesse ouvrière chrétienne se mue assez rapidement en mouvement de masse. Cependant, la croissance des effectifs ne s'opère pas au même rythme dans les quatre branches. La JOC progresse le plus rapidement : jusqu'au début des années trente, elle compte quasi deux fois plus d'affiliés que chacune des organisations flamandes. Ces dernières connaissent, l'une et l'autre, une croissance régulière, mais lente, avec - pour l'avant-guerre - un sommet dans la seconde moitié des années trente. En nombre de membres, le démarrage de la JOCF est difficile, malgré une organisation d'emblée bien structurée, avec un nombre de sections comparable à celui de la VKAJ. La branche féminine francophone ne perce vraiment que dans les années trente. En 1934, elle compte même plus d'affiliées que la JOC. Celle-ci a déjà son apogée derrière elle et ne réussit pas à séduire les nouvelles générations qui ont grandi en temps de crise, comme elle y parvenait avec leurs devancières. En 1939, à la veille de la seconde guerre mondiale, les quatre organisations belges groupent ensemble 66.005 jeunes, dont 73 % (48.049) en Flandre et 54 % (35.756) de filles.

Si les branches masculines et féminines poursuivent théoriquement les mêmes objectifs, leur champ d'action concret diffère quelque peu. Dans tous les manuels, qu'ils émanent de la JOC-KAJ ou de la JOCF-VKAJ, le

43. Walckiers, *Sources*, 131-141 et Bragard e.a. *Jeunesse*, passim.

44. Dendoodven, *Ontstaan*, 411-413.

constat de départ est identique : la moitié environ des jeunes gens et des jeunes filles se retrouve immédiatement à l'usine après l'école primaire; en conséquence, la tâche primordiale de la jeunesse ouvrière chrétienne est de "continuer à éduquer, à protéger et à défendre le jeune travailleur après ses quatorze ans". En réalité, les filles de milieu ouvrier gardent bien plus de liens avec la cellule familiale que les garçons. L'abondante progéniture de nombreux foyers de travailleurs oblige souvent les aînées à rester à la maison, afin d'aider leur mère dans les lourdes tâches ménagères. Les cadettes, qui vont travailler à l'extérieur, le font généralement - sauf dans les régions de grande industrie - dans d'innombrables petits milieux de travail comme les ateliers de confection, les blanchisseries, les ganteries. Parfois, elles ramènent de l'ouvrage à domicile. Elles sont nombreuses à "servir" dans les familles bourgeoises, quelquefois comme bonnes à demeure. Pareille situation n'est pas sans conséquences : bien plus que les garçons, les jeunes travailleuses, peuvent difficilement acquérir une conscience de classe et se forger un esprit de corps. Elles partagent, néanmoins, la mentalité du monde du travail. C'est pourquoi la JOCF et la VKAJ s'adressent à toutes les filles de milieu ouvrier - filles et sœurs de travailleurs - quand bien même elles n'accompliraient pas de travail rémunéré à l'extérieur. La JOC et la KAJ réunissent, au contraire, plus de jeunes ouvriers d'usine. Il en résulte un climat différent dans les branches masculines et féminines du mouvement, encore perceptible il y a peu.

C. *Le message et la méthode*

La croissance des effectifs ne résulte pas seulement d'une organisation adéquate. Elle prouve aussi que le mouvement interpelle les jeunes travailleurs, que son message et sa méthode comptent à leurs yeux. Ce message est exprimé par Cardijn, qui l'incarne en personne. Il prend véritablement forme dans les années trente, lorsque sont définies la méthode et la démarche à adopter sur le terrain - le milieu de travail et la paroisse - pour réaliser le grand but du jocisme.

Dès les années vingt, pour la première fois, l'objectif et la méthode du mouvement sont nettement déterminés. Ils sont arrêtés, pour une bonne part, dans le Manuel de la JOC (première édition en 1925, deuxième en 1930) et dans le *Handboek der KAJ* (première édition en 1928, deuxième, sensiblement remaniée, en 1933). Dans la perspective "du relèvement et de l'émancipation de la classe ouvrière", Cardijn entend assurer la formation morale de la jeunesse travailleuse, en développant les quatre branches du jocisme comme autant d'associations régies par le principe : "entre eux, par eux, pour eux". Cette formation s'articule sur deux principes : la responsabilité des membres et l'approche de la réalité sociale selon la méthode "voir, juger, agir". Pareille démarche rejoint une des vieilles "découvertes" de Cardijn : l'enquête sociale, ainsi que l'expérience concrète

comme point de départ pour la réflexion et pour l'action. Au sein du mouvement jociste, l'enquête devient le fondement de ce qui est appelé, depuis la fin des années vingt, "la conquête du milieu de travail". Le sens donné à cette "conquête" est triple : recrutement, formation des affiliés et action sur la société.

Depuis la fin des années vingt ou le début des années trente, selon les branches, le programme d'année est élaboré par la direction, jusque dans les moindres détails. Il s'articule autour d'un thème et comporte deux volets : un volet religieux et un volet social⁴⁵. Le premier vise surtout à donner corps à la formation religieuse personnelle des jeunes travailleurs; le second est orienté vers l'influence à exercer sur l'environnement social. Toutefois, la liste des thèmes d'année à caractère social montre qu'ils renvoient, de plus en plus, à une action où la dimension morale et religieuse finit par l'emporter. En d'autres termes, les thèmes dont il s'agit deviennent, petit à petit, plus religieux que sociaux. Pareille évolution est compréhensible : au cours des années trente, en effet, le mouvement, ses dirigeants et ses aumôniers - en ce compris Cardijn - s'alignent davantage sur l'Action Catholique.

C'est l'aumônier général, Jozef Cardijn, qui définit essentiellement la doctrine du mouvement. Il importe, dès lors, de s'attacher quelque peu à l'évolution de sa conception de la société et de l'Eglise pendant l'entre-deux-guerres⁴⁶. Sa pensée se transforme parallèlement aux mutations que connaît la position sociale et religieuse du jocisme. Jusqu'au début des années vingt, Cardijn est surtout un propagandiste ouvriériste. A partir de *Rerum novarum* et de la doctrine sociale de l'Eglise, il plaide pour un mouvement ouvrier chrétien "totalitaire", autonome face à la bourgeoisie catholique. Le flux démocratique de l'immédiat après-guerre l'amène à adopter une attitude plus radicale : il ne craint ni l'action syndicale, ni l'engagement politique, même dans le mouvement de jeunesse qu'il crée. Au cours des années vingt, ces accents syndical et politique disparaissent graduellement. Ils s'effacent devant une position essentiellement religieuse, morale et socio-éducative. Tel est le prix à payer pour que le jocisme soit reconnu comme mouvement d'Action Catholique et pour que, dans l'ACJB, cette même Action Catholique soit organisée autrement que par le passé, c'est-à-dire en fonction des classes sociales.

Toutefois, les quatre branches du jocisme belge demeurent partie intégrante du mouvement ouvrier chrétien. En 1928, la direction de la LNTC convient, il est vrai, que l'action éducative pour les jeunes est du ressort de l'Eglise et que les aumôniers y détiennent des pouvoirs non négligeables, sous l'autorité directe de la hiérarchie ecclésiastique. Cette déclaration répond au souhait de l'épiscopat, à un moment où l'ACJB est en pleine

45. Hermans, "De verovering van het arbeidsmidden", 97-112.

46. Vos, "Het maatschappijbeeld".

restructuration et où la JVKA est toujours en chantier. Néanmoins, jusqu'en 1931, Cardijn et les dirigeants jocistes continuent à jouer sur les deux tableaux : d'une part, ils se soustraient aux directives de la LNTC, en invoquant leurs liens avec l'Eglise; d'autre part, ils s'opposent, autant que possible, à une ligne exclusivement religieuse, en tirant argument de leur appartenance au mouvement ouvrier chrétien.

Cette stratégie ambiguë devient intenable à partir du 28 novembre 1931. En effet, sous la pression de milieux catholiques conservateurs et sous l'influence de Rome, l'épiscopat tranche dans le vif. Il proclame que les quatre branches jocistes forment, définitivement et avant tout, un mouvement d'Action Catholique. Il les soumet à l'autorité directe et exclusive de la hiérarchie catholique. Il leur interdit toute activité politique ou toute dépendance envers une organisation d'adultes qui s'occuperait de politique. Des accords avec le mouvement ouvrier chrétien restent possibles, mais ils doivent se limiter au seul domaine socio-économique. C'est alors que Cardijn formule le triple objectif - qui deviendra classique - des organisations spécialisées d'Action Catholique : celles-ci doivent être une école, un service et un corps représentatif⁴⁷. Vis-à-vis de la jeunesse travailleuse dans son ensemble, le mouvement jociste s'estime investi de trois missions. Il entend être, en effet, "une école de formation, qui éduque la jeunesse ouvrière en fonction de sa destinée éternelle. Un service social, qui répond à tous les besoins de la jeunesse travailleuse, pour l'aider à résoudre ses difficultés et à vivre conformément à sa conception de l'existence... Un corps représentatif, qui assure la protection et la défense des jeunes travailleurs et qui, en toute circonstance, puisse parler et agir au nom de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne" [NT]⁴⁸. En 1934, ces principes constituent la base d'un accord formel, conclu entre la LNTC et la JOC-KAJ. Deux ans plus tard, Cardijn déclare sans détours que l'AC ne peut s'occuper de questions sociales ou politiques. Le prêtre, poursuit-il, joue un rôle important dans l'Action Catholique, "comme auxiliaire et exécutant de la triple fonction de son évêque : à ses côtés, les laïcs sont appelés à être des "collaborateurs", certes, mais en position de subordination. En 1937, dans les décrets du cinquième concile de la province ecclésiastique de Malines, la dépendance de l'AC et la subordination des aumôniers envers la hiérarchie ecclésiastique sont définies statutairement avec plus de précision. En 1938, aux journées sacerdotales de Vienne, Cardijn rappelle une nouvelle fois, avec insistance, que les aumôniers doivent codiriger le mouvement avec les responsables laïcs et aussi superviser la gestion financière⁴⁹.

L'intégration plus poussée du mouvement jociste au sein de l'Action Catholique s'accompagne d'une évolution des conceptions de Cardijn sur

47. Gerard, *Eglise*, 193 sv.

48. *KAJ/VKAJ-verslag aan Pius XII*, 17.

49. Preneel, "Kerkbeeld", 51-61.

l'Eglise et sur la société. En effet, depuis 1932 et pour la première fois, l'ecclésiologie de l'aumônier général est marquée par l'image de l'Eglise comme Corps Mystique du Christ, concept qu'il n'a jamais employé auparavant. Cette position s'inspire notamment des textes et allocutions de Pie XI, en particulier de *Quadragesimo anno* (1931). Elle est aussi influencée par les publications d'un prêtre français, Palémon Glorieux, professeur de dogmatique au grand séminaire de Lille, et par la recherche d'une réponse à la fascination qu'exercent les courants totalitaires des années trente. A partir de 1933, après la prise de pouvoir de Hitler en Allemagne, Cardijn esquisse un projet de société idéale. Comme précédemment, il insiste sur l'idée selon laquelle l'Homme, créé à l'image de Dieu, est un être de grande valeur, appelé à la liberté, mais il ne peut être lui-même qu'au sein d'une communauté. Cet ordre communautaire ne doit se construire ni sur un individualisme exacerbé, comme dans le libéralisme, ni sur l'absolutisation de la communauté, comme dans le socialisme, le communisme ou le nationalisme érigé en véritable culte. Le christianisme, et lui seul, fournit le soubassement adéquat. Selon les paroles mêmes de Cardijn : "Contre la dictature et le communisme : la communion des saints, les membres du Corps Mystique du Christ" [NT] ⁵⁰.

La voie vers ce "nouvel ordre mondial placé sous le règne du Christ", telle que Cardijn la trace, est celle de la sanctification personnelle et collective, par conséquent celle de l'Action Catholique, non celle de l'action politique ou sociale. Durant les années trente et de manière toujours plus accentuée, Cardijn ne cesse d'interpréter la réalité en termes surnaturels. Ce faisant, il hisse celle-ci à un plan supérieur. Toutefois, il court le risque de creuser le fossé qui sépare la doctrine du réel et d'altérer sa vision du monde, en ne scrutant ce dernier que par la lunette de l'Action Catholique. Si donc le "voir" change, le "juger" et l'"agir" se modifient également : au départ de la réflexion se trouvent désormais non les besoins des jeunes travailleurs, tels que ceux-ci les éprouvent concrètement, mais bien plus des principes religieux. La "conquête" s'oriente toujours davantage vers un apostolat clérical, à caractère foncièrement religieux.

Cette évolution se renforce encore à partir de 1935 : c'est alors que les "trois vérités fondamentales" du mouvement deviennent les pierres angulaires de la doctrine jociste, laquelle est de plus en plus cohérente. Ces "vérités fondamentales" sont de trois ordres : "la foi, l'expérience et la méthode". Le premier terme est ainsi conçu : chaque jeune travailleur a une vocation personnelle divine, une destinée à la fois éternelle et temporelle, qui fondent ses droits et ses devoirs (droit à la considération et au respect d'autrui, devoir de mener une vie conforme à sa vocation). Le deuxième terme peut se résumer comme suit : les jeunes travailleurs vivent dans des

50. Vos, "Het maatschappijbeeld".

conditions lamentables; leur "abandon", dépeint de manière sombre, contraste violemment avec leur destinée divine. Enfin, selon le troisième terme, la contradiction entre les deux premières vérités peut seulement être surmontée par les jeunes travailleurs eux-mêmes qui, à cet effet, ont besoin d'une organisation comme la JOC. Par la suite, ce syllogisme (majeure, mineure, conclusion) est fréquemment invoqué pour fonder les raisons d'être du mouvement. Comme l'a signalé Dendooven, le problème est "que les trois vérités fondamentales sont des postulats, entre lesquels il ne peut exister la moindre relation de nécessité, ni de causalité" et que, de surcroît, "elles se situent chacune à des niveaux différents" [NT]⁵¹. En attendant, toutefois, les "vérités fondamentales" accentuent la mission et la légitimité du mouvement, conçues toutes deux en termes religieux et moraux.

D'autre part, l'élaboration d'une doctrine et d'une méthode jocistes, à la fois complètes, cohérentes et formulées en quelques mots-clefs, articulées logiquement en une "synthèse surnaturelle", confère au mouvement un grand pouvoir de mobilisation. Comme instrument idéologique universel (ou, du moins, catholique), cette doctrine et cette méthode offrent l'avantage de transcender la réalité concrète de la Belgique ou de l'Occident. Par le fait même, elles peuvent aisément être "exportées", ce qui contribue certainement à l'expansion mondiale que le mouvement de Cardijn connaît dès les années trente, plus encore après la seconde guerre mondiale.

D. *La formation par l'action*

Certes, la doctrine jociste doit être transposée dans la réalité. Le programme religieux du mouvement vise à transformer les affiliés en catholiques profondément croyants. Il s'appuie aussi bien sur des efforts quotidiens, presque cachés, que sur des actions plus spectaculaires⁵². Ainsi, il y a la prière jociste : elle se récite non seulement au début de chaque réunion, mais aussi individuellement et à la maison. On peut mentionner également l'assistance à l'office, le dimanche et les jours de la semaine : le mouvement introduit la messe dialoguée, avec la participation active des fidèles. De même, la communion fréquente est prônée, comme en attestent les consignes "Représentation quotidienne de la section à la Sainte-Messe" et "Messe du dimanche, messe de communion". Il convient d'y ajouter, en outre, les cercles d'étude sur l'utilisation du missel, le calendrier liturgique, la liturgie des sacrements, avec des "applications" sous la forme du renouvellement des vœux de baptême, la recherche des personnes non-baptisées ou non-confirmées, l'apostolat des malades et les mariages jocistes. Ce sont

51. Dendooven, *Ontstaan*, 273.

52. Ce qui suit se fonde, pour une grande part, sur le rapport que le mouvement jociste a publié en 1939, en vue de son futur pèlerinage à Rome, lequel n'aura pas lieu pour cause de guerre imminente. *KAJ/VKAJ-verslag aan Pius XII*.

là autant de sujets qui permettent de dispenser une formation continue et méthodique.

Les actions menées autour des fêtes de Noël et de Pâques sont plus "visibles". D'année en année, elles gagnent en importance. Surtout, elles cherchent à atteindre la classe ouvrière dans son ensemble. Pour préparer Noël, les affiliés sont invités à se montrer aimables et serviables à la maison, afin d'être dans de bonnes dispositions pour la fête de famille, autour de la crèche, du sapin, d'une table décorée et bien dressée. Ce sont là "des moyens qui permettent de parler à tous les membres de la famille de la Sainte-Messe, de la Confession et de la Communion" [NT]. La campagne pascalle a pour but d'amener les jeunes travailleurs et leurs parents à faire leurs Pâques, c'est-à-dire à se confesser et à communier. Pour atteindre cet objectif, tous les jocistes se préparent à l'événement, dès le début du carême, sous le mot d'ordre "chaque jour, un geste". Il s'agit de rechercher tous les jeunes travailleurs et toutes les jeunes travailleuses, de s'adresser à eux pour les inviter à participer, avec les jocistes, à la veillée, à la confession, à la communion et à la célébration pascales. A mesure que la fête approche, militantes et militants diffusent des tracts de porte en porte. Ils distribuent "le journal pascal", parfois tiré à deux millions d'exemplaires, au cours de certaines années de l'avant-guerre. Le Vendredi saint est le point culminant de la campagne pascalle : il y a la carte du Vendredi saint, la décoration de la croix à l'atelier ou à l'usine, la minute de silence et la prière commune, le mugissement de la sirène pour "annoncer aux hommes la mort rédemptrice du Christ". Vient ensuite, dans maintes familles de jocistes, la célébration de la Sainte-Croix, le soir, à domicile.

Le mouvement agit aussi sur le monde extérieur par ses campagnes pour plus de moralité dans le milieu de travail. En 1935, de nombreuses sections locales participent à une vaste enquête, lancée par les dirigeants jocistes, sur la situation morale effective au travail. Dans les rapports établis par des jeunes travailleurs et des jeunes travailleuses, on retrouve la crudité, assez choquante, de l'atmosphère presque exclusivement focalisée sur le sexe, qui règne dans une foule d'ateliers et de milieux de travail⁵³. Tel est le "voir". Le "juger" mène à la conclusion évidente qu'il faut transformer l'ordre des choses. Il incite les sections locales, qui prennent part à l'enquête, à entreprendre une discussion sur la manière d'opérer ce changement. En 1937, l'action s'achève avec une vaste campagne de moralisation. Celle-ci consiste principalement en la tenue de grands meetings, dans les salles les plus spacieuses de diverses villes. Du 22 janvier au 17 avril, de telles manifestations de masse sont organisées dans 45 localités du pays flamand. Leur déroulement est stéréotypé : parade de drapeaux, chants et discours. En outre, 21 meetings similaires ont lieu par la suite, à Bruxelles et en Wallonie. Parallèlement, par le biais de campagnes de presse, le mouvement jociste

53. Cf. entre autres, *Papiers Cardijn*, 228 et 325.

tente de susciter un courant d'opinion, en vue d'obtenir des réalisations concrètes en matière de protection morale de jeunes travailleurs.

Il est d'autres manifestations spectaculaires de dévotion, par lesquelles le mouvement exprime sa détermination de "ramener la classe ouvrière au Christ et à l'Eglise" : les pèlerinages à Rome, Lourdes et Lisieux. En septembre 1929 - il s'agit là d'une Année Sainte - près de 1500 jeunes de la JOC et de la KAJ partent pour Rome, après des mois de préparation matérielle et spirituelle. En vêtements de travail, ils portent à Pie XI des cadeaux qu'ils ont réalisés de leurs mains. L'audience dure trois heures. Le pape y invite les jocistes à agir, à l'instar de missionnaires, dans leur milieu de travail. L'événement fait grande impression, sur les participants et sur l'opinion publique. A l'automne 1931, c'est le tour des filles : 900 Flamandes et 600 francophones, déléguées par leur section, se rendent dans la Ville Eternelle. Pour ceux et celles qui y prennent part, ces voyages à Rome constituent des souvenirs inoubliables. Après leur retour, leur enthousiasme rejaillit sur l'ensemble du mouvement : les pèlerinages ne sont pas seulement un couronnement des actions antérieures, ils apparaissent également comme un nouveau point de départ.

Les dirigeants jocistes cherchent, autant que possible, à faire passer le programme social du mouvement dans la réalité de la vie⁵⁴. Ainsi, par exemple, la "conquête du milieu de travail" (1934-1935) consiste aussi à ne plus emballer ses tartines dans du papier journal, mais dans du papier blanc, à se donner la possibilité de se laver les mains avant le repas, à nettoyer le réfectoire, à aérer régulièrement les locaux, à rendre service à autrui sur le lieu de travail et à créer ainsi un climat réceptif au message moral et religieux, but ultime des jocistes. La "conquête du milieu familial" (1935-1936) se réalise en faisant preuve d'une extrême amabilité, en aidant aux travaux ménagers sans bougonner, pour créer de la sorte l'occasion de prier ensemble, avant et après le repas, ou de réciter le chapelet le soir. La "conquête du futur foyer" (1936-1937) met l'accent sur les dangers de "fréquentations" trop précoces et recommande aux jeunes de se former d'abord une personnalité, en adhérant "à cette jeunesse ouvrière noble, pure et pieuse, en vue du bonheur familial futur". Le thème "Réhabiliter le peuple par la sanctification du dimanche" (1938-1939) invite les affiliés à faire leurs emplettes le samedi et à tout ranger à la maison, de telle sorte que le dimanche, celle-ci ait l'aspect d'un "autre jour". Il souligne aussi la nécessité d'arriver à l'heure à l'office et de choisir, à l'église, une place d'où l'autel soit visible. Après la messe, il recommande encore le repas dominical, servi sur une table soignée avec un dessert délicieux. Ces comportements constituent une entrée en matière pour aborder l'obligation d'aller à la messe le dimanche et de s'abstenir de travaux pénibles.

54. KAJ/VKAJ-verslag aan Pius XII, 25.

E. Une société en crise

Dans les années trente, le mouvement s'affirme dans un contexte de crise économique et politique, à l'égard duquel il doit prendre position. La lutte contre la dépression économique est coordonnée au plan national à partir de 1932 : des services d'aide aux chômeurs et de placement sont créés; une assistance matérielle et financière est offerte aux jeunes privés d'emploi⁵⁵. Une cinquantaine de centres distribuent des vêtements et des chaussures; une vingtaine d'autres fournissent des repas, des denrées alimentaires et du charbon. En outre, le mouvement commence à établir des camps pour jeunes chômeurs. Le premier d'entre eux est une initiative de la fédération liégeoise de la JOC : installé à Quarreux, dans la vallée de l'Amblève, il est transféré à Nonceveux en 1934, puis à Lorcé en 1936. En 1932, la fédération verviétoise lance le camp de Tancrémont. Par la suite, la JOC et la KAJ organisent ensemble, au plan national, un camp à Tournepe, à partir de l'automne 1932, dans un domaine acquis un an plus tôt. En 1935, Tournepe se mue en centre national, qui accueille surtout des Bruxellois des deux groupes linguistiques. Depuis 1936, ce centre est utilisé pour d'autres activités de formation. Entre-temps, en octobre 1935, la JOC et la KAJ s'associent à nouveau afin de créer un préventorium pour jeunes chômeurs en mauvaise santé, à Völkerich-Gemmenich. Outre l'accueil des sans-travail, les camps proposent aussi la découverte d'un nouveau style de vie, qui fait alterner le travail manuel, l'étude, la méditation, la prière et le sport.

Par ailleurs, le mouvement s'adresse aux autorités en formulant des revendications radicales : prolongation de la scolarité obligatoire assortie d'une réforme du contrat d'apprentissage, abaissement de l'âge légal de la retraite à 60 ans, réduction du temps de travail hebdomadaire à 40 heures, interdiction des cumuls, contingentement du travail salarié des femmes mariées, lancement de grands travaux publics et subsidiation des initiatives privées, qui visent à mettre les jeunes chômeurs au travail. Ces revendications sont énoncées dans les publications habituelles du mouvement. Elles sont aussi relayées par les livraisons d'un nouveau journal massivement diffusé depuis 1933, sous le titre *Le Jeune Chômeur*. Journal de combat des sans-travail, et dans les numéros de son homologue néerlandophone, *De Jonge Werklooze*. Différentes brochures, des émissions de radio et des manifestations de masse, qui culminent en février 1935, s'en font également l'écho. Le mouvement jociste s'affirme réellement comme "corps représentatif" de la jeunesse ouvrière.

La pression qu'il exerce sur le gouvernement ne connaît guère de succès. Aussi place-t-il de nouveaux espoirs dans une campagne internatio-

55. Wynants, "Face à la crise", 161 sv. Wynants, "La campagne". Wynants, "La Jeunesse Ouvrière Chrétienne face au chômage".



La JOC-KAJ lutte contre les effets de la crise économique des années trente en créant notamment des camps, où les jeunes chômeurs peuvent allier l'étude au travail.

(Journée des jocistes chômeurs, 1932)

nale. Avec l'aide des mouvements apparentés d'Autriche, du Canada, d'Espagne, de France, du Luxembourg, des Pays-Bas, de Suisse et de Tchécoslovaquie, les quatre branches belges lancent une pétition, pour obtenir que leurs revendications soient prises en compte lors de la dix-neuvième Conférence Internationale du Travail, à Genève. Cette action spectaculaire bénéficie d'un grand retentissement. L'arrêté de 1936, qui instaure une semaine de congés payés pour tous les salariés, est une mesure gouvernementale qui, indirectement, tombe à point nommé pour le mouvement.

Parallèlement à la dépression économique se développe un profond malaise politique : vers la fin des années trente, la crise de la démocratie et la montée de "l'Ordre Nouveau" deviennent une réalité⁵⁶. La prise de pouvoir par Hitler en Allemagne amène Cardijn, durant les vacances de Pâques de 1933, à rejeter explicitement "le nationalisme érigé en culte". Les difficultés que l'Eglise doit endurer peu après, en Allemagne nazie, confortent ce rejet du national-socialisme. Les jeunesses communistes voient dans cette prise de position l'amorce d'un front d'unité antifasciste avec la JOC, mais cette dernière refuse de "coopérer à l'établissement de la dictature de Staline, sous le prétexte de combattre entre-temps celle de Hitler" [NT].

En avril 1936, alors que Rex connaît un succès grandissant, Cardijn condamne explicitement le rexisme : il le stigmatise comme un mouvement révolutionnaire au sens péjoratif du terme, en pourfendant dans la foulée, le communisme, le socialisme et le nationalisme. Pour empêcher que les mouvements de jeunesse d'extrême droite ne fassent main basse sur l'Action Catholique, il avance, en juin 1936, lors d'une réunion d'aumôniers généraux, la théorie selon laquelle l'AC serait "la seule révolution extrémiste et totalitaire véritable". Cette appréciation de l'Action Catholique va de pair avec la dénonciation des égarements qui caractérisent les autres mouvements. Paradoxalement, Cardijn continue à souligner entre-temps, notamment au Congrès Catholique de Malines de 1936, que l'Action Catholique n'a rien à voir avec la politique. Le mouvement rexiste entreprend cependant une autre tentative de rapprochement, mais il se heurte au refus de Cardijn. Ce rejet est confirmé dans la lettre de Noël 1936 des évêques belges. Ces derniers prennent position contre le communisme "et les autres courants autoritaires en Belgique", récusant entre autres tout mouvement de jeunesse non-confessionnel au service de l'Etat⁵⁷.

Au même moment, la Jeunesse Ouvrière Chrétienne prépare une démonstration de force : il s'agit à la fois d'impressionner le grand public et de montrer à ses propres adhérents toute la puissance acquise par le mouvement en dix ans d'existence. Une foule de 70.000 à 80.000 personnes envahit le stade du Heysel, au cours de l'été 1935, pour une manifestation

56. Vos, "Maatschappijbeeld", 162-163. Joret, "Dans une atmosphère", 238-243.

57. Van Isacker, *Herderlijke brieven*, 126-135.

de masse dans le plus pur style des années trente. L'assistance se compose non seulement de jocistes - qui, dans la fièvre, se sont préparés à ce grand jour pendant un an - mais aussi de personnalités, de parents, de sympathisants et de délégations de mouvements-frères de 25 pays. Un spectacle allégorique, intitulé "Nouvelle Jeunesse", et un chœur parlé provoquent une grande émotion. Ils donnent aux participants la conviction que cette foule, comme un seul homme, est tendue vers le même idéal élevé. Le fait de savoir que d'autres jeunes, non seulement en Belgique, mais aussi par-delà les frontières s'engagent pour cet idéal, renforce encore la confiance en soi des militants et des militantes⁵⁸.

Une semaine d'étude internationale suit la manifestation du Heysel. Elle vient couronner un certain nombre de contacts informels, pris auparavant par des prêtres et des laïcs, en vue de créer un mouvement de jeunesse ouvrière chrétienne adapté à leur pays, en s'inspirant du modèle belge⁵⁹. Cardijn souhaite coordonner cette expansion : il craint, en effet, que le nom et les symboles du mouvement ne soient repris par des associations qui ne respecteraient pas "son" esprit et "sa" méthode. C'est ainsi que naît, dès 1931, un secrétariat international, dont le rôle se limite à n'être qu'une plaque tournante pour l'échange d'informations sur les diverses organisations nationales. Ces dernières restent formellement autonomes : le service central du Vatican pour l'Action Catholique refuse, en effet, l'existence à ses côtés d'un organisme international qui disposerait d'un pouvoir moral et canonique sur les mouvements nationaux existants.

Des contacts réguliers n'en continuent pas moins d'exister entre les différents mouvements et les dirigeants des quatre branches belges. Depuis 1936, des réunions internationales d'aumôniers sont même organisées chaque année. Les Belges prennent part également à certaines manifestations jocistes à l'étranger. La participation la plus spectaculaire est celle de 3000 Belges au congrès de la JOC française, au Parc des Princes à Paris, en juillet 1937. Le mouvement s'internationalise peu à peu, comme en témoigne sa presse. Cette expansion renforce le moral des affiliés : ils appartiennent à une organisation qui va conquérir non seulement la Belgique, mais aussi le monde entier.

Vers la fin des années trente, les menaces de guerre s'aggravent de jour en jour. Sur fond de bruit de bottes, le mouvement jociste met toujours plus l'accent sur la paix. Pour la fin août et le début septembre 1939, il envisage d'organiser un pèlerinage international pour la paix à Rome. En fait, ce sont deux pèlerinages distincts qu'il prépare : un pour les garçons et un pour les filles. Toute l'activité de l'année 1938-1939 est placée sous le signe de cet événement. De nombreux membres épargnent, afin de réu-

58. Joret, "Dans une atmosphère", 218-228.

59. Dendooven, *Ontstaan*, 315-320.

nir l'argent nécessaire au voyage. Ils sont cruellement déçus lorsque le pèlerinage doit être annulé : la guerre éclate le 1er septembre 1939.

IV. Les années de guerre. 1940-1944

L'invasion de la Belgique par les troupes allemandes, le 10 mai 1940, désorganise complètement la vie quotidienne et les structures sociales. Les quatre branches du jocisme belge connaissent, elles aussi, cette situation⁶⁰. Le 10 mai, dès midi, une masse de réfugiés se presse autour de la gare du Midi. La Centrale Jociste du boulevard Poincaré est alors transformée en centre d'accueil, qui procure nourriture et hébergement provisoire. Ce même jour, Cardijn lance encore un appel solennel aux jocistes pour qu'ils défendent la patrie. Le 15 mai, alors que les Allemands sont aux portes de Bruxelles, il juge plus prudent de gagner la France, avec quelques dirigeants nationaux mobilisés. Après un voyage pénible, ils arrivent enfin à Toulouse. Avec l'aide de la JOC française, ils y établissent un nouveau secrétariat général, qui accueille aussi, quelque temps après, plusieurs des principales dirigeantes de la JOCF-VAKJ. Ce secrétariat met sur pied une action en faveur des jeunes belges du CRAB (Centre de Recrutement de l'Armée Belge).

Entre-temps, en Belgique occupée, la Centrale Jociste assume une fonction analogue, qui s'amplifie encore lorsque le Service Belge pour les Réfugiés s'y installe, lors du rapatriement. Ce Service s'occupe du retour des Belges qui ont cherché asile en France. Il procure des repas chauds aux rapatriés, leur assure un premier examen médical, donne des renseignements sur les soldats blessés ou morts au front et les victimes civiles. Il publie presque tous les jours le *Journal des réfugiés* (*Blad der Vluchtelingen*). Il bénéficie de l'appui des propagandistes, qui rentrent peu à peu au pays, et du personnel de la Centrale. Ces derniers contribuent aussi à l'accueil des prisonniers de guerre belges qui, après quelque temps, reviennent d'Allemagne.

60. La période controversée de la guerre a été traitée par Nokerman, *La jeunesse ouvrière chrétienne pendant la guerre* (1975); Arnould e.a., *La résistance dans le mouvement jociste (JOC-JOCF-KAJ-VKAJ)* (1985) et Hugaerts e.a., *De KAJ, haard van verzet* (1989), avec surtout des contributions très documentées de Frans Selleslagh, du Centre de Recherches et d'Etudes Historiques de la Seconde Guerre Mondiale. Citons tout particulièrement "De gevangenisnotities van Jozef Cardijn", 45-105 et "De clandestiene KAJ in Duitsland", 199-230 (sujet à propos duquel cet auteur a publié un premier article en 1972). Le paragraphe relatif aux années de guerre se base sur ces publications et sur les ouvrages généraux indiqués dans la note 1.



Fernand Tonnet (1894-1945) est le fils d'un douanier wallon venu s'installer à Laeken en 1912. Alors employé de banque, il rencontre Cardijn, vicaire de la paroisse, et devient l'un des premiers membres actifs de son cercle d'étude. Engagé volontaire au front, Tonnet est, au lendemain de la guerre, le secrétaire de Cardijn, lui-même promu directeur des oeuvres sociales de Bruxelles. F. Tonnet devient la figure de proue de la Jeunesse Syndicaliste. En 1924, ce mouvement donne naissance à la JOC, dont Tonnet est le premier président jusqu'en 1934. Il passe ensuite à la CSC, comme propagandiste à Charleroi. A ce titre, il est un des rares Wallons à siéger au bureau de la Confédération. En 1938, il devient, assez curieusement, un des plus proches collaborateurs de Louis Picard, comme propagandiste général de l'Action Catholique des Hommes. Il meurt au camp de concentration de Dachau.



Jef Deschuyffeleer (1913-1959) entre à 17 ans au secrétariat national de la KAJ. Animateur de grand talent, il est secrétaire général, puis président général du mouvement (1935 à 1943). Après la seconde guerre mondiale, il se consacre essentiellement à la politique et à l'action internationale. Dans les années cinquante, il assume également les fonctions de secrétaire général de l'ACW et de président de l'aile flamande du PSC/CVP. Il meurt en 1959, des suites d'un accident d'avion survenu en 1946 à Gander (Canada), dont il a miraculeusement réchappé.

A. *Préserver la spécificité du mouvement*

La reprise et le développement des activités sont difficiles en raison des circonstances de guerre. Ils ne sont cependant pas impossibles. Après la capitulation de la France et le retour des réfugiés au pays, une stabilité relative s'installe en Belgique. A la faveur de celle-ci, le mouvement renoue, autant que faire se peut, avec un fonctionnement "normal". Comme toutes les associations, les quatre branches sont confrontées aux ordonnances de l'occupant allemand; elles parviennent néanmoins à les contourner en grande partie. Les dirigeants jocistes peuvent, au besoin, suraccentuer le caractère religieux et moral de leur organisation et échapper, de la sorte, à maintes mesures restrictives décrétées par les autorités d'occupation. Cardijn souligne à de multiples reprises - notamment lors de la réunion des aumôniers tenue en février 1941 - que "nos réunions ont un caractère privé et religieux et ne nécessitent donc ni autorisation ni notification" [NT]⁶¹.

C'est ainsi que des réunions et des journées d'étude - même au niveau national - peuvent se tenir sans trop de difficultés. Des initiatives "ouvertes", destinées aussi à des jeunes qui ne sont pas affiliés au mouvement jociste, peuvent même être lancées. C'est le cas des "Rallyes de la jeunesse" et des semaines d'étude "Prêtes pour la vie", qui permettent à la JOCF de toucher un vaste public. Comme toute publication est soumise à l'autorisation et à la censure des autorités allemandes, le mouvement jociste renonce, dans un premier temps, à ses périodiques. Cependant des communications mensuelles stencillées se remettent à circuler au bout d'un certain temps. Il est une autre contrainte à laquelle il faut s'adapter : la limitation drastique du nombre de permanents. Cette situation entraîne la recrudescence du travail bénévole, de sorte que le centre de gravité des activités se déplace vers les fédérations et vers les sections locales. Tous les services d'avant-guerre recommencent bientôt à fonctionner, à l'exception de l'action syndicale et du service des soldats, qui s'arrêtent. De plus, le programme jociste se différencie de plus en plus en fonction des classes d'âge : les activités spécifiques pour les plus jeunes et celles qui sont destinées aux filles plus âgées connaissent un véritable essor. Pour le reste, beaucoup de dirigeants wallons sont retenus en captivité.

La guerre ne cause pas seulement des difficultés pratiques. Elle constitue également un défi idéologique, parce que l'occupant tente d'instaurer un "Ordre Nouveau". Face à ces manœuvres, la Jeunesse Ouvrière Chrétienne refuse d'aliéner sa propre identité catholique. C'est pourquoi ses dirigeants rejettent à la fois l'idéologie nationale-socialiste et l'absorption au sein d'un "mouvement unitaire de la jeunesse" collaborationniste. A quelques exceptions près - qui se situent surtout en Flandre - cadres et militants

61. De Boodt, "Het eerste herbeginnen", 33 qui renvoie aux Archives de la KAJ, boîte 46, 3.1.

demeurent rétifs aux sirènes de l'Ordre Nouveau. Aucun jociste wallon ne s'engage sur le front de l'Est. Ce refus du régime nazi se manifeste de façon plus ou moins voilée d'abord, puis progressivement de manière plus ouverte, lors de journées d'étude et dans les rares publications qui circulent. Au cours des premières années de guerre, le mouvement pratique une forme de résistance idéologique. Le port de l'uniforme et de l'insigne, alors interdit, en est la manifestation symbolique.

Les Allemands cherchent évidemment à exercer un contrôle aussi étendu que possible sur tous les mouvements. Les organisations jocistes essaient de s'y soustraire en s'affichant comme purement religieuses. Elles ignorent tout simplement l'ordonnance du 14 juillet 1941, qui oblige tous les mouvements de jeunesse à se déclarer devant les autorités allemandes. Cardijn estime que l'Eglise doit garantir l'éducation intégrale de la jeunesse et ne peut abdiquer la moindre parcelle de ses compétences. Dans un premier temps, les Allemands laissent la Jeunesse Ouvrière Chrétienne suivre sa voie, même lorsqu'elle organise de grandes enquêtes en vue de préparer l'élaboration, après la guerre, d'un *Statut de la jeunesse travailleuse*. Toutefois, l'attitude des Allemands se durcit en raison des tensions qui, au printemps 1942, les opposent à l'épiscopat à propos d'une ordonnance obligeant les mineurs à travailler aussi le dimanche. Au cours du week-end de Pâques 1942, la Sicherheitspolizei effectue une descente de contrôle parmi les jocistes réunis pour la semaine d'étude nationale. Le 11 juin, elle procède à l'arrestation de Cardijn, de l'aumônier auxiliaire Joseph Magnus et des présidents des deux branches masculines, Jef Deschuyffeleer et Victor Michel. Tous quatre sont accusés d'avoir tenu des réunions sans en avoir sollicité l'autorisation et d'avoir diffusé une lettre pastorale des évêques hostile au travail dominical dans les mines. Leur libération n'intervient que trois mois plus tard. A partir de ce moment, le mouvement est l'objet d'une surveillance très serrée de la part des autorités d'occupation, ce qui incite ses responsables à se montrer un peu plus prudents.

B. *Résistance et assistance*

Les mesures d'intimidation n'empêchent pas le mouvement jociste de s'opposer à l'introduction du travail obligatoire en Allemagne, décrétée le 6 octobre 1942. Avec l'assentiment de l'archevêché, il prend des initiatives qui aboutissent, en décembre 1942, à la création de l'Aide aux Travailleurs à l'Etranger. Ce service fédère toutes les initiatives chrétiennes d'assistance qui existent alors, mais surtout celles du mouvement ouvrier. Entre-temps, les quatre branches jocistes distribuent des circulaires incitant les jeunes à ne pas se présenter au service de travail obligatoire et à prendre le maquis. Cet appel est entendu, d'autant que le mouvement assure aux réfractaires une aide concrète, en leur fournissant des adresses de cachettes, des faux papiers d'identité, des tickets de rationnement et de la nourriture. Pour or-

ganiser pareille assistance, un service clandestin d'Aide aux Travailleurs Réfractaires est établi. Il est structuré par fédération et par paroisse. Il fait partie du réseau secret Socrate, créé par le gouvernement belge de Londres, afin de procurer des fonds aux travailleurs réfractaires, aux résistants et aux maquisards. Ce réseau est dirigé par un comité, où siègent les deux présidents, Victor Michel et Jef Deschuyffeleer. Les militantes féminines ne sont pas en reste. Comme des "innocentes jeunes filles" peuvent circuler plus librement, ce sont généralement des jocistes féminines qui assurent les tâches les plus dangereuses de courrier. Si certains maquisards, francophones et flamands, s'engagent dans la résistance armée, il s'agit là, dans tous les cas, de décisions personnelles, et non le résultat d'un quelconque mot d'ordre donné par la direction du mouvement. Il est difficile de connaître le nombre exact de jocistes qui en ont décidé ainsi⁶².

Pour ceux qui n'ont pas réussi à échapper au travail obligatoire en Allemagne, le mouvement organise la collecte et l'envoi de colis, comportant de la nourriture, des vêtements, des médicaments, des livres et des magazines. La Centrale Jociste de Bruxelles fonctionne, en l'occurrence, comme dépôt central et plaque tournante. L'aide aux déportés n'est pas le seul service que le mouvement rend à la communauté. Il s'occupe aussi de l'assistance morale et matérielle aux réfugiés, durant l'automne 1940, aux prisonniers de guerre et aux affamés, via la distribution de nourriture. Il prend en charge les jeunes travailleurs affaiblis, en créant des maisons de repos. Il vient en aide aux sinistrés et aux sans-logis, victimes des bombardements à la fin de la guerre.

Pendant ce temps là, les jocistes flamands envoyés au travail obligatoire en Allemagne s'unissent pour préserver leur idéal. Ils essaient de se mettre en rapport avec les responsables à Bruxelles : quelques militants se portent volontaires pour partir en Allemagne, afin de contribuer au rayonnement du mouvement dans les camps de travail. Comme le "Arbeitseinsatz" des femmes prend fin dès le 22 mars 1943, notamment grâce à l'action résolue du sénateur Maria Baers, l'action des jocistes féminines en Allemagne demeure limitée. Pour la branche masculine par contre, l'"Ausland-KAJ" crée un réseau de cellules militantes, afin d'opérer la "conversion" des camarades de travail. Elle garde le contact avec le "front de l'intérieur", c'est-à-dire avec la section paroissiale de chaque membre et surtout avec la Centrale Jociste, où est établi, au début de 1943, un "quartier général" pour l'Allemagne dirigé par Robert Hertogen. A l'été 1943,

62. L'historien Frans Selleslagh a calculé, d'après une enquête réalisée après la guerre, que 814 jocistes de la KAJ, soit environ 4 % de l'ensemble des affiliés, ont pris une part active à la résistance organisée (alors que 2,3 % seulement de la population belge y a participé). La majorité des résistants de la KAJ - 37 % - étaient membres du Mouvement National Belge; 18 % faisaient partie de l'Armée Secrète, 6 % du Mouvement National Royaliste, 5 % de la Brigade Blanche Fidelio, 4 % du Front de l'Indépendance et 1 % des Partisans Armés. Selleslagh, "Kajotters", 151-161.

l'activité est mieux organisée sur place, sous l'impulsion d'Eugeen Coine. A la fin octobre 1943, l'"Ausland-KAJ" compte à peu près 1800 membres, regroupés en 25 régions. Elle parvient même à polycopier un petit journal de dirigeants. Sous l'impulsion de Père oblat Jos Roose, une entreprise comparable est mise sur pied, à partir de juillet 1943, pour les jeunes envoyés au travail obligatoire en France⁶³.

Des initiatives similaires sont prises par la JOC wallonne, en étroite collaboration avec la JOC française, tant en Allemagne qu'en France. Elles débouchent, elles aussi, sur la création de fédérations régionales et d'un comité central. Comparativement à ses équivalents flamands, cette action connaît un moindre développement. Il en est ainsi en partie parce que la JOC francophone opte pour une autre stratégie : elle conseille à ses membres de se réfugier dans la clandestinité et même, le cas échéant, de prendre le maquis, plutôt que de partir travailler en Allemagne.

C. *Impact sur la jeunesse*

En dépit de ces activités de service et d'entraide, la vie associative demeure la préoccupation majeure du mouvement jociste. Ce "fonctionnement normal" semble d'ailleurs répondre à un réel besoin des jeunes travailleurs. C'est là une conclusion que nous pouvons tirer au vu de l'évolution des effectifs.

La KAJ doit attendre 1942 avant de retrouver son nombre de membres d'avant-guerre; par la suite, la croissance s'intensifie pour culminer en août 1945, avec 39.141 affiliés, un chiffre qui ne sera plus jamais égalé. Jusqu'en 1944, ce succès résulte en grande partie d'affiliations individuelles; par la suite, il est le produit de l'augmentation du nombre de sections. Après avoir enregistré un recul temporaire, la VKAJ connaît, elle aussi, une forte progression pendant la guerre. En 1942 également, elle renoue avec son niveau le plus élevé de l'avant-guerre (1938); ensuite, la croissance s'intensifie, mais de façon moins spectaculaire qu'à la KAJ. La JOCF vit une évolution comparable. Elle progresse légèrement par rapport à l'avant-guerre, pour atteindre son apogée en 1945. Durant la seconde moitié du conflit mondial, la JOC retrouve son niveau de 1937-1938, ce qui représente un fameux redressement par rapport à 1941. Toutefois, elle ne parvient pas à remédier au tassement qu'elle a connu depuis 1933. La branche masculine francophone explique elle-même cette évolution défavorable en invoquant la mauvaise

63. Les cellules jocistes qui existaient entrent en contact les unes avec les autres et sont dirigées, à partir des locaux de la JOC de Lille, comme une "Fédération du Nord" de la KAJ. En avril 1944, cette fédération groupe quelque 200 membres répartis en quatre régions. Une véritable vie associative est très difficile à établir, en raison de la grande mobilité des travailleurs. Toutefois, la fédération réussit à mettre sur pied un réseau de services desservant la plupart des camps et s'occupant des loisirs (compétitions de football et bibliothèque de prêt), des secours aux blessés et aux malades, de service social et d'actions pour une vie morale et religieuse plus élevée. Selleslagh, "Onder de weggevoerden", 186-195.

volonté de certains aumôniers et, plus généralement, du clergé, la longue captivité de quelque 1600 militants en Allemagne (alors que les prisonniers de guerre flamands sont libérés rapidement), "la profonde déchristianisation de la classe ouvrière sous l'influence du socialisme et du communisme". Les responsables - et Cardijn en particulier -, sont, du reste, très conscients de la "situation difficile" en Wallonie. D'année en année, ils lancent le même mot d'ordre : "Conquête !". Le pouvoir d'attraction du mouvement jociste sur les jeunes travailleurs s'explique peut-être, en partie, par quelques innovations au plan de la méthode. La croissance des effectifs parmi les adolescents va de pair avec le renouvellement des activités pour les jeunes pendant la guerre, lorsque la Jong-KAJ se développe comme mouvement à part entière. Le même phénomène se produit dans les autres branches jocistes.

À partir de 1942, par des enquêtes, le mouvement va scruter systématiquement l'atmosphère qui règne dans le milieu ouvrier et dresser l'inventaire des besoins des jeunes travailleurs. Sur cette base, il élabore un programme, qui est débattu et remanié lors d'innombrables semaines et journées d'étude. Ce programme contient un plan d'action à mettre en œuvre immédiatement, dès le retrait de l'occupant allemand. L'opportunité d'une telle entreprise est inférée d'une perception assez pessimiste de l'état d'esprit en milieu ouvrier, surtout en Wallonie : mécontentement général à l'égard de l'attitude des catholiques et du Roi pendant la guerre, aspiration à des réformes socio-économiques, disparition de toute notion religieuse et morale sur les lieux de travail. En réponse à cette situation, le mouvement plaide en faveur d'une répression de la collaboration qui soit énergique, contrôlée par l'État et dépourvue d'excès. Il demande aussi une adaptation des revenus des travailleurs et l'octroi d'une aide matérielle prioritaire aux familles ouvrières frappées par la guerre. Ces revendications sont à nouveau formulées après la Libération : elles s'inscrivent alors dans le cadre plus large d'une émancipation des travailleurs.

V. Le second souffle. 1945-1967

Le 3 septembre 1944, l'occupant quitte Bruxelles. Beaucoup estiment le moment venu de construire une société nouvelle, plus sociale, plus démocratique et qui se préoccuperait davantage des besoins de l'homme de la rue. Contrairement aux attentes de beaucoup, la Libération n'amène guère d'innovations profondes dans l'organisation de la société : au cours de la seconde moitié des années quarante et des années cinquante, les évolutions qui se produisent vont plutôt dans le sens de la restauration. Les anciennes organisations et les anciens partis se reconstituent, moyennant quelques adaptations légères. Bientôt, les antagonismes entre les différents groupes de la population reprennent, sur le mode de l'avant-guerre, bien que les formations d'extrême droite n'existent plus comme telles. Les partis com-



Emilie Arnould (°1906) est la fille du sous-chef de gare de Haine-Saint-Pierre. Ses études à l'Ecole Sociale de Bruxelles l'amènent à faire son stage au Secrétariat des Œuvres Sociales Féminines de Mons. En avril 1928, elle devient non seulement secrétaire régionale de cette organisation, mais elle s'engage également à la JOCF. Littéralement mobilisée par Cardijn, elle devient secrétaire générale de la JOCF en 1931. Elle est la cheville ouvrière de la première équipe nationale, qui renforce l'autonomie de la JOCF et son implantation auprès des jeunes travailleuses. Elle est présidente générale du mouvement de 1945 à 1948. Emilie Arnould est vice-présidente des LOFC de 1948 à 1966. Autorité reconnue en matière d'éducation permanente, elle est, à partir de 1954, chargée de l'action internationale au sein du MOC.



Rosa Van Salen (1912-1991) est née à Baasrode, dans une modeste famille de bateliers. Elle suit les cours à l'école de commerce et à l'école normale de Sint-Amandsberg. Cependant, comme pour beaucoup de jeunes filles de la VKAJ, c'est le mouvement jociste qui est son école de vie. Après avoir enseigné deux ans à Baasrode, elle occupe, de 1936 à 1960, divers postes de responsabilité au sein de la VKAJ : d'abord dirigeante locale à Baasrode, elle entre au secrétariat national de Bruxelles, où elle est présidente générale de 1943 à 1947. Elle travaille au service de la JOC Internationale jusqu'en 1960. Des problèmes de santé l'obligent cependant à renoncer à cette activité et à devenir employée dans une entreprise privée.

munistes et la gauche en général sont auréolés de leur résistance armée à l'Ordre Nouveau. Ils bénéficient aussi des retombées de la lutte héroïque de l'Union Soviétique contre l'Allemagne nazie. De ce fait, ils jouissent initialement d'un crédit accru dans l'opinion publique. Dès la fin des années quarante, cependant, leurs adeptes se font moins nombreux, à la suite du renforcement des tensions Est-Ouest et du développement de la Guerre Froide entre les pays libres d'Occident et le bloc communiste de l'Est. C'est dans ce contexte que se développe l'anticommunisme occidental et que se dessinent des perspectives de renouveau religieux, phénomènes sur lesquels des milieux ecclésiastiques jouent habilement, pour revivifier l'Action Catholique et renforcer la cohésion catholique, notamment autour du nouveau Parti Social Chrétien. Tous ces faits se déroulent dans un climat de redressement économique et d'un lent déplacement du centre de gravité économique de la Wallonie vers la Flandre.

Il existe pourtant d'importantes ruptures par rapport au passé. Au plan politique, la création de l'Union Démocratique Belge, un nouveau parti progressiste, lancé par des chrétiens et par des socialistes, menace de diviser les catholiques, surtout en Wallonie⁶⁴. Cardijn condamne aussitôt cette initiative. Sa prise de position n'empêche pas un certain nombre d'anciens jocistes de se présenter, en 1946, comme candidats sur les listes électorales de l'UDB, parti que les électeurs semblent boudier. La question royale attise les antagonismes en Wallonie. La JOC et la JOCF, présidées à l'époque par Vincent Foucart et Emilie Arnould, choisissent, dès le premier jour de la Libération, le camp de Léopold III, tout comme la KAJ et la VKAJ. Elles risquent ainsi, dans le climat tendu qui s'installe, d'être assises entre deux chaises. Elles publient une déclaration en faveur du retour du Roi, mais elles entendent aussi s'abstenir résolument de toute prise de position politique tranchée ou de toute manifestation. Cette attitude leur vaut d'être considérées par la gauche et par la majorité de la classe ouvrière comme des "léopoldistes déguisés". De leur côté, la droite et, en particulier, certains membres du clergé, leur reprochent une mollesse excessive et d'être trop à la remorque des socialistes et des communistes. L'accession à la présidence d'Arnold Wynants et de Jeanine Kemps, en 1948, accentue cependant l'antiléopoldisme au sein des deux branches francophones.

Le monde de la jeunesse évolue lui aussi. Jusqu'au début des années cinquante, le nombre de jeunes se maintient en Flandre, alors qu'il diminue déjà fortement à Bruxelles et en Wallonie. L'âge de la scolarité obligatoire est maintenu à quatorze ans, mais, davantage que par le passé, les jeunes étudient plus longtemps, surtout les garçons. Pour les enfants de la classe ouvrière, cette évolution implique généralement l'accès à l'enseignement technique et professionnel. Entre 1947 et 1961, le pourcentage de

64. Nokerman e.a., "Libération", 295, 303.

jeunes travailleurs de quinze à vingt ans diminue : il passe de 71 à 50 % des effectifs de cette classe d'âge⁶⁵. Le travail des femmes, et donc celui des jeunes ouvrières, prend de l'ampleur. Il cesse d'être exclusivement dicté par la nécessité économique : la femme cherche, elle aussi, à s'épanouir dans sa profession ou à acquérir une plus grande indépendance financière.

Vers 1960, la Belgique atteint le seuil du Welfare State⁶⁶. Juste après la guerre, elle instaure un régime de sécurité sociale avantageux et des salaires minima garantis. Elle réduit le temps de travail hebdomadaire de 50 à 45 heures. A l'économie libérale se substitue peu à peu l'économie sociale de marché, assortie d'un système officiel de concertation paritaire entre les travailleurs et le patronat. Cette évolution a pour effets d'améliorer progressivement les conditions de logement, d'accroître les chances de poursuivre des études, d'augmenter les possibilités de tourisme social et de vacances, de libérer du temps et de l'argent pour les loisirs.

Plus qu'avant la guerre, ces mêmes loisirs sont recherchés en dehors du milieu familial. Ils sont peu à peu marqués par la société de consommation à l'américaine, même si des rudiments des anciennes traditions populaires subsistent toujours. Les jeunes travailleurs, qui passaient jadis le plus clair de leurs loisirs en compagnie de jeunes de leur âge et de leur milieu, sont attirés désormais par le cinéma et les dancings, mais aussi encore par le bistrot du coin, par le football et les courses cyclistes. Il subsiste, à cette époque, une démarcation très nette, visible au premier coup d'oeil, entre la jeunesse estudiantine, issue de la bourgeoisie, et les jeunes travailleurs de la classe ouvrière. C'est seulement vers la fin des années soixante que ces différences s'estompent, pour céder la place à une "culture jeune" commune.

Pourtant, la différence de mentalité entre la jeunesse ouvrière de l'avant et de l'après-guerre est déjà très frappante, surtout en Wallonie. Elle l'est à tel point qu'en 1948, les dirigeants de la JOC-JOCF dépeignent la nouvelle génération sous les couleurs les plus sombres : les responsabilités lui inspirent de l'aversion; elle est matérialiste, superficielle, sceptique à l'égard de l'engagement social; elle recherche le plaisir et répugne à l'effort; elle se montre de plus en plus indifférente aux valeurs morales et confuse dans ses choix. Pourtant, les dirigeants francophones relèvent aussi quelques traits positifs : une grande aspiration à l'autonomie et à la liberté, une volonté d'agir, un sens des réalités et, malgré tout, encore un certain degré de solidarité ouvrière⁶⁷. Tel est le substrat humain dont dispose le mouvement d'après-guerre pour poursuivre son action.

65. Dans son manuscrit sur l'histoire de la KAJ et VAKJ flamandes, Chantal Janssens produit à cet égard une analyse fondée sur les chiffres de l'Institut National de Statistique. Ce qui suit dans le présent chapitre s'inspire fortement de ce texte. Voir également Nokerman e.a., "Libération", 309-312.

66. Pour connaître l'ambiance des années cinquante et soixante, voir De Maesschalck, *150 jaar Belgen*, 53-62; Gaus, "A l'aube de temps nouveaux"; 1951-1991. *Image d'une époque*.

67. Peemans & Tihon, "Du congrès", 311-312.

A. Le programme

La Jeunesse Ouvrière Chrétienne lance ses revendications dans les rues dès le 4 septembre 1944. Grâce à des préparatifs minutieux, elle parvient, avant même les quotidiens belges, à diffuser en un seul jour un million d'exemplaires du journal de masse *Libération-Bevrijding*⁶⁸. Celui-ci paraît encore régulièrement durant les mois suivants, à un peu moins de cent mille exemplaires. Le premier numéro met en exergue l'union nationale autour du Roi et du gouvernement : voici venue "l'heure de la justice et de la solidarité". Le mouvement jociste exige une répression de la collaboration sévère, mais aussi humaine et juste. Ensuite, il faut reconstruire : Cardijn estime que la tâche principale est de former une classe ouvrière qui soit digne et force davantage le respect. Les jocistes, garçons et filles, participent aux multiples manifestations et défilés spontanés qui se déroulent dans les premiers jours suivant la Libération : ils n'entendent pas abandonner "la rue" aux communistes et aux socialistes. Ils ne veulent pas non plus laisser ceux-ci accaparer "l'auréole" de la résistance à l'occupant : dans toute une série de brochures et de pamphlets, les services rendus par le mouvement à la résistance sont mis en évidence.

La direction a de l'ambition. Elle revendique le statut de porte-parole de la jeunesse ouvrière. Elle veut se faire entendre des autorités sur les problèmes de la jeunesse. D'emblée, elle se déclare prête à contribuer, par le biais de l'Aide aux Travailleurs à l'Etranger, à l'accueil des compatriotes à rapatrier d'Allemagne, ce qui est fait en mai 1945. Elle se plaint alors auprès des ministres compétents de la lenteur et de l'inefficacité des instances concernées. Entre-temps, la direction jociste prie le Premier Ministre d'inscrire explicitement les problèmes de la jeunesse ouvrière à l'ordre du jour de la première Conférence Nationale du Travail de septembre 1944. Elle assiste, en octobre 1944, à la première réunion tenue au ministère de l'Instruction Publique, afin de conseiller les autorités sur la manière d'aborder la nouvelle politique de la jeunesse. A partir de décembre 1944, elle siège dans un comité préparatoire à caractère provisoire, initiative qui, un an plus tard, en décembre 1945, donne le jour au Conseil National de la Jeunesse/Nationale Jeugdraad. Les quatre branches du mouvement sont représentées au sein de cette instance par leurs deux porte-parole, Emilie Arnould et Jef Deschuyffeleer. Indépendamment de ce comité et à l'initiative du ministre se crée un Service National de la Jeunesse/Nationale Dienst voor de Jeugd. Des déclarations ministérielles suscitent la méfiance des représentants des œuvres de jeunesse catholique : ces dernières redoutent une "étatisation" de leur secteur d'activité. Les organisations de jeunesse catholique - regroupées, du côté flamand, en un Jeugdverbond voor

68. Hugaerts e.a., *De KAJ*, 241-247. Nokerman e.a., "Libération", 295.

Katholieke Actie, réduit au rôle de commission de contact pour directions nationales et où la KAJ-VKAJ donne le ton - revendiquent, au contraire, une liberté de fonctionnement. Elles demandent aussi l'appui des pouvoirs publics, par l'octroi de subsides.

Pendant et après la guerre, une étroite collaboration aux plans social et syndical s'établit entre le mouvement jociste et les organisations d'adultes. La JOC, la JOCF, la KAJ et la VKAJ sont des membres statutaires à part entière du MOC-ACW, même si les jeunes, dans leur enthousiasme et leur générosité, ne se sentent pas toujours pris très au sérieux par les adultes. À l'inverse, les délégués des jeunes, lors des congrès, critiquent l'approche - selon eux trop peu marquée par les dimensions religieuses et morales - qui prévaut dans le processus d'émancipation des travailleurs. Grâce aux conventions conclues en 1944 avec la CSC, le mouvement de jeunesse reçoit le monopole de la formation syndicale et de la propagande parmi les jeunes travailleurs. Toutefois, la Confédération peut intégrer ces derniers dans ses centrales professionnelles. Les mouvements de jeunesse ouvrière créent alors des services syndicaux en leur sein. Ceux-ci s'occupent de l'étude de problèmes professionnels et de formation syndicale. Ils jouent le rôle d'intermédiaires à différents niveaux de la CSC. Avec des délégués de la Confédération, ils forment aussi une Commission Nationale de la Jeunesse. Ces services jocistes peuvent compter sur des subsides versés par le syndicat, ce qui ne manque pas de créer quelques difficultés au début. Il résulte des dispositions énoncées ci-dessus que les syndicats chrétiens voient très vite le nombre de jeunes travailleurs augmenter dans leurs rangs. De leur côté, les délégués jocistes revendiquent, lors des congrès de la CSC, davantage de place pour les jeunes. Il en est bien ainsi dans les entreprises : dans la foulée de la loi du 20 septembre 1948 se créent des conseils d'entreprise, où des sièges sont réservés à des délégués des jeunes travailleurs.

Le MOC-ACW d'après-guerre n'est plus du tout le même : son caractère a changé fondamentalement, notamment sous l'influence jociste⁶⁹. Dans l'entre-deux-guerres, le mouvement ouvrier chrétien a joué un rôle politique direct, en disposant de ses propres représentants au Parlement. Au grand dam de Cardijn et des quatre branches du jocisme, désireux de limiter son champ d'action au terrain éducatif et social. À travers cette attitude, c'était l'idéal apolitique de l'Action Catholique qui persistait. Des anciens jocistes sont à l'origine des KWB (Katholieke Werkliedenbonden), qui naissent à la fin des années trente. Ils les conçoivent comme un mouvement de formation purement socio-religieux, qui serait plus ou moins le prolongement de la KAJ. À mesure que cette génération gagne en influence, le désir de renoncer à l'action politique s'accroît. Il se concrétise

69. Gerard, "Cardijn", 138-139.

après la guerre, lorsque le MOC-ACW est restructuré et réduit au rang de simple coupole. Désormais, la politique est confiée à d'autres, essentiellement au PSC/CVP, en l'occurrence.

Par ailleurs, en ce domaine, des différences se marquent bientôt entre les deux groupes linguistiques. Du côté flamand, en effet, il existe de facto une imbrication manifeste, aux plans des personnes et du programme, entre le mouvement de jeunesse ouvrière et l'aile ACW du CVP, sans que nul n'y voit d'inconvénient. Du côté fancophone, par contre, le MOC, et la JOC-JOCF en particulier, refusent explicitement d'opter pour le PSC. Pareille attitude s'explique, en premier lieu, par la forte méfiance de la classe ouvrière wallonne à l'égard du PSC, perçu comme un parti plutôt bourgeois, alors que dans l'immédiat après-guerre, il existe une alternative, sous la forme d'un parti travailliste progressiste fondé par d'anciens jocistes, l'UDB. La position des francophones est due, en second lieu, à la mentalité de nombreux aumôniers, très marqués par l'idéologie purement religieuse et apolitique de l'Action Catholique d'avant-guerre.

Toutes ces dispositions et mises au point, décidées au sommet et dans la confidentialité, intéressent moins le grand public que le programme de revendications avec lequel le mouvement jociste entre en scène en 1944. Ces revendications ont été préparées de longue date. Elles plongent leurs racines dans l'idéologie de base du mouvement, définie dans le manuel jociste au cours des années vingt. Concrètement, elles s'appuient sur les idées maîtresses développées par Cardijn, lors des quatre leçons qu'il a données à la JOC en 1942, à Woluwe-Saint-Lambert. Elles s'amplifient, pour donner naissance au *Statut de la jeunesse travailleuse*, proclamé solennellement à la manière d'une sorte de charte. Cette proclamation devrait s'accompagner d'une grande manifestation de masse au Heysel où, le dimanche 26 août 1945, plus de 100.000 jocistes acclameraient le programme du mouvement⁷⁰. Entre-temps, toutefois, les tensions entre la gauche et la droite, dans un climat de répression et de violence de rue, ont pris des proportions telles que le cardinal Van Roey juge plus prudent d'interdire la manifestation. Celle-ci est remplacée par une réunion de travail plus modeste, qui rassemble néanmoins quelque 10.000 dirigeants et dirigeantes, le samedi 25 août au Cirque Royal de Bruxelles, et par des congrès régionaux organisés dans tout le pays, le lendemain.

Le *Statut* décrit - en se référant continuellement à la doctrine sociale catholique - les réformes qui s'imposent, pour que les jeunes travailleurs réalisent chacun leur quadruple vocation de membre d'une famille, de sala-

70. Dresse, *Le Statut*. "La JOC proclama solennellement le Statut lors du congrès jubilaire qui eut lieu le 25 août 1945 à Bruxelles. Cardijn en avait esquissé précédemment les lignes maîtresses dans une des quatre conférences qu'il avait données à l'occasion de la semaine d'étude de la JOC à Woluwe-Saint-Lambert en avril 1942". Selleslagh, "De gevangenisnotities", 147, n° 139.



*La crise politique d'après-guerre empêche la tenue du Congrès de la Paix, mais non la publication du "Statut de la jeunesse travailleuse".
(Affiche pour le Congrès de la Paix qui devait avoir lieu le 26 août 1945)*

rié, de citoyen et de chrétien. Il plaide en faveur de salaires suffisamment élevés pour permettre à la femme de se consacrer entièrement à son rôle de mère. Il préconise une durée de travail hebdomadaire suffisamment courte pour favoriser une vraie vie de famille. Il revendique également des primes à l'épargne, des prêts à taux abordable et des logements sociaux pour les jeunes ménages, afin que leur maison soit un foyer où il fait bon vivre. Le travail salarié des filles est fatalement considéré comme une situation temporaire. Le *Statut* revendique la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans et d'autres mesures qui faciliteraient l'accès aux études pour les jeunes de la classe ouvrière. Il demande aux patrons de promouvoir la moralité au travail et trouve parfaitement normal que les jeunes travailleurs soient représentés dans les conseils d'entreprise, dès que leurs intérêts sont en jeu. Chacun doit faire preuve de patriotisme, d'esprit civique et communautaire. Il incombe aux autorités publiques de protéger la jeunesse contre l'alcoolisme, les dancings, les "mauvais" livres et les "mauvais" films. Elles doivent aussi subventionner les quatre organisations de jeunesse ouvrière chrétienne. A l'Eglise, le mouvement demande de rendre sa liturgie et ses structures paroissiales plus accueillantes aux jeunes travailleurs, notamment par l'instauration éventuelle d'une messe "dominicale" le samedi soir.

De toute évidence, le *Statut* est le produit d'un modèle fondé sur l'harmonie. Plutôt que l'exacerbation de la lutte des classes, la Jeunesse Ouvrière Chrétienne vise une collaboration entre tous les acteurs de la vie économique : le patronat, les ouvriers et l'Etat. On ne manque pas non plus d'être frappé par l'accent très net mis sur les revendications non matérielles : celles-ci doivent restaurer la dignité du travail. Enfin, on peut noter que le mouvement formule des propositions concrètes et réalisables, en vue d'améliorer le sort des jeunes travailleurs. Dans les années quarante et cinquante, le *Statut* est le point de départ de l'action menée sur deux terrains : le milieu social et la vie de groupe.

B. L'action dans le milieu et la vie de groupe

L'"action dans le milieu" doit permettre la "déprolétarianisation" et la rechristianisation de la classe ouvrière. Au sein du mouvement jociste, elle se déploie essentiellement à trois niveaux : le milieu du travail, la famille et les loisirs⁷¹. Pour donner une dignité nouvelle à la jeunesse ouvrière, il faut assainir immédiatement les conditions de travail et l'atmosphère sur les lieux de travail : c'est là, en effet, que les jeunes ouvriers passent la majeure partie de leur vie. Certes, des initiatives ont été prises, dès l'entre-deux-guerres, en vue d'une action organisée dans le milieu des entreprises. Toutefois, elles ne démarrent véritablement que pendant et après la guerre.

71. Dendooven, *Ontstaan*, 380-383.

Telle est la première mission des Groupes d'Action au Travail (en Flandre : sections d'entreprise), qui réunissent les membres par établissement, indépendamment des sections paroissiales, sous la direction du chef du service syndical régional. Chaque branche dispose, au secrétariat national, d'un permanent spécialement chargé de coordonner les actions syndicales, morales et religieuses menées sous cette forme. Pour épauler les militants et les militantes, ces permanents publient, dans les années quarante, des journaux spécifiques pour les responsables de Groupes d'Action au Travail. Ces derniers se composent de quelques membres, qui se réunissent régulièrement pendant la pause de midi ou après la journée, pour discuter de la situation dans leur entreprise. Certains militants et militantes convaincus vont même jusqu'à changer d'emploi, pour créer un tel groupe d'action dans une firme déterminée. C'est là une pratique que l'on retrouve surtout dans les branches féminines du mouvement. En 1948, la JOC et la KAJ estiment à 200 le nombre de noyaux ainsi constitués.

La première mission quotidienne des militants qui y sont impliqués consiste d'abord à assainir le climat moral et religieux dans les entreprises. Il s'agit de lutter contre les conversations obscènes, les sarcasmes irrévérencieux envers l'Eglise et la religion, de prier ostensiblement avant les repas et de participer à la traditionnelle campagne pascalle. Les jocistes des Groupes d'Action au Travail doivent adresser régulièrement à leurs dirigeants des rapports sur la situation morale et religieuse dans l'entreprise, afin que ces responsables puissent entreprendre des démarches auprès de la direction ou des autorités, pour transformer certaines conditions de travail. Les militants sont également tenus de prendre part à l'activité syndicale. Pour stimuler celle-ci, le mouvement organise des "congrès syndicaux de la jeunesse", régionaux dans les années quarante et nationaux par la suite. Il y invite essentiellement les militants de l'action au travail. Des enquêtes sociales préparent ces assises. La (V)KAJ opère ainsi en 1951 et la JOC(F) en 1952. Un congrès, organisé cette fois-ci par toutes les branches réunies en étroite collaboration avec le syndicat, se tient à Tourneppe en 1955. Chacun de ces rassemblements permet d'analyser des problèmes concrets auxquels la jeunesse ouvrière est confrontée. Les résolutions des congrès - qui sont approuvées ensuite par la CSC/ACV - donnent aux dirigeants jocistes matière à des interventions auprès des ministres du Travail, de l'Instruction Publique ou des Affaires Economiques : le mouvement tente d'inciter les autorités à prendre des mesures. Ces résolutions lui permettent aussi d'intervenir, à l'usine ou à l'atelier, et d'obtenir de la sorte une amélioration de la situation.

Les problèmes aigus dans le milieu du travail ne manquent pas. Il y a, tout d'abord, l'accueil des nouveaux travailleurs, qui constitue une mission pour les jocistes. Le mouvement revendique également le congé payé culturel pour les jeunes de moins de 25 ans, afin de leur permettre d'assister, quelques jours par an, à des cours de formation sociale ou religieuse, sans

perte de salaire. D'autres points retiennent encore l'attention des jocistes : la représentation des jeunes travailleurs aux conseils d'entreprise, les cadences de travail excessives, les abus en matière d'apprentissage. Le mouvement entend résoudre ce dernier problème en améliorant la formation professionnelle à l'école et en prolongeant la durée de la scolarité obligatoire. Enfin, les deux branches féminines s'attachent au sort des servantes, qui a toujours été une de leurs grandes préoccupations. Des lois résolvent certains de ces problèmes. Elles voient le jour en partie grâce à l'action que le mouvement a déployée en de tels domaines.

Si le milieu de travail conditionne les idées et le mode de vie du travailleur, la famille les détermine tout autant. Elle est aussi le "milieu de travail" par excellence de la femme, qui est censée rester, autant que possible, au foyer. La cellule familiale est, en outre, le premier lieu de socialisation des générations futures. Elle est considérée, à ce titre, comme la pierre angulaire d'une société chrétienne. Dès les années trente, dans la foulée de l'encyclique papale *Casti connubii* (1930), la Jeunesse Ouvrière Chrétienne a consacré beaucoup d'attention au thème de la rechristianisation des familles. Cet intérêt ne faiblit pas après la guerre. Prônant une application rigoureuse des préceptes de l'Eglise en matière de morale sexuelle, le mouvement souligne que la sexualité se justifie seulement en vue de la procréation, dans le cadre exclusif du mariage. Le contrôle des naissances n'est pas admis. Jusqu'à la fin des années cinquante, la Jeunesse Ouvrière Chrétienne considère, elle aussi, la maternité comme la véritable mission de la femme et désapprouve catégoriquement le travail professionnel de l'épouse en dehors du foyer. La seule concession qu'il accepte par la suite consiste à tolérer l'exercice d'un métier par la femme jusqu'à la naissance du premier enfant. Bien que cette morale conjugale rigoriste et cette répartition traditionnelle des rôles entre homme et femme soient peu à peu remises en question dans la société, plus particulièrement à Bruxelles et en Wallonie, régions plus sécularisées, ni les branches francophones, ni leurs homologues néerlandophones ne dévient d'un pouce, sur ce chapitre, des positions catholiques.

Une vie conjugale intégralement chrétienne doit se préparer pendant la période des fiançailles. Deux séries de cours de formation familiale s'organisent, dès l'entre-deux-guerres, à l'initiative du mouvement. La première s'adresse aux futurs époux, plus particulièrement aux jeunes filles. Elle a pour objet principal de leur enseigner la pratique des arts ménagers, à laquelle la presse féminine du mouvement accorde également une grande attention. L'autre série de cours est destinée à tout jociste, fille ou garçon, dès l'âge de vingt ans. Elle a essentiellement pour but d'inculquer l'idéal chrétien de la famille, de la maternité et des fiançailles. A cet effet, la KAJ et la VKAJ lancent, à la fin des années cinquante, un journal commun destiné aux amoureux et aux fiancés. Son titre, *Trouwplannen* [Projets de mariage] (1959-1967) manifeste, à lui seul, que les "fréquentations" sont

conçues en fonction du mariage et qu'elles doivent servir à préparer la fidélité future, au double sens d'union conjugale et d'exclusivité dans la relation. Les fiancés doivent apprendre à bien se connaître : caractère, psychologie, conceptions de vie, etc... Le mouvement insiste sur l'harmonie du couple, fondée sur la répartition "classique" des rôles : la femme sensible et attentionnée, le mari au caractère trempé, travaillant dur et ne transigeant pas sur les principes. La découverte réciproque exclut cependant le plan charnel : la chasteté implique que les rapports intimes soient réservés au couple marié. C'est néanmoins dans ce cadre que, petit à petit, on se préoccupe de l'éducation sexuelle, sujet tabou jusqu'alors.

Dans son souci de rechristianiser la société, la Jeunesse Ouvrière Chrétienne se sent également responsable de l'occupation des loisirs et des moments de détente, qui évoluent dangereusement, selon elle, vers la recherche d'un plaisir purement égoïste. Elle tente d'endiguer cette évolution, comme elle le fait pour les relations entre les deux sexes, en adoptant rigoureusement le point de vue de l'Eglise : chaque activité de détente est mesurée à l'aune de la morale catholique.

A cette époque, on considère que le cinéma exerce une influence énorme sur la jeunesse. Rien d'étonnant, dès lors, si la Jeunesse Ouvrière Chrétienne s'y intéresse tout particulièrement. Dans un premier temps, elle se contente surtout de décourager la fréquentation assidue des salles obscures et la vision des "mauvais films". Au cours des années cinquante, elle adopte toutefois une approche plus constructive, en organisant des ciné-forums et en publiant régulièrement des critiques de films dans ses bulletins. A ses yeux, la nudité des corps et l'érotisme, un monde sans Dieu, où le Bien brille par son absence, la chimère d'un monde de richesses et de plaisirs factices sont les ingrédients des "mauvais films". En revanche, le "bon film" - et c'est surtout de cette catégorie que l'on parle - est celui où le surnaturel et le spirituel interpellent les personnages, où la réalité présentée rejoint celle que le catholique vit au quotidien. Jusqu'à la fin des années soixante, les dancings sont dépeints comme des lieux où la jeunesse est "abêtie" par des personnages assoiffés d'argent. Comme alternatives, le mouvement prône la danse populaire, les jeux de drapeaux et la chorégraphie, bien que, vers la fin des années soixante, la danse moderne "convenable", dans des salles "bien éclairées", ne soit plus totalement exclue.

Au rang des loisirs "sains" figurent aussi, bien sûr, les activités de loisirs en plein air et en pleine nature organisées par les sections. Le sport y occupe une place privilégiée, à telle enseigne que des cours de formation sont mis sur pied à l'intention des moniteurs sportifs locaux, afin de leur permettre d'organiser des rencontres de football, d'athlétisme ou de gymnastique au niveau paroissial. Depuis la fin des années cinquante, ces activités sont encouragées par des tournois de jeunesse ou des "olympiades", qui se déroulent aux plans régional et national. C'est dans ce contexte que s'inscrit, du côté flamand, le "Nationale Cross voor Jongeren" [Cross Na-

tional des Jeunes], dont la première édition a lieu à Malines en 1958; par la suite, il se déroule à Waregem, puis - jusqu'à nos jours - à Westerlo. La presse jociste pour jeunes gens s'intéresse beaucoup à l'actualité sportive. La rumeur affirme que Cardijn aurait dit un jour : "Ne faites pas de la JOC une équipe de football, mais si vous emmenez les jeunes de la JOC sur un terrain, faites en sorte qu'ils gagnent". Cette phrase devient légendaire, à tel point qu'elle est reprise comme adage dans d'autres organisations de jeunesse catholique, au cours des années cinquante et soixante.

Le sport n'est pourtant pas la seule forme de loisirs jocistes. Dans les sections locales, on pratique des activités d'intérieur, comme le bricolage, les jeux de société et le chant. S'y ajoutent des activités d'extérieur, telles que des randonnées pédestres, des jeux de plaine et de forêt, pour lesquels la direction générale met de la documentation à la disposition des animateurs. Il y a aussi les camps de jeunes, soit dans les domaines jocistes, soit dans ceux du mouvement ouvrier chrétien. Ils sont organisés tantôt en collaboration avec Loisirs et Vacances, tantôt sous la seule responsabilité du mouvement.

Pour ce dernier, les loisirs et les activités récréatives doivent également servir à l'épanouissement des valeurs chrétiennes. Il faut qu'ils contribuent à l'éducation chrétienne intégrale et à la formation des affiliés, voire des non-jocistes, dans le cas des activités "ouvertes". Pareille attitude prévaut aussi dans les autres mouvements de jeunesse catholiques, même si chez ces "concurrents" - la Katholieke Studentenactie (KSA, [Action Catholique des Etudiants]), le scoutisme et le Patro-Chiro - la convivialité entre jeunes au sein d'un groupe soudé prend, au fil du temps, plus de place qu'à l'intérieur du jocisme. Ce dernier, en effet, continue à mettre bien davantage l'accent sur le milieu que sur le groupe de jeunes lui-même. Il est aussi porteur d'un courant "moralisateur" beaucoup plus explicite.

C. *La mondialisation*

La percée de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne dans les pays étrangers - surtout dans le Tiers Monde - et la naissance d'une véritable JOC Internationale (JOI), après la seconde guerre mondiale, ont d'importantes répercussions pour les quatre branches belges du mouvement : celles-ci y gagnent en assurance et voient se modifier leur perception des réalités⁷². En août 1945, lors de la clôture du Congrès de la Libération, les délégués de sept pays créent un Bureau International de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne. Ce dernier est dirigé initialement par Jef Deschuyffeleer. La présidence en est assurée, dès 1947, par le Britannique Patrick Keegan. Un secrétariat international est également installé à Bruxelles, dont Marguerite

72. Dendooven, *Ontstaan*, 320-327. Fiévez & Tihon, "Nous irons", 363-372.

Fiévez est la figure de proue. Une déclaration commune est adoptée : la Charte Internationale de la Jeunesse Travailleuse, soumise en octobre de la même année à la Conférence Internationale du Travail à Paris. Ce document confirme les options fondamentales du mouvement, telles qu'elles sont consignées depuis longtemps dans le manuel jociste et actualisées dans le *Statut de la jeunesse travailleuse*. Cependant, la Charte y ajoute explicitement une dimension nouvelle : toutes les revendications jocistes valent par-delà les frontières, sans distinction de race, de religion, de langue ou de nation.

Le Bureau International stimule l'essor de l'action jociste en divers pays. Il assume une triple mission. En premier lieu, il promeut la création de mouvements à l'étranger, notamment par l'envoi de "missionnaires jocistes", bientôt appelés "extension workers". A ce titre, il accueille et guide les stagiaires et les visiteurs étrangers. En deuxième lieu, il entretient des contacts avec les directions nationales, notamment en publiant un *Bulletin de la JOC Internationale*. Il prépare aussi les nombreux voyages entrepris par Cardijn, afin de visiter les différents mouvements jocistes en Afrique, en Amérique latine, en Inde et en Europe. En troisième lieu, le Bureau représente le mouvement dans les divers organismes internationaux qui se créent après la guerre, comme par exemple l'Unesco, le Conseil Economique et Social des Nations Unies, le service européen de l'ONU à Genève, la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens, la Conférence des Organisations Catholiques Internationales. Il siège au sein de l'Assemblée Mondiale de la Jeunesse (World Association of Youth, WAY), créée à Londres en 1946 avec l'aide de la JOCI, en réplique à la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique, imaginée par les communistes.

Différentes initiatives rythment l'essor de la JOC Internationale : il y a d'abord la réunion d'étude sur les caractéristiques du mouvement, à Bruxelles en 1946; la même année a lieu une rencontre des aumôniers américains, à San José de Costa Rica; en 1947 se tient le congrès international de Montréal, auquel assiste pour la première fois une dizaine de mouvements latino-américains; en 1948, le Bureau International de la JOC est reçu en audience par Pie XII; en 1950 enfin, suivant le jubilé du 25^e anniversaire du mouvement en Belgique, une conférence internationale se déroule à Braine-l'Alleud : 45 pays y sont représentés. Cette semaine d'étude révèle l'existence d'une certaine tension entre deux options possibles pour l'avenir : rechercher essentiellement la promotion de la dignité personnelle du jeune travailleur ou bien viser une réforme fondamentale de la société, dans son ensemble. Cette tension refait périodiquement surface, au cours des années cinquante. C'est à cette époque aussi que les premiers "extension workers" partent pour le Congo belge, le Brésil, la Bolivie, l'Afrique du Sud, l'Uruguay, le Tanganyika et Hong-Kong. Progressivement, la relation entre les branches belges du jocisme et les mouvements nationaux qui viennent de naître à l'étranger changent de



La croissance spectaculaire de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, y compris dans le Tiers Monde, est couronnée par le Rassemblement mondial de Rome, en 1957.

(Photo d'A. Giordani lors du défilé à Rome)

nature : le rapport de "filiation" fait place à une relation entre partenaires égaux, grâce aux congrès et aux journées d'étude organisés pour certains continents.

Le "Rassemblement mondial" de Rome, en 1957, est le couronnement et le point d'orgue de la phase d'édification de la JOCI. Un an plus tôt, les statuts de la JOC Internationale ont été approuvés par le Saint-Siège et le Bureau International s'est élargi. Mais c'est à Rome que se constitue réellement le Conseil International. Composé de délégués des organisations nationales affiliées au jocisme, ce Conseil est l'organe suprême auquel le "comité exécutif", partiellement composé d'élus et partiellement formé de membres cooptés, ainsi que le Secrétariat International, établi à Bruxelles, ont des comptes à rendre. Le Secrétariat fait figure de locomotive jusqu'en 1957. Depuis lors, c'est le "comité exécutif" qui prend le relais. Au cours des années suivantes naissent encore un collège international des aumôniers, ainsi que des commissions continentales d'étude et de travail. Tous les quatre ans, le Conseil International se réunit, pour débattre des orientations générales du mouvement et élire une nouvelle direction. Ces réunions se tiennent successivement à Rio de Janeiro (1961), Bangkok (1965), Beyrouth (1969) et Linz (1975). Après le congrès de Rome, le Saint-Siège nomme Cardijn comme aumônier international; ce dernier occupe la fonction jusqu'en 1965, année au cours de laquelle le pape Paul VI l'élève à la dignité cardinalice : il a alors 82 ans.

D. Structure et conjoncture

L'organisation des quatre branches du mouvement jociste change très peu après la guerre. La section locale reste l'entité de base. Elle est généralement subdivisée en un groupe de jeunes et un groupe de moins jeunes, qui rassemblent chacun des membres ordinaires et des militants. Ces derniers se réunissent séparément. Ils veillent à entretenir des contacts personnels avec certains jeunes travailleurs, qui ne sont pas encore affiliés, afin de les "accompagner" ou de les "suivre". Une certaine tension naît cependant entre la masse et les militants. Les responsables locaux s'assemblent généralement tous les mois, en présence de l'aumônier. Cette réunion permet la mise au point du fonctionnement ultérieur, en s'inspirant des bulletins de dirigeants. Au niveau régional, la fédération assure une fonction de charnière entre la base et le sommet, et inversement. Ses responsables - bénévoles et propagandistes rétribués - doivent principalement "suivre" des sections locales.

Les fédérations relèvent chacune de leur direction nationale, laquelle rencontre, tous les mois, les permanents régionaux. Les responsables nationaux organisent les grandes manifestations, élaborent les programmes d'année, assurent la rédaction et l'édition des périodiques, tout en veillant au bon fonctionnement des différents services. Pendant la guerre, la direc-

tion nationale de la KAJ connaît un certain rajeunissement. Celle de la VKAJ, au contraire, reste plus longtemps sous l'influence de la première génération des responsables nationales : la relève ne s'opère vraiment que vers 1948. Il en va de même à la JOC et à la JOCF. Après avoir quitté la Centrale Jociste, voisine de la gare du Midi, partiellement réquisitionnée par les forces d'occupation, et s'être établis au 90 de la rue des Palais, les secrétariats généraux de la JOC et de la KAJ réintègrent leurs locaux du boulevard Poincaré à la Libération. Les secrétariats de la JOCF et de la VKAJ fonctionnent pendant tout ce temps au 111, rue de la Poste. Ils ne rejoignent la Centrale Jociste qu'en 1967.

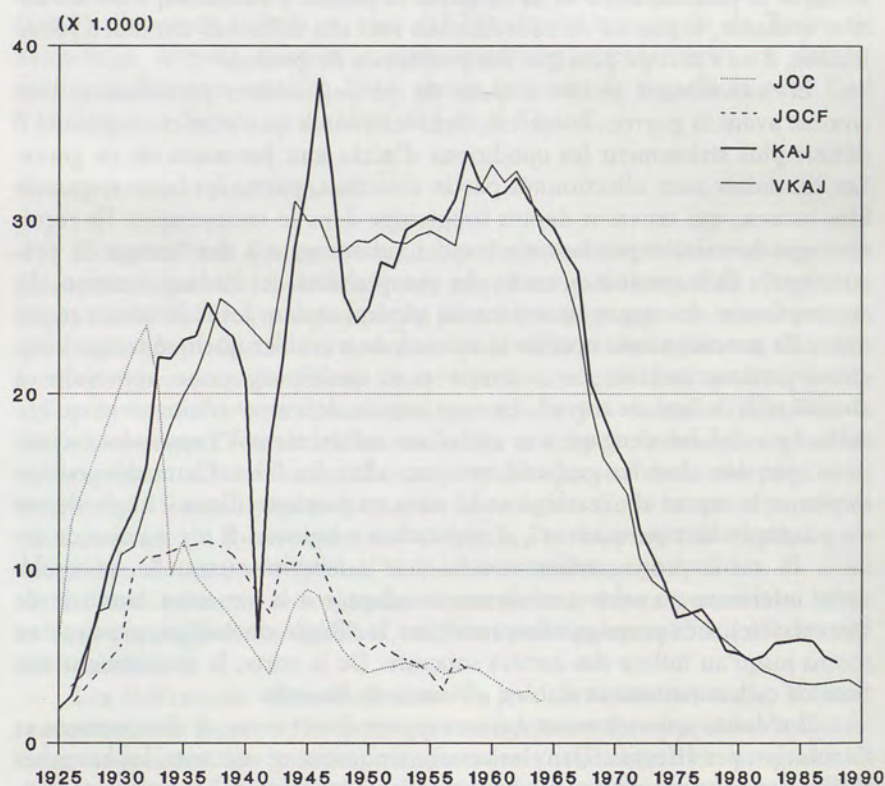
Si chacune des directions nationales détermine en toute autonomie les orientations internes de son organisation, toutes agissent néanmoins de concert sur la scène publique. A cet effet, un comité de coordination (V)KAJ-JOC(F) est créé en 1943 : il réunit, chaque quinzaine, les présidents, les présidentes et les aumôniers adjoints. C'est grâce à cet organe que Cardijn, comme aumônier général, peut continuer à jouer un rôle important dans l'ensemble du mouvement jociste, jusqu'à sa mort en 1967. Lorsque la fédéralisation de la Belgique se profile à l'horizon, dans les années soixante, le comité de coordination voit son influence diminuer : finalement, il ne s'occupe plus que des problèmes de gestion.

Le mouvement jociste dispose de propagandistes permanents, tout comme avant la guerre. Toutefois, dans les années quarante et cinquante, il définit plus strictement les conditions d'accès aux fonctions de ce genre. Les candidats sont sélectionnés par la direction, parmi les bons responsables locaux, qui œuvrent depuis longtemps dans le mouvement. Ils reçoivent une formation pendant six mois. Ils participent à des "camps de préparation". Ils suivent des cours de comptabilité et d'administration. Ils accomplissent des stages au secrétariat général et dans les fédérations régionales. Ils se voient aussi confier la mission de travailler quelque temps inconnu, comme ouvrier ou ouvrière non qualifié(e), pour apprendre à connaître le milieu de travail. La nomination définitive n'intervient qu'ensuite. Le candidat s'engage à se consacrer entièrement à l'apostolat jociste, pour cinq ans chez les garçons, trois ans chez les filles. Cette désignation implique le report du mariage et la mise en pratique d'une "Règle de vie du propagandiste permanent", d'inspiration religieuse. Il n'y a point de salaire. Le ou la propagandiste touche une indemnité mensuelle, généralement inférieure au salaire minimum et adaptée à la situation familiale de l'intéressé(e). Les propagandistes mettent la "Règle de vie" en pratique au moins jusqu'au milieu des années soixante. De la sorte, le mouvement dispose de cadres nationaux stables, efficaces et dévoués.

Il n'existe apparemment aucun rapport direct entre ce dévouement et l'évolution des effectifs. Dans les années cinquante et soixante, les branches flamandes parviennent à se maintenir, voire à progresser. Les branches francophones, par contre, en dépit de tous leurs efforts, perdent du terrain.

Les statistiques relatives au nombre de membres reflètent nettement l'évolution divergente qui se produit dans les parties francophone et flamande du pays. Il apparaît après coup que ce processus s'amorce, en fait, dès avant la guerre. Les différences Nord-Sud s'avèrent plus déterminantes que celles entre filles et garçons. Les branches flamandes, dans leur ensemble, progressent encore jusqu'au début des années soixante. Elles marchent du même pas que les autres mouvements de jeunesse en Flandre. Ces derniers connaissent leur apogée à cette époque, parce qu'ils ont pu, en grande partie, se libérer de l'ancienne doctrine de l'Action Catholique ou du moins la réduire de plus en plus à une façade, pour mettre l'accent sur la convivialité et la formation personnelle de leurs affiliés. Jusqu'à la fin des années soixante, il est vrai, ils s'intègrent toujours, idéologiquement et structurellement, dans le moule traditionnel fondé sur les valeurs catholiques.

Tableau 1 :
Nombre de membres des quatre branches de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne.
1925-1989



Source: Annexe 2

De 1945 à 1948, la KAJ perd un tiers de ses affiliés. Elle accuse ainsi une chute qui la ramène à son niveau d'avant-guerre, mais le bond en avant qu'elle a connu au cours des années précédentes était, il est vrai, fort spectaculaire. La VAKJ n'a pas connu un "boom" comparable. Elle voit croître le nombre de ses membres de façon continue, à tel point qu'elle devient, entre 1951 et 1956, la branche dominante du mouvement jociste. Pendant l'année jubilaire de 1957 - dont le pèlerinage à Rome est le pôle d'attraction - et durant celles qui suivent immédiatement, la KAJ et la VKAJ sont au faîte de leur succès, en effectifs du moins. Le déclin commence, pour les deux branches, à peu près à la même époque, soit en 1962 et 1963. L'effondrement se produit en 1967, quand la KAJ perd 7000 membres en un an et la VKAJ 5000. C'est là le début d'une chute vertigineuse, qui se poursuit jusqu'au milieu des années septante, moment auquel le nombre de membres se stabilise à 5000 environ.

L'évolution des effectifs de la JOC et de la JOCF est beaucoup moins favorable. Ainsi la JOC ne parvient à préserver le gain réalisé à la fin de la guerre que pendant un an à peine. Dès 1946, elle connaît une brusque rechute, avec la perte d'un quart de ses membres. Par la suite, les défections se poursuivent, mais de façon moins accusée. Il n'empêche qu'en 1949, la branche masculine francophone ne dispose plus que de la moitié de ses adhérents de 1944. La légère reprise, qui se manifeste vers 1949-1952, ne suffit pas à arrêter le reflux, en dépit des efforts de recrutement menés parmi les adolescents, qui rajeunissent quelque peu le mouvement. L'effondrement se poursuit. La JOCF subit, elle aussi, une régression permanente du nombre d'affiliées entre 1945 et 1957. Bien que cette situation préoccupante soit notoire, les deux branches francophones et leurs membres redorent leur blason en participant aux grandes manifestations de masse, organisées en commun avec leurs consœurs flamandes. Le succès du Congrès jubilaire du Heysel en 1950, du pèlerinage à Lourdes en 1952 et du Congrès Mondial à Rome en 1957, rassemblement de jocistes du monde entier, masque un peu la perte d'influence subie à la base par les deux branches francophones. Il évite à la JOC et à la JOCF d'être trop brutalement confrontées à la réalité cruelle que représente la défection de leurs membres. Cardijn tente, en coulisses, d'arrêter l'hémorragie : en 1954, il sollicite l'aide du cardinal Van Roey pour une "remobilisation" du clergé francophone. Le renouvellement solennel du mandat confié aux mouvements de jeunesse d'Action Catholique, auquel les évêques belges procèdent cinq ans plus tard, est peut-être une réponse à cette démarche de l'aumônier général jociste. Avec le recul, ce geste n'est, tout au plus, que l'ultime manifestation d'une conception surannée et antéconciliaire de l'Action Catholique.

Pour quelle raison les branches francophones et flamandes n'exercent-elles pas le même pouvoir d'attraction ? Pourquoi les organisations flamandes retrouvent-elles seules - et momentanément - un second souffle ?

L'explication réside dans l'érosion du rôle que le mouvement assume à l'égard de ses membres potentiels, les jeunes travailleurs. Ce phénomène est lui-même tributaire des évolutions qui marquent la société dans son ensemble.

La cause principale de l'écart entre le Nord et le Sud du pays est que le processus de "modernisation" de la société, qui incite les jeunes à vivre selon une "culture" spécifique à leur âge, générée par la société de consommation, est plus rapide en Wallonie qu'en Flandre. Une autre raison doit être prise en compte : la communauté catholique est minoritaire au sein de la population wallonne; elle est, de surcroît, divisée, dès le départ, entre la gauche et la droite. A la différence des catholiques flamands, elle ne s'identifie pas à un "réflexe" sous-national ou régional : elle n'a même pas de territoire nettement délimité, puisqu'elle couvre à la fois Bruxelles et la Wallonie. Au Nord du pays, en revanche, la communauté catholique est prédominante. Elle est imbriquée dans la culture flamande, en partie aussi dans le mouvement flamand. Elle trouve son expression dans un réseau d'organisations qui collaborent les unes avec les autres. Elle peut donc marquer beaucoup plus fortement de son empreinte le tissu social et la réalité culturelle. On comprend, dès lors, que la KAJ-VKAJ jouisse d'une situation plus "confortable" que celle de la JOC-JOCF.

Il est un dernier facteur non négligeable : la stratégie adoptée et la manière de concevoir les mouvements de jeunesse. La JOC et la JOCF choisissent de conformer strictement leur fonctionnement à la doctrine de l'Action Catholique. Pareille option laisse peu d'espace pour une dynamique "jeune". La position moins restrictive de la KAJ-VKAJ laisse davantage de latitude, au sein de l'organisation, pour des activités conformes au modèle du mouvement de jeunesse qui prévaut alors. Dans les années cinquante, pareil modèle implique - en tout cas pour les plus jeunes - des activités de camping, des randonnées, des chants, des jeux de drapeaux, des jeux de forêt et des réunions romantiques autour d'un feu de camp. Autant d'activités qui plaisent aux jeunes pendant longtemps et qui font de la KAJ-VKAJ un lieu privilégié, où ils peuvent s'épanouir.

Nombreux sont encore les groupes de jeunes qui marchent sur les traces du mouvement étudiant catholique flamand, dont ils reprennent les traditions : leur vie propre importe davantage que l'idéologie de l'Action Catholique, à laquelle ils adhèrent, tout au plus, du bout des lèvres. En outre, les aumôniers de la KAJ-VKAJ sont très souvent issus d'une de ces organisations de jeunesse : dans la section jociste dont ils ont la charge, ils transposent une part de leur expérience antérieure, plus axée sur la vie de groupe que sur l'action dans le milieu. En Flandre aussi, l'attractivité des mouvements de jeunesse diminue auprès de celles et ceux qui approchent de l'âge adulte, à mesure que dans les années soixante, la commercialisation des loisirs augmente. Elle disparaît même complètement lorsqu'apparaît une nouvelle culture, propre aux jeunes, qui se greffe sur la

musique pop. C'est à ce moment que les plus âgés commencent aussi à désertier les autres mouvements de jeunesse.

Pareille évolution provoque, en peu de temps, l'effondrement de la KAJ-VKAJ. Deux autres facteurs l'expliquent aussi : d'une part, la jeunesse ouvrière, avec l'argent gagné au travail, cède plus facilement aux sollicitations commerciales que les étudiants, nettement majoritaires dans les autres mouvements; d'autre part, la KAJ-VKAJ, à la différence de la Chiro, du mouvement scout et de la Katholieke Studerende Jeugd (KSJ), n'offre pas à ses militant(e)s la possibilité de s'engager, comme animateurs ou animatrices, pour s'occuper des jeunes de moins de quatorze ans.

VI. Ruptures. 1967-1990

La seconde moitié des années quarante et les années cinquante constituaient une période de reconstruction et de redressement. Comme telles, elles présentaient une continuité plus marquée avec l'entre-deux-guerres que ne l'ont supposé les contemporains et, après eux, les historiens. Les "golden sixties", en revanche, provoquent une rupture profonde dans l'évolution sociale et culturelle⁷³. Elles sont précédées d'importantes mutations au plan mondial : la détente internationale, qui succède à la Guerre Froide, l'augmentation de la prospérité, la naissance d'une société de consommation après une période de vaches maigres, des possibilités accrues d'accès à l'enseignement secondaire et supérieur. A ces bouleversements s'ajoutent encore le développement du flot d'informations et de loisirs, grâce à la télévision, qui annihile l'isolement géographique, l'affirmation de l'esprit critique, mais aussi un risque de nivellement culturel, enfin, avec l'avènement des transistors et des tourne-disques, la percée d'une culture musicale propre aux jeunes. L'Eglise connaît, elle aussi, de profonds changements : à Pie XII et à son pontificat conservateur succèdent Jean XXIII et le Concile Vatican II. Ce dernier est à l'origine d'une vague de renouveau. Il alimente de grands espoirs sur l'ouverture de l'Eglise au monde contemporain⁷⁴. Toutes ces transformations sont le prélude et la toile de fond d'une véritable réorientation.

Les grèves de l'hiver 1960-1961 provoquent la renaissance d'un régionalisme wallon de gauche. Ce courant se mobilise en faveur de réformes de structures socio-économiques. Il ouvre la voie à une action politique wallingante, qui entraîne le mouvement ouvrier dans un processus de radicalisation. En Flandre, la contestation estudiantine, qui se développe sur le thème "Leuven Vlaams" en 1966 et 1968, marque un tournant pour toute

73. Vos e.a., *Studentenprotest*, 7-54.

74. Grootaers, *De onverwachte wending*. Hebblethwaite, *Kerk op hol*. Gevers & Vos, *Kerk vormen*, 47 sv.

une génération d'étudiants : plus critiques au plan social, ces derniers sont davantage sensibles aux problèmes du Tiers Monde et au sort du monde ouvrier. Il en résulte une mise en question de la démarche traditionnelle des mouvements de jeunesse et de l'idéologie d'Action Catholique. Dans toutes ces organisations, ce nouveau courant alimente des discussions sur le renouvellement des finalités et de la méthode. Il fait tout particulièrement sentir ses effets dans les mouvements qui conservent l'action dans le milieu social comme priorité. Au premier rang de ceux-ci figurent les quatre branches du jocisme, la JEC-JECF et la KSA-VKSJ. Leurs militants sont séduits par l'idée selon laquelle l'heure est enfin venue d'opter résolument pour l'action directe dans la société. Ils se persuadent qu'une position de gauche, résolument critique, alliée à une inspiration chrétienne, est une variante moderne de l'ancienne Action Catholique. Ils pensent aussi que les mouvements de jeunesse doivent disparaître, s'ils ne sont que des garderies d'enfants confortant l'ordre social⁷⁵. D'autres, au contraire, veulent conserver le mouvement de jeunesse comme méthode, mais aussi lui ôter son caractère militaire et autoritaire, afin qu'il devienne un lieu de liberté pour l'épanouissement individuel et créatif des jeunes.

Toutes ces transformations s'accompagnent de tensions et de difficultés. Les antagonismes entre "traditionnels" et "progressistes" n'épargnent pas non plus la Jeunesse Ouvrière Chrétienne francophone et flamande : au cours de la décennie agitée qui suit le décès de Cardijn, en 1967, le mouvement doit affronter des tensions, des dissensions, des luttes pour le pouvoir et, finalement, des scissions. Les débats au sein de JOC Internationale, depuis les années soixante, ne font qu'accélérer ce processus au sein des différentes branches belges⁷⁶.

Au premier conseil mondial, qui se tient à Rome en 1957, il n'est question que du modèle jociste européen traditionnel, fondé sur le syllogisme des trois vérités fondamentales (une affirmation de foi, une constatation de fait, quelle solution ?). Dès le deuxième conseil à Rio de Janeiro, en 1961, apparaît un nouvel angle d'attaque : on s'interroge sur la place du travail, sur la conscience de classe, sur le rôle du mouvement ouvrier dans la société globale. Cette ligne se marque davantage encore au troisième conseil mondial de Bangkok, en 1965, où deux tendances commencent à se dessiner : l'une entend analyser la société en partant essentiellement du point de vue de la classe ouvrière, approche dont les délégués latino-américains sont les chefs de file; l'autre estime, au contraire, que le point de départ le plus important n'est pas "classiste". De toutes ces discussions commence à se dégager une analyse structurelle de la société. Celle-ci souligne qu'un système économique fondé sur le profit réduit les travail-

75. Sur l'évolution au sein de la KSA, voir : Gevers, *Honderd jaar*, 159-216 et Baert, "Krisis". A comparer aussi à Vos, "Katholieke jeugdbewegingen".

76. Debois, *De kristelijke arbeidersjeugd*, 49-52.

leurs au rang de simple facteur de production et les déshumanise. Le conseil mondial de Beyrouth, en 1969, met à nouveau cette perspective à l'avant-plan. Il préconise que l'action démarre à partir des besoins concrets des jeunes travailleurs dans leur situation de travail, plutôt que sur la base d'une préoccupation religieuse de type apostolique. Le cinquième conseil mondial, qui se tient à Linz en 1975, poursuit dans la ligne de ses prédécesseurs et aboutit à une nouvelle déclaration de principe de la JOCI. Celle-ci opte pour une participation du mouvement à la lutte des classes, afin d'aider les jeunes travailleurs à se libérer eux-mêmes des structures qui les écrasent, en vue aussi de donner naissance, via l'avènement d'un nouveau socialisme démocratique, à une société sans classes.

Du côté flamand, un groupe de travail, associant KAJ, VKAJ et ACW, est créé en 1968. Il explore les possibilités de collaboration plus étroite entre les organisations concernées, ainsi que les voies d'une actualisation des objectifs et du fonctionnement⁷⁷. Plusieurs questions se posent sur l'orientation fondamentale à donner au jocisme. Quel groupe social vise-t-il ? Comment répartir les catégories d'âge ? La mixité doit-elle être instaurée ? Faut-il insister davantage sur l'action ou sur la formation ? Quelle perception du monde ouvrier doit prévaloir ? Quelle place le chrétien occupe-t-il dans cet univers et quelles relations faut-il établir avec l'Eglise, comme institution ? Diverses réponses sont apportées à ces interrogations. Le groupe de travail se trouve dans une impasse : les dirigeants de la KAJ et de la VKAJ adoptent des positions opposées.

Il apparaît que deux conceptions de l'Eglise et de la société s'affrontent diamétralement. La VKAJ s'en tient résolument à la doctrine jociste traditionnelle. Elle entend poursuivre son travail de rechristianisation de la classe ouvrière. La KAJ, de son côté, défend une conception plus "ouverte" de la société, où le point de vue de la classe ouvrière servirait de levier, afin d'édifier une société plus humaine. La VKAJ opte davantage pour l'apostolat (et la formation) orienté vers les personnes. Elle continue à se considérer comme un mouvement d'Action Catholique, étroitement uni à l'Eglise. La KAJ, pour sa part, veut concentrer son action sur l'analyse de la société et sur la lutte contre les structures inhumaines qu'elle recèle, sans se départir de son inspiration chrétienne, mais sans entretenir non plus de lien structurel avec l'Eglise.

Après Beyrouth, soit dans les années qui suivent 1968, chacun éprouve le besoin de formuler et de définir ses positions de manière plus radicale. La société capitaliste et les structures traditionnelles de l'Eglise font l'objet de critiques. Celles-ci conduisent quelques jocistes à mettre en question le caractère chrétien d'un mouvement pour jeunes travailleurs; elles incitent d'autres à intégrer précisément l'inspiration chrétienne dans

77. Debois, *De kristelijke arbeidersjeugd*, 52-92.

une critique fondamentale de la société, laquelle bride les jeunes travailleurs dans leur épanouissement. La direction de la VKAJ a le sentiment, en 1969 et au cours des années suivantes, que ce débat lui est imposé par quelques permanents "intellectuels" de la KAJ. C'est pourquoi elle refuse toute collaboration. A l'automne 1969, elle critique les Journées de Protestation ("Protestdagen"), théoriquement organisées en commun, lorsque celles-ci érigent le "point de vue ouvrier" comme prémisses à la démarche jociste. Elle reste quelque peu en retrait lorsqu'en 1970, la KAJ mène son "action Brésil" en lui donnant des accents résolument anticapitalistes et contestataires. L'attitude radicale de la KAJ et ses critiques incessantes à l'égard de l'ACV, qu'elle juge trop laxiste et trop encline à la "collaboration de classes", appellent une riposte de la part du syndicat chrétien : en novembre 1973, ce dernier décide de créer son propre "service syndical de la jeunesse". Toutefois, à la différence de ce qui se produit en Wallonie, il n'y a pas de véritable rupture entre l'ACV et la KAJ.

En revanche, les ponts sont bel et bien rompus entre la KAJ et la VKAJ. Cette dernière considère le choix de la mixité comme une manœuvre de la KAJ, visant à l'absorber. En réponse au rejet manifesté par la VKAJ, la KAJ réagit, en janvier 1974, en se proclamant une organisation mixte. Elle s'applique aussi à absorber un maximum de sections et de fédérations. Les fédérations de la VKAJ, dont le fonctionnement est déjà mixte, entrent en dissidence par rapport au mouvement féminin et rejoignent la KAJ. La VKAJ nationale riposte à cet état de fait en licenciant les permanentes de ses fédérations dissidentes. Les tentatives de conciliation, auxquelles participe l'ACW, n'aboutissent pas au résultat escompté, loin s'en faut : les antagonismes se renforcent au fil des années.

Si la KAJ souscrit sans réserve à la déclaration de principes de Linz, la VKAJ, de son côté, prend ses distances par rapport à ce document. Elle estime, en effet, que la racine du mal ne réside pas dans les structures, mais en l'homme et que, dès lors, la mission du jocisme n'est pas de critiquer la société, mais de former des individus. La branche féminine flamande pense aussi qu'il faut s'adresser à tous les jeunes travailleurs, non à quelques militants et que la foi chrétienne n'est pas un motif d'engagement parmi d'autres. Selon elle, la christianisation est l'objectif même du jocisme, ce qui, en dernière analyse, postule un lien structurel et indissoluble avec l'Eglise catholique. D'ailleurs, la VKAJ considère la nouvelle orientation prise par la JOCI, depuis Linz, comme une trahison de l'héritage de Cardijn.

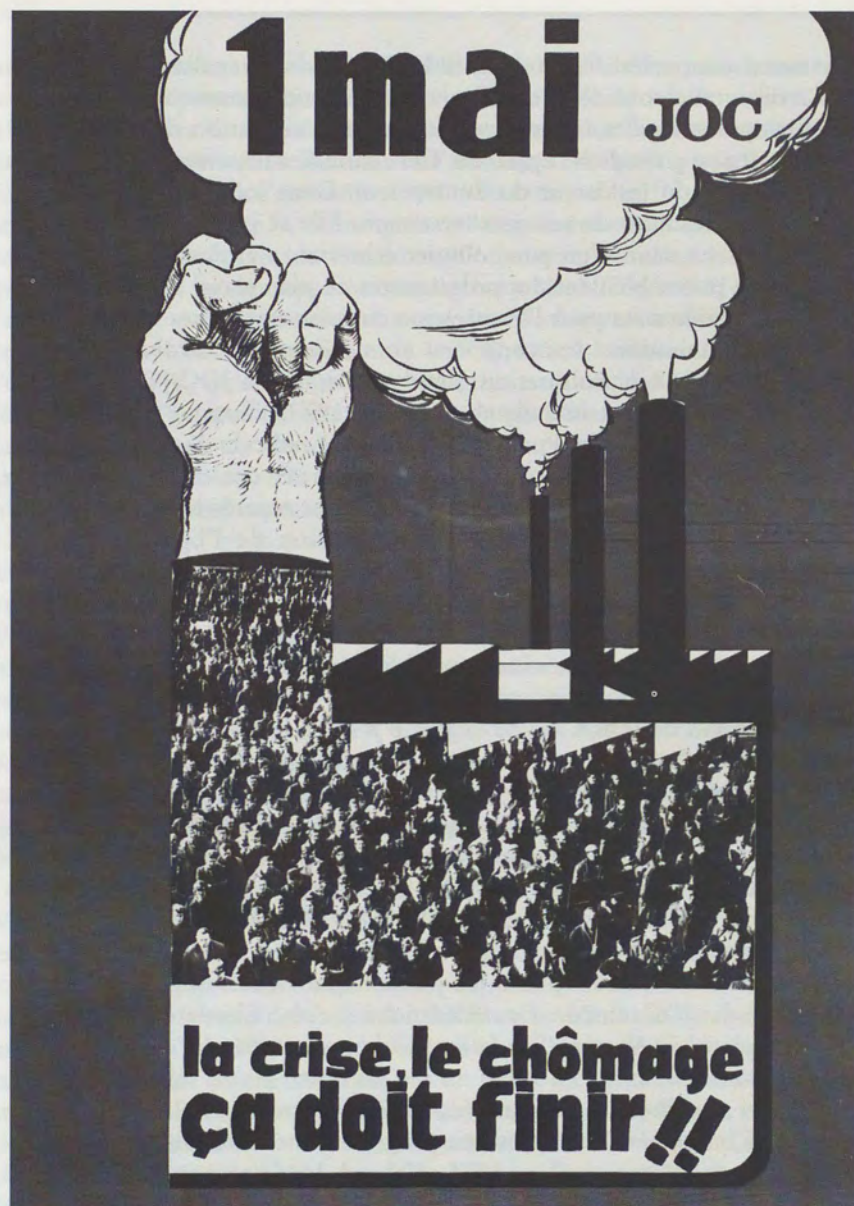
C'est en vertu de considérations analogues que six fédérations mécontentes de la branche masculine flamande - celles d'Asse, Bruxelles, Gand, Hal, Roulers et Ypres - se séparent de la KAJ nationale. Elles forment ensemble une nouvelle entité qui, en référence explicite au passé, s'intitule "Kajottersbeweging" (Mouvement Jociste). Leur idéologie est assez proche de celle de la VKAJ; dans la pratique, elles rejettent, elles aussi, toute mixité, de sorte que la VKAJ peut se maintenir plus facilement dans les arron-

dissements concernés. Cependant, la KAJ revendique également l'héritage de Cardijn : elle considère, en effet, que son action contestataire, ses préoccupations syndicales, ses campagnes contre l'aliénation des jeunes travailleurs et son attitude à l'égard du Tiers Monde s'inscrivent parfaitement dans l'optique du fondateur du mouvement. Dans son Manifeste 79, elle confirme les résultats de son ressourcement. Elle se prononce alors en faveur de la formation d'un parti ouvrier (chrétien) qui devrait conduire, à terme, à un rassemblement des progressistes au plan social et au plan politique. Elle plaide aussi pour l'autogestion dans les entreprises.

Les organisations francophones connaissent une évolution analogue⁷⁸. Après 1968, la politisation gagne rapidement la JOC-JOCF. Elle incite la direction nationale à abandonner, en 1973, l'optique catholique et socio-éducative, au profit d'une action politique radicale d'inspiration marxiste. Dans la foulée de l'évolution internationale, des thèmes comme le socialisme, le féminisme et l'environnement sont montés en épingle. Cette évolution s'accompagne d'une forte contestation de l'Eglise-institution, voire d'une "mise entre parenthèses" de la dimension catholique. Elle va de pair aussi avec une restructuration de l'action par catégorie (apprentis, étudiants et travailleurs immigrés). L'"action immigrée" devient même prépondérante. La nouvelle orientation réduit progressivement les sections locales à l'inactivité. Elle mène, enfin, à la mixité complète, c'est-à-dire à une véritable fusion de la JOC et de la JOCF à tous les niveaux. Ce processus conduit à une "masculinisation" du mouvement jociste francophone, tendance qui s'affaiblit, mais à la fin des années quatre-vingt seulement. Les évolutions mentionnées ci-dessus provoquent des tensions avec la CSC et le MOC. Les heurts en question se traduisent par la suppression temporaire des subventions versées à la JOC (1974-1977), par l'exclusion de ses responsables du bureau national du MOC (1974-1975), enfin par la création d'une nouvelle organisation syndicale des jeunes, à l'initiative de la CSC. Le mécontentement provoqué par la "ligne" que suit la direction nationale de la JOC amène six fédérations - Ath, Charleroi, Mouscron, Thuin, Tournai et Verviers - à faire dissidence et à former une Interfédérale autonome.

Il faut attendre la fin des années septante et surtout les années quatre-vingt pour qu'un revirement ait lieu progressivement. La dimension pédagogique est "redécouverte" en 1976, d'abord dans une perspective "libératoire" visant l'abolition d'une éducation "répressive", ensuite sous la forme, moins idéologique, de la convivialité entre jeunes. Les sections locales connaissent un regain d'activité. Une attention nouvelle se porte sur le sens à donner à l'existence. Enfin, les relations avec les mouvements d'adultes se normalisent dans une certaine mesure.

78. Denis, "La JOC depuis 1970".



*Au sein de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, la politisation s'affirme très nettement après 1968.
(Affiche, 1978-1979)*

Dans d'autres pays aussi, des déchirures se produisent. En Autriche, en Suisse, en Espagne et en France, la Jeunesse Ouvrière Chrétienne éclate en deux mouvements distincts, ayant chacun leur idéologie. Ailleurs, des organisations jocistes, comme telles, décident de quitter la JOCI. Les mouvements plus "traditionalistes" forment, en 1986 - à l'initiative de la France, de l'Italie, de la Grande-Bretagne et de Malte - une nouvelle instance internationale. Celle-ci s'intitule Coordination Internationale de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (CIJOC). La VKAJ y adhère. En septembre 1989, le Vatican reconnaît la CIJOC comme l'unique organe suprême du mouvement, privant ainsi la JOCI - toujours établie à Bruxelles - de son statut antérieur. De toute évidence, les bouleversements, qui ont commencé en 1968, n'ont pas encore sorti tous leurs effets. La Jeunesse Ouvrière Chrétienne peut-elle espérer retrouver un "troisième souffle" en Belgique et dans le monde ? Nul ne peut le dire pour l'instant. Toutefois, jocistes flamands et francophones font preuve, en ce début des années nonante, d'une volonté manifeste de réunification.

Annexe 1 : Direction

KAJ

Président

Jan Schellekens, 1924-1925
Alfons De Vos, 1925-1931
Jan Delmartino, 1931-1935
Jef Deschuyffeleer, 1935-1944
Marcel Vandewiele, 1944-1948
Wim Verbakel, 1948-1951
Frans Janssens, 1951-1955
Piet Van Couwenberghe, 1955-1959
Marcel Fonteyn, 1959-1963
Pol Monserez, 1963-1968
Gilbert Vermont, 1968-1973
Luc Deseyn, 1973-1976
Maurice Stevens, 1976-1980
Walter Cornelis, 1980-1983
Luc Dullers, 1983-1987
Jos Deleu, 1987-1991
Solange Peirsegaale, 1991-

Aumônier

Joseph Cardijn*, 1925-1957
adj.: Robert Kothen*, 1932-1940
Boone*, 1940-1945
(Père) Marinus*, 1945-1948
Marcel Uyenbroeck*, 1948-1957
Marcel Van Roey*, 1957-1967
Gaston Bonte*, 1967-1971
Hans Vanackere*, 1971-1978
Marcel Cloet*, 1978-1985
André Verbeek*, 1985-1989
Ruddy Pareyns*, 1989-1993
Patrick Bourgoignie*, 1993-

VKAJ

Présidente

Marie-Louise Lauwers, 1925-1930?
Wivine Pauwels, 1930?-1944
Rosa Van Salen, 1944-1947
Maria Meersman, 1948-1956
Maria Claes, 1956-1962
Arlette Van Berlamont, 1963-1966
Mia Houben, 1967-1973
Claudine De Cuyper, 1973-1979
Maya Casteleyn, 1979-1983
Annemie Vanmol, 1984-1986
Margriet Meyvis, 1986-1990
Ann Vermorgen, 1991-

Aumônier

Joseph Cardijn*, 1925-1957
adj.: E.J. De Smedt*, 1940-1945
Robert Nolf*, 1947-1957
Robert Nolf*, 1957-1963
Roger Vanderhaeghen*, 1963-1971
Willy Delbeke*, 1971-1983
Johan Goemaere*, 1983-1984
Marc Gesquière*, 1984-1989
Wilfried Jonckheere*, 1989-

JOC

Président

Fernand Tonnet, 1925-1934
Joseph Verhoeven, a.i. 1934-1936, eff.
1936-1938
Victor Fallais, 1938-1940
Victor Michel, 1940-1943
Vincent Foucart, 1943-1944
Victor Fallais, 1944-1946
Arnold Wynants, 1946-1952
Gilbert Castelain, 1952-1956
Raymond Stélandre, 1956-1957
Aimé Samyn, 1957-1961
Urbain Vanderschraeghe, 1961-1964
Gérard Thiry, 1964-1966
Gérard Richeling, 1966-?
Georges Bristot,
Michel Ronveaux, 1973 (coordinateur)
(†)
1974-1979: ensemble avec la JOCF
équipe avec André Delhay (jusque 1975),
Franco Scardino, Freddy Ingenito,
Mario Gotto, Nicole Rucquoy, 1974-
1977
Freddy Ingenito, 1977 (administrateur)
Mario Gotto, 1978-1979
Billy Jungling, 1980-1982
Michele Di Nanno, 1982-1983
Giorgio Casula, 1983-1987
Rocco D'Amore, 1987-1990
Pascal Brachotte, 1990-1991
Anthony Wincq, 1991-1993
Jules Radics, 1993-

Aumônier

Joseph Cardijn*, 1925-1957
adj.: Robert Kothén*, 1932-1940
Louis Heuschen*, 1932-1946
Marcel Uylenbroeck*, 1948-
1957
Ernest Michel*, 1957-1967
Charles Noël*, 1968-1974
Jacques Hanon*, 1974-1981
Christian Verheust*, 1981-1983 (†)
Jean-François Della Libera*, 1985-1987
Luc Roussel*, 1987-

JOCF

Secrétaire générale

Nelly Dutrieux, 1925-1931
Emilie Arnould, 1931-1948

Présidente

Léa Staus, 1925-1928?
Emilie Arnould, 1945-1948
Jeanine Kemps, 1948-1952
Andrée Stekke, 1952-1956
Marianne Raway, 1956-1958
Raymonde Harchies, 1958-1964
Irène Kurszawska, 1964-1968
Léonie Noël, 1968-1972
Marie-Paule Wynants, 1973?-1974
1974-1979: avec la JOC (cf. ce mouve-
ment)
Marlène Alvarez, 1979-1984
Nathanaëlle Adam, 1984-1987
Dominique Poncelet, 1987-1989
Béatrice Clementz, 1990-1991
Marina Mirkes, 1991
Antoinette Maia, 1992-1993
Carine Barthelemy, 1993-

Aumônier

Joseph Cardijn*, 1925-1957
adj.: Joseph Leclercq*, 1951-1957
Joseph Leclercq*, 1957-1962
Raymond Winckel*, 1962-1971
Albert Delacharlerie*, 1971-1977
Christian Verheust*, 1977-1979
Jean-Claude Brau*, 1979-1985
Pierre Godfroid*, 1985-

Annexe 2 : Nombre de membres JOC(F)-(V)KAJ

	KAJ	JOC	VKAJ	JOCF
1925	2000	6000	.	.
1926	2700	12750	3290	2226
1927	5000	.	4030	.
1928	7164	.	7602	.
1929	10171	.	7854	.
1930	11938	.	10834	5671
1931	13426	22500	11287	10030
1932	15840	24000	13747	10675
1933	22108	20500	16032	10785
1934	22042	9710	18245	11003
1935	23116	11699	19904	11346
1936	23333	9673	21169	11399
1937	25261	8822	22975	11622
1938	23922	8050	25496	11317
1939	23319	7125	24925	10831
1940 (mai)	20793	.	.	.
1940 (sept.)	6101	.	.	.
1941	17080	4000	22601	7505
1942	21819	.	.	10514
1943	28427	8093	31081	10230
1944	32269	8913	29984	12146
1945	38141	8506	30003	10690
1946	32720	6327	28199	8725
1947	25699	5334	28246	7105
1948	24091	4535	28820	5995
1949	24988	4088	28750	5387
1950	27617	4333	29213	5795
1951	27294	4466	28732	5222
1952	29464	4642	28684	4870
1953	29906	4440	29152	4632
1954	30301	4716	29368	4041
1955	29934	4028	28995	3088
1956	31227	4108	28540	4880
1957	33981	4420	32017	4254
1958	32177	4251	31705	.
1959	31322	3767	33179	.
1960	31618	3265	32140	.
1961	32435	2897	32837	.
1962	31133	3032	31637	.
1963	30263	2433	29528	.
1964	29563	.	28472	.
1965	28157	.	26807	.
1966	27055	.	24206	.
1967	20603	.	19355	.
1968	.	.	16383	.
1969 (janv.)	17079	.	.	.
1969 (sept.)	15760	.	14283	.
1970	12199	.	10600	.

1971	10817	.	9366	.
1972	9212	.	.	.
1973	7267	.	.	.
1974	7473	.	.	.
1975	7746	.	.	.
1976	6807	.	.	.
1977	5389	.	.	.
1978	5199	.	.	.
1979	4820	.	.	.
1980	5041	.	.	.
1981	5803	.	4184	.
1982	5876	.	3954	.
1983	5996	.	3582	.
1984	5920	.	3469	.
1985	5071	.	3422	.
1986	4700	.	3476	.
1987	.	.	3596	.
1988	.	.	3648	.
1989	.	.	3207	.

Les chiffres n'ont pas la même fiabilité pour chaque branche et chaque année. La tendance générale est tout de même correcte.

Sources : KAJ : Moulaert, *Het effectief* et Pollet, *Ledenonderzoek*.

VKAJ : archives VKAJ, publications et rapports annuels, rapports ACJBF, Withofs, *Een bijdrage*, et l'histoire de la KAJ-VKAJ après la deuxième guerre mondiale, par Janssens.

JOC : rapports ACJB, à partir de 1934 : seulement les membres cotisants.

JOCF : rapports ACJBF, à partir de 1945 : seulement les membres cotisants. Sur les branches francophones, voir aussi : Bragard e.a. *La Jeunesse Ouvrière Chrétienne*. Depuis le début des années septante, le JOC et la JOCF n'ont plus d'affiliation. En 1990, la JOC compte environ 150, la JOCF environ 100 "militants de base", qui dirigent chacun un groupe local de 5 à 15 membres.



Après avoir été un instrument d'Action Catholique, le KWB devient la "conscience" du mouvement ouvrier chrétien en Flandre à partir des années soixante.

(Première page d'une brochure, 1945)

Chapitre VII

Le Kristelijke Werknemersbeweging

Walter Nauwelaerts

Hormis les unions de pensionnés, les Katholieke Werkliedenbonden (KWB) [Ligues Ouvrières Catholiques] constituent la branche la plus jeune du mouvement ouvrier chrétien flamand. Les premières ligues ouvrières datent des années trente. Cette formule se généralise pendant la seconde guerre mondiale. La nouvelle organisation est officiellement reconnue en 1945. Depuis lors, les KWB ont suivi leur propre voie. Engendrés sous la tutelle de l'Action Catholique, ils deviennent, au début des années soixante, la "conscience critique" du mouvement ouvrier chrétien¹.

I. L'époque des pionniers. 1941-1950

A. Naissance et développement en temps de guerre. 1941-1944

Les KWB plongent leurs racines dans le terreau des années trente. La nécessité de doter l'Action Catholique pour adultes d'un cadre adéquat s'impose de plus en plus. A mesure qu'elle se fait sentir, des anciens jocistes réclament la création d'une organisation d'apostolat spécifique, afin d'accueillir les travailleurs adultes. Un tel mouvement existe bel et bien pour les femmes (LOFC-KAV). Il est sans équivalent pour les hommes, qui quittent la JOC et la KAJ. La ligue ouvrière ("werkliedenbond") qu'envisagent les anciens jocistes n'entame pas seulement le pouvoir de la LNTC, mais elle remet aussi en question les rapports entre l'Action Catholique - en

1. Le mémoire de licence, rédigé par Lenaerts et intitulé *De Katholieke Werkliedenbond* (1980), retrace la naissance et l'évolution des KWB jusque 1970 environ. La genèse des KWB a été étudiée depuis lors par Mampuy dans "Actiecomité" (1981), tandis que nous avons pu apporter de plus amples précisions à ce propos dans l'introduction à l'inventaire des archives du mouvement (AKWB), qui se fonde sur des documents inédits. Les KWB, comme organisation socio-culturelle, se sont intéressés à leur propre histoire, à partir d'un cycle d'évolution quinquennal (1944-1949, 1950-1954, etc...); cette démarche se fonde sur un exposé de L. De Witte, présenté lors du week-end d'étude national de 1959; la leçon de Luc Vos, lors du week-end d'étude national de 1972, se situe dans le prolongement de l'exposé de 1959.

d'autres termes, l'apostolat - et l'action politique et sociale. C'est pourquoi elle suscite des résistances. Les aumôniers de la LNTC, Louis Colens et Antoon Brys, tentent de résoudre ce problème dans les années trente. Colens est alors partisan d'un comité d'action, à créer au sein de la ligue des travailleurs locale. Toutefois, il ne s'oppose pas, lors du congrès de 1935, à des ligues ouvrières paroissiales à caractère expérimental. De son côté, Brys marque sa préférence pour cette seconde formule. Toutefois, les avis relatifs à l'opportunité de ligues ouvrières autonomes sont partagés. Ils le restent jusqu'en 1940².

La guerre fait office de catalyseur : elle donne l'occasion de créer les Katholieke Werkliedenbonden (KWB) au plan national. A la suite de l'occupation du pays, en mai 1940, il apparaît rapidement que ni la LNTC, ni la CSC ne peuvent continuer leur action en pareil contexte. Les autorités d'occupation insistent fortement pour que tous les syndicats fusionnent en une organisation unique. Or, la LNTC ne dispose pas de moyens suffisants pour combler le vide qui se créerait ainsi, puisque la masse des syndiqués lui est indispensable afin d'établir un contact direct avec les travailleurs : sans la CSC, la LNTC n'aurait que peu de poids. Le mouvement ouvrier chrétien risque donc de disparaître. C'est pourquoi il cherche un moyen d'assurer sa propre survie, en préservant autant que possible son influence auprès des travailleurs. Pour maintenir un contact direct avec la masse ouvrière, les dirigeants du mouvement ouvrier chrétien, en accord avec le cardinal Van Roey, négocient avec l'occupant : moyennant l'adhésion de la CSC au syndicat unique, ils auraient ainsi le droit de "faire fonctionner des associations culturelles libres pour les travailleurs, qui pourraient se charger de la formation et de l'éducation catholiques". Ces associations seraient autorisées à percevoir des cotisations, à organiser des réunions et à éditer une sorte de "bulletin d'information". Leur action devrait se limiter strictement à la formation religieuse et culturelle, à l'exclusion de toute prise de position politique. Le syndicat unique est instauré officiellement le 22 novembre 1940, sous le nom d'Union des Travailleurs Manuels et Intellectuels (UTMI)³. Les dirigeants du mouvement ouvrier chrétien lancent aussitôt leurs "associations culturelles libres".

L'idée qui se concrétise ainsi date de la période d'avant-guerre : des ligues ouvrières sont apparues dans les paroisses de plusieurs arrondissements. Il s'agit maintenant de développer ce type d'activité, d'en assurer la coordination et l'organisation au niveau national. Le chanoine Brys,

2. Mampuy, "Actiecomité", 147-163; Gerard, "Cardijn", 131-139. Sur la problématique générale des rapports entre le mouvement ouvrier et l'Action Catholique, voir le chapitre IV du tome I.

3. Dantoing, "Eglise", 313-322. L'auteur ne relève pourtant pas le lien qui existe entre l'UTMI et les KWB. Sur l'adhésion de l'ACV à l'UTMI et sur la rupture qu'elle a occasionnée dans les rangs syndicaux, voir le chapitre IV du tome I et le chapitre relatif au mouvement syndical dans ce tome-ci.

aumônier très actif de la LNTC, s'impose comme la figure de proue en ce domaine : dès avant la guerre, il a plaidé en faveur de la création d'une organisation autonome de formation pour travailleurs adultes. Le 9 janvier 1941, les directeurs des œuvres sociales et les secrétaires d'arrondissement se réunissent à l'invitation de Brys pour débattre de ce mouvement, en vue de son lancement définitif. La décision est prise de créer des "Katholieke Werkliedenbonden" dans tous les arrondissements. Aussi peut-on regarder le 9 janvier 1941 comme la date de création des KWB⁴.

Beaucoup considèrent alors les KWB comme une "organisation-refuge", c'est-à-dire comme un mouvement continuant les activités de la LNTC et de la CSC en pays flamand, sous une forme adaptée au temps de guerre⁵. D'autres, en particulier les anciens jocistes, envisagent la possibilité de perpétuer, au sein du mouvement ouvrier chrétien, l'action des ligues ouvrières telle qu'elle s'est développée avant la guerre. Ils aspirent à une organisation spécifique pour la formation des travailleurs adultes. Ils trouvent en Brys un ardent défenseur de leurs vues. Pendant la guerre et même après celle-ci, les KWB naissants doivent beaucoup à la KAJ pour leurs objectifs, leur méthode, leurs moyens d'action, mais aussi pour le lien idéologique étroit qui les rattache à la doctrine de l'Action Catholique.

La note de base du 9 janvier 1941 définit la mission essentielle des ligues ouvrières en termes d'"action morale et religieuse au sein de la classe ouvrière" [NT]. Les moyens à utiliser pour remplir cette mission sont les cercles d'étude, les recollections, les retraites, les assemblées générales, les campagnes pascales, l'organisation de messes, les conférences, les écoles sociales régionales, les bulletins de dirigeants et les fêtes familiales. Les ligues ouvrières doivent, en outre, assumer certains services sociaux, "afin d'établir un lien étroit entre les affiliés et leur organisation" [NT]. Les services en question se présentent surtout sous la forme de bureaux de renseignements, de caisses d'épargne, de bureaux de logement. Ils promeuvent aussi le jardinage, le bricolage, les loisirs de vacances, ainsi que l'assurance en cas d'accident. Les objectifs se précisent peu à peu : ils consistent à "éduquer le travailleur", en sa qualité de chrétien, de père de famille, d'ouvrier et de citoyen. En matière de loisirs, les KWB insistent sur le caractère familial des activités correspondantes. Dans le domaine du "service social", ils mettent l'accent sur le bon fonctionnement des bureaux de renseignements, organisés dans les arrondissements et les localités. Les KWB doivent s'ouvrir aux travailleurs, au sens le plus large du terme : il leur faut accueillir à bras ouverts "les employés, les instituteurs et les intellectuels démocrates". Toutefois, l'administration et la direction du mouvement doivent

4. Ce paragraphe et les suivants se basent sur le commentaire de Mampuy dans "Actiecomité", 164-171, sauf quelques petites rectifications et ajouts qui font l'objet d'une référence particulière.

5. Le terme "vluchtorganisatie" ["organisation-refuge"] est celui qu'utilisa P.W. Segers dans une conversation avec J. Mampuy et E. Gerard, en 1980.

demeurer aux mains des ouvriers. L'aumônier est le conseiller spirituel. Il assume la responsabilité de l'activité religieuse et morale. Les services sociaux sont dirigés par les secrétaires locaux et par les secrétaires d'arrondissement. Selon toute vraisemblance, ils continuent les activités de l'ACW, telles qu'elles se présentaient avant la guerre ⁶.

Les sections locales s'organisent dans le cadre paroissial. Les affiliations sont individuelles. Chaque section se subdivise en quartiers, comprenant un certain nombre de rues et placés chacun sous la responsabilité d'un sectionnaire ("wijkmeester"). Ce dernier est, sans nul doute, le rouage principal, qui assure le fonctionnement du mouvement. Il perçoit les cotisations à domicile, informe les affiliés des activités de la section et les invite aux assemblées générales. Sa mission consiste essentiellement à exercer une influence sur les affiliés, par sa personnalité, ses bons conseils et son aide concrète. Le sectionnaire doit être un "travailleur authentique", un catholique pratiquant au tempérament jovial, social et enthousiaste. Il lui incombe aussi d'être une personne exemplaire, qui conduise les travailleurs vers les valeurs chrétiennes, les préserve de l'apostasie, ainsi que de l'influence des organisations et des idéologies non confessionnelles. C'est donc à juste titre que les KWB notent : "Tout notre mouvement repose sur le sectionnaire. C'est à travers lui qu'il atteint son but; c'est par lui que s'effectue la conquête et que le mouvement donne l'exemple; c'est par son intermédiaire que les idées nouvelles se répandent et se propagent dans la masse" [NT] ⁷.

Des ligues ouvrières se créent dans toutes les paroisses de Flandre et de Bruxelles, dès le début de 1941. Pour guider et encadrer les directions d'arrondissement, un mensuel paraît, dès avril 1941 : il s'intitule *Rondschrijven. Maandelijkse richtlijnen voor EE. HH. arrondissementsproosten en -secretarissen* [Circulaires. Directives mensuelles pour les aumôniers et secrétaires d'arrondissement]. Cette feuille stencillée entend combler le vide créé par la disparition du *Nationaal bestuursblad van het ACW* [Bulletin National des dirigeants de l'ACW], en mai 1940. Son objectif est double : "Primo, établir une direction nationale, qui, dans les circonstances actuelles, vise principalement à maintenir l'unité d'action que nous avons connue par le passé; secundo, fournir de la matière, qui permette de préparer un bulletin adéquat à l'intention des dirigeants de province et d'arrondissement" [NT] ⁸. *Rondschrijven* présente une structure plus ou moins fixe. Après "Le mot de la direction", viennent les points à inscrire à l'ordre du jour des sections et à prévoir pour assurer leurs activités (cercles d'étude, réunions des dirigeants, réunions des responsables de quartier, recollections, etc...). Enfin, la rubrique "Communications" présente des livres intéressants.

6. Compte rendu de la réunion du Provinciaal Christelijk Werkersverbond de Flandre occidentale, 16 avril 1941; Archives Sylvere Gryspeerdt.

7. *Rondschrijven* (octobre 1942). Voir également Brys, *Zoo bouwen wij*, 34-36.

8. *Rondschrijven* (avril 1941). La feuille s'adresse uniquement aux responsables des arrondissements.

En août 1941 paraît le *Vademecum voor onze Katholieke Werkliedenbonden* [*Vade-mecum pour nos ligues ouvrières catholiques*]. Ce manuel, légèrement remanié, paraît à nouveau en 1945, sous le titre *Zoo bouwen wij een nieuwen arbeidersstand* [*Nous construisons ainsi une nouvelle classe ouvrière*]. Dans son contenu, il explicite la teneur de la note du 9 janvier 1941. La référence à l'Action Catholique est symptomatique : "Nos ligues ouvrières veulent former l'apostolat méthodiquement organisé des ouvriers adultes parmi leurs compagnons de travail. Comme telles, elles font véritablement œuvre d'Action Catholique parmi les travailleurs adultes et continuent l'œuvre de la KAJ" [NT] ⁹. En s'affichant comme organisation d'Action Catholique, les KWB ne tombent pas sous le coup des dispositions restrictives en matière d'association et de réunion, ce dont ils ont besoin pour pouvoir se développer, conformément à l'accord de novembre 1940. Dans la brochure de 1945, toute référence à l'Action Catholique a cependant disparu ¹⁰ [NT]. La raison de cette suppression n'est pas très claire. Elle s'explique apparemment par les rapports subtils qui existent entre les KWB et l'Action Catholique : après la guerre, les KWB cherchent, de toute évidence, à étendre leur champ d'action et à accroître leur autonomie vis-à-vis de l'Action Catholique.

Munis du *Vade-mecum*, les aumôniers et sectionnaires s'en vont fonder de nouvelles sections et recruter des membres. Les Katholieke Werkliedenbonden connaissent une croissance rapide. De 1941 à 1943, le nombre de sections passe de 239 à 501 et celui des affiliés de 16.299 à 26.045. Il y a 2375 sectionnaires en 1941, 5103 en 1943. Durant cette même année, des sections des KWB fonctionnent dans 33,5 % des paroisses de Flandre et de Bruxelles. Le taux de concentration est très élevé à Anvers (55 %) et dans le Limbourg (51 %), mais il est nettement moindre en Flandre occidentale (22 %) et en Flandre orientale (18 %). Cette faiblesse s'explique, sans doute, par des déficiences d'organisation au niveau des arrondissements et par le "zèle" de l'occupant. Elle est probablement due aussi à l'opposition de certains milieux de l'ACW et de l'ACV à l'égard des KWB. Il faut, en outre, tenir compte du fait que des ligues ouvrières existent dans plusieurs provinces dès l'avant-guerre, ce qui leur procure une longueur d'avance en ces lieux ¹¹.

9. Page 9. Dans la première version stencillée du *Vade-mecum*, on trouve même cette mention (p.4) : "Elles constituent comme telles de véritables organisations d'Action Catholique au sein du monde ouvrier adulte et poursuivent l'action de la KAJ" [NT] (exemplaire dans AACW-Gand).

10. "Ils (= les KWB) incarnent l'apostolat méthodiquement organisé des ouvriers adultes mariés auprès de leurs compagnons de travail. En cette qualité, ils poursuivent l'action de la KAJ, en créant une adéquation entre cette action et le monde des adultes" (Brys, *Zoo bouwen wij*, 24-25).

11. D'après une enquête effectuée par le secrétariat national en 1944 ("Drie jaar KWB", note s.d.; AKWB 1.8).



L'abbé Antoon Brys (1891-1962) a enseigné dans divers collèges. Il exerce la fonction de principal du collège de Courtrai, avant d'être nommé par les évêques comme aumônier général de la Ligue Nationale des Travailleurs Chrétiens, en 1936. A partir de 1941, il devient le promoteur des Katholieke Werkliedenbonden (KWB), une organisation avec laquelle il entend prendre en mains, de façon méthodique, l'"éducation" des ouvriers. En 1951, il est élevé à la prélature. Brys s'engage aussi très fort au sein du mouvement ouvrier chrétien international (FIMOC).

Les dirigeants nationaux encadrent les sections locales par la diffusion des programmes d'année. Le mouvement accorde beaucoup d'attention à la vie de foyer : honnête et chrétienne, celle-ci permet l'épanouissement complet de la personne humaine; elle est aussi la condition sine qua non d'une rechristianisation de la société. La priorité accordée à la vie familiale s'explique, sans doute, par la marge de manœuvre très réduite dont le mouvement dispose sous l'occupation¹². Elle est due également à la visée d'Action Catholique, qui anime alors les KWB. Trois programmes sont menés à bien pendant la guerre : "Pour une vie familiale heureuse et chrétienne", en 1941-1942, "L'éducation familiale, source du bonheur familial", en 1942-1943 et "Un mode de vie chrétien", en 1943-1944. Chacun de ces programmes comporte un volet de "formation des cadres", qui indique mensuellement le thème du cercle d'étude et l'action à développer. Une telle formation s'adresse aux sectionnaires. Vient ensuite la "formation des membres", assortie de recollections, d'assemblées générales et d'autres activités mensuelles. Dès la fin de l'année 1941, le mouvement élabore un certain nombre de textes imprimés, destinés aux cercles d'étude et aux méditations : mis à la disposition des groupes locaux, ils s'insèrent dans le programme d'année¹³.

B. Reconnaissance officielle des KWB par l'ACW

A la Libération, les KWB se sont déjà solidement implantés. Cependant, le manque de personnel se fait cruellement sentir en leur sein, durant les premiers mois qui suivent la fin de la guerre : pendant l'occupation, en effet, le mouvement a servi de refuge aux militants de l'ACW et de l'ACV; une fois la guerre terminée, chacun rejoint son organisation d'origine. Par le fait même, les KWB risquent de se trouver complètement dépourvus de cadres. En octobre 1944, ils parviennent cependant à recruter leur premier permanent national, en la personne de Nand Monchy, un Malinois. Ce dernier est le principal organisateur et animateur des KWB jusqu'au début de l'année 1945, moment auquel il démissionne tout à coup, pour des raisons personnelles. Les progrès enregistrés jusqu'alors risquent d'être annihilés. Cette situation, pour le moins fâcheuse, explique les plaintes du secrétariat national : "Après des mois de course folle et de rejet, une seule conclusion s'impose : la situation présente ne peut durer. Si nulle part, personne ne veut céder un homme aux KWB, le résultat est clair : c'est le désastre pour ce mouvement... Nous avons chargé nos sections de procéder à des recrutements massifs; à présent, nos affiliés sont nombreux, mais nous n'avons rien à leur offrir : ni mensuel, ni service, ni schémas pour une réu-

12. Brys aux aumôniers des arrondissements, 16 mai 1943; AACW l42.

13. AKWB 1.2. à 1.7.

nion ou une assemblée mensuelle" [NT] ¹⁴.

Cette pénurie de personnel résulte de l'absence de reconnaissance officielle des KWB par l'ACW, comme coupole, dans les premiers mois qui suivent la Libération. Les avis sur l'avenir des KWB et sur leur place dans le mouvement ouvrier chrétien sont partagés. Le chanoine Brys, aumônier de l'ACW, plaide vigoureusement la cause des "Katholieke Werklieidenbonden". Au sein de l'ACW, il se prononce en faveur d'une profonde réorganisation du mouvement ouvrier. Il s'agit d'éliminer certaines faiblesses structurelles des ligues des travailleurs et d'intégrer les KWB comme organisation autonome de formation pour adultes. Selon lui, l'action socio-culturelle parmi les travailleurs adultes ne doit plus être menée directement par l'ACW. Elle doit être confiée à une organisation idoine, autonome au même titre que les autres organisations éducatives du mouvement ouvrier, mais qui conserverait des attaches solides avec l'ACW, comme institution faîtière.

Le plaidoyer de Brys en faveur de l'indispensable autonomie des KWB se fonde sur quatre arguments. Tout d'abord, "l'action socio-culturelle est essentiellement de nature religieuse et morale". L'Eglise souhaite qu'elle relève d'une organisation différente, mais non séparée de l'ACW, lequel s'engage en matière temporelle et surtout politique. Momentanément, Brys ne revendique pourtant ni une reconnaissance, ni un mandat d'Action Catholique spécialisée. En deuxième lieu, cette action socio-culturelle connaîtrait un succès bien plus grand si elle s'appuyait sur une organisation spécifique, dotée d'un cadre propre, qui s'investirait complètement dans les tâches de formation. En troisième lieu, le passage des jeunes aux organisations d'adultes s'opérerait d'autant plus facilement qu'ils trouveraient, dans le mouvement, un prolongement du jocisme. Enfin, l'autonomie des KWB permettrait de doter l'ACW d'une structure plus logique et plus claire. La situation est, en effet, trop confuse : tantôt l'ACW apparaît comme un conglomérat d'organisations, tantôt il agit comme élément de ce tout. De surcroît, l'éducation des travailleurs adultes relève aussi, de iure, des organisations de jeunesse et de femmes ¹⁵.

Le conseil central de l'ACW, réuni le 15 avril 1945, entérine la modification des structures du mouvement. Il reconnaît officiellement les KWB comme organisation autonome de formation. La mission et la place dévolues aux KWB, au sein de l'ACW, sont définies en ces termes : 1. Les KWB sont érigés comme organisation autonome, chargée d'assurer "le relèvement religieux, moral et culturel, ainsi que la conquête apostolique de la

14. Copie d'une lettre adressée à A. Vandamme, 6 mars 1945; AACW 142. Voir également Mampuy, "Actiecomité", 172-175.

15. *Studiecommissie voor de hervorming van het ACW. Ontwerpen van besluiten en memorie van toelichting voor te leggen aan den middenraad van het ACW [Bruxelles, 1945] 4-5.* Sur la réforme de l'ACW après la Libération, voir le chapitre V du tome I et le chapitre traitant de l'ACW dans le tome II.

masse des travailleurs adultes". Ils sont dotés, à cet effet, de leur propre champ d'action et d'une direction spécifique. 2. Il subsiste un lien étroit entre les KWB et l'ACW; les deux organisations sont représentées chacune au sein des instances dirigeantes de l'autre mouvement. 3. Les organisations de l'ACW reconnaissent les KWB comme mouvement "chargé de la formation générale, de l'action sociale et de la conquête apostolique de la masse des travailleurs adultes". Elles s'abstiennent de toute activité susceptible d'empiéter sur ce terrain. 4. Les organisations socio-économiques choisissent de préférence leurs responsables locaux et leurs militants parmi les membres des KWB. Elles conservent néanmoins le droit d'assurer aux dirigeants susmentionnés la formation syndicale, mutuelliste ou économique complémentaire, qui leur est nécessaire pour accomplir convenablement les tâches spécifiques de leur organisation. 5. Afin de coordonner l'action éducative et apostolique, les KWB, les KAV, la KAJ et la VKAJ créent une "commission de contact"¹⁶.

C. *Structure de l'organisation et caractéristiques de "l'œuvre éducative"*

Après avoir obtenu leur reconnaissance officielle au sein du mouvement ouvrier chrétien, les KWB peuvent s'atteler à la tâche et poursuivre leur développement. Leur première préoccupation est de combler leur carence aiguë en permanents. L'aide financière que leur assure l'ACW, dans les mois qui suivent, leur permet d'engager toute une équipe de cadres. Bert Drees, leur secrétaire, qui sera aussi professeur à l'Ecole Sociale Supérieure d'Heverlee à partir de 1949, devient le premier président. L'aumônier de l'ACW, Antoon Brys, devient aussi l'aumônier des KWB. Trois permanents viennent s'ajouter à ce tandem: Bert Vandamme, ancien propagandiste de la KAJ et animateur des KWB à Gand, est responsable de l'édition du mensuel du mouvement et de l'action en matière de loisirs; Raymond Vandenameele, issu de la fédération d'Ostende, est chargé de l'action de foyers et des questions familiales; René Tricot, de Bruxelles, s'occupe de *KWB-Leiding* et de la gestion financière. A partir de 1950, il sera le grand organisateur des pèlerinages à Lourdes. Enfin, Wim Mesotten et Jef Deschuyffeleer, ancien président de la KAJ, qui assume à cette époque diverses responsabilités au sein de la KAJ, de l'ACW, du CVP et de plusieurs organisations internationales, s'engagent comme permanents volontaires¹⁷.

Les affiliations ne cessent de se multiplier. Pour soutenir la croissance

16. Brochure contenant les "Besluiten van den middenraad van 15 april", s.l., [1945] 3. Voir également Mampuy, "Actiecomité", 175-182. Cette commission-ci n'a jamais vu le jour et l'ACW n'a jamais été représenté non plus dans les instances dirigeantes des KWB, contrairement à ce qui était prévu au point deux de ces résolutions.

17. Rapport annuel des KWB 1945-1946, AKWB 2.7.

rapide du mouvement, les KWB publient, à partir de décembre 1944, le mensuel *Leiding* [Direction], qui s'intitule plus tard *KWB-Leiding* [KWB-Di-*rection*]. Ce périodique s'adresse aux sectionnaires. Le premier numéro du bulletin mensuel destiné aux affiliés sort de presse en mars 1945. Toutefois, son contenu, sa présentation et ses objectifs sont encore assez flous, comme en témoigne la recherche d'un titre approprié. Le premier numéro s'appelle *Het Uur H*, cette heure H désignant celle du "redressement". Un concours est organisé parmi les lecteurs, afin de trouver un titre original¹⁸. La dénomination du mensuel change à plusieurs reprises : *Nieuwe Tijden* [Temps nouveaux], *Leven* [Vivre], *Opmarsch* [Marche en avant], KWB et finalement *KWB-Maandblad* [KWB-Mensuel]¹⁹. Ce journal s'intéresse beaucoup au problème du logement, très aigu après la guerre, et à l'habitat des travailleurs. Il publie aussi des reportages sur le travail dans les usines, des articles sur la législation sociale, la famille, le sport et les loisirs, des poèmes et des chansons. Y paraissent, en outre, des articles de politique étrangère et des communiqués relatifs à l'activité locale des KWB. Il n'existe aucune rubrique fixe. Au bout de quelques années, le mensuel s'avère décevant. L'héliogravure, luxueuse, est trop onéreuse. Les textes doivent toujours être prêts plusieurs semaines avant leur parution, ce qui provoque un décalage par rapport à l'actualité. Les problèmes du monde ouvrier ne sont pris en compte que de façon marginale. Ce bulletin n'est pas combatif. Indéniablement, l'aspect visuel est privilégié au détriment du contenu, de sorte que le *KWB-Maandblad* est plus un magazine familial que l'organe d'un mouvement. Le secrétariat national se met en quête d'une nouvelle formule. En mai 1948 paraît, initialement pour une période d'essai de six mois, le nouveau bulletin des affiliés, intitulé *Raak* [Dans le mille]²⁰. Imprimé sur les rotatives du quotidien *Het Volk*, proche de l'ACW, il en a aussi le format. Outre une présentation plus moderne, *Raak* cherche à se donner un contenu plus fouillé, serrant de plus près les problèmes ouvriers. Il n'esquive pas les questions controversées, comme les rapports entre l'ACW et le CVP ou encore l'éducation sexuelle des jeunes.

En 1945, il faut également clarifier d'urgence les rapports entre les KWB et le Christelijke Volkspartij. Si les KWB sont conçus, lors de leur création, comme une organisation apolitique par excellence, le risque d'une imbrication trop étroite avec le CVP est pourtant bien réel : un grand nombre de permanents et de militants des KWB se sentent naturellement proches des sociaux-chrétiens au plan idéologique et plusieurs d'entre eux sont même membres actifs du parti. Il en résulte notamment qu'en 1945, un certain nombre d'articles paraissent dans les colonnes du *KWB-Maandblad*, généralement sous la plume de P.W. Segers et de Jef De-

18. *Het Uur H* (mars 1945).

19. *KWB-Maandblad* (1945).

20. Conseil central des KWB, 1er février 1948; AKWB 4.2. AKWB 2.9.6.

schuyffeeler, qui soutiennent ouvertement le point de vue du CVP dans la question royale : "En tout cas, nous nous rallions à la cause du Roi, nous voulons qu'il reprenne sa place parmi nous, nous attendons impatiemment son retour et l'instant où il assumera à nouveau sa mission providentielle de trait d'union entre tous les Belges et de symbole de notre liberté et de notre indépendance nationales" [NT] ²¹. La création effective du Christelijke Volkspartij est également accueillie avec sympathie, car "il [le CVP] assure le renouveau et le rajeunissement indispensables dans le parti. Tout son programme se fonde sur la doctrine sociale de l'Eglise" [NT] ²². A son tour, le CVP se met à la recherche de cadres, de militants et de candidats en vue des élections législatives et communales toutes proches. A cet effet, le recrutement va bon train dans les "organisations amies", telles que les KWB. La crainte des dirigeants du mouvement de voir le parti utiliser les infrastructures et les militants des KWB pour des activités politiques est fondée. Pareille situation engendrerait non seulement une confusion d'intérêts, mais elle risquerait aussi de reléguer à l'arrière-plan le véritable objectif des KWB.

Aussi le chanoine Brys juge-t-il indispensable, en août 1945, de régler provisoirement, et par des directives claires, les rapports entre les deux organisations. Il écrit que les KWB, comme mouvement, ne font pas de politique de parti. En conséquence, leurs militants, leurs réunions et leur presse ne peuvent être utilisés pour des activités politiques de parti. Certes, les affiliés peuvent soutenir activement le CVP, mais pas dans le cadre des KWB. Et Brys de résumer sa position en trois points : 1. les KWB mènent une action morale et religieuse et l'Eglise ne veut pas voir cette action mêlée à la politique; 2. les KWB doivent rester ouverts aux travailleurs qui, provisoirement, ne "pensent" pas catholique en matière politique. Une des missions du mouvement est précisément d'agir et de pratiquer un apostolat parmi ces hommes, que des liens trop étroits avec le parti pourraient effrayer; 3. des activités politiques pourraient détourner le mouvement de son objectif de formation. Cela ne signifie pas pour autant, selon Brys, que les KWB ne doivent pas assurer l'éducation civique : celle-ci relève aussi des tâches de formation générale dont le mouvement se charge. Les KWB souhaitent toutefois traiter les questions politiques dans le cadre de leur idéal social et moral, mais en s'abstenant d'y intégrer une dimension de parti. Par ailleurs, renoncer à commenter les problèmes à connotation politique risquerait d'induire les affiliés en erreur. En effet, ceux-ci sont invités à ne pas rester indifférents à la politique, mais au contraire à s'y engager, pour réaliser la vision chrétienne de la société. Pour l'aumônier du mouvement, il existe néanmoins des incompatibilités entre certaines fonctions aux KWB et au CVP; les présidents et secrétaires, qu'ils soient locaux ou

21. *KWB-Maandblad* (août 1945).

22. *KWB-Maandblad* (septembre 1945).

régionaux, ne pourront exercer ni mandat politique, ni secrétariat politique au parti. Outre les considérations de principe citées précédemment, ce cumul de fonctions aurait pour effet d'affaiblir l'action des KWB, surtout à un moment où les campagnes électorales agitées se succèdent à un rythme soutenu²³. Le résultat le plus tangible des directives édictées par le chanoine Brys est la disparition des articles ouvertement pro-CVP dans les colonnes du *KWB-Maandblad*.

Le conseil central des KWB du 12 mai 1946 règle définitivement la question des incompatibilités. Les secrétaires permanents ne peuvent exercer de mandat politique, ni occuper de fonction dirigeante dans le parti. Par contre, les présidents locaux et les présidents des arrondissements peuvent agir au sein du CVP, mais sans y exercer de mandat. Les sectionnaires conservent leur liberté d'action politique²⁴.

L'élaboration des statuts des KWB se poursuit en 1945. Le document en question est entériné par le conseil central national du 20 février 1946. En trois pages, les statuts définissent les objectifs, la méthode et la structure du mouvement. Au cours des décennies ultérieures, des modifications interviennent à maintes reprises, mais dans leur essence, les dispositions initiales restent en vigueur. Le but des KWB tient en trois points : 1. "Éducation et conquête" : le mouvement aspire à restaurer la conception chrétienne de l'existence et à assurer la promotion culturelle générale de la classe ouvrière; 2. "Service social" : il s'agit d'envoyer les affiliés aux organisations chrétiennes existantes et d'instituer des services au sein des KWB; 3. "Représentation" des travailleurs, pour assurer la défense de leurs intérêts culturels et familiaux (article 1)²⁵. Ce sont là les objectifs classiques de toute organisation d'Action Catholique spécialisée que Cardijn a formulés au cours des années trente, dans la triade "école, service, corps représentatif"²⁶.

La structure des KWB comporte trois niveaux. La fédération nationale, siégeant à Bruxelles, est le plus élevé. Le niveau intermédiaire est constitué de dix-sept fédérations, dont les limites correspondent à celles des arrondissements, sauf dans la fédération du Limbourg. A leur tour, les fédérations se subdivisent en sections paroissiales. Chaque niveau possède trois organes dirigeants. Le conseil central national, appelé conseil national depuis 1968, est l'instance la plus élevée des KWB. Il définit les grandes options politiques et prend les décisions les plus importantes. Il se compose des permanents nationaux ou des membres du personnel fixe des KWB, et d'un certain nombre de délégués mandatés par les fédérations, de sorte que les volontaires soient associés, eux aussi, au processus de décision. Le

23. *Rondschrijven* (août 1945).

24. Conseil central des KWB, 12 mai 1946; AKWB 4.2.2.

25. Statuts dans AKWB 2.1.

26. Voir le chapitre sur la JOC dans ce tome.

comité national, créé en 1956 par le conseil national, commence à fonctionner un an plus tard. Cet organe est appelé à être l'intermédiaire entre le conseil et le bureau journalier. Il permet d'assouplir la structure dirigeante du mouvement. En outre, par sa création, on souhaite renforcer l'influence des volontaires sur le processus de décision. Seuls le président des KWB et dix volontaires y disposent du droit de vote; les autres délégués siègent en qualité d'experts. Le comité national est un organe exécutif, doté d'un pouvoir de décision restreint, notamment dans les matières que le conseil lui confie. Enfin, le bureau journalier est un organe purement exécutif. Comme son nom l'indique, il s'occupe principalement du fonctionnement quotidien des KWB et prépare le travail des autres organes nationaux de direction²⁷.

En plus de ces trois instances dirigeantes, le mouvement dispose d'un secrétariat national permanent, au sein duquel travaillent le président, le vice-président et les autres permanents nationaux. Sans exagération, on peut qualifier ce secrétariat national, avec son personnel fixe, de véritable "moteur" des KWB. Il exerce une influence énorme sur la politique, les orientations, la philosophie et le fonctionnement de l'organisation. Un tel pouvoir s'explique par le caractère permanent de cet organe, composé généralement d'universitaires et d'intellectuels, qui déterminent l'essence même des KWB par leurs travaux, par l'édition des périodiques du mouvement, par l'accompagnement des fédérations, par la préparation et la mise en œuvre des décisions émanant des organes de direction. Il existe un contraste saisissant entre l'influence de ce secrétariat national et celle des volontaires, qui doivent donner corps au mouvement au plan fédéral et surtout local. Les KWB tentent de combler ce fossé et d'atténuer les tensions qu'il suscite entre volontaires et permanents. A cet effet, ils accordent davantage d'influence aux premiers au sein des organes de direction. Puis, après 1960 surtout, ils les associent au fonctionnement et à la politique de l'organisation. Malgré ces tentatives louables, le secrétariat national demeure le centre du pouvoir par excellence aux KWB, par son rôle d'"émetteur d'idées" et par son caractère permanent.

Au niveau intermédiaire se trouvent les dix-sept fédérations. Il incombe à chacune de celles-ci d'établir des liens de collaboration entre les sections d'une même région. La fédération guide les groupes locaux. Elle fait aussi office de passerelle entre ces derniers et le niveau national. Elle forme les militants locaux, étudie les problèmes des travailleurs au plan régional et dispose d'un secrétariat permanent. Ses organes de direction sont le conseil fédéral, le comité fédéral et le bureau journalier.

Les KWB considèrent la section comme le niveau le mieux à même de réaliser leurs objectifs: c'est, en effet, à cet échelon que les problèmes des

27. AKWB 2.1., 4.2., 12.1. Commentaires dans la brochure *Dit is de KWB. Grondslagen van de Katholieke Werkliedenbonden* (Gand, 1962).

travailleurs se vivent le plus concrètement. Les sections paroissiales disposent d'un conseil de section, communément appelé, au plan local, "l'assemblée des membres". Statutairement, celle-ci se tient une fois l'an. Le comité de section ou assemblée des sectionnaires a plus d'importance : c'est lui qui prend les décisions en matière d'action et de programme. Les sectionnaires ont la charge d'une partie bien délimitée de la paroisse et assurent régulièrement le contact avec les affiliés par la distribution mensuelle de *Raak* et par la perception des cotisations. Avec les membres du comité, ils organisent l'activité de la section. Le bureau journalier n'est qu'un organe exécutif. La majeure partie des activités de la section, mises sur pied pour les membres, concerne la détente et les loisirs : le théâtre, le sport, les promenades dans la nature, les soirées de cartes, les expositions d'objets réalisés par des amateurs, les excursions, les visites de musées et de villes, les soirées culinaires ou les soirées de bingo font traditionnellement partie des loisirs proposés par une section. A part cela, les groupes locaux organisent des activités religieuses ou formatives, telles que des journées de recollection, une célébration eucharistique annuelle et des soirées de débat sur un thème précis, avec des orateurs procurés par la fédération. Les activités de détente sont celles qui ont le plus de succès parmi les affiliés. On retrouve, ici aussi, un fossé considérable entre la démarche intellectualiste du secrétariat national, qui insiste fortement sur l'aspect formatif, et la réalité sur le terrain.

Entre 1945 et 1950, les KWB analysent idéologiquement la question ouvrière avant tout en termes de retard accumulé par le travailleur, comme être humain, en matière religieuse, morale et culturelle. Aussi s'évertuent-ils à protéger les ouvriers des dangers qui menacent leur intégrité personnelle, aux plans moral et religieux. Dans la brochure *Zoo bouwen wij een nieuwen arbeidersstand* [Nous construisons ainsi une nouvelle classe ouvrière], le chanoine Brys exprime cette vision en formulant les thèses suivantes : 1. la masse ouvrière se trouve en état d'infériorité en matière religieuse et morale; la responsabilité de cette situation n'incombe pas aux travailleurs, mais à la société matérialiste et laïcisée dans laquelle ils vivent; 2. le risque est grand de voir les travailleurs chercher l'amélioration de leur sort et l'émancipation en adhérant aux organisations ouvrières socialistes et communistes. Or, celles-ci ne se préoccupent que du temporel et négligent les besoins plus profonds, spirituels et surnaturels; 3. acculés à vivre en masse, les travailleurs subissent les influences de courants de masse, qui nuisent à leur personnalité. Au départ de ce triple constat, les KWB s'assignent trois objectifs : 1. restaurer la conception chrétienne de l'existence ou rechristianiser la classe ouvrière aux plans individuel, familial, professionnel et communautaire; 2. déprolétarianiser chrétiennement les travailleurs en guidant "l'aspiration légitime et irrésistible au relèvement de la classe ouvrière". Le mouvement propose donc aux travailleurs le modèle culturel bourgeois comme idéal, par l'entremise d'une formation sociale et de ser-

vices sociaux; 3. la transformation du milieu familial, du milieu de travail et du milieu de loisirs des travailleurs par la rechristianisation, la conquête de la masse et le relèvement culturel²⁸.

Dans l'immédiat après-guerre, les KWB appliquent donc une méthode de formation essentiellement pontifiante et paternaliste. D'en haut, des prêtres inculquent des idées et des comportements. L'aumônier est, à tous les niveaux, la personne-clé de l'organisation. Cette conception et cette démarche sont en grande partie inspirées par Brys, qui privilégie fortement l'Action Catholique, au détriment de l'option ouvrière. Il estime que les KWB incarnent la priorité accordée aux valeurs morales et spirituelles dans le mouvement ouvrier chrétien et qu'ils doivent mettre l'accent sur le renouveau spirituel de l'homme. Ainsi se réaliserait également un renouveau dans la famille, dans le travail, enfin dans la communauté populaire et dans l'Etat²⁹. Brys situe toujours la mission des KWB dans les limites de la doctrine sociale de l'Eglise, telles qu'elles sont tracées dans *Rerum novarum* et *Quadragesimo anno*³⁰. Tout le monde ne partage pas ces conceptions. Ce sont surtout les permanents issus de la KAJ qui insistent davantage sur les possibilités propres des travailleurs et sur le lien entre la dépendance économique et les conditions d'existence des salariés. Dans la seconde moitié des années cinquante seulement, ce groupe a davantage les coudées franches.

C'est dans cette ambiance de rechristianisation et d'Action Catholique que se déroule le premier congrès national des KWB, le 13 juillet 1947. Dans son allocution, le président Bert Drees déclare entre autres : "Pour nous, membres des KWB, il ne fait aucun doute qu'une existence de travailleur sans christianisme ne recèle aucune possibilité de bonheur vrai, quelle que soit la prospérité matérielle qui la caractérise. Pour cette raison, nous osons déclarer ici que notre désir le plus profond et le plus ardent est de ramener le plus de camarades possible au Christ et à la pratique de notre conception chrétienne de la vie" [NT]³¹. Ce congrès est l'apothéose du programme d'année 1946-1947, lancé sous le titre "Hoog den arbeid" [Elevez le travail]. Ce congrès doit également faire connaître la toute jeune organisation à un nombre de travailleurs aussi grand que possible et aux sphères dirigeantes du pays. Dans cette optique, une manifestation grandiose est mise sur pied, avec une célébration solennelle de l'eucharistie à la cathédrale SS. Michel et Gudule à Bruxelles, un défilé de masse à travers les rues de la capitale et un spectacle total, auquel assistent les affiliés et les nombreuses personnalités présentes³².

28. Brys, *Zoo bouwen wij*, 19-21. Sur l'idéologie et le programme du mouvement ouvrier chrétien, voir le chapitre V du tome I.

29. *Ibid.*, 22-23.

30. Rapport de la journée d'étude nationale 1950; AKWB 8.2.5.

31. *KWB-Maandblad* (août-septembre 1947).

32. *Ibid.* Conseil central des KWB, 3 novembre 1946; AKWB 4.2. (Source pour le 13/7/1947).



C'est avec le congrès de 1947 que les KWB font vraiment leur apparition sur la scène publique.

(Affiche d'A. Van Avermaet, 1946)

II. Orientations nouvelles. 1950-1959

Vers 1950, un certain nombre d'accents se déplacent au sein des KWB. Ainsi, une idée fait son chemin : la question ouvrière ne peut se réduire à un retard religieux et culturel du travailleur comme individu; il faut aussi insister sur les conditions de vie socio-économiques du salarié, sur sa dépendance à l'égard des pouvoirs économiques, sur les influences déshumanisantes qu'il subit dans la vie professionnelle. On constate que le relèvement individuel de l'ouvrier fait long feu et qu'il faut élever le niveau de la classe ouvrière dans son ensemble. Aussi tente-t-on de renoncer à la méthode pontifiante et éducative, pour mettre l'accent, au contraire, sur le caractère "adulte" du travailleur. Le but recherché est de former un groupe démocratique d'ouvriers, qui se forment au sein de leur propre organisation. Chaque méthode de formation doit donc partir du constat selon lequel les ouvriers se trouvent dans une situation critique au plan socio-économique. Tel est le nœud du problème : toutes les difficultés des travailleurs découlent de leur position socio-économique au sein du système dominant.

Dans une large mesure, le jésuite Jos Cleymans, affecté pendant quelques années au service d'étude des KWB, propage cette approche. En 1950, lors du week-end d'étude national, il résume sa position de départ comme suit : "Tant que l'on ne veut pas, tant que l'on n'ose pas reconnaître, sous quelque prétexte que ce soit, ce fait brut dans sa nudité (la situation des ouvriers et ses conséquences négatives), tant que l'on n'en fait pas consciemment le point de départ de tout apostolat auprès des salariés, toute action apostolique, même conçue avec les meilleures intentions, repose sur un malentendu qui annule chaque réussite antérieure" [NT]³³. Selon Cleymans, les KWB doivent chercher à améliorer la situation matérielle des ouvriers, condition indispensable à leur bonheur terrestre. C'est là un droit absolu. Par ailleurs, le sort injuste des travailleurs constitue un excellent terreau pour le communisme. La position traditionnelle, selon laquelle Dieu aime les pauvres et les récompensera dans son royaume, est très ambiguë : par le passé, de tels propos ont servi d'argument-massue pour ne rien changer aux situations d'injustice. Lors du même week-end d'étude, Cleymans plaide également en faveur d'une autonomie complète des KWB à l'égard de tout pouvoir. Le mouvement ne pourra atteindre ses objectifs et par conséquent connaître le succès auprès des non-croyants qu'en étant une communauté de salariés librement organisés. Les KWB doivent être une organisation d'ouvriers, pour les ouvriers et par les

33. J. Cleymans, "De taak van de KWB in de herkerstening van de arbeiders" dans : A. de Smet e.a., *Ontkerstening en herkerstening van de arbeiders* (Anvers, 1950) 187-267; citation : 229. Voir également la série remarquable d'articles de J. Cleymans, "De onrust in de psychologie van de loonarbeider", *GMG* (1953) 279-319, 827-843, 969-988; (1954) 41-63, 173-190.

ouvriers. Ceux-ci tentent ensemble, dans un processus démocratique, d'assurer la formation de tout leur groupe, sans chicanerie externe³⁴. Cleymans reste une figure assez isolée au sein des KWB et disparaît de la direction nationale au bout de quelques années. Quant aux raisons de sa révocation, nous en sommes réduit aux conjectures.

De toute façon, c'est l'époque où les KWB se cherchent une méthode alternative. Désormais, il n'est plus question d'éduquer des ouvriers, mais de les former et surtout de leur permettre de se former. Cette formation, les travailleurs doivent l'acquérir au sein de la famille, du milieu de travail et de la communauté. Comme telle, elle est incomplète : elle présente, en effet, des lacunes. Il appartient aux ouvriers eux-mêmes de remédier à ces insuffisances, en collaborant avec d'autres travailleurs au sein d'une association adaptée à leur mode de vie, qui définit son action en fonction de leur point de vue. Les KWB entendent être cette association³⁵. Ces nouvelles conceptions et ces nouvelles méthodes sont mises au point pendant les week-ends d'étude nationaux qui se déroulent dans la première moitié des années cinquante. Le week-end d'étude de 1953 est placé sous le signe de la formation que chaque ouvrier se donne; celui de 1954 renonce même à une partie des leçons traditionnelles et tente de laisser partiellement l'initiative aux permanents et aux militants, dans des groupes de travail qui se consacrent chacun à un thème précis.

La nouvelle démarche en matière de programmes et de méthodes est appliquée également dans l'action menée en vue du Manifeste de 1954. La direction nationale élabore un projet de manifeste, adressé à tous les sectionnaires. Au cours de leurs réunions locales, ceux-ci discutent le texte en question et, le cas échéant, le modifient. Ensuite, des journées d'étude pour sectionnaires sont organisées au plan des fédérations. Au cours de ces assemblées, des amendements peuvent encore être apportés au projet. Une proposition de document est établie par chaque fédération. Les dirigeants nationaux réunissent finalement les résultats et soumettent une proposition finale, lors du congrès des sectionnaires, qui se tient le 2 mai 1954 à Gand : ce document est approuvé par 4203 voix sur 4498 suffrages exprimés. Les lignes de force du manifeste sont : "1. Nous demandons le respect de l'homme et de l'ouvrier; 2. Nous demandons une responsabilité effective de l'ouvrier dans la vie sociale; 3. Nous demandons qu'il puisse assumer dignement ses charges familiales, sans que sa situation professionnelle soit entravée pour autant; 4. Nous demandons que le travailleur soit considéré en fonction des services qu'il rend à la société; 5. Une volonté de solidarité forte et consciente entre les ouvriers et leurs organisations; 6. Une volonté de rechristianiser la classe ouvrière et d'approfondir sa foi"³⁶. Si ce

34. Cleymans, "De taak van de KWB", 224-240.

35. Rapport du week-end d'étude national 1953; AKWB 8.2.8.

36. AKWB 6.2. KWB-Leiding (août 1954). Lenaerts, *De Katholieke Werkliedenbond*, 30.

“Manifeste des 9000 sectionnaires” revêt une telle importance, c’est essentiellement parce que les militants locaux sont associés, pour la première fois, à la prise de décision au sein du mouvement. Les six résolutions du manifeste impressionnent surtout par l’humilité de leur forme et par la modération de leur contenu, plutôt que par leur caractère militant. Ceci prouve que les efforts déployés par plusieurs membres au sein des KWB, pour intégrer la question ouvrière dans son contexte socio-économique, n’imprègnent pas encore la base.

Dans la seconde moitié des années cinquante, le mouvement en arrive à la conclusion que sa démarche s’écarte trop de la réalité quotidienne et individuelle du travailleur. Une tendance croissante à individualiser et à interioriser la question ouvrière se fait jour. Bert Drees est le responsable de cette individualisation. Comme premier président des KWB, il a vécu dans l’ombre de Brys, mais il s’affirme de plus en plus depuis 1954. Assistant social et docteur en droit, Drees démissionne, cette année-là, de son poste de président des KWB. Il crée alors, à lui seul, un service d’étude des KWB établi à l’Ecole Sociale Supérieure de Heverlee, où il enseigne depuis 1949. A cette époque, à un âge avancé, il étudie la psychologie à l’université de Louvain : ainsi s’explique son insistance sur l’approche psychologique de la question ouvrière. Dans le discours qu’il prononce, en 1957, au cours du week-end d’étude national, il observe : “Bon nombre de problèmes vécus par les travailleurs présentent un caractère collectif ou commun, mais à cause de facteurs qui, pour une bonne part, leur sont étrangers (par exemple, leur dépendance économique). Toutefois, la majorité des problèmes est souvent d’ordre individuel et personnel : ils sont propres à un groupe restreint” [NT]³⁷. De même, il met en garde contre une propension excessive à développer les structures des KWB, qui détournerait l’attention des besoins et des aspirations de l’individu : “Nous avons créé des sections en grand nombre et la Flandre en compte actuellement 1037. Nous avons fait le conquête de nombreux membres et nous avons réussi à en affilier plus de 112.000 pour le moment. Nous avons recruté et formé des dirigeants et nous disposons à l’heure actuelle d’une équipe de plus de 12.000 sectionnaires. Nous avons mis sur pied des services dont le nombre croît sans cesse. Nous avons réfléchi et travaillé à l’organisation de toutes sortes de réalisations et d’activités, et nous en avons développé un grand nombre, en y consacrant une bonne part des forces vives du mouvement. Il faut pourtant souligner que notre but premier n’est pas de développer une organisation, mais bien de changer, d’améliorer les conditions d’existence de milliers d’ouvriers, ici, en Flandre. Au cœur de nos préoccupations, il y a non l’appareil, mais l’être humain, non la prestation, mais la vie. C’est ici que

37. AKWB 8.2.11.

point le danger : celui de voir l'homme relégué à l'arrière-plan par un appareil réclamant trop d'attention" [NT] ³⁸.

Dès la préparation du programme d'année de 1956-1957, on estime que l'activité du mouvement devrait correspondre désormais "aux besoins et aux aspirations actuels des ouvriers". On s'engage dans la découverte des "problèmes de vie" des travailleurs, auxquels les KWB s'efforceraient d'apporter une solution. Ces "problèmes de vie" sont autant de freins et d'obstacles au véritable épanouissement individuel des travailleurs. Leur découverte suppose une nouvelle approche méthodologique. Aussi propose-t-on d'entamer des enquêtes dans plusieurs fédérations régionales, pour repérer les besoins réels des masses laborieuses. Lors des journées de réflexion des KWB des 25 et 26 janvier 1956, trois formes possibles de sondages sont présentées : l'envoi d'un questionnaire à un certain nombre d'ouvriers, des visites au domicile des travailleurs et l'organisation de réunions en petits groupes d'affiliés et de non-affiliés. Les questions qui figureraient sur le questionnaire se rapporteraient notamment à la façon dont l'homme est traité dans le milieu de travail, dans la famille, dans les rapports sociaux, les loisirs et la religion. Les fédérations et les sections se voient investies d'une grande responsabilité. Les dirigeants régionaux doivent lancer les sondages parmi les travailleurs, afin d'inférer un programme d'année des besoins ou des aspirations ainsi révélés; ce programme serait conçu soit pour l'ensemble de la fédération, soit pour une partie d'entre elle, s'il s'avère que les problèmes varient d'une région à l'autre. On attend aussi des responsables fédéraux qu'ils aident les sections à découvrir les problèmes locaux et à élaborer un programme local. Par cette nouvelle méthode, les KWB essaient surtout de stimuler le travail à la base. Pendant toute cette période, il n'est plus question de grands thèmes d'année nationaux, impliquant la totalité du mouvement. En revanche, les dirigeants nationaux soutiennent le travail à la base, en lui apportant un appui logistique. Au cours des week-ends d'étude "Arbeidsvorming en levensproblemen" [Formation ouvrière et problèmes de vie] (1956), "Hoe de levensproblemen oplossen" [Comment résoudre les problèmes de vie ?] (1957) et "Levensnoden ontdekken" [Découvrir les besoins de vie] (1958), on tente de définir et de préciser les nouvelles conceptions du mouvement et la méthode appropriée à celles-ci.

Depuis lors, aux KWB, on parle de "nouvelle orientation", de "nouveau tournant", de "réorientation". Un large éventail de textes de leçons, destiné aux cercles d'étude locaux et traitant de sujets tels que le foyer, le socialisme, le mouvement flamand, les loisirs, l'éducation sexuelle et les problèmes de la jeunesse, est mis à la disposition des groupes locaux. Aux sections de choisir, chacune, les sujets qui paraissent convenir à leurs be-

38. Texte de conférence de Bert Drees, week-end d'étude national 1957; AKWB 8.2.11.

soins³⁹. Toute l'activité émanant de la base semble pourtant présenter de sérieuses déficiences. La plupart des fédérations omettent d'organiser les sondages, qui doivent servir de point de départ à la méthode nouvelle. Les cadres sont insuffisamment préparés et trop peu formés pour que l'opération puisse atteindre sa vitesse de croisière. La structure des KWB est trop lourde pour modifier à court terme des méthodes éprouvées, de sorte qu'un certain désarroi, un découragement sont perceptibles dans plusieurs fédérations. L'annulation du congrès national prévu pour 1957, qui doit se pencher sur ces "problèmes de vie" des travailleurs et être le couronnement de la nouvelle orientation des KWB, est symptomatique à cet égard. Vu le faible succès de l'opération, on décide de supprimer le congrès, purement et simplement⁴⁰.

Pendant ce temps-là, le secrétariat national continue à développer différents services. Les bureaux de renseignements, qui informent les affiliés des lois sociales et des problèmes administratifs, existent dès avant 1950. Le cas échéant, ils envoient les membres aux services de l'ACW. Le Service des Jeunes Pères de Famille propose des textes de leçons pour cercles d'étude. Il essaie d'attirer surtout les anciens jocistes. Le Service de Logement est particulièrement actif dans l'après-guerre, période de reconstruction et de pénurie d'habitations. Il aide les affiliés de ses conseils, dans les problèmes de construction qu'ils rencontrent. Ces services n'ont ni une organisation séparée, ni un personnel propre et important : un seul permanent national est généralement responsable de tout leur fonctionnement. Il existe cependant une exception à cette règle : le Service des Pèlerinages à Lourdes, qui est créé en 1950 et connaît un essor fulgurant. Dans ces pèlerinages KWB-KAV, retraite populaire et tourisme sain, abordable doivent être associés. La formule est une réussite : le nombre annuel de participants passe de 1800 en 1950 à 28.000 en 1975⁴¹. L'organisation des pèlerinages procure chaque année aux KWB des recettes supplémentaires considérables, qui peuvent être affectées à d'autres objectifs. En 1950 également est lancé le Service d'Action et d'Education Familiales, qui représente le mouvement dans différents conseils et organisations. Afin de défendre plus efficacement les intérêts des familles ouvrières chrétiennes, on encourage une étroite collaboration entre ce service et l'organisation-sœur que constituent les KAV. Ainsi naît l'"Unie der Arbeidersgezinnen" [Union des Familles Ouvrières]. Ce lien de coopération s'avère important lorsque le mouvement doit intervenir comme "corps représentatif" dans le cadre d'organisations nationales et internationales. En matière familiale, l'"Unie" relaie

39. KWB-rapport annuel 1957. Lenaerts, *De Katholieke Werkliedenbond*, 40-41. AKWB 8.2.10 au 8.2.12 inclus.

40. KWB-rapport annuel 1957.

41. Rapport annuel sur les pèlerinages à Lourdes 1975. KWB-rapport annuel 1967/68.

toujours les positions communes des KWB et des KAV devant les instances politiques et devant l'opinion publique ⁴².

III. Contestation. 1959-1968

Dès le début des années soixante, les KWB suivent une orientation davantage axée sur l'action et sur la revendication. Ils délaissent leur effort tendant à changer la mentalité des salariés. Prise de conscience, réformes de structures au sein d'une société vécue comme aliénante et participation de la classe ouvrière, tels sont les nouveaux mots d'ordre. Au départ, la question centrale est la démocratisation de l'entreprise, mais elle est progressivement relayée par la revendication d'une participation plus grande dans l'enseignement, l'Eglise et la culture. Cette évolution fait écho à la volonté d'"aggiornamento" qui se manifeste dans l'Eglise catholique romaine, depuis l'élection de Jean XXIII et le Concile Vatican II (1962-1965). Elle reçoit une nouvelle impulsion suite à la vague de contestation qui agite la société occidentale, au cours de la deuxième moitié des années soixante.

A. *Pleins feux sur l'entreprise* ⁴³

Aux KWB, l'évolution dont il s'agit commence par la critique de l'action "Levensproblemen" [Problèmes de vie], à laquelle se livre le jésuite Liederik De Witte. Au week-end d'étude national de 1959, celui-ci déclare: "Mais le danger de dissocier le problème de la formation et de l'épanouissement personnel de toute la réalité sociale, dans laquelle se déroule l'existence du travailleur, est-il vraiment illusoire? N'a-t-on pas, en fait, interprété le terme "problèmes de vie" de façon trop individualiste? Autrement dit: n'en avons-nous pas réduit la portée à la dimension strictement personnelle et ne l'avons-nous pas dissocié de l'énorme problème existentiel, de la grande nécessité vitale, auxquels tous nos travailleurs sont confrontés chaque jour et qui influencent profondément leurs problèmes personnels? Nous voulons dire: le fait même d'être travailleur salarié, avec tout ce qu'il signifie dans la réalité quotidienne" [NT] ⁴⁴. Ainsi les KWB renoncent-ils à une approche jugée trop individualiste de la question ouvrière. Ils s'attachent depuis lors à l'examen de la dépendance structurelle du travailleur dans l'entreprise capitaliste.

42. AKWB 13.1.3. En 1957, les KWB veulent étendre leurs activités au Congo belge, comme l'ont fait l'ACV, les KAV et la KAJ. Le mouvement s'adresserait en premier lieu à la population africaine, mais les charges financières, auxquelles il faut s'attendre, provoquent l'abandon du projet. KWB-Conseil central, 7 avril 1957; AKWB 4.2.

43. Sur la vision de l'entreprise, voir également le chapitre VI du tome I et le chapitre concernant le mouvement syndical dans le présent tome.

44. Texte de l'allocation de L. De Witte, week-end d'étude national de 1959; AKWB 8.2.13.

Le responsable de cette volte-face, que l'on connaîtra plus tard sous le nom de "Manifestactie" ["Action du Manifeste"], est Liederik De Witte. Après son ordination en 1942, il enseigne au Collège Saint-Pierre à Louvain, avant de devenir vicaire à Gooik et Wambeek. Il effectue un stage de prêtre-ouvrier dans la métallurgie liégeoise et à Gand. Au cours de nombreux voyages d'étude à l'étranger, il enquête sur la position sociale de la classe ouvrière et sur la déchristianisation du milieu ouvrier. En 1954, il est chargé de la formation des cadres des KWB au plan national et dans la fédération d'Alost. De Witte est incontestablement le moteur de la "Manifestactie", qui débute par les cercles d'étude "Waardering: de arbeider is ook een mens" [Considération: l'ouvrier est aussi un homme] et "Naar de Kern. Inzet en inzicht in de onderneming" [A l'essentiel! Engagement dans l'entreprise et connaissance des ses structures]. La problématique est approfondie et analysée lors des week-ends d'étude nationaux "Het arbeidersvraagstuk nu" [La question ouvrière aujourd'hui] (1960), "De arbeider is ook een mens" [L'ouvrier est aussi un homme] (1961), "De arbeiders in de onderneming" [Les travailleurs dans l'entreprise] (1962) et "Medezeggenschap in de onderneming" [La participation dans l'entreprise] (1963). La question se cristallise progressivement sur les rapports qui existent entre travail et capital dans le cadre de la société capitaliste, en particulier dans les entreprises. C'est ainsi qu'un groupe de travail, chargé d'élaborer un nouveau projet d'entreprise, est créé au sein du service d'étude des KWB.

Lors de l'important week-end d'étude de 1963, De Witte présente, au nom de ce groupe de travail, un rapport dans lequel il rejette assez radicalement le mode de production capitaliste: il invoque la subordination et la mise sous tutelle des salariés, ainsi que leur "absence", juridiquement organisée, dans la structure d'entreprise existante. Il analyse quatre problèmes fondamentaux de cette structure pour lesquels il propose chaque fois une alternative: 1. *La forme de l'entreprise* est rejetée parce qu'il s'agit d'une institution patrimoniale, où droits et devoirs dérivent du droit de propriété. Elle devrait être remplacée par une institution de droit personnel, dans laquelle la direction, les cadres et les travailleurs participeraient sur pied d'égalité, comme associés. Ce système permettrait à chacune des parties de s'impliquer davantage dans la vie de l'entreprise, de promouvoir son épanouissement personnel et d'abolir l'opposition capital-travail; 2. *Le pouvoir dans l'entreprise* ne peut plus découler du droit de propriété, puisque tous les collaborateurs y participent comme associés. Un contrôle effectif des décisions prises par les dirigeants doit être rendu possible. Ces derniers sont tenus de se justifier et peuvent être destitués par les associés, en cas de négligence; 3. *L'organisation du travail* a un caractère trop centralisé, si bien que les travailleurs se sentent à la fois trop peu impliqués et trop peu responsables. D'une part, il faut conserver une réelle autorité au sein de l'entreprise, compétente pour la direction économique générale et pour la nomination des cadres. D'autre part, il y a lieu de prévoir un espace de dé-

cision à chaque niveau, grâce auquel les exécutants conserveraient, autant que possible, une part d'initiative et de responsabilité, en prenant des décisions sur l'organisation du travail en concertation avec les cadres; 4. *La répartition du produit de l'entreprise*. Le profit est nécessaire à la subsistance et à l'essor de l'entreprise. La part des bénéfices investis doit rester aux mains de tous les associés, et donc permettre aux ouvriers de devenir copropriétaires. En plus d'un salaire convenable, tous les travailleurs recevraient chaque année une partie des gains réalisés.

L'objectif des KWB est de présenter leurs propres vues sur le problème de l'entreprise et de les situer entre les conceptions capitalistes libérales et socialistes. Indéniablement, l'encyclique *Mater et magistra*, dans laquelle Jean XXIII légitime le souhait des ouvriers de participer à la vie de l'entreprise, et les discussions menées en Allemagne à propos de la "Mitbestimmung" [la cogestion], déterminent en partie les positions du mouvement. Aussi, lors du week-end d'étude de 1963, L. De Witte conclut-il son intervention en ces termes: "Nous connaissons l'entreprise capitaliste. Nous savons comment on a essayé de la justifier en invoquant le droit de propriété... D'autre part, la conception socialiste ne nous est pas inconnue non plus. Bien qu'elle soit en pleine évolution et qu'ils [les socialistes] ne croient plus que la simple nationalisation permette de résoudre tous les problèmes... Que pensons-nous, nous, les catholiques? Non, nous ne voulons pas plaider en faveur d'une conception catholique de l'entreprise, comme si nous trouvions en notre foi la recette d'une formule concrète. Mais nous devons nous demander si, en partant de quelques éléments fondamentaux de notre conception de la vie, nous ne devrions pas aboutir à une conception personnaliste de l'entreprise. Celle-ci permettrait de promouvoir une collaboration loyale entre toutes les personnes qui, comme nous, reconnaissent la dignité humaine dans toute son étendue" [NT] ⁴⁵.

Cette leçon de clôture est le point de départ du projet de manifeste, établi par un groupe de travail spécial. Le document en question est soumis pour avis à un certain nombre de travailleurs, à des hommes de science, à des personnalités issues du mouvement ouvrier chrétien et extérieures à celui-ci. Le projet est ensuite approuvé par la direction nationale, le 20 juillet 1963. Le journal des membres *Raak* paraît en octobre 1963, sous la forme d'une brochure de 37 pages, intitulée : *KWB-ers op zoek naar een nieuwe onderneming* [Les membres des KWB à la recherche d'une entreprise nouvelle]. La couleur de la couverture et certaines critiques adressées au contenu font que cette brochure est connue comme le "petit livre rouge". Il s'agit d'un texte de travail, avec des schémas de discussion, dont la teneur est débattue dans toutes les sections. Des propositions sont ensuite formulées au sein de chaque fédération. Le document est adapté une der-

45. Rapport du week-end d'étude national de 1963; AKWB 8.2.17.

nière fois, au niveau national, sur base des discussions menées dans les sections et les fédérations. Il est finalement approuvé lors du Congrès national du Manifeste de mai 1964⁴⁶.

Il est intéressant de comparer le texte définitif du manifeste avec la leçon de clôture de L. De Witte, donnée lors du week-end d'étude de 1963, et avec le projet original. On constate alors qu'après consultation des membres dans les sections et les fédérations, une position moins radicale est adoptée en définitive. Les textes de départ prévoyaient une certaine forme de socialisation de l'entreprise. Ils plaidaient pour des alternatives claires et concrètes. La version définitive souligne bien les défauts des structures existantes de l'entreprise, mais les alternatives sont en grande partie remplacées par des déclarations de principes et d'intentions. Dans ce "Manifest over de hervorming van de onderneming" ["Manifeste sur la réforme de l'entreprise"], les KWB prennent position contre la structure capitaliste parce que le salarié : 1. n'a pas sa place dans l'entreprise comme société anonyme; 2. n'a aucune influence sur les décisions; 3. est rarement associé à l'organisation du travail; 4. n'a pas le droit de participer aux bénéfices. Autrement dit, tous les droits et devoirs découlent du droit de propriété. Aussi beaucoup de travailleurs salariés éprouvent-ils des sentiments de mésestime, d'insécurité et se sentent exploités : par expérience, ils savent, en effet, qu'ils sont utilisés pour réaliser les objectifs de tiers. C'est pourquoi les KWB veulent que tous ceux qui s'impliquent personnellement et activement dans l'entreprise soient, sur cette base, "copropriétaires, codirigeants et associés à la définition des orientations de l'entreprise". Les KWB estiment qu'une forme adéquate peut être trouvée pour concrétiser ce type de firme. Ils espèrent que l'ensemble du mouvement ouvrier chrétien s'engagera de toutes ses forces en faveur de nouvelles structures, qui "reconnaissent, expriment et favorisent le respect de la dignité humaine au niveau de l'entreprise"⁴⁷.

La "Manifestactie" [Action du Manifeste] est une phase importante de l'existence des KWB. Le secrétariat national l'a très bien préparée et encadrée. Les critiques éventuelles des milieux catholiques conservateurs sont neutralisées par la justification approfondie du document, au plan moral et théologique, apportée par Marcel Fraeyman, qui devient le nouvel aumônier de l'ACW et des KWB après le décès de Brys, en 1962. L. De Witte replace les conclusions du Manifeste dans le cadre de la doctrine sociale de l'Eglise. Des recherches menées par les KWB montrent que 75 % des sections, représentant 82 % des membres, ont pris part à l'opération et que 10 % des membres ont participé activement aux discussions⁴⁸. Si cette ac-

46. Rapport du congrès national des KWB des 30-31 mai 1964, GMG (1964) 535-556. AKWB 7.6.5.

47. *Ibid.*

48. *Ibid.*

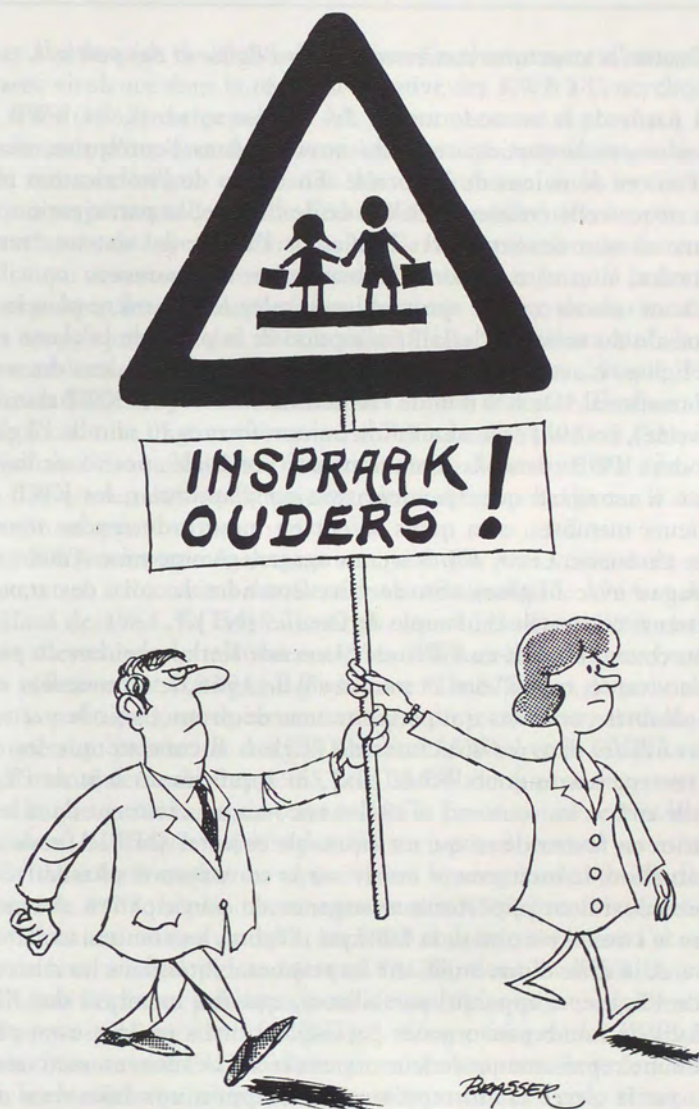
tion connaît un retentissement assez considérable, c'est en grande partie parce que les KWB s'en prennent, pour la première fois de leur existence, aux structures établies.

Tous ces événements provoquent pourtant de fortes tensions au sein de l'ACW, principalement avec l'aile syndicale. Les relations entre la CSC et les KWB n'ont jamais été très chaleureuses, tout au long de la présence d'August Cool à la tête du syndicat. La CSC estime à présent qu'avec la "Manifestactie", les KWB empiètent sur le terrain de l'action syndicale, donc sur sa chasse gardée. Aussi refuse-t-elle de souscrire aux conclusions du manifeste. Les KWB essaient pourtant de faire accepter leurs principes au sein de l'ACW, comme première étape vers la réalisation concrète de leurs options. Les conclusions du manifeste sont remises à l'ACW. En son congrès du 24 mai 1964, ce dernier adopte une résolution, visant à placer le statut de l'entreprise à l'ordre du jour de son conseil central. Le problème serait préalablement étudié par un groupe de travail, dirigé par le président de l'ACW et composé de représentants des organisations constitutives. Les délégués des KWB tentent de faire adopter les acquis du manifeste par cette commission, dont les travaux débouchent finalement sur les résolutions du conseil central du 4 novembre 1967, relatives à la réforme de l'entreprise. Ces résolutions traduisent la position commune du mouvement ouvrier chrétien, donc aussi celle de la CSC, comme organisation constitutive de la coupole ACW. Elles atténuent les conclusions du manifeste, entre autres parce que l'entreprise capitaliste n'est plus explicitement remise en question et que l'on exige simplement une adaptation des structures existantes⁴⁹.

Entre-temps, les KWB continuent à diffuser leurs idées. La commission Arbeidsmiddenwerking [Action dans le Milieu de Travail] poursuit l'étude du statut de l'entreprise, en concertation avec la base. Plusieurs collaborateurs des KWB interviennent comme interlocuteurs dans les milieux patronaux, syndicaux et politiques. Différentes fardes de travail pour cercles d'étude sont proposées aux sections, au cours de la période 1964-1967. On constate progressivement que le thème de l'entreprise suscite moins d'intérêt et que la fréquence des cercles d'étude commence à décliner. Parmi les diverses raisons susceptibles d'expliquer l'arrêt progressif de ces travaux, relevons les suivantes : la structure paroissiale des KWB, qui exclut toute action au niveau de l'entreprise, le peu de cas fait par l'ACW et par ses organisations constitutives d'une opération de ce type et le passage trop rapide à d'autres thèmes. En outre, les organisations ouvrières socialistes et libérales, de même que les milieux politiques, se montrent indifférents et/ou hostiles aux idées des KWB, de sorte qu'aucune discussion large n'est engagée sur ce thème dans la société⁵⁰.

49. M. Vanhellemont, "De KWB en de ondernemingsproblematiek", *GMG* (1969) 457-467.

50. *Ibid.*; Lenaerts, *De Katholieke Werkliedenbond*, 77-78.



A partir des années soixante, les KWB entendent aller au-delà d'une action en faveur d'une participation accrue du travailleur dans l'entreprise : ils revendiquent le droit d'être entendus par le système scolaire. (Affiche de Brasser, années septante)

B. *Contre les structures conservatrices de l'Eglise et des partis*⁵¹.

A partir de la seconde moitié des années soixante, les KWB exigent non seulement la participation des ouvriers dans l'entreprise, mais aussi dans d'autres domaines de la société. En raison de l'imbrication idéologique et structurelle étroite des KWB et de l'Eglise, la participation des travailleurs au sein des structures locales de l'Eglise devient un "test-case". L'on craint, non sans raison d'ailleurs, que le renouveau conciliaire se limite à un ressourcement spirituel, qu'il relègue à l'arrière-plan la dimension sociale du message de la Rédemption et la place de la classe ouvrière dans l'Eglise. L'action menée sur ce thème est entamée lors du week-end d'étude national "De KWB in de vernieuwde Kerk" [Les KWB dans l'Eglise renouvelée], en 1965, où sont étudiées les réformes au sein de l'Eglise et la place des KWB dans la communauté ecclésiale post-conciliaire. On constate à cet égard que "par leur mission d'apostolat, les KWB doivent aider leurs membres, afin qu'ils soient en mesure de rendre témoignage comme chrétiens. Les KWB doivent engager, comme mouvement ouvrier, le dialogue avec l'Eglise, afin de faire entendre la voix des travailleurs, composante essentielle du Peuple de Dieu..." [NT]⁵².

Au cours du week-end d'étude "Levende Kerk, arbeiders en parochie" ["Eglise vivante, travailleurs et paroisse"] de 1966, le mouvement examine les possibilités concrètes qui permettraient de promouvoir la participation des travailleurs dans les structures de l'Eglise. Il constate que les ouvriers ne se sentent pas toujours "chez eux", ni appréciés au sein de l'Eglise, et que celle-ci "ne les soutient, ni ne les encourage nettement dans leur lutte libératrice en faveur de ce qui est équitable et juste" [NT]. Afin de changer cette situation, le mouvement insiste sur la contribution plus active que ses membres devraient apporter aux organes de participation des paroisses, tels que le conseil paroissial, la fabrique d'église, les comités scolaires ou de parents. A la suite d'une étude sur les responsabilités dans les structures locales de l'Eglise, il apparaît, par ailleurs, que des membres des KWB siègent dans de nombreux organes paroissiaux, mais en leur nom propre et non comme représentants de leur organisation. Le mouvement constate, en outre, que le clergé est surreprésenté par rapport aux laïcs dans de nombreux conseils. Il insiste dès lors auprès des évêques pour que la participation de ces mêmes laïcs soit adéquatement structurée⁵³. L'attitude critique que les KWB adoptent face à l'Eglise-institution est frappante, si on la compare à leur position des décennies précédentes. Auparavant, ils souhaitaient que les ouvriers se conforment aux exigences de l'Eglise; depuis le milieu des années soixante, au contraire, ils demandent à l'Eglise de

51. Sur la problématique de la sécularisation et le travaillisme, voir le chapitre VI du tome I.

52. AKWB 8.2.18.

53. Rapport du week-end d'étude national de 1966; AKWB 8.2.19.

s'adapter aux besoins de la classe ouvrière. Ce changement d'attitude s'exprime avec virulence dans la réaction négative des KWB à l'encyclique *Humanae vitae* (1968) du pape Paul VI. Le mouvement reproche à l'Eglise non seulement d'imposer des normes de manière autoritaire, mais également de nier une longue expérience dans le domaine de la formation aux relations interpersonnelles et de l'éducation sexuelle, développée au sein de mouvements de foyers comme les KWB. Une évolution similaire se produit en ce qui concerne la doctrine sociale de l'Eglise. Jusqu'à la fin des années cinquante, les KWB conformaient leur vision de la société aux grandes encycliques sociales. Dès le début de la "Manifestatie", les encycliques semblent surtout être utilisées pour légitimer une critique de la société plus radicale. A partir du milieu des années soixante, l'influence de la doctrine sociale de l'Eglise s'estompe et l'on cherche plutôt à s'inspirer directement de l'Evangile. Cette évolution est évidemment liée à la disparition de l'aumônier comme figure centrale et dirigeante, depuis le début de la décennie en question.

Les KWB adoptent également une attitude plus critique en matière politique, et ce à l'occasion des élections communales de 1964 et du scrutin législatif de 1965. Le conseil central national de mars 1965 charge ses instances d'examiner la relation entre les KWB et la politique. Le résultat de cette réflexion est consigné dans la note "De KWB en de politiek" [Les KWB et la politique], un document critique du secrétariat national, qui remet en question la relation des KWB et de l'ACW avec le CVP. Le conseil central national de novembre 1965 prie l'ACW de se prononcer sur sa position politique avant la fin de l'année 1967. En ce qui concerne les KWB, les décisions définitives sont reportées au conseil central de novembre 1967. Ce délai est à mettre en rapport avec le congrès de l'ACW de 1966. En novembre 1967, la plus haute instance des KWB prend la décision suivante : "Dans la situation actuelle, les KWB sont entravés dans l'accomplissement de leur mission par le fait que l'ACW, dont les KWB font partie, apparaît dans l'opinion publique, pour de multiples raisons, comme très lié au CVP et y est même identifié" [NT]⁵⁴. C'est pourquoi les KWB demandent avec insistance à l'ACW d'examiner ses rapports avec le CVP et de prendre les mesures qui s'imposent, pour éviter un lien trop étroit avec un parti politique, particulièrement en matière de cumul de mandats au sein du mouvement et du parti. Il rappelle également à cette occasion qu'une demande a été adressée à l'ACW, dès novembre 1965, afin que celui-ci se prononce sur les rapports entre l'ensemble du mouvement ouvrier chrétien et la politique. Pour un certain nombre de personnalités des KWB, cette attitude critique a une portée plus profonde : indubitablement, il s'agit, dans leur chef, de rendre possible la formation d'un "front progressiste". Les

54. KWB-Conseil national, 25 novembre 1967; AKWB 4.2., 9.1.

liens avec l'ACW sont à tout le moins perçus comme gênants : c'est via ce même ACW que les KWB se trouvent compromis avec le Christelijke Volkspartij, qui passe pour conservateur dans de nombreux domaines. L'idée de rassemblement des progressistes reste alors bien vivante, comme il ressort du week-end d'étude national de 1969 : "D'autre part, on constate que l'ACW s'appuie sur le CVP qui, en raison de sa composition, offre peu de garanties de s'atteler à cette mission (la réforme de l'entreprise). Il faut opter pour un parti progressiste.." [NT] ⁵⁵.

A partir de 1965, les KWB tentent de démocratiser leur mode de fonctionnement interne. Jadis, le programme était principalement le produit de la contribution personnelle de certaines personnalités marquantes. A présent, au contraire, on souhaite l'élaborer sur base d'une enquête générale dans les sections. Le mouvement en arrive à cette conclusion après avoir constaté qu'une trop grande focalisation sur un seul et même thème central ne répondait pas aux différentes attentes des membres, que cette méthode n'atteignait pas son but et qu'elle stimulait peu l'action personnelle. En conséquence, depuis l'année 1965-1966, les KWB établissent une procédure d'élaboration du programme bien structurée, en attachant beaucoup d'importance à la participation de la base, par le biais des journées d'étude réservées aux sectionnaires ⁵⁶.

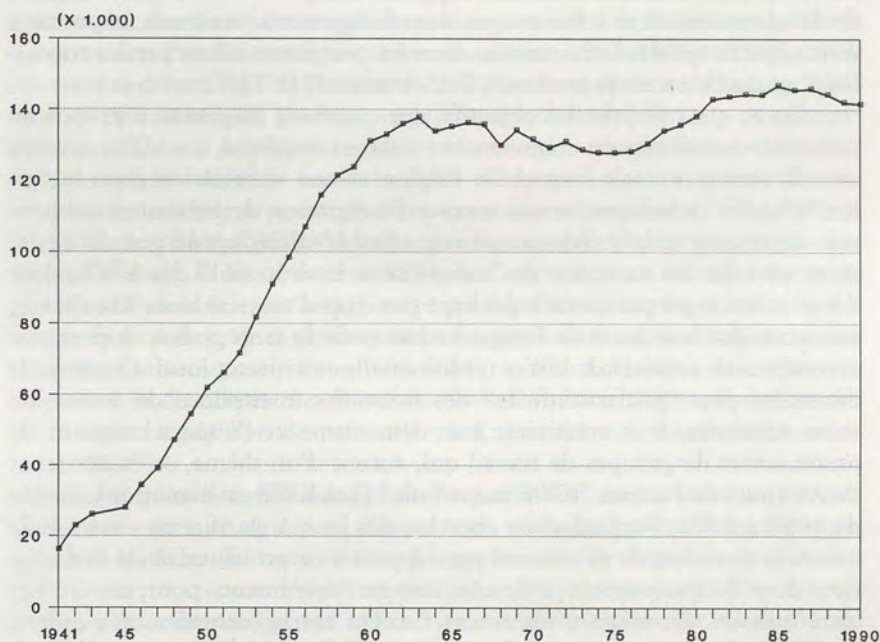
IV. La crise et le redressement. 1968-1980

Malgré la démocratisation interne et l'intervention des KWB comme "conscience critique" du mouvement ouvrier chrétien, les premiers symptômes d'une crise apparaissent depuis le milieu des années soixante. Jusqu'alors, le nombre de membres n'a cessé de croître : il est passé de 28.067 en 1945 à 137.841 en 1963. Pour la première fois, les chiffres de 1964 indiquent une perte d'exactement 3000 membres. Ce recul s'intensifie lentement pendant toute une décennie. Le nombre de sections augmente de 559 en 1946 à 1217 en 1966. A partir de 1967, une baisse s'amorce aussi sur ce plan : en une dizaine d'années, 120 sections environ sont perdues. L'explication de ce déclin n'est pas simple. Un certain nombre de membres sont sans doute déçus par l'absence de résultats concrets de la "Manifestactie". Ou bien l'approche des KWB est-elle peut-être trop intellectualiste, pendant ces années, de sorte qu'une brèche s'ouvre entre la base conservatrice et la direction progressiste. La poursuite et l'accélération de la sécularisation, la concurrence des mouvements modernes d'action socio-culturelle et l'éventail plus large des possibilités de loisirs, en dehors de la vie associative paroissiale, peuvent aussi expliquer un tel déclin.

55. Rapport du week-end d'étude national de 1969; AKWB 8.2.22.

56. Foubert, *Geschiedenis*, 14. Lenaerts, *De Katholieke Werkliedenbond*, 72-74.

Tableau 1 :
Nombre de membres des KWB.
1941-1990



Source : Annexe 2

Cette stagnation et même ce recul des effectifs ont pour effet que les KWB ne se bornent plus dorénavant à une approche critique du "pilier" ("zuil") catholique et de la société dans son ensemble. Ils remettent également en question leur propre identité. On s'interroge sur l'orientation, les modes de fonctionnement et les objectifs d'un mouvement destiné à la formation d'adultes. Lors du week-end d'étude national "Oriëntaties voor de toekomst" [Orientations pour l'avenir] de 1968, le président Luc Vos exprime ces doutes : "Une première série d'interrogations tourne autour de la question ouvrière aujourd'hui. La question est de savoir si les véritables problèmes auxquels le travailleur doit faire face, à l'heure actuelle, ont toujours la même origine et sont toujours de la même nature que les problèmes sur lesquels nous avons toujours agi. On s'inquiète de savoir si les problèmes pour lesquels les KWB ont voulu s'engager à fond sont bien les plus urgents, les plus aigus et les plus actuels de notre société. Les KWB ne se trompent-ils pas de cible et n'y a-t-il pas d'autres perspectives dans la vie de notre société qui, plus que jamais, devraient mériter notre attention dans le futur ? Les autres questions posées sont les suivantes : la structure

de la société n'a-t-elle pas changé de manière telle que notre existence comme mouvement ouvrier doive être remise en question ? Nos activités de KWB sont-elles suffisamment adaptées aux problèmes réels et urgents de la classe ouvrière ? Est-ce que des changements vraiment importants sont apparus ces dernières années dans les problèmes vécus par les travailleurs, et quelle en est la tendance, l'orientation ?" [NT] ⁵⁷.

En ce qui concerne les objectifs, des questions surgissent à propos du caractère catholique du mouvement : celui-ci implique, en effet, un lien avec la structure conservatrice de l'Eglise et une imbrication dans le "pilier" ("zuil") catholique, ce qui entrave l'intégration de personnes qui pensent autrement et la collaboration avec elles. L'insatisfaction grandit également au sujet du caractère de "mouvement traditionnel" des KWB, dont l'approche est perçue comme péchant par trop d'amateurisme. On s'irrite, en outre, des lourdeurs de l'organisation et de la trop grande importance accordée aux activités de loisirs traditionnelles au niveau local. On envie la démarche plus "professionnelle" des nouvelles institutions de formation socio-culturelle, leur créativité, leur dynamisme et l'impact croissant de toutes sortes de groupes de travail qui, autour d'un thème, se créent ici et là. Au cours de l'action "KWB in evolutie" [Les KWB en évolution], menée de 1968 à 1972, l'organisation cherche, dès lors, à clarifier sa vision de la question ouvrière, de sa mission par rapport à ce problème et de l'adaptation dont le mouvement a besoin comme instrument, pour concrétiser cette mission. En mettant fortement l'accent sur la formation des cadres, les KWB visent à promouvoir la professionnalisation des responsables volontaires. Des groupes de travail thématiques sont également organisés, à partir de 1971, dans les sections, les fédérations et surtout au niveau national. Ils tentent de répondre aux souhaits de ceux qui demandent une intervention plus souple, plus rapide et plus dynamique du mouvement dans la réalité sociale, sous ses différentes facettes, ainsi que la professionnalisation de la formation socio-culturelle. Au plan national se créent différents groupes de travail : Religion, Culture, Travail, Famille, Enseignement, Organisation, Loisirs, Politique d'Aménagement du Territoire et du Logement. Il en résulte que la répartition des tâches du secrétariat national s'opère dorénavant à partir de ces "points de vue" sur la vie sociale. Grâce à cette évolution, la stratégie du mouvement se fonde désormais sur un ensemble d'études solides ⁵⁸.

En vue d'obtenir l'approbation des décrets culturels par les pouvoirs publics, les KWB accordent une grande attention à la politique culturelle, depuis le week-end d'étude "KWB en Cultuur" [Les KWB et la culture] de 1967. Ils désirent être reconnus comme mouvement socio-culturel, afin de pouvoir participer à l'élaboration de la politique en cette matière et, par

57. Introduction de Luc Vos au week-end d'étude national de 1968; AKWB 8.2.21.

58. Foubert, *Geschiedenis*, 14-15. KWB-Rapport annuel 1972.

conséquent, de pouvoir demander des subsides. Concrètement, ils militent en faveur d'une politique équilibrée de subside dans le chef des autorités communales. Pour atteindre cet objectif, le secrétariat national invite les sections locales à se faire représenter dans les conseils et centres culturels communaux. Parallèlement, au cours des années 1967-1968 et 1968-1969, des soirées-débats sont organisées dans les sections, autour du thème "Cultuur en cultuurbeleid" [Culture et politique culturelle]⁵⁹. Lors des discussions préalables à la reconnaissance officielle des associations socio-culturelles engagées dans la formation des adultes, il s'avère que seules les organisations faitières seront reconnues et subventionnées. C'est pourquoi les KWB, les KAV, l'ACW-Vakantiegoegens et le Vormingscentrum Ter Munk fondent, le 14 novembre 1973, le Centrum voor Arbeidersvorming en Cultuurbeleid (Centravoc) [Centre pour la Formation Ouvrière et la Politique Culturelle]. Ce centre regroupe les organisations, institutions et services du mouvement ouvrier chrétien qui, au Nord du pays, s'occupent de formation et de culture. Le décret du Conseil Culturel Flamand du 4 juillet 1975 règle la question des subventions à accorder aux associations socio-culturelles⁶⁰.

Sur le plan des méthodes et de l'organisation, une série d'acquis sont également remis en question durant cette période. Les sections s'interrogent sur la tâche du sectionnaire. L'appellation elle-même de "wijkmeester" est perçue comme désuète et mesquine. Ne peut-on parler plus simplement de "membre dirigeant"? De sérieux doutes s'expriment sur le rôle du sectionnaire comme "contact" avec les membres, via la distribution personnelle du périodique *Raak*. Un certain nombre de sections passent résolument à l'envoi du bulletin par voie postale. Les discussions à propos des activités mixtes KWB-KAV sont également très vives. Dans certaines fédérations, des expériences de ce type sont tentées. Les directions nationale et fédérales des KAV craignent une intégration trop poussée, qui menacerait l'identité de ce mouvement typiquement féminin. Au plan national, KWB et KAV parviennent à élaborer, en 1972, une déclaration de principes commune, qui fixe les modalités et les limites de la coopération entre les deux organisations. En 1974, dans le cadre de l'extension des loisirs, la fédération sportive FALOS (Federatie van Arbeidersverenigingen voor Lichamelijke Opvoeding en Sport [Fédération des Associations Ouvrières d'Education Physique et de Sport]) est mise sur pied par les KWB et les KAV. Ses objectifs sont la promotion et la coordination des sports récréatifs dans les sections⁶¹.

Dans la première moitié des années septante, l'enseignement et la politique foncière sont les thèmes centraux du programme des KWB.

59. Rapport du week-end d'étude national de 1967; AKWB 8.2.20.

60. AKWB 15.2.5.1.

61. AKWB 7.3.5.

L'attention portée à l'école s'explique par la réforme de l'enseignement primaire et secondaire, autrement dit par l'introduction de l'enseignement "rénové". Elle est due aussi aux problèmes qui se posent en matière de bourses d'études et de révision du pacte scolaire. La poursuite de la démocratisation de l'enseignement et la participation des parents sont les deux préoccupations majeures des KWB. Les actions menées à ce propos sont multiformes. Elles ont pour objectif de sensibiliser la base du mouvement, notamment par l'organisation de soirées-débats et par la distribution de brochures. Elles consistent aussi à influencer l'opinion publique et les hommes politiques, à faire connaître et à propager les options des KWB, ainsi que ses alternatives politiques, à favoriser la participation à des journées d'étude sur l'enseignement⁶². L'intérêt pour les questions d'aménagement du territoire est lié à l'approbation définitive de la plupart des plans de secteur, au milieu des années septante. Les KWB exigent de la part des autorités une véritable politique sociale en la matière, en vue de mettre fin à la spéculation foncière effrénée. Dans la foulée, le mouvement revendique un blocage des prix de vente des terrains, sans lequel il deviendra impossible aux familles ouvrières d'acquérir leur propre maison.

A partir de 1975, la confiance en soi renaît au sein des KWB. La période d'autocritique systématique est bel et bien révolue. On doit constater qu'au cours des dernières années, de nombreuses questions ont été posées à propos du mouvement et que maintes critiques ont été adressées à son endroit. Il est temps à présent d'y répondre. On veut des certitudes sur les orientations fondamentales. On souhaite revaloriser le mouvement, tout en clarifiant et en confirmant ses positions, ses objectifs et son identité. Les KWB ressentent le besoin de dresser un bilan, qui leur permette de se redéfinir et de se resituer dans le contexte du temps.

Cette action est appelée "Leve-n-de KWB" [Vivent les KWB - Les KWB vivants]. Il s'agit d'une entreprise de grande envergure, qui s'étale sur plusieurs années. Sa cheville ouvrière est le président national, André Harinck. Selon ce dernier, le week-end d'étude national de 1975 doit être considéré comme un congrès idéologique. Au cours de cette assemblée, trois traits des KWB - leur caractère ouvrier, leur caractère de mouvement, leur caractère chrétien - sont analysés. A partir de cette étude, l'organisation formule ses objectifs socio-économiques et politiques. Les conclusions de ce travail sont soumises aux sections au cours de l'année 1975-1976. Un texte final est le produit des discussions et des amendements des groupes locaux. Ces résolutions sont approuvées par le conseil national du 26 février 1977. La conclusion la plus importante qui est tirée de toute cette activité est la nécessité absolue de l'autogestion des ouvriers. Celle-ci implique que, dans toutes les décisions prises au sein de la société, les

62. Foubert, *Geschiedenis*, 15. AKWB 7.8.

travailleurs, comme groupe majoritaire, doivent jouer un rôle déterminant. Pareil objectif n'est réalisable que dans un système économique démocratique. Pour y parvenir, les conseils d'entreprise doivent, dans une première phase, se transformer en conseils de travailleurs, au sein desquels tous les salariés seront représentés. Il convient aussi de doter ces organes d'un pouvoir de décision dans l'entreprise. La démocratie économique ne serait pas complète sans véritable démocratie politique, laquelle n'est, à son tour, possible que par une action politique unanime de toute la classe ouvrière. C'est pourquoi les KWB exigent, de la part des hommes politiques issus de l'ACW, un engagement collectif en faveur des travailleurs et, dans le chef du mouvement ouvrier chrétien, un contrôle rigoureux de ses mandataires politiques. Telle est la condition nécessaire à la formation d'un "front de tous les ouvriers". C'est à partir de ce front que doit finalement se constituer un véritable parti ouvrier, dont l'action s'inspire des valeurs chrétiennes.

Comme organisation socio-culturelle, les KWB veulent, en outre, donner aux travailleurs la possibilité de devenir des personnes résolues et responsables. Par une transformation de la société, ils entendent aussi offrir aux ouvriers davantage de chances de mener une existence plus digne. Pour atteindre ces finalités, le mouvement compte toujours sur trois moyens : la formation, le service et la représentation. A cet égard, il attache beaucoup d'importance aux activités des sections locales, tandis que la lutte pour l'émancipation ne peut se réaliser que par "l'union solide, la solidarité et la collaboration au sein du mouvement ouvrier chrétien dans son ensemble" [NT]. L'inspiration évangélique des KWB est confirmée : le caractère libérateur du message de l'Evangile est souligné. Selon les KWB, il se dégage de cette inspiration évangélique "une motivation, une vision de l'homme et de la société, qui marquent notre quête d'une société juste". Cette conception implique le rejet des structures capitalistes. En outre, les KWB constatent qu'un rapprochement s'opère entre les objectifs du socialisme démocratique et l'engagement social chrétien. Cette convergence rend possibles certaines formes de collaboration. Certes, par leur caractère chrétien, les KWB se différencient de l'approche marxiste de la question ouvrière. Ils ne partagent pas sa conception irrégieuse de l'homme. Toutefois, ils apprécient les aspirations sociales et les "éléments valables" de la démarche marxiste⁶³.

Le 4 juin 1977, les conclusions de l'action "Leve-n-de KWB" et le message dont elle est porteuse sont rendus publics au cours de la "journée de programme : Richtpunt" [Point de mire], à laquelle participent 4000 dirigeants. Cette fête "de combat" couronne deux années de travail intensif, voué aux orientations fondamentales du mouvement. Elle est aussi

63. Rapport du week-end d'étude national de 1975; AKWB, 8.2.28. Conseil national du KWB, 26 mai 1979 et annexes; AKWB 4.2.

l'amorce d'un futur programme de deux ans, consacré à la solidarité ouvrière et au partage des revenus⁶⁴. En 1977, les KWB approuvent une modification de leurs statuts, par laquelle la dénomination "Katholieke Werkliedenbonden" [Ligues Ouvrières Catholiques], considérée comme dépassée, est remplacée par l'appellation "Kristelijke Werknemersbeweging" [Mouvement des Travailleurs Chrétiens], de sorte que la continuité et la notoriété du mouvement soient maintenues via la perpétuation du sigle KWB⁶⁵. Par ce changement de dénomination, l'organisation met l'accent sur son inspiration évangélique. Elle veut aussi se distancer d'une image qui suggère un lien trop étroit avec les structures traditionnelles de l'Eglise. Le remplacement du substantif "Werklieden" [Ouvriers] par "Werknemers" [Travailleurs] reflète l'évolution sociale : outre des ouvriers, le KWB compte de plus en plus d'employés parmi ses membres. Une enquête révèle, en effet, que 80 % de ses affiliés sont des salariés, dont 58 % d'ouvriers et 42 % d'employés⁶⁶.

Entre-temps, un renversement de tendance remarquable se produit dans l'évolution des effectifs. Au début de 1975, les KWB ne comptent plus que 127.830 membres, soit 10.000 de moins que le chiffre maximum, atteint en 1963. A partir de 1976 s'annonce un redressement timide, qui se confirme au cours des années suivantes, de sorte que l'on enregistre, en 1980, le nombre record de 138.132 inscrits. Cette progression peut s'expliquer par la confiance que le mouvement retrouve en lui-même, depuis les actions concrètes menées dans le cadre des campagnes "Leve-n-de KWB" et "Richtpunt 77". Toutefois, la raison principale de la percée réside, sans nul doute, dans la nette extension de l'ensemble des activités sportives et de détente dans les sections : elle permet d'attirer ou de garder des membres qui ont peu d'affinités avec les autres activités du KWB⁶⁷.

La crise économique s'approfondit toujours davantage, tandis que le chômage augmente. C'est dans ce contexte que démarre, depuis 1977-1978, la mise en œuvre du plan bisannuel "Arbeiderssolidariteit en inkomenshervreiding" [Solidarité ouvrière et redistribution des revenus]. A l'origine de cette action, un constat : au cours de la crise, le principe de solidarité perd du terrain, tandis que le fossé se creuse entre les revenus les plus élevés et les revenus les plus bas. Dans une première étape, le KWB analyse la fraude fiscale. Cette démarche conduit, entre autres, à la publication du très remarqué *Zwartboek fiscale fraude* [Livre noir de la fraude fiscale]. Dans une seconde phase, le mouvement se penche sur les allocations sociales et les équipements collectifs : une bonne part de ceux qui en

64. AKWB 6.3.

65. Notons cependant qu'à partir de 1977, en français, il convient de faire précéder ce sigle d'un article défini au singulier (le KWB), et non plus au pluriel (les KWB).

66. AKWB 4.2./33 et 34. J. Cornillie et M. Cortois, "Wie zijn de 135.000 KWB-ers ?", *GMG* (1979) 217-230.

67. Rapports annuels 1975-1976 et 1980-1981.

FISKALE FRAUDE IS DIEFSTAL

DE K.W.B.
EIST:



MEER FRAUDEURS
VOOR DE
RECHTBANK!

La crise économique conduit le KWB à revendiquer un renforcement de la solidarité et une redistribution des revenus.

("Fiskale fraude is diefstal. De KWB eist meer fraudeurs voor de rechtbank": "La fraude fiscale, c'est du vol. Le KWB veut voir comparaître plus de fraudeurs devant les tribunaux"; Affiche, 1980)

bénéficient, observe le KWB, appartiennent à la catégorie des mieux lotis. En fait, on assiste à un renversement du système de redistribution des revenus : par le biais de la fiscalité et des retenues de sécurité sociale, les groupes à revenus faibles paient pour des allocations sociales et des équipements dont profitent des personnes qui occupent une meilleure position socio-économique⁶⁸. Le KWB insiste auprès des pouvoirs publics, pour qu'ils prennent les mesures qui s'imposent en ce domaine. Dans le même temps, les sections locales sont invitées à développer des initiatives en matière de politique communale de redistribution. La manifestation "Pad 80" [Piste 80] fait également partie de cette campagne. Le 30 mars 1980, chaque section organise une journée d'action, au cours de laquelle l'attention des membres, des non-membres et des autorités locales est attirée sur les possibilités qu'offrent les Centres Publics d'Aide Sociale et l'infrastructure communale pour la redistribution des revenus.

V. Conclusion

A partir de la "Manifestatie" de 1963-1964, les KWB s'imposent comme la conscience critique de l'ACW. On pourrait les considérer comme l'aile la plus progressiste du mouvement ouvrier chrétien : ils poussent, en effet, les autres branches et l'organisation faîtière de ce mouvement à mieux se profiler dans la lutte pour l'émancipation des travailleurs. Au plan politique notamment, les KWB s'efforcent, au cours des dernières décennies, d'obtenir une distanciation plus marquée du mouvement ouvrier chrétien à l'égard du CVP. Avec "Richtpunt 1977", le principe du parti ouvrier (chrétien) est acquis. Il faut toutefois faire remarquer que, lors de leur création, les KWB ont été conçus comme un mouvement essentiellement apolitique. Il reste que, dans le cadre de leurs propres activités, la politique du CVP est soumise à examen, régulièrement critiquée et quelquefois rejetée. Cette attitude n'empêche pas différents permanents d'occuper finalement des fonctions très importantes dans les cabinets de ministres sociaux-chrétiens...

Le fonctionnement interne du KWB pose également question : il existe, en effet, un énorme fossé entre les permanents nationaux, d'une part, et la masse des volontaires et des membres au plan local, d'autre part. Grâce à leur niveau de formation élevé, à leurs travaux d'étude et à leurs contacts divers, les permanents nationaux déterminent largement l'image et l'essence du mouvement, malgré les mécanismes démocratiques introduits dans la structure du KWB. Mais dans quelle mesure le travail de formation qu'ils effectuent marque-t-il la base ? Le fonctionnement local est principalement constitué d'un éventail d'activités sportives et de détente,

68. AKWB 7.12.6. Rapport du week-end d'étude national de 1978; AKWB 8.2.30.

alors que la dimension formative occupe une place marginale dans maintes sections.

Le KWB résiste relativement bien à la crise économique. Sans doute la solidarité ouvrière a-t-elle tendance à s'éroder. Le mouvement n'échappe pas non plus à la concurrence croissante qui sévit sur son champ d'action. Cette concurrence est interne au mouvement ouvrier chrétien, avec *Vakantiegoegens*, *Ziekenzorg*, les activités de formation des sections interprofessionnelles locales. Elle s'exerce aussi de l'extérieur, avec l'attraction des médias, l'éducation de base et les initiatives développées par les centres culturels. En dépit de ces divers phénomènes, le KWB ne connaît qu'un faible recul de ses effectifs et du nombre de ses sections. Il n'en est pas moins confronté à une série de nouveaux défis. Les progrès de la flexibilité dans l'organisation du travail, la désagrégation des communautés locales et la déconfectionnalisation de la société renforcent l'individualisme. Le recrutement des volontaires, notamment, devient plus difficile. Le KWB cherche une réponse à ces défis dans deux directions différentes. D'une part, il tente de mieux se profiler en termes de contenu. Il essaie ainsi de traduire son caractère chrétien en langage actuel et d'adopter une pastorale correspondant aux aspirations des travailleurs. Voilà pour le K, qui figure dans son sigle. En ce qui concerne la lettre W, il confirme son caractère d'organisation de salariés. Comme mouvement (la lettre B de *Beweging*) socio-culturel, il souligne la nécessité de la formation et de l'action. D'autre part, le KWB tente de créer une dynamique nouvelle, par le biais d'autres formes de contact avec ses membres et d'actions destinées à des groupes-cibles (les jeunes, le sport, la formation de longue durée, etc...). De même, les activités liées à des projets, qui exigent un investissement limité en temps de la part des personnes concernées, retiennent davantage l'attention des responsables. Dans le même esprit, le KWB soigne également son image dans la presse. Il tente de renouveler le périodique *Raak* et la propagande au plan local.

Avec le projet 2000, issu du programme d'année 1985-1986, et l'achat de son propre immeuble, situé à la rue de Laeken à Bruxelles, le mouvement exprime, en tout cas, sa confiance en l'avenir.

Annexe 1 : Direction des KWB

Président national

Bert Drees, 1946-1954
August Cantrijn, 1954-1960
Robert De Gendt, 1960-1966
Luc Vos, 1966-1974
André Harinck, 1974-1977 (†)
Walter Persoons, 1977-1978 (†)
Jozef Foubert, 1978-1985
John Verbraeken, 1985-1989
Herman Raus, 1989-

Secrétaire national

Jozef De Boodt, 1958-1963
Luc Vos, 1963-1966
Eugeen Verdonck, 1966-1971
André Harinck, 1971-1974
Jozef Foubert, 1974-1978
Hugo De Blende, 1979-1985
Guido Dumon, 1985-1988
Herman Raus, 1988-1989
Luk Verschuere, 1989-

Aumônier national

Antoon Brys*, 1945-1961
Marcel Fraeyman*, 1962-1965
Theo Ceurvelt*, 1965-1973?
Jo Craeynest*, 1973-1981
Paul Moré*, 1981-1990
Frans Schoofs*, 1990-1992
Marcel Cloet*, 1992-

Annexe 2 : Nombre de membres des KWB

	Membres	Sections		Membres	Sections
1941	16209	239	1966	136302	1217
1942	22928	425	1967	135791	1212
1943	26045	501	1968	129953	1197
1944	.	.	1969	134165	1186
1945	28067	.	1970	131641	1165
1946	34344	559	1971	129338	1145
1947	39184	618	1972	131082	1127
1948	47128	692	1973	128665	1121
1949	54395	730	1974	127918	1108
1950	61771	783	1975	127830	1094
1951	66117	806	1976	128222	1095
1952	71666	839	1977	130448	1095
1953	81665	890	1978	134109	1092
1954	90914	929	1979	135634	1084
1955	98305	980	1980	138132	1086
1956	106832	1026	1981	142934	1087
1957	115756	1069	1982	143711	1091
1958	121398	1105	1983	144429	1092
1959	123755	1131	1984	144152	1101
1960	130990	1157	1985	146817	1090
1961	132985	1170	1986	145570	1091
1962	135882	1181	1987	145936	1096
1963	137841	1189	1988	144417	1085
1964	133840	1197	1989	142154	1085
1965	135070	1204			

Sources : "Drie jaar KWB" (1941-1943); AKWB 3.2 (1945-1972); Foubert, *Geschiedenis* (1945-1982); communication du secrétariat national des KWB (1975-1990)

Annexe 3 :

Sujets des semaines d'étude nationales (depuis 1961 week-ends d'étude) des KWB.

- | | |
|-----------|--|
| 1945 (1) | Arbeiders en KWB [Les travailleurs et les KWB] |
| 1946 (2) | De roeping van de arbeider [La vocation du travailleur] |
| 1947 (3) | De strijd tussen twee werelden [La lutte entre deux mondes] |
| 1948 (4) | Verwording en herwording van onze arbeidersstand [Déclin et renaissance de notre classe ouvrière] |
| 1949 (5) | Naar een ware, menselijke orde in het economisch leven [Vers un ordre véritable humain dans la vie économique] |
| 1950 (6) | Naar een godsdienstig-zedelijk hoogstaande arbeidersstand [Vers une classe ouvrière d'une haute tenue morale et religieuse] |
| 1951 (7) | Bezinning op het tijdsgebeuren [Réflexion sur les événements de notre temps] |
| 1952 (8) | Het wezen van de KWB [L'essence des KWB] |
| 1953 (9) | De vormingsopdracht van de KWB [La mission de formation des KWB] |
| 1955 (10) | Arbeidersapostolaat in de KWB [L'apostolat ouvrier aux KWB] |
| 1956 (11) | Arbeidersvorming en levensproblemen [Formation des travailleurs et problèmes de vie] |
| 1957 (12) | Hoe de levensproblemen oplossen [Comment résoudre les problèmes de vie] |
| 1958 (13) | Levensnoden ontdekken [Découvrir les besoins existentiels] |
| 1959 (14) | Gedachtenstromingen in de KWB [Les courants d'idées au sein des KWB] |
| 1960 (15) | Het arbeidersvraagstuk nu [La question ouvrière à présent] |
| 1961 (16) | De arbeider is ook een mens [Le travailleur est aussi un homme] |
| 1962 (17) | De arbeider in de onderneming [Le travailleur dans l'entreprise] |
| 1963 (18) | De medezeggenschap in de onderneming [La participation dans l'entreprise] |
| 1965 (19) | Plaats van de KWB in de arbeidersbeweging en de Kerk van vandaag [La place des KWB dans le mouvement ouvrier et dans l'Eglise d'aujourd'hui] |
| 1966 (20) | Levende Kerk, arbeider en parochie [Eglise vivante, travailleur et paroisse] |
| 1967 (21) | KWB en cultuur [Les KWB et la culture] |
| 1968 (22) | KWB in evolutie [Les KWB en évolution] |
| 1969 (23) | Participatie in onderneming, Kerk en cultuur [La participation dans l'entreprise, l'Eglise et la culture] |
| 1970* | Het arbeidersgezin in het onderwijs [La famille ouvrière dans l'enseignement] |
| 1971 (24) | Medezeggenschap in het onderwijs [La participation dans l'enseignement] |
| 1972 (25) | Oriëntaties voor de toekomst [Orientations pour l'avenir] |
| 1973 (26) | Naar de grond van de zaak [Découvrir le fond du problème] |
| 1974 (27) | De christelijke arbeidersbeweging in de sociale strijd [Le mouvement ouvrier chrétien dans la lutte sociale] |
| 1975 (28) | KWB levende beweging [Les KWB, mouvement vivant] |
| 1976 (29) | Wij in onze gemeente [Nous, dans notre commune] |
| 1978 (30) | Het kan in onze gemeente [Nous pouvons agir dans notre commune] |
| 1979 (31) | Kansen voor iedereen. Een KWB voor alle deelnemers [Chances pour tous. Un KWB pour tous les participants] |
| 1980 (32) | Wel-zijn in elk gezin [Bien-être dans chaque famille] |
| 1981 (33) | Geloof en inzet. Christelijke inspiratie van de KWB [Foi et engagement. L'inspiration chrétienne du KWB] |

-
- 1982 (34) Werk voor morgen. Werkloosheid en tewerkstelling [Travail pour demain. Chômage et emploi]
- 1983 (35) Een wissel op de toekomst. De uitdrukkelijke vormingsactiviteiten in de KWB-afdeling [Un gage pour l'avenir. Les activités formelles de formation dans la section du KWB]
- 1984 (36) De toekomst maken. De KWB werkt aan een nieuwe visie op de samenleving [Forger l'avenir. Le KWB travaille à une vision nouvelle de la société]
- 1985 (37) De KWB in actie. Actie voeren in de KWB [Le KWB en action. Agir au KWB]
- 1987 (38) Een beweging maken. Wijzigingen in het programma en de structuren van de KWB [Construire un mouvement. Changement dans le programme et dans les structures du KWB]
- 1988* Nieuwe klemtonen. Een meerjarenplan voor de KWB [Accents nouveaux. Un plan pluriannuel pour le KWB]
- 1989 (39) Werken aan cultuur. Naar een visie op cultuur en culturele activiteiten van de KWB [Travailler à la culture. Vers une vision du KWB en matière de culture et d'activités culturelles]
- 1990 (40) Met het verkeer de andere kant op ? [Prendre la circulation par l'autre bout]
- 1991 (41) Grenze(n)loos vertrouwen? 1992: een Europa voor de werknemers [Confiance illimitée/sans frontières? 1992 : une Europe pour les travailleurs]
-

* Congrès de travail national



Les Equipes Populaires veulent apporter un témoignage chrétien au sein de la masse ouvrière.

(Réunion nationale à Bruxelles, 1951)

Chapitre VIII

Les Equipes Populaires

Guy Zelis

I. Les antécédents : la Ligue Ouvrière Chrétienne et le Mouvement Populaire des Familles

Lorsque les Equipes Populaires voient le jour en 1947 et se définissent comme mouvement de travailleurs à but essentiellement apostolique, elles n'innovent pas complètement. Un mouvement d'action populaire, familiale et apostolique existait sur ce terrain : le Mouvement Populaire des Familles ¹.

Le MPF a pris naissance en 1944. Il s'inspire de la Ligue Ouvrière Chrétienne, qui existait avant la guerre en France et dans le Borinage. En France, la LOC a été fondée en 1934 par d'anciens militants de la JOC et de la JOCF. Ceux-ci se proposaient d'organiser un mouvement d'action catholique spécialisé, basé sur la famille et non plus sur des individus. Ce mouvement familial, qui devait pénétrer la classe ouvrière et l'évangéliser, prétendait poursuivre l'action des mouvements de jeunesse ouvrière ².

Les origines de la LOC en Belgique se situent dans les activités d'une équipe régionale de Mons-Borinage, qui, sous la direction de l'abbé Marius Levallois, directeur des œuvres sociales, commence avant la guerre à vivre l'esprit militant et l'orientation familiale de la LOC française, notamment dans des recollections familiales ³. C'est Raymond Vermeulen, secrétaire de la Centrale d'Education Populaire de la LNTC, déjà séduit par l'expérience lociste française qui, au début de la guerre, entre en contact permanent avec l'équipe boraine. A partir de cette initiative est envisagée, d'une manière plus précise, la construction d'un mouvement qui deviendrait le

1. La première ébauche d'une histoire des Equipes Populaires (= EP) émane du mouvement lui-même. Cf. [J. Bouhy], *Unir l'Eglise et le monde du travail* (1960) et 1947-1987. *Des Equipes. Catalogue et inventaire* (1987).

2. Debès, *Naissance de l'Action Catholique Ouvrière* (1982), 23-24.

3. "La Ligue Ouvrière Chrétienne (LOC)", *DASC* (1935) 605-611. Cf. aussi Ph. De Soignie, "Une grande espérance : la Ligue Ouvrière Chrétienne de France", *Nouvelle revue théologique* (1939) 83-94; R. Vermeulen à la Semaine Sociale Walonne de 1939, 231-232.

“réceptacle” pour les militants orphelins des organisations sociales, mises en veilleuse en cette période de guerre.

Les expériences tentées dans l'arrondissement de Mons - notamment les cercles d'étude et enquêtes davantage orientés vers l'action familiale, les réunions de ménages, les recollections familiales - sont essayées dans d'autres régions de Wallonie. Avec l'appui des dirigeants des Ligues des Travailleurs Chrétiens et de la CSC, les fondements d'un apostolat ouvrier rénové et les nécessités d'une réforme de la LNTC sont examinés, lors d'une retraite de dirigeants à Bonne-Espérance, en décembre 1940. Ils le sont aussi au sein d'une commission diocésaine pour le Hainaut, créée en 1941 sous l'impulsion du chanoine Dermine. Raymond Vermeulen, qui figure dans cette commission à titre de collaborateur et d'observateur, est chargé d'en assurer le secrétariat. Il reçoit la mission de préparer, pour les divers arrondissements du Hainaut, les directives, les programmes et des instruments de travail. Ceux-ci sont présentés aux autres régions wallonnes. Les premières directives interrégionales datent du début de 1941. A partir de ce moment, des bulletins de militants et des brochures paraissent régulièrement ⁴.

En 1943, dans les arrondissements de Mons, Ath, Tournai, Charleroi, Soignies, Nivelles, Bruxelles, Huy et Liège, des équipes réunissent des dirigeants et des militants de la LNTC et du syndicat, ainsi que d'anciens jocistes. Paul Garcet, président de la LTC de Bruxelles et ancien dirigeant de la JOC, est l'un d'eux. Il joue même un rôle central dans le mouvement jusqu'à son arrestation, le 22 juin 1943. Il mourra au camp de Dachau vers le 23 décembre 1943. Garcet se préoccupe du sort des anciens jocistes. Avec Hilaire Willot, lui aussi ancien dirigeant de la JOC, il soumet le projet d'organisation de Vermeulen à l'avis du chanoine Cardijn. De son côté, Fernand Tonnet paraît peu pressé devant le projet de développement d'une Action Catholique ouvrière et familiale. Depuis 1938, il est, en effet, secrétaire et propagandiste de l'Action Catholique des Hommes. Des échanges de lettres et des rencontres entre Cardijn, Garcet, Willot, Vermeulen et Guillaume Sauvage aboutissent finalement à la rédaction d'un “Manifeste de la LOC” ⁵. Ce texte est le point de départ d'une série d'échanges de vues entre les aumôniers diocésains wallons, sous la présidence du chanoine Brys, en décembre 1943 et janvier 1944.

-
4. Sur les origines de la LOC, voir “Le Mouvement Populaire des Familles, la branche dernière née du mouvement ouvrier chrétien”, DASC (1944) 354-356; “Les origines du MPF. Son développement, ses positions fondamentales. Exposé présenté à la réunion des aumôniers diocésains, 9 octobre 1946, et au comité général du MPF, 27 octobre 1946”, note dans les Papiers Raymond Vermeulen. Hervé [R. Vermeulen], “La vie du mouvement : on l'attendait”, *La Vie populaire*, I, 1 (10 décembre 1944) 6, situe les premiers pas de la LOC “au début de la guerre, au cours de l'hiver 40”. Cf. aussi diverses pièces dans les Papiers Vermeulen.
 5. On se reportera à huit lettres (19 janvier au 19 juin 1943 et s.d.) et à la note du 24 septembre 1945 dans les Papiers Paul Garcet, 9. Le manifeste de la LOC, transmis par Garcet à Willot en juin 1943, se trouve dans les Papiers Vermeulen. Voir aussi Denis, “Le couple et la famille”, 393.

Les 17 et 18 août 1944, ces mêmes aumôniers, réunis à Namur, reconnaissent finalement le mouvement et déterminent les lignes principales de son orientation : "mouvement de conquête apostolique et d'éducation populaire en faveur des travailleurs et de leur famille" ⁶. Le collègue des aumôniers diocésains confie alors au jésuite Philippe de Soignie, qui s'est intéressé à la LOC française, la mise en œuvre des directives et le soin des affaires courantes. Victor Michel, libéré de ses responsabilités à la JOC, assume la présidence générale, tandis que Raymond Vermeulen occupe le poste de secrétaire général. Peu de temps après, Joseph Verhoeven rejoint le trio fondateur comme propagandiste et directeur du journal *La Vie Populaire*, qui paraît à partir de décembre 1944.

Le 24 septembre 1944, le premier conseil général provisoire de la LOC, réuni à Bruxelles, adopte la charte et les statuts du mouvement, ainsi que son appellation définitive : Mouvement Populaire des Familles. Selon la charte, qui reprend pour l'essentiel un texte rédigé pour la LOC par Paul Garcet, le MPF se donne pour but "la rechristianisation des familles des travailleurs ainsi que de tous leurs milieux de vie (...)". Le champ de conquête du MPF ne se limite pas aux membres du mouvement ouvrier chrétien, mais veut atteindre la masse des travailleurs sans exception" ⁷.

Dès 1945, le MPF s'applique à élaborer et à défendre le programme familial; il revendique entre autres l'établissement d'un service d'aides familiales pour protéger la "santé" des familles. En attendant une action officielle de l'Etat en ce domaine, le mouvement crée dès 1945, à ses frais et sur une petite échelle, son propre service d'aides familiales. Jugeant que les femmes au foyer doivent être soutenues financièrement, le MPF rédige une pétition réclamant l'instauration d'une allocation de la mère au foyer. Cette prime - un point du programme PSC/CVP - sera introduite en 1949, mais supprimée plus tard ⁸.

Toujours dans la même optique d'une aide aux familles, le MPF organise pour elles des services d'entraide : communautés d'achats, maisons de repos et de vacances. Dès le mois d'août 1945, il met à la disposition des familles populaires, plus particulièrement des "mamans fatiguées", un home de vacances à Corbion : "Au repos des familles". Dans le domaine éducatif et culturel, le mouvement organise des cercles d'étude, des conférences et des réunions sur des sujets familiaux et sociaux : entente conjugale, éducation des enfants, logement, santé, hygiène, budget familial, valorisation du pouvoir d'achat, etc...

Du 28 avril au 1er mai 1945 se déroule à Tourneppe la première semaine d'étude du mouvement. Cardijn y fait une allocution remarquée.

6. Résolutions publiées dans "Le Mouvement Populaire des Familles ...", DASC (1944) 355-356.

7. La charte du MPF, rédigée dès les 17 et 18 août, se trouve dans les Papiers Vermeulen.

8. Pour ce qui suit, cf. *La Vie Populaire*, mensuel du MPF, 10 décembre 1944 - 30 septembre 1950.

Parlant des "foyers jocistes", il déclare : "Il n'est pas question que la classe ouvrière se perde, si nous parvenons à multiplier de tels foyers, si nous mettons à l'intérieur de la classe ouvrière cette force irrésistible de relèvement. C'est vous dire l'importance du MPF" ⁹.

Le mouvement enthousiasme les jeunes foyers et se développe rapidement. Au lendemain de la guerre, *La Vie Populaire* est diffusée à 11.000 exemplaires. Les raisons de ce succès s'expliquent aisément : pendant le conflit, la LOC, puis le MPF ont pris le relais d'un mouvement ouvrier chrétien absent de la scène officielle et ont répondu aux besoins des familles ouvrières.

Sur le plan politique, le MPF prend une série de positions. Avec d'autres mouvements familiaux, comme la Ligue des Familles Nombreuses ou l'Action Familiale, il revendique la création d'une Commission Nationale de la Famille. Celle-ci est promise en janvier 1946, mais elle ne voit jamais le jour. Ces mêmes organisations demandent la création d'un ministère de la Famille. Ce département est annexé en avril 1946 à celui de la Santé Publique, confié au communiste Albert Marteaux.

Ces débuts pleins de promesses font bientôt place à une série de difficultés. La volonté du mouvement d'être "pluraliste" avant la lettre, pour "atteindre les familles sans distinction de partis ou de croyances" ¹⁰, suppose une déconfectionnalisation du mouvement. Pareille option entraîne un désaveu de l'épiscopat et des problèmes croissants avec le MOC.

A la suite des décisions du conseil national du MPF du 3 février 1946 et après plusieurs rencontres des dirigeants du mouvement avec Mgr Charue, évêque de Namur, ce dernier invite le cardinal Van Roey et les autres évêques de Belgique à la méfiance. Pour le cardinal, qui approuve l'évêque namurois, "c'est la première fois que les tendances de ce mouvement me frappent très nettement" ¹¹. La lecture du manuscrit de *Mystique chrétienne et ascension ouvrière*, remis par l'auteur, le Père Philippe de Soignie, à Mgr Charue, renforce les inquiétudes de celui-ci ¹². L'évêque de Namur voit dans le climat de déconfectionnalisation un réel danger pour les croyants. L'évêque de Tournai, rejoint plus tard par son collègue de Liège, approuve cependant l'action du MPF dans la masse ouvrière : "Si une méthode est dangereuse sans être viciée par des erreurs doctrinales et (...) se présente comme la seule qui puisse être employée pour répondre à un besoin urgent, il faut l'employer".

9. *Mouvement Populaire des Familles. Première semaine d'étude. 1945. Domaine jociste de Tourneppe. Rapports et compte rendu des discussions* (Bruxelles, 1945) 132.

10. *Rapport d'activité* (Congrès du MOC 1949) 37.

11. A.M. Charue, évêque de Namur, au cardinal Van Roey, 16 avril 1946 (AEvN, Fonds Charue, III A107).

12. Ph. De Soignie, *Mystique chrétienne et ascension ouvrière* (Tournai-Paris, 1946) 124 p., avec imprimatur donné à Tournai le 20 juin 1946. Cet ouvrage présente les origines, le programme, la méthode et l'organisation du MPF. A ce propos, voir la correspondance et les rapports conservés aux AAM, FVR VI 18 et aux AEvN, Fonds Charue, III A 107.

Du côté du MOC, le refus du MPF de se présenter comme une des organisations constitutives est ressenti comme une menace pour "l'autorité et l'unité des forces ouvrières chrétiennes organisées"¹³. Le MPF estime que, pour réaliser sa mission de pénétration dans la masse, il n'est pas possible qu'il se présente aligné en toutes circonstances sur les organisations à caractère nettement confessionnel¹⁴. Outre ce refus d'intégration au MOC, l'extension rapide du MPF provoque au sein des organisations ouvrières chrétiennes, surtout féminines et syndicales, la crainte de voir se développer un grand mouvement populaire familial, qui risque de leur faire concurrence.

Après de très longues négociations, qui s'échelonnent de 1946 à 1949, le MPF accepte une solution conforme aux vœux du MOC et des aumôniers wallons d'œuvres sociales. Celle-ci consiste à structurer un mouvement éducatif masculin¹⁵. Les hommes du MPF sont encouragés à s'inscrire aux Equipes Populaires (créées entre-temps), tandis qu'on propose à leurs épouses de passer aux Ligues Ouvrières Féminines Chrétiennes.

Pour le MPF, les conséquences concrètes de cette situation sont un préavis, avec effet au 31 octobre 1949, pour les permanents du mouvement, la fermeture des maisons de vacances, la liquidation du Fonds de Solidarité et la fin de la parution de *La Vie Populaire*, qui intervient en septembre 1950. Les responsables du mouvement réintègrent le MOC : Victor Michel comme propagandiste au secrétariat national et Raymond Vermeulen comme responsable du service d'étude (écoles sociales régionales, Semaines Sociales Wallonnes et *Dossiers de l'action sociale catholique*). Joseph Verhoeven et Joseph Cuypers sont membres de la première équipe du quotidien *La Cité*, lancé le 1er octobre 1950.

La création des Equipes Populaires, à partir de 1947, coïncide avec la fin du MPF. A ce propos, il est permis d'établir un rapprochement entre le destin du MPF et celui de son homologue français. L'une des branches les plus turbulentes du catholicisme social, constituée des premières générations de jocistes devenues adultes, à la conquête de franchises plus grandes dans leurs engagements, opère une dissociation entre l'aspect social et apostolique, exigeant une autre forme de rapports entre elle et la hiérarchie. Après avoir coupé les liens avec l'Eglise, le MPF français se transforme en MLP (Mouvement de Libération du Peuple) en 1950. L'ACO (Action Catholique Ouvrière) est fondée pour combler la lacune créée par la disparition du MPF¹⁶.

13. *Rapport d'activité* (Congrès du MOC 1949) 37.

14. V. Michel et R. Vermeulen, président et secrétaire du MPF, à O. Grégoire, secrétaire général du MOC, 22 juillet 1946; AACW 169.

15. L. Servais, président du MOC, à V. Michel et J. Bouhy, 12 août 1949, communiquant la décision du bureau national du MOC-AACW du 11 août, AACW 36/1 et 169.

16. A ce propos, voir Debès, *Naissance; Les mouvements populaires et ruraux. Naissance, développement, mutations, 1939-1955*. Journées d'étude des 2 et 3 octobre 1982, *Cahiers du GRMF*, 1, 1983; *De l'Action Catholique au mouvement ouvrier. La déconfectionnalisation du Mouvement Populaire des Familles, 1941-1950*, Journée d'étude du 1er octobre 1983, *Cahiers du GRMF*, 2, 1984.

II. Les débuts des Equipes Populaires

En 1947, des équipes de militants chrétiens du milieu populaire apparaissent dans la région de Liège. Elles constituent une réponse au besoin éprouvé par les intéressés de combler "une lacune dans leur vie" ¹⁷. C'est en effet à partir et par l'intermédiaire des groupes de camarades que ces militants veulent retrouver leur appartenance au christianisme, "l'union dans le Christ-Ouvrier". De ce "roc inébranlable", leur camaraderie et leur activité pourront s'étendre aux organisations, aux milieux de vie et aux familles.

La formation des militants et leur rayonnement apostolique parmi les travailleurs adultes sont examinés au conseil central du MOC, le 29 septembre 1947. Une commission nationale est mise sur pied. Elle doit diriger provisoirement cette activité nouvelle au sein du mouvement. Lors de sa première réunion, le 6 octobre 1947, elle adopte l'appellation "Equipes Populaires" pour désigner la nouvelle organisation.

Quatre mois plus tard, le 4 février 1948, vingt-sept responsables régionaux des Equipes Populaires déterminent les orientations du mouvement. Témoignage chrétien dans le milieu populaire, les EP auront une préoccupation spécifique pour chaque individu comme membre d'une famille, et cela sans aucun préjugé d'appartenance syndicale. Au cours de cette même réunion, les rapports entre les EP et le MOC sont également abordés. Les liens entre les deux mouvements demeurent encore spontanés et ne sont pas encore véritablement organisés. Mais il est dit que les EP veulent "se réaliser par, avec et pour le Mouvement Ouvrier Chrétien" ¹⁸.

Qu'en est-il des relations avec le MPF ? Ce mouvement existe et les EP se doivent d'en tenir compte. Leur appellation respective n'évoque-t-elle pas une certaine similitude ? L'attitude prise par les EP est très claire : "On doit savoir que nous ne cherchons, ni directement, ni indirectement, à nuire à l'activité du MPF. Nous voulons seulement, mais nous le voulons entièrement, répondre à une nécessité impérieuse de formation et d'apostolat dans et par le MOC. Pour le surplus, la commission se référera aux conversations menées entre le MOC et le MPF et fait sien le désir d'éviter une allure de concurrence entre deux organisations poursuivant la rechristianisation des milieux populaires" ¹⁹. Comme les anciens jocistes et locistes sont attirés par le MPF, les responsables du MOC invitent d'ailleurs

17. *L'Equipe Populaire. Outil des équipes de formation et d'action populaires*, Liège, n° 1 (juin 1947) 1; repris dans *L'Equipe Populaire (= EP). Bulletin des dirigeants des équipes de formation et d'action populaires*, Bruxelles, I, 1 (novembre 1947) 1.

18. EP (février 1949) 1-2.

19. Note du conseil central du MOC, 29 septembre 1947; AEP.

à recruter les membres des EP parmi les membres et les militants de ces organisations et dans les paroisses.

Cette attitude constructive des EP sera par la suite mise aux oubliettes. En effet dans les écrits officiels retraçant la création des EP, il n'est en général fait aucune allusion au MPF. C'est le cas du numéro de *L'Equipe Populaire* de février 1949 ou encore de la brochure *Unir l'Eglise et le monde du travail* (1960), première synthèse sur le mouvement, attribuée à son fondateur, Jean Bouhy. Dans ces deux textes, on retrouve les conclusions de la réunion du 4 février 1948, mais ce qui concerne les relations avec le MPF est tout simplement omis.

Malgré les résolutions de février 1948, la situation semble se tendre entre le MPF et les EP. La création de l'Action Familiale Populaire (AFP) en est un indice notoire. C'est à la demande des Groupes Jeunes Femmes des LOFC qu'une collaboration est envisagée avec les mouvements masculins, dès la fin de 1947. En 1948, il est question de l'Action Foyers EP-LOFC : il s'agit de l'organisation commune de fêtes de Saint-Nicolas et de Noël, d'entraide mutuelle, de retraites familiales, etc... Un terrain que balaie déjà le MPF. Les EP et les LOFC disent vouloir réaliser "la véritable action familiale pour laquelle les militants du Mouvement Populaire des Familles ont déjà tant donné et combattu"²⁰. Cette initiative met un terme au MPF, réprouvé par les autorités épiscopales et abandonné par le MOC. En mars 1951, le bureau national du MOC donne son accord à la mise sur pied définitive de l'AFP. La collaboration EP-LOFC se réalise ainsi.

III. Premières tensions : organisation et apostolat

La collaboration des Equipes Populaires et des LOFC va dans le sens de l'efficacité. Toutefois, un autre conflit apparaît au sein des EP : la tension entre organisation et apostolat, qui gagne sans cesse en importance. "A tous les stades (local, régional, national), les exigences de l'action transforment les Equipes Populaires en une institution nécessitant une part d'organisation et d'administration. C'est là un phénomène naturel dont il faut se réjouir. Il répond à des nécessités matérielles indispensables au développement et à la pénétration dans le milieu populaire"²¹.

C'est dans ce contexte que se tient à Namur, en novembre 1950, la première "rencontre nationale" des Equipes Populaires. Elle doit sans doute manifester, aux yeux des quelque 130 participants, l'importance de leur mouvement. Bien plus, elle assure, par la présence de l'évêque de Namur, Mgr Charue, "le baptême et la confirmation des Equipes Populaires". En son nom personnel, mais aussi au nom du cardinal de Malines et de

20. "MPF, LOFC, EP. Nous unir pour mieux servir", *EP* (octobre-novembre 1949) 1-2.

21. *EP* (décembre 1949) 1.

l'épiscopat belge, le prélat encourage les EP à poursuivre leur double objectif de "rechristianisation du peuple et (d')animation spirituelle des militants (des) œuvres sociales". Cet appui explicite aura des conséquences importantes pour l'orientation idéologique et même pour l'organisation des Equipes Populaires ²².

La mission apostolique des EP se trouve ainsi clairement explicitée : "Les Equipiers Populaires sont les militants ouvriers adultes qui, en 1951, prennent conscience de leur détresse spirituelle et de celle de leurs camarades". Pareille spiritualisation de la mission des Equipes Populaires ne va pas sans provoquer des réactions du côté des "organiseurs". Ceux-ci craignent qu'elle ne finisse par "émousser" le mordant des organisations ouvrières chrétiennes. Jean Bouhy leur répond que c'est précisément la diminution de l'intensité de la foi qui fait perdre aux chrétiens leur allant ²³.

La deuxième rencontre nationale des Equipes Populaires, tenue à Bruxelles en novembre 1951, vient confirmer cette orientation plus apostolique du mouvement. Mgr De Smedt, évêque-coadjuteur de Malines, participe à la réunion au nom du cardinal Van Roey, malade. Ses paroles sont un nouvel indice de l'attention que porte l'Eglise de Belgique aux Equipes Populaires : "Son Eminence le Cardinal (...) voulait vous apporter toute son approbation, tout son enthousiasme pour le magnifique apostolat que vous réalisez. Il voulait vous apporter l'approbation générale de tout l'épiscopat de ce pays (...). Comment les évêques ne seraient-ils pas heureux en connaissant votre programme essentiellement chrétien ? Ne poursuivez-vous pas le but même pour lequel le Christ est venu ? (...) La route que vous avez choisie est la bonne. Continuez !" ²⁴.

Cette évolution des Equipes Populaires est confirmée, lors de la troisième rencontre nationale, en novembre 1952, par "le mariage des Equipes et de l'Eglise (...) même si un contrat en bonne et due forme ne précise pas les responsabilités des contractants" ²⁵. Jean Bottemanne, élu comme premier président en avril de la même année, définit explicitement les EP comme un "mouvement de travailleurs adultes basé uniquement sur la fraternité dans le Christ. Les Equipes Populaires contribuent à transformer le monde et à rendre les travailleurs plus heureux suivant le plan de l'Evangile. Elles veulent se conformer toujours plus aux directives du Christ et de son Eglise" ²⁶.

Tel est le sens de l'évolution des Equipes Populaires de 1949 à la fin de 1952. Après le rapprochement avec les LOFC, les Equipes ont appro-

22. Cf. EP (novembre-décembre 1950, janvier-février 1951). Rapports et allocution de Mgr Charue publiés dans "Le feu qui brûle", *Matériel de l'équipier*, n° 4 (1950) 96 p.

23. EP (juillet-août 1951) 1 et 16, (septembre 1951) 1-2.

24. EP (décembre 1951) 8-9. Les rapports de cette rencontre ont été partiellement publiés dans "Ferment révolutionnaire", *Matériel de l'équipier*, n° 6, 40 p.

25. Editorial paru dans EP (novembre 1952).

26. J. Bottemanne, "Le mouvement EP, est-il... 'Tiers-ordre' ou 'Economico-social-politique' ?", EP (avril 1952) 1.

fondi leur réflexion sur leur propre mission. Désormais, elles apparaissent comme étant plus proprement "d'Eglise", parmi les diverses organisations chrétiennes destinées au monde ouvrier. C'est ce que vient confirmer la présence d'aumôniers nommés auprès d'elles ²⁷.

Au même moment (1951), les EP créent, avec la collaboration des LOFC, un service "Pèlerinages". En s'élargissant aux Mutualités Chrétiennes dans le cadre de l'Aide aux Malades, celui-ci devient le service Familles Populaires à Lourdes (FPL), animé par Joseph Cuypers, ancien propagandiste du MPF.

IV. Les années de stabilisation et de relance. 1953-1960

A la fin de 1952, les Equipes Populaires deviennent officiellement "partie constitutive du MOC". Cette décision est prise lors du seizième congrès du MOC, à l'unanimité des diverses branches et des fédérations régionales, tant flamandes que wallonnes. Elle consacre formellement une situation de fait, qui s'est vérifiée depuis les débuts du mouvement. Le but final des deux organisations est commun, l'évangélisation des travailleurs, mais leur manière d'y parvenir est certes différente. Le MOC s'y emploie par le détour de ses objectifs économique-sociaux, les EP par le biais du spirituel ²⁸.

L'incorporation des Equipes Populaires au MOC leur permet de se tourner davantage vers des activités de type spirituel. Le chanoine Dejardin, aumônier national des EP, également aumônier du MOC, donne à la spiritualité sa véritable place dans le mouvement. Elle est "le moteur et la boussole de l'engagement dans le combat ouvrier" ²⁹. De plus, les déclarations des évêques incitent les Equipes à formuler des buts proprement apostoliques. Elles rejoignent ainsi la pensée de Mgr Van Zuylen, évêque coadjuteur de Liège : "De toutes les organisations ouvrières, les Equipes Populaires sont l'organisation apostolique par excellence. Leur objectif est essentiellement et directement apostolique". Leur mission spirituelle se précise donc et devient un élément central.

La ligne du périodique *Responsables EP*, qui paraît à partir de 1951, confirme cette orientation. Dans presque chacun de ses numéros, il consacre un article au thème de la vie spirituelle centrée sur le Christ ³⁰. Fin 1953 et début 1954, il met en évidence les vertus théologiques de foi, charité et espérance. Par contre, la réflexion autour du ménage chrétien, chère au mouvement à ses débuts, disparaît progressivement. Les communautés

27. Cf. aussi la *Lettre aux aumôniers EP* du chanoine E. Dejardin, publiée à partir de mai 1951.

28. J. Bouhy, "Le mouvement Equipes Populaires est partie constitutive du MOC", *EP* (janvier 1953) 1.

29. Allocution prononcée à Liège, le 21 juin 1953. Cf. *EP* (août 1953) 5.

30. Pour ce qui suit, voir *EP* et *Responsables EP* (= *REP*), 1951-1954.



Les Equipes Populaires mettent l'accent sur l'action apostolique en milieu ouvrier.

(Réunion nationale à Liège, 1953)

de foyers sont d'ailleurs peu nombreuses et peu actives.

À côté de l'affirmation et du renforcement de leur projet apostolique, les Equipes Populaires entament une réflexion sur leur méthode. Tout un programme en vue d'une "action apostolique organisée dans les milieux de travail" est présenté à la journée nationale du 13 juin 1954 à Bruxelles. Pour endiguer le processus de déchristianisation dans les milieux de travail, on crée des Equipes d'entreprise, distinctes de l'action syndicale et animées par un aumônier. L'exemple des prêtres-ouvriers, autant que celui des cellules communistes dans les usines, ne fait que renforcer l'exactitude des vues des Equipes Populaires. À côté de ces Equipes d'entreprise, les Equipes de quartier, souvent présentées comme une préoccupation première du mouvement, continuent de fonctionner.

Quels sont les moyens mis à la disposition des Equipiers pour se faire aider à la fois sur le terrain spirituel et sur celui de l'apostolat ouvrier ? Le "parrainage" de chaque Equipe par une communauté religieuse est un de ces moyens. Chaque Equipe peut ainsi compter sur les prières et les sacrifices d'une communauté, de préférence appartenant à un ordre contemplatif. Des contacts réguliers, directs ou par correspondance, entretiennent ce lien spirituel ainsi organisé entre l'action immédiate des Equipiers et la prière des religieux. Parmi les autres moyens préconisés pour activer l'ouverture au message chrétien parmi les Equipiers, relevons les deux recollections et la retraite annuelles mises au programme de toute Equipe Populaire.

Ainsi les Equipes sont-elles amenées à se considérer non plus seulement comme des groupes de formation et d'action, mais également comme des communautés de prière. À côté de cette ouverture à la prière, il faut relever l'approfondissement des éléments plus anciens du programme : ceux qui se rapportent directement à la formation et à l'action.

Parmi les méthodes de formation utilisées, il en est une qui prend de plus en plus d'importance : c'est la pratique de la "Révision de Vie Ouvrière" (RVO). Elle a pour but d'aider les Equipiers "à avoir un jugement chrétien et une attitude chrétienne en partant des actualités ouvrières"³¹. Elle doit faire voir les faits de la vie ouvrière "d'une façon nouvelle". La "Révision d'Influence" de l'Equipe est une autre méthode pour réexaminer l'activité des EP.

L'insertion officielle des Equipes Populaires au MOC signifie pour elles un approfondissement de la réflexion sur leurs tâches propres et aboutit à des éclairages nouveaux de certains plans d'action. Pour les

31. A ce propos, cf. REP, 1954-1955. Préconisée depuis 1945 par un aumônier du MPF, l'abbé Massion, curé de Sainte-Alix à Bruxelles ("Notre vie spirituelle et la rechristianisation des masses populaires", *Notes de pastorale jociste* (juin-juillet 1945) 97), la "révision de vie" est mentionnée dans les EP à partir de janvier 1951. Cf. aussi G. Bejot, "La méthode fondamentale. Partir des ressources de la masse pour la faire agir chrétiennement", *Masses ouvrières*, I (1944) 53-50 et Debès, *Naissance*, 93-99.

Equipiers, être membre des EP signifie appartenir également au MOC. Ce dernier, en raison d'objectifs qui lui sont propres, pousse à la création de sections locales. Face à ce courant, les groupes locaux des EP éprouvent parfois des difficultés à se situer.

Dès juin 1956 (journée nationale des EP), on note une qualité plus soignée du mensuel *L'Equipe Populaire* et un contenu plus riche du périodique *Responsables EP*. Ce sont les premiers signes d'un nouveau dynamisme. Novembre 1956 marque un tournant dans l'histoire du mouvement. Lors de la septième rencontre nationale, Mgr Joos, vicaire général de Tournai, prononce une importante allocution. Outre la nécessité d'éléments de propagande attrayants, notamment le journal, il insiste sur la structure "organisée du haut en bas de l'échelle", tout en gardant cependant une "organisation sérieuse et souple, vivante en un mot"³². Ces consignes sont à peu près suivies à la lettre. L'organisation est reprise en main et repensée dans certains de ses éléments - le mode d'élections, la composition des comités et la fonction de chacun de ses membres - pour que les structures des EP restent vraiment celles d'un mouvement populaire. L'accent est mis également sur le partage des responsabilités des tâches par tous : l'Equipier est à la fois la base et la vie du mouvement.

A partir de la fin des années cinquante, les interventions essentielles aux rencontres nationales viennent moins des membres du clergé (1953 : chanoine R. Aubert et abbé M. Levallois; 1954 : Mgr Blaimont, vicaire général de Namur; 1955 : abbé Lagasse; 1956 : chanoine Joos) que des militants laïcs du mouvement (1959 : Jacques Wynants et Josse Gilquin). Ces allocutions continuent cependant de considérer les EP comme un mouvement d'apostolat en milieu ouvrier.

Cette amélioration de l'organisation va de pair avec un approfondissement doctrinal. Les documents de base, les grands textes des papes ou de l'épiscopat se succèdent dans le périodique *Responsables EP*. Dans *L'Equipe Populaire*, les articles prennent un caractère plus tranché, appelant davantage le pour ou le contre. Une réflexion s'y organise sur le monde ouvrier, la politique intérieure (la question scolaire, le problème charbonnier), la politique internationale (les pays sous-développés, la guerre atomique, le Congo). Se constitue ainsi une pensée doctrinale traitant à la fois du sens de l'apostolat des Equipes Populaires et de la réalité du monde actuel³³.

Cette tendance au renouveau se poursuit également par une remise en lumière des liens qui unissent le mouvement au MOC, aux LOFC, à l'Action Catholique des Hommes et à la sphère politique. Au congrès restreint du MOC en 1955, force est de constater que l'union entre EP et

32. REP (janvier-février 1957) 2-6.

33. *Les Equipes Populaires. Evolution et situation des EP et de leurs membres, leur cadre social de référence* (Bruxelles : Centre de recherches socio-religieuses, 1960).

LOFC sur le plan familial est arrivée à maturité et qu'une action commune s'en dégage : l'Action Familiale Populaire. Ce n'est pas une nouvelle organisation au sein du MOC, mais une action concertée pour former des foyers capables de jouer un rôle apostolique dans le cadre de la rue ou du quartier.

Quant aux liens des EP avec l'Action Catholique des Hommes, il est étonnant qu'il ait fallu attendre aussi longtemps pour voir traiter cette question. Jean Bouhy, invité aux journées de cadres de l'Action Catholique des Hommes à Liège en mai 1958, après avoir noté la similitude des deux mouvements, précise bien la délimitation des champs d'action, les différences de tâches et de publics. Il ne peut y avoir entre les deux mouvements ni opposition, ni concurrence, proclame-t-il. Dès lors, il préconise une collaboration entre les deux organisations "dans le respect de leur autonomie propre"³⁴.

Depuis leur naissance, les EP se présentent comme "réellement distinctes de tout parti ou organisation politique". Ceux de leurs membres qui s'engageraient dans la politique le feraient "en tant que particuliers"³⁵. En 1952, cette position est répétée à plusieurs reprises par Jean Bouhy, Abel Dutry et Jean Bottemanne³⁶. La volonté de ne pas "empêcher" l'action politique - formulation négative de 1949 - fait place au "souhait" - plus positif - d'un engagement politique, "mais à titre personnel et sans y engager le mouvement".

En mars 1955, le mouvement publie un numéro spécial de *Responsables EP* de 76 pages, qui met en évidence les déclarations des évêques belges et invite à la manifestation nationale du 26 mars pour la défense de l'école libre. Les Equipes Populaires s'engagent résolument dans la lutte scolaire, "non pour faire triompher un parti, mais pour que triomphent le droit, la liberté et le respect des consciences".

Cette attitude face à l'engagement politique, largement débattue dans le mouvement, est encore reprise en 1957³⁷, après son approbation par les évêques, et en 1960, dans la brochure *Unir l'Eglise et le monde du travail*. Elle est rappelée en 1965 par le centre national des EP qui, en même temps que les fédérations de Charleroi, Tournai, Mons et Liège, se démarque d'une déclaration des présidents des grandes organisations sociales chrétiennes, dont André Oleffe du MOC, en faveur du PSC. Ultérieurement, des membres de la direction du mouvement prendront part à l'action politique dans des formations progressistes : ainsi Josse Gilquin, vice-président national des EP, est élu sénateur en 1975 sur la liste montoise Union Démocratique et Progressiste, qui rassemble des militants communistes et des

34. *REP* (juillet-août 1958) 29.

35. *EP* (mai 1949) 2.

36. *EP* (avril 1952) 6-7; (mai 1952) 6-8; (octobre 1952) 1.

37. *EP* (septembre 1957) 8. Texte repris dans le n° de mai 1958, 6. Cf. aussi *Unir...*, 159-161.

chrétiens de gauche ³⁸. Au début des années quatre-vingt, on peut encore noter deux prises de position : l'une invite à voter à gauche, pour des candidats qui manifestent leur appui au Front commun syndical et au rassemblement politique des travailleurs; l'autre, qui émane du bureau national, décide d'"accorder sa caution morale et de participer à la mise en route" d'une initiative du MOC, visant à constituer un mouvement politique nouveau, le SEP (Solidarité et Participation).

V. Vers plus d'autonomie et vers un mouvement d'éducation permanente. 1960-1990

Si les événements marquants antérieurs à 1960 (surtout les questions royale et scolaire) ont vu les organisations catholiques "marcher comme un seul homme derrière la bannière catholique" ³⁹, par contre les mouvements des années soixante secouent le monde chrétien : grève de 1960-1961, Concile Vatican II (1962-1965), mai '68, *Humanae vitae* (1968), appel au rassemblement des progressistes (1er mai 1969), distanciation des communautés flamande et francophone (révélée entre autres par "l'affaire de Louvain", 1966-1968) et "minorisation" en conséquence des catholiques wallons.

A partir de 1965, les relations des Equipes Populaires avec l'Eglise passent davantage par des groupes de coordination tels que le CGAL (Conseil Général de l'Apostolat des Laïcs), mis sur pied dès 1956 et dont la branche francophone est présidée par Jean Bouhy, ou la CEPO (Commission d'Etude et de Pastorale Ouvrière), créée en 1965 ⁴⁰. Ces participations institutionnelles des responsables des Equipes s'accompagnent, en outre, de prises de position de certains Equipiers comme chrétiens engagés : ainsi l'article de Jean Bouhy "Je suis un laïc", qui réagit à l'encyclique *Humanae vitae* ⁴¹.

En résumé, à partir de 1975, une nouvelle approche théologique supprime la visée apostolique qui définissait l'organisation catholique ouvrière mandatée par l'Eglise : "à partir du vécu des travailleurs et dans la réalité de la lutte des classes", il s'agit dorénavant de "découvrir et révéler la présence agissante et interpellante de Dieu dans la vie, l'action et la lutte ouvrières" ⁴². Plutôt que de s'attacher de manière principale à leur mission apostolique, les Equipes Populaires accentuent alors la recherche de l'identité ouvrière.

38. "Pourquoi l'UDP ?", *La Revue nouvelle* (1973) 515-520 (interview de J. Gilquin).

39. Cl. Clippe, "Les Equipes Populaires", Session aumôniers EP-VF, Nassogne, note dactyl., avril 1983.

40. Sur l'histoire de la CEPO : *Evangelisation et monde ouvrier. Vingt ans de réflexions de la Commission d'Etude et de Pastorale Ouvrière* (Bruxelles, 1986).

41. "Mon opinion est claire : l'encyclique, je ne l'avale pas"; EP (septembre 1968) 1-2.

42. REP (septembre 1980) 11.



Jean Bouhy (1917-1969) est né à Gravelines (France, Département du Nord). Après ses études secondaires, il travaille comme secrétaire pour un avocat liégeois. Membre de la JOC depuis l'âge de 15 ans, il devient permanent de la fédération jociste de Liège en 1939. Pendant la guerre, il épouse Anne-Marie Hacking, permanente de la JOCF de Liège. Après la Libération, il collabore au MPF, comme secrétaire régional du MOC. En 1947, il lance à Liège les Equipes Populaires, dont il devient le permanent national. Il en assure la présidence de 1956 à 1964. Il reste l'animateur du mouvement jusqu'à son décès.

De septembre 1964 à décembre 1966, une large enquête, touchant entre 1120 et 1404 travailleurs suivant ses phases, porte sur la vie professionnelle des travailleurs. Elle débouche sur une volonté d'encourager la participation des travailleurs dans tous les grands secteurs : entreprises, partis, enseignement, famille, Eglise, etc...⁴³. *L'Appel*, publié en décembre 1966, présente d'évidentes filiations avec le *Manifest* des KWB, homologue néerlandophone des EP. On peut y lire notamment : "il n'existe pas de commune mesure entre l'homme et le capital, le second doit être un instrument au service du premier"⁴⁴.

Le développement de l'action immigrée par la mise en place, en 1965, d'une Commission Nationale des Immigrés ou le *Manifeste sur les pauvretés et les inégalités sociales*, publié en collaboration avec Vie Féminine, en 1972, sont des indices de la modification de l'idéologie dominante aux EP, dans une perspective de changement de société⁴⁵.

En 1976, avec la reconnaissance des EP comme mouvement d'éducation permanente en milieu populaire dans le cadre du décret de l'éducation permanente⁴⁶, le mouvement prend un nouvel élan. Il reçoit de nouveaux moyens financiers et engage plusieurs permanents.

L'interrogation se porte, entre 1978 et 1980, sur la vitalité du mouvement. Une large enquête est menée sur la composition et le travail des équipes de base⁴⁷. La participation des femmes et l'action des jeunes adultes dans le mouvement provoquent des interpellations quant au public qui constitue les Equipes Populaires.

A partir de 1978 également, les campagnes d'année à thème unique pour l'ensemble du mouvement cèdent le pas à la "pédagogie des projets", qui valorise des actions locales mettant en évidence des réalités vécues⁴⁸. Par ailleurs, le mouvement met sur pied des groupes spécialisés proposant une réflexion et une action communes sur l'immigration (Commission Nationale des Immigrés, depuis 1965), sur l'audio-visuel (CPC, Centre de

43. *Deux ans de la vie des Equipes Populaires (1964-1965). Rapport d'activité* (Bruxelles : EP, 1966) 28 p.; *Equipes Populaires, 1966-1967. Rapport d'activité* (Bruxelles : EP, 1968) 29 p.

44. EP (décembre 1968) 5-8. Cf. Joye & Lewin, *L'Eglise et le mouvement ouvrier*, 354.

45. M. Della Giustina, *La problématique immigrée de l'Equipe Populaire. Portée de l'action immigrée dans une institution médiatrice des appartenances chrétienne et ouvrière* (mémoire de licence FOPES, Louvain-la-Neuve, 1982).

46. Décret du 8 avril 1976, fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs. Voir V. Féaux & A. Poncin, *La formation permanente en Belgique, Courrier hebdomadaire du CRISP* (1977) 757-758 et 773.

47. *Vitalité du mouvement* : 1. *La réalité du mouvement*; 2. *Une pédagogie : le projet*; 3. *La vie de foi dans les EP* (Bruxelles, 1980); Fr. Ingenito & P. Paternotte, *Analyse de l'action des jeunes adultes des Equipes Populaires de Liège comme mouvement d'éducation permanente* (mémoire ISCO, Bruxelles, 1985).

48. La pédagogie du projet s'inspire de Paulo Freire, *Pédagogie des opprimés* (Paris, 1977). Les EP s'appuient sur les travaux du Grain (Groupe de recherche et d'action pédagogiques : *La pédagogie du projet, une pédagogie de libération* (Bruxelles, 1977) et *Le défi pédagogique, construire une pédagogie populaire* (Bruxelles, 1978).

Promotion Socio-culturel, depuis 1972) et sur l'histoire des travailleurs (CARHOP, Centre d'Animation et de Recherche en Histoire Ouvrière et Populaire, depuis 1977).

Entre avril 1980 et mai 1982, à la suite du MOC, le mouvement redéfinit ses options fondamentales ⁴⁹. Il dit ses priorités face à une société marquée par la crise économique et par le chômage, face à un sentiment généralisé d'impuissance devant la restauration d'une société libérale, une société à deux vitesses.

A partir de 1984, par une campagne de six ans, un nouvel objectif est proposé aux Equipiers pour lutter contre les mécanismes de l'exclusion sociale : recréer la solidarité. Sans abandonner la pédagogie des projets, on propose de rassembler les Equipiers par l'étude et l'action autour d'un thème unique : travail et temps libre ⁵⁰. Une enquête est menée sur ce thème, avec la collaboration scientifique de la Fondation Travail-Université (FTU). Elle a un réel impact dans le mouvement, auprès de l'organisation syndicale - la CNE l'utilise lors de son congrès d'octobre 1989 - et dans la presse. Cette initiative remet en avant un enjeu qui unit action pédagogique et projet politique. Une série d'étapes (enquête sociologique auprès de 1500 personnes, réflexion dans les équipes de base, colloque, publications) sont les vecteurs d'une action commune du mouvement ouvrier chrétien et le moyen d'affirmer la présence des Equipes Populaires sur la scène publique.

49. Texte définitif adopté au conseil national du 8 mai 1982. Voir L. Bechoux, *Un regard sur les options des Equipes Populaires* (mémoire ISCO, Bruxelles, 1982).

50. Cl. Pescarollo, *Equipes Populaires et éducation permanente. De l'action pédagogique au projet politique* (mémoire de licence FOPA, Louvain-la-Neuve, 1990).

Annexe 1 : Direction

MOUVEMENT POPULAIRE DES FAMILLES, 1944-1949

Président

Victor Michel

Secrétaire général

Raymond Vermeulen

Aumônier

Philippe de Soignie*

Propagandistes nationaux

Jules Delfosse

Joseph Verhoeven

Joseph Cuypers, à partir de 1945

EQUIPES POPULAIRES

Président

Jean Bottemanne, 1952

Pierre Balancier

Jean Bouhy, 1956-1964

Arnold Wynants, 1964-1973

Maurice De Backer, 1973-1982

Claude Clippe, 1982-1989

José Vermandere, 1989-

Aumônier

Emile Dejardin*, 1948-1973 (†)

adj.: Léon Remacle*, 1959-1973

Léon Remacle*, 1973-1984

Etienne Mayence*, 1984-

Annexe 2 : Nombre de membres des Equipes Populaires

	Membres	Equipes locales	Equipes d'entreprise	Equipes en formation
1948	.	30	.	.
1949	.	.	.	.
1950	.	113	.	.
1951	867	116	.	48
1952	1337	135	.	45
1953	1495	145	.	41
1954	1725	172	.	44
1955	1729	152	7	51
1956	1920	180	7	77
1957	1989	182	7	44
1958	2423	208	9	49
1959	1852	.	.	.
1960	1996	270	12	.
1961	1892	238	11	.
1962	1895	249	.	.
1963	.	.	.	.
1964	2022	.	.	.
1965	2206	.	.	.
1966	2166	.	.	.
1967	.	.	.	.
1968	2033	.	.	.
1969	.	.	.	.
1970	3098	.	.	.
1971	.	.	.	.
1972	.	.	.	.
1973	.	.	.	.
1974	.	.	.	.
1975	.	.	.	.
1976	2557	.	.	.
1977	2338	.	.	.
1978	2227	.	.	.
1979	2348	.	.	.
	1978*	.	.	.
1980	1763*	.	.	.
1981	1715*	.	.	.
1982	1581*	.	.	.
1983	1539*	.	.	.

* abonnés à *L'Equipe populaire*

Source : enquête *Vitalité du mouvement* (Bruxelles, 1980) (1976 jusque 1979).

La cotisation des membres devient obligatoire en 1959, est supprimée dans les années septante et est récemment rétablie. Ceci explique les données fragmentaires.



*Tout en étant la coupole du mouvement, la LNTC présente aussi un visage propre.
(Logo de la LNTC, fin des années trente)*

Chapitre IX

Le MOC-ACW

Emmanuel Gerard

Le MOC et l'ACW regroupent toutes les branches du mouvement ouvrier chrétien, respectivement en Wallonie et en Flandre ¹. Le profane associe généralement à ces sigles l'image d'une coupole, qui chapeaute l'ensemble des grandes organisations *nationales*, comme la Confédération des Syndicats Chrétiens, l'Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes, les organisations socio-culturelles, présentées dans les chapitres précédents. Il perd alors de vue que le MOC et l'ACW ont un profil propre, tant au point de vue structurel que fonctionnel. Ils étaient dans le passé et restent aujourd'hui encore, en premier lieu, un regroupement de fédérations locales et régionales, dont le champ d'action spécifique dépasse la simple coordination. A l'origine l'action politique, les œuvres économiques et l'éducation populaire étaient les tâches principales du MOC et de l'ACW. Progressivement, ces derniers se sont fait accepter comme instance coordinatrice du mouvement ouvrier chrétien. Depuis la seconde guerre mondiale, la représentation politique et la prestation de services dans des domaines qui dépassent la mission spécifique des organisations constitutives sont, outre la coordination, leurs principaux objectifs. Il n'est donc pas si difficile d'imaginer quels problèmes ont été engendrés par la structure comme par la fonction du MOC et de l'ACW, depuis leur fondation. L'histoire de cette fondation est mouvementée. Après la seconde guerre mondiale, la structure et les missions du MOC et de l'ACW ont fait l'objet de profonds changements ².

1. Du côté flamand, le nom reste inchangé jusqu'en 1985 : Algemeen Christelijk Werkersverbond (ACW). En 1985, il est légèrement adapté : Algemeen Christelijk Werknemersverbond. Enfin, en 1991, l'appellation néerlandaise devient ACW Koepel van Christelijke Werknemersorganisaties. Du côté wallon, jusqu'en 1945, l'organisation a pour nom : Ligue Nationale des Travailleurs Chrétiens (LNTC). Cette année là, pour des raisons politiques et pour d'autres motifs, sa dénomination est changée en Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC).
2. Dans GMG (1971) paraît un premier panorama de l'histoire du MOC-ACW, à savoir les articles de Verstraelen et Neiryck. On trouve le produit de recherches historiques récentes dans plusieurs contributions parues dans deux recueils sous direction de Gerard, *De kracht van een overtuiging* (1981), et Gerard & Mampuy, *Voor Kerk en werk* (1986). Plusieurs mémoires de licence ont été consacrés à divers aspects de l'action de la LNTC et du MOC-ACW, surtout à l'aspect politique, ainsi qu'au développement de l'organisation dans certains arrondissements.

I. La LNTC/ACW. 1921-1945

A. Une naissance difficile ³

La reconnaissance du principe syndical est le premier pas qui conduit à un *mouvement ouvrier* chrétien. Des jalons sont posés dans cette direction, après que l'autonomie syndicale ait été acquise, vers 1900, et ce d'autant plus rapidement que la CSC se renforce. On prend conscience de la nécessité d'élargir le mouvement syndical et d'en faire un vaste mouvement ouvrier. La question ouvrière n'est pas exclusivement économique. Elle ne peut, dès lors, être résolue par le seul syndicat. L'infériorisation des travailleurs est due également à leur manque de culture et à leur minorisation politique. Il s'agit, en l'occurrence, de problèmes propres à la classe ouvrière dans son ensemble, que seul un mouvement général peut régler. Ainsi naît l'idée d'une "standsorganisatie" ⁴. Ses partisans insistent à la fois sur l'importance de l'action socio-culturelle et de l'action politique, qui doivent compléter l'action syndicale. Ils mettent aussi en évidence la nécessité de placer ces mêmes activités sous la responsabilité des travailleurs eux-mêmes. Simultanément se posent la question de la coordination de toutes ces réalisations et celle de leur viabilité financière. La Ligue Démocratique Belge, dont le caractère bourgeois est contesté, ne paraît pas à même de remplir le rôle d'organe central d'un large mouvement ouvrier.

Il va sans dire que l'exemple socialiste fait office d'aiguillon. Face aux œuvres sociales morcelées des chrétiens, aux agissements paternalistes des démocrates chrétiens proches du peuple, à une mutualité elle aussi paternaliste et à un mouvement coopératif déficient, on trouve un Parti Ouvrier Belge compact : doté d'une unité d'action, de direction et de doctrine, il est soutenu par le syndicat, par la mutualité, par les coopératives et s'appuie sur des cadres formés. Les Pays-Bas sont aussi une source d'inspiration, plus particulièrement la région minière du Limbourg, où l'aumônier des œuvres sociales Henri Poels a commencé une expérience de "standsorganisatie".

Dans les efforts déployés pour bâtir un large mouvement ouvrier capable de s'opposer à la concurrence socialiste, les cercles d'étude jouent un rôle moteur. Ils se développent après 1900. Malgré leur caractère apologétique, ils parviennent à relever le sentiment que les travailleurs chrétiens ont de leur propre dignité. En 1912, l'"Algemeen Verbond van Studiekrin-

3. Les origines de la LNTC ont été étudiées d'une manière détaillée dans Gerard, "Voorgeschiedenis ACW" (1978). Voir aussi le chapitre III du tome I.

4. Le mot "standsorganisatie", emprunté aux Hollandais vers 1913, se traduit difficilement en français. Le terme "stand" signifie "état", tel qu'on le trouve dans l'expression "tiers état", et évoque l'harmonie sociale. Il se substitue au mot "classe", qu'on évitait d'utiliser dans les milieux catholiques flamands et hollandais, à cause de sa connotation marxiste de matérialisme et de lutte. Le mot "standsorganisatie" s'est défini par rapport aux syndicats ("vakorganisatie" ou organisation professionnelle). Il désigne l'organisation s'occupant des intérêts généraux de la classe ouvrière dans son ensemble, les syndicats ne défendant que les intérêts particuliers de telle ou telle profession.

gen" [Fédération Générale des Cercles d'Etude] est créé en réplique à la Centrale d'Education Ouvrière, établie par les socialistes.

En Flandre occidentale, les cercles d'étude forment le noyau des "Werkliedenbonden" [Ligues Ouvrières], créés dès 1906 sous l'impulsion d'Honoré Maes, vicaire à Wevelgem. Selon leur promoteur, ces Ligues Ouvrières, fondées sur l'affiliation individuelle et sous l'impulsion d'un noyau militant de responsables de quartier, réalisent l'indispensable "standsorganisatie". Ailleurs, on essaie de rénover les anciens cercles ouvriers. Nous touchons ici à un point de discorde, qui échauffe les esprits jusqu'après la guerre : la "standsorganisatie" doit-elle être constituée à côté de l'organisation syndicale, selon la formule Maes, ou au contraire, faut-il la concevoir comme la concentration de toutes les œuvres ouvrières, en ce compris le mouvement syndical ? D'autres encore se demandent si ce dernier ne doit pas devenir l'axe autour duquel s'articulerait un mouvement ouvrier plus large. La formule du "syndicat à base multiple", auquel les mutualités, les cercles d'étude et les coopératives seraient subordonnés, est un concept qui bénéficie d'un certain appui.

La guerre fait office de catalyseur. Dans l'atmosphère fiévreuse qui suit l'armistice - elle est marquée par l'attrait qu'exerce le socialisme et par la perspective du suffrage universel masculin - c'est surtout l'aspect politique de la "standsorganisatie" qui retient toute l'attention. Simultanément, la formule de la Ligue Ouvrière recueille le plus de sympathie. Dans un régime de suffrage universel, elle paraît le meilleur moyen de canaliser les aspirations politiques des travailleurs, sans entraîner pour autant les syndicats dans la compétition électorale. Dans les mois qui suivent immédiatement l'armistice, les Ligues Ouvrières poussent comme des champignons. Le Père Rutten, suivi par la CSC, espère pendant un certain temps que la Ligue Démocratique Belge se transforme en une fédération de Ligues Ouvrières et qu'elle trouve sa place dans la nouvelle coupole appelée Action Catholique Sociale, à côté de la CSC, de l'ANMC et des autres grandes organisations⁵. Voyant que la Ligue Démocratique n'est pas disposée à s'engager dans cette voie, les dirigeants des Ligues Ouvrières s'impatientent. Impressionnés par la victoire électorale socialiste du 16 novembre 1919, ils créent, en décembre, une nouvelle fédération nationale, qui méconnaît totalement la Ligue Démocratique⁶.

5. L'Action Sociale Catholique est une institution conçue sur le modèle néerlandais; Rutten espère non seulement qu'elle garantisse l'unité de l'action sociale, mais aussi qu'elle empêche la confusion, néfaste à ses yeux, entre action politique et action sociale. En effet, l'organisation politique, en l'occurrence la Ligue Démocratique, ne devrait être qu'une partie de l'ensemble. Voir à ce sujet Gerard, *Eglise*, 4-9.

6. A ses débuts, la nouvelle organisation reçoit plusieurs dénominations, mais généralement on parle du "Werkersverbond". A l'origine, on prévoit également l'existence de deux sections : une flamande et une wallonne. Le 9 janvier 1921, après deux réunions préparatoires - une pour la Flandre (10 octobre 1920) et une pour la Wallonie (10 novembre 1920) - la fédération démarre officiellement, sous l'appellation officielle d'"Algemeen Christelijk Werkersverbond van België". Nous n'utiliserons pas cette dénomination, pour éviter toute confusion avec le futur ACW.

Ce geste de révolte débouche sur une situation confuse, qui risque de dégénérer en scission. Il importe, avant tout, de trouver une solution au conflit avec la vieille Ligue Démocratique. Cette solution intervient le 14 décembre 1920, avec la création de la Ligue Démocratique Chrétienne de Belgique qui, en droit, succède à la Ligue Démocratique Belge. La nouvelle fédération des Ligues Ouvrières devient ainsi une des cinq composantes de la Ligue Démocratique Chrétienne, à côté de la CSC, de la Fédération Nationale des Ligues Féminines, de l'ANMC et des coopératives. La Ligue Démocratique Chrétienne se voit confier la coordination de ces cinq groupements. La réalisation de la "standsorganisatie", aux plans politique et culturel, reste aux mains des Ligues Ouvrières. Les anciens et les modernes se retrouvent dans ce compromis. Hendrik Heyman est élu à la présidence, le 11 janvier 1921⁷. Ancien instituteur, Heyman est entré au service du Père Rutten en 1911, avant de devenir président de la CSC, en 1914. Lors des élections législatives de novembre 1919, il a été élu député à Saint-Nicolas-Waas et se place à la tête d'une nouvelle génération de démocrates chrétiens plus ouvriéristes. Il incarne parfaitement l'élargissement du mouvement ouvrier chrétien qui, de mouvement syndical, se mue en mouvement de classe ("standsbeweging").

La Ligue Démocratique Chrétienne est toutefois un enfant mort-né. Lors de son premier congrès, les 17 et 18 juillet 1921, les congressistes se laissent convaincre par Louis Colens de construire le mouvement ouvrier chrétien sur d'autres bases. Colens, vicaire à Ostende, désigné comme conseiller moral quelques mois plus tôt, se voit confier au congrès la tâche de présenter le rapport sur "le but, le programme et l'organisation de la classe ouvrière chrétienne" [NT]. Il récuse la Ligue Démocratique Chrétienne comme une mauvaise formule : "Elle ne répond pas aux exigences d'une organisation parfaite. Elle n'est que la réunion des délégués de nos fédérations nationales. Nous devons pousser la classe ouvrière dans des voies nouvelles. Il faut l'orienter en ce sens en partant de la base" [NT]. Et Colens, fasciné par l'unité du parti socialiste, de dessiner une construction totalement nouvelle. Celle-ci reposerait sur la Ligue (locale) des Travailleurs qui - à la différence de la formule Maes - fédérerait toutes les associations ouvrières existantes de la commune et serait dirigée par un conseil central. Sur cette base, via les fédérations d'arrondissement et les fédérations provinciales, on aboutirait finalement à l'organisation nationale de la classe ouvrière chrétienne : la Ligue Nationale des Travailleurs Chrétiens

7. Au début, le nom de la nouvelle organisation reste imprécis. On parle généralement de Ligue Démocratique (Democratisch Blok), ce qui en français met en exergue la continuité avec la Ligue Démocratique Belge (Belgische Volksbond). Le 13 avril 1921, on adopte officiellement le nom de Ligue Démocratique Chrétienne de Belgique (Algemeen Christelijk Democratisch Verbond van België). Le secrétaire, C. Van Overbergh, et le conseiller moral, L. Colens, sont également désignés à cette occasion.

(Algemeen Christelijk Werkersverbond). Pour garantir la plus grande unité possible, des représentants des organisations nationales, comme la CSC, l'ANMC et la Fédération Nationale des Ligues Féminines, siègeraient également au conseil central national ⁸.

Au congrès de juillet 1921, qui passe pour être le congrès fondateur de la LNTC, on assiste donc à un revirement par rapport à l'évolution en cours depuis l'armistice. Qu'apporte de neuf le plan de Colens ? L'épanouissement socio-culturel et l'émancipation politique des travailleurs impliquent une organisation adéquate, investie d'une mission propre. A ce propos, l'accord est unanime. D'autre part, il est urgent de réaliser l'unité au sein du mouvement ouvrier chrétien. Aussi Colens ne veut-il pas d'une Ligue Ouvrière séparée. Il lui préfère une "standsorganisatie", construite à partir d'un apport collectif des membres des associations préexistantes. Comme organisations "adhérentes", le syndicat, la mutualité et les ligues féminines reçoivent, de plus, une représentation au sein des instances de direction. Contrairement à la Ligue Ouvrière, la "standsorganisatie" acquiert ainsi une assise plus large; elle n'est plus séparée du syndicat, ni des autres œuvres sociales, mais elle y est organiquement liée, de telle sorte que les différentes composantes peuvent s'appuyer mutuellement. Colens qualifie cette structure en évoquant le caractère universel ou "totalitaire" de la "standsorganisatie", qu'il considère comme une des exigences fondamentales de l'organisation des travailleurs. La séparation des divers intérêts ouvriers constituerait, selon lui, une démarche absurde, puisqu'il s'agit seulement d'aspects différents d'une même lutte d'émancipation. Il récuse de la sorte le modèle néerlandais, qui scinde l'organisation syndicale et la "standsorganisatie" ⁹.

En qualifiant la LNTC de simple organisation-coupole, on ne respecte donc nullement l'intuition originelle de Colens. L'intéressé récuse d'ailleurs la Ligue Démocratique Chrétienne, "parce qu'elle n'est que la réunion des délégués de nos fédérations nationales" [NT]. La LNTC, en revanche, possède une double nature. Au plan local, les Ligues des Travailleurs font office d'association ouvrière générale. En dépit de leur structure indirecte, elles doivent se comporter comme des organisations de membres. En théorie, du moins, elles sont l'âme de la LNTC : celle-ci est, avant tout, une fédération de Ligues locales. Au plan de l'arrondissement et de la province, ainsi qu'à l'échelon national, la Ligue remplit de surcroît une fonction de coordination, étant donné que les syndicats, les ligues féminines et les mutualités sont représentés, comme organisations "adhérentes", au sein de la direction. Ainsi donc, la LNTC reprend aussi bien le

8. On trouve les principaux documents relatifs à ce congrès dans la brochure préparatoire : *Congres van het Algemeen Kristen Democratisch Verbond van België* (Bruxelles, 1921).

9. Sur les conceptions de Colens à ce propos, on peut lire son cours à l'Ecole Sociale : *La formation des dirigeants d'œuvres sociales* (Louvain, 1929).

Tableau 1:
Organigramme de la Ligue Démocratique Chrétienne de Belgique.
1920

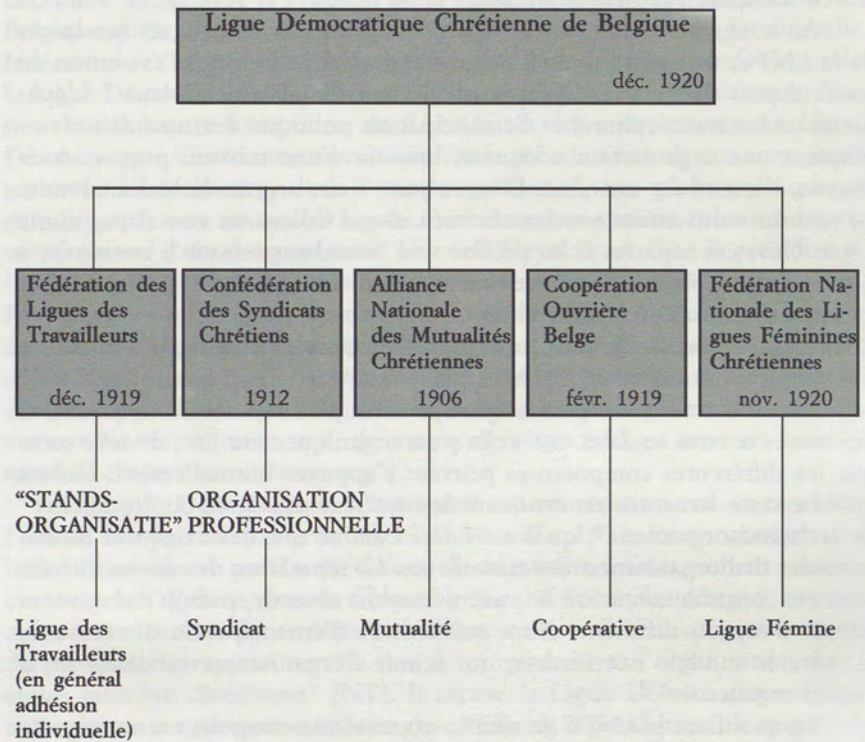
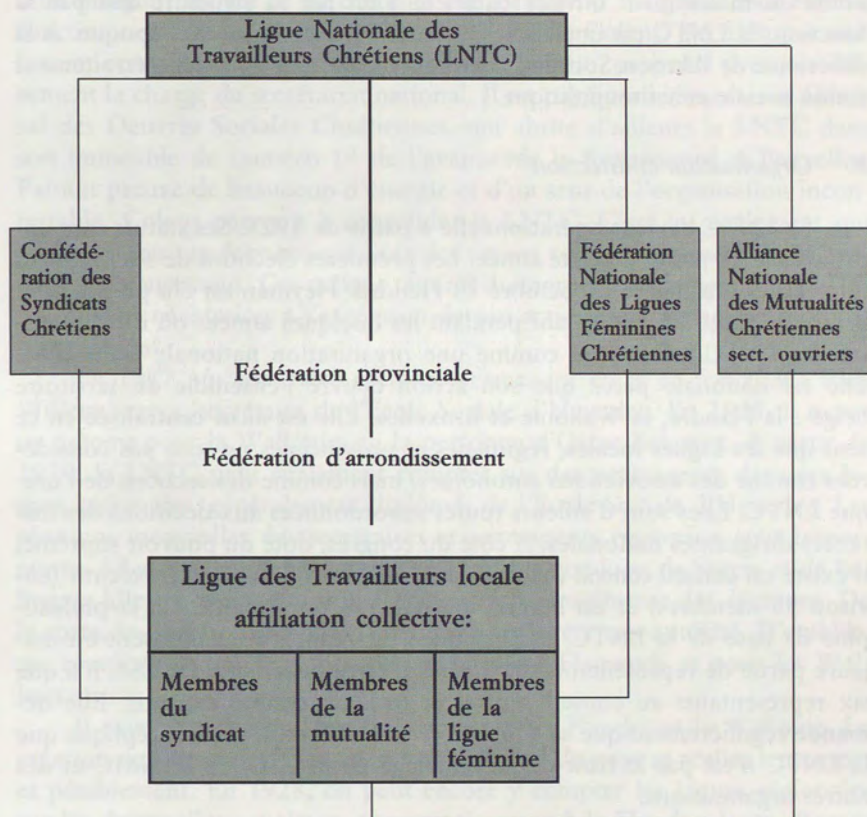


Tableau 2:
Organigramme de la Ligue Nationale des Travailleurs Chrétiens.
1921



rôle des Ligues Ouvrières (action politique et éducative) que celui de la Ligue Démocratique Chrétienne (fonction de coordination). Il s'ensuit la disparition de la fédération des Ligues Ouvrières, comme composante autonome du mouvement ouvrier chrétien. Tant par sa structure que par sa fonction, la LNTC est une copie du Parti Ouvrier Belge de l'époque. A la différence de l'Action Sociale Catholique de Rutten, elle mêle étroitement action sociale et action politique.

B. *Organisation et direction* ¹⁰

La LNTC devient opérationnelle à partir de 1923. Ses statuts sont approuvés le 18 juillet de cette année. Les premières élections de ses instances dirigeantes ont lieu le 21 octobre ¹¹. Hendrik Heyman est élu président et il le reste jusqu'en 1946, sauf pendant les quelques années où il est ministre. La LNTC est conçue comme une organisation nationale centralisée. Elle est nationale parce que son action couvre l'ensemble du territoire belge : la Flandre, la Wallonie et Bruxelles. Elle est aussi centralisée en ce sens que les Ligues locales, régionales et provinciales ne sont pas considérées comme des associations autonomes, mais comme des sections de l'unique LNTC. Elles sont d'ailleurs toutes subordonnées aux décisions des instances dirigeantes nationales. A côté du congrès, doté du pouvoir suprême, il existe un conseil central (quelque 120 membres), un comité exécutif (environ 35 membres) et un bureau journalier. Conformément à la philosophie de base de la LNTC, ces instances dirigeantes se composent en majeure partie de représentants des Ligues d'arrondissement. La CSC n'a que six représentants au conseil central et trois au comité exécutif. Elle demande régulièrement que sa délégation soit renforcée. Colens réplique que la LNTC n'est pas le fruit de l'assemblage de la CSC, de l'ANMC et des autres organisations.

Conformément à cette même philosophie de base, la LNTC compte ses affiliés. Ses effectifs ne sont pas la somme des membres de la CSC, de l'ANMC et des autres branches, mais le nombre d'hommes adultes effectivement affiliés aux Ligues d'arrondissement (soit directement, soit par le truchement du syndicat ou de la mutualité) et pour lesquels une cotisation est payée à la LNTC. C'est d'ailleurs sur cette base que se calcule le droit de vote au congrès. Les effectifs les plus importants se situent dans les provinces de Flandre occidentale et orientale, ainsi qu'à Anvers. Pendant des années, Courtrai est la Ligue d'arrondissement la plus puissante.

10. Cet aperçu se fonde essentiellement sur les archives de l'ACW (AACW) et sur les rapports d'activité présentés lors des congrès, d'abord annuels, puis bisannuels. Voir également Gerard, "Algemeen Christelijk Werkersverbond" (1981); D'havé, *Stichting* (1982).

11. *Statuts et procès-verbal de la session extraordinaire des délégués des Ligues provinciales, des Ligues d'arrondissement et des organisations nationales adhérentes à la Ligue Nationale des Travailleurs Chrétiens* (Bruxelles, 1923, AACW 218.1).

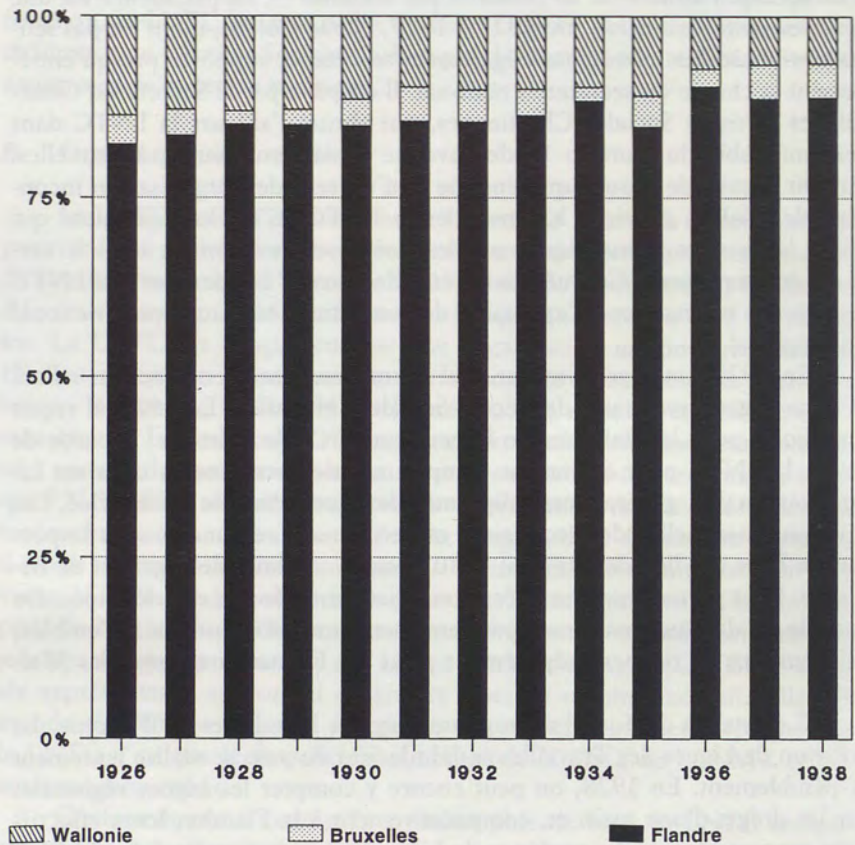
Au début, la LNTC a peu de moyens financiers. Elle ne dispose pas de permanents. En 1925, les recettes de la LNTC s'élèvent exactement à 10.064,07 F. Elles sont presque exclusivement constituées de cotisations, d'un montant annuel de 10 centimes par membre ¹². La présidence est une fonction non rémunérée. De 1923 à 1927, l'abbé Colens, qui n'est pas seulement conseiller moral, mais également secrétaire, supporte presque entièrement la charge du secrétariat national. Il est payé par le Secrétariat Général des Oeuvres Sociales Chrétiennes, qui abrite d'ailleurs la LNTC dans son immeuble du numéro 14 de l'avenue de la Renaissance, à Bruxelles. Faisant preuve de beaucoup d'énergie et d'un sens de l'organisation incontestable, Colens parvient à consolider la LNTC. C'est lui également qui édifie les œuvres économiques sur des assises solides, comme nous le verrons ultérieurement. Ces mêmes œuvres donneront rapidement à la LNTC les moyens nécessaires à l'extension de son action, tant au niveau national que régional.

En 1927, un secrétaire national permanent entre en fonction : Paul Willem Segers, secrétaire de l'Ecole Sociale d'Heverlee. En 1928, il reçoit un adjoint pour la Wallonie, en la personne d'Oscar Behogne. A partir de 1929, la LNTC peut également compter sur des permanents dans ses Ligues régionales, généralement diplômés de l'Ecole Sociale d'Heverlee. Les réunions mensuelles des secrétaires et permanents régionaux sont importantes. Elles ont lieu depuis avril 1930, sous la conduite de Segers et de Behogne. Elles permettent une exécution stricte et uniforme des décisions. De la sorte, la direction nationale parvient à renforcer son autorité. D'emblée, ces réunions se tiennent séparément pour les Flamands et pour les Wallons.

Il existe un déséquilibre frappant entre la Flandre et la Wallonie. La création de Ligues des Travailleurs dans le Sud du pays se réalise lentement et péniblement. En 1928, on peut encore y compter les Ligues régionales sur les doigts d'une main et, comparativement à la Flandre, leurs effectifs sont peu importants. La province de Liège est la mieux organisée. En Hainaut, il n'y a qu'une seule Ligue d'arrondissement, celle de Charleroi. Les Ligues de Namur et de Nivelles connaissent des dissensions internes. En Luxembourg, il n'existe presque rien. En septembre 1928, la désignation d'Oscar Behogne comme secrétaire permanent-adjoint de la LNTC, plus particulièrement chargé de la propagande en Wallonie, marque un tournant : à partir de ce moment, le nombre de Ligues régionales croît rapidement. En 1929, on en crée une à Mons. Il en est de même un an plus tard, dans tous les autres arrondissements du Hainaut. Les plus grands obstacles à leur percée ne résident pas seulement dans la supériorité numérique du socialisme. Ils tiennent aussi à l'existence d'un mouvement social chrétien

12. Portée à 0,50 F en 1928 et à 1 F en 1928.

Tableau 3:
Part des régions dans le nombre des membres cotisants de la LNTC.
1926-1938



Source: Annexe 2

encore largement patronné par les catholiques conservateurs. Maintes œuvres sociales, surtout des mutuelles et des coopératives, se tiennent en effet à l'écart des nouvelles Ligues, parce qu'elles subissent l'influence de notables conservateurs. Enfin, l'attitude négative de la bourgeoisie et du clergé envers l'action politique des Ligues des Travailleurs joue un rôle considérable. Jean Bodart, le dirigeant démocrate chrétien carolorégien, et ses amis wallons doivent mener une guerre d'usure qui, en fin de compte, détourne un grand nombre d'entre eux du parti catholique et, plus tard, du PSC.

Les Wallons doivent dès lors faire face, au sein de la LNTC, à une majorité flamande. Numériquement, ils sont largement minoritaires. Leur part relative dans le nombre de membres cotisants tend même à diminuer. A la fin de l'entre-deux-guerres, elle est à peine de 10 %. Parmi les délégués au congrès (soit, au minimum, cinq délégués par fédération d'arrondissement, plus un délégué par mille cotisants) ils ne forment qu'un petit groupe. La composition du comité exécutif, au sein duquel les Ligues d'arrondissement sont représentées paritairement, parvient quelque peu à camoufler ce déséquilibre. Les travailleurs wallons sont donc minoritaires, non seulement au sein du parti catholique, mais également au sein de leur propre organisation. C'est là une des causes de leur caractère plus militant.

C. *Trois fonctions*

L'activité politique ¹³

Une très grande partie de l'activité de la LNTC est accaparée par la politique. Telle est aussi sa dimension la plus frappante. En fait, la politique a été le facteur déterminant dans la fondation de la Ligue. René Carrels, de la CSC, déclare que la LNTC a "pratiquement le caractère d'un parti politique" [NT] ¹⁴. Il n'a pas tort. La Ligue est, pour les travailleurs chrétiens, ce que le POB est pour les socialistes. Le couplage de l'action sociale et de l'action politique est d'ailleurs, pour beaucoup de catholiques, une source d'irritation et un motif de critiques. Après l'échec du gouvernement "démocratique" Pouillet-Vandervelde, l'opposition au caractère politique de la LNTC s'intensifie. Celle-ci se défend en déclarant, à plusieurs reprises, qu'elle n'est ni un parti, ni une organisation politique.

Pour bien comprendre l'action politique de la LNTC, il faut connaître la situation dans laquelle se trouve le parti catholique. Au plan national, régional et local, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du Parlement, ce parti se compose, après la première guerre mondiale, de différents groupes, qui rivalisent ouvertement. C'est là le résultat d'une forte opposition d'intérêts en son sein. Les travailleurs chrétiens exigent une autonomie politique, comme garantie de leur participation à la vie publique. A la "standsorganisatie", ils lient la représentation des intérêts. La LNTC récuse, par conséquent, un parti catholique unitaire. Elle œuvre en faveur d'une formation organisée sur un modèle fédéral. En d'autres termes, elle veut un parti respectueux de la spécificité des "standen" et qui pourtant mène une politique commune, en ce qui concerne les intérêts religieux. La Fédération des Cercles, par contre, souhaite monopoliser l'action politique catho-

13. Ce passage repose essentiellement sur Gerard, *Katholieke partij*. Pour de plus amples détails, on lira le chapitre IV du tome I.

14. VSW 1925, 97.



Après une carrière de haut fonctionnaire, Cyrille Van Overbergh (1866-1959) devient, à partir de 1911, une des figures marquantes de la Ligue Démocratique Belge, dont il dirige le Comité d'étude et dont il est le dernier secrétaire, à la fin de la première guerre mondiale. Dans la période mouvementée de l'après-guerre, il tente de concilier l'ancien et le nouveau : il est un des rares démocrates chrétiens d'avant-guerre à soutenir la LNTC lorsqu'elle se constitue. Très discret, il exerce cependant une influence déterminante sur les orientations politiques et idéologiques du mouvement. Par deux fois, en 1934 et en 1937, il refuse la mission de former un gouvernement. Van Overbergh est aussi l'auteur érudit de nombreuses études sur le marxisme.



Comme jeune avocat, Jean Bodart (1895-1964) fréquente les cercles d'étude du chanoine Brohée et s'engage au sein de l'ACJB, qui vient de voir le jour. A partir de 1922, il rejoint la Ligue des Travailleurs Chrétiens de Charleroi. Il devient l'une des figures de proue de la démocratie chrétienne en Wallonie et se fait le défenseur de la reconnaissance politique des travailleurs chrétiens. En 1929, après de vifs démêlés au sein du parti catholique, il est élu député de Charleroi. Il démissionne en 1933 pour protester contre la politique gouvernementale, mais il est réélu en 1936, sur une liste démocrate chrétienne séparée. En 1937, il est frappé par une dépression nerveuse. Celle-ci l'amène à poser une série d'actes irréfléchis qui, en 1938, le mettent en conflit avec la direction nationale de la LNTC et avec ses propres amis.

lique en son propre sein. Ces dissensions donnent naissance à une caricature de parti. L'Union Catholique est créée en 1921, comme confédération de la LNTC, de la Fédération des Cercles, de l'organisation des classes moyennes, du Boerenbond et des fédérations agricoles wallonnes. Elle est conçue comme "organisme central du parti catholique". Elle n'a pratiquement aucune autorité. Elle ne développe aucune activité propre et n'est rien de plus que la somme de ses parties constitutives. La véritable action politique est conduite par les "standen" et par le groupe des députés catholiques flamands de Frans Van Cauwelaert.

Comme organisation politique, la LNTC essaie d'influencer à la fois les travaux parlementaires et la politique gouvernementale. A la Chambre et au Sénat, ses parlementaires forment des groupes séparés, appelés les Groupes Démocratiques (à partir de 1935, les Groupes Démocrates Chrétiens). Lorsqu'un gouvernement se forme, la LNTC participe aux négociations comme formation autonome. Sauf pendant la quarantaine qui lui est infligée sous le cabinet tripartite Jaspar (1926-1927), elle compte des ministres dans tous les gouvernements, à dater de 1923. Les élections sont les points culminants de son action. Localement, des "polls" sont organisés parmi les membres. On négocie l'ordre de présentation des candidats sur la liste catholique, on établit des programmes et on fait de la propagande. La discussion de thèmes politiques est alors aussi le principal point des réunions des instances dirigeantes nationales. Les congrès se tiennent au début de la session parlementaire. En 1927, la Ligue essaie de mieux organiser son travail politique. Au conseil central du 31 janvier, Philip Van Isacker, député de Malines, est nommé secrétaire politique. Cette fonction nouvelle correspond à un travail précédemment assuré, de facto, par Colens. Van Isacker ne s'en sort pas très bien. A l'issue du congrès de 1927, la fonction disparaît sans laisser de traces.

La présence de nombreux parlementaires dans les organes de direction favorise encore l'intérêt pour la politique. Si les Groupes Démocratiques de la Chambre et du Sénat ne sont chacun représentés que par deux délégués au conseil central et par un seul délégué au comité exécutif, d'autres canaux permettent d'intégrer plus de mandataires politiques aux organes de la direction nationale. Il n'y a, en effet, aucune interdiction de cumul. En 1925, non moins de douze membres, sur les trente-cinq que compte le comité exécutif, siègent au Parlement. En 1935, tous les parlementaires démocrates chrétiens sont admis d'office au comité exécutif, avec voix consultative il est vrai. Toutefois, ils sont nombreux à y disposer du droit de vote, comme délégués de leur arrondissement.

A l'instar de ce qui se passe chez les socialistes, les liens entre les parlementaires démocrates chrétiens et leur organisation sont très étroits. A l'origine, la tradition catholique empêche l'imposition d'un mandat impératif, mais au fil des années, l'influence de l'organisation s'accroît. A partir de 1931, le bureau de la LNTC assiste aux réunions des groupes parlemen-

taires; parfois même, celles-ci sont convoquées et préparées par Louis Colens.

Au cours des années trente, la pratique quasi continue des pouvoirs spéciaux et l'intervention croissante du gouvernement dans la vie économique et sociale provoquent des glissements importants au sein du triangle LNTC-groupes parlementaires-gouvernement. Le Parlement perd de son influence. La LNTC va, dès lors, peser directement sur le travail gouvernemental, notamment en négociant avec les ministres. En général, elle constitue à cet effet une délégation, composée de représentants des Groupes Démocratiques et du bureau de la LNTC. Afin de créer un lien organique avec les groupes parlementaires, le conseil central du 16 décembre 1934 crée un bureau politique. Il s'agit, en fait, du bureau existant, élargi à deux représentants des Groupes Démocrates Chrétiens de la Chambre et du Sénat, dont le président. C'est là, en réalité, une confirmation de la situation existante, à ceci près qu'elle accentue la préséance des mandants extra-parlementaires. Cet état de fait est consigné dans les statuts en 1935 (article 26). A cette occasion, il est également précisé que le programme de la LNTC, ainsi que les décisions du comité exécutif, du conseil central et du congrès ont, pour les Groupes Démocrates Chrétiens, "la valeur de directives, dont ils doivent poursuivre l'application d'après les possibilités parlementaires" (article 32). Sur le papier, une certaine liberté d'action est donc laissée aux députés et aux sénateurs. Néanmoins, dans la pratique, l'influence du bureau de la LNTC s'accroît.

Les efforts de la Ligue consistent essentiellement à discipliner le mouvement, dont dépend finalement son pouvoir. Cette politique présente un double aspect : d'une part, la LNTC veut éviter que sa base ne soit trop souvent placée devant le fait accompli, par un gouvernement au sein duquel elle compte des ministres, ce qui causerait des difficultés; d'autre part, elle renforce la position de ses ministres, puisque ceux-ci peuvent compter sur un mouvement discipliné. La LNTC ne se comporte donc pas en groupe de pression, ainsi que le MOC le fera après la seconde guerre mondiale, mais en groupe politique. Ses mandataires doivent se justifier directement de leur action envers elle, et non pas à l'égard du "parti catholique", lequel n'est qu'une superstructure lâche. En 1933 et en 1935, par exemple, un congrès extraordinaire de la LNTC est amené à se prononcer sur l'opportunité d'accorder la confiance au gouvernement.

Les œuvres économiques

Le développement des coopératives, appelées aussi œuvres économiques, est une réalisation à porter à l'actif de la direction de la LNTC. Outre la politique et l'éducation populaire, les œuvres économiques ont retenu tout particulièrement son attention.

Les premiers plaidoyers pour une action coopérative solide au service



Avec ses parlementaires, réunis au sein des Groupes Démocratiques de la Chambre et du Sénat, la LNTC a un profil politique spécifique.

(Les parlementaires de la LNTC, Bruxelles, 1929-1930, avec au premier rang, de gauche à droite : Gustaaf Eylenbosch, le Père Rutten, Hendrik Heyman, Prosper Poulet, Paul Tschoffen, Jules Van Caenegem, Cyrille Van Overbergh et Edmond Rubbens)

du mouvement ouvrier datent de la période qui précède immédiatement la première guerre mondiale. Ce n'est pas un hasard si l'indépendance financière est perçue comme une condition de réussite, au moment où les travailleurs chrétiens se dégagent de la tutelle généreuse, mais oppressante, de la bourgeoisie catholique non seulement au plan syndical, mais aussi dans les domaines politique et socio-culturel. Une fois de plus, c'est l'exemple socialiste qui fait école : depuis quelques décennies, les revenus générés par les coopératives, les caisses d'épargne et les assurances populaires sont à la base d'une action florissante du Parti Ouvrier Belge.

Avant même la fin de la guerre, le Père Rutten s'efforce de jeter les fondements d'une action coopérative et financière. Il en résulte la fondation, en 1919, de la Coopération Belge, qui se propose de réaliser des achats en commun pour le compte des sociétés coopératives régionales. La Coopération Belge figure parmi les cinq fédérations constitutives de la Ligue Démocratique Chrétienne, mais elle disparaît après 1922.

Dans ses statuts de 1923, la LNTC prévoit la création d'un "bureau technique et financier", chargé de la fondation d'une centrale des coopératives, d'une centrale des assurances et d'une centrale des banques populaires. Les statuts stipulent aussi que le conseil central a le droit de charger ce bureau technique et financier d'assurer à la LNTC les revenus nécessaires, en sus de la contribution des membres, par la création d'institutions financières au sein de la classe ouvrière chrétienne.

Colens accorde une priorité à la centralisation des coopératives. Il appuie d'emblée le système coopératif du chanoine Broekx, le directeur diocésain des œuvres sociales du Limbourg. Le commerce limbourgeois de denrées alimentaires est fondé sur la distinction entre, d'une part, la société coopérative, chargée du recrutement des coopérateurs et de la propagande, et d'autre part, l'exploitation commerciale des magasins, dont est investie une société distincte, contrôlée toutefois par la première. La SC "Limburgse Coöperatie" [Coopération Limbourgeoise] s'occupe ainsi du service social et la SA L'Economie de l'exploitation commerciale. A partir de 1923, plusieurs coopératives régionales d'autres provinces confient la gestion de leurs magasins à L'Economie, qui augmente bientôt son capital et change de dénomination, pour devenir le Bien-Etre (Welvaart). En 1924, ces sociétés coopératives régionales et la Limburgse Coöperatie forment ensemble la SC Coopération Ouvrière Belge (Belgische Arbeiderscoöperatie), qui fait office de service social central.

La fondation, en 1925, de la commission financière de la LNTC accélère la tendance à la centralisation. Sous son impulsion, la Coopération Ouvrière Belge voit sa mission s'élargir : elle est chargée de préparer la création d'autres institutions commerciales ou financières. Diverses fondations s'ensuivent. Ainsi celle de la Banque d'Epargne des Ouvriers Chrétiens, en 1925, qui doit être non seulement la caisse d'épargne des travailleurs chrétiens, mais également le banquier de leurs organisations.

Viennent ensuite la centrale des boulangeries populaires, la SA De Hoorn, en 1927; enfin Les Assurances Populaires, en 1929. Cette année-là, Colens peut déclarer : "A l'heure actuelle, je puis vous assurer que la misère de nos organisations appartient au passé.." [NT]. La centralisation au sein de la Coopération Ouvrière Belge s'achève en 1930. A cette occasion, P.W. Segers, secrétaire de la LNTC, devient administrateur-délégué de la Coopération Ouvrière Belge et le personnage central des œuvres économiques. Tout le monde ne ressent pas ce besoin de centralisation. Les tendances particularistes sont fortes, surtout en Flandre occidentale. La réorganisation des coopératives a, dès lors, été "un dur calvaire" ¹⁵.

Suite à la nouvelle législation sur les banques et le crédit, on procède, en 1935, à une profonde réorganisation des œuvres économiques. La SC Coopération Ouvrière Belge, qu'on appellera dorénavant COB-Caisse Centrale de Dépôts, se voit confier la fonction de caisse d'épargne. Comme Société Auxiliaire de Participations, l'ancienne Banque d'Epargne des Ouvriers Chrétiens est chargée de la liquidation du portefeuille des effets et disparaît dès que cette opération est terminée. A la Fédération Nationale des Coopératives Chrétiennes (FNCC) est dévolu le rôle qu'assumait jusqu'alors la Coopération Ouvrière Belge, soit celui de service coopératif central de la LNTC.

L'activité des Ligues d'arrondissement est essentiellement économique. "La coopérative et les autres institutions économiques - caisse d'épargne, etc... - ne doivent être considérées que comme des sections des Ligues des Travailleurs, ce qu'elles sont en fait" [NT], déclare la direction nationale à l'occasion de la fondation de la Coopération Ouvrière Belge, en 1924 ¹⁶. C'est d'ailleurs à ces "œuvres économiques" que les Ligues d'arrondissement doivent leurs propagandistes permanents. Entre 1932 et 1934, un secrétaire permanent est nommé dans presque tous les arrondissements.

Formation des cadres, éducation populaire et apostolat

L'animation socio-culturelle ou l'éducation populaire, comme on l'appelle à l'époque, a toujours été un des premiers objectifs de la LNTC. Toutefois, sa concrétisation bute sur deux obstacles. En premier lieu, l'action politique relègue presque tout le reste à l'arrière-plan, au début. Quelques dirigeants, surtout des aumôniers, constatent non sans regrets, dès la fondation en 1921, que la politique a été privilégiée par rapport à l'éducation populaire. Selon eux, elle empêche tout "travail sérieux d'organisation". En second lieu, la répartition des tâches entre le Secrétariat Général des

15. Xème congrès de la LNTC (1931) 21.

16. Cité par Van Bouchaute, "Het ACW en de coöperaties". Pour plus de détails sur les œuvres économiques, voir le chapitre sur les coopératives ouvrières dans le présent tome.

Oeuvres Sociales Chrésiennes et la LNTC n'est pas claire pendant les années vingt. Le Secrétariat est dirigé par le conseil des aumôniers diocésains et placé sous la présidence du Père Rutten. En fait, c'est lui, et non la Ligue, qui est alors le moteur de l'éducation populaire¹⁷.

La Fédération des Cercles d'Etude, créée en 1912, est le premier instrument d'importance dont dispose le Secrétariat Général du Père Rutten. Elle connaît son apogée pendant la guerre et durant les années suivantes, avant de disparaître vers 1924. Les Semaines Sociales, Flamandes et Wallonnes, organisées à nouveau par le Secrétariat Général à partir de 1920, demeurent sous sa haute main jusqu'à la seconde guerre mondiale. Les aumôniers nationaux et diocésains en choisissent le thème et les orateurs. Le Père Rutten les préside¹⁸. A partir de 1920, le Secrétariat Général est également responsable de l'édition des mensuels *De Gids op maatschappelijk gebied* et *Les Dossiers de l'action catholique*. C'est encore lui qui, en 1922, prend l'initiative de créer l'Ecole Centrale Supérieure pour Ouvriers Chrétiens à Heverlee, dont la direction est confiée au dominicain Jules L. Perquy. Ainsi, le mouvement ouvrier chrétien dispose de sa propre "école normale" pour propagandistes¹⁹.

Au cours des années trente, la LNTC prend à son compte le rôle du Secrétariat Général. Par manque de moyens, la Centrale d'Education Populaire-Centrale voor Volksontwikkeling (CEP-CVO) de la LNTC, dont la création est pourtant prévue dans les statuts de 1923, ne voit le jour qu'en 1931. En 1926, les évêques refusent encore de nommer un permanent ecclésiastique à cet effet. En fin de compte, Louis Colens en personne assume alors la direction de la Centrale. Il est assisté de deux secrétaires permanents : Frans Richard, pour la Flandre, et Raymond Vermeulen, pour la Wallonie. Tous deux sont diplômés de l'Ecole Sociale. La tâche de la CEP-CVO consiste à réaliser l'unité du mouvement sur trois plans : la pensée, les méthodes et les moyens d'action. La Ligue locale demeure le centre de gravité dans l'action. Dès 1931, la LNTC reprend *De Gids* et *Les Dossiers* comme bulletins des dirigeants pour ses responsables.

A l'époque, le mouvement compte déjà plus de 300.000 membres. Il manque cruellement de cadres formés. On comprend, dès lors, que la CEP-CVO privilégie la formation des responsables, véritables leviers de l'action parmi les membres. Aussi s'attache-t-elle, par priorité, à l'organisation des cercles d'étude, des écoles sociales régionales et des soirées de recollection.

17. Voir Gerard, *Eglise*, 19-21, 31-34. Sur la question de l'éducation populaire, voir également Verleyen, *Ontwikkelings- en opvoedingswerk*.

18. A partir de 1926, la LNTC prend en charge l'organisation pratique des Semaines Sociales Flamandes. Depuis 1928, elle fait de même pour les Semaines Sociales Wallonnes. A dater de 1928, la Semaine Sociale Wallonne ne se tient plus à Xhovémont, mais à Louvain, où a lieu également son équivalent flamand.

19. En 1920, le Secrétariat Général des Oeuvres Sociales Féminines Chrétiennes a déjà ouvert une école sociale à Bruxelles.

Les *cercles d'étude*, mis en sommeil depuis 1924, se voient insuffler une vie nouvelle. A partir de l'hiver 1931-1932, la CEP-CVO publie chaque année une série de douze leçons, sur des thèmes récurrents : la doctrine sociale de l'Eglise, le mariage et la famille, la vie professionnelle et le travail, l'essence et le rôle de la "standsorganisatie". En 1938-1939, plus de 6000 des 8000 cadres du mouvement se forment ainsi dans un cercle d'étude. L'*école sociale régionale* offre une formation adaptée aux besoins des futurs dirigeants. Les initiatives de ce type démarrent en 1932-1933. En 1937-1938, la CEP-CVO compte déjà 23 écoles, totalisant 413 élèves. Avec l'Ecole Centrale Supérieure pour Ouvriers Chrétiens d'Heverlee, ces formations exercent une influence sur les cadres du mouvement ouvrier chrétien que l'on pourrait difficilement surestimer. Outre les cercles d'étude et les écoles sociales, il existe un troisième moyen d'action pour les cadres : les *soirées de récollection*. Celles-ci sont entièrement placées sous le signe de l'apostolat des laïcs.

En sus de la formation des cadres, la LNTC étend aussi son action aux membres "ordinaires". En d'autres termes, pour employer le vocabulaire à la mode dans les années trente, elle agit sur la masse. Outre sa fonction de coordination, peu développée au début, le mouvement assume surtout le rôle d'organisation générale de travailleurs. En dépit de sa structure indirecte, la LNTC tente d'agir directement sur les membres, affiliés par le canal du syndicat, de la mutualité ou d'autres organisations. Comme association générale de travailleurs, elle doit non seulement veiller aux intérêts politiques et coopératifs de ses adhérents, mais aussi prendre en charge la formation des travailleurs adultes. Quiconque prétendrait qu'il n'y a pas, avant 1940, de milieu formatif pour travailleurs adultes méconnaîtrait l'essence et le rôle de la LNTC comme "standsorganisatie". Les Katholieke Werkliedenbonden et les Equipes Populaires, qui naîtront plus tard, apporteront du neuf : elles seront des mouvements pour travailleurs adultes, avec la formation pour seule fonction.

Fidèle à la philosophie de la LNTC, P.W. Segers souligne, dès 1928 - il est alors secrétaire général depuis un an - l'importance de la Ligue locale, communale ou paroissiale : elle est le pivot et l'assise de l'édifice LNTC. C'est à ce niveau que doit s'établir le contact avec le travailleur, dans son cadre de vie; c'est à ce stade que l'on peut faire œuvre d'apostolat à grande échelle, grâce au local accueillant ou à la soirée éducative. Ces idées, en plus élaborées, sont reprises par Segers, en 1933, dans les leçons qu'il consacre à la Ligue locale. Selon lui, l'éducation des travailleurs est une question de bon contact, et ce dernier doit s'établir au niveau de la Ligue locale. Les instruments de ce contact ne sont pas seulement le local, avec café, mais aussi les assemblées générales de membres, le club de propagande et la participation active à la vie paroissiale ou publique. L'assemblée générale des affiliés, où se retrouvent surtout les membres actifs, doit renforcer la solidarité et permettre l'information sur des questions d'actualité. La visite à



Les Semaines Sociales constituent un carrefour de rencontres et jouent un rôle décisif dans la formation des nombreux propagandistes dont le mouvement a besoin.

(Semaine Sociale Wallonne, Louvain, 1932)

domicile se prête au contact avec les adhérents passifs. A cette fin, un club de propagande doit être constitué : ses membres seraient responsables d'un quartier de la commune. Pareil système d'action de quartier a déjà été pratiqué avant 1914 par l'abbé Honoré Maes. Il a été repris, avec succès, par les LOFC-KAV et par la JOC-KAJ.

Dans les années trente, la Ligue intensifie ses activités parmi ses affiliés. La première campagne pascalle a lieu en 1935. A partir de 1936, les clubs de propagande, désormais appelés comités d'action, sont systématiquement organisés. La CEP-CVO en est le moteur et le coordinateur. Toujours en 1936, on assiste à la création de la Centrale de Propagande, dirigée par Jan Delmartino, ancien président de la KAJ, en vue d'appuyer les manifestations de masse. En décembre de la même année, la Centrale organise une "semaine d'offensive" pour la démocratie, contre le fascisme et le communisme. Il y a deux raisons à cette intensification de la propagande. Tout d'abord, la situation économique, sociale et politique est trouble. Elle nécessite le maintien de l'emprise de la LNTC sur la masse. C'est là, pour la Ligue, un intérêt vital. Il y a ensuite la montée de l'Action Catholique, aussi parmi les adultes. La LNTC redoute l'établissement d'une organisation masculine unitaire d'Action Catholique, qui ne tiendrait pas compte de la distinction entre les "standen". Ces deux motifs, auxquels s'ajoute la montée d'une génération d'anciens jocistes, est la cause directe des campagnes pascales menées par la CEP-CVO.

D. La coordination au sein du mouvement ouvrier

Outre l'aspect politique, la nécessité d'une plus grande unité de direction, de pensée et d'action est un des facteurs déterminants de la création de la LNTC. Néanmoins, c'est précisément sur ce point que la position de la Ligue reste longtemps très précaire. La CSC et les organisations féminines ne reconnaissent pas la prééminence de la LNTC. A leurs yeux, celle-ci n'est que la "standsorganisatie" politique et culturelle : en y adhérant, le syndicat et les mouvements féminins augmentent ses chances de réussite. Le mot "adhésion" est choisi à dessein : la CSC ne veut rien entendre d'une "affiliation", pour affirmer son autonomie ²⁰. L'ANMC se tient à l'écart de la Ligue. De surcroît, au début, le rôle de coordination de la LNTC est vidé de sa substance par le Secrétariat Général des Oeuvres Sociales Chrétiennes. Cette institution, exclusivement régie par les directeurs diocésains et nationaux des Oeuvres Sociales, sous la présidence du Père Rutten, souhaite non seulement jouer un rôle dirigeant en matière d'éduca-

20. En ce qui concerne les femmes, seules les LOCF-KAV ont adhéré. Ce n'est pas le cas du Secrétariat Général des Oeuvres Sociales Féminines Chrétiennes, qui est alors la plus haute autorité du mouvement féminin.

tion populaire, mais elle veut aussi être un arbitre discret entre les différentes organisations nationales ²¹.

Initialement, c'est dans cette instance, et non au sein de la LNTC, que l'essentiel de la coordination du mouvement ouvrier chrétien est assuré. Dans les années trente seulement, au grand déplaisir du Père Rutten, le secrétariat de la LNTC attire à lui la direction des organisations ouvrières chrétiennes. La consolidation et l'expansion de la LNTC, qui dispose de permanents en nombre croissant, dans les arrondissements comme au niveau national, ne sont pas étrangères à ce phénomène.

Progressivement, la LNTC augmente son emprise sur l'ensemble du mouvement. La résolution du congrès de 1926, relative à la centralisation des services sociaux, est un pas important dans cette direction. Par analogie avec les œuvres économiques, elle opère, pour l'ensemble du mouvement, une distinction entre les services sociaux et les services techniques. Ces derniers ont trait aux activités spécifiques, propres à la CSC, à l'ANMC, aux Ligues féminines, etc... Les premiers concernent des aspects communs, surtout le recrutement de membres, le service du personnel, la gestion des locaux... Or ces services, essentiellement administratifs, doivent être centralisés au sein du Secrétariat des Oeuvres Sociales d'arrondissement, considéré comme un organe exécutif placé sous la responsabilité de la Ligue des Travailleurs. Toutefois, la gestion journalière de ce Secrétariat est aux mains de l'aumônier, appelé "directeur des Oeuvres Sociales". Pareille situation donne lieu à bien des équivoques. Il n'est pas rare que le Secrétariat devienne une entité autonome, qui se situe au-dessus de la Ligue des Travailleurs. L'exemple anversoïse est bien connu : jusque dans les années soixante, le Secrétariat des Oeuvres Sociales, sous la conduite du chanoine Danis, y dirige en fait l'ensemble du mouvement.

Pendant les années trente, la nécessité d'une coordination fonctionnelle et efficiente se fait davantage sentir, à cause surtout des nouvelles forces centrifuges qui se font jour au sein du mouvement. Celles-ci sont dues à la fois à l'extension de la plupart des organisations et à des évolutions plus spécifiques au sein de la CSC, des LOCF-KAV, de l'ANMC et des quatre branches de la jeunesse ouvrière. La politique de crise du gouvernement incite la CSC à des interventions politiques directes, au grand déplaisir de la LNTC. Les LOCF-KAV refusent carrément le qualificatif d'"organisation à but spécifique" et se profilent comme un mouvement féminin à caractère général, parallèlement à la LNTC. L'ANMC ne parvient pas à établir des relations cordiales avec la Ligue. Enfin, la JOC(F)-(V)KAJ essaie de trouver grâce aux yeux de l'épiscopat, en abjurant l'autorité de la LNTC et en n'acceptant que celle des évêques, du moins sur le papier.

21. Pour une étude approfondie de ce Secrétariat Général, cf. Gerard, *Eglise*, surtout 21-22.

Le congrès de 1935 accorde une large attention à ces problèmes. La LNTC y confirme son "autorité dans toutes les questions et dans tous les domaines qui intéressent l'ensemble du mouvement ouvrier chrétien de Belgique". Le congrès entérine les accords du 16 décembre 1934 avec les LOCF-KAV et les quatre branches du mouvement jociste. Il exprime le souhait de voir se conclure une convention similaire avec la CSC. La réunion des secrétariats nationaux, pratique chaudement recommandée lors du congrès et qui prend cours à partir de 1936, est un des moyens utilisés en vue de promouvoir l'unité. D'une manière générale, les nouveaux statuts de 1935 confirment l'aspiration à plus d'union et de cohésion au sein du mouvement ²². A cette époque, le Secrétariat Général des Oeuvres Sociales du Père Rutten perd de son importance. Si les aumôniers nationaux et diocésains continuent de jouer un rôle important, leur comité fonctionne maintenant à l'intérieur de la LNTC, sous la direction de l'aumônier de celle-ci. Il faut cependant attendre 1945 pour que la tâche coordinatrice de la LNTC, devenue MOC-ACW, soit pleinement acceptée.

II. La nouvelle orientation de la LNTC

A. *Avant la guerre*

La position controversée de la LNTC, à l'intérieur comme à l'extérieur du mouvement ouvrier chrétien, est en grande partie due à son activité politique. Avant 1936, la LNTC est fonctionnellement un parti, même si elle est une des composantes de l'Union Catholique, laquelle n'est, il est vrai, qu'une fédération lâche de "standen". Vers 1936, deux facteurs amènent la Ligue à revoir son attitude politique et à se positionner plutôt comme instance de coordination : il s'agit de la réforme du parti catholique et de l'organisation de l'Action Catholique des adultes ²³. Pour sauver le parti catholique et préserver le pays d'une polarisation aventureuse entre la gauche et la droite, la LNTC est disposée à abandonner la formule du parti de "standen" et à accepter celle d'un parti unitaire. De cette façon seulement, le parti catholique peut devenir attrayant pour les jeunes, ainsi que pour les intellectuels, et faire face à la concurrence de Rex et du Vlaams-Nationaal Verbond (VNV). D'autre part, ce "repli prudent" au plan politique est nécessaire pour garder le contact avec l'Action Catholique des adultes ²⁴. Les évêques sont fermement décidés à organiser celle-ci. En la matière, ils sont disposés à reconnaître les mérites des "standsorgani-

22. Ces nouveaux statuts, avec commentaire, sont publiés à l'occasion du douzième congrès de la LNTC (1935).

23. Sur cette problématique, voir le chapitre IV du tome I.

24. Le terme est de P.W. Segers, *Het ACW en de hervorming der katholieke partij* (Anvers, 1937) 10.

saties", LNTC et Boerenbond, mais ils expriment des réserves envers le caractère trop explicitement politique du premier de ces mouvements. Pour empêcher la création d'une organisation parallèle d'Action Catholique et, par conséquent, maintenir son emprise sur la masse, la LNTC est prête à renoncer à son activité politique.

Une circonstance fortuite permet que cette orientation nouvelle puisse être adoptée sans grandes difficultés. Le chanoine Colens décède inopinément, en janvier 1936 : avec lui, c'est le plus ardent défenseur de la formule originelle de la LNTC qui disparaît. En avril 1936, les évêques décident que l'abbé Antoon Brys, un prêtre de Flandre occidentale, assurera la succession, et ce contre les désirs de la LNTC. Brys, qui a derrière lui une carrière de directeur de collège, est étranger au mouvement ouvrier. A la demande de l'épiscopat, il accentue le caractère éducatif de la Ligue. Lorsqu'il se rend compte que cette activité bute sur trop d'obstacles à l'intérieur de la LNTC, il devient un partisan de la formule de la Ligue Ouvrière (KWB), dont il sera question par la suite.

Ainsi se pose la question de la réforme de structures à laquelle la LNTC est confrontée, dans la seconde moitié des années trente²⁵. Par analogie avec les LOCF-KAV et la JOC-KAJ, certains veulent voir se constituer une organisation exclusivement éducative pour travailleurs adultes. A cette fin, ils mettent en exergue l'asymétrie qui existe dans le chef de la LNTC : celle-ci coordonne l'ensemble du mouvement ouvrier chrétien, y compris les organisations de femmes et de jeunes, tout en assurant l'action éducative parmi les travailleurs adultes. Un malaise règne surtout parmi les anciens jocistes : il leur manque un environnement dans lequel ils puissent continuer à vivre leur idéal jociste, comme jeunes adultes. Dans cette perspective, la discussion ne porte pas uniquement sur les structures de l'organisation : elle concerne également l'essence et les objectifs du mouvement ouvrier lui-même. Dans une large mesure, les anciens jocistes considèrent ce dernier comme un mouvement d'apostolat, que la LNTC détourne de son objectif en accordant une trop grande attention aux œuvres économiques et à la politique. Puisque leur idéal ne peut se réaliser dans les Ligues de Travailleurs "ancien style", ils essaient de mettre sur pied des Ligues Ouvrières "nouveau style".

Le problème des Ligues Ouvrières (Werkliedenbonden) se pose à partir de 1935. Toutefois, il n'est pas résolu avant la seconde guerre mondiale. Entre-temps, la LNTC permet que des expériences soient menées dans les fédérations. Ainsi Anvers, Malines et Louvain jouent un rôle de pionniers dans la mise en place des premières Ligues Ouvrières, tandis qu'en Borinage, on assiste à la création de la première Ligue Ouvrière Chrétienne (LOC), à caractère familial. Le chanoine Colens n'était pas particulière-

25. Pour ce qui suit, voir Mampuy, "Actiecomité" (1981); Gerard, "Cardijn" (1983).

ment favorable à l'idée de Ligues Ouvrières séparées. Il voulait maintenir les activités éducatives pour travailleurs adultes sous la responsabilité directe des Ligues de Travailleurs Chrétiens, afin de garantir l'unité d'action politique, coopérative et éducative. Il estimait que le morcellement du mouvement ouvrier en organisations trop nombreuses était contraire aux intérêts de la LNTC et des travailleurs. Dès les années vingt, il avait préconisé le club de propagande comme un moyen d'améliorer le contact avec la masse. Dans le débat mené avec l'Action Catholique et la JOC-KAJ, il avait utilisé les campagnes pascales et la généralisation des comités d'action comme des arguments, afin de tenter de démontrer que la Ligue des Travailleurs constituait aussi un milieu adéquat en vue de l'apostolat parmi les ouvriers adultes. A présent, cette conception se heurte à des critiques de plus en plus vives. Le successeur de Colens, Brys, penche vers la formule des Ligues Ouvrières, ce qui peut satisfaire à la fois l'épiscopat, l'Action Catholique et les anciens jocistes. Pour les partisans d'une telle voie, la guerre est un allié inattendu.

B. Démantèlement pendant la seconde guerre mondiale

L'invasion allemande, la campagne des dix-huit jours et le flux des réfugiés sèment le désarroi dans les rangs du mouvement ouvrier chrétien. De nombreuses personnalités suivent la caravane gouvernementale en France. Après la capitulation de l'armée belge, le 28 mai, et surtout après l'armistice franco-allemand, signé le 21 juin, on assiste à une restauration relative. Toutefois, les restrictions que l'occupant impose, en matière politique et sociale, rendent impossible une vie associative normale. Il n'est pas question d'interdire formellement la LNTC. Néanmoins, une ordonnance allemande du 11 juillet 1940 stipule que toute réunion, à l'exception des manifestations religieuses, doit faire l'objet d'une autorisation préalable. Immédiatement, la LNTC donne à ses fédérations l'instruction de limiter leurs activités au service social et à l'éducation religieuse, de manière à pouvoir maintenir une vie associative limitée.

Les organes de direction ne se réunissent pas pendant la guerre. Le secrétariat national, établi avenue de la Renaissance, à Bruxelles, doit interrompre une partie de ses activités. Le chanoine Brys, aumônier général, s'y trouve régulièrement, mais non en permanence. Après son retour de France, le président Heyman, député et ancien ministre, mène une vie discrète à Saint-Nicolas-Waas. Le secrétaire général P. W. Segers revient de France, le 18 juillet 1940. Il joue un rôle important au cours de "l'étrange été" de 1940, non seulement au sein de la LNTC, mais également dans toute une série de conversations politiques, menées au plus haut niveau en vue de l'établissement du régime futur. En août 1941, l'occupant lui interdit toute action sociale. La poursuite de son mandat d'échevin du Grand-Anvers lui procure des facilités pour des actions sociales et patriotiques,



*En organisant la Campagne pascalle, la LNTC entend montrer qu'elle constitue aussi un milieu propice à l'apostolat.
(Dessin paru dans le journal Paasactieblad de 1937)*

mais elle lui vaut aussi, dans certains milieux, le reproche de collaboration. Après la guerre, cet épisode pèsera lourdement sur le mouvement ²⁶. Le secrétaire général-adjoint Oscar Behogne, qui est député, est arrêté par la Gestapo, le 18 mai 1943. C'est le début d'un calvaire concentrationnaire dans différents camps allemands, qui ne se terminera qu'en mai 1945.

Dans les régionales, le travail est difficile. Des problèmes financiers contraignent les Ligues des Travailleurs à licencier leur personnel et même leurs secrétaires permanents. Des locaux sont confisqués. On manque de responsables et un grand nombre d'activités traditionnelles ne peuvent plus se poursuivre.

L'affaiblissement de la LNTC est encore accentué par l'éviction progressive du syndicalisme chrétien. Comme nous l'avons relevé, les Ligues des Travailleurs s'orientent vers l'action éducative et religieuse. Cependant, la "Gleichschaltung" des syndicats, voulue par l'occupant et qui donne lieu à la création de l'Union des Travailleurs Manuels et Intellectuels (UTMI), dès novembre 1940, menace également cette activité. La LNTC est trop liée à la CSC pour ne pas subir l'influence néfaste du démantèlement des syndicats chrétiens. Du point de vue structurel et financier, les deux organisations sont tellement entrelacées qu'elles sont comme des siamois. En effet, l'action éducative de la Ligue s'adresse à des travailleurs affiliés surtout via le syndicat, par l'intermédiaire duquel ils cotisent. Afin de ne pas perdre le contact avec ces adultes et de poursuivre l'action éducative de la LNTC, le vide que laisserait la disparition du syndicat chrétien doit être comblé. C'est pourquoi on crée, du côté flamand, les "Katholieke Werkliedenbonden" (KWB) [Ligues Ouvrières Catholiques], en janvier 1941. Cette nouvelle organisation doit assurer l'"action culturelle libre" parmi les travailleurs : les dirigeants du mouvement ouvrier chrétien ont obtenu cette concession, lors de l'adhésion de la CSC à l'UTMI.

Les activités qui ressortissaient jadis à la CEP-CVO sont maintenant reprises, en Flandre, par les KWB : il s'agit des cercles d'étude, des recollections, des retraites et des écoles sociales régionales ²⁷. Pâques et Noël sont l'occasion de vastes manifestations parmi les membres. Les KWB assurent également certains services sociaux : "Vakantiegenoegens" (Loisirs et Vacances) et une caisse d'épargne. Ils prêtent plus particulièrement leur concours à l'Aide aux Travailleurs à l'Etranger. Les KWB se manifestent comme une organisation d'Action Catholique, ce qui les rend relativement invulnérables, encore que l'occupant ne leur épargne pas certaines tracasseries. En 1943, les mesures préventives en matière de réunions s'appliquent également à eux. Le but et la méthode des KWB sont calqués sur ceux de la

26. Segers démissionne de son mandat scabinal en janvier 1944. A l'issue de la guerre, il doit se justifier de son échevinat dans le Grand-Anvers, mais il est mis hors de cause. Au contraire, pour son rôle au sein du "Centrum voor Sociaal-Economische Studie", il reçoit le statut de résistant civil.

27. Sur les KWB pendant la seconde guerre mondiale, voir le mémoire de licence de Mantels.

KAJ. Le mouvement est organisé au niveau de la paroisse. Son statut d'Action Catholique permet une revalorisation du clergé paroissial et des aumôniers qui, au cours de la guerre, jouent un rôle crucial au sein de l'organisation.

Il n'y a pas de véritables organes de direction en état de fonctionner, au niveau national. C'est le secrétariat national de la LNTC, avec Brys et Segers comme figures centrales, qui dirige les KWB. Segers, à qui toute activité sociale est interdite par l'occupant depuis août 1941, se tient en retrait. Frans Richard assume le secrétariat national, ce qui souligne la continuité avec l'action de la CEP flamande. En 1942, sa fonction, mais non son titre, est reprise par Raymond Barbé, qui signe "au nom du secrétariat national des KWB". Périodiquement se tiennent des réunions de secrétaires; en fait, il s'agit là d'une continuation des assemblées d'avant-guerre. Elles comportent une introduction spirituelle de Brys et le "tour d'horizon" de P.W. Segers, qui paraît très bien informé de la situation politique, sociale, économique et militaire. A partir d'avril 1941 paraît la feuille *Rondschrijven* [Circulaire].

Les KWB adoptent une attitude ambiguë pendant la guerre. La nouvelle organisation - c'est là une évidence - doit empêcher que le contact avec les travailleurs adultes ne soit perdu, lorsque la poursuite des activités de la LNTC se trouve menacée, après la disparition de la CSC. En ce sens, les KWB sont en quelque sorte une organisation-refuge, un succédané de l'action de la LNTC. Ils se voient d'ailleurs explicitement confier la mission d'assurer le contact entre les différentes organisations. Toutefois, les KWB rencontrent aussi le souhait, formulé par des anciens jocistes dès avant la guerre, de pouvoir compter sur une organisation adéquate d'apostolat pour adultes. Dans leur action, ils se laissent effectivement inspirer par la méthode jociste. Ces deux conceptions des "Katholieke Werkliedenbonden" se traduisent par autant de tendances, représentées par des personnalités de la LNTC, d'une part, et par des anciens jocistes, d'autre part. Selon que telle ou telle tendance prédomine dans une région déterminée, le profil des KWB peut même changer. En Flandre occidentale, c'est la conception selon laquelle les "Katholieke Werkliedenbonden" remplacent temporairement la Ligue des Travailleurs qui prévaut. Les responsables sont d'anciens dirigeants de la Ligue et on déploie peu d'activité de recrutement. A Bruxelles, la situation devient conflictuelle. A un moment donné, on y compte même deux fédérations des KWB : l'une, dirigée par des anciens de la Ligue, avec à sa tête le député Vergels; l'autre, réunissant des anciens jocistes, autour de l'ex-président de la KAJ, Jef Deschuyffeleer. Après la Libération, cette situation équivoque engendre des problèmes : en effet, la reprise de l'action locale de la Ligue passe nécessairement par le cadre préexistant des KWB.

Du côté wallon, l'attitude passive des dirigeants des syndicats chrétiens après le 13 novembre 1940 - date à laquelle la majorité flamande de la CSC décide d'accepter le syndicat unique - et la réalisation très fragmen-

taire des Ligues Ouvrières Chrétiennes (LOC) créent un vide. Celui-ci subsistera longtemps après la Libération.

C. *La réforme après la guerre* ²⁸

Après la seconde guerre mondiale, la LNTC subit de profonds changements. Ceux-ci concernent sa mission et les rapports entre Flamands et Wallons. Ils s'inscrivent dans le prolongement des propositions formulées dès les années trente, mais en partie seulement. La réforme de la LNTC, après 1944, est marquée par une certaine exagération, que seul le vide laissé par la guerre peut expliquer. Au début, la rupture avec le passé qu'elle provoque fait perdre beaucoup d'influence au mouvement. Après quelques années, on se rend compte que "l'on a été trop loin" et l'on adapte quelque peu les réformes. Il en est ainsi en 1949, cinq ans après la Libération. L'année 1949 peut dès lors être considérée comme marquant la fin d'une période de réformes assez chaotique et le début du nouveau MOC-ACW.

Pendant l'occupation, la direction de la LNTC, toujours unitaire, a établi un plan de réformes qu'elle soumet immédiatement aux responsables, après la Libération. L'éducation populaire et l'apostolat parmi les travailleurs adultes seraient confiés à une organisation indépendante, les LOC-KWB. La LNTC ne s'occuperait plus d'action politique, mais elle attendrait de ses dirigeants et de ses membres qu'ils s'engagent au sein du parti catholique rénové, le Parti Social Chrétien/Christelijke Volkspartij (PSC/CVP), dont les fondements ont également été jetés durant l'occupation. La LNTC, toujours unitaire, se bornerait à coordonner le mouvement ouvrier chrétien, notamment par l'établissement d'un programme social d'ensemble et la mise en place de services généraux.

Contre toute attente, les plans de la direction se heurtent à une vive résistance, surtout de la part des Wallons. A la demande de ceux-ci, on scinde la commission des réformes proposée par la direction. La commission flamande parvient relativement vite à un accord sur le projet de restructuration. Du côté wallon, un consensus se dégage aussi, mais les membres de la commission sont très rapidement rappelés à l'ordre par leur base. Le 15 avril 1945, le conseil central se réunit en deux sections pour entériner les propositions de la commission. Les Flamands se rallient aux réformes, alors que la réunion wallonne se termine dans le chaos le plus complet. Les deux groupes se séparent sans être arrivés à un accord. Il faut attendre une année avant que les contacts se normalisent au sein du MOC-ACW.

28. Pour une analyse détaillée de cette question, cf. Osaer, "Van standsorganisatie tot koepel" (1986).

Ce désaccord entre Flamands et Wallons porte sur deux points : les rapports entre groupes linguistiques et l'attitude politique. Ces deux problèmes sont, en fait, les deux faces d'une même médaille. De nombreux Wallons, parmi lesquels des syndicalistes qui n'ont pas oublié l'aventure de l'UTMI, mais également le très influent chanoine Dermine, directeur diocésain des Oeuvres Sociales de Tournai, veulent une autonomie très poussée pour la Wallonie. Ils n'excluent même pas une structure séparée. Leur attitude est liée à des considérations politiques. Alors que les Flamands espèrent une attitude socialement progressiste dans le chef du PSC/CVP, maints Wallons voient seulement dans ce nouveau parti la continuation du conservatisme d'avant-guerre. Ils veulent, par conséquent, que la LNTC, comme organe de coordination, soit non seulement apolitique, mais aussi qu'elle s'abstienne de toute préférence partisane.

Toutefois, les adversaires du PSC agissent ainsi pour des raisons diverses. D'une part, il faut compter avec une personnalité comme le chanoine Dermine. Ce dernier entend scinder l'action apostolique de l'action sociale confessionnelle et, a fortiori, de l'action politique : il s'agit de rendre possible le rayonnement du mouvement parmi la masse, qui subit l'attrait du communisme. Dermine estime que le Mouvement Populaire des Familles (MPF) est un moyen adéquat à cet effet. Si cette distinction pouvait être considérée comme anachronique avant 1940, parce qu'elle était inspirée d'un parti-pris conservateur, elle acquiert à présent des accents modernes. D'autre part, il faut tenir compte des syndicalistes, avec des figures comme Arthur Bertinchamps et Louis Dereau. En prônant l'apolitisme absolu de la LNTC, ils veulent ouvrir la voie à l'Union Démocratique Belge (UDB), un nouveau parti né de la résistance. Les deux groupes se renforcent mutuellement. Ils dominent l'aile wallonne dans l'immédiat après-guerre. C'est sur leur insistance que l'ancienne dénomination de Ligue Nationale des Travailleurs Chrétiens, trop politiquement marquée, est remplacée par l'appellation neutre de Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC), peu après le conseil central du 15 avril 1945. Ce nouveau nom exprime d'ailleurs mieux la fonction de coordination dévolue au mouvement. Toutefois, en Wallonie, l'activité propre de ce dernier est presque inexistante.

A partir de 1946, les partisans de l'UDB et le groupe réuni autour du chanoine Dermine doivent, cependant, affronter des vents contraires. En effet, aux élections législatives de février 1946, l'UDB n'obtient qu'un seul siège. Par le fait même, ce parti ne constitue plus une alternative au PSC/CVP. Par ailleurs, au sein même des milieux ecclésiastiques, le mouvement familial non confessionnel de Dermine se heurte à des résistances. Dans ces conditions, Flamands et Wallons réalisent finalement un accord sur les statuts du MOC-ACW, au conseil central du 28 juillet 1946. Ils s'entendent sur une structure qui présente quelques caractéristiques singulièrement fédérales : deux présidents, deux secrétaires généraux et des or-



Dès avant 1914, l'influence du dominicain Jules Laurentius Perquy (1870-1946) se fait sentir dans les cercles d'étude et au sein du mouvement féminin. En 1922, ce Brugeois se voit confier la direction de la nouvelle Ecole Supérieure pour Travailleurs Chrétiens d'Heverlee. Vingt ans durant, il est ainsi l'"éducateur" de nombreux jeunes, dont beaucoup joueront plus tard un rôle dirigeant au sein du mouvement ouvrier chrétien.



Le Liégeois Léon Servais (1907-1975) commence sa vie professionnelle à l'âge de quatorze ans. Il milite au syndicat chrétien. Il est secrétaire de la fédération liégeoise de la CSC lorsque la guerre éclate. Il passe dans la résistance et après la Libération, il préside la commission des réformes de la LNTC. En 1946, il devient le premier président du MOC. Il démissionne de cette fonction pour se consacrer à sa carrière politique. Devenu sénateur en 1950, il est ministre de 1958 à 1968. Après la scission du PSC et du CVP, il préside aux destinées du parti social chrétien francophone. En 1972, L. Servais redevient ministre dans le gouvernement Eyskens-Cools.

ganes de direction qui peuvent se scinder régionalement.

Il paraît que cette solution hybride est due en partie à une question de personne. Hendrik Heyman, fondateur et président de la LNTC depuis 1921, démissionne en 1946 : les nouveaux statuts ne permettent plus, en effet, de cumuler la présidence avec un mandat politique. P.W. Segers, secrétaire général depuis 1927 et leader incontesté des Flamands, est considéré comme le successeur tout désigné de Heyman. Toutefois, Segers a été l'un des ténors de l'aventure de l'UTMI. De surcroît, il est resté échevin du Grand-Anvers jusqu'en 1944. Ce passé le discrédite dans certains milieux du Sud du pays. Dans les discussions qui suivent la Libération, des Wallons vont même jusqu'à l'accuser de collaboration. Le fond de l'affaire a ici moins d'importance que la façon dont ces données interfèrent avec l'épineux dossier de la réforme. Seule la double présidence peut satisfaire les deux parties. Elle est inscrite dans les statuts de 1946 et maintenue en 1949. En octobre 1946, les Flamands élisent Segers à la tête de l'ACW. Les Wallons choisissent Léon Servais, ancien propagandiste de la JOC et de la CSC, pour conduire le MOC.

En 1949, après trois années de fonctionnement bancal, les statuts de 1946 sont adaptés. L'unité nationale est renforcée et l'apolitisme est abandonné. Globalement, l'unité du mouvement ouvrier chrétien dans son ensemble est renforcée par la création d'un nouvel organe de direction, le bureau national. Cependant, le MOC-ACW d'après 1949 reste fondamentalement différent de la LNTC de l'entre-deux-guerres. Nous l'avons déjà souligné : en dépit de sa structure indirecte, la Ligue des Travailleurs d'avant 1940 était une association ouvrière générale, qui essayait d'établir un lien direct avec ses membres. Deux objectifs prévalaient à cet effet : la participation politique des travailleurs, par le truchement de la LNTC, dans le cadre du "parti de standen" de cette époque, et le travail éducatif parmi les travailleurs adultes. Ces deux finalités disparaissent du fait de la création du PSC/CVP, d'une part, et des LOC-KWB, d'autre part²⁹. Le lien avec les membres cesse d'exister : dorénavant, le MOC-ACW n'existe qu'aux divers niveaux de direction. A présent, sa tâche se définit comme suit : la coordination, la représentation et l'organisation de services généraux. Il s'ensuit que, pour beaucoup, le MOC-ACW n'est plus identifiable en tant que tel. Ils connaissent le syndicat et la mutualité, les organisations de jeunes, d'hommes et de femmes, les œuvres économiques, mais le MOC-ACW demeure un illustre inconnu. Ces lignes de l'aumônier général Brys, écrites en 1962, en attestent : "J'ai souvent été surpris de constater le nombre de personnes qui, dans notre mouvement, ne voient pas clairement

29. En 1946, la FNCC devient aussi une organisation constitutive autonome. Ainsi disparaît également la troisième fonction de la LNTC.

comment le mouvement tient dans son ensemble, pourquoi il tient et ce que le MOC-ACW vient y faire" [NT] ³⁰.

III. Le MOC-ACW. 1946-1966 ³¹

En 1946, les relations commencent à se normaliser entre Flamands et Wallons, même si, comme nous l'avons vu, il faut attendre 1949 avant d'atteindre un nouveau point d'équilibre. Jusqu'en 1966, cette étrange construction qu'est le MOC-ACW, avec sa direction bicéphale, assure la coordination d'un mouvement ouvrier chrétien national. Cette année-là, un grand rassemblement, organisé au Heysel, marque le 75ème anniversaire de *Rerum novarum*. Il constitue la dernière grande manifestation unitaire du mouvement.

A. Les structures du MOC-ACW

Les structures du MOC-ACW, fixées par les statuts de 1949, demeurent pratiquement inchangées jusque dans les années septante ³². Le mouvement est constitué par les fédérations régionales du MOC et de l'ACW, ainsi que par les organisations nationales à but spécifique. En 1949, il s'agit de la CSC, de l'ANMC et de la FNCC, que l'on a coutume d'appeler les organisations socio-économiques; s'y ajoutent la JOC, la JOCF, la KAJ, la VKAJ, les LOFC, les KAV et les KWB, qualifiées ordinairement de branches socio-culturelles. En 1952, il faut y inclure les Equipes Populaires (EP) et l'Economie Populaire de Ciney (EPC). Le MPF, considéré comme organisation constitutive juste après la Libération, s'exclut de lui-même en 1946, pour disparaître ensuite.

Les statuts de 1949 prévoient cinq niveaux de direction : le congrès, le conseil central, le comité exécutif, le bureau national et le bureau journalier. Le bureau national est manifestement le centre de gravité du mouvement. A l'origine, il comprend vingt et un membres : deux présidents, deux vice-présidents, deux secrétaires généraux, deux aumôniers, sept représentants des organisations constitutives (CSC, ANMC, FNCC, LOCF-KAV, KWB, JOC-KAJ, JOCF-VKAJ) et six représentants des fédérations

30. Circulaire aux aumôniers, présidents et secrétaires des fédérations, 22 février 1962; AACW, non classé.

31. Cet aperçu se fonde, pour l'essentiel, sur les rapports d'activité présentés lors des congrès du MOC-ACW (1949, 1952, 1954, 1957, 1959, 1961 et 1964), et sur les compléments trouvés dans les archives du MOC-ACW, en particulier sur les comptes rendus du bureau national, à partir de 1949.

32. Des modifications mineures interviennent en 1952 et en 1959. Les statuts de l'ACW et du MOC ne sont revus fondamentalement qu'en 1985, après que les deux organisations soient, de fait, devenues autonomes.

régionales³³. Remarquons au passage l'influence croissante des organisations constitutives, au détriment des fédérations régionales.

La solidité qu'acquiert progressivement le MOC-ACW est due, dans une large mesure, au bureau national : ce dernier veille, en effet, aux contacts directs entre les différentes composantes du mouvement et à une unanimité plus au moins grande entre Flamands et Wallons. On y discute assez librement de questions internes. On y aborde aussi l'actualité socio-économique. On n'y vote jamais, mais les décisions se prennent par consensus. Les dirigeants des organisations constitutives et des fédérations siègent au bureau national. La continuité de leur mandat confère une grande autorité à cet organe. Pendant des années, la CSC y est représentée par Cool et Dereau, l'ANMC par Kuypers et Van Helshoecht, la FNCC par Segers et Eerdeken, les LOFC et les KAV par Marie Braham et Philippine Vande Putte. Ces contacts ne sont guère possibles au sein du congrès, ni au conseil central (quelque 150 membres), ni au comité exécutif (environ 50 membres). Ces différentes instances voient progressivement leur influence diminuer. Les deux dernières deviennent des organes d'entérinement, tandis que les congrès manifestent la force du mouvement.

A partir de 1949, la structure du MOC-ACW contient aussi bien des éléments fédéraux que des composantes unitaires, ce qui complique singulièrement les rapports internes. D'une part, le "système bicéphale", introduit en 1946 et symbolisé par la double présidence, est maintenu. A la différence du PSC/CVP, le mouvement n'a ni président national, ni secrétaire national, de telle sorte que ses "ailes" disposent d'une large autonomie. D'autre part, le MOC et l'ACW sont dirigés, à partir de 1949, par des organes nationaux communs, qui ne sont même pas composés paritairement. Wallons et Flamands peuvent se réunir séparément, mais chaque aile doit avoir l'assentiment de son correspondant pour pouvoir publier un point de vue³⁴. De plus, les deux principaux piliers du mouvement - le syndicat et la mutualité - sont tout à fait unitaires.

Cette structure du MOC-ACW existe également au niveau des arrondissements. A cet échelon, les fédérations du MOC et de l'ACW se composent des sections locales et des fédérations d'arrondissement des différentes organisations constitutives. Tandis que les activités se normalisent assez rapidement dans les dix-sept fédérations flamandes, il faut attendre 1950 environ avant de voir le MOC wallon s'implanter dans les régions. Enfin, l'action locale n'est stimulée qu'à partir du congrès de 1957.

33. En 1950, la CSC et l'ANMC réussissent à porter leur délégation à deux personnes. Plus tard, la délégation de la FNCC est aussi doublée. Cette situation n'est entérinée par les statuts qu'en 1959. A cette occasion, les LOFC et les KAV, les Equipes Populaires et les KWB reçoivent chacun un représentant. Ceci porte le nombre de représentants des organisations constitutives à douze. Le nombre de représentants des fédérations passe à huit.

34. Parfois, les membres flamands et wallons du bureau national se réunissent séparément, notamment pour régler la question de la présidence.

La notion de coordination et les matières qui doivent en faire l'objet ne sont jamais définies de manière précise. On peut les décrire comme la mise en œuvre de relations entre les parties formant le tout, en vue d'un programme commun et d'une action commune. La structure organique du MOC-ACW offre, tant au niveau national que régional, les meilleures garanties de coordination entre les branches du mouvement, sauf sur un seul point : le caractère unitaire de la CSC et de l'ANMC s'accommode mal du "système bicéphale" du MOC-ACW. Cette différence nuit à la coordination du mouvement, plus qu'elle ne la renforce. A maintes reprises, Cool, le président de la CSC, critique ce "système bicéphale"³⁵.

Le MOC-ACW s'efforce de promouvoir la coordination du mouvement par diverses initiatives : celles-ci vont de simples groupes de travail ad hoc à l'organisation de Semaines Sociales. Il cherche à atteindre le même but en impliquant ses composantes - dont l'engagement est d'intensité variable - dans ses services.

Le MOC-ACW n'est pas exempt de points faibles. L'un d'eux réside dans le fait qu'il n'a ni pendant du côté socialiste, ni enracinement dans la législation³⁶. Comme "partenaire" reconnu en matière de concertation sociale et de sécurité sociale, la CSC est, bien plus que le MOC-ACW, le porte-parole du mouvement ouvrier chrétien. En fait, ce sont la CSC et, dans une moindre mesure, l'ANMC qui donnent le ton.

B. La politique³⁷

Au plan politique, la réforme du mouvement ouvrier chrétien, après la Libération, marque une rupture par rapport au passé. Avant 1940, la LNTC, surtout en Flandre, était une des forces motrices du parti catholique, fondé sur les "standen". Par contre, comme structure de coordination, le nouvel MOC-ACW est, à l'origine, totalement apolitique. Par cette réforme, le mouvement ouvrier chrétien participe, d'une manière positive, à la fondation du PSC/CVP, nouveau parti unitaire des catholiques, dont on

35. C'est le cas notamment au bureau national du 10 janvier 1957 : "M. Cool constate que le MOC-ACW est doté d'une double direction : deux aumôniers, deux présidents, deux secrétaires généraux. A présent, comme mouvement de coordination, le MOC-ACW doit s'entendre avec des organisations déterminées, régies par une direction unique. Comme exemples, il cite la CSC et la mutuelle. Il constate que celles-ci ne connaissent aucun problème entre Wallons et Flamands; elles sont, par contre, confrontées à des problèmes ouvriers d'une nature particulière, ce qui mérite d'être reconnu dans les deux parties du pays. M. Cool signale que la JOC-KAJ et la JOCF-VKAJ, comme organisations culturelles, ont une direction distincte, mais le même aumônier au plan national. Il pense, par conséquent, qu'une double direction n'est pas souhaitable pour un mouvement de coordination" [NT].

36. Van den Eeckhout & Witte, *Bronnen*, 393 montrent les différences qui existent entre le MOC-ACW et l'Action Commune Socialiste.

37. Voir Van den Wijngaert & Weyns, "De politieke opstelling"; Gerard & Mampuy, "De politieke opstelling"; Smits, "De afbouw".

espère que par un programme social progressiste, il pourra endiguer le communisme. Simultanément, le MOC-ACW rencontre les souhaits des organisations socio-culturelles, qui veulent "garder les mains propres". Toutefois, cette confiance n'existe pas du côté wallon, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, avant 1940, le mouvement ouvrier chrétien du Sud du pays n'est jamais parvenu à occuper une position de force au sein du parti catholique, qui demeure franchement conservateur. Ensuite, le rôle plus actif des Wallons dans la résistance, dont le refus d'adhérer à l'UTMI n'est qu'un élément, éveille leur sympathie pour une formule travailliste, avec des démocrates d'autres bords. La question royale fait converger les deux éléments. De nombreux syndicalistes chrétiens wallons appuient, par conséquent, l'Union Démocratique Belge (UDB).

Les désillusions ne tardent guère des deux côtés de la frontière linguistique. L'apolitisme et son corollaire, l'interdiction de cumuler une fonction dirigeante au sein du MOC-ACW et un mandat politique, sont dès lors soumis à de fortes pressions. L'affaiblissement du communisme et la formation d'un gouvernement catholique-socialiste, en 1947, marquent le début d'une réaction conservatrice dans les milieux catholiques contre un PSC/CVP "ouvriériste" et une coalition "contre nature". Cette réaction se renforce, du fait que la polarisation sur la question royale place le PSC/CVP à la droite de l'échiquier politique. Comme président de la CSC, Cool en personne déclare en 1949 : "Le mouvement ouvrier chrétien est allé trop loin dans la dépolitisation, de sorte qu'il a perdu sa forte position politique" [NT] ³⁸. L'ACW flamand se sent, par conséquent, obligé de ne plus faire confiance à un parti unitaire et de défendre, d'une manière plus organisée, les intérêts des travailleurs au sein du CVP. D'autre part, la faillite de l'UDB, en 1946, et la formation d'une coalition avec le PSB, en 1947, font en sorte que le MOC adopte une attitude moins crispée qu'auparavant face au PSC. Ainsi, vers 1949, un nouveau compromis s'instaure dans le mouvement : l'appui au PSC/CVP va de pair avec un renforcement de l'action politique du MOC-ACW. Ces deux options sont complémentaires, et non contradictoires. A partir de 1949, on peut rediscuter de politique dans les organes de direction du mouvement, où les mandataires politiques sont à nouveau les bienvenus. Simultanément, l'interdiction des cumuls est atténuée.

Pareille situation menace évidemment la position du Comité Politique National (CPN). Ce dernier n'a d'ailleurs jamais répondu aux attentes. Dans l'optique des réformateurs, après la Libération, le CPN devait jouir de la même autonomie que la CSC, l'ANMC et les autres organisations constitutives. Une telle solution devait permettre au MOC-ACW de ne pas s'occuper de politique, tout en conservant au mouvement ouvrier une cer-

38. Cité par Osaer, "Van standsorganisatie tot koepel", 299.

taine influence et un certain contrôle en ce domaine. Le CPN devait faire office d'agent de liaison entre le mouvement ouvrier chrétien, comme organisation sociale, et le PSC/CVP, comme parti politique. Il devait rassembler les amis politiques du MOC-ACW, les mettre en contact avec les organisations sociales, traduire le "programme social" du mouvement en tactique de parti et en stratégie parlementaire. D'emblée, deux obstacles entravent le bon fonctionnement du CPN : son profil trop prononcé risque de mettre en cause le caractère "unitaire" du PSC/CVP³⁹; les Wallons sont opposés à l'existence de cet organe : dans un comité de "mandataires", ils peuvent difficilement voir autre chose qu'un instrument au service du PSC/CVP. Leur opposition fait en sorte que le CPN n'est constitué qu'en octobre 1946. Pour rencontrer les doléances wallonnes, le CPN n'est plus considéré comme une branche indépendante du mouvement, mais comme un simple service⁴⁰. Le tournant pris par le MOC-ACW, en 1949, vide en grande partie le CPN de sa substance. Dorénavant, la prise de décision politique s'opère à nouveau au sein des organes de direction du mouvement : le CPN est réduit au rôle de groupe de travail technique, chargé de préparer ou d'exécuter les dossiers. Rien d'étonnant, dès lors, si son fonctionnement ne suscite qu'un enthousiasme mitigé parmi les parlementaires, exclus du véritable processus de décision.

Dans les statuts de 1946 et de 1949, les parlementaires sont en effet soigneusement tenus à l'écart des organes de direction nationaux du MOC-ACW. Au comité exécutif, le CPN est représenté par quatre membres, mais ceux-ci n'y ont qu'une voix consultative. Il ne dispose même pas d'un représentant au bureau national⁴¹. De cette manière, on espère ne pas retomber dans les travers d'avant-guerre, lorsque les instances de la LNTC étaient dominées par les parlementaires. Pareille disposition est révélatrice d'une évolution : l'influence, la signification du Parlement et des parlementaires diminuent au profit des partis et des organisations sociales.

En 1952, pour rencontrer les plaintes sur les contacts déficients entre les parlementaires et les organisations nationales, le CPN est remplacé par la Commission de Contact Politique. Néanmoins, cette formule ne donne pas de meilleurs résultats. A maintes reprises, on déplore la mauvaise qualité des contacts et on insiste sur la réactivation de la Commission⁴². La

39. C'est pourquoi les réformateurs de 1949 refusent de doter le CPN de membres siégeant à titre individuel.

40. Malgré cela, les Wallons persistent dans leur refus de siéger au CPN.

41. Le refus de rencontrer la demande du ministre d'Etat Hendrik Heyman, président du CPN, de pouvoir siéger au sein de cet organe suprême de décision (13 octobre 1949) est significatif. Le tournant de 1949 est marqué également par un assouplissement de l'interdiction des cumuls. Si, en 1946, Heyman a dû choisir entre son mandat à la Chambre et la présidence de l'ACW flamand, ce n'est plus le cas, en 1949, pour Segers, qui continue d'exercer la présidence, bien qu'il soit successivement coopté au Sénat et devenu ministre du gouvernement Eyskens. Le malaise dans les rangs de l'ACW y est pour beaucoup; on s'y plaint du profil peu marqué des mandataires CVP.

42. Bureau national 21 février 1957.

grogne des parlementaires est cependant le fait de personnes de second plan. Elle n'est pas de nature à perturber les relations entre le mouvement et le monde politique. Le MOC-ACW est, en effet, largement représenté au comité national du PSC/CVP, ainsi qu'au gouvernement. Après 1957, la Commission de Contact Politique ne se réunit plus.

La différence initiale d'attitude politique, de part et d'autre de la frontière linguistique, laisse évidemment des traces. Elle provoque une tension latente entre l'ACW et le MOC. Le premier appuie généreusement le CVP. Entre 1947 et 1961, l'aile flamande du parti est même présidée par des hommes de l'ACW : P.W. Segers, Jef Deschuyffeleer et Alfred Bertrand. Le MOC, en revanche, garde une attitude réservée vis-à-vis du PSC, où il n'occupe qu'une position marginale. Le ressentiment des anciens partisans de l'UDB se fait longtemps sentir. A cela s'ajoute une autre perception du problème Flamands-Wallons. L'appui de l'ACW et de ses dirigeants au mouvement flamand empêche une collaboration harmonieuse, déjà entravée par la prédominance du Nord à tous les niveaux de l'organisation. La marge de manœuvre des Wallons est pourtant moindre : financièrement parlant - et c'est aussi le cas du quotidien *La Cité* - le MOC dépend des Flamands.

C. Presse et propagande. Etudes et formation

Dans la ligne de sa mission de coordination, le MOC-ACW crée une série de services généraux. Il s'agit de l'édition de l'hebdomadaire *Volksmacht*, des activités du service d'étude et d'initiatives dans le domaine de la formation des cadres. Le premier service consiste à éditer un hebdomadaire à caractère général, qui reflète à l'extérieur l'image de l'ACW flamand. Dès avant la guerre, en Flandre, diverses tentatives ont été menées afin de fusionner les nombreuses publications régionales, dont la qualité laissait généralement à désirer. En vain. En octobre 1944, l'ACW reprend le journal *Volksmacht*, limité jusque là à la Flandre occidentale, et l'édite désormais comme hebdomadaire à caractère général. Au fil des ans, la diffusion de *Volksmacht* augmente sensiblement. De plus ou moins 160.000 exemplaires en octobre 1945, le tirage hebdomadaire moyen passe à 531.430 exemplaires en 1963⁴³. Toutefois, ces chiffres ne sont que des données externes. Ils ne disent rien de l'influence effective exercée par le journal, ni des difficultés que doit affronter sa rédaction. A mesure que la CSC, ses centrales professionnelles et l'ANMC acceptent d'en cofinancer l'édition et d'en assurer la diffusion parmi leurs membres, elles réclament davantage d'espace rédactionnel (1950). En lieu et place d'un hebdomadaire général, *Volksmacht* devient un assemblage de nouvelles émanant de

43. Chiffres tirés du rapport d'activité présenté au congrès de l'ACW-MOC de 1964.

l'ACW, du syndicat et de la mutualité. En Wallonie, le syndicat et la mutualité gardent chacun leur hebdomadaire, *Au travail* et *En marche*, malgré les tentatives du MOC de créer un hebdomadaire général. En 1950, toutefois, le MOC réussit à lancer le quotidien *La Cité*, en collaboration avec la CSC et l'ANMC. Ce journal est dirigé par William Ugeux, ancien UDBiste, et par Joseph Cuypers, jadis propagandiste du MPF : c'est là un signe de l'unité restaurée au sein du mouvement ouvrier chrétien wallon.

A partir de 1945 - et l'innovation est d'importance - le MOC-ACW dispose également d'un service d'étude. Avec Raf Hulpiau (1945-1951), puis Eugene De Jonghe et Herman Deleeck (1957-1965), ce service est dirigé par des hommes qui joueront plus tard un rôle éminent dans le monde social, politique et académique. Il étudie à la fois l'actualité et des problèmes de long terme. Il prépare les Semaines Sociales et les congrès. Les écoles sociales régionales y trouvent un appui. Une partie des travaux est publiée dans *De Gids op maatschappelijk gebied*, *Les Dossiers de l'action sociale catholique* ou dans des brochures de circonstance ⁴⁴. Le service d'étude apporte une contribution substantielle à des groupes de travail et à des commissions, non seulement au sein même du MOC-ACW, mais aussi au Cepess, le centre d'étude du PSC/CVP, et dans autres institutions (Conseil Supérieur de la Famille, Economische Raad voor Vlaanderen, Vlaams Economisch Verbond, etc...) ⁴⁵. A cet égard, il convient également de mentionner le service d'information. En fait, ce dernier appuie les nombreux bureaux locaux d'information, auxquels les membres peuvent s'adresser pour obtenir des informations et des conseils sur un large éventail de problèmes sociaux et juridiques (logement social, service militaire, allocations familiales, prêts d'études, etc...). Plus tard, ces services seront repris par des mandataires politiques.

La formation des cadres est une autre mission du MOC-ACW. Certes, les différentes organisations constitutives ont chacune leur propre programme éducatif, mais on ressent le besoin d'assurer aux permanents une formation portant sur les objectifs sociaux plus larges du mouvement. A cet égard, la Semaine Sociale, les écoles sociales régionales, *De Gids* et *Les Dossiers* sont les initiatives les plus importantes que déploie le MOC-ACW.

Le mensuel *De Gids op maatschappelijk gebied* est un organe de formation. Il s'adresse aux cadres instruits, aux intellectuels actifs au sein et à

44. Voir à ce propos Moulaert e.a., *Leeswijzer*. A la fin des années cinquante, des études importantes portant sur la néerlandisation de la vie économique et sur les loisirs ouvriers sont ainsi publiées.

45. Le MOC a apparemment peu d'emprise sur le service d'étude strictement unitaire; en 1961 une plainte de Victor Michel en témoigne : "Je tiens à vous répéter qu'actuellement nous n'avons aucun contact et ne sommes nullement tenus au courant des travaux du bureau d'études" (cité par Preneel, "Het ACW en het MOC", 280).

l'extérieur du mouvement ⁴⁶. Peu avant la guerre, en 1938, *De Gids* change de forme, pour devenir une revue sociale à vocation générale, susceptible d'intéresser aussi d'autres "standen". C'est l'époque où le mouvement ouvrier chrétien doit faire face à l'abstention, voire à l'hostilité de nombreux intellectuels catholiques, qui lui reprochent d'être trop lié à une classe sociale déterminée et d'être trop matérialiste. Cette politique d'ouverture est maintenue après la guerre, essentiellement sous l'impulsion de P.W. Segers. La revue se caractérise par un large intérêt pour la vie sociale, culturelle et religieuse en général. Elle peut compter sur maints collaborateurs, venant des milieux les plus divers. Un revirement s'opère en 1958, lorsque *De Gids* fusionne avec le mensuel flamand de la CSC, qui pèse davantage sur la composition de l'équipe rédactionnelle et sur le contenu du périodique. *De Gids* porte alors plus nettement la marque du mouvement. Désormais, ce sont surtout les collaborateurs des différents services d'étude qui lui prêtent leur concours. Mutatis mutandis, le mensuel *Les Dossiers de l'action sociale catholique* connaît la même évolution : en 1958 également, il fusionne avec *CSC-Mensuel*. *Les Dossiers* cessent de paraître en 1970.

La Semaine Sociale est une institution ancienne : la première a été organisée en 1908. Jusqu'en 1940, cette manifestation est restée sous la supervision exclusive des aumôniers nationaux et diocésains, qui marquent de leur empreinte le choix des leçons et des orateurs. En 1945, on renoue avec la tradition, mais dorénavant les Semaines Sociales ont lieu sous la responsabilité du MOC-ACW comme tel. Conformément à l'esprit d'ouverture qui caractérise le mouvement durant l'immédiat après-guerre, des orateurs qui lui sont extérieurs sont régulièrement invités. Les thèmes choisis au fil des ans constituent un bon baromètre des idées et des conceptions qui prévalent dans le mouvement et dans la société. Si, pour toutes sortes de raisons pratiques, ces journées d'étude sont moins intéressantes du point de vue formatif, il n'en demeure pas moins qu'elles constituent des moments privilégiés de rencontre entre permanents et militants de toutes les organisations. A ce titre, elles contribuent largement au renforcement du mouvement ouvrier chrétien. Jusqu'en 1955, les Semaines Flamandes ont lieu tous les ans, puis tous les deux ans. Elles alternent désormais avec les Vlaamse Sociale Studiedagen [Journées d'Etude Sociales Flamandes], mises sur pied, à l'initiative des quatre organisations sociales chrétiennes, par la Vereniging voor Politieke en Sociale Studies [Association pour les Etudes Politiques et Sociales]. La Semaine Sociale Wallonne, tenue à Louvain depuis 1928, quitte la ville universitaire pour la Wallonie en 1946 : c'est là un fait symptomatique de la distance qui s'établit entre les deux groupes linguistiques, après la Libération. Contrairement à la Semaine Flamande, la Semaine Sociale Wallonne demeure annuelle.

46. Voir la table des matières avec introduction historique dans Moulaert e.a., *Leeswijzer*.

En 1946-1947, les écoles sociales régionales renouent avec une tradition d'avant-guerre. Il s'agit de formations organisées au plan régional et supervisées par le secrétariat national. Cette initiative s'adresse moins aux permanents qu'aux militants, surtout aux futurs responsables. Les éléments plus jeunes constituent d'ailleurs une base de recrutement pour l'Ecole Sociale Supérieure. Les enseignements, répartis sur deux, puis sur trois ans, ont trait à la doctrine sociale de l'Eglise, à la structure et à l'organisation du mouvement, à la législation sociale et aux institutions politiques. Le secrétariat national veille à l'édition des cours ⁴⁷. Les écoles sociales régionales doivent faire face à des difficultés cycliques de recrutement. Les écoles sociales d'Heverlee demeurent, évidemment, un important centre de recrutement pour les cadres du mouvement. Néanmoins, à partir de 1950, on assiste à une certaine distanciation, consécutive aux programmes imposés par les pouvoirs publics.

Le service culturel ne peut se prévaloir d'une longue existence. Il n'a d'ailleurs fonctionné qu'en Flandre. Il est, en réalité, lié à la personne de Marcel Vandewiele. L'ancien président de la KAJ est recruté par le secrétariat national de l'ACW en 1948. Après avoir travaillé quelque temps à la rédaction de *Volksmacht*, il est chargé, en 1950, de la mise sur pied d'un service culturel. Une grande partie des prestations de ce dernier ressortirait aujourd'hui au domaine des relations publiques : à partir de 1957, il est d'ailleurs question du service culturel et de propagande. Toutefois, il est indiscutable que Marcel Vandewiele veut apporter une contribution de fond à l'émancipation culturelle du peuple flamand. Il s'agit, en fait, de combiner deux traditions, dont l'une est plus récente que l'autre. Il y a, tout d'abord, l'idéal d'éducation populaire dans une perspective flamande ("volksontwikkeling"), qui, de tout temps, a caractérisé le mouvement ouvrier chrétien. En second lieu joue un intérêt plus marqué pour la culture ouvrière, depuis l'impulsion donnée par la KAJ. Vandewiele réunit en sa personne les deux tendances. On peut signaler ici sa contribution substantielle au "Dag van het Vlaamse Lied" [Journée du Chant Flamand]. De 1953 à 1957, cette journée est organisée annuellement, en parallèle et en opposition à la "Nationaal Zangfeest" [Fête Nationale du Chant], accaparée assez rapidement par le nationalisme politique. L'organisation de manifestations de masse, comme les célébrations de *Rerum novarum*, est également du ressort du service culturel. Ce dernier perd beaucoup de son inspiration initiale lorsque Marcel Vandewiele est promu au poste de secrétaire général de l'ACW, en 1958.

Toujours en matière d'émancipation culturelle, il convient de mentionner De Arbeiderspers [La Presse Ouvrière], qui peut être considérée

47. Méritent d'être mentionnés : A. Brys, "Persoon en Gemeenschap", GMG (Bruxelles, 1946); ID., *Het arbeidersvraagstuk nu* (Bruxelles, 1963); L. De Witte, *Kerk, arbeid en kapitaal* (Bruxelles, 1966).

comme un service du MOC-ACW ⁴⁸. Cette société coopérative, fondée le 1er octobre 1946, est d'abord conçue comme une maison d'édition, non seulement pour les publications du mouvement (rapports de congrès, etc...), mais aussi pour des ouvrages à caractère éducatif. L'édition n'est cependant qu'une de ses activités. De Arbeiderspers s'appuie également sur une activité annexe rentable : le commerce de gros en mobilier de bureau, destiné aux centaines de secrétariats, grands et petits, du mouvement. Il existe donc deux divisions au sein de la société : les DAP Reinaert Uitgaven et Samkoburo ⁴⁹. De Arbeiderspers veut "apprendre à lire aux gens du peuple", en commercialisant une bonne littérature à un prix abordable. Elle réussit remarquablement dans cette entreprise. A partir de 1950, elle lance une collection de romans en format de poche, la "Reinaertreeks", qui remporte un succès immédiat. On peut dire sans exagération que De Arbeiderspers apporte une large contribution à l'édition en Flandre, au cours du quart de siècle qui suit la guerre ⁵⁰. Les difficultés commencent en 1971, non seulement en raison de la crise qui frappe le marché du livre, mais aussi par suite du lancement inconsidéré de la "Reinaert Systematische Encyclopedie".

D. Tourisme social, orientation scolaire et professionnelle, logement social

Le MOC-ACW ne limite pas son activité à la création de "services généraux". Le redémarrage de Loisirs et Vacances/Vakantiegeoeuens et la reprise par le mouvement des centres PMS donnent à son action un contenu spécifique, qu'accentue encore la création de la Centrale de l'Habitation. Cependant, les rapports entre ces services et le MOC-ACW ne sont pas toujours très étroits. Les premiers possèdent, en effet, leur propre statut juridique. Ils peuvent, par conséquent, faire preuve d'une grande indépendance. En fait, Loisirs et Vacances, les centres PMS et la Centrale de l'Habitation ne sont pas des services relevant du secrétariat du MOC-ACW. Ils constituent plutôt des champs d'action spécifiques, que l'on préfère organiser sous une étiquette commune, en raison de l'implication de plusieurs composantes du mouvement ouvrier chrétien. Leur création illustre le dynamisme dont ce dernier fait preuve dans le processus de "pilarisation" ("verzuiling"). Remarquons, enfin, qu'en dépit de leur dénomination nationale, il s'agit de services à dominante flamande.

48. Pour une liste des publications des années 1946-1971, voir *25 jaar DAP Reinaert Uitgaven* (1971).

49. En 1980, deux sociétés distinctes sont créées : la SC Reinaert Uitgaven et la SC Samkoburo. En 1985, on procède à la liquidation de la SC Reinaert Uitgaven.

50. Selon Westerlinck (pseudonyme de José Aerts), dans *Dietsche Warande en Belfort* (1955) 13.

Loisirs et Vacances/Vakantiegenoegens

Loisirs et Vacances/Vakantiegenoegens est créé en décembre 1936, juste après l'instauration des congés payés, que le mouvement ouvrier a obtenus lors de la grève générale de juin et juillet. Si l'initiative trouve son origine dans le temps libre dont bénéficient dorénavant les travailleurs, elle est motivée également par le souci de leur "intégrité morale", ainsi que par la crainte de l'étatisation du secteur des loisirs et de la concurrence socialiste en cette matière. Structurellement, Loisirs et Vacances/Vakantiegenoegens est constitué d'une commission centrale et de commissions régionales, dont la création est entérinée par le conseil central de la LNTC, le 17 janvier 1937. Alors que la commission centrale est essentiellement chargée des tâches d'étude et de représentation, on attend des régions qu'elles prennent des initiatives en matière de tourisme social et d'occupation du temps libre. En janvier 1938, Loisirs et Vacances/Vakantiegenoegens choisit d'adopter le statut d'association sans but lucratif.

Au début, l'action de cette asbl consiste essentiellement à organiser des excursions d'un jour à l'intérieur du pays. Elle fléchit pendant et juste après la guerre. De plus, ce sont alors les KWB qui se voient confier Vakantiegenoegens, formule qui perdure après la Libération, sans que l'on puisse parler d'une véritable reprise des activités. Celle-ci ne s'opère qu'en 1949, lorsque Loisirs et Vacances/Vakantiegenoegens ressortit à nouveau à la responsabilité directe du MOC-ACW. A partir de ce moment, le service ne cesse de se développer. Qu'il s'agisse d'excursions d'un jour à l'intérieur du pays, de séjours dans des centres de vacances du mouvement, à la côte ou dans les Ardennes, ou encore de vacances familiales à l'étranger, la demande et l'offre augmentent progressivement. Le temps libre s'accroît par le doublement de la durée des congés payés, qui passent de six à douze jours, et par l'instauration de la semaine de cinq jours. Les moyens financiers dont disposent les familles augmentent du fait de l'octroi du double pécule de vacances et de l'élévation générale du niveau de vie. Enfin, une politique généreuse de subventions est conçue en 1951 par P.W. Segers, comme ministre des Communications. Ces différents facteurs constituent la toile de fond sociale et politique de l'expansion du tourisme social. En 1962, le mouvement ouvrier chrétien dispose de 31 maisons de vacances, qui totalisent une capacité de 6119 lits ⁵¹.

Loisirs et Vacances/Vakantiegenoegens ne forme, cependant, qu'une fraction d'un champ d'action plus large, où se retrouvent également les Equipes Populaires, les KWB, les LOFC, les KAV, les cures de plein air préventives de l'ANMC et l'agence de voyages Ultra Montes ⁵². Régulièrement, on insiste sur la nécessité d'une coordination, d'une coopération et

51. Pour un aperçu bien documenté, voir la brochure *Vakantiegenoegens 1938-1963*.

52. Les ligues féminines sont les premières à être actives dans le domaine du tourisme social, par l'acquisition, en 1925, de la villa "Zonnebloem" à Nieupoort.

d'une division du travail plus poussées. D'un point de vue national, Loisirs et Vacances/Vakantiegenoegens est surtout important dans le travail de représentation et comme relais, pour la ventilation des subventions. Au plan local, surtout en Flandre, on note une grande diversité d'activités : les moyens financiers, provenant de la vente de voyages pour compte d'Ultra Montes, permettent au mouvement de rétribuer des permanents.

Orientation scolaire et professionnelle ⁵³

Pendant un certain temps, le Centre Libre d'Orientation Scolaire et Professionnelle (CLOSP) / Centrale voor Studie-en Beroepsoriëntering (CSBO) est également un service du MOC-ACW. L'histoire de cette réalisation est remarquable. Son origine remonte au Centre d'Orientation Professionnelle, créé en 1938 au sein de la JOC(F)-(V)KAJ, comme couronnement de l'action menée en faveur des "débutants au travail". Les services régionaux regroupés par ce Centre sont reconnus officiellement et bénéficient de certaines subventions de la part de l'Etat. L'initiative s'appuie sur des instituteurs, qui après examen devant le jury central, ont obtenu le certificat de conseiller en orientation professionnelle. Pour des raisons d'opportunité, le Centre change de nom pendant la guerre (1941) : il devient alors la Centrale pour les Bureaux d'Orientation/Centrale voor Oriënteringsburelen (COB). Dans les initiatives déployées en matière d'orientation professionnelle au temps de l'Ordre Nouveau, cette Centrale trouve l'aiguillon qui la pousse à étendre son action. Elle forme notamment un corps d'assistants qui, en sus de travaux de recherche, s'occupe également d'action socio-pédagogique. Entre-temps, le progrès scientifique relève le niveau du travail d'orientation professionnelle. Une nouvelle phase commence après la guerre, lorsque le titre académique de licencié en orientation et sélection professionnelles est créé.

En 1947, les charges financières et d'organisation deviennent trop lourdes à supporter pour la JOC(F)-(V)KAJ. Le COB est alors transféré au MOC-ACW. Il devient la Centrale pour l'Orientation Professionnelle (COP) / Centrale voor Beroepsoriëntering (CBO), pour bien mettre en évidence que l'orientation professionnelle ne se confine pas dans les limites d'un bureau, mais revêt également une dimension sociale, dont les organisations socio-culturelles sont les principaux garants. L'intégration au sein du MOC-ACW s'opère aux plans national, provincial et régional. Elle va plus loin que la simple reprise de responsabilités financières ou de gestion. On qualifie même le personnel des services d'orientation - médecins, psychologues, infirmières - de "nos nouveaux permanents". Le MOC-ACW

53. On trouve un aperçu intéressant de cette question dans la publication du directeur Misotten, "De Centrale voor Studie- en Beroepsoriëntering". Pour en savoir davantage sur les origines de ce service, cf. Dendooven, *Ontstaan*, 355-360.



Après la seconde guerre mondiale, le MOC-ACW attache une grande importance à l'orientation scolaire et professionnelle.

("Wat zal ik worden ? Ik ga naar de dienst voor beroepsoriëntering" : "Que vais-je devenir ? Je vais au service de l'orientation professionnelle"; Affiche)

justifie cette intégration de deux manières. Comme l'orientation est primordiale pour le développement de la personnalité, elle ne peut être confiée aux soins de services neutres. En outre, l'orientation scolaire et professionnelle intéresse surtout les enfants de travailleurs; il importe, dès lors, que le mouvement ouvrier s'en occupe.

A cette époque, des changements de tonalité se produisent dans le travail d'orientation. La prolongation de la scolarité au-delà de l'âge de quatorze ans et la démocratisation de l'enseignement ouvrent un large éventail de possibilités d'études aux enfants des familles ouvrières. De professionnelle, l'orientation devient scolaire. Par ailleurs, on attache de plus en plus d'importance à un accompagnement continu du curriculum scolaire et l'on prend en compte des aptitudes autres qu'intellectuelles. Jusqu'alors, cette approche nouvelle ne se traduit que dans la dénomination des initiatives officielles prises en 1949, en l'occurrence la création de centres d'Etat pour l'accompagnement psycho-médico-social (centres PMS). Le gouvernement homogène PSC/CVP prend également des mesures qui doivent garantir la viabilité financière du travail d'orientation, lequel relève essentiellement de l'initiative privée. En 1954, ces deux évolutions aboutissent à un changement de nom définitif : il sera dorénavant question du Centre Libre d'Orientation Scolaire et Professionnelle/Centrale voor Studie- en Beroepsoriëntering (CLOSP-CSBO).

Si le CLOSP-CSBO est en passe de devenir un service à part entière du MOC-ACW, en 1954, son financement demeure toutefois précaire. La question scolaire est à l'origine d'un revirement sur ces deux plans. En effet, les attaques dont les services libres d'orientation font l'objet, de la part du gouvernement de gauche Van Acker, soudent la solidarité entre les quatre organisations sociales chrétiennes, mues comme par un réflexe de défense. L'expansion de l'enseignement secondaire a par ailleurs éveillé de l'intérêt pour l'orientation scolaire au sein des autres "standen". La création de l'asbl CLOSP-CSBO scelle ce rapprochement : on y retrouve des représentants des quatre "standen". D'autre part, le pacte scolaire règle définitivement la question de la viabilité financière des services libres d'orientation. En vertu de la loi-cadre du 1er avril 1960, ceux-ci peuvent désormais bénéficier d'un système de subventions à part entière, analogue à celui de l'enseignement libre.

Enfin, le rapprochement avec l'enseignement catholique comme tel confère au CLOSP-CSBO sa forme définitive. En décembre 1961, l'enseignement catholique fait son entrée dans les organes de gestion du CLOSP-CSBO. En conséquence, c'est l'ensemble de ses services d'orientation scolaire et professionnelle qui adhère à la centrale, laquelle est, dès lors, tout à fait représentative. Le CLOSP-CSBO devient autonome, mais il garde des liens privilégiés avec le MOC-ACW ⁵⁴.

54. Jef Deschuyffeleer, Raf Hulpiau, Bert Drees et Willy D'havé se succèdent à la présidence de la Centrale, du côté flamand.

Le logement

Depuis la fondation du mouvement ouvrier chrétien, le logement constitue un de ses principaux centres d'intérêt. Le sens de l'épargne, couplé à l'acquisition d'une propriété, est au centre de son projet de société. Depuis la création de la COB-Caisse Centrale de Dépôts (1935), le mouvement ouvrier chrétien dispose d'ailleurs d'un important instrument d'octroi de crédits hypothécaires. La pénurie de logements, après la seconde guerre mondiale, et l'instauration de la prime à la construction par la loi De Taeye, en 1948, créent une conjoncture favorable à la construction d'habitations sociales. En 1951, la nomination de Raf Hulpiau à la présidence de la Société Nationale du Logement est une preuve de l'influence du MOC-ACW dans ce domaine.

Par la création de la Centrale Chrétienne de l'Habitation/Christelijke Centrale voor de Huisvesting (CCH), le MOC-ACW accomplit une démarche inhabituelle. En effet, cette institution ne se limite pas à l'étude et à l'information, mais elle est aussi une véritable société de construction. A l'origine de la CCH, créée en 1955, on trouve la commission du Logement du MOC-ACW, établie deux ans plus tôt, suite à une décision du comité exécutif du 11 février 1953. L'étude et l'information pour le compte des organes de direction du mouvement ouvrier chrétien, la promotion de contacts entre administrateurs des sociétés de construction et de crédit constituent l'essentiel de la tâche de cette commission.

Très rapidement, on conçoit l'idée de renforcer l'emprise du mouvement ouvrier chrétien sur le logement social, par la création d'une société centrale de construction qui lui serait propre. C'est dans cette optique qu'est créée la société coopérative CCH, qui devient un véritable service du MOC-ACW, même si la plus grande partie de son capital est souscrite par la FNCC. Sa tâche consiste à assurer un soutien financier et technique aux sociétés locales de crédit et de construction. La CCH développe aussi ses propres activités de construction. Elle assume également les tâches plus classiques d'étude, d'information et de représentation⁵⁵. Sous l'impulsion de la Centrale, le mouvement fonde toute une série de sociétés régionales de crédit et de construction ou renforce sa présence dans des sociétés pré-existantes par des augmentations de capital. Ses différentes organisations constitutives sont représentées au sein du conseil d'administration de la CCH.

Celle-ci donne naissance à deux nouveaux services. Tout d'abord, un Service Technique est établi en 1957. Il comprend des architectes, des in-

55. Sous l'impulsion de la CCH, l'asbl Katholieke Federatie voor de Huisvesting est créée en 1959. Son président est R. Hulpiau.

généralistes, des dessinateurs et des géomètres. En 1960, il se transforme en société coopérative Meno. Le groupe Meno se spécialise non seulement dans la construction d'habitations sociales, mais également dans celle de complexes sociaux (immeubles administratifs pour organisations sociales, écoles et institutions médico-sociales, centres de sports et de loisirs), ainsi que dans l'exécution de projets urbanistiques. Ensuite, la CCH s'intéresse aussi à la problématique nouvelle de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, stimulée par les idées nouvelles en matière d'économie régionale. Vers 1960, des contacts avec l'université de Louvain donnent naissance au groupe d'étude "Mens en ruimte" [Homme et espace]. Cette asbl s'occupe de divers projets de développement régional. Elle remet des avis lors de la confection de plans d'occupation des sols.

Au début, la CCH connaît une expansion rapide. Au 1er octobre 1960, elle occupe déjà trente collaborateurs permanents et six temporaires. Des difficultés imprévues vont cependant hypothéquer son activité. Ainsi, le service Meno est supprimé après une plainte de l'Ordre des Architectes. En 1969, à la suite de difficultés dans la construction coopérative de groupe, la CCH est mise en liquidation.

IV. La Fédération Internationale des Mouvements Ouvriers Catholiques

Le mouvement ouvrier chrétien belge a toujours fait preuve d'un grand intérêt pour la collaboration internationale. Dès qu'il reparait, en 1920, *De Gids op maatschappelijk gebied* manifeste une grande attention à la démocratie chrétienne à l'étranger. Toujours en 1920, l'éphémère Fédération des Ligues Ouvrières examine une proposition des démocrates chrétiens néerlandais et italiens, tendant à fonder une Internationale⁵⁶. Dès le début, la LNTC s'investit dans le Secrétariat International des Partis Démocrates d'Inspiration Chrétienne (SIPDIC), créé en 1925 à Paris, où les démocrates chrétiens français et italiens - ces derniers ont fui le fascisme - donnent surtout le ton. Ce n'est pas l'Union Catholique, dont fait également partie la Fédération des Cercles conservatrice, mais la LNTC qui adhère au SIPDIC⁵⁷. Vers la même époque, la LNTC est, avec les Pays-Bas et l'Allemagne, parmi les initiateurs de l'Internationale Ouvrière Catholique, qui veut donner une dimension internationale au concept de "standsorganisatie". Créée en 1928, cette Internationale ne connaît qu'une brève existence, en raison de la "Gleichschaltung" du mouvement ouvrier allemand et de la montée du fascisme dans d'autres pays⁵⁸.

56. Gerard, "Voorgeschiedenis ACW", 514.

57. Papini, *L'internationale démocrate-chrétienne*, 25-45.

58. Voir à ce sujet l'article de Vandeweyer, "De Katholieke Arbeidersinternationale".

A l'issue de la seconde guerre mondiale, le communisme triomphe en Europe de l'Est. Des syndicats uniques sont "introduits" en Allemagne, en Italie et en Autriche. C'est alors que des dirigeants de différents pays conçoivent le projet d'appuyer l'action sociale catholique par la création d'une internationale. Ce faisant, ces dirigeants, parmi lesquels les Belges jouent un rôle de premier plan, renouent avec l'Internationale Ouvrière Catholique de l'entre-deux-guerres⁵⁹. En 1948 est créée l'Association Internationale Sociale Chrétienne (AISC), qui établit son siège à Saint-Gal. C'est là une expérience réunissant les différents "standen", dont naît rapidement la Fédération Internationale des Mouvements Ouvriers Catholiques (FIMOC).

La conférence de fondation de l'AISC se tient du 16 au 18 février 1948. Elle réunit des délégués de Belgique, d'Allemagne, d'Angleterre, de France, d'Italie, des Pays-Bas, d'Autriche et de Suisse. Officiellement, l'initiative émane de personnalités suisses, à savoir Mgr Meile, évêque de Saint-Gal, et Joseph Scherrer, président du Mouvement Ouvrier Catholique et vétéran de l'Internationale d'avant-guerre. Dès 1947, ils organisent une première conférence internationale pour préparer le terrain. En fait, la participation des Belges est décisive. Avec les Pays-Bas et la Suisse, la Belgique est, en effet, l'un des plus chauds partisans de l'initiative. D'ailleurs, au cours de l'été 1947, les Suisses viennent spécialement à Bruxelles pour jeter les bases de la nouvelle association internationale avec P.W. Segers et le chanoine Brys. Lorsque l'AISC est fondée officiellement en février 1948, le secrétariat en est confié à Louis Meerts, secrétaire général de l'ACW flamand. Il est établi à Bruxelles, à La Maison du Travail. Pour suivre les relations internationales, le MOC-ACW établit un nouveau service, le 1er mai 1949. Ce dernier est confié à Albert Vandamme, ancien propagandiste national des KWB, et plus tard aussi à Emilie Arnould, ancienne présidente de la JOFC. Si l'évêque de Saint-Gal est officiellement le conseiller spirituel de l'AISC, cette fonction est en réalité exercée par Brys. Le rôle de la Suisse est de nature stratégique : sa neutralité permet de concilier les oppositions nées de la guerre.

L'AISC a un programme ambitieux. Dans la perspective de la reconstruction d'une Europe catholique, l'association veut prendre en compte les problèmes économiques, sociaux, culturels et politiques de l'après-guerre. Elle a des visées élevées à un autre égard. Contrairement à l'Internationale d'avant-guerre, elle veut aussi être un lieu de rencontre de tous les groupes sociaux ("standen") et donc organiser également les paysans, les classes moyennes et les patrons. A la demande explicite de la délégation néerlandaise, encore influencée par Poels, les statuts prévoient toutefois la possibilité de créer des sections séparées pour les quatre "standen".

59. Pour ce qui suit, voir les rapports d'activité présentés à l'occasion des congrès du MOC-ACW, les archives de l'ACW, en particulier les comptes rendus des réunions du bureau national et Colsen, *Poels*.

Sur les activités déployées par l'AISC et son rayonnement, nous pouvons être bref. L'existence de l'association est trop courte pour laisser un palmarès impressionnant. L'AISC perd rapidement du souffle suite à la représentation déséquilibrée des travailleurs, des agriculteurs, des classes moyennes et des employeurs. Si, en Belgique, l'organisation de ces quatre groupes sociaux est déjà bien avancée - la Belgique est toujours présentée en modèle - il n'en n'est pas de même dans les autres pays. Aussi, à la cinquième et dernière conférence, celle de 1950, assiste-t-on à de vives discussions sur la création d'une nouvelle internationale ouvrière. Il suffirait à cet effet de dynamiser la section ouvrière, prévue dans les statuts. Le souhait de voir l'AISC se muer à l'avenir en organisme de coordination de quatre internationales de "standen", dès que celles-ci auraient vu le jour, ne cache en fait que la faillite de l'Association.

A partir de 1951, seule la section ouvrière de l'AISC se réunit encore. Toutefois, le projet tendant à en faire une véritable internationale ouvrière se heurte à l'opposition de la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens (CISC). Cette dernière fait remarquer qu'une nouvelle internationale ouvrière chrétienne affaiblirait sa position vis-à-vis de la Confédération Internationale des Syndicats Libres et de la Confédération Syndicale Mondiale. Elle craint aussi que l'Allemagne, l'Italie et l'Autriche, où il n'y a plus de syndicat chrétien, mais une organisation ouvrière catholique socio-éducative, ne soient complètement soustraites à son influence. Elle redoute, enfin, que sa position au sein de certaines institutions internationales, où l'on ne soumet pas seulement aux syndicats des questions syndicales, mais également des problèmes de politique sociale générale, ne soit affaiblie. Ce problème renvoie donc à la distinction, classique dans les milieux catholiques, entre la "standsorganisatie", qui défend l'ensemble des intérêts sociaux des travailleurs, et l'organisation syndicale ("vakorganisatie"), distinction qui n'existe ni chez les socialistes, ni chez les communistes. Il est également lié à une autre controverse, elle aussi ancienne : est-ce le mouvement syndical ou la "standsorganisatie" qui doit être l'axe autour duquel s'articule le mouvement ouvrier ? En 1952, la CISC fait une contre-proposition, dans l'espoir de sauvegarder l'unité et la force du mouvement ouvrier chrétien international vis-à-vis l'extérieur. Cette contre-proposition prévoit la transformation de la CISC en un organisme de coordination comprenant trois sections, dotées chacune d'une large autonomie : une pour les syndicats, une pour les "standsorganisaties" catholiques et une pour les "standsorganisaties" protestantes. Si la Belgique et les Pays-Bas peuvent adhérer à cette proposition, une vive opposition se manifeste dans le chef de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Suisse : les "standsorganisaties" catholiques de ces pays ne peuvent accepter d'être subordonnées à l'organisation interconfessionnelle qu'est la CISC.

En 1952, les négociations sont rompues. Au début 1953, la CISC est mise devant un fait accompli : la section ouvrière de l'AISC se transforme

en une internationale autonome, dénommée Fédération Internationale des Mouvements Ouvriers Catholiques (FIMOC). Le premier bureau de cette Fédération se compose du président Gockeln (Allemagne Fédérale), du secrétaire Albert Vandamme (ACW) et du conseiller spirituel Antoon Brys (ACW). De la sorte, on renoue avec l'histoire interrompue de l'Internationale Ouvrière Catholique de l'entre-deux-guerres. Fait significatif : le (premier) congrès de la FIMOC, tenu à Düsseldorf en 1955, est appelé "troisième congrès", après ceux de Cologne en 1928 et d'Utrecht en 1931.

Il est difficile d'évaluer l'influence qu'exercent des organisations sociales internationales. Ce sont des lieux de rencontre où s'échangent des idées, où se nouent des liens de solidarité, parfois financière, entre organisations nationales et où se règlent les représentations dans les institutions internationales. Il n'en est pas autrement à la FIMOC. L'activité de cette Fédération se limite à une rencontre trimestrielle dans un des pays membres, à trois congrès, à l'édition d'un organe de contact, à des appuis accordés à des mouvements ouvriers catholiques dans les pays en voie de développement, à des représentations au sein d'institutions officielles.

C'est de cette époque que date l'intérêt de l'étranger pour la Belgique. Par son caractère "totalitaire" - au sens sociologique du terme - le mouvement ouvrier chrétien belge suscite l'intérêt et l'admiration de nombreux étrangers. Ceux-ci viennent étudier le MOC-ACW et ses organisations constitutives, dans l'espoir de pouvoir déployer des initiatives similaires dans leur propre pays. A cet effet, l'aumônier général Brys écrit la brochure *Comment est conçu et organisé le Mouvement Ouvrier Chrétien de Belgique*, dont la première édition paraît en 1952 et qui est traduite en plusieurs langues. Ainsi, le Service International du MOC-ACW joue rapidement un rôle éminent dans la formation de travailleurs sociaux étrangers, mais également dans la diffusion de la démocratie chrétienne dans le Tiers Monde. A partir de 1952, un cycle de leçons est organisé sur le thème des organisations sociales chrétiennes, à destination des étrangers, futurs missionnaires et apôtres laïcs. A partir de 1957, il est question de stages plus longs, de bourses de voyage et d'étude, en collaboration avec Pax Christi. Cette année-là, on dénombre quelque 200 visiteurs, en provenance de 30 pays. Petit à petit, le projet d'appuyer le mouvement ouvrier sur place prend corps. La JOC Internationale (Mgr Cardijn), la CISC (August Vanistendael) et la FIMOC en conçoivent simultanément l'idée. En 1959, à l'initiative de la FIMOC et avec le soutien de la CISC, se tient une première "Journée de la Solidarité internationale". Son objectif est de créer un fonds spécial, dans lequel on puiserait pour appuyer les mouvements ouvriers naissants dans des pays techniquement moins développés. Après la publication de l'encyclique *Mater et Magistra*, en 1961, cette initiative donne naissance à Solidarité Mondiale.

Trois facteurs provoquent finalement la dissolution de la FIMOC. Tout d'abord, les relations avec la CISC restent tendues. Un élément nou-



*Le MOC-ACW manifeste toujours un intérêt pour les questions internationales. Toutefois, la "Rencontre mondiale des travailleurs catholiques", qui se tient à Rome en 1961, marque la fin de la FIMOC, dont le MOC-ACW était la force motrice.
(Défilé à Rome, 1961)*

veau joue à cet égard : la concurrence croissante pour se faire reconnaître comme organisation représentative au sein de l'Europe des Six. Les situations allemande et italienne font régulièrement naître des conflits à ce propos. En effet, dans ces pays, il n'existe pas de syndicat chrétien et donc pas de point d'appui pour la CISC, mais bien un mouvement ouvrier catholique éducatif, affilié à la FIMOC. Dans le cadre de l'unification européenne, la CISC plaide en faveur de la restauration du syndicalisme chrétien dans ces deux pays. En Italie, l'Associazione Cristiana dei Lavoratori Italiani (ACLI) ne souhaite toutefois pas créer de syndicat chrétien. Elle préfère unir toutes les forces syndicales "libres" au sein de la Confederazione Italiana dei Sindacati dei Lavoratori (CISL), pour pouvoir mieux s'opposer au syndicat communiste majoritaire. Comme la CISL est affiliée à la Confédération Internationale des Syndicats Libres, dominée par les socialistes, la CISC peut difficilement accepter cette situation. L'élection de Dino Penazzato, président de l'ACLI, à la tête de la FIMOC en 1958 inquiète la CISC, où Cool joue un rôle de premier plan ⁶⁰.

L'attitude de l'Action Catholique est le deuxième facteur à prendre en compte. Non pour des raisons pratiques, mais au nom de réserves de principe, l'Action Catholique Ouvrière de France (ACO 1951) et de Suisse ne font pas partie de la FIMOC. Une certaine conception de l'Action Catholique, considérée non comme une réaction défensive, mais comme une mission, avec pour corollaire le rejet de toute organisation confessionnelle en milieu profane, oppose l'ACO de ces deux pays aux mouvements sociaux plus larges d'autres nations (et singulièrement au modèle belge) ⁶¹. A partir de 1958, les ACO française et suisse organisent des "Rencontres internationales" à Genève. Pour empêcher la création d'une nouvelle internationale, la FIMOC accepte d'engager des pourparlers et d'envisager une autre orientation. Ces négociations aboutissent au projet de constituer une nouvelle internationale, au sein de laquelle la FIMOC et l'ACO fusionneraient, et qui prendrait la forme d'un mouvement mondial.

Nous en arrivons ainsi au troisième facteur qui joue un rôle dans la disparition de la FIMOC : la décolonisation et l'émancipation du Tiers Monde. La FIMOC a été créée dans la perspective de l'unification européenne et comme tentative d'en renforcer le caractère catholique. L'intérêt croissant du mouvement ouvrier chrétien pour l'action sociale dans ce

60. Un incident survenu cette année-là illustre bien la difficulté de la situation. En 1958, diverses circonstances mènent à la création d'un syndicat "dissident" au sein du complexe de la FIAT à Turin. Ses fondateurs - d'origine catholique - sont exclus par l'ACLI, mais ils reçoivent le soutien de la CISC lorsqu'ils présentent leur syndicat comme une organisation chrétienne. Ainsi, la CISC parvient à prendre pied en Italie. L'ACLI et singulièrement son président Penazzato, en revanche, craignent que cet épisode mette en cause l'ouverture politique de la Democrazia Cristiana vis-à-vis des socialistes.

61. En 1964, cette tendance parviendra à déconfessionnaliser la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) et à en faire la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT).

qu'on appelle encore parfois les "pays de mission", mais de plus en plus couramment les "pays sous-développés", est à l'origine de tensions. Qui doit initier cette action ? La FIMOC, la CISC ou la JOC Internationale, qui connaît un succès spectaculaire depuis la guerre ? Et dans quelle perspective ? En créant un syndicat chrétien ? La concurrence, mais aussi des conceptions divergentes de l'apostolat social, sont à l'origine d'une série de difficultés. La FIMOC n'a pas les moyens de lancer une action adéquate et féconde. Petit à petit, on la qualifie de "trop européenne". Aussi conçoit-on le projet de placer la rencontre de Rome, en mai 1961, dans une perspective mondiale.

Cette "rencontre mondiale des travailleurs catholiques" se tient les 14 et 15 mai, à l'occasion du septantième anniversaire de *Rerum novarum*. Quelque 260 délégués de 42 pays, représentant tous les continents, y participent. On y décide "de créer un mouvement mondial de travailleurs catholiques, englobant les divers groupes de travailleurs et de travailleuses adultes du monde entier qui, dans leurs pays respectifs, organisent une action apostolique et sociale au sein de la masse populaire" [NT]. Or, la conférence se déroule dans la plus grande confusion. Lorsqu'on élit le bureau provisoire, celui-ci comprend des représentants de cinq pays non-européens, à peine organisés, deux membres de l'ACO et seulement deux membres de la FIMOC, qui est pourtant, à ce moment et dans ce cadre, l'organisation la plus représentative. Le désappointement au sein de la FIMOC est grand. Dès lors celle-ci décide, à l'issue de la rencontre de Rome, de poursuivre sa propre action, sans toutefois gêner la nouvelle internationale.

Les relations se refroidissent encore lorsque, sous l'influence de l'ACO, le nouveau groupement entend se limiter au seul apostolat. Cette orientation est appuyée par plusieurs dirigeants du Tiers Monde, qui subissent l'influence de la JOC Internationale, mais elle est contraire à la déclaration de Rome, qui préconise une large internationale. La FIMOC estime que le nouveau Mouvement Mondial des Travailleurs Chrétiens (MMTC) doit être construit sur une base aussi large que possible. Tous les mouvements ouvriers chrétiens, quelle que soit leur forme ou leur activité, doivent pouvoir y adhérer. En aucun cas, le mandat d'Action Catholique ne peut y être demandé.

Après de longues et laborieuses négociations, la déclaration de Rome est une nouvelle fois confirmée. La FIMOC est dissoute en 1967⁶². Sa représentation dans les institutions internationales est reprise par le MMTC. Au sein de ce dernier, le mouvement ouvrier chrétien belge n'est plus re-

62. Le dernier bureau de la FIMOC, en place depuis 1962, est composé du président Olivier Grégoire (vice-président du MOC), du vice-président T. Perez-Rey (président de la HOAC, Espagne) et du secrétaire A. Steffen (secrétaire général de la KAB, Suisse). Le transfert du secrétariat vers la Suisse a pour but de conforter la KAB face à son concurrent, l'ACO.

présenté par le MOC-ACW comme tel, mais par les quatre organisations socio-éducatives.

V. Érosion et nouveau profil. 1966-1990 ⁶³

Dès 1964, le MOC-ACW se rend compte, comme en atteste le rapport très documenté présenté au congrès de cette année, que de profonds changements se produisent dans la société. Ceux-ci rejailliront nécessairement sur la forme et le contenu du mouvement ouvrier chrétien. Parmi ces changements, c'est surtout le morcellement de la classe ouvrière qui préoccupe le mouvement. Pareil phénomène ne facilite pas la tâche du MOC-ACW : ce dernier doit coordonner des organisations très différentes, qui de surcroît se trouvent elles-mêmes confrontées à une crise d'identité. Un deuxième facteur accroît encore l'"évanescence" du MOC-ACW. La multiplication des interventions publiques dans les domaines les plus divers, notamment en matière de bien-être et de culture, renforce le poids et l'influence du mouvement, par le truchement de la dynamique de la "pilarisation" ("verzuiling"). Toutefois, cette nouvelle position de force affaiblit davantage encore les mécanismes internes de prise de décision démocratique. Le MOC-ACW n'a pas de lien direct avec les membres. Il n'existe en fait que par les différents "paliers" dirigeants qui le composent. Il ne reçoit pas assez d'impulsions de la base et se trouve démuni face à l'influence de la technocratie des commissions, des groupes de travail et des cabinets ministériels. Le conseil central et le comité exécutif se trouvent vidés de leur substance et après 1964, le congrès ne se réunit plus. Le MOC-ACW devient un centre où s'élabore une politique consensuelle, fondée sur des contacts directs entre les sphères dirigeantes des organisations constitutives et les "amis" politiques.

Les glissements qui s'opèrent dans les services illustrent bien l'évolution des mentalités de l'époque : la pastorale ouvrière, le Tiers Monde, la politique culturelle et le temps libre sont quelques-uns des multiples points qui retiennent l'attention. A cet égard, le MOC se montre plus mobile que son équivalent flamand.

Dans la foulée du renouveau conciliaire, les idées nouvelles relatives à l'apostolat des laïcs et au caractère chrétien des organisations sociales ont pour corollaires le ressourcement, l'autocritique et un certain malaise. On part du constat que le caractère chrétien du mouvement ouvrier se limite trop à un personnalisme humain et ne se distingue guère des autres courants de pensée. La disparition d'une chrétienté homogène, définie surtout

63. Pour les développements les plus récents, on utilisera : Preneel, "Het ACW en het MOC" (1981); numéro spécial du *De Nieuwe Maand* (févr.-mars 1982); J. Van Kerkhoven, éd., *Le mouvement ouvrier chrétien vu en/de Flandre*, *Contradictions* (1985) n^{os} 45-46, (1986) n^{os} 49-50.

socialement et politiquement, exige un ancrage plus solide de la foi dans l'évangile. D'où le souhait de confirmer à nouveau ce caractère chrétien, en lui donnant un contenu plus profond, qui accorde une place plus grande au vécu quotidien de la foi chez les travailleurs. Les Wallons devancent cette évolution par la création, au début des années soixante, d'une Commission Apostolique Ouvrière. Les quatre organisations socio-éducatives collaborent à l'entreprise, qui se propose de mettre en œuvre une pastorale ouvrière adaptée. Le Centrum voor Arbeiderspastoraal [Centre de Pastorale Ouvrière] de l'ACW est créé en 1965. Il se veut aussi un instrument pour l'accompagnement des aumôniers, dont la tâche est dorénavant orientée plus exclusivement vers l'animation religieuse.

La critique de l'Etat-providence, l'exigence de réformes de structures et l'attrait du marxisme marquent le recul de la doctrine sociale de l'Eglise classique. Dans ce processus, le Tiers Monde joue un rôle important. De nouvelles prises de position de Rome, comme les encycliques *Pacem in terris* (1963) et *Populorum progressio* (1966), renforcent d'ailleurs la conviction de ceux qui cherchent des formes nouvelles de coopération internationale. En 1971, lors de son cinquantième anniversaire, le MOC-ACW publie un manifeste sur la justice dans le monde. A cette occasion, Solidarité Mondiale-Wereldsolidariteit, qui existe comme fonds de soutien au Tiers Monde depuis 1961, devient un service à part entière du MOC et de l'ACW. Elle organise des manifestations nationales, l'animation au sein des fédérations régionales et des actions de soutien au Tiers Monde. A cet égard, la contribution financière de la CSC est essentielle.

Des évolutions importantes s'opèrent aussi en matière d'animation socio-culturelle et de politique culturelle. En ce domaine également, c'est le MOC qui donne le ton avec la création, à l'issue de la Semaine Sociale de 1961, du Centre d'Information et d'Education Populaire (CIEP), sous la conduite de Max Bastin, ancien rédacteur en chef de *La Cité*. Le but principal du CIEP est d'informer et d'assister le mouvement dans la recherche d'une culture ouvrière adaptée, au sein d'une société dominée par les mass-médias. Une de ses principales réalisations est l'Institut Supérieur de Culture Ouvrière (ISCO), créé en 1962, qui donne une impulsion nouvelle aux anciennes écoles sociales régionales⁶⁴. L'étape suivante est l'établissement d'une collaboration entre le MOC, d'une part, l'UCL et les facultés catholiques francophones, d'autre part. Elle aboutit à la mise en place de la Fondation Travail-Université, en 1967. Soit dit en passant, cette collaboration est rendue possible par la reconnaissance sociale acquise par le mouvement ouvrier, dans les années soixante. La FTU permet l'extension de l'ISCO, en collaboration avec les Facultés Notre-Dame de la Paix à Namur, ainsi que la création de la Faculté Ouverte de Politique Economique

64. "Max Bastin", *La Revue nouvelle* (1971).

et Sociale (FOPES), en 1973, en coopération avec l'UCL cette fois. Comme l'ISCO, la FOPES s'adresse aux adultes qui ont acquis une large expérience dans les domaines social, politique, économique et ont besoin d'une formation supérieure complémentaire. En outre, la FOPES permet que des contacts s'établissent entre le monde universitaire et le mouvement ouvrier au plan de la recherche. Du côté de l'ACW, il faut attendre l'année 1969 avant que la plupart des initiatives relatives à la formation des cadres soient coordonnées au sein du centre de formation Ter Munk. Bert Drees, ancien président des KWB et ancien directeur de la CSBO, qui dirige le service d'étude de l'ACW depuis 1965, est le promoteur de ce nouveau service. En 1974, la création du Hoger Instituut voor de Arbeid (HIVA) [Institut Supérieur du Travail] confère un cadre solide à la coopération entre l'ACW et l'université de Louvain.

Enfin, dans le courant des années septante, les décrets culturels donnent naissance au Centrum voor Arbeidersvorming en Cultuurbeleid (Centravoc; 1973) [Centre pour la formation des travailleurs et la politique culturelle]. Centravoc n'organise pas lui-même des formations. Instance de coordination des différentes organisations et associations de formation existant au sein du mouvement ouvrier chrétien flamand, il entend promouvoir la concertation à l'intérieur de ce dernier et préparer la prise de décision politique. Centravoc n'est pas une composante de l'ACW au sens strict du terme, mais un service autonome, qui entretient d'étroites relations avec le mouvement. Parfois, on le qualifie de "petit ACW".

En 1974, Vakantiegenoegens change de visage du côté flamand. L'année précédente, un accord est conclu avec l'agence de voyages Ultra Montes, une société du groupe de la FNCC. Dorénavant, Ultra Montes prendra les activités commerciales à son compte, tandis que Vakantiegenoegens s'occupera des activités socio-culturelles. Les permanents régionaux de la seconde pourront être financés notamment grâce aux recettes de la première. Ce changement permet aussi à Vakantiegenoegens d'être reconnu comme organisation d'animation socio-culturelle. Au cours des années suivantes, Vakantiegenoegens se réoriente vers le domaine des loisirs récréatifs et du temps libre. La remarquable expansion de ce service, qui a son propre "public de participants", est une des caractéristiques les plus frappantes de l'action récente de l'ACW. Que ce développement donne lieu à des tensions entre Vakantiegenoegens et l'organisation-mère, mais aussi entre Vakantiegenoegens et les organisations socio-culturelles traditionnelles, ne doit pas étonner.

Cette évolution se déroule avec, en toile de fond, un distanciellement accéléré entre le MOC et l'ACW. Bien qu'ils soient largement autonomes depuis 1946, le MOC et l'ACW gardent longtemps une unité de direction, que le bureau national incarne. C'est là une instance qui a de l'autorité, où siègent les ténors des organisations constitutives et des fédérations régionales. Le président flamand en dirige les réunions, comme "primus

ENERGIE et DEMOCRATIE

projet d'
options politiques

Fondation Politique du Mouvement Ouvrier Chrétien

Le MOC est représenté au sein de plusieurs partis politiques. La Fondation Politique est créée dans le but de promouvoir la concertation entre les mandataires du mouvement dans ces différentes formations. (Couverture d'une brochure, 1978)

inter pares". Willy D'havé, qui, dans cet office, succède à Raf Hulpiau en 1965, fait d'abord équipe avec André Oleffe, puis avec Victor Michel (1973) et Jeanine Wynants (1978), du MOC.

La politique, en général, et la prise de conscience communautaire, en particulier, sont à la base du distanciellement entre le MOC et l'ACW. L'agitation autour du recensement linguistique, vers 1960, les marches sur Bruxelles, le déclin économique de la Wallonie, la fondation du Mouvement Populaire Wallon (MPW) d'André Renard, en 1962, qui exerce un attrait considérable sur les Wallons, y compris au sein du MOC, enfin la législation linguistique de Val Duchesse annoncent ce processus au début des années soixante. Trois événements sont symptomatiques de cette évolution : le premier congrès du MOC wallon, en 1961, le transfert à Bruxelles de l'Ecole Sociale d'Heverlee, appelée dorénavant Institut Cardijn (1962), et la création d'une Commission Politique wallonne.

Les années 1968-1972 marquent un tournant. La percée du FDF-RW après l'affaire de Louvain, en 1968, oblige le MOC à se profiler plus nettement. Le distanciellement par rapport à l'ACW se renforce. En toile de fond, il y a aussi l'influence française - 1964 marque la déconfessionnalisation du syndicat chrétien de ce pays - et l'attitude critique d'un mouvement de jeunes, influencé par l'analyse marxiste. Au bureau national, à côté de réunions communes de plus en plus rares, les francophones et les Flamands commencent à se réunir séparément à partir de la fin 1970. Les services demeurés unitaires sont scindés. En 1972, le MOC change d'attitude politique. Sous l'influence du succès remporté par les partis "linguistiques", il accepte le pluralisme politique dans ses rangs. Il accentue son indépendance en la matière en créant un secrétariat politique. A partir de ce moment, les "hommes" du MOC sont présents dans différents partis : au PSC, plus précisément au sein de la Démocratie Chrétienne, dont Alfred Califice devient la figure de proue après le décès d'André Oleffe en 1975, au FDF, ainsi qu'au RW, mais beaucoup plus rarement au PS. Afin de promouvoir la concertation entre les membres qui militent dans ces partis, sauf le PS, le MOC crée une Fondation Politique.

A la fin des années septante, sous les gouvernements Tindemans et les premiers cabinets Martens, le pluralisme politique du MOC rend la collaboration avec l'ACW flamand de plus en plus difficile, du fait que le FDF et le RW sont tantôt au gouvernement, tantôt dans l'opposition. De plus, l'action personnelle du président de la CSC, le Flamand Jef Houhuys, n'est pas toujours très appréciée des Wallons. Aussi, le président D'havé laisse-t-il s'éteindre le bureau national unitaire. Le MOC et l'ACW qui, en 1978, ont encore adopté ensemble les Options Fondamentales, sont maintenant complètement autonomes. Après que le FDF et le RW aient atteint leur apogée, le MOC commence à réagir contre le morcellement des forces politiques. Toutefois, la politique de crise du gouvernement Martens-Gol empêche un rapprochement avec le PSC. Au contraire, en 1982, le MOC

crée un "mouvement politique" qui se situe explicitement dans le camp progressiste. Cependant, cette voie aboutit, elle aussi, à une impasse, après l'échec de Solidarité et Participation (SEP).

Entre-temps, l'ACW est également confronté à des critiques sur son attitude politique. Dans la seconde moitié des années soixante, ce sont surtout les KWB qui critiquent les liens avec le CVP flamand. Simultanément, l'idée d'un Rassemblement des Progressistes bénéficie de certaines sympathies. Le déclenchement de la crise économique permet à ces positions de se profiler plus nettement. Dans les Options Fondamentales, entérinées en 1979 par le premier congrès de l'ACW, le caractère conditionnel du lien avec le CVP est explicitement souligné. Toutefois, cette formule ne fait que renforcer l'opinion des adversaires de la "connexion-CVP". Le Werkgroep Kongresbesluiten (WKB) [Groupe de Travail "Résolutions du Congrès"], qui plus tard devient le Werkgroep Kristelijke Arbeiderspartij (W-KAP) [Groupe de Travail "Parti des Travailleurs Chrétiens"], fustige l'attitude ambiguë de l'ACW sur ce point⁶⁵. En 1981, à l'occasion du sixantième anniversaire de l'ACW et des visites du bureau journalier aux régions, la direction du mouvement se trouve confrontée à un vaste malaise, que renforce encore la débâcle électorale du CVP et la politique de redressement "néo-libérale" du nouveau gouvernement Martens-Gol. Cette tournée des fédérations aboutit, après les journées d'étude tenues à Hengelhoeft et à Overijse, à la fameuse consultation sur le thème "ACW en politiek" [L'ACW et la politique]. Si, de divers côtés, on critique le manque de profondeur de l'enquête, celle-ci a le mérite d'être large. Rarement, dans l'après-guerre, l'ACW parvient à atteindre autant de membres, de militants et de permanents. L'action locale et régionale du mouvement s'en trouve revigorée. La consultation pose le dilemme entre une pureté théorique, sans beaucoup de pouvoir, et le maintien d'une position de force, avec toutes les ambiguïtés que celle-ci implique au plan du programme. Elle mène finalement au congrès de 1986, qui confirme le choix du CVP, tout en accentuant le profil politique de l'ACW.

En 1985, l'ACW manifeste unilatéralement son indépendance, en adoptant ses propres statuts. Simultanément, il modernise son cadre dirigeant. A cette occasion, il change également de nom ; dorénavant, on ne dira plus "Werkersverbond", mais "Werknemersverbond", le terme "werknemers" renvoyant à l'ensemble des salariés et non plus à la seule classe ouvrière. Il s'agit d'une modification mineure, mais symboliquement importante, que le KWB (Kristelijke Werknemersbeweging) a déjà opérée quelques années auparavant. Cette appellation nouvelle montre bien que la population-cible et les tâches de l'ACW se sont élargies. Le MOC adopte à son tour de nouveaux statuts en 1991. Les statuts sont cependant des

65. WKB en W-KAP", *Beweging. Informatieblad van de Werkgroep Kristelijke Arbeiderspartij*, VI (décembre 1990) 14-17.

constructions sur papier. Ils ne dessinent qu'un cadre. L'action que des organisations développent est déterminée par bien d'autres facteurs. En ce qui concerne le rôle que le MOC et l'ACW joueront au sein du mouvement ouvrier chrétien et dans la nouvelle Belgique fédérale, la voie n'a pas encore été nettement tracée.

Annexe 1 : *Direction*

LIGUE DEMOCRATIQUE CHRETIENNE, 1920-1921

Hendrik Heyman, président, 1921
Cyrille Van Overbergh, secrétaire, 1921
Louis Colens*, conseiller moral, 1921

LNTC/ACW (1921-1946)

Direction provisoire (1921-1923)

Hendrik Heyman, président
Cyrille Van Overbergh, secrétaire
Louis Colens*, conseiller moral

Président

Hendrik Heyman, 1923-1927
Edmond Rubbens, 1927-1934
Hendrik Heyman, 1934-1946

Secrétaire

Louis Colens*, 1923-1927
P.W. Segers, 1927-1946
adj.: Oscar Behogne, 1928-1946

Aumônier

Louis Colens*, 1923-1936 (†)
Antoon Brys*, 1936-

MOC (1946-)

Président

Léon Servais, 1946-1950
André Oleffe, 1950-1973
Victor Michel, 1973-1979
Jeanine Wynants-Kemps, 1979-1985
François Martou, 1985-

Secrétaire

Oscar Behogne, 1946-1948
Olivier Grégoire, 1948-1960
Victor Michel, 1960-1973
Raymond Stélandre, 1973-1990
Luc Dusoulier, 1990-

Secrétaire politique

Arnold Wynants, 1973-1977
Georges Liénard, 1977-

Aumônier

Emile Dejardin*, 1947-1973 (†)
Tony Dhanis*, 1973-1986
Claude Castiau*, 1987-1993
Henri Weber*, 1993-

ACW (1946-)

Président

P.W. Segers, 1946-1951
Raf Hulpiau, 1951-1965
Willy D'havé, 1965-1988
Theo Rombouts, 1988-

*Secrétaire*¹

Louis Meerts, 1947-1949
Jef Deschuyffeleer, 1951-1958
Marcel Vandewiele, 1958-1968
Frans Janssens, 1968-1989
Luc Delanghe, 1989-

Aumônier

Antoon Brys*, -1962 (†)
Marcel Fraeyman*, 1962-1982
Leo De Cruyenaere*, 1982-

1. Vacant en 1946-1947, 1949-1951

Annexe 2 : Membres cotisants de la LNTC avant 1940

	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938
Anvers	21242	27117	30000	8700	12200	12200	12200	12639	13597	13811	14184	14142	13486
Malines	6700	6700	7100	7100	7100	10120	10120	14866	10045	9955	9955	9955	10000
Turnhout	7100	7100	8990	8990	9500	8000	8000	8000	8000	6030	6030	7500	7500
Limbourg	11477	11477	11482	11482	10619	11350	11350	9559	13443	13189	12748	13042	14205
Alost	.	5400	4076	4076	4076	.	4000	4000	4000	4000	4000	4000	4000
Termonde	7500	7000	9000	8850	8700	4000	4800	9000	10000	10000	10000	10000	10000
Eeklo	500	500	.	.	750	1104	1104	1104	1108	562	3216	3216	3500
Gand	12000	12000	15000	15000	16000	10400	10400	15000	15000	7500	7500	7500	7500
Grammont	.	.	1975	1975	1902	1900	1900	2125	2300	2200	2200	2200	2200
Renaix-Audenarde	3000	3000	2500	.	.	.	1223	1223	1500	1500	1500	1500	1500
Saint-Nicolas	10159	10244	11000	11068	11479	11515	11515	1300	11183	11466	10000	11000	11000
Bruges	9000	9500	10505	10505	11797	14708	14708	14997	14106	14153	13728	13881	14000
Ypres	1500	2400	3670	3825	4416	5107	5107	10579	6398	5959	5620	5850	5850
Courtrai	17000	17000	19370	19292	20067	21147	21147	28562	25194	23580	20993	20819	21144
Ostende	7500	7500	7700	7700	7800	8683	8683	15530	14309	14985	14949	12320	12320
Roulers	6300	6905	8624	8624	9171	9806	9806	13085	12735	12167	12050	12350	12500
Louvain	3650	3650	3950	4000	5008	8088	8088	6422	.	2000	.	4924	4550
Bruxelles	6000	6000	3260	3260	6000	7500	7500	7100	3750	8000	4000	8500	8500
Nivelles	2500	2500	2060	.	920	910	910	644	509	700	530	247	197
Charleroi	6000	6000	6000	4000	4000	6200	6226	2313	2000	2000	1296	200	1000
Mons	.	.	.	1000	2500	2000	1000	4261	2422	3073	200	1289	750
Soignies	.	.	.	.	.	232	232	524	800	700	800	600	500
Thuin	.	.	.	.	593	593	593	1200	1400	1800	1500	666	458
Tournai-Ath	.	.	.	.	.	.	100	600	1000	800	1000	400	400
Huy	300	300	725	150	.	250	250	.	428	500	500	500	500
Liège	3296	3296	8900	8900	8900	3000	3000	4000	4000	4235	.	2886	2367
Verviers	2439	2922	3325	3325	.	1717	1717	1720	1300	1300	1300	1000	1200
Waremmé	.	.	.	.	.	102	102	220	592	652	620	620	620
Luxembourg	654	654	123	450	325	200	200	3140	3434	3750	3594	3410	3107
Dinant-Philippeville	.	.	796	.	.	675	178	234	378	300	300	100	325
Namur	6000	6000	2000	2000	2000	.	2665	960	280	900	800	.	200
TOTAL	151817	165165	182131	154272	165823	161507	168824	206607	185211	181767	165113	174617	175379

Source : AACW

Annexe 3 : Thèmes des Semaines Sociales

Semaines Sociales Wallonnes (à partir de 1929)

- 1908 (1) - 1927 (14) Thèmes divers
 1929 (16) L'ascension de la classe ouvrière
 1930 (17) Le capital
 1931 (18) Crise (La crise économique et sociale)
 1932 (19) Rome et les organisations ouvrières chrétiennes (L'application des enseignements sociaux du Saint-Siège par les organisations ouvrières chrétiennes)
 1933 (20) La restauration de l'ordre social
 1934 (21) La classe ouvrière organisée dans l'Etat
 1935 (22) Questions actuelles
 1936 (23) Rénovation
 1937 (24) Le relèvement du peuple et le mouvement ouvrier
 1938 (25) Etudes, enquêtes et directives pour le temps présent
 1939 (26) Pour plus de bonheur familial
pas de Semaine Sociale en 1940-1944
 1945 (27) Libération de la personne humaine
 1946 (28) Les lignes de faite de la démocratie
 1947 (29) Pour une démocratie organique
 1948 (30) Problèmes de l'entreprise
 1949 (31) Unité et pluralisme
 1950 (32) ?
 1951 (33) Autour des problèmes de la liberté
 1952 (34) Promotion ouvrière dans l'entreprise. De l'entreprise capitaliste à l'entreprise communautaire
 1953 (35) Les travailleurs et la culture
 1954 (36) Famille chrétienne et monde ouvrier d'aujourd'hui
 1955 (37) Les travailleurs citoyens responsables dans l'Etat
 1956 (38) Vie chrétienne et action ouvrière en Wallonie
 1957 (39) Réforme scolaire et promotion des travailleurs
 1958 (40) Progrès technique et condition des travailleurs
 1959 (41) Situation et perspectives de la Wallonie
 1960 (42) Evolution des loisirs et promotion des travailleurs
 1961 (43) L'accès des travailleurs à la culture
 1962 (44) Progrès humain et aménagement du territoire
 1963 (45) Evolution de la classe ouvrière
 1964 (46) L'Europe des travailleurs
 1965 (47) Les encycliques sociales de Jean XXIII. Doctrine et action
 1966 (48) La participation dans la société industrielle et urbaine
 1967 (49) La femme et la société contemporaine
 1968 (50) Dans l'abondance, les pauvretés
 1969 (51) Une Wallonie pour les travailleurs

-
- 1970 (52) Enseignement - éducation permanente - société
 - 1971 (53) Idéologies et action militante
 - 1972 (54) La Wallonie et la répartition du pouvoir
 - 1973 (55) Santé et société
 - 1974 (56) Vers l'autogestion
 - 1975 (57) Emploi et politique de développement en Wallonie
 - 1976 (58) Information et pouvoir
 - 1977 (59) Les travailleurs, la justice et le droit
 - 1978 (60) Quelle crise, quelle énergie ?
 - 1979 (61) La conquête du temps
 - pas de Semaine Sociale en 1980*
 - 1981 (62) Emploi et revenus : exclure ou partager ?
 - 1982 (63) Le mouvement ouvrier face aux changements technologiques
 - 1983 (64) Les solidarités internationales (pas de publication)
 - 1984 (65) L'Europe : quels enjeux ?
 - 1985 (66) Jeunesse et mouvement ouvrier, producteurs de l'avenir ?
 - 1986 Pour un nouveau contrat entre l'école et la société (publié en 1987, depuis lors plus de numéro d'ordre)
 - pas de Semaine Sociale en 1987*
 - pas de Semaine Sociale en 1988*
 - 1989 L'autre réforme de l'Etat. Un projet démocratique pour la Wallonie et Bruxelles
 - 1990 La démocratie inachevée

De 1908 à 1927, les Semaines Sociales se tiennent alternativement à Xhovémont près de Liège ou à Fayt près de Charleroi. De 1928 à 1945, elles ont lieu à Louvain. Depuis lors, elles se déroulent alternativement dans différentes villes wallonnes.

Semaines Sociales Flamandes (à partir de 1928)

- 1908 (1) - 1927 (14) Thèmes divers
- 1928 (15) De aanpassing der christelijke arbeidersbeweging aan de moderne toestanden [L'adaptation du mouvement ouvrier chrétien aux situations modernes]
- 1929 (16) De algeheele verheffing van den werklidenstand [L'ascension de la classe ouvrière]
- 1930 (17) Het kapitaal [Le capital]
- 1931 (18) Krisis [Crise]
- 1932 (19) Rome en de christelijke werklidenorganisaties [Rome et les organisations ouvrières chrétiennes]
- 1933 (20) Het herstel der sociale orde [La restauration de l'ordre social]
- 1934 (21) De standsorganisatie der werkliden in den staat [La "standsorganisatie" des travailleurs dans l'Etat]
- 1935 (22) Hedendaagsche vraagstukken [Questions actuelles]
- 1936 (23) Aanpassing. Vernieuwing [Adaptation. Rénovation]
- 1937 (24) Volksverheffing en arbeidersbeweging [Relèvement du peuple et mouvement ouvrier]
- 1938 (25) Problemen van dezen tijd [Questions actuelles]

-
- 1939 (26) Voor meer familiegeuk [Pour plus de bonheur familial]
pas de Semaine Sociale en 1940-1944
- 1945 (27) Het uur der beslissende hervormingen [L'heure des réformes décisives]
- 1946 (28) De democratie [La démocratie]
- 1947 (29) Vraagstukken van het ogenblik [Problèmes du moment]
- 1948 (30) Herstel en nieuwbouw [Rétablissement et constructions nouvelles]
- 1949 (31) Het pluralisme en actuele problemen [Le pluralisme et les problèmes actuels]
- 1950 (32) De christelijke sociale leer en de hedendaagse gemeenschap [La doctrine sociale chrétienne et la société contemporaine]
- 1951 (33) De vrijheid in de huidige samenleving [La liberté dans la société actuelle]
- 1952 (34) De moderne staat [L'Etat moderne]
pas de Semaine Sociale en 1953
- 1954 (35) Actuele problemen [Questions actuelles]
- 1955 (36) De Vlaamse arbeider in het huidig tijdsgebeuren [Le travailleur flamand dans le contexte actuel]
- 1957 (37) Het apostolaat in de arbeidersbeweging [L'apostolat dans le mouvement ouvrier]
- 1959 (38) De arbeider en de vrije-tijdsbesteding [Le travailleur et l'usage du temps libre]
- 1961 (39) De arbeider en de onderneming [Le travailleur et l'entreprise]
- 1963 (40) De evolutie van de arbeidersgroep [L'évolution de la classe ouvrière]
- 1965 (41) Christendom. Arbeiderswereld. Arbeidersorganisaties [Chrétienté. Monde ouvrier. Organisations ouvrières]
- 1967 (42) Vragen omtrent het gezin [Questions sur la famille]
- 1969 (43) De mens in de consumptiemaatschappij [L'homme dans la société de consommation]
- 1971 (44) Herverdeling van de politieke macht [La redistribution du pouvoir politique]
- 1973 (45) Welzijnszorg [L'aide sociale]
- 1975 (46) Arbeidersbeweging [Le mouvement ouvrier]
- 1977 (47) Arbeiders en onderwijs [Travailleurs et enseignement]
- 1979 (48) Wereldcrisis en werkgelegenheid [Crise mondiale et emploi]
- 1981 (49) Vlaanderen morgen [La Flandre de demain]
- 1983 (50) Denken over arbeid [Réflexion sur le travail]
- 1985 (51) Jongeren in (de) beweging [Jeunes en (dans le) mouvement]
- 1987 (52) Nieuwe tijden [Temps nouveaux]
- 1989 (53) Andere leeftijden [Les autres âges de la vie]

De 1908 à 1955, les Semaines Sociales Flamandes ont lieu annuellement à Louvain. Depuis lors, elles se tiennent bisannuellement au Coq-sur-Mer.

Liste des tableaux

- Tableau I-1 : Fédération des Œuvres Ouvrières. Nombre d'affiliations par an. 1867-1885 (p. 21)
- Tableau I-2 : Fédération des Œuvres Ouvrières. Types d'œuvres affiliées. 1867-1885 (p. 29)
- Tableau I-3 : Dates de création des Corporations des Métiers et Négoces (p. 39)
- Tableau I-4 : Ligue Démocratique Belge. Nombre de membres de la direction centrale (p. 45)
- Tableau I-5 : Ligue Démocratique Belge. Types de sociétés affiliées. 1896-1907 (p. 51)
- Tableau II-1 : Sociétés de secours mutuels. Nombre de reconnaissances annuelles. 1852-1896 (p. 73)
- Tableau II-2 : Les premières mutualités chrétiennes (p. 75)
- Tableau II-3 : Les fédérations mutualistes chrétiennes avant 1914 (p. 80-81)
- Tableau II-4 : Assurance-pension libre. Nombre d'adhésions annuelles à la Caisse Générale de Retraite (CGER). 1888-1913 (p. 84)
- Tableau II-5 : Assurance-pension libre. Nombre total de comptes auprès de la Caisse Générale de Retraite (CGER) et nombre de comptes ouverts par l'intermédiaire des caisses de pension catholiques. 1906-1913 (p. 85)
- Tableau II-6 : AMI libre. Nombre de titulaires (service primaire) et nombre de bénéficiaires (service médico-pharmaceutique) de l'ANMC. 1906-1944 (p. 100)
- Tableau II-7 : Aperçu chronologique de la subsidiation par les autorités nationales (p. 104)
- Tableau II-8 : AMI obligatoire pour salariés et appointés. Nombre de titulaires par union nationale. 1945-1989 (p. 115)
- Tableau II-9 : AMI obligatoire pour salariés et appointés. Part des cinq unions nationales dans le nombre de titulaires. 1945-1989 (p. 117)
- Tableau II-10 : AMI obligatoire pour salariés et appointés. Part des régions dans le nombre de titulaires ANMC. 1952-1989 (p. 128)
- Tableau III-1 : Fédérations professionnelles avant 1914 (p. 160-161)
- Tableau III-2 : Propagandistes des fédérations professionnelles en 1914 (p. 165)
- Tableau III-3 : Nombre de membres de la CSC. 1901-1940 (p. 170)
- Tableau III-4 : Part des secteurs et des centrales dans le nombre de membres de la CSC. 1925-1940 (p. 172)
- Tableau III-5 : Centrales adhérant à la CSC en 1939 (p. 183)
- Tableau III-6 : Recettes et dépenses de la Caisse de Réassurance (1922-1925) et la Caisse Centrale de Résistance (1926-1937) de la CSC (p. 188)
- Tableau III-7 : Nombre de membres de la CSC (chiffres corrigés). 1945-1989 (p. 229)
- Tableau III-8 : Part des secteurs et des centrales dans les effectifs de la CSC. 1946-1989 (p. 230)
- Tableau III-9 : Part des régions dans les effectifs de la CSC. 1946-1988 (p. 231)
- Tableau III-10 : Organigramme du mouvement syndical chrétien après la seconde guerre mondiale (p. 233)
- Tableau III-11 : Résultats des élections sociales (p. 239)
- Tableau III-12 : Accords interprofessionnels nationaux. 1960-1975 (p. 249)
- Tableau III-13 : Plan de la CSC concernant la réforme de l'entreprise. 1977 (p. 257)
- Tableau III-14 : Nombre d'hommes et de femmes à la LBC. 1964-1989 (p. 260)
- Tableau III-15 : Centrales adhérant à la CSC en 1989 (p. 269)

-
- Tableau IV-1a-b : Nombre de magasins et chiffre d'affaires du Bien-Etre. 1919-1984 (p. 292)
- Tableau IV-2a-b : Nombre de sections d'épargne et volume de l'épargne de la Banque d'Epargne des Ouvriers Chrétiens (1926-1934) et de la COB-Caisse Centrale de Dépôts (1935-1952) (p. 297)
- Tableau IV-3a-B : Nombre de sections d'épargne et volume de l'épargne de la COB-Caisse Centrale de Dépôts, qui deviendra plus tard COB-Banque d'Epargne. 1953-1990 (p. 308)
- Tableau IV-4 : Recettes de primes des Assurances Populaires. 1930-1990 (p. 310)
- Tableau V-1 : Liste des fédérations des KAV et de leur année de fondation (p. 360)
- Tableau V-2 : Nombre de membres des KAV et des LOFC. 1920-1940 (p. 372)
- Tableau V-3 : Nombre de membres des KAV. 1940-1987 (p. 396)
- Tableau V-4 : Taux d'activité des hommes et des femmes (en %). 1947-1981 (p. 401)
- Tableau VI-1 : Nombre de membres des quatre branches de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne. 1925-1989 (p. 486)
- Tableau VII-1 : Nombre de membres des KWB. 1941-1990 (p. 531)
- Tableau IX-1 : Organigramme de la Ligue Démocratique Chrétienne de Belgique. 1920 (p. 570)
- Tableau IX-2 : Organigramme de la Ligue Nationale des Travailleurs Chrétiens. 1921 (p. 571)
- Tableau IX-3 : Part des régions dans le nombre de membres cotisants de la LNTC. 1926-1938 (p. 574)

Liste des annexes

- Annexe I-1 : Direction de la Fédération des Œuvres Ouvrières et de la Ligue Démocratique Belge (p. 66)
- Annexe I-2 : Nombre d'associations adhérant à la Ligue Démocratique Belge et nombre de membres (p. 67)
- Annexe I-3 : Congrès de la Ligue Démocratique Belge (p. 67)
- Annexe II-1 : Direction de l'ANMC (p. 144)
- Annexe II-2 : Nombre de membres de l'ANMC (p. 145-149)
- Annexe III-1 : Direction de la CSC (p. 272)
- Annexe III-2 : Nombre de membres de la CSC (p. 273-274)
- Annexe III-3 : Congrès de la CSC. 1912-1975 (p. 275-277)
- Annexe IV-1 : Membres des Conseils d'Administration de la Coopération Ouvrière Belge (1924-1935) et de la FNCC (1935-1990), devenue Arcofin, 1990- (p. 321)
- Annexe IV-2 : Statistiques (Coopération Ouvrière Belge et FNCC) (p. 322-323)
- Annexe V-1 : Direction du Secrétariat Général des Œuvres Sociales Féminines Chrétiennes, des KAV et des LOFC/Vie Féminine (p. 419-420)
- Annexe V-2 : Statistique des membres (p. 421-423)
- Annexe VI-1 : Direction des KAJ, VKAJ, JOC et JOCF (p. 496-497)
- Annexe VI-2 : Nombre de membres JOC(F)-(V)KAJ (p. 498-499)
- Annexe VII-1 : Direction des KWB (p. 540)
- Annexe VII-2 : Nombre de membres des KWB (p. 541)
- Annexe VII-3 : Sujets des semaines d'étude nationales (depuis 1961, week-ends d'étude) des KWB (p. 542-543)
- Annexe VIII-1 : Direction du Mouvement Populaire des Familles et des Equipes Populaires (p. 562)
- Annexe VIII-2 : Nombre de membres des Equipes Populaires (p. 563)
- Annexe IX-1 : Direction de la Ligue Démocratique Chrétienne (1920-1921), de la LNTC/ACW (1921-1946), de l'ACW (1946-) et du MOC (1946-) (p. 626-627)
- Annexe IX-2 : Membres cotisants de la LNTC avant 1940 (p. 628)
- Annexe IX-3 : Thèmes des Semaines Sociales (p. 629-631)

Iconographie

Toutes les illustrations appartiennent aux collections du KADOC à Louvain, à l'exception de celles figurant aux pages 407 (Bruxelles, CARHOP), 544 & 554 (Bruxelles, CARHOP, Fonds Victor Thewys)

Index des noms de personnes

Les noms en italiques correspondent à une notice biographique avec photo.

- Adam, Nathanaëlle 497
Aerts, J. 28, 36
Alvarez, Marlène 497
Arendt, Joseph 179, 190, 192-193, 195, 197, 204-205, 215
Arnould, Emilie 447, 470, 471, 473, 497, 613
Attout, Emile 98
Aubert, Roger 556
- Backx, Pieter-Jozef 40, 45
Baers, Maria 113, 165, 337, 339-340, 346, 351, 353, 355, 363-369, 373, 375-376, 378-379, 388, 419, 439, 467
Baert, abbé 365
Balancier, Pierre 562
Barbé, Raymond 592
Barthelemy, Carine 497
Bastin, Max 620
Bauthier, Louise 447
Beeckman, Georges 59
Behogne, Oscar 286, 319, 321, 573, 591, 626-627
Bekaert, Léon 238
Belpaire, Jan 178, 218, 272, 353, 363, 365-367, 379-380, 382, 388, 399, 419
Belpaire, Marie-Elisabeth 330, 332, 336
Bernaerts, Florimond 332, 335
Bertinchamps, Arthur 217, 223, 594
Bertrand, Alfred 602
Beyens, Jos 218
Bivort de la Saudée, Clément 20, 26, 66
Blaimont, Pierre 556
Bloquaux, Jozef 434, 436, 437
Bodart, Jean 574, 576
Bondas, Joseph 225
Bonte, Gaston 496
Boone 496
Bosmans-Hermans, An 419
Bottemanne, Jean 552, 557, 562
Bouby, Jean 551-552, 557-558, 559, 562
Boulvin, Anne 420
Bourgoignie, Patrick 496
Brachotte, Pascal 497
Braeckman, Jozef 208
Braham, Marie 410, 420, 447, 598
Branson, Rik 321
Brants, Victor 37, 59-60, 342, 430
Brau, Jean-Claude 497
- Bristot, Georges 272, 497
Broekx, Pieter-Jan 186, 285, 298, 318, 580
Brohée, Abel 576
Bruggeman, Leo 153
Brutsaert, Richard 89
Brys, Antoon 391, 502-503, 506, 508-509, 511-512, 514-515, 519, 525, 540, 546, 588-589, 592, 596, 613, 615, 626-627
Buyl, Adolphe 82
Byl, Oscar 62
- Califice, Alfred 623
Cambier-Derbaix, Mme 420
Campioni, Charles 26, 33, 35-36
Cantillion, Antoine 58
Cantrijn, August 540
Cappe, Victoire 59, 164, 333-337, 339-340, 342, 344, 346, 349, 351-353, 355, 363-365, 366, 367, 373, 419-420, 431
Cardijn, Joseph 253, 349, 367, 369, 386, 429-434, 437-440, 442, 444, 447, 452-456, 461-466, 469-471, 473-475, 481, 484, 487, 490, 492-493, 496-497, 546-547, 615
Cardolle, Jean 179
Carels, René 179, 197, 575
Carton de Tournai, Henri 98
Carton de Wiart, Henry 45, 49, 64, 66, 166
Castelain, Gilbert 497
Casteleyn, Maya 496
Castiau, Claude 627
Casula, Giorgio 497
Catrysse, Regina 382, 402, 404, 419
Catteeuw, Arthur 165
Ceuppens, Alfons 165
Ceurvelt, Theo 272, 540
Charue, André-Marie 548, 551
Christophe, Léon 165, 221
Claassens, Paul 165
Claes, Maria 496
Claes, Valerius 59-60
Clementz, Béatrice 497
Cleymans, Jos 517-518
Clippe, Claude 562
Cloes, Edouard 21-22
Cloet, Marcel 496, 540
Coeckelberg 112-114
Coine, Eugene 468
Colens, Louis 64, 98, 113, 212, 286, 318, 321, 353,

- 369, 439, 443, 502, 568-569, 572-573, 577-578, 580, 582, 588-589, 626
- Colin, Emiel 437
- Collinet, Léon 37
- Cool, August 114, 177, 192, 194, 211, 218, 220-221, 224, 227, 234, 237-238, 244, 246, 252, 267, 272, 598-599
- Cools, André 595
- Cornelis, Walter 496
- Cornut, Fernande 440
- Cortebeeck, Luc 272
- Corvilain abbé, 337
- Coussens, Jules 173
- Craeynest, Jo 540
- Crols, Laurent 218
- Cruyt, Maurits 329
- Cuypers, Joseph 549, 553, 562, 603
- Daemen, André 272
- Daens, Adolf 49
- Daens, Pieter 23
- D'Amore, Rocco 497
- Danis, Pieter 186, 318, 586
- De Backer, Maurice 562
- de Besse, Ludovic 32
- De Blende, Hugo 540
- De Boeck, Maria 348-349
- De Boodt, Jozef 540
- De Boodt-Van Waeyenberg, Lucie 419
- De Brabanter, Dr. 124
- de Broqueville, Charles 63, 206
- Debruyne, René 54, 155, 158, 162, 166, 177, 178-179, 202, 272
- Debunne, Georges 252
- de Caraman-Chimay, Eugène 26, 28, 35, 66
- De Clercq, Jean 94, 99, 106, 111-112, 144
- Declercq, René 221
- De Clerq, Camiel 165
- De Clerq, Leopold 165
- De Coster, Helena 350, 355, 377, 419
- De Cruyenaere, Leo 419, 627
- De Cuyper, Claudine 496
- Decuyper, Hervé 272
- de Formanoir de la Cazerie, G. 59
- Defourny, Maurice 59
- Defrijn, Roger 272
- De Geest, Herman 123, 144
- De Gendt, Robert 540
- de Ghellinck d'Elsegheem, Jean-Baptiste 55, 86, 94, 98-99, 144
- Degive, Fernand 437
- de Grand'Ry, Edmond 20, 66
- De Greve, Isidoor 165
- De Grijse, Edward 38
- De Guchtenaere, Eugene 55, 282, 329
- De Jaer, Gustave 20-23, 25, 37
- De Jaer, Marie 333-334
- De Jaer, Thérèse 333-334
- Dejardin, Emile 553, 562, 627
- Dejardin, Dr. 125
- De Jonghe, Eugene 603
- Delacharlerie, Albert 497
- Delacroix, Léon 93
- de Lalieux de la Rocq, Berthe* 366, 367, 387, 419-420
- Delanghe, Luc 627
- Delattre, Achille 104
- Delbeke, Willy 496
- Delcourt, Liliane 412
- Delcourt-Pêtre, Andrée 420
- Deleek, Herman 603
- Deleu, Jos 496
- Delfosse, Jules 562
- Delhay, André 497
- Della Libera, Jean François 497
- Delmartino, Jan 496, 585
- Delmot, J. 441
- Delrez, Pascal 173
- De Man, Hendrik 107, 215, 225
- de Meeûs, Ferdinand-Philippe 24
- de Merode, princesse 361
- de Mun, Albert 32
- Dendal, Marguerite 440
- Dengler, Suzanne 339
- de Pierpont, Edouard* 87, 91, 94, 96, 144
- Deploige, Simon 59, 430
- de Ponthière, Charles 45, 62
- De Preytere, Han 419
- Dereau, Louis* 223, 225, 227, 234, 259, 272, 594, 598
- Dergent-Bouvin, Marie-Thérèse 419
- De Ridder, Jozef 221-222
- De Riemaecker, Marguerite 410
- Dermine, Jean 546, 594
- de Robiano, Albert 26
- De Roo, Madeleine 431, 437
- Descampe, Edouard 144
- de Schaetzen, Georges 285, 319, 321
- Deschuyffeleer, Jef* 464, 466-467, 473, 481, 496, 509-511, 592, 602, 610, 627
- Desclée 66
- Deseyn, Luc 496
- De Smedt, Emiel-Jozef 496, 552
- De Smet, Armand 272
- de Smet de Nayer, Paul 58
- de Soignie, Philippe 547-548, 562
- Dessein, Jozef 419
- de Theux, Barthélémy 26
- Detremmerie, Hubert 309, 316, 321
- de Trooz, Jules 36, 50
- Devogel, André 305, 321
- De Vos, Alfons 437, 496
- Devroy, P. 442
- Devuyt, Anne-Marie 440
- Dewalsche, Theo 233
- De Witte, Kamiel 311, 321
- De Witte, Liederik 501, 522-525
- De Wolf-Van Neste, Maria 419
- Dhaenens, Louis 165
- Dhanis, Tony 627
- D'havé, Willy 305, 321, 610, 623, 627
- D'Hondt, Greta 272
- Dhondt, Paula 414
- D'Hondt, Robert* 259, 272
- Dhont, Leopold 165

- Di Nanno, Michele 497
 Dirckx-Becq, Sonja 419
 Donse, Arthur 436
 Drees, Bert 391, 397, 509, 515, 540, 610, 621
 Druwé, Mia 419
 Dubois, Wilhelmine 396
 Ducpétiaux, Edouard 72
 Dullers, Luc 496
 Dumon, Guido 540
 Dupont, Christine 360
 d'Ursel, Joseph 37
 Dusoulier, Luc 627
 Dutrieux, Nelly 440, 497
 Dutry, Abel 557

Eeckhout, Arthur 88, 91, 94-95, 96, 97, 105, 144
Eerdekens, Jef 288, 304, 315, 319, 321, 598
Elsocht, Nathalie 382-383
Embise, Alfred 165
Eylenbosch, Gustaaf 45, 52, 54, 59, 61, 64, 66, 153-154, 159, 163, 272, 282, 328-329, 579
Eyskens, Gaston 122, 244, 304, 595, 601

Fafchamps, Joseph 225, 227
Fa(i)gnaert, Arthur 165
Fallais, Victor 497
Ficher, Alix 345
Fierens, Edmond 319
Fiévez, Marguerite 447, 481-482
Fonteyn, Marcel 496
Foubert, Jozef 540
Foucart, Vincent 471, 497
Fraeyman, Marcel 525, 540, 627
Francotte, G. 86
Frank, Louis 326
Frooninckx, Gusta 419
Fruru, Lucien 261
Fuss, Henri 108, 110, 121, 211

Garcet, Paul 387, 434, 437, 546-547
Gesquière, Marc 419, 496
Gilquin, Josse 556-557
Glorieux, Palémon 455
Gockeln 615
Godfroid, Pierre 497
Goemaere, Johan 476
Goetgebuer, Georges 165
Gol, Jean 623-624
Goossens, Pierre-Lambert 49
Gotto, Mario 497
Grandmont, Alphonse 21-22
Gravier, Edmond 225
Grégoire, Olivier 618, 627

Hacking, Anne-Marie 559
Halfants, Paul 364
Hallet, Jean 131, 144
Hanon, Jacques 497
Harchies, Raymonde 497
Harinck, André 534, 540
Harmel, Léon 32, 430
Harmel, Pierre 125

Harmignie, Pierre 342, 353
Helleputte, Joris 37-42, 44, 47-50, 54, 58, 66, 281, 283
Henning, Jozef 165
Henry, H. 28, 35-36
Henry, René 333
Hertogen, Robert 467
Heuschen, Louis 497
Heylen, Marcel 144
Heylen, Victor 112, 120, 144
Heyman, Hendrik 59, 63, 105, 158, 162-163, 165, 168, 177, 197, 200, 202, 272, 568, 572, 579, 589, 596, 601, 626
Heyman, Joris 165
Hitler, Adolf 210, 455, 461
Houben, Mia 496
Houtbuys, Jef 252, 253, 271-272, 623
Hulpiau, Raf 321, 603, 610, 623, 627

Ingenito, Freddy 497

Jaminé 62
Janssens, Frans 496, 627
Japsenne, Angéline 355, 420
Jaspar, Henri 577
Jauniaux, Arthur 108
Jean XXIII 489, 522, 524
Jean-Paul II 416
Jonckheere, Wilfried 496
Joos, Désiré 556
Jungling, Billy 497
Justaert, Marc 144

Karsseleers, Jozef Laurentius 329-330
Kayaerts, Jan 165, 179, 188-189
Keegan, Patrick 481
Keesen, Eugene-Jan 38
Kemps, Jeanine voir Wynants-Kemps
Ketels, Maurice 178, 224, 226, 272
Keuleers, Jef 114, 234, 272
Konings, Edmond 298, 309, 316, 319
Kothen, Robert 496-497
Kurszawska, Irène 497
Kuylen, Rik 234, 272
Kuypers, Herman 112, 114, 116, 131, 144, 598

Laenen, Robert 306
Lagasse, Charles 556
Lagasse de Locht, Charles 22-23, 26, 281
Lagrou, Leo 397-398
Lambert, Julien 290, 306, 316, 319
Lambrickx, 339
Lampe, Alexandre 165
Lange, Anne-Marie 420
Lauwers, Achiel 38
Lauwers, Marie-Louise 440, 496
Lebrun, Fernande 360, 383
Leburton, Edmond 122-124
Leclercq, Joseph 497
Leën, Walter 121
Lefèbre, Marguerite-Marie 420
Lefèvre, Theo 123, 252

- Léger, Théodore 49
 Léon XIII 37, 48
 Léopold II 46
 Léopold III 218, 471
 Levallois, Marius 545, 556
 Levie, Michel 37, 41, 45, 282-283
 Liénard, Georges 627
Limbourg, Pierre 20, 22, 25, 66
 Logghe, Achiel 97, 186
 Loos, Herman 165
 Luytgaerens, Eduard 443

 Mabile, Léon 21, 45, 48, 53, 61-62
 Machiels, Rosalie 440
 Machielsens, Emiel 218, 220
 Maes, Honoré 567, 585
 Magnus, Jozef 466
 Maia, Antoinette 497
 Maillard, André 272
 Major, Louis 225, 252
 Malevez, Mary 420
 Malou, Jules 26
 Mampaey, Hubert 165, 221
 Marchand, Marie 337
 Marck, Hendrik 112-113
 Marinus, Père 496
 Marquigny, Père 32
 Marteaux, Albert 548
 Martens, Wilfried 270, 623-624
 Martou, François 321, 627
 Maspero, Emilio 266
 Massalski, Urbain 20, 66
Masselang, Sara 253, 262
 Massion, abbé 555
 Maus, Isidoor 363
 Mayence, Etienne 562
 Meersman, Maria 419, 496
 Meert, Jacques 434, 437
 Meerts, Louis 613, 627
 Meile Mgr, 613
 Mellaerts, Jacob-Ferdinand 32
 Mélot, Auguste 64
 Mercier, Désiré-Joseph 55, 60, 62, 166, 169, 335, 337, 340, 348, 350, 364, 429-431, 441-443
 Mertens, Hendrik 303, 316, 319
 Mesotten, Wim 509
 Meyvis, Margriet 496
 Michel, Ernest 497
 Michel Victor 321, 406, 466-467, 497, 547, 549, 562, 603, 623, 627
 Mirkes, Marina 497
 Moelants, Liesje 390
 Monchy, Nand 507
 Monnom, André 420
 Monserez, Pol 496
 Moré, Paul 540
 Moretus de Bouchout, René 35, 66
 Moyersoen, Romain 93-94, 144

Nagels, Maria 360, 377, 378, 382, 384, 388, 419
 Nava di Bontife, Giuseppe Francica 49
 Nicaise 328

 Nobels, Jan 38-40, 45
 Noël, Charles 497
 Noël, Léonie 497
 Nolf, Robert 496
 Novent, Joseph 20, 66
 Nys, Lucienne 401
 Nys, Petrus 111-112, 144

 Oleffe, André 557, 623, 627

 Paisse, Jean 333
 Pareyns, Rudy 496
 Partous, Jeanne 387, 410, 420
 Pary, Victor 165, 272
 Paul VI 484, 529
Pauwels, Henri 174, 177, 178, 179, 195, 198, 205-206, 208, 210, 216-221, 223-225, 234-235, 251-252, 272
 Pauwels, Wivine 496
 Peirens, Willy 271-272
 Peirens-Van Berlamont, Arlette 419, 496
 Peirsegaie, Solange 496
 Penazzato, Dino 617
 Perez-Rey, T. 618
 Périn, Charles 31-32
Perquy, Jules Laurentius 340, 582, 595
 Persoons, Walter 540
 Pêtre, René 406
 Pholien, Joseph 242
 Picard, Louis 464
 Pie IX 23
 Pie XI 364, 432, 441, 454-455, 458
 Pie XII 240, 482, 489
 Pierlot, Hubert 237
 Pieters, Alfons 165
 Piette, Josly 272
 Pironet, Jean 219, 227, 234, 272
 Planquaert, Hector 49
 Poels, Hendrik 566
 Poncelet, Dominique 497
 Possoz, Jules 88
 Pottier, Antoine 45, 48, 50, 281-282
 Pouillet, Prosper 57, 98, 442, 575, 579
 Prims, Floris 59

 Radics, Jules 497
 Raus, Herman 540
 Raway, Mariette 497
 Remacle, Léon 562
 Renard, André 623
 Renard, Michel 21-22
 Renkin, Jules 45, 49-50, 58, 64
 Richard, Frans 582, 592
 Richeling, Gérard 497
 Rochebillard, Marie-Louise 333, 339
 Roest d'Alkmade 66
 Rogier, Charles 72
 Rombouts, Theo 321, 627
 Ronse, Herman 61
 Ronveaux, Michel 497
 Roose, Jos 468
 Roscam, Jules 165, 177, 217-218, 220-221

- Roussel, Luc 497
 Rozet, Marie-Josée 410, 420
 Rubbens, Antoon 144
 Rubbens, Edmond 579, 626
 Rucquoy, Nicole 497
 Rutten, Georges Ceslas 50, 53-54, 60, 89, 152, 154-156, 158, 162, 166, 169, 179-180, 186, 192, 218, 224-225, 272, 334, 339-341, 345-346, 348, 353, 367, 373, 441, 567-568, 572, 579, 582, 585-587
 Rutten, Martin Hubert 50
 Rutten, Père 332
 Sabic, François 272
 Samyn, Aimé 497
 Sauer, Dirk 144
 Sauvage, Guillaume 234, 272, 546
 Savoye, Marcel 272
 Scardino, Franco 497
 Schellekens, Jan 434, 437, 496
 Scherrer, Joseph
 Schollaert, Franz 37, 57
 Schoofs, Frans 540
 Schryvers, Urbain/Robert 66
 Scolas, Paul 420
 Segers, Paul Willem 112, 114, 130, 218, 220, 286, 304, 319, 321, 510, 573, 581, 583, 589, 591-592, 596, 598, 601-602, 604, 607, 613, 626-627
 Senel, Florimond 61, 62-63, 66, 92
 Servais, Léon 114, 122, 595, 596, 626
 Sibenaler, Marie-Antoinette 440
 Simons, Jan Frans 165
 Smet, Miet 414
 Sonnenschein, Dr. 60
 Soudan, Henri 66
 Sovet, Joseph 21
 Spaak, Paul-Henri 123, 215, 252
 Spinoy, Antoon 125
 Staels-Dompas, Nora 419
 Staessens, Pieter 54
 Staline, Joseph 461
 Staus, Lea 440, 497
 Steffen, A. 618
 Stekke, Andrée 497
 Stélandre, Raymond 497, 627
 Stepman, Hendrik-Lieven 23
 Stevens, Maurice 496
 Steyaert, Rika 414, 419
 Stillemans, Antoine 49-50, 62
 Stilmant, J. 350
 Stock, Gustave 38, 45, 64
 Struyf, Louis 20, 26
 Téchy, Madeleine 447
 Teichmann, Constance 330
 Theunis, Georges 94
 Thibaut, Josette 420
 Thiry, Gérard 497
 Thomas d'Aquin 32
 Thys, Willy 272
 Tindemans, Leo 269
 Tonnet, Fernand 181, 433, 437, 464, 497, 546
 Tratsaert, Berthe 113, 352
 Tricot, René 509
 Troclet, Léon-Eli 119, 121-122
 Truys, Bernard 88, 144
 Tschoffen, Paul 579
 Ugeux, William 603
 Undorf, Jean-Louis 420
 Uylenbroeck, Marcel 496-497
 Vaes, Rik 221
 Van Acker, Achille 110, 121, 242, 610
 Vanackere, Hans 496
 Van Berlamont, Arlette, zie : Peirens-Van Berlamont, Arlette
 Van Bladel, Fernand 218
 Van Boeckel, Jean 296, 298
 Van Caenegem, Jules 579
 Van Cauwelaert, Frans 168, 436
 Van Couwenberghe, Piet 496
 Van Craenenbroeck, Jacques 141, 144
 Vandamme, Albert 509, 613, 615
 Vandelloo, Rita 419
 Vandenabeele, Raymond 509
 Vandenberg, Pierre 272
 Van den Corput, Edouard 98
 Van den Daele, Geeraard 121
 Van den Driessche, Henri 32, 35, 280
 Van den Herke, Germaine 345
 Van den Heuvel, Frans 353, 419-420
 Vanden Heuvel, Robert 131-132, 140, 144
 Van den Plas, August 436
 Van den Plas, Louise 59, 333, 335-337, 339, 373
 Van Depoele, Robert 272
 Vande Putte, Jeanne 388
 Vande Putte, Oscar 165
 Vande Putte, Philippine 377, 378, 382, 384, 388, 402, 419, 598
 Vanderhaeghen, Roger 496
 Van der Jeugd, Sidonie 431, 439
 Vanderschraeghe, Urbain 497
 Vandervelde, Emile 98, 442, 575
 Vandewiele, Marcel 496, 605, 627
 Van Hamme, Louis Alexis 46, 66
 Van Haudenard, René 340, 349, 353
 Van Hecke, Albert 66
 Van Heffen, s.j. 23, 28
 Van Helsboecht, Louis 108, 112, 113, 116, 131-132, 144, 598
 Van Houtte, Jean 242
 Van Isacker, Philip 577
 Vanistendael, August 615
 Van Langermeersch, Jérôme 328, 332
 Van Melle, Alfred 106, 108, 111-112, 144
 Vanmol, Annemie 409, 496
 Van Overbergh, Cyrille 38, 45, 59, 63-64, 66, 342, 568, 576, 579, 626
 Van Peteghem, Léonce 409
 Van Quaquebeke, Evarist 158, 162, 177, 272
 Van Riel, Louisa 165, 332, 340
 Van Roey, Jozef 388, 401, 413, 419-420

Van Roey, Jozef-Ernest 215, 219, 225, 365, 368,
 443, 475, 487, 502, 548, 552
 Van Roey, Marcel 496
 Van Salen, Rosa 470, 496
 Van Zeeland, Paul 105, 208-209, 213, 291
 Van Zuylen, Guillaume-Marie 553
 Verbakel, Wim 496
 Verbeek, André 496
 Verbeke, Charles 24, 25, 28, 35-36, 66
 Verbist, Alfons 66
 Verbracken, John 540
 Verdellen, Alfons 165
 Verdonck, Eugene 540
 Vergels, Herman 592
 Verhaegen, Arthur 23, 37, 39-42, 45, 48-50, 52-55,
 57-64, 66, 86, 154, 282-283, 331
 Verhaeghen, Pierre 59
 Verhamme, Camiel 221
 Verheke, Emiel 165, 178, 181, 185, 189, 206, 218,
 222
 Ver Hees, Emiel 86, 93
 Verheust, Christian 497
 Verhoeven, Joseph 497, 547, 549, 562
 Vermandere, José 562
 Vermeersch, Arthur 51, 82
 Vermeire-Walgrave, Estella 419
 Vermeulen, Raymond 545-547, 549, 562, 582
 Vermont, Gilbert 496
 Vermorgen, Ann 496
 Verschueren, Luk 540
 Verwilghen, Alphonse 62, 64, 66
 Verwilghen, Charles 220-221
 Visschers, Auguste 72
 von Vogelsang, Karl 36
 Vos, Luc 501, 531, 540
 Voss, Dr. 220
 Vossen, Emile 332
 Vossen, Jean 332

 Wauters, Joseph 93, 103, 351
 Wauters, M. 350
 Weber, Henri 627
 Willems-Van Cauwenberghe, Alice 419, 431, 440
 Willot, Hilaire 546
 Winckel, Raymond 497
 Wincq, Anthony 497
 Wittevrongel, Antoon 208
 Woeste, Charles 47, 49-50, 86
 Wolfs, Antoon 206, 210
 Wynants, Arnold 471, 497, 562, 627
 Wynants, Jacques 556
 Wynants, Marie-Paule 497
 Wynants-Kemps, Jeanine 321, 406, 410, 412, 420,
 471, 497, 623, 627
 Wynen, André 124, 141
 Wynen, Fanny 339

 Zimmerman, Edmond 290, 300, 319

Liste des abréviations

Organisations et institutions

AC	Action Catholique
ACJB	Association Catholique de la Jeunesse Belge
ACV	Algemeen Christelijk Vakverbond
ACW	Algemeen Christelijk Werkersverbond, (1985) Werknemersverbond
AISC	Association Internationale Sociale Chrétienne
AMI	Assurance maladie-invalidité
ANMC	Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes
BV	Belgische Volksbond
CARHOP	Centre d'Animation et de Recherche en Histoire Ouvrière et Populaire
CEP	Centrale d'Education Populaire
CES	Confédération Européenne des Syndicats
CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite
CGTB	Confédération Générale du Travail de Belgique
CISC	Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens
CMT	Confédération Mondiale du Travail
CNE	Centrale Nationale des Employés
CNSA	Comité National de Secours et d'Alimentation
COB	Coopération Ouvrière Belge
CSC	Confédération des Syndicats Chrétiens
CSVW	Christelijke Sociale Vrouwenwerken
CVO	Centrale voor Volksontwikkeling
CVP	Christelijke Volkspartij
EP	Equipes Populaires
FFCB	Fédération des Femmes Catholiques Belges
FGTB	Fédération Générale du Travail de Belgique
FIMOC	Fédération Internationale des Mouvements Ouvriers Catholiques
FNAMI	Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité
FNCC	Fédération Nationale des Coopératives Chrétiennes
FOPES	Faculté Ouverte de Politique Economique et Sociale
HIVA	Hoger Instituut voor de Arbeid
INAMI	Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité
ISCO	Institut Supérieur de Culture Ouvrière
JOC	Jeunesse Ouvrière Chrétienne
JOEF	Jeunesse Ouvrière Chrétienne Féminine
JVKA	Jeugdverbond voor Katholieke Actie
KADOC	Katholiek Documentatie- en Onderzoekscentrum
KAJ	Kristelijke Arbeidersjeugd
KAV	Kristelijke Arbeidersvrouwengilden, plus tard Kristelijke Arbeidersvrouwenbeweging
KBG	Kristelijke Bonden van Gepensioneerden, plus tard Kristelijke Beweging van Gepensioneerden
KWB	Katholieke Werkliedenbonden, plus tard Kristelijke Werknemersbeweging
LAP	Les Assurances Populaires
LBC	Landelijke Bediendencentrale
LCM	Landsbond der Christelijke Mutualiteiten
LDB	Ligue Démocratique Belge
LNTC	Ligue Nationale des Travailleurs Chrétiens
LOC	Liges Ouvrières Chrétiennes

LOFC	Ligues Ouvrières Féminines Chrétiennes
LVCC	Landelijk Verbond der Christelijke Coöperaties
MMTC	Mouvement Mondial des Travailleurs Chrétiens
MOC	Mouvement Ouvrier Chrétien
MPF	Mouvement Populaire des Familles
OSFC	Ceuvres Sociales Féminines Chrétiennes
POB	Parti Ouvrier Belge
PSC	Parti Social Chrétien
RdE	Réunion des évêques
SSW	Semaines Sociales Wallonnes
UCP	Union Chrétienne des Pensionnés
UDB	Union Démocratique Belge
UTMI	Union des Travailleurs Manuels et Intellectuels
VF	Vie Féminine
VKAJ	Vrouwelijke Kristelijke Arbeidersjeugd
VSW	Vlaamse Sociale Weken

Archives

A...	Archives (suivi par le sigle de l'organisation)
AAM	Archives de l'Archevêché de Malines
ALV	Archives Lammens-Verhaegen
FC	Fonds Cool
FM	Fonds Mercier
FAV	Fonds Arthur Verhaegen
FVR	Fonds Van Roey
PAC	Papiers August Cool
PB	Papiers Broekx
PC	Papiers Cardijn
PSH	Papiers Schollaert-Helleputte
PVB	Papiers Victor Brants

Périodiques

ACV	<i>Algemeen christen vakblad</i>
DASC	<i>Dossiers de l'action (sociale) catholique</i>
EC	<i>L'Economie chrétienne</i>
ECa	<i>L'Economiste catholique</i>
EP	<i>L'Equipe populaire</i>
FB	<i>La Femme belge</i>
GMG	<i>Gids op maatschappelijk gebied</i>
GOB	<i>De Gids van den onderlingen bijstand</i>
GSG	<i>Gids op sociaal gebied</i>
RBHC	<i>Revue Belge d'Histoire Contemporaine</i>
REP	<i>Responsables EP</i>
VF	<i>Vie Féminine</i>

Auteurs et membres du comité de rédaction

Annie De Decker (°Uccle, 1960) est licenciée en Histoire (KU Leuven, 1982). Son passage aux KAV, de 1984 à 1986, lui a permis d'effectuer des recherches sur l'histoire de l'organisation, qui ont débouché sur la publication de *Vormingswerk in vrouwenbanden*. Elle travaille aujourd'hui dans une entreprise.
Adresse : Vleermuisstraat 23, 1700 Dilbeek

Jan De Maeyer (°Anvers, 1952) est licencié en Histoire. Il a été assistant au département d'Histoire de la KU Leuven de 1976 à 1984 et occupe le poste de secrétaire du KADOC depuis 1977. Il a publié des travaux sur divers aspects de la relation Eglise-société-arts, principalement au 19ème siècle. Il prépare actuellement une thèse de doctorat sur Arthur Verhaegen.
Adresse : KADOC, Vlamingenstraat 39, 3000 Louvain

Emmanuel Gerard (°Roulers, 1952) est docteur en Philosophie et Lettres (KU Leuven). Il a été successivement aspirant FNRS, collaborateur scientifique de l'Institut Supérieur du Travail (HIVA - KU Leuven), chercheur qualifié FNRS, attaché à l'Université d'Anvers (UFSIA). Depuis 1991, il est professeur à la Faculté des Sciences Sociales de la KU Leuven. Il a publié des travaux sur le parti catholique, le mouvement ouvrier chrétien et les sciences sociales.
Adresse : Herfstlaan 14, 3010 Kessel-Lo

Paul Gérin (°Etterbeek, 1933) est docteur en Philosophie et Lettres et professeur à l'Université de Liège. Il a publié des travaux qui portent notamment sur la démocratie chrétienne et le catholicisme social en Belgique au 19ème siècle.
Adresse : Rue J. Hermesse 64, 4020 Liège

Nathalie Ista (°Etterbeek, 1965) est licenciée en Histoire (UCL). Elle a occupé un poste d'archiviste à la JOCF jusqu'en 1991 et travaille aujourd'hui dans une entreprise. Elle est chargée de cours à l'Ecole de Promotion Sociale, dont le pouvoir organisateur est Vie Féminine.
Adresse : Rue Emile Verheggen 13, 1060 Bruxelles

Denise Keymolen (°Woluwe-Saint-Pierre, 1945), licenciée en Histoire (KU Leuven), est chargée de cours aux Ecoles Sociales de Heverlee et d'Anvers. Elle a publié des travaux sur le travail des femmes, l'instruction des filles et l'histoire du mouvement féminin.
Adresse : Prosper Poulletlaan 41, 3010 Kessel-Lo

Godfried Kwanten (°Neerpelt, 1960), licencié en Histoire et bachelier en Philosophie, dirige le service des archives du KADOC. Il a publié des travaux sur l'histoire du mouvement ouvrier chrétien.
Adresse : KADOC, Vlamingenstraat 39, 3000 Louvain

Emiel Lamberts (°Londerzeel, 1941) est docteur en Philosophie et Lettres (1970) et professeur ordinaire à la KU Leuven. Il est président du KADOC depuis 1985 et doyen de la Faculté des Lettres depuis 1991. Il a publié des travaux consacrés essentiellement à l'histoire politique et religieuse du 19ème siècle et à l'histoire de l'université de Louvain.
Adresse : Département d'Histoire, Blijde Inkomststraat 21/05, 3000 Louvain

Jacques Lory (°Dour, 1934), docteur en Philosophie et Lettres (UCL, 1971), est professeur aux Facultés Universitaires Saint-Louis de Bruxelles (1974) ainsi qu'à l'UCL (1988). Il a publié des travaux qui portent notamment sur la guerre scolaire et sur l'enseignement au 19ème siècle.
Adresse : Avenue du Duc Jean 21 bte 11, 1080 Bruxelles

Jozef Mampuy (°Anvers, 1949) est licencié en Histoire. Il a également étudié les sciences religieuses, la philosophie et les langues slaves. Il a été assistant au département d'Histoire de la KU Leuven de 1978 à 1984 et travaille aujourd'hui au Service de formation national de l'ACV. Il a publié des travaux sur le mouvement ouvrier chrétien, en particulier sur le mouvement syndical.
Adresse : Bergstraat 38, 3010 Kessel-Lo

Walter Nauwelaerts (°Wilrijk, 1953) est licencié en Histoire (KU Leuven). Il a travaillé comme archiviste au KADOC, avant de devenir professeur d'histoire au Sint-Niklaasinstituut d'Anderlecht. Il a publié des travaux sur l'histoire de la presse et divers inventaires d'archives.
Adresse : Heidestraat 127, 2660 Hoboken

Antoon Osaer (°Koekelare, 1957) est licencié en Histoire (KU Leuven). Après avoir travaillé au KADOC de 1979 à 1984, il a occupé un poste d'assistant au département d'Histoire de la KU Leuven de 1984 à 1988. Il dirige aujourd'hui le service de presse de l'archevêché de Malines-Bruxelles. Il a publié des travaux sur le mouvement ouvrier chrétien et sur le parti catholique de Bruges, ainsi que sur l'histoire religieuse contemporaine.

Adresse : Herestraat 23, 3000 Louvain

Patrick Pasture (°Louvain, 1961) est docteur en Histoire (KU Leuven, 1991). Il est chargé de recherche au FNRS, attaché à l'Institut Supérieur du Travail (HIVA-KU Leuven) et au Département d'Histoire de la KU Leuven. Il a publié des travaux sur l'histoire sociale et politique de Belgique et sur le syndicalisme en Europe.

Adresse : Sparrenstraat 22, 3110 Rotselaar

André Tihon (° Schaerbeek, 1935) est docteur en Philosophie et Lettres (UCL, 1970). Depuis 1984, il est professeur ordinaire aux Facultés Universitaires Saint-Louis de Bruxelles. Il est également président de la Société Belge pour le Progrès de la Philologie et de l'Histoire et du Comité d'Histoire Religieuse du Brabant wallon (CHIREL BW). Il a publié des travaux qui portent essentiellement sur l'histoire de l'Eglise aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles.

Adresse : FUSL, Boulevard du Jardin Botanique 43, 1000 Bruxelles

Louis Vos (°Mol, 1945), docteur en Philosophie et Lettres, est depuis 1973 attaché à la KU Leuven, où il est actuellement professeur. Il a publié des travaux sur le mouvement flamand, le mouvement étudiant et l'action en faveur de la jeunesse.

Adresse : Naamsevest 162, 3000 Louvain

Lode Wils (°Anvers, 1929) est docteur en Droit, docteur en Philosophie et Lettres et professeur ordinaire à la KU Leuven. Il a publié des travaux consacrés au mouvement flamand (notamment une étude en trois tomes sur l'histoire du Davidsfonds) ainsi qu'au mouvement ouvrier.

Adresse : De Grunnelaan 14, 3001 Heverlee

Paul Wynants (°Haine-Saint-Paul, 1954) est docteur en Philosophie et Lettres (UCL, 1981) et professeur aux Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur, où il dirige l'Unité Meuse-Moselle. Il a publié des travaux sur l'histoire de l'enseignement primaire, la Jeunesse Ouvrière Chrétienne et la vie religieuse féminine.

Adresse : Rue du Caurus 12, 1400 Nivelles

Guy Zelis (°Bruxelles, 1948), licencié en Histoire et candidat en Histoire de l'Art (UCL), est collaborateur scientifique au Département d'Histoire de l'UCL et formateur à l'ISCO. Il a publié notamment sur le mouvement ouvrier et sur la formation des adultes.

Adresse : Collège Erasme, place Blaise Pascal 1, 1348 Louvain-la-Neuve

Aperçu des "KADOC-Jaarboeken en Studies"

1. *Cardijn, een mens, een beweging / un homme, un mouvement. Handelingen van het colloquium / Actes du colloque, Leuven / Louvain-la-Neuve, 18-19/11/1982.* Louvain, 1983. 315 p. ill., 750 FB.
2. E. Lamberts, éd. *De kruistocht tegen het liberalisme. Facetten van het ultramontanisme in België in de 19e eeuw.* Louvain, 1984. 361 p. ill., épuisé.
3. M. De Vroede et A. Hermans, éd. *Vijftig jaar Chiroleven, 1934-1984. Aspecten uit verleden en heden van een jeugdbeweging.* Louvain, 1985. 287 p. ill., épuisé.
4. E. Gerard et J. Mampuy, éd. *Voor Kerk en werk. Opstellen over de geschiedenis van de christelijke arbeidersbeweging, 1886-1986.* Louvain, 1986, 366 p. ill., 850 FB.
5. J. De Maeyer, éd. *De Sint-Lucasscholen en de neogotiek, 1862-1914.* Louvain, 1988. 448 p. ill., 1150 FB.
6. J. Billiet, éd. *Tussen bescherming en verovering. Sociologen en historici over zuilvorming.* Louvain, 1988. 320 p. ill., 895 FB.
7. R. Boudens, éd. *Rond Damiaan. Handelingen van het colloquium n.a.v. de honderdste verjaardag van het overlijden van pater Damiaan.* Louvain, 1989. 317 p. ill., 950 FB.
8. L. Vints. *P.J. Broekx en de christelijke arbeidersbeweging in Limburg. 1881-1968.* Louvain, 1989. 352 p. ill., 950 FB.
9. L. Van Molle. *Ieder voor allen. De Belgische Boerenbond. 1890-1990.* Louvain, 1990, 391 p. ill., 640 FB.
9. L. Van Molle. *Chacun pour tous. Le Boerenbond belge 1890-1990.* Louvain, 1990, 411 p. ill., 640 FB.
10. S. Hellemans. *Strijd om de Moderniteit. Sociale bewegingen en verzuiling in Europa sinds 1800.* Louvain, 1990. 287 p. ill., 1250 FB.

11. E. Gerard, éd. *De christelijke arbeidersbeweging in België. 1891-1991.* Louvain, 1991. 1016 p., 2 tomes ill., 1950 FB.
12. K. Dobbelaere, L. Leijssen et M. Cloet, éd. *Levensrituelen. Het vormsel.* Louvain, 1991. 246 p. ill., 995 FB.
13. E. Lamberts, éd. *Een kantelend tijdperk / Une époque en mutation / Ein Zeitalter im umbruch (1890-1910).* Louvain, 1992. 282 p. ill., 1250 FB.
14. J. De Maeyer et P. Wynants, éd. *De Vincentianen in België / Les Vincentiens en Belgique. 1842-1992.* Louvain, 1992. 404 p. ill., 1250 FB.
15. R. Burggraefe, J. De Tavernier et L. Vandeweyer. *Van rechtvaardige oorlog naar rechtvaardige vrede. Katholieken tussen militarisme en pacifisme in historisch-theologisch perspectief.* Louvain, 1993. 311 p. ill., 995 FB.
16. E. Gerard et P. Wynants, éd. *Histoire du mouvement ouvrier chrétien en Belgique.* Louvain, 1994. 1100 p., 2 tomes ill., 2400 FB.

Rédaction finale :

Lieve Dhaene - KADOC

Luc Vints - KADOC

Assistance technique :

Greet De Neef - KADOC

Vera Denil - KADOC

Rudy De Wit - HIVA

Martine Paret - FUNDP

Jeanine Raeymaekers - KADOC

Luc Stroobants - KADOC

Joost Van Bouchaute - HIVA

Sabine Van Reybroeck - KADOC

Nancy Vertongen - HIVA

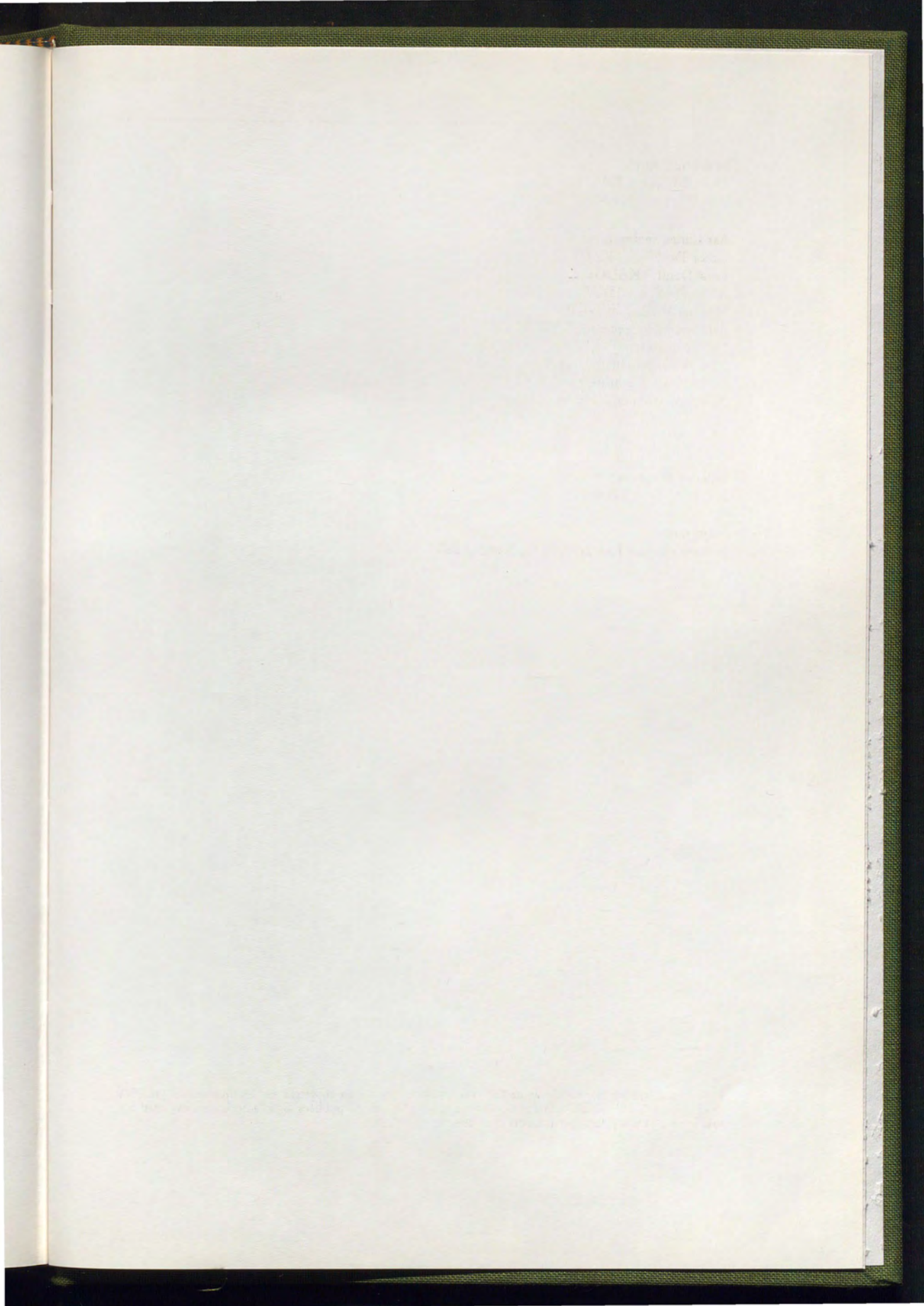
Lay-out et couverture :

Johan Mahieu - Brugge

Imprimerie :

Scheerders van Kerchove N.V., Sint-Niklaas

Les éditeurs se sont efforcés de contacter tous les ayants droit à un copyright sur les illustrations publiées dans ce livre. S'il devait s'avérer que certaines d'entre elles ont été publiées sans l'autorisation expresse des ayants droit, nous prions ces derniers de contacter les éditeurs.



Le mouvement ouvrier chrétien : voilà bien un pouvoir influent, mais controversé dans la Belgique actuelle. On comprend, dès lors, que son histoire, qui s'étend sur plus d'un siècle, mérite d'être étudiée. Le Père Scholl l'avait bien compris, lui qui consacra à ce mouvement un ouvrage devenu classique. Depuis la parution de ce travail dans les années soixante, la recherche historique a bien progressé. Elle s'est attachée à tous les aspects, à toutes les organisations constitutives du mouvement. Elle a aussi ouvert de nouvelles perspectives.

Après trois décennies de travail intensif, la réalisation d'une nouvelle synthèse s'imposait. C'est la raison d'être du présent ouvrage. Ce dernier comprend deux volumes. Dans le tome I, c'est l'histoire du mouvement ouvrier chrétien dans son ensemble qui est examinée et replacée dans le cadre de la société belge. Le passé des organisations constitutives est retracé dans le tome II.

Cette publication, qui a paru en néerlandais en 1991, est le fruit de la collaboration d'historiens de diverses universités. Le comité de rédaction est composé comme suit : Jan De Maeyer, Emmanuel Gerard, Paul Gérin, Emiel Lamberts, Jacques Lory, Jozef Mampuy, Antoon Osaer, André Tihon, Lode Wils et Paul Wynants.